

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

SESSIONS DE 1993

A

ABADIE (François), sénateur des Hautes-Pyrénées (RDE).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en région maritime Méditerranée à Toulon le 8 juin 1993 [n° 366 (92-93)] (16 juin 1993) - *Défense*.

ADNOT (Philippe), sénateur de l'Aube (NI).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés afin de faire bénéficier les directeurs d'établissements d'enseignement privés des avantages financiers et des décharges de service d'enseignement accordés aux directeurs d'écoles publiques [n° 234 (91-92)] (14 janvier 1992) - *Enseignement privé*. Reprise le 5 octobre 1993.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - *Environnement* - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 17 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 31 (16 juin 1993) (p. 1322) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie du textile et de l'habillement* - (18 juin 1993) (p. 1465) - *Industrie textile*.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (9 juin 1993) - **Art. 3 bis** (*anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 829) : son amendement n° 58, soutenu par M. Henri de Raincourt : exonération partielle de la part départementale de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties ; devenu sans objet - **Après l'art. 5** (p. 843) : son amendement n° 41, soutenu par M. Henri de Raincourt : modification du système d'exonération totale de la TIPP ; retiré.

– **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1464, 1465) : présente sa question.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 10** (p. 4828) : son amendement n° I-14 : droit pour chacune des sections d'un club omnisport de bénéficier de six manifestations annuelles exonérées de TVA.; retiré - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4896) : soutient l'amendement de suppression n° I-20 de M. Alain Lambert - (p. 4902) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° I-60 de la commission (report du dispositif prévu au 1^{er} janvier 1997) - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4913, 4914) : son amendement n° I-196 : réduction de 18 % du montant des compensations de la somme versée aux collectivités locales, aux groupements de communes dotés d'une fiscalité propre ou aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ; devenu sans objet - Se déclare opposé à l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction).

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5275, 5276) : évolution des crédits - Recherche - Collectivités locales - Transfert de crédits - (p. 5277) : protection de la nature - Conservatoire du littoral - Protection de l'eau et des milieux aquatiques - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Polyvalence des compétences du ministère - Avis favorable sur ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6053) : son amendement n° II-62 : désignation de la liste des barrages pris en compte au titre des attributions du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle ; adopté.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 41** (p. 6587) : son amendement n° 38, soutenu par M. Emmanuel Hamel : compétence du préfet dans les modalités d'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle ; retiré.

AILLIÈRES (Michel d'), sénateur de la Sarthe (RI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.
- Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (*JO* Lois et décrets du 3 juin 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire et au Cameroun du 8 au 17 février 1993 [n° 251 (92-93)] (8 avril 1993) - **Afrique**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 216 (92-93)] autorisant la ratification du traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes) signé à Helsinki le 24 mars 1992 [n° 265 (92-93)] (21 avril 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992 [n° 216 (92-93)] - (5 mai 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 175, 176 et 177).**

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - Art. 24 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 4808) : information et contrôle du Parlement sur la Communauté européenne - Prélèvement au profit des Communautés européennes - (p. 4809) : prélèvement sur recettes - Prélèvement net et prélèvement effectif - Appréciation des politiques publiques - Fraudes - Le groupe des RI votera l'article 24 - **Avant l'art. 10 (p. 4819) :** soutient l'amendement n° I-34 de M. Serge Mathieu (application de la TVA aux pêcheurs en eau douce à partir du 1^{er} janvier 1994) - (p. 4820) : soutient l'amendement n° I-38 de M. Maurice Arreckx (modification du taux de TVA applicable aux produits de l'horticulture).

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5458, 5459) : avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget - Défense française et risques de conflit - Défense européenne - Modernisation des avions et de la flotte de combat - Industries de l'armement et emploi.

ALLIOT-MARIE (Michèle), ministre de la jeunesse et des sports le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO* Lois et décret du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Sports**.

Projet de loi, présenté avec M. Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)] (4 novembre 1993) - **Sports**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 17 de M. René-Pierre Signé : **Sports (Difficultés résultant pour les centres équestres de l'application de la loi relative à l'organisation des activités sportives (5 juin 1993) (p. 706).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - Discussion générale (p. 3311, 3312) :** entrée en vigueur rapide de ce texte - Problème de la violence dans les stades - Accroissement des sanctions pénales - Institution de nouvelles infractions - Peine complémentaire d'interdiction de stade - (p. 3320) : extension du champ d'application de ce projet de loi à l'ensemble des enceintes sportives - Problème de l'ivresse - Armes par destination - Mise en oeuvre de l'interdiction d'entrer dans un stade - (p. 3321) : interdiction du territoire pour les étrangers - Problème du sport - Répression de la récidive - Exemples des autres pays européens - Sanctions et prévention - Attitudes racistes - Concertation - Exemple des stades américains - (p. 3322) : ouverture des stades sur l'extérieur - Rôle du sport dans l'éducation - **Art. 1^{er} (aménagement du dispositif pénal existant) - Art. 42-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 (répression de l'ivresse dans une enceinte sportive) (p. 3324) :** accepte l'amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction) ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 8 de la commission des lois, et s'oppose aux sous-amendements, n° 26 de M. Jean-Louis Carrère et n° 27 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'oppose à l'amendement n° 13 de M. Jean-Louis Carrère (nouvelle rédaction) - **Art. 42-5 de la loi précitée (répression de l'introduction de boissons alcooliques dans une enceinte sportive) (p. 3326) :** s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 2 de la commission des affaires culturelles (nouvelle rédaction) - **Art. 42-7 de la loi précitée (provocation à la haine ou à la violence) :** s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Jean-Louis Carrère (suppression de la référence à l'homologation et caractère manifeste des agissements concernés lors du déroulement d'une manifestation sportive ou de la retransmission en public de celle-ci dans une enceinte sportive), et accepte l'amendement de conséquence n° 3 de la commission des affaires culturelles - **Art. 2 (droit des fédérations sportives et des associations agréées de se constituer partie civile) (p. 3327) :** accepte l'amendement n° 9 de la commission des lois (modification des références et limitation du droit des associations de se constituer partie civile dans le cas d'infractions commises à l'occasion de manifestations sportives) - **Art. 3 (renforcement du dispositif pénal) - Art. 42-8 de la loi précitée (p. 3328) :** accepte l'amendement n° 5 de la commission des affaires culturelles (répression de la tentative d'introduction d'armes par destination ou de pièces d'artifice uniquement si celle-ci s'accompagne de violence ou de fraude) et s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jean-Louis Carrère (référence à l'article 102 du code pénal) - **Art. 42-9 de la loi précitée (sanction du jet d'un projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes) (p. 3329) :** accepte l'amendement n° 19 de M. Jean-Louis Carrère (sanction de l'utilisation ou de la tentative d'utilisation des installations mobilières ou immobilières de l'enceinte sportive comme projectile) - **Art. 42-10 de la loi précitée (sanction du fait de troubler le déroulement de la compétition ou de porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens en pénétrant sur l'aire de compétition) :** s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jean-Louis Carrère (constitution de l'infraction s'il est porté atteinte à la sécurité des personnes) - **Art. 42-11 de la loi précitée (peines complémentaires applicables en cas de méconnaissance des dispositions précitées relatives au maintien de l'ordre dans les enceintes sportives) :** accepte l'amendement de précision n° 6 de la commission des affaires culturelles - (p. 3330) : accepte l'amendement n° 10 de la commission des lois (extension du champ d'application des peines complémentaires à l'ensemble des délits graves susceptibles d'être commis dans une enceinte sportive) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 21 de M. Jean-Louis Carrère - **Après l'art. 42-12 de la loi précitée :** s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (interdiction d'accès au stade aux individus ayant un comportement raciste ou xénophobe) - Comportements déjà réprimés par le code pénal - **Après l'art. 3 (p. 3331) :** s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (participation des clubs sportifs et des associations de supporters à la lutte contre la violence, le racisme et la xénophobie) - **Avant l'art. 4 (p. 3332) :** accepte l'amendement n° 11 de la commission des lois - **Art. 4 (coordination avec le nouveau code pénal) (p. 3333) :** accepte l'amendement de coordination n° 12 de la commission des lois, et sur ce dernier, s'oppose au sous-

amendement n° 7 de la commission des affaires culturelles - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (adjonction à la fin de l'intitulé des mots suivants : « et à la lutte contre tout comportement violent ou à caractère raciste ou xénophobe »).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 94 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4366, 4367) : caractère dissuasif et préventif du texte - Amélioration de la définition des infractions pénales - Répression des dégradations - Sanctions des provocations à caractère raciste - **Art. 1^{er}** (p. 4368) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5248) : équipements sportifs de proximité - (p. 5249) : partenariat avec les collectivités locales - Rationalisation de l'aide aux associations - **Information des jeunes** - (p. 5250) : aménagement des rythmes de vie des enfants - Cadres techniques - Soutien du sport de haut niveau - Animations sportives locales - (p. 5251) : représentants du sport français dans les instances internationales - Rôle du ministère de la jeunesse et des sports - Rôle du sport dans la formation des jeunes - **Bénévolat** - Zones rurales - (p. 5252, 5253) : rôle du sport dans la création d'emplois - **Contrats d'apprentissage** - Informatisation des ministères - (p. 5264) : augmentation du budget - **Fonds pour le tabac** - **Équipement des collectivités locales** - (p. 5265) : financement du grand stade de Saint-Denis - **Fonds national pour le développement du sport, FNDS** - Lutte contre le dopage - Aide aux associations - **Grandes manifestations sportives** - Rôle du sport dans la vie quotidienne - (p. 5266) : formation des jeunes - **Suppressions d'emplois** - Vie associative - (p. 5267) : coût du grand stade de Saint-Denis - Rôle des collectivités locales - (p. 5268) : FNDS - **Sports mécaniques** - Enseignement et développement du sport dans les écoles - Situation financière des clubs - Rôle du sport pour la jeunesse.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6117) : concertation avec les collectivités territoriales - **Levée des hypothèques** - Expropriations d'urgence - Construction et gestion - (p. 6122) : problème de Melun-Sénart - Aménagement du Nord-Est parisien - **Sécurité** - Pouvoir de décision des collectivités locales - **Exploitation du grand stade** - **Art. 1^{er}** (*autorisation de construire le grand stade*) (p. 6123) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. Ernest Cartigny (édification d'infrastructures de sécurité rendues nécessaires) et pour le sous-amendement n° 3 de M. Bernard Laurent - (p. 6124) : demande le retrait de l'amendement de précision n° 4 de la commission et accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Ernest Cartigny - **Art. 2** (*extension temporaire du champ d'application de l'article L. 15-9 du code de l'expropriation*) : accepte l'amendement de précision n° 5 de la commission - (p. 6125) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Jean Garcia (limitation des expropriations) - Accepte l'amendement n° 6 de la commission (suppression d'un ajout non conforme à la rédaction prévue par la loi du 31 décembre 1987 pour les jeux olympiques d'Albertville) - **Art. 3** (*relogement préalable des occupants*) (p. 6126) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (clarification des obligations de l'expropriant) - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 9 de la commission (projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en vue de la coupe du monde de football de 1998).

ALLONCLE (Michel), sénateur de la Charente (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense** - Gendarmerie - [n° 104 (93-94)] tome 5 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (section « gendarmerie ») - (p. 5445) : plan pluriannuel pour la gendarmerie - Rénovation des logements - Garde républicaine - Répartition des effectifs - (p. 5446) : financement du programme Rubis - Choix des implantations de la gendarmerie - Accepte ce projet de budget.

ALLOUCHE (Guy), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993) - Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993) Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec M. Claude Estier et les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à instaurer une session parlementaire unique [n° 11 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Parlement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 387 (91-92)] relatif à la colombophilie [n° 56 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Animaux**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)]** - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2885) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration - Réserves d'une partie modérée de la majorité - Attaques du Gouvernement contre le Conseil constitutionnel - (p. 2886) : rôle du Conseil constitutionnel - Coopération en matière de droit d'asile - Événements en Algérie - (p. 2887) : reconduite à la frontière : garanties apportées à la mesure d'interdiction du territoire - Restriction de la possibilité de prolongation de rétention administrative de l'étranger en instance d'éloignement - Dispositions destinées à prévenir les mariages de complaisance : principe constitutionnel de la liberté du mariage ; référence à l'article 146 du code civil sanctionnant le défaut de consentement - Lutte contre le travail clandestin - **Art. 1^{er}** (*reconduite à la frontière*) (p. 2895) : son amendement de suppression n° 1 ; rejeté - Opposition du groupe socialiste à la possibilité pour une autorité administrative de prononcer une mesure d'interdiction du

territoire - (p. 2896) : son amendement n° 2 : interdiction du territoire : compétence du président du tribunal de grande instance ; rejeté - **Art. 2 (rétention administrative)** (p. 2897) : son amendement n° 3, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la possibilité de prorogation du délai de rétention administrative en cas d'absence de documents de voyage ; rejeté - (p. 2899, 2900) : missions du Conseil constitutionnel - **Art. 3 (mariages de complaisance)** (p. 2901) : son amendement de suppression n° 4 ; rejeté - Jurisprudence : arrêt de la cour d'appel de Versailles du 15 juin 1990 - Son amendement n° 5, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la possibilité pour le procureur de la République de demander un sursis au mariage ; rejeté - (p. 2905) : principe constitutionnel de la liberté du mariage - **Art. 4 (rétention judiciaire)** (p. 2907) : son amendement de suppression n° 6 ; rejeté - Confusion des rôles entre la police administrative et le pouvoir judiciaire - (p. 2910) : camps de rétention judiciaire - Travail clandestin - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2911) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 69 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4239) : renouvellement triennal par moitié des conseils généraux - Motivations politiques et absence de concertation - Rapport Sourdille - « Jumelage » des élections cantonales et des élections régionales - (p. 4240) : suppression du renouvellement intégral tous les six ans des conseils généraux - Décentralisation - Stabilité des exécutifs des conseils généraux - Gestion administrative du département - Elections cantonales - (p. 4241) : séries renouvelables des conseils généraux - Scrutin proportionnel - Mode de scrutin des élections régionales - Cantons urbains et cantons ruraux - (p. 4242) : conservatisme - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4245) : taux de participation des électeurs - Consultation des présidents de conseils généraux sur le mode d'élection des conseils généraux - Complexité du mode de scrutin - Elections régionales - Le groupe socialiste s'oppose à ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4347) : en raison de l'émission de télévision *Jury d'honneur* à laquelle participe M. Pierre Méhaignerie, souhaite le renvoi du débat au lendemain matin.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Deuxième lecture [n° 120 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 5 (mandat des membres)** (p. 6337, 6338) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (interdiction aux membres du Conseil supérieur de la magistrature de l'exercice d'une fonction publique élective locale ; modification rédactionnelle) - Fonction publique exécutive locale - **Art. 10 (secrétariat administratif)** (p. 6340) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 2 de la commission (choix du secrétaire administratif sur une liste de trois noms proposée par le CSM) - **Art. 14 (nomination des magistrats du siège)** (p. 6343, 6344) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la procédure de transparence pour l'ensemble des nominations effectuées sur proposition du CSM) - **Explication de vote sur l'ensemble** : malaise de la justice - Justiciables - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi organique.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 121 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 9 (classement des auditeurs à la sortie de l'École nationale de la magistrature)** - Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 6347) : nominations de juges d'instruction - **Art. 11 (procédure de transparence des nominations)** (p. 6348) : soutient l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (développement de la transparence) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6350) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi organique - Remerciements.

ALPHANDÉRY (Edmond), ministre de l'économie le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décret* du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif au code de la consommation [n° 273 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Code de la consommation.**

Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] (26 mai 1993) - **Privatisations.**

Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative), en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)] (20 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Assurances.**

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures des marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence [n° 130 (93-94)] (30 novembre 1993) - **Marchés publics.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Charles Lederman : **Politique économique (Politique économique)** (14 mai 1993) (p. 269).

de M. Michel Dreyfus-Schmidt : **Lois de finances (Présentation du collectif budgétaire)** (14 mai 1993) (p. 273).

de M. Joël Bourdin : **Politique économique (Conséquences à tirer des dernières prévisions économiques)** (18 juin 1993) (p. 1412).

de M. Roland Courteau : **Politique économique (Baisse du pouvoir d'achat des ménages)** (8 octobre 1993) (p. 2815).

de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Politique sociale (Politique salariale en faveur de la relance)** (8 octobre 1993) (p. 2820).

de M. Paul Loridant : **Prêts (Baisse des taux d'intérêt et renégociations des prêts)** (8 octobre 1993) (p. 2827).

de M. Lucien Lanier : **Banques et établissements financiers (Ouverture des marchés financiers)** (17 décembre 1993) (p. 6426).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) [n° 273 (92-93)]** - (28 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 526) : droit de la consommation - Historique - Commission supérieure de codification - Codification à droit constant - (p. 527) : ligne directrice du choix des textes à codifier - Information des consommateurs - Moralisation des pratiques commerciales - Crédit aux particuliers - Qualité des produits et des services, et sécurité des consommateurs - Action en justice des associations agréées de consommateurs - Institutions de la consommation - **Art. 1^{er} (partie législative du code de la consommation) et dispositions annexées (articles du code de la consommation modifiés)** - Après l'art. L. 113-1 du code de la consommation (p. 532) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (insertion de l'article 53 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 fixant les règles relatives au champ d'application de ladite ordonnance) - **Art. L. 113-2 (information du consommateur)** : accepte l'amendement de conséquence n° 52 de la commission - **Art. L. 115-3 (interdiction d'indications de nature à provoquer une confusion sur l'origine des produits)** (p. 533) : accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. L. 115-6 (défi-**

nition des appellations d'origine contrôlée) (p. 534) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 5 et n° 6 de la commission (substitution des mots « le décret » aux mots « l'acte réglementaire ») - *Art. L. 115-7 (attribution de l'appellation d'origine contrôlée)* : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 7 de la commission (substitution des mots « le décret » aux mots « l'acte réglementaire ») - *Art. L. 115-10 (action judiciaire de protection des appellations d'origine contrôlée)* (p. 535) : accepte l'amendement de rectification n° 8 de la commission - *Art. L. 115-23 (certification d'une denrée alimentaire ou d'un produit agricole)* : accepte l'amendement de rectification n° 9 de la commission - *Art. L. 115-25 (champ d'application des dispositions des chapitres II à VI du titre 1^{er} du livre II)* (p. 537) : accepte l'amendement de rectification n° 10 de la commission - *Art. L. 115-31 (agents qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions)* : accepte l'amendement de rectification n° 11 de la commission - *Art. L. 121-14 (décret en Conseil d'Etat pour les modalités d'application des articles L. 121-8 à L. 121-13)* (p. 539) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (regroupement de dispositions).

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 959) : désengagement de l'Etat du secteur public - Exemples internationaux - Pays d'Europe de l'Est - Intérêts de la privatisation - Partenariat - Echanges de titres - Marchés financiers - Capitalisation boursière - (p. 960) : lois du 2 juillet et du 6 août 1986 - Entreprises du secteur concurrentiel - Entreprises du secteur concurrentiel exclues du projet de loi - (p. 961) : compagnies d'assurances - Banques - Entreprises industrielles - Engagement effectif de la privatisation - Rôles respectifs du ministre de l'économie et de la commission de la privatisation - Rôle des dirigeants des entreprises - (p. 962) : protection des intérêts nationaux - Lois de 1986 - Création d'une action spécifique - Entreprises du secteur de la défense - (p. 963) : marchés financiers - Placements en actions - Vente par tranches successives du capital des entreprises publiques - Paiements échelonnés limités à un maximum de trois ans - Actionnariats populaire et salarié - (p. 964) : épargne longue - Elargissement de la participation des salariés à la gestion de l'entreprise - Organisation des premières privatisations - Situation du franc - (p. 983) : emprunt de l'Etat - (p. 997) : qualité des travaux des commissions - Constitutionnalité du projet de loi - (p. 998) : remerciements - Relance de la politique de participation des salariés - Liste des entreprises soumises à la privatisation - Entrée d'investisseurs étrangers - Valeur à laquelle chaque entreprise pourra être privatisée - Situation financière des entreprises publiques - Privatisation de la SEITA - Evolution économique depuis 1982 - (p. 999) : affectation d'une partie des privatisations à des dépenses pour l'emploi - Dispositif fiscal sur l'investissement en actions - Privatisations en Russie - Protection des intérêts nationaux - Mécanisme de paiements échelonnés - Dirigeants des entreprises privatisées - Politique de nationalisation des gouvernements socialistes - (p. 1000) : politique de nationalisation de 1981 à 1984 - Politique de long terme des entreprises privées - Développement de la recherche - (p. 1001) : plan de lutte contre le chômage - Délocalisations - Politique de participation des salariés - Proposition de loi sur la participation des salariés déposée par M. Jean Chérioux - Problèmes sociaux liés aux privatisations - Exemple de la SEITA - Aménagement du territoire - Renforcement des marchés financiers français - Droits de la retraite - (p. 1002) : caractère passionné de ce débat - Entreprise privée - Anciens pays de l'Est.

- **Rappel au règlement de M. Pagès** - (11 juin 1993) (p. 1023) : concomitance des débats sur les privatisations et la Banque de France - Son remplacement par un de ses collègues pour la suite du débat sur les privatisations - Proposition de loi de M. Chérioux sur la participation des salariés.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 1024) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (inscription du nouveau programme de privatisation dans le cadre juridique de la loi du 6 août 1986 dont il convient de modifier l'intitulé) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1029) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 49 de M. Charles Lederman et n° 158 de M. Claude Estier - Aménagement du territoire - Délocalisation - Nationalisations de 1982 - (p. 1030) : redressement économique.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Demande de vote unique** (p. 1122) : demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur les articles 2 à 20 dans la rédaction du projet de loi modifié par les amendements suivants : n° 14 à l'article 2, n° 15 et n° 16 à l'article 3, n° 17 à l'article 4, n° 19 et n° 29 à l'article 5, n° 21, n° 22, n° 31, n° 32, n° 33, et n° 326 à l'article 6, n° 34 à l'article 8, n° 23, et sous-amendements n° 35, n° 36 et n° 37 à l'article 9, n° 323 à l'article 10, n° 329, n° 330 et n° 331 à l'article 11, n° 24, n° 25 et n° 332 à l'article 13, n° 26 et n° 39 à l'article 17, n° 324, tendant à insérer un article additionnel après l'article 19, et n° 27 tendant à insérer un article additionnel après l'article 20, à l'exclusion de tout autre amendement - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1125) : procédure de vote unique - (p. 1128) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 84, de suppression, n° 85 (suppression du paragraphe I de l'article 2) et n° 86 (suppression du paragraphe III de l'article 2) - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1139) : accepte les amendements de la commission, n° 15 (précision dans la définition du rôle de la commission de privatisation en matière d'évaluation des entreprises) et n° 16 (réunion de la commission de la privatisation dans les trente jours qui précèdent une opération de mise sur le marché) - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1144) : s'oppose à tous les amendements et au sous-amendement présentés, à l'exception de l'amendement n° 17 de la commission (clarification du dispositif relatif aux opérations de gré à gré) - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1147) : rôle de l'Etat lors de la privatisation - Changement du président de l'entreprise privatisable - Rôle de la commission de la privatisation - Choix des actionnaires.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 17 (dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 1237) : accepte les amendements, n° 39 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif au mode de désignation des présidents des conseils d'administration des banques nationalisées par la loi de nationalisation de 1982) et n° 26, rédactionnel, de la commission, et s'oppose à tous les autres amendements - **Art. 19 (nomination des membres de la commission de la privatisation)** (p. 1238) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 309 de suppression et n° 310 (nomination des membres de la commission de la privatisation dans un délai d'un mois) - **Après l'art. 19** (p. 1239) : son amendement n° 324 : suppression de la Caisse nationale de l'industrie et de la Caisse nationale des banques créées par la loi de nationalisation de 1982 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - S'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 148 (renégociation du contrat de plan signé en 1991 entre l'Etat et le groupe Air France), n° 149 (renégociation de l'accord signé à Bruxelles en 1991 entre la commission des communautés européennes, le Gouvernement français et la compagnie nationale Air France à la suite de l'achat de l'entreprise UTA) - **Art. 20 (abrogations et dispositions diverses)** (p. 1244) : s'oppose à tous les amendements déposés sur cet article - **Après l'art. 20** (p. 1244) : accepte l'amendement de précision n° 27 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 1252, 1253) : remerciements aux ministres qui l'ont secondé - Amendements déposés sur ce texte - Qualité des travaux des commissions - Protection de l'indépendance nationale - Promotion de l'actionnariat populaire - Modernité du texte - Remerciements.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1982) : modification de la répartition des pouvoirs de la politique monétaire entre l'Etat et la Banque de France - Rappel historique - (p. 1983) : indépendance dans la gestion de la politique monétaire - Stabilité des prix - Décentralisation - Ouverture - Traité sur l'Union économique et monétaire - Modèle de banque centrale adapté aux institutions et aux habitudes françaises - Equilibre entre la conduite de la politique monétaire et la détermination de la politique de change - Création d'un Conseil de la politique monétaire - (p. 1984) : politique de change, pilier de la politique économique du Gouvernement - Indépendance de la Banque de France dans la détermination de la politique monétaire - Nomination des membres du Conseil de la politique monétaire - Rôle du Parlement - Maintien des 17 métiers de la Banque de France - (p. 1985) : maintien du statut du personnel et du mode de financement de la Banque de France - Contrôle prudentiel - Rapport annuel du Gouverneur

de la Banque de France sur les opérations de l'Institut d'émission et sur la politique monétaire - (p. 1994) : volonté de la France d'appartenir au cercle des monnaies stables - Corrélation entre le degré d'indépendance des banques centrales et le niveau de l'inflation - Nécessité de la réforme et relance de l'économie - (p. 2005) : absence de valeur juridique du traité de Maastricht en France - Exemple de plusieurs pays européens - Fondement de l'indépendance de la politique monétaire - Stabilité des prix et emplois - (p. 2006) : comparaison avec l'Allemagne - Corrélation entre la stabilité des prix, le taux d'inflation et le degré d'indépendance de la Banque centrale.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - **Demande de réserve** (p. 2028) : demande de la réserve des amendements n° 20 de la commission, et n° 131 de M. Robert Vizet, jusqu'à la fin de la discussion des articles - **Chapitre I^{er}** (*missions fondamentales de la Banque de France*) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Robert Vizet (suppression du mot : « fondamentales » dans l'intitulé du chapitre I^{er}, avant l'article 1^{er}) - **Art. 1^{er}** (*définition et mise en oeuvre de la politique monétaire*) (p. 2034, 2035) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 132, de suppression, n° 133 (politique monétaire de la Banque de France dans le but du développement de l'emploi), n° 134 (définition des missions de la Banque de France), n° 135 (obligation pour la Banque de France d'assurer la croissance économique et l'emploi) et n° 136 (suppression du deuxième alinéa de l'article 1^{er} précisant l'impossibilité pour un membre du Conseil de la politique monétaire de solliciter ou d'accepter les instructions du Gouvernement), ainsi qu'aux amendements de M. Paul Loridant n° 71 (politique monétaire de la Banque de France dans le but de contribuer à la stabilité de la monnaie), n° 72 (préservation du pouvoir d'achat de la monnaie nationale), n° 73 (surveillance du crédit du système bancaire par la Banque de France), n° 74 (émission des billets), n° 75 (substitution des mots : « d'instructions » aux mots : « des instructions ») et n° 76 (substitution des mots : « conseil monétaire » aux mots : « conseil de la politique monétaire ») - Demande le retrait de l'amendement n° 3 de la commission saisie pour avis (accomplissement de la mission de la Banque de France dans le respect des traités) - **Art. 2** (*mise en oeuvre de la politique de changes*) (p. 2040) : crédits bancaires - Prérogatives de l'Etat en matière de réglementation bancaire - Rôle de la Banque de France dans l'octroi des crédits bancaires - (p. 2041, 2042) : s'oppose à l'amendement n° 21 de la commission (entière maîtrise, pour la Banque de France, de la gestion de la politique de changes), retiré par son auteur, puis repris par M. Paul Loridant - (p. 2043) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Robert Vizet (inscription à l'actif du bilan de la Banque de France des intérêts provenant des placements à son compte de résultats) - **Art. 3** (*interdiction du financement des déficits publics*) (p. 2045) : sur l'amendement n° 22 de la commission, qu'il accepte, (compatibilité de l'interdiction d'autoriser des découverts au Trésor avec un remboursement non immédiat des concours précédemment consentis au titre du fonds de stabilisation des changes), son sous-amendement n° 191 ; adopté - (p. 2046) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 183, de suppression, n° 141 (possibilité pour la Banque de France de soumissionner pour son compte lors d'adjudications de valeurs du Trésor) et n° 142 (mention de la tenue du compte du Trésor dans les missions de la Banque centrale) - Demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Paul Loridant (possibilité pour la Banque de France de soumissionner pour son compte lors d'adjudications de valeurs du Trésor) - **Art. 4** (*fonctionnement des systèmes de paiement*) (p. 2048) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 79 (rédaction plus directive de l'article) et n° 80 (gestion, par la Banque centrale, des systèmes d'échanges interbancaires et de fichiers d'intérêt national relatifs aux divers moyens de paiement), ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet n° 143 (maintien des actions nécessaires à la Banque de France pour veiller au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement) et n° 144 (garantie des règlements de fonds entre les établissements bancaires et financiers et maintien de la tenue du compte courant du Trésor public) - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 5** (p. 2056) : sur l'amendement n° 24 de la commission (dispositions liées à l'émission des billets), qu'il accepte, son sous-amendement n° 186 : rôle de la Banque de France dans la qualité de la circulation fiduciaire ; adopté - Sur les sous-amendements à l'amendement n° 24 de la commission, s'oppose aux n° 82 (garantie du monopole de la Banque

Centrale pour la fabrication des billets), n° 83 (mise en circulation des pièces métalliques assurée par la Banque de France), n° 84 (monopole de fabrication des billets) et n° 85 (suppression du délai de dix ans limitant la reprise des billets privés de cours légal), de M. Paul Loridant, ainsi qu'au n° 192 de M. Robert Vizet (fabrication des billets de banque dans les centres industriels de la Banque de France) - (p. 2058) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Robert Vizet (autonomie de la Banque de France pour assurer le bon fonctionnement du système monétaire et le maintien de la qualité de la monnaie) - **Chapitre II** (*organisation de la Banque de France*) - **Section 1** (*statut de la Banque de France*) : accepte l'amendement de suppression n° 25 de la commission - **Après l'art. 19** : accepte l'amendement n° 57 de la commission (reprise de la disposition de l'article 6 relative à la détention directe du capital de la Banque de France par l'Etat) et sur celui-ci, le sous-amendement n° 4 de la commission saisie pour avis - **Art. 6** (*statut de la Banque de France*) (p. 2059) : accepte l'amendement de suppression n° 26 de la commission - **Art. 7** (*compétences du conseil de la politique monétaire*) (p. 2060) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 27 (mission dévolue au conseil de la politique monétaire) et s'oppose au n° 28 (suppression du deuxième alinéa de l'article 7 obligeant le conseil de la politique monétaire à veiller sur la masse monétaire) - Accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 5, rédactionnel, et n° 6, de précision - (p. 2061) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Robert Vizet (régime des réserves) - **Art. 8** (*nomination des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2062, 2063) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 155 (nationalité française pour les membres du conseil) et n° 151 (réduction du mandat) ainsi qu'à l'amendement n° 87 de M. Paul Loridant (durée du mandat identique pour tous les membres) - (p. 2065, 2066) : s'oppose aux amendements, n° 152 de M. Robert Vizet (désignation des membres du conseil de la politique monétaire à la proportionnelle des groupes parlementaires), n° 89 de M. Paul Loridant (liste des membres pouvant être nommés), n° 124 de M. Michel Charasse (retour au texte initial du projet de loi) et aux amendements identiques n° 30 de la commission et n° 7 de la commission saisie pour avis (liste des candidats) - Accepte les amendements de la commission, n° 31 (désignation des membres par les autorités) et n° 32 (suppression du vice-président du Conseil d'Etat parmi les autorités appelées à proposer des noms) ainsi que l'amendement de la commission saisie pour avis n° 8, identique au n° 32 de la commission - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (suppression de la limite d'âge pour siéger au conseil de la politique monétaire) - (p. 2067) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 33, rédactionnel et demande le retrait du n° 34 (suppression de la référence à l'expérience professionnelle) - (p. 2068) : s'oppose aux amendements, n° 153 de M. Robert Vizet (possibilité pour des syndicalistes ou des usagers du système bancaire d'être membres du conseil) et n° 88 de M. Paul Loridant (opportunité d'une expérience dans le domaine social pour un ou plusieurs membres du conseil) ; accepte l'amendement n° 35 de la commission (possibilité pour des personnalités issues des milieux bancaires de siéger au conseil) - (p. 2069) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Paul Loridant (publicité des listes des membres pouvant être nommés et de l'avis du conseil) - Son amendement n° 184 : remplacement des membres ne pouvant exercer leur mandat jusqu'à leur terme ; devenu sans objet - **Art. 9** (*organisation des délibérations du conseil de la politique monétaire*) (p. 2071) : s'oppose aux amendements identiques n° 92 de M. Paul Loridant et n° 156 de M. Robert Vizet (fréquence des réunions du conseil) - (p. 2072) : s'oppose aux amendements n° 36 de la commission (réunion du conseil demandée par le tiers de ses membres) et n° 93 de M. Paul Loridant (convocation du conseil de la politique monétaire) - (p. 2074) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 157 (place du Gouvernement au sein du conseil), n° 158 (présence du Premier ministre ou de celle du ministre de l'économie lors des séances du conseil), n° 159 (participation sans voie délibérative aux séances du conseil de la politique monétaire du ministre chargé de l'économie et des finances) et n° 160 (participation de l'autorité gouvernementale aux séances du conseil), ainsi qu'à l'amendement de M. Paul Loridant n° 94 (droit d'interpellation du ministre de l'économie) - Demande le retrait de l'amendement n° 37 de la commission (suppression de la possibilité pour le ministre

chargé de l'économie et des finances de se faire représenter en cas d'empêchement) - (p. 2075) : demande le retrait de l'amendement n° 38 de la commission (possibilité pour le conseil des ministres d'entendre le gouverneur de la Banque de France lorsque l'ordre du jour le justifie) - **Après l'art. 9** (p. 2076) : s'oppose, aux amendements, n° 125 de M. Paul Loridant (procédure de résolution de conflits entre le Gouvernement et la Banque de France) et n° 126 de M. Michel Charasse (fin des fonctions du conseil de la politique monétaire en cas de conflit entre le Gouvernement et la Banque de France) - **Art. 10 (statut des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2077) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Robert Vizet (impossibilité pour les membres du conseil de la politique monétaire d'exercer d'autres activités professionnelles), ainsi qu'aux amendements identiques n° 95 de M. Paul Loridant et n° 161 de M. Robert Vizet (impossibilité pour un membre du conseil de la politique monétaire de siéger au sein d'organismes internationaux) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (impossibilité pour les membres du conseil ayant la qualité de fonctionnaire de recevoir une promotion au choix) - (p. 2078) : fonction de plein temps au sein d'organismes internationaux. Membres du conseil de la politique monétaire - (p. 2079) : accepte l'amendement n° 39 de la commission (autorisation du conseil pour permettre à ses anciens membres de retrouver une activité professionnelle), ainsi que les amendements n° 13 (traitement perçu par les anciens membres du conseil) et n° 14 (harmonisation avec le nouveau code pénal) de la commission saisie pour avis - **Art. 11 (composition du conseil général)** (p. 2083) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (précision des compétences du conseil général) - S'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 98 (validité des délibérations) et n° 99 (exercice du droit de veto), ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet n° 163 (responsabilité du conseil général de la Banque de France pour l'établissement du budget de l'institution), n° 164 (nombre de représentants des salariés dans le conseil général de la Banque de France) et n° 165 (présence d'un nombre minimal de conseillers à chaque séance du conseil général) - Election du représentant du personnel au conseil général - **Après l'art. 11** (p. 2084) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (compétence et organisation des délibérations du conseil général) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 11 de la commission saisie pour avis, et s'oppose au sous-amendement n° 100 de M. Paul Loridant - **Art. 12 (droit applicable au contentieux de la Banque de France)** : accepte l'amendement de suppression n° 42 de la commission - **Art. 13 (le gouverneur et les sous-gouverneurs)** (p. 2085) : s'oppose aux amendements n° 166 (choix d'un des sous-gouverneurs parmi les directeurs généraux de la Banque de France) de M. Robert Vizet et n° 43 de la commission (limite d'âge du gouverneur de la Banque de France) - **Art. 13 bis (rapport au Président de la République - contrôle du Parlement)** (p. 2087) : accepte l'amendement de suppression n° 45 de la commission - **Art. 14 (statut du personnel de la Banque de France)** : accepte les amendements n° 46 de la commission (suppression des dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs en matière de litiges internes à la Banque de France) et n° 19 de la commission saisie pour avis (harmonisation avec le nouveau code pénal) - **Art. 15 (exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique monétaire)** (p. 2090) : s'oppose aux amendements n° 168 de M. Robert Vizet (précisions destinées à préserver les missions de la Banque centrale) et n° 103 (exercice par la Banque de France de missions d'intérêt général), n° 104 (reconnaissance à la Banque de France du droit à la responsabilité), n° 105 (rôle indispensable assuré par les comptoirs de la Banque de France dans l'exercice de ses missions) et n° 106 (prestations pouvant être rémunérées pour couvrir les coûts engagés par la Banque de France pour assurer ces prestations) de M. Paul Loridant - Accepte l'amendement n° 47 de la commission (exercice par la Banque de France de nouvelles activités sur son initiative en accord avec l'Etat) - **Art. 16 (établissement de la balance des paiements)** (p. 2092) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 108 (limitation à la balance des paiements courants), n° 107 (rémunération des prestations de la Banque de France) et n° 109 (élaboration des statistiques monétaires), ainsi qu'à l'amendement n° 48 de la commission (suppression de la référence aux instructions données par le ministre de l'économie et des finances pour la confection de la balance des

paiements) - **Art. 17 (titulaires de comptes)** (p. 2094) : sur l'amendement n° 49 de la commission (tenue par la Banque de France du compte courant du Trésor), qu'il accepte, ses sous-amendements n° 187 et n° 188 ; adoptés - (p. 2095) : s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Paul Loridant (possibilité pour les associations à but non lucratif régies par la loi de 1901 d'être titulaires de comptes à la Banque de France) - (p. 2097, 2098) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de la commission (suppression de la limitation faite au développement des comptes de clientèle au profit de personnes morales), et s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 111 (maintien des activités de clientèle de la Banque de France) et n° 112 (autorisation du conseil général pour permettre l'ouverture des comptes à des catégories de personnes), et de M. Robert Vizet n° 169 (droit pour la Banque de France d'avoir une clientèle directe) - Activité de gestion des comptes de clientèle - Interdiction de la facturation des chèques - Distorsions de concurrence pour des produits distribués par les services du Trésor ou de la Poste - **Art. 23 (rôle du président du comité de la réglementation bancaire)** (p. 2106) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 177 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement n° 63 de la commission (responsabilités respectives du président du comité de la réglementation bancaire et de la commission bancaire) - **Art. 25 (secrétariat général de la commission bancaire)** (p. 2107, 2108) : s'oppose aux amendements de suppression n° 64 de la commission et n° 178 de M. Robert Vizet, ainsi qu'aux amendements analogues n° 122 de M. Paul Loridant et n° 179 de M. Robert Vizet (choix du secrétaire général de la commission bancaire) - **Art. 26 (rôle du secrétariat général et concours apporté par la Banque de France)** : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 180, de suppression, et n° 181 (moyens mis à la disposition du secrétaire général de la commission bancaire pour l'exercice de ses activités), ainsi qu'à l'amendement n° 65 de la commission (transfert à la commission bancaire des compétences de la Banque de France) - **Art. 29 (contrôle de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires)** (p. 2109) : s'oppose aux amendements, n° 182 de suppression, de M. Robert Vizet, et n° 123 de M. Paul Loridant (contrôle conjoint de la Banque de France et de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires) - **Art. 31 (décret d'application)** (p. 2110) : accepte l'amendement n° 66 de la commission (exclusion des modalités d'organisation et de fonctionnement de la Banque du champ d'application du décret et introduction des modalités d'élection du représentant des salariés) - **Art. 31 bis (publication de la situation hebdomadaire de la Banque de France au journal officiel)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 67 de la commission - **Art. 32 (disposition de coordination)** : accepte l'amendement de suppression n° 68 de la commission - **Art. 33 (entrée en vigueur)** (p. 2111) : accepte l'amendement n° 69 de la commission (modalités d'entrée en vigueur de la loi) ; sur celui-ci son sous-amendement n° 190 ; adopté - **Avant le chapitre 1^{er} et avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 2112 ; précédemment réservé p. 2028) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (rôle de la Banque de France), retiré par son auteur puis repris par M. Paul Loridant, ainsi qu'à l'amendement n° 131 de M. Robert Vizet (rôle de la Banque de France et missions de surveillance et de bon fonctionnement du système bancaire et financier) - **Sur l'ensemble** (p. 2114) : amendements de la commission et de la commission saisie pour avis - Remerciements aux rapporteurs - Qualité des interventions - Intentions du Gouvernement - Commission mixte paritaire.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 408 (92-93)] - (13 juillet 1993) - Discussion générale (p. 2578) : amendements sur les conclusions de la CMP déposés par le Gouvernement à l'Assemblée nationale - (p. 2580) : demande l'adoption de ce texte - **Art. 7** (p. 2583) : son amendement n° 1 : assouplissement de la rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2588) - **Art. 15** : ses amendements, n° 2 : modification rédactionnelle de nature à garantir la pérennité des missions actuelles de la Banque de France ; et n° 3 : développement des nouvelles activités de la Banque de France : possibilité d'initiatives de l'Etat ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2588) - **Art. 26** (p. 2587) : son amendement de rétablissement n° 4 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2588).

- **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le gouverneur de la Banque de**

France [n° 396 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2589, 2590) : procédures comptables applicables aux réserves de change de l'Etat - Apurement des concours de la Banque de France au Trésor public - Fonctionnement du fonds de stabilisation des changes.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 292, 92-93) autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives [n° 457 (92-93)] - (7 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2837, 2838) : primes sous forme de majoration de dividendes accordées illégalement par certaines sociétés à leurs actionnaires les plus fidèles - Principe d'égalité de traitement des actionnaires - Rapport demandé à M. de Maulde, président du Conseil des bourses de valeurs - Privatizations - (p. 2838) : places financières - Actionnariat individuel - Encadrement du dispositif prévu par la proposition de loi et permettant d'octroyer des primes de fidélité à certains actionnaires physiques - Demande l'adoption de cette proposition de loi - **Art. unique** (autorisation du versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales) (p. 2840) : accepte l'amendement n° 1 (extension de la disposition relative aux dividendes majorés à la distribution d'actions gratuites), présenté à titre personnel par M. Etienne Dailly, rapporteur,

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2841) : directives communautaires - Marché unique des assurances - Entreprises françaises d'assurance - Etats non communautaires, parties à l'accord sur l'Espace Economique Européen - (p. 2842) : cadre juridique du marché unique des assurances - Reconnaissance mutuelle des agréments d'activité - (p. 2846, 2847) : protection des assurés - Application du droit français aux contrats - Règles prudentielles - Contrats dits « mixtes », décès, invalidité et maladie - Privatizations - Mutuelles - Contrôle de la réassurance et extension internationale des entreprises françaises - **Art. 1^{er}** (réorganisation du chapitre 1^{er} du titre II, au livre III du code des assurances) (p. 2848) : accepte l'amendement de forme n° 1 de la commission - **Après l'art. 24** : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (modification des règles de répartition des produits des actifs en cas de transfert d'un portefeuille de contrats d'assurance-vie) - **Art. 5** (conséquence de l'application de la troisième directive-vie sur l'indemnité maximale de rachat et la participation aux bénéfiques) (p. 2849) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 2 et n° 3 - **Art. 9** (définition des catégories d'entreprises admises à exercer des activités d'assurance en France) (p. 2850) : accepte l'amendement de forme n° 26 de Mme Maryse Bergé-Lavigne - **Art. 10** (définitions) (p. 2851) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 4 et n° 5 - **Art. 11** (suppression du contrôle a priori des contrats) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 16** (sanctions) (p. 2853) : accepte les amendements n° 7 et n° 8 de la commission (harmonisation avec le nouveau code pénal) - **Art. 19** (agrément des entreprises d'un Etat de l'Espace économique européen non communautaire et agrément spécial des entreprises hors de l'Espace économique européen et de la Suisse) (p. 2854) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (définition des critères d'octroi) - **Art. 24** (transfert de portefeuilles par des entreprises cédantes soumises aux contrôles des autorités françaises) (p. 2856) : accepte l'amendement rédactionnel n° 10 de M. Paul Loridant - **Art. 25** (transfert de portefeuille ; extension des règles applicables) (p. 2857) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 36 de M. Robert Vizet - **Art. 26** (sûretés et privilèges des assurés) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (actif immobilier des entreprises étrangères) - **Art. 27** (sanctions des infractions à certaines règles de gestion) (p. 2858) : accepte les amendements rédactionnels n° 12 et n° 13 de la commission - **Après l'art. 28** (p. 2858, 2859) : son amendement n° 37 : nouvelle rédaction de l'article L. 441-1 du code des assurances ; adopté après modification par le sous-amendement n° 38 de la commission, qu'il accepte - **Art. 31** (transfert de portefeuilles) (p. 2861) : accepte les amendements de précision de la commission n° 14, n° 15 et n° 16 - **Art. 33** (adaptations du code des assurances - mesures de coordination) (p. 2863) :

accepte les amendements de la commission, n° 17 de précision, n° 18 (rétablissement dans le droit commun des régimes particuliers existant en Alsace-Lorraine) et n° 19, de forme - **Art. 34** (droit du contrat - amélioration de l'information des preneurs d'assurance) : accepte les amendements de la commission, n° 20 (nouvelle rédaction) et n° 21, de coordination - S'oppose aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne, n° 34 (typographie du contrat) et n° 35 (inscription de valeurs de rachat dans le contrat) - **Art. 37** (sanctions - coordination) (p. 2865) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (harmonisation avec le nouveau code pénal) - **Art. 41** (codification de l'application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 2866) : accepte l'amendement de rectification n° 23 de la commission - **Art. 42** (entrée en vigueur du projet de loi) (p. 2867) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (mesures transitoires) - **Sur l'ensemble** : remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4396) : dispositions de la loi du 4 août 1993 relatives au statut de la Banque de France et déclarées inconstitutionnelles - Surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée - Directives européennes - Irrévocabilité des paiements interbancaires - (p. 4397) : émission d'emprunts obligataires - Marchés à terme - Transfert de propriété de titres inscrits en compte - Réforme de la pension de titres - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI - Fonds communs de créances - Assurances de dommages - (p. 4403) : conditions d'examen de ce texte - Statut de la Banque de France - Avenir du secteur public - Epargne populaire - **Question préalable** (p. 4406) : s'oppose à la motion n° 37 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 4408, 4409) : s'oppose à la motion n° 23 de M. Paul Loridant tendant au renvoi à la commission - Dispositions sur le statut de la Banque de France déclarées inconstitutionnelles - Traité de Maastricht - **Art. 1^{er}** (indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire) (p. 4410) : son amendement n° 12 : nomination des membres du Conseil de la politique monétaire au Conseil économique et social ; adopté - (p. 4418 à 4420) : modification de la loi organique relative au Conseil économique et social - **Art. 2** (modification du régime des compagnies financières) (p. 4421) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (notion de filiale) - **Art. 3** (contrôle des établissements de crédit agréés en France, filiales d'établissements de crédit installées dans un autre Etat membre de la Communauté européenne) (p. 4422, 4423) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Robert Vizet (présentation pour avis au Conseil national du crédit d'un rapport spécifique sur les contrôles de la commission bancaire) - **Art. 4** (renforcement de la sécurité juridique des paiements interbancaires) (p. 4423) : sur l'amendement n° 3 de la commission (exclusion de son champ d'application des paiements effectués dans le cadre de procédures non continues ou dans le cadre de conventions de gré à gré qui ne sont pas des conventions-cadre de place nationale ou internationale), auquel il s'oppose, son sous-amendement n° 50 ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 4426) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly, n° 46 (modification de l'article 2 de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ; précision que la signature est apposée soit à la main soit par tout procédé non manuscrit, le bordereau pouvant être stipulé à l'ordre) et n° 47 (effet et opposabilité au tiers de la cession ou du nantissement dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de sa notification au débiteur de la créance cédée ou nantie) - (p. 4427) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Etienne Dailly (modification de l'article 52 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit qui porte sur la solidarité de place au cas où un établissement est en difficulté) - **Art. 5** (assouplissement des conditions dans lesquelles les sociétés peuvent émettre des emprunts obligataires) (p. 4428) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 6** (dispositions relatives aux marchés à terme) (p. 4429) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 5, rédactionnel, et s'oppose au n° 4 (suppression du paragraphe I de cet article) - **Art. 7** (transfert de propriété de titres) (p. 4430) : demande le retrait de l'amendement n° 6 de la commission (indemnisation

de l'acheteur) - **Art. 8** (*pension de titres*) (p. 4432) : son amendement n° 53 : nouvelle rédaction du paragraphe V de cet article relatif aux conséquences juridiques générales d'une défaillance de l'une des deux parties ; adopté - (p. 4433, 4435) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 41 (suppression du paragraphe III de cet article relatif à la prise ou mise en pension des valeurs mobilières des titres de créances négociables sur un marché réglementé français ou étranger ou des effets publics), n° 42 (nouvelle rédaction du paragraphe VI relatif à la rémunération du cessionnaire), n° 43 (suppression du paragraphe VIII relatif au traitement comptable de l'opération), n° 19, n° 20, n° 21 et n° 22 (suppression successivement des premier, deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe IX relatifs au régime fiscal des prises en pension) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 9 de la commission - **Art. 9** (*sociétés anonymes de crédit immobilier ; statut de la caisse centrale*) (p. 4435) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (autorisation pour le président de la chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier, en cas d'incompatibilité juridique entre les fonctions de président de la caisse centrale des crédits immobiliers et d'autres de ses fonctions, de proposer un candidat au conseil d'administration de ladite caisse pour le remplacer) - **Art. 10** (*sociétés anonymes de crédit immobilier ; pouvoirs de contrôle de la chambre syndicale*) (p. 4436) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Robert Vizet - **Art. 11** (*modification des règles de transfert du recouvrement des créances cédées à un fonds commun de créances*) (p. 4438) : sur les amendements de M. Paul Loridant, s'oppose aux, n° 28, de suppression, n° 29 (information du débiteur dans le cas d'un transfert de recouvrement et possibilité pour ce dernier de formuler ses observations pendant un mois) et n° 30 (rédaction d'un nouveau contrat de prêt à l'occasion du transfert de recouvrement), et demande le retrait du n° 31 (mention de la possibilité de transfert du recouvrement dans les contrats de prêts conclus à compter de la promulgation de la présente loi et qui pourraient faire l'objet d'une cession par la procédure de la titrisation) - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Robert Vizet (mention de la réalisation de ces opérations de recouvrement dans une annexe spécifique du rapport annuel d'activité de la Caisse des dépôts et consignations) - **Titre VII** (*dispositions relatives au code des assurances*) (p. 4441) : accepte la demande de réserve, formulée par la commission, de l'amendement n° 35 qui modifie cet intitulé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 34, tendant à insérer un article additionnel après l'art. 13.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 45** (*aménagement du seuil des cessions de parts ou actions d'OPCVM de capitalisation investies en titres de taux*) (p. 6222, 6223) : réforme de la fiscalité de l'épargne - Sortie des SICAV monétaires vers les PEA et vers le grand emprunt national - (p. 6024) : s'oppose aux amendements n° II-69 de Mme Paulette Fost (abaissement du seuil de cessions non imposables à 50 000 francs dès le 1^{er} janvier 1994) et n° II-48 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'abaissement du seuil de cessions non imposables jusqu'à 50 000 francs à compter du 1^{er} janvier 1995) - **Art. 46** (*réduction du taux de prélèvement libératoire sur les produits bancaires*) (p. 6025) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° II-49 de M. Jean-Pierre Masseret et n° II-70 de Mme Paulette Fost - Son amendement n° II-82 : application du taux de prélèvement libératoire de 35 % au plan d'épargne populaire dont la durée est inférieure à quatre ans ; adopté - **Art. 47** (*extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières*) (p. 6038) : s'oppose à l'amendement de suppression n° II-71 de Mme Paulette Fost et demande le retrait de l'amendement n° II-58 de M. Alain Lambert (application des mesures prévues par cet article aux produits des autres créances).

- **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales** - *Deuxième lecture* [n° 195 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6842, 6843) : demande le retour au texte adopté en première lecture par le Sénat et limitant aux personnes physiques le bénéfice du dividende majoré - **Art. unique** (p. 6845, 6846) : accepte les amendements de la commission, n° 1 : respect du principe de l'égalité entre actionnaires ; n° 2 : rédactionnel ; n° 3 : limita-

tion du bénéfice de la majoration aux personnes physiques et n° 4 : application aux seules sociétés cotées.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** - *Deuxième lecture* [n° 194 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6855) : transposition en droit interne des directives relatives à l'assurance vie et à l'assurance non-vie - Amélioration technique et rédactionnelle au moyen d'amendements - Conséquence logique de l'entrée des institutions de prévoyance dans le champ des directives sur l'assurance - Remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6860) : hommage aux membres des deux assemblées et au rapporteur du Sénat - Système des « créances Dailly » - Retrait obligatoire - Traitement du complice du voleur - Régime de la réquisition - (p. 6861) : prépondérance du traité sur la loi - **Art. 11 bis** (*procédure d'éviction d'actionnaires minoritaires à l'issue du succès d'une offre publique sur les actions d'une société*) (p. 6866) : son amendement n° 1 : détermination des conditions d'indemnisation des actionnaires minoritaires ; rejeté - **Art. 12 A** (*exclusion des voleurs et de leurs complices du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles*) (p. 6868) : son amendement de suppression n° 2 ; rejeté - Risque de contentieux - (p. 6870) : responsabilité lors de l'accident - Indemnisation des accidentés - **Art. 12** (*réquisition des services*) (p. 6871) : son amendement n° 3 : retour au texte du projet de loi ; rejeté.

ALTHAPÉ (Louis), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(18 juin 1993) (p. 1426) - Ministère : Aménagement du territoire - Répartition de la dotation de développement rural - Dotation de développement rural (DDR).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 3178) : sur l'amendement n° 57 de M. Auguste Cazalet (précision de la notion de hameau), se déclare favorable au sous-amendement n° 73 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4739) : soutient l'amendement n° I-82 de M. Simon Loueckhote (extension de la majoration de la réduction d'impôt aux souscriptions au capital de sociétés civiles de placement immobilier qui acquièrent des logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer).

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5143, 5144) : devises - Intégration de la dotation touristique dans la dotation forfaitaire - Situation financière des stations de sports d'hiver - (p. 5145) : au nom du groupe RPR, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5386, 5387) : fonction publique territoriale : régime de retraite et de protection sociale - Réforme de

la fonction publique territoriale : recrutement, système de la carrière - Centre de gestion de la fonction publique territoriale - (p. 5388) : mission de proximité des maires - Le groupe du RPR votera ce projet de budget.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Art. 6 (la dotation forfaitaire)** (p. 6362) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (indexation des dotations touristiques et de la dotation ville-centre sur l'évolution de la dotation forfaitaire) - **Art. L. 234-13 du code des communes (dotation de solidarité rurale)** (p. 6375) : son amendement n° 23 : bourgs-centres : suppression de l'extension à des communes de dix à vingt mille habitants ; retiré - (p. 6378) : dispositions adoptées par l'Assemblée nationale - **Communes rurales - Art. 27 (dotation de développement rural)** (p. 6385) : se déclare favorable aux amendements de la commission n° 13, n° 14 et n° 15 (retour au texte adopté en première lecture par le Sénat) - Services publics en milieu rural - Coût des regroupements pédagogiques.

ARRECKX (Maurice), sénateur du Var (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4819, 4820) : son amendement n° I-38, soutenu par M. Michel d'Aillières : modification du taux de TVA applicable aux produits de l'horticulture ; retiré.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5385) : décentralisation et aménagement du territoire - Financements croisés entre l'Etat et les collectivités territoriales - (p. 5386) : définition des compétences et suppression de la cogestion - Département du Var - Inflation juridique et possibilité pour les juges administratifs de rendre des avis à la demande des collectivités locales - Concertation ascendante dans le cadre des procédures de planification - Lutte contre les incendies - Votera l'ensemble de ce projet de budget.

ARTHUIS (Jean), sénateur de la Mayenne (UC).

NOMINATIONS

- Rapporteur général de la commission des finances.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire jusqu'au 7 avril 1993.
- Membre titulaire du Conseil national du crédit.
- Membre titulaire du Conseil de surveillance du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance.
- Membre es qualités de la commission des comptes et des budgets économiques de la nation.
- Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la situation des finances publiques et des comptes sociaux en 1992 et 1993 [n° 252 (92-93)] (8 avril 1993) - **Finances publiques.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances à la suite d'une mission d'information effectuée aux Etats-Unis, du 28 février au 6 mars 1993, sur la position de la nouvelle administration américaine dans les négociations du GATT [n° 267 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Etats-Unis.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à améliorer la fiscalité du logement [n° 269 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Logement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 329 (92-93)] (2 juin 1993) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur l'incidence économique et fiscale des délocalisations hors du territoire national des activités industrielles et de service [n° 337 (92-93)] (4 juin 1993) - **Politique économique et sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 351 (92-93)] (10 juin 1993) - **Lois de finances rectificatives.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 356 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 388 (92-93)] (23 juin 1993) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 385 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, portant règlement définitif du budget de 1991 [n° 403 (92-93)] (6 juillet 1993) - **Lois de règlement.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 396 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie, et le gouverneur de la Banque de France [n° 404 (92-93)] (6 juillet 1993) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 408 (92-93)] (6 juillet 1993) - **Banques et établissements financiers.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 101 (93-94)] tomes 1, 2, 3 et 4 (2 novembre 1993) - **Lois de finances**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 [n° 179 (93-94)] (14 décembre 1993) - **Loi de finances**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale [n° 182 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Lois de finances rectificatives**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi d'orientation quinquennale [n° 152 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relative à la maîtrise des finances publiques [n° 192 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Finances publiques**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 198 (93-94)] (20 décembre 1993) - **Lois de finances rectificatives**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 84, 86) : finances publiques : propositions du Sénat - Emploi - Délocalisation industrielle vers des pays à faible coût de main-d'oeuvre ; absence de frein communautaire et extension aux activités de services - Distribution - Soutien du Sénat à la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 718, 719) : justification d'un collectif budgétaire - Pertes de ressources - Conjoncture nationale et internationale - Cumul d'une progression des dépenses du budget général avec une baisse des ressources - (p. 720) : priorités - Effort de rigueur - Limites de la régulation budgétaire - Mesures en faveur du logement - (p. 721) : mesures en faveur des entreprises - Suppression du décalage d'un mois en matière de TVA - Mesures en faveur de l'emploi - Lancement de l'emprunt national - (p. 722) : ponction du Gouvernement sur les fonds de divers organismes - Effort de solidarité envers l'agriculture - Evolution du pouvoir d'achat - Progression mécanique du chômage - Nécessité d'une réforme globale de la fiscalité - Augmentation de la CSG - (p. 723) : est favorable à l'adoption du projet de loi de finances rectificative sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des finances - **Exception d'irrecevabilité** (p. 770, 771) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Déductibilité de la CSG - Exonération des droits de mutation - Caractéristiques de l'emprunt d'Etat et bien-fondé de son lancement - Principe de la suppression du décalage dans la récupération de la TVA - Saisine du Conseil constitutionnel - **Question préalable** (p. 774) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Cohérence de la position de la majorité sénatoriale - Reconstruction du budget par l'intermédiaire de la loi de finances rectificative - **Renvoi à la commission** (p. 776, 777) : s'oppose à la motion n° 86 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission - Emprunt d'Etat - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 781) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Robert Vizet (modalités d'utilisation de la créance) - Son amendement n° 6 : inclusion des produits pétroliers mis à la consommation dans la liste des biens et services non pris en compte dans le calcul de la déduction de référence ; adopté - (p. 782) : s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Claude Estier (dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas) - (p. 784) : son amendement n° 204 : accès pour les entreprises en difficulté à des facilités de crédit ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 96 de M. Robert Vizet (réduction du temps de travail) - (p. 785) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Robert Vizet (incitation des entreprises à ne pas licencier) - Son amendement n° 7 : limitation du plafond de la rémunération de l'emprunt ; adopté - (p. 786) : s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Robert Vizet (impossibilité d'attribuer la

créance aux entreprises délocalisées) - (p. 788) : s'oppose à l'amendement n° 100 de M. Robert Vizet (impossibilité d'attribuer une créance aux entreprises procédant à des délocalisations) - Son amendement n° 8 : délai pour l'administration d'exercer son droit de reprise lors du passage au nouveau régime ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 153 de M. Claude Estier (prescription spécifique pour permettre à l'administration fiscale une vérification des calculs de la déduction de référence pour les entreprises) - (p. 789) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Robert Vizet (dégagement de temps de travail pour la formation) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 791, 792) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 102 (remboursement aux collectivités territoriales de la TVA sur des dépenses de fonctionnement et d'investissement), n° 103 (remboursement de la TVA aux collectivités locales dans les délais les plus courts) et n° 104 (réforme de la taxe professionnelle) - (p. 793) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Robert Vizet (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés).

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle*) (p. 815) : s'oppose aux amendements de suppression n° 107 de M. Robert Vizet et n° 155 de M. Claude Estier ainsi qu'aux amendements, n° 156 de M. Michel Charasse (modalités de maintien pour 1994 du système actuel du remboursement du dégrèvement de la taxe professionnelle) et n° 157 de M. Claude Estier (sanctions spécifiques) - **Art. 2** (*allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 818) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Claude Estier (portée de la mesure proposée sur les cessions dont le montant est inférieur à 150 000 francs) - Son amendement n° 9 : compensation partielle de la perte des recettes fiscales subies par les collectivités territoriales ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 820, 821) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 108 (taxation des revenus financiers) et n° 109 (fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France) - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 824) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 160 de M. Claude Estier ainsi qu'à l'amendement n° 110 de M. Robert Vizet (établissement d'un barème progressif d'imposition sur les plus-values mobilières) - Sur les amendements de M. Philippe Marini, demande le retrait du n° 47 (suppression de l'impôt de bourse) et accepte le n° 5 (écrêtement de l'impôt de bourse) ainsi que l'amendement analogue de M. Xavier de Villepin n° 28 - **Après l'art. 3** (p. 825, 826) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 111 (diminution de la TVA sur les produits de l'horticulture) et n° 112 (taux de TVA sur les produits sanguins) - (p. 827) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Robert Vizet (application d'un taux de TVA nul en faveur de la presse) - **Art. 3 bis** (*anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 829) : son amendement n° 10 : bases de compensation ; adopté - (p. 830) : demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. Philippe Adnot (exonération partielle de la part départementale de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties) - Sur les amendements de M. Paul Girod, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 75 (rétablissement de l'exonération en faveur de l'agriculteur) et s'oppose au n° 76 (prise en charge par l'Etat de la compensation de l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti) - **Art. 4** (*modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées*) (p. 834) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Pierre Lacour (baisse du tarif des droits de consommation) - (p. 836) : accepte l'amendement n° 43 de M. Maurice Lombard (augmentation du tarif du droit de consommation sur les crèmes de cassis à compter de 1994) - **Après l'art. 4** (p. 837 à 839) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 114 (contribution des plus hauts revenus), n° 116 (élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° 119 (revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° 115 (prélèvement exceptionnel des banques passibles de l'impôt sur les sociétés), n° 117 (taxation des opérations de change) et n° 118 (prélèvement exceptionnel sur le produit des SICAV monétaires et des fonds communs de placement) - **Art. 5** (*modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final*) (p. 841) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 120 de M. Robert Vizet ainsi qu'à l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Masseret (réduction du taux de majoration de la taxe intérieure sur les produits pétro-

liers) et accepte l'amendement n° 31 de M. Michel Souplet (réduction du tarif actuel de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz de pétrole liquéfié) - **Après l'art. 5** (p. 843) : accepte l'amendement n° 41 de M. Philippe Adnot (modification du système d'exonération totale de la TIPP) - (p. 844) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Robert Vizet (mesures destinées à la revalorisation des traitements) - **Art. 5 bis (autorisation d'émettre un emprunt d'état convertible en actions de sociétés privatisées)** (p. 847) : son amendement n° 11 : dispositif tendant à s'opposer au frein provoqué lors de l'échange des titres hors du cadre du PEA ; retiré - S'oppose aux amendements de suppression n° 122 de M. Robert Vizet et n° 163 de M. Claude Estier et accepte les amendements du Gouvernement, n° 206 et n° 207 (conditions dans lesquelles les titres de l'emprunt seront utilisés en paiement des actions des sociétés privatisées) - **Art. 5 ter (inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général)** (p. 849) : son amendement n° 12 : application de la dérogation à l'année 1993 ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 123 de M. Robert Vizet et n° 164 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 208 du Gouvernement (report de la mise en oeuvre de l'affectation au budget général des recettes des privatisations) - **Après l'art. 5 ter** : accepte l'amendement n° 209 du Gouvernement (*augmentation du tarif des ordonnances pénales*) - **Art. 6 et Etat A (équilibre général)** (p. 859) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 124 de suppression, et n° 125 (réduction des sommes consacrées au surarmement nucléaire) ainsi qu'à l'amendement n° 165 de M. Michel Charasse (réinscription de la dette de 100 milliards de francs) et accepte l'amendement n° 223 du Gouvernement (modification résultant des votes intervenus lors de l'examen des articles de la première partie) - **Seconde délibération - Art. 2** (p. 861) : accepte l'amendement n° B-1 du Gouvernement (suppression du paragraphe IV de cet article) - **Art. 5** : accepte l'amendement n° B-2 du Gouvernement (rétablissement du texte initial du Gouvernement concernant le régime dérogatoire de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants utilisés par les chariots élévateurs) - **Art. 6 et Etat A** (p. 868) : accepte l'amendement de coordination n° B-3 du Gouvernement - **Art. 7 et Etat B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)** (p. 872, 873) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 210 (majoration des crédits nécessaires au fonctionnement de la nouvelle Agence du médicament), n° 221 (création d'un chapitre 37-05 sur le budget des charges communes), n° 211 (majoration des crédits de participation à divers fonds de garantie) et n° 212 (transfert de 50 millions de francs du chapitre 43-03 du budget du premier ministre au chapitre 44-95 des charges communes) et s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Robert Vizet (réduction des crédits du titre IV destinés à exonérer les entreprises des charges familiales) - **Art. 8 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)** (p. 875) : accepte l'amendement n° 213 du Gouvernement (redéploiement des crédits d'équipement prévus sur le chapitre des routes du budget de l'équipement en faveur du chapitre de la sécurité routière et ouverture de 10 millions de francs d'autorisations de programme et crédits de paiement sur le chapitre du budget des routes) et s'oppose au n° 128 de M. Robert Vizet (réduction des crédits de paiement et suppression des autorisations de programme de 100 millions de francs au titre VI « Industrie ») - **Art. 9 bis (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)** (p. 878) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 129 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 12** (p. 879) : accepte l'amendement n° 222 du Gouvernement (inscription à l'état F (tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs de la loi de finances pour 1993) du nouveau chapitre 37-05 créé sur le budget des charges communes) - **Art. 13 (exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles)** (p. 880) : s'oppose aux amendements n° 166 de suppression de M. Claude Estier et n° 167 de M. Michel Charasse (restriction de l'exonération aux seuls droits de mutation à titre onéreux) - (p. 881) : son amendement n° 13 : délai limite pour l'achat d'un immeuble neuf dont la vente donnera éventuellement lieu à l'exonération des droits de mutation ; adopté - (p. 882) : son amendement n° 14 : suppression du paragraphe V prévoyant que le manque à gagner ne fera pas l'objet d'une compensation versée par l'Etat ; adopté - (p. 883) : son amendement rédactionnel n° 214 ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 884) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Robert Vizet (durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties affectées à l'habita-

tion principale) - **Avant l'art. 14** (p. 885) : demande le retrait de l'amendement n° 87 de M. José Balarello (suppression de la limite en fonction du revenu pour accorder la déduction d'impôt au titre des prêts contractés pour la construction) - **Art. 14 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour grosses réparations)** (p. 886) : accepte l'amendement n° 32 de M. Xavier de Villepin (suppression de la limite en fonction du revenu afin de faire bénéficier tous les contribuables de la réduction d'impôt) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 224 du Gouvernement - **Après l'art. 14** : son amendement n° 15 : amélioration du régime de la réduction d'impôt au titre des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition ou les gros travaux de la résidence principale ; rejeté - **Art. 15 (imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 888) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 171 de M. Claude Estier ainsi qu'à l'amendement n° 51 de M. Philippe Marini (suppression des dispositions tendant à restreindre les possibilités de déduction dont bénéficient les nus-propriétaires) - (p. 889) : accepte l'amendement n° 192 de M. Jacques Oudin (élargissement du champ d'application du dispositif) - (p. 890) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 173 (diminution du plafond prévu au b du I de l'article 15), n° 174 (simplifications d'impôts pour les petits propriétaires fonciers) et n° 172 (retour à la rédaction du projet de loi initial) - Accepte les amendements n° 65 de M. Jean Huchon (clarification des règles applicables au report des déficits sur les revenus fonciers des années suivantes) et n° 193, n° 194 et n° 195 de M. Jacques Oudin (élargissement du champ d'application de l'article) - S'oppose à l'amendement n° 93 de M. José Balarello (mesures de déductibilité du déficit foncier sur le revenu global en fin de bail) - Son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 15 bis (réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière)** (p. 893) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 133 de M. Robert Vizet et n° 175 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (caractère incitatif des dispositions fiscales applicables aux propriétaires d'immeubles situés en secteurs sauvegardés) - (p. 894) : accepte l'amendement n° 225 du Gouvernement (application des nouvelles règles d'imputation du déficit et suppression des conditions de location) - **Art. 16 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers)** (p. 895) : son amendement n° 17 : augmentation en deux étapes du taux de la déduction ; retiré - (p. 896) : demande le retrait de l'amendement n° 90 de M. José Balarello (taux de la déduction forfaitaire) et s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Claude Estier (prise en charge fiscale du non-paiement des loyers) - **Avant l'art. 16 bis** (p. 899) : accepte l'amendement n° 89 de M. José Balarello (réduction d'impôt pour investissement locatif accordée aux propriétaires qui transfèrent des locaux à usage professionnel en logements) - **Art. 17 (incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à valeur mobilière, OPCVM)** (p. 901) : son amendement rédactionnel n° 18 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - Accepte l'amendement n° 227 du Gouvernement (complément du dispositif prévu par l'article 17 pour faciliter le transfert vers les PEA de l'épargne investie dans des OPCVM de capitalisation) - Ses amendements n° 19 : correction du dispositif proposé par le Gouvernement ; et n° 20 : suppression de l'exclusion des PEA conclus sous forme de contrats de capitalisation du champ d'application de la mesure et inclusion des contrats d'assurance vie ; retirés - **Après l'art. 17** (p. 902) : son amendement n° 205 : taxation des plus-values sur cession de titres ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - S'oppose à l'amendement n° 136 de M. Robert Vizet (création d'un livret d'épargne pour l'automobile) - **Art. 17 bis (défiscalisation des investissements outre-mer)** (p. 908) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 179 de M. Claude Estier et accepte les amendements rédactionnels du Gouvernement, n° 215, n° 216, n° 217, n° 218 et n° 219, ainsi que l'amendement n° 187 de M. Georges Othily (*encouragement à l'investissement immobilier au moyen de la défiscalisation des parts de sociétés civiles de promotion immobilière*) - (p. 909) : accepte les amendements, n° 198 de M. Pierre Lagourgue (défiscalisation du revenu des personnes physiques des parts de sociétés civiles de promotion immobilière), n° 152 de

M. Daniel Millaud (extension du champ d'application de la défiscalisation au secteur de la presse écrite implantée dans les départements et territoires d'outre-mer) - Son amendement rédactionnel n° 220 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - S'oppose à l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (allègements fiscaux pour les industries de stockage et de conditionnement des bateaux de plaisance) - (p. 910) : s'oppose aux amendements n° 72 de M. Henri de Raincourt, n° 189 de M. Louis Perrein (plafond des investissements dispensés de la procédure d'agrément préalable) et n° 91 de M. Albert Pen (application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi de défiscalisation) - **Après l'art. 17 bis** (p. 911) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Simon Loueckhote (dispositif de défiscalisation contenu dans la loi de finances rectificative de 1986) - **Art. 17 ter** (*extension des conditions de dégrèvement de taxe sur le foncier non bâti pour les jeunes agriculteurs regroupés en sociétés civiles agricoles*) : son amendement rédactionnel n° 21 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - **Après l'art. 18 A** (p. 912) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Roland du Luart (extension aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, de la prise en compte des recettes accessoires commerciales et non commerciales pour la détermination de leurs bénéfices agricoles) et accepte les amendements identiques, n° 45 de M. Désiré Debavelaere et n° 92 de M. Michel Souplet (suppression de l'assujettissement à la taxe professionnelle pour l'activité semencière) - (p. 913) : sur les amendements identiques précités, n° 45 de M. Désiré Debavelaere et n° 92 de M. Michel Souplet, accepte les sous-amendements identiques du Gouvernement, n° 231 et n° 232 - Accepte l'amendement n° 73 de M. Roland du Luart (affectation d'une nouvelle ressource à l'indemnisation des dégâts à la charge des chasseurs de grands gibiers ayant obtenu la validation nationale de leur permis) - **Après l'art. 18** (p. 914) : son amendement n° 23 : plafond de réduction des droits de mutation à 6 % pour les transactions immobilières jusqu'au 1^{er} juin 1995 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - **Après l'art. 19** (p. 915) : accepte l'amendement n° 53 de M. Etienne Dailly (assimilation à des bénéfices de l'exploitation agricole ou des bénéfices des professions non commerciales pour les revenus des copropriétaires de chevaux de course) - (p. 916) : accepte les amendements, n° 25 de M. Alain Lambert (suppression de certaines distorsions engendrées par le dispositif actuel des plans d'achat d'actions) et n° 4 du Gouvernement (détermination des coefficients d'actualisation des bases des impôts locaux pour 1994 et 1995) - **Art. 20** (*barème des aides à la personne*) (p. 917) : son amendement de suppression n° 24 ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - **Dérageage de l'aide au logement à caractère social** - Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages - **Après l'art. 20** (p. 919) : accepte l'amendement n° 68 de M. Jean Huchon (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement établissant le bilan des aides personnelles au logement) et s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Paul Girod (déblocage de crédits gelés pour le logement des bénéficiaires du RMI ou pour la formation professionnelle) - **Après l'art. 21** (p. 925) : accepte les amendements identiques, n° 39 de M. Jacques Machet et n° 186 de M. Michel Moreigne (prise en compte des déficits agricoles pour le montant réel dans le calcul de l'assiette sociale) et s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 139 (réintégration dans la définition du revenu imposable ouvrant droit à certains avantages en matière de fiscalité locale et d'épargne, de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale), n° 145 (augmentation du taux actuel de la taxe d'apprentissage), n° 144 (réduction de la charge de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les propriétaires à revenus modestes), n° 141 (taxation de 14,5 % des revenus financiers et immobiliers), n° 140 (augmentation du financement des congés de formation par les employeurs), n° 142 (mesures en faveur de la formation professionnelle continue) et n° 143 (augmentation du prélèvement pour certaines communes) - (p. 926) : accepte l'amendement n° 202 de M. Dominique Leclerc (suppression de l'article 49 de la loi de finances pour 1993 prévoyant, à partir du 1^{er} juillet 1993, l'application d'une taxe de 2 % sur le

chiffre d'affaires des éditeurs ou importateurs de vidéogrammes).

- *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-93)]* - 11 juin 1993 - Rapporteur - **Discussion générale et art. 15 et 17 bis** : son intervention présentée par M. Christian Poncelet (p. 1050, 1067)

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1985) : ambition du projet de loi - Participation et mise en oeuvre de la politique monétaire du Gouvernement - (p. 1986) : missions de la Banque de France - Contrôle des établissements de crédit - Renforcement de la crédibilité de la politique monétaire - Respect des engagements européens - Objectif et cadre de la politique monétaire de la Banque de France - Politique de change - Volonté de la France d'appartenir au cercle des nations à monnaie stable - Banque centrale européenne - (p. 1987) : compétences dévolues au Conseil général de la Banque de France - Autres activités - Comptes de clientèle - (p. 1988) : contrôle prudentiel - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2010) : s'oppose à la motion n° 2 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 2013) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Héléne Luc, tendant à opposer la question préalable - Souveraineté nationale - Indépendance de la France en matière financière.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - Rapporteur - **Renvoi à la commission** (p. 2027) : s'oppose à la motion n° 70 de M. Paul Loridant, tendant au renvoi à la commission - Auditions de la commission des finances - Examen des amendements - **Chapitre I^{er}** (*missions fondamentales de la Banque de France*) (p. 2028) : s'oppose à l'amendement n° 139 de M. Robert Vizet (suppression du mot : « fondamentales » dans l'intitulé du chapitre I^{er}, avant l'article 1^{er}) - **Art. 1^{er}** (*définition et mise en oeuvre de la politique monétaire*) (p. 2034) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 132, de suppression, n° 133 (politique monétaire de la Banque de France dans le but du développement de l'emploi), n° 134 (définition des missions de la Banque de France), n° 135 (obligation pour la Banque de France d'assurer la croissance économique et l'emploi) et n° 136 (suppression du deuxième alinéa de l'article 1^{er} précisant l'impossibilité pour un membre du Conseil de la politique monétaire de solliciter ou d'accepter les instructions du Gouvernement), ainsi qu'aux amendements de M. Paul Loridant n° 71 (politique monétaire de la Banque de France dans le but de contribuer à la stabilité de la monnaie), n° 72 (préservation du pouvoir d'achat de la monnaie nationale), n° 73 (surveillance du crédit du système bancaire par la Banque de France), n° 74 (émission des billets) et n° 76 (substitution des mots : « conseil monétaire » aux mots : « conseil de la politique monétaire ») - Accepte l'amendement n° 75 de M. Paul Loridant (substitution des mots : « d'instructions » aux mots : « des instructions ») - **Art. 2** (*mise en oeuvre de la politique de changes*) (p. 2041) : son amendement n° 21 : entière maîtrise, pour la Banque de France, de la gestion de la politique de changes ; retiré puis repris par M. Paul Loridant - (p. 2042) : s'oppose à ce dernier, repris par M. Paul Loridant - (p. 2043) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Robert Vizet (inscription à l'actif du bilan de la Banque de France des intérêts provenant des placements à son compte de résultats) - (p. 2045) : son amendement n° 22 : compatibilité de l'interdiction d'autoriser des découverts au Trésor avec un remboursement non immédiat des concours précédemment consentis au titre du fonds de stabilisation des changes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 191 du Gouvernement, qu'il accepte - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 183, de suppression, n° 141 (possibilité pour la Banque de France de soumissionner pour son compte lors d'adjudications de valeurs du Trésor) et n° 142 (mention de la tenue du compte du Trésor dans les missions de la Banque centrale), ainsi qu'à l'amendement de M. Paul Loridant n° 78, identique à l'amendement n° 141 de M. Robert Vizet - **Art. 4** (*fonctionnement des systèmes de paiement*) (p. 2048) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° 79 (réduction plus directive de l'article) et n° 80 (gestion, par la Banque centrale, des systèmes d'échanges interbancaires et de fichiers d'intérêt national relatifs aux divers moyens de paiement), ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet n° 143 (maintien des actions nécessaires à la Banque de France pour veiller au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement) et n° 144 (garantie des règlements de fonds entre les établissements bancaires et financiers et maintien de la tenue du compte courant du Trésor public) - **Après l'art. 4** (p. 2049, 2050) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 145 (parti-

pation de la Banque de France à la gestion de la dette publique en organisant les adjudications de valeurs du Trésor et en assurant la tenue des comptes courants de bons) et n° 146 (tenue par la Banque de France du fichier central des chèques, du fichier national des chèques irréguliers et du fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers) - **Art. 5 (droit de communication)** (p. 2051) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - **Après l'art. 19 (par priorité)** demande l'examen en priorité de son amendement n° 58 : transfert des dispositions de l'article 5 après l'article 19 ; adopté - (p. 2053) : sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 120 de M. Paul Loridant - S'oppose aux amendements, de M. Paul Loridant n° 81 (réaffirmation du fondement légal des activités d'études, d'analyses et de statistiques de la Banque de France) et de M. Robert Vizet n° 147 (activités de renseignement de gestion des fichiers et d'analyse de la conjoncture) et n° 148 (définition des missions de la Banque de France en matière de statistiques et d'information monétaire au service de l'Etat et des collectivités locales) - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 5** (p. 2054) : son amendement n° 24 : dispositions liées à l'émission des billets ; adopté après modification par les sous-amendements du Gouvernement n° 185 (suppression de la disposition prévoyant la charge pour la Banque de France de veiller à la bonne qualité de la circulation fiduciaire) et n° 186 (rôle de la Banque de France dans la qualité de la circulation fiduciaire) - (p. 2056) : sur son amendement n° 24 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Paul Loridant n° 82 (garantie du monopole de la Banque Centrale pour la fabrication des billets), n° 83 (mise en circulation des pièces métalliques assurée par la Banque de France) et n° 84 (monopole de fabrication des billets) ; demande le retrait du sous-amendement n° 85 de M. Paul Loridant (suppression du délai de dix ans limitant la reprise des billets privés de cours légal) et s'oppose au sous-amendement n° 192 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 1^{er}** : demande le retrait de l'amendement n° 77 de M. Paul Loridant (énumération des missions fondamentales de la fabrication et de l'émission des billets dévolues à la Banque de France) - (p. 2058) : s'oppose à l'amendement n° 149 de M. Robert Vizet (autonomie de la Banque de France pour assurer le bon fonctionnement du système monétaire et le maintien de la qualité de la monnaie) - **Chapitre II (organisation de la Banque de France) - Section 1 (statut de la Banque de France)** : son amendement n° 25 de suppression de la division section 1 et de son intitulé ; adopté - **Après l'art. 19 (suite)** : son amendement n° 57 : reprise de la disposition de l'article 6 relative à la détention directe du capital de la Banque de France par l'Etat ; adopté par priorité après modification par le sous-amendement n° 4 de la commission saisie pour avis, qu'il l'accepte - **Art. 6 (statut de la Banque de France)** (p. 2059) : son amendement de suppression n° 26 ; adopté - **Art. 7 (compétences du conseil de la politique monétaire)** (p. 2060) : son amendement n° 27 : mission dévolue au conseil de la politique monétaire ; adopté - Son amendement n° 28 : suppression du deuxième alinéa de l'article 7 obligeant le conseil de la politique monétaire à veiller sur la masse monétaire ; retiré - Accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 5, rédactionnel, et n° 6, de précision - (p. 2061) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Robert Vizet (régime des réserves) - Son amendement n° 29 : compétences relatives à l'émission des billets exercées par le conseil de la politique monétaire ; retiré - **Art. 8 (nomination des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2062, 2063) : sur les amendements de M. Robert Vizet, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 155 (nationalité française pour les membres du conseil) et s'oppose au n° 151 (réduction du mandat) - S'oppose à l'amendement n° 87 de M. Paul Loridant (durée du mandat identique pour tous les membres) - (p. 2063) : ses amendements n° 30 : liste des candidats ; n° 31 : désignation des membres par les autorités ; et n° 32 : suppression du vice-président du Conseil d'Etat parmi les autorités appelées à proposer des noms ; adoptés - (p. 2065) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet n° 152 (désignation des membres du conseil de la politique monétaire à la proportionnelle des groupes parlementaires) ainsi qu'aux amendements, n° 89 de M. Paul Loridant (liste des membres pouvant être nommés) et n° 124 de M. Michel Charasse (retour au texte initial du projet de loi) - (p. 2066) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de la commission saisie pour avis (suppression de la limite d'âge pour siéger au conseil de la politique monétaire) - (p. 2067) : son amendement rédactionnel n° 33 ; adopté - Son amende-

ment n° 34 : suppression de la référence à l'expérience professionnelle ; retiré - Son amendement n° 35 : possibilité pour des personnalités issues des milieux bancaires de siéger au conseil ; adopté - S'oppose aux amendements, n° 153 de M. Robert Vizet (possibilité pour des syndicalistes ou des usagers du système bancaire d'être membres du conseil) et n° 88 de M. Paul Loridant (opportunité d'une expérience dans le domaine social pour un ou plusieurs membres du conseil) - (p. 2069) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Paul Loridant (publicité des listes des membres pouvant être nommés et de l'avis du conseil) - (p. 2070) : demande le retrait de l'amendement n° 154 de M. Robert Vizet (suppression des dispositions relatives à la durée du mandat des membres du premier conseil de la politique monétaire) - **Art. 9 (organisation des délibérations du conseil de la politique monétaire)** (p. 2071) : s'oppose aux amendements identiques n° 92 de M. Paul Loridant et n° 156 de M. Robert Vizet (fréquence des réunions du conseil) - Son amendement n° 36 : réunion du conseil demandée par le tiers de ses membres ; retiré - Demande le retrait de l'amendement n° 93 de M. Paul Loridant (convocation du conseil de la politique monétaire) - (p. 2073) : son amendement n° 37 : suppression de la possibilité pour le ministre chargé de l'économie et des finances de se faire représenter en cas d'empêchement ; retiré - (p. 2074) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 157 (place du Gouvernement au sein du conseil), n° 158 (présence du Premier ministre ou de celle du ministre de l'économie lors des séances du conseil), n° 159 (participation sans voix délibérative aux séances du conseil de la politique monétaire du ministre chargé de l'économie et des finances) et n° 160 (participation de l'autorité gouvernementale aux séances du conseil), ainsi qu'à l'amendement n° 94 de M. Paul Loridant (droit d'interpellation du ministre de l'économie) - Son amendement n° 38 : possibilité pour le conseil des ministres d'entendre le gouverneur de la Banque de France lorsque l'ordre du jour le justifie ; retiré - **Après l'art. 9** (p. 2076) : s'oppose aux amendements n° 125 de M. Paul Loridant (procédure de résolution de conflits entre le Gouvernement et la Banque de France) et n° 126 de M. Michel Charasse (fin des fonctions du conseil de la politique monétaire en cas de conflit entre le Gouvernement et la Banque de France) - **Art. 10 (statut des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2077) : s'oppose à l'amendement n° 162 de M. Robert Vizet (impossibilité pour les membres du conseil de la politique monétaire d'exercer d'autres activités professionnelles), ainsi qu'aux amendements identiques n° 95 de M. Paul Loridant et n° 161 de M. Robert Vizet (impossibilité pour un membre du conseil de la politique monétaire de siéger au sein d'organismes internationaux) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission saisie pour avis (impossibilité pour les membres du conseil ayant la qualité de fonctionnaire de recevoir une promotion au choix) - (p. 2078) : son amendement n° 39 : autorisation du conseil pour permettre à ses anciens membres de retrouver une activité professionnelle ; adopté - (p. 2079) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 13 (traitement perçu par les anciens membres du conseil) et n° 14 (harmonisation avec le nouveau code pénal) - **Art. 11 (composition du conseil général)** (p. 2081) : son amendement n° 40 : précision des compétences du conseil général ; adopté - (p. 2082, 2083) : sur les amendements de M. Paul Loridant, demande le retrait des n° 96 (représentation nationale au conseil général de la Banque de France), n° 101 (maintien de la durée du mandat des représentants des salariés) et n° 98 (validité des délibérations), et s'oppose au n° 99 (exercice du droit de veto) - Sur les amendements de M. Robert Vizet, demande le retrait des n° 163 (responsabilité du conseil général de la Banque de France pour l'établissement du budget de l'institution) et n° 165 (présence d'un nombre minimal de conseillers à chaque séance du conseil général), et s'oppose au n° 164 (nombre de représentants des salariés au conseil général de la Banque de France) - **Après l'art. 11** (p. 2084) : son amendement n° 41 : compétence et organisation des délibérations du conseil général ; adopté après modification par le sous-amendement n° 16 de la commission saisie pour avis, qu'il accepte - S'oppose au sous-amendement n° 100 de M. Paul Loridant - **Art. 12 (droit applicable au contentieux de la Banque de France)** : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 13 (le gouverneur et les sous-gouverneurs)** (p. 2085) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Robert Vizet (choix d'un des sous-gouverneurs parmi les directeurs généraux de la Banque de France) - Son amendement n° 43 : limite d'âge du

gouverneur de la Banque de France; retiré - **Section IV bis** (*rapport au Président de la République - contrôle du Parlement*): son amendement de suppression n° 44; réservé jusqu'après l'examen de l'article 13 bis - **Art. 13 bis** (*rapport au Président de la République - contrôle du Parlement*) (p. 2087): son amendement de suppression n° 45; adopté - **Intitulé avant l'art. 13 bis** (p. 2087): son amendement de suppression n° 44; adopté (précédemment réservé p. 2085) - **Art. 14** (*statut du personnel de la Banque de France*): son amendement n° 46: suppression des dispositions relatives à la compétence des tribunaux administratifs en matière de litiges internes à la Banque de France; adopté - Accepte l'amendement n° 19 de la commission saisie pour avis (harmonisation avec le nouveau code pénal) - **Art. 15** (*exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique monétaire*) (p. 2090): son amendement n° 47: exercice par la Banque de France de nouvelles activités sur son initiative en accord avec l'Etat; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 168 de M. Robert Vizet (précisions destinées à préserver les missions de la Banque centrale) ainsi que celui des amendements de M. Paul Loridant, n° 103 (exercice par la Banque de France de missions d'intérêt général), n° 104 (reconnaissance à la Banque de France du droit à la responsabilité), n° 105 (rôle indispensable assuré par les comptoirs de la Banque de France dans l'exercice de ses missions) et n° 106 (prestations pouvant être rémunérées pour couvrir les coûts engagés par la Banque de France pour assurer ces prestations) - **Art. 16** (*établissement de la balance des paiements*) (p. 2092): s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant, n° 108 (limitation à la balance des paiements courants), n° 107 (rémunération des prestations de la Banque de France) et n° 109 (élaboration des statistiques monétaires) - Son amendement n° 48: suppression de la référence aux instructions données par le ministre de l'économie et des finances pour la confection de la balance des paiements; retiré - **Après l'art. 16** (p. 2093): demande le retrait de l'amendement n° 110 de M. Paul Loridant (rôle de la Banque de France dans la tenue du compte courant du Trésor public) - **Art. 17** (*titulaires de comptes*) (p. 2094): son amendement n° 49: tenue par la Banque de France du compte courant du Trésor; adopté après modification par les sous-amendements n° 187 et n° 188 du Gouvernement - (p. 2095): s'oppose à l'amendement n° 127 de M. Paul Loridant (possibilité pour les associations à but non lucratif régies par la loi de 1901 d'être titulaires de comptes à la Banque de France) - Gel des comptes de clientèle - (p. 2096): s'oppose à l'amendement n° 111 de M. Paul Loridant (maintien des activités de clientèle de la Banque de France) - Son amendement n° 50: suppression de la limitation faite au développement des comptes de clientèle au profit de personnes morales; retiré - (p. 2097): s'oppose à l'amendement n° 169 de M. Robert Vizet (droit pour la Banque de France d'avoir une clientèle directe) - (p. 2098): s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Paul Loridant (autorisation du conseil général pour permettre l'ouverture des comptes à des catégories de personnes) - **Après l'art. 17** (p. 2100): s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Robert Vizet (développement de l'implantation locale et des missions de service public de la Banque de France auprès des collectivités locales, des chambres de commerce et d'industrie, des banques et des entreprises) - **Après l'art. 17 bis** (p. 2100, 2101): s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant, n° 128 (rôle des comptoirs de la Banque de France), n° 113 (inscription au titre des missions de la Banque de France de la mission liée à la loi de prévention du surendettement des ménages) et n° 114 (inscription de la gestion des fichiers concernant le surendettement des ménages et les chèques irréguliers au titre des activités dont la Banque de France a le monopole) - **Chapitre IV avant l'art. 18** (*dispositions liées à l'émission des billets*): son amendement n° 51 de suppression de la division et de son intitulé; réservé jusqu'après l'examen de l'article 19 - **Art. 18** (*émission des billets*): son amendement de suppression n° 52; adopté - **Art. 19** (*exclusion des billets du champ d'application des dispositions relatives aux titres au porteur*) (p. 2102): son amendement de suppression n° 53; adopté - **Avant l'art. 18** (*suite*): son amendement de suppression n° 51; adopté; (précédemment réservé p. 2101) - **Après l'art. 19** (*suite*): son amendement n° 54: insertion d'une division additionnelle: « rapport au Président de la République - contrôle du Parlement »; réservé puis adopté (p. 2103) - Son amendement n° 55: organisation du contrôle du Parlement; adopté -

(p. 2103): son amendement n° 56: insertion d'une division additionnelle: « Chapitre...: dispositions diverses »; réservé, puis adopté (p. 2104) - Son amendement n° 59: réintroduction des dispositions supprimées à l'article 12 et prévoyant le régime juridique des opérations et activités de la Banque de France; adopté - Son amendement n° 60: réintroduction des dispositions supprimées à l'article 12 et prévoyant les compétences des juridictions administratives pour les litiges internes à la Banque de France; adopté après modification par le sous-amendement n° 17 de la commission saisie pour avis qu'il accepte - **Art. 20** (*compétences du Conseil national du crédit*) (p. 2104): s'oppose à l'amendement de suppression n° 174 de M. Robert Vizet - Son amendement n° 61: regroupement des dispositions définissant le champ de compétences du Conseil national du crédit; adopté - **Art. 21** (*présidence du comité de la réglementation bancaire*) (p. 2105): s'oppose à l'amendement de suppression n° 175 de M. Robert Vizet - **Art. 22** (*compétence du comité de la réglementation bancaire*): s'oppose à l'amendement de suppression n° 176 de M. Robert Vizet - Son amendement n° 62: compétence exclusive du conseil de la politique monétaire pour la détermination de l'assiette et du taux de réserves obligatoires; adopté - **Art. 23** (*rôle du président du comité de la réglementation bancaire*) (p. 2106): s'oppose à l'amendement de suppression n° 177 de M. Robert Vizet - Son amendement n° 63: responsabilités respectives du président du comité de la réglementation bancaire et de la commission bancaire; adopté - Demande le retrait des amendements de M. Paul Loridant n° 129 et n° 121 (mise en oeuvre de la réglementation bancaire) - **Art. 25** (*secrétariat général de la commission bancaire*) (p. 2107): son amendement de suppression n° 64; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 178 de M. Robert Vizet ainsi qu'aux amendements analogues n° 179 de M. Robert Vizet et n° 122 de M. Paul Loridant (choix du secrétaire général de la commission bancaire) - **Art. 26** (*rôle du secrétariat général et concours apporté par la Banque de France*) (p. 2108): son amendement n° 65: transfert à la commission bancaire des compétences de la Banque de France; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 180, de suppression, et n° 181 (moyens mis à la disposition du secrétaire général de la commission bancaire pour l'exercice de ses activités) - **Art. 29** (*contrôle de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires*) (p. 2109): s'oppose aux amendements, n° 182 de suppression, de M. Robert Vizet, et n° 123 de M. Paul Loridant (contrôle conjoint de la Banque de France et de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires) - **Art. 31** (*décret d'application*) (p. 2110): son amendement n° 66: exclusion des modalités d'organisation et de fonctionnement de la Banque de France du champ d'application du décret et introduction des modalités d'élection du représentant des salariés; adopté - **Art. 31 bis** (*publication de la situation hebdomadaire de la Banque de France au journal officiel*): son amendement de suppression n° 67; adopté - **Art. 32** (*disposition de coordination*): son amendement de suppression n° 68; adopté - **Art. 33** (*entrée en vigueur*) (p. 2111): son amendement n° 69: modalités d'entrée en vigueur de la loi; adopté après modification par le sous-amendement n° 190 du Gouvernement qu'il accepte - **Avant le chapitre 1^{er} avant l'art. 1^{er}** (*suite*): son amendement n° 20: rôle de la Banque de France; retiré puis repris par M. Paul Loridant (précédemment réservé p. 2028) - (p. 2112): s'oppose à l'amendement n° 20 repris par M. Paul Loridant, ainsi qu'à l'amendement n° 131 de M. Robert Vizet (rôle de la Banque de France et missions de surveillance et de bon fonctionnement du système bancaire et financier).

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991** [n° 385 (92-93)] - (9 juillet 1993) - Rapporteur général - (p. 2488, 2489): Budget refusé par le Sénat - Croissance économique ralentie dans un contexte international difficile - Situation de l'emploi - Budget initial fondé sur un cadrage économique optimiste et suppression du budget annexe des postes et télécommunications - Loi du 26 juillet 1993 portant diverses dispositions d'ordre économique et social - Etat réel des finances publiques - (p. 2490): finances sociales - Evolution des ressources et des dépenses nettes - Rôle des procédures d'annulation de report de crédits dans le processus de régulation budgétaire - (p. 2491): loi de règlement de 1992 - Maîtrise de la croissance des charges budgétaires - Démultiplication des financements croisés - Délais des paiements publics

- Laisse ce projet de loi à l'appréciation du Sénat - (p. 2494) : conséquence d'un vote négatif du Parlement : gestion de fait, droits d'interpellation - (p. 2495, 2496) : conjoncture économique - Comptes administratifs - Examen du projet de loi de règlement du budget de 1992 - Navette parlementaire.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 408 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2577, 2578) : accord en CMP - Déploie le dépôt par le Gouvernement de quatre amendements sur les conclusions de la CMP, adoptés par l'Assemblée nationale selon la procédure du vote unique, après avis défavorable de la commission des finances - **Art. 7, 15 et 26** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements du Gouvernement, n° 1 sur l'article 7 (assouplissement de la rédaction), n° 2 (modification rédactionnelle de nature à garantir la pérennité des missions actuelles de la Banque de France) et n° 3 (développement des nouvelles activités de la Banque de France : possibilité d'initiatives de l'Etat) sur l'article 15, et n° 4 de rétablissement de l'article 26.

- **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le gouverneur de la Banque de France [n° 396 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2590) : gestion des réserves de change de l'Etat - Apurement des concours de la Banque de France au Trésor public - Dotation de la réserve de réévaluation des réserves en devises - (p. 2591) : modalités de remboursement des concours déjà consentis au Trésor public - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Question préalable** (p. 2594) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Après l'art. 4** (p. 3843) : son amendement n° 257, soutenu par M. Louis Jung : versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) - Rapporteur général - (p. 4609, 4610) : intervention du Premier ministre - Contraintes du projet de budget pour 1994 - « Poids du passé et dépenses incompressibles » - Quasi stagnation des recettes fiscales de l'Etat - Taux de croissance - Réduction du déficit budgétaire - (p. 4611) : économies budgétaires - Utilisation du produit des privatisations - Réduction des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales - Fiscalité locale - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - (p. 4612) : fonds de compensation pour la TVA - Révision des services votés - Rationalisation des structures administratives - Définition des missions prioritaires de l'Etat - Réforme fiscale - Réforme de l'Etat - (p. 4613) : contribution des collectivités locales à l'effort d'investissement - Liquidité et solvabilité des entreprises - Complexité des modalités d'application de certaines mesures fiscales - Logement - Union économique européenne et concurrence - Réforme du système de prélèvements obligatoires - (p. 4614) : réforme fiscale et mesures relatives à l'épargne - Allègement du coût des cessions du patrimoine professionnel - Réforme de la fiscalité locale - Remerciements au ministre, à la commission et à la Cour des comptes - Propose au Sénat d'affirmer son adhésion à une nouvelle idée de l'Etat en adoptant le projet de budget pour 1994.

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) - Rapporteur général - **Question préalable** (p. 4686) : s'oppose à la motion n° I-131 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - **Question préalable** votée lors de la discussion du projet de budget pour 1993 - Contexte économique international - CSG - (p. 4687) : politique économique et sociale - Utilisation des ressources de l'Etat.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - Rapporteur général - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4691) : demande le retrait de l'amendement n° I-133 de M. Jean-Pierre Masseret (majoration des différents

barèmes) et s'oppose à l'amendement n° I-73 de M. Philippe Marini (remplacement des plafonds du quotient familial) ainsi qu'à ceux de M. Robert Vizet, n° I-224 (calcul de la décote), n° I-226 (abattement maximum par enfant majeur rattaché) et n° I-227 (seuil de non-recouvrement de l'impôt sur le revenu) - (p. 4692) : s'oppose à l'amendement n° I-72 de M. Philippe Marini (taux marginal de l'impôt sur le revenu) - (p. 4693) : s'oppose à l'amendement n° I-225 de M. Jacques Machet (application de la décote au montant de l'impôt calculé par part aux couples élevant quatre enfants et plus) - Mesures fiscales en faveur des familles - Complexité du système de décote - (p. 4694) : s'oppose à l'amendement n° I-225 de M. Robert Vizet (imputation de certaines réductions d'impôt avant l'application de la décote) - (p. 4695) : s'oppose à l'amendement n° I-135 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de l'abattement de 20 % en cas de mauvaise foi ou de manoeuvre frauduleuse du salarié) - (p. 4697) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-136 (réduction d'impôt liée à des frais de garde d'enfant à l'extérieur du domicile) et n° I-137 (réduction d'impôt liée à des frais d'hébergement en établissement de long séjour pour personnes âgées) - Emploi de salariés à domicile - **Après l'art. 2** (p. 4699) : contexte budgétaire difficile - Demande le retrait de l'amendement n° I-8 de M. Xavier de Villepin (abrogation de l'article 164 C du code général des impôts soumettant à une taxation forfaitaire les Français établis hors de France mais disposant d'une ou plusieurs habitations en France) - (p. 4700) : s'oppose à l'amendement n° I-138 de M. Jean-Pierre Masseret (cumul des demi-parts supplémentaires accordées aux contribuables mariés titulaires de la carte d'invalidité et aux contribuables mariés de plus de soixante-quinze ans et titulaires de la carte du combattant) - (p. 4701) : s'oppose à l'amendement n° I-228 de M. Robert Vizet (extension du bénéfice de la demi-part affectée au quotient familial aux ménages dont l'un des membres se trouve hospitalisé dans un établissement de long séjour ou de post-cure) et s'oppose à l'amendement n° I-139 de M. Jean-Pierre Masseret (montant de la réduction d'impôt pour dépenses de scolarité) - Coût budgétaire - (p. 4702) : demande le retrait de l'amendement n° I-200 de M. Serge Vinçon (déductibilité des intérêts payés au titre d'une acquisition en toute propriété de place de stationnement ou d'une amodiation dans un parc public concédé situé à proximité de la résidence principale) - (p. 4702, 4703) : demande le retrait de l'amendement n° I-134 de M. Jean-Pierre Masseret (abaissement du taux de la CSG) - Difficultés financières du système de protection sociale - Intégration de l'avantage résultant de la déductibilité partielle de la CSG dans le barème progressif de l'impôt sur le revenu - **Art. 2 bis (aménagement des conditions de déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail)** (p. 4704) : son amendement rédactionnel n° I-43 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° I-230 de M. Robert Vizet (extension du bénéfice de la majoration de distance considérée comme « normale » pour déplacement professionnel aux zones de montagne et aux départements bénéficiaires des dispositions de la dotation de fonctionnement minimale) - Frais réels - Jurisprudence et instruction administrative - **Art. 2 ter (assouplissement du régime de réduction d'impôt pour grosses réparations en faveur des victimes de catastrophes naturelles)** (p. 4705) : s'oppose à l'amendement n° I-141 de M. Michel Moreigne (institution d'un crédit d'impôt spécifique pour les travaux effectués en réparation des dégâts causés par les catastrophes naturelles) - **Avant l'art. 3** (p. 4705 à 4708) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-231 (suppression de l'avantage fiscal lié à l'investissement locatif lorsque les propriétaires ont des revenus supérieurs à 300 000 F.), n° I-232 (introduction d'une progressivité de la taxation des revenus de capitaux mobiliers), n° I-233 (suppression du prélèvement libératoire) et n° I-234 (suppression des avantages fiscaux liés à l'investissement immobilier locatif privé) - (p. 4708) : s'oppose aux amendements, n° I-142 de M. Jean-Pierre Masseret (augmentation de la réduction d'impôt au titre des versements et dons à des oeuvres d'intérêt général ou à des oeuvres reconnues d'utilité publique) et n° I-235 de M. Robert Vizet (augmentation de la réduction d'impôt accordée au titre des versements et dons à toutes les catégories d'oeuvres) - Absence de saturation du dispositif - **Art. 3 (relèvement de la limite de versement des dons aux organismes sans but lucratif qui fournissent des repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement)** (p. 4709) : logement des plus démunis - Demande le retrait de l'amendement n° I-9 de

M. Xavier de Villepin (ouverture d'une réduction d'impôt de 50 % pour l'ensemble des oeuvres) - **Après l'art. 4** (p. 4710) : s'oppose à l'amendement n° I-238 de M. Robert Vizet (revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Avant l'art. 5** (p. 4711, 4712) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-239 (inclusion des biens professionnels dans le calcul de la base de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-240 (majoration de la valeur nette des biens déclarés de la plus-value réalisée par la cession de biens pour l'assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-241 (inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art dont la valeur excède 1 200 000 F.) - **Art. 5** (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) (p. 4714) : s'oppose aux amendements n° I-242 de M. Robert Vizet (modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-143 de M. Jean-Pierre Masseret (modification du barème du calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 5** : s'oppose à l'amendement n° I-243 de M. Robert Vizet (suppression du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 6** (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement) (p. 4718) : son amendement n° I-44 : extension du dispositif aux travaux qui ne font pas l'objet de permis de construire et dépassant le montant de 30 000 F. ; adopté - S'oppose aux amendements, de M. Robert Vizet, n° I-246 de suppression, et n° I-247 (exclusion du champ d'application de l'article 6 des dispositions relatives aux lois régissant le logement), de M. Camille Cabana, n° I-1 (avancement de quelques semaines de la date d'application des mesures prévues), de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-144 (suppression de l'avantage fiscal en cas d'acquisition d'une résidence secondaire), n° I-145 (suppression de l'exonération lorsque l'investissement a donné lieu à une promesse de vente signée avant le 1^{er} octobre 1993), n° I-146 (subordination de l'exonération à un engagement de location à des personnes aux revenus modestes ou moyens) et n° I-147 (réduction des plafonds applicables aux montants de cessions), ainsi qu'au n° I-36 de M. Henri de Raincourt (extension du dispositif aux départements et territoires d'outre-mer) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-10 de M. Alain Lambert (délai de deux mois entre la cession des titres et l'acquisition immobilière) - Demande le retrait de l'amendement n° I-202 de M. Serge Vinçon (extension de l'avantage fiscal en cas d'acquisition de places de stationnement ou d'amodiation de places dans des parcs publics concédés) - Souhaite connaître l'avis du Gouvernement avant de se prononcer sur les amendements analogues n° I-12 de M. Xavier de Villepin et n° I-77 de M. Philippe Marini (exonération des plus-values des SICAV en cas de réemploi des fonds dans l'acquisition de parts d'une société civile de placement immobilier) - **Après l'art. 6** (p. 4721) : s'oppose à l'amendement n° I-31 de M. Jean-Pierre Camoin (déductibilité du revenu foncier en qualité de charges de la propriété des dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière et réalisée conformément à l'autorisation spéciale prévue par le code de l'urbanisme) - (p. 4722) : s'oppose à l'amendement n° I-15 de M. Alain Lambert (majoration du taux de déduction forfaitaire) - Contraintes budgétaires - (p. 4724) : accepte l'amendement n° I-307 du Gouvernement (exonération de plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure) reprenant le paragraphe I de l'amendement n° I-85 de M. Philippe Marini qui avait été examiné en commission (exonération définitive de la plus-value immobilière réalisée, dans la limite de certains plafonds, sous condition d'investissement dans un immeuble affecté exclusivement à l'habitation principale du contribuable et situé en France et formule de sursis d'imposition de la plus-value immobilière réalisée jusqu'à la cession de l'immeuble de logement dans lequel aurait été investi le produit de la cession lorsque cet immeuble n'est pas destiné à l'habitation principale du contribuable).

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - Rapporteur général - **Après l'art. 6** (p. 4735) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-89 de M. Philippe Marini (imputation sur le revenu global, sans application de la limite de 50 000 F, des déficits constatés par les nus-propriétaires

d'immeubles bâtis, lorsque le démembrement de propriété résulte de la succession ou de la donation entre vifs effectuée sans charges ni conditions et consentie entre parents jusqu'au quatrième degré inclusivement) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-32 de M. Jean-Pierre Camoin (dispositions fiscales applicables aux propriétaires qui participent à des opérations groupées de restauration immobilière réalisées dans le périmètre des secteurs sauvegardés institués par la « loi Malraux » du 4 août 1962) - Loi d'orientation sur la ville de 1991 - (p. 4736) : demande le retrait de l'amendement n° I-13 de M. Xavier de Villepin (augmentation du plafond des intérêts d'emprunt ouvrant droit à la réduction d'impôt, la durée de celle-ci étant portée à 10 ans et son taux à 50 % du montant des dépenses pour les primo-accédants) - (p. 4737) : demande le retrait de l'amendement n° I-16 de M. Alain Lambert (possibilité donnée à tout occupant d'un immeuble, qu'il soit propriétaire ou locataire, d'obtenir une réduction d'impôt lorsqu'il procède à des travaux d'amélioration et de réparation de son habitation) - Problème budgétaire - (p. 4738) : isolation thermique et économie d'énergie - Demande le retrait de l'amendement n° I-17 de M. Alain Lambert (déduction pour travaux d'isolation acoustique) repris par M. Louis Perrein - (p. 4740) : accepte l'amendement n° I-82 de M. Simon Loueckhote (extension de la majoration de la réduction d'impôt aux souscriptions au capital de sociétés civiles de placement immobilier qui acquièrent des logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer) - (p. 4741) : s'oppose aux amendements de M. Camille Cabana n° I-2 (extension de l'exonération des droits de succession et des droits d'enregistrement aux immeubles commencés à la date du 1^{er} juillet 1994) et n° I-3 (exonération des droits de première mutation accordée aux immeubles anciens) - (p. 4742) : exonération des plus-values de cession d'un logement ancien en cas de réinvestissement dans l'acquisition d'une habitation à titre principal - Son amendement n° I-45 : application immédiate de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit lors du premier achat par le contribuable ; adopté - (p. 4743, 4744) : adhésion à la finalité de l'amendement n° I-71 de M. Pierre Laffitte (incitation fiscale en faveur des particuliers investissant dans des sociétés innovantes) - Définition d'une société innovante - Allègement des charges pesant sur les entreprises - (p. 4745) : s'oppose à l'amendement n° I-148 de M. Louis Perrein (mesures fiscales en faveur de la transformation des bureaux inoccupés en locaux à usage d'habitation destinés à la location) - Nombre de mètres carrés de bureaux inoccupés - Spéculation immobilière - **Art. 6 bis** (exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué) (p. 4747) : accepte l'amendement n° I-308 du Gouvernement (clarification sur les possibilités de cumul des dispositions des articles 6 et 6 bis relatifs aux exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation) et s'oppose aux amendements, n° I-248 de suppression de M. Robert Vizet et n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (interdiction de cumuler le bénéfice des exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation prévues aux articles 6 et 6 bis) - **Après l'art. 6 bis** (p. 4748) : son amendement n° I-46 : réduction du taux de prélèvement libératoire applicable aux intérêts des sommes figurant sur un compte courant d'associé ; retiré - **Avant l'art. 7** (p. 4749, 4750) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-249 (déduction du revenu imposable des intérêts des dépôts effectués sur le livret A des caisses d'épargne) et n° I-250 (taxation de l'encours des parts de SICAV) - Délocalisation des capitaux - **Art. 7** (neutralisation, pour l'appréciation du seuil d'imposition des plus-values, du transfert sur un PEA de l'épargne investie en titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux) : son amendement n° I-47 : insertion de ce dispositif dans la loi du 16 juillet 1992 relative au plan d'épargne en actions ; adopté - **Art. 8** (déblocage des fonds investis dans un plan d'épargne populaire) (p. 4751 à 4753) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Masseret, s'oppose au n° I-150 (possibilité donnée aux titulaires de plans d'épargne populaire de retirer jusqu'à la moitié des fonds épargnés et des intérêts et primes se rapportant à la part retirée sans aucune pénalité), n° I-153 (rétablissement du droit à prime pour les plans d'épargne populaire ouverts à compter du 22 septembre 1993) et n° I-154 (augmentation du seuil permettant le bénéfice d'une prime de

25 %), et demande le retrait du n° I-152 (modification de la date d'ouverture du plan d'épargne populaire pour bénéficiaire de cette mesure) - **Après l'art. 8** (p. 4754) : s'oppose à l'amendement n° I-252 de M. Robert Vizet (création d'un livret d'épargne populaire automobile) - (p. 4756) : accepte l'amendement n° I-305 de M. Etienne Dailly (acquiescement des droits d'enregistrement par les offices d'huissiers de justice au moment du paiement du prix par le débiteur) - **Art. 9** (*allègement des droits d'enregistrement dus par les sociétés*) (p. 4757, 4758) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-253 de suppression et n° I-254 (limitation du champ d'application des exonérations de droits proportionnels sur le capital aux activités agricoles) ainsi qu'à l'amendement n° I-18 de M. Alain Lambert (remboursement rétroactif des droits d'enregistrement perçus sur les fusions et les incorporations de provisions) - **Après l'art. 9** (p. 4759) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-255 (amortissement exceptionnel accordé aux véhicules fonctionnant à l'électricité) et n° I-259 (amortissement exceptionnel accordé au matériel de retraitement des déchets) - (p. 4760) : demande le retrait de l'amendement n° I-63 de M. Roland du Luart (alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts de banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions) - Réforme globale des droits d'enregistrement - (p. 4762) : mobilisation des fonds destinés aux PME et PMI - Privatisations - S'oppose à l'amendement n° I-6 de M. René Tréguët, repris par M. Paul Girod puis par M. Paul Loridant (dispositif de nature à renforcer les fonds propres des entreprises en création ou en difficulté) et sur ce dernier, au sous-amendement n° I-302 de M. Robert Vizet - (p. 4765) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-257 (taxation de l'achat de sociétés étrangères par des sociétés françaises) et n° I-258 (contribution versée à l'ASSEDIC par les entreprises ayant procédé à des licenciements abusifs) - (p. 4766, 4767) : sur les amendements de M. Robert Vizet, s'oppose au n° I-260 (taxation de toute société dont le résultat d'exploitation du dernier exercice clos est bénéficiaire et qui procède durant l'exercice suivant à des licenciements abusifs) et demande le retrait du n° I-261 (paiement de la taxe professionnelle par les entreprises procédant à des délocalisations dans la commune du premier établissement et dans la commune de réinstallation) - **Art. 9 bis** (*relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme possédés par les entreprises*) (p. 4768) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-155 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-262 de M. Robert Vizet - **Art. 9 ter** (*aménagement des conditions d'option pour le crédit d'impôt recherche*) (p. 4769) : son amendement rédactionnel n° I-48 ; adopté - **Après l'art. 9 ter** (p. 4770) : s'oppose à l'amendement n° I-263 de M. Robert Vizet (modification du traitement des provisions constituées en vue de faire face à certaines charges ou risques d'exploitation) - (p. 4771) : demande le retrait de l'amendement n° I-189 de M. Jacques Oudin (aménagement des dégrèvements d'impôt pour les sociétés nouvelles et en particulier les sociétés innovantes) - Définition des sociétés innovantes - (p. 4773) : s'oppose à l'amendement n° I-91 de M. Philippe Marini (retour au dispositif antérieur sur le délai de restitution du crédit d'impôt recherche) - Fraude fiscale - Relance de l'économie - Coût budgétaire - (p. 4775) : s'oppose à l'amendement n° I-92 de M. Philippe Marini (application du régime fiscal privilégié des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie aux opérations de crédit-bail sur des immeubles de bureaux anciens) - (p. 4776) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-264 (modification du régime d'imposition séparé des plus-values de cessions d'actifs) et n° I-265 (réintégration du produit des plus-values de cession des actifs immobiliers dans la base de calcul de l'impôt sur les sociétés) - (p. 4777) : s'oppose à l'amendement n° I-93 de M. Philippe Marini (dispositif du report des pertes en arrière) - Mobilisation des créances sur le Trésor - (p. 4778) : s'oppose à l'amendement n° I-197 de M. Pierre Lagourgue (réduction de la durée normale d'utilisation des véhicules automobiles de location dans les DOM-TOM) - Loi Pons - (p. 4780) : accepte l'amendement n° I-132 de M. Henri de Raincourt (régime de défiscalisation en cas de restructuration d'entreprise et de mise en liquidation judiciaire), et sur ce dernier, le sous-amendement n° I-309 du Gouvernement - (p. 4781) : technologie moderne de communication - (p. 4782) : accepte l'amendement n° I-7 de M. René Tréguët ; repris par M. Paul Loridant (système d'aide fiscale spécifique pour les programmes audiovisuels favorisant l'accès au savoir

et à la formation) - (p. 4783) : son amendement n° I-49 : augmentation du taux de remboursement de la TVA ; adopté - (p. 4784) : télé-travail - Mondialisation de l'économie - Récupération de la TVA - Demande le retrait de l'amendement n° I-198 de M. Pierre Lagourgue (facturation des prestations immatérielles réalisées dans un département d'outre-mer pour une entreprise située en métropole avec le taux de TVA applicable dans les DOM) - (p. 4785) : son amendement n° I-50 : minoration des taux des droits de succession et de donation lors de la transmission du patrimoine professionnel ; retiré - (p. 4786) : demande le retrait de l'amendement n° I-203 de M. Philippe Richert (exonération totale ou partielle de l'impôt pour les plus-values immobilières réalisées par des personnes physiques qui investissent le produit de cette vente dans les entreprises) - Complexité du dispositif.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - Rapporteur général - **Art. 24** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4801) : flux croisés entre la France et les Communautés européennes - Incidence globale du prélèvement européen sur les finances publiques françaises : chiffrage et procédure - (p. 4802) : droits de douane - (p. 4803) : commerce international - (p. 4817) : son amendement rédactionnel n° I-62 ; retiré - **Après l'art. 9 ter** (p. 4818) : s'oppose à l'amendement n° I-266 de M. Robert Vizet (modification de l'assiette de la contribution des entreprises à l'effort de construction) - **Avant l'art. 10** (p. 4819) : s'oppose à l'amendement n° I-163 de M. Robert Laucournet (modification des règles d'assiette de taxe sur les salaires) - Accepte l'amendement n° I-34 de M. Serge Mathieu (application de la TVA aux pêcheurs en eau douce à partir du 1^{er} janvier 1994) - (p. 4820, 4821) : problème de la sylviculture et de l'horticulture - S'oppose aux amendements, de M. Maurice Arreckx n° I-38 (modification du taux de TVA applicable aux produits de l'horticulture), de M. Philippe François n° I-64 (modification du taux de TVA applicable à la sylviculture et notamment au bois de chauffage), de M. Jacques de Menou n° I-121 (modification du taux de TVA applicable aux produits horticoles et sylvicoles), de M. Louis Minetti n° I-268 (défense de l'horticulture française) et de M. Robert Vizet n° I-270 (modification du taux de la TVA applicable sur les produits horticoles) - (p. 4822) : accepte l'amendement n° I-222 de M. Christian Bonnet (application du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « 4 étoiles luxe ») - (p. 4823, 4824) : s'oppose à l'amendement n° I-157 de M. Marcel Bony (application du taux de TVA réduit aux activités équestres) - (p. 4824, 4825) : s'oppose à l'amendement n° I-98 de M. Jean-Paul Delevoye (application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères) ; repris par M. Paul Loridant - S'oppose à l'amendement n° I-267 de M. Robert Vizet (limitation du poids de la TVA sur la consommation privée d'électricité des ménages) - (p. 4826) : s'oppose à l'amendement n° I-156 de M. Paul Loridant (application du taux de TVA « super-réduit » aux canaux locaux de télévision distribués par le câble) - (p. 4827) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-271 (application d'un taux de TVA zéro sur les produits dérivés du sang et du plasma) et n° I-269 (taxation au taux de 14,5 % de l'ensemble des revenus financiers provenant des titres émis en France ainsi que les revenus de biens immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel du propriétaire ou de sa famille directe ; et exonération de cette contribution des livrets d'épargne populaire et autres placements populaires) - **Art. 10** (*pérennisation du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 4827) : son amendement n° I-51 : prélèvement limité aux années 1994 à 1998 ; adopté - (p. 4828) : s'oppose à l'amendement n° I-272 de M. Robert Vizet (passage à 2 % du taux de taxation des valeurs boursières, mobilières et autres) - **Art. 11** (*modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie*) (p. 4831) : s'oppose aux amendements, de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-158 de suppression, de M. Robert Vizet, n° I-273 (suppression des dispositions relatives à la possibilité de modifier une seule fois par an le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et assimilés) et n° I-274 (modification du barème de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) et de M. Jean-Paul Chambriard, n° I-37 (limitation de l'augmentation du prix du

gazole) - **Après l'art. 11** (p. 4831, 4832) : demande le retrait de l'amendement n° I-99 de M. Jean-Paul Delevoye (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les biocarburants) - **Art. 12 (reconduction et aménagement du prélèvement sur les entreprises pétrolières)** (p. 4833) : s'oppose à l'amendement n° I-275 de M. Robert Vizet (maintien du prélèvement sur les entreprises d'exploitation de gisements d'hydrocarbures implantés sur le sol national) - **Art. 12 bis (exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures en mer)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-276 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 13** (p. 4834) : s'oppose à l'amendement n° I-123 de M. Alain Pluchet (exonération de la part communale de la taxe foncière pour certaines propriétés non bâties) - **Art. 13 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 4836) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-159 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-277 de M. Robert Vizet, ainsi qu'à l'amendement n° I-216 de M. Jean-Marie Girault (affectation de la majoration de ce prélèvement à la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) - **Après l'art. 13** (p. 4838, 4839) : s'oppose aux amendements de M. Paul Lorient, n° I-160 (exonération des canaux locaux de télévision distribués par câble de la taxe professionnelle) et n° I-161 (bénéfice du régime spécial des provisions pour investissement prévu à l'article 39 bis du code général des impôts accordés aux canaux locaux de télévision distribués par câble) - **Après l'art. 14** (p. 4840) : demande le retrait de l'amendement n° I-86 de M. François Collet (suppression de l'obligation faite aux sociétés d'assurance de déclarer les contrats d'assurance accordant une garantie supérieure à 100 000 francs) - **Art. 14 bis (possibilité d'option pour le régime transitoire d'imposition en matière de bénéfices agricoles)** (p. 4841) : son amendement n° I-52 : possibilité donnée à certains exploitants agricoles de continuer à opter pour le régime simplifié d'imposition au réel et ce jusqu'au 1^{er} mai 1994 ; adopté - **Après l'art. 14 bis** (p. 4843) : accepte les amendements du Gouvernement n° I-311 (exonération de tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt sur le foncier non bâti), n° I-312 (revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié) et n° I-313 (exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole) - **Art. 14 ter (fiscalité applicable aux revenus provenant d'activités accessoires à l'activité agricole)** (p. 4846, 4847) : demande le retrait de l'amendement n° I-65 de M. Roland du Luart (aménagement du dispositif régissant la pluriactivité) - **Art. 14 quater (relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles)** (p. 4848, 4849) : accepte l'amendement n° I-66 de M. Roland du Luart (modification du montant du plafond des revenus non agricoles au-dessus duquel l'imputation des déficits agricoles ne peut plus être opérée) et demande le retrait de l'amendement de suppression n° I-278 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 14 quinquies** (p. 4851) : accepte l'amendement n° I-304 de M. Philippe Richert (extension de l'exonération de la taxe foncière à l'ensemble des associations culturelles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) - **Art. 14 sexies (régime des plus-values applicable aux cessions de matériels agricoles par les entreprises de travaux agricoles)** (p. 4852) : son amendement n° I-53 : régime dérogatoire d'imposition des plus-values de cessions de matériel accordé aux entreprises qui se livrent à des travaux forestiers ; adopté - Demande le retrait de l'amendement de suppression n° I-279 de M. Robert Vizet - Accepte l'amendement n° I-319 du Gouvernement (précision sur la définition du chiffre d'affaires annuel) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4853, 4854) : s'oppose à l'amendement n° I-24 de M. Marcel Daunay (identité de traitement des exploitations agricoles à responsabilité limitée et des autres sociétés agricoles) - (p. 4855) : demande le retrait de l'amendement n° I-25 de M. Marcel Daunay (possibilité d'amortissement exceptionnel donnée aux installations d'élevage de bovins et de porcins ayant des obligations de mise en conformité) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° I-26 de M. Marcel Daunay et n° I-42 de M. Henri de Raincourt (constitution de provisions pour investissement dans les parts de sociétés coopératives et mutualistes) - (p. 4857) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement

n° I-27 de M. Marcel Daunay (application de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable de l'année d'octroi des aides et des quatre années suivantes) - Etude - Collectif budgétaire - (p. 4858) : accepte l'amendement n° I-205 de M. Philippe François (possibilité donnée à chacun des exploitants de fonds séparé ou à des conjoints associés au sein d'une même société de bénéficier d'un abattement sur le bénéfice imposable en qualité d'adhérent d'un centre de gestion agréé) et s'oppose à l'amendement n° I-280 de M. Robert Vizet (exonération des exploitations agricoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties selon un processus progressif d'application) - (p. 4859) : accepte l'amendement n° I-208 de M. Jacques Oudin (octroi du bénéfice du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux, aux jeunes agriculteurs qui bénéficient de prêts à moyen terme spéciaux d'installation) et demande le retrait de l'amendement n° I-281 de M. Louis Minetti (institution d'un fonds de prise en charge des cotisations d'assurance des agriculteurs contre la grêle) - (p. 4861) : accepte l'amendement n° I-318 du Gouvernement (extension de la taxe sur les allumettes aux acquisitions faites en provenance d'autres pays de la Communauté européenne) et demande le retrait de l'amendement n° I-100 de M. Alain Vasselle (suppression de la taxe sur les allumettes) - **Art. 15 (taxe sur les salaires payée par La Poste)** (p. 4864) : son amendement n° I-54 : assujettissement de La Poste à la taxe sur les salaires dans les conditions de droit commun à compter du 1^{er} septembre 1994 ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement rédactionnel n° I-314 du Gouvernement - Equilibre financier de La Poste - Collectivités territoriales - **Après l'art. 15** (p. 4866, 4867) : s'oppose aux amendements de M. André Diligent, n° I-217, repris par M. Louis Perrein (assujettissement de La Poste et de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales et organismes divers), et n° I-218 (imposition directe locale de droit commun du centre de tri postal de la vente par correspondance au profit des collectivités territoriales concernées par son implantation) - Opportunité budgétaire - Centre de tri postal de vente par correspondance et concurrence générale - (p. 4871) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-283 (exclusion du champ d'application de la taxe sur les salaires du secteur des HLM) et n° I-284 (franchise de 20 000 francs sur le montant de la taxe sur les salaires, quel que soit le régime d'assujettissement à la TVA, accordée aux organismes et aux associations à but non lucratif) - (p. 4872) : s'oppose à l'amendement n° I-285 de M. Robert Vizet (soumission à la TVA au taux de 0 % des ventes, commissions et courtages portant sur les publications dans les départements de la France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer) - **Art. 16 (affectation des droits sur les boissons au Fonds de solidarité vieillisse)** (p. 4873) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-286 de suppression et n° I-287 (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° I-288 de M. Robert Vizet (augmentation du plafond salarial ouvrant droit à l'octroi de l'aide judiciaire totale ou partielle) - **Art. 16 bis (institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives)** (p. 4874) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-164 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-289 de M. Robert Vizet - Son amendement n° I-55 : institution d'un droit de timbre de 75 F sur le recours exercé auprès des autorités administratives ; adopté - (p. 4875) : recrutement des greffiers - **Après l'art. 16 bis** (p. 4877) : s'oppose à l'amendement n° I-5 de M. Charles-Edmond Lenglet (possibilité donnée aux agriculteurs victimes de dégâts causés par les sangliers et le grand gibier de demander à tout moment à être indemnisés pour ces dommages) - Rapport du Gouvernement sur l'indemnisation des dégâts causés par le grand gibier - **Après l'art. 17** (p. 4879) : son amendement n° I-56 : déductibilité des déficits dans la moyenne triennale pour le calcul des cotisations de mutualité sociale agricole ; retiré - **Avant l'art. 19 (par priorité)** (p. 4883, 4884) : financement du Fonds forestier national - Suppression de la cotisation au BAPSA - Accepte l'amendement n° I-315 du Gouvernement (affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois) - **Après l'art. 17 (suite)** (p. 4886, 4887) : accepte l'amendement n° I-70 de M. Roland du Luart (augmentation de deux centimes de la redevance du Fonds national de développement des adductions d'eau à compter du 1^{er} janvier 1994) et l'amendement n° I-195 de M. Marcel Henry

(extension à Mayotte du bénéfice du Fonds national pour les adductions d'eau) - **Art. 20** (*modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4891) : son amendement n° I-58 : actualisation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'inflation prévisionnelle avec régularisation, l'année suivante, par l'Etat au profit des collectivités territoriales à raison de la moitié du taux de croissance constaté et du supplément éventuel d'inflation par rapport aux provisions ; adopté par priorité - (p. 4893) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-171 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-292 de Mme Paulette Fost - Sur son amendement n° I-58 précité, s'oppose au sous-amendement n° I-223 de M. Michel Charasse - Demande le retrait de l'amendement n° I-19 de M. Alain Lambert (indexation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'indice prévisionnel des prix additionné des deux tiers de la croissance prévisionnelle) - **Après l'art. 22** (p. 4904) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-296 (droit de compensation du Fonds de compensation pour la TVA des dépenses des collectivités territoriales et de certains de leurs organismes) et n° I-295 (remboursement de la TVA dans le délai d'un mois) - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4906, 4907) : entrée en vigueur du dispositif pour l'année 1994 - Rapport du Gouvernement sur les voies et moyens d'une réforme de la dotation de compensation de la taxe professionnelle - Déverrouillage partiel du taux de la taxe professionnelle selon des modalités à définir - Renégociation des taux des prêts consentis aux collectivités territoriales - Son amendement n° I-61 : nouvelle rédaction ; adopté par priorité - (p. 4911) : résultats des simulations - (p. 4916) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-178 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-297 de M. Robert Vizet, de M. Michel Charasse n° I-179 (institution d'un plancher de 2 % en matière de taxe professionnelle), de M. Robert Vizet n° I-298 (suppression des avantages dont bénéficient les entreprises importantes en matière de taxe professionnelle), de M. Philippe Adnot n° I-196 (réduction de 18 % du montant des compensations de la somme versée aux collectivités locales, aux groupements de communes dotés d'une fiscalité propre ou aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle), de M. Pierre Dumas n° I-210 (nouvelle rédaction), de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° I-180 (diminution de la somme versée aux collectivités locales dont la taxe professionnelle dépasse les recettes nettes de l'Etat) et de M. Alain Percheron n° I-181 (absence de diminution de la compensation versée par l'Etat, aux collectivités locales en contrepartie des allègements des bases de taxe professionnelle au profit des communes qui ont des bases de taxe professionnelle faibles) - Sur son amendement n° I-61 précité, s'oppose au sous-amendement n° I-326 du Gouvernement ; repris par M. Paul Loridant - **Après l'art. 17** (*suite*) (p. 4922) : accepte l'amendement n° I-320 du Gouvernement (prélèvement à un taux unique de 2,3 % sur l'ensemble des jeux) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° I-323 de M. François Lesein - **Après l'art. 15** (*suite*) (p. 4924) : s'oppose à l'amendement n° I-22 de M. François Lesein (création d'une taxe additionnelle de 1,8 % sur le prix de vente des paquets de cigarettes) - **Après l'art. 23** (p. 4925) : demande le retrait de l'amendement n° I-183 de M. Jean-Pierre Masseret (création d'une cotisation minimale de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée au profit du budget général) - **Après l'art. 23 bis** : s'oppose à l'amendement n° I-184 de M. Jean-Pierre Masseret (possibilité donnée aux collectivités locales d'accroître les différents abattements à la base) - (p. 4926) : s'oppose à l'amendement n° I-186 de M. Michel Charasse (extension du bénéfice de l'exonération de la taxe d'habitation aux personnes âgées de plus de soixante ans non imposables sur le revenu, qui hébergent à leur foyer un ou plusieurs de leurs enfants majeurs inscrits comme demandeurs d'emplois et ne disposant pas de ressources supérieures au RMI) et accepte l'amendement n° I-187 de M. Gérard Miquel (modification des bases de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) mais estime qu'il a sa place dans la deuxième partie du projet de loi de finances - **Art. 18** (précédemment réservé p. 4888) (*affectation au budget général des recettes de privatisation*) (p. 4927) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-169 de M. Jean-Pierre Masseret et accepte l'amendement de coordination n° I-316 du Gouvernement - (p. 4928) : s'oppose à l'amendement n° I-291 de M. Robert Vizet (affectation au budget général de la totalité des recettes

de privatisation) - **Art. 19** (précédemment réservé p. 4888) (*actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) : son amendement de suppression n° I-57 ; retiré - Taxe sur les huiles végétales - **Après l'art. 19** (p. 4929) : s'oppose aux amendements identiques n° I-35 de M. Serge Mathieu et n° I-120 de M. Jacques-Richard Delong (dispositif relatif aux récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle) - **Art. 25** et **Etat A annexé** (*équilibre général du budget*) (p. 4945) : accepte l'amendement n° I-327 du Gouvernement (modification des évaluations de recettes).

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Seconde délibération** - **Art. 6** (p. 4963) : accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (A1) - **Art. 6 bis A** : accepte l'amendement de suppression n° A-2 du Gouvernement - **Art. 9 sexies** : accepte l'amendement de suppression n° A-3 du Gouvernement - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 4977 à 4979) : déficit budgétaire - Collectivités locales - Fiscalité locale - Finances locales - Agriculteurs - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Départements et territoires d'outre-mer - Mesures de relance du logement.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - En remplacement de M. Jacques Mossier, rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) (p. 5378) : concours de l'Etat aux collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement - Dotation spéciale pour le logement des instituteurs - Fonds de compensation pour la TVA - Dotation de compensation de la taxe professionnelle et fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - (p. 5379) : dotation globale d'équipement des communes et des départements - Compensation des transferts de compétences et dotation générale de décentralisation, DGD - DGD « Corse » - Dotation régionale d'équipement scolaire et dotation départementale d'équipement des collèges - Fiscalité transférée au titre de la compensation financière des transferts de compétence - (p. 5380) : budget de l'administration territoriale et des collectivités locales - Crédits de l'administration préfectorale - Propose l'adoption de ce projet de budget ainsi que de l'article 62 qui lui est rattaché.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - Rapporteur général - **Art. 40** et **Etat E** (*autorisation de perception de taxes parafiscales*) (p. 6016) : s'oppose à l'amendement n° II-36 de M. Roland Courteau (suppression de la ligne 20 de l'Etat E annexé à cet article relative à la taxe parafiscale qui permet de financer le Comité national interprofessionnel de l'horticulture, CNIH) - **Art. 45** (*aménagement du seuil des cessions de parts ou actions d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux*) (p. 6024) : s'oppose aux amendements, n° II-69 de Mme Paulette Fost (abaissement du seuil de cessions non imposables à 50 000 francs dès le 1^{er} janvier 1994) et n° II-48 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'abaissement du seuil de cessions non imposables jusqu'à 50 000 francs à compter du 1^{er} janvier 1995) - **Art. 46** (*réduction du taux de prélèvement libératoire sur les produits bancaires*) (p. 6026) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° II-49 de M. Jean-Pierre Masseret et n° II-70 de Mme Paulette Fost - Accepte l'amendement n° II-82 du Gouvernement (application du taux de prélèvement libératoire de 35 % au plan d'épargne populaire dont la durée est inférieure à quatre ans) - **Après l'art. 46** : s'oppose à l'amendement n° II-57 de M. Xavier de Villepin (fiscalité des titres sans droit de vote détenus par une société qui détient par ailleurs au moins 10 % des droits de vote dans la société ayant émis les titres ou une participation d'un prix de revient minimum de 150 millions de francs) - (p. 6027) : s'oppose à l'amendement n° II-29 de M. Alain Lambert (entrée en vigueur de la mesure visant à ramener le seuil de l'exonération des plus-values immobilières de trente-deux ans à vingt-deux ans) et accepte l'amendement n° II-85 du Gouvernement (application de l'article 27 de la loi de finances rectificative pour 1993 du 22 juin 1993 à compter du 26 juin 1993) - **Art. 47** (*extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières*) (p. 6028) : s'oppose aux amendements, n° II-71, de suppression, de Mme Paulette Fost et n° II-58 de M. Alain Lambert (application des mesures prévues par cet article aux produits des autres créances) - **Après l'art. 47** (p. 6029) : demande le

retrait des amendements identiques n° II-27 de M. Jean Bernard et n° II-43 de M. Jacques Machet (substitution du mode de calcul des cotisations sociales des personnes non salariées agricoles sur l'année en cours au mode de calcul fondé sur l'année précédente ou l'année « n moins 3 ») - **Avant l'art. 48** (p. 6030) : s'oppose à l'amendement n° II-50 de M. René Régnault (revalorisation du montant maximum de la réduction d'impôt qui est actuellement accordée aux adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés) - **Art. 48 (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés)** (p. 6032) : ses amendements, n° II-74 : possibilité pour une société mère de fusionner avec une autre société sans que cette opération n'entraîne immédiatement la cessation du régime de groupe ; adopté ; et n° II-75 : régime d'agrément spécifique aux groupes ; retiré - (p. 6034) : s'oppose à l'amendement n° II-59 de M. Xavier de Villepin (contrôle des déficits dans chacune des sociétés du groupe présentant un déficit reportable) - **Après l'art. 48** : son amendement n° II-76 : majoration du plafond des versements effectués par une entreprise sur un plan d'épargne d'entreprise ; retiré - **Après l'art. 49** (p. 6036) : demande le retrait de l'amendement n° II-68 de M. Philippe Marini (extension du régime fiscal des apports partiels d'actifs aux opérations de scission portant sur des branches complètes d'activité) - **Art. 49 bis (opérations effectuées par les pêcheurs et armateurs à la pêche, à l'exception des pêcheurs en eau douce)** : son amendement de suppression n° II-77 ; adopté - **Avant l'art. 50** (p. 6037) : s'oppose à l'amendement n° II-8 de M. Roger Quilliot (possibilité de majoration du taux de la taxe professionnelle dans la limite du taux moyen national constaté l'année précédente) - (p. 6041) : accepte l'amendement n° II-79 de M. Jean Clouet (possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) - **Après l'art. 50 bis** (p. 6042) : s'oppose à l'amendement n° II-51 de M. Gérard Miquel (perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - **Art. 50 ter (affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer)** (p. 6045) : s'oppose aux amendements, n° II-65, de suppression, de M. François Louisy, n° II-66 de M. Rodolphe Désiré (réaffectation des fonds prévus à l'amélioration des infrastructures en matière d'assainissement et d'élimination des déchets) et n° II-80 de M. Roger Lise (limitation de la fraction de cette dotation à 25 % pendant dix ans) - **Art. 50 quater (création d'une ressource fiscale nouvelle assise sur les passagers, affectée aux régions d'outre-mer)** (p. 6046) : demande le retrait de l'amendement n° II-67 de M. Rodolphe Désiré (suppression du terme de public) - Accepte l'amendement n° II-87 du Gouvernement (entrée en vigueur de cette taxe) - (p. 6047) : accepte l'amendement n° II-41 de M. Ernest Cartigny (limitation à trois ans de la durée d'application de cette nouvelle taxe) - **Art. 50 quinquies (relèvement du droit additionnel à l'octroi de mer perçu au profit des régions d'outre-mer)** (p. 6049) : s'oppose aux amendements n° II-81 de M. Roger Lise (limitation du taux de cette taxe à 2 % pendant cinq ans) et n° II-26 de M. Rodolphe Désiré (produits exonérés) - **Art. 51 quater (perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes)** (p. 6050) : exercice du droit en vigueur - Syndicats d'électrification - Nécessité, avant de légiférer, de prendre connaissance des modalités d'application de cette taxe - Accepte les amendements identiques de suppression n° II-33 de M. Jean Pépin et n° II-38 de M. Alain Pluchet - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6053) : accepte l'amendement n° II-62 de M. Philippe Adnot (désignation de la liste des barrages pris en compte au titre des attributions du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle) - (p. 6055) : demande le retrait de l'amendement n° II-40 de M. Gérard César (possibilité pour les communes rurales de moins de 5 000 habitants de bénéficier du fonds de compensation de la TVA pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux) - (p. 6056) : s'oppose à l'amendement n° II-34 de M. Pierre Louvot (compensation par l'Etat au bénéfice des collectivités locales du coût de l'exonération permanente visée à l'article 2 de l'article 1394 du code général des impôts en faveur des terrains militaires) - (p. 6057) : s'oppose à l'amendement n° II-35 de M. Jean-Paul Emin (intégration fiscale des districts) - **Avant l'art. 52** (p. 6058) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° II-55 de M. Jean-Pierre Masseret (application de taux réduits aux bières produites par des petites brasseries indépendantes) - (p. 6059) : s'oppose aux amendements, n° II-72 de Mme Pau-

lette Fost (taxe sur les salaires dans le milieu associatif) et n° II-54 de M. Jean-Pierre Masseret (exonération de la taxe sur les salaires des associations d'aide à domicile) - Son amendement n° II-83 : abrogation de l'article 123 de la loi de finances pour 1992 relatif à l'interruption des versements de l'allocation aux adultes handicapés ; adopté - **Art. 52 (réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés)** (p. 6064) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° II-56 de M. Jean-Pierre Masseret, n° II-60 de M. Alain Lambert, n° II-64 de M. Paul Girod, et n° II-73 de Mme Paulette Fost - (p. 6070) : son amendement n° II-88 : rapport au Parlement, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent article, sur les conséquences de ce dispositif sur la situation financière des départements ; adopté - **Art. 52 bis (utilisation en faveur de l'apprentissage des fonds recueillis au titre de la participation des entreprises à la formation en alternance)** (p. 6071) : son amendement n° II-78 : fixation à 35 % du plafond des sommes recueillies au titre du 0,4 % de la masse salariale utilisables pour la formation alternée ; adopté - **Après l'art. 52 bis** (p. 6072, 6073) : demande le retrait de l'amendement n° II-61 de M. Alain Lambert (déduction des primes d'assurance couvrant les risques d'impayés locatifs des revenus fonciers) - (p. 6074) : accepte l'amendement n° II-45 de M. Jean Clouet (suppression de la contrainte relative à la qualité du locataire pour le bénéfice de la réduction d'impôt égale à 10 % du coût de l'investissement locatif neuf) - Son amendement n° II-84 : régime de circulation applicable aux jus de fruits conditionnés pour la vente au détail, lorsque la contenance est inférieure à deux litres ; adopté.

Seconde délibération :

(11 décembre 1993) - Rapporteur général - **Seconde délibération** (p. 6076) : accepte les amendements n° B-1 à n° B-52 déposés par le Gouvernement sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération - (p. 6085) : qualité des travaux du Parlement et du dialogue avec le Gouvernement - Contraintes financières de 1994 - Déficit budgétaire - Suppression ou ralentissement de certaines dépenses - Concours de l'Etat aux collectivités locales - (p. 6086) : nouvelles ressources du Fonds national de développement du sport et du Fonds national pour le développement des adductions d'eau, ainsi que du Fonds forestier national - Remboursement des créances de TVA - Agriculture - Propositions fiscales en faveur de l'emploi - Remerciements - Avis favorable sur le projet de loi de finances pour 1994.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6547) : déficit budgétaire - Diminution des recettes fiscales - Amélioration de la conjoncture économique - Progression des recettes non fiscales - (p. 6548) : Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC - Diminution des prélèvements sur recettes de l'Etat - Importance des engagements sociaux de l'Etat - Progression de la charge de la dette publique brute - (p. 6549) : majoration de l'allocation de rentrée scolaire - Principe de transparence des comptes - Modalités de comptabilisation de la dette au titre du remboursement de la TVA dans le budget de l'Etat - Accepte ce projet de loi de finances rectificative pour 1993 - **Art. 2 (précision relative au champ d'application du droit de fabrication des produits alcooliques)** (p. 6557) : modalités d'application du droit de fabrication dans le cadre européen - **Art. 6 (prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite « taxe sur les grandes surfaces » et élargissement du champ d'application du Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC)** (p. 6558) : son amendement n° 41 : intervention du FISAC en dehors des seules zones sensibles ; adopté - **Art. 10 (dépenses ordinaires des services militaires)** (p. 6567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Robert Vizet - **Art. 11 (dépenses en capital des services militaires)** (p. 6568) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 17 de suppression, et n° 40 (réduction des dépenses en capital des services militaires) - **Après l'art. 16** (p. 6569) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Robert Vizet (conditions d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxe parafiscale affectée au financement du secteur public de l'audiovisuel) - **Art. 18 (clarification des règles de détermination du montant de la taxe sur les salaires due par les**

employeurs partiellement assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 6570) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Xavier de Villepin (suppression des éléments de caractère interprétatif retenus pour le calcul du « prorata » de la taxe sur les salaires) - **Art. 20** (suppression de l'option pour l'assujettissement à la TVA des commissions perçues lors de l'émission et du placement d'emprunts obligataires) (p. 6572) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 23** (exonération de TVA des organismes privés de formation professionnelle continue) (p. 6572) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 23** (p. 6573) : son amendement n° 42 : allongement de la durée de l'engagement de construire, actuellement de quatre ans, pris par les acquéreurs de terrains à bâtir pour les acquisitions non réalisées effectuées avant le 1^{er} janvier 1993 ; retiré - **Art. 29 bis** (aménagement du régime d'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants) (p. 6574) : accepte l'amendement n° 25 de M. Michel Souplet (utilisation d'esters dans des mélanges avec du fioul domestique) - **Art. 30** (motivation des redressements en matière de droits d'enregistrement) (p. 6575) : son amendement n° 6 : définition du contenu et de la portée de la motivation ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 46 du Gouvernement - **Après l'art. 30** (p. 6576) : son amendement n° 7 : aménagement du droit de contrôle de l'administration ; retiré - **Art. 33** (conséquences de l'exclusion des charges déductibles pour la détermination du résultat imposable de certains amortissements) (p. 6577) : son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - **Après l'art. 35** (p. 6578) : ses amendements n° 9 : aménagement du régime fiscal des titres libellés en devises détenues par les établissements de crédit ; et n° 10 : aménagement du régime fiscal des opérations de couverture ; adoptés - (p. 6579) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Gérard César - (p. 6580, 6581) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 31 (relèvement de l'impôt sur les sociétés au bénéfice de l'éducation nationale) et n° 30 (amélioration de la situation financière des centres d'hébergement et de réinsertion sociale) - Accepte l'amendement n° 36 de M. Camille Cabana (assouplissement du traitement des cessions de parts de fonds communs de placement à risques pour l'application du régime des plus-values à long terme) - **Art. 40** (définition de la compétence territoriale des agents de l'administration fiscale) (p. 6582) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Après l'art. 41** (p. 6583) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Robert Vizet (modification du dispositif de la taxe sur les salaires versée par les associations et les établissements publics) - (p. 6585) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 32 (modification des règles relatives à la prise en charge par l'Etat de certains impôts directs locaux), n° 33 (modification de l'assiette de la taxe professionnelle), n° 22 (modification du pourcentage de la valeur ajoutée brute de l'entreprise utilisé dans le calcul de la taxe professionnelle), et à l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Masseret (partage de la taxe professionnelle par certaines collectivités) - Accepte l'amendement n° 38 de M. Philippe Adnot (compétence du préfet dans les modalités d'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle) - (p. 6588) : s'oppose aux amendements de M. Philippe Marini n° 2 (accroissement de la part des ressources des fonds départementaux de la taxe professionnelle revenant aux groupements de communes) et n° 3 (modalités de conversion des syndicats intercommunaux à vocation multiple en districts à fiscalité propre), et à l'amendement n° 21 de M. Robert Vizet (mise en oeuvre des aides du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) - (p. 6590) : accepte l'amendement n° 26 de M. Jean François-Poncet (définition des règles applicables en matière de recouvrement pour les agences financières de bassin) - (p. 6591) : son amendement n° 43 : investissements ouvrant droit à une attribution du fonds de compensation pour la TVA ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 45 du Gouvernement - **Art. 43** (annulation de dettes de pays étrangers) (p. 6593) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Robert Vizet (relèvement du seuil maximal consacré, dans le budget, à la prise en charge des pays moins avancés) - **Art. 46** (indemnisation des Français sinistrés d'Irak et du Koweït) (p. 6594) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Paul d'Ornano (création d'un nouveau système d'indemnisation français, s'ajoutant à celui de l'ONU) - **Après l'art. 46** (p. 6595) : accepte l'amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Camoin (délivrance d'un

duplicata de documents officiels pour les personnes victimes de catastrophes naturelles, sans perception de droit ou taxe).

- **Projet de loi de finances pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6522) : régime des frais professionnels réels - Taxe forfaitaire sur les actes d'huissier - Régime des plus-values applicables aux cessions de matériels agricoles et forestiers - Droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives - Modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement - Remerciements - Invite le Sénat à ratifier cet accord - (p. 6526, 6527) : qualité du dialogue entre le Gouvernement et le Sénat - Révision de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 198 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6755) : rassemblement de dispositions hétéroclites - Dispositif d'apurement du passif opposant l'Etat et les collectivités locales - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA - (p. 6756) : fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la reconstruction des activités commerciales et artisanales - Taxe intérieure sur les produits pétroliers - Demande l'adoption du texte de la CMP.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 214 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - Rapporteur général - **Discussion générale** (p. 6862) : bienfaits du bicamérisme - Garanties de l'Etat sur l'emprunt de l'UNEDIC.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 200 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - En remplacement de M. René Trégouët, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6873, 6874) : accord de la commission mixte paritaire sur l'élaboration d'un texte commun sur ce projet de loi - Possibilité de commercialisation en France d'ouvrages en or de différents titres - Autorisation pour les entreprises d'effectuer elles-mêmes les contrôles de qualité - Distinction entre l'appellation « or » pour les ouvrages à 18 carats et plus et l'appellation « alliage d'or » pour les ouvrages à 9 et 14 carats - Adoption d'un barème différencié du droit spécifique pour les ouvrages d'or et les ouvrages contenant de l'or - Compétences conjointes du ministre chargé du budget et du ministre chargé de l'industrie pour l'agrément des organismes de contrôle de la garantie publique - Modalités d'attribution de la garantie d'Etat - Propose l'adoption du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

ARZEL (Alphonse), sénateur du Finistère (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 14 mai 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 51 quater** (perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes) (p. 6052) : intervient à propos des amendements identiques de suppression, n° II-33 de M. Jean Pépin et n° II-38 de M. Alain Pluchet - Travaux d'électrification - Bilan sur l'ensemble du territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture [n° 141**

(93-94)] - (21 décembre 1993) - **Art. 4 (décisions de préemption illégales)** (p. 6807) : son amendement n° 9, soutenu par M. Jacques Machet : non-application de ces nouvelles dispositions aux espaces naturels sensibles ; retiré.

AUTAIN (François), sénateur de la Loire-Atlantique (S).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Claude Estier et Gérard Delfau, visant à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 248 (92-93)] (6 avril 1993) - **Communication audiovisuelle**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 992) : évolution de l'environnement économique depuis 1986 - Plan de lutte contre le chômage - (p. 993) : rapport de M. le rapporteur général Jean Arthuis sur la mutation de l'économie mondiale - Rôle de l'Etat - Privatisations et motivations financières - Exemple de la SEITA - Eventuelle privatisation de l'Aérospatiale - Région Midi-Pyrénées - Contenu de la motion présentée au conseil municipal de Bouguenais - (p. 994) : craintes des habitants de la région - Trop grand nombre d'entreprises publiques privatisables - Avis défavorable sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1296, 1298) : soutient la motion n° 32 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Déclarations de nationalité ; compétence des juges d'instance - Délai entre le mariage et l'acquisition de la nationalité française par le conjoint étranger - (p. 1298) : double droit du sol - Citoyenneté et intégration - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1302) : intervient sur cet article sur lequel le groupe socialiste a déposé un amendement de suppression - **Art. 4 (modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté)** (p. 1306) : parole sur cet article.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1344) : votera les amendements de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 62 de M. Claude Estier - **Art. 11 (autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français)** (p. 1362, 1363) : parole sur l'article - (p. 1368) : vote du groupe socialiste contre cet article - **Art. 20 (acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité)** (p. 1381) : parole sur l'article.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Après l'art. 23** (p. 1401, 1402) : soutient l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (conditions d'application de l'article 24 qui confie au juge d'instance l'enregistrement des déclarations de nationalité) - Sous-direction des naturalisations installée à Rezé dans le département de la Loire-Atlantique.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés**

par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 1862) : soutient la motion n° 4 de M. Claude Estier - Caricature de débat - (p. 1863) : abrogation de l'article 69 de la loi Falloux et autorisation de financement des investissements relatifs à l'enseignement privé par les collectivités territoriales - Conditions de discussion de ce texte en commission et dans l'hémicycle - Relations du Gouvernement avec le Parlement - (p. 1864) : conditions d'examen de ce texte - (p. 1865) : avenir de l'enseignement public et de la laïcité - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1879) : soutient l'amendement n° 239 de M. Claude Estier (maintien de la législation actuelle en matière d'aide aux investissements des établissements privés par les collectivités territoriales) - (p. 1887, 1889) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 3245 et n° 3249 relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2200) : loi Savary du 26 janvier 1984 - Démocratie universitaire - Généralisation des possibilités de dérogation - Présidents d'université - Conseils d'université - Financement - (p. 2201) : risque de mainmise d'intérêts privés et d'instauration d'universités à deux vitesses - **Renvoi à la commission** (p. 2210) : soutient la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Texte d'initiative parlementaire, permettant au Gouvernement d'éviter la consultation du Conseil d'Etat et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER - Critiques du CNESER - (p. 2211) : remise en cause du régime financier de la fonction publique de l'enseignement supérieur - (p. 2212) : présidents d'université.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2229 à 2231) : soutient les amendements de M. Claude Estier, visant à limiter les possibilités de dérogation n° 17, n° 16, n° 14, n° 34 et n° 35 - Unités de formation et de recherche, UFR - **Art. 3 (rapport relatif aux expérimentations)** (p. 2241) : soutient l'amendement n° 45 de M. Claude Estier (rapport d'évaluation de la loi du 20 juillet 1992 remis au Parlement).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3754) : son amendement n° 237 : rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement ; rejeté.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 4 (simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service)** (p. 3838) : soutient l'amendement n° 212 de M. Jean-Luc Mélenchon (modulation de l'utilisation du chèque service) - (p. 3839) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 243 (participation des représentants des associations) et n° 244 (organisation d'un statut professionnel pour les salariés occupant les emplois de service).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3988) : son amendement n° 238, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : création d'un comité national d'évaluation chargé d'élaborer une étude sur les conséquences de la réduction de la durée du travail ; rejeté - (p. 4015) : injustice de l'incitation financière accordée à l'entreprise - Encouragement à la déflation salariale - (p. 4016) : mise en cause du libre jeu de la concurrence - Durée de l'expérience - Se déclare opposé aux amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - **Avant l'art. 27** (p. 4031) : soutient l'amendement n° 246 de Mme Josette Durrieu (réduction du recours par les entreprises aux heures supplémentaires) - Taxation des heures supplémentaires afin de dégager de nouveaux emplois.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Rappel au règlement** de M. Jean-Louis Carrère (p. 4150) : possibilité pour un

sénateur de demander la parole pour un rappel au règlement - **Art. 40 (contrats d'insertion)** (p. 4152, 4153) : soutient l'amendement de suppression n° 194 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Mise en place d'un SMIC jeunes r Fusion des contrats d'orientation et des contrats d'adaptation en contrats d'insertion - Recul par rapport au dispositif existant - Formation proposée aux jeunes - Entrée dans le monde du travail avec un sous-salaire - Risque pour les jeunes diplômés - Recours à une main-d'oeuvre jeune au détriment d'une main-d'oeuvre plus âgée - **Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail)** (p. 4157) : devenir des jeunes à l'issue de la durée du contrat d'insertion - Rémunération - **Art. 46 (garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle)** (p. 4185) : soutient l'amendement de suppression n° 201 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Avant l'art. 51** (p. 4210) : son amendement n° 242, soutenu par Mme Josette Durrieu : rapport d'information au Parlement sur les conséquences prévisibles de l'adoption de ce projet de loi ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5820, 5821) : avenir de la télévision publique - Nouvelles techniques de télévision - Evolution des crédits budgétaires - Institut national de l'audiovisuel, INA - Ressources publicitaires pour France 2 et France 3 - (p. 5822) : mode de désignation du président-directeur-général de France 2 et France 3 - Modalités de diffusion de la chaîne ARTE - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 44 (affectation aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle du produit estimé de la redevance pour droit d'usage des appareils et récepteurs de télévision)** (p. 5835, 5836) : qualité des programmes diffusés par ARTE - Rapports entre France Télévision et ARTE - Vocation européenne de la chaîne ARTE - Importante activité de coproduction de films par ARTE.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** (14 décembre 1993) - **Après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6287) : soutient l'amendement n° 287 de M. Claude Estier (impossibilité pour les subventions publiques allouées aux associations d'être reversées aux établissements d'enseignement privés) - Importance de l'enseignement privé dans le département de la Loire-Atlantique.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6680) : télévision numérique - Chaîne privée - Nécessaire rééquilibrage du paysage audiovisuel en faveur du service public - (p. 6681) : indépendance des médias à l'égard des politiques mais dépendance des politiques à l'égard des médias - Régression du pluralisme - Affaiblissement des chaînes de service public - Création de la commission Campet - (p. 6682) : recommandations de la commission Campet - Renforcement du secteur commercial et aggravation des contraintes pesant sur le service public - Privilèges des opérateurs privés - Création de la chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Interrogation sur la structure de la chaîne - Assouplissement du seuil anticoncentration pour les radios - (p. 6683) : avec le groupe socialiste, ne pourra voter ce projet de loi - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6724) : soutient l'amendement n° 20 de M. Claude Estier (détection de la totalité du capital de la chaîne éducative par l'Etat) - (p. 6725) : soutient l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (absence de recours à des messages publicitaires et à un parrainage pour les programmes de la chaîne éducative) - (p. 6729) : soutient l'amendement n° 22 de M. Claude Estier (examen du cahier des charges de la chaîne par le CSA) - **Art. 1^{er} bis (création de chaînes parlementaires)** (p. 6731) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et prise en compte du calendrier parlementaire), soutient le sous-amendement n° 23 de M. Claude Estier - **Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** - **Art. 48-2 de la**

loi du 30 septembre 1986 (possibilité pour le CSA de prononcer une sanction pécuniaire) (p. 6735) : soutient l'amendement n° 25 de M. Claude Estier (suppression de la sanction pécuniaire) - **Art. 4 A (décrochages régionaux des télévisions privées)** (p. 6739) : soutient l'amendement de suppression n° 26 de M. Claude Estier - **Avant l'art. 4** (p. 6740) : soutient l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (possibilité pour le CSA de refuser une autorisation d'émettre à un opérateur qui aurait émis de façon pirate en violant des droits d'auteurs) - **Art. 4 (présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle)** (p. 6742, 6743) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 29 (durée de l'autorisation initiale pour les services de radiodiffusion), n° 31 (détermination des conditions dans lesquelles le renouvellement automatique d'une autorisation porterait atteinte au pluralisme) et n° 32 (publication des décisions de reconduction d'autorisations et des décisions de ne pas procéder à un appel de candidatures) - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias)** (p. 6745) : soutient l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (point de départ du délai pour l'exploitation des films) - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6750) : soutient l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (application du quota) - **Art. 9 (seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre)** (p. 6761) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 35 de suppression et n° 36 (participation et droit de vote d'un actionnaire dans une société audiovisuelle).

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Art. 11 (normalisation des caractéristiques techniques des signaux numérisés)** (p. 6779) : soutient l'amendement de suppression n° 42 de M. Claude Estier - Conséquences négatives d'une règle nationale - **Après l'art. 12** (p. 6783) : soutient l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (rôle du CSA dans l'équilibre des temps de parole réservés aux organisations politiques) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6784, 6785) : avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi - Renforcement de l'emprise des chaînes commerciales sur l'audiovisuel au détriment des chaînes du service public - Recul du pluralisme.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes - Deuxième lecture [n° 194 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6857) : réalisation du marché unique de l'assurance - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 220 (93-94)]** - (23 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6908, 6909) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - Positions des socialistes - Dérive de ce projet de loi - Exception d'illégalité - Déréglementation - Remise en cause de la loi Sapin - Remise en cause des lois « littoral », « montagne » et « paysage ».

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 215 (93-94)]** - (23 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6902) : chaîne du savoir - Danger pour le pluralisme - Poids des chaînes privées - Avec le groupe socialiste, ne votera pas le texte de la CMP.

AUTHIÉ (Germain), sénateur de l'Ariège (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (JO Lois et décrets du 9 décembre 1993).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

– Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat, puis vice-président, le 6 juillet 1993 (*JO* Lois et décrets du 7 juillet 1993).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice - Services généraux - [n° 106 (93-94)] tome 4 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 30 (10 juin 1993) (p. 935) - Ministère : Industrie - *Situation des industries du textile et de l'habillement* - (*Réponse : JO* Débats du 18 juin 1993) (p. 1465) - Industrie textile.

Questions orales sans débat :

n° 473 (21 octobre 1992) (p. 2732) - Ministère : Industrie - *Mesures en vue d'enrayer la crise du secteur de la production d'aluminium* (Caduque mars 1993) - Industrie.

n° 78 (9 novembre 1993) (p. 4096) - Ministère : Equipement - *Réalisation de la liaison autoroutière Toulouse-Pamiers* - (20 novembre 1993) (p. 4496) - Autoroutes.

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1463, 1464) : présente sa question.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Justice - (8 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (services généraux) - (p. 5792) : baisse des crédits consacrés aux services judiciaires - Greffiers - Révision du plan informatique - (p. 5793) : activité des juridictions judiciaires - Délais de jugement - Augmentation des contentieux administratifs - Moyens insuffisants mis à la disposition de la justice administrative - Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL - Accepte les crédits de ce projet de budget.

B

BAILET (Honoré), sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

BALARELLO (José), sénateur des Alpes-Maritimes (RD).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire, représentant le Sénat au Conseil d'administration de l'Établissement d'hospitalisation public de Fresnes (JO Lois et décrets du 26 mars 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'attribution des logements par les organismes d'Habitations à Loyer Modéré [n° 28 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Logement**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de **loi de finances** pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Rapatriés** - [n° 105 (93-94)] tome 12 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 81 (JO Débats du 21 novembre 1993) (p. 4588) - Ministère : Equipement - *Modernisation du tracé ferroviaire Nice-Cuneo-Turin* (Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6511) - **Transports ferroviaires**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 757) : secteur du BTP - Groupe d'étude sur le logement - Relance du bâtiment et de l'accession à la propriété - Conditions d'attribution des PAP, prêts d'accession à la propriété - (p. 758) : utilisation et financement des PLA, prêts locatifs aidés, et des PLI, prêts locatifs intermédiaires - Apporte son soutien au Gouvernement.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Avant l'art. 14** (p. 885) : son amendement n° 87 : suppression de la limite tenant au revenu pour accorder la déduction d'impôt au titre des prêts contractés pour la construction ; retiré - **Art. 15** (*imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 891) : son amendement n° 93 : mesures de déductibilité du déficit foncier sur le revenu global en fin de bail ; retiré - **Art. 16** (*relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers*) (p. 895) : son amendement n° 90 : taux de la déduction forfaitaire ; retiré - **Art. 16 bis** (p. 898) : son amendement n° 89 : réduction d'impôt pour investissement locatif accordée aux propriétaires qui transforment des locaux à usage professionnel en logements ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - **Art. 20** (*barème des aides à la personne*) (p. 917) : son amendement de suppression n° 94 ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - Aide à la pierre et aide à la personne - **Art. 21** (*aménagement de la contribution sociale généralisée*) (p. 923) : soutient l'amendement n° 34 de M. Xavier de Villepin (assujettissement à la CSG des Français salariés dans la Principauté de Monaco).

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992** [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Art. 2** (*dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil*) - **Art. L. 235-1 du code du travail** (*obligation de mise en oeuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs*) (p. 3133) : intervient à propos de l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour les collectivités et organismes assujettis aux règles concernant la maîtrise d'ouvrage publique et répondant à des critères de seuils en population, effectifs ou volume d'activité, d'opter soit pour le régime de droit commun fixé par le texte, soit pour un transfert des obligations visées par le projet de loi sur le maître d'oeuvre) - Directive européenne du 24 juin 1992 relative aux chantiers temporaires ou mobiles - Désignation et responsabilité pénale du coordonnateur.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5126) : nécessité de construire 300 000 logements par an - Efforts du Gouvernement pour résoudre la crise du logement - (p. 5127) : inquiétudes relatives au système des aides publiques au logement et à la situation financière des organismes d'HLM - Consommation des prêts locatifs aidés - Budget du logement des grandes villes - Destination du « 1 % patronal » - Aide des collectivités locales - **Projet de loi d'orientation sur la ville** - (p. 5128) : liste des logements sociaux retenus dans le calcul de la dotation globale de fonctionnement - Soutien aux dispositions gouvernementales relatives à l'accession sociale à la propriété - Rapport Lebègue - Groupe d'études sénatorial sur le logement - Politique des aides à la personne - (p. 5129) : nécessité d'une simulation financière - Le groupe des Républicains et indépendants est favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5574) : mesures d'aide aux rapatriés réinstallés et en situation de surendettement - (p. 5575) : certificats d'indemnisation - Rapatriés des Nouvelles-Hébrides - Retraites - Insertion des Français musulmans rapatriés - Harkis - Aide à l'accession à la propriété - Exemple du département des Alpes-Maritimes - Emploi et formation des jeunes - (p. 5576) : prochaine construction du mémorial de la France d'outre-mer au Fort Saint-Jean à Marseille - Création d'un groupe de travail sur les problèmes des Français musulmans rapatriés - Demande le vote de ce projet de budget.

BALLADUR (Edouard), *premier ministre* le 29 mars 1993 (JO Lois et décrets du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale du Gouvernement, prononcée par M. Charles Pasqua, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, [n° 253 (92-93)] (8 avril 1993) - **Gouvernement (déclarations)**.

Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société Nationale des Chemins de fer Français [n° 254 (92-93)] (8 avril 1993) - **Transports**.

Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)] (15 avril 1993) - **Gouvernement (déclarations)**.

Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 272 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Code rural**.

Projet de loi relatif au code de la consommation [n° 273 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Code de la consommation**.

Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural [n° 296 (92-93)] (6 mai 1993) - **Code rural**.

Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] (26 mai 1993) - **Privatisations.**

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)] (2 juin 1993) - **Retraites.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord [n° 333 (92-93)] (2 juin 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen [n° 334 (92-93)] (2 juin 1993) - **Europe.**

Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal [n° 368 (92-93)] (16 juin 1993) - **Code pénal.**

Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)] (15 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Travail.**

Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)] (20 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Assurances.**

Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)] (22 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Urbanisme.**

Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 439 (92-93)] (29 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Marchés publics.**

Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative) [n° 443 (92-93)] (25 août 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Code de commerce.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl [n° 444 (92-93)] (2 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port [n° 445 (92-93)] (2 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Etablissements publics.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal [n° 446 (92-93)] (9 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)] (11 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Magistrature.**

Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)] (11 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Magistrature.**

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)] (23 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Etrangers.**

Déclaration du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Transports.**

Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale [n° 461 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Sociétés nationales.**

Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Code minier.**

Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Sports.**

Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Santé.**

Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Finances locales.**

Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 69 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Elections.**

Projet de loi relatif au nouveau code pénal [n° 77 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Code pénal.**

Projet de loi, relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)] (4 novembre 1993) - **Sports.**

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Agriculture.**

Projet de loi complétant, en ce qui concerne certains contrats de services, la loi n° 91-3 du 3 janvier 1991 relative à la transparence et la régularité des procédures des marchés et soumettant la passation de certains contrats à des règles de publicité et de mise en concurrence [n° 130 (93-94)] (30 novembre 1993) - **Marchés publics.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 158 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [n° 159 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance [n° 160 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

Déclaration de politique générale, prononcée par Mme Simone Veil, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville [n° 187 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire [n° 190 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Territoires d'outre-mer.**

Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Elections.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Josette Durrieu : **Industrie des métaux** (*Situation de l'industrie de l'aluminium*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4380).

de Mme Hélène Luc : **GATT (Demande de référendum sur l'accord du GATT)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6421).

INTERVENTIONS

– **Allocution** (2 avril 1993) (p. 3, 4) : considération du Gouvernement pour le Sénat - Déclaration de politique générale.

– **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de Mme Nicole de Hauteclocque**, sénateur de Paris (6 avril 1993) (p. 22).

– **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 253 (92-93)] - (8 avril 1993) - Lue à la tribune par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur (p. 29) : Assemblée nationale - Nouveau Gouvernement - Rayonnement historique de la France - (p. 30) : instabilité politique, économique et monétaire de l'environnement international - Situation économique de la France - Chômage - Commission du bilan, présidée par M. Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes - Programme de réformes - (p. 31) : Constitution - Parlement - Justice - Conseil supérieur de la magistrature - Procédure pénale - Magistrats - Administration - Nominations au tour extérieur dans les différents corps de l'Etat - (p. 32) : sécurité - Forces de l'ordre - Toxicomanie - Politique de l'immigration - Code de la nationalité - Réforme de la Constitution : Haute Cour de justice ; statut de la magistrature - (p. 33) : monnaie : attachement à la parité entre le franc et le deutsche Mark - Système monétaire européen, SME - Autonomie de la Banque de France - Préparation d'un projet de loi portant sur le collectif budgétaire - Logement, bâtiment et travaux publics - Allègement des charges sociales des entreprises - Soutien aux petites et moyennes entreprises, PME - Décalage d'un mois du paiement de la TVA - (p. 34) : lutte contre le chômage ; appel aux chefs d'entreprises - Maîtrise des déficits publics - Modernisation des structures économiques ; recherche ; environnement ; programme de privatisations - Réforme de la Caisse des dépôts et consignations - Epargne - (p. 35) : politique de solidarité - Lutte contre le chômage - Situation financière des régimes sociaux - Statut des salariés - Politique de la famille - (p. 36) : personnes handicapées et dépendantes - Enseignement - Formation professionnelle - Culture - Télévision - (p. 37) : politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Pêche - Aménagement du territoire - Services publics en zone rurale - Départements et territoires d'outre-mer - Politique de la ville - (p. 38) : construction européenne - Europe centrale et orientale ; ex-Yougoslavie - Politique de défense - (p. 39) : déséquilibres Nord-Sud - Responsabilités de la France vis-à-vis de l'Afrique - Nécessaire remise en ordre du système monétaire international - Préconise une conférence internationale ayant pour objectif l'institution d'un nouvel équilibre européen - Nations Unies - (p. 40) : mémoire du Président Georges Pompidou - Appel au rassemblement des Français.

– **Déclaration de politique générale du Gouvernement suivie d'un débat** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 59, 60) : restauration de l'Etat - Administration ; nominations au tour extérieur - Parlement - Constitution : réforme de la Haute Cour de justice et du Conseil supérieur de la magistrature - Sécurité - Politique de l'immigration ; réforme du code de la nationalité - Monnaie - Parité du franc avec le deutsche Mark - Collectif budgétaire en préparation - (p. 61) : garantie des solidarités - Situations de précarité - Harkis - Régimes sociaux - Système éducatif - Culture - Environnement - Agriculture - Négociations du GATT - Aménagement du territoire - Régions - Petits commerces des petites agglomérations - Politique de la ville - Sport - Europe - (p. 62) : conflits dans l'ex-Yougoslavie - Responsabilités de la CEE - Politique d'aide au tiers-monde - (p. 63) : programme de travail du Gouvernement - (p. 88, 89) : emploi - Fiscalité - Aménagement du territoire - Rationalisation des dépenses de l'Etat - Apprentissage - Forces de l'ordre - Magistrature - Aménagement rural - (p. 90) : départements et territoires d'outre-mer - Action gouvernementale de 1986 à 1988 - Lycées français à l'étranger - Services publics en zone rurale - (p. 91) : régime de retraite - Personnes âgées dépendantes - Collectivités territoriales - Finances publiques - Décentralisation - Fiscalité - Délocalisations et commerce mondial - (p. 92) : négociations du GATT - Agriculture - Politique agricole commune, PAC - Aménagement du territoire.

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 313, 314) : déséquilibres territoriaux - Réseaux de transport et de communication - Espace rural - Qualité de la vie - Ile-de-France - Dimension européenne de l'aménagement du territoire - Décentralisation.

– **Allocution de M. le Président du Sénat** - (7 juillet 1993) (p. 2296, 2297) : importance du travail législatif accompli par le Sénat - Bicaméralisme - Débats d'orientation et questions orales avec débat - Problèmes communautaires - Mise en oeuvre de la politique économique et sociale du Gouvernement - Réforme de la Constitution et du code de procédure pénale - Bilan des textes examinés au cours de la session.

– **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - (p. 4 à 6) : adaptation des institutions - Proposition de loi d'origine parlementaire - Renforcement du contrôle du Parlement sur le pouvoir exécutif - Questions d'actualité - Déclaration du Gouvernement - Indépendance de l'autorité judiciaire par rapport au pouvoir exécutif - Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Magistrats du siège - Magistrats du parquet - Responsabilité pénale des membres du Gouvernement - Cour de justice de la République - Equilibre des pouvoirs.

– **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** - (19 novembre 1993) (p. 3 à 5) : pression migratoire des pays du Sud et de l'Est - Coopération européenne - Traitement des demandes d'asile - Conséquences de la décision du Conseil constitutionnel sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration - Choix d'une révision constitutionnelle - Possibilité pour la France de passer des accords de coopération en matière de traitement des demandes d'asile - Exercice de la prérogative de l'Etat d'octroyer l'asile - Décision du Parlement.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4602) : bilan de la situation économique et sociale - Politique économique et sociale - Redressement des finances publiques - (p. 4603, 4604) : soutien de l'activité et de l'emploi - Dotation de l'Etat aux collectivités territoriales - Politique de réformes économiques et sociales à court et moyen terme - Remercie par avance le Sénat pour son soutien.

– **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (15 décembre 1993) - Lue à la tribune par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (p. 6317, 6324) - Bilan de l'action gouvernementale - Négociations du GATT - Communautés européennes - Politique agricole commune, PAC - Emploi - Objectifs d'ordre économique et social.

– **Allocution** - (21 décembre 1993) (p. 6788, 6789) : qualité des travaux du Sénat - Réformes du Gouvernement - Droit d'amendement des parlementaires - Organisation des travaux du Sénat - Initiative sénatoriale - Session extraordinaire du mois de janvier 1994 - Remerciements aux parlementaires, aux fonctionnaires et à la presse.

BALLAYER (René), sénateur de la Mayenne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce et artisanat** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 6 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5413, 5414) : évolution des crédits - Formation pro-

fessionnelle - Emploi - Actions de sensibilisation - Fonds de promotion de l'artisanat - Baisse des crédits d'assistance économique et technique - Animation économique - Opération « Mille villages de France » - Jeunes entrepreneurs ruraux - Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce, ORAC - (p. 5415) : grandes surfaces - Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5430) : s'oppose à l'amendement n° II-17 de M. Gérard Delfau (réduction des crédits de deux millions de francs) - **Titre VI** (p. 5431) : s'oppose à l'amendement n° II-18 de M. Gérard Delfau (réduction des autorisations de programme de dix millions de francs).

BANGOU (Henri), sénateur de la Guadeloupe (apparenté au groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 64 (JO Débats du 27 octobre 1993) (p. 3509) - Ministère : Environnement - *Aide au parc national de la Guadeloupe* (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4508) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 19** (*application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions des titres I^{er} à 5 du livre II du code des communes*) (p. 3630) : soutient l'amendement n° 105 de M. Robert Vizet (taxation complémentaire du produit des jeux de casino au bénéfice de l'ensemble des communes du département de la collectivité territoriale concernée) - **Art. 20** (*application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions relatives à la DGF*) (p. 3631) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 106 de suppression et n° 107 (progression minimale des dotations des collectivités locales des départements d'outre-mer).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3705) : interrogations sur les mesures d'adaptation du projet de loi à l'outre-mer - Spécificité des départements d'outre-mer - (p. 3706) : fragilité de l'économie des départements d'outre-mer - « Parité globale » - Politique des banques locales - Situation de l'emploi dans les départements d'outre-mer.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 39** (*accueil des apprentis par les entreprises*) (p. 4138) : formalités d'agrément des contrats d'apprentissage.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Art. 52** (*annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicables à l'outre-mer*) (p. 4212) : son amendement n° 570 : délai de présentation des mesures d'adaptation dans les départements d'outre-mer ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5013) : situation économique et sociale des départements d'outre-mer - Transfert aux régions d'une partie des ressources fiscales des conseils généraux - Régression des crédits - Dotation globale de fonctionnement, DGF ; retard des versements - (p. 5014) : insécurité - Déploie le manque de considération à l'égard des populations d'outre-mer.

BARBIER (Bernard), sénateur de la Côte-d'Or (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances:

- Président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat jusqu'au 8 juillet 1993.

Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

- Secrétaire de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur le IX^e Colloque de réflexion économique organisé le 29 avril 1993, sur les perspectives à moyen terme de l'économie mondiale [n° 413 (92-93)] (7 juillet 1993) - **Prévisions et projections économiques.**

Proposition de loi, déposée avec MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à modifier la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme [n° 12 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification, sur les résultats de projections macro-économiques et l'évolution du commerce mondial [n° 99 (93-94)] (18 novembre 1993) - **Plan.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie et postes et télécommunications et commerce extérieur - I - Industrie** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 25 (22 novembre 1993).

Proposition de loi, déposée avec M. Serge Mathieu, visant à compléter le dispositif de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme [n° 173 (93-94)] (10 décembre 1993) - **Santé.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 142) - Ministère : Industrie - *Délocalisation de l'usine Hoover en Ecosse* - **Entreprises.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3721) : conséquences du déséquilibre du marché de l'emploi pour la collectivité - Proposition relative à l'affectation des cotisations versées aux ASSÉDIC - Evolution du chômage - (p. 3722) : coût du travail - Poids des cotisations sociales - Temps de travail - Votera le projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - En remplacement de M. François Trucy, rapporteur spécial (dépenses ordinaires) - (p. 5441) : emplois militaires et civils - (p. 5442) : conditions d'exécution du service militaire - Musée de l'Air - Financement des opérations de maintien de la paix - (p. 5443) : conscription - Accepte ce projet de budget.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) (p. 5866, 5867) : rapport de la Délégation du Sénat pour la planification - Résultats de simulations effectuées à partir de modèles économiques - Ampleur limitée de la reprise économique - Persistance du chômage - (p. 5868) : résultats positifs pour l'emploi d'une simulation à la baisse des cotisations patronales en Europe - Difficultés à évaluer les effets d'un abaissement de la durée du travail - Perspective des finances publiques.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur spécial (industrie) - (p. 5882, 5883) : évolution des crédits budgétaires - Politique énergétique - Effort en faveur des petites et moyennes industries - Industrie spatiale - (p. 5884) : entreprises publiques du secteur industriel - Accepte ce projet de budget - En remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial de la commission des finances (postes et télécommunications) - (p. 5886, 5887) : réorganisation du service public de La Poste et des télécommunications - Relations financières entre l'Etat et France Télécom - Lien financier existant entre La Poste et l'Etat - (p. 5888) : contribution du budget général au transport de la presse - Accepte les crédits de ce projet de budget - **Examen des crédits - Industrie - Art. 61** (*revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base*) (p. 5922) : son amendement n° II-44 : correction d'une erreur matérielle portant sur un article de référence ; adopté.

BARNIER (Michel), ministre de l'environnement le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5270) : importance de l'environnement - Lutte pour l'emploi - (p. 5271) : augmentation du budget - Prévention des risques majeurs - Actions d'écologie urbaine - Solidarité - Investissements - Engagements internationaux - Environnement rural - (p. 5272) : boisement - Politique du paysage - Pollution agricole - Gestion des espaces naturels - (p. 5273) : rôle du Conservatoire du littoral - Zone méditerranéenne - Protection des sites remarquables - (p. 5274) : « éco-citoyenneté » - Diverses mesures de protection de l'environnement - Décentralisation des compétences - (p. 5275) : rôle des collectivités territoriales - Elaboration d'un code de l'environnement - (p. 5293) : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Restructuration interne - (p. 5294) : traitement des sites pollués - Politique de la maîtrise de l'énergie - Energie renouvelable - Déchets ménagers - (p. 5295) : investissements - Prévention des risques majeurs - Entretien des rivières - (p. 5296) : barrages - Renforcement des réseaux d'alerte et d'annonce des crues - Plans d'exposition aux risques - Rôle de l'Etat - Mise en valeur de la mer - Politique de l'eau - Engagements internationaux - Pollution agricole - (p. 5297) : site de Petits-Saut en Guyane - Inspection des établissements classés - Recherche - Protection de la nature - « Eco-citoyenneté » - Retard en matière d'éducation et de formation à l'environnement - Service national de l'environnement - (p. 5298) : partenariat avec les associations - Lutte contre le bruit - Conférence de Rio de Janeiro de juin 1992 appelée « sommet de la Terre » - (p. 5299, 5300) : pollution atmosphérique - Pollution des autobus de la RATP - Politique du paysage - Concertation entre l'Etat et les collectivités territoriales - Réseaux téléphoniques et électriques - Influence fran-

çaise dans le domaine de l'environnement - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5301, 5302) : nouveau carburant écologique - Jachères - Indemnisation des dégâts causés par le gibier - Comités de bassin - **Titre IV** (p. 5303) : traitement des déchets - Département du Val-d'Oise - Décentralisation - Nouvelles installations - **Art. 58** (*indemnisation des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête*) (p. 5304) : demande le retrait de l'amendement n° II-2 de la commission des affaires économiques saisie pour avis (fixation du montant de l'indemnisation par le président du tribunal administratif).

BARRAUX (Bernard), sénateur de l'Allier (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 368, 369) : coopération intercommunale - Postes d'instituteurs en milieu rural - Eligibilité du département de la Meurthe-et-Moselle aux fonds structurels européens - Communes rurales.

BAUDOT (Jacques), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux [n° 441 (92-93)] (3 août 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture** [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 29 quinquies** (p. 6179) : son amendement n° 101, soutenu par M. Jean Madelain : modification du code de la mutualité afin d'obtenir l'équité fiscale, économique et déontologique dans le cadre du développement de l'implantation des cabinets dentaires mutualistes ; retiré - (p. 6180) : son amendement de conséquence, soutenu par M. Jean Madelain, n° 102 ; retiré.

BAYROU (François), ministre de l'éducation nationale le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Enseignement (Quartiers en difficultés)** (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 134).

de M. Christian Poncet : **Services publics (Fermeture des classes uniques)** (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 137).

de M. Emmanuel Hamel : **Enseignement privé (Financement de l'enseignement privé)** (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 267).

de M. Alex Turk : **Enseignement** (*Contenu des programmes d'instruction civique*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4377).

de M. Robert Piat : **Enseignants** (*Suppression de la prime de première affectation dans le département de la Seine maritime*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4390).

de M. Robert Vizet : **Enseignement** (*Besoins de l'enseignement public*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6428).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 68 de M. Pierre-Christian Taittinger : **Enseignement** (*Action du Gouvernement en vue de limiter les fermetures de classes*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6510).

INTERVENTIONS

- **S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Jean Lecanuet**, sénateur de Seine-Maritime (27 avril 1993) (p. 103, 104).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1837) : propositions de loi de l'Assemblée nationale et du Sénat - Liberté de l'enseignement et droit des collectivités locales à s'administrer librement - Loi du 15 mars 1850, dite « loi Falloux » : interdiction faite aux communes de financer les écoles « libres » - Salaire des enseignants et coût de la construction des écoles - Liberté formelle et discrimination financière - (p. 1838) : prise en charge par l'Etat et les collectivités du salaire des maîtres et des frais de fonctionnement des écoles - Différences dans les régimes de subventions de l'enseignement technique et professionnel, des collèges et lycées d'enseignement général, de l'enseignement privé agricole et de l'école primaire et entre les collectivités territoriales - Participation à l'éducation nationale des établissements d'enseignement privés sous contrat - (p. 1839) : souhait d'une aide équitable en matière de réparation et de construction des bâtiments - Mission commune de service public - (p. 1840) : zones à risques et banlieues fragiles - Compatibilité des investissements réalisés par les collectivités locales dans les établissements privés avec le schéma prévisionnel de formation et obligation d'associer les représentants de l'enseignement privé à leur élaboration - Caractère facultatif de l'aide des collectivités locales à l'enseignement privé sous contrat - Parité entre les aides consenties en faveur des élèves scolarisés dans les établissements privés sous contrat et celles consenties en faveur des établissements publics - Liberté de l'enseignement et liberté des collectivités - Conclusion d'une convention protégeant les intérêts publics en cas de changement de destination de biens immobiliers ayant fait l'objet d'une aide au moment de leur construction ou de leur réparation - (p. 1841) : valeurs communes de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat - Application du régime antérieur aux établissements privés hors contrat, à l'enseignement technique et à l'enseignement agricole - Paix scolaire - Autonomie des établissements et décentralisation - (p. 1842) : définition de la laïcité - Participation des établissements d'enseignement privés sous contrat à l'éducation nationale - **Question préalable** (p. 1855) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Caractère égalitaire de la proposition de loi examinée - Constitutionnalité de cette proposition de loi - **Question préalable** (p. 1860) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Réponse à M. Jean-Luc Mélenchon - (p. 1861) : caractère honteux de la série d'amendements déposée - Etablissements d'enseignement privés sous contrat - Caractère dépassé de la guerre scolaire - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1865, 1866) : sa motion n° 3395, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements n° 3128 à 3143 de M. Claude Estier, n° 3325 à n° 3394 de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 339 à n° 3122 de M. Claude Estier ; adoptée - Atteinte au principe constitutionnel d'égalité des citoyens devant la loi - (p. 1867) : oppose l'article 41 de la Constitution et l'article 45, alinéa 5, du règlement du Sénat aux amendements relatifs aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités territoriales, n° 36 à n° 39, n° 42 à

n° 48, n° 70 à n° 73, n° 82 à n° 86, n° 143 et n° 145, n° 249, n° 254, n° 256, n° 257, n° 269, n° 273, n° 275, n° 277, n° 280, n° 282, n° 283, n° 289, n° 293, n° 295, n° 296, n° 300, n° 307 à n° 312, n° 317, n° 318, n° 331 et n° 333 à n° 335 - (p. 1868) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 236, n° 242, n° 258, n° 266, n° 291, n° 294, n° 297, n° 3274, n° 3276 à n° 3283, n° 3286 à n° 3302, et n° 3318 - **Demande de priorité** (p. 1868) : demande l'examen en priorité des amendements n° 3145 à n° 3194 et n° 3195 à n° 3242 visant à insérer des articles additionnels après l'article 3 - **Après l'art. 3 (par priorité)** (p. 1869, 1870) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 3145 (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré) et n° 3195 (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré) - **Demande de priorité** : demande l'examen en priorité des articles de la proposition de loi ; les amendements tendant à insérer des articles additionnels étant examinés ensuite - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** : demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur l'article 1^{er} à l'exclusion de tout amendement en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat - (p. 1874) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3272 de suppression, n° 3273 (priorité donnée au système éducatif), n° 3275 (réaffirmation du rôle essentiel du service public de l'éducation nationale), n° 3284 (obligation faite aux établissements d'enseignement privés sous contrat de respecter, dans l'enseignement qu'ils dispensent, les différents courants de pensée philosophique ou religieuse et de les traiter dans leur contexte historique, économique et social en toute impartialité), ainsi qu'à l'amendement n° 6 de M. Claude Estier (application de règles et d'obligations identiques dans l'enseignement privé sous contrat et dans l'enseignement public) - **Demande de vote unique** (p. 1876) : demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble des dispositions du projet restant en discussion à l'exclusion de tout amendement, en application de l'article 44, dernier alinéa, de la Constitution, et de l'article 42, alinéa 7, du règlement du Sénat - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1877) : mise au point sur le budget de l'éducation nationale.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 1921) : nécessité de fixer un seuil pour les communes - Choix d'une base départementale pour toutes les communes de la même importance - Fixation d'une base départementale par décret pour les communes n'ayant pas d'école publique - Présence dans l'hémicycle de Mme Monique Ben Guiga - (p. 1926) : utilisation de citations par certains orateurs - Caractère facultatif de l'aide aux investissements des établissements de l'enseignement privé et ceux de l'enseignement public - Calcul du seuil d'équilibre entre le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement privé et ceux scolarisés dans l'enseignement public sur une moyenne départementale pour les communes de trois cents habitants - (p. 1929, 1930) : notion d'équilibre entre les investissements dans l'enseignement privé et ceux réalisés dans l'enseignement public - Appréciation de cet équilibre sur une base pluriannuelle et une moyenne départementale pour les petites communes - (p. 1931) : manoeuvres d'obstruction et de retardement dans l'examen de ce texte - (p. 1932) : « paix scolaire » - Absence de distinction entre les enfants scolarisés dans les établissements privés et les établissements publics - (p. 1933) : charges assumées par la famille d'un enfant scolarisé dans l'enseignement privé - Installation d'écoles privées dans les zones fragiles - (p. 1934) : polémique antireligieuse - Respect des différentes croyances - Notion de laïcité - Etablissements d'enseignement privés à caractère propre - (p. 1935) : mise en place d'un système éducatif français correspondant à la vision des familles et des jeunes - Garantie de l'exercice réel du choix entre l'enseignement privé et l'enseignement public.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4112, 4113) : portée de l'article 35 (droit à l'initiation professionnelle) - Désaffection progressive de l'enseignement technique et professionnel - Importance de la dissociation du constat des difficultés et de l'entrée dans la

formation professionnelle - Souhait d'une formation professionnelle proposée à tous - Refus d'un retour aux anciennes classes de préparation à l'apprentissage - Souhait d'une absence de clivage entre formation générale, enseignement technique, enseignement professionnel ou formation par alternance - (p. 4114) : désaffectation de la formation professionnelle consécutive aux politiques suivies - (p. 4116) : nécessité de nouveaux modes pédagogiques réformant le collège - (p. 4119) : souhaite le retrait du premier alinéa du sous-amendement n° 86 de la commission relatif à la compensation des charges pour les régions - Création des classes dans le cadre des conventions conclues entre l'Etat et les régions - (p. 4120) : s'oppose à l'amendement n° 296 de M. Alain Vasselle (financement des charges résultant de l'implantation des classes) - **Après l'art. 36** (p. 4124, 4125) : demande le retrait de l'amendement n° 297 de M. Alain Vasselle (compensation par les régions des dépenses engendrées par l'implantation de classes de troisième et quatrième technologiques dans les établissements scolaires du second degré) puis s'y oppose - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement de M. Alain Vasselle n° 297 précité - Organisation de la formation professionnelle - Avec l'amendement n° 297, remise en cause des textes relatifs à la décentralisation - **Art. 38** (*ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères*) (p. 4136) : ressort exclusif de l'Etat en ce qui concerne la collation des diplômes.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5624, 5625) : amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'éducation - Evolution des crédits - Respect des engagements des gouvernements précédents - Personnel enseignant et non enseignant - Enseignement privé - Formation des maîtres qualifiés - Protocole signé avec les organisations syndicales - Professeurs d'enseignement général de collège, PEGC - Augmentation du nombre de postes d'enseignants - Accroissement du nombre des candidats aux concours - Renforcement de la présence des adultes dans les établissements scolaires - (p. 5626) : établissements « difficiles » - Aide aux collectivités locales - Aménagement du territoire - Enseignement à distance et nouvelles technologies - Enseignement des français à l'étranger - Enseignement professionnel - Classes d'initiation professionnelle - (p. 5627) : effectifs dans l'enseignement professionnel - Amélioration de la qualité de l'enseignement - Maîtrise de l'écriture - Difficultés des enfants - Pratiques pédagogiques - (p. 5628, 5629) : réforme du collège - Consultation de toutes les organisations professionnelles - Réforme des lycées - Orientation des élèves - Egalité entre les filières - Statut du baccalauréat - Système de gestion des personnels enseignants - Gestion administrative du ministère - Rationalisation et économies - (p. 5651, 5652) : évolution de l'effectif des élèves - Classe unique en zones rurales - Réforme du collège - Elèves en difficulté - Activité physique - Rythmes scolaires - Information sur les métiers - Maîtrise de la lecture - Programmes de l'école primaire - Métier d'enseignant - Rapport du doyen Vedel sur l'enseignement privé - (p. 5654) : directeurs d'écoles - Maîtres auxiliaires de l'enseignement privé - Formation professionnelle - Système de santé scolaire - Ecole primaire - Semaine de quatre jours - (p. 5655) : enseignement technique et professionnel - Loi-cadre sur la formation professionnelle - GRETA - Chaîne de télévision éducative - Frais de déplacement - Crédits accordés aux zones d'éducation prioritaire, ZEP - (p. 5656) : intégration des instituteurs dans le corps des professeurs d'école - Académie de la Réunion - Concours d'outre-mer - (p. 5657) : formation des enseignants - Enseignement français à l'étranger - Appareil scolaire en Allemagne - Langues régionales - Statut de l'enseignement privé - Inscription du grec moderne aux épreuves écrites du CAPES de lettres modernes - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5659) : enseignement technique et professionnel - Importance de la réforme du collège - **Après l'art. 57** (p. 5661) : demande le retrait de l'amendement n° II-25 de M. Jacques Oudin (maintien de l'effectif des maîtres de l'enseignement privé sous contrat, rémunérés dans une échelle de hors classe, au niveau de celui des maîtres de l'enseignement public).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés**

par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 décembre 1993) (p. 6225, 6226) : absence de ce texte à l'ordre du jour de la session extraordinaire - Mission confiée au doyen Vedel - Rapport Vedel - Situation alarmante des bâtiments de l'enseignement privé sous contrat - Nécessité de modifier d'urgence l'ordre du jour prioritaire - (p. 6227) : sécurité dans l'enseignement public ; responsabilité de l'Etat et des collectivités locales - Extension du bénéfice du prêt spécial « sécurité » et augmentation de l'enveloppe de ce prêt - (p. 6228) : financement des travaux de sécurité à concurrence de 100 % dans les établissements publics et de 50 % dans ceux du privé sous contrat - Bilan exhaustif des besoins en matière de sécurité de toutes les écoles et préparation d'un plan d'urgence - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 6231, 6232) : transmission du rapport Vedel aux sénateurs - Obstruction parlementaire - Sécurité des enfants dans les écoles - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 3268 et n° 3269 (modification de la taille de la commune prise en compte) - (p. 6234, 6235) : rapport Vedel et travaux de sécurité nécessaires - Financement des travaux par le prêt spécial « sécurité » à hauteur de 100 % dans l'enseignement public et 50 % dans l'enseignement privé sous contrat - Travaux d'urgence dans les établissements d'enseignement privés sous contrat - Enquête approfondie sur la liste des travaux d'urgence à réaliser - S'oppose à l'amendement n° 3270 de M. Claude Estier (modification de la taille de la commune prise en compte) - (p. 6237, 6238) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 3271 (modification de la taille de la commune prise en compte), n° 244 (précision relative à la base départementale prise en compte) et n° 243 (absence de conséquence de l'aide apportée aux établissements privés sur celle accordée aux établissements publics) - Traitement distinct des établissements d'enseignement publics et des établissements privés pour prendre en compte la différence d'engagement de la part de l'Etat - (p. 6239) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Claude Estier (identité des règles d'affectation de la taxe d'apprentissage pour les établissements d'enseignement privés et les établissements d'enseignement publics) - Utilisation de l'emprunt d'Etat - (p. 6243, 6244) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 248 (remboursement des aides versées en cas de cessation totale ou partielle de l'activité d'enseignement) et n° 251 (application de ces dispositions aux établissements techniques et agricoles privés sous contrat) - (p. 6245) : commentaires favorables du journal *Le Monde* sur le rapport Vedel - S'oppose à l'amendement n° 255 de M. Claude Estier (respect de la liberté de conscience par l'enseignement dispensé dans les établissements d'enseignement privés) - (p. 6247) : priorité donnée à la sécurité des établissements publics par la collectivité publique - Bilan des besoins des établissements d'enseignement en matière de sécurité - S'oppose à l'amendement n° 3313 de Mme Danielle Bidard-Reydet (aide aux investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat existant à la date de promulgation de la présente loi) - (p. 6249) : s'oppose à l'amendement n° 259 de M. Claude Estier (accueil par les établissements d'enseignement privés de tous les enfants sans discrimination tenant à l'origine, l'opinion ou la croyance) - (p. 6250) : lettre du doyen Vedel et clarification des dispositions existantes - (p. 6252, 6253) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 260 (liberté donnée aux parents d'élèves des établissements privés d'adhérer à l'association de parents d'élèves de leur choix) et n° 261 (subvention publique accordée aux établissements d'enseignement privés après l'écoulement d'un délai de fonctionnement de cinq ans à partir de la date de leur création) - (p. 6254) : refuse que le choix d'un établissement d'enseignement privé soit justifié par une carence de l'enseignement public - (p. 6259) : bilan des situations d'insécurité - Prêt spécial « sécurité » - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 3314 (impossibilité d'accorder une aide aux investissements aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour la construction d'un bâtiment nouveau sur les territoires d'une commune où une classe ou une école publique a été fermée dans les cinq années précédentes), n° 3316 (suppression des avantages consentis à certains établissements privés techniques ou agricoles par rapport à ceux qui sont consentis aux établissements publics et transparence des opérations) et n° 3317 (suppression des dispositions prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de ces dispositions), ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 263 (indication des contreparties données par les établisse-

ments d'enseignement privés sous contrat quand ils bénéficient de ces aides) et n° 262 (obligation pour les formations offertes par les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations et dans le programme prévisionnel des investissements) - **Art. 2** (*respect des orientations du schéma prévisionnel des formations*) (p. 6262) : liberté de choix du type d'enseignement de tous les parents - (p. 6263) : décret simple précisant les conditions dans lesquelles les représentants des établissements d'enseignement privés sous contrat désignés et participation avec voix consultative à l'élaboration des schémas prévisionnels de formation - (p. 6264) : intérêt de l'exemple alsacien en matière de subventions à l'enseignement privé - Dépêche de l'AFP relative à la convention signée entre le conseil général des Bouches-du-Rhône et les collèges privés - (p. 6264, 6266) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3319 (compatibilité des formations proposées par les établissements privés du secondaire avec les orientations définies par le schéma prévisionnel de formation) et n° 3320 (droit de participation des représentants des parents d'élèves au conseil d'administration et au conseil de classe des établissements d'enseignement privés secondaire) - (p. 6269) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3321 (suppression de l'association des représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat à l'élaboration des schémas prévisionnels de formation) et n° 3323 (mise à la disposition des élèves d'un local dans chaque établissement et reconnaissance du droit d'association aux élèves des classes supérieures des lycées préparatoires et BTS) ainsi qu'à l'amendement de M. Claude Estier, n° 267 (obligation pour les établissements d'enseignement privés secondaire sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations) - **Art. 3** (*des garanties quant à la destination des biens subventionnés*) (p. 6270) : rapport Vedel et classement des établissements d'enseignement suivant les travaux à y effectuer - Clarification et unification des conditions d'aide à l'enseignement privé - (p. 6271) : liberté scolaire - Choix du terme « organisme bénéficiaire » par les auteurs de la proposition de loi - (p. 6272, 6273) : priorité donnée aux travaux de sécurité à effectuer dans les établissements d'enseignement publics - Principe constitutionnel de liberté de l'éducation et principe de libre administration des collectivités locales - Emprunt spécial « sécurité » - **Art. 6** (*application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6275, 6276) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 3324 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Ecoles situées dans les bourgs-centres - Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon - Nouvelle-Calédonie - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6276) : sa motion n° 3396, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements n° 87, n° 94, n° 95, n° 96, n° 97, n° 106, n° 107, n° 108, n° 109, n° 110, n° 111, n° 113, n° 116, n° 118, n° 120, n° 122, n° 123, n° 125, n° 140, n° 142, n° 173, n° 174, n° 175, n° 177, n° 185, n° 186, n° 187, n° 188, n° 189, n° 190, n° 191, n° 210, n° 211, n° 212, n° 213, n° 220, n° 221, n° 231, n° 232, n° 234 et n° 235 portant articles additionnels après l'article 1^{er} ; aux amendements n° 268 et n° 271 portant articles additionnels après l'article 2 ; aux amendements n° 276, n° 278, n° 279, n° 281, n° 288, n° 290, n° 292, n° 298, n° 299, n° 301, n° 302, n° 303, n° 304, n° 313, n° 314, n° 315, n° 321, n° 322, n° 323, n° 327, n° 328, n° 329, n° 330, n° 332, n° 336 et n° 337 portant articles additionnels après l'article 3 ; adoptée - **Avant l'art. 1^{er}** (*priorité ordonnée le 29 juin 1993 ; puis réservé*) (p. 6281) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Claude Estier (application des lois Falloux, Ferry et Astier aux établissements d'enseignement privés hors contrat et de la loi Debré modifiée aux établissements d'enseignement privés sous contrat) - **Après l'art. 1^{er}** (*priorité ordonnée le 29 juin 1993 ; puis réservé*) (p. 6282, 6283) : s'oppose aux amendements n° 112 de M. Claude Estier (parité des aides et concours de toute nature apportés par les collectivités publiques aux établissements d'enseignement privés et aux établissements d'enseignement publics) et n° 3285 de Mme Danielle Bidard-Reydet (application effective des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et des transferts financiers correspondants) - **Après l'art. 2** (*priorité ordonnée le 29 juin 1993 ; puis réservé*) (p. 6284) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 270 (respect total de la liberté de

conscience dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat) et n° 272 (accueil de tous les enfants, sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat) - **Après l'art. 3** (*priorité ordonnée le 29 juin 1993 ; puis réservé*) (p. 6285, 6286) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 284 (impossibilité pour les subventions publiques de contribuer à l'enrichissement de la personne physique ou morale propriétaire de l'établissement privé sous contrat) et n° 285 (impossibilité pour les personnes physiques ou morales propriétaires d'établissements d'enseignement privés de s'enrichir indûment à l'occasion notamment de la fermeture d'un établissement d'enseignement public) - (p. 6286, 6287) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 286 (compatibilité entre les aides allouées aux établissements d'enseignement privés et le bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics) et n° 287 (impossibilité pour les subventions publiques allouées aux associations d'être reversées aux établissements d'enseignement privés) - (p. 6288 à 6290) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 305 (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements privés du second degré à 5 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants) et n° 306 (égalité accordée par les communes aux classes d'écoles maternelles de l'enseignement privé sous contrat et de l'enseignement public) - (p. 6290, 6291) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 316 (application des mêmes règles d'affectation de la taxe d'apprentissage aux établissements d'enseignement secondaire sous contrat bénéficiant de l'aide des collectivités territoriales et des établissements d'enseignement publics) et n° 320 (inscription des investissements en faveur des établissements d'enseignement privés dans le cadre des schémas prévisionnels des formations de chaque région) - (p. 6292, 6293) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 324 (obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par des fonds publics de se conformer scrupuleusement aux règles et principes de la laïcité républicaine) et n° 325 (obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par les fonds publics d'assurer les missions de service public de l'éducation nationale) - (p. 6295) : s'oppose à l'amendement n° 326 de M. Claude Estier (obligation pour tout établissement d'enseignement privé subventionné par les aides publiques d'accueillir tous les enfants sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance) - (p. 6296) : s'oppose à l'amendement n° 338 de M. Claude Estier (application des articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente proposition de loi aux établissements d'enseignement technique et professionnel privés) - **Seconde délibération** (p. 6303) : demande une seconde délibération sur l'article 3 bis et l'article 3 ter, et que le Sénat se prononce par un seul vote sur la seconde délibération et sur l'ensemble du texte, en retenant les deux amendements de suppression qu'il propose - **Art. 3 bis** (*limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré à 1 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants dans l'année budgétaire considérée*) (p. 6304) : son amendement de suppression n° A-1 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 6307) - **Art. 3 ter** (*limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré à 2 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants*) : son amendement de suppression n° A-2 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 6307) - **Sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6306, 6307) : rapports entre les collectivités publiques, l'école publique et l'école privée sous contrat - Laïcité - Liberté d'enseignement - Sécurité des enfants - Droits des enfants.

BEAUDEAU (Marie-Claude), sénateur du Val-d'Oise (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (JO Lois et décrets du 7 octobre 1993).

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Établissement national des convalescents de Saint-Maurice ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 28 mai 1993).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes [n° 432 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Travail.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à prendre des mesures fiscales en faveur de la prévention de la pauvreté [n° 433 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Fiscalité.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer l'égalité dans l'accès aux prestations de solidarité [n° 434 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Prestations sociales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative aux annuités d'assurance des pères de famille ayant élevé seuls un ou plusieurs enfants [n° 435 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Pensions et retraites.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à faire du 20 novembre une journée nationale des droits de l'enfant [n° 436 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Fêtes légales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à porter le montant de l'allocation aux adultes handicapés à 80 % du salaire minimum de croissance [n° 437 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Handicapés.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2820) - Ministère : Premier ministre - *Politique salariale en faveur de la relance - Politique sociale.*

Questions orales avec débat :

n° 33 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2668) - Ministère : Santé - *Politique du Gouvernement en matière de lutte contre le Sida - Santé publique.*

Questions orales sans débat :

n° 1 (JO Débats du 9 avril 1993) (p. 43) - Ministère : Affaires sociales - *Politique de lutte contre la tuberculose* - (Réponse : JO Débats du 1^{er} mai 1993) (p. 153) - **Santé publique.**

n° 4 (JO Débats du 16 avril 1993) (p. 95) - Ministère : Défense - *Production du Rafale sur le site d'Argenteuil (Val-d'Oise)* - (Réponse : JO Débats du 15 mai 1993) (p. 303) - **Aviation militaire.**

n° 42 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2677) - Ministère : Premier ministre - *Développement des activités de la filière bois* - (Réponse : JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3873) - **Bois et forêts.**

n° 48 (JO Débats du 6 octobre 1993) (p. 2776) - Ministère : Travail - *Situation des salariés de l'entreprise de champagne Taittinger à Reims (Marne)* - (Réponse : JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3876) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 333, 334) : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, SDAURIF - Désindustrialisation de l'Ile-de-France au profit de la spéculation immobilière - Transports - Aéroport Charles de Gaulle - Environnement - Décharges - Propositions du groupe communiste - Logement social - (p. 335) : transports en commun - Demande la création d'une sous-préfecture supplémentaire à Sarcelles en Val d'Oise.

– **Rappel au règlement** - (30 juin 1993) (p. 1905) : soulève le problème des déficits sociaux, notamment dans le domaine de la santé et propose d'y remédier en taxant les revenus financiers.

– **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2150) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Emploi, préoccupation majeure - Risque d'aggravation du chômage avec le projet de loi - Conséquences graves des exonérations et des avantages fiscaux sur le pouvoir d'achat et sur le chômage - Position des organisations syndicales et du patronat sur ce texte - Evolution du chômage - Aide au patronat - Projet de loi générateur de récession - Maintien des inégalités - Avantage de la croissance financière au détriment de la croissance réelle - Propositions des sénateurs communistes - **Art. 1^{er} (transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales)** (p. 2157) : risque pour la branche famille - Revenus des familles nombreuses - Souhaite la suppression de l'article 1^{er} - **Avant l'art. 4** (p. 2164 à 2168 et 2170) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine, n° 32 (engagement d'une négociation en cas d'avis défavorable des représentants du personnel sur les licenciements envisagés), n° 35 (transformation des emplois couverts par les contrats emploi-solidarité en emploi sous contrat à durée indéterminée), n° 38 (amplitude maximale d'une semaine de travail) et n° 41 (augmentation de la participation des employeurs au financement des congés formation des salariés bénéficiant d'un contrat à durée déterminée) - **Art. 4 (augmentation du crédit d'impôt formation pour des dépenses d'apprentissage)** (p. 2171) : originalité du système de formation professionnelle - Réduction de la place de l'enseignement professionnel - Nécessité de rénover et de démocratiser la formation professionnelle - Réforme de la taxe d'apprentissage - Avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'article 4.

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 417 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2617, 2618) : coût du chômage pour la protection sociale - Indexation des pensions de retraite sur les prix - Allongement de la durée de cotisation et remise en cause du droit à la retraite à soixante ans - Réduction du niveau de vie des salariés et retraités - Encouragements fiscaux aux revenus financiers - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 405 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2622, 2623) : multiplication des avantages financiers aux employeurs - Plans sociaux des entreprises privatisables - SMIC - Défaut de garantie du pou-

voir d'achat pour les rémunérations les plus basses - Dotations accordées aux conseils régionaux afin de développer l'emploi dans les activités liées à l'environnement : effets pervers dans la région Nord-Pas-de-Calais - Démantèlement de la protection sociale - Propositions du groupe communiste qui votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3431 à 3433) : soutient la motion n° 51 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Préambule de la Constitution de 1946 - Manque de moyens de l'hôpital public - Dégradation des services hospitaliers et du système de santé - Suppression de lits - Création d'un fonds de restructuration - Coût de la santé - Hôpitaux de proximité - Elaboration démocratique des budgets des hôpitaux - Prévention - Devenir du système hospitalier - Santé des détenus - Allocation aux personnes handicapées - Taux d'occupation des lits et d'utilisation des équipements - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3438, 3439) : affaiblissement du système de protection sociale - Faiblesse des moyens consacrés à la prévention - Rôle des services hospitaliers - Relance de l'activité des dispensaires.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3762) : se déclare favorable à l'amendement n° 336 de M. Charles Lederman (association de l'ensemble des partenaires sociaux, des élus des collectivités territoriales et de l'Etat dans la recherche d'une solution alternative aux licenciements) - (p. 3769) : son amendement n° 342 : institution d'un impôt sur l'achat de toute société étrangère par une société française ; rejeté - (p. 3774) : son amendement n° 348, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : création d'un livret d'épargne populaire automobile ; rejeté - (p. 3775) : son amendement n° 349 : montant du SMIC ; rejeté - (p. 3776) : ses amendements, n° 350 et n° 351 : détermination du SMIC et modalités de revalorisation ; rejetés - (p. 3777) : son amendement n° 352 : nouveau mode de calcul des prestations familiales et maintien de la participation patronale ; rejeté - **Art. 1^{er}** (*programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise*) (p. 3778) : se déclare opposé à l'article 1^{er}.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*suite*) (p. 3796) : son amendement de suppression n° 353 ; rejeté - Réduction des coûts salariaux - Profits financiers - (p. 3797) : son amendement n° 354, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du paragraphe I de l'article 1^{er} visant à exonérer totalement ou partiellement les employeurs des cotisations sociales finançant les allocations familiales ; rejeté - (p. 3803) : se déclare opposée à l'amendement n° 133 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (assise de la fiscalisation des allocations familiales sur les 2 000 premiers francs des salaires - modalités d'application de l'exonération) - (p. 3804) : se déclare opposée à l'amendement n° 572 du Gouvernement (exclusion de l'application de la mesure d'exonération pour les organismes publics assurant directement à leurs salariés le service des prestations familiales), ainsi qu'à l'amendement n° 227 de M. Gérard Delfau (assouplissement de la législation actuelle) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3808) : ses amendements, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 355 : augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés ; et n° 356 : taxation des revenus immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel ; rejetés - (p. 3809) : son amendement n° 357, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : augmentation de la cotisation employeur et élargissement de celle-ci à l'ensemble de la valeur ajoutée ; rejeté - (p. 3810) : ses amendements n° 358, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : taxation de l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France ; et n° 359 : financement de la sécurité sociale ; rejetés - (p. 3811) : son amendement n° 360, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : information annuelle du comité d'entreprise et des organisations syndicales représentatives du montant des exonérations sociales et fiscales accordées à l'entreprise ; rejeté - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3812) : souhaite la réduction des aides au patronat - Se déclare opposée à l'article

2 - (p. 3813) : son amendement de suppression n° 361 ; rejeté - Activité du secteur du bâtiment et des travaux publics - Taxe professionnelle - (p. 3815) : son amendement n° 362, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du deuxième alinéa de l'article 2 relatif à la modification de l'assiette des contributions pesant sur les entreprises au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction ; rejeté - (p. 3816) : son amendement n° 363, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression de la disposition visant à réduire les moyens financiers consacrés aux transports collectifs ; rejeté - (p. 3818) : ses amendements n° 364, n° 365 et n° 366, supprimant les alinéas 3^e, 4^e et 5^e de l'article 2 relatif aux contributions pesant sur les entreprises au titre de la taxe d'apprentissage, au titre de la participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue et au titre de la taxe professionnelle ; rejetés - Diminution des responsabilités des entreprises - Nécessaire développement de la taxe professionnelle - (p. 3822) : se déclare opposée à l'amendement n° 587 de la commission (annulation de la suppression des contributions mentionnées) - (p. 3823) : se déclare opposée à l'amendement n° 20 de la commission (contribution pesant sur les entreprises au titre de la taxe sur les salaires), ainsi qu'à l'amendement n° 285 de M. Alain Vasselle (financement du Fonds national d'aide au logement) - **Après l'art. 2** (p. 3825) : se déclare opposée à l'amendement n° 21 de la commission (rapport du Gouvernement sur les possibilités de créations d'emplois dans les services marchands) - (p. 3826) : se déclare opposée à l'amendement n° 571 de la commission (incidences de la création d'une TVA sociale contribuant au financement des régimes de protection sociale des pays de la Communauté européenne) - **Art. 3** (*prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié*) (p. 3828) : son amendement de suppression n° 367, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - (p. 3829) : son amendement n° 368, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, et identique à l'amendement n° 139 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard : suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée ; rejeté - (p. 3830) : ses amendements n° 369, de coordination ; devenu sans objet ; et n° 370 : suppression du (7^e) du paragraphe I de l'article 3, étendant l'exonération aux coopératives d'utilisation de matériel agricole ; rejeté - (p. 3834) : se déclare favorable à l'amendement n° 142 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement) - **Avant l'art. 4** : son amendement n° 371 : interdiction de toute discrimination à l'encontre des femmes en matière d'embauche, de salaire, de promotion et de formation continue ; rejeté - Application de la loi sur l'égalité professionnelle - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3835) : inquiétude relative à la disposition contenue dans l'article 4 - (p. 3837) : son amendement de suppression n° 372 ; rejeté - (p. 3841) : opposition à la formule du chèque service - **Art. 5** (*simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) (p. 3848) : incohérence de l'amendement n° 213 de M. Jean-Luc Mélenchon (financement des aides à la création d'entreprises par un fonds de solidarité abondé par une taxe sur les entreprises recourant à des licenciements) - (p. 3849) : inefficacité de l'article 5 - Votera contre cet article - **Après l'art. 5** (p. 3851) : se déclare opposée à l'amendement n° 35 de la commission (versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage).

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 6** (*extension et relèvement de la provision d'impôt pour création d'entreprise dans le cadre de l'essaimage*) (p. 3878) : se déclare opposée à l'article 6 - (p. 3879) : ses amendements n° 373, de suppression, et n° 374 : suppression du paragraphe I de l'article 6 relatif à la création d'une réserve spéciale destinée à financer des prêts à des entreprises nouvelles fondées par des membres de leur personnel ; rejetés - (p. 3881) : se déclare opposée à l'amendement n° 39 de la commission (élargissement du bénéfice de l'essaimage aux travailleurs non salariés) - **Après l'art. 7** (p. 3882) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission (possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu

rural) - **Art. 8** (*élargissement et assouplissement du dispositif relatif aux groupements d'employeurs*) (p. 3883) : interrogation sur la portée de la mesure proposée - Difficultés de trésorerie des PME - Absence de dispositions relatives à l'endettement à court et à moyen terme des entreprises - (p. 3884) : son amendement de suppression n° 375 ; rejeté - (p. 3885) : se déclare favorable à l'amendement n° 214 de M. Jean-Luc Mélenchon (rémunération des salariés du groupement d'employeurs) et opposée à l'amendement n° 601 du Gouvernement (adaptation locale du système de groupement d'employeurs) - **Après l'art. 8** (p. 3887) : votera contre l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française) - **Avant l'art. 9** (p. 3896) : son amendement n° 380, soutenu par M. Robert Pagès : accès à l'emploi des travailleurs handicapés ; rejeté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4064) : ses amendements n° 455, soutenu par M. Robert Pagès : interdiction du travail de nuit pour les femmes ; n° 456, soutenu par Mme Michelle Demessine : repos des femmes assujetties au travail de nuit ; et n° 457, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : obligation pour l'employeur de proposer une autre affectation à une femme dans l'impossibilité d'exercer son activité de nuit ; rejetés.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) - **Paragraphe II** (*création de trois articles dans le code du travail*) - **Art. L. 981-9-1 du code du travail** (*contrat d'insertion*) (p. 4161) : soutient l'amendement n° 517 de Mme Danielle Bidard-Reydet (détermination des conditions générales d'exercice du tutorat et du contenu des formations) - Tutorat - **Paragraphe IV** (*imputation des autres dépenses*) (p. 4169) : soutient l'amendement de suppression n° 531 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Rejet de la proposition d'exonération de taxe d'apprentissage et de contribution à la formation liée au contrat d'insertion - **Art. 43** (*assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche*) (p. 4177) : soutient l'amendement n° 537 de Mme Danielle Bidard-Reydet (précision du champ d'application de l'article L. 931-28 du code du travail relatif aux congés accordés pour l'exercice de la profession d'enseignant par les salariés détachés) - Recours à des intervenants extérieurs.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4215, 4216) : objectifs d'une politique de l'emploi - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (20 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4586, 4587) : auto-avortement - Moyens financiers pour la contraception et l'interruption volontaire de grossesse.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5018, 5019) : situation économique et sociale des DOM-TOM - SMIC - RMI - Désengagement de l'Etat - Suggère une dotation globale spécifique de rattrapage pour les départements d'outre-mer - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget - (p. 5028) : Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO.

Environnement - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5302, 5303) : élimination des déchets - Département du Val-d'Oise - Disparition des décharges.

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat C - Titre V** (p. 5332) : emploi des femmes - Responsabilités parentales - Politique de la famille - Egalité professionnelle.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5512) : dossiers

d'expulsion - (p. 5513) : avec les sénateurs communistes, votera contre le projet de budget de la ville.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5542) : crédits destinés au ministère - Crédits destinés au RMI - (p. 5543) : politique familiale - Allocations familiales - Attribution de la carte d'invalidité - Institut de puériculture - Situation des veuves civiles - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5562) : crédits destinés aux personnes handicapées - Demande la suppression de l'article 52 - Nécessaire revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés - (p. 5564) : se déclare favorable à l'amendement n° II-23 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réduction des crédits du titre IV).

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5578, 5579) : population rapatriée en France - Harkis - Maintien de situations de surendettement de rapatriés réinstallés - Certificats d'indemnisation - Sépultures françaises en Algérie - Devant l'insuffisance des crédits proposés, vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5619, 5620) : réduction des crédits affectés à l'information historique et à la sauvegarde de la mémoire - Rapport constant - Patriotes résistant à l'Occupation.

BÉCART (Jean-Luc), sénateur du Pas-de-Calais (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'attribution de la carte de combattant aux soldats polonais ayant servi dans l'armée française [n° 208 (92-93)] (3 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 21 (*JO Débats* du 19 juin 1992) (p. 1859) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune* - (Caduque mars 1993) - **Politique agricole commune (PAC)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 823) : soutient l'amendement n° 110 de M. Robert Vizet (établissement d'un barème progressif d'imposition sur les plus-values mobilières) - **Après l'art. 3** (p. 826) : soutient l'amendement n° 112 de M. Robert Vizet (taux de TVA sur les produits sanguins) - **Après l'art. 4** (p. 838, 839) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 115 (prélèvement exceptionnel des banques passibles de l'impôt sur les sociétés), n° 117 (taxation des opérations de change) et n° 118 (prélèvement exceptionnel sur le produit des SICAV monétaires et des fonds communs de placement) - **Art. 6 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 859) : soutient l'amendement n° 125 de M. Robert Vizet (réduction des sommes consacrées au surarmement nucléaire) - **Après l'art. 17** (p. 902) : soutient l'amendement n° 136 de M. Robert Vizet (création d'un livret d'épargne pour l'automobile).

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe** (*champ des privatisations*) (p. 1031) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe I de l'article 1^{er} relatif au principe du transfert au secteur privé de la propriété

des actions détenues par l'Etat dans des entreprises nationalisées du secteur concurrentiel) - Spéculation - Atteinte aux acquis sociaux - Privatisations en Europe - Notion d'indépendance nationale - Importance du domaine aérospatial en France.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 3** (*rôle de la commission de privatisation*) (p. 1135) : soutient l'amendement de coordination n° 91 de Mme Hélène Luc - **Art. 4** (*opérations de gré à gré*) (p. 1143) : soutient l'amendement n° 95 de Mme Hélène Luc (suppression du mot « conforme ») - **Art. 5** (*mécanisme de paiement échelonné*) (p. 1151) : soutient l'amendement n° 99 de Mme Hélène Luc (conservation dans le capital de l'Etat des titres acquis avec paiement échelonné et non acquittés à l'échéance) - **Art. 6** (*protection des intérêts nationaux*) (p. 1159 à 1176) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 103, n° 114 et n° 121 (fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des entreprises figurant dans l'annexe).

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1765, 1766) : soutient la motion n° 5 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Opposition** du groupe communiste à la réforme du code pénal - Caractère répressif du nouveau code pénal - Développement de la délinquance - Défense de l'ordre social établi - Personnes morales : responsabilité pénale et institution du casier judiciaire - Libertés publiques - (p. 1767) : nouvelle incrimination relative au terrorisme - Relance du débat sur l'auto-avortement par voie d'amendement.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3152, 3153) : volet budgétaire et fiscal de ce projet de loi - Refonte du droit de l'urbanisme - Ampleur de la crise du secteur du bâtiment et des travaux publics - Nécessité d'une relance globale de l'activité économique et de la consommation - Multiplication des avantages fiscaux - Contentieux administratif en matière d'urbanisme - Augmentation des moyens de la justice administrative - Importance des associations de défense du patrimoine et de la nature - Droit d'agir des particuliers et des associations contre des opérations immobilières contestables - Droit de préemption des collectivités territoriales - Application du volet paysager - Avis défavorable du groupe communiste sur la possibilité de publicité pour les lotissements avant l'obtention du permis de lotir - **Art. 3** (*dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme*) - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme (recours par voie d'exception pour vice de forme)** (p. 3156) : son amendement de suppression n° 69 ; rejeté - **Art. 4** (*décisions de préemption illégales*) (p. 3163) : son amendement de suppression n° 66 ; rejeté - **Art. 6** (*dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence*) (p. 3170) : son amendement de suppression n° 68 ; rejeté.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3817) : soutient l'amendement n° 363 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la disposition visant à réduire les moyens financiers consacrés aux transports collectifs) - **Art. 3** (*prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié*) (p. 3828) : soutient l'amendement de suppression n° 367 de Mme Marie-Claude Beaudou.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Art. 51** (*rapport d'évaluation de l'application de la loi et rapports d'exécution de certains articles*) (p. 4211) : soutient l'amendement de suppression n° 568 de Mme Michelle Demessine - **Art. 52** (*annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicables à l'outre-mer*) (p. 4212) : soutient l'amendement de suppression n° 569 de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5461, 5462) : surarmement français au détriment de la population - Désarmement - Traité

de non-prolifération nucléaire - Emploi - (p. 5463) : avenir de la conscription - Les sénateurs communistes ne peuvent approuver ce projet de budget.

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5711) : insuffisance de l'aide au développement - Famine - Immigration - Subordination des concours financiers à la conclusion d'accords d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international - Poids de la dette extérieure des pays africains - Analyse de la situation politique africaine - (p. 5712) : multinationales de l'agroalimentaire ; accords du GATT - Exemple du Zimbabwe - Ordre économique international - Le groupe communiste ne votera pas ce projet de budget.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6694) : évolution et démembrement de l'Office de radiotélévision française, ORTF - (p. 6695) : installation de la concurrence - Exemples étrangers - Conséquences de la libération de la bande FM - (p. 6696) : domination de l'audiovisuel par le secteur privé - Difficultés de l'audiovisuel public - Avec les sénateurs communistes, souhaite de profondes modifications de ce projet de loi - **Art. 4 A** (*décrochages régionaux des télévisions privées*) (p. 6739) : soutient l'amendement de suppression n° 55 de M. Ivan Renar - **Art. 4** (*présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle*) (p. 6743) : soutient l'amendement n° 56 de M. Ivan Renar (suppression du principe de tacite reconduction pour l'utilisation d'un canal de diffusion audiovisuelle) - **Art. 6** (*autorisation temporaire d'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre*) (p. 6747) : soutient l'amendement de suppression n° 58 de M. Ivan Renar.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6714) : projet de loi fourre-tout - Faiblesse des moyens mis en place - Absence de justification du dépistage systématique du sida - Nécessité d'une politique de prévention - Secret médical - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 198 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6758) : avec le groupe communiste, votera contre les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture [n° 141 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Art. 3 - Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme** (p. 6804) : son amendement de suppression n° 19, soutenu par M. Robert Pagès ; devenu sans objet - **Art. L. 600-3 (obligation de notification des recours)** (p. 6806) : son amendement n° 26, soutenu par M. Robert Pagès ; suppression de la dernière phrase du premier alinéa du texte présenté pour cet article ; rejeté - **Art. 4** (p. 6807) : son amendement de suppression n° 20, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 6** (p. 6808) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 27 de suppression, et n° 21 : nécessité de délimiter les éléments des paysages ; rejetés - **Art. 6 bis (opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne)** (p. 6810) : son amendement de suppression n° 28, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 9 (abrogation de l'article n° 51 de la loi Sapin)** (p. 6812) : son amendement de suppression n° 29, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 14 (restauration, reconstruction ou extension limitée des chalets d'alpage existants)** (p. 6814) : son amendement n° 22, soutenu par M. Robert Pagès ; suppression du terme de « reconstruction » ; rejeté - **Art. 15 (barèmes de supplément de loyer des organismes d'habitations à loyer modéré)** (p. 6815) : son amendement de suppression n° 30, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

BELCOUR (Henri), sénateur de la Corrèze (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Charles Descours, tendant à la création d'un Ordre national des masseurs-kinésithérapeutes [n° 199 (93-94)] (20 décembre 1993) - **Ordres professionnels**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 279) - Ministère : Aménagement du territoire - *Programme d'assainissement des collectivités locales* - **Collectivités locales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3733) : amplification du chômage avec la récession économique - Contribution à la lutte pour l'emploi avec ce projet de loi - **Budgétisation des cotisations d'allocations familiales** - Temps de travail - Importance de la négociation - (p. 3734) : utilité des contrats emploi-solidarité - Transfert de compétences dans le domaine de la formation professionnelle - Rôle des élus locaux - Rôle de l'aménagement du territoire dans la relance de l'économie - Voter ce projet de loi quinquennale.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5236, 5237) : négociations du GATT - Elevage - Viande bovine - Veaux sous la mère - Prime aux jeunes bovins mâles - Bâtiments d'élevage - Département de la Corrèze - Filière bois - Taxe sur le produit des exploitations forestières - Fonds forestier national - Aménagement du territoire - Voter ce projet de budget.

BELLANGER (Jacques), sénateur des Yvelines (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 7 janvier 1993).

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Urbanisme** - [n° 103 (93-94)] tome 15 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - **Art. 2 (sanctions)** (p. 1478) : soutient l'amendement n° 6 de M. Claude Estier (extension à toutes les élections de la portée de l'inéligibilité) - Voter contre l'amendement n° 2 du Gouvernement (faculté pour le juge de relever de l'inéligibilité le candidat de bonne foi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1481, 1482) : vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration** - *Deuxième lecture* [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1717, 1718) : texte adopté par le Sénat en juin 1991 - Texte adopté par l'Assemblée nationale et élargissant le vote par procuration - Dérogation au principe du vote personnel et secret - Souhaite une liste des catégories autorisées à voter par procuration établie par le pouvoir législatif - Nécessité d'un encadrement strict du vote par procuration - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1718, 1719) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 4 (limitation de l'usage du vote par procuration) et n° 5 (modalités d'autorisation de la procédure du vote par procuration) - **Après l'art. unique** (p. 1722) : soutient les amendements n° 6 (tentative de fraude aux dispositions relatives au vote par procuration) et n° 7 (sanctions) de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1724) : avec le groupe socialiste, se prononce pour l'extension du droit de vote par procuration à certaines catégories - Risque de fraude en étendant le vote par procuration à d'autres catégories - S'abstiendra lors du vote.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1836, 1837) : souveraineté des Etats en matière de réglementation linguistique et harmonisation des règles relatives aux OPCVM - Projet de loi sur l'utilisation de la langue française préparé par le précédent gouvernement - Avec le groupe socialiste, adhère à la proposition de résolution du Sénat.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3122, 3123) : nombre d'accidents du travail - Petites entreprises - Concurrence - Mauvaise préparation des chantiers - Médecins du travail - Sécurité des travailleurs - Chaînes de sous-traitants - Travailleurs indépendants - Travailleurs clandestins - Organisation de formations à la sécurité - Renforcement de la coordination - Procédure de référé en vue d'assumer une coordination effective en cas de carence - Le groupe socialiste ne s'opposera pas à l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octo-

bre 1993) - **Art. 3** (*dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme*) - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme (recours par voie d'exception pour vice de forme)** (p. 3156) : son amendement de suppression n° 35, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - Sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 34, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 37 : nouvelle rédaction de cet article ; n° 36 : cas de l'inobservation d'une formalité substantielle qui a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts que représentent les personnes mentionnées aux articles L. 122-1-1 ou L. 123-3 ; et n° 38 : suppression de la référence « aux documents en cause » ; devenus sans objet - **Après l'art. L. 600-1 du code précité** (p. 3159) : son amendement n° 39, soutenu par M. Robert Laucournet : réparation rapide de l'inobservation d'une formalité substantielle au cours de l'élaboration d'un document d'urbanisme ; rejeté - **Art. 4** (*décisions de préemption illégales*) (p. 3164) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 40 : réduction du délai pendant lequel le droit de préemption se trouve paralysé ; et n° 41 : suppression de la dernière phrase du texte proposé par cet article relative au prix fixé par le propriétaire ; adoptés - **Après l'art. 8 (par priorité)** (p. 3168) : se déclare opposé à l'amendement n° 56 de M. Alain Lambert (suppression de l'article 51 de la loi du 29 janvier 1993 qui impose, à peine de nullité d'ordre public, la publication d'un avis préalablement à toute vente de terrain constructible ou de droits à construire consentis par une collectivité territoriale ou par une société d'économie mixte à une personne privée) - **Art. 6** (*dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence*) (p. 3170) : ses amendements, n° 42, n° 43 et n° 44 : suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article ; rejetés - Sur l'amendement n° 13 de la commission (conditions de délivrance du permis de construire ; possibilité pour l'autorité compétente d'édicter des prescriptions permettant d'assurer l'insertion et la limitation de l'impact visuel des bâtiments dans l'environnement), son sous-amendement n° 45 ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 3176) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 46 : inclusion dans toute révision du POS de toute disposition qui a fait l'objet d'une application anticipée ; et n° 47 : engagement de toute révision du POS ; retirés - (p. 3180) : soutient l'amendement n° 48 de M. Rodolphe Désiré (réalisation de l'urbanisation avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé) - **Art. 7** (*prorogation de certains permis de construire*) (p. 3182) : son amendement de suppression n° 49, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - **Art. 8** (*différé du paiement de certaines contributions d'urbanisme*) (p. 3184) : son amendement de suppression n° 50, soutenu par M. Robert Laucournet ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3186, 3187) : relance de la construction - Insuffisance des mesures économiques et fiscales - Réforme du code de l'urbanisme - Amendements adoptés par la majorité - Difficultés administratives ou contentieuses - Suspension de l'application de la « loi paysage » - Plans locaux de l'habitat - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 439 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3348, 3349) : le groupe socialiste votera ce projet de loi tel qu'il a été amendé - Défense de la « loi Sapin » et de l'obligation de publicité préalable pour les délégations de service public des personnes morales de droit public.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs - (27 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5039) : enseignement de l'architecture - Augmentation des crédits des écoles - Urbanisme ; agences d'urbanisme - Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, CAUE ; évolution favorable et recentrage des crédits - (p. 5040) : réforme nécessaire de l'élaboration des documents d'urbanisme ; insuffisance des effectifs des directions départementales de l'équipement, DDE - Avis favorable de la commis-

sion des affaires économiques sur ce projet de budget - (p. 5043) : villes nouvelles.

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (27 novembre 1993) (p. 5075) : désengagement de l'Etat - Budget annexe de l'aviation civile - Industrie spatiale et aéronautique française - Dérégulation et crise internationale du transport aérien - (p. 5076) : Air France - Emploi - Avenir d'Air Inter prochainement confrontée à la concurrence ; mission de service public et aménagement du territoire - Marché européen du transport aérien.

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) (p. 5098) : diminution des investissements routiers - Sécurité routière - Augmentation du nombre des accidents mortels - (p. 5099, 5100) : situation critique de la SNCF - Exploitation des lignes déficitaires ; relations avec les collectivités territoriales ; service public et aménagement du territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture** [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6795, 6797) : exception d'illégalité - Insécurité juridique - Souhaite la suppression du recours par voie d'exception pour vice de forme - Droit de préemption - Volet paysager - Amélioration et réhabilitation de l'habitat urbain - Implantation d'une station d'épuration à Toulon - Publicité des cessions foncières ou immobilières - Reconstruction d'anciens chalets d'alpage - **Question préalable** (p. 6800, 6802) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Rapport du Conseil d'Etat sur le droit de l'urbanisme - Volet paysager - Allègement des procédures juridiques - Exception d'illégalité - Articles de la presse sur l'urbanisme - Publicité des cessions foncières ou immobilières - Prévention de la corruption et transparence de la vie économique - Loi « littoral » - Statut des agglomérations nouvelles - Démantèlement de la loi Sapin - Dangers pour l'environnement - **Art. 3 - Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme** (p. 6805) : soutient l'amendement de suppression n° 10 de M. Robert Laucournet - **Art. 4** (p. 6807) : soutient l'amendement de suppression n° 11 de M. Robert Laucournet - **Art. 6** (p. 6808) : soutient les amendements de M. Robert Laucournet n° 12, n° 13 et n° 14 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article) - **Art. 6 bis** (*opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne*) (p. 6810) : soutient l'amendement de suppression n° 15 de M. Robert Laucournet - **Art. 6 ter** (*possibilité exceptionnelle d'implantation sur la bande littorale de stations d'épuration avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle*) : soutient l'amendement de suppression n° 16 de M. Robert Laucournet - **Art. 9** (*abrogation de l'article n° 51 de la loi Sapin*) (p. 6812) : soutient les amendements de M. Robert Laucournet, n° 17 et n° 18 (suppression successivement des premier et deuxième alinéas de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6816, 6817) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte - Suggestions du Conseil d'Etat.

BELOT (Claude), sénateur de la Charente-Maritime (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire ; puis rapporteur (*JO Lois et décrets* du 7 janvier 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la situation des finances publiques et des comptes sociaux en 1992 et 1993 [n° 252 (92-93)] (8 avril 1993) - **Finances publiques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 319 (92-93)] de privatisation [n° 326 (92-93)] (2 juin 1993) - **Privatisations.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée d'examiner l'évolution de la situation financière de la SNCF, les conditions dans lesquelles cette société remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire, créée en vertu d'une résolution adoptée par le Sénat le 20 décembre 1992 [n° 335 (92-93)] (3 juin 1993) - **Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation [n° 407 (92-93)] (6 juillet 1993) - **Privatisation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 461 (92-93)] relatif à l'Imprimerie nationale [n° 33 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Sociétés nationales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et budget - Charges communes** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 12 (22 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 109 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'Imprimerie nationale [n° 150 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Sociétés nationales.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 339, 340) : région d'Ile-de-France - SNCF - Services publics en zones rurales - Lien entre les déséquilibres territoriaux et les surcoûts des prélèvements obligatoires et collectifs - Entreprises - Coût pour les banques de la prolifération anarchique et spéculative des bureaux en région parisienne.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 964, 965) : évolution de l'économie française - Bilan des entreprises publiques - Rôle de l'Etat - Exemple d'une entreprise de transport aérien - Organisation du processus de-privatisations - (p. 966) : augmentation des SICAV monétaires - Durée du dispositif - Actionnariat des salariés.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - Rapporteur - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1014) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Conformité à la Constitution de la précédente loi de privatisation ainsi que du présent projet de loi - **Question préalable** (p. 1018, 1019) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Cessions d'entreprises stratégiques à des investisseurs étrangers - Succès des SICAV monétaires - Présence de capitaux français à l'étranger - Action spécifique - **Renvoi à la commission** (p. 1022) : s'oppose à la

motion n° 4 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi à la commission - Examen par la commission des finances du projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 1023) : son amendement n° 5 : inscription du nouveau programme de privatisation dans le cadre juridique de la loi du 6 août 1986 dont il convient de modifier l'intitulé ; adopté - (p. 1035) : son amendement n° 6 : remplacement au paragraphe I de l'article 1^{er} des mots : « pourra être transféré » par ceux de « sera transféré » ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1097) : son amendement de conséquence n° 7 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - (p. 1098) : son amendement de précision n° 8, relatif aux cessions par tranches successives ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - (p. 1100) : ses amendements rédactionnels n° 9 et n° 10 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 1111) - (p. 1101) : son amendement n° 11 : décret qui décide de la privatisation des entreprises ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - (p. 1105) : accepte tous les amendements que le Gouvernement a retenus dans le vote unique et s'oppose aux autres.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - Rapporteur - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1128) : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté avec l'ensemble du texte le 14 juin 1993 (p. 1245) - S'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 84, de suppression, n° 85 (suppression du paragraphe I de l'article 2) et n° 86 (suppression du paragraphe III de l'article 2) - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1133) : son amendement n° 15 : précision dans la définition du rôle de la commission de privatisation en matière d'évaluation des entreprises ; adopté avec l'ensemble du texte le 14 juin 1993 (p. 1245) - (p. 1138) : son amendement n° 16 : réunion de la commission de la privatisation dans les trente jours qui précèdent une opération de mise sur le marché ; adopté avec l'ensemble du texte le 14 juin 1993 (p. 1245) - (p. 1139) : s'oppose à tous les amendements présentés à l'exception de ceux qu'il a lui-même déposés - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1143) : son amendement n° 17 : clarification du dispositif relatif aux opérations de gré à gré ; adopté avec l'ensemble du texte le 14 juin 1993 (p. 1245) - (p. 1144) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc n° 93, de suppression, n° 95 (suppression du mot « conforme »), ainsi que, sur son amendement n° 17, au sous-amendement n° 94 de Mme Paulette Fost - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 222, de suppression, n° 223, n° 224 et n° 225 (contrôle du transfert des actions) - **Art. 5 (mécanisme de paiements échelonnés)** (p. 1152) : s'oppose à tous les amendements sur cet article, à l'exclusion de son amendement n° 19 et de l'amendement n° 29 de la commission des lois (nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - Rapporteur - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1191) : ses amendements n° 21 de précision et n° 22 de conséquence ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1192) : accepte les amendements de la commission des lois, n° 31 (cas de franchissement des seuils fixés ; nomination au conseil d'administration ou de surveillance d'un ou deux représentants de l'Etat et opposition de l'Etat aux décisions de cessions d'actifs), n° 32 (notion d'action de concert) et n° 33 (ministre compétent pour informer le président du conseil d'administration en cas de franchissement de seuil irrégulier ; choix du ministre de l'économie) ainsi que l'amendement n° 326 du Gouvernement (prise de la décision de créer ou non une action spécifique avant la saisine de la Commission de la privatisation) et s'oppose à tous les autres amendements - **Art. 7 (tranches destinées aux salariés)** (p. 1193) : modification de l'article 11 de la loi du 6 août 1986 ; n'estime pas nécessaire d'amender cet article - S'oppose à l'ensemble des amendements déposés sur cet article - **Art. 8 (actions gratuites destinées aux salariés)** : souplesse du mécanisme envisagé - (p. 1199) : accepte l'amendement n° 34 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article) et s'oppose à tous les autres amendements - **Art. 9 (offres destinées aux personnes physiques)** : promotion de l'actionnariat populaire - Investisseurs institutionnels - (p. 1200) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1204) : sur son amendement n° 23, accepte les sous-amendements rédactionnels n° 35, n° 36 et n° 37 de la commission saisie pour avis, et s'oppose à tous les autres

amendements déposés sur cet article - **Art. 10 (dispositions relatives aux actions détenues par l'Etablissement de recherche et d'activité pétrolière, ERAP)** : extension du bénéfice des avantages accordés aux salariés et aux personnes physiques aux actions d'Elf-Aquitaine détenues par l'ERAP - Accepte le texte de cet article dans cette rédaction - (p. 1205) : accepte l'amendement n° 323 du Gouvernement (mention, dans cet article, des cessions successives d'actions et du paiement échelonné) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 276 de M. Claude Estier - **Art. 11 (dispositions fiscales)** (p. 1207) : accepte les amendements du Gouvernement n° 329, n° 330 et n° 331 (maintien du régime antérieur pour les opérations réalisées avant la publication de la présente loi), et s'oppose à tous les amendements sur cet article - **Art. 12 (élévation du seuil des opérations de transfert et dispense d'une déclaration préalable pour les petites opérations)** (p. 1209) : s'oppose à l'ensemble des amendements déposés sur cet article - **Art. 13 (dispositions relatives à la Régie Renault)** (p. 1214) : son amendement de clarification n° 24 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1218) : son amendement n° 25 : transformation des certificats d'investissement Renault ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - **Art. 14 (dispositions relatives à Elf Aquitaine)** (p. 1220) : s'oppose à tous les amendements déposés sur cet article - **Art. 15 (dispositions relatives à la SEITA)** (p. 1227) : s'oppose à tous les amendements déposés sur ce texte - **Art. 16 (représentation des salariés au conseil d'administration)** (p. 1232) : s'oppose à l'ensemble des amendements déposés sur cet article - **Après l'art. 16** (p. 1233) : accepte l'amendement n° 38 de la commission saisie pour avis (création d'un ou deux sièges supplémentaires au conseil d'administration ou de surveillance, selon le cas, réservés à des administrateurs représentant les salariés actionnaires dès lors que ceux-ci détiennent au moins 5 % du capital ; extension du dispositif aux groupes de sociétés) - **Art. 17 (dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 1237) : son amendement rédactionnel n° 26 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - Accepte l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif au mode de désignation des présidents des conseils d'administration des banques nationalisées par la loi de nationalisation de 1982) et s'oppose à tous les autres amendements - **Art. 19 (nomination des membres de la Commission de la privatisation)** (p. 1238) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 309 de suppression et n° 310 (nomination des membres de la Commission de la privatisation dans un délai d'un mois) - **Après l'art. 19** (p. 1239) : s'oppose aux amendements de Mme Hélène Luc, n° 148 (renégociation du contrat de plan signé en 1991 entre l'Etat et le groupe Air France), n° 149 (renégociation de l'accord signé à Bruxelles en 1991 entre la Commission des Communautés européennes, le Gouvernement français et la compagnie nationale Air France à la suite de l'achat de l'entreprise UTA) et accepte l'amendement n° 324 du Gouvernement (suppression de la Caisse nationale de l'industrie et de la Caisse nationale des banques créées par la loi de nationalisation de 1982) - **Art. 20 (abrogations et dispositions diverses)** (p. 1244) : s'oppose à tous les amendements déposés sur cet article - **Après l'art. 20** : son amendement de précision n° 27 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - Accepte les amendements retenus dans le vote unique par le Gouvernement : n° 14 à l'article 2, n° 15 et n° 16 à l'article 3, n° 17 à l'article 4, n° 19 et n° 29 à l'article 5, n° 21, n° 22, n° 31, n° 32, n° 33, et n° 326 à l'article 6, n° 34 à l'article 8, n° 23, et sous-amendements n° 35, n° 36 et n° 37 à l'article 9, n° 323 à l'article 10, n° 329, n° 330 et n° 331 à l'article 11, n° 24, n° 25 et n° 332 à l'article 13, n° 26 et n° 39 à l'article 17, n° 324, tendant à insérer un article additionnel après l'article 19, et n° 27 tendant à insérer un article additionnel après l'article 20, à l'exclusion de tout autre amendement - **Sur l'ensemble** (p. 1251, 1252) : remerciements - Rôle de l'opposition lors du débat parlementaire - Secteur de l'aérospatiale - Nécessité d'une privatisation du secteur public - Participation des salariés - Interventions du groupe communiste.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 407 (92-93)] - (7 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2324, 2325) : examen de ce texte dans les deux assemblées - Nombre d'amendements déposés à l'Assemblée nationale - Exclusivité de la compétence du législateur sur la décision de procédure de privatisation - Création de l'action

spécifique - Rôle de la Commission de la privatisation - Amélioration de l'information du Parlement - Avis de la Commission de la privatisation sur les opérations de « respiration du secteur public » - Extension du mécanisme de l'action spécifique aux opérations de « respiration du secteur public » - Conditions préférentielles accordées aux salariés dans le cadre des opérations hors marché - Incompatibilité des fonctions de membre de la Commission de la privatisation - Participation étrangère - Souhaite l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)]** - (29 septembre 1993) (p. 2651, 2652) : situation de la SNCF - Diminution de son trafic - Aménagement du territoire - Transports collectifs - Mauvaise organisation de la SNCF - Coût du TGV - Rôle de l'Etat - (p. 2653) : coordination en matière de transports - Gestion financière d'Air France et de la SNCF.

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale [n° 461 (92-93)]** - (19 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3226) : évolution de l'Imprimerie nationale - Directives européennes relatives aux marchés publics de fournitures et à la concurrence - (p. 3227) : création d'une société nationale détenue à 100 % par l'Etat - Importance du capital initial - Statut des fonctionnaires et des ouvriers de l'Imprimerie nationale - La commission des finances soutient ce projet de loi - **Question préalable** (p. 3235) : intervient contre la motion n° 4 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Réussite de l'entreprise - Ajustement du statut des personnels et maintien des droits acquis - **Art. 1^{er} (transfert des droits, biens et obligations de l'Imprimerie nationale à une société nationale)** (p. 3237) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 12, de suppression, n° 13 (détenion de la totalité du capital par l'Etat) et n° 14 (absence de participation de capitaux étrangers dans l'Imprimerie nationale), ainsi qu'à l'amendement n° 5 de M. Michel Moreigne (détenion de la totalité du capital par l'Etat) - **Art. 2 (maintien des missions de souveraineté)** (p. 3238) : son amendement n° 1 : privilège d'impression de tous les documents à caractère particulier, notamment confidentiel ou secret ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Robert Vizet (privilège d'impression de l'ensemble des documents secrets ou dont la réalisation nécessite la mise en oeuvre de dispositions d'exceptionnelle sécurité), ainsi qu'aux amendements de M. Michel Moreigne, n° 7 (privilège d'impression des documents administratifs et d'Etat nécessitant le secret jusqu'à leur publication) et n° 6 (privilège d'impression des documents administratifs de l'Etat) - (p. 3239) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 16 (privilège d'impression de tout document officiel de présentation relatif à la loi de finances et à ses annexes) et n° 17 (vocation de l'Imprimerie nationale de répondre aux besoins d'impression de l'Etat et des collectivités territoriales) - **Art. 3 (dispositions relatives aux fonctionnaires techniques)** (p. 3240) : son amendement n° 2 : maintien des fonctionnaires de la direction de l'Imprimerie nationale dans le cadre du ministère du budget ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 8 de M. Michel Moreigne (« affectation » des fonctionnaires techniques à l'Imprimerie nationale) - (p. 3241) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Vizet (suppression de la possibilité pour les fonctionnaires de l'Imprimerie nationale de bénéficier de l'intéressement et de la participation) - (p. 3242, 3243) : son amendement n° 3 : maintien des droits et garanties de l'ancien statut, en ce qui concerne le régime disciplinaire, les régimes de travail à temps partiel, et de cessation progressive d'activité, les oeuvres sociales rattachées au ministère du budget, ainsi que les autres congés et, d'autre part, placement sous un régime défini par le droit du travail pour les autres éléments de leur situation ; adopté - Estime l'amendement n° 20 de M. Robert Vizet satisfait par ce dernier (maintien des droits et garanties offerts en matière de congés) - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 21 (maintien des avantages sociaux liés à l'insalubrité des conditions de travail) et n° 22 (maintien des droits syndicaux des ouvriers de l'Imprimerie nationale), et accepte le n° 23 (bénéfice des oeuvres sociales rattachées au ministère du budget accordé aux ouvriers d'Etat employés par l'Imprimerie nationale à la date de réalisation des apports) - (p. 3244) : s'oppose aux amendements identiques n° 24 de M. Robert Vizet et n° 10 de M. Michel Moreigne (suppression de la possibilité donnée aux ouvriers d'Etat d'opter pour un simple contrat de travail de droit

commun), ainsi qu'à l'amendement n° 11 de ce dernier (prévision d'un délai pour exercer cette option).

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) - Rapporteur spécial (charges communes) - (p. 5930, 5931) : dette publique - Créance TVA résultant de la suppression du décalage d'un mois pour les entreprises ; manque de coopération du secteur bancaire - Reprise de la dette de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, ACOSS - Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce, UNEDIC - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Aides au développement - (p. 5932) : privatisations - Reconstitution du capital de certaines entreprises publiques ; SNCF - Propose l'adoption de ce projet de budget - **Examen des crédits - Charges communes - État B** (p. 5945) : s'oppose à l'amendement n° II-47 de M. Robert Vizet (réduction des crédits relatifs à la budgétisation des prestations familiales) - **Services financiers - État B** (p. 5946, 5947) : s'oppose à l'amendement n° II-46 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (réduction des crédits du Titre IV afin de protester contre la réduction des aides aux centres locaux d'information sur les prix, CLIP).

Ben GUIGA (Monique), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6435) - Ministère : Coopération - *Contradictions de la politique française en Afrique - Relations internationales.*

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1287, 1289) : Français de l'étranger - Expatriés de longue date - Certificats de nationalité - Communautés françaises de Madagascar et du territoire de Pondichéry - Droit des binationaux de répudier la nationalité française - Exclusion - **Art. 2 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1300, 1301) : intervient sur l'amendement n° 51 de M. Claude Estier (retour au délai actuellement en vigueur) et soutient l'amendement n° 52 du même auteur (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1303) : soutient l'amendement de suppression n° 53 de M. Claude Estier - **Art. 3 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né en France d'un parent lui-même né en France a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1305, 1306) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 54 (retour au délai actuellement en vigueur) et n° 55 (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 4 (modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté)** (p. 1307) : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (autorisation ou représentation du mineur) - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1308) : ne votera pas cet article - (p. 1314) : se

déclare opposée à l'amendement n° 30 de la commission (enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité du fait du mariage par le ministre chargé des naturalisations).

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1340, 1341) : soutient l'amendement n° 65 de M. Claude Estier (démarche obligatoire de l'administration vers le jeune étranger) - Comportement entaché de xénophobie de certains fonctionnaires à l'égard des jeunes étrangers - (p. 1346) : votera l'amendement de suppression n° 62 de M. Claude Estier - (p. 1348) ; se déclare favorable à l'amendement n° 63 de M. Claude Estier (recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles) - (p. 1351) : sur l'amendement n° 101 de M. Henri Goetschy (dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France), se déclare favorable au sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditions relatives aux ressortissants de la CEE) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1360) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), se déclare opposée au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - **Après l'art. 12** (p. 1369, 1370) : se déclare favorable aux amendements de M. Claude Estier, n° 74 et n° 73 (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) - **Art. 13 bis (acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France)** (p. 1371, 1372) : soutient l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - **Art. 14 bis (déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1376) : votera les amendements identiques n° 18 de la commission et n° 3 de M. Charles de Cuttoli (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 17 (par priorité)** (p. 1377, 1379) : soutient l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France) - **Après l'art. 14 bis** : soutient l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (dérogation à la condition de résidence en France dans le cas visé par l'article additionnel créé par l'adoption de l'amendement n° 78 précité).

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 23 (réception des déclarations de nationalité)** (p. 1401) : se déclare favorable à l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (délivrance d'un reçu) - **Art. 24 bis (spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité)** (p. 1404) : se déclare favorable à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France) - **Art. 27 (acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée)** (p. 1409) : soutient l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Estier - **Art. 29 (motivation des décisions administratives de rejet)** (p. 1431) : vote de cet article par le groupe socialiste - **Art. 31 bis (spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité)** (p. 1432) : parole sur l'article - **Art. 33 bis (spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité)** (p. 1435, 1436) : parole sur l'article - Votera l'amendement de suppression n° 96 de M. Claude Estier - **Art. 35 (double droit du sol)** (p. 1439) : enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - **Art. 38 bis (service national et nationalité)** (p. 1445) : parole sur l'article - Conventions internationales ; exemple de la Tunisie - (p. 1446) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 50 de M. Charles Lederman et n° 99 de M. Claude Estier.

– **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1765) : le groupe socialiste souhaite une rapide entrée en vigueur du nouveau code pénal et votera donc contre son report - Adaptation de l'outil informatique - Suppression de l'emprisonnement contraventionnel.

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 1805) : soutient la motion n° 4 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Parallèle avec la fable de

La Fontaine « Le chat, la belette et le petit lapin » - Volonté de contrer l'action des tribunaux - Projet de loi motivé par des failles de la loi du 3 septembre 1986 - Contrôles administratifs pour la lutte contre l'immigration clandestine - Conséquences de l'accord de Schengen pour les seuls étrangers - Contradictions du texte - Réforme devant trouver sa place dans le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers - **Art. 1^{er}** (nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen) (p. 1812) : soutient l'amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du mot « également ») - (p. 1820, 1821) : soutient l'amendement n° 12 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôles d'identité impossibles dans les lieux d'enseignement scolaire) - Situation de certains étudiants étrangers devenus maîtres auxiliaires - Situation de certains collègues - (p. 1825) : soutient l'amendement n° 15 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (durée du contrôle limitée à deux heures) - (p. 1828) : soutient l'amendement n° 18 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité pour la personne contrôlée de demander le texte de la réquisition du procureur de la République).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales [n° 393 (92-93)]** - Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales) (p. 1916 à 1918) : soutient l'amendement n° 3258 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Enseignement privé et enseignement public dans les villes de cinquante mille habitants - (p. 1920 à 1922) : soutient l'amendement n° 3261 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Fixation d'un seuil pour les communes - Difficultés financières des communes - Amputation des crédits de l'enseignement public - (p. 1927, 1928) : soutient l'amendement n° 3265 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Citations extraites de sa précédente intervention et présence dans l'hémicycle au cours de ce débat - Associations gestionnaires et associations propriétaires des biens immobiliers de l'enseignement catholique - Associations placées directement sous le contrôle de l'Eglise catholique.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2193, 2194) : loi Savary du 26 janvier 1984 - Etudiants - Politique générale du Gouvernement soumis à sa majorité - Opposition du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNE-SER, et de la conférence des présidents d'universités à la proposition de loi en discussion - Système dérogatoire et dérégulation du système universitaire français - Aménagement du territoire - Opposition du groupe socialiste à cette proposition de loi.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (extension du système dérogatoire) (p. 2227 à 2232) : soutient les amendements de M. Claude Estier, visant à limiter les possibilités de dérogation, n° 5, n° 7, n° 9, n° 13, n° 20 à n° 25 et n° 36 - Universités nouvelles - Présidents d'université - Diplômes - (p. 2234) : Comité national d'évaluation des universités - (p. 2236) : difficultés des étudiants français de l'étranger pour s'inscrire dans les universités françaises.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - Suite de la discussion - (7 juillet 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 2298) : soutient la motion n° 54 de M. Claude Estier tendant au renvoi à la commission - Réforme du code de la nationalité et textes sur les contrôles et vérifications d'identité - Textes réglementaires et absence de laxisme - Police de l'air et des frontières - Conflits de droits - (p. 2299) : clause de réciprocité entre Etats - Mariage avec un ressortissant étranger - Contrôle par les caisses de sécurité sociale de la situation régulière de l'assuré étranger - (p. 2300) : demande de scrutin public - **Art. 4** (contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers) (p. 2322) : se déclare opposée à l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction) - Contrôles d'identité - **Art. 6** (délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur) (p. 2337) : soutient l'amendement de suppression n° 64 de M. Claude

Estier - Référence à la menace pour l'ordre public - (p. 2338) : soutient l'amendement n° 65 de M. Claude Estier (attribution d'une carte de résident aux enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans) - (p. 2340) : notion de menace pour l'ordre public - Age de l'enfant à son arrivée en France - **Art. 7** (délivrance de plein droit de la carte de résident) (p. 2341) : ordonnance de 1945 relative aux droits des étrangers - Restriction des possibilités d'obtention de la carte de résident de plein droit : Conjoint étranger d'un ressortissant français, accidenté du travail, réfugié, étranger installé durablement sur le territoire - (p. 2344, 2345) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 67 (suppression de la référence à la menace à l'ordre public), n° 68, n° 71 (condition d'une année de mariage et de communauté effective de vie pour la délivrance de la carte de résident à l'étranger marié avec une personne française), n° 69 (suppression de la condition supplémentaire imposée pour la délivrance d'une carte de résident au conjoint du réfugié et à ses enfants mineurs), et n° 72 (suppression de l'exception de la carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant »).

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 12** (reconduite à la frontière) (p. 2379, 2380) : soutient l'amendement de suppression n° 79 de M. Claude Estier - Décision de reconduite à la frontière prise par l'autorité administrative - Contrôle du pouvoir judiciaire - Polygamie - **Art. 13** (expulsion) (p. 2381) : soutient l'amendement de suppression n° 80 de M. Claude Estier - Suppression du caractère conforme de l'avis de la commission d'expulsion - **Art. 14** (expulsion) (p. 2381, 2382) : soutient l'amendement de suppression n° 81 de M. Claude Estier - Commission d'expulsion - Respect des droits de la défense - Ordonnance de 1945 relative au statut des étrangers - Avis rendus par la commission d'expulsion - **Art. 16** (expulsion) (p. 2390, 2391) : soutient l'amendement de suppression n° 85 de M. Claude Estier - Notion d'urgence absolue et de nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique - **Art. 21** (regroupement familial) (p. 2398) : soutient l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (réduction du délai de séjour au bout duquel l'étranger a le droit de faire venir sa famille) - Politique de regroupement familial et politique de main-d'oeuvre - (p. 2400) : soutient l'amendement n° 89 de M. Claude Estier (suppression de l'impossibilité de régularisation sur place du regroupement familial) - (p. 2405) : soutient l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (suppression de l'obligation pour l'étranger installé en France de regrouper en une seule fois l'ensemble des membres de sa famille) - (p. 2406) : soutient l'amendement n° 91 de M. Claude Estier (possibilité pour les étrangers séjournant en France sous couvert d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » de bénéficier du regroupement familial) - (p. 2407) : intervient sur l'amendement de précision n° 181 du Gouvernement - **Art. 25** (rétention administrative) (p. 2418, 2419) : soutient l'amendement de suppression n° 100 de M. Claude Estier - Contrôle de la rétention administrative.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Art. 26** (visa de sortie) (p. 2432) : convention européenne des droits de l'homme - Soutient l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 28** (mariages de complaisance) (p. 2434) : déclaration universelle des droits de l'homme et convention européenne des droits de l'homme - Article 146 du code civil - Jurisprudence du Conseil d'Etat - **Art. 29** (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français dans le nouveau code pénal) (p. 2439) : « double peine » : condamnation pénale et interdiction du territoire français de l'étranger - **Art. 30** (rétention judiciaire) (p. 2443, 2444) : exécution des décisions d'éloignement du territoire français - Centres de rétention - **Art. 32** (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale) (p. 2450) : remise en cause des droits sociaux fondamentaux - **Art. L. 115-7 du code de la sécurité sociale** (p. 2454, 2455) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 114 (suppression du contrôle de la régularité de la situation de l'étranger par les caisses de sécurité sociale), n° 113 (contrôle de la régularité de la situation de l'étranger lors du renouvellement de la carte de sécurité sociale) et n° 115 (suppression de la possibilité de transmettre les informations conservées sur support informatique) - **Paragraphe II - Art. L. 161-18-1 du code précité** (p. 2456) : soutient l'amendement de suppression n° 116 de M. Claude Estier - Remise en cause du droit à la retraite des étrangers - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2457, 2458) :

soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 117 de suppression, et n° 118 (extension aux étrangers des dispositions relatives au maintien des droits à la sécurité sociale pendant douze mois des personnes qui cessent d'être assurées et de leurs ayants droit) - *Paragraphes IV à IX* (p. 2459, 2460) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 120 (suppression du paragraphe V) et n° 121 (suppression du paragraphe IX) - Pensions de reversion - **Art. 36** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif*) (p. 2465, 2466) : soutient l'amendement de suppression n° 125 de M. Claude Estier - **Après l'art. 42** (p. 2470) : sur l'amendement de conséquence n° 53 de la commission, soutient le sous-amendement n° 104 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) - Deuxième lecture [n° 359 (92-93)]** - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2488) : élaboration du code de la consommation depuis 1982 - Loi relative au surendettement des ménages - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991 [n° 385 (92-93)]** - (9 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2491) : ralentissement de l'économie française et objectif de réduction du déficit budgétaire - Jeu des stabilisateurs économiques - Absence de rigueur budgétaire - (p. 2492) : déficit budgétaire - Politique de relance - Au nom du groupe socialiste, votera ce projet de loi - **Sur l'ensemble** (p. 2501) : difficultés budgétaires dues à un manque de rentrées fiscales - Remise en cause de l'honnêteté des ministres.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (*nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) (p. 2514) : risque d'abus - (p. 2515, 2516) : soutient les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 28 (zones de contrôle en cas d'application des accords de Schengen ramenées de vingt à dix kilomètres), n° 29 (retour à vingt kilomètres dans les cas où l'on avait prévu quarante kilomètres), n° 30 (compétence du ministre des affaires européennes), n° 33 de coordination, n° 36 (distinction des simples infractions des crimes et délits), n° 37 (comportement du fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité) et n° 38 (présentation par le fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité de sa carte de police) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2520) : soutient l'amendement n° 41 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délai de justification d'identité) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2524, 2525) : délinquance dans les villes défavorisées - Action de la police.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3727) : importance des Français établis hors de France - Difficulté de réinsertion en métropole - (p. 3728) : absence des Français de l'étranger dans le projet de loi.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 5** (*simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) (p. 3847) : son amendement n° 220, soutenu par M. Gérard Delfau : possibilité pour les Français établis hors de France de bénéficier du dispositif d'aide à la création d'entreprises ; rejeté.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Après l'art. 8** (p. 3886) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française) - Encouragement à l'expatriation - **Art. 9** (*institution de sanctions applicables aux fraudeurs aux allocations instituées dans le cadre du Fonds national de l'emploi*) (p. 3899) : se déclare favorable à l'amendement n° 383 de M. Charles Lederman (protection des emplois existants) - **Art. 12** (*redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO*) (p. 3916) : son amendement n° 221 : possibilité pour les Français de l'étranger de bénéficier des contrats emploi-solidarité ; rejeté - Réinsertion des Français de

l'étranger lors de leur retour en France - **Art. 14** (*possibilité pour l'Etat de conclure des conventions afin de mettre en oeuvre un dispositif d'accompagnement social pour les personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle*) (p. 3925) : son amendement n° 222 : extension du dispositif aux Français précédemment établis hors de France pendant les trois années de leur retour en métropole ; rejeté - **Après l'art. 15** (p. 3930) : votera contre l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif de conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - **Art. 22** (*rythme des réunions du comité d'entreprise*) (p. 3959) : soutient l'amendement de suppression n° 176 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 25** (*négociation sur le capital de temps de formation*) (p. 4030) : son amendement n° 223, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : prise en compte des périodes de travail hors de France pour le calcul du capital de temps de formation ; rejeté - (p. 4031) : pénalisation des Français expatriés - **Art. 28** (*développement du travail à temps partiel*) (p. 4044) : soutient l'amendement n° 175 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (maintien des dispositions actuelles relatives au travail intermittent dans le code du travail) - (p. 4046) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 176 (suppression du deuxième du paragraphe VI élargissant la plage horaire ouvrant droit à l'abattement de charges sociales) et n° 177 (suppression de l'abattement des cotisations sociales appliquées au temps partiel annualisé) - (p. 4048) : soutient l'amendement n° 178 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (obligation pour l'Etat de compenser les exonérations de cotisation imposées aux partenaires sociaux gestionnaires des régimes) - **Après l'art. 28** (p. 4052) : soutient l'amendement n° 179 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des parlementaires et de l'opinion publique sur les conditions de compensation par l'Etat de l'abattement des cotisations dues par l'employeur au titre des assurances sociales) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4057) : régression sociale avec l'ouverture dominicale des établissements - Se déclare favorable à l'amendement n° 448 de Mme Michelle Demessine (affirmation du principe du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) - (p. 4059) : soutient l'amendement n° 180 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe I de l'article 29 étendant le régime des dérogations permanentes saisonnières à certains établissements situés dans des communes touristiques) - (p. 4062) : rédaction floue de l'article 29 - (p. 4065) : soutient l'amendement n° 181 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe II permettant aux entreprises souhaitant travailler en continu d'organiser un repos hebdomadaire par roulement dans le cadre d'accord ou de convention d'entreprise, ainsi que du paragraphe III étendant le principe des accords de convention d'entreprise aux salariés agricoles et assimilés) - **Art. 33** (*compétences réservées à l'Etat ; coordination*) (p. 4084) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 186 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 468 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 34** (*plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes*) (p. 4086) : soutient l'amendement de suppression n° 187 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Dessaisissement de l'éducation nationale de plusieurs de ses compétences en matière scolaire - Atteinte à l'unicité du service public d'enseignement - **Art. 34 bis** (*évaluation des politiques régionales d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) (p. 4090) : soutient l'amendement de suppression n° 188 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Insuffisance du Comité national d'évaluation - (p. 4091) : soutient l'amendement n° 218 de M. Jean-Luc Mélenchon (accroissement des prérogatives du comité d'évaluation) - **Art. 35** (*droit à l'initiation professionnelle*) (p. 4094) : son amendement n° 225 : accueil en France des jeunes Français établis hors de France ; adopté.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 39** (*accueil des apprentis par les entreprises*) (p. 4144) : illusion du retour possible dans la filière générale - (p. 4147, 4148) : avec le groupe socialiste, votera contre l'article 39 - Importance de l'apprentissage dans les métiers caractérisés par des traditions corporatives - Intérêt de l'agrément.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].***Deuxième partie :*

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5718) : répartition des crédits - Situation économique des pays africains - (p. 5719) : distribution des aides et politique d'ajustement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale - Diminution des dépenses d'intervention et des crédits de l'assistance technique - Emet les plus vives réserves sur ce projet de budget.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5766) : recensement des moyens et des personnels sur l'administration centrale - Moyens mis à la disposition des consulats - (p. 5767) : missions des consulats - Réduction des dotations aux postes à l'étranger - Service des visas - Aide sociale consulaire - (p. 5768) : plan de rationalisation des effectifs - Protection sociale des personnels auxiliaires - Centres et instituts culturels - Frais d'écologie et bourses scolaires - Qualité de l'outil diplomatique.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5808) : attribution du certificat de nationalité française - Traitement des affaires relatives à l'état-civil des Français établis hors de France.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements par des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 6235) : soutient l'amendement n° 3271 de M. Claude Estier (modification de la taille de la commune prise en compte) - Absence de débat sur le GATT - Inscription de ce texte à l'ordre du jour à la dernière minute - (p. 6247, 6248) : soutient l'amendement n° 259 de M. Claude Estier (accueil par les établissements d'enseignement privés de tous les enfants sans discrimination tenant à l'origine, l'opinion ou la croyance) - Dimension religieuse du projet éducatif des écoles confessionnelles - Non respect de la liberté de conscience et discriminations - **Avant l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6280, 6281) : soutient l'amendement n° 5 de M. Claude Estier (application des lois Falloux, Ferry et Astier aux établissements d'enseignement privés hors contrat et de la loi Debré modifiée aux établissements d'enseignement privés sous contrat) - Défense de la laïcité.

BÉRARD (Jacques), sénateur de Vaucluse (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 308 (92-93)] modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à réformer le droit de la nationalité [n° 331 (92-93)] (2 juin 1993) - **Nationalité française**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 145) - Ministère : Entreprises - *Problèmes de l'artisanat en milieu rural* - **Commerce et artisanat**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1265, 1267) : commission Marceau Long - Droit du sol - Droit du sang - Double droit du sol - Acquisition de la nationalité par mariage - Enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - Service national - Français de l'étranger - Travail parlementaire - Propose l'adoption de cette proposition de loi - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1293, 1294) : s'oppose à la motion n° 31 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 1296) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Droit du sol - **Renvoi à la commission** (p. 1298, 1299) : s'oppose à la motion n° 32 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - **Art. 2 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1300, 1301) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 51 (retour au délai actuellement en vigueur) et n° 52 (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1302) : son amendement de suppression n° 10 ; adopté - **Art. 3 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né en France d'un parent lui-même né en France a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1305, 1306) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 54 (retour au délai actuellement en vigueur) et n° 55 (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 4 (modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté)** (p. 1306) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (autorisation ou représentation du mineur) - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1312) : s'oppose aux amendements de suppression n° 43 de M. Charles Lederman et n° 58 de M. Claude Estier - Son amendement n° 30 : enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité du fait du mariage par le ministre chargé des naturalisations ; adopté (p. 1315) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 1313) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (détermination par une loi postérieure de la date d'application de l'article 24 confiant aux juges d'instance l'enregistrement des déclarations de nationalité) - **Art. 7 (suite)** (p. 1313) : s'oppose à la demande de M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à déclarer irrecevable l'amendement n° 30 de la commission, aux termes de l'article 42, alinéa 11, du règlement du Sénat - **Art. 8 (opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1318) : son amendement n° 11 : réduction du délai ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 44 de M. Charles Lederman et n° 59 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements n° 60 (nouvelle rédaction instituant la compétence des tribunaux judiciaires) et n° 61 sur le même objet du même auteur.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - Rapporteur - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1338, 1339) : s'oppose aux amendements de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 62 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 63 du même auteur (recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles) - Son amendement n° 12 : dispense de la condition de résidence habituelle en France pendant cinq ans pour l'étranger francophone ; adopté (p. 1349) - (p. 1340) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Henri Goetschy (dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France) - (p. 1341, 1349) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 65 (démarche obligatoire de l'administration vers le jeune étranger) et n° 64 (information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte) ;

sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy - Procédure parlementaire - (p. 1351) : sur l'amendement n° 101 précité, s'oppose au sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditions relatives aux ressortissants de la CEE) - **Art. 10** (*obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité*) (p. 1355) : condamnation pour crimes ou délits commis après l'âge de la majorité légale - (p. 1356, 1358) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 46 de M. Charles Lederman - Son amendement n° 13 : condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger ; adopté après modification par le sous-amendement de précision n° 103 de M. Claude Estier, qu'il accepte - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 67, de précision et n° 68 (suppression des coups mortels de la liste des infractions) - Son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - (p. 1358) : sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 69 de M. Claude Estier - Ses amendements de conséquence n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 11** (*autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français*) (p. 1364, 1366) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 70 de suppression, et n° 72 (obligations de l'administration) - Son amendement rédactionnel n° 17 ; adopté - **Art. 12** (*démarches valant manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française*) (p. 1368) : propose l'adoption de cet article - **Après l'art. 12** (p. 1369) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 74 et n° 73 (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1371, 1372) : parole sur l'article - S'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - **Art. 14 bis** (*déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1374) : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 17** (*par priorité*) (p. 1377, 1378) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France) - **Après l'art. 14 bis** : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (dérogation à la condition de résidence en France dans le cas visé par l'article additionnel créé par l'adoption de l'amendement n° 78 précité) - **Art. 15** (*conditions de stage en France de cinq années avant le dépôt d'une demande de naturalisation*) (p. 1380) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 77 de M. Claude Estier - **Art. 18** (*condition d'âge pour être naturalisé*) : demande le retrait de l'amendement n° 79 de M. Claude Estier (référence à l'acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité) - **Art. 19** (*obstacles à l'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité ou par décision de l'autorité publique et à la réintégration dans cette nationalité*) (p. 1381) : son amendement de coordination n° 19 ; adopté - **Art. 20** (*acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 1381) : parole sur l'article - (p. 1383) : s'oppose aux amendements de suppression n° 47 de M. Charles Lederman et n° 80 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements n° 81, n° 82 et n° 83 du même auteur (assouplissement de la condition imposant la même résidence habituelle que les parents).

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - Rapporteur - **Art. 20 bis** (*répudiation de sa nationalité par l'enfant français en vertu de l'article 84 et qui n'est pas né en France*) (p. 1399) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Claude Estier (réduction du délai de répudiation) - **Art. 23** (*réception des déclarations de nationalité*) (p. 1400) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (délivrance d'un reçu) - **Après l'art. 23** (*suite*) (p. 1402) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (conditions d'application de l'article 24 confiant aux juges d'instance l'enregistrement des déclarations de nationalité) - **Art. 24 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1403) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France) - **Art. 25** (*refus d'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1405, 1406) :

son amendement n° 21 : caractère personnel de la démarche de recours exercée par le mineur de 16 ans ; adopté - **Art. 26** (*opposition à l'acquisition de la nationalité*) (p. 1408) : estime devenu sans objet l'amendement n° 89 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 27** (*acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée*) (p. 1409, 1410) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 90 de suppression et n° 91 (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1) - **Art. 28** (*effets de la déclaration*) (p. 1430) : ses amendements rédactionnels n° 22 et n° 23 ; adoptés - **Après l'art. 29** (p. 1431) : s'oppose à l'amendement n° 93 de M. Claude Estier (sanctions prévues à l'article 113 ; exclusion des avocats du champ d'application de cet article) - **Art. 31 bis** (*spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité*) (p. 1432, 1433) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Claude Estier (compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France) - **Art. 32** (*déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1434) : demande le retrait de l'amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 33** (*présentation des états de service militaire tenant lieu de déclaration de nationalité française*) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 33 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité*) (p. 1435) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 96 de M. Claude Estier - **Art. 34 bis** (*adaptation du code de la nationalité à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer*) (p. 1436) : parole sur l'article - **Art. 35** (*double droit du sol*) (p. 1441) : s'oppose aux amendements, n° 48 de suppression de M. Charles Lederman, et n° 97 de M. Claude Estier (suppression de la disposition visant les enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie) - **Art. 35 bis** (*application des dispositions relatives aux Français de l'étranger*) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Art. 36** (*attribution de la carte de résident*) (p. 1442) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 37** (*carte de résident renouvelable de plein droit*) (p. 1443) : son amendement de coordination n° 26 ; adopté - **Art. 38** (*abrogations*) (p. 1444) : s'oppose aux amendements n° 49 de suppression de M. Charles Lederman et n° 100 de M. Claude Estier (suppression de l'abrogation des articles 113 et 144 du code de la nationalité) - **Art. 38 bis** (*service national et nationalité*) (p. 1446) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 50 de M. Charles Lederman et n° 99 de M. Claude Estier - **Art. 38 quater** (*réintégration du code de la nationalité dans le code civil*) (p. 1449) : ses amendements de coordination n° 28 et n° 27 ; adoptés.

BERCHET (Georges), sénateur de la Haute-Marne (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (JO Lois et décrets du 9 décembre 1993).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 7 octobre 1993).

Membre titulaire du Conseil national des transports jusqu'au 5 octobre 1993.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de

service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire, puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jacques Delong, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « Victimes de la déportation du travail » [n° 242 (92-93)] (20 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) (20 mars 1993 ; retirée le 18 mai 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Transports terrestres** - [n° 103 (93-94)] tome 18 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 356, 357) : département de la Haute-Marne - Quotas laitiers - Péréquation des ressources entre collectivités territoriales - Contrats de plan - Routes nationales : part de dépenses de l'Etat - Services publics en zones rurales - Aides de la CEE - Propose la création de zones d'entreprises privilégiées.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2660) : contribution des transports au développement économique - Département de la Haute-Marne - Réseau ferré à grande vitesse - Routes et autoroutes - Inégalités financières et fiscales - (p. 2661) : ressources financières des départements - Retard en matière de routes nationales dans la région Champagne-Ardenne - Participation de l'Etat - Projets de la SNCF - Négociation du troisième contrat de plan Etat-région.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (transports terrestres) - (p. 5088, 5089) : situation financière de la SNCF - Déficit - TGV - Sous-investissement sur le réseau classique et régional - Mise en garde contre un transfert éventuel aux régions des dessertes régionales - (p. 5090) : tarification courte distance - Suggère une mission de l'Inspection générale des finances sur la gestion financière et commerciale de la SNCF et de ses filiales - RATP - Subvention compensatrice - Résultat d'exploitation - Propose une réforme de la tutelle - Transports collectifs de province - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les crédits des transports terrestres.

BÉRÉGOVOY (Pierre), premier ministre et ministre de la défense le 9 mars 1993 (*JO* Lois et décrets du 10 mars 1993).

Sur présentation de la démission de son Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO* Lois et décrets du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation [n° 194 (92-93)] (24 décembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le gouvernement de la République française et

le gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe) [n° 196 (92-93)] (7 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 197 (92-93)] (7 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie [n° 198 (92-93)] (13 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi relatif aux polices municipales [n° 199 (92-93)] (13 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Communes.**

Projet de loi, relatif aux musées, aux établissements publics territoriaux à vocation culturelle et aux restaurateurs du patrimoine [n° 202 (92-93)] (21 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Arts et spectacles.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 206 (92-93)] (27 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes, portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes) [n° 213 (92-93)] (3 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du Traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992 [n° 216 (92-93)] (9 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 septembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérogènes adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 226 (92-93)] (25 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991 [n° 229 (92-93)] (4 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Traités et conventions.**

Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)] (11 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Constitution.**

Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et relatif à l'organisation des pouvoirs publics [n° 232 (92-93)] (11 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Constitution.**

Projet de loi portant création d'une caisse de garantie des retraites [n° 239 (92-93)] (18 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Retraites.**

Projet de loi relatif à la langue française [n° 240 (92-93)] (18 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Langue française.**

Lettre rectificative au projet de loi [n° 194 (92-93)] relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles

à usage d'habitation [n° 241 (92-93)] (19 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement.**

Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie [n° 244 (92-93)] (25 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

BERGÉ-LAVIGNE (Maryse), sénateur de la Haute-Garonne (S).

secrétaire du Sénat, le 6 octobre 1993 (*JO Lois et décrets* du 7 octobre 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Industrie et postes et télécommunications et commerce extérieur - II - Postes et télécommunications - Commerce extérieur [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 27 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4388) - Ministère : Santé - **Travail de nuit dans les hôpitaux - Hôpitaux.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 986) : défaite du parti socialiste - Souhaite éviter un débat polémique - Département de la Haute-Garonne - Exemple de l'usine Péchiney-Marignac - (p. 987) : privatisation d'Elf-Aquitaine implantée à Boussens - Annonce de la privatisation de l'Aérospatiale à Toulouse - Nécessité d'éviter la vente d'actions à des actionnaires étrangers - Inconvénients de l'action spécifique - (p. 988) : investissements nécessaires à l'Aérospatiale - Devenir de cette industrie - Avis du comité central d'entreprise d'Air France sur la privatisation - Souhaite que le Gouvernement explique les raisons de ses choix.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1027) : productivité de l'Aérospatiale - Cessions partielles d'actifs - Nécessité d'un contrôle de l'Aérospatiale par l'Etat - (p. 1039, 1049 ; 1070, 1093) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 201, n° 202, n° 203 et n° 204 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe).

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1158, 1159) : soutient l'amendement de suppression n° 229 de M. Claude Estier - Exemple de l'Aérospatiale - Action spécifique.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2032) : soutient l'amendement n° 72 de M. Paul Loridant (préservation du pouvoir d'achat de la monnaie nationale).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 292, 92-93) autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives [n° 457 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - **Art. unique (autorisation du versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales)** (p. 2840) ; suite à l'adoption de l'amendement n° 1 (extension de la disposition relative aux dividendes majorés à la distribution d'actions gratuites), déposé à titre personnel par M. Etienne Dailly, rapporteur, vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2843, 2844) : grand marché de l'assurance - Position favorable des compagnies françaises - Attachement du groupe socialiste, qui votera ce texte, à la protection des assurés - **Après l'art. 24** (p. 2848) : son amendement n° 25 : modification des règles de répartition des produits des actifs en cas de transfert d'un portefeuille de contrats d'assurance-vie ; rejeté - **Art. 9 (définition des catégories d'entreprises admises à exercer des activités d'assurance en France)** (p. 2850) : son amendement de forme n° 26 ; adopté - **Art. 34 (droit du contrat - amélioration de l'information des preneurs d'assurance)** (p. 2863, 2864) : ses amendements n° 34 : typographie du contrat ; retiré ; et n° 35 : obligation de l'inscription des valeurs de rachat dans le contrat ; adopté.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3719) : situation de l'emploi en France et dans la Communauté européenne - (p. 3720) : conséquences du projet de loi sur le dialogue social - Temps de travail - Revendication d'un plan social.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 3 (prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié)** (p. 3829) : soutient l'amendement n° 139 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée) - (p. 3830) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 140, de coordination et n° 141 (extension de la mesure d'exonération aux associations) - (p. 3831) : soutient l'amendement n° 142 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement).

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Chapitre III (dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel : absence de représentation syndicale dans les PME et PMI)** (p. 3940) : absence de rapport entre les dispositions contenues dans le chapitre III et la création d'emplois - Détermination par la loi des conditions de la représentation du personnel - Anticonstitutionnalité des dispositions du chapitre III - Avec le groupe socialiste, proposera de supprimer le chapitre III - **Art. 16 (dispositions relatives au mandat des délégués du personnel)** (p. 3942) : soutient l'amendement de suppression n° 153 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - (p. 3944) : anticonstitutionnalité des dispositions du chapitre III et retrait des amendements déposés sur les articles de ce chapitre - **Art. 19 (simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel)** (p. 3949) : soutient l'amendement de suppression n° 155 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Art. 20 (cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise)** (p. 3953) : soutient l'amendement de suppression n° 156 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Art. 21 (simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés)**

(p. 3956) : information économique du comité d'entreprise - Absence de garantie sur le contenu de l'information et sur la situation de l'emploi dans l'entreprise - (p. 3957) : soutient l'amendement de suppression n° 163 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur spécial (commerce extérieur) - (p. 5890) : excédent de la balance commerciale - Exportations - Chute de l'investissement productif français - (p. 5891, 5892) : redéploiement géographique du service de l'expansion économique à l'étranger - Agence pour la coopération technique, industrielle et économique, ACTIM - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Négociations sur le GATT - Accepte ce projet de budget.

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) - **Examen des crédits - Services financiers - Etat B** (p. 5946, 5947) : son amendement n° II-46 : réduction des crédits du Titre IV afin de protester contre la réduction des aides aux centres locaux d'information sur les prix, CLIP ; rejeté.

BERNADAUX (Jean), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

BERNARD (Jean), sénateur de la Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors-sols [n° 302 (92-93)] (12 mai 1993) - **Agriculture**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol** [n° 353 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1639) : ateliers d'élevage hors sol - Réglementation en vigueur depuis l'adoption de la loi du 6 juillet 1992 - Projet d'installation par un groupe allemand d'un poulailler géant dans le département de la Marne - Exploitations agricoles - Conséquences sur un développement rural équilibré - Pollutions prévisibles - Demande l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 47** (p. 6029) : son amendement n° II-27 : substitution du mode de calcul des cotisations

sociales des personnes non salariées agricoles sur l'année en cours au mode de calcul fondé sur l'année précédente ou l'année « n moins 3 » ; retiré.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6696) : quota de diffusion des chansons françaises - Chansons et créations françaises, vecteurs privilégiés de la francophonie - (p. 6697) : place des artistes francophones.

BERNARD (Roland), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2820) - Ministère : Affaires étrangères - **Mission des Etats-Unis en Somalie - Organisation des Nations Unies (ONU)**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 761) : crédits de la défense - Annulations de crédits.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5468, 5469) : absence de commande d'avions neufs - Budget d'attente - Conscription et armée de métier - (p. 5470, 5471) : essais nucléaires - Doctrine d'emploi de l'arme nucléaire - Gendarmerie - Politique militaire spatiale française - Le groupe socialiste s'abstiendra de voter ce projet de budget.

BERNARDET (Daniel), sénateur de l'Indre (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4393) - Ministère : Equipement - **Aménagement du territoire dans le département de l'Indre - Aménagement du territoire**.

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4395) - Ministère : Entreprises - **Plan de restructuration de Bull - Entreprises**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2703, 2704) : département de l'Indre - Autoroute A 20 - Contournement de Châteauroux - Projet de TGV Limousin - Développement des activités de fret et de maintenance aéronautique - Coût financier.

BESSE (Roger), sénateur du Cantal (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la dis-**

cussion - (19 mai 1993) (p. 367, 368) : zones de montagne - Agriculture - Désenclavement - Réseau routier et autoroutier du Massif Central - SNCF - Desserte ferroviaire des lignes secondaires - Télécommunications.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2701, 2703) : aménagement du territoire - Zones défavorisées - Département du Cantal - Réseau routier - Liaison Aurillac-Paris - Disparition du « tour du Cantal en train » - Fermeture de lignes ferroviaires - Développement de services d'autocars et de transports pondéreux - Insuffisance des moyens modernes de transmission des informations.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5361) : débat national - (p. 5362) : crédits budgétaires et budgets des différents ministères - Routes et autoroutes - Département du Cantal et aménagement de la RN 122 - (p. 5363) : inadéquation des aides et primes au développement et à l'implantation des entreprises en zones défavorisées - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Situation économique du Cantal - Votera avec confiance ce projet de budget.

BESSON (Jean), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux** [n° 69 (93-94)] - (15 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (rétablissement du renouvellement triennal des conseils généraux)** (p. 4243, 4244) : rétablissement du principe de renouvellement des conseils généraux par moitié tous les trois ans - Maintien des majorités actuelles dans les départements - Décentralisation - Regroupement d'élections et des séries renouvelables des conseils généraux - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5148) : organisation mondiale du tourisme - Emplois - « Budget de désengagement de l'Etat » - Aide de l'Etat pour le tourisme rural - Contrats de plan Etat-région - Région Rhône-Alpes - Zones rurales - Séjours de proximité - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 5157) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à ces crédits.

BETTENCOURT (André), sénateur de la Seine-Maritime (R I).

NOMINATIONS

- membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Cambodge et au Vietnam du 26 février au 9 mars 1993 [n° 268 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Asie du Sud-Est**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5753) : rigueur budgétaire - Rationalisation des concours financiers -

(p. 5754) : nomination et recrutement des hauts fonctionnaires dans la diplomatie - Modernisation de l'appareil diplomatique - Négociations du GATT - Construction européenne - (p. 5755) : Union de l'Europe occidentale et Alliance atlantique - Réforme de la Russie - Libre échange et organisation du commerce international - (p. 5756, 5757) : négociations du GATT - Agriculture française - Défense des secteurs industriels et de services européens - Organisation du commerce mondial - Système monétaire international - Défense des intérêts de la France dans la négociation du GATT.

BIALSKI (Jacques), sénateur du Nord (S) - Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (*JO* Lois et décrets du 1^{er} octobre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) (p. 5055, 5056) : insuffisance des crédits proposés - Flotte de commerce - Charges sociales - Avenir des activités transmanche ; activité des compagnies étrangères - Région Nord-Pas-de-Calais - Aménagement du territoire - (p. 5057) : Compagnie générale maritime - Rénovation de la filière portuaire - réforme de la manutention - Domanialité portuaire - Insuffisance des crédits portuaires - Ports belges - (p. 5058) : port de Dunkerque - Sécurité maritime - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Vote du groupe socialiste contre ce projet de budget.

BIANCO (Jean-Louis), ministre de l'équipement, du logement et des transports.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO* Lois et décrets du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation [n° 194 (92-93)] (24 décembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement**.

Lettre rectificative au projet de loi [n° 194 (92-93)] relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation [n° 241 (92-93)] (19 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement**.

BIARNÈS (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; en démission ; puis membre de la commission des affaires culturelles (*JO* Lois et décrets du 8 juillet 1993).

BIDARD-REYDET (Danielle), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 30 avril 1993) (p. 134) - Ministère : Education - **Quartiers en difficultés - Enseignement**.

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4380) - Ministère : Enseignement supérieur - *Problèmes de l'enseignement supérieur - Enseignement supérieur.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 988) : moyens nécessaires au développement de la recherche nationale - Rôle des entreprises publiques dans le développement de la recherche - (p. 989) : soumission financière de la recherche publique - Inconvénient des programmes européens de recherche - Danger des privatisations pour le secteur scientifique - Extension du domaine de la rentabilité à court terme - Menaces sur l'indépendance nationale - Secteur de la pharmacie - Crainte pour l'emploi scientifique - Domaine de la santé - Privatisation de Rhône-Poulenc - (p. 990) : risque d'une suprématie des Etats-Unis - Exemple de Roussel-Uclaf rachetée par Hoechst - Centre de recherche en chimie d'Aubervilliers - (p. 991) ; risque pour le secteur de défense nationale de l'Aérospatiale - Domaine de l'informatique - Eventuelle privatisation de Bull - Risques pour la recherche publique - Opposition du groupe communiste à ce projet de loi.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1037) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Hélène Luc (condition nécessaire à la privatisation des entreprises du secteur public : les sociétés et entreprises intéressées doivent avoir maintenu au moins le niveau de l'emploi et de leur masse salariale entre la date de la promulgation de la présente loi et celle de leur privatisation) - Suppressions d'emplois - (p. 1038) : part de responsabilité du Gouvernement dans la montée du chômage - Suppressions d'emplois dans le secteur public - Augmentation des salaires - Plans patronaux de licenciements - Utilisation des fonds publics - Dépendance à l'égard des marchés boursiers obligataires - Augmentation du chômage - (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 66, n° 72, n° 74 et n° 79 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe).

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1575) : soutient l'amendement de suppression n° 25 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 272 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1689, 1690) : mission de l'enseignement agricole - Parité entre l'enseignement relevant de l'éducation nationale et l'enseignement public agricole - (p. 1690) : service public de l'éducation nationale - Carence des établissements agricoles publics en équipements sportifs - Enseignement agricole privé.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** (p. 1871) : défense par le Gouvernement du principe du financement public des investissements privés - Budget de l'éducation nationale - Nécessité d'un grand débat national sur le système éducatif - Enseignement privé : palliatif des carences de l'enseignement public - Difficultés financières des collectivités locales - (p. 1872) : les membres du groupe communiste et apparenté voteront contre l'article 1^{er} - Son amendement de suppression n° 3272, soutenu par Mme Hélène Luc ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - (p. 1873) : ses amendements n° 3273, soutenu par M. Ivan Renar : priorité donnée au système éducatif ; et n° 3275, soutenu par M. Robert Pagès : réaffirmation du rôle essentiel du service public de l'éducation nationale ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - (p. 1874) : son amendement n° 3284 : obligation faite aux établissements d'enseignement privés sous contrat de respecter, dans l'enseignement qu'ils dispensent, les différents courants de pensée philosophique ou religieuse et de les traiter dans leur contexte historique, économique et social en toute impartialité ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - **Art. 1^{er} bis**

(conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales) (p. 1876, 1877) : service public de l'éducation nationale financé par le budget de la nation - Augmentation des charges des collectivités territoriales - Dotations de décentralisation - Difficultés des collectivités territoriales à faire face aux besoins des établissements d'enseignement publics - Les membres du groupe communiste et apparenté s'opposent à l'article 1^{er} bis - (p. 1877, 1878) : ses amendements, n° 3303 de suppression, soutenu par M. Robert Pagès ; et n° 3304, soutenu par M. Ivan Renar : suppression de la possibilité pour un établissement d'enseignement privé sous contrat de bénéficier d'une aide des collectivités territoriales pour les dépenses d'investissement ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - (p. 1879) : son amendement n° 3305 : maintien de la législation actuelle en matière de financement de l'école privée par les collectivités territoriales ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - (p. 1880) : son amendement n° 3306, soutenu par M. Robert Pagès : réaffirmation du principe selon lequel l'enseignement privé ne doit bénéficier que d'un financement privé ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - (p. 1883, 1884, 1885) : son amendement n° 3307, soutenu par M. Ivan Renar : réaffirmation du principe du financement public des investissements de l'école de la République ; ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 3308 : priorité donnée aux investissements de l'école publique ; n° 3309 : parité des financements privés et publics des établissements d'enseignement privé ; n° 3311 : modification du choix des années à prendre en compte ; et n° 3312 : suppression du cas particulier des communes de moins de dix mille habitants et son amendement n° 3310 : suppression du mode de calcul de l'aide aux investissements privés ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2195, 2196) : processus de démantèlement de l'université française - Etudiants - Démographie - Loi Savary - Extension de la possibilité de dérogation statutaire à tous les établissements publics à caractère scientifique, culturel et de recherche - Propositions du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER - (p. 2197) : soumission du service public de l'enseignement supérieur à la concurrence - Propositions du groupe communiste.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2226) : extension des possibilités de dérogation à des domaines statutaires - (p. 2237) : vote du groupe communiste contre cet article - **Art. 2 (modalités de détermination des nouvelles dispositions)** : parole sur l'article - Opposition du groupe communiste à la possibilité de changement de statut par décision du conseil d'administration prise à la majorité simple - (p. 2241) : vote du groupe communiste contre l'article 2 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2242) : éclatement prévisible de l'université française - Concurrence - Pressions patronales sur les formations universitaires - Vote du groupe communiste contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen)** (p. 2511 à 2519) : soutient les amendements de M. Charles Lederman - (p. 2511, 2512) : n° 109 (suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la définition des contrôles judiciaires) ; n° 110 (contrôle d'identité de personnes majeures) ; et n° 111 (suppression des mots : « quel que soit son comportement ») - (p. 2514, 2515) : n° 112 (contrôles d'identité uniquement pour prévenir une atteinte imminente à l'ordre public), n° 113 (suppression de la référence aux biens), n° 114 (contrôles d'identité pour prévenir une atteinte à la sécurité des personnes ou des biens) ; et n° 115 (suppression du troisième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la détermination et à l'étendue de la zone frontalière où les « contrôles Schengen » pourraient être effectués) - (p. 2516, 2517) : n° 116 (contrôle d'une personne majeure) et n° 117 (impossibilité d'effectuer un contrôle

d'identité à l'égard de personnes exerçant des droits et libertés garantis par la Constitution) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2519, 2520) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 119 (assistance d'un avocat pour la personne conduite au commissariat), n° 120 (information de la personne gardée) et n° 118 (possibilité pour la personne gardée de faire prévenir la personne de son choix) - **Art. 1^{er} bis** (*modification de l'intitulé du chapitre III du titre II du Livre I^{er} du code de procédure pénale : des contrôles et vérifications d'identité*) (p. 2522) : soutient l'amendement de suppression n° 121 de M. Charles Lederman - **Art. 1^{er} ter** (*effet des dispositions instituant les contrôles particuliers prévus pour la mise en oeuvre des accords de Schengen à compter de l'entrée en vigueur de la convention de Schengen*) : soutient l'amendement de suppression n° 122 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (*extension du nouveau régime des contrôles d'identité à la collectivité territoriale de Mayotte*) (p. 2523) : soutient l'amendement de suppression n° 123 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2524) : rejet des amendements déposés par le groupe communiste - Voterait contre ce projet de loi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3696) : qualifications - Position du rapporteur du Conseil économique et social - Logique de formation reposant sur le service public - Désengagement de l'Etat dans le domaine de l'enseignement technique et professionnel - Apprentissage - Retards du patronat français dans le développement de la formation continue des salariés - (p. 3697) : remise en cause du système éducatif - Inefficacité des classes de pré-apprentissage - Transfert des compétences de l'Etat aux régions dans le domaine de la formation professionnelle - Amendements du groupe communiste.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 3** (*prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié*) (p. 3830) : soutient l'amendement n° 368 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée).

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3943) : soutient l'amendement de suppression n° 413 de M. Charles Lederman - Rôle essentiel des droits des délégués du personnel - **Art. 18** (*organisation des élections de délégués du personnel : coordination*) (p. 3947) : soutient les amendements de M. Charles Lederman n° 418, de suppression, n° 419 (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux obligations d'information du personnel par le chef d'entreprise) et n° 420 (suppression du paragraphe II de l'article tendant à supprimer le caractère annuel de la communication aux organisations syndicales par l'inspecteur du travail des copies des procès-verbaux de carence) - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3953) : soutient l'amendement de suppression n° 423 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4011) : se déclare opposée aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Danger de ces amendements - Augmentation des profits - Rôle moteur du pouvoir d'achat - **Art. 25** (*négociation sur le capital de temps de formation*) (p. 4030) : soutient l'amendement n° 441 de Mme Michelle Demessine (détermination par voie conventionnelle ou par voie contractuelle des conditions dans lesquelles chaque salarié bénéficie d'un temps de formation égal à 10 % de son temps de travail effectué) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4064) : soutient l'amendement n° 457 de Mme Marie-Claude Beaudou (obligation pour l'employeur de proposer une autre affectation à une femme dans l'impossibilité d'exercer son activité de nuit) - **Titre III** (*formation et insertion professionnelles*) (p. 4073) : son amendement n° 461 de suppression de la division et de son intitulé ; rejeté - Renforcement du contrôle du patronat sur le contenu des formations et sur les formations elles-mêmes avec les dispositions du titre III - Atteinte au principe de scolarité obligatoire jusqu'à seize ans - Danger des

mesures dites d'insertion professionnelle et du « SMIC jeunes » - Définition de grands objectifs - **Art. 31** (*décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes*) (p. 4075) : responsabilité de l'éducation nationale en matière de programme et d'élaboration de la carte des formations professionnelles - Danger du transfert aux régions de la formation initiale et continue des jeunes - (p. 4076) : ses amendements n° 464, de suppression, soutenu par Mme Paulette Fost ; n° 465, soutenu par M. Ivan Renar : suppression du b du paragraphe A de l'article relatif au principe du transfert à la région des compétences relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle ; n° 466, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du B de l'article 31 transférant à la région l'organisation des actions prioritaires de l'article L. 910-2 du code du travail ; et n° 467, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression des deux derniers alinéas du B de l'article 31 relatifs au délai de mise en place du transfert de compétences ; rejetés - **Art. 33** (*compétences réservées à l'Etat ; coordination*) (p. 4084) : son amendement de suppression n° 468, soutenu par Mme Michèle Demessine ; rejeté - **Art. 34** (*plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes*) (p. 4085) : problème de la cohérence nationale des politiques de formation - Diminution du financement des formations et des crédits destinés à la rémunération des stagiaires - Etablissements de formation sous la tutelle des employeurs - Son amendement de suppression n° 469, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 470 ; suppression de la formation initiale préparant à un diplôme du champ des compétences du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes ; n° 471 : extension à l'ensemble des acteurs politiques de l'établissement du plan régional de développement des formations professionnelles ; et n° 472, soutenu par Mme Michèle Demessine : précisions quant à la nature des organisations syndicales et patronales consultées sur l'élaboration du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes ; rejetés - (p. 4086) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 473 : approbation du plan régional de développement conjointement par le préfet de région et les autorités académiques ; rejeté ; et n° 474 : approbation des conventions par le conseil régional ; adopté - **Art. 35** (*droit à l'initiation professionnelle*) (p. 4093) : ses amendements n° 476 : suppression des dispositions relatives au cadre dans lequel la formation professionnelle est dispensée ; et n° 477, soutenu par Mme Michelle Demessine : formations spécifiques dispensées après la formation initiale ; rejetés - (p. 4094) : son amendement n° 478, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression de la dernière phrase de l'article relative à la mise en place des formations en concertation avec les entreprises et les professions ; rejeté.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36** (*classes préparatoires à l'apprentissage*) (p. 4113) : son amendement de suppression n° 479, soutenu par Mme Hélène Luc ; rejeté - **Art. 37** (*information sur l'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 4127) : nécessité d'accroître le nombre des conseillers d'information et d'orientation - Ses amendements, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 480 de suppression, et n° 481 : suppression des trois derniers alinéas du paragraphe I relatifs à l'information et à l'aide à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des jeunes ; n° 483 : suppression du paragraphe II abrogeant l'article 3 de la loi d'orientation du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique qui prévoit l'information des élèves sur la base d'une documentation ; rejetés ; et n° 482, soutenu par M. Robert Pagès : garantie de la qualité de l'information des jeunes par l'intervention des organisations syndicales ; devenu sans objet - **Art. 38** (*ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères*) (p. 4132) : son amendement de suppression n° 484, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 39** (*accueil des apprentis par les entreprises*) (p. 4140) : son amendement de suppression n° 491, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - Ses amendements n° 492, soutenu par M. Robert Vizet ; valeur nationale du diplôme ; et n° 496, soutenu par M. Robert Pagès : communication à l'inspection du travail, d'éléments relatifs aux conditions de mise en oeuvre de l'apprentissage ; rejetés - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) - **Paragraphe II** (*création de trois articles dans le code du travail*) (p. 4155) : son amendement de suppression n° 513, soutenu par M. Robert Vizet ;

rejeté - **Art. L. 981-9-1 du code du travail (contrat d'insertion)** (p. 4158) : ses amendements n° 514, soutenu par Mme Paulette Fost : convention entre l'Etat et les entreprises ; n° 515, soutenu par M. Ivan Renar : non renouvellement du contrat et durée de celui-ci ; soutenus par M. Robert Pagès, n° 516 : approbation de ce type de contrat de travail par l'inspecteur du travail ; n° 518 : obligation de la formation pour tout contrat d'insertion ; et n° 519 : suppression de la réalisation d'un « projet professionnel » ; n° 520, soutenu par M. Robert Vizet : modalités de conclusion des conventions entre l'Etat et les entreprises ; n° 517, soutenu par Mme Marie-Claude Beau-deau : détermination des conditions générales d'exercice du tutorat et du contenu des formations ; et n° 521, soutenu par Mme Hélène Luc : suppression de la délivrance par les entreprises d'un diplôme attestant une formation ; rejetés - **Art. L. 981-9-2 (reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et de la rupture anticipée du contrat)** (p. 4164) : ses amendements n° 522 de suppression, soutenu par Mme Paulette Fost ; n° 523, soutenu par M. Robert Vizet : alignement de la rémunération de tout jeune sous contrat d'insertion sur celle de tout autre salarié effectuant le même travail ; n° 524 : suppression de la variation de la rémunération en fonction de l'âge en cas d'ébauche de formation ; n° 525 : suppression des déductions des avantages en nature ; soutenus par Mme Hélène Luc, n° 526 : suppression des dispositions relatives à la rupture du contrat d'insertion à l'initiative du salarié avant l'échéance ; et n° 527 : rupture du contrat par le salarié avant son terme afin de pouvoir bénéficier d'une formation ; rejetés - **Art. L. 981-9-3 (conditions d'exonération de 50 % des cotisations sociales à la charge de l'employeur)** (p. 4166) : ses amendements n° 528 de suppression, soutenu par M. Robert Pagès, et n° 529, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de la réduction des cotisations patronales au titre des accidents du travail lors de l'embauche d'un jeune sous contrat d'insertion ; rejetés - **Paragraphe III (imputation des dépenses de formation des employeurs)** (p. 4168) : son amendement de suppression n° 530, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; rejeté - **Paragraphe IV (imputation des autres dépenses)** (p. 4169) : son amendement de suppression n° 531, soutenu par Mme Marie-Claude Beau-deau ; rejeté - **Art. 41 (négociation sur le recours aux contrats d'insertion en alternance)** (p. 4171) : son amendement n° 532 : suppression du paragraphe I prévoyant une négociation annuelle des organisations liées par une convention de branche sur les modalités de recours aux contrats d'insertion en alternance et aux contrats d'apprentissage ; et n° 533 : qualification nécessairement reconnue pour les salariés susceptibles d'exercer un tutorat ; rejetés - **Art. 42 bis (institution d'un diplôme de maître d'apprentissage)** (p. 4173) : son amendement n° 535, soutenu par Mme Hélène Luc : délai de mise en application ; devenu sans objet - **Art. 43 (assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche)** (p. 4177) : ses amendements n° 537, soutenu par Mme Marie-Claude Beau-deau : précision du champ d'application de l'article L. 931-28 du code du travail relatif aux congés accordés pour l'exercice de la profession d'enseignant par les salariés détachés ; et n° 538, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression des alinéas renvoyant à un décret d'application la définition du congé annuel de formation ; rejetés - **Art. 44 (gestion des fonds des formations en alternance)** (p. 4180) : son amendement n° 542, soutenu par M. Robert Pagès : développement des possibilités de mutualisation et de pérennité des dépenses de formation continue ; rejeté - **Art. 45 (crédit d'impôt formation continue et apprentissage)** (p. 4181) : ses amendements n° 544, de suppression, soutenu par M. Robert Pagès, et n° 545, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de l'article 244 quater C du code général des impôts relatif à la mise en oeuvre du crédit d'impôt formation ; rejetés - **Art. 46 (garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle)** (p. 4184) : rôle de l'Etat en matière de formation professionnelle - Inquiétude relative à l'article 46 - Avec le groupe communiste, s'oppose à cet article - (p. 4185) : son amendement n° 548, soutenu par M. Robert Pagès : maintien de l'habilitation des programmes de formation ; rejeté - **Art. 47 (procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle)** (p. 4187) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 549 et n° 550 : maintien des critères actuels pour l'agrément des organismes collecteurs des fonds destinés à la formation continue ; et n° 551 :

suppression d'une notion permettant l'agrément d'organismes qui ne pouvaient pas assurer leur mission ; rejetés - **Art. 48 (renforcement des contrôles administratifs et financiers des dispositifs de formation professionnelle)** (p. 4190) : ses amendements, soutenus par Mme Hélène Luc, n° 552 : suppression du I de l'article visant à abroger l'article L. 920-12 du code du travail relatif à la procédure sanctionnant les manquements aux obligations des intervenants en matière de formation professionnelle ; n° 553 : revalorisation semestrielle des rémunérations des titulaires des contrats de qualification ; n° 554 : suppression du b du paragraphe II visant à supprimer la notion de contrôle des moyens pédagogiques et matériels des organismes de formation ; et n° 555 : suppression du b du paragraphe III abrogeant les sanctions pénales pour non respect d'une mesure de suspension du droit de conclure des conventions de formation professionnelle ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) - Examen des crédits - Etat B - Titre IV (p. 5135, 5136) : situation des personnes sans domicile fixe - Lutte contre les mesures d'expulsion - Ville de Pantin - Proposition de loi communiste - Seine-Saint-Denis - Non-respect des engagements de l'Etat vis-à-vis de l'hôtel social de Gagny.

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5290, 5291) : conférence de Rio de Janeiro de juin 1992 appelée « sommet de la Terre » - Insuffisances du budget - Risques majeurs - Conservatoire du littoral - Aide aux associations - Lutte pour l'environnement - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Education nationale - (6 décembre 1993) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 5658, 5659) : écoles maternelles - Echec scolaire - Maîtrise de l'écriture et du langage - Département de la Seine-Saint-Denis - Nécessité de la mise en place d'un plan d'urgence.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5975, 5976) : locaux universitaires - Besoins en personnel ; enseignants ; personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service, ATOS ; personnels des bibliothèques universitaires - Premier cycle ; échec universitaire - (p. 5977) : aide sociale - Bourses - Conditions de vie et de travail - Insuffisance des crédits consacrés à l'enseignement supérieur et à la recherche - (p. 5978) : chute du budget de la recherche - Emploi dans les grands établissements publics de recherche - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 décembre 1993) - Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements par des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 6245) : son amendement n° 3313, soutenu par Mme Hélène Luc : aide aux investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat existant à la date de promulgation de la présente loi ; non retenu dans le vote unique (p. 6307) - (p. 6249) : son amendement n° 3315 : scolarisation par les établissements privés sous contrat de tous les enfants sans distinction, ni discrimination d'origine philosophique, religieuse ou sociale, ou de niveau scolaire ; non retenu dans le vote unique - Lettre du doyen Vedel - Conditions de discussion du présent texte et procédure du vote unique - Fonds publics et respect de certaines obligations par les établissements d'enseignement privés sous contrat - (p. 6254, 6256) : ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 3314 : impossibilité d'accorder une aide aux investissements aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour la construction d'un bâtiment nouveau sur le territoire d'une commune où une classe ou une école publique a été fermée dans les cinq années précédentes ; n° 3316 ; suppression des avantages consentis à certains établissements privés techniques ou agricoles par rapport à ceux qui sont consentis aux établissements publics et transparence des opérations ; et n° 3317 : suppression des dispositions prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de ces dispositions ; non retenus dans le vote unique - **Art. 2 (respect des orientations du schéma prévisionnel des forma-**

tions) (p. 6264, 6266) : ses amendements, n° 3319 soutenu par M. Robert Vizet : compatibilité des formations proposées par les établissements privés du secondaire avec les orientations définies par le schéma prévisionnel des formations ; et n° 3320, soutenu par M. Ivan Renar : droit de participation des représentants des parents d'élèves au conseil d'administration et au conseil de classe des établissements d'enseignement privés secondaire ; non retenus dans le vote unique - (p. 6266, 6268) : ses amendements, n° 3321, soutenu par M. Robert Vizet : suppression de l'association des représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat à l'élaboration des schémas prévisionnels des formations ; et n° 3323, soutenu par M. Ivan Renar : mise à la disposition des élèves d'un local dans chaque établissement et reconnaissance du droit d'association aux élèves des classes supérieures des lycées préparatoires et BTS ; non retenus dans le vote unique - **Art. 6 (application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 6274) : son amendement de suppression n° 3324, soutenu par M. Robert Vizet ; non retenu dans le vote unique - **Après l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé) (p. 6282) :** son amendement n° 3285, soutenu par M. Robert Vizet : application effective des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et des transferts financiers correspondants ; non retenu dans le vote unique.

BIMBENET (Jacques), sénateur du Loir-et-Cher (RDE).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant au comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES-TOM) ; de nouveau membre suppléant (*JO* Lois et décrets du 23 avril 1993).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension ; de nouveau membre suppléant (*JO* Lois et décrets du 13 mai 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - Suède.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement social** - [n° 105 (93-94)] tome 11 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 15 (*JO* Débats du 6 mai 1993) (p. 184) - Ministère : Affaires sociales - *Problèmes soulevés par l'hébergement des per-*

sonnes âgées dépendantes - (*Réponse : JO* Débats du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées.**

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 232) : présente sa question.

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative)** [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Art. 1^{er} (extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat)** (p. 1533) : son amendement n° 8, soutenu par M. Jean Chérioux ; extension du bénéfice du statut de pupille de la nation ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1556) : rapport Raynaud - Logique du système de retraite par répartition - Rôle du fonds de solidarité - Indexation des pensions - (p. 1557) : allongement de la durée des cotisations - Proposition de loi laissant aux partenaires la liberté de création et d'organisation du fonds de pension déposée avec plusieurs de ses collègues - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1610) : avec les membres du groupe du Rassemblement démocratique et européen, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992** [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3141) : avis favorable, à la quasi-unanimité, du groupe du RDE sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (logement social) - (p. 5119) : relance du logement social - Groupe d'études sénatorial sur les problèmes du logement aidé - Prêt d'accession à la propriété, PAP - Prêt à l'accession sociale, PAS - Fonds de garantie à l'accession sociale, FGAS - Utilisation des fonds du 1 % logement - (p. 5120) : prêts locatifs aidés d'insertion - Trésorerie des HLM - Prêt locatif intermédiaire, PLI - Opération programmée à l'amélioration de l'habitat, OPAH - Aménagement du territoire - (p. 5121) : allocation de logement social aux étudiants.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5855, 5856) : maintien de la qualité et de l'efficacité des services publics - Politique de déconcentration - Offre de services publics en milieu rural - Le groupe du RDE déclare voter, à la quasi-unanimité, les crédits de ce projet de budget.

BLAIZOT (François), sénateur de la Charente-Maritime (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques, puis membre de la commission des lois (*JO* Lois et décrets du 2 juin 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 205 (92-93)] présentée en application de l'article 73 bis du règlement par M.

Michel Poniatowski sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)] (28 avril 1993) - **Commerce extérieur.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 205 (92-93)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Michel Poniatowski sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 301 (92-93)] (12 mai 1993) - **Commerce extérieur.**

INTERVENTIONS

- **Résolution n°(300, 92-93) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)] - (27 mai 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 503) :** intérêts commerciaux de l'Europe - Equilibre des échanges - Données chiffrées - Concurrence sauvage - Réglementation européenne - Droit d'entrée en cas d'importation à des niveaux de prix inférieurs aux prix normaux - Paiement compensatoire lorsque les pays exportateurs ont accordé des subventions - Limitation des importations - Différentes sortes de « dumping » - Adoption des décisions définitives par la Communauté - Exemple des Etats-Unis - (p. 504) : proposition d'acte communautaire n° E-3 - Accélération des procédures décisionnelles - Nouveau règlement - Accroissement des pouvoirs de la commission - Rôle du conseil des ministres - Travaux de la commission des affaires économiques - Avis de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes - Mesures provisoires adoptées par la Commission - Délai accordé au Conseil des ministres pour les mesures définitives - Vigilance dans le domaine du commerce international - **Discussion de la résolution (p. 513) :** s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Félix Leyzour (rôle de la Commission et du Conseil des ministres ; nécessité de repousser la proposition n° E-3) - (p. 514) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Félix Leyzour (nécessité de ne pas augmenter les pouvoirs de la Commission des Communautés).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion - (30 septembre 1993) (p. 2718) :** Charente-maritime - Insuffisance des liaisons routières - Insuffisance du trafic sur les voies ferroviaires - Emplois industriels dans la fabrication de matériels ferroviaires - Exemple de l'usine GEC-Alsthom.

BLANC (Jean-Pierre), sénateur de la Savoie (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

BLANC (Paul), sénateur des Pyrénées-Orientales (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre du conseil d'administration du Conseil national du bruit (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 281) - Ministère : Equipement - **Contrats SNCF - Régions - Contrats.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion - (9 juin 1993) - Art. 4 (modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées) (p. 835) :** se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Pierre Lacour, retiré par son auteur et repris par M. Aubert Garcia (baisse du tarif des droits de consommation).

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Après l'art. 5 (p. 2178) :** son amendement n° 23, soutenu par M. Jean Chérioux : assouplissement de l'accès aux contrats de qualification ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - Art. 1^{er} (lutte contre la tuberculose) (p. 3444, 3445) :** se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Après l'art. 37 (p. 3506) :** son amendement n° 117, soutenu par M. Emmanuel Hamel : sociétés mutualistes d'étudiants ; adopté.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie) (p. 4340) :** se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - Responsabilité des experts - Suivi des criminels - Statistiques - (p. 4345) ; votera l'article 6.

BLIN (Maurice), sénateur des Ardennes (UC, puis président du groupe).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public jusqu'au 5 novembre 1993.

Membre titulaire du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité des prix de revient des fabrications d'armement (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport d'information fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la politique communautaire de la concurrence [n° 204 (92-93)] (26 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Communautés européennes**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Marcel Lucotte, Josselin de Rohan et Ernest Cartigny, et plusieurs de leurs collègues, relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 317 (92-93)] (25 mai 1993) - **Enseignement privé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense** - Exposé d'ensemble et dépenses en capital - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 46 (22 novembre 1993).

Question orale européenne avec débat :

n° 3 (JO Débats du 12 mai 1993) (p. 247) - Ministère : Industrie - *Politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne* - **Communauté économique européenne (CEE)**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 73, 74) : élections législatives - Sécurité - Aménagement du territoire - Services publics en zones rurales - Région parisienne - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Négociations du GATT - Bouversements en Europe - Situation économique de la France - Chômage - Revenu minimum d'insertion, RMI - Financement des régimes sociaux - (p. 75) : départements et territoires d'outre-mer - Polynésie - Rôle de la coopération franco-allemande dans la construction européenne - Système monétaire européen, SME - Logement - Education - Audiovisuel - Soutien du groupe de l'Union centriste à la politique du Gouvernement.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 247, 248) : présente sa question sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3685) : situation de l'emploi - Causes du chômage - (p. 3686) : poids des charges sociales - Rigidité du salaire minimum - Décalage entre la législation sociale et la réalité économique - Formalités administratives - Apprentissage - (p. 3687) : responsabilité des régions pour la formation professionnelle des jeunes - Affectation de la taxe d'apprentissage - Partage du travail - Travail illégal - Avec le groupe de l'Union centriste, apportera son soutien au projet de loi.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** - (19 novembre 1993) - **Explication de vote** (p. 10 et 11) : décision du Conseil constitutionnel sur la loi sur la maîtrise de l'immigration - Accords de Schengen - Exercice en commun des procédures d'accueil - Mise en place de véritables institutions communes européennes - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - Rapporteur spécial (exposé d'ensemble et dépenses en capital) (p. 5437, 5438) : évolution des crédits budgétaires - Etalement des programmes d'équipement militaire - Personnel des armées - (p. 5439) : moyens de financement : armée de terre, marine et armée de l'air - Crédits nucléaires - Recherche spatiale - (p. 5440, 5441) : domaine du renseignement - Défense « antimissiles » et dissuasion - Coopération européenne - Emploi - Accepte ce projet de budget.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5970, 5971) : rythme de croissance de la population étudiante - Carences en matière d'encadrement et de constructions universitaires - Taux d'échec aux examens - Orientation - Aménagement du territoire - Succès des universités nouvelles en Ile-de-France, au détriment des universités de proche province.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6086, 6087) : maîtrise des dépenses - Réduction du déficit budgétaire - Réforme de l'impôt sur le revenu - Fiscalité de l'épargne - Mesures en faveur des entreprises - Rapports financiers entre les collectivités locales et l'Etat - Agriculture - Insuffisance de certaines dotations en faveur des anciens combattants et du sport - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

BOEUF (Marc), Sénateur de la Gironde (S).

Décédé le 27 août 1993 (JO Lois et décrets du 29 août 1993) - Eloge funèbre le 26 octobre 1993.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant au conseil d'administration de l'Etablissement public d'hospitalisation de Fresnes.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ainsi que de la section de l'assurance des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgées de plus de cinquante-sept ans.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative)** [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1529) : loi de 1917 créant le statut de pupille de la nation - Extension du bénéfice du statut de pupille de la nation - Discrimination à l'égard des fonctionnaires des collectivités territoriales - Sapeurs-pompiers volontaires - **Art. 1^{er}** (extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat) (p. 1532) : son amendement n° 1 : extension de la mesure aux fonctionnaires territoriaux ; retiré - (p. 1533) : son amendement n° 2 : extension de la mesure aux sapeurs-pompiers volontaires ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1536) : avec le groupe socialiste, votera le texte.

BOHL (André), sénateur de la Moselle (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales ; en démission ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord en situation de chômage de longue durée, âgés de plus de cinquante-sept ans ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 13 mai 1993).

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier l'article L. 122-20 du code des communes [n° 237 (92-93)] (16 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Communes**.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur - Décentralisation** - [n° 106 (93-94)] tome 1 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3527, 3528) : genèse et évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Régime actuel - DGF des départements - DGF des communes - Emiettement des concours particuliers - Extension aux groupements de communes - (p. 3529, 3530) : réforme de la répartition - Dotation forfaitaire ; intégration des dotations spécifiques ; dotations de solidarité urbaine et de solidarité rurale - Dotation d'aménagement - Intercommunalité - Critère de potentiel fiscal - Avis favorable à l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3718) : illusion de la création d'emplois par la réduction du temps de travail - Reconversion industrielle - Mondialisation de l'économie - (p. 3719) : contradiction entre la fermeture d'usines françaises et l'installation d'usines étrangères - Communauté européenne - Monnaie unique - Nécessité de droits sociaux identiques pour les salariés européens.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur pour avis (décentralisation) (p. 5380) : administration territoriale de l'Etat et déconcentration - (p. 5381) : modernisation des préfetures - Concours de l'Etat - Budgets locaux - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Coopération intercommunale - Financement et plafonnement des dépenses électorales - (p. 5382) : traité de Maastricht : création du comité de régions - Avis favorable sur les crédits « décentralisation » de ce projet de budget.

BONNET (Christian), sénateur du Morbihan (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois,
- Membre titulaire du Comité des finances locales.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à alléger certaines procédures applicables aux collectivités territoriales [n° 243 (92-93)] (23 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 307 (92-93)] de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] (2 juin 1993) - **Elections**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 352 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 381 (92-93)] (23 juin 1993) - **Ordre public**.

Proposition de loi relative aux crimes et délits contre les mineurs [n° 31 (93-94)] (12 octobre 1993) - **Crimes, délits et contraventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 69 (93-94)] rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 75 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Elections**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 270) - Ministère : Equipement - **Protection des paysages - Environnement**.

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4389) - Ministère : Entreprises - **Simplification des formalités administratives - Formalités administratives**.

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1471) : commission des comptes de campagne - Régime des sanctions - Inéligibilité - Amendements du Gouvernement - Amélioration du dispositif existant - **Art. 1^{er} (faculté de régularisation des comptes de campagne du candidat de bonne foi)** (p. 1477) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - **Art. 2 (sanctions)** (p. 1478) : accepte l'amendement n° 2 du Gouvernement (faculté pour le juge de relever de l'inéligibilité le candidat de bonne foi) et s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Claude Estier (extension à toutes les élections de la portée de l'inéligibilité) - **Art. 3 (abrogations)** : accepte l'amendement de suppression pour coordination n° 3 du Gouvernement - **Après l'art. 3** (p. 1480, 1481) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 4 (suppression de l'interdiction de l'affichage militant avant les scrutins électoraux) et n° 5 (suppression de l'interdiction de distribuer des tracts durant la période électorale précédant les scrutins législatif, cantonal et municipal).

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1788) : textes législatifs antérieurs et jurisprudence - Nouveau cadre légal pour les contrôles d'identité - Champ des contrôles à finalité judiciaire - Cadre juridique des contrôles de police administrative - (p. 1789) : suppression des contrôles frontaliers et application des accords de Schengen - Texte attendu - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1800) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 1805) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commis-**

sion (p. 1807) : s'oppose à la motion n° 4 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission.

– **Rappel au règlement de Mme Hélène Luc** - (29 juin 1993) (p. 1814) : s'élève contre les propos de Mme Hélène Luc et proteste contre le dépôt de certains amendements à l'origine de manoeuvres d'obstruction.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2262) : dispositif législatif - Régularisation automatique des clandestins pratiquée en juillet 1981 - Régulation et maîtrise des flux migratoires - (p. 2263) : marché du travail déprimé - Communauté islamique - Accords de Schengen - Politique de l'immigration à l'échelle européenne - Etudiants étrangers - Aide nécessaire aux pays d'origine - Immigrés clandestins - Associations bénéficiant des crédits du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille, FAS - (p. 2264) : création d'une direction chargée du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2471, 2472) : inefficacité de la lutte contre l'immigration clandestine - Respect des droits de l'homme - Au nom du groupe des RI, se prononce favorablement sur le texte proposé.

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Rapporteur** - **Art. 1^{er} (suite)** - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2512) : sa motion n° 124, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 25 et n° 42 à n° 104 (exclusion de l'application du texte pour certaines gares et certains ports) ; adoptée - (p. 2518) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 105, de suppression, n° 106, n° 107, n° 108 relatifs aux modalités d'exécution des contrôles d'identité, n° 109 (suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la définition des contrôles judiciaires), n° 110 (contrôle d'identité de personnes majeures), n° 111 (suppression des mots : « quel que soit son comportement »), n° 112 (contrôles d'identité uniquement pour prévenir une atteinte imminente à l'ordre public), n° 113 (suppression de la référence aux biens), n° 114 (contrôles d'identité pour prévenir une atteinte à la sécurité des personnes ou des biens), n° 115 (suppression du troisième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la détermination et à l'étendue de la zone frontalière où les « contrôles Schengen » pourraient être effectués), n° 116 (contrôle d'une personne majeure), n° 117 (impossibilité d'effectuer un contrôle d'identité à l'égard de personnes exerçant des droits et libertés garantis par la Constitution), ainsi qu'aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 5 à n° 24, relatifs aux modalités d'exécution des contrôles d'identité, n° 28 (zones de contrôle en cas d'application des accords de Schengen ramenées de vingt à dix kilomètres), n° 29 (retour à vingt kilomètres dans les cas où l'on avait prévu quarante kilomètres), n° 30 (compétence du ministre des affaires européennes), n° 33 de coordination, n° 36 (distinction des simples infractions des crimes et délits), n° 37 (comportement du fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité) et n° 38 (présentation par le fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité de sa carte de police) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2519 à 2521) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 119 (assistance d'un avocat pour la personne conduite au commissariat), n° 120 (information de la personne gardée), et n° 118 (possibilité pour la personne gardée de faire prévenir la personne de son choix), ainsi qu'à l'amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 41 (délai de justification d'identité) - **Art. 1^{er} bis (modification de l'intitulé du chapitre III du titre II du Livre I^{er} du code de procédure pénale : des contrôles et vérifications d'identité)** (p. 2522) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 121 de M. Charles Lederman - **Art. 1^{er} ter (effet des dispositions instituant les contrôles particuliers prévus pour la mise en oeuvre des accords de Schengen à compter de l'entrée en vigueur de la convention de Schengen)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 122 de M. Charles Lederman - **Art. 2 (extension du nouveau régime des contrôles d'identité à la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 2523) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 123 de

M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** : utilité des contrôles d'identité - Propose le vote du texte adopté par l'Assemblée nationale.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2888, 2889) : Conseil constitutionnel - Politique d'immigration - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2912) : vote de ce texte par les sénateurs du groupe des Républicains et indépendants.

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 439 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Après l'art. 4** (p. 3347) : intervient sur les amendements identiques n° 13 de M. Alain Pluchet et n° 14 de M. Xavier de Villepin (adjonction à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent ») - « Loi Sapin » et ouverture du territoire national à la concurrence étrangère sans aucune réciprocité dans les autres Etats membres - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3348) : « loi Sapin » - Loi relative à l'administration territoriale de la République - Ne prendra pas part au vote.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Art. 6 (la dotation forfaitaire)** (p. 3589) : son amendement n° 37 : concours particuliers ; dotation touristique ; retiré.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4014) : focalisation médiatique sur une réduction de la durée du temps de travail mise en oeuvre sans diminution corrélative des salaires - Création de faux espoirs - Se déclare favorable aux amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires).

– **Conclusions du rapport de M. Luc Dejoie, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 2, 93-94) modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** [n° 76 (93-94)] - (15 novembre 1993) - En remplacement de M. Luc Dejoie, rapporteur - **Discussion générale** (p. 4233, 4234) : lois du 31 décembre 1990 relatives aux professions judiciaires et juridiques et aux sociétés d'exercice libéral - Dispense de stage ou de diplôme pour les conseils juridiques désirant intégrer la profession de notaire - Recours aux formations restreintes du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats - Sociétés d'exercice libéral - Avis favorable de la commission des lois - **Art. 2 (formations restreintes du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats)** (p. 4235) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (nouvelle rédaction).

– **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux** [n° 69 (93-94)] - (15 novembre 1993) - **Rapporteur** - **Discussion générale** (p. 4238) : renouvellement triennal par moitié des conseils généraux - Regroupement des scrutins pour les élections régionales et les élections cantonales - Dispositions transitoires - (p. 4239) : avantages du mode traditionnel de désignation des conseillers généraux - La commission propose au Sénat d'adopter ce projet de loi sans modification - (p. 4241) : scrutin proportionnel.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4822) : son amendement n° I-222 : application du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « 4 étoiles luxe » ; adopté.

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5141, 5142) : foisonnement des structures administratives - Tourisme scientifique, historique, culturel - Formation linguistique - (p. 5143) : enseignement du français à l'étranger - Inadaptation des textes d'application de la loi sur le littoral - Au nom du groupe des Républicains et des Indépendants, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5393, 5394) : gestion des collectivités territoriales - Base de calcul de la dotation globale de fonctionnement pour 1994 - Charges imposées aux départements et aux régions par l'Etat sans compensation financière - Conditions d'exercice des mandats territoriaux - Fonction publique territoriale.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** - *Deuxième lecture* [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Art. 6** (p. 6361, 6363) : votera cet article ainsi que les amendements de la commission, n° 1 (indexation des dotations touristiques et de la dotation ville-centre sur l'évolution de la dotation forfaitaire), n° 2, de précision, et n° 29, rédactionnel - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) - **Art. L. 234-13 du code des communes** (*dotation de solidarité rurale*) (p. 6376, 6379) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Louis Althapé (bourgs-centres : suppression de l'extension à des communes de dix à vingt mille habitants) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6387) : vote de ce projet de loi par le groupe des RI.

BONY (Marcel), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO : Débats du 17 décembre 1993) (p. 6427) - Ministère : Equipement - *Gestion de la SNCF et de son réseau* - **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)**.

Questions orales sans débat :

n° 86 (JO Débats du 8 décembre 1993) (p. 5776) - Ministère : Agriculture - *Conditions d'attribution de la prime à l'herbe* - (*Réponse* : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6513) - **Exploitants agricoles**.

n° 87 (JO Débats du 8 décembre 1993) (p. 5776) - Ministère : Agriculture - *Application des pénalités pour dépassement de références laitières* - (*Réponse* : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6514) - **Exploitants agricoles**.

n° 88 (JO Débats du 8 décembre 1993) (p. 5776) - Ministère : Agriculture - *Critères d'attribution de la prime à la vache allaitante* - (*Réponse* : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6515) - **Exploitants agricoles**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 340, 341) : Auvergne - Aggravation des déséquilibres territoriaux par la construction européenne - Rôle de l'Etat - Elevage - Montagne - Quotas laitiers - Désenclavement routier et ferroviaire - Services publics en zones rurales - Tourisme.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4823) : son amendement n° I-157, soutenu par M. René Régnauld : application du taux de TVA réduit aux activités équestres ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale** - *Deuxième lecture* [n° 109 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6521) : question de la transformation de l'Imprimerie nationale en société nationale - Réforme précipitée et sans concertation - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

BORDAS (James), sénateur d'Indre-et-Loire (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles - Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Proposition de loi, présentée avec MM. Jean Delaneau et Dominique Leclerc, portant réforme du code de l'urbanisme [n° 390 (92-93)] (24 juin 1993) - **Urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 2** (*respect des orientations du schéma prévisionnel des formations*) (p. 6260) : respect du schéma prévisionnel des formations et association des représentants des établissements d'enseignement secondaire privés sous contrat à l'élaboration de ces schémas - Harmonisation des divers enseignements - **Art. 3** (*des garanties quant à la destination des biens subventionnés*) (p. 6269) : garanties offertes aux collectivités qui attribuent les aides et transparence des rapports entre collectivités territoriales et organismes bénéficiaires - Soutient cet article - **Art. 6** (*application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6273) : soutient à l'enseignement privé et respect des engagements à l'égard de l'enseignement public.

BOROTRA (Didier), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

BOSSON (Bernard), ministre de l'équipement, des transports et du tourisme le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décret du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)] (8 avril 1993) - **Transports**.

Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)] (22 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Urbanisme**.

Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de

Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port [n° 445 (92-93)] (2 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Etablissements publics.**

Déclaration du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Transports.**

Projet de loi, présenté avec Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)] (4 novembre 1993) - **Sports.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean Delaneau : **Autoroutes** (*Liaisons autoroutières dans les pays de Loire*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 139).

de M. Christian Bonnet : **Environnement** (*Protection des paysages*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 270).

de M. Yvon Collin : **Logement (financement)** (*Prêts de l'A.N.H.A.*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 271).

de M. Yves Guéna : **Autoroutes** (*Autoroute Bordeaux-Périgueux*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 276).

de M. Paul Loridant : **Bâtiment et travaux publics** (*Plan de soutien au secteur du BTP*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 276).

de M. Paul Raoult : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Tarifs de la SNCF*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 278).

de M. Paul Blanc : **Contrats** (*Contrats SNCF - Régions*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 282).

de M. Jean-Paul Chambriard : **Permis de construire** (*Règles de délivrance des permis de construire*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1417).

de M. Ernest Cartigny : **Transports aériens** (*Situation du groupe Air-France*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1418).

de Mme Michèle Demessine : **Entreprises** (*Licenciements chez Dujardin et situation des dockers intermittents du port de Dunkerque*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1421).

de M. Jean-Jacques Robert : **Sécurité routière** (*Mesures à prendre en matière de sécurité routière*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4384).

de M. Félix Leyzour : **Transports routiers** (*Transports routiers de marchandises*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4385).

de M. Daniel Bernardet : **Aménagement du territoire** (*Aménagement du territoire dans le département de l'Indre*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4393).

de M. Marcel Bony : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Gestion de la SNCF et de son réseau*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6427).

de Mme Marie-Madeleine Dieulangard : **Constructions navales** (*Lutte contre les pratiques déloyales en matière de construction navale*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6432).

de M. Josselin de Rohan : **Transports maritimes** (*Ouverture du commerce maritime mondial*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6437).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 6 de M. Auguste Cazalet : **Bâtiment et travaux publics** (*Réalisation du tunnel routier du Somport (Pyrénées-Atlantiques)*) (JO Débats du 1^{er} mai 1993) (p. 157).

n° 11 de M. Roland Courteau : **Trains à grande vitesse (TGV)** (*Conditions d'implantation du TGV Languedoc-Roussillon*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 306).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)]** - (13 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 284) : financement des travaux ferroviaires - Lieux de perception de la taxe - (p. 285) : système SOCRATE - Simplification de la procédure des surtaxes - (p. 289) : qualité du système SOCRATE - Publication des arrêtés préfectoraux - (p. 290) : fonctionnement du système SOCRATE - Nouveaux tarifs - TGV-Nord - Réservations obligatoires - Lieux de perception de la surtaxe - **Art. 1^{er}** (*lieux de perception des surtaxes locales temporaires*) (p. 291) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Félix Leyzour et accepte l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de cet article ; intégration d'un nouveau texte dans le corps même de la loi du 15 septembre 1942).

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat, sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)]** - (29 septembre 1993) (p. 2643) : intérêt accordé par le Sénat aux domaines des transports et de l'aménagement du territoire - Complexité et imbrication des problèmes de transports - Exemple de la grève dans le métro parisien de la semaine dernière - Exemple de l'accident de poids lourd survenu le 28 août 1993 sur l'autoroute du Sud - (p. 2644) : sécurité routière - Difficultés du nouveau système de réservation de la SNCF, SOCRATE - Assouplissement de la réservation obligatoire sur les TGV - Révision des tarifs de la SNCF - Sensibilité des transports aux contraintes extérieures et à la conjoncture économique - Protection de l'environnement - (p. 2645) : urbanisme - Qualité des chemins de fer français - Transport aérien intérieur - Réseau routier et autoroutier - Performance de l'industrie aéronautique et ferroviaire - Perspectives de croissance - (p. 2646) : problème de congestion des infrastructures - Transports collectifs - Investissements en infrastructures - Amélioration de la sécurité dans tous les modes de transports - (p. 2647) : concurrence dans le transport routier de marchandises - Clarification des comptes des entreprises du secteur public - Réforme de la manutention portuaire et du plan « marine marchande » - Plan de redressement d'Air France - Harmonisation européenne - Part du coût du transport imputée à l'usager - Modulation des tarifs - Mode de décision dans le domaine des transports - Ecoute des citoyens - Rôle de l'Etat et des collectivités territoriales - (p. 2648) : priorités - Développement du transport collectif - Transport combiné rail-route - Voies navigables - (p. 2649) : service public.

Suite de la discussion - (30 septembre 1993) (p. 2719) : politique des transports - Position de la France dans la concurrence européenne et mondiale - Organisation du territoire pour une « France multipolaire » - Satisfaction des besoins quotidiens de déplacement - (p. 2720) : redéfinition du rôle des pouvoirs publics - « Intermodalité » - Conjugaison des efforts financiers - Contrats de plan Etat-régions - Secteur autoroutier - Nouveaux projets de TGV - Réorganisation de la SNCF - Gestion régionale - (p. 2721) : financement des nouveaux investissements de grande vitesse - Réseau routier et autoroutier - Autoroutes à péage - Régions défavorisées - Exploitation du réseau routier - Gestion du trafic - Informations routières - (p. 2722) : sécurité routière - Transports urbains - Région d'Ile-de-France - Nouveaux projets - Amélioration de la gestion des transports collectifs - Abus du droit de grève - Versement transport des entreprises - Place de la bicyclette - (p. 2723) : concurrence dans le transport routier de marchandises - Respect de la réglementation - Rééquilibrage de l'activité de fret de la SNCF - Autoroutes ferroviaires - Nouvelles liaisons fluviales à grand gabarit - Plan pluriannuel de soutien à la marine marchande - (p. 2724) : régime quirataire de financement des navires - Réforme du régime domanial des ports maritimes et des aéroports - Transports aériens - Redressement d'Air France - Missions d'Air Inter - (p. 2725) : liaisons intra-européennes - Pavillons de complaisance - Politique extérieure communautaire - Rôle de l'Etat - Concurrence dans le marché aérien intérieur - (p. 2726) : collectivités territoriales - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3142) : relance de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics - Réforme du droit de l'urbanisme - Sécurité juridique des décisions d'urba-

nisme - Répartition des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales - Plans d'occupation des sols, POS, annulés ou déclarés illégaux - (p. 3143) : limitation dans le temps du recours à l'exception d'illégalité pour vice de forme - Equilibre entre les différents acteurs du droit de l'urbanisme - Obligation pour celui qui attaque une décision d'en avertir le bénéficiaire - Décisions prises sous l'empire de procédures annulées pour des vices importants tel que le détournement de pouvoir ou l'absence de motivations - Cas du volet paysager du permis de construire - Modulation de la composition des dossiers de permis de construire en fonction de l'importance des projets - Programmes de référence de la loi d'orientation sur la ville - (p. 3144) : prorogation exceptionnelle du délai de validité du permis de construire - **Art. 1^{er}** (art. L. 125-5 du code de l'urbanisme : règles applicables en cas d'annulation ou de déclaration d'illégalité d'un document d'urbanisme) (p. 3154, 3155) : s'oppose aux amendements, n° 22 de M. Camille Cabana (exclusion du champ d'application de l'article 1^{er} des schémas directeurs) et n° 58 de M. Philippe Richert (cas où le préfet, à la demande du maire, constate par un arrêté motivé que le POS antérieur est incompatible avec les dispositions de l'article L. 121-10 ou qu'il s'est produit, parmi les circonstances de fait ou de droit, des changements entraînant son illégalité), et accepte l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission - **Art. 2** (validation de certains actes réglementaires et non réglementaires) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), et estime que l'amendement n° 59 de M. Philippe Richert est satisfait par ce dernier (cas où l'acte illégal ayant entraîné l'annulation figurait déjà dans le document d'urbanisme antérieur) - **Art. 3** (dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme) - Art. L. 600-1 du code précité (recours par voie d'exception pour vice de forme) (p. 3157) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 35 de M. Jacques Bellanger, n° 69 de M. Jean-Luc Bécart, ainsi qu'au sous-amendement n° 34 de M. Jacques Bellanger modifiant l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), qu'il accepte - (p. 3158) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Bellanger, n° 37 (nouvelle rédaction de cet article), n° 36 (cas de l'inobservation d'une formalité substantielle qui a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts que représentent les personnes mentionnées aux articles L. 122-1-1 ou L. 123-3) et n° 38 (suppression de la référence « aux documents en cause »), et sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), accepte le sous-amendement n° 53 de la commission saisie pour avis - (p. 3159) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Camille Cabana (impossibilité d'invoquer l'illégalité, passé le délai de deux ans suivant la date à laquelle les documents ont été rendus opposables aux tiers) - **Après l'art. L. 600-1 du code précité** (p. 3160) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Jacques Bellanger (réparation rapide de l'inobservation d'une formalité substantielle au cours de l'élaboration d'un document d'urbanisme) - **Art. L. 600-2 du code précité** (refus abusifs de permis de construire) : accepte les amendements n° 5 de la commission (application de l'article L. 600-2 uniquement aux refus annulés pour détournement de pouvoir) et n° 63 de M. Alain Lambert (nécessité que la nouvelle demande ou la déclaration soit déposée dans les six mois de la notification aux pétitionnaires de la décision rendue en dernier ressort) - **Art. L. 600-3 du code précité** (obligation de notification des recours) (p. 3161) : accepte les amendements de la commission n° 6 (cas de déféré du préfet ou du recours contentieux), n° 7 (cas du recours administratif) et n° 8 (procédure de notification qui doit intervenir dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours), ainsi que l'amendement n° 61 de M. Camille Cabana (application des dispositions envisagées pour les permis de construire également aux documents d'urbanisme réglementaires) - **Après l'art. L. 600-3 du code précité** (p. 3162) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Camille Cabana (cas où le recours pour excès de pouvoir contre un document d'urbanisme se révèle manifestement abusif) - (p. 3163) : accepte l'amendement n° 54 de la commission saisie pour avis (motivation des décisions de la juridiction administrative statuant sur une requête à fin de sursis à exécution d'une décision administrative) - **Art. 4** (décisions de préemption illégales) (p. 3164) : accepte les amendements identiques n° 10 de la commission et n° 40 de M. Jacques Bellanger (réduction du délai pendant lequel le droit de préemption se trouve paralysé), ainsi que les amendements identiques n° 11 de la commission et n° 41 de M. Jacques Bellanger (sup-

pression de la dernière phrase du texte proposé par cet article relative au prix fixé par le propriétaire) - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (application de ces dispositions uniquement aux décisions abusives, c'est-à-dire pour défaut ou insuffisance de motivation) - S'oppose aux amendements, n° 66 de suppression de M. Jean-Luc Bécart et n° 25 de M. Camille Cabana (non-application de cette sanction lorsque l'illégalité de la décision de préemption résulte d'un vice de forme ou de procédure) - (p. 3165) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 64 de M. Alain Lambert (cas où, le transfert de propriété ayant eu lieu, le droit de propriété aurait été restitué par décision judiciaire) - **Art. 5** (opérations d'aménagement) (p. 3167) : accepte l'amendement n° 65 de M. Alain Lambert (extension des dispositions proposées par l'article 5 à toutes les opérations d'aménagement) - **Demande de priorité** : accepte la demande formulée par la commission d'examiner en priorité l'amendement n° 56, qui tend à introduire un article additionnel après l'art. 8, avant l'amendement n° 62 - **Après l'art. 5 ou après l'art. 8 (par priorité)** (p. 3168) : estime que l'amendement n° 62 de M. Camille Cabana (non application de ces dispositions aux cessions réalisées par les collectivités locales au profit des personnes publiques ou privées avec lesquelles elles ont passé des conventions ou concessions d'aménagement au sens de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme) est satisfait par l'amendement n° 56 de M. Alain Lambert, qu'il accepte (suppression de l'article 51 de la loi du 29 janvier 1993 qui impose, à peine de nullité d'ordre public, la publication d'un avis préalablement à toute vente de terrain constructible ou de droits à construire consentis par une collectivité territoriale ou par une société d'économie mixte à une personne privée) - **Art. 6** (dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence) (p. 3171) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jean-Luc Bécart - (p. 3172) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Bellanger n° 42, n° 43 et n° 44 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article), et sur l'amendement n° 13 de la commission (conditions de délivrance du permis de construire ; possibilité pour l'autorité compétente d'édicter des prescriptions permettant d'assurer l'insertion et la limitation de l'impact visuel des bâtiments dans l'environnement), qu'il accepte, s'oppose au sous-amendement n° 45 de M. Jacques Bellanger - Sur les amendements de M. Camille Cabana, accepte les n° 26 (rôle du POS qui ne « délimite » plus des éléments du paysage à protéger mais les « identifie ») et n° 29 (date à laquelle le préfet peut exercer le droit de préemption par substitution dans certaines communes non dotées d'un POS et celle à compter de laquelle les mêmes communes devront s'acquitter de l'obligation prévue à l'article L. 302-6 du code de l'urbanisme), et s'oppose au n° 28 (suppression des dispositions en vigueur relatives aux programmes locaux de l'habitat) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 12 (abrogation des dispositions du code de l'urbanisme relatives au volet paysager de la demande de permis de construire) et accepte les n° 13 (conditions de délivrance du permis de construire ; possibilité pour l'autorité compétente d'édicter des prescriptions permettant d'assurer l'insertion et la limitation de l'impact visuel des bâtiments dans l'environnement), n° 14 (abrogation de l'article L. 300-5 du code précité relatif au programme de référence dans les quartiers à réhabiliter), n° 15, n° 16, et n° 17, de coordination - (p. 3176) : programmes locaux de l'habitat, PLH - **Après l'art. 6** (p. 3177) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Bellanger n° 46 (inclusion dans toute révision du POS de toute disposition qui a fait l'objet d'une application anticipée) et n° 47 (engagement de toute révision du POS) - Sur l'amendement n° 57 de M. Auguste Cazalet (précision de la notion de hameau), qu'il accepte, ses sous-amendements n° 72 ; rejeté ; et n° 73 ; adopté - (p. 3179) : accepte l'amendement n° 1 de M. François Trucy (stations d'épuration d'eaux usées avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle) - Sur l'amendement n° 32 de M. Paul Moreau (accord donné conjointement par les ministres chargés de l'urbanisme et des départements d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé), qu'il accepte, son sous-amendement n° 71 ; adopté - (p. 3180) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Rodolphe Désiré (réalisation de l'urbanisation avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé) - (p. 3181) : accepte l'amendement n° 55 de la commission saisie pour avis (déféré préfectoral et recours de droit commun qui est ouvert à tout citoyen

qui se prétend lésé par une décision administrative) - **Art. 7 (prorogation de certains permis de construire)** (p. 3182) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 49 de M. Jacques Bellanger et accepte l'amendement n° 18 de la commission (nécessité pour le titulaire du permis de construire de déclarer son intention d'engager des travaux) - **Après l'art. 7** (p. 3183) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Yves Guéna (procédure de recours au seul plan administratif en confiant à une instance collégiale, le collège régional du patrimoine et des sites, la possibilité d'examiner les dossiers litigieux ; désaccord avec l'architecte des bâtiments de France) - **Art. 8 (différé du paiement de certaines contributions d'urbanisme)** (p. 3185) : accepte l'amendement n° 33 de M. Alain Lambert (report de la première date d'exigibilité de ces différés taxes) - **Après l'art. 8** (p. 3185, 3186) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (levée de l'interdiction de faire de la publicité pour un lotissement préalablement à l'obtention de l'autorisation de lotir) et s'oppose au n° 31 de M. Camille Cabana (régime juridique des participations d'urbanisme) - **Sur l'ensemble** (p. 3187) : projet de réforme du code de l'urbanisme.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs - (27 novembre 1993) (p. 5035) : hommage aux agents de l'équipement - Plan de réforme statutaire - (p. 5036) : titularisations - Formation professionnelle - Ecole nationale des Ponts et chaussées - Crédits d'action sociale ; logement - Relations des directions départementales de l'équipement, DDE, et des conseils généraux ; conventions d'activité - Enseignement de l'architecture - (p. 5037) : crédits des écoles - Urbanisme ; renouveau de la planification ; politiques urbaines - Agences d'urbanisme - Protection des sites et paysages ; secteurs sauvegardés - Projet de réforme de la procédure d'élaboration du plan d'occupation des sols, POS - Simplification du certificat d'urbanisme et du permis de construire - Création du centre d'étude sur les réseaux, les transports et l'urbanisme installé à Lyon et du centre d'études et de prospectives des villes et territoires - (p. 5038) : demande l'adoption de ce projet de budget - (p. 5041, 5042) : débouchés des études d'architecture - Réforme de l'enseignement - Villes nouvelles - Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, CAUE - Effectifs du ministère de l'équipement - (p. 5043) : rapport entre les conseils généraux et les DDE ; souhaite éviter les partitions de subdivisions - Réforme de l'urbanisme - POS.

Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) (p. 5044) : présentation des crédits - Protection sociale - Etablissement national des invalides de la Marine, ENIM - (p. 5045) : formation - Ecoles nationales de la marine marchande - Formations de niveau secondaire - Brevets de commandement - Sécurité maritime - Organisation maritime internationale, OMI - Réglementation concernant les pétroliers - Contrôle des navires étrangers par les Etats européens ; navires hors normes - (p. 5046) : accord entre la France et la Grande-Bretagne - Equipements en matière de sécurité ; centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS ; création d'emplois - Modernisation de l'administration de la mer - Unités de surveillance du littoral - Flotte de commerce - Immatriculation dans les Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - Allègement de charges sociales et aide à l'investissement accordé à la flotte du pavillon national - (p. 5047) : réforme de la manutention portuaire - Docks - Observatoire de la compétitivité des ports - Dotation pour les investissements portuaires - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Association pour le développement du patrimoine maritime et fluvial de la France - Demande l'adoption de ces crédits - (p. 5062) : rattachement du secteur de la pêche au ministère de l'agriculture et du secteur de la mer et des ports au ministère de l'équipement et des transports - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Loi « littoral » - (p. 5063) : Compagnie générale maritime, CGM - Remboursement de la part maritime de la taxe professionnelle - Priorité de la desserte routière et ferroviaire des ports - Plans sociaux de la manutention portuaire - Compagnies étrangères exploitant les lignes transmanche - Réforme de la domanialité portuaire - Décision de la commission européenne sur le taux d'aide à la construction navale - (p. 5064) : immatriculation des

navires de commerce à Saint-Pierre-et-Miquelon - Organisation des pêches de l'Atlantique-Nord.

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (27 novembre 1993) (p. 5065) : crise internationale du transport aérien - Air France - (p. 5066) : crédits de recherche et d'aide à la construction aéronautique - Produit des redevances et de la taxe de sécurité et de sûreté sur les compagnies aériennes - Investissements - Formation des personnels navigants - Protocole de l'aviation civile de 1991 ; contrôle aérien ; effectifs - Recours à l'emprunt - (p. 5067) : météorologie nationale ; conséquences de la transformation en établissement public à caractère administratif - Personnels et effectifs - Dépenses de fonctionnement - Satellites météorologiques - (p. 5077) : budget annexe de l'aviation civile ; recours à l'emprunt ; dépenses à la charge de l'Etat - (p. 5078) : comptes de la Direction générale de l'aviation civile, DGAC - Affectation des taxes de sécurité - Groupement d'intérêt économique, GIE, DGAC-Veritas - Protocole de l'aviation civile de 1991 ; amélioration de la régularité du trafic - Négociations internationales sur le transport aérien - (p. 5079) : Air France ; déficit ; renégociation du plan social - (p. 5080) : Air Inter : danger des engagements pris par le précédent gouvernement - Ouverture prochaine à la concurrence internationale - Souhaite l'ouverture sur la péninsule ibérique et le Maghreb - Mission au service de l'aménagement du territoire ; péréquation - (p. 5081) : renégociation éventuelle des achats d'Airbus A 330 - Aéroports de Paris - Redevances aériennes et portuaires - Subvention à la construction aéronautique - **Examen des crédits - Etat C** (p. 5082) : s'oppose à l'amendement n° II-9 de M. Serge Vinçon (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre V) - Financement du moteur CSM, programme franco-américain entre la Société générale électrique et la SNECMA - (p. 5083) : Air France - Air Inter.

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) (p. 5084) : présentation des crédits - Exécution du Xe contrat de plan - (p. 5085) : contrats de plan Etat-régions - Investissements routiers - Crédits de paiement - (p. 5086) : schéma directeur autoroutier national - Programme d'investissement de la SNCF - TGV - Réalisation de lignes TGV avec l'Espagne et l'Italie - Sécurité routière ; programme d'exploitation des routes - Transport routier ; renforcement des contrôles ; contrat de progrès - Transports collectifs - Programme de sécurité de la RATP - (p. 5087) : investissements de la SNCF pour améliorer la sécurité des lignes de banlieue - Sécurité sur le réseau grandes lignes - Circuit de distribution de la SNCF ; achat de billets à l'avance - (p. 5102) : SNCF - Rentabilité du TGV - Relations entre la SNCF et les collectivités pour les dessertes régionales - (p. 5103) : accueil de l'utilisateur - Système SOCRATE - Réorganisation territoriale de la SNCF - Financement des transports en Ile-de-France - Transports collectifs en province ; conditions d'intervention de l'Etat - (p. 5104) : exemple de la ville de Rennes - Plan routier breton - Liaison entre les lignes TGV et les lignes régionales - Mission de conseil auprès de la SNCF - Tunnel du Somport - Financement des autoroutes concédées - Sécurité routière - Education à la route - Lutte contre les vitesses excessives - Poids lourds ; renforcement des contrôles - Inspecteurs du travail auprès du ministère de l'équipement - Péages ; expérience de modulation - (p. 5106) : sociétés d'autoroutes - Désenclavement du Massif central - RN 122 - Ecole des Ponts-et-chaussées - Section Alençon-Tours sur l'A 28 - Renouvellement du parc des trains express régionaux - (p. 5107) : réseau autoroutier dans la région Centre ; contournement de Châteauroux ; tracé de Langeais - Choix technologique pour les transports urbains de province - Zones périurbaines - (p. 5108) : politique des tarifs - Versement transport des entreprises.

Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5136, 5137) : résultats exceptionnels du tourisme - Maison de la France - Diffusion du chèque-vacances - Fidélisation de la clientèle - Evaluation de l'offre hôtelière - Réglementation des agences de voyages - (p. 5138, 5139) : instauration de commissions de soutien à l'hôtellerie - Formation dans les professions du tourisme - Emploi - Tourisme rural - Fonds d'intervention touristique - Agence française de l'ingénierie touristique, AFIT - (p. 5153) : entreprises hôtelières -

Réforme du calendrier scolaire - Fréquentation touristique - Côte d'Azur - Hôtellerie familiale - Réforme de la transmission des entreprises - Dotation touristique et dotation globale de fonctionnement - Comité des finances locales - Aménagement du territoire - Stations de sports d'hiver - Rapport Pascal - (p. 5154) : circulaire d'urgence en cas d'absence de neige - Réorganisation des structures administratives - Enseignants français à l'étranger - Loi « littoral » - Loi « montagne » - Tourisme associatif - Tourisme maritime - Fiscalité appliquée aux agences de voyages - Augmentation du budget du tourisme - Décrets d'application de la loi relative à l'organisation départementale du tourisme - (p. 5155) : tourisme social - Tourisme rural - Rapport de M. Jean-Jacques Descamps - Groupe « agriculture-tourisme » - Plan vert de M. Baylet - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 5156) : fonds de développement économique et social, FDES - Réalisation du schéma autoroutier - Axe Calais-Bayonne - Réalisation du tronçon Alençon-Tours - Arbitrage du Premier ministre.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture** [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6791) : équilibre entre les acteurs de l'urbanisme - Transparence dans les affaires d'urbanisme - Cession de droits à construire - Obligations à la charge des sociétés d'économie mixte - Conventions d'aménagement - Délégations de service public - Droits des associations - (p. 6792, 6793) : exception d'illégalité d'un acte administratif - Contentieux de l'urbanisme - Stabilité de la règle de droit et sécurité du citoyen - (p. 6798, 6799) : remerciements - Exception d'illégalité pour vice de forme - Droits des associations et des citoyens - Respect des paysages et du littoral - Création d'une station d'épuration à Toulon - **Art. 1^{er}** (p. 6802) : s'oppose à l'amendement n° 4 de la commission (texte applicable lorsque le POS antérieur au POS annulé ne peut être appliqué) - **Art. 2** (p. 6803) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Camille Cabana (inopposabilité des dispositions de l'article 1^{er} aux demandes de permis de construire actuellement en cours d'instruction) - **Art. 3 - Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme** (p. 6806) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 10 de M. Robert Laucournet, et n° 19 de M. Jean-Luc Bécart, ainsi qu'à l'amendement n° 5 de la commission (conditions de non-application des dispositions de cet article) - **Art. L. 600-3** : s'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean-Luc Bécart (suppression de la dernière phrase du premier alinéa du texte présenté pour cet article) - **Art. 4 (décisions de préemption illégales)** (p. 6807) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 11 de M. Robert Laucournet, et n° 20 de M. Jean-Luc Bécart ainsi qu'à l'amendement n° 9 de M. Alphonse Arzel (non-application de ces nouvelles dispositions aux espaces naturels sensibles) - **Art. 6** (p. 6809) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 27 de suppression, et n° 21 (nécessité de délimiter les éléments des paysages), ainsi qu'à ceux de M. Robert Laucournet n° 12, n° 13 et n° 14 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article) - **Art. 6 bis (opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne)** (p. 6810) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 15 de M. Robert Laucournet et n° 28 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 6 ter (possibilité exceptionnelle d'implantation sur la bande littorale de stations d'épuration avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle)** (p. 6811) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Robert Laucournet - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement n° 25 de M. Alain Lambert (report du délai de prescription de l'action en recouvrement des taxes d'urbanisme) - **Art. 9 (abrogation de l'article n° 51 de la loi Sapin)** (p. 6812) : s'oppose aux amendements, n° 29 de suppression de M. Jean-Luc Bécart, et n° 17 et n° 18 de M. Robert Laucournet (suppression successivement des premier et deuxième alinéas de cet article) - **Art. 11 (participations d'urbanisme susceptibles d'être exigées des constructeurs)** (p. 6813) : accepte l'amendement de suppression n° 34 de la commission - **Art. 12 (consultation des associations pour l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols)** (p. 6814) : s'oppose à l'amendement n° 7 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 13 (participation des associations à l'élaboration et la réalisation des schémas directeurs)** : accepte l'amendement n° 8 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. 14 (restauration,**

reconstruction ou extension limitée des chalets d'alpage existants) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du terme de « reconstruction ») - **Art. 15 (barèmes de supplément de loyer des organismes d'habitations à loyer modéré)** (p. 6816) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de M. Jean-Luc Bécart et demande le retrait des amendements de M. Alain Lambert, n° 23 et n° 31 (validité des transmissions effectuées à compter du 1^{er} janvier 1987) et n° 32 et n° 33 (point de départ du délai d'un mois au-delà duquel le barème devient exécutoire) - **Sur l'ensemble** (p. 6817, 6818) : travaux du Sénat - Vice de forme - Lois « montagne », « littoral » et « paysage » - Réforme du code de l'urbanisme.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 220 (93-94)] - (23 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6904, 6906) : article 51 de la loi Sapin - Dispositions relatives à la loi « montagne » - Exception d'illégalité - Loi « paysage » - Composition du comité syndical d'agglomérations nouvelles - **Art. 3** (p. 6907) : publicité des enquêtes publiques - **Sur l'ensemble** (p. 6909) : politique gouvernementale.

BOURDIN (Joël), sénateur de l'Eure (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 317 (92-93)] de MM. Marcel Lucotte, Maurice Blin, Josselin de Rohan, Ernest Cartigny et plusieurs de leurs collègues, relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 367 (92-93)] (16 juin 1993) - **Enseignement privé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 393 (92-93)] relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 394 (92-93)] (29 juin 1993) - **Enseignement privé**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Relations culturelles, scientifiques et techniques** - [n° 102 (93-94)] tome 11 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1412) - Ministère : Economie - **Conséquences à tirer des dernières prévisions économiques - Politique économique**.

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2825) - Ministère : Coopération - **Politique de coopération de la France - Coopération**.

Questions orales avec débat :

n° 26 (JO Débats du 26 mai 1993) (p. 426) - Ministère : Industrie - **Situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1465) - **Industrie textile**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 343) : dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes - Péréquation financière entre collectivités territoriales - (p. 344) : dotation de solidarité urbaine - Dotation de développement rural - Péréquation de taxe professionnelle.

– **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1461, 1462) : présente sa question.

– **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1842, 1843) : prise en compte des besoins des élèves des établissements privés sous contrat - Initiatives du Sénat en faveur de l'enseignement privé sous contrat - Parité entre les investissements des collectivités locales dans les établissements privés sous contrat et ceux dans les établissements publics - Définition d'un plafond des aides - Estimation des investissements sur une base départementale - Bénéfice des aides réservé aux seuls établissements privés sous contrat - (p. 1844) : référence au schéma prévisionnel des formations pour les collèges et les lycées - Inscription des concours aux investissements privés dans le cadre d'une programmation pluriannuelle - Caractère facultatif de l'aide des collectivités locales - Propose au Sénat d'émettre un vote conforme - **Demande de clôture de la discussion générale** (p. 1152) : se déclare favorable à la demande de clôture présentée par M. Josselin de Rohan - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1855) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Constitutionnalité de la proposition de loi soumise à l'examen du Sénat - **Question préalable** (p. 1860) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1866) : accepte la motion n° 3395 du Gouvernement, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements n° 3128 à 3143 de M. Claude Estier, n° 3325 à 3394 de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 339 à 3122 de M. Claude Estier - **Demande de priorité** (p. 1868) : se déclare favorable à la demande de priorité formulée par le Gouvernement sur les amendements n° 3145 à 3194 et n° 3195 à 3242 visant à insérer des articles additionnels après l'article 3 - **Après l'art. 3 (par priorité)** (p. 1869) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 3145 (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré) et n° 3195 (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré) - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** (p. 1870) : se déclare favorable à l'article 1^{er}, tel qu'il revient de l'Assemblée nationale - (p. 1874) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3272 de suppression, n° 3273 (priorité donnée au système éducatif), n° 3275 (réaffirmation du rôle essentiel du service public de l'éducation nationale), n° 3284 (obligation faite aux établissements d'enseignement privés sous contrat de respecter, dans l'enseignement qu'ils dispensent, les différents courants de pensée philosophique ou religieuse et de les traiter dans leur contexte historique, économique et social en toute impartialité), ainsi qu'à l'amendement n° 6 de M. Claude Estier (application de règles et d'obligations identiques dans l'enseignement privé sous contrat et dans l'enseignement public) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1876) : demande au Sénat d'adopter l'ensemble des articles dans la rédaction de l'Assemblée nationale - **Motion d'ordre** (p. 1879) : demande que le Sénat siège jusqu'à 8 heures.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - Rapporteur - **Art. 1^{er} bis** (p. 1928) : utilisation de citations par certains orateurs - (p. 1940, 1941) : déplore les conditions dans lesquelles le débat s'est déroulé - Attachement au principe de laïcité et au principe de neutralité - Etablissements d'enseignement privés sous contrat - Absence d'obligation pour les collectivités locales - Existence d'une majorité pour voter cette proposition de loi au cours des prochains mois.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3536) : dotation globale de fonctionnement, DGF, des communes - Financement de la dotation de solidarité urbaine et des avantages accordés aux groupements dotés de fiscalité propre - Epuisement de la péréquation par l'évolution de la garantie de progression minimale - (p. 3537) : regroupement et gel des dotations de base ; maintien des inéga-

lités existantes - Création de la dotation d'aménagement - Dotation de solidarité rurale - Critères d'éligibilité ; potentiel fiscal ; effort fiscal ; logements sociaux - Articulation avec la dotation de développement rural - (p. 3538) : demande le retour à l'indexation sur le PIB et son élargissement à partir de 1995.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Après l'art. 3** (p. 3582, 3583) : son amendement n° 28 : introduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle dans le calcul du potentiel fiscal ; retiré - **Art. 11 (la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale)** (p. 3608, 3609) : ses amendements n° 29 : élargissement des catégories de communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine ; et n° 30 : pondération des critères composant l'indice synthétique ; relèvement de la part du potentiel fiscal ; retirés - (p. 3617) : son amendement n° 31 : modification du plafond imposé pour l'effort fiscal ; adopté - (p. 3623) : son amendement n° 39 : non cumul pour une même commune de la dotation de solidarité rurale et de la dotation de solidarité urbaine ; retiré - **Art. 31 (rapport au Parlement sur l'application des dispositions de la loi)** (p. 3643) : se déclare favorable à l'amendement n° 116 du Gouvernement (chapitre spécifique aux concours particuliers de la dotation touristique et de la dotation villes-centres au sein de la dotation forfaitaire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3644) : vote de ce texte par le groupe des RI.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5716) : rigueur budgétaire - Besoins des pays africains - (p. 5717) : fédération des organisations non gouvernementales - VSNA et VSNE - Zone franc et franc CFA - (p. 5718) : élections présidentielles au Gabon - Afrique et démocratisation - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5736) : crédits consacrés aux relations culturelles, scientifiques et techniques - Régulation budgétaire - (p. 5737) : réorganisation des relations culturelles, scientifiques et techniques - Enseignement français à l'étranger - Rémunération des enseignants - Frais de scolarité - Avenir des établissements scolaires situés sur le territoire allemand - (p. 5738) : action télévisuelle - Avis favorable de la commission des affaires culturelles sur ce projet de budget.

– **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 6231, 6232) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 3268 et n° 3269 (modification de la taille de la commune prise en compte) - (p. 6235) : s'oppose à l'amendement n° 3270 de M. Claude Estier (modification de la taille de la commune prise en compte) - (p. 6237, 6238) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 3271 (modification de la taille de la commune prise en compte), n° 244 (précision relative à la base départementale prise en compte) et n° 243 (absence de conséquence de l'aide apportée aux établissements privés sur celle accordée aux établissements publics) - (p. 6239) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Claude Estier (identité des règles d'affectation de la taxe d'apprentissage pour les établissements d'enseignement privés et les établissements d'enseignement publics) - (p. 6242) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Claude Estier (conclusion d'une convention entre la collectivité territoriale et l'établissement d'enseignement privé précisant l'affectation de l'aide allouée) - (p. 6243, 6244) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 248 (remboursement des aides versées en cas de cessation totale ou partielle de l'activité d'enseignement) et n° 251 (application de ces dispositions aux établissements techniques et agricoles privés sous contrat) - (p. 6245) : loi Debré et respect de la liberté de conscience dans les établissements d'enseignement privés - S'oppose à l'amendement n° 255 de M. Claude Estier (respect de la liberté de conscience par l'enseignement dispensé dans les établissements d'enseignement privés) - (p. 6247) : s'oppose à l'amendement n° 3313 de Mme Danielle Bidard-Reydet (aide aux investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat existant à la date de promulgation de la présente loi) - (p. 6250) : s'oppose

à l'amendement n° 3315 de Mme Danielle Bidard-Reydet (scolarisation par les établissements privés sous contrat de tous les enfants sans distinction, ni discrimination d'origine philosophique, religieuse ou sociale, ou de niveau scolaire) - (p. 6252, 6253) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 260 (liberté donnée aux parents d'élèves des établissements privés d'adhérer à l'association de parents d'élèves de leur choix) et n° 261 (subvention publique accordée aux établissements d'enseignement privés après l'écoulement d'un délai de fonctionnement de cinq ans à partir de la date de leur création) - (p. 6259) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3314 (impossibilité d'accorder une aide aux investissements aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour la construction d'un bâtiment nouveau sur les territoires d'une commune où une classe ou une école publique a été fermée dans les cinq années précédentes), n° 3316 (suppression des avantages consentis à certains établissements privés techniques ou agricoles par rapport à ceux qui sont consentis aux établissements publics et transparence des opérations) et n° 3317 (suppression des dispositions prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de ces dispositions) ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 263 (indication des contreparties données par les établissements d'enseignement privés sous contrat quand ils bénéficient de ces aides) et n° 262 (obligation pour les formations offertes par les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations et dans le programme prévisionnel des investissements) - **Art. 2 (respect des orientations du schéma prévisionnel des formations)** (p. 6265, 6266) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3319 (compatibilité des formations proposées par les établissements privés du secondaire avec les orientations définies par le schéma prévisionnel des formations) et n° 3320 (droit de participation des représentants des parents d'élèves au conseil d'administration et au conseil de classe des établissements d'enseignement privés secondaire) - (p. 6268, 6269) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3321 (suppression de l'association des représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat à l'élaboration des schémas prévisionnels des formations) et n° 3323 (mise à la disposition des élèves d'un local dans chaque établissement et reconnaissance du droit d'association aux élèves des classes supérieures des lycées préparatoires et BTS) ainsi qu'à l'amendement de M. Claude Estier, n° 267 (obligation pour les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations) - **Art. 6 (application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 6276) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 3324 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Avant l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6281) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Claude Estier (application des lois Falloux, Ferry et Astier aux établissements d'enseignement privés hors contrat et de la loi Debré modifiée aux établissements d'enseignement privés sous contrat) - **Après l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6282, 6283) : s'oppose aux amendements n° 112 de M. Claude Estier (parité des aides et concours de toute nature apportés par les collectivités publiques aux établissements d'enseignement privés et aux établissements d'enseignement publics) et n° 3285 de Mme Danielle Bidard-Reydet (application effective des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et des transferts financiers correspondants) - **Après l'art. 2 (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6284) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 270 (respect total de la liberté de conscience dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat) et n° 272 (accueil de tous les enfants, sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat) - **Après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6285, 6286) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 284 (impossibilité pour les subventions publiques de contribuer à l'enrichissement de la personne physique ou morale propriétaire de l'établissement privé sous contrat) et n° 285 (impossibilité pour les personnes physiques ou morales propriétaires

d'établissements d'enseignement privés de s'enrichir indûment à l'occasion notamment de la fermeture d'un établissement d'enseignement public) - (p. 6286, 6287) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 286 (compatibilité entre les aides allouées aux établissements d'enseignement privés et le bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics) et n° 287 (impossibilité pour les subventions publiques allouées aux associations d'être reversées aux établissements d'enseignement privés) - (p. 6288, 6289) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 305 (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements privés du second degré à 5 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants) et n° 306 (égalité accordée par les communes aux classes d'écoles maternelles de l'enseignement privé sous contrat et de l'enseignement public) - (p. 6290, 6291) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 316 (application des mêmes règles d'affectation de la taxe d'apprentissage aux établissements d'enseignement secondaire sous contrat bénéficiant de l'aide des collectivités territoriales et des établissements d'enseignement publics) et n° 320 (inscription des investissements en faveur des établissements d'enseignement privés dans le cadre des schémas prévisionnels des formations de chaque région) - (p. 6292, 6293) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 324 (obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par des fonds publics de se conformer scrupuleusement aux règles et principes de la laïcité républicaine) et n° 325 (obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par les fonds publics d'assurer les missions de service public de l'éducation nationale) - (p. 6295) : s'oppose à l'amendement n° 326 de M. Claude Estier (obligation pour tout établissement d'enseignement privé subventionné par les aides publiques d'accueillir tous les enfants sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance) - (p. 6296) : s'oppose à l'amendement n° 338 de M. Claude Estier (application des articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente proposition de loi aux établissements d'enseignement technique et professionnel privés) - **Art. 3 bis (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré à 1 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants dans l'année budgétaire considérée)** (p. 6304) : accepte l'amendement de suppression n° A-1 du Gouvernement - **Art. 3 ter (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré à 2 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants)** : accepte l'amendement de suppression n° A-2 du Gouvernement.

– **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée - Deuxième lecture [n° 110 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Art. 1^{er} (constitution et fonctionnement de la société par actions simplifiée, SAS)** - **Art. 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 (les règles de constitution et de fonctionnement)** (p. 6837) : son amendement n° 7 : possibilité donnée aux caisses d'épargne de devenir actionnaires d'une SAS ; retiré.

BOURGES (Yvon), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (RPR).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier les articles L. 195-18 et L. 231-8 du code électoral [n° 107 (93-94)] (22 novembre 1993) - **Elections.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)]** - (15 avril 1993) (p. 87, 88) : aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Bretagne - Soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 357, 358) : Fonds structurels européens - Désenclavement de l'Ouest de la France - Collectivités territoriales - Contrats de plan.

BOURGOING (Philippe de), sénateur du Calvados (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Juge suppléant de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).
- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.
- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 420 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2609, 2610) : vote de ce projet de loi par le groupe des RI.
- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4268) : politique globale de l'immigration - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - (p. 4269) : avis du Conseil d'Etat - Accords de Schengen et responsabilité de l'Etat dans les demandes de droit d'asile - Zones « d'attente » - Procédure d'urgence de traitement des demandes d'asile - Réserve de souveraineté - La majorité du groupe des Républicains et indépendants suivra la commission.

BOUVIER (Raymond), sénateur de la Haute-Savoie (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.
- Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 26 mai 1993).

Membre suppléant du comité des finances locales.

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Philippe Richert et André Egu, tendant à harmoniser et à simplifier la protection des monuments historiques et des sites naturels [n° 440 (92-93)] (2 août 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2697, 2698) : transports ferroviaires - Département de la Haute-Savoie - Deserte Genève-Paris.

BOYER (André), sénateur du Lot (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire et au Cameroun du 8 au 17 février 1993 [n° 251 (92-93)] (8 avril 1993) - **Afrique**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 69 (*JO Débats* du 29 octobre 1993) (p. 3648) - Ministère : Santé - **Statut des pharmaciens gérants des hôpitaux** - (Réponse : *JO Débats* du 20 novembre 1993) (p. 4500) - **Pharmaciens**.

n° 70 (*JO Débats* du 29 octobre 1993) (p. 3648) - Ministère : Agriculture - **Crédits alloués à l'animation en milieu rural** - (Réponse : *JO Débats* du 20 novembre 1993) (p. 5506) - **Maisons familiales et rurales**.

BOYER (Eric), sénateur de La Réunion (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 18 (*JO Débats* du 26 mai 1993) (p. 428) - Ministère : Agriculture - **Importation à la Réunion d'animaux d'élevage vivs en provenance d'Australie** - (Réponse : *JO Débats* du 5 juin 1993) (p. 705) - **Départements et territoires d'outre-mer**.

n° 19 (*JO Débats* du 27 mai 1993) (p. 465) - Ministère : Education - **Insuffisance des effectifs dans les établissements scolaires de l'île de la Réunion** - (Réponse : *JO Débats* du 5 juin 1993) (p. 705) - **Enseignement secondaire**.

BOYER (Jean), sénateur de l'Isère (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Plan - [n° 103 (93-94)] tome 11 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol [n° 353 (92-93)] - (23 juin 1993) - Discussion générale (p. 1642) : projet d'implantation, par une société allemande, d'un poulailler géant dans le département de la Marne - Conséquences en matière de structures agricoles et d'aménagement rural - Votera cette proposition de loi tendant à proroger la réglementation instituée par la loi du 6 juillet 1992.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5347) : débat national - Réglementations et politiques européennes - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Projet de loi d'orientation sur l'aménagement du territoire - Etat et collectivités locales - (p. 5348) : analyse des crédits budgétaires - Exemple du premier district rural de France - Votera ce projet de budget.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5676, 5677) : aménagement culturel du territoire - Accès à la culture - Déséquilibre entre Paris et la province - Grands travaux parisiens - Bibliothèque de France - Département de l'Isère - Harmonisation entre les initiatives locales et les objectifs du Gouvernement - Envahissement de la culture américaine - Maison des artistes et Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs, AGESSA - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5865, 5866) : évolution des crédits budgétaires - Activités du Commissariat général du Plan - Préparation du XI^e Plan - Accepte ce projet de budget.

BOYER (Louis), sénateur du Loiret (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public d'hospitalisation de Fresnes jusqu'au 24 mars 1993.

Membre titulaire de la commission des comptes de la Sécurité sociale ; de nouveau membre de cette commission (JO Lois et décrets du 7 avril 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Santé et politique hospitalière - [n° 105 (93-94)] tome 2 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - Discussion générale (p. 1475, 1476) : élections cantonales - Juge de l'élection.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (santé et politique hospitalière) - (p. 5526) : engagement du Gouvernement en faveur de la santé publique - Structure et évolution des crédits - Priorités du ministère de la santé - (p. 5527) : réaffirmation des missions traditionnelles de la politique sanitaire - Maîtrise des dépenses de santé - (p. 5528) : politique hospitalière - Propose l'adoption des crédits du budget de la santé pour 1994.

BRACONNIER (Jacques), sénateur de l'Aisne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Routes et voies navigables - [n° 103 (93-94)] tome 12 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (routes et voies navigables) - Son intervention présentée par M. Pierre Dumas (p. 5092, 5094).

BRISEPIERRE (Paulette), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel.

Membre titulaire de la commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion** - (16 juin 1993) - Art. 9 (*manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1346) : se déclare opposée aux amendements de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 62 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture [n° 414 (92-93)]** - (8 juillet 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2365) : vote du projet de loi constitutionnelle par le groupe du RPR.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2473, 2474) : lutte contre l'immigration clandestine et intégration des étrangers en situation régulière - Devoirs des étrangers résidant en France - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

– Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - *Deuxième lecture* [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2565) : avec le groupe du RPR, votera la proposition de loi.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2911) : Conseil constitutionnel - Amélioration de l'efficacité des mesures d'expulsion - Liberté du mariage et mariages de complaisance - Vote de ce texte par le groupe du RPR.

BRIVES (Louis), sénateur du Tarn (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Président de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO* Lois et décrets du 9 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 8 octobre 1993) (p. 2818) - Ministère : Industrie - *Plan triennal de développement du Tarn - Aménagement du territoire.*

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5902, 5904) : avenir de l'industrie textile dans le département du Tarn - Révision de l'accord multifibres - Négociations sur le GATT - Avenir de la mégisserie - Services postaux en milieu rural - Bassin minier de Carmaux.

C

CABANA (Camille), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; en démissionne puis membre de la commission des finances (*JO* Lois et décrets du 14 avril 1993).

- Membre titulaire du Conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (*JO* Lois et décrets du 27 mai 1993).

Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public (*JO* Lois et décrets du 6 novembre 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna du 16 au 31 juillet 1992 [n° 299 (92-93)] (11 mai 1993) - **Territoires d'outre-mer**.

Proposition de loi relative au changement d'affectation des locaux à usage d'habitation [n° 350 (92-93)] (10 juin 1993) - **Logement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Culture - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 10 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 13** (*exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles*) (p. 881) : son amendement n° 69 : substitution à la déclaration d'achèvement, de la déclaration d'ouverture du chantier ; retiré.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 983) : nationalisations - Idéologie libérale - Protection des intérêts nationaux - (p. 984) : loi du 6 août 1986 - Limitation de la participation d'origine étrangère - Mérites de l'action spécifique - Capacité de la place financière - (p. 985) : paiements échelonnés des titres - Exemple britannique - Nécessité de poursuivre le projet de budgétisation des prestations familiales - Désignation des dirigeants des entreprises privatisables - Danger de choix précipi-

tés - (p. 986) : qualité des travaux des commissions - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi - (p. 1000) : perte d'emplois entre 1981 et 1984 du secteur industriel nationalisé et du secteur industriel privé.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 4** (*opérations de gré à gré*) (p. 1140, 1141) : conjoncture nationale et internationale - Banques privatisées - Evaluation des entreprises privatisées.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2714, 2715) : portée de la réforme - Organisation des transports parisiens - Rôle du syndicat des transports parisiens - Dégradation du service - Investissements - Capacité des budgets locaux - Fiscalité locale - (p. 2716) : fiscalité en région d'Ile-de-France - Perturbations dans les transports en commun - Décentralisation - RATP - Cas de la SNCF - Opinion publique.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3148) : complexité d'une réforme du droit de l'urbanisme - Décentralisation - Trop grand nombre de textes et de commentaires dans le code de l'urbanisme - (p. 3149) : loi d'orientation sur la ville - Ambiguïtés de la législation - Développement considérable du contentieux - Fonctionnement des juridictions administratives - Pratique des recours systématiques - (p. 3150) : crise du secteur du bâtiment et des travaux publics - Partage des compétences - Impératifs nationaux d'aménagement du territoire - Directives territoriales d'aménagement - **Art. 1^{er}** (*art. L. 125-5 du code de l'urbanisme : règles applicables en cas d'annulation ou de déclaration d'illégalité d'un document d'urbanisme*) (p. 3153) : son amendement n° 22 : exclusion du champ d'application de l'article 1^{er} des schémas directeurs ; adopté - **Art. 3** (*dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme*) - **Art. L. 600-1 du code précité** (*recours par voie d'exception pour vice de forme*) (p. 3156) : son amendement n° 23 ; impossibilité d'invoquer l'illégalité, passé le délai de deux ans suivant la date à laquelle les documents ont été rendus opposables aux tiers ; devenu sans objet - **Art. L. 600-3 du code précité** (*obligation de notification des recours*) (p. 3161) : son amendement n° 61 : application des dispositions envisagées pour les permis de construire également aux documents d'urbanisme réglementaires ; adopté - **Après l'art. L. 600-3 du code précité** (p. 3162) : son amendement n° 24, soutenu par M. Philippe Marini : cas où le recours pour excès de pouvoir contre un document d'urbanisme se révèle manifestement abusif ; retiré - **Art. 4** (*décisions de préemption illégales*) (p. 3163) : son amendement n° 25 : non application de cette sanction lorsque l'illégalité de la décision de préemption résulte d'un vice de forme ou de procédure ; adopté - **Après l'art. 5** (p. 3167) : son amendement n° 62 : non application de ces dispositions aux cessions réalisées par les collectivités locales au profit des personnes publiques ou privées avec lesquelles elles ont passé des conventions ou concessions d'aménagement au sens de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme ; devenu sans objet - **Art. 6** (*dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence*) (p. 3170) : ses amendements, n° 26 : rôle du POS qui ne « délimite » plus des éléments du paysage à protéger mais les « identifie » ; n° 29 : date à laquelle le préfet peut exercer le droit de préemption par substitution dans certaines communes non dotées d'un POS et celle à compter de laquelle les mêmes communes devront s'acquitter de l'obligation prévue à l'article L. 302-6 du code de l'urbanisme ; adoptés ; n° 27 : suppression de l'article L. 300-5 du code précité ; retiré ; et n° 28, soutenu par M. Philippe Marini : suppression des dispositions en vigueur relatives aux programmes locaux de l'habitat ; **Art. 7** (*prorogation de certains permis de construire*) (p. 3182) : son amendement n° 30 : nécessité pour le titulaire du permis de construire de faire une demande avant d'engager les travaux ; retiré - **Après l'art. 7** (p. 3183) : soutient l'amendement n° 21 de M. Yves Guéna (procédure de recours au seul plan administratif en confiant à une instance collégiale, le collège régional du patrimoine et des sites, la possibilité d'examiner les dossiers litigieux ; désaccord avec l'architecte des bâtiments de France) - **Après l'art. 8** (p. 3185) : son amendement n° 31 : régime juridique des participations d'urbanisme ; adopté.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3839) : son amendement n° 211 : rapport du Gouvernement sur le développement du chèque service et l'exonération fiscale ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 6** (*exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement*) (p. 4716) : son amendement n° I-1 : avancement de quelques semaines de la date d'application des mesures prévues ; rejeté - Nombre de transactions immobilières - (p. 4717) : soutient l'amendement n° I-77 de M. Philippe Marini (exonération des plus-values des SICAV en cas de réemploi des fonds dans l'acquisition de parts d'une société civile de placement immobilier) - **Après l'art. 6** (p. 4723, 4724) : soutient l'amendement n° I-85 de M. Philippe Marini (exonération définitive de la plus-value immobilière réalisée, dans la limite de certains plafonds, sous condition d'investissement dans un immeuble affecté exclusivement à l'habitation principale du contribuable et situé en France et formule de sursis d'imposition de la plus-value immobilière réalisée jusqu'à la cession de l'immeuble de logement dans lequel aurait été investi le produit de la cession lorsque cet immeuble n'est pas destiné à l'habitation principale du contribuable) - Relance de l'immobilier.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4740, 4741) : ses amendements, n° I-2 : extension de l'exonération des droits de succession et des droits d'enregistrement aux immeubles commencés à la date du 1^{er} juillet 1994 ; et n° I-3 : exonération des droits de première mutation accordée aux immeubles anciens ; retirés - Stock de logements - Imbrication des marchés immobiliers du neuf et de l'ancien - (p. 4742) : promesse du Gouvernement - Diminution des droits d'enregistrement.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 16 bis** (*institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives*) (p. 4876) : se déclare opposé à l'amendement n° I-55 de la commission (institution d'un droit de timbre de 75 F sur le recours exercé auprès des autorités administratives) - Excès des recours devant les juridictions administratives.

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5121) : aides au logement - Attribution des prêts locatifs aidés - (p. 5122) : nécessité du logement intermédiaire - Modalités d'accession à la propriété - Situation du logement des plus démunis - Répartition des fonds publics entre l'aide à la pierre et l'aide à la personne - Suggestion d'un projet de loi quinquennale pour le logement.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5579, 5580) : échancier de l'indemnisation - Retraites - Cas de surendettement des rapatriés réinstallés - Mémoire de Jacques Roseau - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5667, 5668) : évolution des crédits - Aménagement du territoire - Formation et sensibilisation de tous les publics à la culture - Rattachement du secteur de la francophonie au département de la culture - Ministère de la culture et ministère des affaires étrangères - Grands travaux parisiens - Opéra de Paris - Grands équipements culturels parisiens - Future Bibliothèque nationale de France - (p. 5669) : équipement des monuments historiques - Nouvelle loi de programme - Subventions de fonctionnement des établissements publics - Secteur du livre et de la lecture publique - Rattachement du secteur de la francophonie au ministère de la culture - Action internationale et inscription de ces crédits au ministère des affaires étrangères - Promotion de la langue française - Accepte ce projet de budget.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 35** (p. 6580) : son

amendement n° 36 : assouplissement du traitement des cessions de parts de fonds communs de placement à risques pour l'application du régime des plus-values à long terme ; adopté - **Après l'art. 41** (p. 6588) : soutient l'amendement n° 2 de M. Philippe Marini (accroissement de la part des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle revenant aux groupements de communes) - (p. 6589) : soutient l'amendement n° 3 de M. Philippe Marini (modalités de conversion des syndicats intercommunaux à vocation multiple en districts à fiscalité propre).

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** - *Deuxième lecture* [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6794, 6795) : débordements verbaux lors de l'examen de ce texte en première lecture à l'Assemblée nationale - Insécurité juridique - Accroissement des actions contentieuses - Accroissement des moyens - Conséquences économiques et sociales de la lourdeur des procédures juridiques - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi - **Art. 2** (*validation d'actes réglementaires et non réglementaires*) (p. 6802) : son amendement n° 2 ; non-opposabilité des dispositions de l'article 1^{er} aux demandes de permis de construire actuellement en cours d'instruction ; retiré - **Art. 3** - *Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme* (p. 6804) : son amendement n° 5 : conditions de non-application des dispositions de cet article ; adopté - **Art. 6** (p. 6809) : se déclare opposé à l'amendement n° 21 de M. Jean-Luc Bécart (nécessité de délimiter les éléments des paysages) - **Art. 11** (*participations d'urbanisme susceptibles d'être exigées des constructeurs*) (p. 6813) : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet.

CABANEL (Guy), sénateur de l'Isère (rattaché administrativement au groupe du RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Secrétaire de la délégation du Sénat pour les communautés européennes.

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Pierre Laffitte et Ernest Cartigny, tendant à instituer une garantie de paiement du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux [n° 294 (92-93)] (5 mai 1993) - **Logement**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes, sur le projet de IV^e programme-cadre pour la recherche et le développement technologique (1994-1998) [n° 96 (93-94)] (18 novembre 1993) - **Communautés européennes**.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** - Administration pénitentiaire [n° 106 (93-94)] tome 5 (22 novembre 1993).

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Art. 18** (*régime de certaines taxes sous redevances*) (p. 3472) : son amendement n° 120 : suppression du paragraphe VI de cet article relatif au

rattachement de la section « hydrologie » du Laboratoire national de la santé à l'Agence du médicament ; adopté - **Après l'art. 18** (p. 3474) : son amendement n° 121 : statut de la section hydrologie ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Justice - (8 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (administration pénitentiaire) - (p. 5793, 5794) : évolution des crédits de l'administration pénitentiaire - Accroissement de la population carcérale - Santé des détenus - Avenir de l'hôpital pénitentiaire de Fresnes - (p. 5795) : comités d'assistance aux libérés - Détention provisoire - Statut des personnels de l'administration pénitentiaire - Sécurité pénitentiaire - (p. 5796) : étude du concept de maison centrale à petit effectif - Ecole nationale de l'administration pénitentiaire - Projet de loi quinquennale sur la justice - Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire - Accepte les crédits de ce projet de budget pour l'administration pénitentiaire.

CALDAGUÈS (Michel), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Vice-président de la délégation du Sénat pour les communautés européennes.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 7 juillet 1993).
- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 168 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement [n° 170 (93-94)] (9 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Conférence des présidents** - (10 juin 1993) (p. 957) : projet de loi de privatisation - Scrutins publics.
- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Art. 2 bis (certificat d'hébergement)** (p. 2308) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la référence à l'attestation d'accueil) - (p. 2309) : se déclare favorable à l'amendement n° 17 de la commission (conditions d'octroi du visa délivré par le maire).

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 19 (demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière)** (p. 2396) : intervient sur l'amendement de suppression n° 149 de M. Charles Lederman - Immigrés clandestins et « négriers » - Réalités du terrain - **Art. 22 (demandeurs d'asile)** (p. 2414) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 153 de M. Charles Lederman - Abus en matière de droit d'asile - Demandes d'asile économique - Affaire des prostituées ghanéennes.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1993) - **Après l'art. 15** (p. 3934) :

intervient sur l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - Poids de la fraude dans la charge de l'assurance chômage.

- **Rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt** - (16 novembre 1993) (p. 4253) : banale mise en cause du Gouvernement sur l'ordre du jour.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5824, 5825) : faible audience de la chaîne ARTE - Qualité inégale des émissions d'ARTE - Diffusion critiquable par ARTE de l'émission « Mururoa, le grand secret » hostile aux essais nucléaires français - (p. 5826) : contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - Rôle du Parlement dans le domaine audiovisuel.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement [n° 168 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6636, 6637) : statut de la Banque européenne d'investissements, BEI - Participation dans le cadre de petites et moyennes entreprises - Vocation du Fonds européen d'investissement - Initiative européenne de croissance - « Livre blanc » sur la croissance, la compétitivité et l'emploi - Accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Art. 6 ter (proposition systématique de dépistage du sida)** (p. 6705, 6706) : importance du débat au Parlement - Nécessité de prendre des décisions tendant à un meilleur dépistage.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 220 (93-94)]** - (23 décembre 1993) - **Art. 3 (dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme)** - (p. 6907) : contentieux - Insuffisance des enquêtes publiques - Exemple de la déclaration d'utilité publique de la ligne de métro Météor.

CALMEJANE (Robert), sénateur de Seine-Saint-Denis (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 juin 1993) (p. 1419) - Ministère : Affaires sociales - **Difficultés dans l'attribution des pensions** - Pensions d'invalidité.

(*JO* Débats du 19 novembre 1993) (p. 4391) - Ministère : Intérieur - **Lutte contre le terrorisme** - Terrorisme.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5638, 5639) : prévention de l'échec scolaire - Revalorisation de l'apprentissage - Télévision éducative - Accroissement des dépenses - Zones rurales - Zones urbaines en difficulté - Renforcement de l'encadrement des élèves - Enseignement privé sous contrat - Place de l'éducation physique à l'école - Enseignement primaire - Inspecteurs départementaux - Budget de fonctionnement des inspections académiques - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

CAMOIN (Jean-Pierre), sénateur des Bouches-du-Rhône (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 391 (92-93)] adoptée par l'Assemblée nationale, relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 400 (92-93)] (1^{er} juillet 1993) - **Enseignement supérieur**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à organiser la lutte contre les termites [n° 428 (92-93)] (20 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Calamités et catastrophes**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement supérieur** - [n° 102 (93-94)] tome 6 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4387) - Ministère : Intérieur - **Inondations en Camargue - Catastrophes naturelles**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 15 bis (réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière)** (p. 894) : importance du patrimoine ancien - Secteurs sauvegardés - Bilan de la « loi Malraux » - Se déclare favorable à l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (caractère incitatif des dispositions fiscales applicables aux propriétaires d'immeubles situés en secteurs sauvegardés).

– **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2191) : étudiants - Loi Savary du 26 janvier 1984 - Principe d'autonomie des universités - (p. 2192) : loi du 20 juillet 1992 - Proposition d'extension des expériences statutaires dérogatoires autorisées dans les universités nouvelles.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2232, 2233) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, visant à limiter les possibilités de dérogation, n° 4 à n° 14 et n° 16 à n° 37 - **Art. 2 (modalités de détermination des nouvelles dispositions)** (p. 2239) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose aux n° 38 de suppression, n° 39 et n° 40 (majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration), accepte, puis après avis du Gouvernement, s'oppose au n° 41 (consultation du CNESER et de la conférence des présidents d'université) ainsi qu'aux n° 42 (encadrement du pouvoir d'appréciation du ministre chargé de l'enseignement supérieur), n° 43 (publication des statuts modifiés au bulletin officiel de l'éducation nationale) et n° 44 (évaluation des formules dérogatoires) - **Art. 3 (rapport relatif aux expérimentations)** (p. 2241, 2242) : s'oppose aux amendements n° 45 (rapport d'évaluation de la loi du 20 juillet 1992 remis au Parlement) et n° 46 (avis motivé du CNESER en annexe au rapport) de M. Claude Estier.

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2718, 2719) : liaison Mer du Nord-Méditerranée - Liaison Rhin-Rhône - Voies navigables de France.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4721) : son amendement n° I-31 : déductibilité du revenu foncier en qualité de

charges de la propriété des dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière et réalisée conformément à l'autorisation spéciale prévue par le code de l'urbanisme ; adopté.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4735) : son amendement n° I-32 : dispositions fiscales applicables aux propriétaires qui participent à des opérations groupées de restauration immobilière réalisées dans le périmètre des secteurs sauvegardés institués par la « loi Malraux » du 4 août 1962 ; retiré - Loi d'orientation sur la ville de 1991.

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (enseignement supérieur) - (p. 5961) : priorités budgétaires - Créations d'emplois - Personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service, ATOS - Action sociale - Recherche universitaire - Etudiants ; explosion démographique - Orientation - (p. 5962) : filière technologique supérieure - Plan « Université 2000 » - Aménagement du territoire ; antennes universitaires - Créations et redistribution de postes - Politique d'action sociale - Statut des établissements supérieurs - Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption de ce projet de budget.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 46** (p. 6594) ; son amendement n° 37, soutenu par M. Emmanuel Hamel : délivrance d'un duplicata de documents officiels pour les personnes victimes de catastrophes naturelles, sans perception de droit ou taxe ; adopté.

CANTEGRIT (Jean-Pierre), sénateur des Français établis hors de France (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre du conseil pour la protection sociale des Français de l'étranger.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1421) - Ministère : Travail - **Assurance chômage des Français expatriés - Français de l'étranger**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal** [n° 446 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3399, 3400).

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1993) - **Après l'art. 8** (p. 3885) ; son amendement n° 247 : exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) : son intervention, présentée par M. Xavier de Villepin (p. 5536 à 5538).

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5748) : mission sénatoriale d'observation des premières élections présidentielles pluralistes au Gabon - (p. 5749) : sécurité des Français de l'étranger - Fonds d'action sociale du ministère des affaires étrangères - Application des conventions de sécurité sociale signées par la France avec certains pays d'Afrique.

CARAT (Jacques), sénateur du Val-de-Marne (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Membre titulaire du conseil d'administration de la société nationale Radio France.
- Membre titulaire de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Cinéma - Théâtre dramatique - [n° 102 (93-94)] tome 2 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (cinéma et théâtre dramatique) - (p. 5671, 5672) : évolution des crédits du cinéma - Films français - Dérégulation temporaire accordée aux distributeurs américains United International Pictures, UIP - Importance du parc de salles - Rôle des municipalités - (p. 5673) : aide des collectivités territoriales aux exploitations cinématographiques en difficulté - Accès aux films - Reconnaissance de l'exception culturelle - Relance du secteur des industries techniques du cinéma - Doublage en anglais de films français à destination des Etats-Unis - Diffusion des films sur les chaînes de télévision - Accepte les crédits affectés au secteur du cinéma - Evolution des crédits destinés au théâtre dramatique - Théâtres nationaux - Comédie française - (p. 5674) : fréquentation des centres dramatiques nationaux - Nouveaux contrats type de décentralisation dramatique - Subventions d'investissement - Soutien aux compagnies indépendantes - Fonds de soutien pour le théâtre privé - Décentralisation - Aide aux collectivités territoriales - Accepte les crédits affectés au théâtre dramatique.

CARIGNON (Alain), ministre de la communication le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5812) : maintien de la chaîne culturelle franco-allemande - Financement de la future chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Constitution d'une charte du service public audiovisuel français - (p. 5813, 5814) : remboursement des exonérations de redevance - Evolution du budget du secteur public de l'audiovisuel - Renforcement des aides à la presse - Fonctionnement des nouvelles messageries de la presse parisienne, NMPP - Place de la France face à la concurrence des groupes multimédias internationaux - Plan quinquennal pour l'industrie des programmes audiovisuels - Livre blanc sur la production audiovisuelle - (p. 5831) : bilan des négociations sur le GATT pour le secteur audiovisuel - Ressources publicitaires de France Télévision - Institut national de l'audiovisuel, INA - Augmentation des moyens de Radio France - Aide de l'Etat à la presse écrite - (p. 5832) : syndicat de la presse parisienne, SPP - Nouvelles messageries de la presse parisienne, NMPP - Défense de

l'industrie française des programmes - Nécessité de diffuser ARTE par voie hertzienne - Programmation d'ARTE et contrôle du Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA - (p. 5833) : intérêt relatif d'une émission sur les essais nucléaires présentée par ARTE - Liaison entre ARTE et France Télévision - (p. 5834) : développement du câble - Négociations entre Canal Plus et l'Etat - **Examen des crédits - Après l'art. 44** (p. 5837) : s'oppose à l'amendement n° II-28 de M. Ivan Renar (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la redevance audiovisuelle).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6675) : forces et faiblesses du système audiovisuel français - (p. 6676) : création et accessibilité de la chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Extension du contrôle et du pouvoir de sanction du CSA - Encouragement des investissements privés dans le secteur audiovisuel - Rang des entreprises audiovisuelles françaises - Mesures destinées au développement de la communication audiovisuelle - (p. 6677) : quota de diffusion des chansons françaises - Rôle du CSA - Mesures d'assouplissement du régime d'autorisation des services privés - (p. 6697) : remerciements aux orateurs - Financement de la chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Chansons françaises - Attachement du Gouvernement au service public - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6700) : s'oppose à la motion n° 13 de M. Claude Estier tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Transparence des créations de chaînes - Danger de l'uniformité de l'information - **Question préalable** (p. 6718) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6719) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Ivan Renar (abrogation de l'article 73 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication et autorisant l'insertion d'une coupure publicitaire au milieu des films de cinéma présentés à la télévision) - **Art. 1^{er} A (bilan de l'application des dispositions législatives ou réglementaires intéressant le secteur audiovisuel intervenues depuis 1989)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 62 de M. Jean Cluzel - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6722) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Ivan Renar (maintien dans sa rédaction actuelle de l'article 45 de la loi de 1986 et définition des règles de fonctionnement de la future chaîne du savoir) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Pierre Laffitte (promotion des organismes de formation) - (p. 6724) : s'oppose aux amendements n° 51 de M. Ivan Renar (constitution du capital de la chaîne éducative) et n° 20 de M. Claude Estier (détention de la totalité du capital de la chaîne éducative par l'Etat) - (p. 6725) : demande le retrait de l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (absence de recours à des messages publicitaires et à un parrainage pour les programmes de la chaîne éducative) - (p. 6726) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de M. Pierre Laffitte (promotion de la chaîne d'accès au savoir) - (p. 6728) : demande le retrait de l'amendement n° 16 de M. Pierre Laffitte (création d'une fondation chargée de faciliter la production de programmes audiovisuels d'accès au savoir) - Objectif de la mission sénatoriale et du Gouvernement - (p. 6729) : accepte les amendements de la commission, n° 2 (négociations par les sociétés d'auteurs, de conventions déterminant les conditions de réalisation et d'utilisation des émissions de la chaîne par les établissements d'enseignement) et n° 3 rédactionnel et s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Ivan Renar (réalisation des investissements techniques nécessaires à une réception satisfaisante des programmes de la chaîne) - (p. 6730) : demande le retrait de l'amendement n° 22 de M. Claude Estier (examen du cahier des charges de la chaîne par le CSA) - **Art. 1^{er} bis (création de chaînes parlementaires)** (p. 6731) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et prise en compte du calendrier parlementaire) et, sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 23 de M. Claude Estier - **Avant l'art. 2** (p. 6732) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Ivan Renar (composition du conseil supérieur de l'audiovisuel) - **Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** - **Art. 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 (mise en oeuvre par le CSA du mécanisme de la mise en demeure)** (p. 6734) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 44 de M. Henri Goet-

schy (extension du droit de saisine du CSA) - (p. 6735) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Claude Estier (élargissement du pouvoir de saisine aux associations de téléspectateurs) - **Art. 48-2 de la loi précitée (possibilité pour le CSA de prononcer une sanction pécuniaire)** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Claude Estier (suppression de la sanction pécuniaire) - **Après l'art. 2** (p. 6736) : accepte l'amendement n° 5 de la commission (saisine du CSA par les associations familiales et le Conseil national des langues et cultures régionales) - **Art. 4 A (décrochages régionaux des télévisions privées)** (p. 6739) : s'oppose aux amendements de suppression n° 55 de M. Ivan Renar et n° 26 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 6 de la commission (prohibition du parrainage) - **Avant l'art. 4** (p. 6740) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (possibilité pour le CSA de refuser une autorisation d'émettre à un opérateur qui aurait émis de façon pirate en violant des droits d'auteurs) - **Art. 4 (présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle)** (p. 6743) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (application de la nouvelle procédure de renouvellement des autorisations) et s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 28 de suppression, n° 29 (durée de l'autorisation initiale pour les services de radiodiffusion), n° 30 (précision et restriction des cas de reconduction tacite de l'autorisation), n° 31 (détermination des conditions dans lesquelles le renouvellement automatique d'une autorisation porterait atteinte au pluralisme) et n° 32 (publication des décisions de reconduction d'autorisations et des décisions de ne pas procéder à un appel de candidatures), ainsi qu'à l'amendement n° 56 de M. Ivan Renar (suppression du principe de tacite reconduction pour l'utilisation d'un canal de diffusion audiovisuelle) - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias)** (p. 6745) : son amendement n° 66 : principe législatif d'une chronologie des médias ; adopté - (p. 6746) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de M. Ivan Renar - **Art. 6 (autorisation temporaire d'exploitation d'un service de radio-diffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre)** (p. 6747) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 58 de M. Ivan Renar - **Art. 6 bis (contribution des diffuseurs au développement de la production des oeuvres cinématographiques et audiovisuelles)** : accepte l'amendement de suppression n° 9 de la commission - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6752) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (application du quota) et demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Henri Goetschy (extension du quota aux langues régionales) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (respect des quotas aux heures d'écoute significatives) et, sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 65 de M. Jacques Habert.

CARON (Paul), sénateur de la Seine-Maritime (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat, puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à abroger l'article 27 de la loi de finances pour 1993 (n° 92-1376 du 30 décembre 1992) [n° 238 (92-93)] (17 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Taxe professionnelle.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Cambodge et au Vietnam du 26 février au 9 mars 1993 [n° 268 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Asie du Sud-Est.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 281) - Ministère : Affaires sociales - **RMI - Revenu minimum d'insertion (RMI).**

Questions orales avec débat :

n° 14 (*JO Débats* du 13 mai 1992) (p. 1085) - Ministère : Jeunesse et sports - **Bilan des jeux Olympiques d'hiver d'Albertville** - (*Caduque* : mars 1993) - **Sports.**

n° 15 (*JO Débats* du 13 mai 1992) (p. 1085) - Ministère : Jeunesse et sports - **Politique menée à l'égard des associations de loisirs et d'éducation populaire** - (*Caduque* : mars 1993) - **Associations.**

Questions orales sans débat :

n° 67 (*JO Débats* du 28 octobre 1993) (p. 3566) - Ministère : Affaires sociales - **Equilibre financier de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales** - (*Réponse* : *JO Débats* du 20 novembre 1993) (p. 4493) - **Collectivités locales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)]** - (21 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3334) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes [n° 175 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Art. 2 bis (appellation commerciale des ouvrages d'or)** (p. 6604) : son amendement n° 27 : suppression de l'application de l'appellation « or » pour les ouvrages de dix-huit carats ; retiré - **Art. 6 (droit spécifique)** (p. 6607) : son amendement n° 28 : taxation au prorata du poids de métal précieux contenu dans chaque ouvrage ; devenu sans objet - **Art. 13 (obligation de la garantie de l'Etat)** (p. 6611) : sur l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission, son sous-amendement n° 29 : remplacement de la procédure d'apport à la marque par un dispositif plus souple pour les entreprises ; retiré.

CARRÈRE (Jean-Louis), sénateur des Landes (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1847) : abrogation partielle de la loi Ferry du 30 octobre 1886 - Liberté d'enseignement - Financement des investissements de l'enseignement privé par les collectivités territoriales - Service public de l'éducation - Concept de laïcité - (p. 1848) : insuffisance des finances publiques destinées à l'enseignement public - Economie de marché - Obligations faites à l'enseignement public - Rôle de l'Etat d'organiser un enseignement public, gratuit et laïc - Elections cantonales et municipales - (p. 1849) : défense de l'école laïque - **Après l'art. 3 (par priorité)** (p. 1869) : soutient l'amendement n° 3195 de M. Claude Estier (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré) - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** (p. 1875) : caractère flou de la rédaction de l'article 1^{er} - Votera donc contre l'article 1^{er} - **Art. 1 bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1879) : soutient l'amendement n° 237 de M. Claude Estier (suppression des mots « dans le respect de leur caractère propre ») - (p. 1882, 1888) : soutient les amendements de M. Claude

Estier, n° 247 et n° 3247 relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 1907, 1908) : soutient l'amendement n° 3251 de M. Claude Estier, relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Rédaction confuse de cet article - Potentiel d'élèves scolarisables - Problème des regroupements de communes - (p. 1912, 1913) : soutient l'amendement n° 3254 de M. Claude Estier, relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Potentiel fiscal des communes - Application des dispositions aux communautés de communes, aux syndicats intercommunaux à vocation unique scolaire, aux groupements de communes et aux districts - Amendement de repli en réponse à la procédure de vote unique choisie par le Gouvernement - (p. 1916) : soutient l'amendement n° 3257 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Rédaction confuse de cet article - Financement des constructions pour des syndicats de communes, pour des communes centres, pour des syndicats intercommunaux à vocation unique scolaire et pour des communautés de communes - (p. 1925 à 1927) : soutient l'amendement n° 3264 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Problème des communautés de communes, des syndicats intercommunaux à vocation unique scolaire - Décret en Conseil d'Etat.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2199) : généralisation des possibilités de dérogations statutaires et financières - Déréglementation - (p. 2200) : risque de privatisation rampante - Diplômes - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2204, 2205) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Absence d'encadrement législatif aux dérogations autorisées par le seul pouvoir réglementaire - Conséquences sur les présidents d'université, sur la composition et l'élection des conseils et la représentation des catégories - Régime financier - Droits universitaires - Unités de formation et de recherche, UFR - Principe constitutionnel de fixation par le législateur des règles concernant la création d'établissements publics - Principe d'indépendance des professeurs d'université.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (*extension du système dérogatoire*) (p. 2226 à 2232) : soutient les amendements de M. Claude Estier, visant à limiter les possibilités de dérogation, n° 4, n° 8, n° 6, n° 10, n° 18, n° 19, n° 26 à n° 33 et n° 37 - Présidents d'université - Droits d'inscription - (p. 2234) : Communauté européenne et universités - (p. 2237) : vote du groupe socialiste contre l'article premier - (p. 2238, 2239) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 39 et n° 40 (majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration), n° 41 (consultation du CNESER et de la conférence des présidents d'université), n° 43 (publication des statuts modifiés au bulletin officiel de l'éducation nationale) et n° 44 (évaluation des formules dérogatoires) - (p. 2241) : vote du groupe socialiste contre l'article 2 - **Art. 3** (*rapport relatif aux expérimentations*) (p. 2242) : soutient l'amendement n° 46 de M. Claude Estier (avis motivé du CNESER en annexe au rapport) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2243) : vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) - (p. 2686) : problèmes d'infrastructures - Aménagement du territoire - Rééquilibrage - Coordination entre les contrats de plan Etat-régions et les décisions nationales pour l'aménagement du territoire - Exemple de l'Aquitaine - (p. 2687) : façade Atlantique - Projet de TGV Atlantique - Problème du tunnel du Somport.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3314) : opportunité de ce texte - Répression de l'ivresse dans les stades - Champ d'application de ce projet de loi - (p. 3315) : accroissement des sanctions pénales et institution de nouvelles infractions - Peine d'interdiction de stade et modalités d'application - Procédure d'urgence - Le groupe socialiste ne s'opposera pas systématiquement à ce texte - **Art. 1^{er}** (*amé-*

nagement du dispositif pénal existant) - **Art. 42-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 (répression de l'ivresse dans une enceinte sportive)** (p. 3323) : sur l'amendement n° 1 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 26 ; rejeté - Son amendement n° 13 : nouvelle rédaction ; devenu sans objet - **Art. 42-5 de la loi précitée (répression de l'introduction de boissons alcooliques dans une enceinte sportive)** (p. 3325) : son amendement n° 14 : suppression des mots : « soumise à l'homologation » ; devenu sans objet - **Art. 42-7 de la loi précitée (provocation à la haine ou à la violence)** (p. 3326) : son amendement n° 15 : suppression de la référence à l'homologation et caractère manifeste des agissements concernés lors du déroulement d'une manifestation sportive ou de la transmission en public de celle-ci dans une enceinte sportive ; retiré - **Art. 2 (droit des fédérations sportives et des associations agréées de se constituer partie civile)** (p. 3327) : retire son amendement n° 16 au profit de l'amendement analogue n° 9 de la commission (modification des références et limitation du droit des associations de se constituer partie civile dans le cas d'infractions commises à l'occasion de manifestations sportives) - **Art. 3 (renforcement du dispositif pénal)** - **Art. 42-8 de la loi précitée (répression de l'introduction de fusée ou artifice ou d'objet susceptible de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique dans une enceinte sportive)** (p. 3328) : son amendement n° 17 : référence à l'article 102 du code pénal ; rejeté - Se déclare favorable à l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (répression de la tentative d'introduction d'armes par destination ou de pièces d'artifice que si celle-ci s'accompagne de violence ou de fraude) - **Art. 42-9 de la loi précitée (sanction du jet d'un projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes)** (p. 3328, 3329) : son amendement n° 19 : sanction de l'utilisation ou de la tentative d'utilisation des installations mobilières ou immobilières de l'enceinte sportive comme projectile ; adopté - **Art. 42-10 de la loi précitée (sanction du fait de troubler le déroulement de la compétition ou de porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens en pénétrant sur l'aire de compétition)** : son amendement n° 20 : constitution de l'infraction s'il est porté atteinte à la sécurité des personnes ; rejeté - Pénétration sur les aires de jeux à l'issue du temps de jeu - **Art. 42-11 de la loi précitée (peines complémentaires applicables en cas de méconnaissance des dispositions précitées relatives au maintien de l'ordre dans les enceintes sportives)** (p. 3330) : son amendement de précision n° 21 ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3334) : le groupe socialiste diverge sur la méthode à appliquer mais votera ce texte.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4121) : votera les amendements de suppression n° 189 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 479 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Mauvaise image de marque de l'orientation vers la formation professionnelle et l'enseignement technique - Regret d'une absence de simulations à l'échelle des collectivités - **Après l'art. 36** (p. 4126) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de M. Alain Vassel (compensation par les régions des dépenses engendrées par l'implantation de classes de troisième et quatrième technologiques dans les établissements scolaires du second degré) - **Rappel au règlement** : interroge le président de séance sur le vote de l'article 36 - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4144) : réticence des parents à orienter des enfants dans des classes préparatoires à l'apprentissage - Lycées professionnels - Nécessité d'une meilleure adéquation entre débouchés et formation - (p. 4146) : se déclare favorable à l'amendement n° 316 de M. Daniel Goulet (simplification de la procédure d'agrément) - **Art. 40 (contrats d'insertion)** (p. 4153) : contestation de la logique économique sous-tendant l'article 40 - **Paragraphe I (suppression des articles L. 981-6 à L. 981-9 du code du travail, relatifs au contrat d'adaptation et au contrat d'orientation)** (p. 4154, 4155) : soutient l'amendement de suppression n° 195 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Atteinte au caractère paritaire - Négociations avec les partenaires sociaux - **Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail)** - **Art. L. 981-9-1 du code du travail (contrat d'insertion)** (p. 4163) : se déclare favorable à l'amendement n° 514 de Mme Danielle Bidard-Reydet (convention entre l'Etat et les entreprises) - (p. 4164) : se déclare favorable

aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 519 (suppression de la réalisation d'un « projet professionnel ») et n° 521 (suppression de la délivrance par les entreprises d'un diplôme attestant une formation) - **Avant l'art. 43** (p. 4175) : interrogation sur la durée de l'expérience professionnelle exigée - Se déclare opposé à l'amendement n° 111 de la commission (recrutement de professeurs associés) - **Art. 45** (*crédit d'impôt formation continue et apprentissage*) (p. 4183) : soutient l'amendement n° 198 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réforme de l'ensemble des formations en alternance) - **Crédit d'impôt formation en alternance des jeunes sous statut scolaire - Nécessité d'un effort fiscal - Art. 46** (*garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle*) (p. 4185, 4186) : votera l'amendement de suppression n° 201 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Favorable à l'habilitation préalable à la formation.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5644, 5645) : évolution des crédits - Priorité accordée à l'enseignement privé - Revalorisation de la fonction enseignante - Intégration des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles - Intégration des PEGC dans le corps des professeurs certifiés - (p. 5646) : création de postes - Collectivités territoriales - Personnels d'encadrement - Zones rurales et zones « sensibles » - Apprentissage de la lecture - Détection des handicaps - (p. 5647, 5648) : réforme du collège - Classes d'initiation à l'apprentissage - Dépenses pédagogiques - Politique en faveur des quartiers difficiles - Formation professionnelle et action de promotion des personnels - Institut universitaire de formation des maîtres, IUFM - Aide sociale aux familles - Frais de déplacement - Dépenses d'investissement - Maintien de l'école en milieu rural - Insuffisances de ce projet de budget - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5683) : évolution des crédits - Musées - Travaux du Grand Palais - (p. 5684) : conservation du patrimoine national - Secteurs de la musique et de la danse - Droits des artistes-interprètes - Situation du théâtre - Nomination d'un médiateur chargé de régler la situation des intermittents du spectacle - (p. 5685) : subventions octroyées au Centre national de la cinématographie, CNC - Protection de l'industrie cinématographique et audiovisuelle française lors des négociations du GATT - Francophonie - **Projet de loi sur l'usage de la langue française - Rééquilibrage des dépenses culturelles en faveur de la province - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.**

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5971, 5972) : faible augmentation du budget de l'enseignement supérieur - Insuffisantes créations d'emplois - Bibliothèques - Action sociale - Premier et deuxième cycles ; échec universitaire - (p. 5973) : instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Rémunération des enseignants - Recherche ; baisse des crédits - Centre scientifique d'Orsay - Programme « Université 2000 » - (p. 5991) : évolution des crédits.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) (p. 6222) : inscription de ce texte à l'ordre du jour, alors que les sénateurs n'ont pas été saisis du rapport Vedel - (p. 6223) : absence de réunion de commission - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements par des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 6230, 6231) : soutient l'amendement n° 3268 de M. Claude Estier (modification de la taille de la commune prise en compte) - Réception tardive par les sénateurs du rapport Vedel - (p. 6236) : soutient l'amendement n° 244 de M. Claude Estier (précision relative à la base départementale prise en compte) - Respect accordé à tous les enfants quel que soit leur mode de scolarisation - Absence d'étude préalable du rapport Vedel par la commission des affaires culturelles - (p. 6242) : soutient l'amendement n° 248 de M. Claude Estier (remboursement des aides versées en cas de cessation totale ou partielle de l'activité d'enseignement) - Réunion de la commission des affaires culturelles - Détermination du propriétaire des établissements d'enseignement privés

sous contrat - Accroissement du financement des établissements privés sous contrat en région Aquitaine - (p. 6243) ; problème de sécurité dans l'enseignement public - (p. 6258, 6259) : soutient l'amendement n° 262 de M. Claude Estier (obligation pour les formations offertes par les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations et dans le programme prévisionnel des investissements) - Financement des travaux d'investissement par le prêt spécial « sécurité » - Difficultés à définir le propriétaire de certains locaux d'établissements d'enseignement privés sous contrat - Fiscalité des communes - **Art. 2** (*respect des orientations du schéma prévisionnel des formations*) (p. 6262, 6263) : motif du refus d'inscription d'un élève dans un établissement d'enseignement privé sous contrat - Contenu du décret en Conseil d'Etat précisant les conditions d'application des présentes dispositions - Elaboration des schémas prévisionnels de formation par les conseils régionaux et association des représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat - Programme prévisionnel des investissements - **Art. 3** (*des garanties quant à la destination des biens subventionnés*) (p. 6270, 6271) : convention entre le conseil général des Bouches-du-Rhône et les collèges privés - Liberté scolaire - Définition de l'organisme bénéficiaire et méthode de détermination des aides - **Après l'art. 3** (*priorité ordonnée* le 29 juin 1993 p. 1870 ; **puis réservé**) (p. 6287, 6288) : soutient l'amendement n° 305 de M. Claude Estier (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements privés du second degré à 5 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants) - Problème de l'égalité dans les conditions de fonctionnement au quotidien des établissements d'enseignement privés sous contrat et des établissements d'enseignement publics - (p. 6292) : soutient l'amendement n° 324 de M. Claude Estier (obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par des fonds publics de se conformer scrupuleusement aux règles et principes de la laïcité républicaine) - **Explication sur le vote unique** (p. 6298) : égalité de traitement des enfants - Argument de la sécurité des enfants dans les établissements d'enseignement privés - Difficultés financières des collectivités territoriales - Guerre scolaire - Défense de l'école publique, laïque et obligatoire - **Explication sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6304) : le groupe socialiste votera contre cette proposition de loi - Droit d'amendement du groupe socialiste.

CARTIGNY (Ernest), sénateur de Seine-Saint-Denis (président du groupe RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation du Sénat pour les communautés européennes.

Membre titulaire de la commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation de jeux.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (*JO Lois et décrets* du 3 juin 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque

de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Marcel Lucotte, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquêtes parlementaires [n° 460 (90-91)] (23 juillet 1991) - Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993 - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Pierre Laffitte et Guy Cabanel, tendant à instituer une garantie de paiement du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux [n° 294 (92-93)] (5 mai 1993) - **Logement**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Marcel Lucotte, Josselin de Rohan, Maurice Blin et plusieurs de leurs collègues, relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 317 (92-93)] (25 mai 1993) - **Enseignement privé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme** - II - Transports - 4 - Transport aérien - 5 - Météorologie - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 21 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aviation civile** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 21 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1418) - Ministère : Équipement - **Situation du groupe Air-France - Transports aériens**.

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2812) - Ministère : Équipement - **Inquiétudes des personnels du Groupe Air-France - Transports aériens**.

Questions orales avec débat :

n° 27 (JO Débats du 2 juin 1993) (p. 625) - Ministère : Affaires sociales - **Position du Gouvernement en matière de dépistage du SIDA** - (Réponse : JO Débats du 22 juin 1993) (p. 1522) - **Syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA)**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 69) : fonctionnement de l'Etat - Décentralisation - Secteur public de l'économie - Pouvoirs du Parlement - Justice - (p. 70) : fiscalité - Entreprises - Education - Apprentissage - Aménagement du territoire - Régions - Solidarité - SIDA - Immigration et inté-

gration - CEE - Coopération franco-allemande - Coopération en matière de défense - Union de l'Europe occidentale, UEO - Aide au développement - (p. 71) : soutien du groupe du RDE à la politique du Gouvernement.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 116, 117) : intervient à propos de la question de M. Michel Poniowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 249, 250) : intervient à propos de la question de M. Maurice Blin, portant sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X** [n° 231 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (27 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 499) : Conseil constitutionnel - Conseil supérieur de la magistrature - Haute cour de justice - Saisine parlementaire - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de révision constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative)** [n° 273 (92-93)] - (28 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 584) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 747) : conjoncture européenne et mondiale - Rapport Raynaud - Choix courageux du Gouvernement - Lancement de l'emprunt d'Etat - Priorité du désendettement de l'Etat - Mesures de réduction des déficits sociaux - Mesures de soutien à l'activité - Allègement des charges des entreprises - Soutien à l'emploi - Mesures en faveur des secteurs du BTP et de l'agriculture - (p. 748) : lancement de l'emprunt national - Soutient le projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 980) : redémarrage de l'économie - Lois de 1986 - Nouveau processus de privatisations - Exemple de la SEITA - (p. 981) : placements financiers - Nécessité de diminuer la dette publique - Avis favorable du groupe du RDE, dans sa très grande majorité, sur ce projet de loi - Rôle de la France au sein de l'Europe et du monde.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1110, 1111) : conditions d'examen de ce texte - Amendements socialistes et communistes - Avis favorable du groupe du RDE sur l'article 1^{er}.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1250) : avis favorable sur ce projet de loi, tel qu'il ressort des travaux du Sénat - Remerciements - Secteur aéronautique - Possibilité de sauver l'Aérospatiale - Déroulement du débat parlementaire.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1283) : manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers - (p. 1284) : intégration - Droit de la nationalité en Allemagne - Immigration clandestine - (p. 1285) : acquisition de la nationalité française par mariage - Double droit du sol ; enfants nés en France de parents algériens nés dans les anciens départements français d'Algérie - Vote de cette proposition de loi par le groupe du RDE.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1451) : vote de ce texte par le groupe du RDE.

- **Question orale avec débat : dépistage du sida** - (21 juin 1993) (p. 1522, 1523) : présente sa question.

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative)** [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1536) : avec le groupe du RDE, votera ce projet de loi.

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conduite des négociations commerciales** [n° 5 (92-93)] - (23 juin 1993) (p. 1623, 1624) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jean Delaneau.

– **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - **Sur l'ensemble** (p. 1778) : au nom du groupe du RDE, demande un vote à scrutin public sur l'ensemble du projet de loi.

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1790, 1791) : évolution de la législation dans le domaine des contrôles d'identité - Respect des libertés publiques - Problème de l'immigration - Contrôles en matière de police judiciaire - Extension des contrôles de police administrative - Loi « sécurité et libertés » - Dispositions destinées à accompagner l'entrée en vigueur de la convention de Schengen - Avec la majorité des sénateurs du RDE, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1996) : réforme du statut de la Banque de France dans la logique de la construction de la Communauté européenne - Opposition du statut des banques centrales des Etats unitaires avec celui des Etats fédéraux - (p. 1997) : modification de la loi de 1973 relative au statut de la Banque de France - Evolution de la construction européenne - Mise à l'écart des concitoyens - Avec la majorité du groupe du RDE, approuve ce texte.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2039) : avec le groupe du RDE, votera l'article 1^{er} - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2113) : avec la majorité des sénateurs du groupe du RDE, votera le texte issu des travaux du Sénat.

– **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales)** (p. 2157) : objectifs du projet de loi - Système des seuils - Avec la majorité des sénateurs du groupe du RDE, votera ce texte - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2185) : avec la majorité des sénateurs du groupe du RDE, votera le texte issu des travaux du Sénat.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2264) : ordonnance de 1945 relative aux conditions d'accueil et de séjour des étrangers en France - Politique d'immigration - Réglementation du séjour des étrangers en France - Regroupement familial - Droit d'asile - (p. 2265) : subordination du bénéfice des prestations sociales à la régularité du séjour - Lutte contre les fraudes diverses - Politique d'intégration - Coopération avec les pays d'origine - La plupart des membres du groupe du RDE soutiendra ce texte.

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture** [n° 414 (92-93)] - (8 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2365) : vote du projet de loi constitutionnelle par le groupe du RDE.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2473) : la grande majorité des membres du groupe du RDE votera ce projet de loi - Lutte contre l'immigration clandestine - Intégration.

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen)** (p. 2514) : avec le groupe du RDE, se déclare favorable à la motion n° 124 de la commission, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 25 et n° 26, n° 42 à n° 104 (exclusion de l'application du texte pour certaines gares et certains ports) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2525, 2526) : avec la majorité des membres du groupe du RDE, votera ce texte.

– **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2565) : avec les sénateurs du groupe du RDE, votera ce texte.

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2696, 2697) : Air France - Manque de coordination dans le domaine des transports - Loi d'orientation des transport intérieur, LOTI - Concurrence et complémentarité des transports aérien et ferroviaire et des transports routier et ferroviaire - Région d'Ile-de-France - Création d'une cellule de réflexion intermodale du transport intérieur fer-air-route.

– **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative)** [n° 443 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3116) : remerciements à la commission des lois - Nécessité de la réforme du code de commerce - Avis favorable du groupe du RDE sur le texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 418 (92-93)] - (15 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec le projet n° 419) (p. 3218).

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 419 (92-93)] - (15 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec le projet n° 418) (p. 3218).

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord** [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3393) : intégration économique et budgétaire - Assistance financière au fonds de cohésion communautaire - Ouverture progressive de la Communauté européenne - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de loi.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3673) : situation de l'emploi - (p. 3674) : résultats décevants des divers plans emploi - Réaction de la commission de Bruxelles - Corrélation entre croissance économique et créations d'emplois - Nécessité d'actions cohérentes : intervention sur le coût du travail, les rigidités administratives, les règles de gestion des entreprises et le système éducatif - Allègement des charges des entreprises - (p. 3675) : extension de la mesure d'exonération pour l'embauche d'un premier salarié - Aides aux chômeurs créateurs d'entreprises - Temps de travail - Dialogue social - Décentralisation de la formation professionnelle continue des jeunes et insertion professionnelle - Seuils d'effectifs.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3754) : son amendement n° 9 : seuils d'effectifs ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 37, après l'article 5.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 3854) : son amendement n° 9 : extension des avantages consentis aux entreprises de moins de dix salariés, aux employeurs de moins de quinze salariés ; retiré (précédemment réservé le 3 novembre 1993 ; p. 3757) .

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4000) : demande l'adoption de mesures concrètes applicables immédiatement - Avec la majorité des sénateurs du

RDE, votera contre les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires).

– **Conclusions du rapport de M. Luc Dejoie**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 2, 93-94) modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 76 (93-94)] - (15 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4236) : le groupe du RDE votera cette proposition de loi, à l'exception de trois de ses membres qui s'abstiendront.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4489) : avis favorable du groupe du RDE sur le texte proposé par la CMP.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4639, 4640) : maîtrise des déficits et soutien de l'activité - Situation économique - Maîtrise des dépenses publiques - Réforme de l'impôt sur le revenu et mesures sur l'épargne - Réorientations budgétaires : sécurité, défense, justice et solidarité - (p. 4641) : système de prélèvement et de redistribution - Relations entre l'Etat et les collectivités territoriales - Organisation administrative et rôle de l'Etat - Avec le plus grand nombre de ses collègues du groupe du RDE, soutient ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 4807, 4808) : budget de la Communauté européenne - Flux financiers entre la France et la Communauté européenne - Fraudes - Politique agricole commune - Le groupe du RDE votera l'article 24.

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4979, 4980) : effort de redressement des finances publiques - Collectivités territoriales - Vote de la première partie par la quasi-totalité des sénateurs du RDE.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (27 novembre 1993) - Rapporteur de la commission des finances pour l'aviation civile - (p. 5067) : budget annexe de l'aviation civile - (p. 5068) : progression des redevances de navigation aérienne - Recours à l'emprunt - Désengagement budgétaire de l'Etat - Manque de clarté du budget annexe - Personnel de navigation aérienne ; complexité du système indemnitaire - (p. 5069) : financement de charges indues par les redevances versées par les compagnies aériennes au budget annexe - Critique la création d'un GIE dénommé « Groupement pour la sécurité de l'aviation civile » - (p. 5070) : crédits de construction aéronautique - Crédits de la météorologie nationale, transformée en établissement public administratif - S'en remet à la sagesse du Sénat pour le projet de budget annexe de l'aviation civile et propose l'adoption des crédits du transport aérien et de la météorologie - **Examen des crédits - Etat C** (p. 5081, 5082) : soutient l'amendement n° II-9 de M. Serge Vinçon (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre V), auquel il se déclare favorable au nom de la commission des finances - Financement du moteur CSM, programme franco-américain entre la Société générale électrique et la SNECMA - **Crédits du budget annexe de l'aviation civile figurant aux articles 32 et 33** (p. 5084) : après les réponses du Gouvernement, à titre personnel, donne un avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5286, 5288) : évolution de l'environnement - Internationalisation de la problématique de l'environnement - Négociations du GATT - Conception moderne de la protection de l'environnement - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de budget.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5430) : au nom du groupe du RDE se déclare opposé à l'amendement n° II-17 de M. Gérard Delfau (réduction des crédits de deux millions de francs) - **Titre VI** (p. 5431) : au nom du groupe du RDE se déclare opposé à l'amendement n° II-18 de M. Gérard Delfau (réduction des autorisations de programme de dix millions de francs).

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5456, 5457) : budget de responsabilité - Ordre mondial - Conscription - Réforme du service national - (p. 5458) : Agence franco-allemande de l'armement - Système collectif européen de sécurité - Le groupe du RDE votera, dans sa grande majorité, ce projet de budget.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5514) : se déclare opposé à l'amendement n° II-21 de M. Paul Loridant (réduction des crédits figurant au Titre IV) - Situation du département de la Seine-Saint-Denis.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5618, 5619) : importance de la mémoire - Barème de calcul des taux d'invalidité - Résistants à l'Occupation - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Retraite - Avis favorable du groupe du RDE, dans sa grande majorité, sur ces crédits.

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) - **Examen des crédits - Services financiers - Etat B** (p. 5947) : se déclare opposé à l'amendement n° II-46 de Mme Marysè Bergé-Lavigne (réduction des crédits du Titre IV afin de protester contre la réduction des aides aux centres locaux d'information sur les prix, CLIP) - Votera ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 50 quater (affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer)** (p. 6046) : son amendement n° II-41 : limitation à trois ans de la durée d'application de cette nouvelle taxe ; adopté.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6090, 6091) ; crise des certitudes - Force de l'ambition nationale et européenne - Avis favorable du groupe du RDE sur ce projet de budget.

– **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998** [n° 78 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6120) : ambition du projet - Rééquilibrage de l'agglomération parisienne - Aménagement de la région Ile-de-France - Obstacles juridiques - Infrastructures de sécurité - (p. 6121) : schéma directeur de la région d'Ile-de-France - **Art. 1^{er} (autorisation de construire le grand stade)** (p. 6123) : son amendement n° 1 : édification d'infrastructures de sécurité rendues nécessaires ; adopté après modification par le sous-amendement n° 3 de la commission - (p. 6124) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture** [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6152) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 de la commission (proposition systématique de dépistage du sida).

– **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture** [n° 90 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6487) : le groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 41** (p. 6590) : soutient l'amendement n° 26 de M. Jean François-Poncet (définition des règles applicables en matière de recouvrement pour les agences financières de bassin).

– **Projet de loi de finances pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6543) : remerciements au président et au rapporteur général de la commission des finances, ainsi qu'au ministre du budget - La majorité des sénateurs du RDE votera ce projet de budget.

– **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6669) : avis favorable du groupe du RDE, dans sa grande majorité, sur ce projet de loi.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** - *Deuxième lecture* [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6817) : la majorité du groupe du RDE votera ce projet de loi.

– **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée** - *Deuxième lecture* [n° 110 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6842) : le groupe du RDE votera le texte proposé.

CASTAING (Robert), sénateur du Gers (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5150) : rattachement du budget du tourisme au ministère de l'équipement - Crédits sacrifiés - (p. 5151) : loi relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjour - Abandon du tourisme social - Au nom du groupe socialiste, se déclare opposé au budget du tourisme.

CATUELAN (Louis de), sénateur des Yvelines (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du Conseil supérieur de l'Établissement national des invalides de la marine ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 7 octobre 1993).

Membre suppléant du Conseil national des transports jusqu'au 5 octobre 1993.

Membre titulaire de la commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Marine marchande** - [n° 103 (93-94)] tome 20 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 270) - Ministère : Équipement - **Situation de la marine marchande** - **Marine marchande**.

Questions orales sans débat :

n° 355 (*JO Débats* du 10 octobre 1991) (p. 2784) - Ministère : Équipement - **Effondrement des crédits routiers dans le projet de budget pour 1992** - (*Caduque : mars 1993*) - **Routes**.

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] -

Suite de la discussion - (30 septembre 1993) (p. 2712) : transports fluviaux - Insuffisance des infrastructures - Rôle de l'établissement Voies navigables de France - Transport maritime - Problème portuaire - (p. 2713) : intérêt stratégique de la flotte de commerce - Défisicalisation des charges sociales des marins - Soutien de la construction navale - Absence de dispositions communes entre les pays de la CEE.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Avant l'art. 40** (p. 4150) : son amendement n° 5 : dispositif permettant d'adapter par voie réglementaire le contrat de qualification au secteur maritime ; adopté - **Art. 40 (contrats d'insertion) - Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail) - Art. L. 981-9-I du code du travail (contrat d'insertion)** (p. 4162) : son amendement n° 6 : application du dispositif de la formation en alternance dans la marine marchande ; adopté.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) - Rapporteur pour avis pour la marine marchande - (p. 5050) : flotte de commerce française - Statistiques - Compagnie générale maritime, CGM - (p. 5051) : charges sociales - Immigration sous pavillon des Terres australes et antarctiques françaises, TAAF, ou pavillon Kerguelen - Conséquences sur l'emploi des marins français - Demande l'alignement des charges du pavillon métropolitain sur le pavillon Kerguelen - Faiblesse des crédits de la flotte de commerce pour 1994 - Fiscalité - Ecoles nationales de la marine marchande - (p. 5052) : formation - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget - (p. 5064) : part de personnels français navigant sous pavillon Kerguelen - Taxe professionnelle - Cabotage - Pavillon EUROS.

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5146) : qualité des prestations touristiques - Gastronomie - Valorisation du patrimoine maritime - Journée de la mer - Anniversaire du débarquement - Présente l'intervention de M. Pierre Vallon : crise économique - Mutation de l'industrie touristique - Exploitation accrue des richesses naturelles - Propose le dépôt d'un projet de loi de programme - Aménagement du territoire - (p. 5147, 5148) : ville d'Annecy - Taux de TVA applicable aux agences de voyages - Statut des agents de voyages - Déplafonnement des baux commerciaux - Mesures de développement du tourisme - Propose l'adoption des crédits du tourisme pour 1994.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5230) : action gouvernementale en faveur de la pêche - Echec de la politique structurelle de la CEE - Préconise une réforme du régime des importations des produits de la pêche.

CAUPERT (Joseph), sénateur de la Lozère (RI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5218, 5219) : avenir de l'agriculture - Désertification du département de la Lozère - Zones de montagne - Aménagement et développement rural.

CAVALIER-BENEZET (Francis), sénateur du Gard (NI puis S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 14 avril 1993).

CAYREL (Raymond), sénateur de l'Aveyron (NI puis RI).

Remplace, le 1^{er} mai 1993, M. Jean Puech, nommé ministre (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 13 mai 1993).

CAZALET (Auguste), sénateur des Pyrénées-Atlantiques (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 13 mai 1993).

Membre titulaire de la commission centrale de classement des débits de tabac ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 10 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Anciens combattants - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 4 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 145) - Ministère : Défense - Motorisation des hélicoptères de combat européens - Industrie aéronautique.

Questions orales sans débat :

n° 6 (JO Débats du 20 avril 1993) (p. 645) - Ministère : Equipement - Réalisation du tunnel routier du Somport (Pyrénées-Atlantiques) - (Réponse : JO Débats du 1^{er} mai 1993) (p. 157) - Bâtiment et travaux publics.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 3177) : son amendement n° 57 : précision de la notion de hameau ; adopté - (p. 3178) : sur son amendement, se déclare opposé au sous-amendement n° 72 du Gouvernement.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5231, 5232) : action gouvernementale en faveur de l'agriculture - Elevage du porc et des ovins en zone de montagne ; département des Pyrénées-Atlantiques - Contraintes de la réforme de la politique agricole commune, PAC ; terres irriguées - Pluriactivité et aménagement rural - Votera ce projet de budget.

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5263, 5264) : emploi des cadres techniques - Animation locale en milieu rural - Extension de l'apprentissage aux métiers du sport - Aménagement du territoire.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5577, 5578) : devoirs de la France vis-à-vis des Français musulmans rapatriés d'Algérie - Harkis - Votera ce projet de budget.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5600) : diminution des crédits - Modernisation et réorganisation des services - Action sanitaire - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord - (p. 5601, 5602) : indemnisation des patriotes résistants à l'Occupation d'Alsace et de Moselle - Fêtes nationales et cérémonies publiques - Information historique - Entretien, innovation et extension des nécropoles nationales - Dette viagère - Diminution du nombre des allocataires - Progression du point de pension - Relèvement de l'allocation spéciale pour enfant infirme - Relèvement du seuil de limitation des suffixes - Relèvement du plafond de la retraite mutualiste du combattant - Attribution de la carte de combattant d'Afrique du Nord - Anciens combattants d'outre-mer.

CÉSAR (Gérard), sénateur de la Gironde (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 47 (93-94)] relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 72 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Produits agricoles et alimentaires.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 221 (93-94)] (23 décembre 1993) - **Produits agricoles et alimentaires.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1425) - Ministère : Aménagement du territoire - Remboursement de la TVA aux communes - Communes.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Après l'art. 13** (p. 4445) : ses amendements n° 34 : restauration du système des subventions à l'assurance contre la grêle pour les cultures sensibles ; irrecevable (article 40 de la Constitution), et n° 35 : modification de l'intitulé du titre VII alors rédigé « dispositions relatives à l'assurance » ; devenu sans objet (p. 4446 ; précédemment réservé p. 4441).

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6054) : son amendement n° II-40 : possibilité pour les communes rurales de moins de 5 000 habitants de bénéficier du fonds de compensation de la TVA pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux ; retiré.

– **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires** [n° 47 (93-94)] - (16

décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6403) : mise en conformité de la législation française en matière de labels agricoles et de certifications de conformité avec deux règlements communautaires - Politique communautaire dans le secteur agroalimentaire - (p. 6404) : législation française dans le domaine de la qualité alimentaire et des signes distinctifs - Segmentation du marché alimentaire - Développement agricole et aménagement du territoire - (p. 6405) : indication géographique protégée, appellation d'origine protégée et attestation de spécificité - Procédure de délivrance des signes distinctifs et organismes certificateurs - Institut national des appellations d'origine, INAO - Crédits de la politique agroalimentaire - Propose au Sénat d'adopter ce projet de loi - **Art. 1^{er} (labels et certification de conformité) - Art. L. 115-22 du code de la consommation (définition des labels)** (p. 6413) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Louis Minetti (caractère de marque collective des labels agricoles) - Ses amendements n° 1 : inclusion de l'origine géographique dans les caractéristiques attestées par le label si cette dénomination est enregistrée comme indication géographique protégée ; n° 2, de coordination, et n° 16 : demande collective de délivrance d'un label ; adoptés - **Art. L. 115-23 (certification de conformité)** (p. 6414) : son amendement n° 3 : inclusion de l'origine géographique dans les caractéristiques attestées par la certification de conformité dans le cas où cette dénomination est enregistrée comme indication géographique protégée ; adopté - **Art. L. 115-23-1 (mention de l'indication géographique)** : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 6415) : sur son amendement précité n° 4, s'oppose aux sous-amendements de M. Louis Minetti n° 13 (appellation « montagne ») et n° 14 (durée de la période transitoire supérieure à 10 ans) ; accepte les sous-amendements du Gouvernement n° 20 (mention des origines géographiques dans les caractéristiques spécifiques des labels ou des certifications de conformité) et n° 22 (période transitoire de 8 ans) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 21 (certification de conformité) - **Art. L. 115-23-2 (organismes certificateurs)** : son amendement n° 5 : conditions d'impartialité et d'efficacité du contrôle des organismes certificateurs ; adopté - **Avant l'art. L. 115-23-4** (p. 6416) : son amendement n° 17 : composition et mission de la Commission nationale des labels et des certifications de produits agricoles et alimentaires ; retiré - **Art. 2 (dispositions transitoires)** : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Art. 3 (rôle de l'Institut national des appellations d'origine contrôlée, INAO)** (p. 6417) : son amendement n° 7 : promotion et défense des appellations d'origine ; défense des appellations d'origine protégées et des indications géographiques protégées ; adopté - **Après l'art. 3** : son amendement n° 19 : dotation de l'Etat accordée à l'Institut national des appellations d'origine pour les missions qui lui sont confiées ; retiré - **Art. 5 (appellations et indications d'origine protégées ; attestations de spécificité) - Avant l'art. L. 115-26-1** (p. 6438) : son amendement n° 8 : définition des appellations d'origine protégées, des indications géographiques protégées et des attestations de spécificité par référence à leur enregistrement au registre tenu par la Commission des communautés ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 15 de M. Louis Minetti et n° 24 du Gouvernement - **Art. L. 115-26-1 (respect du cahier des charges)** (p. 6439) : son amendement n° 9 : simplification de la rédaction du 1^{er} alinéa du texte présenté pour cet article ; adopté - **Art. L. 115-26-2 (infractions et sanctions)** (p. 6440) : son amendement n° 10 : renvoi à l'article L. 115-16 du code de la consommation pour la définition des infractions et des peines applicables et extension de cette protection aux attestations de spécificité ; adopté - **Après l'art. L. 115-26-2** : son amendement n° 11 : détermination par un décret en Conseil d'Etat des conditions de présentation d'une indication d'origine ou de provenance, lorsqu'un risque de confusion existe pour le consommateur ou que la mention de la provenance risque de détourner ou d'affaiblir la notoriété d'une indication protégée ou d'une attestation de spécificité ; retiré au profit de l'amendement n° 25 du Gouvernement (lutte contre l'utilisation frauduleuse des indications de provenance) - Prise en compte par la commission des engagements du Gouvernement - **Sur l'ensemble** (p. 6441) : exprime le souhait que le livre VI du code rural reprenne les dispositions relatives à la qualité des produits agroalimentaires figurant aujourd'hui dans le code de la consommation.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 35** (p. 6579) : son amendement n° 5, soutenu par M. Emmanuel Hamel : développement de l'activité sylvicole ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 221 (93-94)]** - (23 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6909) : modifications ponctuelles apportées par l'Assemblée nationale - Demande d'adopter le texte de la CMP.

CHAMANT (Jean), sénateur de l'Yonne (RPR) - Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat roumain** (6 octobre 1993) (p. 2792).

- **Décès de M. Jean Simonin, sénateur de l'Essonne, et de M. André Martin, sénateur de Seine-Maritime** (8 novembre 1993) (p. 3982).

- **Convocation du Parlement en Congrès** : donne lecture de la lettre du Président de la République qui a décidé de soumettre au Congrès, dans les conditions prévues par l'article 89 de la Constitution, le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile (17 novembre 1993) (p. 4306).

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (20 décembre 1993) (p. 6701).

- **Clôture de la première session extraordinaire de 1993-1994** (23 décembre 1993) (p. 6911).

CHAMBRIARD (Jean-Paul), sénateur de la Haute-Loire (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en région maritime Méditerranée à Toulon le 8 juin 1993 [n° 366 (92-93)] (16 juin 1993) - **Défense**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1417) - Ministère : Equipement - **Règles de délivrance des permis de construire - Permis de construire**.

Questions orales sans débat :

n° 84 (JO Débats du 2 décembre 1993) (p. 5408) - Ministère : Santé - **Avenir de la maternité du centre hospitalier de Brétoude (Haute-Loire)** - (Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6509) - **Hôpitaux**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 11 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les**

produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie (p. 4830) : son amendement n° I-37, soutenu par M. Michel d'Aillières : limitation de l'augmentation du prix du gazole ; rejeté.

CHARASSE (Michel), sénateur du Puy-de-Dôme (S, puis rattaché administrativement à ce groupe ; puis S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre du comité directeur du fonds d'aide et de coopération.

Membre suppléant du comité directeur du FIDESTOM.

Membre suppléant du conseil de surveillance de la Caisse française de développement.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à modifier l'article 164 du Code civil [n° 68 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Mariage**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 9 (22 novembre 1993).

Proposition de loi tendant à la création d'un schéma départemental du commerce et portant modification de certaines dispositions du code de l'urbanisme [n° 207 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Commerce et artisanat**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 35 (JO Débats du 3 octobre 1993) (p. 2733) - Ministère : Aménagement du territoire - *Dépenses d'aide sociale à la charge des départements et des communes* - **Aide sociale**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle*) (p. 814) : son amendement n° 156 : modalités de maintien pour 1994 du système actuel du remboursement du dégrèvement de la taxe professionnelle ; rejeté - **Art. 6 et état A** (*équilibre général*) (p. 858) : son amendement n° 165, soutenu par M. Paul Loridant : réinscription de la dette de 100 milliards de francs ; rejeté - **Art. 13** (*exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles*) (p. 880) : son amendement n° 167, soutenu par M. Robert Laucournet : restriction de l'exonération aux seuls droits de mutation à titre onéreux ; rejeté.

– **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Art. 8** (*nomination des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2063) : son amendement n° 124, soutenu par M. Paul Loridant : retour au texte initial du projet de loi ; rejeté - **Après l'art. 9** (p. 2075) : son amendement n° 126, soutenu par M. Paul Loridant : fin des fonctions du conseil de la politique monétaire en cas de conflit entre le Gouvernement et la Banque de France ; rejeté.

– **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16

novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4271) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Convention de Schengen - Préambule de la Constitution de 1946 - Délai de rétention et « camps de rétention » aux frontières - Souveraineté française - (p. 4272) : conséquences de la révision constitutionnelle - Eléments ayant faussé le débat - Conseil constitutionnel, Parlement et souveraineté nationale - (p. 4273) : respect des engagements internationaux - Droit d'asile - Votera le présent projet de loi constitutionnel.

– **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4369) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 25 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : Titre I^{er} A « De l'enquête et de l'instruction » ; devenu sans objet ; et n° 26 : sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4666) : finances publiques - Réduction des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales - (p. 4667) : augmentation des charges locales : fonction publique territoriale, aide sociale, contrats de plan - Calcul de la masse de la dotation globale de fonctionnement prévisionnelle et dotations indexées sur celle-ci - Fonds de compensation pour la TVA - (p. 4668, 4669) : dotation de compensation de la taxe professionnelle - Révision des valeurs locatives.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 16 bis** (*institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives*) (p. 4876, 4877) : intervient sur l'amendement n° I-55 de la commission (institution d'un droit de timbre de 75 F sur le recours exercé auprès des autorités administratives) - Afflux du contentieux administratif - Distinction entre les irrégularités substantielles entraînant l'annulation de la procédure administrative et les autres - **Après l'art. 16 bis** (p. 4878) : intervient sur l'amendement n° I-5 de M. Charles-Edmond Lenglet (possibilité donnée aux agriculteurs victimes de dégâts causés par les sangliers et le grand gibier de demander à tout moment à être indemnisés pour ces dommages) - Collectif budgétaire - **Art. 20** (*modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4892, 4893, 4894) : sur l'amendement n° I-58 de la commission (actualisation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'inflation prévisionnelle avec régularisation, l'année suivante, par l'Etat au profit des collectivités territoriales à raison de la moitié du taux de croissance constaté et du supplément éventuel d'inflation par rapport aux provisions), son sous-amendement n° I-223 ; rejeté - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4898, 4899) : son amendement n° I-176 : caractère non éligible au Fonds de compensation pour la TVA des opérations réalisées pour le compte de tiers, sauf si elles ont été prévues par un décret en Conseil d'Etat ; devenu sans objet - (p. 4902) : se déclare opposé à l'amendement n° I-60 de la commission (report du dispositif prévu au 1^{er} janvier 1997) - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4905, 4906) : rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales - Remise en cause partielle des dotations de compensation des allègements de taxe professionnelle - Equilibre budgétaire - Taxe professionnelle - (p. 4910) : son amendement n° I-179 : institution d'un plancher de 2 % en matière de taxe professionnelle ; devenu sans objet - Intervient sur l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 23 bis** (p. 4925, 4926) : son amendement n° I-186, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : extension du bénéfice de l'exonération de la taxe d'habitation aux personnes âgées de plus de soixante ans non imposables sur le revenu, qui hébergent à leur foyer un ou plusieurs de leurs enfants majeurs inscrits comme demandeurs d'emplois et ne disposant pas de ressources supérieures au RMI ; rejeté.

Deuxième partie :

Coopération - (7 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5702) : situation des Etats africains - Troubles ethniques et politiques - Maîtrise des flux migratoires - concours financiers et négociations avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale - Zone franc - Examen des crédits - Révision des services votés - (p. 5703) : Agence pour l'enseignement du français à l'étranger - Coopération militaire - Assistance technique - Crédits d'appui aux initiatives privées décentralisées - Concours financiers et conclusion d'accords de programme avec la communauté financière internationale - (p. 5704) : Fonds d'aide et de coopération, FAC - Caisse française de développement - Propose au Sénat d'adopter les crédits du ministère de la coopération pour 1994.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] (17 décembre 1993) - **Après l'art. 41** (p. 6584) : son amendement n° 28 : aménagement de la législation relative aux exonérations ou au dégrèvement de la taxe d'habitation ; adopté - (p. 6586) : son amendement n° 27 : simulation relative à la révision des modalités d'intervention de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Art. 12 A** (*exclusion des voleurs et de leurs complices du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles*) (p. 6869) : loi Badinter - Se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement.

CHARETTE (Hervé de), ministre du logement le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Alfred Foy : **Collectivités locales** (*Garanties d'emprunts*) (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 136).

de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : **Logement social** (*Habitat social*) (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 264).

de M. Ambroise Dupont : **Logement** (*Logement locatif*) (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 265).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5111) : politique du logement - Augmentation du nombre de prêts d'accession à la propriété, PAP - (p. 5112) : groupe de travail sur le coût du foncier - Mesures fiscales en faveur de l'investissement privé - (p. 5113) : prêt locatif aidé, PLA - Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, PALULOS - Gestion des HLM - Plan en faveur des sans-abri - (p. 5114) : aménagement du territoire - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Prime à l'amélioration de l'habitat, PAH - Opération programmée d'amélioration de l'habitat, OPAH - Priorité à la résorption de l'habitat insalubre dans les départements d'outre-mer - (p. 5133) : modalités définitives d'accession aux prêts PAP - Neutralité de l'impôt vis-à-vis de la pierre - Réhabilitation des logements HLM - Plafond de ressources pour l'attribution d'un logement HLM - Aménagement du territoire - Aides à la personne - (p. 5135) : politique des aides au logement étudiant.

CHARMANT (Marcel), sénateur de la Nièvre (S),

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - **Art. 3** (*renforcement*

du dispositif pénal) - **Après l'art. 42-12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984** (p. 3331) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (interdiction d'accès au stade aux individus ayant un comportement raciste ou xénophobe).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Après l'art. 3** (précédemment réservé suite à la priorité ordonnée le 29 juin 1993 p. 1870) (p. 6285, 6286) : soutient l'amendement n° 285 de M. Claude Estier (impossibilité pour les personnes physiques ou morales propriétaires d'établissements d'enseignement privés de s'enrichir indûment à l'occasion notamment de la fermeture d'un établissement d'enseignement public) - Valorisation du patrimoine immobilier d'une personne physique ou morale privée par des fonds publics - (p. 6292, 6293) : soutient l'amendement n° 325 de M. Claude Estier (obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par les fonds publics d'assurer les missions de service public de l'éducation nationale).

CHAUMONT (Jacques), sénateur de la Sarthe (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire du conseil de surveillance de la Caisse française de développement.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire, puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 7 janvier 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (*JO Lois et décrets* du 16 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 1 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2819) - Ministère : **Affaires étrangères** - *Aide de la France à la Russie* - **Relations internationales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5730) : éléments chiffrés - Réforme du ministère des affaires étrangères - (p. 5731) : information des agents - Pouvoirs du ministre des affaires étrangères - Ambassades choisies par les anciens élèves de l'ENA - Lycée français de Washington - Coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale - (p. 5732) : crédits affectés à l'audiovisuel extérieur - Réforme du Conseil de sécurité - Contributions volontaires aux organisations du système de l'ONU - Participation à l'action internationale de la Communauté européenne - Taux de retour sur les aides versées en Afrique et en Europe - Au nom de la commission des finances, invite le Sénat à voter ce projet de budget.

CHÉRIOUX (Jean), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO* Lois et décrets du 7 octobre 1993) ; puis président (*JO* Lois et décrets du 13 octobre 1993).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à simplifier le remplacement des sénateurs élus au scrutin proportionnel [n° 257 (92-93)] (15 avril 1993) - **Élections**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la participation des salariés à l'exercice des responsabilités dans l'entreprise [n° 429 (92-93)] (20 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Participation des salariés**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création du statut de patriote, victime de la captivité en Algérie [n° 259 (91-92)] (17 février 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**. Reprise le 5 octobre 1993.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique familiale** - [n° 105 (93-94)] tome 3 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 9 (*JO* Débats du 29 avril 1993) (p. 128) - Ministère : Affaires sociales - **Contrats d'assurance contre les risques liés à l'état de dépendance** (Réponse : *JO* Débats du 12 mai 1993) (p. 238) - **Assurances**.

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi n° 332 (90-91), déposée par M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)] - (6 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 197, 199) : développement de la participation des salariés - Election de représentants élus des salariés au sein du conseil d'administration ou du conseil de surveillance - Postes réservés à des salariés actionnaires - Taux de participation - Participation à la gestion de l'entreprise.

– **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 226, 228) : présente sa question.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 783) : avec le groupe du RPR, se déclare opposé à l'amendement n° 154 de M. Claude Estier (dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas).

– **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 991) : privatisations de 1986 - Gouvernements socialistes - Participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise - (p. 992) : évolution de l'environnement économique des entreprises publiques du secteur concurrentiel - Conditions de paiement des titres mis en vente - Rôle de l'actionnariat populaire - Proposition de loi du 6 mai 1993 sur la participation des salariés au conseil d'administration ou conseil de surveillance de sociétés anonymes - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 7** (*tranches destinées aux salariés*) (p. 1194) - **Art. 8** (*actions gratuites destinées aux salariés*) (p. 1197) - **Art. 9** (*offres destinées aux personnes physiques*) (p. 1200) : demande, en vertu de l'article 8, alinéas 1 et 2 du règlement la clôture de la discussion sur ces articles - Clôtures ordonnées.

– **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité** - **Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Art. 4** (*modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté*) (p. 1307) : intervient sur l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (autorisation ou représentation du mineur) - **Art. 7** (*acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1309) : votera cet article.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1372) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier ; clôture ordonnée.

– **Question orale avec débat : transfusion sanguine** - (21 juin 1993) (p. 1516) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Etienne Dailly.

– **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative)** [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1528, 1529) : création du statut de pupille de la nation - Violence et terrorisme - Valeur symbolique du projet de loi - Prise d'otages de Neuilly - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - **Art. 1^{er}** (*extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat*) (p. 1533) : soutient l'amendement n° 8 de M. Jacques Bimbenet (extension du bénéfice du statut de pupille de la nation).

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1557) : nécessité d'une réforme structurelle - Distinction entre les dépenses relevant de l'assurance ou de la solidarité socio-professionnelle et celles relevant de la solidarité nationale - (p. 1558) : financement du fonds de solidarité - Rôle du fonds - Revalorisation des pensions - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1997) : nouvelles relations nécessaires entre l'Etat et la Banque de France - Grandes orientations du projet de loi dans le cadre de la construction européenne - (p. 1998) : rôle et composition du Conseil de la politique monétaire - Politique économique générale du Gouvernement - Maintien des activités de la Banque de France - Clientèle - Autres activités - Rôle du Parlement - Portée historique du texte.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (*définition et mise en oeuvre de la politique monétaire*) (p. 2039) : votera l'article 1^{er}.

– **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Après l'art. 5** (p. 2178) : soutient l'amendement n° 23 de M. Paul Blanc (assouplissement de l'accès aux contrats de qualifica-

tion) - Sur l'amendement précité, se déclare opposé au sous-amendement n° 53 du Gouvernement - **Art. 6** (*institution d'une dotation financière destinée à aider les conseils régionaux à participer au développement de l'emploi*) (p. 2183, 2184) : soutient les amendements de M. Alain Vasselle, n° 24 (extension de la dotation financière aux conseils généraux) et n° 25 (prise en compte des préoccupations relatives au cadre de vie) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2186) : action indispensable en faveur du travail des jeunes - Conséquences positives du projet de loi pour les collectivités locales - Avec le groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Art. 34** (*dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2461, 2462) : soutient l'amendement n° 178 de M. Albert Vecten (financement des dépenses de santé des personnes séjournant irrégulièrement en France par l'Etat).

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)]** - Suite de la discussion - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (*nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) (p. 2514) : se déclare favorable à la motion n° 124 de la commission, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 25 et n° 26, n° 42 à n° 104 (exclusion de l'application du texte pour certaines gares et certains ports) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2523, 2524) : texte d'équilibre - Réforme indispensable - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3443, 3444) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Après l'art. 6** (p. 3455) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (proposition systématique d'un test de dépistage du SIDA aux détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération) - **Après l'art. 30** (p. 3500) : se déclare opposé à l'amendement n° 50 de M. Henri de Raincourt (allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans) - **Après l'art. 36** (p. 3504) : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Paul Hamman (maintien des droits d'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3704) : situation de l'emploi - Mesures prises par le Gouvernement - Importance de l'esprit d'innovation - Salaire parental - Travail à temps partiel - (p. 3705) : budgétisation des cotisations d'allocations familiales pour les bas salaires - Politique familiale - Transferts de compétences de la formation professionnelle de l'Etat aux régions - Classes de pré-apprentissage - Obstacles au développement de l'apprentissage - Réalisme du projet de loi.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise*) (p. 3805) : votera l'article 1^{er} - Politique familiale - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3816) : soutient l'amendement n° 325 de M. Charles Descours (maintien du versement destiné aux transports urbains).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4034) : ses amendements, n° 282 : possibilité pour les entreprises ne parvenant pas à conclure un accord sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur de bénéficier des dispositions prévues par l'article 27 ; retiré ; n° 283 : constat d'opposition ; adopté - **Art. 28** (*développe-*

ment du travail à temps partiel) (p. 4045) : soutient l'amendement n° 330 de Mme Hélène Missoffe (bénéfice de l'allègement de charges pour l'employeur d'un salarié à temps partiel après un congé de maternité ou au cours d'un congé parental) - (p. 4046) : son amendement n° 208 : possibilité pour l'entreprise de cotiser aux organismes de retraite pour le temps non travaillé ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 611 du Gouvernement - (p. 4048) : sur son amendement n° 208, se déclare favorable au sous-amendement n° 611 du Gouvernement - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4060) : soutient l'amendement n° 327 de M. Charles Descours (élargissement des conditions d'octroi des dérogations à l'ouverture dominicale).

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4520, 4521) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de M. Hubert Haenel (création d'une inspection de la police judiciaire dépendant du ministre de la justice), retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (politique familiale) - (p. 5528) : situation démographique et évolution de la famille - (p. 5529) : mesures en faveur de la politique familiale - Rôle de la Caisse nationale d'allocations familiales et du mouvement familial - (p. 5530) : évolution du coût de l'enfant - Dégradation du pouvoir d'achat des prestations familiales - Situation des veuves - Rôle des collectivités territoriales - Propose l'adoption des crédits soumis - *A titre personnel* (p. 5547) : lutte contre le sida - (p. 5548) : absence de prise en charge de certains médicaments par la sécurité sociale.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6151) : problèmes liés à l'annonce de la séropositivité aux malades - **Après l'art. 30** (p. 6182) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)] - (20 décembre 1993) - **Art. 6 ter** (*proposition systématique de dépistage du sida*) (p. 6706) : importance d'un grand débat sur la lutte contre le sida.

CHERVY (William), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** - [n° 103 (93-94)] tome 14 (22 novembre 1993).

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5117) : plan de soutien au bâtiment - Priorité à l'accession

sociale à la propriété - Logements locatifs sociaux - (p. 5118) : Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Aides personnelles au logement - Aide au logement des étudiants - Départements d'outre-mer - Habitat rural - Fonds de compensation pour la TVA, FCTVA - (p. 5119) : au nom de la commission des affaires économiques, accepte les crédits du logement inscrits dans le projet de loi de finances pour 1994.

CHINAUD (Roger), sénateur de Paris (RI).

Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Election de M. Maurice Ulrich**, sénateur de Paris, en remplacement de Mme Nicole de Hautecloque, décédée (27 avril 1993) (p. 104).

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1773) : décision du Bureau du Sénat en date du 4 février 1986 : «... possibilité de déposer une exception globale d'irrecevabilité pour inconstitutionnalité portant sur une série d'amendements en arguant du même motif d'inconstitutionnalité.» - Motion déposée par le Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'encontre des amendements n° 6 à 23 et n° 25 à n° 35 de M. Charles Lederman.

- **Ajournement du Sénat** (30 septembre 1993) (p. 2727).

- **Conférence des présidents** : ordre du jour (20 octobre 1993) (p. 3255).

- **Rappel au règlement de Mme Hélène Luc** - (21 octobre 1993) (p. 3335) : reconnaît que la grève des salariés d'Air France paralyse la vie économique du pays.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Budget annexe : Journaux officiels - (4 décembre 1993) (p. 5588) : qualité du *Journal officiel des débats* et du service du compte-rendu intégral du Sénat.

En qualité de sénateur

- **Communication de M. le Président de l'Assemblée nationale** : bureau de l'Assemblée nationale (15 avril 1993) (p. 93).

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (27 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 500) : travaux de la commission - Suppression de la section I relative à l'exception d'inconstitutionnalité - Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Haute cour de justice - Avis favorable du groupe de l'UREI sur ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 981) : nationalisations de 1982 - Nationalisation des banques - Certificats d'investissement - Privatisations de 1986 - Secteur public de 1988 à 1992 - Exemples de la Société générale et de Pechiney - Courses aux fonds propres - (p. 982) : alliance Renault-Volvo - Déficit budgétaire - Avantages des privatisations - Réduction de l'endettement public - Rôle de la commission de la privatisation - Liste des sociétés privatisables - Nécessité d'une réflexion sur le statut et les métiers de la Caisse des dépôts et consignations ainsi que sur les institutions financières spécialisées - (p. 983) : développement de l'actionnariat populaire - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de loi.

- **Conférence des présidents** - (10 juin 1993) (p. 957) : urgence du projet de loi sur les privatisations.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (17 juin 1993) - **Art. 25 (refus d'enregistrement des déclarations de nationalité)** (p. 1406) : propose la clôture de la discussion sur l'article 25 ; clôture ordonnée.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales [n° 393 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1936, 1937) : manoeuvres d'obstruction parlementaire - Mise en jeu de deux libertés constitutionnelles.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture [n° 414 (92-93)]** - (8 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2365, 2366) : se félicite du large consensus sur le projet de loi constitutionnelle que votera le groupe des Républicains et indépendants.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Seconde délibération - Art. 25** (p. 4977) : intervient sur l'amendement de coordination n° A-4 du Gouvernement - Proteste contre le pré-lèvement sur les fonds de réserve de la Caisse des dépôts et consignations.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6728) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Pierre Laffitte (création d'une fondation chargée de faciliter la production de programmes audiovisuels d'accès au savoir) - **Art. 1^{er} bis (création de chaînes parlementaires)** (p. 6731) : élargissement souhaitable du champ d'activité de la chaîne parlementaire - Se déclare favorable à l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et prise en compte du calendrier parlementaire) et, sur celui-ci, au sous-amendement n° 23 de M. Claude Estier.

CLÉMENT (Pascal), ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1047) : son amendement n° 322 : utilisation de la dénomination sociale de la Caisse nationale de prévoyance assurance, « CNP Assurances », dans l'annexe ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - **Demande de vote unique** (p. 1071) : demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'article premier et son annexe dans la rédaction du projet de loi modifié par les amendements n° 6, n° 7, n° 8 et le sous-amendement n° 321, n° 9, n° 10, n° 11, n° 28, n° 320 et n° 322 à l'exclusion de tout autre amendement - (p. 1098) : sur l'amendement de précision n° 8 de la commission, relatif aux cessions par tranches successives, son sous-amendement n° 321 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - (p. 1099) : son amendement n° 320 : possibilité pour des entreprises publiques aux actionnaires privés minoritaires d'augmenter leurs fonds propres en offrant à leurs actionnaires la faculté, lors de la mise en paiement de leurs dividendes, de les toucher en actions ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - (p. 1105) : retraite des salariés des entreprises nationalisées - (p. 1106) : cas de l'Aérospatiale - Action spécifique - Présence de capitaux étrangers - Amendements de la commission - Compagnie Air France - Présidents des sociétés privatisées.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1150) : accepte l'amendement n° 29 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article) - (p. 1152) : s'oppose à tous les amendements sur cet article, à l'exclusion des amendements n° 19

de la commission et n° 29 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article) - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1156, 1157) : sécurité de l'action spécifique - Amendements déposés par le groupe communiste sur l'article 6 - (p. 1177) : son amendement n° 326 : prise de la décision de créer ou non une action spécifique avant la saisie de la Commission de la privatisation ; adopté avec l'ensemble du texte le 14 juin 1993 (p. 1245).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 6 (suite)** (p. 1192, 1193) : suppression de la limite de 20 % - Caractéristiques de l'action spécifique - Indépendance nationale - Industries liées à la défense - Règlement des investissements directs étrangers - Accepte les amendements de la commission n° 21 de précision et n° 22 de conséquence ainsi que ceux de la commission saisie pour avis n° 31 (cas de franchissement des seuils fixés ; nomination au conseil d'administration ou de surveillance d'un ou deux représentants de l'Etat et opposition de l'Etat aux décisions de cessions d'actifs), n° 32 (notion d'action de concert) et n° 33 (ministre compétent pour informer le président du conseil d'administration en cas de franchissement de seuil irrégulier ; choix du ministre de l'économie) et s'oppose à tous les autres amendements - **Art. 7 (tranches destinées aux salariés)** (p. 1196) : développement des plans d'épargne entreprise - Rabais pour l'achat de titres dans l'entreprise - Spéculation - S'oppose à l'ensemble des amendements déposés à cet article - **Art. 8 (actions gratuites destinées aux salariés)** (p. 1199) : accepte l'amendement n° 34 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction de cet article) et s'oppose à tous les autres amendements - **Art. 9 (offres destinées aux personnes physiques)** (p. 1204) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ainsi que les sous-amendements rédactionnels de la commission saisie pour avis, n° 35, n° 36 et n° 37, et s'oppose à tous les autres amendements déposés sur cet article.

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée - Deuxième lecture [n° 110 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6833, 6834) : liberté statutaire - Partenariat industriel et commercial - Représentation de la société par actions simplifiée, SAS, à l'égard des tiers - Sanctions et garanties en ce qui concerne la réduction du capital d'une société actionnaire - Régime des conventions réglementées - Souhaite que ce projet de loi soit rapidement adopté par les deux assemblées - **Art. 1^{er} (constitution et fonctionnement de la société par actions simplifiée, SAS)** - **Art. 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 (les règles de constitution et de fonctionnement)** (p. 6838) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (application des règles résultant de la loi du 24 juillet 1966 relative à l'exercice des attributions conférées au conseil d'administration de la société anonyme) - **Art. 262-2 de la loi précitée (le montant du capital et sa libération)** (p. 6839) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (montant du capital de la SAS) - **Solution de compromis** - **Art. 262-5 de la loi précitée (la dissolution de la SAS)** - Supprimé par l'Assemblée nationale : accepte l'amendement n° 3 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat dans une nouvelle rédaction) - **Art. 262-8 de la loi précitée (la responsabilité des personnes morales dirigeant une SAS)** (p. 6840) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 262-18-1 de la loi précitée (le prix des actions en cas d'exclusion de la SAS)** - Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 6841) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 5 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction) - **Art. 1^{er} bis (nomination du liquidateur de la SAS)** - supprimé par l'Assemblée nationale (p. 6842) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction).

CLOUET (Jean), sénateur du Val-de-Marne (RI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.
- Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre suppléant du comité des finances locales.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire ; puis vice-président (*JO Lois et décrets* du 7 janvier 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (*JO Lois et décrets* du 9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement supérieur et recherche** - I - Enseignement supérieur - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 15 (22 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 81 (92-93)] portant dispositions budgétaires et comptables relatives aux collectivités locales [n° 191 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Collectivités territoriales**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2816) - Ministère : Budget - **Taxe sur les bureaux en Ile-de-France** - **Biens meubles et immeubles**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Art. 6 (dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence)** (p. 3175) : son amendement n° 51 : date à laquelle le préfet peut exercer le droit de préemption par substitution dans certaines communes non dotées d'un POS et celle à laquelle les mêmes communes devront s'acquitter de l'obligation prévue à l'article L. 302-6 du code de l'urbanisme ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4980, 4981) : collectivités territoriales - Effort d'allègement de la fiscalité d'Etat - Agriculture - Fonds forestier national - Vote de la première partie par le groupe des RI.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) - En remplacement de M. Pierre Croze, rapporteur spécial - (p. 5139, 5140) : crédits budgétaires - Subventions d'investissements - Fonds d'intervention touristique - Contrats de plan Etat-région - Accueil des touristes étrangers -

Rénovation du secteur hôtelier - Formation professionnelle - Calendrier des vacances scolaires d'été - Au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) - En remplacement de M. Henri Torre, rapporteur spécial - (p. 5573) : présentation des crédits - Echancier des certificats d'indemnisation - Retraites - Français musulmans rapatriés - (p. 5574) : projet de mémorial de l'oeuvre française d'outre-mer sur le site du Fort Saint-Jean à Marseille - Aide aux rapatriés réinstallés surendettés - Propose l'adoption de ce projet de budget.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) - Rapporteur spécial (enseignement supérieur) - (p. 5959, 5960) : explosion démographique - Emplois d'encadrement - Financement - Part des collectivités locales - Aménagement du territoire - Propose l'adoption de ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Avant l'art. 50** (p. 6037) : son amendement n° II-79 : possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle ; adopté - **Après l'art. 52 bis** (p. 6074) : son amendement n° II-45 : suppression de la contrainte relative à la qualité du locataire pour le bénéfice de la réduction d'impôt égale à 10 % du coût de l'investissement locatif neuf ; adopté.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6091, 6093) : remerciements - Effort d'explication de la politique gouvernementale - Esprit d'ouverture - Redressement des comptes publics et relance de l'activité - Endettement - Dégradation des comptes sociaux - Réforme de l'impôt sur le revenu - Collectivités territoriales - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de budget.

CLUZEL (Jean), sénateur de l'Allier (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.
- Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]** adopté par l'Assemblée nationale - **Communication** - Communication audiovisuelle - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 7 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de **loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]** adopté par l'Assemblée nationale - **Communication** - Presse - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 8 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat ;

n° 13 (*JO Débats* du 30 avril 1992) (p. 948) - Ministère : Agriculture - *Situation économique du secteur de l'élevage* - (Caduque mars 1993) - **Elevage**.

n° 32 (*JO Débats* du 30 septembre 1993) (p. 2668) - Ministère : Agriculture - *Politique du Gouvernement dans le secteur des productions animales* - **Politique agricole commune (PAC)**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993)

(p. 330, 331) : délocalisation industrielle vers des pays à bas prix de main-d'oeuvre - Limites du libre échangeisme - Péréquation financière et tarifaire entre collectivités territoriales - Organisation des services publics locaux - Politique économique et sociale.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993)- **Discussion générale** (p. 410, 411) : travaux de la commission - Histoire constitutionnelle - Séparation des pouvoirs - Concept de justice - Conseil supérieur de la magistrature - Pouvoir du Président de la République - Composition du Conseil - (p. 412) : Haute Cour de justice - Système actuel - Ouverture de la saisine aux citoyens - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur les propositions de la commission - Influence des médias.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 501) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi constitutionnelle, tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4635) : politique de la famille - Démographie - Prestations familiales - (p. 4636) : pénalisation fiscale du mariage - Vie familiale et vie professionnelle - (p. 4637) : politique familiale.

Deuxième partie :

Communication - (8 décembre 1993) - Rapporteur spécial (p. 5814) : aide de l'Etat à la mise en place du plan de modernisation de distribution de la presse - Montant de la redevance - Ressources publicitaires - Importance du financement publicitaire pour France 2 - Crédits de l'Institut national de l'audiovisuel, INA - (p. 5815) : extension du réseau de France Info - Augmentation des moyens de Radio France - Renforcement du secteur public audiovisuel français - Défense du dossier de « l'exception culturelle » - Projet d'un plan quinquennal de productions audiovisuelles - Utilisation de la technologie satellitaire - (p. 5816) : modification du financement d'ARTE - Proposition de diffusion des programmes d'ARTE par France 2 et France 3 - Reprise des programmes culturels de France 2 et France 3 par ARTE - Défense de la qualité des programmes du secteur audiovisuel - Accepte ce projet de budget - (p. 5819) : réflexion faite au nom du groupe centriste sur l'évolution du paysage audiovisuel français - Multiplication des chaînes audiovisuelles - Surabondance prévisible des programmes - Moyens de contrôle de l'Etat - (p. 5820) : maintien du rôle créatif de la télévision publique - Défense d'une télévision honnête - Utilisation de la télévision dans l'éducation - **Examen des crédits - Art. 44 (affectation aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle du produit estimé de la redevance pour droit d'usage des appareils et récepteurs de télévision)** (p. 5836) : son amendement n° II-1 : modification de l'affectation aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle du produit estimé de la redevance audiovisuelle ; retiré - **Après l'art. 44** (p. 5837) : s'oppose à l'amendement n° II-28 de M. Ivan Renar (exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la redevance audiovisuelle).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6691) : mise en place de l'exception culturelle dans les accords du GATT - Inquiétude des professionnels français - Déséquilibres de l'industrie audiovisuelle européenne face à l'industrie audiovisuelle américaine - (p. 6692) : quotas de diffusion des chansons françaises - Pluralisme et cultures - Objectifs des sociétés commerciales - (p. 6693) : avec le groupe de l'Union centriste, votera le texte amendé par la commission des affaires culturelles - **Art. 1^{er} A (bilan de l'application des dispositions législatives ou réglementaires intéressant le secteur audiovisuel intervenues depuis 1989)** (p. 6719) : son amendement de suppression n° 62 ; retiré - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6720) : mission d'information sur la télévision éducative - Chaîne expérimentale - Intérêt national d'une telle chaîne - Respect du principe des droits d'auteur avec l'amendement n° 2 de la commission

(négociations par les sociétés d'auteurs, de conventions déterminant les conditions de réalisation et d'utilisation des émissions de la chaîne par les établissements d'enseignement) - **Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** (p. 6733) : approbation de la proposition d'extension des pouvoirs du CSA au secteur public audiovisuel - **Après l'art. 2** (p. 6737) : importance de l'amendement n° 5 de la commission dont il souhaite l'adoption (saisine du CSA par les associations familiales et le Conseil national des langues et cultures régionales) - **Art. 4 (présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle)** (p. 6741) : amélioration du contexte d'évolution des sociétés de communication - Comparaison entre les groupes français et les groupes étrangers - Nécessité de maintenir les entreprises françaises dans la compétition - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias)** (p. 6744) : nécessité du maintien de l'égalité de traitement entre la diffusion télévisuelle et la vidéo - **Art. 6 bis (contribution des diffuseurs au développement de la production des oeuvres cinématographiques et audiovisuelles)** (p. 6747) : soutien au secteur de la production audiovisuelle - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6748) : respect du quota - Prix du disque - Disparition des petits disquaires indépendants - **Art. 9 (seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre)** (p. 6761) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 35 de M. Claude Estier et n° 61 de M. Ivan Renar - Efficacité des entreprises face aux contraintes liées à la concurrence internationale - **Art. 10 (seuil de concentration des réseaux radiophoniques)** (p. 6762) : développement indispensable de Radio France dans le domaine de la radio numérique.

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Art. 12 (rapport sur l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore)** (p. 6781) : ses amendements, n° 63 de suppression ; retiré ; et n° 64 : « décodification » de la demande de rapport au CSA prescrite par l'article 12 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 18 de M. Alain Gérard - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6784) : propositions raisonnables de la commission des affaires culturelles - Climat de dialogue - Apports du Gouvernement, de l'Assemblée nationale et du Sénat - Besoin de consolidation du secteur public de télévision et de radio - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce texte.

COLLARD (Henri), sénateur de l'Eure (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Puech, relative à la décentralisation de la politique du développement rural [n° 245 (92-93)] (29 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Aménagement rural**.

Proposition de loi instituant une taxe de servitude pour le passage des réseaux de transport souterrain [n° 246 (92-93)] (30 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Impôts et taxes**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]

adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 18 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Logement** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 33 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 326) : autoroutes - TGV - Desserte des lignes secondaires par la SNCF - Financement des transports collectifs - Universités - (p. 327) : péréquation entre collectivités territoriales - Ministère de l'aménagement du territoire - Contrats de plan - Départements - (p. 328) : aménagement rural.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs - (27 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5038) : dépenses de personnel - Effectifs - Décentralisation ; place de l'Etat dans les politiques urbaines - Enseignement de l'architecture ; crédits de fonctionnement des écoles ; débouchés offerts aux étudiants - (p. 5039) : Institut géographique national, IGN - Prolongation de la dotation globale d'équipement des villes nouvelles - Propose l'adoption de ces crédits.

Logement - (28 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5114, 5115) : progression des aides personnelles au logement - Erosion des aides à la pierre - Amélioration du système des prêts d'accès à la propriété, PAP - (p. 5116) : insuffisance des mesures fiscales en faveur des investisseurs bailleurs - Gestion des aides personnelles au logement - Mesures en faveur de la reprise de la construction - Aides au logement en faveur des étudiants - (p. 5117) : au nom de la commission des finances, accepte ce projet de budget.

COLLET (François), sénateur de Paris (RPR).

Elu sénateur le 20 juin 1993, en remplacement de M. Roger Romani, nommé ministre (*JO* Lois et décrets du 22 juin 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (*JO* Lois et décrets du 2 juillet 1993) ; puis membre de la commission des lois (*JO* Lois et décrets du 1^{er} octobre 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - Suite de la discussion - (7 juillet

1993) - **Art. 2 bis (certificat d'hébergement)** (p. 2309) : se déclare opposé à l'amendement n° 16 de la commission (suppression de la référence à l'attestation d'accueil) - (p. 2310, 2311) : moyens de l'Office des migrations internationales - Notion de maire dans un arrondissement de Paris.

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 21 (regroupement familial)** (p. 2401) : logement de certaines familles africaines - Capacité de prendre en charge les personnes étrangères accueillies.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991 [n° 385 (92-93)]** - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2501, 2502) : invite le Gouvernement à mieux informer les Français de la situation économique et financière de la France - Constat comptable - Ne s'opposera pas à l'adoption du projet de loi.

- **Rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt** - (16 novembre 1993) (p. 4253) : s'élève contre l'appellation de Parlement « croupion » et ne voit pas où est l'audace du Président de l'Assemblée nationale lorsqu'il parle d'une éventuelle réunion du Congrès.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (20 novembre 1993) - **Art. 16 (retenue des mineurs de treize ans)** (p. 4581) : délai de vingt heures de garde à vue prévu par l'article 16 - Hygiène et propreté des lieux en matière de garde à vue - Se déclare favorable à cet article.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14** (p. 4839, 4840) : son amendement n° I-86 : suppression de l'obligation faite aux sociétés d'assurance de déclarer les contrats d'assurance de bijoux, pierreries, objets d'art, de collections ou d'antiquités accordant une garantie supérieure à 100 000 francs ; retiré - **Art. 14 quinquies (relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles)** (p. 4850) : possibilité donnée aux élus locaux d'opter pour le régime fiscal de droit commun - Transparence.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6127) : choix du site - Sécurité - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen - Deuxième lecture [n° 111 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - En remplacement de M. Lucien Lanier, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6628, 6630) : modifications de forme - Rapport d'information de M. Yves Guéna sur l'évolution institutionnelle de l'Union européenne - Adhésion à l'Union européenne de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède - Législation funéraire - Remplacement de l'appellation « CEE » par celle de « Communauté européenne » - Demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 171 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - **Art. 13 bis (atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans commises à l'étranger)** (p. 6656) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Après l'art. 15 A** (p. 6659) : intervient à propos de l'amendement n° 20 de la commission (application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée) - Problème de constitutionnalité.

COLLIN (Yvon), sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 271) - Ministère : Logement - Prêts de l'A.N.H.A. - Logement (financement).

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1426) - Ministère : Intérieur - Indemnisation des victimes des catastrophes naturelles - Catastrophes naturelles.

COLLOMB (Francisque), sénateur du Rhône (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Industrie - [n° 103 (93-94)] tome 4 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (industrie) - (p. 5884, 5885) : analyse des crédits budgétaires - Agence pour le développement de la productique appliquée à l'industrie, ADEPA - Comité interministériel de restructuration industrielle, CIRI - Perspective sectorielle de l'industrie pour 1994 - Accepte ce projet de budget.

CORNAC (Claude), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

COSSÉ-BRISSAC (Charles-Henri de), sénateur de la Loire-Atlantique (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

COURRIÈRE (Raymond), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Roland Courteau, visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin [n° 289 (92-93)] (30 avril 1993) - Publicité.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le**

code général des impôts [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3558, 3559) : évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Unification des dotations au sein de la dotation forfaitaire, et gel au niveau de 1993 - Dotation d'aménagement - Intercommunalité - Dotation de solidarité rurale - DGF des départements - Aggravation de la situation des départements défavorisés par les transferts de charges financières notamment en matière sociale - (p. 3560) : départements ruraux - Aggravation des déséquilibres - Demande une authentique péréquation par un effort accru de l'Etat hors DGF.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5613, 5614) : évolution des crédits et vote de ce budget à l'Assemblée nationale - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Fonds de solidarité - Attribution de la carte de combattant - Retraite - Crédits en faveur de l'action historique - Subventions aux associations - Rente mutualiste - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Limitation des suffixes - Allocation spéciale pour enfant infirme - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

COURTEAU (Roland), sénateur de l'Aude (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Raymond Courrière, visant à permettre la propagande et la publicité en faveur du vin [n° 289 (92-93)] (30 avril 1993) - **Publicité**.

Proposition de loi sur les retraites des exploitants agricoles [n° 36 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Exploitants agricoles**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2815) - Ministère : Economie - **Baisse du pouvoir d'achat des ménages** - **Politique économique**.

Questions orales sans débat :

n° 11 (JO Débats du 6 mai 1993) (p. 186) - Ministère : Equipement - **Conditions d'implantation du TGV Languedoc-Roussillon** - (Réponse : JO Débats du 15 mai 1993) (p. 306) - **Trains à grande vitesse (TGV)**.

n° 31 (JO Débats du 16 juin 1993) (p. 1323) - Ministère : Affaires sociales - **Publicité en faveur du vin** - (Réponse : JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1745) - **Boissons alcoolisées**.

n° 34 (JO Débats du 17 juin 1993) (p. 1389) - Ministère : Travail - **Situation de l'emploi dans le département de l'Aude** - (Réponse : JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1744) - **Emploi**.

n° 43 (JO Débats du 1^{er} octobre 1993) (p. 2729) - Ministère : Agriculture - **Réforme de l'organisation commune du marché du vin** - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3208) - **Viticulture**.

n° 44 (JO Débats du 1^{er} octobre 1993) (p. 2730) - Ministère : Equipement - **Aménagement du carrefour de la RN 213 et accès vers les Hauts de Narbonne (Aude)** - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3209) - **Routes**.

n° 77 (JO Débats du 4 novembre 1993) (p. 3781) - Ministère : Affaires sociales - **Création de places dans les centres d'aide par le travail** - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4499) - **Handicapés (travail et reclassement)**.

n° 89 (JO Débats du 8 décembre 1993) (p. 5777) - Ministère : Agriculture - **Poursuite de la restructuration du vignoble** -

(Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6517) - **Viticulture n° 90** (JO Débats du 8 décembre 1993) (p. 5777) - Ministère : Agriculture - **Mesures en faveur des viticulteurs sinistrés** - (Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6518) - **Viticulture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)]** - (13 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 292) : modalités de perception des surtaxes - Système SOCRATE - Avis favorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 4 (modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées)** (p. 835) : se déclare opposé à l'amendement n° 30 de M. Pierre Lacour, retiré par son auteur et repris par M. Aubert Garcia (baisse du tarif des droits de consommation) - **Vin doux naturel**.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5227, 5228) : politique agricole commune, PAC - Organisation commune du marché du vin, OCM - Viticulture en Languedoc-Roussillon - Devenir des parcelles où la vigne a été arrachée - Restructuration foncière - Rénovation du vignoble et amélioration qualitative - Prime d'orientation agricole, POA - Calamités agricoles ; sinistres de 1992.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 40 et Etat E (autorisation de perception de taxes parafiscales)** (p. 6016) : son amendement n° II-36, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression de la ligne 20 de l'Etat E annexé à cet article relative à la taxe parafiscale financant le Comité national interprofessionnel de l'horticulture, CNIH ; rejeté.

COUVE de MURVILLE (Maurice), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - I - Services généraux** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 35 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5757) : rigueur budgétaire - Participation de la France aux organisations internationales - Absence de la France sur la scène internationale - (p. 5758) : absence de la France au Moyen-Orient - Politique étrangère européenne - Construction européenne - Passage d'une Europe économique à une Europe politique - Monnaie européenne unique - (p. 5759) : opinion publique et réveil du nationalisme - Négociations du GATT - Votera ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5852, 5853) : analyse des crédits budgétaires - Nombre de cabinets ministériels - Hausse des dépenses de rémunération - Accepte ce projet de budget.

CROZE (Pierre), sénateur des Français établis hors de France (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (JO Lois et décrets du 12 mai 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 22 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1721) : Français de l'étranger.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 19** (p. 4929) : soutient l'amendement n° I-35 de M. Serge Mathieu (dispositif relatif aux récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle).

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) - Rapporteur spécial - Son intervention présentée par M. Jean Clouet (p. 5139, 5140).

CRUCIS (Michel), sénateur de la Vendée (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en région maritime Méditerranée à Toulon le 8 juin 1993 [n° 366 (92-93)] (16 juin 1993) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 446 (92-93)] autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal [n° 15 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal** [n° 446 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3398, 3399).

CUTTOLI (Charles de), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre titulaire du Conseil Supérieur de l'administration pénitentiaire ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio-France internationale.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X** [n° 231 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (27 mai 1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 493) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - Présence de magistrats de la Cour de cassation dans la Cour de justice.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1302) : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 8 (opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1320) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de la commission (réduction du délai).

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1359, 1360) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), se déclare favorable au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - **Art. 14 bis (déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1372, 1373) : articles 95 et 144 du code de la nationalité - Perte de la nationalité française - Conseil supérieur des Français de l'étranger - (p. 1374, 1375) : son amendement n° 3, identique à l'amendement n° 18 de la commission : nouvelle rédaction ; adopté.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 27 (acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée)** (p. 1411) : se déclare opposé aux amendements de M. Claude Estier, n° 90 de suppression, et n° 91 (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1) - **Art. 32 (déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1434) : son amendement n° 4, soutenu par M. Jacques Habert : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; retiré - **Art. 33 (présentation des états de service militaire tenant lieu de déclaration de nationalité française)** : son amendement n° 5, soutenu par M. Jacques Habert : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; retiré - **Art. 38 quater (réintégration du code de la nationalité dans le code civil)** (p. 1449) : son amendement de coordination n° 7, identique à l'amendement n° 28 de la commission ; adopté.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1719) : son amendement n° 1 : extension du vote par procuration aux Français établis hors de France ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture** [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Art. 11** (p. 1976) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire) et, sur cet amendement, au sous-amendement n° 19 de M. Claude Estier prévoyant l'extension

aux personnes morales de la possibilité de saisir la commission des requêtes.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)]** - (21 octobre 1993) - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif pénal existant*) - **Art. 42-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 (répression de l'ivresse dans une enceinte sportive)** (p. 3324, 3325) : sur l'amendement n° 1 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction), se déclare opposé au sous-amendement n° 27 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Caractère manifeste de l'état d'ivresse - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3334) : évolution inquiétante de la violence dans les stades - Intérêt des procédures de

comparution immédiate ou d'interdiction d'accès à un stade - Moralisation du sport - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 3455) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (proposition systématique d'un test de dépistage du SIDA aux détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération) - Santé dans les établissements pénitentiaires - Danger de contamination par le virus du SIDA - Dépistage systématique des personnes atteintes d'une tuberculose évolutive - Prévention.

D

DAILLY (Etienne), sénateur de la Seine-et-Marne (RDE).

Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre titulaire du Conseil national des assurances ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 14 juillet 1993).

– Membre de la commission chargé d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

– Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat, puis président (*JO* Lois et décrets du 7 juillet 1993).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Jacques Larché, Charles Pasqua, Daniel Hoefel, Marcel Lucotte et Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires [n° 460 (90-91)] (23 juillet 1991) - Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993 - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Rapport, au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 332 (90-91)] de M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)] (28 avril 1993) - **Participation des salariés**.

Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales [n° 292 (92-93)] (5 mai 1993) - **Sociétés civiles et commerciales**.

Rapport, fait avec MM. Hubert Haenel et Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitu-

tionnelle [n° 231 (92-93)], portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 316 (92-93)] (19 mai 1993) - **Constitution**.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 319 (92-93)] de privatisation [n° 345 (92-93)] (9 juin 1993) - **Privatisations**.

Rapport, fait avec MM. Hubert Haenel et Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 389 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale, portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI [n° 395 (92-93)] (29 juin 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait avec MM. Hubert Haenel et Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 414 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI [n° 415 (92-93)] (8 juillet 1993) - **Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter les dispositions du premier alinéa de l'article 61 de la Constitution afin de bien préciser que le contrôle de constitutionnalité s'opère par référence aux seuls articles de la Constitution [n° 450 (92-93)] (15 septembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi [n° 292 rect. bis (92-93)] autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales [n° 457 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Sociétés commerciales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 354 (92-93)], adopté par l'Assemblée nationale, instituant la société par actions simplifiée [n° 35 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Sociétés civiles et commerciales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 41 (93-94)] de MM. Marcel Lucotte, Maurice Blin, Josselin de Rohan et Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article 49, alinéa 6, du règlement du Sénat [n° 59 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Parlement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 110 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, instituant la société par actions simplifiée [n° 128 (93-94)] (30 novembre 1993) - **Sociétés civiles et commerciales**.

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 41 (93-94)] de MM. Marcel Lucotte, Maurice Blin, Josselin de Rohan et Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article 49, alinéa 6, du règlement du Sénat [n° 185 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Parlement**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 195 (93-94)] modifiée par l'Assemblée nationale, autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales [n° 206 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Sociétés civiles et commerciales**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée [n° 216 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Sociétés civiles et commerciales**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 24 (*JO* Débats du 26 mai 1993) (p. 426) - Ministère : Premier ministre - *Comptes de la Fondation nationale de la transfusion sanguine et du Centre national de transfusion sanguine* - (Réponse : *JO* Débats du 22 juin 1993) (p. 1513) - **Sang et organes humains**.

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

– **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative)** [n° 273 (92-93)] - (28 mai 1993) - **Sur l'ensemble**

(p. 584) : ordonnance du 1^{er} décembre 1986 et règles de facturation - Importance du travail accompli.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1310) : consulte le Sénat sur sa demande de clôture de la discussion sur cet article ; clôture ordonnée - (p. 1315) : position du Bureau du Sénat sur les suspensions de séance, accordées à la discrétion du président de séance - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1322) : intervient sur la demande de clôture de la discussion de M. Jacques Larché, président de la commission.

- **Rappels au règlement de MM. Charles Lederman et Michel Dreyfus-Schmidt** - (16 juin 1993) (p. 1334, 1335) : examen des amendements sur l'article 9 de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Demande au Sénat de décider d'interdire de parole M. Charles Lederman.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1834) : décision du Gouvernement relative à la modification de l'ordre du jour prioritaire.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1867) : irrecevabilité des amendements relatifs aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales n° 36 à n° 39, n° 42 à n° 48, n° 70 à n° 73, n° 82 à n° 86, n° 143 et n° 145, n° 249, n° 254, n° 256, n° 257, n° 269, n° 273, n° 275, n° 277, n° 280, n° 282, n° 283, n° 289, n° 293, n° 295, n° 296, n° 300, n° 307 à n° 312, n° 317, n° 318, n° 331 et n° 333 à n° 335, en application de l'article 41 de la Constitution - Irrecevabilité, en application de l'article 40 de la Constitution, des amendements n° 236, n° 242, n° 258, n° 266, n° 291, n° 294, n° 297, n° 3274, n° 3276 à n° 3283, n° 3286 à n° 3302 et n° 3318 - **Rappel au règlement**, de M. Robert Pagès (p. 1869) : exemples de débats au cours desquels le Gouvernement a opposé l'article 40 ou l'article 41 de la Constitution à des amendements avant qu'ils ne soient appelés et présentés.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (8 juillet 1993) - **Art. 15 (expulsion)** (p. 2383) : demande que le débat reprenne avec sérénité et que chaque orateur s'en tienne au sujet - Respect du règlement du Sénat - (p. 2386) : mise au point sur l'application du règlement du Sénat.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 1993) (p. 3794) : prend acte des protestations de Mme Hélène Luc, relatives à l'organisation des travaux du Sénat.

- **Remplacement de M. Jean Simonin, décédé, par M. Max Marest, en qualité de sénateur de l'Essonne - Vacance du siège de M. André Martin, sénateur de Seine-Maritime, décédé** (8 novembre 1993) (p. 4019).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5029) : situation de M. Eric Boyer, sénateur de La Réunion dont la levée d'immunité parlementaire a été ordonnée par le Sénat au cours de la séance du 8 juillet 1993.

- **Clôture de la première session ordinaire de 1993-1994** (20 décembre 1993) (p. 6764).

- **Ouverture de la première session extraordinaire de 1993-1994** (21 décembre 1993) (p. 6775)

En qualité de sénateur

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi n° 332 (90-**

91), déposée par M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)] - (6 mai 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 192, 193) : situation de la participation des salariés en France - Intéressement aux résultats - Participation au capital - (p. 194) : participation à la gestion des sociétés - Sociétés commerciales - Bilan de la participation des salariés au capital de la société - Possibilité pour les statuts de réserver un ou deux postes d'administrateur à des salariés - (p. 195) : différences selon les taux de participation - Salaire des salariés actionnaires membres du conseil de surveillance - **Art. 1^{er} (rapport présenté par le conseil d'administration ou le directeur)** (p. 200) : contenu du rapport - **Art. 2 (administrateurs nommés parmi les salariés actionnaires)** : mise en place du dispositif - (p. 201) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 du Gouvernement (aspect incitatif du dispositif), mais s'y oppose à titre personnel - **Intitulé de la proposition de loi** : proposition de la commission : « Proposition de loi instituant une faculté de participation des salariés actionnaires au conseil d'administration ou au conseil de surveillance des sociétés anonymes » ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 202) : souhaite un examen rapide de cette proposition de loi par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - Rapporteur pour la section I et l'article 13 - **Discussion générale** (p. 391) : constitution du comité consultatif constitutionnel - (p. 392) : initiative de la révision constitutionnelle - Examen du texte - (p. 393) : suppression de la qualité de membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel conférée aux anciens présidents de la République - Président du Conseil constitutionnel - (p. 394) : incompatibilités avec les fonctions de membre du Conseil constitutionnel - Saisine automatique du Conseil constitutionnel pour les ordonnances prises en application de l'article 38 de la Constitution - Contrôle de constitutionnalité des lois référendaires - (p. 395) : exception d'inconstitutionnalité - Champ d'application - Possibilité de remplacement d'une disposition législative reconnue, par voie d'exception, contraire à la Constitution - (p. 396) : contrôle de constitutionnalité - Proposition de la commission : suppression des articles de la section I relative au Conseil constitutionnel.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - Rapporteur pour la section I et l'article 13 - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 437) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (substitution au Conseil constitutionnel d'une commission constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité des lois) - **Section I (dispositions modifiant le titre VII de la Constitution et relatives au Conseil constitutionnel)** : son amendement n° 1 : suppression de cette division et de son intitulé ; adopté (p. 443 ; précédemment réservé p. 438) - **Art. 1^{er} (suppression de la qualité de membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel conférée aux anciens Présidents de la République)** : son amendement de suppression n° 2 ; adopté - **Art. 2 (régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel)** (p. 440) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 3 (institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité)** (p. 441) : son amendement de suppression n° 4 ; adopté - (p. 442) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (suppression des derniers mots de l'article 61-1) - **Demande de priorité** : souhaite l'examen en priorité de l'article 13 ; priorité ordonnée (p. 442) - **Art. 13 (dispositions transitoires relatives à l'entrée en vigueur de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité)** : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 4 (effet des déclarations d'inconstitutionnalité formulées par le Conseil constitutionnel)** (p. 443) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 5 (renvoi à la loi organique pour la définition de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité)** : son amendement de suppression n° 6 ; adopté - **Section I (suite)** : son amendement de suppression n° 1 ; adopté (précédemment réservé p. 438) - **Art. 9 (Haute cour de justice)** (p. 461) : son amendement n° 32 : trahison du Président de la République ; retiré.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - Rapporteur pour la section I et l'article 13 - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 489) : reprend l'amendement n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout

citoyen français » à ceux de « toute personne physique » en le modifiant : substitution des mots « toute personnes physique de nationalité française, ou de nationalité étrangère résidant en France » à ceux de « toute personne physique » ; retiré - (p. 492) : intervient à propos du sous-amendement n° 31 du Gouvernement - Propose que l'on remplace les mots « commission juridictionnelle des poursuites » par ceux de « commission juridictionnelle des plaintes » - **Après l'art. 13** (p. 495) : se déclare opposé à l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (suppression dans la Constitution du terme de « Communauté » qui n'existe plus) - **Intitulé** (p. 499) : son amendement n° 8 : projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX et X ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Après l'art. 16** (p. 896, 897) : grand nombre de scrutins publics demandés par le groupe communiste - Procédures d'obstruction - Souhaite que le Gouvernement demande au Sénat de se prononcer par un vote bloqué - **Art. 17 (incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à valeur mobilière, OPCVM)** (p. 901) : projet de loi de privatisation - Faiblesse de l'argument d'inconstitutionnalité - **Après l'art. 19** (p. 915) : son amendement n° 53 : assimilation des revenus des copropriétaires de chevaux de course à des bénéficiaires soit de l'exploitation agricole soit des professions non commerciales ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - Caractères des syndicats d'étalons - Exemple des parts de copropriété de navires (quirats) - **Vote unique** (p. 927) : vote de la question préalable lors du projet de loi de finances pour 1993 - Avec le groupe du RDE, apporte son soutien au Gouvernement.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 966, 967) : rôle de la commission saisie pour avis - Constitutionnalité de ce projet de loi - Rôle de la commission de la privatisation - Protection des intérêts nationaux - Acquisition des titres - Privatisations de 1986 - (p. 968) : jurisprudence du Conseil constitutionnel en matière de privatisations - Compétence du législateur - Exclusion des privatisations de certaines activités publiques - (p. 969) : indemnisation - Préservation de l'indépendance nationale - Loi du 2 juillet 1986 - (p. 970) : dépôt d'une proposition de loi en octobre 1990 - Report de la date butoir des privatisations jusqu'au 1^{er} mars 1997 - Contenu du nouveau projet de loi - Constitutionnalité - Indemnisations - Propositions de la commission saisie pour avis - Paiements échelonnés - (p. 971) : respect des intérêts nationaux - Création d'une action spécifique - Conformité au droit communautaire - Participation des salariés - Accepte les dispositions proposées par le projet de loi - Souhaite la possibilité d'instituer une représentation des actionnaires salariés au conseil d'administration ou de surveillance - Modifications du droit des sociétés du secteur public - Sous réserve de l'adoption de quelques amendements, accepte ce projet de loi - (p. 997) : oeuvre du général de Gaulle - Règles, dans la Constitution de 1958, des transferts de propriété d'entreprises du secteur public au secteur privé - (p. 1001) ; inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale avant la fin de cette session de la proposition de loi de M. Jean Chérioux sur la participation des salariés.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - Rapporteur pour avis - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1012) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Préambule de la Constitution de 1946 - (p. 1013) : limite constitutionnelle à la privatisation - Oeuvre du Général de Gaulle - Privatisation de la SEITA - (p. 1014) : protection de l'indépendance nationale - (p. 1015) ; services publics constitutionnels non privatisables - (p. 1016) : préambule de la Constitution de 1946 - Avis défavorable du groupe du RDE sur cette motion - **Rappel au règlement** de M. Charles Lederman (p. 1016) : absences dans l'hémicycle - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1035) : son amendement n° 28 : remplacement des mots : « pourra être transféré » par ceux de : « sera transféré » dans le paragraphe I de l'article 1^{er} ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1111) - Bloc de constitutionnalité - Respect de la Constitution - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - (p. 1036) : fixation du

domaine et du délai de la privatisation - **Rappel au règlement** de M. Charles Lederman (p. 1072) : procédure du vote bloqué - Débats parlementaires - **Art. 1^{er} et annexe (suite)** (p. 1105) : remercie le Gouvernement pour son amendement n° 320 (possibilité pour des entreprises publiques aux actionnaires privés minoritaires d'augmenter leurs fonds propres en offrant à leurs actionnaires la faculté, lors de la mise en paiement de leurs dividendes, de les toucher en actions) - (p. 1106) : capitaux étrangers - (p. 1108, 1109) : défense des intérêts nationaux - Article 6 du projet de loi relatif aux participations étrangères.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-93)]** - (11 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1068, 1069) : coût de l'intérêt de l'emprunt de l'Etat - Constitutionnalité du texte adopté par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - Rapporteur pour avis - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1123, 1124) : loi de privatisation du 6 août 1986 - Loi d'habilitation autorisant le Gouvernement à prendre par voie d'ordonnances les mesures du domaine de la loi pour l'exécution de son programme de privatisation - Examen du texte de 1986 - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1142, 1143) : ne souhaite pas que le Gouvernement demande à être habilité à procéder par voie d'ordonnances - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1146) : porteur défaillant - Exemple de la Grande-Bretagne - Règles légales en cas de cessions hors marché assorties d'un paiement échelonné - Constitutionnalité du paiement différé - (p. 1149) : son amendement n° 29 : nouvelle rédaction du paragraphe I de cet article ; adopté avec l'ensemble du texte le 14 juin 1993 (p. 1245) - (p. 1152) : son amendement n° 30 : modification du dernier alinéa du paragraphe II de cet article en un paragraphe III relatif au décret qui fixe les modalités de mise en oeuvre de ces dispositions ; retiré - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1153, 1154) : loi du 6 août 1986 - Mesures prises pour la protection des intérêts nationaux - Action spécifique - Loi du 10 juillet 1989 - (p. 1155) : régime des sanctions - Exigence constitutionnelle de préservation de l'indépendance nationale - (p. 1157, 1158) : garanties apportées par l'action spécifique - (p. 1159) : participations étrangères.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - Rapporteur pour avis - **Art. 6 (suite)** (p. 1188) : son amendement n° 31 : cas de franchissement des seuils fixés ; nomination au conseil d'administration ou de surveillance d'un ou deux représentants de l'Etat et opposition de l'Etat aux décisions de cessions d'actifs ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1191) : son amendement n° 32 : notion d'action de concert ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - Nombre d'actions détenues dans l'entreprise - (p. 1192) : son amendement n° 33 : ministre compétent pour informer le président du conseil d'administration en cas de franchissement de seuil irrégulier ; choix du ministre de l'économie ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1193) : différence entre les notions d'indépendance nationale et de protection des intérêts nationaux - **Art. 8 (actions gratuites destinées aux salariés)** (p. 1197) : son amendement n° 34 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - **Art. 9 (offres destinées aux personnes physiques)** (p. 1201) : sur l'amendement n° 23 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), qu'il accepte, ses sous-amendements n° 35, n° 36 et n° 37, rédactionnels ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1204) : s'oppose à l'amendement n° 126 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe III de cet article relatif à l'accès aux actions gratuites privatisées accordé aux personnes physiques ressortissantes de la CEE) - **Art. 16 (représentation des salariés au conseil d'administration)** (p. 1231) : démocratisation du secteur public - Ordonnance du 21 octobre 1986 qui ouvre la possibilité aux entreprises privées d'acquiescer au sein de leur conseil d'administration des représentants élus par les personnels salariés - Représentation des salariés dans le conseil d'administration des entreprises privatisées en 1986 - **Après l'art. 16** (p. 1232) : son amendement n° 38 : création d'un ou deux sièges supplémentaires au conseil d'administration ou de surveillance, selon le cas, réservés à des administrateurs représentant les salariés actionnaires dès lors que ceux-ci détiennent au moins 5 % du capital ; extension du dispositif aux groupes

de sociétés ; retiré - Dispositions de la proposition de loi de M. Jean Chérioux adoptée par le Sénat le 6 mai 1993 - Mise en application de cette proposition de loi - **Art. 17 (dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 1236) : son amendement n° 39 : nouvelle rédaction du paragraphe II de cet article relatif au mode de désignation des présidents des conseils d'administration des banques nationalisées par la loi de nationalisation de 1982 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1250, 1251) : constitutionnalité du projet de loi - Remerciements - Obstruction des groupes socialiste et communiste - Politique générale du Gouvernement - Avis favorable du groupe du RDE, à trois exceptions près, sur le texte tel qu'il résulte des travaux du Sénat - Protection des intérêts nationaux.

- **Question orale avec débat : transfusion sanguine** - (21 juin 1993) (p. 1513 à 1519 ; 1520) : présente sa question.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1767) : intervient contre la motion n° 5 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Effet de l'adoption de la motion : rejet du projet de loi et donc entrée en vigueur immédiate du nouveau code pénal - (p. 1768) : amendement relatif à l'auto-avortement - (p. 1769) : irrecevabilité des amendements ne traitant pas de la date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Retire son amendement n° 3 relatif à l'auto-avortement - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1775, 1776) : jurisprudence du Conseil constitutionnel sur l'adoption d'un texte selon une procédure contraire au règlement du Sénat - Les membres du groupe du RDE refusent la remise en cause de la réforme du code pénal à l'occasion de l'examen d'un projet de loi relatif à sa date d'entrée en vigueur.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture [n° 389 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - Rapporteur pour la section I et l'article 13 - **Discussion générale** (p. 1951, 1952) : maintien par l'Assemblée nationale de la suppression par le Sénat, en première lecture, de la section I et de l'article 13, relatifs à l'exception d'inconstitutionnalité - (p. 1954) : Constitution et loi organique - **Art. 8 (Conseil supérieur de la magistrature)** (p. 1964, 1965) : sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences), intervient sur les sous-amendements n° 14 de M. Claude Estier (composition de la formation compétente pour les magistrats du siège) et n° 21 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant le tirage au sort au sein de collèges élus pour les magistrats membres des deux formations) - (p. 1966, 1967) : situation de la magistrature - Ne votera pas le sous-amendement n° 21 précité - Se déclare opposé au sous-amendement n° 16 de M. Claude Estier (énumération des dispositions renvoyées à la loi organique) - (p. 1968) : son sous-amendement n° 24 : rédaction de la fin du troisième alinéa de l'article 65 de la Constitution «...de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale» ; adopté - **Art. 11** (p. 1975, 1978) : sur l'amendement n° 11 de la commission qu'il votera (nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire), intervient sur le sous-amendement n° 17 de M. Claude Estier (rétablissement de la plus grande partie des dispositions votées par l'Assemblée nationale) - **Seconde délibération - Art. 8** (p. 1980) : se déclare favorable à l'amendement n° A1 du Gouvernement (nouvelle rédaction relative à la composition et aux compétences du conseil supérieur de la magistrature).

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2008, 2010) : intervient contre la motion n° 2 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Absence de lien entre le projet de loi et le traité de Maastricht - Constitutionnalité du projet de loi - Respect de la loi - Négociations internationales - Principe de la souveraineté nationale.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2206,

2207) : se déclare opposé à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Principe constitutionnel de l'indépendance des professeurs d'université - Système dérogatoire créé par la loi du 20 juillet 1992.

- **Rappel au règlement** : demande une suspension de séance afin de permettre à des sénateurs d'assister à la réunion des parlementaires de la majorité présidée par le Premier ministre (6 juillet 1993) (p. 2225).

- **Projet de loi de privatisation - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 407 (92-93)]** - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2328) : limitation des participations étrangères - Rôle de l'action spécifique - (p. 2329) : modification des statuts de sociétés cotées pour permettre aux actionnaires de bénéficier d'une majoration de dividendes - Danger du principe du dividende majoré - Transparence du marché de Paris - Danger pour les petits actionnaires - Formation d'une commission présidée par M. de Maulde, chargée d'examiner la nécessité de modifier la loi de 1966 pour autoriser la pratique du dividende majoré - (p. 2330) : projet d'amendement sur le principe du dividende majoré - Détermination de la pratique du dividende majoré - A la demande du ministre, renonce à déposer son amendement - Examen de ce point dès le début de la session d'octobre - (p. 2332, 2333) : constitutionnalité du texte.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission prévue par l'article 105 du règlement du Sénat, chargée d'examiner une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 411 (92-93)] - (8 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2403) : indique que toutes les pièces visées dans la résolution n'ont pas été analysées - Demande par l'intéressé lui-même que soit votée la levée de son immunité parlementaire - Vote par division - Adoption de la proposition de résolution globale à l'unanimité de la commission - (p. 2404) : donne lecture du procès-verbal concernant le vote par division.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991 [n° 385 (92-93)]** - (9 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2493) : budget voté grâce à l'article 49-3 - Conséquence d'un vote négatif du Parlement - Sanction de la politique financière - Votera contre ce projet de loi - (p. 2495) : remerciements au rapporteur général - Continuité de l'Etat - Gestion de fait - Comptes administratifs - Votera résolument contre ce projet de loi.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - **Explication de vote** (p. 9, 10) : avec les sénateurs du groupe du RDE, votera le projet de révision constitutionnelle - Lois organiques chargées de mettre en oeuvre la révision de la Constitution - Objet limité du texte - Constitution du 4 octobre 1958 - Projet de loi de révision constitutionnelle relatif à l'organisation des pouvoirs publics - Nécessaire toilettage de la Constitution.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Art. 12 (convocation)** (p. 2770) : convocation du Conseil supérieur par le président ou le vice-président par délégation - Sur l'amendement n° 11 de la commission (réunion de chacune des formations du Conseil supérieur sur convocation de son président ou de son vice-président), se déclare favorable au sous-amendement n° 58 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 2771) : sens de l'expression « le cas échéant ».

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 292, 92-93) autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives [n° 457 (92-93)] - (7 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2833) : dividende majoré institué, en toute illégalité, par quelques sociétés françaises et réservés à leurs actionnaires au nominatif depuis au moins deux ans - Remise en cause du principe de l'égalité entre les actionnaires - (p. 2834) : régime des avantages particuliers prévus par l'article 269 de la loi du 24 juillet 1966 - Article 1844-1 du code civil - Conséquences néfastes de la généralisation éventuelle du dividende majoré pour la place financière de Paris - (p. 2835) : préjudice à terme pour les petits actionnaires - Privatisations - Rapport demandé par le

Gouvernement à la commission présidée par M. de Maulde, président du Conseil des bourses de valeurs - (p. 2836) : primes de fidélité accordées à certains actionnaires physiques ; encadrement du dispositif proposé - (p. 2837) : demande l'adoption de ce texte, assorti d'un amendement déposé à titre personnel et accepté à l'unanimité par la commission - **Art. unique (autorisation du versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales)** (p. 2839) : son amendement n° 1 : extension de la disposition relative au dividende majoré à la distribution d'actions gratuites ; adopté.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2845, 2846) : réassurance - Préjudice causé aux réassureurs français sur le marché international par le dispositif français de garantie par nantissement à la différence du contrôle direct exercé par la plupart des Etats des pays développés.

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée [n° 354 (92-93)]** - (21 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3351) : formalisme du droit français de la société anonyme et protection des actionnaires minoritaires - Délocalisation des holdings et des filiales communes à l'étranger - Fixation des règles d'organisation et de fonctionnement interne par les statuts - Coopération de plusieurs entreprises ou rapprochement au moyen d'une filiale commune - Société de sociétés - Société fermée - Société contractuelle - (p. 3352) : nombre d'associés - Direction de la société par actions simplifiée - Statut du président et des dirigeants - Droits et obligations des associés - Validité des clauses statutaires facilitant la cohésion de l'actionariat - Mécanismes de régularisation et de dissolution de la société par actions simplifiée - Obligation pour les associés de se réunir pour statuer sur les questions les plus importantes - Dispositions permettant le contrôle des conventions entre la société et ses dirigeants - (p. 3353) : présomption d'action de concert entre les associés d'une société par actions simplifiée et les sociétés contrôlées par celle-ci - Surface financière de la société par actions simplifiée - Relations de la société par actions simplifiée avec les tiers - Conditions de rachat des parts de société d'un associé - Suspension des droits non pécuniaires de l'associé - (p. 3354) : contrôle des comptes de la société par actions simplifiée - Droit à l'information des salariés - Améliorations rédactionnelles - Invite le Sénat à adopter ce projet de loi - **Art. 1^{er} (constitution et fonctionnement de la société par actions simplifiée)** - **Art. 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 (les règles de constitution et de fonctionnement)** (p. 3355) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 262-2 de la loi précitée (le montant du capital et sa libération)** : son amendement n° 2 : fixation du capital à deux fois le montant fixé pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne et libération de celui-ci en totalité dès sa souscription ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Daniel Millaud (fixation du capital au montant fixé pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne) - (p. 3356) : inadaptation aux petites et moyennes entreprises - Libération totale et immédiate du capital - Protection des intérêts des tiers - **Art. 262-4 de la loi précitée (la transformation d'une société en société anonyme simplifiée, SAS)** (p. 3357) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - Adoption de la décision de transformation à l'unanimité des associés - Etablissements publics - **Art. 262-5 de la loi précitée (la dissolution de la SAS)** : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction ; adopté - Cas où le capital social de l'un des associés de la SAS devient inférieur au minimum légal - **Art. 262-7 de la loi précitée (représentation à l'égard des tiers)** (p. 3358) : son amendement n° 5 : refus de reconnaître aux dirigeants le droit de représenter la société à l'égard des tiers ; adopté - **Art. 262-8 de la loi précitée (responsabilité civile et pénale des dirigeants)** : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 262-10 de la loi précitée (décisions collectives)** (p. 3359) : son amendement n° 8 : substitution du mot « associé » à celui d'« actionnaire » ; adopté - **Art. 262-11 à 262-13 (conventions entre la société et ses dirigeants)** (p. 3359, 3360) : ses amendements n° 9, n° 10 et n° 11, tendant à rétablir les dispositions empruntées au droit commun des sociétés ; adoptés - Sur l'amendement n° 9, accepte le sous-amendement n° 29 du Gouvernement (obligation pour les associés de statuer sur le rapport présenté par le commissaire aux comptes) -

Art. 262-15 de la loi précitée (agrément des cessions d'actions) : son amendement n° 12 : conditions dans lesquelles les associés qui souhaitent céder leurs titres sont à même de le faire ; adopté - **Art. 262-17 et 262-18 de la loi précitée (clauses d'exclusion d'un actionnaire)** (p. 3361) : ses amendements, n° 13 : possibilité pour les statuts de prévoir la suspension des droits non pécuniaires des associés en voie d'exclusion tant que leurs titres n'auront pas été cédés ; modifié par le sous-amendement rédactionnel n° 30 du Gouvernement, qu'il accepte ; n° 14 : substitution du terme « associés » à celui d'« actionnaires » ; modifié par le sous-amendement rédactionnel n° 31 du Gouvernement, qu'il accepte, et n° 15 : substitution du terme « associés » à celui d'« actionnaires » ; adoptés - **Après l'art. 262-18 de la loi précitée** (p. 3362) : clause d'agrément - Prix d'acquisition des titres - Accepte l'amendement n° 28 de M. Daniel Millaud (possibilité donnée à la société par actions simplifiée d'acheter les titres détenus par un actionnaire qui serait évincé ou qui souhaiterait se retirer) - **Art. 262-19 de la loi précitée (adoption et modification de certaines clauses à l'unanimité)** : son amendement de coordination n° 16 ; adopté - **Après l'art. 262-19** : ses amendements, n° 17 et n° 18 : application aux sociétés par actions simplifiées des dispositions de droit commun relatives aux interdictions qui frappent les commissaires aux comptes et au contrôle des comptes ; adoptés - **Après l'art. 1^{er}** : son amendement n° 19 : conditions dans lesquelles il peut être procédé à la liquidation d'une société par actions simplifiée et désignation du liquidateur ou renouvellement de celui-ci à l'unanimité des associés ; adopté - **Art. 2 (présomption d'action de concert)** : son amendement n° 20 : rétablissement de l'article supprimé par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 3364) : son amendement n° 21 : conditions dans lesquelles les délégués du comité d'entreprise peuvent exercer leurs droits dans une société par actions simplifiée ; adopté - **Art. 3 (sanctions pénales)** (p. 3365) : ses amendements rédactionnels, n° 22, n° 23 et n° 24 ; adoptés - **Après l'art. 3** : son amendement n° 25 : transposition de deux nouvelles incriminations dans le « style » du nouveau code pénal ; adopté - **Art. 4 (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)** : son amendement n° 26 : suppression d'une référence inutile ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3436) : contenu du prochain projet de loi d'orientation quinquennale sur la protection sociale - Demande au Gouvernement d'étendre la protection sociale à tous les Français - Se déclare opposé à l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - **Après l'art. 13** (p. 3464) : son amendement n° 124 : ouverture et transfert d'officines ; adopté - (p. 3466, 3467) : ses amendements n° 122 : cas des ressortissants d'un des Etats membres de la CEE qui souhaitent ouvrir une officine ; n° 125 : modalités de création ou de transfert d'une officine ; n° 126 : département de la Guyane ; n° 127 : règle à observer en matière d'antériorité ; et n° 123 : dispositions relatives au service de garde ; adoptés - **Art. 17 (compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament)** (p. 3470) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de la commission (recours contre les décisions prises par le directeur général en cas de menaces graves pour la santé publique).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4009) : conséquences néfastes de l'adoption des amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Risque de développement du travail au noir - Délocalisation des firmes internationales implantées en France - Construction de l'union économique européenne - Se déclare opposé aux amendements n° 7 et n° 268 précités.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Rappel au règlement** (p. 4127) : précise que le vote de l'article 36, dont la rédaction résulte du texte d'un amendement modifié par un sous-amendement, est inutile.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4221, 4222) : remerciements - Texte

comportant des dispositions positives mais aussi des dispositions insuffisantes - Impossibilité d'appliquer l'amendement réduisant à 32 heures la semaine de travail - Travail au noir - Avec le groupe du RDE, votera le texte résultant des travaux du Sénat.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4273) : caractère circonstanciel de la révision constitutionnelle - Décisions du Conseil constitutionnel des 13 août 1993 et 16 juillet 1971 - (p. 4274) : « bloc de constitutionnalité » - Mission constitutionnelle du Conseil constitutionnel - « Gouvernement des juges » - (p. 4275) : souveraineté nationale - Préambule de la Constitution de 1946 - Parlement - (p. 4276) : remise en cause du principe de contrôle de constitutionnalité - Organisation du Congrès avant l'adoption par le Sénat du projet de révision constitutionnelle - Opinion publique - Révision de l'article 61 de la Constitution : « conformité des lois aux articles de la Constitution et à ceux de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 » - Le groupe du RDE votera la révision constitutionnelle complétée par son amendement - **Après l'art. unique** (p. 4292, 4293) : son amendement n° 7 : contrôle de constitutionnalité : conformité aux articles de la Constitution et à ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; retiré - Préambule de la Constitution de 1946 - Contrôle de constitutionnalité - « Gouvernement des juges » - (p. 4294, 4295) : mission constitutionnelle du Conseil constitutionnel - « Contrôle de constitutionnalité » du comité constitutionnel de la Constitution de 1946 - Retire son amendement n° 7 pour des raisons de majorité politique - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4297) : le groupe du RDE dans sa quasi-unanimité votera le projet de loi constitutionnelle - Mission constitutionnelle du Conseil constitutionnel - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - Principes figurant dans le préambule de la Constitution de 1946.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4344) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - Expertise sur la dangerosité du détenu - (p. 4348) : demande que l'on consulte les services des comptes-rendus pour savoir ce que le Sénat a décidé sur la demande de suspension de séance de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire)** (p. 4418, 4419) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nomination des membres du Conseil de la politique monétaire au Conseil économique et social) - (p. 4419) : modification de la loi organique relative au Conseil économique et social - (p. 4420, 4421) : votera l'article 1^{er} - **Après l'art. 4** (p. 4425) : ses amendements n° 46 ; modification de l'article 2 de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ; précision relative à l'apposition de la signature ; et n° 47 : délai de l'effet et de l'opposabilité au tiers de la cession ou du nantissement ; adoptés - (p. 4427) : son amendement n° 48 : modification de l'article 52 de la loi du 24 janvier 1984 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit qui porte sur la solidarité de place au cas où un établissement est en difficulté ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 4438) : son amendement n° 40 : procédures d'offre et de demande de retrait ; cas des actionnaires majoritaires et des actionnaires minoritaires ; retiré - **Avant l'art. 12** (p. 4442) : se déclare favorable à l'amendement n° 32 de M. Paul Lorient (non indemnisation, en cas de vol d'un véhicule, des auteurs, co-auteurs ou complices du vol s'ils ont un accident) - **Après l'art. 14** (p. 4448, 4449) : se déclare opposé aux amendements du Gouvernement n° 51 (insertion d'une division supplémentaire ainsi rédigée : « Titre IX : « Dispositions relatives aux sociétés civiles de placement immobilier ») et n° 52 (régime juridique et financier des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI).

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** - (19 novembre 1993) - **Explication de vote** (p. 12 et-13) : introduction dans le droit positif constitutionnel des préambules des Constitutions de 1958 et de 1946 - Décisions et rôle du Conseil constitutionnel - Avis favorable du groupe du RDE, dans sa quasi-unanimité, sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 8** (p. 4755, 4756) : son amendement n° I-305 : acquittement des droits d'enregistrement par les offices d'huissiers de justice au moment du paiement du prix par le débiteur ; adopté.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 22 (modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)** (p. 4901) : intervient sur l'amendement n° I-60 de la commission (report du dispositif prévu au 1^{er} janvier 1997) modifié par le sous-amendement n° I-325 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, pour des questions de procédure - **Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle)** (p. 4917) : intervient sur le sous-amendement n° I-326 du Gouvernement, repris par M. Paul Lorient et modifiant l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction) - (p. 4918) : commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6278) : explication sur le vote de la motion n° 3396 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à un certain nombre d'amendements, par les différents membres du groupe du RDE - Ne participera pas au scrutin sur cette motion - Conditions d'inscription de ce texte à l'ordre du jour - Inconstitutionnalité - **Explication sur le vote unique** (p. 6299, 6300) : rôle du Parlement - Obstruction parlementaire lors de la discussion de cette proposition de loi - Proteste contre les conditions d'inscription de ce texte à l'ordre du jour - Liberté de la discussion parlementaire - Proteste contre les affirmations suivant lesquelles ceux qui votent cette loi sont contre l'école publique - Droit des collectivités locales à s'administrer librement et décentralisation.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6387) : vote de ce projet de loi par le groupe du RDE.

- **Projet de loi de finances pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6526) : révision nécessaire de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Art. 15 B (conséquences de la loi du 24 août 1993)** (p. 6662) : se déclare favorable à l'amendement n° 25 de la commission, retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt sous le même numéro (suppression du paragraphe VI de cet article relatif à la consignation exigée de la partie civile en cas de citation directe devant le tribunal de police).

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée - Deuxième lecture** [n° 110 (93-94)] - (21 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6834, 6835) : compte rendu de la première lecture à l'Assemblée nationale - Sécurité des tiers - Surface financière de la société par actions simplifiée, SAS - Contrôle des conventions entre la SAS et ses dirigeants et contrôle des comptes - Rétablissement de la présomption d'action de concert - (p. 6836) : exercice des droits à l'information des salariés - Capital de la SAS - Mécanisme de régularisation lorsque l'une des sociétés actionnaires de la SAS ne remplit plus la condition de capital - Problème du refus d'agrément d'un associé ou d'exclusion du cessionnaire - (p. 6837) : commission mixte paritaire - Volonté de se rapprocher de la

position de l'Assemblée nationale - **Art. 1^{er}** - *Art. 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966* : remercie M. Joël Bourdin d'avoir retiré son amendement n° 7 (possibilité donnée aux caisses d'épargne de devenir actionnaires d'une SAS) - (p. 6838) : surface financière des caisses d'épargne - Son amendement n° 1 : application des règles résultant de la loi du 24 juillet 1966 relative à l'exercice des attributions conférées au conseil d'administration de la société anonyme ; adopté - *Art. 262-2 de la loi précitée* : son amendement n° 2 : montant du capital de la SAS ; adopté - *Art. 262-5 de la loi précitée* (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 6839) : son amendement n° 3 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat dans une nouvelle rédaction ; adopté - *Art. 262-8 de la loi précitée* (p. 6840) : son amendement n° 4 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - Evolution de la position du Gouvernement au cours des navettes - *Art. 262-18-1 de la loi précitée (le prix des actions en cas d'exclusion de la SAS)* - Supprimé par l'Assemblée nationale (p. 6840, 6841) : son amendement n° 5 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 1^{er} bis (nomination du liquidateur de la SAS)** - supprimé par l'Assemblée nationale : son amendement n° 6 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture dans une nouvelle rédaction ; adopté.

- **Proposition de loi autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales** - *Deuxième lecture [n° 195 (93-94)]* - (21 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6843) : loi de 1966 sur les sociétés commerciales - Place financière de Paris - Commission de Maulde - (p. 6844) : débats à l'Assemblée nationale ; extension du bénéfice du dividende majoré aux personnes morales - Demande le retour à la limitation aux personnes physiques - Plafond du montant d'actions - **Art. unique** (p. 6845, 6846) : ses amendements, n° 1 : respect du principe de l'égalité entre actionnaires ; n° 2 rédactionnel ; n° 3 : limitation du bénéfice de la majoration aux personnes physiques ; et n° 4 : plafond du montant du capital : application aux seules sociétés cotées ; adoptés.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 214 (93-94)]* - (22 décembre 1993) - **Art. 4 ter (notification obligatoire)** (p. 6864, 6865) : dialogue avec les banques - Se félicite de la suppression de l'article par la CMP - **Art. 12 A (exclusion des voleurs et de leurs complices du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles)** (p. 6869) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement - **Art. 12 (réquisition des services)** (p. 6872) : se déclare opposé à l'amendement n° 3 du Gouvernement (retour au texte du projet de loi).

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 216 (93-94)]* - (22 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6881) : capital de la société par actions simplifiée, SAS - Législation sur les groupes - (p. 6882) : information des salariés - Caractère laborieux des délibérations de la CMP - Contrôle des comptes et des accords intervenus entre une SAS et ses dirigeants - Système de régularisation - (p. 6883) : personnes morales - Clauses d'agrément et clauses d'exclusion - Climat de tension et d'incompréhension dans lequel la CMP a débattu - (p. 6884) : surface financière de la SAS - Espère le soutien du Gouvernement - (p. 6884, 6885) : droit des sociétés - Economie française - Liberté statutaire - Coopération entre sociétés d'un même groupe - Insécurité des tiers.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec les membres de l'Union centriste et rattachés administrativement, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont été conduites par le Gouvernement français les négociations sur le volet agricole du GATT [n° 233 (92-93)] (11 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les enjeux des négociations agricoles du GATT [n° 84 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Agriculture.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Commerce extérieur** - [n° 103 (93-94)] tome 9 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6433) - Ministère : Affaires européennes - **Politique agricole commune** - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4853, 4854) : ses amendements n° I-24, soutenus par M. Xavier de Villepin : identité de traitement des exploitations agricoles à responsabilité limitée et des autres sociétés agricoles ; et n° I-25 : possibilité d'amortissement exceptionnel donnée aux installations d'élevage de bovins et de porcins ayant des obligations de mise en conformité ; retirés - (p. 4855) : son amendement n° I-26, soutenu par M. Xavier de Villepin : constitution de provisions pour investissement dans les parts de sociétés coopératives et mutualistes ; retiré - (p. 4856) : son amendement n° I-27, soutenu par M. Xavier de Villepin : application de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable de l'année d'octroi des aides et des quatre années suivantes ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5221) : mesures d'aide aux exploitations agricoles - Fiscalité agricole - (p. 5222) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Transmission des entreprises agricoles.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (commerce extérieur) - (p. 5892) : excédent de la balance commerciale - Négociations sur le GATT - Evolution des crédits budgétaires - (p. 5893) : comité de développement extérieur, CODEX - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Accepte ce projet de budget.

DEBAVELAERE (Désiré), sénateur du Pas-de-Calais (apparenté au groupe RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

DAUNAY (Marcel), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport fait, au nom de la commission des affaires économiques :

1° sur la proposition de résolution (n° 116), présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Philippe François sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif à l'octroi d'une aide agrimonétaire (n° E-97).

2° sur la proposition de résolution (n° 131), présentée en application de l'article 73 bis du règlement par M. Philippe François sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3813/92, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune (n° E-153) [n° 156 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 736, 737) : difficultés de gestion de la dette et des déficits publics - Compétence du Gouvernement - Plan de relance en matière de logement - Plan pour l'emploi - Mesures en faveur de l'agriculture - (p. 738) : mesures en faveur des entreprises - Avec le groupe du RPR, soutient le Gouvernement.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Après l'art. 18 A** (p. 912) : son amendement n° 45, identique à l'amendement n° 92 de M. Michel Souplet, et soutenu par M. Roland du Luart : suppression de l'assujettissement à la taxe professionnelle pour l'activité semencière ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 14 quater** (*relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles*) (p. 4848, 4849) : soutient les amendements de M. Jacques de Menou, n° I-122 (suppression du plafonnement de l'imputation du déficit d'exploitation sur le revenu global) et n° I-204 (possibilité donnée aux exploitants agricoles à titre principal de déduire de leur revenu global les déficits résultant de leur activité agricole).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5213, 5214) : jeunes agriculteurs - Avenir de l'agriculture - Actions agri-environnementales - Effort de modernisation de l'appareil de production - Coopératives - Budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Insuffisance de l'investissement agricole - (p. 5215) : vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

DEJOIE (Luc), sénateur de la Loire-Atlantique (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO Lois et décrets* du 7 octobre 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 2 (93-94)] (5 octobre 1993) - **Professions judiciaires et juridiques.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi [n° 2 (93-94)] modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 76 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Professions judiciaires et juridiques.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** [n° 2 (93-94)] - (15 novembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale et art. 1 à 3** : son intervention et ses amendements présentés par M. Christian Bonnet (p. 4233, 4235).

DELANEAU (Jean), sénateur de l'Indre-et-Loire (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 10 avril 1993).

Membre titulaire du comité de l'éthique du loto sportif ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 2 mai 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, présentée avec MM. James Bordas et Dominique Leclerc, portant réforme du code de l'urbanisme [n° 390 (92-93)] (24 juin 1993) - **Urbanisme.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 139) - Ministère : **Équipement - Liaisons autoroutières dans les pays de Loire - Autoroutes.**

Question orale européenne avec débat :

n° 5 (*JO Débats* du 23 juin 1993) (p. 1621) - Ministère : **Industrie - Conduite des négociations commerciales - Commerce extérieur.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conduite des négociations commerciales** [n° 5 (92-93)] - (23 juin 1993) (p. 1621, 1623) : présente sa question.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Art. 20** (*retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires*) (p. 3484) : intervient à propos de l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction qui propose de préciser que le retrait de l'autorisation peut être prononcé lorsqu'il est constaté que le taux d'occupation des installations ou d'utilisation des équipements ou le niveau des activités de soins est durablement inférieur au taux ou au niveau correspondant à une occupation, une utilisation, une capacité normale et qui propose également d'enrichir la phase de consultation qui devra intervenir dans un délai de deux mois) - Régulation des moyens d'hospitalisation - Aménagement du territoire - Département de l'Indre-et-Loire - Milieu rural - Responsabilité des élus locaux - **Après l'art. 30** (p. 3501) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de M. Henri de Raincourt (allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans).

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Avant l'art. 43** (p. 4175) : se déclare favorable à l'amendement n° 111 de la commission (recrutement de professeurs associés) - Interrogation sur la durée de l'expérience professionnelle exigée.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Art. 49** (*instauration d'un guichet unique à destination des jeunes*) (p. 4203, 4204) : son amendement n° 267 : rôle des conseils généraux dans les actions d'insertion ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4218, 4219) : dispositions positives du texte - Remerciements aux rapporteurs, au président de la commission des affaires sociales et au ministre - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5352) : rôle du département dans l'aménagement du territoire - Exemple de l'Indre-et-Loire - Contrats de territoire - Accueil des entreprises polluantes dans le « secteur diffus » - Décentralisation à l'échelon du département - (p. 5353) : réforme de la fiscalité territoriale - Taxe professionnelle - Le groupe des RI votera ce projet de budget.

DELEVOYE (Jean-Paul), sénateur du Pas-de-Calais (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe du RPR et apparentés, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 290 (92-93)] (5 mai 1993) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer un dispositif de prévention et de règlement amiable des difficultés des entreprises [n° 442 (92-93)] (20 août 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Entreprises**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à accroître l'effort d'investissement des collectivités locales par la réduction à un an du délai de remboursement par l'Etat de la TVA sur les investissements réalisés par les communes, leurs groupements et leurs établissements publics [n° 138 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Collectivités territoriales**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2813) - Ministère : Budget - **Partenariat Etat-collectivités locales - Finances locales**.

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 345, 346) : déséquilibres territoriaux - Services publics locaux : modulation souhaitable des normes administratives - Délocalisation industrielle vers des pays à faible coût de main-d'oeuvre - Concurrence entre communes : excédent de surface de zones industrielles - Propositions : relocalisation d'entreprises ; schémas départementaux de reboisement ; cultures traditionnelles - (p. 347) : prêts locatifs aidés en secteur rural - Echec des politiques de péréquation entre collectivités territoriales - Taxe professionnelle - Dotation globale de fonctionnement, DGF.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3538) : gel des dotations figurant dans la dotation globale de fonctionnement, DGF, au montant de 1993 - Demande le retour prochain à l'indexation sur le PIB - (p. 3539) : pénalisation des collectivités territoriales par certaines dispositions fiscales décidées par le Gouvernement - Dotation forfaitaire - Dotation d'aménagement du territoire - Critères de répartition - Poids dans l'évolution de la DGF de la garantie de progression minimale - (p. 3540, 3541) : effets pervers des mesures financières d'encouragement à la coopération intercommunale - Dotation de solidarité urbaine, DSU - Péréquation - Potentiel fiscal.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3576) : son amendement n° 40, soutenu par M. Alain Vasselle : limitation de la modification du dispositif d'indexation au seul exercice 1994 ; retiré.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3838) : son amendement n° 304, soutenu par M. Alain Vasselle : mise à disposition des chèques services ; retiré.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 12** (*redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO*) (p. 3914) : son amendement n° 306, soutenu par M. Emmanuel Hamel : utilisation des contrats emploi-solidarité pour combler les besoins des familles ; retiré.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4643, 4644) : nécessité d'une réflexion globale sur la totalité des financements - Chômage - Rapport entre l'Etat et les collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement - Fonds de compensation pour la TVA - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - (p. 4645, 4646) : compensation de la taxe d'habitation, de la taxe professionnelle et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4824) : son amendement n° I-98 : application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères ; repris par M. Paul Lorient ; rejeté - **Après l'art. 11** (p. 4831) : son amendement n° I-99, soutenu par M. Philippe François : exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les biocarburants ; retiré.

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5502) : contrats de ville - (p. 5503) : nécessaire évolution de la solidarité - Rôle des élus locaux - Fondements de la morale.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 40** (p. 6582) : son amendement n° 39, soutenu par M. Emmanuel Hamel : suppression de la taxation effectuée par l'établissement public Voies navigables de France sur les rejets d'eau des stations de relevage ; retiré.

DELFAU (Gérard), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO* Lois et décrets du 7 octobre 1993).
- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.
- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

- Proposition de loi*, déposée avec MM. Claude Estier et François Autain, visant à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 248 (92-93)] (6 avril 1993) - **Communication audiovisuelle.**
- Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement technique** - [n° 102 (93-94)] tome 7 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

- Questions au Gouvernement :*
- (*JO* Débats du 30 avril 1993) (p. 138) - Ministère : Intérieur - **Poursuite de la politique de délocalisation - Délocalisation.**
- (*JO* Débats du 19 novembre 1993) (p. 4384) - Ministère : Anciens combattants - **Suppression éventuelle de la commémoration du 8 mai 1945 - Commémorations.**
- Questions orales sans débat :*
- n° 12 (*JO* Débats du 6 mai 1993) (p. 186) - Ministère : Industrie - **Conflit Cogéma et situation du bassin d'emploi de Montpellier-Lodève (Hérault)** - (Réponse : *JO* Débats du 15 mai 1993) (p. 305) - **Emploi.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 349) : services publics en zones rurales - La Poste - SNCF - Département de l'Hérault ; plan social de la COGEMA - Crédits du Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE - (p. 350) : exemple de délocalisation réussie : Agence nationale des chèques-vacances dans le département de l'Hérault - Région d'Ile-de-France.
- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1867) : querelle opposant laïcs et cléricaux - Absence de débat démocratique - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1880, 1881) : soutient l'amendement n° 240 de M. Claude Estier (suppression des phrases relatives aux modalités d'intervention des collectivités locales) - (p. 1887, 1890) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 3246 et n° 3250 relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte.
- Suite de la discussion** - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 1913, 1914) : soutient l'amendement n° 3255 de M. Claude

Estier, relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Procédure de clôture du débat - Définition de la base départementale - Problème des communautés de communes, des communautés de villes, des districts - Difficulté de gestion des frais de fonctionnement liés à la décentralisation des écoles publiques dans les relations intercommunales - (p. 1929) : notion de « base départementale » pour le calcul du montant des investissements dans les petites communes - Problème d'une demande simultanée de l'enseignement public et de l'enseignement privé dans les petites communes - (p. 1931) : absence de carte scolaire pour les établissements d'enseignement privé.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3801) : son amendement n° 227, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : assouplissement de la législation actuelle ; rejeté - **Art. 2 (élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales)** (p. 3820) : texte trop restrictif - **Après l'art. 2** (p. 3825) : complexité de l'amendement n° 21 de la commission (rapport du Gouvernement sur les possibilités de créations d'emplois dans les services marchands) - **Art. 4 (simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service)** (p. 3842) : origine des chèques services - Nécessaire diminution du travail clandestin - Associations intermédiaires - (p. 3843) : souhaite obtenir des garanties - **Art. 5 (simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises)** (p. 3846) : son amendement n° 228 : habilitation préalable des organismes autorisés à délivrer et à gérer les chèques conseils ; retiré - (p. 3847) : soutient l'amendement n° 220 de Mme Monique Ben Guiga (possibilité pour les Français établis hors de France de bénéficier du dispositif d'aide à la création d'entreprises) - (p. 3848) : soutient l'amendement n° 213 de M. Jean-Luc Mélenchon (financement des aides à la création d'entreprises par un fonds de solidarité abondé par une taxe sur les entreprises recourant à des licenciements) - (p. 3849) : progrès de l'article 5 par rapport aux dispositifs actuels - Attribution des aides.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Avant l'art. 9** (p. 3888) : son amendement n° 229 : institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiaire d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - Importance du statut social - Transformation des dépenses passives en dépenses actives - (p. 3890) : exemple de la Suède - **Art. 9 (institution de sanctions applicables aux fraudeurs aux allocations instituées dans le cadre du Fonds national de l'emploi)** (p. 3899) : intervient sur l'amendement n° 383 de M. Charles Lederman (protection des emplois existants) - **Art. 10 (création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE)** (p. 3901) : son amendement n° 230 : mention du niveau du bassin d'emploi ; rejeté - **Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO)** (p. 3914) : développement excessif des contrats emploi-solidarité - **Art. 15 (institution d'un « fonds partenarial » abondé par l'Etat et à destination des collectivités locales pratiquant une politique active en matière d'insertion professionnelle des jeunes)** (p. 3928) : multiplicité des partenaires : secteur associatif, collectivités locales et Etat - **Après l'art. 15** (p. 3931) : se déclare opposé à l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - Respect des droits des salariés - (p. 3934) : lutte contre la fraude et contre les faux chômeurs par la prévention - **Art. 16 (dispositions relatives au mandat des délégués du personnel)** (p. 3942) : son amendement n° 231 : élection des délégués du personnel sur une base territoriale dans les zones géographiques constituant des bassins d'emplois ; rejeté - (p. 3946) : proposition expérimentale présentée par son amendement n° 231 précité - **Art. 21 (simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés)** (p. 3958) : interrogation sur le renforcement du dialogue social au sein de l'entreprise - **Art. 22**

(rythme des réunions du comité d'entreprise) (p. 3960) : ses amendements n° 232 : mise en place du dialogue social ; et n° 234 : expérience d'un droit d'expression pour les exclus du salariat ; rejetés.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4035) : soutient l'amendement n° 171 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (assurance pour les cadres d'une protection équivalente à celle accordée aux autres salariés) - Situation des cadres - (p. 4037) : modalités particulières des heures supplémentaires du personnel d'encadrement - Se déclare favorable au versement par l'UNEDIC des indemnités différentielles en cas de salaire inférieur à l'indemnisation du chômage ainsi qu'à la possibilité pour des cadres au chômage de devenir professeurs associés - **Art. 28** (*développement du travail à temps partiel*) (p. 4042) : soutient l'amendement n° 173 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe I de l'article 28 intégrant dans le dispositif du travail à temps partiel le travail intermittent) - (p. 4043) : soutient l'amendement n° 174 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe II de l'article 28 introduisant la possibilité d'annualiser le travail à temps partiel) - (p. 4047) : sur l'amendement n° 208 de M. Jean Chérioux (possibilité pour l'entreprise de cotiser aux organismes de retraite pour le temps non travaillé), se déclare opposé au sous-amendement n° 611 du Gouvernement - (p. 4049) : possibilité de percevoir la retraite à taux plein pour les salariés de cinquante-cinq ans ayant atteint 37 annuités et demi - **Art. 31** (*décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes*) (p. 4075) : absence de l'enseignement technique et professionnel dans le titre III - Evolution de la gestion de la formation professionnelle - Interrogation sur l'harmonisation de la formation initiale et de la formation continue, et sur la liaison entre le préfet de région et le recteur - (p. 4079) : création de disparités en fonction de la région - (p. 4080) : comité de coordination - Intervient sur l'amendement n° 183 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (attribution des missions locales et PAIO en matière d'accompagnement social des jeunes) - Coordonnateurs de zone - Rôle des sous-préfets - Devenir des permanences d'accueil, d'information et d'orientation, PAIO - Financement des comités de bassin d'emploi - Articulation entre la formation professionnelle initiale et la formation continue - **Art. 32** (*modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle*) (p. 4083) : se déclare favorable à l'amendement n° 185 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réseau des missions locales et des PAIO) - Accompagnement social à la charge de l'Etat - **Art. 35** (*droit à l'initiation professionnelle*) (p. 4092) : approbation du principe contenu dans l'article - Interrogation sur la mission de l'éducation nationale et sur le rôle des chefs d'entreprises.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36** (*classes préparatoires à l'apprentissage*) (p. 4111, 4112) : droit à la formation professionnelle avant la sortie du système éducatif - Renaissance des classes de préapprentissage - Interrogation sur le sort de deux circulaires de mars 1993 relatives à l'insertion professionnelle des élèves et à la sensibilisation du système éducatif aux problèmes de l'emploi - Interrogation sur le dispositif d'insertion des jeunes de l'éducation nationale (DIJEN) - (p. 4114, 4115) : soutient l'amendement de suppression n° 189 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Désaffectation des jeunes pour la formation professionnelle, l'enseignement technique et professionnel et l'apprentissage - Idée de loi-cadre sur l'enseignement technique et professionnel - Interrogation sur le statut des classes de préapprentissage, la qualification des maîtres, l'influence sur le secteur économique - (p. 4121) : création d'une nouvelle filière - Obligations pour les régions - Charges supplémentaires pour les communes - Statut des élèves - (p. 4125, 4126) : présentation globale des crédits destinés à l'éducation nationale - Stages en entreprise - Interrogation sur la réalité des classes d'initiation préprofessionnelle en alternance - **Art. 37** (*information sur l'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 4131) : rapprochement nécessaire entre le monde éducatif et le monde de l'entreprise - Mention excessive de l'apprentissage comme formation en alternance - **Art. 38** (*ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères*) (p. 4133) : soutient l'amendement de suppression n° 191 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard -

Risque de déstabilisation de l'enseignement technique et professionnel - (p. 4136) : souhait de précision sur le contrôle pédagogique et la délivrance des diplômes.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) (p. 5322, 5324) : progression du chômage - Diminution des crédits - Financement du chômage - Situation des entreprises - Aides de l'Etat - Initiatives locales pour l'emploi - Financement de l'expérimentation du chèque-service et du chômage partiel - ANPE et Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - Formation professionnelle - Décentralisation - Bassins d'emplois - Expérimentation d'un pilotage avec l'Etat des actions de formation - Création dans chaque région d'un « préfet-emploi » - Affectation des crédits - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre III** (p. 5330) : discussion avec les partenaires sociaux - Rôle des sous-préfets - Copilotage entre l'Etat et les régions - Bassins d'emplois - Exemple de la région Champagne-Ardenne - Organismes de formation - Intervient à propos de l'amendement n° II-12 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réduction des crédits de communication du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) - Absence de réponse au standard de nombreuses administrations - Chaînes de télévision temporaires sur l'emploi.

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5370, 5371) : délocalisations - Schéma départemental de coopération intercommunale - Moratoire relatif aux fermetures d'équipement des services publics en milieu rural - La Poste - Son amendement n° II-16 : réduction des crédits du titre IV de 40 millions de francs ; retiré - Crédits du fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE - (p. 5372) : mise en péril d'associations ayant une action en matière d'insertion et de développement économique.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5430) : son amendement n° II-17, soutenu par M. Robert Laucournet : réduction des crédits de deux millions de francs ; rejeté - **Titre VI** (p. 5431) : son amendement n° II-18, soutenu par M. Robert Laucournet : réduction des autorisations de programme de dix millions de francs ; rejeté.

Education nationale - (6 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (enseignement technique) - (p. 5634, 5636) : stagnation des crédits - Identité de l'enseignement technique et professionnel - Création d'emplois - Baisse des effectifs des élèves - CAP et BEP - Second cycle technologique - Coût des enseignements technologiques et professionnels - Accueil dans les entreprises des élèves dans le cadre de la formation en alternance - Mise en oeuvre de la loi quinquennale pour l'emploi - Etude d'une nouvelle loi-cadre sur le rôle de l'enseignement technologique et professionnel - Classes préparatoires à l'apprentissage - Décentralisation - Inégalités entre les régions - Implantation des sections d'apprentissage - Formation en alternance et bassins d'emplois ou de formation - S'oppose aux crédits de l'enseignement technique - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5659) : enseignement professionnel - Réforme du collège - Département de l'Hérault - Dispositif d'insertion des jeunes de l'éducation nationale, DIJEN.

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5827, 5828) : soutien gouvernemental du secteur privé de l'audiovisuel - Avenir de Radio France - Institut national de l'audiovisuel, INA - Conditions du rachat des « Nouvelles dépêches d'Alsace » - Demande d'explications sur une éventuelle aide de l'Etat au Figaro - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5912) : avenir de La Poste en tant que service public - Disparition des bureaux de poste en milieu rural - Suppression d'emplois - Réorganisation de la distribution du courrier traditionnel - Négociations sur le GATT - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

– **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis** (p. 6252, 6253) : soutient l'amendement n° 261 de M. Claude Estier (subvention publique accordée aux établissements d'enseignement privés après l'écoulement d'un délai de fonctionnement de cinq ans à partir de la date de leur création) - Conditions de discussion du présent texte - Remise tardive du rapport Vedel - Gestion sur le terrain des problèmes scolaires - Enrichissement du patrimoine privé avec des fonds publics - **Art. 6** (*application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6273) : prêt spécial « sécurité » - Charges financières des collectivités locales - Problème de la commune centre - **Art. additionnels après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993 p. 1870 ; puis réservés)** (p. 6285) : soutient l'amendement n° 284 de M. Claude Estier (impossibilité pour les subventions publiques de contribuer à l'enrichissement de la personne physique ou morale propriétaire de l'établissement privé sous contrat) - Revalorisation du patrimoine immobilier d'une personne physique ou morale privée par des fonds publics - (p. 6291) : soutient l'amendement n° 320 de M. Claude Estier (inscription des investissements en faveur des établissements d'enseignement privés dans le cadre des schémas prévisionnels des formations de chaque région) - Séparation de l'Eglise et de l'Etat - **Explication sur le vote unique** (p. 6302) : désaccord total avec la révision de la loi Falloux - Guerre scolaire - Saisine du Conseil constitutionnel - **Explication sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6305) : respect de la minorité parlementaire - Laïcité.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6697) : soutient la motion n° 13 de M. Claude Estier tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Inconstitutionnalité de certaines dispositions - Bouleversement du paysage audiovisuel français - Non-respect des obligations légales et contractuelles - Remise en cause du pluralisme et du droit à la liberté d'expression et de communication - Responsabilité du CSA - Atteinte au principe de l'égalité devant la loi - (p. 6700) : radios locales et radios associatives - **Art. 1^{er}** (*création de la chaîne du savoir et de la formation*) (p. 6721) : avec le groupe socialiste, se déclare favorable au principe d'une chaîne éducative mais s'interroge sur sa mise en oeuvre - (p. 6727) : avec le groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 15 de M. Pierre Laffitte (promotion de la chaîne d'accès au savoir) - **Art. 2** (*extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir*) - **Art. 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 (mise en oeuvre par le CSA du mécanisme de la mise en demeure)** (p. 6734) : soutient l'amendement n° 24 de M. Claude Estier (élargissement du pouvoir de saisine aux associations de téléspectateurs) - **Après l'art. 2** (p. 6737) : dispositions discriminatoires contenues dans l'amendement n° 5 de la commission (saisine du CSA par les associations familiales et le Conseil national des langues et cultures régionales) - (p. 6738) : restriction du droit de saisine - **Art. 4** (*présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle*) (p. 6742) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 28, de suppression, et n° 30 (précision et restriction des cas de reconduction tacite de l'autorisation) - **Art. 7 bis** (*création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique*) (p. 6753) : nécessaire aide aux petits producteurs privés de musique française - (p. 6754) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (respect des quotas aux heures d'écoute significatives) - **Art. 10** (*seuil de concentration des réseaux radiophoniques*) (p. 6763) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 37 (modification du seuil) et n° 38 (consécration de l'existence des réseaux radiophoniques locaux).

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Art. 10 (suite)** (p. 6776) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - Notion de réseau radiophonique national - (p. 6777) : soutient l'amendement n° 39 de M. Claude Estier (amélioration de la procédure d'attribution des fréquences radiophoniques par le CSA) - (p. 6778) : soutient l'amendement n° 41 de M. Claude Estier (modalités d'accès aux ressources commerciales de publicité locale pour

les services de radiodiffusion sonore faisant partie d'un réseau à vocation nationale).

DELGA (François), sénateur du Tarn (NI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 28 mai 1993).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immuno-déficitaire acquis.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 266) - Ministère : Agriculture - *Importations d'ail - Fruits et légumes.*

Questions orales avec débat :

n° 29 (*JO Débats* du 10 juin 1993) (p. 935) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie du textile et de l'habillement dans la région Midi-Pyrénées* - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1993) (p. 1465) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 236) : intervient dans le débat consécutif aux questions orales jointes sur la dépendance des personnes âgées.

– **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1462, 1463) : présente sa question.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3445) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : remerciements - Problème du dépistage du SIDA - Neuf des dix membres du groupe des sénateurs non inscrits voteront ce projet de loi.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3545) : blocage de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Création d'une dotation forfaitaire - Dotation d'aménagement - Dotation de solidarité rurale - Coopération intercommunale - Fiscalité locale.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5205) : négociations du GATT - Politique de réduction des coûts - Conséquences de la réforme de la politique agricole commune, PAC, sur l'endettement - Région Midi-Pyrénées ; département du Tarn - Demande l'aménagement des prêts d'irrigation - (p. 5206) : votera ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5898, 5899) : situation de la mégisserie dans la région Midi-Pyrénées - Difficultés de l'industrie textile dans la région Midi-Pyrénées - Négociations sur le GATT.

DELONG (Jacques-Richard), sénateur de la Haute-Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds Forestier national (*JO* Lois et décrets du 14 avril 1993).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Georges Berchet, tendant à remplacer dans l'intitulé de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « Personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « Victimes de la déportation du travail » [n° 242 (92-93)] (20 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992 ; retirée le 18 mai 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre.**

Proposition de loi visant à restaurer les ressources du fonds forestier national [n° 7 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Forêts.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Education nationale (enseignement scolaire)** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 14 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2711, 2712) : aménagement du territoire - TGV Est Paris-Strasbourg - Départements de l'Aube, de la Haute-Saône et de la Haute-Marne - Coordination dans le domaine des transports - Développement des transports intérieurs latéraux - Transports combinés.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4262) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Droit d'asile - Loi relative à la maîtrise de l'immigration - Convention de Schengen - Examen des demandes d'asile par un seul Etat de l'espace Schengen - Préambule de la Constitution de 1946 - Données de l'immigration irrégulière en Europe - (p. 4263) : zones « d'attente » - Révision de la Constitution - Votera sans réserve ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4343) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - Récidive.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 4408) : avis défavorable du groupe du RPR sur la motion n° 23 de M. Paul Loridant tendant au renvoi à la commission - Situation du franc - **Art. 12 (effets de la réquisition de services sur les contrats d'assurance)** (p. 4444) : intervient à propos de l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4450) : avis favorable du groupe du RPR, dans sa quasi-unanimité, sur ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - **Suite de la**

discussion - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4372) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Michel Charasse (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - Secret de l'instruction - Caractère scandaleux de certaines déclarations d'avocats - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4374) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal).

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 5 (pour suite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière)** (p. 4548) : justice spécialisée.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4670) : forêt française - Exploitations forestières et emplois ruraux - Fonds forestier national - (p. 4671) : ressources du Fonds forestier national et subventions - (p. 4672) : nécessité de créer une taxe de portée générale pour alimenter le Fonds forestier national - Emploi et activité en zones rurales.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 19 (par priorité)** (p. 4882, 4883) : intervient sur l'amendement n° I-315 du Gouvernement (affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois) - Problèmes financiers du Fonds forestier national - Taxe sur le pétrole - Donne rendez-vous au Gouvernement l'an prochain - **Après l'art. 19** (p. 4929) : son amendement n° I-120 : dispositif relatif aux récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle ; rejeté.

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5629, 5630) : évolution des crédits - Accueil des élèves - Création d'emplois - Personnel non-enseignant - Bourses d'études - Aide aux familles en zone rurale - Accès aux manuels scolaires - Revalorisation de la fonction enseignante - Etablissements privés - Intégration des instituteurs dans le corps des professeurs d'école - (p. 5631, 5632) : maintien de l'enseignement dans les zones rurales - Regroupements pédagogiques - Classe unique - Collège en zone rurale - Apprentissage de la lecture et de l'écriture - Egalité des chances au lycée - Zone d'éducation prioritaire, ZEP - Enseignement privé - Pouvoirs des directeurs d'école - Accepte ce projet de budget - Institut universitaire de formation des maîtres, IUFM - (p. 5652) : classe unique en milieu rural - (p. 5658) : statut des directeurs d'école.

DEMERLIAT (Jean-Pierre), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 17 décembre 1993) (p. 6420) - Ministère : Entreprises - *Avenir du groupe Vet-France* - **Industrie textile.**

Questions orales sans débat :

n° 22 (*JO* Débats du 29 mai 1993) (p. 585) - Ministère : Défense - *Maintien des équipements militaires de la Haute-Vienne* - (Réponse : *JO* Débats du 19 juin 1993) (p. 1498) - **Défense nationale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5132) : incitations à la construction - Réhabilitation des logements anciens - Amélio-

ration de l'habitat privé - (p. 5133) : amélioration de la salubrité du parc de logements privés occupés par des personnes modestes - Maintien du pouvoir d'achat des aides personnelles.

DEMESSINE (Michelle), sénateur du Nord (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Suède**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à reconnaître le droit à l'accompagnement pour les usagers des organismes paritaires exerçant une mission sociale ou de service public [n° 21 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Chômage**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au mode de calcul des congés annuels des salariés [n° 22 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Travail**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet [n° 25 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Accidents du travail**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à améliorer les garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national [n° 26 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Service national**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à garantir l'emploi des travailleurs victimes d'une maladie prolongée [n° 27 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Emploi**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1420) - Ministère : Premier ministre - *Licenciements chez Dujardin et situation des dockers intermittents du port de Dunkerque* - **Entreprises**.

Questions orales avec débat :

n° 19 (JO Débats du 7 mai 1993) (p. 203) - Ministère : Affaires sociales - *Politique du Gouvernement en matière de dépen-*

dance des personnes âgées - (Réponse : JO Débats du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 232, 234) : présente sa question.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 743) : offensive du Gouvernement contre les acquis sociaux et démocratiques - Difficultés de la situation économique et sociale - Chômage - Privatisations - (p. 744) : revenus salariaux - Augmentation de la CSG - Sacrifices demandés aux salariés en contradiction avec les mesures en faveur des entreprises - Conséquences du lancement d'un emprunt d'Etat - (p. 745) : absence de mesures en matière de politique industrielle - Annulations de crédits - Crédits consacrés à la lutte contre le Sida et contre la toxicomanie - (p. 746) : plan gouvernemental pour l'emploi - Effets de la loi Pons sur les départements et les territoires d'outre-mer - Avec le groupe communiste, rejette ce projet de loi.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 5 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final)** (p. 840) : avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de cet article - **Après l'art. 5** (p. 844) : soutient l'amendement n° 121 de M. Robert Vizet (mesures destinées à la revalorisation des traitements) - **Art. 7 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)** (p. 871) : avec le groupe communiste, souhaite la suppression des dispositions en faveur du financement des cotisations d'allocations familiales - Réduction des charges sociales des entreprises - Bas salaires - Danger des mesures contenues dans cet article - **Art. 13 (exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles)** (p. 883, 884) : Charge du logement pour les ménages - Financement du logement social.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1126, 1127) : soutient l'amendement de suppression n° 84 de Mme Hélène Luc - Protection des intérêts nationaux - Suppression d'emplois - Diminution des investissements - Délocalisations - Augmentation de la fiscalité - Chômage - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1131) : soutient l'amendement n° 88 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe I de cet article relatif au rôle de la commission de privatisation) - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1139) : pouvoirs de la commission de la privatisation - Désignation des actionnaires des entreprises privatisées - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1148) : soutient l'amendement de suppression n° 96 de Mme Hélène Luc - (p. 1151) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Hélène Luc (suppression de la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa du paragraphe II de ce texte relative à la possibilité de revente du titre qui restera propriété de l'Etat) - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1159 à 1176) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 108, n° 110 et n° 113 (fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des entreprises figurant dans l'annexe).

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** - **Art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale (recettes du fonds)** (p. 1583) : soutient l'amendement n° 27 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du financement du fonds de solidarité par les droits sur les alcools) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1586) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 28 (âge de la retraite) et n° 29 (financement de la sécurité sociale) - (p. 1588) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (assujettissement à une contribution sociale de certains revenus des biens immobiliers) - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité)** (p. 1590) : pouvoir d'achat des retraités - Revendication des femmes salariées.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion**

générale (p. 2139, 2140) : situation économique - Dangers du projet de loi pour la sécurité sociale et pour le coût du travail - Conséquence de la budgétisation des allocations familiales - Inégalités face à la fiscalité - Contribution des entreprises - Réduction du coût du travail - Ponction sur les revenus des ménages - Chômage des cadres - Remise en cause des acquis sociaux par le traité de Maastricht - Délocalisations - (p. 2141) : étude faite par le Centre d'étude des revenus et des coûts, CERC - Conséquence néfaste de l'assouplissement des seuils d'effectifs - Avec le groupe communiste, se déclare opposée à ce texte - **Avant l'art. 1^{er} et après l'art. 4** (p. 2154) : son amendement n° 27 : information du comité d'entreprise du montant des exonérations ; rejeté - (p. 2155) : son amendement n° 28, soutenu par M. Jean Garcia : intervention de l'administration compétente en cas d'utilisation frauduleuse des aides par les entreprises ; rejeté - **Art. 1^{er} (transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales)** (p. 2158) : son amendement de suppression n° 29 ; rejeté - **Art. 3 (date d'entrée en vigueur du dispositif d'allègement)** (p. 2161) : son amendement de suppression n° 30, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 2163 à 2171) : ses amendements n° 31 : relèvement du SMIC ; n° 32, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : engagement d'une négociation en cas d'avis défavorable des représentants du personnel sur les licenciements envisagés ; n° 33, soutenu par M. Jean Garcia : proposition par l'employeur à tout salarié licencié pour motif économique depuis moins d'un an de tout poste à pourvoir ; n° 34 : responsabilités financières de l'employeur pour tout licenciement dont le motif n'est pas lié à la personne du salarié ; n° 35, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : transformation des emplois couverts par les contrats emploi-solidarité en emploi sous contrat à durée indéterminée ; n° 36, soutenu par M. Jean Garcia : réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de rémunération ; n° 37 : interdiction du travail de nuit des femmes ; n° 38, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : amplitude maximale d'une semaine de travail ; n° 39, soutenu par M. Jean Garcia : temps de travail consacré à la formation ; n° 40, soutenu par Mme Hélène Luc : communication à la commission départementale de contrôle des fonds publics pour la formation des justificatifs des activités pédagogiques et financières des sociétés assurant la formation professionnelle ; n° 41, soutenu par Mme Marie-Claude Beaudeau : augmentation de la participation des employeurs au financement des congés formation des salariés bénéficiant d'un contrat à durée déterminée ; et n° 42 : augmentation de la contribution patronale à l'effort de formation professionnelle ; rejetés - **Art. 4 (augmentation du crédit d'impôt formation pour des dépenses d'apprentissage)** (p. 2172, 2173) : ses amendements, soutenus par M. Louis Minetti, n° 43 de suppression et n° 44 : attribution des aides prévues par l'article 4 pour l'entreprise s'engageant à conclure avec l'apprenti un contrat de travail à durée indéterminée ; rejetés - **Après l'art. 4** (p. 2175, 2176) : ses amendements, soutenus par M. Jean Garcia, n° 45 : interdiction du travail le dimanche et du travail de nuit pour les apprentis ; n° 46 : revalorisation du salaire de l'apprenti ; n° 47 : taux de la taxe d'apprentissage ; et n° 49, soutenu par M. Louis Minetti : suppression de la mesure exonérant les entreprises des coûts de formation des maîtres d'apprentissage ; rejetés - **Art. 5 (aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation en alternance)** (p. 2177) : son amendement de suppression n° 50, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Art. 6 (institution d'une dotation financière destinée à aider les conseils régionaux à participer au développement de l'emploi)** (p. 2184) : son amendement n° 51 : versement de la dotation à titre expérimental pour des actions débouchant sur des emplois sous contrat à durée indéterminée ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2187) : opposée au transfert des cotisations familiales des entreprises vers les ménages - Nécessité d'une réforme de financement de l'apprentissage - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - Discussion générale** (p. 3123, 3124) : transposition de directives européennes - Nombre d'accidents du travail et de cas de maladies profes-

sionnelles - Conséquences de la loi sur la flexibilité du temps de travail - Emplois précaires - Sous-traitance - Conditions de travail - Mission des représentants des salariés - Loi relative à la prévention des risques professionnels de décembre 1991 - Renforcement des institutions représentatives du personnel et des comités d'hygiène et de sécurité - Rôle de l'organisme public de prévention du bâtiment et des travaux publics, OPPBTP - Inspection et médecine du travail - Renforcement de la protection sociale - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Avant l'art. 2** (p. 3127, 3128) : ses amendements, n° 34 : abrogation de la loi du 31 décembre 1991 relative à la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la sécurité du travail ; et n° 35 : affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise ; rejetés - **Art. 2 (dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil) - Art. L. 235-2 du code du travail (obligation d'une déclaration préalable avant l'ouverture de certains chantiers)** (p. 3133, 3134) : son amendement n° 36 : obligation pour le maître d'ouvrage d'adresser la déclaration prévue à cet article aux secrétaires des CHSCT des entreprises devant intervenir pour la réalisation de l'ouvrage ; rejeté - **Art. L. 235-4 du code précité (institution d'un coordonnateur)** : son amendement n° 37 : suppression de la possibilité de désigner un coordonnateur qui soit une personne morale ; rejeté - **Art. L. 235-7 du code précité (élaboration d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé)** (p. 3136) : son amendement n° 38 : consultation du CHSCT ou des représentants du personnel en tenant lieu, sur le plan de sécurité élaboré avant le début des travaux ; devenu sans objet - **Art. L. 235-11 du code précité (constitution d'un collège interentreprises)** (p. 3137) : ses amendements n° 39 : suppression des mots « avec voix consultative » ; et n° 40 : participation d'un représentant du CHSCT de chacune des entreprises intervenantes ou à défaut des représentants du personnel en tenant lieu, ou encore à défaut des salariés employés sur le chantier ; rejetés - **Art. 6 (saisine du juge des référés par l'inspection du travail)** (p. 3140) : ses amendements n° 41 : compétence du tribunal de grande instance du lieu où se déroulent les travaux ; et n° 42 : convocation par le juge du CHSCT ou à défaut des représentants du personnel en tenant lieu, de chacune des entreprises intéressées lorsqu'il estime utile de provoquer la réunion élaborant le plan général de coordination ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3141) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - Art. 17 (compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament)** (p. 3471) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du deuxième alinéa du paragraphe VI de cet article qui envisage de nouvelles charges pour les collectivités territoriales) - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires)** (p. 3480) : soutient l'amendement de suppression n° 87 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 21 (expérimentations)** (p. 3488) : soutient l'amendement de suppression n° 88 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - Discussion générale** (p. 3680) : situation de l'emploi - Injustice dans la répartition du patrimoine privé - Mobilisation des syndicats contre ce projet de loi - Salariés d'Air France - Inefficacité des exonérations - (p. 3681) : budgétisation des cotisations familiales - Institution du « chèque-service » - Précarité des propositions - Urgence du renforcement des droits collectifs des salariés - Organisation du travail - Destabilisation de la société - (p. 3682) : durée hebdomadaire du travail - Travail du dimanche - Suppression des commissions départementales de contrôle des fonds publics - Opposition du groupe communiste aux orientations du texte et propositions - (p. 3683) : nécessité d'une association entre les mesures d'urgence et les changements de structures.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - Art. 2 (élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales) (p. 3824) : votera contre l'article 2.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité)

rité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO) (p. 3913) ; soutient l'amendement n° 394 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe I de l'article 12 ciblant les publics des contrats emploi-solidarité) .

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Avant ou après l'art. 24** (p. 3993) : son amendement n° 436 : abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail sans réduction de salaire ; rejeté - Limites du « productivisme capitaliste » - Nécessaire rattachement de l'horaire de travail à la semaine - Part des salaires dans le prix de revient - Consommation des ménages - (p. 4003) : réduction du temps de travail accompagnée d'une baisse des salaires et d'une exonération pour les entreprises proposée par les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Avec le groupe communiste, se déclare opposée aux amendements identiques précités - (p. 4017) : réponse par le biais de son amendement n° 436 précité à une exigence profonde des salariés - (p. 4018) : maintien par la réduction du temps de travail de la cohérence nécessaire au développement de l'économie - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4020) : dangers de l'annualisation du temps de travail - (p. 4021) : organisation du travail par l'employeur - Subordination du salarié - Eclatement des garanties individuelles et collectives du monde du travail - Danger du projet de loi sur la cellule familiale - (p. 4023) : ses amendements, n° 439 de suppression, soutenu par Mme Paulette Fost, et n° 440, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du paragraphe II de l'article 24 incluant, au titre des contreparties facultatives à l'annualisation, une possibilité de contrepartie en terme d'emploi ; rejetés - **Art. 25 (négociation sur le capital de temps de formation)** (p. 4030) : son amendement n° 441, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : détermination par voie conventionnelle ou contractuelle des conditions de bénéfice d'un temps de formation pour chaque salarié ; rejeté - **Art. 27 (élargissement du recours au repos compensateur)** (p. 4032) : contraintes des salariés sans contrepartie - (p. 4033) : son amendement de suppression n° 442, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 28 (développement du travail à temps partiel)** (p. 4040) : institutionnalisation de la précarité par le biais de la loi sur le temps partiel - Son amendement de suppression n° 443, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - (p. 4042) : ses amendements n° 444, soutenu par Mme Paulette Fost : travail à temps partiel réservé à des salariés volontaires ; et n° 445, identique à l'amendement n° 173 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe I de l'article 28 intégrant dans le dispositif du travail à temps partiel le travail intermittent) ; rejetés - (p. 4043) : son amendement n° 446, identique à l'amendement n° 174 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe II de l'article 28 introduisant la possibilité d'annualiser le travail à temps partiel) ; rejeté - (p. 4045) : son amendement n° 447, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du paragraphe VI de l'article relatif à l'abattement de charges sociales auquel ouvre droit le contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel ; rejeté - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4053) : dérèglementations relatives au travail du dimanche - (p. 4056) : son amendement n° 448, soutenu par M. Robert Pagès : affirmation du principe du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs ; rejeté - (p. 4057) : son amendement n° 449, soutenu par Mme Paulette Fost : abrogation de l'article L. 221-19 du code du travail prévoyant la possibilité pour le maire d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche trois fois par an par arrêté ; rejeté - (p. 4058) : son amendement n° 450 : possibilité pour l'inspecteur du travail de faire appliquer les textes relatifs au repos dominical ; rejeté - (p. 4059) : son amendement n° 451, soutenu par Mme Paulette Fost et identique à l'amendement n° 180 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard : suppression du paragraphe I de l'article 29 étendant le régime des dérogations permanentes saisonnières à certains établissements situés dans des communes touristiques ; rejeté - (p. 4062) : son amendement n° 452 : définition du travail de nuit ; rejeté - (p. 4063) : ses amendements n° 453, soutenu par Mme Paulette Fost : rémunération du salarié effectuant un travail de nuit ; et n° 454, soutenu par M. Ivan Renar ; accord du salarié pour le travail de nuit ; rejetés - (p. 4064) : soutient l'amendement n° 456 de

Mme Marie-Claude Beaudou (repos des femmes assujetties au travail de nuit) - (p. 4065) : son amendement n° 458, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du paragraphe II de l'article 29, permettant aux entreprises souhaitant travailler en continu d'organiser un repos hebdomadaire par roulement dans le cadre d'accord ou de convention d'entreprise ; rejeté - **Art. 30 (temps réduit indemnisé de longue durée)** (p. 4069) : son amendement de suppression n° 459 ; rejeté - **Art. 30 bis (repos quotidien)** : son amendement de suppression n° 460, soutenu par M. Ivan Renar ; rejeté - **Art. 31 (décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes)** (p. 4078) : soutient l'amendement n° 467 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression des deux derniers alinéas du B de l'article 31 relatifs au délai de mise en place du transfert de compétences) - **Art. 33 (compétences réservées à l'Etat : coordination)** (p. 4084) : soutient l'amendement de suppression n° 468 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 34 (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes)** (p. 4088) : soutient l'amendement n° 472 de Mme Danielle Bidard-Reydet (précisions quant à la nature des organisations syndicales et patronales consultées sur l'élaboration du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes) - (p. 4094) : soutient l'amendement n° 478 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de la dernière phrase de l'article relative à la mise en place des formations en concertation avec les entreprises et les professions).

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Art. 49 (instauration d'un guichet unique à destination des jeunes)** (p. 4203) : son amendement de suppression n° 556 ; rejeté - Désengagement de l'Etat pour la formation professionnelle continue en faveur des jeunes - Charges des régions - **Art. 50 (compétences des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (COREF), du conseil d'orientation et de surveillance et des comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CODEF) - suppression de la commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4205, 4206) : ses amendements n° 559 de suppression, n° 560 ; remplacement de la notion d'information par celle de consultation pour les relations entre l'Etat, l'ANPE et l'AFPA ; n° 561 : possibilité de proposer un nouveau contrat en cas d'avis défavorable du comité régional ; n° 563 : périodicité des réunions du comité départemental ; n° 564 : reconnaissance de la place des conseils généraux ; n° 565 : extension des consultations à l'échelon départemental ; et n° 566 : maintien des commissions départementales de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage ; rejetés ; et n° 562 : suppression de toute mention relative à un contrôle des demandeurs d'emploi ; devenu sans objet - **Art. 50 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur la coordination entre l'ANPE et l'UNEDIC et sur une éventuelle fusion de ces deux organismes)** (p. 4208) : son amendement de suppression n° 567 ; rejeté - **Art. 51 (rapport d'évaluation de l'application de la loi et rapports d'exécution de certains articles)** (p. 4210) : son amendement de suppression n° 568, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 52 (annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicables à l'outre-mer)** (p. 4212) : son amendement de suppression n° 569, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4219, 4220) : bouleversement de l'organisation du travail - Droit d'expression des parlementaires - Annualisation du temps de travail - Avec les sénateurs communistes, votera contre ce projet de loi.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4470, 4471) : diminution du temps de travail - Destruction de la protection sociale et du code du travail - Annualisation du temps de travail - Contrats de travail - Formation professionnelle - Emploi des jeunes - Education nationale - Mouvement social - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5269) : lutte contre la toxicomanie - Région du Nord-Pas-de-Calais - Points « info-jeunesse » - Bénévolat - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) (p. 5320, 5322) : situation de l'emploi et des entreprises - Coût du travail - Coûts financiers - Importance de certains salaires - Insertion et formation professionnelle - Précarité des contrats de travail - Annualisation de la durée de travail - Danger de la loi quinquennale sur l'emploi - Postes d'inspecteur de contrôleur du travail - Médecins du travail et infirmiers - Femmes salariées - Mise en place d'un dispositif d'urgence - Concertation entre les partenaires sociaux - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5562) : lutte contre la toxicomanie - (p. 5563) : développement indispensable de la prévention.

DESCOURS (Charles), sénateur de l'Isère (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre suppléant de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil national du bruit jusqu'au 8 avril 1993.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la sécurité sociale ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 7 avril 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Sécurité sociale** (problèmes généraux et équilibre financier) - [n° 105 (93-94)] tome 1 (22 novembre 1993).

Rapport, fait avec M. Claude Huriet, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 137 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la santé publique et la protection sociale [n° 155 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Santé**.

Rapport, fait avec M. Claude Huriet au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la santé

publique et à la protection sociale [n° 197 (93-94)] (18 décembre 1993) - **Santé**.

Proposition de loi, déposée avec M. Henri Belcour, tendant à la création d'un Ordre national des masseurs-kinésithérapeutes [n° 199 (93-94)] (20 décembre 1993) - **Ordres professionnels**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) - (p. 2682, 2683) : son rôle au sein du groupement des autorités responsables des transports, GART - Dispositions relatives aux transports publics urbains de province dans la politique gouvernementale - Insuffisance des ressources - Versement sur les transports - Politique de la ville - Disparité entre la région d'Ile-de-France et la province - (p. 2684) ; tarification - Efforts réalisés par les collectivités territoriales pour financer les réseaux de transports en commun - Utilisation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers - Transports scolaires - Transports interurbains - Application de la loi Sapin - Aménagement du territoire - Desserte des villages - (p. 2685) : création d'emplois.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3418) : lutte contre la tuberculose - Dépistage du virus du sida en milieu carcéral - (p. 3419, 3420) : autorisations en matière d'équipement hospitalier - Taux d'occupation des installations ou d'utilisation des équipements - Suppression de lits - Fonds de restructuration - Affiliation des détenus au régime général de la sécurité sociale - Charges de l'hospitalisation des détenus dans l'hôpital de rattachement - Transposition en droit interne de directives européennes - Lutte contre le tabagisme - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3435) : intervient à propos de l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - Affiliation à la sécurité sociale de certaines catégories de personnes comme les veuves ou les femmes divorcées - (p. 3436, 3437) : affiliation des détenus à la sécurité sociale - Contenu du prochain projet de loi d'orientation quinquennale sur la protection sociale - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3444) : intervient à propos de l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Après l'art. 6** (p. 3454) : sur l'amendement n° 20 de la commission (proposition systématique d'un test de dépistage du sida aux détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération), son sous-amendement n° 81 ; retiré - **Art. 19** (*autorisations tacites*) (p. 3475) : ses amendements n° 107 de suppression, et n° 108 : nouvelle rédaction qui stipule qu'à défaut de refus motivé la décision sera « réputée être une autorisation » ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 137 du Gouvernement (application de l'article 5 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs imposant à l'autorité administrative de notifier au demandeur les motifs de rejet), son sous-amendement n° 140 ; adopté - **Art. 20** (*retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires*) (p. 3478) : son amendement n° 106 : précision en matière de délai et de taux ; devenu sans objet - (p. 3485) ; département de l'Isère - Aménagement du territoire - Petits hôpitaux ruraux - Elaboration d'un plan de restructuration - **Après l'art. 36** (p. 3506) ; souhaiterait que l'amendement n° 49 de la commission soit retiré (rattachement des gérants minoritaires des SARL au régime des non-salariés non-agricoles).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3722) : conséquences négatives pour les collectivités locales de la suppression du versement transport - (p. 3723) : temps de travail - Structure démographique - Injustice de l'interdiction du cumul emploi-retraite pour certains salariés - Voter le projet de loi.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3816) : son amendement n° 325, soutenu par M. Jean Ché-

rioux : maintien du versement destiné aux transports urbains ; retiré.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Après l'art. 15** (p. 3929) : son amendement n° 326, soutenu par M. Emmanuel Hamel : introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure ; adopté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4058) : son amendement n° 327, soutenu par M. Jean Chérioux : élargissement des conditions d'octroi des dérogations à l'ouverture dominicale ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (sécurité sociale) - (p. 5524) : commission Raynaud d'évaluation des déficits sociaux - Revenu minimum d'insertion, RMI - Allocation aux adultes handicapés, AAH - (p. 5525) : subvention aux régimes de sécurité sociale - Convention médicale - Situation de la branche famille - Régime des non salariés non agricoles - (p. 5526) : difficulté d'une clarification des comptes de la sécurité sociale - Avec la commission des affaires sociales, émet un avis favorable à l'adoption du budget des affaires sociales et de la santé pour 1994.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** - *Deuxième lecture* [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6132) : nouvelle convention nationale médicale - (p. 6133) : plan de redressement de l'assurance maladie - Rôle de l'Agence nationale pour le développement de l'évaluation médicale, l'ANDEM - Dossier médical - (p. 6134) : retraite des médecins et revalorisation des honoraires - Propose l'adoption des articles nécessaires à la convention médicale - **Question préalable** (p. 6144) : avec le groupe du RPR, se déclare opposé à la motion n° 89 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - Caisse mutualiste de garantie - Convention médicale - **Art. 7 bis** (*modification de l'article L. 365-1 du code de la santé publique*) (p. 6155) : se déclare opposé à l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 19** (*autorisations tacites*) (p. 6168) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 47 de la commission et n° 9 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 39** (*convention médicale : dossier médical*) (p. 6193) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 85 de M. Charles Metzinger et n° 115 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - **Art. L. 145-6 du code de la santé publique** (*institution du dossier médical*) (p. 6194) : ses amendements, n° 55 de précision et n° 56 : accès au dossier médical pour le patient ; adoptés - **Art. L. 145-7 du code précité** (*tenu du dossier médical*) (p. 6196) : ses amendements, n° 57, n° 58 et n° 59 : nouvelle rédaction ; retirés au profit de l'amendement n° 17 du Gouvernement qu'il accepte (allègement et simplification de la rédaction) ; sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 95 de M. Alain Vasselle - S'oppose à l'amendement n° 86 de M. Charles Metzinger (suppression de la troisième phrase du premier alinéa du texte présenté pour l'article L. 145-7 du code de la santé publique prévoyant de confier le dossier de suivi médical à des spécialistes) - **Art. L. 145-8 du code précité** (*rôle des chirurgiens-dentistes, sages-femmes et médecins*) : son amendement de précision n° 60 ; adopté - **Après l'art. L. 145-9 du code précité** (p. 6197) : son amendement n° 65 : communication du carnet médical ; adopté par priorité - **Art. L. 145-9 du code précité** (*carnet médical*) : son amendement rédactionnel n° 61 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 18 du Gouvernement - (p. 6198) : ses amendements, n° 63 : introduction de la référence à l'article L. 145-9-1 précisant la position des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes ; et n° 64 rédactionnel ; adoptés - **Art. L. 145-10 du code précité** (*modalités d'application*) : son amendement de conséquence n° 66 ; adopté - **Art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale** (*dispositions modifiant le code de la sécurité sociale*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 19 du Gouvernement - **Art. L. 161-15-1 du code précité** (*modalités de remboursement par la sécurité*

sociale des actes prescrits par un médecin) (p. 6199) : son amendement rédactionnel n° 62, identique à l'amendement rédactionnel n° 20 du Gouvernement ; adopté - **Paragraphe III** (*dispositions communes*) : s'oppose à l'amendement rédactionnel n° 21 du Gouvernement - Son amendement rédactionnel n° 67 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 130 du Gouvernement qu'il accepte - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 87 (liberté du patient) et n° 88 (suppression du caractère obligatoire de transmission du dossier aux organismes d'assurance maladie) - (p. 6200) : son amendement n° 68 : allègement de la procédure de constitution du dossier ; adopté - **Après l'art. 39** : accepte l'amendement n° 96 de M. Alain Vasselle (bilan de la mise en place du dossier de suivi médical) - **Art. 42** (*convention médicale : codage des actes*) (p. 6203) : son amendement, n° 72 : renforcement de la légitimité des actions d'évaluation des comportements et des pratiques professionnelles menées par les unions professionnelles ; adopté - **Avant l'art. 44** : son amendement n° 90 : suppression de l'article 49 de la loi du 27 janvier 1993 insistant une caisse de garantie unique obligatoire pour les mutuelles ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)] - (20 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale et Art. 1^{er} à 50** : son intervention, présentée par M. Jean-Pierre Fourcade (p. 6701, 6714).

DÉSIRÉ (Rodolphe), sénateur de la Martinique (apparenté au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** - [n° 103 (93-94)] tome 22 (22 novembre 1993).

Proposition de loi modifiant le mode de scrutin aux élections au Parlement européen afin de favoriser la représentation des régions d'outre-mer [n° 122 (93-94)] (25 novembre 1993) - **Elections**.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales, le financement du développement économique et la politique du crédit outre-mer [n° 225 (93-94)] (28 décembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Départements et territoires d'outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 3179) : son amendement n° 48, soutenu par M. Jacques Bellanger : réalisation de l'urbanisation avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) - Rapporteur pour avis pour les départements d'outre-mer - (p. 4999) : situation économique et sociale des DOM - (p. 5000) : collectivités locales - Diminution des crédits - Défisicalisation - Octroi de mer - Fonds d'investissement routier, FIR, régional - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Fiscalité locale - (p. 5001) : taxe sur les billets d'avion au départ des DOM - Institutions : double exécutif territorial - Représentation des régions d'outre-mer aux élections européennes - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 50 ter** (*affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des*

régions de l'outre-mer (p. 6044) : son amendement n° II-66 : réaffectation des fonds prévus à l'amélioration des infrastructures en matière d'assainissement et d'élimination des déchets ; rejeté - **Art. 50 quater** (*création d'une ressource fiscale nouvelle assise sur les passagers, affectée aux régions d'outre-mer*) (p. 6046) : son amendement n° II-67 : suppression du terme de public ; retiré - (p. 6048) : se déclare opposé à l'amendement n° II-41 de M. Ernest Cartigny (limitation à trois ans de la durée d'application de cette nouvelle taxe) - **Art. 50 quinquies** (relèvement du droit additionnel à l'octroi de mer perçu au profit des régions d'outre-mer) (p. 6049) : son amendement n° II-26 : produits exonérés ; rejeté.

DIEULANGARD (Marie-Madeleine), sénateur de Loire-Atlantique (S).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes (*JO Lois et décrets du 1^{er} octobre 1993*).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Suède**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats du 17 décembre 1993*) (p. 6431) - Ministère : Equipement - *Lutte contre les pratiques déloyales en matière de construction navale* - **Constructions navales**.

Questions orales avec débat :

n° 21 (*JO Débats du 7 mai 1993*) (p. 203) - Ministère : Affaires sociales - *Politique du Gouvernement en matière de dépendance des personnes âgées* - (Réponse : *JO Débats du 12 mai 1993*) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 234, 235) : présente sa question.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 7 et état B** (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 870) : financement des 650 000 contrats emploi-solidarité - Chômage - Diminution des effectifs de la fonction publique - **Art. 20** (*barème des aides à la personne*) (p. 917) : se déclare opposée aux dispositions de l'article 20 - Soutient l'amendement de suppression n° 182 de M. Claude Estier - **Art. 21** (*aménagement de la contribution sociale généralisée*) (p. 920) : augmentation de la CSG - Inquiétude des Français - Son amendement de suppression n° 183 ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - (p. 922) : son amendement n° 184 : rétablissement de la non-déductibilité de la CSG ; non retenu dans le vote unique - (p. 923) : son amendement n° 185 : augmentation de la CSG à compter du 1^{er} janvier 1994 ; non retenu dans le vote unique.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1559) : importance du système fondé sur la répartition - Répercussion du grand nombre de retraités sur le système de retraite - Priorité de la solidarité entre les générations - Maîtrise nécessaire du système de retraite - Dissociation entre les avantages contributifs et les avantages non contributifs - (p. 1560) : fonds de garantie des retraites - Evolution des dépenses de santé - Evolution et indexation des pensions - Mise en place d'un fonds de solidarité - Pensions de réversion - **Titre 1^{er}** (*fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1573) : son amendement n° 51, soutenu par M. Charles Metzinger : intitulé : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale » ; devenu sans objet - **Art. 1^{er}** (*création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) - **Chapitre V** (*fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1576) : son amendement n° 52, soutenu par M. Charles Metzinger : nouvel intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale » ; devenu sans objet - **Art. L. 135-1 du code de la sécurité sociale** (*mission et statut du fonds*) : son amendement n° 53, soutenu par M. Charles Metzinger : missions du fonds ; devenu sans objet - (p. 1577) : son amendement n° 54, soutenu par M. Charles Metzinger : mission de prise en charge des dépenses vieillesse ; devenu sans objet - **Art. L. 135-2 du code précité** (*dépenses à la charge du fonds*) (p. 1579) : ses amendements, n° 55 de précision ; n° 56 : prise en charge de certaines cotisations relevant actuellement de l'assurance vieillesse ; et n° 57 : création d'une allocation autonomie et dépendance ; devenus sans objet - **Art. L. 135-3 du code précité** (*recettes du fonds*) (p. 1582) : ses amendements, n° 58, soutenu par M. Charles Metzinger : suppression des mesures relatives à la CSG ; et n° 59 : abaissement du taux d'augmentation de la CSG ; rejetés - **Art. 3** (*modalités de revalorisation des pensions d'invalidité*) (p. 1591) : ses amendements, soutenus par M. Charles Metzinger, n° 62 de suppression ; rejeté ; et n° 63 : décisions pour la Caisse nationale d'assurance maladie prises par le conseil d'administration ; adopté - **Art. 4** (*modalités de revalorisation des pensions de vieillesse*) (p. 1595) : son amendement n° 64 : revalorisation des retraites en fonction de la situation économique générale ; rejeté - (p. 1596) : son amendement n° 65, soutenu par M. Charles Metzinger : consultation du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-vieillesse ; adopté - **Art. 5** (*durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993*) (p. 1597) : son amendement n° 66 : réexamen annuel des dispositions relatives à l'évolution des retraites ; rejeté - (p. 1599) : son amendement de coordination n° 68, soutenu par M. Charles Metzinger ; devenu sans objet - Son amendement n° 69 : revalorisation des retraites ; rejeté - **Art. 6** (*codification des articles relatifs à la contribution sociale généralisée*) (p. 1603) : son amendement de suppression n° 66 ; rejeté - **Art. 7** (*modifications tirant les conséquences de la codification prévue à l'article 6*) (p. 1604) : son amendement de suppression n° 71 ; rejeté - **Art. 8** (*modifications liées aux dispositions du titre 1^{er} du projet de loi*) : son amendement n° 72, soutenu par M. Charles Metzinger : mention des cotisations assises sur les revenus du travailleur salarié ; rejeté - **Intitulé** (p. 1608) : son amendement n° 73, soutenu par M. Charles Metzinger : nouvel intitulé du projet de loi : « Projet de loi relatif aux pen-

sions de retraite, à la création d'un fonds de solidarité vieillissement et à la sauvegarde de la protection sociale » ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2144, 2145) : absence d'audace et d'idées neuves dans le texte présenté - Remise en cause des acquis sociaux - Emprunt Balladur - Utilisation par le Gouvernement d'approches inadaptées aux exigences - Influence du CNPF - Coût du travail - Suggestions du Commissariat général au Plan - Mesures pour le soutien à l'emploi des jeunes - Avec le groupe socialiste, se déclare opposée à ce projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2153) : son amendement n° 14 : condamnation des procédures de licenciement brutal ; rejeté - (p. 2154) : son amendement n° 19 : information du comité d'entreprise ; rejeté - (p. 2155) : son amendement n° 21 : suivi par les pouvoirs publics de l'évolution des effectifs d'une entreprise à laquelle une aide a été accordée ; rejeté - **Après l'art. 3** (p. 2162) : ses amendements n° 15 : obligation de négociation par branche pour les organisations liées par une convention collective de branche ; n° 16 : augmentation de la participation à la formation professionnelle continue des salariés et à la formation en alternance des jeunes pour les employeurs bénéficiant des exonérations de cotisations familiales ; et n° 17 : augmentation de la participation au développement de l'apprentissage pour les employeurs bénéficiant des exonérations de cotisations familiales ; rejetés - **Avant l'art. 4** (p. 2170) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de Mme Michelle Demessine (communication des justificatifs des activités pédagogiques et financières des sociétés assurant la formation professionnelle à la commission départementale de contrôle des fonds publics pour la formation) - **Art. 4 (augmentation du crédit d'impôt formation pour des dépenses d'apprentissage)** (p. 2173) : son amendement n° 18 : incitation financière pour l'accueil par les entreprises des élèves ayant besoin d'un passage en entreprise ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 2174) : son amendement n° 20 : inscription du développement de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel par alternance dans le cadre des contrats d'objectifs conclus entre le préfet de région et le représentant des organisations professionnelles d'employeurs ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 2177) : son amendement n° 22 : consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires de l'Etat ; retiré - (p. 2179) : se déclare opposée à l'amendement n° 23 de M. Paul Blanc, et sur celui-ci, au sous-amendement n° 53 du Gouvernement - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2186) : mesures mises en place par le Gouvernement précédent - Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3688) : timidité du projet de loi - Créations d'emplois - (p. 3689) : classes préparatoires à l'apprentissage - Coût du travail - Compétitivité internationale - Formation en alternance - Dialogue social - Seuils sociaux - (p. 3690) : temps de travail - Pouvoir d'achat - Activités professionnelles et activités d'utilité sociale - Statut social - Redistribution des revenus - Financement d'un fonds de transformation pour l'emploi par une taxe de solidarité - Gestion du chômage - (p. 3691) : emplois de proximité - Secteur associatif - Avantages consentis pour le patronat par ce projet de loi.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3757) : son amendement n° 131 : suspension du versement de toute aide de l'Etat quand l'entreprise n'a pas mis en oeuvre les mesures de prévention et de formation nécessaires au maintien de l'emploi ; rejeté - (p. 3762) : se déclare favorable à l'amendement n° 336 de M. Charles Lederman (association de l'ensemble des partenaires sociaux, des élus des collectivités territoriales et de l'Etat dans la recherche d'une solution alternative aux licenciements).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3795) : son amendement de suppression n° 132 ; rejeté - Report de la baisse de charges ou de salaires sur la collectivité - (p. 3798) : soutient l'amendement n° 133 de M. Franck Sérusclat (assise de la fiscalisation des allocations familiales sur les 2 000 premiers francs des salaires - modalités d'application de l'exonération) - (p. 3801) : ses amendements n° 134 : contre-

parties des exonérations accordées aux entreprises ; retiré ; et n° 135 : négociations de branches destinées à accompagner les mesures favorisant l'emploi à la suite des exonérations de cotisations familiales ; rejeté - (p. 3802) : soutient l'amendement n° 227 de M. Gérard Delfau (assouplissement de la législation actuelle) - Son amendement n° 136, identique à l'amendement n° 16 de la commission : suppression du paragraphe IV de l'article 1^{er} relatif à la mesure de compensation salariale ; adopté - (p. 3805) : s'oppose à l'article 1^{er} - Danger de la fiscalisation des allocations familiales - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3812) : se déclare favorable à l'amendement n° 360 de Mme Marie-Claude Beaudou (information annuelle du comité d'entreprise et des organisations syndicales représentatives du montant des exonérations sociales et fiscales accordées à l'entreprise) - **Art. 2 (élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales)** (p. 3813) : son amendement de suppression n° 137 ; rejeté - (p. 3814) : son amendement n° 138 : réforme de la taxe professionnelle ; rejeté - (p. 3823, 3824) : inquiétude relative au rapport prévu par l'article 2 - **Art. 3 (prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié)** (p. 3829) : son amendement n° 139, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne : suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée ; rejeté - (p. 3830) : ses amendements, soutenus par Mme Maryse Bergé-Lavigne, n° 140, de coordination ; devenu sans objet ; et n° 141 : extension de la mesure d'exonération aux associations ; rejeté - (p. 3831) : son amendement n° 142, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne : présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 3835) : se déclare favorable à l'amendement n° 371 de Mme Marie-Claude Beaudou (interdiction de toute discrimination à l'encontre des femmes en matière d'embauche, de salaire, de promotion et de formation continue) - **Art. 4 (simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service)** (p. 3838) : ses amendements, soutenus par M. François Autain, n° 243 : participation des représentants des associations ; devenu sans objet ; et n° 244 : organisation d'un statut professionnel pour les salariés occupant les emplois de service ; rejeté - (p. 3841) : intérêt de l'idée du chèque service mais mauvaise approche du mode de distribution et d'utilisation - **Art. 5 (simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises)** (p. 3849) : montant trop faible de l'aide fixée - **Après l'art. 5** (p. 3851) : se déclare opposée à l'amendement n° 35 de la commission (versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage).

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Après l'art. 7** (p. 3882) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de la commission (possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural) - **Avant l'art. 9** (p. 3893) ; se déclare favorable à l'amendement n° 377 de M. Charles Lederman (recours au contrat à durée déterminée) - **Art. 10 (création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE)** (p. 3904) : votera l'amendement n° 388 de M. Charles Lederman (contrôle de l'usage fait par l'employeur des aides de l'Etat à l'accès à l'emploi par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel et les organisations syndicales représentatives) - **Art. 11 (extension de la durée des contrats de retour à l'emploi, CRE, et modification du régime qui leur est applicable)** (p. 3909) : son amendement n° 143, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : prise en charge par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche de salariés sous contrat de retour à l'emploi ; rejeté - (p. 3910) : importance de son amendement n° 143 - Bon résultat des contrats de retour à l'emploi mis en place en 1990 - **Après l'art. 11** (p. 3911) : son amendement n° 144 : avis du comité d'entreprise sur les conditions de mise en oeuvre des actions de formation dispensées pendant le temps de travail aux bénéficiaires de contrats de retour à l'emploi ; rejeté - **Avant l'art. 12** : soutient l'amendement n° 332 de Mme Josette Durrieu (limitation du nombre des personnes bénéficiant d'un contrat emploi-solidarité par rapport à l'effectif de l'organisme employeur) - **Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat**

emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO (p. 3917) : ses amendements n° 145 : temps de formation pour le bénéficiaire d'un contrat emploi-solidarité et n° 146 : compensation par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales, des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche d'un salarié sous contrat emploi-solidarité ; rejetés - (p. 3920) : efficacité des contrats emploi-solidarité - Insuffisance de la formation - **Art. 13** (*incitation au développement du système des emplois consolidés*) (p. 3921) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon, n° 147 : suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe II relatif à l'exonération de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et des participations dues par les employeurs au titre de la formation professionnelle et de l'effort de construction ; et n° 148 : suppression du paragraphe III de l'article relatif à l'extension aux emplois consolidés des dispositions déterminant les effectifs de l'organisme considéré devant être pris en compte ; rejetés - **Art. 14** (*possibilité pour l'Etat de conclure des conventions afin de mettre en oeuvre un dispositif d'accompagnement social pour les personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle*) (p. 3925) : imprécision de la teneur des conventions - Risque de désengagement de l'Etat - **Après l'art. 14** (p. 3926) : son amendement n° 245 : mise en place d'une allocation « autonomie et dépendance » pour les personnes âgées ; retiré - **Art. 15 bis** (*extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »*) (p. 3938) : son amendement de suppression n° 150 ; rejeté - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3942) : son amendement de suppression n° 153, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; rejeté - **Art. 19** (*simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel*) (p. 3948) : son amendement de suppression n° 155, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; rejeté - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégué du personnel et de représentant du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3951, 3952) : remise en cause des droits fondamentaux des travailleurs - (p. 3953) : son amendement de suppression n° 156, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; rejeté - **Art. 21** (*simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés*) (p. 3957) : son amendement de suppression n° 163, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; rejeté - **Art. 22** (*rythme des réunions du comité d'entreprise*) (p. 3959) : son amendement de suppression n° 176, soutenu par Mme Monique Ben Guiga ; rejeté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 23** (*renforcement du dispositif de lutte contre le travail clandestin*) (p. 3985) : son amendement n° 169 : suppression du paragraphe IV de l'article abrogeant le registre des travailleurs à domicile et la déclaration adressée à l'inspecteur du travail par le donneur d'ouvrages ; rejeté - **Après l'art. 24** (p. 3991, 3992) : soutient l'amendement n° 238 de M. François Autain (création d'un comité national d'évaluation chargé d'élaborer une étude sur les conséquences de la réduction de la durée du travail) - Absence de mesures suffisantes pour la lutte contre le chômage - Principe d'une aide de l'Etat - Logique de déflation salariale - Situation d'infériorité des salariés par rapport à l'employeur - Danger de l'accord d'établissement - Suite de l'expérience - Baisse du coût du travail et précarisation du salarié - Se déclare opposée à l'amendement n° 7 de M. Gérard Larcher (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4023) : son amendement de suppression n° 269, soutenu par M. Charles Metzinger ; rejeté - (p. 4028) : atteinte aux conditions de vie et de travail des salariés avec l'annualisation du temps de travail - Chômage partiel, conséquence de l'annualisation - Rupture du lien social - **Art. 25** (*négociation sur le capital de temps de formation*) (p. 4030) : soutient l'amendement n° 223 de Mme Monique Ben Guiga (prise en compte des périodes de travail hors de France pour le calcul du capital de temps de formation) - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4033) : ses amendements, n° 171, soutenu par M. Gérard Delfau : assurance pour les cadres d'une protection équivalente à celle accordée aux autres salariés ; et n° 172 : coordination avec l'amendement n° 171 en ce qui concerne le personnel

d'encadrement du secteur agricole ; rejetés - (p. 4036) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement de suppression n° 442 de Mme Michelle Demessine - Rémunération des heures supplémentaires - **Art. 28** (*développement du travail à temps partiel*) (p. 4042) : son amendement n° 173, soutenu par M. Gérard Delfau : suppression du paragraphe I de l'article 28 intégrant dans le dispositif du travail à temps partiel le travail intermittent ; rejeté - (p. 4043) : son amendement n° 174, soutenu par M. Gérard Delfau : suppression du paragraphe II de l'article 28 introduisant la possibilité d'annualiser le travail à temps partiel ; rejeté - (p. 4044) : son amendement n° 175, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : maintien des dispositions actuelles relatives au travail intermittent dans le code du travail ; rejeté - (p. 4045) : ses amendements, soutenus par Mme Monique Ben Guiga, n° 176 : suppression du deuxième paragraphe VI élargissant la plage horaire ouvrant droit à l'abattement de charges sociales ; et n° 177 : suppression de l'abattement des cotisations sociales appliquées au temps partiel annualisé ; rejetés - (p. 4048) : son amendement n° 178, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : obligation pour l'Etat de compenser les exonérations de cotisations imposées aux partenaires sociaux gestionnaires des régimes ; rejeté - **Après l'art. 28** (p. 4052) : son amendement n° 179, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : information des parlementaires et de l'opinion publique sur les conditions de compensation par l'Etat de l'abattement des cotisations dues par l'employeur au titre des assurances sociales ; rejeté - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4054) : ouverture des magasins le dimanche - Conditions de vie - (p. 4058) : son amendement n° 180, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : suppression du paragraphe I de l'article 29 étendant le régime des dérogations permanentes saisonnières à certains établissements situés dans des communes touristiques ; rejeté - (p. 4065) : son amendement n° 181, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : suppression du paragraphe II relatif aux modalités d'organisation du repos hebdomadaire pour les entreprises travaillant en continu ainsi que du paragraphe III étendant le principe des accords de convention d'entreprise aux salariés agricoles et assimilés ; rejeté - (p. 4067) : règle de la fermeture dominicale dans tous les pays de l'Union européenne - Récession sociale avec l'ouverture dominicale - Contraintes sociales et familiales - **Art. 31** (*décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes*) (p. 4076) : ses amendements soutenus par M. Franck Sérusclat n° 182, de suppression et n° 183 : attributions des missions locales et des PAIO en matière d'accompagnement social des jeunes ; rejetés - **Art. 32** (*modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle*) (p. 4081, 4082) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 184 de suppression, et n° 185 : réseau des missions locales et des PAIO ; rejetés - **Art. 33** (*compétences réservées à l'Etat : coordination*) (p. 4083) : son amendement de suppression n° 186, soutenu par M. Franck Sérusclat ; rejeté - **Art. 34** (*plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes*) (p. 4085) : son amendement de suppression n° 187, soutenu par Mme Monique Ben Guiga ; rejeté - **Art. 34 bis** (*évaluation des politiques régionales d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) (p. 4090) : son amendement de suppression n° 188, soutenu par Mme Monique Ben Guiga ; rejeté.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36** (*classes préparatoires à l'apprentissage*) (p. 4113) : son amendement de suppression n° 189, soutenu par M. Gérard Delfau ; rejeté - **Art. 38** (*ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères*) (p. 4132) : son amendement de suppression n° 191, soutenu par M. Gérard Delfau ; rejeté - **Art. 39** (*accueil des apprentis par les entreprises*) (p. 4140) : son amendement de suppression n° 192, soutenu par Mme Josette Durrieu ; rejeté - **Après l'art. 39** (p. 4149) : son amendement n° 193, soutenu par Mme Josette Durrieu : consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires versées par l'Etat pour permettre le développement de l'apprentissage dans l'entreprise ; rejeté - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) (p. 4152) : son amendement de suppression n° 194, soutenu par M. François Autain ; rejeté - **Paragraphe I** (*suppression des articles L. 981-6 à L. 981-9 du code du travail, relatifs au contrat d'adaptation et au contrat d'orientation*) (p. 4154) : son amendement de suppression n° 195, soutenu par

M. Jean-Louis Carrère ; rejeté - **Paragraphe II** (*création de trois articles dans le code du travail*) (p. 4155) : son amendement de suppression n° 196, soutenu par Mme Josette Durrieu ; rejeté - **Art. 45** (*crédit d'impôt formation continue et apprentissage*) (p. 4182) : son amendement n° 198, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : réforme de l'ensemble des formations en alternance ; rejeté - **Art. 46** (*garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle*) (p. 4185) : son amendement de suppression n° 201, soutenu par M. François Autain ; rejeté.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Art. 49** (*instauration d'un guichet unique à destination des jeunes*) (p. 4202) : son amendement de suppression n° 202 ; rejeté - Liens entre l'ANPE et les missions locales - (p. 4204) : son amendement n° 203 : extension du dispositif du réseau d'accueil d'information, d'orientation et de suivi des jeunes en difficulté à l'ensemble du territoire ; rejeté - **Art. 51** (*rapport d'évaluation de l'application de la loi et rapports d'exécution de certains articles*) (p. 4211) : ses amendements n° 204 : contenu du rapport ; n° 205 : compensation des exonérations de charges ; et n° 206 : budgétisation des cotisations d'allocations familiales ; devenus sans objet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4214, 4215) : déception des membres du groupe socialiste - Perte de confiance des salariés - Attente de la décision du Conseil constitutionnel - Approche conjoncturelle du Gouvernement opposée aux mesures structurelles rendues nécessaires par l'évolution du chômage - Avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - **Services communs** - (30 novembre 1993) (p. 5315, 5316) : augmentation du chômage - Risque d'explosion sociale - Allègement des charges du patronat - Participation des collectivités locales à la lutte contre le chômage - Restructuration du système de protection sociale - Insuffisance des crédits affectés à l'ANPE et à la formation professionnelle - Diminution des crédits du ministère - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre III** (p. 5328) : son amendement n° II-12 : réduction des crédits de communication du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; rejeté - (p. 5329) : crédits de l'ANPE - Initiatives locales - Formation professionnelle - Crédits-formation individualisés, CFI.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5504) : gestion des crédits de la politique de la ville - (p. 5505) : population des quartiers en difficulté - Contrats de ville - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5513, 5514) : soutient l'amendement n° II-19 de M. Franck Sérusclat (réduction des crédits figurant au Titre IV de 30 millions de francs) - Soutient les amendements n° II-20 et n° II-21 de M. Paul Loridan (réduction des crédits figurant au Titre IV).

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5545) : nécessité d'une réforme en profondeur de la protection sociale - (p. 5546) : financement des centres d'hébergement et de réadaptation sociale - Moyens affectés aux droits des femmes - Anachronisme de la mise en place d'un salaire parental - Solidarité en faveur des personnes âgées - (p. 5547) : lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme - Situation des caisses de retraite - Avenir de la protection sociale - Avec les sénateurs socialistes, votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5563) : attribution de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) - **Son amendement n° II-23** : réduction des crédits du titre IV ; rejeté.

DILIGENT (André), sénateur du Nord (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 2 (*JO Débats* du 9 avril 1993) (p. 43) - Ministère : Justice - *Attitude des maires saisis d'un projet de mariage entre deux personnes dont l'une est en situation de séjour irrégulier* - (Réponse : *JO Débats* du 1^{er} mai 1993) (p. 154) - **Mariage**.

n° 3 (*JO Débats* du 9 avril 1993) (p. 43) - Ministère : Justice - *Harmonisation des pratiques des parquets en matière de consentement à mariage* - (Réponse : *JO Débats* du 1^{er} mai 1993) (p. 154) - **Mariage**.

n° 10 (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 150) - Ministère : Aménagement du territoire - *Délocalisation à Roubaix de la société d'exportation du ministère de l'intérieur (SOFREMI)* - (Réponse : *JO Débats* du 15 mai 1993) (p. 300) - **Aménagement du territoire**.

n° 33 (*JO Débats* du 16 juin 1993) (p. 1323) - Ministère : Aménagement du territoire - *Définition du logement social retenue pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ou de la dotation de solidarité urbaine* - (Réponse : *JO Débats* du 26 juin 1993) (p. 1750) - **Logement social**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2274) : maîtrise des flux de l'immigration - Politique d'intégration - Haut Conseil à l'intégration - (p. 2275) : mariages de complaisance : transmission du dossier au Parquet qui doit informer le préfet - Ville de Roubaix - (p. 2276) : suppression du diptyque - Contrôles d'identité - Politique d'intégration.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3558, 3559) : politique de la ville.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3610) : s'abstiendra sur l'amendement n° 113 du Gouvernement (critère de logements sociaux : rapport du nombre de logements sociaux au nombre total des logements de la commune) - (p. 3611, 3615) : soutient les amendements de M. François Trucy, n° 56 (élargissement de la définition des logements sociaux, notamment aux logements anciens dépourvus de confort), n° 57 (critère du nombre de demandeurs d'emplois et de bénéficiaires du RMI) et n° 58 (critère du revenu moyen par habitant).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4860) : intervient sur l'amendement n° I-281 de M. Louis Minetti (institution d'un fonds de prise en charge des cotisations d'assurance des agriculteurs contre la grêle) - Importants dégâts causés par la grêle dans le Nord - **Après l'art. 15** (p. 4865, 4866) : ses amendements n° I-217 : assujettissement de La Poste et de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales perçues au profit des collectivités locales et des établissements et organismes divers ; retiré puis repris par M. Louis Perrein ; rejeté ; et n° I-218 : imposition directe locale de droit commun du centre de tri postal de la vente par correspondance au profit des collectivités territoriales concernées par son implantation ; retiré.

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5498) : nécessité d'une politique de la ville rigoureuse - (p. 5499) : dotation de solidarité urbaine - Conseil national des villes.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Art. 11 - Art. L. 234-12 du code des communes (dotation de solidarité urbaine)** (p. 6370, 6371) : son amendement n° 27 : liste des logements sociaux pris en compte dans le calcul de la DSU ; retiré - (p. 6372) : son amendement n° 28 : taux de pondération du critère du revenu moyen par habitant et du critère de logements sociaux ; retiré.

DOUBLET (Michel), sénateur de la Charente-Maritime (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1424) - Ministère : Agriculture - *Difficultés de l'agriculture dans les marais de la Région Poitou-Charentes - Agriculture*.

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4394) - Ministère : Agriculture - *Réforme des cotisations sociales agricoles - Cotisations sociales agricoles*.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5178, 5179) : réforme de l'assiette des cotisations sociales des agriculteurs - Prise en compte des déficits d'exploitation - Taxes BAPSA - Poids des cotisations sociales ; exemple des départements des Charentes - Dépenses d'assurance maladie et d'assurance vieillesse - Dette du régime des prestations sociales agricoles - Votera ce projet de budget.

DOUSTE-BLAZY (Philippe), ministre délégué à la santé le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Santé**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Roger Lise : **Hôpitaux** (*Situation du CHR La Meynard (Martinique)*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 143).

de M. François Lesein : **Toxicomanie** (*Politique en matière de soins des toxicomanes*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 267).

de M. Michel Poniatowski : **Action sanitaire et sociale** (*Fonctionnement du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4382).

de M. Philippe Nachbar : **Mine (travailleurs de la)** (*Avenir du régime de retraite des mineurs*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4386).

de Mme Maryse Bergé-Lavigne : **Hôpitaux** (*Travail de nuit dans les hôpitaux*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4388).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 69 de M. André Boyer : **Pharmaciens** (*Statut des pharmaciens gérants des hôpitaux*) (JO Lois et décrets du 20 novembre 1993) (p. 4500).

n° 77 de M. Roland Courteau : **Handicapés (travail et reclassement)** (*Création de places dans les centres d'aide par le travail*) (JO Lois et décrets du 20 novembre 1993) (p. 4499).

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat : transfusion sanguine** - (21 juin 1993) (p. 1519 à 1522) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Etienne Dailly.

- **Question orale avec débat : dépistage du sida** - (21 juin 1993) (p. 1524, 1525) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Ernest Cartigny.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3410, 3411) : protection sanitaire et sociale des détenus - Situation d'urgence - Participation des hôpitaux à l'organisation des soins en milieu pénitentiaire - Lutte contre la tuberculose - Dispensaires antituberculeux - Restructurations hospitalières - Schéma d'organisation sanitaire - Cliniques - Nouveaux équipements - (p. 3412) : autorisation tacite d'ouverture de lits - Renforcement de l'autorité de l'Etat sur l'Agence du médicament - Transposition des directives européennes sur la santé - Industrie pharmaceutique - Publicité des médicaments - Complément à l'allocation aux adultes handicapés - Mesures relatives à la sécurité sociale - (p. 3430) : lutte contre la tuberculose et contre le Sida - Hospitalisation en milieu carcéral - Hôpitaux de proximité - Prise en charge de la santé des détenus - (p. 3431) : affiliation des détenus au régime général - Recours hiérarchique contre les décisions du directeur général de l'Agence du médicament - Compétence de l'Agence - Restructurations hospitalières - Autorisation de nouvelles installations - Taux d'occupation des installations ou d'utilisation des équipements - Fermeture d'établissements - **Question préalable** (p. 3434) : s'oppose à la motion n° 51 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Système de santé français - Avant l'art. 1^{er}** (p. 3435) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - (p. 3436) : protection sociale des détenus - (p. 3437, 3438) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Charles Metzinger (fonds de solidarité maladie et maternité ; financement des cotisations des détenus) - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3440) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4, et s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 83 (gratuité de la vaccination antituberculeuse) et n° 84 (financement de cette vaccination) - (p. 3441) : accepte les amendements de la commission n° 5 (vaccination antituberculeuse), n° 7 (rôle des services de vaccination dans la prophylaxie de la tuberculose) et n° 6, rédactionnel - Sur l'amendement n° 8 de la commission (prise en charge des dépenses afférentes à ces soins ou prescriptions par l'assurance maladie, les départements et l'Etat), son sous-amendement n° 132 ; rejeté - (p. 3443) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Franck Sérusclat (prise en charge des médicaments antituberculeux) - Demande le retrait de l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - (p. 3446) : conséquences du dépistage systématique du virus du SIDA - **Art. 2** (*prise en charge sanitaire des*

détenus par le service public hospitalier) (p. 3447) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (prise en charge sanitaire des détenus à l'intérieur de la prison et non pas en milieu hospitalier) - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Franck Sérusclat (cas des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen) - **Avant l'art. 3** (p. 3448) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (calcul des dépenses afférentes à la prise en charge sanitaire des détenus hors taux directeur) - **Art. 3 (protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire)** (p. 3449) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Art. L. 381-30 du code de la sécurité sociale (affiliation immédiate et automatique des détenus à l'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale à la date de leur incarcération)** : demande le retrait de l'amendement n° 12 de la commission (suppression des dispositions dérogatoires pour les détenus en semi-liberté) - (p. 3450) : s'oppose à l'amendement n° 13 de la commission (contribution demandée aux détenus qui disposent de ressources suffisantes ; détermination de ces conditions d'application par décret en Conseil d'Etat) - **Art. L. 381-30-1 du code précité (prestations en nature)** : s'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat n° 57 (suppression de la notion « en nature ») et n° 58 (suppression des deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour cet article relatifs aux détenus étrangers) - **Art. L. 381-30-2 du code précité (modalités de financement de la protection sociale des détenus)** (p. 3451) : s'oppose à l'amendement n° 14 de la commission (fixation des cotisations par décret en tenant compte de l'évolution des dépenses de santé de la population carcérale) - (p. 3452) : accepte les amendements, n° 15 rédactionnel de la commission et n° 112 de M. Alain Vasselle (soins dispensés aux détenus dans les centres de détention) - **Art. 4 (dispositions transitoires)** : sur l'amendement n° 17 de la commission qu'il accepte (établissements pénitentiaires à l'intérieur desquels les services de santé n'assureront pas les soins), son sous-amendement n° 138 ; adopté - **Avant l'art. 6** (p. 3453) : s'oppose à l'amendement n° 18 de la commission (personnels de santé qui interviennent en milieu carcéral) - **Art. 6 (entrée en vigueur de la réforme de la prise en charge sanitaire et de la protection sociale des détenus)** (p. 3454) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 19 de la commission - **Après l'art. 6** : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (proposition systématique d'un test de dépistage du SIDA aux détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération) - **Art. 7 (publicité pour les médicaments et réglementation de la profession de visiteur médical)** - **Art. L. 551 du code de la santé publique (définition de la publicité)** (p. 3458) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Franck Sérusclat (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. L. 551-1 du code précité (caractère d'objectivité et de bon usage de la publicité des médicaments)** : estime que l'amendement n° 113 de M. Alain Vasselle (rôle de l'Agence du médicament dans la détermination des caractères d'objectivité et de bon usage) est satisfait par les textes proposés par les articles L. 551-5 et L. 551-6 - **Art. L. 551-3 du code précité (conditions de publicité auprès du public)** (p. 3459) : s'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat n° 61 (suppression du premier alinéa de cet article) et n° 62 (obligation d'insérer dans la publicité auprès du public un message de prudence et de renvoi à la consultation d'un médecin) et n° 21 de la commission (exclusion de toute publicité auprès du public de médicaments contenant des substances classées comme stupéfiants ou psychotropes) - Accepte l'amendement n° 22 de la commission (autorisation de la publicité auprès du public pour les produits de sevrage tabagique qui contiennent de la nicotine et qui doivent faire l'objet d'une prescription) - **Art. L. 551-8 du code précité (remise d'échantillons gratuits)** (p. 3460) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Franck Sérusclat (mise à disposition d'échantillons pour les pharmaciens pour un usage intérieur) et accepte le n° 23 de la commission (remise des échantillons aux prescripteurs uniquement sur leur demande) - **Art. L. 551-10 du code précité (publicité des produits autres que les médicaments présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 24 de la commission - **Après l'art. 7** (p. 3461) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission (dispositions de la directive européenne relatives à l'hospitalité offerte aux médecins) - **Art. 9 (dispositions transitoires)** (p. 3462) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (possibilité pour les personnes qui ont exercé pendant trois ans au

moins la profession de visiteur médical de continuer à exercer cette profession sans passer un examen complémentaire) - **Art. 12 (dispositions transitoires)** (p. 3463) : accepte l'amendement n° 128 de la commission (fixation au 31 décembre 1995 de la date limite de dépôt des demandes d'enregistrement ou d'autorisation de mise sur le marché pour les médicaments homéopathiques) - **Art. 13 (modification de l'article L. 514 du code de la santé publique)** (p. 3464) : s'oppose à l'amendement n° 119 de M. Dominique Leclerc (procédure de vérification des diplômes, certificats ou autres titres d'exercice, moment à partir duquel les délais d'inscription au tableau commencent à courir) - **Après l'art. 13** (p. 3465) : accepte l'amendement n° 124 de M. Etienne Dailly (ouverture et transfert d'officines) - (p. 3466, 3467) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly n° 122 (cas des ressortissants d'un des Etats membres de la CEE qui souhaitent ouvrir une officine), n° 125 (modalités d'ouverture et de transfert d'officine), n° 126 (département de la Guyane), n° 127 (règle à observer en matière d'antériorité) et n° 123 (dispositions relatives au service de garde) - **Art. 17 (compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament)** (p. 3470 à 3472) : sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 27 (recours contre les décisions prises par le directeur général en cas de menaces graves pour la santé publique) et au n° 29 rédactionnel, et accepte le n° 28 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du deuxième alinéa du paragraphe VI de cet article qui envisage de nouvelles charges pour les collectivités territoriales) - Son amendement rédactionnel n° 134 ; adopté - **Art. 18 (régime de certaines taxes sous redevances)** (p. 3472, 3473) : accepte l'amendement n° 32 de la commission (remplacement des mots « à l'Agence du médicament » par ceux de « à l'autorité administrative » uniquement dans le premier alinéa de l'article L. 603 du code précité) et s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Guy Cabanel (suppression du paragraphe VI de cet article relatif au rattachement de la section « hydrologie » du Laboratoire national de la santé à l'Agence du médicament) - **Après l'art. 18** : sur les amendements de la commission, accepte le n° 34 (soumission à sanctions pénales du défaut d'autorisation de mise sur le marché pour les produits d'entretien des lentilles de contact) et demande le retrait du n° 33 (institution d'une Agence nationale du médicament vétérinaire au sein du Centre national d'études vétérinaires) - **Art. 19 (autorisations tacites)** (p. 3475) : son amendement n° 137 : application de l'article 5 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs imposant à l'autorité administrative la notification des motifs de rejet au demandeur ; adopté - (p. 3476) : demande le retrait des amendements de suppression n° 67 de M. Charles Metzinger, n° 86 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 107 de M. Charles Descours - S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Charles Descours (nouvelle rédaction qui stipule qu'à défaut de refus motivé la décision sera « réputée être une autorisation ») - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires)** (p. 3480) : sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction précisant les modalités de retrait de l'autorisation et proposant l'enrichissement de la phase de consultation), qu'il accepte, son sous-amendement n° 135 : consultation du Conseil supérieur des hôpitaux ; adopté - (p. 3481) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 68 de M. Charles Metzinger et n° 87 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Demande le retrait de l'amendement n° 106 de M. Charles Descours (précision en matière de délai et de taux) - (p. 3482) : sur l'amendement précité n° 35 de la commission, accepte les sous-amendements, n° 95 de Mme Anne Heinis (reprise des critères définis par les mots « dans la limite des besoins de la population et de l'intérêt des malades ») et n° 69, rédactionnel, de M. Franck Sérusclat - Accepte les amendements de Mme Anne Heinis n° 109 (présentation par l'établissement de santé de ses observations dans un délai de deux mois), n° 110 rédactionnel, et n° 111 (obligation pour le ministre ou son représentant de prononcer le retrait de l'autorisation à titre définitif ou d'en modifier le contenu) - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger n° 70 (introduction de la prise en compte de différents seuils permettant d'apprécier de manière objective l'éventuelle insuffisance de l'activité), n° 71 (nécessité d'assortir la décision du ministre ou du représentant de l'Etat d'un délai qui ne peut pas être inférieur à huit mois en cas de retrait d'autorisation d'un établissement ou d'une activité de soins) et n° 72 (prise en charge, par une dota-

tion allouée à l'établissement de santé et financée par l'assurance maladie, des coûts entraînés par le retrait total ou partiel d'autorisation d'un établissement d'une installation, d'un équipement ou d'une activité de soins) - (p. 3483) : sur l'amendement précité n° 35 de la commission, accepte le sous-amendement n° 141 de M. Alain Vasselle (augmentation d'un mois du délai accordé au comité régional ou au comité national d'organisation sanitaire) - **Avant l'art. 21** (p. 3487) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Alain Vasselle (possibilité pour un établissement soumis à un plan de restructuration, qui ne nécessite pas d'équipement lourd, d'utiliser par redéploiement l'ensemble des moyens dont il dispose par voie contractuelle ou par voie de négociation avec l'autorité de tutelle, et de bénéficiaire de moyens supplémentaires) - **Art. 21** (*expérimentations*) (p. 3489) : accepte les amendements de la commission, n° 37 (fixation de la durée des contrats par référence à la durée des autorisations ; évaluation de l'expérimentation annuelle et de manière contradictoire), n° 38 rédactionnel, et n° 39 (évaluation annuelle et contradictoire de l'application du contrat ; retrait de l'autorisation lorsque l'établissement de santé n'a pas respecté ses propres engagements) - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 73 (évaluation après consultation du comité régional ou du comité national de l'organisation syndicale et sociale) et n° 74 (mesures d'accompagnement prévues par le représentant de l'Etat en cas d'évaluation négative), ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 88 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 21** (p. 3490, 3491) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (constitution d'un fonds de restructuration de l'hospitalisation privée) - Son amendement n° 139 : possibilité de regroupement en dehors du secteur sanitaire de la même région ; adopté - **Art. 22** (*délibérations des conseils d'administration des établissements publics de santé*) (p. 3491) : son amendement n° 142 : remplacement du terme de « prescriptions » par celui de « règles » ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement de suppression n° 89 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ainsi qu'à l'amendement n° 42 de la commission (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux prescriptions essentielles des règlements intérieurs des établissements de santé fixés par voie réglementaire) - **Art. 23** (*fonction publique hospitalière*) (p. 3492, 3493) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 43 rédactionnel, et s'oppose au n° 44 (suppression du paragraphe V de cet article qui vise à augmenter de 50 % le taux de la cotisation pour congé de formation professionnelle) - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 75 (suppression du paragraphe II de cet article qui précise que l'organisation de certains concours peut être effectuée par un établissement de santé important pour le compte d'autres établissements de santé), n° 76 (suppression des deuxième et troisième alinéas du paragraphe III de cet article relatif aux conditions requises pour concourir au moment de la date de nomination) et n° 77 (suppression du paragraphe IX de cet article relatif à la consultation par le jury du dossier individuel de tous les candidats) - **Art. 25** (*pharmacies à usage intérieur*) : accepte l'amendement n° 45 de la commission (suppression de la référence aux établissements pénitentiaires) - **Après l'art. 25** (p. 3494) : accepte l'amendement de coordination n° 46 de la commission - **Art. 28** (*transfusions sanguines ; produits stables*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 129 de la commission - **Après l'art. 29** (p. 3495) : accepte l'amendement n° 130 de la commission (expérimentation médicale sur l'être humain dans le cadre de la recherche biomédicale) - **Art. 30** (*complément d'allocation aux adultes handicapés*) (p. 3497, 3498) : s'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 78 (nouvelle rédaction de cet article), n° 79 (suppression du mot « indépendant ») et n° 80 (cas de versement intégral de l'allocation aux adultes handicapés bénéficiaires) ainsi qu'à l'amendement n° 105 de M. Jacques Machet (nouvelle rédaction de cet article) - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 116 de M. Alain Vasselle (modalités du bénéfice de l'exonération des charges sociales pour tout bénéficiaire de l'allocation d'éducation spécialisée ou d'adulte handicapé) - **Après l'art. 30** (p. 3500) : demande le retrait de l'amendement n° 50 de M. Henri de Raincourt (allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans) - **Art. 34** (*régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle*) (p. 3503) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 90 (application de ce système au

régime général de sécurité sociale) et n° 91 (prise en charge obligatoire du forfait journalier par le régime local) - **Art. 35** (*accidents du travail*) : demande le retrait de l'amendement n° 47 de la commission (institution d'un abattement de 4 % sur le montant des cotisations dues par les employeurs au titre de 1994 pour le régime général de la sécurité sociale et pour le régime de la sécurité sociale dans les mines) - **Après l'art. 36** (p. 3504, 3505) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 48 (maintien des droits à l'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire) et s'oppose au n° 49 (rattachement des gérants minoritaires des SARL au régime des non-salariés non-agricoles) - Accepte l'amendement n° 118 de M. Jean-Paul Hamman (maintien des droits d'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire) - **Art. 37** (*fixation du taux de la contribution patronale pour les navires*) (p. 3506) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 37** (p. 3507) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 117 de M. Paul Blanc (sociétés mutualistes d'étudiants) - **Sur l'ensemble** (p. 3508) : qualité des travaux du Sénat - Lutte contre la tuberculose.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5519) : augmentation des crédits du ministère de la santé - Lutte contre le sida et la toxicomanie - (p. 5520) : sécurité des dispositifs sanitaires - Politique de restructuration hospitalière - Accès aux soins des plus démunis - (p. 5557) : rôle du Sénat - Lisibilité du budget - (p. 5558) : prévention et évaluation - Lutte contre le sida et la toxicomanie - (p. 5559) : formation continue des médecins.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6141) : alourdissement du texte au fil des navettes - Organisation des greffes - Maîtrise des dépenses médicales - Dossier médical - Prévention du sida - (p. 6142) : restructuration hospitalière - Coopération inter-hospitalière - Urgences - Protection sociale des artistes - **Question préalable** (p. 6145) : s'oppose à la motion n° 89 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 6146) : s'oppose à l'amendement n° 111 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation systématique à la sécurité sociale dès l'âge de dix-huit ans) - **Art. 1^{er}** (p. 6147) : accepte les amendements de la commission n° 27 (autorisation pour les dispensaires d'assurer le « suivi médical » des malades plutôt que leur « prise en charge médicale ») et, n° 28, rédactionnel - **Art. 4** (p. 6148) : demande le retrait de l'amendement n° 29 de la commission (suppression du second alinéa de l'article relatif à la couverture sociale et sanitaire des détenus) - **Art. 5 bis** (*personnels de santé exerçant en milieu pénitentiaire*) (p. 6149) : accepte l'amendement rédactionnel n° 117 de la commission - Possibilité pour les établissements pénitentiaires de passer une convention avec des hôpitaux - **Après l'art. 6 bis** (p. 6150) : s'oppose à l'amendement n° 31 de la commission (proposition systématique de dépistage du sida) - (p. 6151) : dépistage systématique - (p. 6152) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (insertion d'une division additionnelle : « chapitre II bis : lutte contre le sida ») - **Art. 7** (p. 6154) : accepte les amendements de la commission n° 33 (suppression de toute référence à l'article L. 595-2 du code de la santé publique excluant de la définition de la publicité les actions d'information sur les médicaments menées par les pharmacies hospitalières) ; n° 34 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture pour l'alinéa inséré après le second alinéa du texte présenté par le paragraphe II de l'article 7) ; n° 35 (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture pour le 1^{er} alinéa du texte présenté par le paragraphe II) ; et n° 37 (exclusion des pharmacies d'officine de la publicité prévue par l'article L. 551-11) - **Art. 7 bis** (*modification de l'article L. 365-1 du code de la santé publique*) (p. 6155) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 8** : accepte les amendements rédactionnels n° 118 et n° 119 de la commission - **Art. 9** (p. 6156) : son amendement n° 2 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 10** (*médicaments homéopathiques*) (p. 6157) : ses amendements n° 3 : suppres-

sion du texte proposé par le paragraphe 2 pour l'article L. 601-4 du code de la santé publique et étendant la voie injectable à l'homéopathie ; et de coordination n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Art. 13 bis (transferts d'officine)** (p. 6158) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 77 de M. Charles Metzinger - **Art. 13 quater (créations d'officine par voie normale et par voie dérogatoire)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de M. Charles Metzinger - Son amendement n° 6 : suppression de la notion de « desserte de la zone intéressée » ; adopté - **Art. 13 octies (portage des médicaments)** (p. 6159) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 79 de M. Charles Metzinger - **Après l'art. 13 octies** : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Bernard Seillier (examen des demandes de création et de transfert d'officines déposées avant le 1^{er} janvier 1994) - **Art. 13 nonies (pharmaciens des hôpitaux des armées)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Charles Metzinger - **Art. 13 decies (collecte de médicaments)** (p. 6160) : accepte les amendements de la commission n° 40, rédactionnel, et n° 41, (maintien du principe de l'autorisation préalable pour les collectes) et s'oppose à l'amendement de suppression n° 81 de M. Charles Metzinger - (p. 6161) : traitement des médicaments périmés - **Art. 13 undecies (service de santé des armées)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 120 de la commission et s'oppose à l'amendement de suppression n° 82 de M. Charles Metzinger - **Art. 15 (dispositifs médicaux)** (p. 6162) : accepte l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la disposition prévoyant l'accord de la certification de conformité des dispositifs médicaux par des organismes agréés disposant d'une personne qualifiée) - **Art. 15 bis (adaptation des dispositions du code de la santé publique relatives aux matériels médicaux stériles)** : son amendement rédactionnel n° 8, identique à l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission ; adopté - **Après l'art. 29 quinquies** (p. 6179) : demande le retrait de l'amendement n° 100 de M. Jean Madelain (mode de recrutement des infirmiers généraux) - (p. 6180) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jacques Baudot (modification du code de la mutualité afin d'obtenir l'équité fiscale, économique et déontologique dans le cadre du développement de l'implantation des cabinets dentaires mutualistes) - **Art. 39 (convention médicale - dossier médical)** (p. 6193) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 85 de M. Charles Metzinger et n° 115 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. L. 145-6 du code de la santé publique (institution du dossier médical)** (p. 6194) : accepte les amendements de la commission, n° 55 de précision et n° 56 (accès au dossier médical pour le patient) - **Art. L. 145-7 du code précité (tenue du dossier médical)** (p. 6195) : son amendement n° 17 : allègement et simplification de la rédaction ; adopté - (p. 6196) : sur son amendement n° 17, précité, s'oppose au sous-amendement n° 95 de M. Alain Vasselle - **Art. L. 145-8 du code précité (rôle des chirurgiens-dentistes, sages-femmes et médecins)** (p. 6197) : accepte l'amendement de précision n° 60 de la commission - **Après l'art. L. 145-9 du code précité (par priorité)** : accepte l'amendement n° 65 de la commission (communication du carnet médical) - **Art. L. 145-9 du code précité (carnet médical)** : son amendement rédactionnel n° 18 ; retiré au profit de l'amendement rédactionnel n° 61 de la commission - Accepte les amendements de la commission, n° 63 (introduction de la référence à l'article L. 145-9-1 précisant la position des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes) et n° 64 rédactionnel - **Art. L. 145-10 du code précité (modalités d'application)** (p. 6198) : accepte l'amendement de conséquence n° 66 de la commission - **Art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale)** : son amendement rédactionnel n° 19 ; adopté - **Art. L. 161-15-1 du code précité (modalités de remboursement par la sécurité sociale des actes prescrits par un médecin)** (p. 6199) : accepte l'amendement rédactionnel n° 62 de la commission - Son amendement rédactionnel n° 20, identique au n° 62 de la commission ; adopté - **Paragraphe III (dispositions communes)** : son amendement rédactionnel n° 21 ; retiré - Accepte l'amendement rédactionnel n° 67 de la commission ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 130 ; adopté - (p. 6200) : accepte l'amendement n° 68 de la commission (allègement de la procédure de constitution du dossier) - **Après l'art. 39** : accepte l'amendement n° 96 de M. Alain Vasselle (bilan de la mise en place du dossier de suivi médical).

DREYFUS-SCHMIDT (Michel), sénateur du Territoire-de-Belfort (S).

Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Vice-président de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna du 16 au 31 juillet 1992 [n° 299 (92-93)] (11 mai 1993) - **Territoires d'outre-mer.**

Proposition de loi, déposée avec Mme Françoise Seligmann, relative à la vidéo-surveillance de la voie et des lieux publics [n° 311 (92-93)] (18 mai 1993) - **Sécurité civile.**

Proposition de loi, déposée avec des membres du groupe socialiste et rattachés administrativement, tendant à autoriser les associations de protection animale à se constituer partie civile [n° 313 (92-93)] (19 mai 1993) - **Animaux.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 273) - Ministère : Premier ministre - **Présentation du collectif budgétaire - Lois de finances.**

(*JO Débats* du 18 juin 1993) (p. 1425) - Ministère : Premier ministre - **Attaques visant les magistrats d'une cour régionale des comptes - Cour des comptes.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1771) : indique qu'il est nécessaire d'examiner chaque amendement du groupe communiste pour savoir s'il est recevable ou non - Suspension de séance.

- **Rappel au règlement de M. Charles Lederman** - (9 novembre 1993) (p. 4110) : précise qu'il s'est rallié à l'application d'une déclaration du Bureau du Sénat en ce qui concerne la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à un ensemble d'amendements.

- **Souhaits de bienvenue à un parlementaire australien** (9 novembre 1993) (p. 4110).

- **Hommage à Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire, à l'occasion de la nouvelle de sa mort** (7 décembre 1993) (p. 5719)

En qualité de sénateur

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 419, 420) : travaux de la commission - Composition du Conseil constitutionnel - Exception d'inconstitutionnalité - Champ d'application - Conseil supérieur de la magistrature - (p. 421) : mode de désignation de ses membres - Présidence - Avis sur la carrière et les sanctions des membres du Parquet - Membres non magistrats - (p. 422) : Haute Cour de justice - Présidence - Mode de désignation de ses membres - Responsabilité pénale des ministres - (p. 423) : examen des plaintes - Voie de recours - Immunité des membres du Gouvernement - Convention européenne - Haute trahison - (p. 424) : application des ordonnances - Caractère obsolète des articles de la Constitution qui traitent d'une « Communauté ».

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 436) : soutient l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (remplacement dans l'article 38 de la Constitution relatif aux ordonnances des mots « déposé devant » par ceux de « adopté par ») - **Art. 1^{er} (suppression de la qualité de membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel conférée aux anciens Présidents de la République)** (p. 439) : intervient à propos l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 2 (régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel)** (p. 440) : intervient à propos de l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 3 (institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité)** (p. 441) : soutient l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (suppression des derniers mots de l'article 61-1) - **Art. 6 (intitulé du titre VIII de la Constitution)** (p. 444) : soutient l'amendement n° 35 de M. Claude Estier (nouvel intitulé : « titre VIII : De la justice ») - **Rappel au règlement** (p. 446) : examen des amendements de son groupe - **Art. 7 (fondement des décisions de justice, indépendance de la magistrature)** (p. 447) : soutient l'amendement n° 36 de M. Claude Estier (rôle des juges) - **Art. 8 (Conseil supérieur de la magistrature)** (p. 452, 454) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier n° 50 (vice-présidence du Conseil supérieur de la magistrature), n° 51 et n° 52 (composition du Conseil), n° 53 (suppression des mots « et pour celle de président du tribunal de grande instance »), et n° 54 (insertion du mot « élection ») - (p. 454) : soutient l'amendement n° 39 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Avant l'art. 9** (p. 460) : soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (institution d'un recours en cassation à l'encontre des arrêts de condamnation rendus par la Haute Cour de justice).

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 477 à 480 et p. 484 à 491) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier, n° 55 (parlementaires proposés pour siéger à la Cour de justice), n° 56 (pouvoir de la commission juridictionnelle habilitée à recevoir les plaintes et dénonciations ; constitution de partie civile), n° 57 (suppression de la possibilité pour les deux assemblées statuant par un vote identique au

scrutin public de saisir la commission d'instruction), n° 58 (immunité des membres du Gouvernement en matière d'écrit et de paroles lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions) et n° 62 (saisine de la commission d'instruction par les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public mais à la majorité absolue des membres les composant) - (p. 488) : intervient à propos de l'amendement n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique ») - (p. 493) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 13** (p. 494) : soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (suppression dans la Constitution du terme de « Communauté » qui n'existe plus) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 501) : qualité des travaux de la commission - Equilibre entre les pouvoirs et renforcement du rôle du Parlement - Conseil constitutionnel - Conseil supérieur de la magistrature - Haute Cour de justice - Saisine - Abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi constitutionnelle, tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)]** - (1^{er} juin 1993) - **Discussion générale** (p. 601) : maintien de certaines dispositions de la loi du 4 janvier 1993 : présomption d'innocence et privilèges de juridiction - Groupe de travail - Travaux de la commission des lois - (p. 602) : instructions du ministère de la justice - Mise en examen - Placement en détention - Référé-liberté - Décision d'incarcération - Nullités - Purge - (p. 603) : débats à l'audience de jugement - Dispositions s'appliquant aux mineurs - Présence de l'avocat lors de la garde à vue - Position de la Cour de cassation sur la présence de l'avocat aux interrogatoires et la communication obligatoire du dossier au défenseur la veille de chaque interrogatoire - (p. 604) : présence de l'avocat dès le début de la garde à vue - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 607) : soutient l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (transposition en matière pénale de règles applicables en matière civile) - (p. 608) : soutient l'amendement n° 44 de M. Claude Estier (contrôle par le procureur de la République des conditions de garde à vue) - **Art. 2 (modalités de la garde à vue)** (p. 611) : soutient l'amendement de suppression n° 45 de M. Claude Estier - (p. 612) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 46 de forme, et n° 47 (durée de la prolongation fixée par le Procureur de la République) - (p. 613) : soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (principe de la présentation de la personne devant le Procureur de la République) - (p. 614) : soutient l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (notion de famille) - (p. 615) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 50 et n° 51 (choix du médecin), et n° 52 (coordination entre le médecin désigné et le médecin traitant de la personne gardée à vue) - (p. 616) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 53 (rôle du médecin) et n° 54 (examen médical) - (p. 617) : se déclare opposé à l'article 2 - **Art. 3 (entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue)** (p. 618) : soutient l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (assistance de l'avocat du choix de la personne gardée à vue) - Conditions dramatiques de la garde à vue en l'absence d'avocat - Demande un vote par division de l'amendement - (p. 622) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe III relatif à l'autorisation d'entretien) et se déclare favorable à l'amendement n° 26 du Gouvernement (suppression du paragraphe III de l'article 3 relatif à la limitation du droit à l'entretien avec un avocat) - Soutient les amendements de M. Claude Estier n° 59 et n° 60 (report de l'entretien) et n° 61 (consignation des motifs au procès-verbal) - (p. 624) : rôle du président du tribunal de grande instance - Liberté des individus.

Suite de la discussion - (2 juin 1993) - **Art. 4 (modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire)** (p. 635) : soutient l'amendement de suppression n° 63 de M. Claude Estier - **Art. 5 (rétablissement du juge d'instruction sur les lieux en cas d'enquête sur crime ou délit flagrant)** (p. 636) : soutient l'amendement n° 64 de M. Claude Estier (rétablissement de l'article 72 du code de procédure pénale en y introduisant les

règles de droit commun en matière d'ouverture d'information) - **Après l'art. 5** (p. 638) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 du Gouvernement (règles relatives aux perquisitions) - (p. 639) : votera contre les paragraphes I (modalités d'exercice de la perquisition) et II (suppression de la présence de magistrats lors d'une perquisition chez un notaire ou un médecin) de l'amendement n° 28 du Gouvernement (règles relatives aux perquisitions) - **Art. 6** (*mise en examen*) (p. 640) : soutient l'amendement de suppression n° 65 de M. Claude Estier - Lettre recommandée adressée par le procureur de la République ou le juge d'instruction aux personnes mises en examen et qui ne sont pas déferées - Secret de l'instruction - (p. 642) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 66 (définition de la mise en examen et de la mise en cause), n° 67, n° 68, n° 69 et n° 55 (propositions de définition de la mise en examen et de la mise en cause) - **Art. 7** (*coordination*) (p. 643) : soutient l'amendement de suppression n° 70 de M. Claude Estier - **Art. 8** (*information de la partie civile sur son droit à formuler une requête*) (p. 644) : demande la réserve du vote de l'amendement n° 30 du Gouvernement (droit de la partie civile de formuler des requêtes en nullité) jusqu'après celui de l'amendement de suppression n° 84 à l'article 18 - **Art. 9** (*interdiction d'entendre comme témoin les personnes à l'encontre desquelles se révèlent des indices graves et concordants de culpabilité*) (p. 645) : se déclare favorable à l'amendement n° 31 du Gouvernement (droits du témoin assisté) - **Art. 10** (*communication du dossier*) : soutient l'amendement de suppression n° 73 de M. Claude Estier - Lettre recommandée - Principe de la communication immédiate - (p. 647) : soutient l'amendement n° 74 de M. Claude Estier (possibilité pour l'avocat de demander à tout moment le dossier au juge d'instruction) - Se déclare opposé aux amendements de M. Charles Lederman, n° 15 (suppression de la possibilité de convoquer les avocats au moyen d'une télécopie avec récépissé) et n° 16 (suppression du paragraphe II de l'article 10 prévoyant que la procédure est mise à la disposition des avocats à tout moment pendant les jours ouvrables) - **Art. 11** (*interrogatoire de première comparution*) (p. 648) : soutient l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - (p. 649) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présent par l'article 11 relatives aux exceptions) - **Art. 13** (*coordinations - modifications rédactionnelles*) (p. 650) : soutient l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe IV de l'article 13 rétablissant, dans la rédaction antérieure à la loi du 4 janvier 1993, deux dispositions) - **Art. 14** (*réquisitions du procureur de la République*) (p. 651) : rôle du juge d'instruction en matière de mise en détention - Principe de la collégialité - Demande la réserve de l'article 14 jusqu'après le vote sur l'amendement n° 82 à l'article 16 - **Art. 15** (*placement en détention provisoire*) (p. 653) : soutient l'amendement de suppression n° 78 de M. Claude Estier - Nécessité d'un double regard sur la mise en détention : décision prise par le juge délégué et par la collégialité - (p. 655) : méthode de travail - (p. 657) : se déclare opposé à l'amendement n° 34 du Gouvernement (institution à l'occasion du placement en détention d'une personne mise en examen d'une procédure de référé-liberté), et sur celui-ci au sous-amendement n° 95 de M. Jean-Marie Girault - Prerogatives du juge d'instruction - Risque de prolongation de la garde à vue - Retention et détention - Nécessité d'une décision impartiale - (p. 659) : demande de sursis à exécution - (p. 660) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 79 (instauration d'une chambre d'instruction composée de trois magistrats), n° 80 (élargissement de la compétence de la chambre d'instruction) et n° 81 de coordination - **Art. 14** (*suite*) (p. 661) : soutient l'amendement de suppression n° 77 de M. Claude Estier - **Art. 18** (*fondement des nullités*) (p. 662) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 84 de suppression et n° 85 (purge des nullités par la chambre d'accusation) - **Art. 20** (*règlement de l'information*) (p. 665) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 86 (précision relative à la formulation de la demande après la notification) et n° 87 rédactionnel - **Art. 21** (*renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police*) (p. 666) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 88 de suppression et n° 89 (suppression des mots « ou de préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction ») - **Art. 22** (*compétences de la chambre d'accusation*) (p. 667) : soutient l'amendement de suppression n° 90 de M. Claude Estier - **Art. 23** (*constatation des nullités par le tribunal correctionnel*) (p. 668) : se déclare opposé à

l'amendement n° 39 de coordination du Gouvernement - **Art. 26** (*garde à vue d'un mineur*) (p. 669) : soutient l'amendement de suppression n° 91 de M. Claude Estier - **Art. 27** (*information obligatoire de la famille*) (p. 670) : soutient l'amendement de suppression n° 92 de M. Claude Estier - **Art. 32** (*nullités textuelles*) (p. 671) : avec le groupe socialiste, votera contre cet article - **Après l'art. 32** (p. 672) : avec le groupe socialiste, votera contre l'amendement n° 41 du Gouvernement (simplifications) - Suppression des garanties - (p. 673) : se déclare opposé à l'amendement n° 42 du Gouvernement (suppression de dispositions superflues introduites par la loi du 4 janvier 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 674) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à la proposition de loi telle qu'elle ressort des travaux du Sénat - Présence de l'avocat pendant la garde à vue - Prerogatives du juge d'instruction.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Art. 2** (*allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de français*) (p. 1299) : parole sur l'article - (p. 1300) : soutient l'amendement n° 51 de M. Claude Estier (retour au délai actuellement en vigueur) - **Art. 2 bis** (*manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1303, 1304) : enfants nés en France de parents étrangers - **Art. 4** (*modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté*) (p. 1306) : soutient l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (autorisation ou représentation du mineur) - **Art. 7** (*acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1308, 1309) : votera contre cet article - (p. 1311) : soutient l'amendement de suppression n° 58 de M. Claude Estier - **Après l'art. 23** (*par priorité*) (p. 1313) : soutient l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (détermination par une loi postérieure de la date d'application de l'article 24 confiant aux juges d'instance l'enregistrement des déclarations de nationalité) - **Art. 7** (*suite*) (p. 1314) : sa demande, tendant à déclarer irrecevable aux termes de l'article 42, alinéa 11, du Règlement du Sénat, l'amendement n° 30 de la commission ; rejetée - Vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 30 de la commission (enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité du fait du mariage par le ministre chargé des naturalisations) - (p. 1315) : refus de M. Etienne Dailly, vice-président du Sénat, président de séance, d'accorder une suspension de séance demandée au nom du groupe socialiste - **Art. 8** (*opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1316, 1320) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 60 (nouvelle rédaction instituant la compétence des tribunaux judiciaires) et n° 61, sur le même objet - (p. 1318, 1320) : suite aux explications du Gouvernement, vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 11 de la commission (réduction du délai) - **Art. 9** (*manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1321, 1322) : intervient sur la demande de clôture de la discussion de M. Jacques Larché, président de la commission.

- **Rappel au règlement** - (16 juin 1993) (p. 1334, 1335) : article 42, alinéa 2 du Règlement du Sénat - Examen des amendements sur l'article 9 de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1993) - **Art. 9** (*suite*) (p. 1342) : reprend l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy (information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte) ; rejeté - (p. 1346, 1347) : droit du sol - (p. 1348) : se déclare favorable à l'amendement n° 63 de M. Claude Estier (recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles) - Droit du sol - Droit du sang - (p. 1349, 1352) : sur l'amendement n° 101 de M. Henri Goetschy (dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France), se déclare favorable au sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditions relatives aux ressortissants de la CEE) - Après rejet du sous-amendement n° 105, se déclare défavorable à l'amendement n° 101 - Demande l'adoption de l'amendement n° 64 de M. Claude Estier (information individuelle des intéressés sur la faculté qui

leur est offerte) - (p. 1353) : se déclare favorable à l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy (information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte) - **Après l'art. 9** (p. 1353, 1354) : soutient l'amendement n° 66 de M. Claude Estier (faculté de retour sur la répudiation de la nationalité française jusqu'à l'âge de vingt et un ans) - **Art. 10** (*obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité*) : parole sur l'article - Condamnations pour crimes et délits - Majorité légale - (p. 1356, 1357) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 67 (même objet que le sous-amendement n° 103) et n° 68 (suppression des coups mortels de la liste des infractions) - Sur l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission, soutient le sous-amendement n° 69 de M. Claude Estier - (p. 1359) : vote par le groupe socialiste de l'amendement n° 46 de suppression de M. Charles Lederman - (p. 1361) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), se déclare opposé au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - **Art. 11** (*autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français*) (p. 1363) : parole sur l'article - (p. 1364) : soutient l'amendement n° 71 de M. Claude Estier (allongement du délai donné aux jeunes filles pour manifester leur volonté) - Tribunaux d'instance - Sous-direction des naturalisations - (p. 1367) : tribunaux d'instance - **Art. 12** (*démarches valant manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française*) (p. 1368) : parole sur l'article - **Après l'art. 12** (p. 1369) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 74 et n° 73 (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1371) : parole sur l'article - **Art. 14 bis** (*déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1373) : article 95 du code de la nationalité - Perte de la nationalité française - Possession d'état de Français - **Art. 18** (*condition d'âge pour être naturalisé*) (p. 1380) : soutient l'amendement n° 79 de M. Claude Estier (référence à l'acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité) - **Art. 19** (*obstacles à l'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité ou par décision de l'autorité publique et à la réintégration dans cette nationalité*) (p. 1381) : parole sur l'article - **Art. 20** (*acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 1382, 1384) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 80 de suppression et n° 81, n° 82 et n° 83 (assouplissement de la condition imposant la même résidence habituelle que les parents).

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 23** (*réception des déclarations de nationalité*) (p. 1400) : soutient l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (délivrance d'un reçu) - **Après l'art. 23** (*suite*) (p. 1402) : se déclare favorable à l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (conditions d'application de l'article 24) - **Art. 24 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1403, 1405) : soutient l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France) - **Art. 25** (*refus d'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1406, 1407) : se déclare opposé à l'amendement n° 21 de la commission (caractère personnel de la démarche de recours exercée par le mineur de 16 ans) - **Art. 26** (*opposition à l'acquisition de la nationalité*) (p. 1408) : soutient l'amendement n° 89 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 27** (*acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée*) (p. 1409, 1410) : sur les amendements de M. Claude Estier, se déclare favorable au n° 90 de suppression et soutient le n° 91 (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1) - **Art. 28** (*effets de la déclaration*) (p. 1411) : parole sur l'article - Mariages frauduleux - **Après l'art. 29** (p. 1431) : soutient l'amendement n° 93 de M. Claude Estier (sanctions prévues à l'article 113 : exclusion des avocats du champ d'application de cet article) - **Art. 31 bis** (*spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de*

nationalité) (p. 1432, 1433) : soutient l'amendement n° 95 de M. Claude Estier (compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France) - **Art. 33 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité*) (p. 1435) : parole sur l'article - Soutient l'amendement de suppression n° 96 de M. Claude Estier - **Art. 34 bis** (*adaptation du code de la nationalité à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer*) (p. 1436) : le groupe socialiste ne votera pas cet article - **Art. 35** (*double droit du sol*) (p. 1438, 1439) : enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - (p. 1440, 1441) : soutient l'amendement n° 97 de M. Claude Estier (suppression de la disposition visant les enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie) - **Art. 36** (*attribution de la carte de résident*) (p. 1442) : soutient l'amendement de suppression n° 98 de M. Claude Estier - **Art. 38** (*abrogations*) (p. 1443, 1444) : soutient l'amendement n° 100 de M. Claude Estier (suppression de l'abrogation des articles 113 et 144 du code de la nationalité) - **Art. 38 bis** (*service national et nationalité*) (p. 1445, 1446) : soutient l'amendement de suppression n° 99 de M. Claude Estier - Conventions internationales - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1451, 1452) : commission Marceau Long - Exclusions - Vote du groupe socialiste contre ce texte.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique** (*recours au vote par procuration*) (p. 1720) : souhaite la réintroduction de la liste des catégories de citoyens autorisés à voter par procuration - Constat des obligations - **Après l'art. unique** (p. 1723) : se déclare favorable aux amendements n° 6 (tentative de fraude aux dispositions relatives au vote par procuration) et n° 7 (sanctions) de M. Claude Estier - Absence de justification pour bénéficiaire du vote par procuration - Risque de dérapage - Souhaite la sanction de la fraude.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1772) : rattachement des amendements du groupe communiste au texte en discussion - (p. 1773) : décision du Bureau du Sénat de 1986 - (p. 1775) : rattachement des amendements du groupe communiste au texte en discussion - Position du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1801) : rôle du Conseil constitutionnel - Risques d'abus - Inconstitutionnalité du contrôle administratif d'identité - Jurisprudence de la Cour de cassation - **Art. 1^{er}** (*nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) (p. 1808 à 1832) : ses amendements, n° 6, n° 11, n° 13, n° 17 et n° 20, soutenus par M. Jean-Luc Mélenchon ; n° 7, n° 12, n° 15 et n° 18, soutenus par Mme Monique Ben Guiga ; n° 10 et n° 14, soutenus par Mme Françoise Seligmann ; n° 5, n° 8, n° 9, n° 16, n° 21, n° 19, n° 22 et n° 23 ; non retenus dans le vote unique sur l'article 1^{er} (10 juillet 1993) (p. 2519) - (p. 1808) : son amendement n° 5, identique à l'amendement n° 106 de M. Charles Lederman : suppression du premier alinéa du texte proposé par l'article 1^{er} et autorisant les contrôles d'identité dans des lieux déterminés par avance - Suppression de la notion d'atteinte à l'ordre public - Son amendement n° 6 : substitution des mots « de crimes ou délits » aux mots « d'infraction » ; (p. 1812) : son amendement n° 7 : suppression du mot « également » ; (p. 1815) : son amendement formel n° 8 - Droit d'amendement - Position de la commission - (p. 1816) : son amendement n° 9 : contrôle d'identité possible uniquement dans des lieux publics ; (p. 1817) : cas des églises et des universités, lieux protégés - (p. 1818) : nécessité d'un mandat de perquisition pour permettre à un officier de police judiciaire de pénétrer dans un lieu privé - Son amendement n° 10 : contrôles d'identité impossibles dans des lieux de culte ; (p. 1819) : son amendement n° 11 : contrôles d'identité impossibles dans des lieux de soins ; (p. 1820) : son amendement n° 12 : contrôles d'identité impossibles dans les lieux d'enseignement scolaire ; (p. 1822) : son amendement n° 13 : contrôles d'identité impossibles dans les dispensaires de l'armée du salut ; (p. 1823) : ses amendements n° 14 : contrôles d'identité impossibles dans les locaux

des compagnons d'Emmaüs ; et n° 15 : durée du contrôle limitée à deux heures ; (p. 1824) : son amendement n° 16 : durée du contrôle limitée à trois heures ; éthique des policiers - Exemple de la Grande-Bretagne - (p. 1825) : son amendement n° 17 : durée du contrôle limitée à quatre heures ; (p. 1826, 1827) : règlement du Sénat et règlement de l'Assemblée nationale - Ordre du jour de la fin de session - Ses amendements n° 21 : remise à toute personne contrôlée de la réquisition écrite du procureur de la République ; et n° 18 : possibilité pour la personne contrôlée de demander le texte de la réquisition du procureur de la République ; (p. 1829) : son amendement n° 20 : présentation de la réquisition du procureur de la République à toute personne contrôlée ; (p. 1830) : son amendement n° 19 : présentation de la réquisition à toute personne contrôlée qui en exprime la demande - Preuve pour la personne contrôlée que l'huissier effectuant le contrôle agit sur réquisition du procureur de la République ; (p. 1831, 1832) : ses amendements n° 22 : substitution des mots « des crimes et délits » aux mots « des infractions » ; et n° 23 : précisions relatives aux réquisitions.

- **Rappel au règlement** - (29 juin 1993) (p. 1813) : proteste contre la simultanéité de l'examen en séance publique du projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité et de l'examen en commission du projet de loi portant réforme constitutionnelle.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Demande de clôture de la discussion générale** (p. 1851) : difficultés à se procurer le texte de loi et le rapport de la commission du Sénat - **Débat restreint** - **Demande de clôture de la discussion générale** - Temps de parole accordé à la minorité du Sénat - (p. 1852) : caractère faussé du débat - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1866) : absence de débat sur ce texte - **Demande de clôture de la discussion générale** - Inégalité entre les investissements des départements et des communes - Amendements considérés comme recevables par l'Assemblée nationale - **Rappel au règlement** (p. 1868) : demande de suspension de séance pour la remise en ordre des liasses d'amendements - **Après l'art. 3 (par priorité)** (p. 1869) : soutient l'amendement n° 3145 de M. Claude Estier (limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré) - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** (p. 1874) : remerciements à l'ensemble du personnel du Sénat - Procédure du vote bloqué - Identité d'obligations pour les écoles privées et pour les écoles laïques - (p. 1875) : inégalités au profit de l'école privée - Le groupe socialiste votera contre l'article 1^{er} et demandera un vote par scrutin public - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1878) : soutient l'amendement n° 238 de M. Claude Estier (remplacement des mots « privés sous contrat, dans le respect de leur caractère propre » par le mot « publics ») - Procédure du vote bloqué - Droits du Parlement - Laïcité - Guerre scolaire - **Motion d'ordre** (p. 1880) : rappelle le souhait de M. le Président du Sénat de voir le Sénat siéger le moins possible la nuit - **Demande une suspension de séance** - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 1881) : soutient l'amendement n° 241 de M. Claude Estier (suppression de la phrase relative à la liberté des collectivités territoriales de fixer librement les modalités de leur intervention) - Problème des financements croisés - Saisine du Conseil constitutionnel - (p. 1885, 1888) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 3243, n° 3244 et n° 3248 relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 1908, 1909) : soutient l'amendement n° 3252 de M. Claude Estier, relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Caractère incompréhensible de cet article - Problème de la commune siège qui ne fait qu'accueillir l'école mais qui contribue avec les communes voisines à son fonctionnement - Ministère de l'éducation nationale - (p. 1914, 1915) : soutient l'amendement n° 3256 de M. Claude Estier, relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Indique que le décret fixant l'ordre du jour de la session extraordinaire ne contient pas le texte actuellement en discussion et demande une suspension de séance - (p. 1918,

1919) : soutient l'amendement n° 3259 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Ordre du jour de la session extraordinaire - Demande une suspension de séance - Inégalité entre les diverses écoles - Principe constitutionnel d'égalité devant la loi - (p. 1935, 1936) : « à écoles publiques fonds publics, à écoles privées fonds privés » - Ajournement du débat et association de l'opinion lors de sa reprise.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture** [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1952, 1953) : procédure de révision constitutionnelle - Conseil supérieur de la magistrature ; composition ; présidence - Magistrats du siège et magistrats du parquet - Principe de deux formations distinctes au sein du Conseil supérieur de la magistrature - Droit de grâce - Cour de justice de la République - Haute Cour de justice - Pouvoir constituant - Loi organique - (p. 1954) : mode d'élection des sénateurs - Composition de la Cour de justice de la République ; présidence - Se déclare opposé à la saisine parlementaire - (p. 1955) : pourvoi en cassation - **Art. 8** (p. 1959 à 1962) : sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier, n° 13 (vice-président élu), n° 14 (composition de la formation compétente pour les magistrats du siège), n° 15 (composition de la formation compétente à l'égard des magistrats du Parquet) et n° 16 (énumération des dispositions renvoyées à loi organique) - (p. 1962, 1964) : soutient les amendements n° 1 à n° 5 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction relative à la composition et aux compétences du Conseil supérieur de la magistrature) - (p. 1965, 1967) : sur l'amendement de la commission n° 10 précité, vote par le groupe socialiste du sous-amendement n° 21 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant le tirage au sort au sein de collèges élus pour les magistrats membres des deux formations) - (p. 1968, 1969) : sur l'amendement n° 10 précité, s'oppose au sous-amendement n° 24 de M. Etienne Dailly (rédaction de la fin du troisième alinéa de l'article 65 de la Constitution «...de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale») - **Art. 11** (p. 1971, 1972) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier n° 17 à n° 20 tendant à rétablir la plus grande partie du texte adopté par l'Assemblée nationale et prévoyant la possibilité pour les personnes morales de saisir la commission des requêtes - (p. 1972, 1973) : souhaite la suppression des dispositions relatives à la saisine parlementaire et propose le maintien de la Haute Cour de justice pour les crimes et délits portant atteinte à la Nation commis par les ministres - Soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 6 (établissement par le bureau de chacune des assemblées parlementaires d'une liste sur laquelle seront pris les parlementaires membres de la Cour de justice de la République) et n° 7 (pourvoi) - Sur l'amendement n° 11 précité, abstention du groupe socialiste sur le sous-amendement n° 22 du Gouvernement - (p. 1977) : se déclare opposé à l'amendement n° 11 de la commission - **Art. 14 (entrée en vigueur de la réforme du régime de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 1978, 1979) : s'oppose à l'amendement n° 12 de la commission (application aux faits commis par l'entrée en vigueur de la loi) - **Seconde délibération** : se déclare défavorable à la demande, par le Gouvernement, d'une seconde délibération sur l'article 8 - **Art. 8** : se déclare opposé à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (nouvelle rédaction relative à la composition et aux compétences du conseil supérieur de la magistrature).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2276) : concomitance des réunions de commission et de la séance publique - Procédure d'urgence - Aide au développement - (p. 2277) : formation des services de police - Précarité de la situation des étrangers vivant en France - Contrôles d'identité et liberté d'aller et venir - Droit d'asile - Ordre public - Commission de séjour des étrangers et commission d'expulsion - Séparation des pouvoirs

- Regroupement familial - Système de la rétention administrative - (p. 2278, 2279) : contradiction entre les dispositions du projet de loi et celles du nouveau code pénal quant à l'interdiction du territoire - **Art. 1^{er}** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée*) (p. 2302, 2303) : soutient l'amendement de suppression n° 57 de M. Claude Estier - (p. 2304) : exemple de non-admission sur le territoire français d'une ressortissante lituanienne paru dans le journal le Monde - **Art. 2 bis** (*certificat d'hébergement*) (p. 2309, 2310) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (conditions d'octroi du visa délivré par le maire) - Inégalités de traitement - Jugement subjectif du maire - Office des migrations internationales - (p. 2311, 2312) : se déclare opposé à l'amendement n° 191 du Gouvernement (signature des certificats d'hébergement à Paris, Lyon et Marseille, par le maire d'arrondissement) - **Art. 4** (*contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers*) (p. 2314, 2315) : mise en oeuvre des contrôles d'identité dans certaines situations particulières - Jurisprudence des approches de la gare de Villepinte - Renvoi à des articles du code de procédure pénale - Amendement « Marsaud » - (p. 2319, 2320) : soutient l'amendement de suppression n° 61 de M. Claude Estier - Amendement « Marsaud » - Notion de menace pour l'ordre public - Énumération par le code de procédure pénale des cas dans lesquels le contrôle d'identité est possible - (p. 2321, 2322) : soutient les amendements n° 62 (suppression de la deuxième phrase du texte présenté par l'article 4) et n° 63 (suppression de la troisième phrase du texte présenté par l'article 4) de M. Claude Estier - Définition administrative du contrôle d'identité - Critères définissant l'étranger et contrôle de l'autorité judiciaire - Se déclare opposé à l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction) - (p. 2339) : intervient sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans) - (p. 2340) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 179 du Gouvernement (conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans) - Age de l'enfant étranger lors de son arrivée en France - **Art. 7** (*délivrance de plein droit de la carte de résident*) (p. 2342, 2343) : soutient l'amendement de suppression n° 66 de M. Claude Estier - Notion de menace pour l'ordre public - Remise en cause des droits des étrangers en situation régulière.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture [n° 414 (92-93)]** - (8 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2363, 2364) : exception d'inconstitutionnalité - Mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - Composition - Cour de justice de la République - Pourvoi en cassation - Loi organique - (p. 2364) : vote de ce projet de loi constitutionnelle par le groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (8 juillet 1993) - **Demande de vote unique** (p. 2368) : rythme de la discussion - Examen de l'article 4 et amendement « Marsaud » - Procédures d'urgence et de vote bloqué - **Art. 8** (*impossibilité de délivrer la carte de résident à l'étranger polygame et à son conjoint*) (p. 2369) : libertés et sécurité - Amendement « Marsaud » - Problème des polygames - (p. 2372) : soutient l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - Rôle consultatif de la commission du séjour des étrangers - Notion d'ordre public et suppression du contrôle de l'autorité judiciaire - **Art. 10 bis** (*amende applicable à l'entreprise de transport routier qui a conduit en France un étranger en situation irrégulière*) (p. 2374, 2375) : commission du séjour des étrangers - Hétérogénéité des avis rendus par la commission du séjour des étrangers - Statistiques - **Art. 12** (*reconduite à la frontière*) (p. 2378, 2379) : code pénal - Interdiction du territoire et catégorie d'étrangers devant être protégés - **Art. 15** (*expulsion*) (p. 2383 à 2385) : soutient l'amendement de suppression n° 82 de M. Claude Estier - Citation de l'interview accordée à l'hebdomadaire *Minute* par M. Raoul Béteille, député de la Seine-Saint-Denis, à propos de l'immigration - (p. 2387) : soutient l'amendement n° 83 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe II de l'article) - Interview accordée par M. Raoul Béteille à l'hebdomadaire *Minute* - Règlement du

Sénat - (p. 2388) : étudiants étrangers - (p. 2389) : soutient l'amendement n° 84 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe III de l'article) - Mariage d'un étranger avec une personne de nationalité française - Mariage de complaisance - (p. 2390) : règlement du Sénat - Intervient sur l'amendement n° 24 de la commission (conditions de communauté de vie continue et de nationalité française du conjoint de l'étranger) - Contrôle de la communauté de vie effective entre époux et problèmes de divorce - **Art. 17** (*éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière*) - **Art. 27 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (régime de la décision fixant le pays de renvoi)** (p. 2392, 2393) : intervient sur l'amendement de suppression n° 147 de M. Charles Lederman - Caractère suspensif du recours dans les conditions prévues au II de l'article 22 bis - Jurisprudence du Conseil d'État - **Art. 18** (*cas de l'étranger qui ne peut gagner aucun pays*) (p. 2393, 2394) : déconcentration - Décision de la compétence du ministre de l'intérieur et non du préfet - **Art. 19** (*demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière*) (p. 2395) : compétence du ministre de l'intérieur pour les assignations à résidence - Suppression de la condition de recevabilité de la demande de relèvement qui fait obligation à l'intéressé de résider hors de France - Au nom du groupe socialiste, se ralliera à l'amendement de suppression n° 149 de M. Charles Lederman - **Art. 21** (*regroupement familial*) (p. 2397) : document émanant du Secours catholique « Égalité, France de demain » - (p. 2398) : groupement partiel - Conventions internationales - (p. 2399) : se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 27, rédactionnel, et n° 28 (substitution des mots « logement considéré comme normal » aux mots « logement adapté ») - Notion de logement adapté - Obstacle mis au regroupement familial et à l'exercice des droits de l'homme - (p. 2406) : se déclare opposé à l'amendement n° 29 de la commission (possibilité de procéder à un regroupement familial partiel dans l'intérêt des enfants) - (p. 2407, 2408) : polygamie - (p. 2408, 2409) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement de précision n° 182 du Gouvernement - (p. 2415) : au nom du groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 32 de la commission - **Art. 24** (*légalisation des actes d'état-civil étrangers*) (p. 2416, 2417) : dispense de légalisation prévue par de nombreuses conventions internationales - Code civil - (p. 2419, 2420) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 101 (réintroduction de l'adjectif « absolue » après le mot « nécessité ») et n° 102 (suppression du paragraphe III de l'article 25) - Communication avec l'étranger par l'intermédiaire d'un interprète - Pays de la Communauté européenne - Procédure du vote bloqué - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Délai de présentation des documents de voyage - **Art. 25 bis** (*obligation de rapatriement de l'étranger en situation irrégulière par l'entreprise de transport ferroviaire qui l'a acheminé*) (p. 2422) : intervient sur l'amendement n° 185 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - Indique que ses interventions sont dictées par la tactique adoptée par le groupe socialiste en réponse à la procédure de vote bloqué.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Art. 28** (*mariages de complaisance*) (p. 2435) : soutient l'amendement n° 106 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'intervention du Procureur de la République pour éviter la multiplication des mariages de complaisance) - Procédure d'annulation du mariage de complaisance - Procédure du vote unique - (p. 2437) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 de la commission (nouvelle rédaction des dispositions relatives à la procédure d'annulation du mariage de complaisance) - (p. 2438) : soutient l'amendement n° 107 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'annulation du mariage célébré en fraude du fait de l'insuffisance du délai et de l'incompétence du tribunal de grande instance) - **Art. 29** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français dans le nouveau code pénal*) (p. 2440) : soutient l'amendement de suppression n° 108 de M. Claude Estier - Discussion du code pénal - Possibilité pour le tribunal de prononcer l'interdiction du territoire - Ordre public - (p. 2441) : incrimination de l'auto-avortement - **Art. 30** (*rétenion judiciaire*) (p. 2444, 2445) : soutient l'amendement de suppression n° 109 de M. Claude Estier - Zone dite d'attente - Régime de la rétention judiciaire - Centres de rétention - (p. 2446) : intervient contre les amendements rédactionnels n° 46 et n° 47 de la

commission - Délai de la rétention - **Art. 31** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour trafic de stupéfiants*) (p. 2447, 2448) : soutient l'amendement de suppression n° 110 de M. Claude Estier - Protection de l'ordre public - Condamnés pour trafic de stupéfiants - Catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - Suite de la discussion - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (suite) (p. 2512) : son amendement n° 24, soutenu par Mme Françoise Seligmann, et identique à l'amendement n° 111 de M. Charles Lederman : suppression des mots : « quel que soit son comportement » ; (p. 2515, 2516) : ses amendements, soutenus par Mme Monique Ben Guiga, n° 28 : zones de contrôle en cas d'application des accords de Schengen ramenées de vingt à dix kilomètres ; n° 29 : retour à vingt kilomètres dans les cas où l'on avait prévu quarante kilomètres ; n° 30 : compétence du ministre des affaires européennes ; n° 33, de coordination ; n° 36 : distinction des simples infractions des crimes et délits ; n° 37 : comportement du fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité ; n° 38 : présentation par le fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité de sa carte de police ; non retenus dans le vote unique sur l'article 1^{er} - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2520) : son amendement n° 41, soutenu par Mme Monique Ben Guiga : délai de justification d'identité ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2529 à 2531) : garde à vue - Mise en détention - Principe du référé-liberté - Purge des nullités par la chambre d'accusation - (p. 2534) : déontologie des avocats - **Art. 3** (p. 2535) : son amendement de suppression n° 9 ; devenu sans objet - (p. 2538) : son amendement n° 10 : possibilité pour le bâtonnier ou un membre du conseil de l'Ordre délégué d'accéder à tout moment aux locaux de garde à vue ; rejeté - (p. 2542) : respect des droits de la défense - **Art. 3 bis** (*suppression de l'émargement sur le registre des gardes à vue*) (p. 2544) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 du Gouvernement (maintien de l'exigence de l'émargement) - **Art. 10** (p. 2546) ; son amendement n° 11 : suppression des mots : « sous réserve des exigences du bon fonctionnement du cabinet du juge d'instruction » ; devenu sans objet - **Art. 11 bis** (*suppression de la possibilité pour la personne mise en examen de demander sa première comparution dans les quinze jours*) (p. 2548) : son amendement de suppression n° 12 ; adopté - **Art. 15** (p. 2549) : son amendement de suppression n° 13 ; devenu sans objet - (p. 2552, 2553) : se déclare opposé aux amendements du Gouvernement, n° 35 (constatation par le président de la chambre d'accusation de la nécessité d'éventuelles prolongations de la détention), n° 36 (modalités de désistement de la peine pour la personne mise en examen) et n° 37 (formation du référé-liberté) - Sur l'amendement n° 35 du Gouvernement, son sous-amendement n° 42 ; rejeté - **Art. 18** (p. 2554) : ses amendements, n° 14 de suppression, et n° 15 : purge des nullités ; rejetés - **Art. 20** (p. 2556) : son amendement n° 16 : formulation des demandes ; rejeté - **Art. 26** (p. 2558) : son amendement de suppression n° 17 ; devenu sans objet - **Après l'art. 32 duodecies** (p. 2562) : intervient sur l'amendement n° 40 du Gouvernement (rémunération des avocats commis d'office pouvant intervenir au cours de la garde à vue) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2564) : loi du 4 janvier 1993 - Proposition de loi contraire aux droits de la défense - Nombreuses dispositions inconstitutionnelles - Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 420 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2609) : précarisation prévisible des étrangers en voie d'intégration - Contrôles d'identité - Racisme - Regroupement familial - Sondage auprès de la population immigrée publié par le *Figaro* du 13 juillet - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale - Troisième lecture** [n° 401 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2624, 2625) : garde à vue - Article 9-1 du code civil - Respect de la présomption d'innocence - Article

9, relatif au respect de la vie privée - Presse - **Art. 32 undecies** (p. 2626) : navettes parlementaires - Commission mixte paritaire, CMP - Son amendement n° 1 : suppression des conditions de garde à vue, mise en examen, citation, réquisitoire ou plainte à la demande d'insertion de communiqué ou de rectification ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2628) : vote du groupe socialiste contre cette proposition de loi.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - **Explication de vote** (p. 16, 17) : difficultés posées par les révisions constitutionnelles - Contrôle de la constitutionnalité des lois - Renvoi à une loi organique - Conseil supérieur de la magistrature - Responsabilité pénale des membres du Gouvernement - Nomination des magistrats du siège > Cour de justice de la République - Amélioration des textes actuels avec le projet de révision constitutionnelle - Avec le groupe socialiste du Sénat, votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 448) (p. 2746) : travail de la commission des lois - Mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 2747) : secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature : mandat, adjoints, nomination - (p. 2748) : transparence des nominations des membres de cours d'appels et des tribunaux de grande instance - Consultation du Conseil supérieur de la magistrature - Liste des tribunaux dont les membres sont hors hiérarchie, tribunal de Grenoble - Décision d'équivalence d'un diplôme européen - (p. 2749) : recommandations du jury de sortie de l'Ecole nationale de la magistrature - Juge d'instruction - Honorariat - Le groupe socialiste votera ces deux projets si le Sénat retient la plus grande partie de ses propositions - **Art. 1^{er}** (*formation compétente à l'égard des magistrats du siège*) (p. 2751) : son amendement n° 41 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 4** (p. 2753) : son amendement n° 42 : élection par l'assemblée générale du Conseil d'Etat du conseiller d'Etat qui siège dans les deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; devenu sans objet - **Art. 3** (*désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux*) (p. 2755 à 2758) : ses amendements n° 45 : non inscription sur les listes électorales des magistrats détachés, à l'exception des magistrats membres du Conseil supérieur de la magistrature détachés ; devenu sans objet ; et n° 46 : élection du plus jeune en cas d'égalité de voix ; rejeté - Se déclare opposé aux amendements de la commission n° 3 (faculté donnée aux magistrats en détachement de participer au scrutin au sein du collège du parquet du ressort de la cour d'appel de Paris), n° 4 (inscription des conseillers référendaires à la Cour de cassation sur la liste des magistrats du siège de la cour d'appel de Paris) et n° 5, de conséquence - Détachement dans des fonctions appartenant au monde judiciaire - Déséquilibre de la liste électorale de la cour d'appel de Paris - Sur l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (élection de ceux qui seront appelés à désigner les membres du Conseil supérieur de la magistrature par un scrutin proportionnel de liste à deux degrés), auquel il se déclare favorable, son sous-amendement n° 59 ; rejeté - Mode de scrutin des membres de la commission d'avancement - Corporatisme - **Art. 4** (*désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux*) (p. 2758 à 2760) : ses amendements n° 47 : déroulement des opérations de vote par correspondance et mise en oeuvre du recensement et du dépouillement par le Conseil supérieur de la magistrature en présence de représentants de liste ; et n° 48 : précision sur les modalités de dépouillement ; rejetés - Absence de débat sur le mode de scrutin proposé - **Art. 5** (*mandat des membres*) (p. 2761) : son amendement n° 9 : suppression des dispositions prévoyant qu'aucun membre ne peut pendant la durée de ses fonctions exercer la profession d'avocat ou celle d'officier public ou ministériel ; retiré - Non intégration des avocats dans l'ordre judiciaire - **Art. 7** (*statut des membres*) (p. 2763) : son amendement n° 32 : détachement ou décharge partielle d'activités de service de droit pour les membres magistrats du Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - **Art. 8** (*indemnité de fonctions*) (p. 2764) : se déclare favorable à l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (identité des indemnités perçues par les différents membres du Conseil supérieur de la magistrature) - Indemnité des parle-

mentaires - **Art. 10** (*secrétariat administratif*) (p. 2765 à 2768) : ses amendements n° 51 : désignation du secrétaire administratif parmi les magistrats du siège sans plus de précision quant au grade ; n° 52 : choix du secrétaire administratif par le Président de la République sur une liste de trois noms proposée par le Conseil supérieur de la magistrature ; et n° 53 : assistance du secrétaire administratif par un ou plusieurs adjoints ; adoptés - Se déclare opposé aux amendements de la commission n° 60 (désignation du secrétaire administratif parmi les magistrats en supprimant la référence au siège) et n° 10 (renouvellement du secrétaire administratif une fois dans ses fonctions) - (p. 2769) : sur l'amendement n° 11 de la commission (réunion de chacune des formations du Conseil supérieur sur convocation de son président ou de son vice-président), son sous-amendement n° 58 ; rejeté - Convocation du Conseil supérieur par son vice-président sur délégation - (p. 2770) : Conseil supérieur comprenant deux formations - Se déclare opposé à l'amendement n° 11 de la commission (réunion de chacune des formations du Conseil supérieur sur convocation de son président ou de son vice-président) - (p. 2771) : son amendement n° 54 : convocation du Conseil supérieur sur convocation de son président ou par délégation de son vice-président ; rejeté - Sens de l'expression « le cas échéant » - Se déclare opposé à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (réunion du Conseil supérieur de la magistrature à la demande de la moitié de ses membres) - **Art. 14** (*nominations des magistrats du siège*) (p. 2772) : son amendement n° 55 : candidatures adressées au Conseil supérieur de la magistrature qui les communique aussitôt au garde des sceaux ; rejeté - (p. 2773) : son amendement n° 56 : extension de la procédure de transparence des nominations à tous les magistrats ; devenu sans objet (6 octobre 1993) (p. 2782).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 447) - Voir intervention sous le projet n° 447 (p. 2746 à 2749).

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 14** (*suite*) (p. 2781, 2782) : extension de la procédure de transparence des nominations pour tous les magistrats - Son amendement n° 56 : extension de la procédure de transparence des nominations à tous les magistrats ; devenu sans objet - **Art. 21** (*consultation*) (p. 2785) : son amendement n° 57 : suppression des mots « sur toute question générale » s'agissant de la consultation du Conseil supérieur de la magistrature par le Président de la République et extension de la possibilité de consultation du Conseil supérieur aux présidents des deux assemblées parlementaires ; devenu sans objet - (p. 2786) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de la commission (suppression du pouvoir consultatif du Conseil supérieur de la magistrature) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2787, 2788) : décompte des votes - Choix du mode de scrutin des magistrats - Syndicats - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 1^{er}** (*emplois hors hiérarchie*) : son amendement n° 15 : compétence donnée à la loi de finances pour modifier la liste des tribunaux de grande instance placés hors hiérarchie ; retiré - **Art. 3** (*interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2791) : sur l'amendement rédactionnel n° 2 de la commission, son sous-amendement n° 23 : interdiction faite aux anciens magistrats d'exercer un mandat électif dans leur ancien ressort pour une durée de cinq ans et possibilité donnée aux seuls anciens magistrats d'exercer la fonction d'arbitre ; rejeté - **Art. 4** (*interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2793) : son amendement n° 16 : suppression de la sanction de déchéance des droits à pension ; adopté - **Art. 5** (*dossier individuel du magistrat*) (p. 2793, 2794) : son amendement n° 17 : détention de certaines pièces du dossier d'un magistrat par la juridiction où sert l'intéressé ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 22 du Gouvernement - **Art. 8** (*équivalences de diplôme pour l'accès au premier concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature*) (p. 2795) : son amendement n° 18 : caractère conforme de l'avis émis par la commission ; rejeté - **Art. 9** (*classement des auditeurs*)

(p. 2796) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (généralisation du principe de la recommandation par le jury à tous les inscrits sur la liste de classement) - Nomination des juges d'instruction - Amphithéâtre de sortie - Caractère exceptionnel de la recommandation à la sortie de l'école - **Art. 10** (*première affectation des auditeurs*) : son amendement n° 19 : transmission de leurs souhaits par les auditeurs de justice au Conseil supérieur de la magistrature qui les communique ensuite au ministre de la justice ; rejeté - **Art. 13** (*prise en compte de la situation de famille pour les affectations*) (p. 2797) : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - **Après l'art. 24** (p. 2800) : sur l'amendement n° 10 de la commission (retrait de l'honorariat), son sous-amendement n° 21 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2801) : caractère consensuel du débat - Problème de l'arbitrage - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Art. 2** (*rétenion administrative*) (p. 2897, 2898) : soutient l'amendement n° 3 de M. Guy Allouche (suppression de la possibilité de prorogation du délai de rétenion administrative en cas d'absence de documents de voyage) - Conseil constitutionnel - **Art. 3** (*mariages de complaisance*) (p. 2902, 2904) : soutient l'amendement n° 5 de M. Guy Allouche (suppression de la possibilité pour le procureur de la République de demander un sursis au mariage) - Jurisprudence relative au défaut de consentement en matière de mariage - Evolution du rôle du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République** [n° 20 (93-94)] - (20 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3259, 3260) : s'étonne de la proposition de la commission de voter conforme le projet de loi organique malgré les nombreuses erreurs de forme figurant dans le texte adopté par l'Assemblée nationale - Commission d'instruction - Scrutin majoritaire retenu pour l'élection des juges parlementaires - Pourvoi en cassation - Juges suppléants - Droit de récusation des juges parlementaires - (p. 3261) : pourvoi en cassation contre un arrêt de la commission d'instruction - Droit de classement sans suite par la commission des requêtes - Définition de la faute de nature à engager la responsabilité d'un ministre - **Art. 1^{er}** (*élection des juges de la Cour de justice de la République*) (p. 3267, 3270) : ses amendements n° 1, n° 2 et n° 3 : scrutin de liste secret et représentation proportionnelle ; et n° 4 : augmentation du nombre de suppléants ; rejetés - **Avant l'art. 4** (p. 3270, 3271) : son amendement n° 6 : possibilité de récusation des juges parlementaires par l'accusé ou son conseil ; rejeté - (p. 3272, 3273) : son amendement n° 7 : en cas d'empêchement d'un des douze juges parlementaires, remplacement par un juge supplémentaire ; rejeté - **Art. 8** (*le greffier de la Cour de justice de la République*) (p. 3275) : son amendement n° 11 : prestation de serment du greffier de la Cour de justice de la République ; retiré - **Art. 10** (*composition de la commission d'instruction*) (p. 3276, 3277) : ses amendements n° 12 : substitution du mot « élus » au mot « désignés » ; et n° 13 : substitution de magistrats de cours d'appel aux magistrats de la Cour de cassation ; rejetés - **Art. 11** (*composition de la commission des requêtes*) (p. 3278, 3279) : ses amendements n° 14 : substitution de magistrats de cours d'appel aux magistrats de la Cour de cassation ; n° 15 : remplacement des mots « désignés » par les mots « élus » ; et n° 16 : nouvelle rédaction de la disposition relative aux suppléants ; rejetés - Conseil d'Etat - Cour des comptes - Vote du groupe socialiste contre cet article - **Art. 12** (*recevabilité des plaintes*) (p. 3280, 3281) : son amendement n° 17 : possibilité de signature de la plainte par l'avocat, avec contresignature du plaignant ; retiré - Droits des victimes - Affaire du sang contaminé - Vote du groupe socialiste contre cet article - **Art. 13** (*examen des plaintes par la commission des requêtes*) : abstention du groupe socialiste sur cet article - **Art. 16** (*pouvoirs propres au Procureur général près la Cour de cassation*) (p. 3282, 3284) : son amendement n° 19 : saisine d'office de la Cour de justice de la République par le Procureur général de la Cour de cassation ; obligation de faire figurer dans ses réquisitions la qualification des faits, telle qu'arrêtée dans son avis par la commission des requêtes ; rejeté - **Art. 17** (*compétences de la commission d'instruction*) (p. 3284, 3286) : ses amendements n° 20 et n° 21 : pouvoirs du président de la commission d'instruction ; rejetés - **Art. 23** (*pourvoi en cassation des arrêts de la commission d'instruction*) : son amendement

n° 22 : délai dans lequel la Cour de cassation doit statuer ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 32 puis rejeté (p. 3292) - **Art. 24** (*renvoi après cassation*) (p. 3288) : son amendement n° 23 : nouvelle rédaction précisant la possibilité de cassation sans renvoi ; rejeté - **Art. 31 bis** (*votes sur la culpabilité et sur la peine*) (p. 3289, 3290) : modalités de délibéré adoptées par l'Assemblée nationale - Motivation de la décision - **Art. 32** (*pourvoi en cassation des arrêts de la Cour de justice*) (p. 3291) : son amendement n° 24 : délais dans lesquels doit statuer la Cour de cassation ; rejeté - **Art. 33** (*cassation des arrêts de la Cour de justice et renvoi à la Cour de justice autrement composée*) (p. 3292, 3293) : son amendement n° 25 : nouvelle rédaction ; rejeté - **Art. 34 bis** (*élection des juges de la Haute Cour de justice*) (p. 3293, 3294) : ses amendements n° 26 et n° 27 : scrutin de liste secret et représentation proportionnelle ; rejetés - **Après l'art. 34 bis** (p. 3294, 3295) : son amendement n° 28 : greffier de la Haute Cour de justice ; suppression de la prestation de serment en cette qualité ; rejeté - **Après l'art. 35** (p. 3295, 3296) : son amendement n° 29 : Haute Cour de justice ; substitution du mot « l'accusé » aux mots « les accusés » ; rejeté - (p. 3297, 3298) : ses amendements n° 30 et n° 31 : pourvoi en cassation contre les arrêts de la commission d'instruction et les arrêts de la Haute Cour de justice ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3299) : vote du groupe socialiste contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif pénal existant*) - **Art. 42-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984** (*répression de l'ivresse dans une enceinte sportive*) (p. 3324, 3325) : sur l'amendement n° 1 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 27 ; rejeté - Caractère manifeste de l'état d'ivresse.

- **Rappel au règlement** - (16 novembre 1993) (p. 4252, 4253) : concomitance des réunions de commission et de la séance publique - Fixation de la date de la réunion du Congrès avant la discussion par le Sénat du projet de loi constitutionnelle - Lettre du Président de l'Assemblée nationale au Président du Sénat.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Motion tendant au renvoi à la commission** (p. 4280 à 4282) : soutient la motion n° 5 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Droit d'asile et préambule de la Constitution de 1946 - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Bloc de constitutionnalité - Conformité des accords de Schengen à la Constitution - Révision constitutionnelle - Immigration - Réserve de souveraineté nationale - Avis du Conseil d'Etat - Faculté pour la France d'accorder le droit d'asile à ceux qui sont persécutés pour leur action en faveur de la liberté - **Art. unique** (*autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile*) (p. 4283) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Soutient l'amendement de suppression n° 9 de M. Claude Estier - (p. 4284 à 4286) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 10 (suppression du mot « européens » après les mots « les Etats »), n° 11 (référence à tous les engagements internationaux en matière de droit d'asile) et n° 12 (remplacement des mots « en matière d'asile » par les mots « en matière de droit d'asile ») - Canada et convention de Dublin - Définition d'un Etat européen - Congrès de Versailles - (p. 4288, 4289) : Président de la République - Exemple de l'Allemagne - Préambule de la Constitution de 1946 - Décisions de l'OFPPRA - Droit d'asile et immigration - **Après l'art. unique** (p. 4294) : intervient sur l'amendement n° 7 de M. Etienne Dailly (contrôle de constitutionnalité : conformité aux articles de la Constitution et à ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) - Préambule de la Constitution de 1946 - Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - Contrôle de constitutionnalité.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4315) : droit des parlementaires - Manque de temps pour l'étude de ce texte - Police judiciaire - (p. 4316) : infractions en matière économique et financière - Juridictions spécialisées - Dispositions

liées à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Décision du Conseil constitutionnel du 11 août 1993 - Garde à vue dans les affaires de drogue et de terrorisme - Retenue des mineurs de treize ans - (p. 4317) : répression de l'auto-avortement - Période de sûreté perpétuelle - Période de sûreté de trente ans - (p. 4318, 4319) : statistiques sur les récidives - Rélégation et tutelle pénale - Expertise psychiatrique sur la dangerosité d'un détenu - Exécution des périodes de sûreté dans des structures spécialisées - Inconstitutionnalité de la période de sûreté perpétuelle - **Question préalable** (p. 4323, 4325) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Temps de parole des différents groupes - Motions - Protection des personnes âgées - Malades mentaux - Expertise psychiatrique - Statistiques de la Chancellerie - Prisons en milieu ouvert - Grâce présidentielle - Récidive - Nécessité d'une plus grande réflexion sur ce texte - **Art. 6 (par priorité)** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 4326) : suivi des criminels - (p. 4327) : modalités d'exécution des longues peines - (p. 4329) : soutient l'amendement de suppression n° 38 de M. Claude Estier - (p. 4331) : soutient l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; conditions d'examen de ce dernier et de levée de l'application de la décision de la cour d'assises) - (p. 4332, 4334) : sur l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises), soutient les sous-amendements de M. Claude Estier, n° 41 (obligation pour le juge de l'application des peines de saisir le collège de trois experts ainsi que pour le Garde des sceaux de saisir la commission), n° 42 (saisine du collège d'experts au cours de la vingt-neuvième année) et n° 43 (possibilité pour le condamné de faire appel devant la chambre d'accusation d'une décision de refus du juge de l'application des peines de saisir les experts) - (p. 4341, 4342) : avis défavorable du groupe socialiste sur l'amendement précité n° 8 de la commission - (p. 4345) : avis défavorable du groupe socialiste sur l'article 6 - Demande une suspension de séance de deux heures afin de pouvoir regarder l'émission télévisée, *Jury d'honneur*, à laquelle M. Pierre Méhaignerie participe - **Après l'art. 6 (par priorité)** (p. 4349) : son amendement n° 39 : exécution de la peine dans un établissement pénitentiaire spécialisé qui permet le suivi médical et psychiatrique des détenus ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire*) (p. 4420) : avis défavorable du groupe socialiste sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (nomination des membres du Conseil de la politique monétaire au Conseil économique et social).

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4369) : soutient les amendements de M. Michel Charasse, n° 25 (insertion d'une division supplémentaire ainsi rédigée : Titre I^{er} A « De l'enquête et de l'instruction ») et n° 26 (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4373) : soutient l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal) - (p. 4374) : soutient l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire) - (p. 4375) : soutient l'amendement n° 29 de M. Claude Estier (possibilité de constitution de partie civile pour les associations dont l'objet est la défense et la protection des animaux) et se déclare favorable au sous-amendement n° 140 du Gouvernement - (p. 4376) : soutient l'amendement n° 30 de M. Claude Estier (exercice de la police judiciaire sous la direction exclusive du Procureur de la République).

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*détermination des catégories et des critères de compétence territoriale des services de police judiciaire par décret en Conseil d'Etat*) (p. 4510) : direction de la police judiciaire - Sauvegarde des libertés - (p. 4511) : soutient l'amendement de sup-

pression n° 31 de M. Claude Estier - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** : soutient l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire) - (p. 4515) : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission et se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 133 du Gouvernement - (p. 4517) : avis défavorable du groupe socialiste sur cet article - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4519) : reprend les amendements de M. Hubert Haenel, retirés par son auteur, n° 22 : création d'une inspection de la police judiciaire dépendant du ministre de la justice ; et n° 23 : création d'une sous-direction du ministère de la justice ; rejetés.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** - (19 novembre 1993) - **Explication de vote** (p. 11 et 12) : choix de la révision constitutionnelle par voie parlementaire - Droit d'asile - Accords de Schengen - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)] - Suite de la discussion** - (20 novembre 1993) - **Art. 2 (conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes et aux inspecteurs de police)** (p. 4536) : danger de cette mesure - Formation des officiers de police judiciaire - (p. 4537) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 32 de suppression, et n° 33 (suppression du paragraphe II de cet article relatif aux conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire des jeunes inspecteurs de police) - **Art. 3 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)** (p. 4538) : référence au rapport annuel de la commission - (p. 4540) : se déclare opposé à l'amendement n° 4 de la commission (règle de compétence territoriale des officiers de police judiciaire des circonscriptions de sécurité publique), ainsi qu'au sous-amendement n° 134 du Gouvernement - (p. 4541) : soutient l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (suppression de l'extension des dispositions du titre 1^{er} aux enquêtes préliminaires) - **Art. 4 (dispositions transitoires relatives à la compétence territoriale des services de police judiciaire)** (p. 4542) : domaine réglementaire - (p. 4543) : soutient l'amendement de suppression n° 35 de M. Claude Estier - **Art. 5 (poursuite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière)** (p. 4544) : liste des infractions ; affaires complexes - (p. 4547) : juridictions spécialisées - **Art. 7 (expertise psychiatrique préalable à la libération conditionnelle du condamné à la réclusion criminelle à perpétuité)** (p. 4550) : régime de sûreté - (p. 4551) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 44 de suppression, n° 45 (établissement de l'expertise psychiatrique par deux psychiatres) et n° 47 (concordance des décisions des deux psychiatres), ainsi que sur l'amendement n° 9 de la commission (collège de trois experts pour l'expertise psychiatrique considérée), le sous-amendement n° 46 de M. Claude Estier - (p. 4556) : se déclare opposé à l'article 7 - **Art. 8 (protection des secrets de la défense nationale ; autorités compétentes)** : soutient l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (modification des derniers mots du troisième alinéa de l'article 413-19 du code pénal) - **Art. 9 (modifications du code de procédure pénale)** (p. 4558) : changement de numérotation des articles - Demande la réserve de l'ensemble de cet article - Entretien avec l'avocat - Référence aux frais dans certains articles du code de procédure pénale - Possibilité d'appel des décisions des tribunaux de police - Contumace - (p. 4559) : soutient l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (possibilité d'appel dès lors que l'amende prononcée est supérieure au maximum de l'amende encourue pour les contraventions de la deuxième classe) - (p. 4561) : se déclare favorable à l'amendement n° 137 de la commission (suppression des mots « au contumax ») et soutient l'amendement de précision n° 50 de M. Claude Estier - **Art. 10 (modification du code de la santé publique en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal)** (p. 4562) : soutient l'amendement de suppression n° 51 de M. Claude Estier - **Art. 11 (modification du code électoral en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal (art. L. 117 du code électoral))** (p. 4563) : soutient l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (suppression de la référence à l'article L. 112 abrogé depuis le 31 décembre 1975) - **Art. 12 (rectification d'erreurs ; substitution de références ; régime transitoire des interdictions, déchéance ou incapacité)** (p. 4564) : interdiction, déchéance ou incapacité prononcée à l'encontre des auteurs d'infractions

commises avant l'entrée en vigueur de la présente loi - Interdiction des droits civiques, civils et de famille résultant de plein droit d'une condamnation pénale devenant définitive avant l'entrée en vigueur de la présente loi - (p. 4565) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de la commission (suppression du paragraphe IV de l'article 12 modifiant les dispositions relatives à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille ou l'interdiction d'être juré) - **Art. 13 (abrogations)** (p. 4566) : réserves sur certaines abrogations - **Art. 15 (intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue)** (p. 4567) : soutient l'amendement n° 62 de M. Claude Estier (report de l'intervention de l'avocat à la trente sixième heure de la garde à vue lorsque celle-ci est soumise à des règles particulières de prolongation) - (p. 4569) : présomption d'innocence - Crimes organisés - Décision du Conseil constitutionnel - **Art. 16 (retenue des mineurs de treize ans)** (p. 4570) : décision du Conseil constitutionnel - Nécessité de conduire un mineur de treize ans directement devant un magistrat - (p. 4571) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 65 de suppression, n° 66 (impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue), n° 81 (nécessité de prendre en compte des indices graves et concordants), n° 67 (contrôle d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 68 (retenue d'un mineur de quinze ans pour un temps strictement nécessaire pour le conduire devant un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 69, n° 70, n° 72, n° 73, n° 74, n° 75 (réduction du temps de la garde à vue prévu par cet article), n° 77 (nouvelle rédaction), n° 79 (information du procureur de la République de la mesure de retenue) et n° 80 (remplacement dans le paragraphe II de l'article 16 relatif à la garde à vue, en cas de délit puni d'une peine inférieure à cinq ans d'emprisonnement, des mots « cinq ans » par ceux de « dix ans ») - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4583, 4584) : se déclare opposé à la motion n° 141 du Gouvernement, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité pour les amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112, n° 19, n° 53, n° 54, n° 57 à n° 61, n° 63, n° 64, n° 113 à n° 117, n° 119, n° 121 à n° 123, n° 125 à n° 129 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4586) : police judiciaire - Juridictions spécialisées - Motion d'exception d'irrecevabilité déposée par le Gouvernement - Auto-avortement - Période de sûreté perpétuelle - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 16 bis (institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives)** (p. 4875, 4876) : intervient sur l'amendement n° I-55 de la commission (institution d'un droit de timbre de 75 F sur le recours exercé auprès des autorités administratives) - Frais irrépétibles - Greffiers - Gratuité de la justice - **Art. 22 (modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)** (p. 4901) : sur l'amendement n° I-60 de la commission (report du dispositif prévu au 1^{er} janvier 1997), son sous-amendement n° I-325 ; rejeté - **Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle)** (p. 4915, 4916) : son amendement n° I-180 : diminution de la somme versée aux collectivités locales dont la taxe professionnelle dépasse les recettes nettes de l'Etat ; devenu sans objet - Intervient sur l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction) - (p. 4918) : commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) (p. 6222) ; demande une suspension de séance - (p. 6229) : souligne qu'aucune réponse n'a été faite à sa demande de suspension de séance - Fait état de la lettre du doyen Vedel - Demande une heure de suspension pour que les sénateurs puissent prendre connaissance du rapport Vedel - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 6232, 6233) : soutient l'amendement n° 3270 de M. Claude Estier (modification de la taille de la commune prise en compte) - Vote bloqué - Sécurité des enfants dans les écoles - Remise tardive du rapport Vedel - Enquête sur la sécurité dans les établissements scolaires - (p. 6234) : collèges « Pailleron » - Report du débat sur l'audio-visuel - Financements croisés - (p. 6240, 6241) : soutient l'amendement n° 246 de M. Claude Estier (conclusion d'une

convention entre la collectivité territoriale et l'établissement d'enseignement privé précisant l'affectation de l'aide allouée) - Rapport Vedel - Demande une suspension de séance jusqu'au retour du ministre de l'Éducation nationale - (p. 6250, 6252) : soutient l'amendement n° 260 de M. Claude Estier (liberté donnée aux parents d'élèves des établissements privés d'adhérer à l'association de parents d'élèves de leur choix) - Article du journal *Le Monde* commentant le rapport Vedel - Absence de discussion sur le GATT et inscription précipitée à l'ordre du jour du présent texte - Décentralisation et financements croisés - Associations de parents d'élèves - **Art. 2 (respect des orientations du schéma prévisionnel des formations)** (p. 6260, 6261) : conditions de discussion du présent texte - Demande de vote bloqué du Gouvernement - Inscription précipitée à l'ordre du jour de ce texte - **Art. 3 (des garanties quant à la destination des biens subventionnés)** (p. 6269, 6270) : article du journal *L'Est Républicain* du 11 décembre 1993 sur le rapport Vedel - Confusion entre sécurité et vétusté - Versement d'aides à l'école privée en violation de la loi - Rapport Vedel - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6276) : demande une suspension de séance pour examiner les amendements visés par la motion n° 3396 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - (p. 6277) : règlement du Sénat : débat restreint sur chaque amendement lorsque son irrecevabilité est soulevée au motif qu'il ne s'appliquerait pas effectivement au texte qu'il vise ou qu'il serait sans lien avec l'objet du texte - Résolution du bureau du Sénat - Violation du droit d'amendement et saisine du Conseil constitutionnel - Intervient contre la motion n° 3396 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Art. additionnels après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservés)** (p. 6286) : soutient l'amendement n° 286 de M. Claude Estier (compatibilité entre les aides allouées aux établissements d'enseignement privés et le bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics) - Ecoles confessionnelles - Carte scolaire - (p. 6290) : soutient l'amendement n° 316 de M. Claude Estier (application des mêmes règles d'affectation de la taxe d'apprentissage aux établissements d'enseignement secondaire sous contrat bénéficiant de l'aide des collectivités territoriales et des établissements d'enseignement publics) - Protestations des députés socialistes contre la reprise au Sénat du débat sur la loi Falloux - **Explication sur le vote unique** (p. 6296, 6297) : disparités entre les aides données aux établissements d'enseignement privés sous contrat - Financements croisés - Appréciation du montant de l'aide et base départementale - Demande de suspension de séance - Projet de décret en Conseil d'Etat - Carte scolaire et enseignement privé - Discrimination entre les DOM-TOM - Votera contre cette proposition de loi - **Explication sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6306) : conditions d'inscription de ce texte à l'ordre du jour - Evénements intervenus dans l'hémicycle cet après-midi - Nombre d'amendements déposés.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 161 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6328, 6329) : atteintes aux libertés individuelles - Autorisation de la prolongation de la durée maximale de la rétention administrative - Dispositions relatives au mariage - Droit d'asile - Opposition du groupe socialiste aux conclusions de la CMP.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 121 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 11 (procédure de transparence des nominations)** (p. 6348) : son amendement n° 9, soutenu par M. Guy Allouche : développement de la transparence ; rejeté.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 171 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6645, 6646) : récidive - Prescription - Intervention d'experts dans l'examen psychiatrique - Tourisme sexuel - Retenue des enfants mineurs - Témoins de la défense - Jurés - **Art. 6 (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 6649) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 5 (obligation pour le juge d'application des peines de saisir le collègue d'experts) et n° 6 (possibilité pour le

condamné de faire appel d'une décision de refus devant la chambre d'accusation) - **Art. 7** (p. 6650) : soutient l'amendement n° 7 de M. Claude Estier (délai de dix jours accordé à la chambre d'accusation qui doit statuer) - **Art. 7 bis (chambre de l'application des peines)** : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 21 de la commission - **Après l'art. 8** (p. 6653) : se déclare favorable à l'amendement n° 46 de la commission (secret professionnel en matière de procédure pénale) - **Art. 8 bis (actes de terrorisme)** (p. 6654) : soutient l'amendement de suppression n° 9 de M. Claude Estier - **Art. 13 bis (atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans commises à l'étranger)** (p. 6656) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Après l'art. 14** (p. 6657) : intervient à propos de l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Après l'art. 15 A** (p. 6658) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée) - (p. 6662) : reprend l'amendement n° 25 de la commission, retiré par son auteur (suppression du paragraphe VI de cet article relatif à la consignation exigée de la partie civile en cas de citation directe devant le tribunal de police) ; adopté - **Art. 16** (p. 6663, 6664) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 11 de suppression, n° 12 (nécessité d'indices graves et concordants pour que le mineur de dix à treize ans soit mis en détention provisoire), n° 14 (réduction à six heures de la durée maximale de la garde à vue), n° 15 (prolongation exceptionnelle de la garde à vue ; délai maximum de dix heures) et n° 16 (présentation obligatoire de l'enfant au magistrat lorsque ce dernier prolonge la garde à vue) - **Art. 16 bis (citation des témoins devant la cour d'assises à la requête des parties)** (p. 6665) : soutient l'amendement n° 18 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article ; communication au ministère public de la liste des témoins cinq jours au moins avant l'ouverture des débats) - **Art. 17 (entrée en vigueur)** (p. 6667) : soutient l'amendement n° 19 de M. Claude Estier (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1994) - **Après l'art. 15** (p. 6668) : se déclare favorable à l'amendement n° 48 du Gouvernement (application en matière de commission rogatoire du deuxième alinéa de l'article 63 du code de procédure pénale, relatif au temps de retenue des témoins placés en garde à vue).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 213 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6887, 6889) : intitulé du projet de loi - Suivi médical et psychologique du condamné - Police judiciaire - Tribunaux spécialisés - Garde à vue - Sociétés protectrices d'animaux - Déposition des témoins - Secret professionnel des avocats - Règles de procédure civile - Immigration clandestine - Collégialité en matière d'appel des décisions du juge d'application des peines - « Tourisme sexuel » - Adresse des jurés - Récidive - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 214 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - **Art. 12 A (exclusion des voleurs et de leurs complices du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles)** (p. 6869) : regrette que la commission des lois n'ait pas été saisie pour avis sur plusieurs articles - (p. 6870) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 210 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6879) : interdiction du cumul de la fonction de membre du Conseil supérieur de la magistrature avec un mandat électif - Transparence des nominations - Fonctions d'arbitre - Vote du groupe socialiste contre les conclusions des commissions mixtes paritaires sur les projets de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature et sur le statut de la magistrature.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 211 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** : voir intervention sous le projet de loi organique relatif au Conseil supérieur de la magistrature (p. 6879).

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 216 (93-94)] - (22 décembre 1993) - Discussion générale (p. 6884) : droit des sociétés - Criminalité en col blanc - Législation sur les groupes - Explication de vote sur l'ensemble (p. 6886) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi dans la rédaction résultant du texte proposé par la CMP.**

DUFAUT (Alain), sénateur de Vaucluse (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 272) - Ministère : Défense - Déplacement d'un bataillon du génie - Armée.

DUMAS (Pierre), sénateur de la Savoie (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion - (30 septembre 1993) (p. 2717, 2718) : aménagement du territoire - Autoroutes à péage - Transports ferroviaires régionaux - Ressources des collectivités territoriales.**

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle) (p. 4914) : son amendement n° I-210, soutenu par M. Philippe Richert : nouvelle rédaction ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) - En remplacement de M. Jacques Braconnier, rapporteur pour avis (routes et voies navigables) - (p. 5092, 5093) : contrats de plan Etat-régions - Réseau routier et autoroutier - Financement ; collectivités territoriales - Sociétés concessionnaires d'autoroutes - Péages ; expériences de modulation - Sécurité routière - Respect des limitations de vitesse - Transports routiers - Contrat de progrès - Taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP - Insuffisance des crédits de Voies navigables de France - Modernisation du réseau Freycinet - (p. 5094) : nécessaire relance et modernisation de la batellerie - Avis favorable à ce projet de budget.

DUMAS (Roland), ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (JO Lois et décrets du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le gouvernement de la République française et

le gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe) [n° 196 (92-93)] (7 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 197 (92-93)] (7 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie [n° 198 (92-93)] (13 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 206 (92-93)] (27 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et les Communautés européennes, portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes) [n° 213 (92-93)] (3 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification du Traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992 [n° 216 (92-93)] (9 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant la ratification de la Convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 226 (92-93)] (25 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991 [n° 229 (92-93)] (4 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

Projet de loi relatif à la langue française [n° 240 (92-93)] (18 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Langue française.

Projet de loi autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie [n° 244 (92-93)] (25 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Traités et conventions.

DUMONT (Jean), sénateur des Deux-Sèvres (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; puis délégué titulaire (JO Lois et décrets du 12 mai 1993).

Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - Discussion générale (p. 746) : sup-**

pression de la règle du décalage d'un mois en matière de TVA - Entreprises implantées en milieu rural - Avec le groupe des Républicains et indépendants, votera le projet de loi de finances rectificative.

DUPONT (Ambroise), sénateur du Calvados (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 14 mai 1993).

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** - [n° 102 (93-94)] tome 3 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 265) - Ministère : Logement - *Logement locatif* - Logement.

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6432) - Ministère : Communication - *Place de l'audiovisuel dans l'accord du GATT* - Audiovisuel.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 362) : région d'Ile-de-France - Espace rural - Opérations programmées d'amélioration de l'habitat, OPAH - Grandes surfaces - Opérations de restructuration de l'artisanat et du commerce, ORAC - (p. 363) : appellations d'origine contrôlée - Institut national des appellations d'origine, INAO.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5279, 5280) : priorités du ministère - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Déchets - Recherche et industrie - Politique des paysages - Paysages ruraux - Agriculteurs - Jachères - Paysage de l'industrie et du commerce - (p. 5281, 5282) : nouveaux équipements - Taxe professionnelle - Axes routier et autoroutier - Décentralisation des compétences - Politique des paysages - Renforcement de la structure d'enseignement des paysages.

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5828, 5829) : développement insuffisant du câble - Eléments chiffrés sur le réseau câblé - Diffusion audiovisuelle en zones rurales - Aménagement du territoire en matière audiovisuelle - Négociations sur le GATT - Votera ce projet de budget.

DURAND-CHASTEL (Hubert), sénateur des Français établis hors de France (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6424) - Ministère : Affaires étrangères - *Présence française à l'étranger* - Français de l'étranger.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements [n° 206 (92-93)]** - (5 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 173).

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1275) : Français de l'étranger - Droit du sang - Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers - (p. 1276) : service national - Certificats de nationalité - Service administratif de la nationalité - Effet des condamnations pénales - (p. 1277) : vote de cette proposition de loi par les sénateurs non inscrits représentant les Français de l'étranger - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1304) : droit du sol et droit du sang.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1357) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), son sous-amendement n° 38 : suppression des mots « durant sa majorité » ; retiré - (p. 1361) : code pénal.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2040) : avec les sénateurs non inscrits, votera l'article 1^{er}.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)]** - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2882, 2883) : loi sur la maîtrise de l'immigration : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Caractère facultatif de la mesure d'interdiction du territoire pour un clandestin frappé d'un arrêté de reconduite à la frontière - Politique d'immigration de la France - Politique de coopération avec les pays du tiers-monde - (p. 2884) : vote de ce projet de loi par les sénateurs non inscrits.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3683) : variation dans la répartition du travail - Crise conjoncturelle amplifiée par des changements structurels - Législation du travail et rôle du législateur - (p. 3684) : conditions d'une meilleure compétitivité des entreprises - Coût du travail - Motivation du personnel - Mesures d'assouplissement de l'organisation du travail - Négociations des partenaires sociaux - Travail temporaire - (p. 3685) : coût de l'indemnisation du chômage - Aide à la création d'entreprises pour les chômeurs - Formation professionnelle des jeunes - Votera ce projet de loi.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Après l'art. 8** (p. 3886) : situation des travailleurs salariés expatriés - Votera l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3990) : sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre exceptionnel, par le biais d'accords négociés avec les salariés d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires), soutient le sous-amendement n° 600 de M. Pierre Laffitte (impossibilité pour les grands groupes de profiter de la possibilité offerte par l'expérimentation pour percevoir l'aide de l'Etat).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4489) : avis favorable des sénateurs non inscrits sur le texte de la CMP.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4633) : taux de croissance retenu pour 1994 - Réduction des dépenses budgétaires - Réduction des dotations de l'Etat aux collectivités locales - Déficit budgétaire - (p. 4634) : réforme de l'impôt sur le revenu - Fiscalité des entreprises - Imposition sur le revenu des Français de l'étranger - Emplois et réduction du coût du travail - Réorientations budgétaires : sécurité, défense et justice - Education nationale, enseignement supérieur, enseignement français à l'étranger - (p. 4635) : crédits de la culture et de la francophonie - Commerce extérieur - Soutiendra ce projet de budget avec la majorité des sénateurs non inscrits.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5747) : rigueur budgétaire - Rôle de la France dans la politique internationale - Réforme du ministère des affaires étrangères - Comité interministériel de l'action extérieure de la France - Direction des relations économiques extérieures - Rémunération des personnels - Amérique latine et Extrême-Orient - (p. 5748) : enseignement français à l'étranger - Enseignement du Français dans les écoles et universités étrangères - Votera ce projet de budget.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5798, 5799) : lenteur de la justice - Délai excessif de délivrance des certificats de nationalité des Français nés hors de France - Projet d'adhésion de l'Union européenne à la Convention des droits de l'homme - Au nom de la majorité des sénateurs non-inscrits, déclare approuver ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5905, 5906) : excédent du commerce extérieur - Qualité des produits français - Emploi - Installation d'entreprises étrangères en France - Département de la Mayenne - Création d'une section « commerce extérieur » pour le baccalauréat G - Volontaires du service national actif, VSNA - Négociations sur le GATT - Déclare, avec la majorité du groupe des non-inscrits, approuver ce projet de budget.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5968, 5969) : réorientation de la recherche militaire et besoins accrus de la recherche civile - Insuffisance du partenariat avec l'industrie et de la recherche appliquée - Chercheurs : impératif de mobilité et de décloisonnement - Insuffisance des financements ; recherche médicale - Projet de création d'une chaîne du savoir et de la formation à la télévision - Etudes supérieures des enfants des Français de l'étranger - Votera ce projet de budget.

DURRIEU (Josette), sénateur des Hautes-Pyrénées (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1420) - Ministère : Enseignement supérieur - *Avenir de l'Observatoire d'astronomie du Pic du Midi* - Recherche scientifique et technique.

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4379) - Ministère : Industrie - *Situation de l'industrie de l'aluminium* - **Industrie des métaux**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3554, 3555) : aménagement du territoire - Communes rurales - Réforme de la dotation globale de fonctionnement, DGF : intégration de la dotation touristique au sein de la dotation forfaitaire - Communes touristiques nouvellement élues - Critères de calcul : abandon de la prise en compte de la capacité d'hébergement - (p. 3556) : tourisme en zone de montagne - Exemple du département des Hautes-Pyrénées ; question sur l'avenir de la dotation touristique perçue par les syndicats intercommunaux à vocation multiple ou unique, SIVOM et SIVU.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3724) : situation de l'emploi - Coût des plans sociaux - Fiscalité - Conséquence de l'économie de marché et du libéralisme - Charges des entreprises - (p. 3725) : facteurs favorables à l'embauche - Coût de la main d'oeuvre et chômage - Temps de travail.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Avant l'art. 12** (p. 3911) : son amendement n° 332, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : limitation du nombre des personnes bénéficiant d'un contrat emploi-solidarité par rapport à l'effectif de l'organisme employeur ; rejeté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Avant l'art. 27** (p. 4031) : son amendement n° 246, soutenu par M. François Autain : réduction du recours par les entreprises aux heures supplémentaires ; rejeté.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4141) : soutient l'amendement de suppression n° 192 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Risque de dérapages avec la suppression de l'agrément des maîtres d'apprentissage - **Après l'art. 39** (p. 4149) : soutient l'amendement n° 193 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires versées par l'Etat pour permettre le développement de l'apprentissage dans l'entreprise) - **Art. 40 (contrats d'insertion)** (p. 4154) : interrogation sur la convention mettant en oeuvre le projet professionnel - **Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail)** (p. 4155) : soutient l'amendement de suppression n° 196 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - *Art. L. 981-9-1 du code du travail (contrat d'insertion)* (p. 4163) : se déclare favorable à l'amendement n° 515 de Mme Danielle Bidard-Reydet (non renouvellement du contrat et durée de celui-ci).

Suite de discussion - (10 novembre 1993) - **Avant l'art. 51** (p. 4210) : soutient l'amendement n° 242 de M. François Autain (rapport d'information au Parlement sur les conséquences prévisibles de l'adoption de ce projet de loi).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs - (27 novembre 1993) (p. 5040, 5041) : conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, CAUE - Compétence d'architecte consultant - Moyens des CAUE : diminution des dotations de l'Etat ; faiblesse du rendement de la taxe départementale - Départements dépourvus de CAUE.

Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5152, 5153) : fluctuations touristiques - Baisse des crédits - Tourisme rural - Réindustrialisation du milieu rural - Sites de Péchiney dans le département des Hautes-Pyrénées - Suppression de la dotation aux syndicats intercommunaux à vocation multiple, SIVOM.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 3 (des garanties quant à la destination des biens subventionnés)** (p. 6271, 6272) : soutient l'amendement n° 274 de M. Claude Estier (rembourse-

ment de l'aide attribuée en cas de cessation totale ou partielle ou de résiliation du contrat et en cas de désaffectation des locaux) - Conditions d'inscription de ce texte à l'ordre du jour - Remise tardive du rapport Vedel et utilisation de l'argument de la sécurité - Priorité donnée aux établissements d'enseignement publics - Exemple des Hautes-Pyrénées - **Art. additionnels après l'art. 2 (priorité ordonnée le 29 juin 1993 p. 1870 ; puis réservés) (p. 6283, 6284) :** soutient l'amendement n° 270 de M. Claude Estier (respect total de la liberté de conscience dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat) - Définition de la laïcité par Jules Ferry - Education nationale.

DUSSAUT (Bernard), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 56 (JO Débats du 13 octobre 1993) (p. 2915) - Ministère : Culture - *Création d'un fonds d'intervention pour financer les fouilles archéologiques préalables à certaines opérations d'urbanisme* - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3381) - Urbanisme.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5151, 5152) : rattachement du budget du

tourisme au ministère de l'équipement - Dispersion des crédits - Plan pour le développement du tourisme rural - Regroupement de communes et de cantons pour la mise en place de pôles de séjours organisés - Décentralisation et tourisme - Classement des meublés et gîtes de France - Aménagement du territoire - Au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à ce projet de budget.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5425, 5426) : diminution des crédits budgétaires - Artisanat en milieu rural - Région d'Aquitaine - Procédure d'ouverture de surfaces commerciales - Déclare ne pas pouvoir voter les crédits de ce projet de budget.

DUSSEAU (Joëlle), sénateur de la Gironde (NI).

Remplace le 28 août 1993, M. Marc Boeuf, décédé (JO Lois et décrets du 31 août 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 1^{er} octobre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3697) : simplification des formalités pour le particulier employeur avec le chèque-service - Inconvénients du chèque-service pour les employeurs de plus de 70 ans exonérés de charges patronales pour les emplois familiaux et les associations intermédiaires - (p. 3698) : volonté de revalorisation du travail manuel et de la formation professionnelle - Classes de pré-apprentissage.

E

ÉGU (André), sénateur d'Ille-et-Vilaine (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Philippe Richert et Raymond Bouvier, tendant à harmoniser et à simplifier la protection des monuments historiques et des sites naturels [n° 440 (92-93)] (2 août 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1423) - Ministère : Culture - *Rôle des architectes des Bâtiments de France - Architecture.*

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 347, 348) : surconcentration urbaine : prolifération anarchique d'immeubles de bureaux - Zones rurales : entreprises en milieu rural - Agriculteurs - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Notion de potentiel fiscal - Région d'Île-de-France - (p. 349) : investissements des petites communes - Délocalisation d'entreprises vers les métropoles régionales et les villes-centres - Révision des évaluations cadastrales.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5257, 5258) : rôle de l'éducation sportive - Moyens des services - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Aide aux associations - Besoins locaux - Exemple du département d'Ille-et-Vilaine - Zones rurales.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5681, 5683) : accès à la culture - Evolution des crédits - Aménagement culturel du territoire - Disparités entre les moyens des différentes collectivités territoriales - Future loi de programmation de rénovation du patrimoine - Affectation des crédits.

ÉMIN (Jean-Paul), sénateur de l'Ain (UREI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.
- Membre titulaire de la commission nationale d'urbanisme commercial.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la proposition de résolution [n° 306 (92-93)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité

ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents Fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part, (n° E-71) [n° 363 (92-93)] (16 juin 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents Fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part (n° E-71) [n° 380 (92-93)] (23 juin 1993) - **Communautés européennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6056) : son amendement n° II-35 : intégration fiscale des districts ; rejeté.

ESTIER (Claude), sénateur de Paris (président du groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Vice-président de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (JO Lois et décrets du 3 juin 1993).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. François Autain et Gérard Delfau, visant à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 248 (92-93)] (6 avril 1993) - **Communication audiovisuelle.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Cambodge et au Vietnam du 26 février au 9 mars 1993 [n° 268 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Asie du Sud-Est.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes sur la VIIIe Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Copenhague les 3 et 4 mai 1993 [n° 304 (92-93)] (13 mai 1993) - **Communautés européennes.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Algérie du 4 au 6 juin 1993 [n° 364 (92-93)] (16 juin 1993) - Algérie.

Proposition de loi constitutionnelle, déposée avec M. Guy Allouche et les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à instaurer une session parlementaire unique [n° 11 (93-94)] (6 octobre 1993) - Parlement.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 63, 64) : continuité relative de la politique économique du Gouvernement - Code de la nationalité - Education - Bioéthique - Politique de la ville - Sécurité - Récentes « bavures » policières - Coût des mesures devant figurer dans le prochain collectif budgétaire - Non participation du groupe socialiste au vote demandé au Sénat.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi n° 332 (90-91), déposée par M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)] - (6 mai 1993) - Discussion générale (p. 199) : abstention du groupe socialiste sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X** [n° 231 (92-93)] - Suite de la discussion - (26 mai 1993) - Avant la section I et l'art. 1^{er} (p. 436) : son amendement n° 33, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : remplacement dans l'article 38 de la Constitution relatif aux ordonnances, des mots « déposé devant » par ceux de « adopté par » ; rejeté - Art. 3 (*institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité*) (p. 441) : son amendement n° 34, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des derniers mots de l'article 61-1 ; devenu sans objet - Art. 6 (*intitulé du titre VIII de la Constitution*) (p. 444) : son amendement n° 35, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvel intitulé : « titre VIII : De la justice » ; adopté - Art. 7 (*fondement des décisions de justice, indépendance de la magistrature*) (p. 447) : son amendement n° 36, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rôle des juges ; retiré - Art. 8 (*Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 450) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 50 : vice-présidence du Conseil supérieur de la magistrature ; n° 51, n° 52 : composition du Conseil ; n° 54 : insertion du mot « élection » ; rejetés ; et n° 53 : suppression des mots « et pour celle de président du tribunal de grande instance » ; retiré - Son amendement n° 39, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction de cet article ; devenu sans objet - Avant l'art. 9 (p. 460) : son amendement n° 40, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : institution d'un recours en cassation à l'encontre des arrêts de condamnation rendus par la Haute Cour de justice ; rejeté.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - Art. 11 (*responsabilité pénale des membres du Gouvernement*) (p. 475) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 55 : parlementaires proposés pour siéger à la Cour de justice ; n° 56 : pouvoir de la commission judiciaire habilitée à recevoir les plaintes et dénonciations ; constitution de partie civile ; n° 57 : suppression de la possibilité pour les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public de saisir la commission d'instruction ; rejetés ; (p. 483) : sur l'amendement de la commission n° 13 précité, ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 62 : saisine de la commission d'instruction par les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public mais à la majorité absolue des membres les composant ; adopté ; et n° 58 : immunité des membres du Gouvernement en matière d'écrit et de paroles lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions ; retiré - Après l'art. 13 (p. 494) : son amendement n° 48, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression dans la Constitution du terme de « Communauté »

qui n'existe plus ; rejeté - (p. 496) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 42 : institution d'une session parlementaire unique ; n° 43 : institution d'une instance indépendante chargée de veiller au respect des droits fondamentaux relatifs au secteur de la communication audiovisuelle ; n° 44 : commissions d'enquête ; n° 45 possibilité pour le Parlement de convoquer une commission mixte paritaire ; n° 46 : obligation pour le Gouvernement de présenter chaque année au Parlement un rapport sur les comptes prévisionnels de la sécurité sociale ; et n° 47 : possibilité pour les assemblées de consacrer une séance par semaine à l'examen des textes d'origine parlementaire ; retirés.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - Avant l'art. 1^{er} (p. 607) : son amendement n° 43, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : transposition en matière pénale de règles applicables en matière civile ; rejeté - (p. 608) : son amendement n° 44, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : contrôle par le procureur de la République des conditions de garde à vue ; rejeté - Art. 2 (*modalités de la garde à vue*) (p. 611) : son amendement de suppression n° 45, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; non retenu dans le vote unique - (p. 612) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; n° 46 de forme, et n° 47 : durée de la prolongation fixée par le Procureur de la République ; non retenus dans le vote unique - (p. 613) : son amendement n° 48, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : principe de la présentation de la personne devant le Procureur de la République ; non retenu dans le vote unique - (p. 614) : son amendement n° 49, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : notion de famille ; adopté lors du vote unique sur l'article 2 et l'amendement précité - (p. 615) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 50 et n° 51 : choix du médecin ; n° 52 : coordination entre le médecin désigné et le médecin traitant de la personne gardée à vue ; non retenus dans le vote unique - (p. 616) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 53 : rôle du médecin ; et n° 54 : examen médical ; non retenus dans le vote unique - Art. 3 (*entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue*) - (p. 617) : son amendement n° 56, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : assistance de l'avocat du choix de la personne gardée à vue ; rejeté - (p. 622) : ses amendements soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 59 : report de l'entretien ; n° 60 : report de l'entretien et décision du juge du siège ; n° 61 : consignation des motifs au procès-verbal ; rejetés.

Suite de la discussion - (2 juin 1993) - Art. 4 (*modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire*) (p. 635) : son amendement de suppression n° 63, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - Art. 5 (*rétablissement du juge d'instruction sur les lieux en cas d'enquête sur crime ou délit flagrant*) (p. 636) : son amendement n° 64, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement de l'article 72 du code de procédure pénale en y introduisant les règles de droit commun en matière d'ouverture d'information ; rejeté - Art. 6 (*mise en examen*) (p. 640) : son amendement de suppression n° 65, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - (p. 641) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 66 : définition de la mise en examen et de la mise en cause ; n° 67, n° 68, n° 69 et n° 55 : propositions de définition de la mise en examen et de la mise en cause ; retirés - Art. 7 (*coordination*) (p. 643) : son amendement de suppression n° 70, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - Art. 10 (*communication du dossier*) (p. 646) : son amendement de suppression n° 73, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - (p. 647) : son amendement n° 74, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité pour l'avocat de demander à tout moment le dossier au juge d'instruction ; rejeté - Art. 11 (*interrogatoire de première comparution*) (p. 648) : son amendement de suppression n° 75, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - Art. 13 (*coordinations-modifications rédactionnelles*) (p. 650) : son amendement n° 76, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du paragraphe IV de l'article 13 rétablissant, dans la rédaction antérieure à la loi du 4 janvier 1993, deux dispositions ; rejeté

- **Art. 15** (*placement en détention provisoire*) (p. 652) : son amendement de suppression n° 78, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - (p. 660) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 79 : instauration d'une chambre d'instruction composée de trois magistrats ; n° 80 : élargissement de la compétence de la chambre d'instruction ; et n° 81 de coordination ; devenus sans objet - **Art. 14** (*réquisitions du procureur de la République*) (suite) (p. 661) : son amendement de suppression n° 77, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré (précédemment réservé, p. 652) - **Art. 18** (*fondement des nullités*) (p. 662) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 84 de suppression ; devenu sans objet ; et n° 85 : purge des nullités par la chambre d'accusation ; adopté - **Art. 20** (*règlement de l'information*) (p. 665) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 86 : précision relative à la formulation de la demande après la notification ; et n° 87 rédactionnel ; adoptés - **Art. 21** (*renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police*) (p. 666) : ses amendements soutenus, par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 88 de suppression ; retiré ; et n° 89 : suppression des mots « ou de préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction » ; rejeté - **Art. 22** (*compétences de la chambre d'accusation*) (p. 667) : son amendement de suppression n° 90, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - **Art. 26** (*garde à vue d'un mineur*) (p. 669) : son amendement de suppression n° 91, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 27** (*information obligatoire de la famille*) (p. 670) : son amendement de suppression n° 92, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 768) : sa motion n° 1, soutenue par M. Paul Lorient, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Injustice de la déductibilité de la CSG - Exonération partielle des droits de mutation des logements neufs selon la date d'acquisition - Rupture du principe constitutionnel d'égalité - Injustice de la politique mise en oeuvre - Introduction d'un plan de relance par voie d'amendement - Relance et inflation de la dette et du déficit budgétaire - Enregistrement dans le budget de l'Etat de toute charge nouvelle - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 782) : son amendement n° 154, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas ; rejeté - (p. 788) : son amendement n° 153, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : prescription spécifique pour permettre à l'administration fiscale une vérification des calculs de la déduction de référence pour les entreprises ; retiré.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle*) (p. 814) : son amendement de suppression n° 55, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; rejeté - (p. 815) : son amendement n° 157, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : sanctions spécifiques ; rejeté - **Art. 2** (*allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 818) : son amendement n° 158, soutenu par M. Paul Lorient : portée de la mesure proposée sur les cessions dont le montant est inférieur à 150 000 francs ; rejeté - (p. 819) : son amendement n° 159, soutenu par M. Michel Moreigne : compensation de la perte de recettes des départements « pauvres » ; devenu sans objet - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 822) : son amendement de suppression n° 160, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; rejeté - **Art. 5 bis** (*autorisation d'émettre un emprunt d'état convertible en actions de sociétés privatisées*) (p. 845) : son amendement de suppression n° 163, soutenu par M. Paul Lorient ; rejeté - **Art. 5 ter** (*inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général*) (p. 848) : son amendement de suppression n° 164, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; rejeté - **Art. 13** (*exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles*) (p. 880) : son amendement de suppression n° 166, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - **Art. 15** (*imputation des déficits financiers sur le revenu global*) (p. 888) : son amendement de suppression n° 171, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - (p. 889) : son amendement n° 173, soutenu par M. Robert Laucournet : diminution du plafond prévu au b du I de l'article 15 ; rejeté - (p. 890) : ses amendements, soutenus par M. Robert Laucournet, n° 174 : simplifications d'impôts pour les petits propriétaires fonciers ; et n° 172 : retour à la rédaction du projet de loi

initial ; rejetés - **Art. 15 bis** (*réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière*) (p. 893) : son amendement de suppression n° 175, soutenu par M. Robert Laucournet ; rejeté - **Art. 16** (*relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers*) (p. 895) : son amendement n° 176, soutenu par M. Robert Laucournet : prise en charge fiscale du non-paiement des loyers ; rejeté - **Art. 16 bis** (*relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières*) (p. 899) : son amendement de suppression n° 177, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - **Art. 17** (*incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à valeur mobilière, OPCVM*) (p. 900) : son amendement de suppression n° 178, soutenu par M. Paul Lorient ; non retenu dans le vote unique - **Art. 17 bis** (*défiscalisation des investissements outre-mer*) (p. 905) : son amendement de suppression n° 179, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 909) : son amendement n° 180, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : allègements fiscaux pour les industries de stockage et de conditionnement des bateaux de plaisance ; non retenu dans le vote unique - **Art. 20** (*barème des aides à la personne*) (p. 917) : son amendement de suppression n° 182, soutenu par Mme Marie-Madeline Dieulanaud ; non retenu dans le vote unique.

- **Conférence des présidents** - (10 juin 1993) (p. 957) : précipitation du Gouvernement dans l'organisation des travaux du Sénat - Importance du texte sur les privatisations.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1017) : sa motion n° 3, soutenue par M. Jean-Pierre Masseret, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Art. 1^{er} et annexe** (*champ des privatisations*) (p. 1027) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 158, de suppression, et n° 159 : suppression du premier alinéa de cet article ; non retenus dans le vote unique - (p. 1035) : son amendement n° 160, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression du 1^{er} alinéa du paragraphe I de l'article 1^{er} ; non retenu dans le vote unique - (p. 1036) : son amendement n° 161, soutenu par M. Paul Lorient : fin du programme de privatisations le 17 janvier 1997 au plus tard ; non retenu dans le vote unique - (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : ses amendements n° 189, n° 191, n° 193, n° 194, n° 197, n° 205, n° 206 et n° 207, soutenus par M. Paul Lorient ; n° 190 et n° 195, soutenus par M. Louis Perrein ; n° 192, n° 196, n° 198, n° 199, n° 200, n° 208 et n° 209, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret ; n° 201, n° 202, n° 203 et n° 204, soutenus par Mme Maryse Bergé-Lavigne : suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe ; non retenus dans le vote unique - (p. 1093) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 162 : exclusion du programme de privatisations des entreprises nationalisées en 1982 et 1983 ; n° 164 : exclusion du champ d'application de la loi des compagnies d'assurance ; n° 165 : exclusion du champ d'application de la loi des établissements de crédit ; n° 166 : exclusion du champ d'application de la loi des entreprises qui participent à la défense ; n° 167 : exclusion du champ d'application de la loi des entreprises en situation de monopole de fait ; et n° 175 : exclusion du champ d'application de la loi des entreprises qui gèrent un service public ; non retenus dans le vote unique - Ses amendements, soutenus par M. Paul Lorient, n° 163 : possibilité de transfert au secteur privé du contrôle majoritaire des entreprises visées uniquement par augmentation de capital ; et n° 176 : transfert des établissements de crédit par augmentation de capital ; non retenus dans le vote unique - (p. 1097) : son amendement n° 168, soutenu par M. Paul Lorient : suppression du troisième alinéa du paragraphe I de l'article 1^{er} ; non retenu dans le vote unique - (p. 1099) : son amendement n° 169, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article ; non retenu dans le vote unique - (p. 1100) : son amendement n° 177, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : principe du maintien de la représentation des salariés au sein des conseils d'administration ou des conseils de surveillance des entreprises privatisées ; non retenu dans le vote unique - (p. 1101) : son amendement n° 178, soutenu par M. Paul Lorient : suppression du paragraphe II de l'article 1^{er} ; non retenu dans le vote unique -

(p. 1101, 1102) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 170 : consultation des conseils généraux des départements du siège de l'entreprise privatisable ; et n° 171 : avis des conseils régionaux des régions du siège de l'entreprise privatisable ; n° 173, soutenu par M. Paul Loridant : consultation du comité d'entreprise de l'entreprise intéressée ; non retenus dans le vote unique - (p. 1103) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 179 : consultation du Haut conseil du secteur public ; et n° 183 : suppression du dernier alinéa de l'article 1^{er} qui prévoit la désignation par décret du président du conseil d'administration ou des membres du directoire des entreprises qui vont être privatisées ; n° 180, soutenu par M. Paul Loridant : avis de la commission des opérations de bourse ; non retenus dans le vote unique - (p. 1104) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 181 et n° 182 : nomination des nouveaux présidents ; ses amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° 184 : information du Parlement et la Commission des opérations de bourse ; n° 186 : interdiction pour les entreprises privatisées de licencier à compter de la promulgation de la présente loi et jusqu'à un an après le jour du transfert ; n° 187 : obligation pour le Gouvernement d'indiquer chaque année dans le projet de loi de finances le calendrier précis des transferts pour l'année à venir ; et n° 185 : présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 31 décembre 1994 d'un bilan des opérations de privatisations ; non retenus dans le vote unique.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1132) : son amendement n° 210, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : modification de l'appellation de la commission de la privatisation ; non retenu dans le vote unique - (p. 1134) : son amendement n° 215, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : composition de la commission de la privatisation ; non retenu dans le vote unique - (p. 1135) : son amendement de précision n° 211, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 1136) : son amendement n° 216, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : valeur minimale au-dessous de laquelle ne pourra être cédée aucune action des entreprises privatisées ; non retenu dans le vote unique - (p. 1137) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 217 ; intervention de la Cour des comptes lors de l'évaluation ; et n° 219 : recours du Parlement devant le Conseil d'Etat ; non retenus dans le vote unique - (p. 1138) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 220 : recours devant le Conseil d'Etat du conseil d'administration de l'entreprise intéressée ; retiré ; n° 214 ; avis des commissaires aux comptes des entreprises intéressées sur l'évaluation ; et n° 218 ; délai pendant lequel interviendra la nomination des membres de la commission de la privatisation ; non retenus dans le vote unique - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1141) : son amendement de suppression n° 222, soutenu par M. Paul Loridant ; non retenu dans le vote unique - (p. 1144) : ses amendements, soutenus par M. Paul Loridant, n° 223, n° 224 et n° 225 : contrôle du transfert des actions ; non retenus dans le vote unique - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1148) : son amendement de suppression n° 226, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 1149) : son amendement n° 227, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression du paragraphe I de cet article ; non retenu dans le vote unique - (p. 1150) : son amendement n° 228, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression du paragraphe II de cet article ; non retenu dans le vote unique - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1155) : son amendement de suppression n° 229, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne ; non retenu dans le vote unique - (p. 1176) : ses amendements, n° 230, soutenu par M. Michel Sergent : mode de cession des parts et fixation d'une limite de 20 % du capital de l'entreprise ; et n° 317, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : application dans tous les cas des mécanismes de l'action spécifique ; non retenus dans le vote unique - (p. 1177) : son amendement n° 231, soutenu par M. René Régnauld : insertion après les mots : « la protection des intérêts nationaux » de ceux de : « ou des intérêts essentiels à la sécurité de la Nation » ; non retenu dans le vote unique - (p. 1178, 1179) : ses amendements, n° 232, soutenu par M. René Régnauld : transformation de l'action ordinaire en action spécifique pour toute société ou filiale de société exerçant une part prépondérante de son activité dans le secteur des industries d'armement ; et n° 233, soutenu par M. Jean-Pierre

Masseret : transformation en action spécifique pour tous les établissements de crédit ; non retenus dans le vote unique.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 6 (suite)** (p. 1185, 1187) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 234, n° 235, n° 236, n° 237, n° 238 et n° 239 : transformation en action spécifique pour toutes les entreprises figurant dans l'annexe ; non retenus dans le vote unique - (p. 1189) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 241 et n° 242 : ajout des mots à l'article 6 : « ou aux intérêts nationaux essentiels à la sécurité de la nation ou à l'indépendance nationale » ; non retenus dans le vote unique - (p. 1190) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 244 : implication dans la procédure du personnel du comité central de chaque entreprise ; n° 245 : implication dans la procédure du personnel du comité d'établissement de chaque entreprise ; et n° 246 : implication dans la procédure du Haut Conseil du secteur public ; non retenus dans le vote unique - **Art. 7 (tranches destinées aux salariés)** (p. 1194) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 247, de suppression, n° 248, n° 249, n° 250 et n° 251 : suppression des paragraphes II, III, IV et V de cet article ; non retenus dans le vote unique - **Art. 8 (actions gratuites destinées aux salariés)** (p. 1198) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 252, n° 253, n° 254 et n° 255 : modification du nombre d'actions acquises pour lequel on peut attribuer une action gratuite ; retirés ; et n° 256, n° 257 et n° 258 : allongement du délai durant lequel les salariés doivent conserver les actions qu'ils ont acquises ; non retenus dans le vote unique - **Art. 9 (offres destinées aux personnes physiques)** (p. 1200) : son amendement de suppression n° 259, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 1201) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret n° 260, n° 261, n° 262, et n° 263 : fixation du nombre de titres après avis du Haut Conseil du secteur public, de la Cour des comptes, du Comité central de l'entreprise, ou de la Commission des opérations de bourse ; non retenus dans le vote unique - (p. 1202) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 265, n° 266, n° 267, n° 268, n° 269 et n° 270 : proportion d'actions qui doivent être attribuées gratuitement ; non retenus dans le vote unique - Ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 271, n° 272 et n° 273 : augmentation de la durée de détention nécessaire à l'obtention d'actions gratuites ; et n° 274 : suppression des délais de paiement ; non retenus dans le vote unique - **Art. 10 (dispositions relatives aux actions détenues par l'Etablissement de recherche et d'activité pétrolière, ERAP)** (p. 1205) : son amendement de suppression n° 276, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - **Art. 11 (dispositions fiscales)** (p. 1206) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 277, de suppression, n° 278 : suppression de l'article 14 de la loi du 6 août 1986 ; n° 279 : suppression du paragraphe I de cet article ; et n° 280 : suppression de l'article 15 de la loi du 6 août 1986 ; non retenus dans le vote unique - (p. 1207) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 281 et n° 282 : suppression des articles 16 et 17 de la loi du 6 août 1986 ; non retenus dans le vote unique - **Art. 12 (élévation du seuil des opérations de transfert et dispense pour les petites opérations d'une déclaration préalable)** : son amendement de suppression n° 284, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 1208) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 287 : transfert après avis du comité d'établissement ; n° 288 : transfert après avis de chaque comité d'entreprise ; et n° 289 : transfert après avis du Haut Conseil du secteur public ; non retenus dans le vote unique - (p. 1209) : son amendement n° 286, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la dispense d'une déclaration préalable pour les petites opérations ; non retenu dans le vote unique - **Art. 13 (dispositions relatives à la Régie Renault)** (p. 1210) : son amendement de suppression n° 290, soutenu par M. Louis Perrein ; non retenu dans le vote unique - (p. 1212 à 1216) : ses amendements, soutenus par M. Louis Perrein, n° 291, n° 292 et n° 293 : suppression successivement du premier alinéa du paragraphe I, du paragraphe II et du paragraphe III de cet article ; non retenus dans le vote unique - **Art. 14 (dispositions relatives à Elf Aquitaine)** (p. 1219) : son amendement de suppression n° 294, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - **Art. 15 (dispositions relatives à la SEITA)** (p. 1222) : son

amendement de suppression n° 295, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 1226, 1227) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 296 : nouvelle rédaction du paragraphe I ; n° 298, n° 299 et n° 300 : suppression des paragraphes III, IV et V de cet article ; non retenus dans le vote unique - **Art. 16** (*représentation des salariés au conseil d'administration*) (p. 1229) : son amendement n° 302, soutenu par M. Louis Perrein : obligation pour les entreprises privatisées d'acquiescer au sein de leur conseil d'administration des représentants élus par les personnels salariés ; non retenu dans le vote unique - Participation des salariés à la gestion de l'entreprise - Démocratisation du secteur public - **Art. 17** (*dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public*) (p. 1233) : son amendement de suppression n° 303, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret ; non retenu dans le vote unique - (p. 1234 à 1237) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 304, n° 305, n° 306 et n° 307 : suppression des paragraphes I, II, III et IV de cet article ; non retenus dans le vote unique - **Art. 19** (*nomination des membres de la Commission de la privatisation*) (p. 1237, 1238) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 309 de suppression et n° 310 : nomination des membres de la commission de la privatisation dans un délai d'un mois ; non retenus dans le vote unique - **Art. 20** (*abrogations et dispositions diverses*) (p. 1241 à 1244) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Pierre Masseret, n° 311, n° 312, n° 313, n° 314, n° 315 et n° 316 : suppression de cet article puis de chacun de ses alinéas ; non retenus dans le vote unique.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - Exception d'irrecevabilité** (p. 1291, 1292) : sa motion n° 31, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Renvoi à la commission** (p. 1296) : sa motion n° 32, soutenue par M. François Autain, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - **Art. 2** (*allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de Français*) (p. 1299, 1301) : ses amendements n° 51, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : retour au délai actuellement en vigueur ; et n° 52 : délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective ; rejetés - **Art. 2 bis** (*manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1303) : son amendement de suppression n° 53, soutenu par Mme Monique ben Guiga ; adopté - **Art. 3** (*allongement du délai pendant lequel l'enfant né en France d'un parent lui-même né en France a la faculté de répudier la qualité de Français*) (p. 1305, 1306) : ses amendements, soutenus par Mme Monique ben Guiga, n° 54 : retour au délai actuellement en vigueur ; et n° 55 : délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective ; rejetés - **Art. 4** (*modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté*) (p. 1306) : son amendement n° 57, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : autorisation ou représentation du mineur ; rejeté - **Art. 7** (*acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1311) : son amendement de suppression n° 58, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Après l'art. 23** (par priorité) (p. 1313) : son amendement n° 86, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : détermination par une loi postérieure de la date d'application de l'article 24 confiant aux juges d'instance l'enregistrement des déclarations de nationalité ; devenu sans objet - **Art. 8** (*opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1316) : ses amendements n° 59 de suppression, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon ; rejeté ; et, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 60 : nouvelle rédaction instituant la compétence des tribunaux judiciaires ; rejeté ; et, sur le même objet, n° 61 ; retiré.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - Art. 9 (*manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1336) : son amendement de suppression n° 65, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon ; rejeté (p. 1349) - (p. 1338) : son amendement n° 63, soutenu par Mme Françoise Seligmann : recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles ; rejeté (p. 1349) - (p. 1340, 1342) : ses amendements n° 65, soutenu par Mme Monique ben Guiga ; démarche obligatoire de l'administration vers le jeune étranger ; et n° 64, soutenu par Mme Françoise Seligmann :

information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte ; rejetés (p. 1352) - **Après l'art. 9** (p. 1353) : son amendement n° 66, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : faculté de retour sur la répudiation de la nationalité française jusqu'à l'âge de vingt et un ans ; rejeté - **Art. 10** (*obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité*) (p. 1355, 1358) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), son sous-amendement de précision n° 103, soutenu par M. Guy Penne ; adopté - Ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 67 : même objet que son sous-amendement de précision n° 103 ; devenu sans objet ; et n° 68 : suppression des coups mortels de la liste des infractions ; rejeté - Sur l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission, son sous-amendement n° 69, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exclusion des coups, blessures et menaces de la liste des infractions ; rejeté - (p. 1358) : sur l'amendement de conséquence n° 16 de la commission, son sous-amendement n° 104, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 11** (*autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français*) (p. 1363, 1365) : ses amendements, n° 70 de suppression, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon ; rejeté ; n° 71, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : allongement du délai donné aux jeunes filles pour manifester leur volonté ; retiré ; et n° 72, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : obligations de l'administration ; rejeté - **Après l'art. 12** (p. 1369) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 74 et n° 73 : réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles ; rejetés - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1371) : son amendement de suppression n° 75, soutenu par Mme Monique ben Guiga ; rejeté - **Art. 14 bis** (*déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1375) : intervient sur les amendements identiques n° 18 de la commission et n° 3 de M. Charles de Cuttoli (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 17** (par priorité) (p. 1377) : son amendement n° 78, soutenu par Mme Monique ben Guiga : possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France ; adopté - **Après l'art. 14 bis** : son amendement n° 76, soutenu par Mme Monique ben Guiga : dérogation à la condition de résidence en France dans le cas visé par l'article additionnel créé par l'adoption de l'amendement n° 78 précité ; rejeté - **Art. 15** (*condition de stage en France de cinq années avant le dépôt d'une demande de naturalisation*) (p. 1380) : son amendement de suppression n° 77, soutenu par M. Guy Penne ; retiré - **Art. 18** (*condition d'âge pour être naturalisé*) : son amendement n° 79, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : référence à l'acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité ; retiré - **Art. 20** (*acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 1381) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 80 de suppression, n° 81, n° 82 et n° 83 : assouplissement de la condition imposant la même résidence habituelle que les parents ; rejetés.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - Art. 20 bis (*répudiation de sa nationalité par l'enfant français en vertu de l'article 84 et qui n'est pas né en France*) (p. 1399) : son amendement n° 84, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : réduction du délai de répudiation ; rejeté - **Art. 23** (*réception des déclarations de nationalité*) (p. 1400) : son amendement n° 85, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délivrance d'un reçu ; rejeté - **Après l'art. 23** (suite) (p. 1401) : son amendement n° 86, soutenu par M. François Autain : conditions d'application de l'article 24 ; rejeté - **Art. 24 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1403) : son amendement n° 87, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France ; rejeté - **Art. 26** (*opposition à l'acquisition de la nationalité*) (p. 1407) : son amendement n° 89, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; devenu sans objet - **Art. 27** (*acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée*) (p. 1048) : ses amendements, n° 90, de suppression, soutenu par Mme Monique ben Guiga, et n° 91,

soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1 du code de la nationalité ; rejetés - **Après l'art. 29** (p. 1431) : son amendement n° 93, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : sanctions prévues à l'article 113 du code de la nationalité : exclusion des avocats du champ d'application de cet article ; réservé jusqu'après l'examen de l'article 38, puis devenu sans objet - **Art. 31 bis** (*spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité*) (p. 1432) : son amendement n° 95, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France ; rejeté - **Art. 33 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité*) (p. 1435) : son amendement de suppression n° 96, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 35** (*double droit de sol*) (p. 1440) : son amendement n° 97, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la disposition visant les enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie ; rejeté - **Art. 36** (*attribution de la carte de résident*) (p. 1442) : son amendement de suppression n° 98, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - **Art. 38** (*abrogations*) (p. 1443, 1444) : son amendement n° 100, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de l'abrogation des articles 113 et 144 du code de la nationalité ; rejeté - **Art. 38 bis** (*service national et nationalité*) (p. 1445) : son amendement de suppression n° 99, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1451) : vote du groupe socialiste contre ce texte d'exclusion - Conseil constitutionnel.

- **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - **Art. 2** (*sanctions*) (p. 1477, 1478) : son amendement n° 6, soutenu par M. Jacques Bellanger ; extension à toutes les élections de la portée de l'inéligibilité ; devenu sans objet.

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol** [n° 353 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Art. unique** (*prorogation jusqu'au 30 juin 1995 de la possibilité de soumettre au contrôle des structures la création ou l'extension d'ateliers hors sol*) (p. 1644) : son amendement n° 2, soutenu par M. René Régnault ; prorogation jusqu'au 30 juin 1994 ; rejeté.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique** (*recours au vote par procuration*) (p. 1718) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 4 : limitation de l'usage du vote par procuration ; et n° 5 : modalités d'autorisation de la procédure du vote par procuration ; rejetés - **Après l'art. unique** (p. 1722) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 6 : tentative de fraude aux dispositions relatives au vote par procuration ; et n° 7 : sanctions ; rejetés.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Paul Hugot**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur sa proposition de loi (n° 372, 1992-1993) relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes [n° 386 (92-93)] - (28 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1757) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi - Rémunération des artistes-interprètes et des producteurs de « phonogrammes » - Arrêt du Conseil d'Etat créant un vide juridique - Budget de la culture.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1797) : sa motion n° 3, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Contradictions du texte - Projet xénophobe - Caractère facultatif de la possession ou du port de documents d'identité - Conséquences de la convention de Schengen - Violation des dispositions constitutionnelles par les contrôles d'identité -

Atteinte à la liberté individuelle - Contrôles de police judiciaire à la suite de la loi du 2 février 1981 - Contradiction avec la jurisprudence du Conseil constitutionnel - Généralisation des contrôles génératrice d'abus - Suppression du caractère d'atteinte à l'ordre public pour justifier le contrôle d'identité - **Renvoi à la commission** (p. 1805) : sa motion n° 4, soutenue par Mme Monique ben Guiga, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - Parallèle avec la fable de La Fontaine « Le chat, la belette et le petit lapin » - Volonté de contrer l'action des tribunaux - Projet de loi motivé par des failles de la loi du 3 septembre 1986 - Contrôles administratifs pour la lutte contre l'immigration clandestine - Conséquences de l'accord de Schengen pour les seuls étrangers - Contradictions du texte - Réforme devant trouver sa place dans le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers.

- **Rappel au règlement** - (29 juin 1993) (p. 1814) : proteste contre les méthodes de travail de fin de session.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1857) : sa motion n° 1, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Renvoi à la commission** (p. 1862) : sa motion n° 4, soutenue par M. François Autain, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - **Après l'art. 3** (*par priorité*) (p. 1869) : ses amendements, n° 3145, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du premier degré ; et n° 3195, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements d'enseignement privés du second degré ; adoptés - **Art. 1^{er}** (*le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement*) (p. 1872) : son amendement n° 6, soutenu par Mme Françoise Seligmann : application de règles et d'obligations identiques dans l'enseignement privé sous contrat et dans l'enseignement public ; non retenu dans le vote unique sur l'article 1^{er} - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (*les amendements présentés sur l'article 1^{er} bis ne sont pas retenus lors du vote unique du 14 décembre 1993 demandé sur les articles 1^{er} bis à 6 le 29 juin*) (p. 1878, 1879) : ses amendements, n° 238, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : remplacement des mots « privés sous contrat, dans le respect de leur caractère propre » par le mot « publics » ; n° 237, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : suppression des mots « dans le respect de leur caractère propre » ; et n° 239, soutenu par M. François Autain : maintien de la législation actuelle en matière d'aide aux investissements des établissements privés par les collectivités territoriales ; (p. 1880, 1881) : ses amendements, n° 240, soutenu par M. Gérard Delfau : suppression des phrases relatives aux modalités d'intervention des collectivités locales ; et n° 241, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression de la phrase relative à la liberté des collectivités territoriales de fixer librement les modalités de leur intervention - (p. 1882) : son amendement n° 247, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : fixation par les collectivités territoriales de leurs modalités d'intervention après délibération à l'unanimité des membres de leur conseil - (p. 1885 à 1890) : ses amendements relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte, n° 3243, 3244, 3248 soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; n° 3245 et n° 3249, soutenus par M. François Autain ; n° 3246 et n° 3250, soutenus par M. Gérard Delfau ; n° 3247 soutenu par M. Jean-Louis Carrère.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*suite*) (p. 1907 à 1910) : ses amendements, relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte, n° 3251, soutenu par M. Jean-Louis Carrère, n° 3252, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 3253, soutenu par M. Franck Sérusclat - (p. 1912 à 1915) : ses amendements relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte, n° 3254, soutenu par M. Jean-Louis Carrère, n° 3255, soutenu par M. Gérard Delfau, n° 3256, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 1915 à 1923) : ses amendements relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte, n° 3257, soutenu par M. Jean-Louis Carrère, n° 3258, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 3259, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 3260, soutenu par M. Franck Sérusclat,

n° 3261, soutenu par Mme Monique ben Guiga, et n° 3262, soutenu par M. René Régnauld ; renvoi de la suite de la discussion et du vote unique - **Rappel au règlement** (p. 1924) : fait remarquer que la séance a repris avec retard - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 1924 à 1929) : ses amendements relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte n° 3263, soutenu par Mme Françoise Seligmann, n° 3264, soutenu par M. Jean-Louis Carrère, n° 3265, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 3266, soutenu par M. Franck Sérusclat et n° 3267, soutenu par M. Gérard Delfau.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture [n° 389 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Art. 8** (p. 1958) : sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 13 : vice-président élu ; retiré ; n° 14 : composition de la formation compétente pour les magistrats du siège ; et n° 16 : énumération des dispositions renvoyées à loi organique ; rejetés ; et n° 15 : composition de la formation compétente à l'égard des magistrats du Parquet ; devenu sans objet - (p. 1962) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 1 à n° 5 : nouvelle rédaction relative à la composition et aux compétences du Conseil supérieur de la magistrature ; devenus sans objet - **Art. 11** (p. 1970, 1971) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 17, n° 18, n° 19 et n° 20 rétablissant la plus grande partie du texte adopté par l'Assemblée nationale et prévoyant la possibilité pour les personnes morales de saisir la commission des requêtes ; rejetés - Ses amendements n° 6 : établissement par le bureau de chacune des assemblées parlementaires d'une liste sur laquelle seront pris les parlementaires membres de la Cour de justice de la République ; et n° 7 : pourvoi ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2006) : sa motion n° 2, soutenue par M. Paul Loridant et tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Mise en conformité des statuts de la Banque de France avec le traité de Maastricht - Risque d'inconstitutionnalité en anticipant l'indépendance de la Banque de France - Atteinte au principe de souveraineté nationale - Degré d'indépendance accordé à une autorité autonome vis-à-vis du pouvoir exécutif - Politique monétaire, principe inaliénable de la souveraineté nationale - Institution du Conseil de la politique monétaire - Inconstitutionnalité de certains articles du projet de loi - Violation de l'intérêt de la Nation dans le dispositif du projet de loi - Dispositif du mouvement d'indépendance de la Banque de France contraire à la loi fondamentale française - Appropriation par le Conseil de la politique monétaire d'un élément de la souveraineté nationale et soustraction de ce Conseil à un pouvoir demeurant de la responsabilité du chef du Gouvernement - Absence de ratification du traité de l'Union économique et monétaire par la Grande-Bretagne.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2204) : sa motion n° 1, soutenue par M. Jean-Louis Carrère, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Renvoi à la commission** (p. 2209) : sa motion n° 3, soutenue par M. François Autain, tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2226 à 2232) : ses amendements, visant à limiter les possibilités de dérogation, n° 4 à n° 14 et n° 16 à n° 37, soutenus par M. Jean-Louis Carrère, Mme Monique ben Guiga, M. François Autain et Mme Françoise Seligmann ; rejetés - **Art. 2 (modalités de détermination des nouvelles dispositions)** (p. 2238) : ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 38 de suppression et n° 42 : encadrement du pouvoir d'appréciation du ministre chargé de l'enseignement supérieur ; et soutenus par M. Jean-Louis Carrère : n° 39 et n° 40 : majorité des deux tiers des membres du

conseil d'administration ; n° 41 : consultation du CNESER et de la conférence des présidents d'université ; n° 42 : encadrement du pouvoir d'appréciation du ministre chargé de l'enseignement supérieur ; n° 43 : publication des statuts modifiés au bulletin officiel de l'éducation nationale ; et n° 44 : évaluation des formules dérogatoires ; rejetés - **Art. 3 (rapport relatif aux expérimentations)** (p. 2241, 2242) : ses amendements n° 45, soutenu par M. François Autain : rapport d'évaluation de la loi du 20 juillet 1992 remis au Parlement ; et n° 46, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : avis motivé du CNESER en annexe au rapport ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2286) : sa motion n° 1, soutenue par M. Guy Penne, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Renvoi à la commission** (p. 2298) : sa motion n° 54, soutenue par Mme Monique ben Guiga, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - **Art. 1^{er} (exécution d'office de la décision de refus d'entrée)** (p. 2302) : son amendement de suppression n° 57, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 2 bis (certificat d'hébergement)** (p. 2306) : ses amendements, soutenus par M. Guy Penne, n° 58 de suppression ; rejeté ; et n° 59 : suppression de la référence aux attestations d'accueil exigées des ressortissants de certains pays du Maghreb ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 16 de la commission - **Art. 3 (effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire)** (p. 2312) : son amendement de suppression n° 60, soutenu par M. Guy Penne ; rejeté - **Art. 4 (contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers)** (p. 2319) : son amendement de suppression n° 61, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; devenu sans objet - (p. 2321, 2322) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 62 : suppression de la deuxième phrase du texte présenté par l'article 4 ; et n° 63 : suppression de la troisième phrase du texte présenté par l'article 4 ; devenus sans objet - **Art. 6 (délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur)** (p. 2337) : son amendement de suppression n° 64, soutenu par Mme Monique ben Guiga ; rejeté - (p. 2338) : son amendement n° 65, soutenu par Mme Monique ben Guiga : attribution d'une carte de résident aux enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans ; rejeté - **Art. 7 (délivrance de plein droit de la carte de résident)** (p. 2342) : son amendement de suppression n° 66, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; devenu sans objet - (p. 2344) : ses amendements, soutenus par Mme Monique ben Guiga, n° 68 et n° 71 : condition d'une année de mariage et de communauté effective de vie pour la délivrance de la carte de résident à l'étranger marié avec une personne française ; devenus sans objet ; n° 67 : suppression de la référence à la menace à l'ordre public ; n° 69 : suppression de la condition supplémentaire imposée pour la délivrance d'une carte de résident au conjoint du réfugié et à ses enfants mineurs ; et n° 72 : suppression de l'exception de la carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant » ; rejetés.

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) (*ses amendements, excepté le sous-amendement à l'amendement n° 53 de la commission, après l'article 42, n'ont pas été retenus dans le vote unique demandé sur les articles 8 à 42*) - **Art. 10 (suppression de la commission départementale du séjour des étrangers)** (p. 2372) : son amendement de suppression n° 75, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; retiré - **Art. 11 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers)** (p. 2376) : son amendement de suppression n° 78, soutenu par M. Charles Metzinger - (p. 2377) : son amendement n° 78, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : catégorie des étrangers titulaires d'une rente d'accident du travail - Réforme du code pénal - Catégories d'infractions concernées - Catégories d'étrangers protégés à l'égard de l'interdiction du territoire français - **Art. 12 (reconduite à la frontière)** (p. 2379) : son amendement de suppression n° 79, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Art. 13 (expulsion)** (p. 2381) : son amendement de suppression n° 80, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Art. 14 (expulsion)** : son amendement de suppression n° 81, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Art. 15 (expulsion)** (p. 2383) : son amendement de suppression n° 82, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 2387, 2389) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt,

n° 83 : suppression du paragraphe II de l'article ; et n° 84 : suppression du paragraphe III de l'article - **Art. 16 (expulsion)** (p. 2390) : son amendement de suppression n° 85, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Art. 17 (éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière)** - **Art. 27 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (régime de la décision fixant le pays de renvoi)** (p. 2392) : son amendement n° 86, soutenu par Mme Françoise Seligmann : caractère suspensif d'exécution du recours contre la décision dans les conditions prévues au paragraphe II de l'article 22 bis - **Art. 21 (regroupement familial)** (p. 2398) : son amendement n° 87, soutenu par Mme Monique ben Guiga : réduction du délai de séjour au bout duquel l'étranger a le droit de faire venir sa famille - (p. 2400) : son amendement n° 89, soutenu par Mme Monique ben Guiga : suppression de l'impossibilité de régularisation sur place du regroupement familial - (p. 2405) : son amendement n° 90, soutenu par Mme Monique ben Guiga : suppression de l'obligation pour l'étranger installé en France de regrouper en une seule fois l'ensemble des membres de sa famille - (p. 2406) : son amendement n° 91, soutenu par Mme Monique ben Guiga : possibilité pour les étrangers séjournant en France sous couvert d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » de bénéficier du regroupement familial - **Art. 25 (rétention administrative)** (p. 2418) : ses amendements, n° 100, de suppression, soutenu par Mme Monique ben Guiga, n° 101 : réintroduction de l'adjectif « absolue » après le mot « nécessité » ; et n° 102, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression du paragraphe III de l'article 25.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) (ses amendements, excepté le sous-amendement à l'amendement n° 53 de la commission, après l'article 42, n'ont pas été retenus dans le vote unique demandé sur les articles 8 à 42) - **Art. 26 (visa de sortie)** (p. 2431) : son amendement de suppression n° 103, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Art. 28 (mariages de complaisance)** (p. 2434) : son amendement n° 106, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions relatives à l'intervention du Procureur de la République pour éviter la multiplication des mariages de complaisance - (p. 2438) son amendement n° 107, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : suppression des dispositions relatives à l'annulation du mariage célébré en fraude du fait de l'insuffisance du délai et de l'incompétence du tribunal de grande instance - **Art. 29 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français dans le nouveau code pénal)** (p. 2440) : son amendement de suppression n° 108, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 30 (rétention judiciaire)** (p. 2444) : son amendement de suppression n° 109, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 31 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour trafic de stupéfiants)** (p. 2447) : son amendement de suppression n° 110, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 32 (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale)** (p. 2451) : son amendement de suppression n° 111, soutenu par Madame Monique ben Guiga - Transfert de compétences de la police vers les caisses de sécurité sociale en matière de vérification des titres de séjour des étrangers résidant en France - **Paragraphe I - Art. L. 115-6 du code de la sécurité sociale** (p. 2452) : son amendement n° 112, soutenu par Mme Françoise Seligmann : accès à la sécurité sociale des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen - **Art. L. 115-7 du code précité** (p. 2453 à 2455) : ses amendements, soutenus par Mme Monique ben Guiga, n° 114 : suppression du contrôle de la régularité de la situation de l'étranger par les caisses de sécurité sociale ; n° 113 : contrôle de la régularité de la situation de l'étranger lors du renouvellement de la carte de sécurité sociale ; et n° 115 suppression de la possibilité de transmettre les informations conservées sur support informatique - **Art. L. 161-18-1 du code précité** (p. 2456) : son amendement de suppression n° 116, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2457) : ses amendements, soutenus par Mme Monique ben Guiga, n° 117 de suppression, et n° 118 : extension aux étrangers des dispositions relatives au maintien des droits à la sécurité sociale pendant douze mois des personnes qui cessent d'être assurées et de leurs ayants droit - **Art. L. 161-25-2 du code précité** (p. 2458) : son amendement de suppression n° 119, soutenu par Mme Françoise Seligmann - **Paragraphe IV à IX** (p. 2459) : ses amendements, soutenus

par Mme Monique ben Guiga, n° 120 : suppression du paragraphe V ; et n° 121 : suppression du paragraphe IX - **Art. 36 B (abrogation)** (p. 2465) : son amendement de suppression n° 124, soutenu par Mme Françoise Seligmann - **Art. 36 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif)** (p. 2465) : son amendement de suppression n° 125, soutenu par Mme Monique ben Guiga - **Art. 37 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif)** (p. 2466) : son amendement de suppression n° 126, soutenu par Mme Françoise Seligmann - **Après l'art. 42** (p. 2470) : sur l'amendement de conséquence n° 53 de la commission, son sous-amendement n° 104, soutenu par Mme Monique ben Guiga ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3743) : sa motion n° 1, soutenue par M. Jean-Luc Mélenchon, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Renvoi à la commission** (p. 3753) : sa motion n° 8, soutenue par M. Franck Sérusclat, tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 4280) : sa motion n° 5, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - **Art. unique (autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile)** (p. 4283 à 4286) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 9 de suppression, n° 10 : suppression du mot « européens » après les mots « les Etats » ; n° 11 : référence à tous les engagements internationaux en matière de droit d'asile ; et n° 12 : remplacement des mots « en matière d'asile » par les mots « en matière de droit d'asile » ; rejetés.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 4323) : sa motion n° 1, soutenue par M. Michel Dreyfus-Schmidt, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4328) : son amendement de suppression n° 38, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; devenu sans objet - (p. 4331) : son amendement n° 40, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; conditions d'examen de ce dernier et de levée de l'application de la décision de la cour d'assises ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises), ses sous-amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 41 : obligation pour le juge de l'application des peines de saisir le collège de trois experts ainsi que pour le garde des sceaux de saisir la commission ; rejeté par division ; n° 42 : saisine du collège d'experts au cours de la vingt-neuvième année ; et n° 43 : possibilité pour le condamné de faire appel devant la chambre d'accusation d'une décision de refus du juge de l'application des peines de saisir les experts ; rejetés.

Suite de la discussion - (18 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4373) : son amendement n° 27, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal ; adopté - (p. 4374) : son amendement n° 28, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire ; (rejeté le 19 novembre 1993 p. 4514 ; précédemment réservé, p. 4375) - (p. 4375) : son amendement n° 29, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : possibilité de constitution de partie civile pour les associations dont l'objet est la défense et la protection des animaux ; adopté - (p. 4376) : son amendement n° 30, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : exercice de la police judiciaire sous la direction exclusive du Procureur de la République ; rejeté.

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*détermination des catégories et des critères de compétence territoriale des services de police judiciaire par décret en Conseil d'Etat*) (p. 4511) : son amendement de suppression n° 31, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Avant l'art. 1^{er}** (*suite*) : son amendement n° 28, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire ; (rejeté ; précédemment réservé le 18 novembre 1993) (p. 4375).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)]* - (19 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4471, 4472) : réduction du temps de travail - Semaine de trente-deux heures - Expérimentation - Régression sociale - Institutions représentatives du personnel - Centre d'étude des revenus et des coûts, CERC - Avis défavorable du groupe socialiste sur le texte de la CMP.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (20 novembre 1993) - **Art. 2** (*conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes et aux inspecteurs de police*) (p. 4537) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 32 de suppression et n° 33 : suppression du paragraphe II de cet article relatif aux conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire des jeunes inspecteurs de police ; rejetés - **Art. 3** (*extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire*) (p. 4540) : son amendement n° 34, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; suppression de l'extension des dispositions du titre 1^{er} aux enquêtes préliminaires ; rejeté - **Art. 4** (*dispositions transitoires relatives à la compétence territoriale des services de police judiciaire*) (p. 4543) : son amendement de suppression n° 35 ; retiré - **Titre II** (*De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions en matière économique et financière*) : son amendement de suppression n° 36 ; devenu sans objet (p. 4550 ; précédemment réservé p. 4544) - **Art. 5** (*poursuite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière*) (p. 4545) : son amendement de suppression n° 37, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 7** (*expertise psychiatrique préalable à la libération conditionnelle du condamné à la réclusion criminelle à perpétuité*) (p. 4551) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 44 de suppression, et n° 45 : établissement de l'expertise psychiatrique par deux psychiatres ; rejetés ; et n° 47 : concordance des décisions des deux psychiatres ; devenu sans objet - Sur l'amendement n° 9 de la commission (collège de trois experts pour l'expertise psychiatrique considérée), son sous-amendement n° 46, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 8** (*protection des secrets de la défense nationale ; autorités compétentes*) (p. 4557) : son amendement n° 48, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; modification des derniers mots du troisième alinéa de l'article 413-19 du code pénal ; adopté - **Art. 9** (*modifications du code de procédure pénale*) (p. 4559) : son amendement n° 49, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; possibilité d'appel dès lors que l'amende prononcée est supérieure au maximum de l'amende encourue pour les contraventions de la deuxième classe ; rejeté - (p. 4561) : son amendement de précision n° 50, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Art. 10** (*modification du code de la santé publique en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal*) (p. 4562) : son amendement de suppression n° 51, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; rejeté - **Art. 11** (*modification du code électoral en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal (art. L. 117 du code électoral)*) (p. 4563) : son amendement n° 52, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; suppression de la référence à l'article L. 112 abrogé depuis le 31 décembre 1975 ; adopté - **Art. 15** (*intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue*) (p. 4567) : son amendement n° 62, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; report de l'intervention de l'avocat à la trente sixième heure de la garde à vue lorsque celle-ci est soumise à des règles particulières de prolongation ; rejeté - **Art. 16** (*retenue des mineurs de treize ans*) (p. 4571) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 65 de suppression, n° 66 : impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue ; n° 81 : nécessité de prendre en compte des indices graves et concordants ; n° 67 : contrôle d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance ;

n° 68 : retenue d'un mineur de quinze ans pour un temps strictement nécessaire pour le conduire devant un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance ; n° 76, soutenu par Mme Françoise Seligmann : impossibilité de retenir un mineur avant l'âge de onze ans ; n° 69, n° 70, n° 72, n° 73, n° 74, n° 75, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, et n° 71, soutenu par Mme Françoise Seligmann : réduction du temps de la garde à vue prévu par cet article ; ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 77 : nouvelle rédaction ; n° 79 : information du procureur de la République de la mesure de retenue ; et n° 80 : remplacement dans le paragraphe II de l'article 16 relatif à la garde à vue, en cas de délit puni d'une peine inférieure à cinq ans d'emprisonnement, des mots « cinq ans » par ceux de « dix ans » ; et n° 78, soutenu par Mme Françoise Seligmann : contrôle de la garde à vue par le magistrat spécialisé ; examen médical de l'enfant ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5258, 5260) : emploi dans le domaine associatif - Réduction des effectifs du ministère - Aménagement des rythmes de vie de l'enfant - Centres régionaux d'information jeunesse, CRJ - Vie associative - Action internationale - Fonds national du développement du sport, FNDS - Rôle du sport dans la vie locale et quotidienne - Grand stade de Saint-Denis - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5749, 5750) : rigueur budgétaire - Modernisation des structures du ministère des affaires étrangères et de la gestion des postes diplomatiques - Négociations du GATT - Construction européenne et déficit démocratique - Europe sociale - (p. 5751) : Europe politique - Elargissement de l'Union européenne - Réflexion sur l'Europe : emploi, politique industrielle, identité commerciale et monétaire, fonds d'intervention européenne - (p. 5752) : réforme de l'ONU - Accord Gaza-Jéricho et aide aux territoires occupés - (p. 5753) : situation en Algérie - Vocation universelle de la France.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5858) : financement des fondations politiques.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6119, 6120) : engagements des gouvernements précédents sur le site de Melun-Sénart - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France - Avec le groupe socialiste, s'abstiendra.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Question préalable** (p. 6143) : sa motion n° 89, soutenue par M. Charles Metzinger, et tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Conférence des présidents** - (14 décembre 1993) (p. 6220, 6221) : élève une protestation solennelle contre les conditions dans lesquelles la Conférence des Présidents oblige le Sénat à travailler : inscription à midi de la discussion ayant lieu à seize heures et remise tardive du rapport Vedel.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) (*les amendements présentés sur les articles 1^{er} bis à 6 ne sont pas retenus lors du vote unique (demandé le 29 juin sur les articles précités)*) (p. 6307) - **Art. 1^{er} bis (suite)** (p. 6230) : son amendement n° 3268, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : modification de la taille de la commune prise en compte - (p. 6232) : ses amendements, relatifs à la modification de la taille de la commune prise en compte, n° 3269, soutenu par M. Jean-Mélenchon, et n° 3270, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 6235) : son amendement n° 3271, soutenu par Mme Monique ben Guiga : modification de la taille de la commune prise en compte - (p. 6236, 6237) : ses amendements, n° 244, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : précision relative à la base départementale prise en compte ; et n° 243, soutenu par M. Jean-Luc

Mélenchon : absence de conséquence de l'aide apportée aux établissements privés sur celle accordée aux établissements publics - (p. 6238) : son amendement n° 245, soutenu par M. Franck Sérusclat : identité des règles d'affectation de la taxe d'apprentissage pour les établissements d'enseignement privés et les établissements d'enseignements publics - (p. 6240) : son amendement n° 246, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : conclusion d'une convention entre la collectivité territoriale et l'établissement d'enseignement privé précisant l'affectation de l'aide allouée ; retiré - (p. 6242, 6243) : ses amendements, n° 248, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : remboursement des aides versées en cas de cessation totale ou partielle de l'activité d'enseignement ; et n° 251, soutenu par M. Franck Sérusclat : application de ces dispositions aux établissements techniques et agricoles privés sous contrat - (p. 6244) : son amendement n° 255, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : respect de la liberté de conscience par l'enseignement dispensé dans les établissements d'enseignement privés - (p. 6247) : son amendement n° 259, soutenu par Mme Monique ben Guiga : accueil par les établissements d'enseignement privés de tous les enfants sans discrimination tenant à l'origine, l'opinion ou la croyance - (p. 6250, 6252) : ses amendements n° 260, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : liberté donnée aux parents d'élèves des établissements privés d'adhérer à l'association de parents d'élèves de leur choix ; et n° 261, soutenu par M. Gérard Delfau : subvention publique accordée aux établissements d'enseignement privés après l'écoulement d'un délai de fonctionnement de cinq ans à partir de la date de leur création - (p. 6257, 6259) : ses amendements, n° 263, soutenu par M. Franck Sérusclat : indication des contreparties données par les établissements d'enseignement privés sous contrat quand ils bénéficient de ces aides ; et n° 262, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : obligation pour les formations offertes par les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations et dans le programme prévisionnel des investissements - **Art. 2 (respect des orientations du schéma prévisionnel des formations)** (p. 6266) : son amendement n° 267, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : obligation pour les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations - **Art. 3 (des garanties quant à la destination des biens subventionnés)** (p. 6271, 6272) : son amendement n° 274, soutenu par Mme Josette Durrieu : remboursement de l'aide attribuée en cas de cessation totale ou partielle ou de résiliation du contrat et en cas de désaffectation des locaux - **Avant l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993 (p. 1870) ; puis réservé) (p. 6280)** : son amendement n° 5, soutenu par Mme Monique ben Guiga : application des lois Falloux, Ferry et Astier aux établissements d'enseignement privés hors contrat et de la loi Debré modifiée aux établissements d'enseignement privés sous contrat - **Après l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993 (p. 1870) ; puis réservé) (p. 6281)** : son amendement n° 112, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : parité des aides et concours de toute nature apportés par les collectivités publiques aux établissements d'enseignement privés et aux établissements d'enseignement publics - **Après l'art. 2 (priorité ordonnée le 29 juin 1993 (p. 1870) ; puis réservé) (p. 6283, 6284)** : ses amendements, n° 270, soutenu par Mme Josette Durrieu ; respect total de la liberté de conscience dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat ; et n° 272, soutenu par Mme Françoise Seligmann : accueil de tous les enfants, sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat - **Après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993 (p. 1870) ; puis réservé) (p. 6285)** : ses amendements, n° 284, soutenu par M. Gérard Delfau : impossibilité pour les subventions publiques de contribuer à l'enrichissement de la personne physique ou morale propriétaire de l'établissement privé sous contrat ; et n° 285, soutenu par M. Marcel Charmant : impossibilité pour les personnes physiques ou morales propriétaires d'établissements d'enseignement privés de s'enrichir indûment à l'occasion notamment de la fermeture d'un établissement d'enseignement public - (p. 6286, 6287) : ses amendements, n° 286, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : compatibilité entre les aides allouées aux établissements d'enseignement privés et le bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics ; et n° 287, soutenu par M. François Autain :

impossibilité pour les subventions publiques allouées aux associations d'être reversées aux établissements d'enseignement privés - (p. 6287, 6288) : ses amendements, n° 305, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : limitation des avantages accordés par les collectivités territoriales aux établissements privés du second degré à 5 % de ceux consentis aux établissements d'enseignement publics correspondants ; et n° 306, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : égalité accordée par les communes aux classes d'écoles maternelles de l'enseignement privé sous contrat et de l'enseignement public - (p. 6290) : ses amendements, n° 316, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : application des mêmes règles d'affectation de la taxe d'apprentissage aux établissements d'enseignement secondaire sous contrat bénéficiant de l'aide des collectivités territoriales et des établissements d'enseignement publics ; et n° 320, soutenu par M. Gérard Delfau : inscription des investissements en faveur des établissements d'enseignement privés dans le cadre des schémas prévisionnels des formations de chaque région - (p. 6292, 6293) : ses amendements n° 324, soutenu par M. Jean-Louis Carrère : obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par des fonds publics de se conformer scrupuleusement aux règles et principes de la laïcité républicaine ; n° 325, soutenu par M. Marcel Charmant : obligation pour les établissements d'enseignement privés subventionnés par les fonds publics d'assurer les missions de service public de l'éducation nationale ; et n° 326, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : obligation pour tout établissement d'enseignement privé subventionné par les aides publiques d'accueillir tous les enfants sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance - (p. 6295) : son amendement n° 338, soutenu par M. Jean-Luc Mélenchon : application des articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente proposition de loi aux établissements d'enseignement technique et professionnel privés.

- **Rappel au règlement** : regrette l'absence de débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, lue à la tribune du Sénat par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (15 décembre 1993) (p. 6324).

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 171 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - **Art. 6 (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 6648) : son amendement de suppression n° 4, soutenu par Mme Françoise Seligmann ; rejeté - (p. 6649) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 5 : obligation pour le juge d'application des peines de saisir le collègue d'experts ; et n° 6 : possibilité pour le condamné de faire appel d'une décision de refus devant la chambre d'accusation ; rejetés - **Art. 7** (p. 6650) : son amendement n° 7, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : délai de dix jours accordé à la chambre d'accusation qui doit statuer ; rejeté - **Art. 8 bis (actes de terrorisme)** (p. 6654) : son amendement de suppression n° 9, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 6657) : son amendement n° 10, soutenu par Mme Françoise Seligmann : possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions ; rejeté - **Art. 16** (p. 6663) : ses amendements, soutenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 11 de suppression ; rejeté ; n° 12 : nécessité d'indices graves et concordants pour que le mineur de dix à treize ans soit mis en détention provisoire ; adopté ; n° 14 : réduction à six heures de la durée maximale de la garde à vue ; n° 15 : prolongation exceptionnelle de la garde à vue ; délai maximum de dix heures ; et n° 16 : présentation obligatoire de l'enfant au magistrat lorsque ce dernier prolonge la garde à vue ; rejetés ; ses amendements, soutenus par Mme Françoise Seligmann, n° 13 : subordination de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans à la décision d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance ; et n° 17 : contrôle par le magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance des conditions de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans ; examen médical de l'enfant ; rejetés - **Art. 16 bis (citation des témoins devant la cour d'assises à la requête des parties)** (p. 6665) : son amendement n° 18, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : nouvelle rédaction de cet article ; communication au ministère public de la liste des témoins cinq jours au moins avant l'ouverture des débats ; adopté - **Art. 17 (entrée en vigueur)** (p. 6667) : son amendement n° 19, soutenu par M. Michel Dreyfus-Schmidt : entrée en vigueur le 1^{er} mars 1994 ; rejeté.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6697) : sa motion n° 13, soutenu par M. Gérard Delfau, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6723) : son amendement n° 20, soutenu par M. François Autain : détention de la totalité du capital de la chaîne éducative par l'Etat ; rejeté - (p. 6725) : son amendement n° 21, soutenu par M. François Autain : absence de recours à des messages publicitaires et à un parrainage pour les programmes de la chaîne éducative ; retiré - (p. 6729) : son amendement n° 22, soutenu par M. François Autain : examen du cahier des charges de la chaîne par le CSA ; retiré - **Art. 1^{er} bis (création de chaînes parlementaires)** (p. 6731) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de l'article et prise en compte du calendrier parlementaire), son sous-amendement n° 23, soutenu par M. François Autain ; adopté - **Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** - **Art. 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 (mise en oeuvre par le CSA du mécanisme de la mise en demeure)**(p. 6734) : son amendement n° 24, soutenu par M. Gérard Delfau : élargissement du pouvoir de saisine aux associations de téléspectateurs ; rejeté - **Art. 48-2 de la loi précitée (possibilité pour le CSA de prononcer une sanction pécuniaire)** (p. 6735) : son amendement n° 25 : suppression de la sanction pécuniaire ; rejeté - **Art. 4 A (décrochages régionaux des télévisions privées)** (p. 6739) : son amendement de suppression n° 26, soutenu par M. François Autain ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 6740) : son amendement n° 27, soutenu par M. François Autain : possibilité pour le CSA de refuser une autorisation d'émettre à un opérateur qui aurait émis de façon pirate en violant des droits d'auteurs ; rejeté - **Art. 4 (présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle)** (p. 6741) : ses amendements, soutenus par M. Gérard Delfau, n° 28, de suppression, et n° 30 : précision et restriction des cas de reconduction tacite de l'autorisation ; soutenus par M. François Autain, n° 29 : durée de l'autorisation initiale pour les services de radiodiffusion ; n° 31 : détermination des conditions dans lesquelles le renouvellement automatique d'une autorisation porterait atteinte au pluralisme ; et n° 32 : publication des décisions de reconduction d'autorisations et des décisions de ne pas procéder à un appel de candidatures ; rejetés - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les diffé-**

rents médias) (p. 6744) : son amendement n° 33, soutenu par M. François Autain : point de départ du délai pour l'exploitation des films ; devenu sans objet - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6749) : son amendement n° 34, soutenu par M. François Autain : application du quota ; rejeté - **Art. 9 (seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre)** (p. 6761) : ses amendements, soutenus par M. François Autain, n° 35, de suppression et n° 36 : participation et droit de vote d'un actionnaire dans une société audiovisuelle ; rejetés - **Art. 10 (seuil de concentration des réseaux radiophoniques)** (p. 6763) : ses amendements, soutenus par M. Gérard Delfau, n° 37 : modification du seuil ; rejeté ; et n° 38 : consécration de l'existence des réseaux radiophoniques locaux ; devenu sans objet (21 décembre 1993) (p. 6777).

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6715) : intérêt d'un débat sur la prévention du sida - Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)] - Suite de la discussion** - (21 décembre 1993) - **Art. 10 (suite)** (p. 6777) : ses amendements, n° 39, soutenu par M. Gérard Delfau : amélioration de la procédure d'attribution des fréquences radiophoniques par le CSA ; rejeté ; et n° 40, soutenu par M. François Autain : délai pour la notification de la décision de rejet du CSA aux candidats à des fréquences radiophoniques ; adopté - (p. 6778) : son amendement n° 41, soutenu par M. Gérard Delfau : modalités d'accès aux ressources commerciales de publicité locale pour les services de radiodiffusion sonore faisant partie d'un réseau à vocation nationale ; rejeté - **Art. 11 (normalisation des caractéristiques techniques des signaux numérisés)** (p. 6779) : son amendement de suppression n° 42, soutenu par M. François Autain ; rejeté - **Après l'art. 12** (p. 6782) : son amendement n° 43, soutenu par M. François Autain : rôle du CSA dans l'équilibre des temps de parole réservés aux organisations politiques ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture [n° 141 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Question préalable** (p. 6799) : sa motion n° 1, soutenue par M. Jacques Bellanger, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

F

FATOUS (Léon), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension (JO Lois et décrets du 20 octobre 1993).
- Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées sur le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord (JO Lois et décrets du 20 octobre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2830) - Ministère : Travail - Contrats emploi-solidarité - **Emploi.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5263) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget - Diminution des moyens - Monde associatif - Charges des collectivités locales - Fonds national pour le développement du sport, FNDS.

FAUCHON (Pierre), sénateur du Loir-et-Cher (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Membre titulaire de la commission d'accès aux documents administratifs.
- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise

de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 356 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 382 (92-93)] (23 juin 1993) - Banques et établissements financiers.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - Russie.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 418) : indépendance des magistrats - Conseil supérieur de la magistrature - Justice administrative - Contrôle de constitutionnalité - (p. 419) : exception d'inconstitutionnalité - Responsabilité pénale des membres du Gouvernement - Délits non intentionnels - Harcèlement judiciaire - Qualité des travaux de la commission.
- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) [n° 273 (92-93)]** - (28 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 583) : définition d'une politique de la consommation.
- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)]** - Suite de la discussion - (2 juin 1993) - **Art. 11 (interrogatoire de première comparution)** (p. 649) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par l'article 11 relatives aux exceptions) - **Art. 15 (placement en détention provisoire)** (p. 658) : sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (institution à l'occasion du placement en détention d'une personne mise en examen d'une procédure de référé-liberté), se déclare favorable au sous-amendement n° 95 de M. Jean-Marie Girault - Collégialité - Juges délégués - Sécurité du sous-amendement n° 95 - Responsabilité du président du tribunal.
- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1245) : nationalisations de 1982 - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.
- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et**

de la résidence en France) (p. 1346) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 62 de M. Claude Estier - Droit du sang.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture [n° 389 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Art. 8 (Conseil supérieur de la magistrature)** (p. 1995) : sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences), votera le sous-amendement n° 21 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant le tirage au sort au sein de collègues élus pour les magistrats membres des deux formations).

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 1988) : force de la monnaie - (p. 1989) : indépendance des banques centrales dans les grandes démocraties - Conséquences du traité de Maastricht - Autonomie du Conseil de la politique monétaire - Politique économique générale du Gouvernement - Article 20 de la Constitution - (p. 1990) : droit constitutionnel et statut de la Banque de France - Objectif d'une monnaie forte - (p. 1991) ; attributions du Gouvernement relatives à la politique monétaire extérieure - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2010, 2011) : intervient contre la motion n° 2 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Principe de la souveraineté nationale - Avis du Conseil constitutionnel.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - Rapporteur pour avis - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2032) : son amendement n° 3 : accomplissement de la mission de la Banque de France dans le respect des traités ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 2058) : sur l'amendement n° 57 de la commission (reprise de la disposition de l'article 6 relative à la détention directe du capital de la Banque de France par l'Etat), son sous-amendement n° 4 ; adopté - **Art. 7 (compétences du conseil de la politique monétaire)** (p. 2060) : ses amendements n° 5, rédactionnel, et n° 6, de précision ; adoptés - **Art. 8 (nomination des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2064) : ses amendements n° 7 et n° 8, identiques aux amendements de la commission n° 30 (liste des candidats) et n° 32 (suppression du vice-président du Conseil d'Etat parmi les autorités appelées à proposer des noms) ; adoptés - (p. 2066) : son amendement n° 9 : suppression de la limite d'âge pour siéger au conseil de la politique monétaire ; adopté - **Art. 10 (statut des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2077) : son amendement n° 10 : impossibilité pour les membres du conseil ayant la qualité de fonctionnaire de recevoir une promotion au choix ; adopté - (p. 2078) : ses amendements n° 11 et n° 12 : notion d'activité professionnelle des anciens membres du conseil de la politique monétaire ; retirés - (p. 2079) : ses amendements n° 13 : traitement perçu par les anciens membres du conseil ; et n° 14 : harmonisation avec le nouveau code pénal ; adoptés - **Art. 11 (composition du conseil général)** (p. 2081) : son amendement de précision n° 15 ; retiré au profit de l'amendement n° 40 de la commission (précision des compétences du conseil général) - **Après l'art. 11** (p. 2084) : sur l'amendement n° 41 de la commission (compétence et organisation des délibérations du conseil général), son sous-amendement n° 16 ; adopté - **Art. 13 bis (rapport au Président de la République - contrôle du Parlement)** (p. 2086) : son amendement n° 18 : rapport sur la politique monétaire de l'année précédente ; retiré - **Art. 14 (statut du personnel de la Banque de France)** (p. 2087) : son amendement n° 19 : harmonisation avec le nouveau code pénal ; adopté - **Après l'art. 19** (p. 2103) : sur l'amendement n° 60 de la commission (réintroduction des dispositions supprimées à l'article 12 et prévoyant que les litiges internes à la Banque de France relèvent des juridictions administratives), son sous-amendement n° 17 ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 2114) : monnaie forte - Nécessité de la monnaie unique - Avec les sénateurs du groupe de l'UC se déclare favorable à l'indépendance de la banque centrale et votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture [n° 414 (92-93)]** - (8 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2365) : regrette la suppression

de la saisine par le Parlement de la Cour de justice de la République - Conseil supérieur de la magistrature - Vote du projet de loi constitutionnelle par le groupe de l'Union centriste.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 401 (92-93)]** - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2565) : système du référé-liberté - Avec le groupe de l'Union centriste, votera la proposition de loi.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - **Explication de vote** (p. 6, 7) : coopération entre les majorités des deux assemblées - Initiative de la procédure de révision - Libertés publiques - Saisine parlementaire du Conseil constitutionnel - Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Etat de droit - Avec les sénateurs du groupe de l'UC, votera ce texte.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 448) (p. 2745, 2746) : indépendance de la magistrature - Mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - Choix du secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature - Au nom du groupe de l'Union centriste, attire l'attention du ministre de la justice sur l'indépendance de la justice administrative.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 447) - Voir intervention sous le projet n° 447 (p. 2745, 2746).

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2788, 2789) : juridictions administratives - Pouvoirs du Conseil supérieur de la magistrature - Le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République [n° 20 (93-94)]** - (20 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3265) : scrutin majoritaire pour l'élection des juges parlementaires de la Cour de justice - (p. 3266) : commission des requêtes - Irrecevabilité des constitutions de partie civile - Vote du texte issu des débats de l'Assemblée nationale par le groupe de l'Union centriste - **Art. 1^{er} (élection des juges de la Cour de justice de la République)** (p. 3269) : se déclare opposé aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 1, n° 2, n° 3 (scrutin de liste secret et représentation proportionnelle), et n° 4 (augmentation du nombre de suppléants).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3805) : importance des professions indépendantes - Votera l'article 1^{er}.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4012, 4013) : absence de documentation préalable, de simulations éventuelles, d'enquêtes et de l'avis du Conseil économique et social - Effort des entreprises pour améliorer la productivité - Nécessaire ajustement de l'offre et de la demande d'emploi en abaissant le temps hebdomadaire de travail - Se déclare favorable aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires).

- **Conclusions du rapport de M. Luc Dejoie, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 2, 93-94) modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 76 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4236) : le groupe de l'Union centriste votera cette proposition de loi - Formation restreinte du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16

novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4266) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Convention de Schengen - Loi relative à la maîtrise de l'immigration - Préambule de la Constitution de 1946 - Réserve de souveraineté - Les sénateurs du groupe de l'Union centriste souhaitent une véritable gestion en commun par les Européens du droit d'asile.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Après l'art. 6 (par priorité)** (p. 4351) : se déclare favorable à l'amendement n° 136 du Gouvernement (suivi psychologique et médical des détenus).

Suite de la discussion - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4371) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de M. Michel Charasse (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - Invasion de la vie publique par les médias.

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4514) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire) - (p. 4516) : se déclare favorable à l'amendement rédactionnel n° 133 du Gouvernement.

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 5 (poursuite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière)** (p. 4548) : fraude fiscale - Exemple de la cour d'appel de Rennes - Transfert de compétences - Possibilité d'organiser la mobilité des juges - S'abstiendra lors du vote des amendements n° 37 de suppression de M. Claude Estier, et n° 135 du Gouvernement (renvoi à la juridiction spécialisée pour les affaires d'une complexité particulière) - **Art. 15 (intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue)** (p. 4568) : se déclare opposé à l'amendement n° 62 de M. Claude Estier (report de l'intervention de l'avocat à la trente sixième heure de la garde à vue lorsque celle-ci est soumise à des règles particulières de prolongation) - Crimes organisés.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5761) : établissements français d'enseignement - Action de coopération culturelle à l'étranger - Amérique du Sud.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5799) : projet de loi quinquennale sur la justice - Données chiffrées - (p. 5800) : renforcement des effectifs et des moyens de l'appareil judiciaire - Correction des retards dans le règlement des litiges.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 121 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Art. 93 (classement des auditeurs à la sortie de l'École nationale de la magistrature)** (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 6347) : votera l'amendement de rétablissement n° 2 de M. Hubert Haenel - Inexpérience des juges d'instruction nommés à la sortie de l'école.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Après l'art. 15 A** (p. 6659) : se déclare favorable à l'amendement n° 20 de la commission (application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée).

FAURE (Jean), sénateur de l'Isère (UC).

Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales, puis membre de la commission des affaires économiques (JO Lois et décrets du 2 juin 1993).

- Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 26 mai 1993).

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Rappel au règlement de Robert Vizet** (p. 777) : organisation des travaux.

- **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 1992-1993** (1^{er} juillet 1993) (p. 1946).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Rappel au règlement**, de M. Jean-Louis Carrère (p. 4150) : décision du Bureau relative aux prises de parole pour un rappel au règlement.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5572) : harkis.

FILLON (François), ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Danielle Bidard-Reydet : **Enseignement supérieur (Problèmes de l'enseignement supérieur)** (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4381).

de M. Jean-Luc Mélenchon : **Enseignement supérieur (Principes de réforme de l'enseignement supérieur)** (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4392).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2189, 2190) : étudiants - Autonomie des universités - Loi Savary du 26 janvier 1984 - Loi du 20 juillet 1992 - Elargissement de la faculté de dérogation accordée durant la période de mise en place des nouveaux établissements aux fins d'expérimentation de formules différentes - (p. 2191) : garantie des responsabilités de l'Etat en matière universitaire - (p. 2201) : étudiants en situation d'échec - Droits d'inscription - (p. 2202) : position du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER - Choix de la majorité simple pour les conseils d'administration des universités - (p. 2203) : universités nouvelles en région parisienne - Démocratie universitaire - Garantie des diplômes nationaux - Budget de l'enseignement supérieur - Règles de la comptabilité publique - (p. 2204) : enseignants - Participations des collectivités locales - Responsabilité de l'Etat - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2206) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 2209) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 2212, 2213) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - CNESER - Présidents d'université.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2233) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier visant à limiter les possibilités de dérogation n° 4 à n° 14 et n° 16 à n° 37 - Défiance manifestée par les élus socialistes vis-à-vis de la communauté universitaire - Difficultés d'inscription des étudiants français de l'étranger dans les universités françaises - **Art. 2 (modalités de détermination des nouvelles dispositions)** (p. 2240) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 38 de suppression, n° 39 et n° 40 (majorité des deux tiers des membres du conseil d'administration), n° 41 (consultation du CNESER et de la conférence des présidents d'université), n° 42 (encadrement du pouvoir d'appréciation du ministre chargé de l'enseignement supé-

rieur), n° 43 (publication des statuts modifiés au bulletin officiel de l'éducation nationale) et n° 44 (évaluation des formules dérogatoires) - Majorité au sein des conseils d'administration des universités - Contrôle de l'Etat - CNESER - Conférence des présidents d'université - **Art. 3 (rapport relatif aux expérimentations)** (p. 2241, 2242) : s'oppose aux amendements n° 45 (rapport d'évaluation de la loi du 20 juillet 1992 remis au Parlement) et n° 46 (avis motivé du CNESER en annexe au rapport) de M. Claude Estier - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5955) : inadaptation de l'université à la croissance du nombre d'étudiants - (p. 5956) : politique budgétaire du précédent gouvernement - Bilan de la rentrée universitaire 1993 - (p. 5957) : évolution des crédits de la recherche et de l'enseignement supérieur - Centre national de la recherche scientifique, CNRS - Plan « Université 2000 » et constructions universitaires - Emplois - (p. 5958) : Bourses - Oeuvres universitaires - Bibliothèques - Recherche biologique et médicale - Recherche industrielle - Recherche aéronautique - Aménagement du territoire ; objectifs à long terme - (p. 5959) : possibilités d'expérimentation offertes aux universités nouvelles - Décision du Conseil constitutionnel sur la proposition de loi tendant à élargir l'expérimentation - Consultation nationale sur la politique de recherche - (p. 5986) : démocratisation de l'université - Participation financière des collectivités locales - Filière technologique - Recherche universitaire - Orientation des étudiants - Plan « Université 2000 » - Délocalisation et antennes universitaires - Centre européen de recherche nucléaire, CERN - Programme de modélisation des essais nucléaires - Centre national d'études spatiales, CNES - (p. 5987) : recherche d'une politique spatiale française et européenne - Assainissement financier du budget civil de la recherche et du développement - Véhicule électrique ; quatrième programme-cadre de recherche-développement européen - Consensus national sur la politique de recherche - Recherche industrielle - Instruments de diffusion du savoir dans les pays francophones - Rééquilibrage territorial des universités ; développement des universités nouvelles de la région parisienne au détriment des universités de proche province - Recherche aéronautique - Université française du Pacifique - (p. 5989) : recherche agricole et agro-industrielle - Participation des collectivités territoriales au financement du plan « Université 2000 » - Région du Nord-Pas-de-Calais - Projet de réforme de l'aide au logement social, ALS - Bourses - Premier cycle - (p. 5990) : institut universitaire de formation des maîtres, IUFM - Consultation nationale sur la recherche.

FOSSÉ (Roger), sénateur de la Seine-Maritime (NI puis RPR).

Remplace le 23 février 1993, M. Jean Lecanuet, décédé (JO Lois et décrets du 23 février 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères (JO Lois et décrets du 14 avril 1993).

FOSSET (André), sénateur des Hauts-de-Seine (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de France 2.

Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Gérard Larcher, Louis Perrein et Henri Torre, modifiant l'article 35 de la loi n° 90-568

du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications [n° 228 (92-93)] (3 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Postes et télécommunications.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 254 (92-93)] modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 298 (92-93)] (11 mai 1992) - **Transports.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Postes et télécommunications** - [n° 103 (93-94)] tome 21 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 16 (JO Débats du 16 mai 1992) (p. 1236) - Ministère : Education - **Enseignement des langues anciennes** - (Caduque : mars 1993) - **Langues anciennes.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)]** - (13 mai 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 285) : origine des surtaxes locales - Lieux de perception de la surtaxe - Système SOCRATE - (p. 286) : abrogation des précédentes lois - Nouveau système de perception des surtaxes - Publication des arrêtés préfectoraux instituant les surtaxes - Possibilité de majoration - Nécessité de recourir à des décrets d'application - Avis favorable sous réserve de l'adoption de son amendement n° 1 - **Art. 1^{er} (lieux de perception des surtaxes locales temporaires)** (p. 291) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 de M. Félix Leyzour - Son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de cet article ; intégration d'un nouveau texte dans le corps même de la loi du 15 septembre 1942 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (postes et télécommunications) - (p. 5888) : situation financière de France Télécom - Plan câble - (p. 5889, 5890) : factures téléphoniques impayées de l'Etat - Transformation du statut de France Télécom - Résultats déficitaires de La Poste - Aide de La Poste à la presse - Contrat de plan entre l'Etat et La Poste - Au nom de la commission des affaires économiques, accepte ce projet de budget, sous réserve de l'adoption d'un amendement - **Examen des crédits - Industrie, postes et télécommunications - Etat B - Titre III** (p. 5920) ; son amendement n° II-6 : réduction des crédits de 96 700 000 francs ; retiré.

FOST (Paulette), sénateur de Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre - III - Conseil économique et social** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 38 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Journaux officiels** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 42 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 280) - Ministère : Premier ministre - **Politique du Gouvernement en matière de retraite - Politique sociale.**

Questions orales sans débat :

n° 26 (JO Débats du 4 juin 1993) (p. 677) - Ministère : Education - *Manque de moyens des écoles maternelles de la Seine-Saint-Denis* - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1501) - Ecoles maternelles.

n° 27 (JO Débats du 4 juin 1993) (p. 677) - Ministère : Equipement - *Réalisation de l'autoroute A16* - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1504) - Autoroutes.

n° 28 (JO Débats du 4 juin 1993) (p. 678) - Ministère : Equipement - *Politique pratiquée par la SNCF pour le transport des groupes d'enfants* - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1505) - Société nationale des chemins de fer français (SNCF).

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (13 mai 1993) (p. 284) : assure les cheminots des ateliers du matériel de Vitry-sur-Seine et ceux du dépôt de Bézières de son soutien pour la lutte qu'ils ont engagée pour la défense de leur emploi et souhaite que le Gouvernement exige de la direction de la SNCF un moratoire sur les suppressions d'emplois annoncées.

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)]** - (13 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 288) : financement des travaux - Système SOCRATE - Augmentation des tarifs - (p. 289) : endettement de la SNCF - Développement d'une nouvelle politique de transport - Contribution de l'Etat - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 1^{er}** (*lieux de perception des surtaxes locales temporaires*) (p. 291) : soutient l'amendement de suppression n° 2 de M. Félix Leyzour.

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) [n° 273 (92-93)]** - (28 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 530, 531) : codification à droit constant - Commission supérieure de codification - Protection du consommateur - Vote de ce projet de loi par le groupe communiste.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 775, 776) : soutient la motion n° 86 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission - Mesures contre les salariés - Propositions du CNPF - Emprunt d'Etat - Oppositions à la privatisation - **Après l'art. 1^{er}** (p. 790) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 102 (remboursement aux collectivités territoriales de la TVA sur des dépenses de fonctionnement et d'investissement), n° 103 (remboursement de la TVA aux collectivités locales dans les délais les plus courts) et n° 104 (réforme de la taxe professionnelle) - (p. 792) : soutient l'amendement n° 106 de M. Robert Vizet (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés).

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 1019) : soutient la motion n° 4 de Mme Hélène Luc tendant au renvoi à la commission - Inquiétudes provoquées par les décisions de privatisation - Chômage et exclusions - (p. 1020) : accroissement des inégalités - Pression sur les ménages et les salaires - Déficit budgétaire - Entreprises visées par les privatisations - Déréglementation - Rôle de la nationalisation - Internationalisation croissante des marchés - (p. 1021) : emplois dans les groupes privatisés - Evolution des sociétés nationalisées - Exemple de la privatisation de l'Aérospatiale à Toulouse - Réalisation d'un programme aéronautique - Influence de l'opinion publique sur les décisions gouvernementales - Rééquilibrage des entreprises nationalisées en faveur de l'emploi - (p. 1022) : nécessité d'une consultation des personnes intéressées - **Art. 1^{er} et annexe** (*champ des privatisations*) (p. 1025) : situation économique de la France - Sociétés privatisables - Rôle de l'Etat - Liquidation du patrimoine national - Commission de la privatisation - Opposition du groupe communiste à l'article 1^{er} - (p. 1031) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Hélène Luc (suppression des trois premiers alinéas du paragraphe I de l'article 1^{er}) - (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 67, n° 69, n° 76 et n° 78 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe) - (p. 1101) :

soutient l'amendement n° 61 de Mme Hélène Luc (suppression du premier alinéa du paragraphe II de cet article) - (p. 1102, 1103) : sur l'amendement n° 173 de M. Claude Estier (consultation du comité d'entreprise de l'entreprise intéressée) soutient les sous-amendements de Mme Hélène Luc, n° 327 et n° 328.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 2** (*mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986*) (p. 1121) : loi du 6 juillet 1986 - Secteur public nationalisé - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Art. 3** (*rôle de la commission de privatisation*) (p. 1130) : excès de pouvoir de la commission de la privatisation - Coopération entre entreprises - Influence des marchés boursiers - Évaluation du patrimoine public - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - (p. 1132) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Hélène Luc (suppression du 2ème alinéa du paragraphe I de cet article) - **Art. 4** (*opérations de gré à gré*) (p. 1143) : sur l'amendement n° 17 de la commission (clarification du dispositif relatif aux opérations de gré à gré, son sous-amendement n° 94 : suppression du mot « conforme » ; non retenu dans le vote unique - **Art. 5** (*mécanisme de paiement échelonné*) (p. 1144, 1145) : secteur public - (p. 1151) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Hélène Luc (suppression du premier alinéa du paragraphe II de cet article relatif à la remise en cause du délai de trois ans pour les opérations de paiement) - **Art. 6** (*protection des intérêts nationaux*) (p. 1153) : fermeture de l'usine de production Hoover-France - Délocalisations - Gestion des entreprises nationalisées - Patrimoine français - (p. 1159 à 1176) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 104, n° 107 et n° 117 (fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des entreprises figurant dans l'annexe).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 6 (suite)** (p. 1188, 1189) : soutient l'amendement n° 124 de Mme Hélène Luc (pouvoir des représentants de l'Etat au conseil d'administration ou de surveillance) - **Art. 9** (*offres destinées aux personnes physiques*) (p. 1203, 1204) : soutient l'amendement n° 126 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe III de cet article relatif à l'accès aux actions gratuites privatisées accordé aux personnes physiques ressortissantes de la CEE) - **Art. 12** (*élévation du seuil des opérations de transfert et dispense d'une déclaration préalable pour les petites opérations*) (p. 1208) : soutient l'amendement de suppression n° 127 de Mme Hélène Luc - **Art. 13** (*dispositions relatives à la Régie Renault*) (p. 1213, 1214) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 131 et n° 132 (suppression successivement du paragraphe I et de son deuxième alinéa et des paragraphes II et III de cet article) - **Art. 15** (*dispositions relatives à la SEITA*) (p. 1223 à 1226) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 137 (suppression du paragraphe I de cet article) et n° 141 (suppression du paragraphe II de cet article) - **Art. 17** (*dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public*) (p. 1233) : conditions de désignation des présidents des banques nationalisées détenues indirectement par l'Etat - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - (p. 1235) : soutient l'amendement n° 147 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe II de cet article relatif à la nomination des présidents des conseils d'administration des banques nationalisées en 1982) - **Art. 19** (*nomination des membres de la Commission de la privatisation*) (p. 1237) : avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1246, 1247) : débat tronqué par l'application systématique du vote bloqué - Responsabilité de l'Etat dans le domaine économique - Dangers de la finance internationale pour le patrimoine national - Privatisation du secteur bancaire - Préjudice pour le financement des programmes technologiques nationaux et des petites et moyennes entreprises - Dangers des capitaux étrangers - Inconstitutionnalité de ce texte - Profits financiers - Préparation avec les députés communistes du débat à l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1561) : politique de rigueur du Gouvernement - Chômage - Conséquences du projet de loi sur la sécurité sociale et la pension des retraités - Masse salariale - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1587) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (contribution sociale pour l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en

France) - (p. 1588) : soutient l'amendement n° 32 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modification de l'assiette de calcul des cotisations sociales dues par les entreprises) - **Avant l'art. 4** (p. 1594) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités de calcul et de revalorisation de la pension vieillesse) - **Art. 5** (*durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993*) (p. 1597) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du I de l'article fixant la durée d'application des dispositions d'indexation des pensions d'invalidité et de vieillesse) - **Avant l'art. 6** (p. 1601, 1602) : soutient l'amendement n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (abrogation des articles relatifs à la CSG dans la loi de finances pour 1991).

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1994) : conditions d'examen du texte - Conséquences du traité de Maastricht - (p. 1995) : politique d'austérité - Référendum de septembre 1992 - Remise en cause des activités de la Banque de France - Rôle de l'économie et de la politique monétaire - Conséquences sur le secteur public - (p. 1996) : récession économique - Nécessité pour la Banque de France d'être indépendante des puissances d'argent - Coordination nécessaire entre les politiques monétaires et de crédit - Qualité de la monnaie - Emission des billets de banque - Avec le groupe communiste, s'oppose à ce texte.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - **Chapitre I^{er}** (*missions fondamentales de la Banque de France*) (p. 2028) : soutient l'amendement n° 139 de M. Robert Vizet (suppression du mot : « fondamentales » dans l'intitulé du chapitre I^{er}, avant l'article 1^{er}) - **Art. 2** (*mise en oeuvre de la politique de changes*) (p. 2042) : soutient l'amendement n° 140 de M. Robert Vizet (inscription à l'actif du bilan de la Banque de France des intérêts tirés des placements à son compte de résultats) - **Art. 3** (*interdiction du financement des déficits publics*) (p. 2044) : soutient l'amendement de suppression n° 183 de M. Robert Vizet - Placements spéculatifs - Dispositions de l'article 3 non justifiées - Remise en cause des services rendus par la Banque de France à l'Etat - (p. 2045) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 141 (possibilité pour la Banque de France de soumissionner pour son compte lors d'adjudications de valeurs du Trésor) et n° 142 (mention de la tenue du compte du Trésor dans les missions de la Banque centrale) - **Art. 5** (*droit de communication*) (p. 2052) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 147 (activités de renseignement de gestion des fichiers et d'analyse de la conjoncture) et n° 148 (définition des missions de la Banque de France en matière de statistiques et d'information monétaire au service de l'Etat et des collectivités locales) - **Art. 7** (*compétences du conseil de la politique monétaire*) (p. 2061) : soutient l'amendement n° 150 de M. Robert Vizet (régime des réserves) - **Art. 8** (*nomination des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2062) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 155 (nationalité française pour les membres du conseil) et n° 151 (réduction du mandat) - (p. 2063, 2064) : soutient l'amendement n° 152 de M. Robert Vizet (désignation des membres du conseil de la politique monétaire à la proportionnelle des groupes parlementaires) - (p. 2067) : soutient l'amendement n° 153 de M. Robert Vizet (possibilité pour des syndicalistes ou des usagers du système bancaire d'être membres du conseil) - (p. 2070) : soutient l'amendement n° 154 de M. Robert Vizet (suppression des dispositions relatives à la durée du mandat des membres du premier conseil de la politique monétaire) - **Art. 10** (*statut des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2077) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 162 (impossibilité pour les membres du conseil de la politique monétaire d'exercer d'autres activités professionnelles) et n° 161 (impossibilité pour un membre du conseil de la politique monétaire de siéger au sein d'organismes internationaux) - **Art. 17** (*titulaires de comptes*) (p. 2096) : soutient l'amendement n° 169 de M. Robert Vizet (droit pour la Banque de France d'avoir une clientèle directe) - **Après l'art. 17** (p. 2100) : soutient l'amendement n° 170 de M. Robert Vizet (développement de l'implantation locale et des missions de service public de la Banque de France auprès des collectivités locales et des chambres de commerce et d'industrie, des banques et des entreprises) - **Art. 23** (*rôle du président du comité de la réglementation bancaire*) (p. 2106) :

soutient l'amendement de suppression n° 177 de M. Robert Vizet - **Art. 29** (*contrôle de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires*) (p. 2109) : soutient l'amendement de suppression n° 182 de M. Robert Vizet.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Art. 26** (*affectation des ressources de la dotation particulière de solidarité urbaine à la péréquation et à la solidarité financière entre les départements*) (p. 3636) : soutient l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 27** (p. 3639) : son amendement n° 111 : taxe foncière sur les propriétés non bâties applicable à certaines exploitations agricoles ; retiré - **Art. 27** (*la dotation de développement rural*) (p. 3640) : soutient l'amendement de suppression n° 112 de M. Robert Vizet.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3815) : soutient l'amendement n° 362 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du deuxième alinéa de l'article 2 relatif à la modification de l'assiette des contributions pesant sur les entreprises au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) - **Art. 3** (*prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié*) (p. 3827) : interrogation sur l'efficacité des dispositions de l'exonération à l'embauche du premier salarié - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3843) : travail au noir - Voter contre l'article 4 - **Art. 5** (*simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) (p. 3845) : inadéquation de l'article 5.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3944) : soutient l'amendement n° 415 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de l'article, relatif aux heures de délégation) - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3953, 3954) : soutient l'amendement n° 424 de M. Charles Lederman (suppression des premier et deuxième alinéas du texte présenté par cet article pour l'article L. 431-1-1 du code du travail, relatifs à la délégation du personnel au comité d'entreprise, à la périodicité des réunions et au nombre d'heures de délégation) - **Art. 22** (*rythme des réunions du comité d'entreprise*) (p. 3959) : soutient l'amendement de suppression n° 433 de M. Charles Lederman - Réduction du coût de fonctionnement des institutions représentatives du personnel et du pouvoir d'intervention du comité d'entreprise.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4010) : se déclare opposée aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Rentabilité financière - Productivité française - (p. 4019) : en cas de rejet de l'amendement n° 436 de Mme Michelle Demessine (abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail sans réduction de salaire), proposition d'évaluation de la réduction du temps de travail sans diminution de salaire dans les grandes entreprises françaises - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4024) : soutient l'amendement de suppression n° 439 de Mme Michelle Demessine - Conséquences sur la vie familiale - Accroissement des difficultés avec la recherche de rentabilité immédiate - Aggravation des conditions de travail - Accroissement du chômage avec l'accentuation de la flexibilité du travail - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4033) : soutient l'amendement de suppression n° 442 de Mme Michelle Demessine - Disparition de toute notion d'heures supplémentaires sur les bulletins de salaire - Soumission du salarié - **Art. 28** (*développement du travail à temps partiel*) (p. 4042) : soutient l'amendement n° 444 de Mme Michelle Demessine (travail à temps partiel réservé à des salariés volontaires) - (p. 4045) : soutient l'amendement n° 447 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe VI de

l'article relatif à l'abattement de charges sociales auquel ouvre droit le contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel) - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4057) : soutient l'amendement n° 449 de Mme Michelle Demessine (abrogation de l'article L. 221-19 du code du travail prévoyant la possibilité pour le maire d'autoriser par arrêté l'ouverture des commerces le dimanche trois fois par an) - (p. 4059) : soutient l'amendement n° 451 de Mme Michelle Demessine, identique à l'amendement n° 180 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe I de l'article 29 étendant le régime des dérogations permanentes saisonnières à certains établissements situés dans des communes touristiques) - Urgence d'une réduction de la durée hebdomadaire du travail sans perte de salaire - (p. 4060) : lien entre l'ouverture de magasins le dimanche et la fermeture de petits commerces - Conditions de vie des salariés - (p. 4063) : soutient l'amendement n° 453 de Mme Michelle Demessine (rémunération du salarié effectuant un travail de nuit) - (p. 4065) : soutient l'amendement n° 458 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe II de l'article 29, permettant aux entreprises souhaitant travailler en continu d'organiser un repos hebdomadaire par roulement dans le cadre d'accord ou de convention d'entreprise) - **Art. 31 (décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes)** (p. 4077) : soutient l'amendement de suppression n° 464 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 34 (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes)** (p. 4087) : soutient l'amendement de suppression n° 469 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Démantèlement du système éducatif français - Besoin pour les formations professionnelles d'une diversification au sein du service public - **Art. 35 (droit à l'initiation professionnelle)** (p. 4091) : déstructuration du système éducatif - Réduction des crédits de la formation initiale et continue - Absence de souci du développement économique et humain.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4148) : représentants du personnel, partenaires privilégiés en matière d'élaboration du programme de la formation des apprentis - Votera contre l'article 39 - **Art. 40 (contrats d'insertion) - Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail) - Art. L. 981-9-1 du code du travail (contrat d'insertion)** (p. 4158) : soutient l'amendement n° 514 de Mme Danielle Bidard-Reydet (convention entre l'Etat et les entreprises) - **Art. L. 981-9-2 (reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et de la rupture anticipée du contrat)** (p. 4164) : soutient l'amendement de suppression n° 522 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - **Art. 5 (assouplissement des conditions dans lesquelles les sociétés peuvent émettre des emprunts obligataires)** (p. 4428) : soutient l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 8 (pension de titres)** (p. 4433, 4434) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 19, n° 20, n° 21 et n° 22 (suppression successivement des premier, deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe IX relatifs au régime fiscal des opérations de prise en pension).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4646) : rôle économique et social des collectivités locales - Désengagement financier de l'Etat - Prêt locatif aidé, PLA - (p. 4647) : réduction des dotations de l'Etat aux collectivités locales et conséquences sur le budget d'une ville comme La Courneuve - Fonds de compensation de la TVA - Dotation globale de fonctionnement - (p. 4648) : charge de la dette publique - Demande une plus juste utilisation de l'argent public.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** - (p. 4689) : bénéficiaires de l'allègement fiscal - Progression des revenus du capital et du patrimoine - SICAV monétaires - Produit de l'impôt - (p. 4697, 4698) : charges liées au logement - Taux d'imposition marginal de la première tranche - Relèvement des

tranches supérieures de l'impôt - Spéculation financière - Le groupe communiste refuse ce barème fiscal et demande un vote par scrutin public sur cet article - **Avant l'art. 3** (p. 4705 à 4708) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° I-231 (suppression de l'avantage fiscal lié à l'investissement locatif lorsque les propriétaires ont des revenus supérieurs à 300 000 F.), n° I-232 (introduction d'une progressivité de la taxation des revenus de capitaux mobiliers), n° I-233 (suppression du prélèvement libérateur) et n° I-234 (suppression des avantages fiscaux liés à l'investissement immobilier locatif privé) - **Art. 6 (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement)** (p. 4716, 4717) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° I-246 de suppression, et n° I-247 (exclusion du champ d'application de l'article 6 des dispositions relatives aux lois régissant le logement) - SICAV monétaires - Marché immobilier : logements et bureaux.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 13 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 4835) : soutient l'amendement de suppression n° I-277 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 14 bis** (p. 4845) : intervient sur l'amendement n° I-311 du Gouvernement (exonération pour tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties) - Budget des collectivités locales - **Après l'art. 15** (p. 4871) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° I-283 (exclusion du champ d'application de la taxe sur les salaires du secteur des HLM) et n° I-284 (franchise de 20 000 francs sur le montant de la taxe sur les salaires, quel que soit le régime d'assujettissement à la TVA, accordée aux organismes et aux associations à but non lucratif) - (p. 4872) : soutient l'amendement n° I-285 de M. Robert Vizet (soumission à la TVA au taux de 0 % des ventes, commissions et courtages portant sur les publications dans les départements de la France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer) - **Art. 20 (modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994)** (p. 4890, 4891) : soutient l'amendement de suppression n° I-292 de M. Robert Vizet - Collectivités locales : augmentation des dépenses et diminution des recettes - **Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle)** (p. 4909, 4910) : soutient l'amendement de suppression n° I-297 de M. Robert Vizet.

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5122, 5123) : dispositions injustes en faveur du logement - Désengagement de l'Etat - Abandon du droit au logement - Au nom du groupe communiste, se déclare opposée à l'adoption de ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5135) : inadéquation des dispositions gouvernementales pour les sans-abri - Encouragement nécessaire à l'épargne populaire - Nécessité d'une nouvelle politique du logement - Utilisation différente des aides publiques.

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre IV** (p. 5331, 5332) : suppression d'emplois chez GEC Alsthom - Situation de l'emploi en Ile-de-France.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5504) : inadéquation des mesures proposées - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5511) : accroissement des inégalités - (p. 5512) : nécessaire concertation avec les populations - (p. 5515) : situation du département de la Seine-Saint-Denis.

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social - (4 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5585, 5586) : souligne le développement des études effectuées sur autosaisine du Conseil économique et social - Présentation des crédits - Propose l'adoption de ce projet de budget.

Budget annexe : Journaux officiels - (4 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5587) : recettes des Journaux officiels - Dépenses - Personnel - (p. 5588) : versement au Trésor - Centre national d'informatique juridique, CNIJ - Propose l'adoption de ce projet de budget.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (4 décembre 1993) - En remplacement de M. Robert Vizet, rapporteur spécial -

(p. 5592) : examen par le Parlement d'un projet de modification de statut - Garanties du personnel - Concurrence - Propose l'adoption de ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 45 (aménagement du seuil des cessions de parts ou actions d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux)** (p. 6023) : son amendement n° II-69, soutenu par M. Robert Vizet : abaissement du seuil de cessions non imposables à 50 000 francs dès le 1^{er} janvier 1994 ; rejeté - **Art. 46 (réduction du taux de prélèvement libérateur sur les produits bancaires)** (p. 6025) : son amendement de suppression n° II-70, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 47 (extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières)** (p. 6028) : son amendement de suppression n° II-71, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 52 (réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés)** (p. 6062) : son amendement de suppression n° II-73, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6097, 6099) : caractère injuste des décisions gouvernementales - Négociations du GATT - Secteur agricole - Situation de l'emploi - Méfaits de la loi quinquennale pour l'emploi - Chômage - Formation professionnelle - Logement - Pauvreté - Politique de protection sociale et de santé - Enseignement - Secteur audiovisuel - Augmentation du budget militaire - Réduction du budget de la jeunesse et des sports - Charges des collectivités territoriales - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

FOURCADE (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (RI).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires sociales.

- Membre ès qualités de la commission nationale de l'équipement sanitaire.

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre titulaire du comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à compléter l'article L. 521-6 du code du travail [n° 212 (92-93)] (3 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Grève (droit de)**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur sa proposition de loi [n° 212 (92-93)] tendant à compléter

l'article L. 521-6 du code du travail [n° 250 (92-93)] (8 avril 1993) - **Grève (droit de)**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer une allocation aux personnes âgées dépendantes [n° 295 (92-93)] (5 mai 1993) - **Personnes âgées**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, par une délégation chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Suède**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 7 (*JO Débats* du 28 avril 1993) (p. 106) - Ministère : Affaires sociales - *Politique du Gouvernement en matière de dépendance des personnes âgées* - (Réponse : *JO Débats* du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)]** - (15 avril 1993) (p. 80, 81) : assurance vieillesse ; préconise le recours à la capitalisation - Finances locales - Mécanismes de péréquation entre collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Aménagement du territoire - Personnes âgées dépendantes - Soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 222, 224 ; 242) : présente sa question et intervient à la suite de la réponse de Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 323, 324) : région d'Ile-de-France - Evolution démographique - Rôle de l'immigration - Evolution dans la grande couronne - Emploi - Politique de délocalisation des emplois publics - Entreprises - Financement des transports collectifs - Universités et recherche - Péréquation fiscale et financière entre collectivités territoriales - Contrats de plan - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Taxe professionnelle - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France - (p. 326) : qualité de la vie.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 727) : sous-évaluation de certains crédits inscrits dans la loi de finances initiale - Plan d'économies budgétaires - Situation de l'emploi - (p. 728) : progression du chômage - Nécessité de politiques nouvelles - Effet de la ponction sur les fonds de la Caisse des dépôts et consignations - Effets des mesures proposées par le Gouvernement sur l'emploi - Rétablissement de l'équilibre des comptes sociaux - (p. 729) : augmentation de la CSG et déductibilité - Nécessité de modifier le barème de l'impôt sur le revenu - Affectation du produit de la CSG - Mesures en faveur des retraites - Maîtrise de l'assurance maladie - Favorable à la constitution de revenus de capitalisation - (p. 730) : nécessité d'une politique active de la famille - Au nom de la commission des affaires sociales, demande le vote du projet de loi de finances rectificative.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-93)] - (11 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1069) : avis favorable du groupe des RI sur les

conclusions de la commission mixte paritaire - Budgets antérieurs - Problème des retraites - Comptes sociaux - Effondrement du marché du logement - Logement social.

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative) [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - Discussion générale (p. 1530) :** importance du statut de pupille de la nation - Initiative positive du Gouvernement - Amendements de l'Assemblée nationale - Souhaite l'adoption des amendements de la commission - **Art. 1^{er} (extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat) (p. 1534) :** prise en considération de l'acte spontané d'un citoyen accompli sous la responsabilité des agents de l'Etat.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - Discussion générale (p. 1549) :** traduction dans la loi d'une pratique existante - Nouveau mode d'indexation des retraites - Situation financière de la sécurité sociale - Rattrapage par le biais du mode d'indexation en vigueur avant 1985 - Maintien du pouvoir d'achat des pensions - « Livre blanc sur les retraites » - Réforme du système de protection sociale - Missions du fonds de solidarité - Liste des dépenses du fonds - Avantages contributifs et avantages non contributifs - (p. 1550) : avenir de la politique familiale - Affectation du supplément de la contribution sociale généralisée - Conséquences de la modification des règles de calcul des pensions de retraite - Intérêt de la constitution d'un complément de retraite par capitalisation - Mesures de réduction des dépenses d'assurance maladie - Responsabilisation parallèle des assurés et des professions de santé - **Question préalable (p. 1570) :** s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Mesures de redressement des finances des régimes de retraite prises par plusieurs pays européens - Effort des régimes complémentaires et des régimes spéciaux - Création, ressources et rôle du fonds de solidarité - Mesures supplémentaires nécessaires - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale) - Art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale (dépenses à la charge du fonds) (p. 1580) :** allocation pour tierce personne - Majoration de pension pour conjoint à charge - **Art. L. 135-3 (recettes du fonds) (p. 1584) :** pouvoirs de contrôle du Parlement sur la gestion financière de la protection sociale - Augmentation du taux de la CSG - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité) (p. 1593) :** changement d'indexation des pensions de retraite - Protection du régime de retraite - Maintien du pouvoir d'achat des retraités - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Demande l'adoption de l'amendement n° 10 de la commission (précision relative à l'indexation des pensions sur l'évolution des prix à la consommation) - **Art. 5 (durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993) (p. 1599) :** importance des amendements de la commission - Revalorisation des pensions liquidées et des nouvelles pensions - **Après l'art. 5 (p. 1601) :** demande l'adoption de l'amendement n° 74 du Gouvernement (modification de la durée d'assurance conduisant au temps plein) - Augmentation du nombre de trimestres de cotisations - Position restrictive du Conseil d'Etat - **Art. 8 (modifications liées aux dispositions du titre 1^{er} du projet de loi) (p. 1605) :** soutient l'amendement n° 21 de la commission (affectation de la CSG à la Caisse nationale d'allocations familiales) - Inclusion de la CSG dans le code de la sécurité sociale.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire) (p. 2036, 2037) :** crédibilité du franc sur le marché international - Nécessité d'asseoir la crédibilité du franc sur un mécanisme indépendant des variations politiques - Référendum de septembre 1992 - Avantage du système de parités fixes - (p. 2039) : avec la majorité du groupe des Républicains et Indépendants, votera l'article 1^{er} - **Art. 2 (mise en oeuvre de la politique de changes) (p. 2041, 2042) :** rapports entre le ministre de l'économie et des finances et la Banque de France - Action de la Banque de France pour le compte de l'Etat - **Art. 15 (exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique**

monétaire) (p. 2091) : se déclare favorable à l'amendement n° 47 de la commission (exercice par la Banque de France de nouvelles activités sur son initiative en accord avec l'Etat) - Encadrement du crédit - Aide aux petites entreprises en difficulté - **Art. 17 (titulaires de comptes) (p. 2098, 2099) :** modulation apportée par l'amendement adopté à l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Discussion générale (p. 2131, 2132) :** mesures en faveur de l'emploi contenues dans la loi de finances rectificative : mesures directes en faveur des entreprises, mesures sociales, aide au secteur du bâtiment et aide fiscale au logement - Budgétisation des cotisations d'allocations familiales - Conséquences négatives sur la balance des paiements de la relance de la consommation - Mesures en faveur des petites et moyennes entreprises - Seuils sociaux, administratifs et financiers pour les petites et moyennes entreprises - **Art. 1^{er} (transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales) (p. 2160) :** impossibilité d'expliquer la règle du non-cumul des avantages, ainsi que le refus de la suppression des cotisations d'allocations familiales à certaines catégories - Compréhension difficile du dispositif par les utilisateurs en cas de rejet des amendements présentés par la commission - **Avant l'art. 6 (p. 2179) :** soutient l'amendement n° 9 de la commission (restitution d'un dispositif provisoire et concernant les seuils de 9, 10 et 11 salariés) - Rigidité des seuils - Conséquences financières du seuil de 10 - (p. 2180) : grand nombre d'entreprises de moins de 10 salariés - Objectif prioritaire : amélioration de la situation de l'emploi - (p. 2181) : embauche dans les petites entreprises - **Sur l'ensemble (p. 2188) :** importance de la budgétisation des cotisations d'allocations familiales - Engagements formels du Gouvernement - Délocalisation des emplois - Souhait d'une loi quinquennale résultant de la concertation.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 405 (92-93)] - (13 juillet 1993) - En remplacement de M. Louis Souvet, rapporteur - Discussion générale (p. 2618, 2619) : accord en CMP - Débat sur l'assouplissement des obligations de formation dans le contrat de qualification - Préconise la budgétisation progressive des cotisations d'allocations familiales - Formations en alternance - Apprentissage - Nécessaire révision de certaines dispositions du code du travail - Propose l'adoption des conclusions de la CMP.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2657) :** difficultés des entreprises de service public - Transports urbains - Sécurité et confort dans les agglomérations urbaines - (p. 2658) : mise en service de petits véhicules de première classe par la compagnie des transports madrilènes - Renouvellement du matériel de la société de transport automobile du Var - Continuité du service public - Mise en place du système SOCRATE - Restructuration de l'organisation régionale de la SNCF - (p. 2659) : trafic à grande distance - Problème du transport des marchandises - Développement des transports combinés fer-route - Développement de la voie d'eau - Responsabilité des transports publics en Ile-de-France - Rôle de l'Etat - Tarification - (p. 2660) : détermination du contenu des enveloppes des contrats de plan - Aménagement du territoire - Simplification de la tarification, du financement de l'investissement et du calcul des modules d'équilibre.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - Art. 2 (dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil) - Art. L. 235-1 du code du travail (obligation de mise en oeuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs) (p. 3132) :** sur l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour les collectivités et organismes assujettis aux règles concernant la maîtrise d'ouvrage publique et répondant à des critères de seuils en population, effectifs ou volume d'activité, d'opter soit pour le régime de droit commun fixé par le texte, soit pour un transfert des obligations visées par le projet de loi sur le maître d'oeuvre), demande le retrait du sous-amende-

ment n° 44 de M. Alain Vassel (suppression du droit d'option prévu par cet amendement afin de permettre l'automatisme de la désignation du coordonnateur par le maître d'oeuvre) - **Après l'art. 4** (p. 3139, 3140) : intervient à propos de l'amendement n° 29 de la commission (abaissment du quorum nécessaire pour que l'assemblée des administrateurs des représentants d'un des trois groupes de la CANAM puisse proposer l'instauration de prestations supplémentaires) - Egalité entre les travailleurs indépendants et les salariés.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3426) : couverture sanitaire et sociale des détenus - Prise en charge des coûts de santé dans les établissements carcéraux - Dispositif d'extension de la protection sociale à tous les citoyens - Dispositions du prochain projet de loi quinquennale sur la protection sociale - Prerogatives de l'Agence du médicament - Fixation des prix des médicaments - Mise en cause des décisions de l'Agence - (p. 3427) : maintien du rôle de l'Agence du médicament pour la détermination des valeurs thérapeutiques d'un produit - Crédibilité internationale de la France en matière de médicament - Restructuration hospitalière - Pouvoirs de l'administration et des directeurs d'hôpitaux - (p. 3428) : examen de ce texte par le Sénat - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3435, 3436) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3445, 3446) : propagation de la tuberculose et du virus du SIDA - Position de la commission des affaires sociales - Demande au Sénat de voter l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Art. 17** (*compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament*) (p. 3470) : intervient à propos de l'amendement n° 27 de la commission (recours contre les décisions prises par le directeur général en cas de menaces graves pour la santé publique) - Prerogatives de l'Agence du médicament - **Art. 19** (*autorisations tacites*) (p. 3476, 3477) : intervient à propos de l'amendement n° 137 du Gouvernement (application de l'article 5 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs, imposant à l'autorité administrative de communiquer à l'intéressé les motifs de toute décision de rejet) - *A titre personnel*, s'abstiendra sur ce texte - **Art. 20** (*retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires*) (p. 3482) : intervient dans la discussion de l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction relative aux modalités de fermeture des services ayant une activité trop faible) - **Après l'art. 30** (p. 3499) : accepte l'amendement n° 50 de M. Henri de Raincourt (allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3531, 3532) : comité des finances locales - Evolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF, prélèvement sur recettes - Indexation sur les prix et gel de fait pour 1994 - Demande une DGF spécifique pour les groupements de communes - Dotation de solidarité urbaine - Dotation de solidarité rurale : articulation avec la dotation de développement rural - (p. 3533) : contradiction entre la réforme de la DGF et la réduction des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales - Se félicite de l'association du comité des finances locales à la préparation de ce projet de loi qu'il votera.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3670) : situation de l'emploi - Coût élevé du travail peu qualifié - Fiscalisation des prestations familiales - Accords relatifs à l'annualisation du temps de travail - Importance de la négociation - Nécessité du rapprochement entre le système éducatif et les entreprises - (p. 3671) : timidité du projet de loi - Insertion professionnelle des jeunes - Coût du travail - Aide aux petites et moyennes entreprises - Embauche du premier et du dixième salarié - Extension de l'exonération de cotisations d'allocations familiales - Fonds de garantie pour les chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprises - (p. 3672) : enseignement technique - Annualisation de

la durée du travail - Expériences de réduction de la durée du travail à la suite d'accords conclus par les entreprises - (p. 3673) : productivité des entreprises.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 3749) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Nécessité de l'examen des amendements - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3759) : demande le rejet de l'amendement n° 334 de M. Charles Lederman (suspension de tous les licenciements économiques pendant une période de six mois après la promulgation de la loi) - (p. 3763) : demande à M. Charles Lederman une présentation abrégée de ses amendements.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise*) (p. 3800) : participation des travailleurs indépendants au développement de l'économie - (p. 3802) : précise que le dispositif prévu au paragraphe IV, supprimé à l'article 1^{er}, sera réintroduit après l'article 5 - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3820) : réflexion sur des changements d'assiette pouvant faciliter l'embauche - S'oppose aux amendements de suppression n° 137 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 361 de Mme Marie-Claude Beaudeau - (p. 3822) : intervient sur l'amendement n° 587 de la commission (annulation de la suppression des contributions mentionnées) destiné à supprimer une disposition introduite par l'Assemblée nationale - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3841) : importance de l'article - Volume du travail au noir - Institution des chèques services vivement souhaitée - (p. 3842) : phase indispensable de la réduction de l'indemnisation des chômeurs - Exemple de l'Allemagne ou de la Suède - Nécessaire recul de la fraude - Demande l'adoption de l'article 4 - **Après l'art. 5** (p. 3850) : corrélation entre créations d'entreprises et créations d'emplois - (p. 3852) : effet positif sur l'embauche du dispositif proposé par l'amendement n° 36 (exonération de charges sociales pour l'embauche de jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans) - (p. 3853) : augmentation du taux de la TVA pour compenser le coût du dispositif - Effets de l'augmentation du taux de la TVA sur la consommation - **Avant l'art. 1^{er}** (*suite*) (p. 3854) : seuil d'effectif - Nécessité de lisser les seuils.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 6** (*extension et relèvement de la provision d'impôt pour création d'entreprise dans le cadre de l'essaimage*) (p. 3880) : situation des travailleurs indépendants et des professions libérales - **Après l'art. 8** (p. 3886) : participation de jeunes diplômés à l'effort d'exportation - Demande l'adoption de l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française) - **Demande de réserve** (p. 3936) : demande la réserve des amendements, n° 400 à 404, tendant à insérer des articles additionnels avant l'article 15 bis, jusqu'après l'examen de l'article 52 - **Demande de réserve** (p. 3939) : demande la réserve, jusqu'après l'examen de l'article 52, des amendements n° 275, n° 331, n° 276, n° 277, n° 406 et n° 407, tendant à insérer des articles additionnels après l'article 15 bis ou après l'article 28 - **Demande de réserve** (p. 3941) : demande la réserve des amendements n° 408 à 412 tendant à insérer des articles additionnels avant l'article 16, jusqu'après l'examen de l'article 52 - **Demande de réserve** (p. 3950) : demande la réserve des amendements n° 215 et n° 216, tendant à insérer des articles additionnels après l'article 19, jusqu'après l'examen de l'article 52 - **Demande de réserve** : demande la réserve de l'amendement n° 422, tendant à insérer un article additionnel avant l'article 20, jusqu'après l'examen de l'article 52 - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3954, 3955) : simplification du mécanisme de représentation syndicale - Intérêt pour les entreprises de dimension moyenne - Nécessaire renforcement du tissu industriel - Systèmes de représentation - Insuffisance d'entreprises de taille intermédiaire - **Demande de réserve** : demande la réserve des amendements n° 425 à 431 et n° 217, tendant à insérer des

articles additionnels après l'article 20 et avant l'article 21, jusqu'après l'examen de l'article 52 - **Demande de réserve** (p. 3961) : demande la réserve, jusqu'après l'examen de l'article 52, de l'amendement n° 434, tendant à insérer un article additionnel après l'article 22, et de l'amendement n° 235, tendant à insérer un article additionnel avant l'article 23 A.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3989, 3990) : son amendement n° 268, identique à l'amendement n° 7 de M. Gérard Larcher (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) ; adopté - **Durée du travail et salaires** - Réduction de la durée du travail consécutive à un accord conclu dans le cadre de l'annualisation de la durée du travail - Aide de l'Etat liée à la création d'emplois supplémentaires - Conséquences d'une réduction de la durée du travail avec une réorganisation du dispositif de production - **Flexibilité** - **Demande de réserve** (p. 4020) : demande la réserve des amendements n° 437 et n° 438 tendant à insérer des articles additionnels après l'article 24, jusqu'après l'examen de l'article 52 - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4028) : observation relative à la méthode de travail - **Art. 27 (élargissement du recours au repos compensateur)** (p. 4037) : indemnité différentielle versée par l'UNEDIC en cas de salaire inférieur à l'indemnisation du chômage - Elargissement du statut des professeurs associés - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4050) : sa motion n° 613 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité sur 73 amendements, soit précédemment réservés à la demande de la commission, soit devant venir en discussion lors de l'examen du Titre III ; réservée jusqu'avant l'examen du Titre III - Inconstitutionnalité de la série d'amendements - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4068) : rôle des consommateurs - Etude sur les ouvertures dominicales dans les pays européens - **Exception d'irrecevabilité (suite)** (p. 4070) : sa motion n° 613 ; précédemment réservée (p. 4051) ; adoptée (p. 4071).

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4119) : avec le sous-amendement n° 86 de la commission sur l'amendement n° 127 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction de l'article et prévision d'ouverture de classes d'initiation préprofessionnelle), proposition d'une garantie de financement pour assurer le fonctionnement des classes - Interrogation sur les charges consécutives à l'ouverture de ces classes - **Après l'art. 36** (p. 4124) : charge des dépenses à la suite de la signature d'une convention - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4145) : votera contre les amendements de suppression de l'article - Création de filières passant par les entreprises, les organisations consulaires et l'éducation nationale - **Avant l'art. 43** (p. 4175) : importance de l'amendement n° 111 de la commission (recrutement de professeurs associés) - Développement du statut des professeurs associés - Amélioration du fonctionnement du système d'enseignement - **Art. 47 (procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle)** (p. 4189) : synthèse présentée par l'amendement de précision n° 583 du Gouvernement - Commission permanente du Conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi.

Suite de discussion - (10 novembre 1993) - **Sur l'ensemble** (p. 4213) : durée du débat - Importance du domaine couvert par le texte - Richesse du dialogue entre le Sénat et le Gouvernement - (p. 4214) : renforcement du contenu des contrats d'insertion.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4466, 4468) : allègement du coût du travail - Flexibilité interne des entreprises - Décentralisation et simplification du système de formation professionnelle - Création d'entreprises nouvelles - Chèque-service - Assouplissement des règles de la représentation du personnel - Renouvellement des contrats d'insertion - Réduction du temps de travail - Réduction du chômage.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5506) : contrats de ville - Emploi des jeunes - Diversification de l'habitat - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5515) : votera contre l'amendement n° II-21 de M. Paul Loridan (réduction des crédits figurant au Titre IV).

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - (p. 5534) : importance du budget social de la Nation - Difficultés financières de la protection sociale - Budgétisation du financement de la politique familiale - Solidarité nationale - (p. 5535) : conséquences de la surcompensation des régimes de retraite - Santé financière des hôpitaux - Réunion de la commission des comptes de la sécurité sociale - Rôle du Parlement dans la définition du financement du système de protection sociale - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5561) : examen ultérieur de l'article 52 - Responsabilité à l'égard des handicapés - Transfert de charges aux départements.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5604) : évolution des crédits - (p. 5605, 5606) : anciens combattants d'Afrique du Nord - Fonds de solidarité - Modulation des conditions de calcul de la retraite - Règlement du contentieux avec les anciens combattants d'Afrique du Nord - **Après l'art. 54** (p. 5622) : demande l'adoption de l'amendement n° II-3 de la commission saisie pour avis (régime spécial des anciens combattants d'Afrique du Nord dans le cadre de la réforme des retraites) - Etude du coût de la modulation proposée par cet amendement.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Avant l'art. 50** (p. 6038) : se déclare favorable à l'amendement n° II-79 de M. Jean Clouet (possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) - **Avant l'art. 52** (p. 6060) : se déclare favorable à l'amendement n° II-83 de la commission (abrogation de l'article 123 de la loi de finances pour 1992 relatif à l'interruption des versements de l'allocation aux adultes handicapés) - **Art. 52 (réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés)** (p. 6064) : proposition de M. Henri de Raincourt portant sur la modification de l'allocation pour tierce personne présentée dans le projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - (p. 6068) : se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° II-56 de M. Jean-Pierre Masseret, n° II-60 de M. Alain Lambert, n° II-64 de M. Paul Girod, et n° II-73 de Mme Paulette Fost.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6099, 6101) : collectivités territoriales - Surcompensation de la Caisse nationale de retraite des collectivités territoriales - Impôts sur le revenu - Débat relatif aux handicapés - RMI - Votera le projet de loi de finances pour 1994 - Fiscalité de l'Etat et des collectivités territoriales - Rééquilibrage de l'ensemble des régimes de retraite.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6139) : méthodes de travail - Risque d'erreurs avec des projets « ramasse-textes » - (p. 6140) : prévention du sida - Agence du médicament - Aide aux personnes âgées dépendantes - Lutte contre la tuberculose - Restructuration hospitalière - Application des réformes - **Après l'art. 6 bis** (p. 6150) : dispositif d'ensemble - Dépistage - **Art. 17** (p. 6165) : droit de substitution - **Après l'art. 22 bis** (p. 6173) : importance de l'avis du conseil régional - (p. 6174) : rédaction des circulaires - Rôle des élus locaux dans les conseils d'administration - Association du pouvoir de l'élu, de celui de président de la commission médicale d'établissement et de celui du directeur dans le fonctionnement de l'hôpital - **Après l'art. 30** (p. 6183) : importance de la modification des conditions d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne - Demande que l'amendement n° 76 de la commission soit voté à l'unanimité (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - **Après l'art. 48** (p. 6210) : accepte l'amendement n° 132 du Gouvernement (modalités d'acquisition des pensions de retraite des élus locaux déjà liquidées) - **Sur l'ensemble** (p. 6211) : remerciements - Amélioration du texte.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143**

(93-94)] - (20 décembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*création de la chaîne du savoir et de la formation*) (p. 6723) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de M. Pierre Laffitte (promotion des organismes de formation).

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 197 (93-94)] - (20 décembre 1993) - En remplacement de MM. Claude Huriet et Charles Descours, rapporteurs - **Discussion générale** (p. 6701, 6702) : réformes importantes et disparates - Accord des députés et des sénateurs - Texte du Sénat pour le dispositif de lutte contre la tuberculose et la mise en oeuvre de la convention médicale - Texte du Gouvernement pour les dispositions relatives au dépistage du sida et la réforme de l'allocation compensatrice - Demande l'adoption du texte résultant des travaux de la CMP - **Art. 6 ter** (*proposition systématique de dépistage du sida*) (p. 6705) : dérivés des dispositions de proposition systématique de dépistage - Problème des prisons - **Art. 30 bis** (*modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne*) (p. 6710, 6711) : conséquences de la délivrance de l'allocation compensatrice sur les finances départementales - Respect des droits sociaux des personnes dépendantes - Maîtrise de la progression des dépenses d'aide sociale des départements.

FOY (Alfred), sénateur du Nord (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 136) - Ministère : Logement - **Garanties d'emprunts - Collectivités locales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4023) : son amendement n° 210, soutenu par M. Jacques Habert : assouplissement du système ; retiré.

FRANÇOIS (Philippe), sénateur de Seine-et-Marne (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration de la commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 19 mai 1993).

Membre titulaire de la commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire du conseil d'administration de la cité des sciences et de l'industrie de La Villette (JO Lois et décrets du 3 décembre 1993).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 431 (92-93)] portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 9 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Urbanisme.**

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relatif à l'octroi d'une aide agronomique (n° E-97) [n° 116 (93-94)] (24 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 70-524-CEE concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (n° E-112) [n° 117 (93-94)] (24 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative au financement des inspections et des contrôles vétérinaires des animaux vivants et de certains produits animaux et modifiant la directive 91/496/CEE (n° E-125) [n° 118 (93-94)] (24 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 3813/92, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer, dans le cadre de la politique agricole commune (n° E-153) [n° 131 (93-94)] (30 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 141 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 189 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 220 (93-94)] (23 décembre 1993) - **Urbanisme.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2827) - Ministère : Affaires européennes - **Négociations du GATT - GATT.**

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4378) - Ministère : Affaires étrangères - **Conséquence de l'accord de libre-échange Nord-américain pour la négociation du GATT - GATT.**

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6433) - Ministère : Affaires européennes - **Défense des intérêts agricoles européens - Agriculture.**

INTERVENTIONS

- **Résolution [n° 300 (92-93)] adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)] - (27 mai 1993) - Discussion générale** (p. 506) : avis des assemblées parlementaires avant l'adoption par le Conseil des ministres européen des propositions d'actes communautaires - Pouvoirs de la commission - Libre échange - Négociations du GATT - (p. 507) : création d'une taxe européenne sur les produits importés de pays à bas salaires - Devenir de l'Europe - Rôle du Conseil des ministres européen - Mémoires

dum présenté par le Gouvernement au sujet du GATT - Travaux de la commission des affaires économiques - Responsabilité du Conseil pour les décisions « anti-dumping » et antisubventions - Avis favorable du groupe du RPR sur la résolution de la commission des affaires économiques.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 3144, 3145) : crise du secteur du bâtiment et des travaux publics - Réforme du droit de l'urbanisme - Insécurité juridique des décisions d'urbanisme - Dispositions urgentes - Précision du statut des architectes des bâtiments de France - Aménagement de délais pour les permis de construire et les taxes locales d'équipement - **Art. 1^{er}** (art. L. 125-5 du code de l'urbanisme : règles applicables en cas d'annulation ou de déclaration d'illégalité d'un document d'urbanisme) (p. 3154) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 22 de M. Camille Cabana (exclusion du champ d'application de l'article 1^{er} des schémas directeurs) - (p. 3155) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. Philippe Richert (cas où le préfet, à la demande du maire, constate par un arrêté motivé que le POS antérieur est incompatible avec les dispositions de l'article L. 121-10 ou qu'il s'est produit, parmi les circonstances de fait ou de droit, des changements entraînant son illégalité) - **Art. 2** (validation de certains actes réglementaires et non réglementaires) : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 59 de M. Philippe Richert (cas où l'acte illégal ayant entraîné l'annulation figurait déjà dans le document d'urbanisme antérieur) - **Art. 3** (dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme) - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme (recours par voie d'exception pour vice de forme)** (p. 3156) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 3157) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 35 de M. Jacques Bellanger et n° 69 de M. Jean-Luc Bécart - Sur son amendement n° 4 précité, s'oppose au sous-amendement n° 34 de M. Jacques Bellanger - (p. 3158) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Bellanger n° 37 (nouvelle rédaction de cet article), n° 36 (cas de l'inobservation d'une formalité substantielle qui a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts que représentent les personnes mentionnées aux articles L. 122-1-1 ou L. 123-3) et n° 38 (suppression de la référence « aux documents en cause »), et accepte sur son amendement n° 4 précité, le sous-amendement n° 53 de la commission saisie pour avis - (p. 3159) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Camille Cabana (impossibilité d'invoquer l'illégalité, passé le délai de deux ans suivant la date à laquelle les documents ont été rendus opposables aux tiers) - **Après l'art. L. 600-1 du code précité** (p. 3160) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Jacques Bellanger (réparation rapide de l'inobservation d'une formalité substantielle au cours de l'élaboration d'un document d'urbanisme) - **Art. L. 600-2 du code précité (refus abusifs de permis de construire)** : son amendement n° 5 : application de l'article L. 600-2 uniquement aux refus annulés pour détournement de pouvoir ; adopté - Accepte l'amendement n° 63 de M. Alain Lambert (nécessité que la nouvelle demande ou la déclaration soit déposée dans les six mois de la notification aux pétitionnaires de la décision rendue en dernier ressort) - **Art. L. 600-3 du code précité (obligation de notification des recours)** (p. 3161) : ses amendements n° 6 : cas de déféré du préfet ou du recours contentieux ; n° 7 : cas du recours administratif ; et n° 8 : procédure de notification qui doit intervenir dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déféré ou du recours ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Camille Cabana (application des dispositions envisagées pour les permis de construire aux documents d'urbanisme réglementaires) - **Après l'art. L. 600-3 du code précité** (p. 3162) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Camille Cabana (cas où le recours pour excès de pouvoir contre un document d'urbanisme se révèle manifestement abusif) - (p. 3163) : accepte l'amendement n° 54 de la commission saisie pour avis (motivation des décisions de la juridiction administrative statuant sur une requête à fin de sursis à exécution d'une décision administrative) - **Art. 4 (décisions de préemption illégales)** : ses amendements, n° 9 : application de ces dispositions uniquement aux décisions abusives, c'est-à-dire pour défaut ou insuffisance de motivation ; devenu sans objet ; n° 10 : réduction du délai pendant lequel le droit de préemption se trouve paralysé ; et n° 11 : suppression de la dernière phrase

du texte proposé par cet article relative au prix fixé par le propriétaire ; adoptés - (p. 3164) : s'oppose aux amendements, n° 66 de suppression de M. Jean-Luc Bécart, et n° 25 de M. Camille Cabana (non application de cette sanction lorsque l'illégalité de la décision de préemption résulte d'un vice de forme ou de procédure) - (p. 3165) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Alain Lambert (cas où, le transfert de propriété ayant eu lieu, le droit de propriété aurait été restitué par décision judiciaire) - **Art. 5 (opérations d'aménagement)** (p. 3167) : accepte l'amendement n° 65 de M. Alain Lambert (extension des dispositions proposées par l'article 5 à toutes les opérations d'aménagement) - **Demande de priorité** : demande que l'amendement n° 56 qui tend à introduire un article additionnel après l'art. 8, soit examiné par priorité avant l'amendement n° 62 - **Priorité ordonnée** - **Après l'art. 5 ou après l'art. 8 (par priorité)** (p. 3168) : pense que l'amendement n° 62 de M. Camille Cabana (non application de ces dispositions aux cessions réalisées par les collectivités locales au profit des personnes publiques ou privées avec lesquelles elles ont passé des conventions ou concessions d'aménagement au sens de l'article L. 300-4 du code de l'urbanisme) peut être satisfait par l'amendement n° 56 de M. Alain Lambert qu'il accepte (suppression de l'article 51 de la loi du 29 janvier 1993 qui impose, à peine de nullité d'ordre public, la publication d'un avis préalablement à toute vente de terrain constructible ou de droits à construire consentis par une collectivité territoriale ou par une société d'économie mixte à une personne privée) - **Art. 6 (dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence)** (p. 3170) : ses amendements n° 12 : abrogation des dispositions du code de l'urbanisme relatives au volet paysager de la demande de permis de construire ; retiré ; n° 13 : conditions de délivrance du permis de construire ; possibilité pour l'autorité compétente d'édicter des prescriptions permettant d'assurer l'insertion et la limitation de l'impact visuel des bâtiments dans l'environnement ; n° 14 : abrogation de l'article L. 300-5 du code précité relatif au programme de référence dans les quartiers à réhabiliter ; n° 15, n° 16 et n° 17 de coordination ; adoptés - (p. 3171) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 68 de M. Jean-Luc Bécart - (p. 3172) : s'oppose aux amendements de M. Jacques Bellanger n° 42, n° 43, n° 44 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article), ainsi que sur son amendement n° 13, au sous-amendement n° 45 de ce dernier - (p. 3173) : sur les amendements de M. Camille Cabana, accepte les n° 26 (rôle du POS qui ne « identifie » plus des éléments du paysage à protéger mais les « identifie ») et n° 29 (date à laquelle le préfet peut exercer le droit de préemption par substitution dans certaines communes non dotées d'un POS et celle à compter de laquelle les mêmes communes devront s'acquitter de l'obligation prévue à l'article L. 302-6 du code de l'urbanisme), demande le retrait du n° 27 (suppression de l'article L. 300-5 du code précité) et s'oppose au n° 28 (suppression des dispositions en vigueur relatives aux programmes locaux de l'habitat) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de M. Jacques Bellanger n° 46 (inclusion dans toute révision du POS de toute disposition qui a fait l'objet d'une application anticipée) et n° 47 (engagement de toute révision du POS) - (p. 3178) : accepte l'amendement n° 57 de M. Auguste Cazalet (précision de la notion de hameau), et sur ce dernier, sur les sous-amendements du Gouvernement, s'oppose au n° 72, à titre personnel, et accepte le n° 73 - (p. 3179) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de M. François Trucy (stations d'épuration d'eaux usées avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle) - (p. 3180) : accepte l'amendement n° 32 de M. Paul Moreau (accord donné conjointement par les ministres chargés de l'urbanisme et des départements d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé), et sur ce dernier, le sous-amendement n° 71 du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Rodolphe Désiré (réalisation de l'urbanisation avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé) - (p. 3181) : accepte l'amendement n° 55 de la commission saisie pour avis (déféré préfectoral et recours de droit commun ouvert à tout citoyen qui se prétend lésé par une décision administrative) - **Art. 7 (prorogation de certains permis de construire)** (p. 3182) : son amendement n° 18 : nécessité pour le titulaire du permis de construire de déclarer son intention d'engager des travaux ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 49 de M. Jacques Bellanger - **Après**

l'art. 7 (p. 3183) : accepte l'amendement n° 21 de M. Yves Guéna (procédure de recours au seul plan administratif en confiant à une instance collégiale, le collège régional du patrimoine et des sites, la possibilité d'examiner les dossiers litigieux ; désaccord avec l'architecte des bâtiments de France) - **Art. 8** (*différé du paiement de certaines contributions d'urbanisme*) (p. 3185) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. Alain Lambert (report de la première date d'exigibilité de ces différentes taxes) - **Après l'art. 8** : son amendement n° 20 : levée de l'interdiction de faire de la publicité pour un lotissement préalablement à l'obtention de l'autorisation de lotir ; adopté - (p. 3186) : accepte l'amendement n° 31 de M. Camille Cabana (régime juridique des participations d'urbanisme).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4820) : son amendement n° I-64 : modification du taux de TVA applicable à la sylviculture et notamment au bois de chauffage ; retiré - **Après l'art. 11** (p. 4831) : soutient l'amendement n° I-99 de M. Jean-Paul Delevoye (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les biocarburants) - **Avant l'art. 13** (p. 4833, 4834) : soutient l'amendement n° I-123 de M. Alain Pluchet (exonération de la part communale de la taxe foncière pour certaines propriétés non bâties) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4858) : son amendement n° I-205, soutenu par M. Philippe Marini : possibilité donnée à chacun des exploitants de fonds séparé ou à des conjoints associés au sein d'une même société de bénéficiaire d'un abattement sur le bénéfice imposable en qualité d'adhérent d'un centre de gestion agréé ; adopté.

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) - En remplacement de M. Josselin de Rohan, rapporteur pour avis pour les ports maritimes (p. 5053, 5054) : statistiques - Emplois liés à la filière portuaire - Détournement de trafic sur d'autres ports de la CEE - Insuffisance des dessertes routières, ferroviaires et fluviales - Réforme de la manutention portuaire - Loi du 9 juin 1992 modifiant le régime du travail dans les ports maritimes - (p. 5055) : dockers - Mouvements sociaux ; conséquences sur l'activité des ports français - Avis favorable à l'adoption des crédits proposés.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 47 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6407) : protection juridique des produits de qualité du secteur agricole et agroalimentaire et concurrence déloyale - Politique communautaire en matière de qualité des produits agricoles et agroalimentaires - Normes hygiénistes et qualité des produits traditionnels - Comité du *Codex alimentarius* - (p. 6408) : accords du GATT - Droit des marques et des dénominations géographiques - Reconnaissance des produits agricoles et agroalimentaires français.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6693) : chansons françaises - Diminution du réseau des disquaires - Enjeux culturels de la chanson - Marché du disque et de la chanson - (p. 6694) : coût de production d'un disque compact - Responsabilité du CSA.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture [n° 141 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6793, 6794) : plan de relance de la construction - Caractère d'urgence des dispositions de ce texte - Publicité pour les lotissements - Motivation des sursis à exécution et délais de recours en matière de déféré préfectoral - Transparence dans les affaires d'urbanisme - Volet paysager - Droits des associations - Exception d'illégalité - Propose quelques modifications à ce projet de loi en deuxième lecture - **Question préalable** (p. 6802) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - **Art. 1^{er}** (p. 6802) : son amendement n° 4 : texte applicable lorsque le POS antérieur au POS annulé ne peut être appliqué ; adopté - **Art. 2** (p. 6803) : s'oppose à l'amendement n° 2 de

M. Camille Cabana (non-opposabilité des dispositions de l'article 1^{er} aux demandes de permis de construire actuellement en cours d'instruction) - **Art. L. 600-3** : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 26 de M. Jean-Luc Bécart (suppression de la dernière phrase du premier alinéa du texte présenté pour cet article) - **Art. 4** (*décisions de préemption illégales*) (p. 6807) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 11 de M. Robert Laucournet, et n° 20 de M. Jean-Luc Bécart - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 9 de M. Alphonse Arzel (non-application de ces nouvelles dispositions aux espaces naturels sensibles) - **Art. 6** (p. 6809) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Luc Bécart n° 27 de suppression, et n° 21 (nécessité de délimiter les éléments des paysages), ainsi qu'à ceux de M. Robert Laucournet n° 12, n° 13 et n° 14 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article) - **Art. 6 bis** (*opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne*) (p. 6810) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 15 de M. Robert Laucournet et n° 28 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 6 ter** (*possibilité exceptionnelle d'implantation sur la bande littorale de stations d'épuration avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Robert Laucournet - **Après l'art. 8** (p. 6811) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 25 de M. Alain Lambert (report du délai de prescription de l'action en recouvrement des taxes d'urbanisme) - **Art. 9** (*abrogation de l'article n° 51 de la loi Sapin*) (p. 6812) : s'oppose aux amendements, n° 29 de suppression de M. Jean-Luc Bécart, n° 17 et n° 18 de M. Robert Laucournet (suppression successivement des premier et deuxième alinéas de cet article) - **Art. 11** (*participations d'urbanisme susceptibles d'être exigées des constructeurs*) (p. 6813) : son amendement de suppression n° 34 ; adopté - **Art. 12** (*consultation des associations pour l'élaboration des schémas directeurs et des plans d'occupation des sols*) (p. 6814) : son amendement n° 7 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 13** (*participation des associations à l'élaboration et la réalisation des schémas directeurs*) : son amendement n° 8 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Art. 14** (*restauration, reconstruction ou extension limitée des chalets d'alpage existants*) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du terme de « reconstruction ») - **Art. 15** (*barèmes de supplément de loyer des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 6816) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de M. Jean-Luc Bécart et accepte les amendements de M. Alain Lambert, n° 23 et n° 31 (validité des transmissions effectuées à compter du 1^{er} janvier 1987) et n° 32 et n° 33 (point de départ du délai d'un mois au-delà duquel le barème devient exécutoire).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 220 (93-94)] - (23 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6903, 6904) : mesures juridiques pour le plan de relance de la construction - Multiplication des contentieux - Application des règles principales d'urbanisme en cas d'annulation du POS - Délai au-delà duquel l'illégalité pour vice de forme ne peut être invoquée par la voie de l'exception d'illégalité - Protection des justiciables - Absence d'un rapport de présentation ou de documents graphiques à l'appui de la préparation du POS - Participations d'urbanisme et conditions de la loi Sapin - Consultation des associations pour l'élaboration des schémas directeurs ou des POS - Possibilité de remise de pénalités de recouvrement de taxes d'urbanisme - Modalités d'élection des conseils des syndicats d'agglomérations nouvelles.

FRANÇOIS-PONCET (Jean), sénateur du Lot-et-Garonne (RDÉ).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire du conseil national d'aménagement du territoire.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Résolution, adoptée par la Commission des Affaires économiques, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E3) [n° 300 (92-93)] (12 mai 1993) - Commerce extérieur.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, par une délégation chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - Pays de l'Est.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 3 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 105) - Ministère : Agriculture - *Politique du Gouvernement en matière agricole - Agriculture.*

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 318, 319) : volonté du Gouvernement de revitaliser la politique d'aménagement du territoire - Situation de la France au sein de la CEE - Surconcentration urbaine, économique et culturelle en Ile-de-France - (p. 320) : péréquation des ressources entre collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Réseau autoroutier - Enseignement supérieur et recherche - Banlieues - Aménagement rural - Biocarburants.

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2649) : remerciements - Situation de la France dans le domaine des transports - Congestion des réseaux - Contraste entre les zones bien desservies et les zones enclavées - Budgets des transports - Réforme de la tarification - (p. 2650) : nouveau mode de solidarité financière - Aménagement du territoire - Schéma directeur routier national - Priorités - Schéma « Méhaignerie » de 1987 - Grands itinéraires - Continuité locale - Concurrence européenne - Desserte aérienne du territoire - (p. 2651) : développement des dessertes internationales directes à partir des grands aéroports de province - Problème des grands ports - Navigation fluviale - Situation financière de la SNCF et d'Air France.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3530, 3531) : aménagement du territoire - Blocage de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Création de la dotation forfaitaire et de la dotation d'aménagement - Péréquation ; exemple de l'Allemagne ; demande l'égalisation progressive de la dotation par habitant de la DGF - Inégalités de taxe professionnelle : préconise l'écêtement - Votera ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5198) : calamités agricoles - Assurance-grêle - Arboriculteurs du Sud de la France.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 41** (p. 6589) : son amendement n° 26, soutenu par M. Ernest Cartigny : définition des règles applicables en matière de recouvrement pour les agences financières de bassin ; retiré.

FRAYSSE-CAZALIS (Jacqueline), sénateur des Hauts-de-Seine (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à l'adoption de mesures urgentes en matière de santé et de protection sociale [n° 373 (92-93)] (21 juin 1993) - **Action sanitaire et sociale.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 264) - Ministère : Premier ministre - *Habitat social - Logement social.*

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1159 à 1176) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 105, n° 109, n° 115 et n° 119 (fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des entreprises figurant dans l'annexe).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 20 (abrogations et dispositions diverses)** (p. 1241 à 1243) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 150, n° 155 et n° 156 (suppression de cet article puis de chacun de ses alinéas).

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1569, 1570) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Mesures d'austérité et de régression sociale - Accroissement de la CSG - Système actuel de retraite - Privatisations - Fonds de solidarité - Allongement de la durée de cotisations - Réduction des retraites du régime général - Institution d'une retraite à deux vitesses - Chômage - Absence de solidarité - (p. 1573) : proposition de mesures - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1575) : son amendement de suppression n° 25, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - **Art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale (recettes du fonds)** (p. 1582) : son amendement n° 26, soutenu par M. Louis Minetti : suppression de l'augmentation du taux de la CSG ; rejeté - (p. 1583) : son amendement n° 27, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression du financement du fonds de solidarité par les droits sur les alcools ; rejeté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1586, 1587) : ses amendements, soutenus par Mme Michelle Demessine, n° 28 : âge de la retraite ; et n° 29 : financement de la sécurité sociale ; rejetés - Son amendement n° 30, soutenu par Mme Paulette Fost : contribution sociale pour l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France ; rejeté - (p. 1588, 1589) : ses amendements n° 31, soutenu par Mme Michelle Demessine : assujettissement à une contribution sociale de certains revenus des biens immobiliers ; et n° 32, soutenu par Mme Paulette Fost : modification de l'assiette de calcul des cotisations sociales dues par les entreprises ; rejetés - **Art. 2 (entrée en vigueur)** : son amendement de suppression n° 33 ; rejeté - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité)** (p. 1591) : son amendement n° 34 : suppression de la disposition indexant les pensions sur les prix à la consommation ; rejeté - (p. 1592) : son amendement n° 35, soutenu par M. Félix Leyzour : suppression de la disposition concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-

Rhin, et de la Moselle ; rejeté - **Avant l'art. 4** (p. 1594) : son amendement n° 36, soutenu par Mme Paulette Fost : modalités de calcul et de revalorisation de la pension de vieillesse ; rejeté - **Art. 4 (modalités de revalorisation des pensions de vieillesse)** (p. 1595) : son amendement de suppression n° 37, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Art. 5 (durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993)** (p. 1597) : son amendement n° 38, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du I de l'article fixant la durée d'application des dispositions d'indexation des pensions d'invalidité et de vieillesse ; rejeté - (p. 1598) : son amendement n° 39, soutenu par M. Robert Vizet : ajustement à la date du 1^{er} janvier 1996 de l'ensemble des retraites liquidées à cette même date ; devenu sans objet - (p. 1599) : son amendement n° 40, soutenu par M. Louis Minetti : revalorisation des pensions ; rejeté - **Avant l'art. 6** (p. 1601) : son amendement n° 41, soutenu par Mme Paulette Fost : abrogation des articles de la loi de finances pour 1991, relatifs à la CSG ; rejeté - **Art. 6 (codification des articles relatifs à la contribution sociale généralisée)** (p. 1602) : son amendement de suppression n° 42, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 7 (modifications tirant les conséquences de la codification prévue à l'article 6)** (p. 1604) : son amendement de suppression n° 43 ; rejeté - **Art. 8 (modifications liées aux dispositions du titre I^{er} du projet de loi)** : son amendement de suppression n° 44, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Art. 9 (modifications du livre VIII du code de la sécurité sociale)** (p. 1606) : son amendement de suppression n° 45, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 11 (toilette législative et réglementaire)** (p. 1607) : son amendement de suppression n° 47, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1610) : mise en cause du système de retraite - Injustice de la CSG.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3423) : questions soulevées par ce projet de loi - Lutte contre la tuberculose - Moyens financiers - Santé des détenus - Affiliation des détenus à la sécurité sociale - (p. 3424) : charge des soins en milieu pénitentiaire - Moyens des hôpitaux - Méfaits de la politique de restriction autoritaire des dépenses de santé - Devenir de la santé publique - Autorisation tacite de nouvelles installations hospitalières - Suppression de lits ou fermeture de services dans les établissements hospitaliers publics ou privés - (p. 3425, 3426) : taux d'occupation des installations ou d'utilisation des équipements - Accueil des malades du sida - Lutte contre la tuberculose - Dégradation du système de santé - Sécurité des usagers - Gestion démocratique de l'hôpital public - Opposition du groupe communiste à ce projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3434) : son amendement n° 82 : affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans ; rejeté - (p. 3436) : personnes non affiliées à la sécurité sociale - (p. 3438) : se déclare opposée à l'amendement n° 52 de M. Charles Metzinger (fonds de solidarité maladie et maternité ; financement des cotisations des détenus) - (p. 3440) : ses amendements n° 83 : gratuité de la vaccination antituberculeuse ; et n° 84 : financement de cette vaccination ; devenus sans objet - **Art. 3 (protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire)** (p. 3449) : dépenses afférentes à la prise en charge sanitaire des détenus - Moyens budgétaires du service public hospitalier - Taux directeurs - Responsabilité de l'Etat en matière de santé publique - Avis favorable du groupe communiste sur l'article 3 malgré ses insuffisances - **Art. 10 (médicaments homéopathiques)** (p. 3462) : se déclare opposée à cet article - Obligation d'autorisation administrative de la mise sur le marché des médicaments - **Art. 13 (modification de l'article L. 514 du code de la santé publique)** (p. 3464) : citoyens de l'ex-RDA - Abstention du groupe communiste sur cet article - **Art. 17 (compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament)** (p. 3471) : son amendement n° 85, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression du deuxième alinéa du paragraphe VI de cet article qui envisage de nouvelles charges pour les collectivités territoriales ; rejeté - **Art. 19 (autorisations tacites)** (p. 3475) : son amendement de suppression n° 86 ; devenus sans objet - (p. 3477) : intervient à propos des amendements n° 137 du Gouvernement (application de l'article 5 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs imposant à l'autorité administrative de notifier à l'intéressé les motifs de toute décision de rejet) et

n° 108 de M. Charles Descours (nouvelle rédaction qui stipule qu'à défaut de refus motivé la décision sera « réputée être une autorisation ») - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires)** (p. 3478) : son amendement de suppression n° 87, soutenu par Mme Michelle Demessine ; devenu sans objet - (p. 3483) : sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction relative aux modalités de fermeture des services en cas d'activité insuffisante), se déclare opposée au sous-amendement n° 141 de M. Alain Vassel (augmentation d'un mois du délai accordé au comité régional ou au comité national d'organisation sanitaire) - (p. 3485) : avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Art. 21 (expérimentations)** (p. 3488) : son amendement de suppression n° 88, soutenu par Mme Michelle Demessine ; rejeté - **Art. 22 (délibérations des conseils d'administration des établissements publics de santé)** (p. 3491) : son amendement de suppression n° 89 ; rejeté - **Art. 34 (régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle)** (p. 3502, 3503) : ses amendements, n° 90 : application de ce système au régime général de sécurité sociale ; et n° 91 : prise en charge obligatoire du forfait journalier par le régime local ; rejetés - **Art. 37 (fixation du taux de la contribution patronale pour les navires)** (p. 3506) : son amendement de suppression n° 92 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Avant l'art. 8** (p. 3595, 3596) : soutient l'amendement n° 81 de M. Robert Vizet (taxe professionnelle : incorporation des actifs financiers dans les bases d'imposition) - **Art. 11 (la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale)** (p. 3620, 3621) : soutient l'amendement n° 94 de M. Robert Vizet (abandon de la dotation de solidarité urbaine : prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières) - Exemple des actifs immobiliers des sociétés françaises d'assurance - (p. 3623) : soutient les amendements de M. Robert Vizet n° 95 et n° 96 (conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3763) : soutient l'amendement n° 337 de M. Charles Lederman (pouvoir décisionnel du comité d'entreprise sur les questions relatives à l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise) - (p. 3770) : soutient l'amendement n° 343 de M. Charles Lederman (examen de tout projet de délocalisation par le comité de groupe, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel) - (p. 3775) : soutient l'amendement n° 348 de Mme Marie-Claude Beaudou (création d'un livret d'épargne populaire automobile).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3797) : soutient l'amendement n° 354 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du paragraphe I de l'article 1^{er} visant à exonérer totalement ou partiellement les employeurs des cotisations sociales finançant les allocations familiales) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3808, 3809) : soutient les amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 355 (augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés), n° 356 (taxation des revenus immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel) et n° 357 (augmentation de la cotisation employeur et élargissement de celle-ci à l'ensemble de la valeur ajoutée) - (p. 3810) : soutient l'amendement n° 358 de Mme Marie-Claude Beaudou (taxation de l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France) - (p. 3811) : soutient l'amendement n° 360 de Mme Marie-Claude Beaudou (information annuelle du comité d'entreprise et des organisations syndicales représentatives du montant des exonérations sociales et fiscales accordées à l'entreprise).

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 15 bis (extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »)** (p. 3938) : soutient l'amendement de suppression n° 405 de M. Charles Lederman - Danger de l'article 15 bis -

Art. 16 (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3943) : soutient l'amendement n° 414 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des institutions représentatives du personnel) - **Art. 19 bis** (*harmonisation des durées de protection assurée aux délégués du personnel et aux membres du comité d'entreprise*) (p. 3950) : réduction du statut protecteur des délégués du personnel - Avec le groupe communiste, votera contre l'article - **Art. 21** (*simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés*) (p. 3957) : satisfaction d'une revendication patronale - Exclusion de certaines informations.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) - **Paragraphe III** (*imputation des dépenses de formation des employeurs*) (p. 4169) : soutient l'amendement de suppression n° 530 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 43** (*assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche*) (p. 4177) : soutient l'amendement n° 538 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression des alinéas renvoyant à un décret d'application la définition du congé annuel de formation) - Données chiffrées sur les salariés concernés par le congé individuel de formation et le congé-formation individualisé - **Art. 47** (*procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle*) (p. 4186) : mise en oeuvre d'un dispositif de réduction du nombre des organismes de mutualisation - Conditions de prise en charge des dépenses de stages.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5405) : réduction des concours, dotations et remboursements de l'Etat aux collectivités territoriales - Exemple de la ville de Nanterre - Fiscalité locale - Exonération accordée aux entreprises et exemple d'Alcatel.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5548) : rationnement des dépenses de santé remboursables - Asphyxie budgétaire des hôpitaux - (p. 5549) : lutte contre le sida - Absence de protection sociale d'une partie de la population - Proposition de taxation des revenus financiers et immobiliers - Avec le groupe communiste, votera contre le projet de budget des affaires sociales et de la santé - (p. 5559) : financement de la sécurité sociale - Services de maternité - Avenir de l'hôpital Foch - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** : personnes âgées dépendantes - Retraites - (p. 5560) : insuffisance des structures d'accueil.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** - *Deuxième lecture* [n° 137 (93-94)] - (13 décembre

1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 6146) : son amendement n° 111 : affiliation systématique à la sécurité sociale dès l'âge de dix-huit ans ; rejeté - **Après l'art. 6 bis** (p. 6151) : se déclare opposée à l'amendement n° 31 de la commission (proposition systématique de dépistage du sida) - **Art. 17** (p. 6165) : se déclare opposée à l'amendement n° 44 de la commission (indépendance de l'Agence du médicament) - **Art. 19** (p. 6168) : se déclare opposée aux amendements identiques n° 47 de la commission et n° 9 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 20** (p. 6169) : son amendement de suppression n° 112 ; rejeté - **Après l'art. 20** (p. 6170) : se déclare opposée à l'amendement n° 48 de la commission (incitation à la coopération interhospitalière) et sur celui-ci au sous-amendement n° 107 de Mme Anne Heinnis - **Art. 21** (p. 6171) : son amendement de suppression n° 113 ; rejeté - **Art. 21 bis** (*regroupement d'établissements*) (p. 6172) : se déclare opposée aux amendements identiques n° 49 de la commission et n° 11 du Gouvernement (retour au texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 23** (*fonction publique hospitalière*) (p. 6175) : financement des congés de formation des agents de la fonction publique hospitalière - **Art. 29 ter** (*Etablissement français des greffes*) (p. 6177) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 83 de M. Franck Sérusclat - **Après l'art. 30** (p. 6182) : se déclare opposée à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - **Art. 31 bis** (*tiers payant pour les frais d'analyses*) (p. 6185) : son amendement de suppression n° 114 ; rejeté - **Après l'art. 38** (p. 6190) : se déclare opposée à l'amendement n° 16 du Gouvernement (extension à certaines entreprises publiques du dispositif d'allègement des charges sur les bas salaires) - **Art. 39** (*convention médicale : dossier médical*) (p. 6192) : son amendement de suppression n° 115 ; rejeté - (p. 6194) : statistiques - **Avant l'art. 44** (p. 6206) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Charles Desours (suppression de l'article 49 de la loi du 27 janvier 1993 insistant une caisse de garantie unique obligatoire pour les mutuelles) - **Art. 47** (*définition du mode de calcul de l'indemnité de difficultés particulières applicable en Alsace-Moselle*) (p. 6209) : se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 98 de M. Charles Metzinger - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6210, 6211) : avec le groupe communiste, votera contre le texte.

FUZIER (Claude), sénateur de Seine-Saint-Denis (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

G

GARCIA (Aubert), sénateur du Gers (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Vice-président de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industries agricoles et alimentaires** - [n° 103 (93-94)] tome 3 (22 novembre 1993).

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 141) - Ministère : Premier ministre - **Maintien des services publics en milieu rural - Services publics**.

Questions orales sans débat :

n° 35 (JO Débats du 17 juin 1993) (p. 1389) - Ministère : Affaires étrangères - **Politique de la France à l'égard du Guatemala** - (Réponse : JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1747) - **Relations internationales**.

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 331, 332) : excès de la centralisation française - Syndrome de « mal-vivre » - Surconcentration urbaine - Poids des pôles économiques des pays de la CEE limitrophes - (p. 333) : décentralisation - Solidarité entre régions.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - Art. 2 (modalités de la garde à vue) (p. 617) : intervient sur l'article - Choix et intervention des médecins.**

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion - (9 juin 1993) - Art. 4**

(*modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées*) (p. 834) : reprend l'amendement n° 30 de M. Pierre Lacour, retiré par son auteur (baisse du tarif des droits de consommation) ; rejeté.

– **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - Question préalable (p. 1768) : au nom du groupe socialiste, votera la motion n° 5 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Le groupe socialiste souhaite l'entrée en vigueur immédiate du nouveau code pénal.**

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (industries agricoles et alimentaires) (p. 5195) : crédits de politique industrielle inscrits au ministère de l'agriculture - Prime à l'aménagement du territoire, PAT - Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA - PME du secteur agro-alimentaire en zone rurale - (p. 5196) : ralentissement de l'activité du secteur en 1993 - Résultats du commerce extérieur - Perspectives d'avenir dans le contexte de la réforme de la PAC et des négociations du GATT - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

– **Conférence des présidents** - (14 décembre 1993) (p. 6219, 6220) : regrette qu'il n'y ait pas de discussion sur l'agriculture et les négociations du GATT - Proteste contre l'inscription à l'ordre du jour, par le Gouvernement, de la discussion de la loi Falloux.

– **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 47 (93-94)] - (16 décembre 1993) - Discussion générale (p. 6406) : législation française en matière de signes distinctifs de qualité dans le secteur de la production agricole et agroalimentaire - Politique communautaire de qualité des produits agricoles et alimentaires - Développement agricole - Dotations budgétaires - (p. 6407) : indication géographique protégée et attestation de spécificité - Votera ce projet de loi.**

GARCIA (Jean), sénateur de la Seine-Saint-Denis (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

– Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 23 (JO Débats du 2 juin 1993) (p. 626) - Ministère : Affaires étrangères - **Politique de coopération avec Cuba** - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1499) - **Coopération**.

n° 24 (JO Débats du 2 juin 1993) (p. 627) - Ministère : Affaires étrangères - **Politique de la France à l'égard de Chypre** - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1501) - **Relations internationales**.

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 121, 122) : intervient à propos de la question de M. Michel Poniatowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie [n° 198 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 171, 172).**

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les subs-**

tances et agents cancérogènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 226 (92-93)] - (5 mai 1993) - **Art. unique** (autorisation de la ratification de la convention) (p. 181) : au nom du groupe communiste, se déclare favorable à ce projet de loi.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 254, 255) : intervient à propos de la question de M. Maurice Blin, portant sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

- **Résolution n°(300, 92-93) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)] - (27 mai 1993) - Discussion générale (p. 508)** : mise en oeuvre de la nouvelle procédure constitutionnelle - Economie européenne - Libre échange - Concurrence internationale - (p. 509) : austérité et récession économique - Rôle de la France dans la défense des intérêts européens - Inconvénient de l'accroissement des pouvoirs de la Commission - Souhaite que le Gouvernement s'oppose à la proposition d'acte communautaire n° E-3 - « Dumping social » - Accords internationaux - Délocalisation - **Discussion de la résolution** (p. 512) : soutient l'amendement n° 1 de M. Félix Leyzour (rôle de la Commission et du Conseil des ministres ; nécessité de repousser la proposition n° E-3) - (p. 514) : soutient l'amendement n° 2 de M. Félix Leyzour (nécessité de ne pas augmenter les pouvoirs de la Commission des Communautés) - **Explication de vote sur l'ensemble** Avis défavorable du groupe communiste sur la résolution adoptée par la commission.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 290, 92-93) (p. 689, 690) : loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République - Création des communautés de communes - Coopération intercommunale - Augmentation de la fiscalité locale - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Financement des collectivités - Allègement de la dette - Taxe professionnelle - Abstention du groupe communiste sur les conclusions de la commission des lois.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de M. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 262, 92-93) : voir intervention sous la proposition n° 262, 92-93 (p. 689, 690).

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion - (11 juin 1993) - Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1037) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Hélène Luc (suppression du transfert du secteur public vers le secteur privé de la propriété des participations majoritaires détenues directement ou indirectement par l'Etat).

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986) (p. 1128) : soutient l'amendement n° 86 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe III de l'article 2) - Loi de 1986 - Commission des communautés européennes - Patrimoine national - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1133, 1134) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Hélène Luc (suppression du dernier alinéa du paragraphe I de cet article, qui charge la commission de se prononcer pour les opérations hors marché sur le choix des acquéreurs dans les conditions prévues à l'article 4) - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1141) : soutient l'amendement de suppression n° 93 de Mme Hélène Luc - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1145, 1146) : produits financiers - Possibilité pour un groupe étranger de prendre le contrôle d'une entreprise française - Exemple de la privatisation de la distribution d'électricité en Grande-Bretagne.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - Art. 12 (élévation du seuil des opérations de transfert et dispense pour les petites opérations d'une déclaration préalable) (p. 1207) : opération

de « respiration du secteur public » - **Art. 13 (dispositions relatives à la Régie Renault)** (p. 1213) : soutient l'amendement n° 133 de Mme Hélène Luc (suppression successivement du paragraphe I et de son deuxième alinéa et des paragraphes II et III de cet article) - **Art. 14 (dispositions relatives à Elf Aquitaine)** (p. 1219) : soutient l'amendement de suppression n° 134 de Mme Hélène Luc - **Art. 15 (dispositions relatives à la SEITA)** (p. 1224 à 1227) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 138 (nouvelle rédaction de cet article ; définition d'une nouvelle politique de recherche ; statut des personnels et statut de la SEITA) et n° 319 (renforcement du monopole de la SEITA) - **Art. 16 (représentation des salariés au conseil d'administration)** (p. 1228) : secteur public et nationalisé - Exemple du service public d'électricité de Grande-Bretagne.

- **Rappel au règlement** 7 (24 juin 1993) (p. 1713) : souhaite que le Gouvernement se prononce sur les procédés utilisés par le gouvernement turc envers les populations kurdes.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1724) : situation des retraités - Multiplication des scrutins - Avec les sénateurs communistes, approuve ce texte.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Avant l'art. 1^{er} et après l'art. 4** (p. 2156) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Michelle Demessine (intervention de l'administration compétente en cas d'utilisation frauduleuse des aides par les entreprises) - **Art. 3 (date d'entrée en vigueur du dispositif d'allègement)** (p. 2161) : soutient l'amendement de suppression n° 30 de Mme Michelle Demessine - **Avant l'art. 4** (p. 2165, 2167 et 2169) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine, n° 33 (proposition par l'employeur à tout salarié licencié pour motif économique depuis moins d'un an de tout poste à pourvoir), n° 36 (réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de rémunération) et n° 39 (temps de travail consacré à la formation) - **Après l'art. 4** (p. 2175) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine n° 45 (interdiction du travail le dimanche et du travail de nuit pour les apprentis) et n° 46 (revalorisation du salaire de l'apprenti) - **Art. 5 (aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation en alternance)** (p. 2177) : soutient l'amendement de suppression n° 50 de Mme Michelle Demessine.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2665, 2666)** : transports en Ile-de-France - Utilisation de l'automobile au détriment des transports en commun - Développement du service public - Création de nouvelles infrastructures - Développement des transports en commun - Caractère spécifique de la région d'Ile-de-France - Rôle de l'Etat - Moyens de financement des transports - Sécurité - Prolongement des lignes de métro vers la banlieue - Liaison banlieue-banlieue.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 418 (92-93)] - (15 octobre 1993) - Discussion générale** (commune avec le projet n° 419) (p. 3216, 3217).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 419 (92-93)] - (15 octobre 1993) - Discussion générale** (commune avec le projet n° 418) (p. 3216, 3217).

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3317) : crise du football - Corruption - Violence dans les stades - « Hooliganisme » - (p. 3318) : distinction entre les supporters et les « hooligans » - « Loi de circonstance » - Les membres du groupe communiste et apparenté émettront un vote négatif sur ce projet de loi si aucune modification de fond n'intervient - **Art. 3 (renforcement du dispositif pénal)** - **Art. additionnel après l'art. 42-12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984** (p. 3330) : soutient l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (interdiction d'accès au stade aux individus ayant un comportement raciste ou xénophobe) - **Après l'art. 3** (p. 3331) : soutient l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (participation des clubs sportifs et des associations de supporters à la lutte contre la violence, le racisme et la xénophobie) - **Intitulé** (p. 3333) : soutient l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (adjonction à la fin de l'intitulé des mots suivants : « et à la lutte contre tout comportement violent ou à caractère raciste ou xénophobe ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3333) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen** [n° 334 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 333) (p. 3391).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord** [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 334) (p. 3391).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal** [n° 446 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3400).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4026) : soutient l'amendement n° 440 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe II de l'article 24 incluant, au titre des contreparties facultatives à l'annualisation, une possibilité de contrepartie en terme d'emploi) - **Art. 28 (développement du travail à temps partiel)** (p. 4040) : soutient l'amendement de suppression n° 443 de Mme Michelle Demessine - Mise en place d'un tutorat auprès des jeunes sans formation.

- **Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement** (n° E-109) [n° 63 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4491, 4492) : faillite frauduleuse d'établissements bancaires - Déréglementation financière et monétaire en Europe - Abstention du groupe communiste sur cette résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 12 (reconduction et aménagement du prélèvement sur les entreprises pétrolières)** (p. 4832) : soutient l'amendement n° I-275 de M. Robert Vizet (maintien du prélèvement sur les entreprises d'exploitation de gisements d'hydrocarbures implantés sur le sol national) - **Art. 12 bis (exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures en mer)** (p. 4833) : soutient l'amendement de suppression n° I-276 de M. Robert Vizet.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5744, 5745) : nouvel ordre international - Organisation des Nations Unies, ONU - Analyse du budget et politiques à mener - Rigueur budgétaire - Ingérence humanitaire - Politique européenne - Négociations du GATT - (p. 5746) : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - Annulation de la dette des pays du tiers-monde

- **Désarmement - Insécurité en Europe - Réforme de l'ONU** - Le groupe communiste votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998** [n° 78 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Art. 2 (extension temporaire du champ d'application de l'article L. 15-9 du code de l'expropriation)** (p. 6124) : son amendement n° 8, soutenu par M. Robert Pagès : limitation des expropriations ; retiré.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990** [n° 112 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Art. unique (autorisation d'approbation de l'accord d'adhésion)** (p. 6642) : avis défavorable du groupe communiste aux accords de Schengen et à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à cette convention d'application - Débat constitutionnel sur le droit d'asile.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 220 (93-94)] - (23 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6908) : limitation des droits des citoyens et des associations - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 215 (93-94)] - (23 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6902) : préoccupations des téléspectateurs, des créateurs et des professionnels - Avec le groupe communiste, votera contre le texte de la CMP.

GAUD (Gérard), sénateur de la Drôme (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 163 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie [n° 169 (93-94)] (9 décembre 1993) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2664) : déséquilibre entre les différents types de transports - Insuffisance du réseau de voies navigables - Problème de la liaison Rhin-Rhône - (p. 2665) : saturation des transports terrestres - Intérêt de la liaison Rhin-Rhône au gabarit européen - Crédits nécessaires pour la poursuite des travaux dans la traversée de la Franche-Comté - Mobilisation des moyens financiers.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie** [n° 163 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Rapporteur** - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Xavier de Villepin, président de la commission (p. 6634).

GAUDIN (Jean-Claude), sénateur des Bouches-du-Rhône (RI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

GAULLE (Philippe de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2185) : avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - Injustice des mesures fiscales appliquées aux employeurs des personnels familiaux.

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - Suite de la discussion - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2525) : votera ce projet de loi.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication** [n° 143 (93-94)] - Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Art. 12 (rapport sur l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore)** (p. 6782) : sur l'amendement n° 64 de M. Jean Cluzel (« décodification » de la demande de rapport au CSA prescrite par l'article 12), soutient le sous-amendement n° 18 de M. Alain Gérard.

GENTON (Jacques), sénateur du Cher (UC).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires étrangères.

– Président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (JO Lois et décrets du 3 juin 1993).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les activités de l'Assemblée parlementaire de la CSCE [n° 275 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Communautés européennes.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la VIII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Copenhague les 3 et 4 mai 1993 [n° 304 (92-93)] (13 mai 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des Fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents Fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants d'autre part (n° E-71) [n° 306 (92-93)] (13 mai 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la réforme relative aux missions et à la coordination des fonds structurels [n° 325 (92-93)] (2 juin 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi [n° 193 (92-93)] autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [n° 365 (92-93)] (16 juin 1993) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 333 (92-93)] autorisant la ratification de l'accord sur l'espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord [n° 383 (92-93)] (23 juin 1993) - **Traités et conventions.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la deuxième session de l'Assemblée parlementaire de la CSCE (7-9 juillet 1993) [n° 464 (92-93)] (30 septembre 1993) - **Europe.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur les propositions de règlement (CEE) du Conseil relatives à certaines modalités d'application des accords intérimaires sur le commerce et des mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la Roumanie et la Bulgarie d'autre part (n° E-82) [n° 60 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil autorisant la tacite reconduction ou le maintien en vigueur des dispositions dont les matières relèvent de la politique commerciale commune, contenues dans les traités d'amitié, de commerce et de navigation et dans les accords commerciaux conclus par les Etats membres avec les pays tiers (n° E-106) [n° 61 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation et le transit des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (n° E-107) [n° 62 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109) [n° 63 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1994 - Volume 2 - Section I : Parlement (n° E-115) [n° 64 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur le projet du budget général des Communautés européennes pour 1994 (n° E-124) [n° 65 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur le comité des régions de la Communauté européenne [n° 85 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil établissant les principes fondamentaux régissant les enquêtes sur les accidents et les incidents dans l'aviation civile (n° E-126) [n° 123 (93-94)] (25 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 340 (JO Débats du 3 octobre 1991) (p. 2569) - Ministère : Premier ministre - *Mesures en faveur du secteur céréalier* - (Caduque mars 1993) - **Industrie agro-alimentaire.**

INTERVENTIONS

- Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité - (28 avril 1993) (p. 115, 116) : intervient à propos de la question de M. Michel Poniatowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

- Résolution n°(300, 92-93) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)] - (27 mai 1993) - Discussion de la résolution (p. 513) : souhaite que M. Jean Garcia accepte de retirer l'amendement n° 1 de M. Félix Leyzour (rôle de la Commission et du Conseil des ministres ; nécessité de repousser la proposition n° E-3).

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [n° 193 (92-93)] - (24 juin 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1733, 1734) : création d'une cour de conciliation et d'arbitrage - Règlement pacifique des différends - Procédures de conciliation et d'arbitrage.

- Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2664) : place des transports routiers dans la Communauté économique européenne - Réalisation de réseaux transeuropéens.

- Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen [n° 334 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 333) (p. 3384, 3386).

- Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Rapporteur - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 334) (p. 3384, 3386).

- Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - Art. 24 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 4799) : contrôle du budget européen - (p. 4800) : budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1994 - Information du Parlement - Incidences des nouvelles adhésions sur le budget des Communautés européennes.

- Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - Discussion générale (p. 6549) : financement des opérations militaires extérieures de la France - Importance de la contribution française - (p. 6550) : remboursement partiel par l'ONU des opérations françaises de maintien de la paix - Couverture des dépenses militaires de fonctionnement et d'entretien des matériels engagés au titre des opérations extérieures - (p. 6551) : crédits destinés au ministère de la coopération : aide alimentaire, agents contractuels, suivi des élections au Togo - Crédits destinés au budget du ministère des affaires étrangères : indemnisation des Français de l'Irak et du Koweït, Strasbourg « ville européenne », soutien de la chaîne d'information européenne « Euronews », coopération militaire avec le Cambodge - Accepte ce projet de loi de finances rectificative pour 1993.

GÉRARD (Alain), sénateur du Finistère (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 28 (JO Débats du 5 juin 1993) (p. 694) - Ministère : Industrie - Situation de l'industrie du textile et de l'habillement - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1465) - Industrie textile.

INTERVENTIONS

- Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement - (17 juin 1993) (p. 1462) : présente sa question.

- Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1482) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

- Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 3141) : application de la directive communautaire du 24 juin 1992 relative aux chantiers temporaires ou mobiles - Recrudescence des accidents du travail dans le secteur du bâtiment - Coordination entre les différents stades du chantier - Renforcement de la prévention - Qualité des travaux de la commission - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - Discussion générale (p. 3726) : innovation du projet de loi - Conséquences d'expériences d'aménagement du temps de travail - Chômage des jeunes - Expérience de passerelles entre l'école et l'entreprise - Nécessaire valorisation de l'apprentissage et de la formation professionnelle - (p. 3727) : interrogation sur les ministères devant prendre en charge l'enseignement professionnel - Expérience proposée à des jeunes en rupture avec le système scolaire.

- Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)] - Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - Art. 12 (rapport sur l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore) (p. 6782) : sur l'amendement n° 64 de M. Jean Cluzel, son sous-amendement n° 18, soutenu par M. Philippe de Gaulle ; adopté.

GERBAUD (François), sénateur de l'Indre (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, modifiant l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances et accordant aux communes de moins de 5 000 habitants la possibilité de constituer un plan d'épargne investissement communal [n° 342 (92-93)] (8 juin 1993) - Communes.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant obligation pour l'Etat d'établir un rapport d'informa-

tion à l'attention du Parlement concernant les conséquences de l'éventuelle mise en place de diverses mesures fiscales et de commenter les effets de ces mesures sur l'aménagement du territoire de la Nation [n° 3 (93-94)] (5 octobre 1993) - **Parlement.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2828) - Ministère ; Anciens combattants - *Anciens combattants d'Afrique du Nord - Anciens combattants et victimes de guerre.*

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 337, 338) : déséquilibres territoriaux - Région d'Ile-de-France - Services publics en zones rurales - Protection de l'agriculture française dans les négociations internationales - Structures de l'aménagement du territoire - (p. 339) : arrondissement - Solidarité entre collectivités - Financement des infrastructures de communication et de télécommunication.

- **Conclusions du rapport de M. Luc Dejoie, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 2, 93-94) modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 76 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4236) : le groupe du RPR votera cette proposition de loi - Dispense de stage ou de diplôme pour les conseils juridiques désirant intégrer la profession de notaire - Formation restreinte du Conseil de l'ordre des barreaux comportant plus de cinq cents avocats.

- **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 69 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4245) : renouvellement triennal par moitié des conseils généraux - Continuité de l'administration - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4345) : avis favorable du groupe du RPR sur l'article 6.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4739) : se déclare opposé à l'amendement n° I-17 de M. Alain Lambert repris par M. Louis Perrein (déduction pour travaux d'isolation acoustique) - Aménagement du territoire et construction de logements dans les zones aéroportuaires.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5353) : débat national - Augmentation des crédits budgétaires - (p. 5354) : rôle des agriculteurs dans l'aménagement de l'espace rural - Rôle de l'arrondissement - Situation des départements les plus pauvres - Plan et contrats de plan - Evaluation des politiques publiques - (p. 5355) : département de l'Indre - Fonds structurels européens.

GIACOBBI (François), sénateur de la Haute-Corse (RDE).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (27 mai

1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 490) : possibilité pour toute personne se trouvant en France de saisir les juridictions de la République.

GINESY (Charles), sénateur des Alpes-Maritimes (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la démission d'office d'un conseiller général [n° 66 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Conseils généraux.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Tourisme** - [n° 103 (93-94)] tome 16 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5140) : excédent de la balance des paiements touristiques - Conjoncture économique - Organisation mondiale du tourisme - Voyagiste Camino - Application de la loi relative à l'organisation et à la vente de voyages et de séjour - Plan de modernisation de l'hôtellerie indépendante - (p. 5141) : baisse des crédits du tourisme - Maison de la France - Agence française de l'ingénierie touristique, AFIT - Dotation globale de fonctionnement touristique - Tourisme rural - Tourisme de montagne - Votera ce projet de budget.

GIRAUD (Michel), ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)] (15 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Travail.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Françoise Seligmann : **Licenciements (Licenciements « sauvages »)** (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1415).

de M. Jean-Pierre Cantegrit : **Français de l'étranger (Assurance chômage des Français expatriés)** (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1421).

de Mme Hélène Luc : **Emploi (Lutte contre le chômage)** (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2816).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 32 de M. Louis Jung : **Décorations et médailles (Attribution aux fonctionnaires de la médaille d'honneur du travail)** (JO Lois et décrets du 26 juin 1993) (p. 1743).

n° 34 de M. Roland Courteau : **Emploi (Situation de l'emploi dans le département de l'Aude) (JO Lois et décrets du 26 juin 1993) (p. 1744).**

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de loi n° 332 (90-91)**, déposée par M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, **tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)]** - (6 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 195, 196) : participation des salariés - Intéressement aux résultats - Actionnariat - Privatisations - Entreprises publiques - (p. 197) : participation à la gestion des entreprises - **Art. 2 (administrateurs nommés parmi les salariés actionnaires)** (p. 200) : son amendement n° 1 : aspect incitatif du dispositif ; adopté.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2126, 2127) : situation économique et sociale - Progression du chômage - Objectifs du projet de loi : créations d'emplois par l'abaissement des charges des entreprises, formation et insertion des jeunes dans l'entreprise - Contrats d'alternance - Réhabilitation de la notion de métier - Amélioration de l'aide de l'Etat aux entreprises en difficulté - Lutte contre l'exclusion - Décentralisation de la politique de formation - (p. 2145, 2146) : travail de la commission des affaires sociales - **Projet de loi quinquennale - Effet de seuil - Calendrier prévisionnel de l'extension du dispositif d'exonération - Fonds national interconsulaire de compensation (FNIC) - Effectifs de la formation en alternance - Décentralisation - Chômage des cadres** - (p. 2147, 2148) : priorité à une relance par la croissance et par l'investissement au détriment d'une relance de la consommation - Dispositif en faveur des petites et moyennes entreprises - Droits syndicaux - Emplois de service - Organisation du travail - Mise en oeuvre de l'allègement des charges des entreprises par la budgétisation des allocations familiales - Apprentissage et formation en alternance - Plans sociaux - Position du patronat - (p. 2149) : nécessité d'intégrer la formation dans la vie professionnelle - Volonté de maintien des acquis sociaux - Communauté nationale responsable de la politique familiale - (p. 2150) : rôle de l'éducation nationale et des partenaires sociaux dans le cadre de la formation en alternance et de l'apprentissage - Consultations interministérielles - **Question préalable** (p. 2153) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Confiance dans la démarche du Gouvernement - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2154) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (condamnation des procédures de licenciement brutal) - **Avant l'art. 1^{er} et après l'art. 4** (p. 2155) : s'oppose aux amendements n° 19 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information du comité d'entreprise) et n° 27 de Mme Michelle Demessine (information du comité d'entreprise du montant des exonérations) - (p. 2156) : s'oppose aux amendements n° 21 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suivi par les pouvoirs publics de l'évolution des effectifs d'une entreprise à laquelle une aide a été accordée) et n° 28 de Mme Michelle Demessine (intervention de l'administration compétente en cas d'utilisation frauduleuse des aides par les entreprises) - **Art. 1^{er} (transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales)** (p. 2159) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 29 de Mme Michelle Demessine - Sur les amendements de la commission, accepte les n° 2, rédactionnel, n° 3 (exclusion des rémunérations de certaines indemnités pour le calcul de l'assiette ouvrant droit à allègement) et n° 13, de coordination, et demande le retrait des n° 4 (suppression des exceptions au principe figurant dans les deux derniers alinéas de l'article L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale) et n° 5 (extension du principe de l'allègement de cotisations d'allocations familiales aux non-salariés) - (p. 2160) : oppose l'article 40 de la Constitution aux amendements n° 4 (suppression des exceptions au principe figurant dans les deux derniers alinéas de l'article L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale) et n° 5 (extension du principe de l'allègement de cotisations d'allocations familiales aux non-salariés) de la commission - **Art. 2 (application de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux rémunérations des salariés visés à l'article 1144 du code rural)**

(p. 2161) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (droit à l'allègement des cotisations d'allocations familiales ouvert pour les salariés agricoles sous contrat à durée déterminée) - **Art. 3 (date d'entrée en vigueur du dispositif d'allègement)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 3** (p. 2162, 2163) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 15 (obligation de négociation par branche pour les organisations liées par une convention collective de branche), n° 16 (augmentation de la participation à la formation professionnelle continue des salariés et à la formation en alternance des jeunes pour les employeurs bénéficiant des exonérations de cotisations familiales) et n° 17 (augmentation de la participation au développement de l'apprentissage pour les employeurs bénéficiant des exonérations de cotisations familiales) - **Avant l'art. 4** (p. 2164 à 2171) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 31 (relèvement du SMIC), n° 32 (engagement d'une négociation en cas d'avis défavorable des représentants du personnel sur les licenciements envisagés), n° 33 (proposition par l'employeur à tout salarié licencié pour motif économique depuis moins d'un an de tout poste à pourvoir), n° 34 (responsabilités financières de l'employeur pour tout licenciement dont le motif n'est pas lié à la personne du salarié), n° 35 (transformation des emplois couverts par les contrats emploi-solidarité en emploi sous contrat à durée indéterminée), n° 36 (réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de rémunération), n° 37 (interdiction du travail de nuit des femmes), n° 38 (amplitude maximale d'une semaine de travail), n° 39 (temps de travail consacré à la formation), n° 40 (communication à la commission départementale de contrôle des fonds publics pour la formation des justificatifs des activités pédagogiques et financières des sociétés assurant la formation professionnelle), n° 41 (augmentation de la participation des employeurs au financement des congés formation des salariés bénéficiant d'un contrat à durée déterminée) et n° 42 (augmentation de la contribution patronale à l'effort de formation professionnelle) - **Art. 4 (augmentation du crédit d'impôt formation pour des dépenses d'apprentissage)** (p. 2173, 2174) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 43 de suppression et n° 44 (attribution des aides prévues par l'article 4 pour l'entreprise s'engageant à conclure avec l'apprenti un contrat de travail à durée indéterminée) ainsi qu'à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (incitation financière pour l'accueil par les entreprises des élèves ayant besoin d'un passage en entreprise) - Demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission au profit de son amendement n° 52 : modalités d'attribution du crédit d'impôt à certaines entreprises imposées au régime du forfait sur les bénéfices industriels et commerciaux ; adopté - **Après l'art. 4** (p. 2175, 2177) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 20 (inscription du développement de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel par alternance dans le cadre des contrats d'objectifs conclus entre le préfet de région et le représentant des organisations professionnelles d'employeurs) et de Mme Michelle Demessine n° 45 (interdiction du travail le dimanche et du travail de nuit pour les apprentis), n° 46 (revalorisation du salaire de l'apprenti), n° 47 (taux de la taxe d'apprentissage) et n° 49 (suppression de la mesure exonérant les entreprises des coûts de formation des maîtres d'apprentissage) - **Art. 5 (aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation en alternance)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 50 de Mme Michelle Demessine et accepte l'amendement n° 8 de la commission (non déductibilité des bases servant au calcul de crédit d'impôt formation pour l'aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation et d'insertion) - **Après l'art. 5** (p. 2178) : s'oppose à l'amendement n° 22 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires de l'Etat) - Sur l'amendement n° 23 de M. Paul Blanc (assouplissement de l'accès aux contrats de qualification), son sous-amendement n° 53 ; rejeté - S'oppose à l'amendement n° 23 précité - **Avant l'art. 6** (p. 2180) : dispositions frappant les très petites entreprises - Importance du dialogue avec les organisations syndicales - **Projet de loi quinquennale - Difficultés des très petites entreprises** - (p. 2181) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de la commission (restitution d'un dispositif provisoire et concernant les seuils de 9, 10 et 11 salariés) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (prolongation de la possibilité de passer des conventions pour engager des jeunes au titre de la mesure « exo-jeunes ») - Sur ce der-

nier, son sous-amendement n° 55 ; adopté - (p. 2182) : application du dispositif « exo-jeunes » - Son amendement n° 54 : dispositions accompagnant la prorogation de la mesure « exo-jeunes » ; adopté - **Art. 6 (institution d'une dotation financière destinée à aider les conseils régionaux à participer au développement de l'emploi)** (p. 2183, 2184) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle, n° 24 (extension de la dotation financière aux conseils généraux) et n° 25 (prise en compte des préoccupations relatives au cadre de vie) - (p. 2185) ; s'oppose à l'amendement n° 51 de Mme Michelle Demessine (versement de la dotation à titre expérimental pour des actions débouchant sur des emplois sous contrat à durée indéterminée) - **Intitulé du titre II** : accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvel intitulé de la division ; mesures d'urgence en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle) - **Sur l'ensemble** (p. 2188, 2189) : apport des sénateurs - Importance de la budgétisation des cotisations d'allocations familiales - Concertation sur la loi quinquennale.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 405 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2619, 2620) : accord en CMP - Débat sur l'assouplissement des obligations de formation dans le contrat de qualification - Perspective de budgétisation des allocations familiales - Formations en alternance - Apprentissage - Révision nécessaire du code du travail.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3118, 3119) : gravité des accidents - Méfaits de la concurrence - Renforcement de l'organisation de la prévention avant la passation des contrats - Directive européenne du 24 juin 1992 dite des « chantiers temporaires ou mobiles » - Création d'une fonction de coordination en matière de sécurité - Rôle du coordonnateur du projet - Travailleurs indépendants - Indemnités journalières en cas de maladie - Rôle du maître d'oeuvre - Responsabilités propres des entreprises - Remerciements - (p. 3126) : propositions de la commission - Protection des salariés en situation précaire - Procédure d'arrêt de chantier en cas de danger grave - Application du projet de loi - Principe de la responsabilité des employeurs en matière de sécurité du travail - Renforcement de la législation en matière de prévention des risques professionnels - **Avant l'art. 2** (p. 3127, 3128) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 34 (abrogation de la loi du 31 décembre 1991 relative à la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la sécurité du travail) et n° 35 (affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise) - **Art. 2 (dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil)** - **Art. L. 235-1 du code du travail (obligation de mise en oeuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs)** (p. 3131) : sur l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour les collectivités et organismes assujettis aux règles concernant la maîtrise d'ouvrage publique et répondant à certains critères d'opter soit pour le régime de droit commun fixé par le texte, soit pour un transfert des obligations visées par le projet de loi sur le maître d'oeuvre) pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat, demande le retrait du sous-amendement n° 44 de M. Alain Vasselle (suppression du droit d'option prévu par cet amendement afin de permettre l'automatisme de la désignation du coordonnateur par le maître d'oeuvre) - **Art. L. 235-2 du code précité (obligation d'une déclaration préalable avant l'ouverture de certains chantiers)** (p. 3133, 3134) : accepte les amendements de la commission, n° 2, rédactionnel, et n° 4, de précision, et s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Michelle Demessine (obligation pour le maître d'ouvrage d'adresser la déclaration prévue à cet article aux secrétaires des CHSCT des entreprises devant intervenir pour la réalisation de l'ouvrage) - **Art. L. 235-3 du code précité (obligation générale de coordination)** : accepte les amendements de la commission, n° 5, de précision, et n° 6 de conséquence - **Art. L. 235-4 du code précité (institution d'un coordonnateur)** (p. 3134, 3135) : s'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité de désigner un coordonnateur qui soit une personne morale) - Sur

les amendements de la commission, accepte le n° 8 (procédure applicable aux particuliers pour leurs travaux à usage personnel) et demande le retrait du n° 10 (obligation pour le Gouvernement de consulter des organisations professionnelles du secteur du bâtiment pour l'élaboration des textes réglementaires) - **Art. L. 235-5 du code précité (attributions des différents participants à une opération de bâtiment et de génie civil)** ; sur les amendements de la commission, accepte le n° 11, rédactionnel, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 12 (exonération des chantiers entrepris par des particuliers de l'obligation de prévoir un contrat écrit fixant les moyens mis à la disposition du coordonnateur) - **Art. L. 235-6 du code précité (élaboration d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de santé)** : accepte les amendements de la commission, n° 14, rédactionnel, et n° 16 de coordination - **Art. 235-7 du code précité (élaboration d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé)** (p. 3136) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et s'oppose au n° 38 de Mme Michelle Demessine (consultation du CHSCT ou des représentants du personnel en tenant lieu, sur le plan de sécurité élaboré avant le début des travaux) - **Art. L. 235-8 du code précité (dérogation pour les travaux d'extrême urgence)** : accepte les amendements de la commission n° 19 (suppression de l'obligation de déclaration préalable visée à l'article L. 235-2 du code précité) et n° 20 (ajout de l'adjectif « grave » dans le code du travail) - **Art. L. 235-10 du code précité (obligation de concertation entre maîtres d'ouvrage intervenant sur le même site)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - **Art. L. 235-11 du code précité (constitution d'un collège interentreprises)** : accepte l'amendement n° 22 de la commission (précision sur la liste des participants et sur la nature de leur voix au sein du collège) et s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 39 (suppression des mots « avec voix consultative ») et n° 40 (participation d'un représentant du CHSCT de chacune des entreprises intervenantes ou à défaut des représentants du personnel en tenant lieu, ou encore à défaut des salariés employés sur le chantier) - **Art. L. 235-13 du code précité (rôle du collège interentreprises)** (p. 3138) : accepte les amendements de la commission n° 23 (prise en compte de toutes les propositions, y compris de celles qui émanent des salariés) et n° 24, rédactionnel - **Art. L. 235-14 du code précité (fixation par décret des règles de fonctionnement du collège interentreprises)** : accepte l'amendement n° 25 de la commission (simplification de la rédaction du deuxième alinéa de cet article) - **Art. 3 (intégration de la sécurité dans les ouvrages)** (p. 3139) : accepte l'amendement n° 26 de la commission (allègement des formalités exigibles pour les chantiers de particuliers) - **Art. 4 (obligation pour les travailleurs indépendants de mettre en oeuvre les principes généraux de prévention)** (p. 3139) : accepte l'amendement n° 28 de la commission (soumission des travailleurs indépendants aux mêmes obligations de sécurité que les autres participants aux opérations du chantier) - **Après l'art. 4** : accepte l'amendement n° 29 de la commission (abaissement du quorum nécessaire pour que l'assemblée des administrateurs des représentants d'un des trois groupes de la CANAM puisse proposer l'instauration de prestations supplémentaires) - **Art. 6 (saisine du juge des référés par l'inspection du travail)** (p. 3140) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 41 (compétence du tribunal de grande instance du lieu où se déroulent les travaux) et n° 42 (convocation par le juge du CHSCT ou à défaut des représentants du personnel en tenant lieu, de chacune des entreprises intéressées lorsqu'il estime utile de provoquer la réunion élaborant le plan général de coordination) - **Art. 9 (peines encourues par les travailleurs indépendants en cas de violation des obligations définies par le code du travail en matière de sécurité et de santé)** (p. 3141) : accepte l'amendement de coordination n° 33 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 3142) : qualité du débat au Sénat - Remerciements.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3656) ; démarche globale du Gouvernement renforcée par chaque ministère - Souci de concertation et de motivation - Débat à l'Assemblée nationale - Coût du travail - (p. 3657) : budgétisation des cotisations familiales sur les bas salaires - Allègement du coût du travail - Insertion des jeunes dans la vie active - Réforme de la formation en alternance - Décentralisation de la formation des jeunes

- Contrats d'objectifs - Mise en place des mécanismes d'aides - Formules de stage - Relations entre l'administration et la population - Emplois de service - (p. 3658) : temps de travail - Négociations sur l'organisation du travail - Rapports d'évaluation.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Discussion générale (suite)** (p. 3734) : respect du droit du travail - (p. 3735) : respect du partenariat social - Travailleurs indépendants - Rôle de l'éducation nationale, des partenaires sociaux et des présidents de conseils généraux - Négociations - Budgetisation des cotisations d'allocations familiales - Aide aux PME et aux PMI - (p. 3736) : temps de travail - Réponses aux intervenants du groupe communiste - (p. 3736 à 3738) : réponses aux intervenants du groupe socialiste - (p. 3738 à 3743) : réponses aux intervenants de la majorité sénatoriale - Préparation d'un projet de loi traitant des handicapés - Relations entre les régions, l'ANPE et l'AFPA - Application de la loi dans la France d'outre-mer - ANPE et UNEDIC - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3747) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 3749) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Bonne direction des dispositions du projet de loi - **Renvoi à la commission** (p. 3753) : s'oppose à la motion n° 8 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Volonté de négociation et de concertation du Gouvernement - Respect du fondement de l'organisation sociale - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3755) : s'oppose aux amendements n° 237 de M. François Autain (rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement) et n° 340 de M. Charles Lederman (rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement et abrogation de la loi de 1986 concernant les licenciements individuels) - (p. 3757) : s'oppose à l'amendement n° 131 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suspension du versement de toute aide de l'Etat quand l'entreprise n'a pas mis en oeuvre les mesures de prévention et de formation nécessaires au maintien de l'emploi) - (p. 3759) : s'oppose à l'amendement n° 334 de M. Charles Lederman (suspension de tous les licenciements économiques pendant une période de six mois après la promulgation de la loi) - (p. 3760) : s'oppose à l'amendement n° 335 de M. Charles Lederman (suspension de toute procédure de licenciement économique dans les entreprises et établissements du secteur public et nationalisé pendant six mois après la promulgation de la loi) - (p. 3762) : s'oppose à l'amendement n° 336 de M. Charles Lederman (association de l'ensemble des partenaires sociaux, des élus des collectivités territoriales et de l'Etat dans la recherche d'une solution alternative aux licenciements) - (p. 3763) : s'oppose à l'amendement n° 337 de M. Charles Lederman (pouvoir décisionnel du comité d'entreprise sur les questions relatives à l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise) - (p. 3765) : s'oppose à l'amendement n° 338 de M. Charles Lederman (droit de veto du comité d'entreprise sur les propositions de licenciement) - (p. 3766) : s'oppose à l'amendement n° 339 de M. Charles Lederman (extension des prérogatives des délégués du personnel en matière économique) - (p. 3767) : s'oppose à l'amendement n° 341 de M. Charles Lederman (suppression des opérations de délocalisation internationale) - (p. 3769) : s'oppose à l'amendement n° 342 de Mme Marie-Claude Beaudou (institution d'un impôt sur l'achat de toute société étrangère par une société française) - (p. 3771) : s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Charles Lederman (examen de tout projet de délocalisation par le comité de groupe, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel) - (p. 3772) : s'oppose à l'amendement n° 344 de M. Charles Lederman (fixation de taxes et droits de douane et mise en place de contingents ou de quotas d'importation) - (p. 3773) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 345 (engagement de discussions au sein de la Communauté européenne par le Gouvernement français pour la fixation de quotas d'importation) et n° 346 (négociations engagées par la France avec les pays membres de l'ONU sur les négociations du GATT) - (p. 3774) : s'oppose à l'amendement n° 347 de M. Charles Lederman (corrélation entre les décisions de politique industrielle prises dans le cadre des instances internationales et le développement de l'économie française et de l'emploi) - (p. 3775) : s'oppose à l'amendement n° 348 de Mme Marie-Claude Beaudou (création d'un livret d'épargne populaire automobile) - (p. 3776) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou, n° 349 (montant du SMIC),

n° 350 et n° 351 (détermination du SMIC et modalités de revalorisation) - (p. 3777) : s'oppose à l'amendement n° 352 de Mme Marie-Claude Beaudou (nouveau mode de calcul des prestations familiales et maintien de la participation patronale) - **Art. 1^{er}** (*programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise*) (p. 3779) : négociations collectives et contrôles prévus - Nécessité d'étaler la fiscalisation.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (suite)** (p. 3796) : s'oppose aux amendements de suppression n° 132 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 353 de Mme Marie-Claude Beaudou, ainsi qu'à l'amendement n° 354 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du paragraphe I de l'article 1^{er} visant à exonérer totalement ou partiellement les employeurs des cotisations sociales finançant les allocations familiales) - Loi sur le financement des régimes sociaux - (p. 3798) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Franck Sérusclat (assise de la fiscalisation des allocations familiales sur les 2 000 premiers francs des salaires - modalités d'application de l'exonération) - Demande le retrait de l'amendement n° 270 de M. Bernard Seillier (extension aux revenus professionnels des employeurs et travailleurs indépendants de l'exonération totale ou partielle des cotisations d'allocations familiales) - (p. 3799) : son amendement n° 572 : exclusion de l'application de la mesure d'exonération pour les organismes publics assurant directement à leurs salariés le service des prestations familiales ; adopté - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 14 de la commission (extension du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux professions libérales et aux professions industrielles et commerciales) - (p. 3800) : demande le retrait de l'amendement n° 284 de M. Alain Vasselle (extension du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales à la profession agricole) - (p. 3801) : préoccupation du Gouvernement à l'égard des professions indépendantes et des professions agricoles - Accepte l'amendement de coordination n° 15 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 135 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (négociations de branches destinées à accompagner les mesures favorisant l'emploi à la suite des exonérations de cotisations familiales) - (p. 3802) : s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Gérard Delfau (assouplissement de la législation actuelle), accepte les amendements de la commission n° 16 (suppression du paragraphe IV de l'article 1^{er} relatif à la mesure de compensation salariale), et n° 17 (suppression du paragraphe V de l'article 1^{er} relatif aux dispositions relatives aux modalités de financement), et s'oppose à l'amendement n° 136 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe IV de l'article 1^{er} relatif à la mesure de compensation salariale) - (p. 3803) : demande le retrait de l'amendement n° 209 de M. Alain Vasselle (principe d'une compensation intégrale en faveur du financement de la politique familiale) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3807) : demande le retrait de l'amendement n° 303 de M. René Trégouët (expérience de dispositif de sauvegarde de l'emploi par convention avec l'Etat dans certains secteurs d'activités en difficulté) - (p. 3808, 3809) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 355 (augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés), n° 356 (taxation des revenus immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel) et n° 357 (augmentation de la cotisation employeur et élargissement de celle-ci à l'ensemble de la valeur ajoutée) - (p. 3810, 3811) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 358 (taxation de l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France) et n° 359 (financement de la sécurité sociale) - (p. 3812) : s'oppose à l'amendement n° 360 de Mme Marie-Claude Beaudou (information annuelle du comité d'entreprise et des organisations syndicales représentatives du montant des exonérations sociales et fiscales accordées à l'entreprise) - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3814) : s'oppose aux amendements de suppression n° 137 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 361 de Mme Marie-Claude Beaudou, ainsi qu'à l'amendement n° 138 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réforme de la taxe professionnelle) - (p. 3815) : accepte les amendements de la commission, n° 18 (délai de présentation au Parlement du rapport du Gouvernement relatif aux conséquences sur l'emploi d'une modification de l'assiette

des contributions) et n° 19 (inclusion dans le rapport de l'incidence des modifications d'assiette sur les finances des bénéficiaires des contributions) - (p. 3816) : s'oppose à l'amendement n° 362 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du deuxième alinéa de l'article 2 relatif à la modification de l'assiette des contributions pesant sur les entreprises au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) - Demande le retrait de l'amendement n° 254 de M. Guy Robert (financement par l'impôt de la cotisation au Fonds national d'aide au logement, FNAL) et accepte l'amendement n° 285 de M. Alain Vasselle (financement du Fonds national d'aide au logement) - (p. 3817) : s'oppose aux amendements n° 325 de M. Charles Descours (maintien du versement destiné aux transports urbains) et n° 363 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression de la disposition visant à réduire les moyens financiers consacrés aux transports collectifs) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 20 de la commission (contribution pesant sur les entreprises au titre de la taxe sur les salaires) - (p. 3821) : souci du Gouvernement d'orienter son action vers l'accès à l'emploi - (p. 3822) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 587 de la commission (annulation de la suppression des contributions mentionnées) - **Après l'art. 2** (p. 3825) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (rapport du Gouvernement sur les possibilités de créations d'emplois dans les services marchands) - (p. 3826) : s'oppose à l'amendement n° 571 de la commission (incidences de la création d'une TVA sociale contribuant au financement des régimes de protection sociale des pays de la Communauté européenne) - **Art. 3** (*prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié*) (p. 3832) : son amendement n° 573 : intégration dans le dispositif du projet de loi des reprises d'entreprises sous certaines conditions ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 367, de suppression, n° 368 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée), n° 369, de coordination, et n° 370 (suppression du (7^e) du paragraphe I de l'article 3, étendant l'exonération aux coopératives d'utilisation de matériel agricole) ; ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 139 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée), n° 140, de coordination, n° 141 (extension de la mesure d'exonération aux associations) et n° 142 (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement) - Sur les amendements de la commission, accepte les n° 588 et n° 27 rédactionnels, n° 28 de précision, et n° 29 de coordination, demande le retrait des n° 23 (extension de l'exonération aux groupements d'employeurs agricoles comportant une coopérative d'utilisation en commun de matériel agricole), n° 24 (harmonisation de la liste des bénéficiaires de l'exonération au titre des deuxième et troisième salariés, avec celle existant pour l'exonération au titre du premier salarié), s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 25 (suppression d'une disposition introduite à l'Assemblée nationale) et oppose l'article 40 de la Constitution pour le n° 26 (extension à l'ensemble des départements d'outre-mer du bénéfice des dispositions d'exonération pour l'embauche d'un deuxième et d'un troisième salariés) - **Avant l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° 371 de Mme Marie-Claude Beaudeau (interdiction de toute discrimination à l'encontre des femmes en matière d'embauche, de salaire, de promotion et de formation continue) - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3636) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 372 de Mme Marie-Claude Beaudeau - Période d'expérimentation - (p. 3838) : son amendement n° 574 : émission des chèques et modalités de mise à disposition ; adopté - (p. 3839) : s'oppose aux amendements n° 286 de M. Alain Vasselle (suppression du troisième alinéa du I de cet article rendant impossible l'utilisation du chèque service pour la rémunération des personnels dont l'activité relève de la profession de leur employeur), n° 304 de M. Jean-Paul Delevoye (mise à disposition des chèques services), n° 212 de M. Jean-Luc Mélenchon (modulation de l'utilisation du chèque service) et n° 244 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (organisation d'un statut professionnel pour les salariés occupant les emplois de service) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 243 de Mme Marie-Madeleine

Dieulangard (participation des représentants des associations) et n° 211 de M. Camille Cabana (rapport du Gouvernement sur le développement du chèque service et l'exonération fiscale) - Accepte l'amendement de coordination n° 31 de la commission - (p. 3843) : associations intermédiaires - Participation des partenaires concernés lors de l'élaboration du décret d'application de l'article 4 - **Après l'art. 4** (p. 3844) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle n° 287 (augmentation des modalités de solvabilité de la demande d'aide à domicile) et n° 288 (extension aux associations agréées du bénéfice de l'allocation de garde d'enfant à domicile), et de l'amendement n° 257 de M. Jean Arthuis (versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - **Art. 5** (*simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) (p. 3846) : s'oppose aux amendements n° 289 de M. Alain Vasselle (extension du bénéfice du dispositif de l'article 5 aux salariés faisant un apport à une association d'intérêt général) et n° 228 de M. Gérard Delfau (habilitation préalable des organismes autorisés à délivrer et à gérer les chèques conseils) - (p. 3847) : sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 589 (durée d'inscription des chômeurs comme demandeurs d'emplois) et accepte le n° 32 de précision - S'oppose à l'amendement n° 220 de Mme Monique ben Guiga (possibilité pour les Français établis hors de France de bénéficiaire du dispositif d'aide à la création d'entreprises) et accepte l'amendement n° 290 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les régions d'intervenir dans le dispositif) - (p. 3848) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 33 (orientation d'une partie des aides existantes versées aux chômeurs créateurs d'entreprises vers le fonds de garantie) et accepte le n° 34 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 213 de M. Jean-Luc Mélenchon (financement des aides à la création d'entreprises par un fonds de solidarité abondé par une taxe sur les entreprises recourant à des licenciements) - **Après l'art. 5** (p. 3850) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (octroi aux entreprises nouvellement créées des exonérations prévues à l'article 1^{er}) - Renforcement des PME - Mesure proposée en faveur de la création d'emplois - (p. 3851) : accepte l'amendement n° 35 de la commission (versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage), et sur celui-ci, demande le retrait du sous-amendement n° 299 de M. Guy Robert (extension du bénéfice des dispositions proposées par l'amendement n° 35 à certains chômeurs) - (p. 3852) : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (exonération de charges sociales pour l'embauche de jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans) - Respect de la négociation partenariale - Cadre économique et budgétaire - (p. 3853) : taux de TVA - (p. 3854) : demande le retrait de l'amendement n° 37 de la commission (réduction temporaire des coûts salariaux liés au franchissement de certains seuils d'effectifs) - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 3855) : demande le retrait de l'amendement n° 9 de M. Ernest Cartigny (extension des avantages consentis aux entreprises de moins de dix salariés, aux employeurs de moins de quinze salariés).

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 6** (*extension et relèvement de la provision d'impôt pour création d'entreprise dans le cadre de l'essaimage*) (p. 3880) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau n° 373 de suppression et n° 374 (suppression du paragraphe I de l'article 6 relatif à la création d'une réserve spéciale destinée à financer des prêts à des entreprises nouvelles fondées par des membres de leur personnel), ainsi qu'à l'amendement n° 271 de M. Bernard Seillier (extension des dispositions de l'article 6) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 39 de la commission (élargissement du bénéfice de l'essaimage aux travailleurs non salariés) - **Après l'art. 7** (p. 3881) : s'oppose à l'amendement n° 40 de la commission (dérogation aux règles de cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non salariées) - (p. 3882) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural) - Demande le retrait de l'amendement n° 42 de la commission (possibilité pour les entreprises sans salarié de recruter par un contrat à durée déterminée leur premier salarié) - **Art. 8** (*élargissement et assouplissement du dispositif relatif aux groupements d'employeurs*) (p. 3884) : son amendement n° 601 : adaptation locale du système de groupement d'employeurs ;

adopté - (p. 3885) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 375 de Mme Marie-Claude Beaudou, ainsi qu'à l'amendement n° 214 de M. Jean-Luc Mélenchon (rémunération des salariés du groupement d'employeurs) - **Après l'art. 8** (p. 3886) : accepte l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française) - (p. 3887) : nécessité de l'examen d'un projet de loi sur la famille - Demande le retrait de l'amendement n° 272 de M. Bernard Seillier (prolongation du congé parental ou de l'activité à temps partiel des mères de jeunes enfants) - (p. 3888) : demande le retrait de l'amendement n° 273 de M. Bernard Seillier (protection de la famille en cas de licenciement du chef de famille) - **Avant l'art. 9** (p. 3889) : gestion dynamique du chômage - S'oppose à l'amendement n° 229 de M. Gérard Delfau (institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiant d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective) - (p. 3890) : engagement de concertations avec les partenaires sociaux - Oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 229 de M. Gérard Delfau (institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiant d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective) - (p. 3891) : s'oppose à l'amendement n° 376 de M. Charles Lederman (réservation des emplois des jeunes incorporés au service national) - (p. 3893) : s'oppose à l'amendement n° 377 de M. Charles Lederman (recours au contrat à durée déterminée) - (p. 3895) : s'oppose à l'amendement n° 378 de M. Charles Lederman (transmission des candidatures reçues au comité d'entreprise et aux délégués du personnel) - (p. 3896) : s'oppose aux amendements n° 379 de M. Charles Lederman (modalités d'extension d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel) et n° 380 de Mme Marie-Claude Beaudou (accès à l'emploi des travailleurs handicapés) - (p. 3897) : s'oppose à l'amendement n° 392 de M. Charles Lederman (protection de l'emploi du salarié parti au service national et se révélant inapte après son incorporation) - (p. 3899) : s'oppose à l'amendement n° 383 de M. Charles Lederman (protection des emplois existants) - **Art. 10 (création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE)** (p. 3901) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 384 de suppression et n° 385 (suppression du paragraphe II de l'article relatif à la prise en charge des dépenses de la formation par l'Etat) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 230 de M. Gérard Delfau (mention du niveau du bassin d'emploi) - (p. 3902) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 386 (remboursement des aides lorsque les stages d'insertion ou de formation à l'emploi n'aboutissent pas à la création d'emplois stables) et n° 387 (prise en compte d'une certaine catégorie de personnels dans la détermination des seuils d'effectifs pour la mise en place des institutions représentatives du personnel) - (p. 3903) : s'oppose à l'amendement n° 388 de M. Charles Lederman (contrôle de l'usage fait par l'employeur des aides de l'Etat à l'accès à l'emploi par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel et les organisations syndicales représentatives) - (p. 3905) : contrôle du bon usage des fonds provenant de l'Etat par les inspecteurs de la formation professionnelle - **Art. 11 (extension de la durée des contrats de retour à l'emploi, CRE, et modification du régime qui leur est applicable)** (p. 3902) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 389, de suppression, n° 390 (suppression du paragraphe II de l'article allongeant la durée maximale des contrats de retour à l'emploi en cas de contrat à durée déterminée) et n° 391 (suppression du paragraphe III prolongeant les durées maximales d'exonération des cotisations sociales pour les employeurs signataires de conventions) - (p. 3909) : s'oppose à l'amendement n° 143 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prise en charge par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche de salariés sous contrat de retour à l'emploi) - (p. 3910) : recherche par le Gouvernement de simplification et de pérennisation des dispositifs efficaces - **Après l'art. 11** (p. 3911) : s'oppose à l'amendement n° 144 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (avis du comité d'entreprise sur les conditions de mise en oeuvre des actions de formation dispensées pendant le temps de travail aux bénéficiaires de contrats de retour à l'emploi) - **Avant l'art. 12** (p. 3912) : s'oppose à l'amendement n° 332 de Mme Josette Durrieu (limitation du nombre des personnes bénéficiant d'un contrat emploi-solidari-

rité par rapport à l'effectif de l'organisme employeur) - **Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO)** (p. 3913) : accès au dispositif des CES pour les mères isolées et les veuves - (p. 3917) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 393 de suppression et n° 394 (suppression du paragraphe I de l'article 12 ciblant les publics des contrats emploi-solidarité), aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 145 (temps de formation pour le bénéficiaire d'un contrat emploi-solidarité) et n° 146 (compensation par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales, des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche d'un salarié sous contrat emploi-solidarité), et à l'amendement n° 221 de Mme Monique ben Guiga (possibilité pour les Français de l'étranger de bénéficier des contrats emploi-solidarité) - Demande le retrait des amendements n° 274 de M. Bernard Seillier (possibilité pour les associations familiales de mettre à la disposition des familles des jeunes chômeurs de longue durée sous contrat emploi-solidarité pour des emplois familiaux) et des amendements identiques n° 306 de M. Jean-Paul Delevoye et n° 329 de Mme Hélène Missoffe (utilisation des contrats emploi-solidarité pour combler les besoins des familles) - Accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 43, n° 44 et n° 45 - **Art. 13 (incitation au développement du système des emplois consolidés)** (p. 3924) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 395 de suppression, n° 397 (suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'extension de la prise en charge de l'Etat pour inciter les employeurs potentiels à créer des emplois consolidés) et n° 398 identique à l'amendement n° 148 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 46 (suppression du paragraphe I de l'article, relatif au renouvellement des CES et inséré à l'article 12) et demande le retrait du n° 47 (prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance chômage dues par les collectivités territoriales en cas de conclusion d'un emploi consolidé) - Sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, demande le retrait du n° 147 (suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe II relatif à l'exonération de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et des participations dues par les employeurs au titre de la formation professionnelle et de l'effort de construction) et s'oppose au n° 148 (suppression du paragraphe III de l'article relatif à l'extension aux emplois consolidés des dispositions déterminant les effectifs de l'organisme considéré devant être pris en compte) - **Art. 14 (possibilité pour l'Etat de conclure des conventions afin de mettre en oeuvre un dispositif d'accompagnement social pour les personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle)** (p. 3925) : rôle des associations - (p. 3926) : s'oppose à l'amendement n° 222 de Mme Monique ben Guiga (extension du dispositif aux Français précédemment établis hors de France pendant les trois années de leur retour en métropole) - **Après l'art. 14** (p. 3927) : demande le retrait de l'amendement n° 245 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (mise en place d'une allocation « autonomie et dépendance » pour les personnes âgées) - **Art. 15 (institution d'un « fonds partenarial » abondé par l'Etat et à destination des collectivités locales pratiquant une politique active en matière d'insertion professionnelle des jeunes)** (p. 3928) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 399 de M. Charles Lederman et accepte l'amendement rédactionnel n° 48 de la commission - Ouverture du fonds partenarial aux initiatives locales - **Après l'art. 15** (p. 3930) : accepte l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - (p. 3932) : critères d'appréciation - Garanties de la visite médicale pour aptitude au travail - Sur l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure), demande le retrait du sous-amendement n° 608 de M. Jean-Jacques Robert (suppression de la convocation par les services à une visite médicale pour vérifier l'aptitude au travail) - (p. 3935) : transcription dans la loi de dispositions réglementaires - **Art. 15 bis (extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »)** (p. 3939) : s'oppose aux amendements de suppression n° 150 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 405 de M. Charles

Lederman et accepte l'amendement de la commission n° 49 (suppression d'un ajout de l'Assemblée nationale non justifié dans les cas d'exonération de la contribution Delalande) - **Chapitre III (dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel : absence de représentation syndicale dans les PME et PMI)** : suggestions faites dans le rapport de M. Michel Coffineau - (p. 3940) : objectif de dialogue social - **Art. 16 (dispositions relatives au mandat des délégués du personnel)** (p. 3943, 3944) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman n° 413 de suppression et n° 414 (suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des institutions représentatives du personnel) - (p. 3944) : s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Gérard Delfau (élection des délégués du personnel sur une base territoriale dans les zones géographiques constituant des bassins d'emplois) - (p. 3945) : s'oppose aux amendements n° 415 (suppression du paragraphe II de l'article, relatif aux heures de délégation) et n° 416 (nombre maximum d'heures de délégation par mois) de M. Charles Lederman - **Art. 17 (doublement de la durée du mandat des délégués du personnel)** (p. 3947) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 417 de M. Charles Lederman - **Art. 18 (organisation des élections des délégués du personnel : coordination)** (p. 3948) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 418 de suppression, n° 419 (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux obligations d'information du personnel par le chef d'entreprise) et n° 420 (suppression du paragraphe II de l'article tendant à supprimer le caractère annuel de la communication aux organisations syndicales par l'inspecteur du travail des copies des procès-verbaux de carence) - **Art. 19 (simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel)** (p. 3949) : s'oppose aux amendements de suppression n° 155 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 421 de M. Charles Lederman - Accepte les amendements de la commission n° 50, rédactionnel, et n° 51 (prorogation du mandat des délégués du personnel) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 575 : coïncidence des élections des délégués du personnel avec celles des membres du comité d'entreprise ; adopté - **Art. 20 (cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise)** (p. 3954) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 156, de suppression, et de M. Charles Lederman n° 423 de suppression et n° 424 (suppression des premier et deuxième alinéas du texte présenté par cet article pour l'article L. 431-1-1 du code du travail, relatif à la délégation du personnel au comité d'entreprise, à la périodicité des réunions et au nombre d'heures de délégation) - Existence d'une sous-représentation syndicale dans les petites entreprises - Importance du dialogue social - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 52 (extension de l'allègement des heures de délégation) et accepte le n° 53 (ouverture de la faculté de fusion à l'occasion du renouvellement du comité d'entreprise) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 576 ; adopté - **Art. 21 (simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés)** (p. 3958) : s'oppose aux amendements de suppression n° 163 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 432 de M. Charles Lederman et accepte l'amendement n° 54 de la commission (regroupement des informations) - **Art. 22 (rythme des réunions du comité d'entreprise)** (p. 3960) : s'oppose aux amendements de suppression n° 167 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 433 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Gérard Delfau n° 232 (mise en place du dialogue social) et n° 234 (expérience d'un droit d'expression pour les exclus du salariat) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 55 de la commission - **Après l'art. 22** (p. 3961) : accepte l'amendement n° 56 de la commission (possibilité pour le chef d'entreprise de se faire assister par des collaborateurs au comité d'entreprise) - Sur celui-ci son sous-amendement n° 577 : suppression de la référence à la voix consultative ; adopté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 23 (renforcement du dispositif de lutte contre le travail clandestin)** (p. 3985) : s'oppose à l'amendement n° 169 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe IV de l'article abrogeant le registre des travailleurs à domicile et la déclaration adressée à l'inspecteur du travail par le donneur d'ouvrages) - **Art. 23 bis (application du droit social français**

aux travailleurs d'une société établie hors de France exécutant une prestation de services sur le territoire national) (p. 3986) : accepte les amendements de la commission, n° 57 (modification de la codification de l'article) et n° 58 de précision - Demande le retrait de l'amendement n° 258 de M. Guy Robert (clarification et précision du champ d'application de l'article) - **Avant l'art. 23** (p. 3987) ; s'oppose à l'amendement n° 435 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale du décideur en matière d'infraction à la sécurité et aux conditions de travail des salariés) - **Avant l'art. 24** (p. 3988) ; accepte l'amendement n° 59 de la commission (application de la législation de droit commun pour la durée maximale de travail des salariés agricoles) - **Avant ou après l'art. 24** (p. 3995) : nécessité d'une expérimentation fondée sur le volontariat et inscrite dans un cadre d'annualisation - Négociations avec les partenaires devant déboucher sur une convention - Précision des dispositions relatives à la réduction du temps de travail et à la réduction des salaires - Nouvelles embauches - Contrôle indispensable - Contribution de l'Etat - Accepte les amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Sur ces derniers, demande le retrait des sous-amendements, n° 609 de M. Jean-Jacques Robert (délai d'intervention de la réduction de salaire), et n° 600 de M. Pierre Laffitte (impossibilité pour les grands groupes de profiter de la possibilité offerte par l'expérimentation pour percevoir l'aide de l'Etat) - S'oppose aux amendements, n° 238 de M. François Autain (création d'un comité national d'évaluation chargé d'élaborer une étude sur les conséquences de la réduction de la durée du travail), n° 307 de M. René Trégouët (possibilité pour l'Etat d'aider les entreprises fournissant à leurs salariés des sessions de formation) et n° 436 de Mme Michelle Demessine (abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail sans réduction de salaire) - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4025) : s'oppose aux amendements de suppression n° 269 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 439 de Mme Michelle Demessine - (p. 4026) : sur les amendements de la commission, demande le retrait du n° 60 (possibilité pour les entreprises ne disposant pas de délégation syndicale de mettre en place le dispositif d'annualisation) et accepte le n° 590 rédactionnel ainsi que le n° 61 (transposition aux cas particuliers d'annualisation, des dispositions de l'article L. 132-23 prévoyant l'adaptation d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel par une convention ou un accord d'entreprise), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 579 ; devenu sans objet - Son amendement n° 578 : suppression des deux derniers alinéas du texte présenté par le paragraphe I de l'article 24, permettant une modification de la durée du travail sur tout ou partie de l'année pour tout salarié ayant des enfants à charge ; adopté - (p. 4029) ; demande le retrait des amendements, n° 210 de M. Alfred Foy (assouplissement du système) et n° 259 de M. Guy Robert (possibilité pour les partenaires sociaux de négocier d'autres avantages en contrepartie de l'annualisation de la durée du travail) - **Art. 25 (négociation sur le capital de temps de formation)** (p. 4030) : s'oppose aux amendements, n° 223 de Mme Monique ben Guiga (prise en compte des périodes de travail hors de France pour le calcul du capital de temps de formation) et n° 441 de Mme Michelle Demessine (détermination par voie conventionnelle ou par voie contractuelle des conditions dans lesquelles chaque salarié bénéficie d'un temps de formation égal à 10 % de son temps de travail effectué) - **Art. 26 (rapport au Parlement)** (p. 4031) : accepte l'amendement de suppression n° 62 de la commission - **Avant l'art. 27** : s'oppose à l'amendement n° 246 de Mme Josette Durrieu (réduction du recours par les entreprises aux heures supplémentaires) - (p. 4032) ; accepte l'amendement n° 63 de la commission (abrogation des articles L. 213-11 et L. 213-12 du code du travail interdisant le travail de nuit des ouvriers boulangers et prévoyant des dérogations préfectorales) - **Art. 27 (élargissement du recours au repos compensateur)** (p. 4034) ; s'oppose à l'amendement de suppression n° 442 de Mme Michelle Demessine - Sur les amendements de M. Jean Chérioux, accepte le n° 283 (constat d'opposition) et demande le retrait du n° 282 (possibilité pour les entreprises ne parvenant pas à conclure un accord sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur de

bénéficiaire des dispositions prévues par l'article 27) - Demande également le retrait de l'amendement n° 301 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les employeurs, dans le cadre des négociations partenariales, de négocier directement les aménagements du temps de travail avec le personnel en l'absence d'institutions représentatives) - (p. 4035) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 64 (adaptation à l'entreprise des conditions d'attribution et de prise du repos compensateur par le biais des conventions, accords ou textes soumis à l'avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) et, sur celui-ci, demande le retrait du sous-amendement n° 300 de M. Alain Vasselle, accepte le n° 65 de coordination et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 66 (cas des heures supplémentaires effectuées en cas de circonstances exceptionnelles) - (p. 4036) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 171 (assurance pour les cadres d'une protection équivalente à celle accordée aux autres salariés) et n° 172 (coordination avec l'amendement n° 171 en ce qui concerne le personnel d'encadrement du secteur agricole) - **Après l'art. 27** (p. 4039) : s'oppose à l'amendement n° 293 de M. Alain Vasselle (possibilité, par voie conventionnelle et par la négociation partenariale, pour les entreprises de prévoir un salaire équivalent au travail d'un nombre d'heures supplémentaires n'ouvrant pas droit à rémunération) - **Art. 28 (développement du travail à temps partiel)** (p. 4041) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 443 de Mme Michelle Demessine - (p. 4043) : s'oppose aux amendements identiques n° 173 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 445 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe I de l'article 28 intégrant dans le dispositif du travail à temps partiel le travail intermittent) et n° 174 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 446 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe II de l'article 28 introduisant la possibilité d'annualiser le travail à temps partiel) - (p. 4044) : sur les amendements de la commission, accepte les amendements n° 591 et n° 592, rédactionnels, ainsi que le n° 68 (assouplissement du régime des préretraites progressives) et demande le retrait de l'amendement n° 67 (comptabilisation des heures complémentaires) - S'oppose à l'amendement n° 175 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (maintien des dispositions actuelles relatives au travail intermittent dans le code du travail) - (p. 4045) : s'oppose à l'amendement n° 447 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe VI de l'article relatif à l'abattement de charges sociales auquel ouvre droit le contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel) - (p. 4046) : demande le retrait de l'amendement n° 330 de Mme Hélène Missoffe (bénéfice de l'allègement de charges pour l'employeur d'un salarié à temps partiel après un congé de maternité ou au cours d'un congé parental) et s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 176 (suppression du deuxième paragraphe VI élargissant la plage horaire ouvrant droit à l'abattement de charges sociales) et n° 177 (suppression de l'abattement des cotisations sociales appliquées au temps partiel annualisé) - (p. 4047) : accepte l'amendement n° 208 de M. Jean Chérioux (possibilité pour l'entreprise de cotiser aux organismes de retraite pour le temps non travaillé) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 611 ; adopté - (p. 4048) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (obligation pour l'Etat de compenser les exonérations de cotisation imposées aux partenaires sociaux gestionnaires des régimes) - (p. 4049) : s'oppose à l'amendement n° 612 de M. Emmanuel Hamel (élargissement à l'ensemble des salariés de plus de cinquante-cinq ans de la réduction progressive d'activité dans le cadre de la préretraite progressive par un accord de branche) - **Après l'art. 28** (p. 4052) : s'oppose à l'amendement n° 179 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des parlementaires et de l'opinion publique sur les conditions de compensation par l'Etat de l'abattement des cotisations dues par l'employeur au titre des assurances sociales) - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4055) : principe du repos hebdomadaire - Dispositions dérogatoires - (p. 4056) : s'oppose à l'amendement n° 448 de Mme Michelle Demessine (affirmation du principe du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) - (p. 4057) : s'oppose à l'amendement n° 449 de Mme Michelle Demessine (abrogation de l'article L. 221-19 du code du travail prévoyant la possibilité pour le maire d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche trois fois par an par arrêté) - (p. 4058) : s'oppose à l'amendement n° 450 de Mme Michelle Demessine (possibilité pour l'inspecteur du tra-

vail de faire appliquer les textes relatifs au repos dominical) - Conditions à l'autorisation d'ouverture - (p. 4061) : s'oppose aux amendements identiques n° 451 de Mme Michelle Demessine et n° 180 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe I de l'article 29 étendant le régime des dérogations permanentes saisonnières à certains établissements situés dans des communes touristiques), demande le retrait des amendements n° 327 de M. Charles Descours (élargissement des conditions d'octroi des dérogations à l'ouverture dominicale) et n° 279 de M. Bernard Seillier (dérogation dominicale accordée aux établissements d'ameublement et d'électroménager) ainsi que de l'amendement n° 69 de la commission (suppression des qualificatifs attribués aux loisirs) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 593 de la commission - Son amendement n° 602 : responsabilité de la situation de la liste des communes dans lesquelles les dérogations pourront être accordées, attribuée au préfet sur proposition des conseils municipaux concernés ; adopté - (p. 4063) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 452 (définition du travail de nuit), n° 453 (rémunération du salarié effectuant un travail de nuit) et n° 454 (accord du salarié pour le travail de nuit) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 455 (interdiction du travail de nuit pour les femmes), n° 456 (repos des femmes assujetties au travail de nuit) et n° 457 (obligation pour l'employeur de proposer une autre affectation à une femme dans l'impossibilité d'exercer son activité de nuit) - (p. 4065) : s'oppose aux amendements n° 181 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe II permettant aux entreprises souhaitant travailler en continu d'organiser un repos hebdomadaire par roulement dans le cadre d'accord ou de convention d'entreprise ainsi que du paragraphe III étendant le principe des accords de convention d'entreprise aux salariés agricoles et assimilés) et n° 458 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe II de l'article 29, permettant aux entreprises souhaitant travailler en continu d'organiser un repos hebdomadaire par roulement dans le cadre d'accord ou de convention d'entreprise) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 594 de la commission - (p. 4066) : accepte les amendements de la commission, n° 70 (prise en compte des pratiques d'exposition permanente destinées aux commerçants), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 580 et n° 71 (assouplissement du régime des dérogations susceptibles d'être accordées dans l'année par le maire), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 581 ; adoptés - (p. 4067) : préoccupations de société dans les pays de la Communauté économique européenne - **Art. 30 (temps réduit indemnisé de longue durée)** (p. 4069) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 459 de Mme Michèle Demessine et accepte l'amendement n° 72 de la commission (extension aux allocations visées par l'article 30 des mêmes règles que celles applicables aux autres conventions FNE et aux allocations de chômage partiel) - **Art. 30 bis (repos quotidien)** (p. 4070) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 460 de Mme Michelle Demessine et accepte l'amendement n° 73 de la commission (extension aux salariés agricoles) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4071) : accepte la motion n° 613 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité sur soixante-treize amendements - **Après l'art. 30 bis** (p. 4072) : accepte l'amendement de la commission n° 74 (procédure en cas de notification au salarié d'une modification substantielle de son contrat), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 582 ; adopté - (p. 4073) : accepte l'amendement n° 75 de la commission (contrôle de la durée du travail dans le secteur agricole) - **Titre III (formation et insertion professionnelles)** (p. 4074) : s'oppose à l'amendement de suppression de la division et de son intitulé n° 461 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Attachement du Gouvernement à la bonne articulation entre formation et insertion - Rôle des régions, de l'Etat et des partenaires sociaux - Propose un dispositif de décentralisation progressive, accompagné et partenarial - **Art. 31 (décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes)** (p. 4079) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 182 de suppression et n° 183 (attributions des missions locales et des PAIO en matière d'accompagnement social des jeunes), ainsi qu'aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 464, de suppression, n° 465 (suppression du b du paragraphe A de l'article relatif au principe du transfert à la région des compétences relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle), n° 466 (suppression du B de

l'article 31 transférant à la région l'organisation des actions prioritaires de l'article L. 910-2 du code du travail), et n° 467 (suppression des deux derniers alinéas du B de l'article 31 relatifs au délai de mise en place du transfert de compétences) - Demande le retrait de l'amendement n° 76 de la commission (possibilité de permettre le transfert de compétences à la région avant le terme de cinq ans) - Evaluations pour éviter les injustices réalisées par le comité de coordination - (p. 4080) : décentralisation de la seule formation professionnelle - **Art. 32 (modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle)** (p. 4082, 4083) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 184 de suppression et n° 185 (réseau des missions locales et des PAIO), et accepte les amendements de la commission n° 77 (couverture des frais de personnel pour les emplois transférés), n° 79 (précision relative au transfert de moyens) et n° 595, rédactionnel - Absence de transfert des crédits de l'accompagnement social et de l'insertion sociale - **Art. 33 (compétences réservées à l'Etat : coordination)** (p. 4084) : s'oppose aux amendements de suppression n° 186 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 468 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Accepte l'amendement n° 596 de la commission (suppression du premier alinéa du paragraphe II de l'article précisant l'étendue des formations concernées par le plan régional) - **Art. 34 (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes)** (p. 4088) : s'oppose aux amendements de suppression n° 187 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 469 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Sur les amendements de la commission, accepte les n° 80 et n° 82 rédactionnels et n° 83 (consultation du département et du comité régional de l'enseignement agricole), et demande le retrait du n° 81 (programmation des investissements et moyens de fonctionnement nécessaires à l'ensemble des filières de formation par le plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes) - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 470 (suppression de la formation initiale préparant à un diplôme du champ des compétences du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes), n° 471 (extension à l'ensemble des acteurs politiques de l'établissement du plan régional de développement des formations professionnelles), n° 472 (précisions quant à la nature des organisations syndicales et patronales consultées sur l'élaboration du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes), n° 473 (approbation du plan régional de développement conjointement par le préfet de région et les autorités académiques) et n° 474 (approbation des conventions par le conseil régional) - **Art. 35 (droit à l'initiation professionnelle)** (p. 4094) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 476 (suppression des dispositions relatives au cadre dans lequel la formation professionnelle est dispensée), n° 477 (formations spécifiques dispensées après la formation initiale) et n° 478 (suppression de la dernière phrase de l'article relative à la mise en place des formations en concertation avec les entreprises et les professions) - (p. 4095) : s'oppose à l'amendement n° 225 de Mme Monique ben Guiga (accueil en France des jeunes Français établis hors de France).

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4118) : s'oppose aux amendements de suppression n° 189 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 479 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Demande le retrait des amendements n° 249 de M. Adrien Gouteyron (nouvelle rédaction de l'article en mettant l'accent sur l'initiation à la formation par alternance) et n° 313 de M. Daniel Goulet (nouvelle rédaction de l'article en insistant sur la notion d'orientation) - Accepte l'amendement n° 127 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction de l'article et prévision d'ouverture de classes d'initiation préprofessionnelle) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 86 de la commission - **Art. 37 (information sur l'orientation scolaire et professionnelle)** (p. 4131) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 480 de suppression, n° 481 (suppression des trois derniers alinéas du paragraphe I relatifs à l'information et à l'aide à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des jeunes), n° 482 (garantie de la qualité de l'information des jeunes par l'intervention des organisations syndicales) et n° 483 (suppression du paragraphe II abrogeant l'article 3 de la loi d'orientation du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique qui prévoit l'information des élèves sur

la base d'une documentation) - Accepte l'amendement n° 128 de la commission saisie pour avis (organisation de l'information), et sur celui-ci, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 87 de la commission - **Art. 38 (ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères)** (p. 4136) : s'oppose aux amendements de suppression n° 191 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 484 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Accepte l'amendement n° 129 de la commission saisie pour avis (mise en place d'un dispositif alternatif conservant le mécanisme inscrit dans l'article 38 et prévoyant une solution destinée à renforcer la professionnalisation des sections d'apprentissage implantées dans les établissements d'enseignement) et sur celui-ci, les sous-amendements n° 88, n° 89 et n° 91 de la commission ainsi que l'amendement de coordination n° 90 de la commission - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4143) : s'oppose aux amendements de suppression n° 192 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 491 de Mme Danielle Bidard-Reydet, aux n° 492 (valeur nationale du diplôme) et n° 496 (communication à l'inspection du travail, d'éléments relatifs aux conditions de mise en oeuvre de l'apprentissage) de Mme Danielle Bidard-Reydet ainsi qu'au n° 316 de M. Daniel Goulet (simplification de la procédure d'agrément) - Accepte les amendements de la commission, n° 94, n° 95 et n° 96 de coordination, ainsi que les n° 93 (renforcement du texte) et n° 97 (suppression de la consultation des CODES (Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi)) - Statut scolaire des jeunes - (p. 4144) : retour possible dans la filière classique - **Après l'art. 39** (p. 4150) : s'oppose à l'amendement n° 193 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires versées par l'Etat pour permettre le développement de l'apprentissage dans l'entreprise) - **Art. 39 bis (signature du contrat d'apprentissage)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 98 de la commission - **Avant l'art. 40** (p. 4151) : accepte l'amendement n° 5 de M. Louis de Catuelan (dispositif permettant d'adapter par voie réglementaire le contrat de qualification au secteur maritime) - **Art. 40 (contrats d'insertion)** (p. 4153) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 194 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - (p. 4154) : liaison étroite entre le principe de l'exonération et la formation - Décret d'application de l'article - **Paragraphe I (suppression des articles L. 981-6 à L. 981-9 du code du travail, relatifs au contrat d'adaptation et au contrat d'orientation)** (p. 4155) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 195 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et accepte l'amendement n° 99 de la commission (sort des contrats en cours après la suppression du dispositif) - **Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail)** (p. 4157) : s'oppose aux amendements de suppression n° 196 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 513 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Rôle du tuteur - Décret d'application - **Art. L. 981-9-1 du code du travail (contrat d'insertion)** (p. 4162) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 514 (convention entre l'Etat et les entreprises), n° 515 (non renouvellement du contrat et durée de celui-ci), n° 516 (approbation de ce type de contrat de travail par l'inspecteur du travail), n° 518 (obligation de la formation pour tout contrat d'insertion), n° 519 (suppression de la réalisation d'un « projet professionnel »), n° 520 (modalités de conclusion des conventions entre l'Etat et les entreprises), n° 517 (détermination des conditions générales d'exercice du tutorat et du contenu des formations) et n° 521 (suppression de la délivrance par les entreprises d'un diplôme attestant une formation) - Sur les amendements de la commission, accepte les n° 100 (caractère « professionnel » de l'insertion) et n° 103 (reconnaissance de la spécificité du contrat d'insertion professionnelle réservé aux jeunes diplômés et renvoi à un décret pour les modalités d'application du dispositif) et s'oppose au n° 598 (caractère obligatoire de la formation en cas de renouvellement du contrat) - Accepte l'amendement n° 6 de M. Louis de Catuelan (application du dispositif de la formation en alternance dans la marine marchande) - **Art. L. 981-9-2 (reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et de la rupture anticipée du contrat)** (p. 4166) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 522, de suppression, n° 523 (alignement de la rémunération de tout jeune sous contrat d'insertion sur celle de tout autre salarié effectuant le même

travail), n° 524 (suppression de la variation de la rémunération en fonction de l'âge en cas d'ébauche de formation), n° 525 (suppression des déductions des avantages en nature), n° 526 (suppression des dispositions relatives à la rupture du contrat d'insertion à l'initiative du salarié avant l'échéance) et n° 527 (rupture du contrat par le salarié avant son terme afin de pouvoir bénéficier d'une formation) - Accepte l'amendement de coordination n° 101 de la commission - **Art. L. 981-9-3 (conditions d'exonération de 50 % des cotisations sociales à la charge de l'employeur)** (p. 4168) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 528 de suppression, et n° 529 (suppression de la réduction des cotisations patronales au titre des accidents du travail lors de l'embauche d'un jeune sous contrat d'insertion) - Accepte l'amendement de coordination n° 102 de la commission - **Paragraphe III (imputation des dépenses de formation des employeurs)** (p. 4169) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 530 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Accepte les amendements de la commission n° 105 de coordination et n° 106 (maintien de la déduction des dépenses de formation pour les contrats en cours) - **Paragraphe IV (imputation des autres dépenses)** (p. 4170) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 531 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après le paragraphe IV** : accepte l'amendement de coordination n° 107 de la commission - **Art. 41 (négociation sur le recours aux contrats d'insertion en alternance)** (p. 4171) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 532 (suppression du paragraphe I prévoyant une négociation annuelle des organisations liées par une convention de branche sur les modalités de recours aux contrats d'insertion en alternance et aux contrats d'apprentissage) et n° 533 (qualification nécessairement reconnue pour les salariés susceptibles d'exercer un tutorat) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 599 de la commission - **Art. 42 (concertation sur l'harmonisation des filières de formation sous contrat de travail en alternance)** (p. 4172) : accepte les amendements de la commission n° 108, rédactionnel, et n° 109 (introduction des dispositions supprimées au paragraphe V de l'article 1^{er}) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 603 ; adopté - **Art. 42 bis (institution d'un diplôme de maître d'apprentissage)** (p. 4174) : accepte les amendements n° 110 de la commission (titre de maître d'apprentissage sanctionnant non seulement une formation mais également une expérience professionnelle) et n° 535 de Mme Danielle Bidard-Reydet (délai de mise en application) - **Après l'art. 42 bis** : demande le retrait de l'amendement n° 261 de M. Guy Robert (modalités d'intensification des actions menées par les branches professionnelles conduisant des plans de développement de l'apprentissage) - **Avant l'art. 43** (p. 4175) : accepte l'amendement n° 111 de la commission (recrutement de professeurs associés) - **Art. 43 (assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche)** (p. 4178) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 537 (précision du champ d'application de l'article L. 931-28 du code du travail relatif aux congés accordés pour l'exercice de la profession d'enseignant par les salariés détachés) et n° 538 (suppression des alinéas renvoyant à un décret d'application la définition du congé annuel de formation) - **Art. 43 bis (conditions d'appel de la contribution de formation dans le secteur agricole)** (p. 4179) : collecte des fonds pour la formation des professions agricoles - **Après l'art. 43 bis** : accepte les amendements de la commission n° 112 (enseignement à distance) et n° 604 (renforcement des possibilités d'adaptation des actions de formation aux spécificités des zones rurales) - **Art. 44 (gestion des fonds des formations en alternance)** (p. 4181) : s'oppose à l'amendement n° 542 de Mme Danielle Bidard-Reydet (développement des possibilités de mutualisation et de péréquation des dépenses de formation continue) - **Art. 45 (crédit d'impôt formation continue et apprentissage)** (p. 4182) : son amendement n° 607 : appréciation de la condition de durée minimale de la période d'apprentissage ; adopté - (p. 4183) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 544, de suppression, et n° 545 (suppression de l'article 244 quater C du code général des impôts relatif à la mise en oeuvre du crédit d'impôt formation) - Demande le retrait des amendements n° 113 de la commission (prorogation du dispositif institué au profit des entreprises imposées au forfait pour l'impôt dû au titre de 1993), n° 321 de M. Daniel Goulet (introduction des dispositions conformes aux mesures d'urgence pour le développement de l'apprentissage) et n° 198 de Mme Marie-Madeleine Dieu-

langard (réforme de l'ensemble des formations en alternance) - **Art. 46 (garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle)** (p. 4185) : s'oppose aux amendements n° 201 de suppression de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 548 de Mme Danielle Bidard-Reydet (maintien de l'habilitation des programmes de formation) - (p. 4186) : conventionnement des actions - **Art. 47 (procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle)** (p. 4187) : collecte des fonds - Organismes collecteurs - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 114 de la commission (reconnaissance d'une spécificité à certains fonds d'assurance) - (p. 4188) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 549, n° 550 (maintien des critères actuels pour l'agrément des organismes collecteurs des fonds destinés à la formation continue), et n° 551 (suppression d'une notion permettant l'agrément d'organismes qui ne pouvaient pas assurer leur mission) - Demande le retrait de l'amendement rédactionnel n° 115 de la commission au profit de son amendement de précision n° 583 ; adopté - **Art. 48 (renforcement des contrôles administratifs et financiers des dispositifs de formation professionnelle)** (p. 4191) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 552 (suppression du I de l'article visant à abroger l'article L. 920-12 du code du travail relatif à la procédure sanctionnant les manquements aux obligations des intervenants en matière de formation professionnelle), n° 553 (revalorisation semestrielle des rémunérations des titulaires des contrats de qualification), n° 554 (suppression du b du paragraphe II visant à supprimer la notion de contrôle des moyens pédagogiques et matériels des organismes de formation) et n° 555 (suppression du b du paragraphe III abrogeant les sanctions pénales pour non respect d'une mesure de suspension du droit de conclure des conventions de formation professionnelle) - Son amendement n° 584 : suppression du paragraphe V relatif à l'habilitation des inspecteurs et contrôleurs de la formation professionnelle ; adopté - (p. 4192) : accepte les amendements de la commission n° 116 (extension du dispositif aux organismes consulaires), n° 117 (modalités d'exercice des contrôles) et n° 118 de coordination.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Art. 49 (instauration d'un guichet unique à destination des jeunes)** (p. 4204) : attachement aux PAIO (permanences d'accueil, d'information et d'orientation) et aux missions locales - S'oppose aux amendements de suppression n° 202 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 556 de Mme Michelle Demessine et au n° 203 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (extension du dispositif du réseau d'accueil d'information, d'orientation et de suivi des jeunes en difficulté à l'ensemble du territoire) - Demande le retrait de l'amendement n° 267 de M. Jean Delanoue (rôle des conseils généraux dans les actions d'insertion) - **Art. 50 (compétences des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (COREF), du conseil d'orientation et de surveillance et des comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CODEF) - suppression de la commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage)** (p. 4206) : son amendement rédactionnel n° 585 ; adopté - (p. 4207) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 559 de suppression, n° 560 (remplacement de la notion d'information par celle de consultation pour les relations entre l'Etat, l'ANPE et l'AFPA), n° 561 (possibilité de proposer un nouveau contrat en cas d'avis défavorable du comité régional), n° 562 (suppression de toute mention relative à un contrôle des demandeurs d'emploi), n° 563 (périodicité des réunions du comité départemental), n° 564 (reconnaissance de la place des conseils généraux), n° 565 (extension des consultations à l'échelon départemental) et n° 566 (maintien des commissions départementales de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) - **Après l'art. 50** : accepte l'amendement n° 120 de la commission (création d'un conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts) - **Art. 50 bis (rapport du Gouvernement au Parlement sur la coordination entre l'ANPE et l'UNEDIC et sur une éventuelle fusion de ces deux organismes)** (p. 4208) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 567 de Mme Michelle Demessine - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 121 de la commission (délai de présentation du rapport au Parlement et proposition d'une rédaction plus neutre de l'article) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 614 ; adopté - **Après l'art. 50 bis** : son amendement

n° 586 : création d'un conseil d'orientation et de surveillance des institutions chargées du placement, de l'indemnisation et du contrôle des demandeurs d'emploi ; adopté - Accepte l'amendement n° 122 de la commission (rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux travailleurs frontaliers) - **Avant l'art. 51** (p. 4210) : s'oppose à l'amendement n° 242 de M. François Autain (rapport d'information au Parlement sur les conséquences prévisibles de l'adoption de ce projet de loi) - **Art. 51** (rapport d'évaluation de l'application de la loi et rapports d'exécution de certains articles) (p. 4211) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 568 de Mme Michelle Demessine, aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 204 (contenu du rapport), n° 205 (compensation des exonérations de charges) et n° 206 (budgétisation des cotisations d'allocations familiales) et accepte l'amendement de la commission n° 123 (regroupement en un même article de tous les rapports évaluatifs dispersés dans le projet de loi) - **Art. 52** (annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicables à l'outre-mer) (p. 4213) : s'oppose aux amendements n° 569 de suppression de Mme Michelle Demessine et n° 570 de M. Henri Bangou (délai de présentation des mesures d'adaptation dans les départements d'outre-mer) - Accepte l'amendement n° 124 de la commission (exclusion de Mayotte du dispositif) - **Sur l'ensemble** (p. 4222, 4223) : remerciements à la commission des affaires sociales, à son président, aux rapporteurs, ainsi qu'au rapporteur pour avis - Enrichissement du projet de loi - Texte d'ouverture et de négociations - Priorité à la formation-insertion.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4468, 4470) : enjeux du projet de loi - Réduction des cotisations d'allocations familiales - Annualisation du temps de travail - Repos dominical - Plans régionaux de développement des formations professionnelles - Insertion des jeunes diplômés - Jeunes Français de l'étranger - Intérêt des initiatives sénatoriales - Textes réglementaires - Concertation avec les partenaires sociaux - Application dans les départements d'outre-mer - Financement de la formation professionnelle.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) (p. 5305) : lutte contre le chômage - Financement de la loi quinquennale - (p. 5306) : caractéristiques du budget - Solidarité - Allègement du coût du travail - Création et maintien d'emplois - Formation professionnelle - (p. 5307, 5308) : partenariat avec les collectivités locales - Rôle de l'ANPE - Contrôle de la formation professionnelle - Moyens en personnels - (p. 5324) : progression du chômage - Organisation du service de l'emploi - Association nationale pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - ANPE - Contrats emploi-solidarité, CES - Contrats de retour à l'emploi - (p. 5325) : budgétisation des cotisations d'allocations familiales - Décentralisation de la formation professionnelle - Contrôle des organismes de formation - Mesures de la loi quinquennale pour l'emploi - Allègement du coût du travail - (p. 5326) : protection sociale - UNEDIC - CES - Organisation des services de l'emploi - (p. 5327, 5328) : formation professionnelle - Rôle des régions et des préfets - Missions locales - Emplois de proximité - Formation professionnelle - CES - Flexibilité interne - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre III** (p. 5329) : s'oppose à l'amendement n° II-12 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réduction des crédits de communication du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) - ANPE - Communication - Répondeurs téléphoniques « Info-emploi » - (p. 5331) : bassins d'emplois - Rôle du sous-préfet - Chaînes de télévision temporaires sur l'emploi - Appels téléphoniques - Dispositif « Info-emploi » - **Etat C - Titre V** (p. 5332, 5333) : égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 - Deuxième lecture [n° 124 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6488, 6489) : directive

communautaire - Prévention dans le secteur du bâtiment et des travaux publics - Délégation des responsabilités du maître de l'ouvrage en matière de sécurité au maître d'oeuvre dans les petites communes - Modification du régime des prestations sociales complémentaires des travailleurs indépendants et abaissement du quorum requis - Sanctions - Souhaite que le Sénat adopte ce texte conforme - **Art. 2 - Art. L. 235-1 du code du travail** (p. 6492) : demande le retrait des amendements de M. Alain Vasselle, n° 1 (possibilité donnée aux organismes d'HLM de confier la coordination à des maîtres d'oeuvre, par délégation de maîtrise d'ouvrage) et n° 2 (possibilité donnée aux organismes d'HLM, pour des opérations de construction en milieu rural, de confier la coordination à des maîtres d'oeuvre, par délégation de maîtrise d'ouvrage) - (p. 6493) : bilan d'application de la loi en ce qui concerne les organismes constructeurs.

GIRAULT (Jean-Marie), sénateur du Calvados (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna du 16 au 31 juillet 1992 [n° 299 (92-93)] (11 mai 1993) - **Territoires d'outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 211 (92-93)] de M. Jacques Larché tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] (26 mai 1993) - **Procédure pénale.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 401 (92-93)] modifiée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale [n° 409 (92-93)] (7 juillet 1993) - **Procédure pénale.**

Avis, déposé au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 431 (92-93)] portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 30 (93-94)] (12 octobre 1993) - **Urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 94 (93-94)] (17 novembre 1993) - **Sports.**

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** - [n° 106 (93-94)] tome 8 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)]** - Suite de la discussion - (26 mai 1993) - **Art. 1^{er}** (suppression de la qualité de membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel conférée aux anciens Présidents de la République) (p. 439) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 2 de la commission.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 589) : initiative de la réforme - Dispositions ajoutées - (p. 590) : dispositions relatives à la garde à vue - Possibilité de contourner la loi votée - Colloque relatif à l'application de la loi du 4 janvier 1993 - (p. 591) : transformation de la majorité de l'Assemblée nationale - Adaptation des dispositions et refus d'abroger la loi du 4 janvier 1993 - Sécurité de la société - Règles contenues dans le code pénal et le code de procédure pénale - Faible nombre d'erreurs commises lors de la recherche de la vérité - (p. 592) : présence de l'avocat lors de la garde à vue - Mise en examen - Détention provisoire - Nullités - Privilèges de juridiction - Nouvelle procédure accusatoire devant les cours d'assises et les tribunaux correctionnels - Secret de l'instruction - Instructions pouvant être données au Parquet par le Garde des sceaux - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 608, 609) : s'oppose aux amendements n° 43 (transposition en matière pénale de règles applicables en matière civile) et n° 44 (contrôle par le procureur de la République des conditions de garde à vue) de M. Claude Estier - **Art. 2 (modalités de la garde à vue)** (p. 611) : s'oppose aux amendements n° 45 de suppression de M. Claude Estier et n° 1 de M. Charles Lederman (précisions relatives au délai) - (p. 612) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 46 de forme et n° 47 (durée de la prolongation fixée par le Procureur de la République) ainsi qu'à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (mesures de garantie pour accompagner la garde à vue) - (p. 613) : s'oppose à l'amendement n° 48 (principe de la présentation de la personne devant le Procureur de la République) de M. Claude Estier - (p. 614) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 3 (mention de leurs droits faite aux personnes gardées à vue), n° 4 (notion de famille) et n° 5 (choix du médecin par la personne gardée à vue) - Accepte l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (notion de famille) - (p. 615) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 50 et n° 51 (choix du médecin), et n° 52 (coordination entre le médecin désigné et le médecin traitant de la personne gardée à vue) - (p. 616) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 53 (rôle du médecin) et n° 54 (examen médical) - **Art. 3 (entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue)** (p. 619) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (assistance de l'avocat du choix de la personne gardée à vue) - (p. 620) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue) - (p. 621) : s'oppose aux amendements de Mme Seligmann, n° 57 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue) et n° 58 (possibilité pour l'avocat de communiquer par téléphone avec la personne gardée à vue) au n° 26 du Gouvernement (suppression du paragraphe III de l'article 3 relatif à la limitation du droit à l'entretien avec un avocat), ainsi qu'à l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe III relatif à l'autorisation d'entretien) - (p. 622) : s'oppose aux amendements n° 60 (report de l'entretien) et n° 61 (consignation des motifs au procès-verbal) de M. Claude Estier - (p. 623) : s'oppose aux amendements n° 62 de Mme Françoise Seligmann (motivation écrite de la décision du procureur), n° 8 de M. Charles Lederman (instructions écrites et motivées par le procureur de la République) et n° 59 de M. Claude Estier (report de l'entretien).

Suite de la discussion - (2 juin 1993) - Rapporteur - **Art. 4 (modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire)** (p. 635) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de M. Claude Estier - (p. 636) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 9 (information du juge d'instruction par l'officier de police judiciaire sans délai), n° 10 (retour aux dispositions de la loi du 4 janvier 1993) et n° 11 (suppression de la prolongation de la garde à vue) - **Art. 5 (rétablissement du juge d'instruction sur les lieux en cas d'enquête sur crime ou délit flagrant)** (p. 637) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Claude Estier (rétablissement de l'article 72 du code de procédure pénale en y introduisant les règles de droit commun en matière d'ouverture d'information) et accepte l'amendement de coordination n° 27 du Gouvernement - **Après l'art. 5**

(p. 638) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 du Gouvernement (règles relatives aux perquisitions) - **Art. 6 (mise en examen)** (p. 641) : s'oppose aux amendements de suppression n° 12 de M. Charles Lederman et n° 65 de M. Claude Estier - (p. 642) : s'oppose aux amendements n° 66 (définition de la mise en examen et de la mise en cause), n° 67, n° 68, n° 69 et n° 55 (propositions de définition de la mise en examen et de la mise en cause) de M. Claude Estier - **Après l'art. 6** (p. 643) : s'oppose à l'amendement n° 29 du Gouvernement (introduction d'un formalisme dans les demandes de diligences présentées par une personne mise en examen) - **Art. 7 (coordination)** : s'oppose aux amendements de suppression n° 13 de M. Charles Lederman et n° 70 de M. Claude Estier - **Art. 8 (information de la partie civile sur son droit à formuler une requête)** (p. 644) : accepte l'amendement n° 30 du Gouvernement (droit de la partie civile de formuler des requêtes en nullité) - **Art. 9 (interdiction d'entendre comme témoin les personnes à l'encontre desquelles se révèlent des indices graves et concordants de culpabilité)** (p. 645) : accepte l'amendement n° 31 du Gouvernement (droits du témoin assisté) et s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Charles Lederman (rétablissement de l'article 105 du code de procédure pénale et suppression des termes « dans le dessein de faire échec aux droits de la défense ») - **Art. 10 (communication du dossier)** (p. 646) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de M. Claude Estier - (p. 647) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 15 (suppression de la possibilité de convoquer les avocats au moyen d'une télécopie avec récépissé) n° 16 (suppression du paragraphe II de l'article 10 prévoyant que la procédure est mise à la disposition des avocats à tout moment pendant les jours ouvrables) et n° 74 de M. Claude Estier (possibilité pour l'avocat de demander à tout moment le dossier au juge d'instruction) - **Art. 11 (interrogatoire de première comparution)** (p. 648) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - (p. 649) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par l'article 11 relatives aux exceptions) - **Art. 13 (coordinations - modifications rédactionnelles)** (p. 650) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe IV de l'article 13 rétablissant, dans la rédaction antérieure à la loi du 4 janvier 1993, deux dispositions) - **Après l'art. 14** (p. 652) : accepte l'amendement n° 33 du Gouvernement (examen par la Cour de cassation du pourvoi en cassation formé contre la chambre d'accusation) - **Art. 15 (placement en détention provisoire)** (p. 654) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de M. Claude Estier - (p. 656) : restitution au juge d'instruction du pouvoir de mise en détention provisoire - Formule du « référé-liberté » - Suspension de l'exécution de la décision de mise en détention : référé-sursis - Expérience de la prison - Sursis à exécution - Sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (institution à l'occasion du placement en détention d'une personne mise en examen d'une procédure de référé-liberté), son sous-amendement n° 95, présenté à titre personnel ; adopté - (p. 660) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 79 (instauration d'une chambre d'instruction composée de trois magistrats), n° 80 (élargissement de la compétence de la chambre d'instruction) et n° 81 de coordination - **Art. 18 (fondement des nullités)** (p. 663) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 84 de suppression et accepte le n° 85 (purge des nullités par la chambre d'accusation) - **Art. 11 (suite)** (p. 664) : accepte l'amendement n° 32 du Gouvernement (nature des demandes et des requêtes) - **Après l'art. 19** : s'oppose à l'amendement n° 35 du Gouvernement (extension aux requêtes en nullité du formalisme prévu pour les demandes d'acte) - **Art. 20 (règlement de l'information)** (p. 665) : accepte les amendements de M. Claude Estier n° 86 (précision relative à la formulation de la demande après la notification) et n° 87 rédactionnel - **Art. 21 (renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police)** (p. 666, 667) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 88 de suppression et n° 89 (suppression des mots « ou de préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction »), ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman n° 20 (suppression de la possibilité de rendre définitive l'ordonnance de renvoi), n° 21 (retour à la formulation prévue par la loi du 4 janvier 1993 ne permettant pas l'extension des cas de mise en détention provisoire) et n° 22 (impossibilité pour l'ordonnance de renvoi devenue définitive de couvrir les vices de la procédure antérieure en matière de

procédure correctionnelle) - **Après l'art. 21** (p. 667) : s'oppose à l'amendement n° 37 du Gouvernement (impossibilité pour les droits nouveaux des parties accordés en matière de nullité de se transformer en instrument dilatoire) - **Art. 22** (*compétences de la chambre d'accusation*) (p. 668) : sur l'amendement n° 38 du Gouvernement, accepte le I (pouvoirs de la chambre d'accusation : (I) coordination avec la détention provisoire et s'oppose au II (II) cas des appels formés contre une ordonnance du juge d'instruction) - **Art. 23** (*constatation des nullités par le tribunal correctionnel*) (p. 668) : s'oppose à l'amendement n° 39 de coordination du Gouvernement - **Art. 26** (*garde à vue d'un mineur*) (p. 669) : s'oppose aux amendements de suppression n° 23 de M. Charles Lederman et n° 91 de M. Claude Estier - **Après l'art. 26** (p. 670) : accepte l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (modalités d'intervention de la dérogation) - **Art. 27** (*information obligatoire de la famille*) (p. 670) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de M. Claude Estier - **Art. 28** (*détention provisoire d'un mineur*) (p. 671) : accepte l'amendement n° 40 du Gouvernement (transposition au mineur du régime applicable au majeur pour le placement en détention) - **Art. 31** (*abrogations*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 25 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 32** (p. 672) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 41 du Gouvernement (simplifications) - (p. 673) : défense des personnes injustement mises en cause - Souhaite une modification des articles que le Gouvernement se propose d'abroger par son amendement n° 42 (suppression de dispositions superflues introduites par la loi du 4 janvier 1993) - Son amendement n° 96 : suppression du caractère obligatoire pour le juge d'instruction ou la chambre d'accusation d'ordonner la publication de la décision lorsque la personne concernée en fait la demande ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1845) : exemple de la ville de Caen - Caractère facultatif de l'aide des collectivités territoriales aux investissements de l'enseignement privé sous contrat - (p. 1846) : discrimination entre les établissements d'enseignement privés et entre les collectivités territoriales - Absence d'urgence - (p. 1847) : partisan de la création d'une obligation à la charge des collectivités territoriales ; ne votera pas ce texte - **Question préalable** (p. 1859) : temps de réflexion - Enseignement des programmes publics définis par l'Etat - Mauvais procès fait à l'enseignement privé - (p. 1860) : enseignement public et enseignement de l'histoire des religions.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 401 (92-93)]** - (10 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2528, 2529) : présence de l'avocat lors de la garde à vue - Catégories d'infractions - Détention provisoire - Référé-liberté - Dispositions transitoires - (p. 2533) : point d'équilibre entre les libertés de l'homme - **Art. 3** (p. 2535) : sur l'amendement n° 31 du Gouvernement qu'il accepte (extension de la liste des infractions permettant le report de l'intervention de l'avocat), son sous-amendement n° 2 : principe de l'absence de l'avocat lorsque la garde à vue porte sur des faits de terrorisme ou de trafic de stupéfiants ; adopté (par priorité) - (p. 2541) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité pour le bâtonnier ou un membre du conseil de l'Ordre délégué d'accéder à tout moment aux locaux de garde à vue) ainsi qu'à l'amendement identique n° 23 de M. Charles Lederman - **Art. 3 bis** (*suppression de l'émargement sur le registre des gardes à vue*) (p. 2543) : accepte l'amendement n° 32 du Gouvernement (maintien de l'exigence de l'émargement) - **Art. 5 bis** (p. 2544) : accepte l'amendement de suppression n° 33 du Gouvernement - **Art. 6 bis** (p. 2545) : son amendement de précision n° 3 ; adopté - **Art. 10** (p. 2546) : accepte l'amendement n° 34 du Gouvernement (modalités de communication à l'avocat du dossier de procédure) - (p. 2547) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des mots : « sous réserve des exigences du bon fonctionnement du cabinet du juge d'instruction ») - Son amendement n° 4 : délai dont dispose l'avocat ; adopté - **Art. 11** (p. 2548) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Charles Lederman (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par cet article) - **Art. 11 bis** (*suppression de la possibilité pour la personne mise en examen de demander sa*

première comparution dans les quinze jours) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Art. 15** (p. 2550) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 35 (constatation par le président de la chambre d'accusation de la nécessité d'éventuelles prolongations de la détention), n° 36 (modalités de désistement de la peine pour la personne mise en examen) et n° 37 (formation du référé-liberté) - (p. 2552) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 2553) : sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (constatation par le président de la chambre d'accusation de la nécessité d'éventuelles prolongations de la détention), s'oppose au sous-amendement n° 42 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 18** (p. 2555) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 14 de suppression et n° 15 (purge des nullités) - **Art. 18 bis** (*modalités de présentation d'une requête en nullité*) (p. 2556) : son amendement n° 7 de précision ; adopté - **Art. 20** (p. 2557) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (formulation des demandes) - **Art. 26** (p. 2558) : accepte l'amendement n° 38 du Gouvernement (intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue pour les mineurs de 16 ans) - (p. 2559) : s'oppose aux amendements de suppression n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 22 de M. Charles Lederman - **Art. 32 undecies** (*protection de la présomption d'innocence*) (p. 2560) : son amendement n° 8 de suppression ; adopté - **Après l'art. 32 duodecies** (p. 2562) : accepte les amendements du Gouvernement n° 39 (dispositions prévoyant la substitution de l'expression « mise en examen » à l'expression « inculpation » dans tous les textes législatifs y faisant référence) ; et n° 40 (rémunération des avocats commis d'office pouvant intervenir au cours de la garde à vue) - **Après l'art. 33** (p. 2563) : accepte l'amendement n° 41 du Gouvernement (entrée en vigueur de la loi) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2564) : enrichissement du code pénal - Complexité du code de procédure pénale.

Troisième lecture [n° 421 (92-93)] - (13 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2624) : divergence avec l'Assemblée nationale sur l'article 9-1 du code civil - Droit au respect de la présomption d'innocence - Article 9 du code civil garantissant le respect de la vie privée - Presse - Demande au Sénat de voter le texte adopté par l'Assemblée nationale - **Art. 32 undecies** (p. 2627) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des conditions de garde à vue, mise en examen, citation, réquisitoire ou plainte à la demande d'insertion de communiqué ou de rectification) - Action en diffamation.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3145) : amendements des commissions - Exception d'illégalité à l'encontre de la décision de création de révision du plan d'occupation des sols, POS - (p. 3146) : paralysie des opérations d'urbanisme pour des vices de forme ou de procédure - Procédure du sursis à exécution - Manque de moyens des juridictions administratives - Retrait du permis de construire par son auteur - Motivation des décisions administratives - (p. 3147) : abus dans l'utilisation du déféré préfectoral - Déféré préfectoral spontané et déféré préfectoral provoqué - Exemple de décisions prises par le Conseil d'Etat à ce sujet - Nécessité de revenir à la jurisprudence Cassar - (p. 3148) : recours contre les décisions des administrations - **Art. 3** (*dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme*) - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme** (*recours par voie d'exception pour vice de forme*) (p. 3158) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 53 ; adopté - **Après l'art. L. 600-3 du code précité** (p. 3163) : son amendement n° 4 : motivation des décisions de la juridiction administrative statuant sur une requête à fin de sursis à exécution d'une décision administrative ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 3180) : son amendement n° 55 : déféré préfectoral et recours de droit commun qui est ouvert à tout citoyen qui se prétend lésé par une décision administrative ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)]** - (21 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3312) : nécessité de ce projet de loi - Extension du dispositif pénal - Prévention - Convention européenne de 1985 - Conditions d'application de ce texte - Répression de l'ivresse dans les stades - Mise en conformité

avec le code pénal actuel - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif pénal existant*) - **Art. 42-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984** (*répression de l'ivresse dans une enceinte sportive*) (p. 3323, 3324) : sur l'amendement n° 1 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction), qu'il accepte, son sous-amendement n° 8 ; adopté - Sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements n° 26 de M. Jean-Louis Carrère et n° 27 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 42-5 de la loi précitée** (*répression de l'introduction de boissons alcooliques dans une enceinte sportive*) (p. 3325) : accepte l'amendement n° 2 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction), et estime que ce dernier satisfait l'amendement n° 14 de M. Jean-Louis Carrère (suppression des mots : « soumise à l'homologation ») - **Art. 42-7 de la loi précitée** (*provocation à la haine ou à la violence*) (p. 3326) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Jean-Louis Carrère (suppression de la référence à l'homologation et caractère manifeste des agissements concernés lors du déroulement d'une manifestation sportive ou de la retransmission en public de celle-ci dans une enceinte sportive), et accepte l'amendement de conséquence n° 3 de la commission saisie pour avis - **Art. 2** (*droit des fédérations sportives et des associations agréées de se constituer partie civile*) (p. 3327) : son amendement n° 9 : modification des références et limitation du droit des associations de se constituer partie civile dans le cas d'infractions commises à l'occasion de manifestations sportives ; adopté - **Art. 3** (*renforcement du dispositif pénal*) - **Art. 42-8 de la loi précitée** (*répression de l'introduction de fusée ou artifice ou d'objet susceptible de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique dans une enceinte sportive*) (p. 3328) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Jean-Louis Carrère (référence à l'article 102 du code pénal) et accepte l'amendement n° 5 de la commission saisie pour avis (répression de la tentative d'introduction d'armes par destination ou de pièces d'artifice uniquement si celle-ci s'accompagne de violence ou de fraude) - **Art. 42-9 de la loi précitée** (*sanction du jet d'un projectile présentant un danger pour la sécurité des personnes*) (p. 3329) : accepte l'amendement n° 19 de M. Jean-Louis Carrère (sanction de l'utilisation ou de la tentative d'utilisation des installations mobilières ou immobilières de l'enceinte sportive comme projectile) - **Art. 42-10 de la loi précitée** (*sanction du fait de troubler le déroulement de la compétition ou de porter atteinte à la sécurité des personnes ou des biens en pénétrant sur l'aire de compétition*) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Jean-Louis Carrère (constitution de l'infraction s'il est porté atteinte à la sécurité des personnes) - **Art. 42-11 de la loi précitée** (*peines complémentaires applicables en cas de méconnaissance des dispositions précitées relatives au maintien de l'ordre dans les enceintes sportives*) : accepte l'amendement de précision n° 6 de la commission saisie pour avis - (p. 3330) : son amendement n° 10 : extension du champ d'application des peines complémentaires à l'ensemble des délits graves susceptibles d'être commis dans une enceinte sportive ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 21 de M. Jean-Louis Carrère - **Après l'art. 42-12 de la loi précitée** (p. 3331) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Charles Lederman (interdiction d'accès au stade aux individus ayant un comportement raciste ou xénophobe) - Sanctions prévues par le code pénal à cet effet - **Après l'art. 3** : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (participation des clubs sportifs et des associations de supporters à la lutte contre la violence, le racisme et la xénophobie) - **Avant l'art. 4** (p. 3332) : son amendement n° 11 : détermination des minima en droit pénal ; adopté - **Art. 4** (*coordination avec le nouveau code pénal*) : son amendement de coordination n° 12 ; adopté - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 7 de la commission saisie pour avis - **Intitulé** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Charles Lederman (adjonction à la fin de l'intitulé des mots suivants : « et à la lutte contre tout comportement violent ou à caractère raciste ou xénophobe ») - **Sur l'ensemble** (p. 3334) : qualité du travail accompli avec le Gouvernement en commission - Opinion publique.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3549, 3550) : dotation globale de fonctionnement, DGF et aménagement du territoire - Tour de France des régions commencé par M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur - (p. 3551) ; projet de loi de finances pour 1994 :

perte de ressources pour les collectivités territoriales : taxe professionnelle perçue au titre de la Poste et de France Télécom ; retrait de la compensation de la taxe professionnelle - Demande la suppression progressive de la dotation globale de fonctionnement de la région Ile-de-France.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3606, 3607) : son amendement de suppression n° 53 ; retiré - Pondération par décret des critères composant l'indice synthétique ; empiètement du pouvoir réglementaire - **Après l'art. 26** (p. 3637, 3638) : son amendement n° 59 : suppression de la dotation globale de fonctionnement de la région Ile-de-France ; retiré - Fiscalité locale d'Ile-de-France - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 94 (93-94)]* - (18 novembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4365, 4366) : sanctions applicables aux auteurs de violences commises dans les enceintes sportives - Montant des amendes - Répression de l'introduction d'insignes racistes dans une enceinte sportive - Tentative du délit - Introduction d'armes et de boissons alcooliques - **Art. 1^{er}** (p. 4368) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4370) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Michel Charasse (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - Secret de l'instruction.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 13** (*reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 4835, 4836) : son amendement n° I-216 : affectation de la majoration de ce prélèvement à la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 4837) : déficit du budget de l'Etat - Budget des collectivités locales - **Après l'art. 15** (p. 4868) : intervient sur l'amendement n° I-217 de M. André Diligent (assujettissement de La Poste et de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales perçues au profit des collectivités locales et des établissements et organismes divers), repris par M. Louis Perrein - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4918) : se déclare opposé au sous-amendement n° I-326 du Gouvernement, repris par M. Paul Loridant, et modifiant l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction).

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5006, 5007) : spécificité de chaque département et territoire d'outre-mer - Coutume - Demande d'exécutif autonome par les habitants de Wallis-et-Futuna - Création du Conseil des archipels prévue par la loi en Polynésie - Nouvelle-Calédonie - (p. 5008) : application des accords de Matignon - Avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** - *Deuxième lecture [n° 141 (93-94)]* - (21 décembre 1993) - **Art. 3** - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme** (p. 6804) : intervient à propos de l'amendement n° 5 de la commission (conditions de non-application des dispositions de cet article) - Exception d'illégalité - Vices de procédure - (p. 6805) : à titre personnel, se déclare opposé à cet article.

GIROD (Paul), sénateur de l'Aisne (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des finances.

– Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 7 mai 1993).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi portant diverses mesures prioritaires en matière de finances départementales et locales [n° 261 (92-93)] (15 avril 1993) - **Finances locales.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission d'information effectuée aux Etats-Unis, du 28 février au 6 mars 1993, sur la position de la nouvelle administration américaine dans les négociations du GATT [n° 267 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Etats-Unis.**

Proposition de loi tendant à la décentralisation de la péréquation financière entre les collectivités locales pour un meilleur aménagement du territoire [n° 442 (92-93)] (13 juillet 1993) - **Finances locales.**

Proposition de loi tendant à transférer aux départements la responsabilité de l'élimination des déchets des ménages [n° 290 (91-92)] (10 avril 1992) - **Déchets** - Reprise le 5 octobre 1993.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et aménagement du territoire** - I - Intérieur - Administration centrale et sécurité - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 28 (22 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 142 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 151 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Finances locales.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 juin 1993) (p. 1414) - Ministère : Aménagement du territoire - *Rôle de la commission d'évaluation des charges de la décentralisation* - **Décentralisation.**

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 81, 82) : collectivités territoriales - Décentralisation - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Gaspillage financier - Loi Besson sur le logement des défavorisés - Revenu minimum d'insertion, RMI

- Soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

– **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 238) : intervient dans le débat consécutif aux questions orales jointes sur la dépendance des personnes âgées.

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 344) : contraintes françaises d'origine géographique et démographique - (p. 345) : dotation globale de fonctionnement, DGF - Dotation de solidarité urbaine, DSU - Intérêt d'une péréquation efficace de la taxe professionnelle - Contrats de plan.

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 290, 92-93) (p. 687) : coopération intercommunale - Péréquation de la taxe professionnelle municipale - Dotation de solidarité urbaine, DSU - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Report du dépôt des schémas départementaux et coopération intercommunale au 31 décembre 1994 - (p. 688) : remise en cause de la dotation globale de fonctionnement - Transmission des schémas départementaux - Concertations successives - Nécessité d'augmenter le délai de dépôt - (p. 689) : explication du choix du 31 décembre 1994 - **Art. unique** (*allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1993*) (p. 690) : son amendement n° 2 : allongement du délai jusqu'au 31 décembre 1994 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 694) : votera la proposition de loi telle qu'elle ressort des travaux du Sénat.

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de MM. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 262, 92-93) : voir intervention sous la proposition n° 262, 92-93 (p. 687, 689) - **Art. unique** (*allongement du délai d'élaboration de schémas départementaux de coopération intercommunale*) : voir intervention sous la proposition précitée (p. 690, 693) - **Explication de vote sur l'ensemble** : voir intervention sous la proposition précitée (p. 694).

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale.** (p. 758, 759) : effort et difficultés de gestion des collectivités locales - Taxe foncière sur les propriétés non bâties - Système d'indemnisation des élus locaux.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 3 bis** (*anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 829) : son amendement n° 75 : rétablissement de l'exonération en faveur de l'agriculteur ; adopté - (p. 830) : son amendement n° 76 : prise en charge par l'Etat de la compensation de l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti ; retiré - (p. 832) : se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (bases de compensation) - **Après l'art. 20** (p. 919) : son amendement n° 78 : déblocage de crédits gelés pour le logement des bénéficiaires du RMI ou pour la formation professionnelle ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1475) : élections cantonales - Votera ce texte - **Art. 2** (*sanctions*) (p. 1478) : se déclare partiellement favorable à l'amendement n° 6 de M. Claude Estier (extension à toutes les élections de la portée de l'inéligibilité) mais votera l'amendement n° 2 du Gouvernement (faculté pour le juge de relever de l'inéligibilité le candidat de bonne foi).

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2666, 2668) : transports ferroviaires -

Monopole de la SNCF - Voies d'eau - Transports scolaires - Notion de transport interurbain - Réseaux entretenus par les collectivités territoriales - Département de l'Aisne - Réseau routier et autoroutier - Mise à grand gabarit du canal de Saint-Quentin.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3520) : comité des finances locales - (p. 3521) : évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Garantie de progression minimale - Poids de la dotation de solidarité urbaine, DSU, et de la politique en faveur des groupements de communes - Calcul de l'évolution de la DGF sur des bases erronées dans la loi de finances initiale de 1993 - (p. 3522) : mécanismes d'indexation de la DGF - Nouvelle répartition de la DGF des communes - (p. 3523) : dotation forfaitaire ; gel de fait pour 1994 - Communes-centres - Villes touristiques - Dotation d'aménagement - Dispositif d'appui aux groupements de communes de création récente - Répartition en communes urbaines et rurales - Quartiers en difficulté des communes urbaines - Logements sociaux - DSU - (p. 3524) : communes de moins de 10 000 habitants - Dotation au bénéfice des bourgs-centres - Propose l'adoption de ce projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements de la commission des finances - (p. 3536) : déficits de l'exercice précédent.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - Rapporteur - **Question préalable** (p. 3573) : s'oppose à la motion n° 26 de M. René Régnauld, tendant à opposer la question préalable - Garantie de progression minimale - Coût de la dotation pour les groupements de communes créée par le gouvernement et la majorité socialistes - (p. 3574) : mécanisme d'indexation de la DGF - **Projet de loi sur l'aménagement du territoire - Avant l'art. 1^{er}** (p. 3576, 3577) : demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Delevoye (limitation de la modification du dispositif d'indexation au seul exercice 1994) ; déclare l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 applicable à l'amendement précité, repris par M. René Régnauld - **Art. 1^{er}** (*composition de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3578, 3579) : ses amendements n° 1 : amélioration de la rédaction ; et n° 2 : régularisation éventuelle en cas de modification du mode d'indexation ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 66 de M. Robert Vizet (modification de la composition de la DGF et exclusion des communautés de communes) - **Art. 2** (*suppression de la référence à la dotation de base de la DGF dans le code des communes*) (p. 3581) : sur les amendements de M. Robert Vizet, tendant à proposer une nouvelle rédaction de l'article L. 234-1 du code des communes, déclare irrecevables au titre de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 les n° 67, n° 68, n° 69 et n° 71, et s'oppose au n° 70 - **Après l'art. 3** (p. 3583) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Joël Bourdin (introduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle dans le calcul du potentiel fiscal), retiré par son auteur et repris par M. Louis Perrein - **Art. 4** (*suppression de la référence à la dotation de péréquation de la DGF dans une division du code des communes*) (p. 3586) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Robert Vizet (dotation de péréquation) - **Art. 5** (*assiette de la taxe d'habitation prise en compte pour le calcul de l'effort fiscal*) (p. 3587) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 75 (suppression de la notion « d'effort fiscal ») et n° 76 (réforme du mode de définition de la dotation globale de fonctionnement et des concours particuliers) - **Après l'art. 5** (p. 3588) : déclare l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 applicable aux amendements n° 77 et n° 78 de M. Robert Vizet (dégrèvement de taxes d'habitation et d'impôts locaux) - **Art. 6** (*la dotation forfaitaire*) (p. 3592) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Robert Vizet (dotation minimale garantie) - Demande le retrait de l'amendement n° 37 de M. Christian Bonnet (concours particuliers ; dotation touristique) et, sur cet amendement, du sous-amendement n° 115 de M. René Régnauld (perception de la dotation touristique pour les communes ou groupements de communes touristiques et thermaux), ainsi que de l'amendement n° 63 de M. Georges Mouly (transfert à la dotation d'aménagement de la dotation touristique incluse dans la dotation forfaitaire) - (p. 3593) : son amendement n° 3 : amélioration de la rédaction ; adopté - **Art. 7** (*suppression des références à la dotation de compensation et aux concours particuliers dans les sections du code des*

communes ; création d'une sous-section intitulée dotation d'aménagement) (p. 3595) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 8** (p. 3596) : déclare l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 applicable à l'amendement n° 81 de M. Robert Vizet (taxe professionnelle : incorporation des actifs financiers dans les bases d'imposition) - **Art. 8** (*la dotation d'aménagement*) (p. 3597) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 83 de M. Robert Vizet - (p. 3598) : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. 9** (*la dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre*) (p. 3600, 3603) : organismes de coopération intercommunale à fiscalité intégrée - Communautés de communes - Comité des finances locales - S'oppose à l'amendement de suppression n° 84 de M. Robert Vizet - Ses amendements, améliorant la rédaction de l'article, n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8 ; adoptés ; n° 9 ; retiré ; n° 10, n° 11 et n° 12 ; adoptés - (p. 3602) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 85 de M. Robert Vizet (abondement de la dotation des groupements de communes dotées d'une fiscalité propre) - **Art. 10** (*répartition de la dotation de péréquation d'un groupement de communes*) (p. 3604) : son amendement de rectification n° 10 ; adopté - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3607) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 53 de M. Jean-Marie Girault - Dotation spécifique bourgs-centres - (p. 3608) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Robert Vizet (création d'une nouvelle catégorie intermédiaire au bénéfice de la dotation de solidarité urbaine) - Son amendement de cohérence n° 14 ; adopté - (p. 3609) : s'oppose aux amendements de M. Joël Bourdin, n° 29 (élargissement des catégories de communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine) et n° 30 (pondération des critères composant l'indice synthétique : relèvement de la part du potentiel fiscal) - (p. 3610) : accepte l'amendement n° 113 du Gouvernement (critère de logements sociaux : rapport du nombre de logements sociaux au nombre total des logements de la commune) - (p. 3611) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Robert Vizet (définition des logements sociaux des centres urbains de dix mille habitants) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Alain Vasselle (logements sociaux en accession à la propriété) - Demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. François Trucy (élargissement de la définition des logements sociaux, notamment aux logements anciens dépourvus de confort) - (p. 3613) : s'oppose aux amendements n° 57 de M. François Trucy (critère du nombre de demandeurs d'emplois et de bénéficiaires du RMI) et n° 89 de M. Robert Vizet (prise en compte des demandes d'emplois) - (p. 3615) : s'oppose à l'amendement n° 58 de M. François Trucy (critère du revenu moyen par habitant) - (p. 3616) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Robert Vizet (critère des demandes de logements) - (p. 3617) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - (p. 3618) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de M. Joël Bourdin (modification du plafond imposé pour l'effort fiscal) - (p. 3619, 3620) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 92 (organisation d'un concours spécifique aux communes les plus endettées) et n° 93 (dotation particulière pour les communes procédant à l'acquisition d'ensembles immobiliers gérés par les organismes d'HLM) - (p. 3621) : déclare l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 applicable à l'amendement n° 94 de M. Robert Vizet (abondement de la dotation de solidarité urbaine : prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières) - (p. 3623) : ses amendements rédactionnels n° 16 et n° 17 ; adoptés - (p. 3624) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 95 et n° 96 (conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale), n° 97 (attribution de la dotation de solidarité rurale : critère de prestations sociales) et n° 98 (abondement de la dotation de solidarité urbaine : prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières), ainsi qu'à l'amendement n° 39 de M. Joël Bourdin (non cumul pour une même commune de la dotation de solidarité rurale et de la dotation de solidarité urbaine) - (p. 3625) : demande le retrait de l'amendement n° 43 de M. Alain Vasselle (conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale) - (p. 3626) : déclare l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 applicable à l'amendement n° 98 de M. Robert Vizet (abondement de la dotation de solidarité urbaine : prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières) - **Art. 13** (*dotation « permanents syndicaux » et « frais de fonctionnement du*

comité des finances locales ») (p. 3627) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 99 de M. Robert Vizet - **Art. 14** (modalités de versement de la DGF) (p. 3628, 3629) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 101 de suppression et n° 102 (versement mensuel de la DGF), ainsi qu'à l'amendement n° 44 de M. Alain Vasselle (versement semestriel de la DGF) - **Art. 15** (suppression de la garantie minimale de progression) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Robert Vizet - **Art. 19** (application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions des titres I^{er} à 5 du livre II du code des communes) (p. 3630) : déclare l'article 40 de la Constitution applicable à l'amendement n° 105 de M. Robert Vizet (taxation complémentaire du produit des jeux de casino au bénéfice de l'ensemble des communes du département de la collectivité territoriale concernée) - **Art. 20** (application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions relatives à la DGF) (p. 3631) : son amendement n° 18 : rétablissement de la quote-part des permanents syndicaux pour les communes d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 106 de suppression et n° 107 (progression minimale des dotations des collectivités locales des départements d'outre-mer) - **Art. 24** (modalités d'attribution et de répartition de la DGF pour les communes des territoires d'outre-mer) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Robert Vizet (progression minimale de la DGF) et demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Daniel Millaud (calcul de la quote-part de la dotation d'aménagement : majoration du coefficient) - **Art. 25** (taux d'évolution de la DGF des départements en 1994) (p. 3634) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de M. Robert Vizet - Son amendement de précision n° 19 ; adopté, après modification par le sous-amendement n° 114 du Gouvernement, qu'il accepte - (p. 3635) : s'oppose au sous-amendement n° 117 de M. René Régnauld - **Art. 26** (affectation des ressources de la dotation particulière de solidarité urbaine à la péréquation et à la solidarité financière entre les départements) (p. 3636, 3637) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Vizet - Son amendement n° 20 : extension du mécanisme de solidarité financière des départements aux communes de moins de dix-mille habitants connaissant des difficultés urbaines particulières ; adopté - **Après l'art. 26** (p. 3638) : demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. Jean-Marie Girault (suppression de la dotation globale de fonctionnement de la région Ile-de-France) - **Art. 27** (la dotation de développement rural) (p. 3641) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de M. Robert Vizet - Ses amendements n° 21, n° 22 et n° 23 : amélioration de la rédaction ; adopté - **Art. 28** (communes non éligibles à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale bénéficiaires d'une attribution au titre de la deuxième part de la dotation de développement rural en 1993) (p. 3642) : son amendement n° 24 : financement sur la dotation de développement rural de 1994 ; adopté - **Art. 29** (le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France) ; son amendement de rectification n° 25 ; adopté - **Art. 31** (rapport au Parlement sur l'application des dispositions de la loi) (p. 3643) : accepte l'amendement n° 116 du Gouvernement (chapitre spécifique au concours particulier de la dotation touristique et de la dotation villes-centres au sein de la dotation forfaitaire) - **Sur l'ensemble** : remerciements.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6** (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie) (p. 4344, 4345) : suppression de la peine de mort en 1981 - Pense qu'il convient d'adopter le texte du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4624) : volonté de clarification - Contexte économique et social - Simplifications fiscales - Redressement des finances publiques - (p. 4625) : déficits sociaux - Déficit de l'Etat et des collectivités territoriales - Diminution des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales : TVA, suppression de l'indexation de la DGF, compensation de la taxe professionnelle - Souhaite des éclaircissements sur les relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales avant de voter ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9** (p. 4763) : reprend l'amendement n° I-6 de M. René Trégouët (dispositif de nature à renforcer les fonds propres des entreprises en création ou en difficulté), lui-même repris sous le même numéro par M. Paul Lorient ; rejeté - Entreprises en développement et problèmes d'alimentation en fonds propres.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 20** (modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994) (p. 4895) : intervient sur l'amendement n° I-58 de la commission (actualisation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'inflation prévisionnelle avec régularisation, l'année suivante, par l'Etat au profit des collectivités territoriales à raison de la moitié du taux de croissance constaté et du supplément éventuel d'inflation par rapport aux provisions) - **Art. 23** (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle) (p. 4904, 4905) : concours de l'Etat aux collectivités territoriales - Difficultés financières des collectivités territoriales - Emprunts des collectivités territoriales et baisse des taux - (p. 4918) : communautés de villes - Commission mixte paritaire - (p. 4919) : ne participera pas au vote de l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction).

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur spécial (administration centrale et sécurité) - (p. 5375) : dépenses de personnel - (p. 5376) : création de nouveaux services de police - Crédits d'équipement de la police nationale - Conditions de vie des policiers - Sécurité civile et lutte contre les feux de forêts - Sécurité publique - Personnels administratifs de la police nationale - (p. 5377) : schémas départementaux de sécurité - Perspectives de carrière et indemnisation des personnels de la police nationale - Sécurité civile et concours de l'Etat aux charges des collectivités locales - Départementalisation des services d'incendie et de secours - Recentrage du ministère de l'intérieur sur ces missions essentielles et volonté de dialogue - (p. 5378) : recommande l'adoption de ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Avant l'art. 50** (p. 6039) : intervient à propos de l'amendement n° II-79 de M. Jean Clouet (possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) - Propose le taux de 5 % - **Art. 51 quater** (perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes) (p. 6052) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° II-33 de M. Jean Pépin et n° II-38 de M. Alain Pluchet - Syndicats d'électrification - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6057) : se déclare opposé à l'amendement n° II-35 de M. Jean-Paul Emin (intégration fiscale des districts) - **Art. 52** (réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés) (p. 6062) : son amendement de suppression n° II-64 ; retiré - (p. 6070) : se déclare favorable à l'amendement n° II-88 de la commission (rapport au Parlement, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent article, sur les conséquences de ce dispositif sur la situation financière des départements).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture [n° 142 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6353) : communes d'outre-mer - Groupements de communes - (p. 6354) : critères d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine, DSU, et à la dotation de solidarité rurale, DSR - Bourgs-centres - (p. 6355) : dotation de développement rural ; part des groupements - Cas des bourgs-centres insuffisamment peuplés - **Après l'art. 3** (p. 6359) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Robert Vizet (mécanisme de majoration des seuils de population pour les communes accueillant sur leur territoire d'importantes implantations universitaires, hospitalières ou militaires) - **Art. 6** (p. 6361, 6363) : ses amendements n° 1 : indexation des dotations touristiques et de la dotation ville-centre sur l'évolution de la dotation forfaitaire ; n° 2, de précision, et n° 29, rédactionnel ; adoptés - **Art. 8** (la dotation d'aménagement) (p. 6364) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (suppression du prélèvement au profit

de la dotation des groupements de communes) - **Art. 9** (p. 6365, 6367) : ses amendements de rectification n° 30, n° 31, n° 32, n° 36 et n° 33 ; adoptés - **Art. 9 bis** (*coefficient d'intégration fiscale pour la première année d'application de la loi*) (p. 6367) : son amendement de rectification n° 3 ; adopté - **Avant l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Robert Vizet (rapport du comité des finances locales sur des propositions d'abondement de la dotation d'aménagement) - **Art. 11 - Art. L. 234-12 du code des communes (dotation de solidarité urbaine)** (p. 6369) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (critère du montant de la dotation globale de fonctionnement de la commune considérée) - (p. 6371) : demande le retrait des amendements analogues n° 19 de M. Robert Vizet et n° 27 de M. André Diligent (liste des logements sociaux pris en compte dans le calcul de la DSU) - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Robert Vizet (critère de revenu : prise en compte du revenu moyen régional) - (p. 6372) : son amendement de précision n° 4 ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. André Diligent (taux de pondération du critère du revenu moyen par habitant et du critère de logements sociaux) - (p. 6373) : son amendement de précision n° 5 ; adopté - (p. 6374) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Robert Vizet (modification du plafond de l'effort fiscal) - Sur le même objet, son amendement n° 6 ; adopté - **Art. L. 234-13 du code précité (dotation de solidarité rurale)** (p. 6375, 6378) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Louis Althapé (bourgs-centres : suppression de l'extension à des communes de dix à vingt mille habitants) - Extension parallèle de la dotation de solidarité urbaine à des communes rurales - Débats à l'Assemblée nationale - (p. 6379, 6380) : ses amendements n° 34 : montant de la dotation bourg-centre perçue par les communes éligibles à la DSU ; n° 35, de conséquence ; n° 8 et n° 9, rédactionnels, et n° 10, de coordination ; adoptés - **Art. 25** (p. 6381) : son amendement n° 11 : part des départements les plus défavorisés ; adopté - **Art. 27** (p. 6383, 6385) : ses amendements n° 13, n° 14, et n° 15 : retour au texte adopté en première lecture par le Sénat ; adoptés - Investissements des communes - Dotation de développement rural des communes et des groupements - Services publics en milieu rural - **Sur l'ensemble** (p. 6388) : remerciements.

GOETSCHY (Henri), sénateur du Haut-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM) et du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au statut et à la promotion de la langue régionale en Alsace et en Moselle [n° 98 (91-92)] (19 novembre 1993) - Reprise par son auteur le 6 avril 1993 - **Alsace et Moselle**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée dans les Terres australes en application des dispositions du second alinéa de l'article 22 du Règlement du Sénat [n° 279 (92-93)] (28 avril 1993) - **Antarctique**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements et territoires d'outre-mer** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 11 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4386) - Ministère : Affaires étrangères - **Charte européenne des langues régionales - Langues régionales**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion** - (16 juin 1993) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1339, 1340) : son amendement n° 101 : dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France ; rejeté après rectification (p. 1352) - (p. 1343) : son amendement n° 40 : information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte ; retiré, puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 1347) : ressortissants de la CEE - Langues régionales.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 4997) : diminution et répartition des crédits pour les DOM-TOM - (p. 4998) ; crédits de la Communauté européenne - Terres australes et antarctiques françaises - Défisicalisation dans les DOM - (p. 4999) : tourisme - Propose l'adoption de ce projet de budget.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 2 (respect des orientations du schéma prévisionnel des formations)** (p. 6263, 6264) : exemple de l'Alsace-Moselle : indique que les conseils régionaux, généraux et municipaux ont constamment subventionné les établissements d'enseignement privés - Paix scolaire - **Explication sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6306) : exemple de la paix scolaire en Alsace-Moselle.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)] - (20 décembre 1993) - Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** (p. 6733, 6734) : autorité du CSA - Inquiétude relative aux décrets d'application - Possibilités de saisine du CSA - **Art. 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 (mise en oeuvre par le CSA du mécanisme de la mise en demeure)** : son amendement n° 44 : extension du droit de saisine du CSA ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 6736) : son amendement n° 45 : saisine du CSA par le Conseil national des langues et cultures régionales ; retiré - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6749) : négociation de l'exception culturelle lors des accords du GATT - Nécessité du quota - (p. 6750) : son amendement n° 46 : extension du quota aux langues régionales ; retiré.

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Après l'art. 11** (p. 6781) : son amendement n° 47 : protection des radios locales participant à l'aménagement du territoire ; retiré.

GOLLIET (Jacques), sénateur de Haute-Savoie (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères ; puis secrétaire (JO Lois et décrets du 15 avril 1993).

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; puis vice-président (JO Lois et décrets du 28 avril 1993).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 5 novembre 1993).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de

M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

– Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 206 (92-93)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements [n° 255 (92-93)] (15 avril 1993) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 244 (92-93)] autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie [n° 284 (92-93)] (28 avril 1993) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 338 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la conduite des inspections menées en vertu de l'article 14 du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du protocole sur l'inspection annexé à ce traité [n° 347 (92-93)] (9 juin 1993) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 340 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Mongolie, relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile [n° 349 (92-93)] (9 juin 1993) - **Traités et conventions.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Nucléaire, espace et services communs** - [n° 104 (93-94)] tome 4 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche** [n° 112 (92-93)] - (13 avril 1993) - **Discussion générale** (p. 49).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'excès de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération)** [n° 113 (92-93)] - (13 avril 1993) - **Discussion générale** (p. 52).

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 120, 121) : intervient à propos de la question de M. Michel Poniatowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements** [n° 206 (92-93)] - (5 mai 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 172, 173) - **Art. unique** (*approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements*) (p. 173) : oppose l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (application du présent accord aux territoires d'outre-mer par une loi orga-

nique prise après consultation des assemblées territoriales intéressées).

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie** [n° 244 (92-93)] - (5 mai 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 183, 184).

– **Projet de loi relatif à la conduite des inspections menées en vertu de l'article 14 du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du protocole sur l'inspection annexé à ce traité** [n° 338 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 1725, 1726) : parité des équipements militaires entre les anciens pays du Pacte de Varsovie et les pays de l'Alliance atlantique - Principe de stabilité - Limitation du niveau maximum d'équipement détenu par un Etat - Principe de la transparence - Inspections sur sites déclarés - Inspections par défiance sur zones spécifiées - Intervention du juge - Rôle du préfet du département - **Art. 1^{er}** (*champ d'application du projet de loi*) (p. 1726, 1727) : demande l'adoption conforme de l'article - **Art. 2** (*cas où l'accès à un lieu compris dans la zone d'inspection relève d'une personne privée physique ou morale*) : rôle du représentant de l'Etat - Désignation d'une partie du site concerné comme « point sensible » - **Art. 3** (*hypothèse du refus d'autorisation d'accès au site*) (p. 1728) : intervention de l'autorité judiciaire - Rôle du préfet du département - Propose l'adoption conforme de l'article.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Mongolie relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile** [n° 340 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 1731, 1732) : convention d'entraide militaire en matière civile - Caractère technique de la convention - Intérêt dans le cas du tourisme.

– **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1793, 1794) : équilibre entre l'efficacité et le respect des principes démocratiques - Immigration clandestine - Contrôle de l'immigration étroitement lié aux contrôles d'identité à l'intérieur du territoire - Lutte contre la drogue et le terrorisme - Formation de la police - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 418 (92-93)] - (15 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec celle du projet n° 419) (p. 3218, 3219).

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 419 (92-93)] - (15 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec celle du projet n° 418) (p. 3218, 3219).

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - **Rapporteur pour avis** (nucléaire, espace et services communs) (p. 5443, 5444) : discussion nucléaire et contexte international - Essais nucléaires - Coopération européenne - Réorganisation de la délégation générale pour l'armement, DGA - Renseignement et information des armées - (p. 5445) : accepte ce projet de budget.

GOULET (Daniel), sénateur de l'Orne (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2826) - Ministère : Affaires européennes - *Politique de la France après l'accord Israël-OLP* - **Politique extérieure**.

Questions orales sans débat :

n° 45 (JO Débats du 1^{er} octobre 1993) (p. 2730) - Ministère : Agriculture - *Avenir de l'agriculture française* - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3377) - **Agriculture**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4117) : son amendement n° 313 : nouvelle rédaction de l'article en insistant sur la notion d'orientation ; retiré - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4142) : son amendement n° 316 : simplification de la procédure d'agrément ; rejeté - **Art. 42 bis (institution d'un diplôme de maître d'apprentissage)** (p. 4173) : son amendement n° 320 : notion de validation de la formation des maîtres d'apprentissage ; devenu sans objet - **Art. 45 (crédit d'impôt formation continue et apprentissage)** (p. 4183) : son amendement n° 321 : introduction des dispositions conformes aux mesures d'urgence pour le développement de l'apprentissage ; retiré.

GOUTEYRON (Adrien), sénateur de la Haute-Loire (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

– Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 5 novembre 1993).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Communication** - [n° 102 (93-94)] tome 10 (22 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 143 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 162 (93-94)] (9 décembre 1993) - **Audiovisuel**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication [n° 215 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Audiovisuel**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 277) - Ministère : Agriculture - *Filière bois* - **Bois et forêts**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 735) : situation de la presse - Réaction du Gouvernement face à la situation critique de la presse écrite - Aides de l'Etat à la presse - Caractère mondial de la crise de la presse - (p. 736) : coûts de fabrication et de distribution - Favorable à l'adoption d'un taux nul de TVA pour la presse - Organisation de tables rondes avec les éditeurs.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Après l'art. 3** (p. 827) : se déclare opposé à l'amendement n° 113 de M. Robert Vizet (application d'un taux de TVA nul en faveur de la presse).

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3552) : création d'une dotation forfaitaire au sein de la dotation globale de fonctionnement, DGF ; mécanismes d'indexation - Dotation d'aménagement du territoire - (p. 3553) : coopération intercommunale - Dotation de solidarité urbaine - Dotation de solidarité rurale - Bourgs-centres ; critères d'éligibilité - DGF des départements ; renforcement de la solidarité ; dotation de fonctionnement minimale - Vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4016) : droit d'amendement - Se déclare favorable aux amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - (p. 4017) : inscription des amendements précités dans le cadre des mesures de flexibilité prévues dans le projet de loi.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4116) : son amendement n° 249 : nouvelle rédaction de l'article en mettant l'accent sur l'initiation à la formation par alternance ; retiré - Nécessaires filières d'insertion adaptées aux besoins des élèves - Importance de mettre les jeunes au contact de l'entreprise - (p. 4122) : précisions nécessaires quant à l'orientation des élèves - **Art. 45 (crédit d'impôt formation continue et apprentissage)** (p. 4183) : son amendement n° 253, identique à l'amendement n° 321 de M. Daniel Goulet, et retiré au profit de celui-ci (introduction des dispositions conformes aux mesures d'urgence pour le développement de l'apprentissage).

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4217, 4218) : félicitations au ministre - Nombre important d'amendements d'origine parlementaire - Travail du rapporteur.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Communication - (8 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5816, 5817) : montant satisfaisant des crédits budgétaires - Conséquences prévisibles de l'introduction des systèmes numériques dans le secteur audiovisuel français - Faiblesse du réseau câblé - Remise en cause de la programmation des oeuvres d'expression originale française - Négociations sur le GATT - (p. 5818) : redressement des chaînes publiques - Eléments chiffrés relatifs à la contribution des chaînes publiques à la production française - Coût de fonctionnement et niveau d'audience de la chaîne ARTE - Engagement de l'Etat pour la modernisation du secteur de la presse écrite - Accepte ce projet de budget.

– **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - Suite de la

discussion - (14 décembre 1993) - **Explication sur le vote unique** (p. 6300, 6301) : respect des règles et des programmes de l'enseignement public par les établissements d'enseignement privés sous contrat - Loi Debré - Accueil de tous les enfants et respect de la liberté de conscience - Définition du « caractère propre » - Avec le groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6677) : introduction des systèmes numériques dans la chaîne de l'image et sur les supports de diffusion - Explosion de l'offre de programmes radiophoniques et de télévision - (p. 6678) : radios associatives - Rang des entreprises françaises parmi les groupes mondiaux de la communication - Mode de nomination et mandat du président de France Télévision - Diversification de l'offre de programmes - (p. 6679) : consolidation des entreprises françaises - Elévation des seuils de concentration - Renforcement de la régulation - (p. 6680) : propose de voter ce projet de loi, sous réserve de l'adoption d'un certain nombre d'amendements - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6699) : s'oppose à la motion n° 13 de M. Claude Estier tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Nécessité de groupes audiovisuels forts - Défense du pluralisme - **Question préalable** (p. 6718) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6719) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Ivan Renar (abrogation de l'article 73 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication et autorisant l'insertion d'une coupure publicitaire au milieu des films de cinéma présentés à la télévision) - **Art. 1^{er} A (bilan de l'application des dispositions législatives ou réglementaires intéressant le secteur audiovisuel intervenues depuis 1989)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 62 de M. Jean Cluzel - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6722) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Ivan Renar (maintien dans sa rédaction actuelle de l'article 45 de la loi de 1986 et définition, aux termes d'un article 45 bis, des règles de fonctionnement de la future chaîne du savoir) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de M. Pierre Laffitte (promotion des organismes de formation) - (p. 6724) : s'oppose aux amendements n° 51 de M. Ivan Renar (constitution du capital de la chaîne éducative) et n° 20 de M. Claude Estier (détention de la totalité du capital de la chaîne éducative par l'Etat) - (p. 6725) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (absence de recours à des messages publicitaires et à un parrainage pour les programmes de la chaîne éducative) - (p. 6726) : sur les amendements de M. Pierre Laffitte, accepte le n° 15 (promotion de la chaîne d'accès au savoir) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 16 (création d'une fondation chargée de faciliter la production de programmes audiovisuels d'accès au savoir) - (p. 6728) : son amendement n° 2 : négociations par les sociétés d'auteurs, de conventions déterminant les conditions de réalisation et d'utilisation des émissions de la chaîne par les établissements d'enseignement ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 52 de M. Ivan Renar (réalisation des investissements techniques nécessaires à une réception satisfaisante des programmes de la chaîne) - (p. 6729) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - **Art. 1^{er} bis (création de chaînes parlementaires)** (p. 6730) : son amendement n° 4 : nouvelle rédaction de l'article et prise en compte du calendrier parlementaire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 23 de M. Claude Estier, qu'il accepte - **Avant l'art. 2** (p. 6732) : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Ivan Renar (composition du conseil supérieur de l'audiovisuel) - **Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** - **Art. 48-1 de la loi du 30 septembre 1986 (mise en oeuvre par le CSA du mécanisme de la mise en demeure)** (p. 6734) : accepte l'amendement n° 44 de M. Henri Goetschy (extension du droit de saisine du CSA) et s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Claude Estier (élargissement du pouvoir de saisine aux associations de téléspectateurs) - **Art. 48-2 de la loi précitée (possibilité pour le CSA de prononcer une sanction pécuniaire)** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Claude Estier (suppression de la sanction pécuniaire) - **Après l'art. 2** (p. 6736) : son amendement n° 5 : saisine du CSA par les associations familiales et le Conseil national des langues et cultures régionales ; adopté - **Art. 4 A (décrochages régionaux des télévisions privées)** (p. 6739) : son

amendement n° 6 : prohibition du parrainage ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 26 de M. Claude Estier et n° 55 de M. Ivan Renar - **Avant l'art. 4** (p. 6740) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (possibilité pour le CSA de refuser une autorisation d'émettre à un opérateur qui aurait émis de façon pirate en violant des droits d'auteurs) - **Art. 4 (présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle)** (p. 6743) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 28 de suppression, n° 29 (durée de l'autorisation initiale pour les services de radiodiffusion), n° 30 (précision et restriction des cas de reconduction tacite de l'autorisation), n° 31 (détermination des conditions dans lesquelles le renouvellement automatique d'une autorisation porterait atteinte au pluralisme) et n° 32 (publication des décisions de reconduction d'autorisations et des décisions de ne pas procéder à un appel de candidatures), ainsi qu'à l'amendement n° 56 de M. Ivan Renar (suppression du principe de tacite reconduction pour l'utilisation d'un canal de diffusion audiovisuelle) - Son amendement n° 7 : application de la nouvelle procédure de renouvellement des autorisations ; adopté - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias)** (p. 6745) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 57 de M. Ivan Renar - Son amendement n° 8 : détermination de l'exploitation d'une oeuvre cinématographique par son passage en salle de cinéma ; devenu sans objet - **A titre personnel**, accepte l'amendement n° 66 du Gouvernement (principe législatif d'une chronologie des médias) - **Art. 6 (autorisation temporaire d'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne terrestre)** (p. 6747) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 58 de M. Ivan Renar - **Art. 6 bis (contribution des diffuseurs au développement de la production des oeuvres cinématographiques et audiovisuelles)** : son amendement de suppression n° 9 ; adopté - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6750) : son amendement n° 10 : respect des quotas aux heures d'écoute significatives ; adopté après modification par le sous-amendement n° 65 de M. Jacques Habert, qu'il accepte - (p. 6752) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (application du quota) et demande le retrait de l'amendement n° 46 de M. Henri Goetschy (extension du quota aux langues régionales) - **Art. 8 (possibilité de mise en location gérance d'entreprises de communication audiovisuelle)** (p. 6760) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 59 de suppression et n° 60 (affirmation de la primauté de la télévision publique sur le secteur privé en matière de reprise de canal) - **Art. 9 (seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre)** (p. 6761) : s'oppose aux amendements de suppression n° 35 de M. Claude Estier et n° 61 de M. Ivan Renar, ainsi qu'à l'amendement n° 36 de M. Claude Estier (participation et droit de vote d'un actionnaire dans une société audiovisuelle) - **Art. 10 (seuil de concentration des réseaux radiophoniques)** (p. 6763) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 37 (modification du seuil) et n° 38 (consécration de l'existence des réseaux radiophoniques locaux) - Son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté (21 décembre 1993) (p. 6777).

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - Rapporteur - **Art. 10 (suite)** (p. 6776) : radios locales privées - Publicité locale - (p. 6777) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 39 (amélioration de la procédure d'attribution des fréquences radiophoniques par le CSA) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 40 (délai pour la notification de la décision de rejet du CSA aux candidats à des fréquences radiophoniques) - (p. 6778) s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Claude Estier (modalités d'accès aux ressources commerciales de publicité locale pour les services de radiodiffusion sonore faisant partie d'un réseau à vocation nationale) - **Art. 11 (normalisation des caractéristiques techniques des signaux numérisés)** (p. 6780) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement n° 17 de M. Pierre Laffitte (compatibilité au niveau des utilisateurs) - **Après l'art. 11** (p. 6781) : demande le retrait de l'amendement n° 47 de M. Henri Goetschy (protection des radios locales participant à l'aménagement du territoire) - **Art. 12 (rapport sur l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore)** (p. 6782) : sur les amendements de M. Jean Cluzel, demande le retrait du n° 63 de suppression et

s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 64 (« décodification » de la demande de rapport au CSA prescrite par l'article 12) - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 18 de M. Alain Gérard - **Après l'art. 12** (p. 6783) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (rôle du CSA dans l'équilibre des temps de parole réservés aux organisations politiques).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 215 (93-94)] - (23 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Maurice Schumann (p. 6897, 6898).

GRANDON (Jean), sénateur d'Eure-et-Loir (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1413) - Ministère : Agriculture - **Politique agricole commune et statut du fermage - Politique agricole commune (PAC).**

Questions orales sans débat :

n° 402 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 536) - Ministère : Agriculture - **Devenir du salon de l'agriculture** - (Caduque mars 1993) - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5174, 5175) : stabilisation du BAPSA - Augmentation des cotisations sociales - Réforme en cours de l'assiette des cotisations - Taxes BAPSA - Financement de l'exonération des jeunes agriculteurs - Votera ce projet de budget.

GRAZIANI (Paul), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

GRUILLOT (Georges), sénateur du Doubs (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à modifier la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le code de l'urbanisme [n° 217 (92-93)] (11 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Environnement.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 83-663 du 22 juillet

1983, relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat [n° 218 (92-93)] (11 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à compléter le code de l'expropriation afin de renforcer le dispositif de protection du patrimoine historique et artistique nationale [n° 454 (92-93)] (23 septembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer un droit à l'emprunt en faveur des étudiants [n° 455 (92-93)] (23 septembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Emprunts.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à instituer un plan d'épargne-études en faveur des étudiants [n° 456 (92-93)] (23 septembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Epargne.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à aménager et à adapter la fiscalité des entreprises agricoles [n° 136 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2279) : lutte contre l'immigration clandestine - Réforme du code de la nationalité - Département du Doubs - (p. 2280) : statistiques - Intégration des étrangers - Endoctrinement politique ou religieux mené par des groupuscules extrémistes - Diplomatie française - Soutiendra ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2713, 2714) : développement de la voie d'eau - Mise à grand gabarit du canal Rhin-Rhône par la vallée du Doubs - Département du Doubs - Europe.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5707) : développement économique et social du continent africain - Contractualisation des aides financières - Maintien de l'Afrique dans la communauté économique internationale - (p. 5708) : franc CFA et zone franc - Processus démocratique - Coopération militaire - Problème de la faim - Villes africaines - Sécurité - Emigration - Progrès de l'Islam ; exemple du Soudan - (p. 5709) : le groupe du RPR votera les crédits de ce ministère.

GUÉNA (Yves), sénateur de la Dordogne (RPR).

Vice-président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Vice-président de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (JO Lois et décrets du 3 juin 1993).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en

valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 293 (92-93)] (5 mai 1993) - **Marchés financiers.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur la VIII^e Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires qui s'est tenue à Copenhague les 3 et 4 mai 1993 [n° 304 (92-93)] (13 mai 1993) - **Communautés européennes.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la deuxième session de l'Assemblée parlementaire de la CSCE (7-9 juillet 1993) [n° 464 (92-93)] (30 septembre 1993) - **Europe.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur l'évolution institutionnelle de l'Union européenne [n° 98 (93-94)] (18 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 275) - Ministère : Equipement - **Autoroutes Bordeaux-Périgieux - Autoroutes.**

INTERVENTIONS

En qualité de président de séance

- **Remplacement de M. Charles Pasqua**, nommé ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, par **M. Jean-Pierre Schosteck**, en qualité de sénateur des Hauts-de-Seine, de **M. Jean Puech**, nommé ministre de l'agriculture et de la pêche, par **M. Raymond Cayrel**, en qualité de sénateur de l'Aveyron, de **M. Daniel Hoeffel**, nommé ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, par **M. Jean-Paul Hammann**, en qualité de sénateur du Bas-Rhin.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires du Burkina Faso** (3 juin 1993) (p. 683).

- **Conférence des présidents** - (10 juin 1993) (p. 958) : ordre du jour arrêté par la Conférence des présidents après un vote.

- **Convocation du Parlement en session extraordinaire** (30 juin 1993) (p. 1915).

- **Clôture de la seconde session ordinaire de 1992-1993** (30 juin 1993) (p. 1942).

- **Convocation du Parlement en congrès** (13 juillet 1993) (p. 2625).

- **Clôture de la session extraordinaire** (13 juillet 1993) (p. 2628).

En qualité de sénateur

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X** [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 408) : Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel - (p. 409) : prérogatives du Parlement - Haute Cour de justice - Saisine - Instruction - Composition du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 410) : mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - Rôle du Garde des sceaux - Pouvoirs du Conseil - Souhaite que l'on diffère la réforme de la Constitution.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 438) : intervient à propos de l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (substitution au Conseil constitutionnel d'une commission constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité des lois) .

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1835) : usage des langues étrangères.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2265) : politique d'assimilation contre politique des minorités - (p. 2266) : assimilation du dernier flux d'immigrants arrivés en France - Réforme du code de la nationalité - Egalité des avantages sociaux et unicité du statut civil.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Après l'art. 7** (p. 3183) : son amendement n° 21, soutenu par M. Camille Cabana : procédure de recours au seul plan administratif en confiant à une instance collégiale, le collège régional du patrimoine et des sites, la possibilité d'examiner les dossiers litigieux ; désaccord avec l'architecte des bâtiments de France ; retiré.

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République** [n° 20 (93-94)] - (20 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3261, 3262) : se déclare opposé à la création de la Cour de justice de la République - Multiplication prévisible des plaintes - Commission des requêtes - Saisine possible du Conseil d'Etat au titre de l'excès de pouvoir - Absence d'intervention du Parlement dans la procédure d'instruction - (p. 3263) : pourvoi en cassation - Atteinte à la responsabilité des parlementaires.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4296, 4297) : souveraineté nationale - Souveraineté du Parlement - Droit d'asile - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Rapports entre le Conseil d'Etat et le Parlement - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Valeur du préambule constitutionnel - Le groupe du RPR votera la révision constitutionnelle.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 4809, 4810) : construction de l'Europe et entrée en vigueur du Traité de Maastricht - Politique étrangère européenne - Acte unique européen - Monnaie unique - Convergence des économies - (p. 4811) : problème du GATT - Elargissement de la Communauté européenne - Evolution des institutions européennes - (p. 4812) : pays de l'Europe de l'Est - Relance de l'Europe.

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5467) : situation militaire de la Russie - Dissuasion nucléaire française - (p. 5468, 5469) : armée professionnelle et conscription - Capacité de frappe.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5614, 5615) : cinquantenaire du débarquement et de la Libération - Attribution de la carte de combattant volontaire de la Résistance - Rapport constant - Veuves de guerre - Retraite mutualiste - Présomption d'origine pour les blessures et infirmités contractées pendant la guerre - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Combattants originaires de l'outre-mer.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5764) : politique d'indépendance nationale - Affirmation de la position française dans les négociations du GATT - (p. 5765) : évolution de l'OTAN - Union européenne - Action et présence propres de la France en Afrique et en Europe de l'Est - (p. 5766) : ingérence dans la politique intérieure des autres Etats - Conditions de l'indépendance nationale - Conduite de la politique étrangère.

GUYOMARD (Bernard), sénateur de Paris (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius,

ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 229 (92-93)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991 [n° 256 (92-93)] (15 avril 1993) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 198 (92-93)] autorisant la ratification du Traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie [n° 283 (92-93)] (28 avril 1993) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 339 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco [n° 348 (92-93)] (9 juin 1993) - **Traités et conventions**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en région maritime Méditerranée à Toulon le 8 juin 1993 [n° 366 (92-93)] (16 juin 1993) - **Défense**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères** - [n° 104 (93-94)] tome 1 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution** [n° 114 (92-93)] - (13 avril 1993) - **Discussion générale** (p. 53, 54).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie** [n° 198 (92-93)] - (5 mai 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 170, 171).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991** [n° 229 (92-93)] - (5 mai 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 181, 182).

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco** [n° 339 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 1729) : convention de 1876 entre la France et Monaco - **Accord et refus de l'extradition**.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - **Art. 32 (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale) - Paragraphe II - Art. L. 161-18-1 du code de la sécurité sociale** (p. 2456) : soutient l'amendement n° 176 de M. Claude Huriet (alignement du dispositif de contrôle de la régularité de séjour en matière d'invalidité sur celui proposé pour l'attribution d'avantages de vieillesse) - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2458) : soutient l'amendement de conséquence n° 177 de M. Claude Huriet - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2473) : maîtrise des flux migratoires et lutte contre l'immigration irrégulière - **Mesures d'urgence - Le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi**.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) - **Rapporteur pour avis** - (p. 5733) : réforme de l'administration centrale et du rôle des chefs de mission diplomatique dans les pays étrangers - **Problème de personnel - Fonctionnement de l'Organisation des Nations-Unies - Opérations en Yougoslavie, en Somalie et au Cambodge** - (p. 5734) : aide humanitaire militairement assistée - **Devoirs des membres permanents du Conseil de sécurité**.

H

HABERT (Jacques), sénateur des Français établis hors de France (délégué de la réunion administrative des NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.
- Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche** [n° 112 (92-93)] - (13 avril 1993) - Discussion générale (p. 50).
- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution** [n° 114 (92-93)] - (13 avril 1993) - Art. unique (p. 54).
- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 77, 78) : administration ; nominations - Environnement - Politique de la construction et des travaux publics - Grands travaux du Président de la République - Politique agricole commune, PAC - Corse - Français de l'étranger - Code de la nationalité - Certificats de nationalité demandés aux Français de l'étranger - (p. 79) : enseignement français à l'étranger - Soutien des sénateurs non inscrits à la politique du Gouvernement.
- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe)** [n° 196 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 166, 167).
- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992** [n° 216 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 176).
- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991** [n° 229 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 182, 183).
- **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie** [n° 244 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 184).
- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X** [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - Discussion générale (p. 414, 415) : Haute Cour de justice - Responsabilité pénale des membres du Gouvernement - Saisine - Conseil constitutionnel - Suppression de la nomination de droit et à vie des anciens présidents de la République - Incompatibilité avec les fonctions de conseiller constitutionnel - (p. 416) : président du Conseil constitutionnel - Conseil supérieur de la magistrature - Indépendance - Composition.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 477) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 49 : substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique » ; retiré (p. 489) - (p. 477) : rôle du Parlement - Danger de l'expression « toute personne physique » : possibilité pour des étrangers de porter plainte contre des ministres - (p. 488) : interprétation de cette loi à l'étranger - Harcèlement des ministres - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 501, 502) : travaux de la commission - Conseil constitutionnel - Conseil supérieur de la magistrature - Haute cour de justice - Saisine - A titre personnel, s'abstiendra sur ce texte mais avis favorable des membres de la réunion administrative des sénateurs non inscrits sur ce projet de loi constitutionnelle, tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 742) : mesures pour la relance de l'économie - Annulation de crédits et conséquences pour les trésoreries intéressées - Conséquences de la politique d'économies et de restrictions - Amputations budgétaires pour le ministère des affaires étrangères - Budget de l'action culturelle et d'aide au développement - (p. 743) : enseignement français à l'étranger - Soutient le projet de loi du Gouvernement.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1248, 1249) : débat parlementaire - Inquiétude des salariés - Représentation des salariés au conseil d'administration - Remerciements - Lois de privatisation de 1986 - Protection des intérêts nationaux - Avis favorable de la réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe sur le projet de privatisation, tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1304, 1305) : intervient sur les amendements de suppression n° 2 de M. Charles de Cuttoli et des sénateurs représentant les Français de l'étranger, n° 10 de la commission, n° 42 de M. Charles Lederman, et n° 53 de M. Claude Estier - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1309) : votera cet article.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1360) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), se déclare favorable au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - **Après l'art. 12** (p. 1369) : se déclare opposé aux amendements de M. Claude Estier, n° 74 et n° 73 (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) - **Art. 14 bis (déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1375, 1376) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Charles de Cuttoli, déposé avec les sénateurs représentant les Français établis hors de France (nouvelle rédaction) - Article 144 du code de la nationalité - **Après l'art. 17 (par priorité)** (p. 1378) : s'abstiendra sur l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France) - **Après l'art. 14 bis** (p. 1379) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (dérogation à la condition de résidence en France dans le cas visé par l'article additionnel créé par l'adoption de l'amendement n° 78 précité).

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 31 bis (spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité)** (p. 1433) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de M. Claude Estier (compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France) - **Art. 32 (déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1434) : soutient l'amendement n° 4 de M. Charles de Cuttoli (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 33 (présentation des états de service militaire tenant lieu de déclaration de nationalité fran-**

çaise) ; soutient l'amendement n° 5 de M. Charles de Cuttoli (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale) - **Art. 38 bis (service national et nationalité)** (p. 1446, 1447) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 50 de M. Charles Lederman, et n° 99 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1452, 1453) : démarche volontariste pour l'acquisition de la nationalité française - Mariages de complaisance - Vote par les sénateurs non inscrits de cette proposition de loi d'initiative sénatoriale.

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative)** [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1536) : votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1610) : avec les sénateurs non inscrits votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1721, 1722) : Français de l'étranger - Votera la proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la conduite des inspections menées en vertu de l'article 14 du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du protocole sur l'inspection annexé à ce traité** [n° 338 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1728) : rapports entre les pays de l'Alliance atlantique et ceux de l'ancien Pacte de Varsovie - Votera le projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco** [n° 339 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1729, 1730) : résidents français de Monaco - Accord et refus de l'extradition.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2113, 2114) : remerciements aux rapporteurs - Suppression de l'article 25 - Avec la majorité des sénateurs non inscrits, votera le texte issu des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2187) : remerciements au rapporteur et à la commission des affaires sociales.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2243) : vote de cette proposition de loi par les sénateurs non inscrits.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2474) : lutte contre l'immigration clandestine et les détournements de procédures - Tradition d'accueil de la France - Caractère d'honnêteté de ce projet de loi - Les sénateurs non inscrits voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2525) : remerciements au rapporteur et au Gouvernement - Votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2565) : votera la proposition de loi issue des travaux du Sénat.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] -

Suite de la discussion - (30 septembre 1993) (p. 2707) : défaut de la liaison air-rail de la région parisienne - Difficultés de circulation sur les routes - (p. 2708) : nombre d'accidents de la route - Information et éducation de la population - Construction des lignes de TGV - Réglementation des transports routiers - Système de conteneurs - Réforme du statut de la manutention - (p. 2709, 2710) : grèves - Importance du savoir-faire français - Concurrence étrangère - Maintien d'une réglementation au sein de la CEE - Défauts du système SOCRATE - Tarifs - Problème de la Corse - Désenclavement du département du Tarn.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 21 (consultation)** : présente l'intervention de M. Alex Türk - (p. 2786) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 22 de la commission (suppression du pouvoir consultatif du Conseil supérieur de la magistrature).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 5 (dossier individuel du magistrat)** (p. 2793) : droit de rectification de la part du titulaire du droit d'accès.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2912) : vote de ce texte par les sénateurs non inscrits.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3187) : remerciements - Avis favorable sur le texte tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 418 (92-93)] - (15 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 419) (p. 3217, 3218).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 419 (92-93)] - (15 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 418) (p. 3217, 3218).

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale** [n° 461 (92-93)] - (19 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3231) : historique de l'Imprimerie nationale - Activités culturelles de l'Imprimerie nationale - Patrimoine national - (p. 3232) : chiffre d'affaires de l'Imprimerie nationale - Directives européennes sur les marchés publics d'impression - Création d'une société nationale - Réserves émises par les ouvriers - Adaptation au monde concurrentiel - **Art. 2 (maintien des missions de souveraineté)** (p. 3238) : se déclare favorable à l'amendement n° 1 de la commission (privilège d'impression de tous les documents à caractère particulier, notamment confidentiel ou secret) - **Art. 3 (dispositions relatives aux fonctionnaires techniques)** (p. 3240) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 2 de la commission et n° 18 de M. Robert Vizenet (maintien des fonctionnaires de la direction de l'Imprimerie nationale dans le cadre du ministère du budget) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3245) : demande confirmation au Gouvernement que l'Imprimerie nationale restera la propriété de l'Etat - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3318) : violence dans les stades - « Hooliganisme » - Inter-

diction de vente et de consommation d'alcool à l'intérieur des stades - (p. 3319, 3320) : exemple des stades américains - Enseignement du sport à l'école - Violence au Parc des Princes - Mise en application des dispositions relatives aux personnes de nationalité étrangère qui n'ont pas leur domicile en France.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] - Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3645, 3646) : vote de ce projet de loi par les sénateurs non inscrits.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4014) : intervient sur les amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4025) : soutient l'amendement n° 210 de M. Alfred Foy (assouplissement du système).

Suite de discussion - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4220) : remerciements au président de la commission des affaires sociales, aux rapporteurs et au Gouvernement - Avec la majorité des sénateurs non inscrits, votera le projet de loi amendé par le Sénat.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4297, 4298) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Abus du droit d'asile et immigration - Les sénateurs non inscrits voteront le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4345) : avis favorable des sénateurs non inscrits sur l'article 6.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 4816, 4817) : siège du Parlement européen - Visite du Président des Etats-Unis en Europe.

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4984, 4985) : agriculture - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Vote de la première partie par les sénateurs non inscrits.

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5454) : essais nucléaires et dissuasion - Emploi - Revalorisation de la condition militaire - Hommage aux soldats français - (p. 5455) : volontaires du service national actif, VSNA - Direction de l'enseignement français en Allemagne, DEFA - Au nom des sénateurs non inscrits, déclare approuver ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5582) : devoir de la France vis-à-vis des rapatriés d'outre-mer - Prochaine réalisation du mémorial de l'oeuvre française d'outre-mer sur le site du Fort Saint-Jean à Marseille.

Budget annexe : Journaux officiels - (4 décembre 1993) (p. 5588) : qualité du *Journal officiel des débats* de l'Assemblée nationale et du Sénat - Hommage au service du compte-rendu intégral du Sénat.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (4 décembre 1993) (p. 5593) : transformation prochaine de l'Imprimerie nationale en société nationale.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5611, 5612) : retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord - Attribution de la carte de combattant - Exemple des anciens des brigades internationales dans la guerre civile espagnole - Cinquantenaire du débarquement et de la Libération - Préservation de certains sites historiques - « Cristallisation » des pensions des anciens combattants de pays anciennement sous autorité française.

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5648, 5649) : action internationale du ministère - Gestion de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger par le ministère des affaires étrangères et de la coopération - Direction des affaires générales, internationales et de la coopération, DAGIC - Rôle de l'éducation nationale - Insuffisance des crédits des actions à l'étranger - Publications - Rôle du ministère dans la Direction de l'enseignement français en Allemagne, DEFA - Implication de l'éducation nationale dans les activités de la CEE - Espère que les réponses favorables du Gouvernement permettront aux sénateurs non inscrits de voter ce projet de budget.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5680, 5681) : Français de l'étranger et francophonie - Soutien des établissements d'enseignement français à l'étranger - Rapprochement entre les ministères de la culture et des affaires étrangères - Politique de la francophonie - Diffusion des livres et des journaux français à l'étranger - Place du français dans les organisations internationales - Défense de la langue française - Politique de la culture - Réforme de la réglementation des exportations des biens culturels - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5693) : possibilité d'économies - Directions régionales de l'administration culturelle, DRAC - Fonds régionaux d'art contemporain, FRAC - **Titre IV** (p. 5694) : conséquences de la fermeture du Grand Palais - Exposition consacrée aux « Nabis ».

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5712) : situation des pays africains francophones - Coopération franco-africaine - (p. 5713) : paix en Afrique - Francophonie - Afrique et sida - Licenciements des coopérateurs techniques ou enseignants non titulaires exerçant dans les Etats du champ - Haïti : lycée français, embargo de la communauté internationale - Les sénateurs non inscrits voteront le budget de la coopération dans la mesure où le Gouvernement prendra des décisions conformes aux traditions humanitaires de la France.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5759) : enseignement français à l'étranger - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Droits d'écolage - Investissements - (p. 5760) : bourses scolaires - Rémunération des enseignants - Postes d'expatriés et postes de résidents - Enseignants français recrutés localement par des établissements, des instituts et centres culturels dépendant des ambassades.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5811, 5812) : compétence du tribunal d'instance situé sur leur lieu de naissance pour l'attribution d'un certificat de nationalité pour les Français de l'étranger nés en France.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6099) : renforcement de la sécurité des ressortissants français en Algérie - Discussion de l'article 52 relatif aux handicapés - Avis favorable de la réunion administrative des sénateurs n'appartenant à aucun groupe, à une exception près, sur ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6126) : dépôt d'amendements judiciaires sur ce texte - Remerciements au rapporteur et au ministre.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Explication sur le vote unique** (p. 6301) : conditions d'inscription de ce texte à l'ordre du jour - Obstruction parlementaire des groupes de l'opposition et démonstration de violence dans l'hémicycle - (p. 6302) : sécurité des enfants - « Prêt spécial sécurité » - La majorité de la réunion administrative des non-inscrits votera cette proposition de loi.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radiophonique)** (p. 6752) : sur l'amendement n° 6 de la commission (prohibition du parrainage), son sous-amendement n° 65 ; adopté.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 198 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6758) : générosité des articles 46 et 47 - Votera les conclusions de la CMP.

– **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 215 (93-94)]** - (23 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6902) : avec la majorité des sénateurs non inscrits, votera le texte de la CMP.

HAENEL (Hubert), sénateur du Haut-Rhin (RPR).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de la défense (*JO* Lois et décrets du 9 octobre 1993).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois ; en démissionne puis membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 24 décembre 1993).

– Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire ; puis président (*JO* Lois et décrets du 7 janvier 1993).

– Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO* Lois et décrets du 7 juillet 1993).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Daniel Hoeffel, Roger Husson et René Trégouët, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° 207 (92-93)] (1^{er} février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Transports**.

Rapport, fait avec MM. Etienne Dailly et Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 231 (92-93)], portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 316 (92-93)] (19 mai 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait avec MM. Etienne Dailly et Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 389 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale, portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modi-

fiant ses titres VIII, IX, X et XVI [n° 395 (92-93)] (29 juin 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait avec MM. Etienne Dailly et Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 414 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI [n° 415 (92-93)] (8 juillet 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur.

1° le projet de loi organique [n° 447 (92-93)] sur le Conseil supérieur de la magistrature.

2° le projet de loi organique [n° 448 (92-93)] modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature.

[n° 463 (92-93)] (30 septembre 1993) - **Magistrature**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois :

1° sur le projet de loi organique [n° 120 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, sur le conseil supérieur de la magistrature.

2° sur le projet de loi organique [n° 121 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature.

[n° 146 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Magistrature**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 210 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Magistrature**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 211 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Magistrature**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la distillation en franchise des droits d'une partie de la production des récoltants-producteurs d'eau-de-vie naturelle [n° 223 (93-94)] (27 décembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Impôts et taxes**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - Rapporteur pour la section II et l'article 12 - (p. 396, 397) : justice et opinion publique - Indépendance des juges - Composition du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 398) : mode actuel de désignation des membres - Présidence - Propositions du projet de loi - Compétences du Conseil et désignation de ses membres - (p. 399) : extension des compétences du Conseil à l'égard des magistrats du siège - Extension de ses compétences aux magistrats du parquet - Discipline - Suppression de la faculté offerte au Président de la République de consulter le Conseil supérieur de la magistrature pour l'exercice du droit de grâce - Indépendance des magistrats - Nécessité d'une réforme de la justice - Police judiciaire.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - Rapporteur pour la section II et l'article 12 - **Art. 6 (intitulé du titre VIII de la Constitution)** (p. 443) : son amendement n°9 nouvel intitulé « titre VIII : De la justice » ; adopté - (p. 445) : s'oppose à la demande de l'examen en priorité de l'amendement n° 37 qui tend à introduire un titre VIII bis : « De l'indépendance des magistrats de l'ordre judiciaire », formulée par M. Michel Moreigne - **Art. 7 (fondement des décisions de justice, indépendance de la magistrature)** (p. 447) : son amendement n° 10 : indépendance de l'autorité judiciaire garantie par le Président de la République ; adopté - **Art. 8 (Conseil supérieur de la magistrature)** (p. 450) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - (p. 455) : sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Claude Estier n° 50 (vice-présidence du Conseil supérieur de la magistrature),

n° 51 et n° 52 (composition du Conseil) et n° 54 (insertion du mot « élection »), ainsi qu'aux sous-amendements de M. Charles Lederman n° 59 (conseil de discipline des magistrats du Parquet) et n° 60 (consultation de l'assemblée plénière du Conseil supérieur de la magistrature sur les grâces) - (p. 456) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 24 (nouvelle rédaction de cet article), n° 25 (inutilité de la présence d'un conseiller d'Etat au sein du Conseil supérieur de la magistrature), n° 26 (nécessité pour le Conseil de statuer en matière disciplinaire pour les magistrats du Parquet) et n° 27 (obligation pour le Conseil supérieur de la magistrature d'être consulté en matière de grâces), ainsi qu'à l'amendement n° 39 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Demande de priorité** (p. 460) : demande l'examen en priorité de l'article 12 ; priorité ordonnée - **Art. 12 (extension des pouvoirs sans contreseing du Président de la République)** : son amendement de suppression n° 12 ; adopté.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Section IV « Dispositions diverses »** (p. 498) : son amendement de suppression n° 15 ; adopté ; (précédemment réservé p. 494).

Deuxième lecture [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - Rapporteur pour la section II et l'article 12 - **Discussion générale** (p. 1948) : examen en première lecture par le Sénat ; principe constitutionnel selon lequel les juges statuent au nom du peuple français - Conseil supérieur de la magistrature ; composition ; vice-présidence de droit du garde des sceaux - (p. 1949) : magistrats du siège et magistrats du parquet - Propose le rétablissement de deux formations au sein du Conseil supérieur de la magistrature - Compétences du Conseil supérieur de la magistrature - Droit de grâce du Président de la République - Insuffisance des moyens de la justice - Missions du juge - Relations entre l'autorité judiciaire et la police judiciaire - **Art. 7** (p. 1957) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (rétablissement de cet article et affirmation des principes constitutionnel devant régir l'administration de la justice) - **Art. 8** (p. 1958) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences ; adopté après modification par les sous-amendements n° 21 du Gouvernement et n° 24 de M. Etienne Dailly (p. 1970) - (p. 1963) : sur cet amendement, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 21 du Gouvernement que personnellement il votera - S'oppose aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 14 à n° 16 - S'oppose à l'amendement n° 9 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de l'article 65 de la Constitution) ainsi qu'aux amendements n° 1 et n° 2 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction) et estime satisfait par l'amendement n° 10 précité les amendements n° 3 à n° 5 du même auteur - (p. 1968) : sur l'amendement n° 10 précité, s'oppose au sous-amendement n° 24 de M. Etienne Dailly (rédaction de la fin du troisième alinéa de l'article 65 de la Constitution «...de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale »).

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture** [n° 414 (92-93)] - (8 juillet 1993) - Rapporteur pour la section II et l'article 12 - **Discussion générale** (p. 2359, 2360) : Conseil supérieur de la magistrature - Droit de grâce - Loi organique - Mode de désignation des magistrats membres du Conseil supérieur de la magistrature - Indépendance de la justice - Propose au Sénat un vote conforme.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2661, 2662) : situation de la SNCF - Rôle de l'Etat dans le domaine des transports - Plan Etat-SNCF - Exemple de l'Alsace - Concertation avec les différentes collectivités territoriales compétentes - Crédits accordés à la région - (p. 2663, 2664) : harmonisation des conditions de concurrence entre le rail et la route - Extension du réseau à grande vitesse - Création d'un service public régional - Région d'Ile-de-France - Loi d'orientation des transports intérieurs, LOTI - Réorganisation de la SNCF - Charges financières des investissements - Fragilité sociale de la SNCF.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - (5 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 448)

(p. 2740) : conséquences de la révision constitutionnelle relative au Conseil supérieur de la magistrature - Indépendance de la justice - Mode de désignation des magistrats, membres du Conseil supérieur de la magistrature : scrutin régionalisé à deux degrés - Représentation des magistrats des premier et second grades - (p. 2741) : incompatibilités de fonctions - Statut du secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature - Compétences du Conseil supérieur de la magistrature - Transparence des nominations - Mécanisme transitoire - Principe de la recommandation du jury de sortie de l'Ecole nationale de la magistrature - (p. 2742) : nominations et discipline - Election et installation des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature - Situation matérielle de l'institution judiciaire et nécessité de son redressement - Importance de la réforme - **Art. 1^{er} (formation compétente à l'égard des magistrats du siège)** (p. 2750) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté - (p. 2752) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) et estime les amendements n° 25 et n° 26 de M. Charles Lederman visant à une plus juste représentation des magistrats en exercice dans les cours et les tribunaux, satisfaits par son amendement n° 1 - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 4** : son amendement n° 8 : élection par l'assemblée générale du Conseil d'Etat du conseiller d'Etat qui siège dans les deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté - **Art. 2 (formation compétente à l'égard des magistrats du parquet)** (p. 2753) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - Estime que les amendements n° 27 et n° 28 de M. Charles Lederman visant à une plus juste représentation des magistrats en exercice dans les cours et les tribunaux sont satisfaits par son amendement de coordination n° 2 - **Art. 3 (désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux)** (p. 2755 à 2758) : ses amendements n° 3 ; faculté donnée aux magistrats en détachement de participer au scrutin au sein du collège du parquet du ressort de la cour d'appel de Paris ; n° 4 : inscription des conseillers référendaires à la Cour de cassation sur la liste des magistrats du siège de la cour d'appel de Paris ; n° 5, de conséquence ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 45 (non inscription sur les listes électorales des magistrats détachés, à l'exception des magistrats membres du Conseil supérieur de la magistrature détachés) et n° 46 (élection du plus jeune en cas d'égalité de voix), ainsi qu'à l'amendement n° 30 de M. Charles Lederman (élection de ceux qui seront appelés à désigner les membres du Conseil supérieur de la magistrature par un scrutin proportionnel de liste à deux degrés), et sur ce dernier, au sous-amendement n° 59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 4 (désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux)** (p. 2759, 2760) : ses amendements n° 6 et n° 7 de conséquence ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 47 (déroulement des opérations de vote par correspondance et mise en oeuvre du recensement et du dépouillement par le Conseil supérieur de la magistrature en présence de représentants de liste) et n° 48 (précision sur les modalités de dépouillement) - **Art. 5 (mandat des membres)** (p. 2761) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions prévoyant qu'aucun membre ne peut pendant la durée de ses fonctions exercer la profession d'avocat ou celle d'officier public ou ministériel) - Définition de l'ordre judiciaire - **Art. 7 (statut des membres)** (p. 2762) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (détachement ou décharge partielle d'activités de service de droit pour les membres magistrats du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 8 (indemnité de fonctions)** (p. 2764) : accepte l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (identité des indemnités perçues par les différents membres du Conseil supérieur de la magistrature) - Loi organique actuellement en vigueur - **Art. 10 (secrétariat administratif)** (p. 2766) : ses amendements n° 60 : désignation du secrétaire administratif parmi les magistrats en supprimant la référence au siège ; et n° 10 : renouvellement du secrétaire administratif une fois dans ses fonctions ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (choix par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints) et accepte les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 51 (désignation du secrétaire administratif parmi les magistrats du siège sans plus de précision quant au grade), n° 52 (choix du secrétaire administratif par le Président de la République sur sur une liste de trois noms proposée par le Conseil supérieur de

la magistrature) et n° 53 (assistance du secrétaire administratif par un ou plusieurs adjoints) - **Art. 11 (budget)** : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (émission d'un avis sur son budget par le Conseil supérieur de la magistrature) - Procédure budgétaire - **Art. 12 (convocation)** (p. 2769 à 2771) : son amendement n° 11 : réunion de chacune des formations du Conseil supérieur sur convocation de son président ou de son vice-président ; retiré - Convocation des conseils « Elysée » par le Président de la République et des conseils « Branly » par le garde-des-sceaux - Sur son amendement n° 11, s'oppose au sous-amendement n° 58 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (réunion du Conseil supérieur de la magistrature à la demande de la moitié de ses membres), ainsi qu'à l'amendement n° 54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (convocation du Conseil supérieur sur convocation de son président ou par délégation de son vice-président) - **Art. 13 (quorum et majorité)** (p. 2772) : son amendement n° 12 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 14 (nominations des magistrats du siège)** : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (candidatures adressées au Conseil supérieur de la magistrature qui les communique aussitôt au Garde des Sceaux) - (p. 2773) : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - Son amendement n° 14 : suppression de la transparence des nominations pour les magistrats nommés sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté (6 octobre 1993) (p. 2782).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 447) - Voir intervention sous le projet n° 447 (p. 2740 à 2742).

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - Rapporteur - **Art. 14 à 22** : son intervention et ses amendements présentés par M. Bernard Laurent, vice-président de la commission des lois (p. 2780 à 2787).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - Rapporteur - **Art. 1 à 27** : son intervention et ses amendements présentés par M. Bernard Laurent, vice-président de la commission des lois (p. 2790 à 2801).

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4346) : en raison de l'émission de télévision *Jury d'honneur* à laquelle participe M. Pierre Méhaignerie, souhaite le renvoi de la suite du débat au lendemain matin.

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4517) : ses amendements, soutenus par M. Emmanuel Hamel, n° 22 : création d'une inspection de la police judiciaire dépendant du ministre de la justice ; et n° 23 : création d'une sous-direction du ministère de la justice ; retirés, puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Deuxième lecture [n° 120 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 121) (p. 6334) : Conseil supérieur de la magistrature, CSM - Procédure destinée à assurer la transparence des nominations et de l'avancement - (p. 6335) : nomination du secrétaire administratif du CSM - Jury de classement de l'École nationale de la magistrature - Demande une liste d'aptitude spécifique pour les fonctions de juge d'instruction - Interdiction des fonctions d'arbitre - Droits du justiciable - (p. 6336) : corporatisme et immobilisme de l'institution judiciaire en crise - **Art. 5** (p. 6337) : son amendement n° 1 : interdiction aux membres du Conseil supérieur de la magistrature de l'exercice d'une fonction publique élective locale ; modification rédactionnelle ; adopté - Fonction exécutive locale - **Art. 7** (p. 6339) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Charles Lederman (création de postes en surnombre pour compenser les détachements et décharges des membres du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 10** (p. 6340) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Charles Lederman (choix

par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints) - Son amendement n° 2 : choix du secrétaire administratif sur une liste de trois noms proposée par le CSM ; adopté - **Art. 11** (p. 6341) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (budget du Conseil supérieur de la magistrature ; avis du CSM ; gestion par le secrétaire administratif) - **Art. 14** (p. 6342) : son amendement n° 3 : suppression de la procédure de transparence pour l'ensemble des nominations effectuées sur proposition du CSM ; adopté - (p. 6343, 6344) : nomination des présidents de tribunaux de grande instance et des conseillers à la Cour de cassation.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 121 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 120) : voir intervention sous le projet n° 120 (p. 6334, 6336) - **Art. 4 bis (interdiction d'exercer la fonction d'arbitre)** (p. 6345) : son amendement n° 1 : limitation aux magistrats en activité ; adopté - **Art. 9** (p. 6346) : (*classement des auditeurs à la sortie de l'École nationale de la magistrature* - Supprimé par l'Assemblée nationale) son amendement de rétablissement n° 2 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 11 du Gouvernement, qu'il accepte - Fonctions et pouvoirs du juge d'instruction - Rôle des présidents de chambres d'accusation - **Art. 11 (procédure de transparence des nominations)** (p. 6348) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (développement de la transparence) - **Art. 16 (extension de la transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel)** (p. 6349) : son amendement de suppression n° 3 ; adopté - **Art. 27 (entrée en vigueur et mesures transitoires)** : son amendement de coordination n° 4 ; adopté - (p. 6350) : accepte l'amendement n° 10 du Gouvernement (entrée en vigueur des dispositions de l'article 9) - Mise en place du nouveau CSM.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 210 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Charles Jolibois (p. 6878, 6879).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 211 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** : voir son intervention, présentée par M. Charles Jolibois, sous le projet de loi organique relatif au Conseil supérieur de la magistrature (p. 6878, 6879).

HAMEL (Emmanuel), sénateur du Rhône (RPR).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

- Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, sur la situation des finances publiques et des comptes sociaux en 1992 et 1993 [n° 252 (92-93)] (8 avril 1993) - **Finances publiques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 197 (92-93)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 282 (92-93)] (28 avril 1993) - **Traités et conventions.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail : services communs** [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 40 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 267) - Ministère : Education - **Financement de l'enseignement privé - Enseignement privé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 197 (92-93)] - (5 mai 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 167, 168) - **Art. unique (autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions)** (p. 169) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (extension aux territoires d'outre-mer par une loi organique ultérieure prise après consultation des assemblées territoriales intéressées).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi n° 332 (90-91), déposée par M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)] - (6 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 201, 202) : développement de l'actionnariat - Avis favorable sur cette proposition de loi.

- **Rappel au règlement** - (25 mai 1993) (p. 385) : concomitance des réunions de commissions avec la séance publique.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec celle sur la proposition de loi n° 290, 92-93) (p. 693) : souhaite le report du dépôt des projets de schémas départementaux de coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1995.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de M. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'adminis-

tration territoriale de la République [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** : voir intervention sous la proposition n° 262, 92-93 (p. 693).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 15 (imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 888) : soutient l'amendement n° 51 de M. Philippe Marini (suppression des dispositions tendant à restreindre les possibilités de déduction dont bénéficient les nus-propriétaires).

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1108) : protection des intérêts nationaux - **Votera l'article 1^{er}**

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1249, 1250) : qualité du travail des ministres - Inquiétude de l'opinion publique et des salariés - Crise du secteur public - Situation économique et sociale de la France - Développement de l'intéressement et de la participation - Indépendance nationale - Nécessité de redonner espoir - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative)** [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Art. 1^{er} (extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat)** (p. 1531) : gardes-chasse de l'Office national de la chasse.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Paul Hugot**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur sa proposition de loi (n° 372, 1992-1993) relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes [n° 386 (92-93)] - (28 juin 1993) - **Sur l'ensemble** (p. 1757, 1758) : le groupe du RPR votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1802) : se déclare opposé à la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Liberté d'aller et venir.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2036) : ne votera pas l'article 1^{er} - Lien entre la politique monétaire et l'exercice souverain du pouvoir de l'Etat - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2112) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2152) : intervient contre la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Dispositions fondamentales contenues dans le projet de loi - Urgence du débat.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2243) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2291) : intervient contre la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Respect des droits de l'homme et sécurité des citoyens - Problèmes posés par l'immigration.

- **Rappel au règlement** - (7 juillet 1993) (p. 2297) : fait part de la catastrophe climatique qui a sinistré de nombreuses communes de la région lyonnaise et du département de la Loire et indique que les élus locaux et les maires attendent beaucoup de la solidarité nationale.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet

1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2474, 2475) : lutte contre l'immigration irrégulière et clandestine dans le respect des droits de l'homme et de la tradition d'accueil de la France - Département du Rhône - Remerciements aux rapporteurs - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991** [n° 385 (92-93)] - (9 juillet 1993) - **Sur l'ensemble** (p. 2501) : continuité de l'Etat - Nécessité pour le Gouvernement d'informer les Français de la situation économique et financière de la France qu'il a trouvée lors de son arrivée aux affaires.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures** signée à Bonn le 3 décembre 1976 (ensemble quatre annexes) [n° 392 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Art. unique** (p. 2577) : souhaite que la portée de ce projet de loi, qu'il votera, soit complétée par une politique de prévention contre la pollution du Rhône - Liaison Rhin-Rhône.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2718) : prévention des accidents de la route - Développement de la voie d'eau.

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi** (n° 292, 92-93) autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives [n° 457 (92-93)] - (7 octobre 1993) - **Art. unique** (autorisation du versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives des sociétés commerciales) (p. 2840) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances** (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)] - (7 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2867) : vote de ce texte par le groupe du RPR.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2889) : maîtrise de l'immigration - Paix civile - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - (p. 2890) : vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992** [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3141) : qualité des travaux de la commission - Remerciements - Prévention des accidents du travail.

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée** [n° 354 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3365, 3366) : instrument de coopération entre entreprises - Frein aux délocalisations des sociétés de holding - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl** [n° 444 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3403) : avis favorable sur ce projet de loi - Achèvement rapide de la liaison Rhin-Rhône.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3420) : lutte contre la tuberculose - Gratuité de la vaccination - Dépistage du virus du sida - Distribution des soins dans les prisons et protection sociale des détenus - (p. 3421) : transposition des directives européennes - Publicité des médicaments - Lutte contre le tabagisme - Complément d'allocations aux adultes handicapés - Charges sociales des armateurs français - Autorisation pour les nouvelles installations hospitalières - Expérimentation des équipements lourds - **Art. 20**

(retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires) (p. 3483, 3484) : se déclare défavorable à l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction) - Département du Rhône - Suppression de lits - **Après l'art. 37** (p. 3506) : soutient l'amendement n° 117 de M. Paul Blanc (sociétés mutualistes d'étudiants).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3643, 3644) : vote de ce texte par le groupe du RPR.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3757) : se déclare opposé à l'amendement n° 131 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suspension du versement de toute aide de l'Etat quand l'entreprise n'a pas mis en oeuvre les mesures de prévention et de formation nécessaires au maintien de l'emploi) - (p. 3767) : se déclare opposé à l'amendement n° 341 de M. Charles Lederman (suppression des opérations de délocalisation internationale) - (p. 3773) : se déclare favorable à l'amendement n° 345 de M. Charles Lederman (engagement de discussions au sein de la Communauté européenne par le Gouvernement français pour la fixation de quotas d'importation).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 2** (élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales) (p. 3825) : votera l'article 2.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 12** (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO) (p. 3916) : soutient les amendements identiques n° 306 de M. Jean-Paul Delevoye et n° 329 de Mme Hélène Missoffe (utilisation des contrats emploi-solidarité pour combler les besoins des familles) - **Après l'art. 15** (p. 3929) : soutient l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - **Art. 21** (simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés) (p. 3958) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 163 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 432 de M. Charles Lederman - Importance de l'article - Nécessité de relations confiantes dans l'entreprise avec un syndicalisme fort - Amélioration de l'information dans l'entreprise.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4006, 4007) : intervient sur les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Consultation des syndicats - Décret d'application - **Art. 28** (développement du travail à temps partiel) (p. 4048) : son amendement n° 612 : élargissement à l'ensemble des salariés de plus de cinquante-cinq ans de la réduction progressive d'activité dans le cadre de la préretraite progressive par un accord de branche ; retiré - **Art. 29** (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire) (p. 4066) : regret du rejet de certains amendements - Progrès social.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4216, 4217) : action de communication nécessaire - Intentions du Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (16 novembre 1993) (p. 4251) : organisation des travaux du Sénat - Concomitance des réunions de commission et de la séance publique.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4319, 4320) : avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi - Efficacité de la justice pénale - Période de sûreté perpétuelle - Police judiciaire - Lutte contre la délinquance - Compétence des officiers de police judiciaire - Trafic de stupéfiants et terrorisme -

Crimes commis contre des mineurs de quinze ans - Expertise sur la dangerosité des détenus - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4340) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - Crimes odieux - Peine de substitution à la peine de mort.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4403) : dispositions de la loi du 4 août 1993 relatives au statut de la Banque de France et déclarées inconstitutionnelles - Missions de la Banque de France - Rôle du Gouvernement - Avis défavorable sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (19 novembre 1993) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4517) : soutient les amendements de M. Hubert Haenel, n° 22 (création d'une inspection de la police judiciaire dépendant du ministre de la justice) et n° 23 (création d'une sous-direction du ministère de la justice).

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 3 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)** (p. 4539) : cas du policier de police judiciaire qui fait l'objet de poursuites disciplinaires pour des faits commis au cours de l'exercice de missions de police judiciaire.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4820) : soutient l'amendement n° I-121 de M. Jacques de Menou (modification du taux de TVA applicable aux produits horticoles et sylvicoles) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4859) : soutient l'amendement n° I-208 de M. Jacques Oudin (octroi du bénéfice du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux, aux jeunes agriculteurs qui bénéficient de prêts à moyen terme spéciaux d'installation).

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4981, 4982) : logement - Entreprises - Agriculture - Fonds forestier national - Finances locales - Collectivités territoriales - Contexte économique national et international - Vote de la première partie du projet de budget par le groupe du RPR.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5011) : associe M. Paul Moreau, sénateur de la Réunion, à ses réflexions - Application des lois dans les départements d'outre-mer - Logement - (p. 5012) : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Aménagement du territoire ; désenclavement des régions isolées dans l'île de la Réunion - Entreprises - Tarifs de transport - Recettes supplémentaires votées à l'Assemblée nationale - Fonds d'investissement routier, FIR - Coopération régionale aux Antilles et dans le Pacifique - Agriculture - Collectivités locales - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) (p. 5058, 5059) : ports - Diminution des crédits de fonctionnement - Réforme de la manutention portuaire - Coût des plans sociaux - Compétitivité - Flotte sous pavillon français - Charges sociales - Pavillon Kerguelen - Importance de la construction navale dans l'équilibre de la balance commerciale - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Demande la réévaluation du taux d'aide plafond fixé par la commission de la Communauté européenne - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5235, 5236) : héritage rural de la France - Négociations du GATT - Soutient la politique de fermeté du Gouvernement.

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5308) : nombre de demandeurs d'emplois - Augmentation du budget du travail - Moyens du service public de l'emploi - Chômeurs de longue durée - Association pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - Crédits de la formation professionnelle (p. 5309) : formation en alternance - Contrats de qualification - Apprentissage - Loi quinquennale pour l'emploi - Reclassement des salariés licenciés - Prêtrétraite - Contrats emploi-solidarité, CES - Autres crédits du ministère du travail - (p. 5310) : budget des charges communes - Régime d'assurance chômage - Budgétisation des cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires - Accepte ce projet de budget - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre III** (p. 5329) : à titre personnel, se déclare opposé à l'amendement n° II-12 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réduction des crédits de communication du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle).

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5392, 5393) : concours financiers de l'Etat aux collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Fonds de compensation pour la TVA - Compensation financière des transferts de compétences consécutifs à la décentralisation - Police nationale - Exprime son soutien au Gouvernement.

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (4 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5585) : vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5615, 5616) : présence d'anciens combattants dans l'hémicycle - Evolution des crédits - Pensions d'invalidité - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Anciens combattants d'Afrique du Nord.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 5872) : ardente obligation de la planification - Rôle et moyens de financement du Commissariat général du Plan.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5910, 5911) : priorité à l'achat de produits français - Avenir des salariés des entreprises privatisées - Statut de France Télécom - (p. 5912) : négociations sur le GATT - Intérêts fondamentaux de la France.

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) (p. 5937, 5938) : politique de la consommation - Encouragement à l'achat de produits français - Réflexions sur les suites données aux rapports de la Cour des comptes - Dette publique ; levier de relance de l'activité économique.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 49** (p. 6035) : soutient l'amendement n° II-68 de M. Philippe Marini (extension du régime fiscal des apports partiels d'actifs aux opérations de scission portant sur des branches complètes d'activité).

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 30** (p. 6183) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne).

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 47 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** : promotion de la qualité des produits français et lutte contre la concurrence internationale déloyale - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Après l'art. 29** (p. 6483) : votera l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles).

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en**

vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 - *Deuxième lecture* [n° 124 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6494) : le groupe du RPR votera ce projet de loi - Prévention active des accidents du travail.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 35** (p. 6579) : soutient l'amendement n° 5 de M. Gérard César (développement de l'activité sylvicole) - **Après l'art. 40** (p. 6582) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jean-Paul Delevoye (suppression de la taxation effectuée par l'établissement public Voies navigables de France sur les rejets d'eau des stations de relevage) - **Après l'art. 41** (p. 6587) : soutient l'amendement n° 38 de M. Philippe Adnot (compétence du préfet dans les modalités d'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle) - **Art. 46 (indemnisation des Français sinistrés d'Irak et du Koweït)** (p. 6593) : soutient l'amendement n° 1 de M. Paul d'Ornano (création d'un nouveau système d'indemnisation français, s'ajoutant à celui de l'ONU) - **Après l'art. 46** (p. 6595) : soutient l'amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Camoin (délivrance d'un duplicata de documents officiels pour les personnes victimes de catastrophes naturelles, sans perception de droit ou taxe).

- **Projet de loi de finances pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6543, 6544) : le groupe du RPR votera ce projet de budget - Remerciements au ministre du budget - Nécessité d'informer les Français sur la gestion antérieure à ce Gouvernement - Effort budgétaire en faveur de la défense.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6669) : officiers de police judiciaire - Peine de sûreté incompressible - Suivi médical et psychologique du condamné - Avis favorable sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 198 (93-94)] - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6759) : extension de l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication** [n° 143 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (21 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6783) : situation du cinéma français - Réforme nécessaire des règles applicables au secteur de l'exploitation des films - Souhaite l'examen d'un projet de loi visant au rétablissement en France de la libre concurrence dans l'exploitation des films de cinéma.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6873) : votera le texte de la CMP.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 221 (93-94)] - (23 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6910, 6911) : négociations du GATT.

HAMMANN (Jean-Paul), sénateur du Bas-Rhin (NI puis RPR).

Remplace le 1^{er} mai 1993, M. Daniel Hoeffel, nommé ministre délégué (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 12 mai 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Après l'art. 36**

(p. 3504) : son amendement n° 118, soutenu par M. Jean Chérioux : maintien des droits d'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire ; devenu sans objet.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3779) : danger de l'étalement de la fiscalisation.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5148, 5149) : tourisme rural - Activités agro-touristiques - Propose le dépôt d'un projet de loi-cadre - Département du Bas-Rhin - Fiscalité - Rapport Grolleau-Ramuz - Région d'Alsace - (p. 5150) : eurogîtes - Charte de qualité - Statut de l'activité touristique en milieu rural - Groupe de travail interministériel sur la pluriactivité.

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5172) : réforme de l'assiette des cotisations sociales - Assurance vieillesse - Retraite des agricultrices - Dépenses à la charge du BAPSA malgré la création du Fonds de solidarité vieillesse - (p. 5173) : faiblesse des prestations d'action sociale en milieu agricole - Intégration des déficits d'exploitation dans l'assiette des cotisations sociales - Relèvement au niveau du RMI des retraites les plus faibles - Recettes du BAPSA - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5232, 5233) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Installation des jeunes agriculteurs - Département du Bas-Rhin - Enjeux économiques de l'activité agricole - Activités agro-alimentaires - Politique de certification et de qualité - Enseignement agricole - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5416, 5417) : évolution des crédits - Formation des créateurs d'entreprise - Région d'Alsace - Apprentissage - Animation économique - Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC - Plan artisanal - (p. 5418) : le groupe du RPR propose l'adoption de ce projet de budget, sous réserve de réponses favorables.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5540) : progression des dépenses de santé et nécessité d'une régulation - Médecine ambulatoire - (p. 5541) : politique hospitalière - Médicaments et prévention - Dépendance des personnes âgées - (p. 5542) : avec le groupe du RPR, votera les crédits des affaires sociales et de la santé.

Éducation nationale - (6 décembre 1993) - **Examen des crédits - Après l'art. 57** (p. 5661) : soutient l'amendement n° II-25 de M. Jacques Oudin (maintien de l'effectif des maîtres de l'enseignement privé sous contrat, rémunérés dans une échelle de hors classe, au niveau de celui des maîtres de l'enseignement public).

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires** [n° 47 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6408) : adaptation de la législation française en matière de qualité des produits agricoles et agroalimentaires à deux règlements communautaires - (p. 6409) : politique de la qualité en matière agricole - Appellation d'origine contrôlée, produits « montagne » et indication géographique protégée - Procédure de délivrance des signes distinctifs - Moyens financiers - Le groupe du RPR votera ce projet de loi.

HAUTECLOCQUE (Nicole de), sénateur de Paris (RPR).

Décédée le 18 janvier 1993 (JO Lois et décrets du 19 janvier 1993) - Eloge funèbre le 6 avril 1993.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

HEINIS (Anne), sénateur de la Manche (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution (n° 61), présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de décision du Conseil autorisant la tacite reconduction ou le maintien en vigueur des dispositions dont les matières relèvent de la politique commerciale commune, contenues dans les traités d'amitié, de commerce et de navigation et dans les accords commerciaux conclus par les Etats membres avec les pays tiers (n° E-106) [n° 134 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Communautés européennes**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution (n° 60, 1993-1994) présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur les propositions de règlements (CEE) du Conseil relatives à certaines modalités d'application des accords intérimaires sur le commerce et des mesures d'accompagnement entre la Communauté économique européenne et la Communauté européenne du charbon et de l'acier, d'une part, et la Roumanie et la Bulgarie, d'autre part (n° E-82) [n° 157 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Communautés européennes**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 274) - Ministère : Agriculture - **Conflit entre les pêcheurs anglo-normands et les pêcheurs français - Pêche**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3416) : réforme du système de soins des détenus - Intervention des établissements participant au service public hospitalier en milieu pénitentiaire - Prise en charge des détenus - Incidence sur le coût de fonctionnement des hôpitaux - (p. 3417) : détermination précise des responsabilités des différents intervenants - Sécurité en matière de transfert de détenus - Statut des personnels de santé pénitentiaire - Investissements nécessaires à la prise en charge des détenus en milieu hospitalier - Suppression de l'autorisation tacite d'ouverture de lits - Taux d'occupation des lits - (p. 3418) : aménagement du territoire - Notion d'hôpital de proximité - Devenir du « fonds de restructuration » destiné à faciliter les reconversions d'établissements hospitaliers - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires)** (p. 3479) : sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction), son sous-amendement n° 95 ; reprise des critères définis par les mots « dans la limite des besoins de la population et de l'intérêt des malades » ; adopté - Ses amendements n° 109 : présentation par l'établissement de santé de ses observations dans un délai de deux mois ; n° 110, rédactionnel ; devenus sans objet ; et n° 111 : obligation pour le ministre ou son représentant de prononcer le retrait de l'autorisation à titre définitif ou d'en

modifier le contenu ; adopté - (p. 3482, 3483) : référence au comité régional d'organisation sanitaire et sociale, CROSS - (p. 3485, 3486) : hôpital de proximité - Qualité des soins - Avis favorable sur l'amendement n° 35 de la commission précitée - **Après l'art. 30** (p. 3501) : se déclare favorable à l'amendement n° 50 de M. Henri de Raincourt (allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre III** (p. 5328) : politique de l'emploi - Chômage - Avis favorable du groupe des RI sur ces crédits.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5893, 5894) : réorganisation de La Poste - Modalités de l'aide de l'Etat au transport postal de la presse - Régime fiscal de La Poste - Situation des bureaux de poste en milieu rural - Déclare approuver ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture** [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6134) : adaptation du système de soins aux besoins de la population et maîtrise de la croissance des dépenses de santé - Hôpitaux de proximité - Carte sanitaire - (p. 6135) : écart des prix de journée selon la spécificité des hôpitaux - Plan de restructuration des urgences hospitalières - (p. 6136) : médecins hospitaliers : recrutement, formation et faiblesse de la rémunération - Rôle des maires - (p. 6137) : alimentation du fonds de reconversion structurelle - **Après l'art. 13 octies** (p. 6159) : soutient l'amendement n° 108 de M. Bernard Seillier (examen des demandes de création et de transfert d'officines déposées avant le 1^{er} janvier 1994) - **Art. 19 (autorisations tacites)** (p. 6168) : sur les amendements identiques n° 47 de la commission et n° 9 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture), son sous-amendement n° 131 ; adopté - **Après l'art. 20** (p. 6170) : sur l'amendement n° 48 de la commission (incitation à la coopération interhospitalière), son sous-amendement n° 107 ; adopté - **Après l'art. 22 bis** (p. 6173) : son amendement n° 105 : réintroduction, dans la détermination de la carte sanitaire et du schéma régional de l'organisation sanitaire, de l'avis du conseil régional ; adopté.

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental** [n° 127 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6832) : sauvegarde du patrimoine militaire - Permis de construire dans un périmètre classé autour d'un blockhaus.

HENRY (Marcel), sénateur de Mayotte (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 17** (p. 4887) : son amendement n° I-195 : extension à Mayotte du bénéfice du Fonds national pour les adductions d'eau ; adopté.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5014) : loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle - Convention formation entre le secteur privé des travaux publics et l'administration - (p. 5015) : eau à Mayotte - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Projet de règlement territorial d'aide sociale - Immigration à Mayotte - Revendication du statut de département d'outre-mer.

HERMENT (Rémi), sénateur de la Meuse (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 7 octobre 1993).

Membre titulaire de la commission consultative pour la production de carburants de substitution ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6429) - Ministère : Agriculture - *Avenir de l'agriculture française après l'accord du GATT - Agriculture.*

Questions orales avec débat :

n° 5 (JO Débats du 11 avril 1992) (p. 595) - Ministère : Agriculture - *Problèmes laitiers* - (Caduque mars 1993) - *Lait et produits laitiers.*

n° 25 (JO Débats du 16 octobre 1992) (p. 2689) - Ministère : Agriculture - *Problèmes laitiers* - (Caduque mars 1993) - *Lait et produits laitiers.*

n° 5 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 106) - Ministère : Agriculture - *Problèmes laitiers* - *Lait et produits laitiers.*

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Après l'art. 15 A** (p. 6657) : son amendement n° 1 : réouverture des délais de prescription en cas de délit contre des mineurs par un ascendant ou une personne ayant autorité sur eux ; retiré.

HOEFFEL (Daniel), sénateur du Bas-Rhin (président du groupe UC).

puis ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

Cessation du mandat sénatorial le 30 avril 1993 à minuit (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

En qualité de ministre délégué à l'aménagement du territoire

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Finances locales.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Françoise Seligmann ; **Police** (*Suppression du Conseil supérieur de la police nationale*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 268).

de M. Jean Grandon ; **Politique agricole commune (PAC)** (*Politique agricole commune et statut du fermage*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1413).

de M. Paul Girod ; **Décentralisation** (*Rôle de la commission d'évaluation des charges de la décentralisation*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1414).

de M. Louis Souvet ; **Aménagement du territoire** (*Attribution de la prime d'aménagement du territoire et délocalisation à Montbéliard*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1415).

de M. Alain Lambert ; **Aménagement du territoire** (*Aménagement du territoire*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1418).

de M. Michel Doublet ; **Agriculture** (*Difficultés de l'agriculture dans les marais de la Région Poitou-Charentes*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1424).

de M. Gérard César ; **Communes** (*Remboursement de la TVA aux communes*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1426).

de M. Yvon Collin ; **Catastrophes naturelles** (*Indemnisation des victimes des catastrophes naturelles*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1426).

de M. Louis Althape ; **Dotation de développement rural (DDR)** (*Répartition de la dotation de développement rural*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1427).

de M. François Lesein ; **Dotations globales de fonctionnement (DGF)** (*Réforme de la dotation globale de fonctionnement*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4378).

de M. Georges Mouly ; **Contrats de plan** (*Contrat de plan Etat - région Limousin*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4383).

INTERVENTIONS

– **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 317, 318) : décentralisation institutionnelle - Mouvement de concentration économique, financière et culturelle vers la région parisienne - Revitalisation des zones rurales - Construction européenne - Collectivités territoriales - Entreprises - TGV.

– **Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 376) : contrats de plan Etat-régions - Dimension européenne de l'aménagement du territoire - Coopération transfrontalière - (p. 377) : partenariat régions-SNCF - Universités - Délocalisation de services publics hors de la région d'Ile-de-France - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Entreprises - Services publics : discriminations tarifaires entre les grands centres urbains et les zones rurales - Financement des choix de la réduction progressive de la part prise en charge par l'Etat du déficit des transports collectifs dans la région d'Ile-de-France - Zones rurales - Désertification - Agriculture - Dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 378) : mécanismes de péréquation entre collectivités territoriales.

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)]** - (3 juin 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 290, 92-93) (p. 686) : développement de la coopération intercommunale - Elaboration des schémas départementaux - Partage l'avis présenté par la commission sur le report du dépôt des schémas départementaux au 31 décembre 1993 - (p. 687) : dotation globale de fonctionnement, DGF - **Art. unique** (*allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1993*) (p. 691) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Paul Girod (*allongement du délai jusqu'au 31 décembre 1994*).

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de M. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 323 (92-93)]** - (3 juin 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 262, 92-93) : voir intervention sous la proposition n° 262, 92-93 (p. 686, 687) - **Art. unique** (*allongement du délai d'élaboration de schémas départementaux de coopération intercommunale*) : voir intervention sous la proposition précitée (p. 691).

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)]** - (17 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1471, 1472) : Commission nationale des comptes de campagne - Contentieux des

élections régionales et cantonales de 1992 - Procédure d'examen des comptes de campagne - Sanctions électorales - Inéligibilité - (p. 1473) : amendements du Gouvernement visant à sauvegarder l'équilibre du dispositif de contrôle des comptes de campagne remis en cause par la proposition de loi - **Art. 1^{er}** (*faculté de régularisation des comptes de campagne du candidat de bonne foi*) (p. 1476) ; délais dans lesquels la commission doit statuer sur les comptes - (p. 1477) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 2** (*sanctions*) (p. 1477, 1478) : son amendement n° 2 : faculté pour le juge de relever de l'inéligibilité le candidat de bonne foi ; adopté - **Art. 3** (*abrogations*) (p. 1479) : son amendement de suppression pour coordination n° 3 ; adopté - **Après l'art. 3** (p. 1480, 1481) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 4 (suppression de l'interdiction de l'affichage militant avant les scrutins électoraux) et n° 5 (suppression de l'interdiction de distribuer des tracts durant la période électorale précédant les scrutins législatif, cantonal et municipal).

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1714) : citoyens absents de leur résidence habituelle pour les vacances - Citoyens d'au moins soixante ans titulaires d'une pension de retraite - Associations de retraités - (p. 1715) : texte voté à l'Assemblée nationale - Extension aux personnes n'exerçant pas d'activité professionnelle - Procédure dérogatoire à l'article 3 de la Constitution - Ambiguïté de la disposition supprimant l'énumération des situations ouvrant droit au vote par procuration - **Art. unique** (*recours au vote par procuration*) (p. 1717) : s'oppose aux amendements n° 4 (limitation de l'usage du vote par procuration) et n° 5 (modalités d'autorisation de la procédure du vote par procuration) de M. Claude Estier et demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (extension du vote par procuration aux Français établis hors de France) - (p. 1722) : recours au vote par procuration pour les Français de l'étranger - **Après l'art. unique** (p. 1723) : s'oppose aux amendements n° 6 (tentative de fraude aux dispositions relatives au vote par procuration) et n° 7 (sanctions) de M. Claude Estier.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3517) : finances publiques - (p. 3518) : révision du mécanisme d'indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, pour 1994 - Aménagement du territoire - Dotation d'aménagement - Simplification des règles de répartition - (p. 3519) : DGF des communes ; dotation forfaitaire intégrant les diverses dotations - Solidarité, dotation d'aménagement - DGF des groupements de communes - Dotation de solidarité urbaine, DSU ; modification de la règle d'éligibilité - (p. 3520) ; communes rurales - Dotation spécifique aux bourgs-centres - Communes des départements et territoires d'outre-mer - DGF des départements - (p. 3560) : contexte budgétaire de la réforme de la DGF - (p. 3561) : relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Critères d'indexation à partir de 1994 - Indexation sur les prix - Comité des finances locales - Poids de la garantie minimale de progression dans la DGF - (p. 3562) : dotation forfaitaire - DGF et aménagement du territoire - Contrats de plan - Critères de définition des bourgs-centres - Chefs-lieux de cantons - Dotation de solidarité rurale - Communes touristiques - Coopération intercommunale - Syndicats intercommunaux à vocation multiple, SIVOM ; perception de la dotation touristique - (p. 3563) : communes des DOM - DGF des départements défavorisés - Politique de la ville - Dotation de solidarité urbaine.

- **Rappel au règlement**, de M. René Régnauld : vigilance du Gouvernement sur l'évolution de la situation en Haïti (27 octobre 1993) (p. 3548).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3574, 3575) : s'oppose à la motion n° 26 de M. René Régnauld, tendant à opposer la question préalable - Péréquation - Aménagement du territoire - **Projet de loi de finances pour 1994 - Avant l'art. 1^{er}** (p. 3576, 3577) : demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Delevoye (limitation de la

modification du dispositif d'indexation au seul exercice 1994), puis oppose l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 à l'amendement précité, repris par M. René Régnauld - **Art. 1^{er}** (*composition de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3578, 3579) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Robert Vizet (modification de la composition de la DGF et exclusion des communautés de communes) - Sur les amendements de la commission, accepte le n° 1 (amélioration de la rédaction) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 2 (régularisation éventuelle en cas de modification du mode d'indexation) - **Art. 2** (*suppression de la référence à la dotation de base de la DGF dans le code des communes*) (p. 3581) : sur les amendements de M. Robert Vizet, tendant à proposer une nouvelle rédaction de l'article L. 234-1 du code des communes, oppose l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 aux n° 67, n° 68, n° 69 et n° 71, et s'oppose au n° 70 - **Après l'art. 3** (p. 3583) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. Joël Bourdin (introduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle dans le calcul du potentiel fiscal) - S'oppose à l'amendement précité repris par M. Louis Perrein - **Art. 4** (*suppression de la référence à la dotation de péréquation de la DGF dans une division du code des communes*) (p. 3586) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Robert Vizet (dotation de péréquation) - **Art. 5** (*assiette de la taxe d'habitation prise en compte pour le calcul de l'effort fiscal*) (p. 3587) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 75 (suppression de la notion « d'effort fiscal ») et n° 76 (réforme du mode de définition de la dotation globale de fonctionnement et des concours particuliers) - **Après l'art. 5** (p. 3588) : oppose l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 aux amendements n° 77 et n° 78 de M. Robert Vizet (dégrèvement de taxes d'habitation et d'impôts locaux) - **Art. 6** (*la dotation forfaitaire*) (p. 3592, 3593) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Robert Vizet (dotation minimale garantie) - Demande le retrait des amendements n° 37 de M. Christian Bonnet (concours particuliers ; dotation touristique) et n° 63 de M. Georges Mouly (transfert à la dotation d'aménagement de la dotation touristique incluse dans la dotation forfaitaire) - Accepte l'amendement n° 3 de la commission (amélioration de la rédaction) - (p. 3594) : demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Pierre Lagourgue (régime de droit commun pour le calcul de la DGF des communes des départements d'outre-mer) - **Art. 7** (*suppression des références à la dotation de compensation et aux concours particuliers dans les sections du code des communes ; création d'une sous-section intitulée dotation d'aménagement*) (p. 3595) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 8** (p. 3596) : oppose l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 à l'amendement n° 81 de M. Robert Vizet (taxe professionnelle : incorporation des actifs financiers dans les bases d'imposition) - **Art. 8** (*la dotation d'aménagement*) (p. 3597, 3598) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 83 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement rédactionnel n° 4 de la commission - **Art. 9** (*la dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre*) (p. 3602) : sur les amendements de M. Robert Vizet, s'oppose au n° 84, de suppression ; oppose l'article 40 de la Constitution au n° 85 (abondement de la dotation des groupements de communes dotées d'une fiscalité propre) et s'oppose au n° 86 (DGF des groupements supra-communaux : financement extérieur à la masse globale de la DGF des communes) - Sur les amendements de la commission améliorant la rédaction de l'article, accepte les n° 5, n° 6 et n° 7, demande le retrait du n° 9, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 8, n° 10 et n° 11, et accepte le n° 12 - **Art. 10** (*répartition de la dotation de péréquation d'un groupement de communes*) (p. 3604) : accepte l'amendement de rectification n° 13 de la commission - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3607) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 53 de M. Jean-Marie Girault - (p. 3608, 3609) : s'oppose aux amendements de M. Joël Bourdin, n° 29 (élargissement des catégories de communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine) et n° 30 (pondération des critères composant l'indice synthétique : relèvement de la part du potentiel fiscal) - S'oppose à l'amendement n° 87 de M. Robert Vizet (création d'une nouvelle catégorie intermédiaire au bénéfice de la dotation de solidarité urbaine) - Accepte l'amendement de cohérence n° 14 de la commission - (p. 3610) : son amendement n° 113 : critère de logements sociaux : rapport du nombre de logements sociaux

au nombre total des logements de la commune; adopté - (p. 3611) : s'oppose à l'amendement n° 88 de M. Robert Vizet (définition des logements sociaux des centres urbains de dix mille habitants) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Alain Vasselle (logements sociaux en accession à la propriété) - Demande le retrait de l'amendement n° 56 de M. François Trucy (élargissement de la définition des logements sociaux, notamment aux logements anciens dépourvus de confort) - (p. 3613, 3614) : s'oppose aux amendements n° 57 de M. François Trucy (critère du nombre de demandeurs d'emplois et de bénéficiaires du RMI) et n° 89 de M. Robert Vizet (prise en compte des demandes d'emplois) - Demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. François Trucy (critère du revenu moyen par habitant) - (p. 3616) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Robert Vizet (critère des demandes de logements) - (p. 3617) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission - (p. 3618) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de M. Joël Bourdin (modification du plafond imposé pour l'effort fiscal) - (p. 3619, 3620) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 92 (organisation d'un concours spécifique aux communes les plus endettées) et n° 93 (dotation particulière pour les communes procédant à l'acquisition d'ensembles immobiliers gérés par les organismes d'HLM) - (p. 3621) : oppose l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 à l'amendement n° 94 de M. Robert Vizet (abondement de la dotation de solidarité urbaine; prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières) - (p. 3624, 3625) : demande le retrait de l'amendement n° 43 de M. Alain Vasselle (conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale) et de l'amendement n° 39 de M. Joël Bourdin (non cumul pour une même commune de la dotation de solidarité rurale et de la dotation de solidarité urbaine) - Accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 16 et n° 17 - Sur les amendements de M. Robert Vizet, s'oppose aux n° 95 et n° 96 (conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale), ainsi qu'au n° 97 (attribution de la dotation de solidarité rurale; critère de prestations sociales) et oppose l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 au n° 98 (abondement de la dotation de solidarité urbaine; prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières) - **Art. 13** (*dotation « permanents syndicaux » et « frais de fonctionnement du comité des finances locales »*) (p. 3627) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 99 de M. Robert Vizet - **Art. 14** (*modalités de versement de la DGF*) (p. 3628, 3629) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 101 de suppression et n° 102 (versement mensuel de la DGF), ainsi qu'à l'amendement n° 44 de M. Alain Vasselle (versement semestriel de la DGF) - **Art. 15** (*suppression de la garantie minimale de progression*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Robert Vizet - **Art. 19** (*application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions des titres I^{er} à 5 du livre II du code des communes*) (p. 3630) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 105 de M. Robert Vizet (taxation complémentaire du produit des jeux de casino au bénéfice de l'ensemble des communes du département de la collectivité territoriale concernée) - **Art. 20** (*application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions relatives à la DGF*) (p. 3631) : accepte l'amendement n° 18 de la commission (rétablissement de la quote-part des permanents syndicaux pour les communes d'outre-mer et de Saint-Pierre-et-Miquelon) et s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 106 de suppression et n° 107 (progression minimale des dotations des collectivités locales des départements d'outre-mer) - **Art. 24** (*modalités d'attribution et de répartition de la DGF pour les communes des territoires d'outre-mer*) : s'oppose à l'amendement n° 108 de M. Robert Vizet (progression minimale de la DGF) et demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Daniel Millaud (calcul de la quote-part de la dotation d'aménagement; majoration du coefficient) - **Art. 25** (*taux d'évolution de la DGF des départements en 1994*) (p. 3634) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 109 de M. Robert Vizet - Accepte l'amendement de précision n° 19 de la commission sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 114; adopté - **Art. 26** (*affectation des ressources de la dotation particulière de solidarité urbaine à la péréquation et à la solidarité financière entre les départements*) (p. 3637) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de M. Robert Vizet - Accepte l'amendement n° 20 de la commission (extension du mécanisme de solidarité financière

des départements aux communes de moins de dix-mille habitants connaissant des difficultés urbaines particulières) - **Après l'art. 26** (p. 3638) : demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. Jean-Marie Girault (suppression de la dotation globale de fonctionnement de la région Ile-de-France) - Comité interministériel pour l'aménagement du territoire tenu à Mende le 12 juillet 1993 - Contrats de plan - **Art. 27** (*la dotation de développement rural*) (p. 3641) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de M. Robert Vizet - Sur les amendements de la commission (amélioration de la rédaction), accepte le n° 21 et le n° 23, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 22 - **Art. 28** (*communes non éligibles à la fraction « bourgs-centres » de la dotation de solidarité rurale bénéficiaires d'une attribution au titre de la deuxième part de la dotation de développement rural en 1993*) (p. 3642) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (financement sur la dotation de développement rural de 1994) - **Art. 29** (*le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France*) : accepte l'amendement de rectification n° 25 de la commission - **Art. 31** (*rapport au Parlement sur l'application des dispositions de la loi*) : son amendement n° 116 : chapitre spécifique aux concours particuliers de la dotation touristique et de la dotation villes-centres au sein de la dotation forfaitaire; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 3646) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5339) : politique volontariste - Réforme institutionnelle - Comité interministériel d'aménagement du territoire, CIAT - Débat national sur l'aménagement du territoire - (p. 5340) : analyse du budget - Contrats de plan Etat-région - Réforme des programmes structurels communautaires - (p. 5341) : réforme de la dotation globale de fonctionnement - Délocalisation de services et d'entreprises publics en dehors de la région parisienne - (p. 5364, 5365) : remerciements - Retard pris par rapport aux autres pays européens - Contrats de plan - Fonds communautaires - Augmentation des crédits budgétaires - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Fonds structurels - Aide aux personnels des entreprises des services délocalisés - Services hospitaliers - (p. 5366) : habitat en milieu rural - Délocalisations - Structures de la SNCF - CIAT - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Contrats de villes moyennes - Schémas départementaux de coopération intercommunale - (p. 5367) : fonds structurels européens et éligibilité de certains secteurs du département du Nord - Concertation - Délocalisation de services publics de la région d'Ile-de-France - TGV Est - Ligne SNCF Paris-Bâle - Bourgs-centres - Façade méditerranéenne - (p. 5368) : relations entre la région et les départements - Rôle des différentes collectivités locales de l'arrondissement et du sous-préfet dans l'aménagement du territoire - Zonage européen - Dotation financière des communes rurales et des villes ⁴ (p. 5369) : rôle de la DATAR - Collaboration interministérielle - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Fiscalité locale et crédits du groupe interministériel pour la restructuration des zones minières, GIRZOM - Décentralisation et déconcentration, réforme de l'Etat - Egalité d'accès au service public - Politique communautaire et fonds structurels - Rôle des villes moyennes - Désenclavement du Cantal - Liaison Rhin-Rhône et Seine-Nord - Voies navigables - Rôle des communes et des départements - Demande au Sénat de voter ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5372) : s'oppose à l'amendement n° II-16 de M. Gérard Delfau (réduction des crédits du titre IV de 40 millions de francs) - Double emploi de certains crédits du fonds régionalisé d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE, et du Fonds national pour l'emploi, FNE.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 161 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6327, 6328) : complément à la loi du 24 août 1993 - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Convention de Schengen - Droit d'asile.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le**

code général des impôts - Deuxième lecture [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6351) : dotations touristiques - (p. 6352) : groupements de communes - Communes d'outre-mer - Critères d'éligibilité à la dotation de solidarité urbaine, DSU - Dotation de solidarité rurale, DSR - Bourgs-centres, seuils de population - (p. 6353) : dotation de développement rural ; divergences avec l'Assemblée nationale sur la part des groupements - **Après l'art. 3** (p. 6359) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Robert Vizet (mécanisme de majoration des seuils de population pour les communes accueillant sur leur territoire d'importantes implantations universitaires, hospitalières ou militaires) - **Art. 6** (p. 6361) : accepte les amendements de la commission n° 1 (indexation des dotations touristiques et de la dotation ville-centre sur l'évolution de la dotation forfaitaire), n° 2, de précision, et n° 29, rédactionnel - **Art. 8** (*la dotation d'aménagement*) (p. 6364) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (suppression du prélèvement au profit de la dotation des groupements de communes) - **Art. 9** (p. 6366, 6367) : accepte les amendements de rectification de la commission n° 30, n° 31, n° 32, n° 36 et n° 33 - **Art. 9 bis** (*coefficient d'intégration fiscale pour la première année d'application de la loi*) (p. 6367) : accepte l'amendement de rectification n° 3 de la commission - **Avant l'art. 11** : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Robert Vizet (rapport du comité des finances locales sur des propositions d'abondement de la dotation d'aménagement) - **Art. 11 - Art. L. 234-12 du code des communes** (*dotation de solidarité urbaine*) (p. 6369) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Alain Vasselle (critère du montant de la dotation globale de fonctionnement de la commune considérée) - (p. 6371) : demande le retrait des amendements analogues n° 19 de M. Robert Vizet et n° 27 de M. André Diligent (liste des logements sociaux pris en compte dans le calcul de la DSU) - S'oppose à l'amendement n° 20 de M. Robert Vizet (critère de revenu : prise en compte du revenu moyen régional) - Accepte l'amendement de précision n° 4 de la commission - (p. 6373) : demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. André Diligent (taux de pondération du critère du revenu moyen par habitant et du critère de logements sociaux) - Accepte l'amendement de précision n° 5 de la commission - (p. 6374) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Robert Vizet (modification du plafond de l'effort fiscal), et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 sur le même objet de la commission - **Art. L. 234-13 du code précité** (*dotation de solidarité rurale*) (p. 6376, 6378) : demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Louis Althapé (bourgs-centres : suppression de l'extension à des communes de dix à vingt mille habitants) - Maintien d'un effort prioritaire en faveur des communes rurales - (p. 6379, 6380) : accepte les amendements de la commission n° 34 (montant de la dotation bourg-centre perçue par les communes éligibles à la DSU), n° 35, de conséquence, n° 8 et n° 9, rédactionnels, et n° 10, de coordination - **Art. 25** (p. 6381) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (part des départements les plus défavorisés) - **Art. 27** (p. 6384) : accepte les amendements de la commission n° 13, n° 14 et n° 15 (retour au texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Sur l'ensemble** (p. 6387) : remerciements.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Hubert Haenel, Roger Husson et René Trégoût, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° 207 (92-93)] (1^{er} février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Transports**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Charles Pasqua, Marcel Lucotte et Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires [n° 460 (90-91)] (23 juillet 1991) - Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993 - **Commissions d'enquête parlementaires**.

HUCHON (Jean), sénateur du Maine-et-Loire (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil national de l'habitat jusqu'au 8 juillet 1993.

Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, par la mission d'information chargée, en application de l'article 21 du Règlement, d'étudier le fonctionnement des marchés des fruits, des légumes et de l'horticulture, d'examiner leurs perspectives d'évolution, compte tenu de la réforme de la politique agricole commune et de formuler toute proposition de nature à remédier aux difficultés dont souffrent ces secteurs [n° 303 (92-93)] (13 mai 1993) - **Agriculture**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 275) - Ministère : Industrie - **Politique de l'emploi et importations - Emploi**.

(*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2817) - Ministère : Industrie - **Situation de l'emploi et délocalisations - Emploi**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 364, 365) : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Solidarité entre collectivités territoriales - Potentiel fiscal ; critère de la longueur de la voirie communale - Garantie de progression minimale.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - Vice-président de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 732) : relance du bâtiment - Mesures budgétaires accompagnées d'un dispositif fiscal d'incitation à l'investissement immobilier - (p. 733) : plafond de ressources pour les prêts d'accession à la propriété - Prêts locatifs aidés - Mesures fiscales d'incitation à l'investissement locatif - Volet agricole du collectif budgétaire - Amélioration de la déduction pour auto-financement - (p. 734) : revalorisation de la dotation aux jeunes agriculteurs - Augmentation des dotations aux agriculteurs en difficulté - Importance d'un cofinancement communautaire élevé - Situation des stations de sports d'hiver - Apporte le soutien de la commission des affaires économiques et du groupe de l'Union centriste au Gouvernement.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 15** (*imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 890) : son amendement n° 65, soutenu par M. Michel Souplet : clarification des règles applicables au report des déficits sur les revenus fonciers des années suivantes ; adopté - **Après l'art. 20** (p. 918) ; son amendement n° 68, soutenu par M. Michel Souplet : présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement établissant le bilan des aides personnelles au logement ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3553, 3554) : rôle de la dotation globale de fonctionnement, DGF, dans l'aménagement du territoire - Insuffisance de la péréquation - Petites communes rurales en voie de désertification - Politique de solidarité des autres pays européens - Coopération intercommunale - Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5355) : politique volontariste - Aménagement du territoire dans les différents Etats européens - Fiscalité locale - Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Crédits budgétaires - (p. 5356) : délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Délocalisation - Votera ce projet de budget avec le groupe de l'Union centriste.

HUGO (Bernard), sénateur de l'Ardèche (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 26 mai 1993).

Membre suppléant du Conseil national des transports ; de nouveau membre suppléant (*JO Lois et décrets* du 6 octobre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Environnement** - [n° 103 (93-94)] tome 17 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 juin 1993) - **Art. 27 (acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée)** (p. 1410) : demande la clôture de la discussion sur l'amendement n° 91 de M. Claude Estier (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1) ; clôture ordonnée.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5228, 5229) : crédits d'intervention des offices agricoles - Dotation d'installation des jeunes agriculteurs - Prérétraite - Prime à l'herbe - Insuffisance des aides compensatoires des handicapés dans les zones de montagne et les zones défavorisées - Enseignement agricole - Crise du secteur des fruits et légumes et de l'horticulture - Assurance grêle - Fermeté nécessaire dans les négociations du GATT - (p. 5230) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

Environnement - (30 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5277, 5278) : évolution des crédits - Dépenses ordinaires - Renforcement des moyens des services déconcentrés - Renforcement des effectifs de l'inspection des installations classées - Conservatoire du littoral - Protection de la nature - Prévention des risques majeurs - (p. 5279) : « éco-citoyenneté » - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

ADEME - Financement de la politique des déchets - Mise en eau du barrage hydro-électrique de Petit-Saut en Guyane - Avis favorable sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Art. 58 (indemnisation des commissaires enquêteurs et des membres des commissions d'enquête)** (p. 5303) : son amendement n° II-2 : fixation du montant de l'indemnisation par le président du tribunal administratif ; retiré.

HUGOT (Jean-Paul), sénateur de Maine-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes [n° 372 (92-93)] (17 juin 1993) - **Propriété intellectuelle.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur sa proposition de loi [n° 372 (92-93)] relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes [n° 386 (92-93)] (23 juin 1993) - **Propriété intellectuelle.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme [n° 127 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au patrimoine monumental [n° 201 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6430) - Ministère : Affaires étrangères - **Place du Tiers Monde dans l'accord du GATT - GATT.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 363) : villes moyennes ; tassement démographique - (p. 364) : place dans la vie culturelle - Déserte routière et ferroviaire - Formation - Prime d'aménagement du territoire - Villes moyennes du grand bassin parisien.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Paul Hugot**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur sa proposition de loi (n° 372, 1992-1993) relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes [n° 386 (92-93)] - (28 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1755) : code de la propriété intellectuelle - Modalités de calcul et de versement des rémunérations dues par les différents utilisateurs de phonogrammes - Annulation partielle par le Conseil d'Etat - (p. 1756) : vide juridique - Champ d'application de la proposition de loi - Caractère rétroactif et subsidiaire des règles de calcul des droits - Demande au Sénat d'adopter la présente proposition de loi.

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6824, 6826) : loi de programme de 1988 - Augmentation du nombre des monuments - Sentiment patrimonial - Inventaire général créé par André Malraux - Patrimoine de proximité - Impact économique - Aménagement culturel du patrimoine - Possibilité de création d'une fondation des métiers du patrimoine - Rôle de l'Etat et des autres intervenants - **Après l'art. 3 (p. 6830) : son amendement n° 1 : exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de sociétés civiles immobilières à caractère familial constituant un monument historique inscrit ou classé ; retiré.**

HUGUET (Roland), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2698 à 2700) : axe Nord-Méditerranée - Problème des aéroports - TGV Nord - Tarifs - Possibilité de désenclavement avec l'auto-route A 16 - Devenir de la façade littorale - Transport combiné rail-route - Protection de l'environnement et aménagement du territoire - Augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers - Augmentation des tarifs.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5426, 5427) : baisse des crédits budgétaires - Chambre de métiers du Pas-de-Calais - Emploi - Fiscalité sur les transmissions d'entreprises.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5907, 5908) : évolution des crédits budgétaires - Maintien des emplois du secteur textile dans la région du Nord - Pas-de-Calais - Maintien de la sidérurgie française - Restructuration industrielle des zones minières dans la région du Nord - Pas-de-Calais - (p. 5909) : Charbonnages de France - Conditions de fonctionnement de La Poste dans la région du Nord - Pas-de-Calais.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5983, 5984) : programme « Université 2000 » - Université nouvelle dans le département du Pas-de-Calais - Engagement financier du conseil général - Personnels des universités - Taux d'échec universitaire - Pôle universitaire européen de Lille.

HURIET (Claude), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (UC).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires sociales.

– Vice-président de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

– Vice-président de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé devant la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattaché pour

ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer**.

Proposition de loi tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale, et à voter si le juge l'y autorise [n° 423 (92-93)] (15 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Elections**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une possibilité de recours à l'égard des décisions des architectes des bâtiments de France [n° 404 (91-92)] (11 juin 1992) - Reprise le 5 octobre 1993 - **Patrimoine artistique, archéologique et historique**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à l'institution d'un Fonds de concours à l'Etat pour le maintien des postes d'instituteurs en milieu rural [n° 439 (91-92)] (24 juin 1992) - Reprise le 5 octobre 1993 - **Enseignement**.

Rapport, fait avec M. Charles Descours, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 137 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif à la santé publique et la protection sociale [n° 155 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Santé**.

Rapport, fait avec M. Charles Descours au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion sur le projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 197 (93-94)] (18 décembre 1993) - **Santé**.

Proposition de loi, déposée avec M. Franck Sérusclat, tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 226 (93-94)] (28 décembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Santé**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 139) - Ministère : Intérieur - **Coopération intercommunale - Communes**.

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2822) - Ministère : Culture - **Restitution à des Etats étrangers d'éléments de patrimoine - Patrimoine (protection du)**.

Questions orales avec débat :

n° 11 (JO Débats du 29 avril 1993) (p. 128) - Ministère : Affaires sociales - **Politique du Gouvernement en matière de personnes âgées dépendantes** - (Réponse : JO Débats du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 229, 230) : présente sa question.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 7 et état B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)** (p. 870) : accélération de la politique de lutte contre le sida - Méthodes de dépistage - Crédits pour la toxicomanie.

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1609) : soutient de la majorité au Gouvernement - Améliorations apportées par les amendements du Sénat - Avec le groupe de l'Union centriste, votera le projet de loi ainsi amendé.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - **Art. 32 (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale) - Paragraphe II - Art. L. 161-18-1 du code de la sécurité sociale** : son amendement n° 176 : alignement du dis-

positif de contrôle de la régularité de séjour en matière d'invalidité sur celui proposé pour l'attribution d'avantages de vieillissement ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - *Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité* (p. 2458) : son amendement de conséquence, n° 177 soutenu par M. Bernard Guyonard ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2714) : tracé meusien du TGV - Brette de raccordement de la ligne du TGV Est à hauteur de Vandières - Gare lorraine du TGV Est.

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République [n° 20 (93-94)]** - (20 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3258, 3259) : Haute Cour de justice - Affaire du sang contaminé - Se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3413) : adaptation de l'appareil sanitaire - Publicité des médicaments - Fonctionnement des établissements de santé - Cotisations pour le congé de formation professionnelle - Réforme des études médicales ou de transfusion sanguine - Protection sociale - Allocation aux adultes handicapés - (p. 3414) : régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle - Prise en charge des accidents du travail - Prolongation du mandat des membres des conseils d'administration des organismes du régime général de la sécurité sociale - Travailleurs indépendants dont l'entreprise a fait l'objet d'une liquidation judiciaire - Rattachement au régime des non-salariés des gérants minoritaires de SARL - Défense de la flotte commerciale navigant sous pavillon français - Lutte contre la tuberculose - (p. 3415) : lien entre les infections par le VIH et la tuberculose - Gratuité de la vaccination obligatoire - Nouveau système de prise en charge sanitaire dans les prisons - Charge financière de la réforme - Affiliation automatique des détenus au régime général - (p. 3416) : décisions de l'Agence du médicament - Institution au profit du ministre d'un « droit d'alerte » suspensif en cas de menace grave pour la santé publique - Nouveaux instruments de planification hospitalière - Autorisation de nouvelles installations - Procédure d'expérimentation associée à des autorisations dérogatoires en matière d'équipements lourds - **Question préalable** (p. 3433) : s'oppose à la motion n° 51 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Système hospitalier français - Suppression de lits - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3435) : s'oppose à l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - (p. 3437) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Charles Metzinger (fonds de solidarité maladie et maternité ; financement des cotisations des détenus) - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3439, 3440) : ses amendements n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4, rédactionnels ; adoptés - (p. 3441) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 83 (gratuité de la vaccination antituberculeuse) et n° 84 (financement de cette vaccination) ; Ses amendements n° 5 : vaccination antituberculeuse ; n° 6, rédactionnel ; n° 7 : rôle des services de vaccination dans la prophylaxie de la tuberculose ; et n° 8 : prise en charge des dépenses afférentes à ces soins ou prescriptions par l'assurance maladie, les départements et l'Etat ; adoptés - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 132 du Gouvernement - (p. 3442) : s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Franck Sérusclat (prise en charge des médicaments antituberculeux) - (p. 3443) : son amendement n° 9 ; dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive ; adopté - (p. 3446) : débat au Sénat - **Art. 2** (*prise en charge sanitaire des détenus par le service public hospitalier*) (p. 3447) : son amendement n° 10 : prise en charge sanitaire des détenus à l'intérieur de la prison et non pas en milieu hospitalier ; adopté - **Après l'art. 2** : s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Franck Sérusclat (cas des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen) - **Avant l'art. 3** (p. 3448) : son amendement n° 16 : calcul des dépenses afférentes à la prise en charge sanitaire des détenus hors taux directeur ; adopté - **Art. 3** (*protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire*) (p. 3449) : son amendement rédactionnel n° 11 ; adopté - **Art. L. 381-30 du code de la sécurité sociale** (*affilia-*

tion immédiate et automatique des détenus à l'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale à la date de leur incarcération) : son amendement n° 12 ; suppression des dispositions dérogatoires pour les détenus en semi-liberté ; retiré - (p. 3450) ; son amendement n° 13 : contribution demandée aux détenus qui disposent de ressources suffisantes ; détermination de ces conditions d'application par décret en Conseil d'Etat ; adopté - **Art. L. 381-30-1 du code précité** (*prestations en nature*) : s'oppose aux amendements de M. Franck Sérusclat n° 57 (suppression de la notion « en nature ») et n° 58 (suppression des deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour cet article relatifs aux détenus étrangers) - **Art. L. 381-30-2 du code précité** (*modalités de financement de la protection sociale des détenus*) (p. 3451) ; son amendement n° 14 : fixation des cotisations par décret en tenant compte de l'évolution des dépenses de santé de la population carcérale ; adopté - **Art. L. 381-30-6 du code précité** (*prise en charge par l'Etat de certaines dépenses qui n'entrent pas dans le champ des dépenses hospitalières remboursables*) : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - (p. 3452) : accepte l'amendement n° 112 de M. Alain Vasselle (soins dispensés aux détenus dans les centres de détention) - **Art. 4** (*dispositions transitoires*) : son amendement n° 17 ; établissements pénitentiaires à l'intérieur desquels les services de santé n'assureront pas les soins ; adopté - Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 138 du Gouvernement - (p. 3453) : demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. Franck Sérusclat (validité de la dérogation uniquement durant le temps nécessaire à la renégociation des conventions en cours) - **Avant l'art. 6** : son amendement n° 18 : personnels de santé qui interviennent en milieu carcéral ; adopté - **Art. 6** (*entrée en vigueur de la réforme de la prise en charge sanitaire et de la protection sociale des détenus*) : son amendement de suppression n° 19 ; retiré - **Après l'art. 6** : son amendement n° 20 : proposition systématique d'un test de dépistage du sida aux détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération ; adopté - (p. 3456) : démarche volontaire du détenu qui s'interroge sur sa séropositivité - Rôle d'information des médecins - **Art. 7** (*publicité pour les médicaments et réglementation de la profession de visiteur médical*) - **Art. L. 551 du code de la santé publique** (*définition de la publicité*) (p. 3458) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Franck Sérusclat (nouvelle rédaction de cet article) - **Art. L. 551-1 du code précité** (*caractère d'objectivité et de bon usage de la publicité des médicaments*) : considère que l'amendement n° 113 de M. Alain Vasselle (rôle de l'Agence du médicament dans la détermination des caractères d'objectivité et de bon usage) est satisfait par les textes proposés pour les articles L. 551-5 et L. 551-6 - **Art. L. 551-3 du code précité** (*conditions de publicité auprès du public*) : son amendement n° 21 : exclusion de toute publicité auprès du public de médicaments contenant des substances classées comme stupéfiants ou psychotropes ; retiré - (p. 3459) : sur les amendements de M. Franck Sérusclat, s'oppose au n° 61 (suppression du premier alinéa de cet article) et accepte le n° 62 (obligation d'insérer dans la publicité auprès du public un message de prudence et de renvoi à la consultation d'un médecin) - Son amendement n° 22 : autorisation de la publicité auprès du public pour les produits de sevrage tabagique qui contiennent de la nicotine et qui doivent faire l'objet d'une prescription ; adopté - **Art. L. 551-8 du code précité** (*remise d'échantillons gratuits*) (p. 3460) : son amendement n° 23 : remise des échantillons aux prescripteurs uniquement sur leur demande ; adopté - Accepte l'amendement n° 63 de M. Franck Sérusclat (mise à disposition d'échantillons pour les pharmaciens pour un usage intérieur) - **Art. L. 551-10 du code précité** (*publicité des produits autres que les médicaments présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies*) : son amendement rédactionnel n° 24 ; adopté - **Après l'art. 7** : son amendement n° 25 : dispositions de la directive européenne relatives à l'hospitalité offerte aux médecins ; adopté - **Art. 9** (*dispositions transitoires*) (p. 3461) : son amendement n° 26 : possibilité pour les personnes qui ont exercé pendant trois ans au moins la profession de visiteur médical de continuer à exercer cette profession sans passer un examen complémentaire ; adopté - **Art. 12** (*dispositions transitoires*) (p. 3463) : son amendement n° 128 : fixation au 31 décembre 1995 de la date limite de dépôt des demandes d'enregistrement ou d'autorisation de mise sur le marché pour les médicaments homéopathiques ; adopté - **Art. 13** (*modification de l'article L. 514 du code de la santé publique*) (p. 3464) : s'oppose à l'amende-

ment n° 119 de M. Dominique Leclerc (procédure de vérification des diplômes, certificats ou autres titres d'exercice ; moment à partir duquel les délais d'inscription au tableau commencent à courir) - **Après l'art. 13** (p. 3465) : accepte l'amendement n° 124 de M. Etienne Dailly (ouverture et transfert d'officines) - (p. 3466, 3467) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly n° 122 (cas des ressortissants d'un des Etats membres de la CEE qui souhaitent ouvrir une officine), n° 125 (précision par le préfet lors de la création d'une officine ou de son transfert des secteurs de la commune dans lesquels elle pourra être située et les populations prises en compte pour sa création ou son transfert), n° 126 (département de la Guyane), n° 127 (règle à observer en matière d'antériorité) et n° 123 (dispositions relatives au service de garde) - **Art. 17** (*compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament*) (p. 3469) : son amendement n° 27 : recours contre les décisions prises par le directeur général en cas de menaces graves pour la santé publique ; adopté - (p. 3470, 3471) : ses amendements rédactionnels, n° 28 et n° 29 ; adoptés ; n° 30 ; devenu sans objet - S'oppose à l'amendement n° 85 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du deuxième alinéa du paragraphe VI de cet article qui envisage de nouvelles charges pour les collectivités territoriales) et accepte l'amendement rédactionnel n° 134 du Gouvernement - **Art. 18** (*régime de certaines taxes sous redevances*) (p. 3472) : son amendement n° 32 : remplacement des mots « à l'Agence du médicament » par ceux de « à l'autorité administrative » uniquement dans le premier alinéa de l'article L. 603 du code précité ; adopté - (p. 3473) : s'oppose à l'amendement n° 120 de M. Guy Cabanel (suppression du paragraphe VI de cet article relatif au rattachement de la section « hydrologie » du Laboratoire national de la santé à l'Agence du médicament) - **Après l'art. 18** : ses amendements, n° 34 : soumission à sanctions pénales du défaut d'autorisation de mise sur le marché pour les produits d'entretien des lentilles de contact ; adopté ; et n° 33 : institution d'une Agence nationale du médicament vétérinaire au sein du Centre national d'études vétérinaires ; retiré - (p. 3474) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Guy Cabanel (statut de la section hydrologie) - **Art. 19** (*autorisations tacites*) (p. 3476) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 137 du Gouvernement (application de l'article 5 de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs), ainsi que le sous-amendement n° 140 de M. Charles Descours - S'oppose à l'amendement n° 108 de M. Charles Descours (nouvelle rédaction qui stipule qu'à défaut de refus motivé la décision sera « réputée être une autorisation ») - **Art. 20** (*retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires*) (p. 3479) : ses amendements n° 35 : nouvelle rédaction et n° 36, de précision ; adoptés - (p. 3481) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 68 de M. Charles Metzinger et n° 87 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - S'oppose à l'amendement n° 106 de M. Charles Descours (précision en matière de délai et de taux) - Sur son amendement n° 35 précité, accepte les sous-amendements n° 95 de Mme Anne Heinis (reprise des critères définis par les mots « dans la limite des besoins de la population et de l'intérêt des malades »), n° 135 du Gouvernement (consultation du Conseil supérieur des hôpitaux), n° 69 rédactionnel de M. Franck Sérusclat - Sur les amendements de Mme Anne Heinis, s'oppose aux n° 109 (présentation par l'établissement de santé de ses observations dans un délai de deux mois) et n° 110 rédactionnel, et accepte le n° 111 (obligation pour le ministre ou son représentant de prononcer le retrait de l'autorisation à titre définitif ou d'en modifier le contenu) - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger n° 70 (introduction de la prise en compte de différents seuils permettant d'apprécier de manière objective l'éventuelle insuffisance de l'activité), n° 71 (nécessité d'assortir la décision du ministre ou du représentant de l'Etat d'un délai qui ne peut pas être inférieur à huit mois en cas de retrait d'autorisation d'un établissement ou d'une activité de soins) et n° 72 (prise en charge, par une dotation allouée à l'établissement de santé et financée par l'assurance maladie, des coûts entraînés par le retrait total ou partiel d'autorisation d'un établissement d'une installation, d'un équipement ou d'une activité de soins) - (p. 3482, 3483) : référence au comité régional d'organisation sanitaire et sociale, CROSS - Sur son amendement n° 35 précité, accepte le sous-amendement n° 141 de M. Alain Vasselle (augmentation d'un mois du délai accordé au comité régional ou au comité national d'organisation sanitaire) - (p. 3485) : adaptation de l'équipement hos-

pitalier aux besoins de santé publique - **Avant l'art. 21** (p. 3487) : s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Alain Vasselle (possibilité pour un établissement soumis à un plan de restructuration, qui ne nécessite pas d'équipement lourd, d'utiliser par redéploiement l'ensemble des moyens dont il dispose par voie contractuelle ou par voie de négociation avec l'autorité de tutelle, et de bénéficier de moyens supplémentaires) - **Art. 21** (*expérimentations*) (p. 3488) : ses amendements, n° 37 : fixation de la durée des contrats par référence à la durée des autorisations ; évaluation de l'expérimentation annuelle et de manière contradictoire sur la base du respect par l'établissement de ses engagements contractuels ; n° 38, rédactionnel, et n° 39 : évaluation annuelle et contradictoire de l'application du contrat ; retrait de l'autorisation lorsque l'établissement de santé n'a pas respecté ses propres engagements ; adoptés - (p. 3489) : s'oppose aux amendements n° 88 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 73 (évaluation après consultation du comité régional ou du comité national de l'organisation syndicale et sociale) et n° 74 (mesures d'accompagnement prévues par le représentant de l'Etat en cas d'évaluation négative) - **Après l'art. 21** (p. 3489, 3490) : ses amendements, n° 40 : constitution d'un fonds de restructuration de l'hospitalisation privée ; et n° 41 : possibilité de regroupement ou de reconversion ; retirés - (p. 3491) : à titre personnel, accepte l'amendement n° 139 du Gouvernement (possibilité de regroupement en dehors du secteur sanitaire de la même région) - **Art. 22** (*délibérations des conseils d'administration des établissements publics de santé*) : son amendement n° 42 : suppression du paragraphe I de cet article relatif aux prescriptions essentielles des règlements intérieurs des établissements de santé fixés par voie réglementaire ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 89 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, ainsi qu'au n° 142 du Gouvernement (remplacement du terme de « prescriptions » par celui de « règles ») - **Art. 23** (*fonction publique hospitalière*) (p. 3492, 3493) : ses amendements, n° 43 rédactionnel, et n° 44 : suppression du paragraphe V de cet article qui vise à augmenter de 50 % le taux de la cotisation pour congé de formation professionnelle ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 75 (suppression du paragraphe II de cet article qui précise que l'organisation de certains concours peut être effectuée par un établissement de santé important pour le compte d'autres établissements de santé), n° 76 (suppression des deuxième et troisième alinéas du paragraphe III de cet article relatif aux conditions requises pour concourir au moment de la date de nomination) et n° 77 (suppression du paragraphe IX de cet article relatif à la consultation par le jury du dossier individuel de tous les candidats) - **Art. 25** (*pharmacies à usage intérieur*) : son amendement n° 45 : suppression de la référence aux établissements pénitentiaires ; adopté - **Après l'art. 25** : son amendement de coordination n° 46 ; adopté - **Art. 28** (*transfusions sanguines ; produits stables*) (p. 3494) : son amendement de suppression n° 129 ; retiré - **Après l'art. 29** (p. 3495) : son amendement n° 130 : expérimentation médicale sur l'être humain dans le cadre de la recherche biomédicale ; adopté - **Art. 30** (*complément d'allocation aux adultes handicapés*) (p. 3497) : s'oppose aux amendements de M. Charles Metzinger, n° 78 (nouvelle rédaction de cet article), n° 79 (suppression du mot « indépendant ») et n° 80 (versement de l'allocation aux adultes handicapés intégralement aux bénéficiaires lorsque ceux-ci sont hospitalisés dans un établissement de soins) ainsi qu'à l'amendement n° 105 de M. Jacques Machet (nouvelle rédaction de cet article) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 116 de M. Alain Vasselle - **Art. 34** (*régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle*) (p. 3503) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 90 (application de ce système au régime général de sécurité sociale) et n° 91 (prise en charge obligatoire du forfait journalier par le régime local) - **Art. 35** (*accidents du travail*) : son amendement n° 47 : institution d'un abattement de 4 % sur le montant des cotisations dues par les employeurs au titre de 1994 pour le régime général de la sécurité sociale et pour le régime de la sécurité sociale dans les mines ; retiré - **Après l'art. 36** (p. 3504, 3505) : ses amendements, n° 48 : maintien des droits à l'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire ; adopté ; et n° 49 : rattachement des gérants minoritaires des SARL au régime des non-salariés non-agricoles ; retirés - Demande le retrait de l'amendement n° 118 de

M. Jean-Paul Hammann (maintien des droits d'assurance maladie pour l'exploitant agricole engagé dans une procédure de liquidation judiciaire) au profit de son amendement n° 48 précité - **Art. 37** (*fixation du taux de la contribution patronale pour les navires*) (p. 3506) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 37** : accepte l'amendement n° 117 de M. Paul Blanc (sociétés mutualistes d'étudiants).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Après l'art. 5** (p. 3851) : sur l'amendement n° 35 de la commission (versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage), soutient le sous-amendement n° 299 de M. Guy Robert (extension du bénéfice des dispositions proposées par l'amendement n° 35 à certains chômeurs).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5544) : politique hospitalière - Budget global - Taux directeur - (p. 5545) : restructurations hospitalières - Maîtrise des dépenses de santé - Lutte contre le sida - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6130) : lutte contre la tuberculose - Réforme des soins en milieu pénitentiaire - (p. 6131) : Agence du médicament - Planification sanitaire - Réforme du contrôle des réactifs - (p. 6132) : Etablissement public national des greffes d'organes - Sécurité sociale des artistes - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Question préalable** (p. 6145) : s'oppose à la motion n° 89 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 6146) : s'oppose à l'amendement n° 111 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation systématique à la sécurité sociale dès l'âge de dix-huit ans) - **Art. 1^{er}** (p. 6147) : son amendement n° 27 : autorisation pour les dispensaires d'assurer le « suivi médical » des malades plutôt que leur « prise en charge médicale » ; et n° 28, rédactionnel ; adoptés - **Art. 4** (p. 6148) : son amendement n° 29 : suppression du second alinéa de l'article relatif à la couverture sociale et sanitaire des détenus ; retiré - **Art. 5 bis** (*personnels de santé exerçant en milieu pénitentiaire*) (p. 6149) : son amendement rédactionnel n° 117 ; adopté - Taille de l'établissement hospitalier et de l'établissement pénitentiaire - Situation des enfants nés dans un établissement pénitentiaire - **Après l'art. 6 bis** (p. 6150) : son amendement n° 30 : insertion d'une division additionnelle : « chapitre II bis : lutte contre le sida » ; réservé puis adopté (p. 6152) - Son amendement n° 31 : proposition systématique de dépistage du sida ; adopté - (p. 6152) : son amendement n° 32 : dépistage obligatoire du sida pour les détenus et pour les patients devant subir une intervention chirurgicale ; retiré - **Art. 7** (p. 6154) : ses amendements n° 33 : suppression de toute référence à l'article L. 595-2 du code de la santé publique excluant de la définition de la publicité les actions d'information sur les médicaments menées par les pharmacies hospitalières ; n° 34 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture pour l'alinéa inséré après le second alinéa du texte présenté par le paragraphe II de l'article 7 ; n° 35 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture pour le 1^{er} alinéa du texte présenté par le paragraphe II ; et n° 37 : exclusion des pharmacies d'officine de la publicité prévue par l'article L. 551-11 ; adoptés - **Art. 7 bis** (*modification de l'article L. 365-1 du code de la santé publique*) (p. 6155) : son amendement n° 38 : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 8** : ses amendements rédactionnels n° 118 et n° 119 ; adoptés - **Art. 9** (p. 6156) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 10** (*médicaments homéopathiques*) (p. 6157) : accepte les amendements du Gouvernement n° 3 (suppression du texte proposé par le paragraphe 2 pour l'article L. 601-4 du code de la santé publique et étendant la voie injectable à l'homéopathie) et de coordination n° 4 et n° 5 - **Art. 13 bis** (*transferts d'officine*) (p. 6158) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 77 de

M. Charles Metzinger - **Art. 13 quater** (*créations d'officine par voie normale et par voie dérogatoire*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de M. Charles Metzinger et accepte l'amendement n° 6 du Gouvernement (suppression de la notion de « desserte » de la zone intéressée) - **Art. 13 octies** (*portage des médicaments*) (p. 6159) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 79 de M. Charles Metzinger - **Après l'art. 13 octies** : accepte l'amendement n° 108 de M. Bernard Seillier (examen des demandes de création et de transfert d'officines déposées avant le 1^{er} janvier 1994) - **Art. 13 nonies** (*pharmaciens des hôpitaux des armées*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Charles Metzinger - **Art. 13 decies** (*collecte de médicaments*) (p. 6160) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 81 de M. Charles Metzinger - Ses amendements n° 40, rédactionnel ; et n° 41 : maintien du principe de l'autorisation préalable pour les collectes ; adoptés - Associations humanitaires - Traitement des médicaments périmés - **Art. 13 undecies** (*service de santé des armées*) (p. 6161) : son amendement rédactionnel n° 120 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 82 de M. Charles Metzinger - **Art. 15** (*dispositifs médicaux*) (p. 6162) : son amendement n° 42 : suppression de la disposition prévoyant l'accord de la certification de conformité des dispositifs médicaux par des organismes agréés disposant d'une personne qualifiée ; adopté - **Art. 15 bis** (*adaptation des dispositions du code de la santé publique relatives aux matériels médicaux stériles*) : son amendement rédactionnel n° 43, identique à l'amendement rédactionnel n° 8 du Gouvernement ; adopté - **Art. 17** (p. 6163) : son amendement n° 44 : indépendance de l'Agence du médicament ; adopté - (p. 6164) : compétences de l'Agence dans le domaine du médicament - Responsabilités des ministres en charge de la santé en matière de santé publique - (p. 6165) : son amendement n° 45 : rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat et précision relative à la délivrance de l'autorisation ; adopté - **Art. 17 bis** (*contrôle et sécurité des réactifs*) (p. 6166) : son amendement n° 46 : décision de retrait du marché des réactifs présentant un risque pour la santé publique ; adopté - **Intitulé avant l'art. 19 A** (p. 6167) : son amendement n° 121 : suppression de la division et de son intitulé ; adopté - **Art. 19 A** (*établissements d'hébergement pour personnes âgées créés ou gérés par des établissements de santé*) : son amendement rédactionnel n° 122 ; adopté - **Art. 19** : son amendement n° 47, identique à l'amendement n° 9 du Gouvernement : rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté après modification par le sous-amendement n° 131 de Mme Anne Heinis qu'il accepte - (p. 6168) : équivalence entre l'absence de réponse et le refus - **Art. 20** (p. 6169) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 20** : son amendement n° 48 : incitation à la coopération interhospitalière ; adopté après modification par le sous-amendement n° 107 de Mme Anne Heinis qu'il accepte - **Art. 21** (p. 6171) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 21** (p. 6172) : accepte l'amendement n° 99 de M. Jean Madelain (création d'un fonds de restructuration) - **Art. 21 bis** (*regroupement d'établissements*) (p. 6172) : son amendement n° 49, identique à l'amendement n° 11 du Gouvernement : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 22 bis** (p. 6173) : accepte l'amendement n° 105 de Mme Anne Heinis (réintroduction, dans la détermination de la carte sanitaire et du schéma régional de l'organisation sanitaire, de l'avis du conseil régional) - (p. 6174) : à titre personnel, s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Guy Poirieux (rétablissement de la représentation du maire dans les conférences sanitaires de secteur) et l'accepte au nom de la commission - **Art. 29 ter** (*Etablissement français des greffes*) (p. 6175) : son amendement de suppression n° 50 ; retiré - (p. 6176) : son amendement n° 127 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté - (p. 6177) : association France-Transplant - (p. 6178) : hommage au professeur Dausset, fondateur de France-Transplant - **Art. 29 quater** (*importation et exportation d'organes, tissus, cellules et gamètes*) : son amendement de suppression n° 51 ; retiré - **Art. 29 quinquies** (*comité d'observation de la santé publique*) (p. 6179) : accepte l'amendement de suppression n° 13 du Gouvernement - (p. 6180) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Jacques Baudot (modification du code de la mutualité afin d'obtenir l'équité fiscale, économique et déontologique dans le cadre du développement de l'implantation des cabinets dentaires mutua-

listes) - **Après l'art. 30** (p. 6181) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Henri de Raincourt (conditions d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne pour les personnes âgées de plus de soixante ans), au profit de son amendement n° 76 : modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne ; adopté - (p. 6185) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements n° 92 et n° 93 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les familles d'enfant handicapé de bénéficier de l'exonération des cotisations patronales pour une tierce personne assurant l'encadrement de l'enfant handicapé) - **Art. 31 bis** (tiers payant pour les frais d'analyses) (p. 6186) : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (accroissement du nombre de bénéficiaires du tiers payant) et s'oppose aux amendements de suppression n° 97 de M. Charles Metzinger et n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 35** (p. 6187) : accepte l'amendement n° 15 du Gouvernement (clarification juridique réglant le problème des interprétations multiples pour les salariés dont la maladie a été constatée avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 janvier 1993) - (p. 6188) : demande le retrait de l'amendement n° 94 de M. Alain Vasselle (contribution à l'équilibre financier de la branche accidents du travail) - **Art. 35 bis** (extension du droit à réparation complémentaire aux ayants droit de la victime d'un accident de la circulation reconnu comme comme accident du travail) : son amendement rédactionnel n° 52 ; adopté - **Art. 35 ter** (simplification du calcul de l'ensemble des cotisations sociales concernant les emplois familiaux) : son amendement rédactionnel n° 53 ; adopté - **Art. 36** (maintien des droits en cas de liquidation judiciaire) (p. 6189) : son amendement n° 128 : parallèle entre les non-salariés et les salariés agricoles ; adopté - **Art. 36 bis** (promotion de la prévention par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles) : son amendement n° 54 ; suppression de toute référence à l'insuffisance d'actif ; retiré - **Art. 38** (unification du taux des remises de gestion accordées aux mutuelles étudiantes) (p. 6190) : demande le retrait de l'amendement n° 109 de M. Jean Madelain (maintien de la période transitoire et détermination du niveau de la remise de gestion) - **Après l'art. 38** (p. 6190) : accepte l'amendement n° 16 du Gouvernement (extension à certaines entreprises publiques du dispositif d'allègement des charges sur les bas salaires) - **Art. 39** (convention médicale : dossier médical) - **Art. L. 145-9 du code de la santé publique (carnet médical)** (p. 6198) : son amendement rédactionnel n° 123 ; adopté - **Avant l'art. 40** (p. 6201) : sur les amendements de M. Louis Jung, accepte le n° 104 (modalités d'acquisition des pensions de retraite des élus locaux déjà liquidées), sous réserve de sa modification par le sous-amendement n° 129 du Gouvernement, et s'oppose au n° 110 (régime particulier pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) - **Art. 40** (ouverture d'une possibilité de recrutement d'agents de droit privé pour le fonds de solidarité vieillesse) (p. 6202) : son amendement rédactionnel n° 69 ; adopté - **Art. 41** (modification de la dénomination des organismes chargés du contentieux technique de la sécurité sociale) (p. 6203) : ses amendements rédactionnels, n° 124, n° 70 et n° 71 ; adoptés - **Art. 43** (sécurité sociale des artistes-auteurs) (p. 6204) : son amendement n° 73 : taux de majoration pour les bénéficiaires non commerciaux ; adopté - (p. 6205) : ses amendements, n° 74 : suppression de la disposition posant le principe de la fusion entre l'association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs et la maison des artistes ; et n° 75 de coordination ; adoptés - **Avant l'art. 44** : accepte l'amendement n° 90 de M. Charles Descours (suppression de l'article 49 de la loi du 27 janvier 1993 insistant une caisse de garantie unique obligatoire pour les mutuelles) - **Art. 44** (suppression de la situation de monopole de la Caisse mutuelle de garantie instaurée par l'article 49 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993) (p. 6206) : accepte l'amendement de suppression n° 22 du Gouvernement - **Art. 45** (obligation de se garantir auprès de la caisse mutualiste de garantie pour les mutuelles non couvertes par un autre système de garantie) : son amendement de suppression n° 91 ; adopté - Accepte l'amendement de suppression n° 23 du Gouvernement - **Art. 46** (reconduction d'une contribution exceptionnelle) (p. 6208) : s'oppose à l'amendement n° 24 du Gouvernement (retour au texte du projet de loi) - Son amendement n° 125 : modalités d'application de la progressivité de la contribution due par les répartiteurs en fonction de l'évolution de leur chiffre d'affaires ; adopté - **Art. 47** (définition du mode de calcul de l'indemnité de diffi-

cultés particulières applicable en Alsace-Moselle) ; s'oppose à l'amendement de suppression n° 98 de M. Charles Metzinger - **Après l'art. 48** (p. 6210) : accepte l'amendement n° 25 du Gouvernement (validation gratuite des périodes accomplies par les agriculteurs en tant qu'aides familiaux avant de devenir chef d'exploitation) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 126 : adopté - (p. 6210) : son amendement n° 132 : modalités d'acquisition des pensions de retraite des élus locaux déjà liquidées ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)] - (20 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale et Art. 1^{er} à 50** : son intervention, présentée par M. Jean-Pierre Fourcade (p. 6701, 6714).

HUSSON (Roger), sénateur de la Moselle (RPR) - Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Daniel Hoeffel, Hubert Haenel et René Trégouët, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° 207 (92-93)] (1^{er} février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 462 (92-93)] modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 8 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Code minier**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 110 (92-93)] de MM. Jean-Pierre Masseret et Charles Metzinger tendant à créer une commission d'enquête sur l'avenir du bassin houiller lorrain [n° 188 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Mines et carrières**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3732) : attente des concitoyens - Aide à la création d'emplois - Fiscalisation des allocations familiales - Indemnités compensatrices pour certains chômeurs - Organisation du travail - Chèque-service - Travail dominical - (p. 3733) : transfert des compétences de la formation professionnelle.

J

JARROT (André), sénateur de Saône-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.
- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5608, 5610) : Fondation de la Résistance - Concours national de la Résistance et de la déportation - Combat des résistants de l'intérieur - Importance de la mémoire et information de la jeunesse - Participation du Sénat au fonctionnement de la Fondation.

JEAMBRUN (Pierre), sénateur du Jura (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la 37^e session ordinaire (1991) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 214 (92-93)] (5 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Europe**.

JOLIBOIS (Charles), sénateur du Maine-et-Loire.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Rapporteur de la commission chargé d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat, puis rapporteur (*JO* Lois et décrets du 7 juillet 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission élue spécialement pour son examen, conformément à l'article 86, alinéa 3, du Règle-

ment, sur la proposition de résolution adoptée par le Sénat le 10 décembre 1992, et rejetée par l'Assemblée nationale, le 16 décembre 1992, renvoyant Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la commission d'instruction de la Haute Cour de justice [n° 219 (92-93)] (16 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Rapport, fait avec MM. Etienne Dailly et Hubert Haenel, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 231 (92-93)], portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 316 (92-93)] (19 mai 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait avec MM. Etienne Dailly et Hubert Haenel, au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 389 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale, portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI [n° 395 (92-93)] (29 juin 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission prévue par l'article 105 du Règlement, chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité parlementaire [n° 402 (92-93)] d'un membre du Sénat [n° 411 (92-93)] (7 juillet 1993) - **Parlement**.

Rapport, fait avec MM. Etienne Dailly et Hubert Haenel au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 414 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI [n° 415 (92-93)] (8 juillet 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 20 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, sur la Cour de justice de la République [n° 34 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Cour de justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois :

1° sur le projet de loi [n° 77 (93-94)] relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale ;

2° sur la proposition de loi [n° 29 (93-94)] de M. Pierre Vallon, tendant à rendre incompressible la peine prononcée à l'encontre des auteurs de crimes perpétrés contre des enfants, des personnes âgées ou des agents de la force publique ;

3° sur la proposition de loi [n° 31 (93-94)] de M. Christian Bonnet et des membres du groupe de l'UREI, relative aux crimes et délits contre les mineurs.

[n° 86 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Crimes, délits et contraventions**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 171 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, instituant une peine incompressible et portant diverses dispositions de droit pénal et de procédure pénale [n° 184 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Droit pénal**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 213 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Droit pénal**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - Rapporteur pour la section III - Discussion générale (p. 399, 400) : Haute Cour de justice - Fonctionnement actuel - Critiques - Propositions du projet de loi - Création de deux juridictions : Haute Cour de justice et cour de justice de la République - Saisine

exclusive par le Procureur général près la Cour de cassation - Inconvénients relevés par la commission des lois : risque d'engorgement, dessaisissement du Parlement de son pouvoir de contrôle - (p. 401) : composition de la Cour - Voie de recours - Propositions de la commission : éviter le harcèlement procédural, renforcement de l'équilibre entre le « judiciaire » et le « parlementaire » - Maintien du pouvoir du Parlement - (p. 402) : pourvoi en Cassation - Intérêt des amendements de la commission.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - Rapporteur pour la section III - **Art. 9** (p. 461) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (institution d'un recours en cassation à l'encontre des arrêts de condamnation rendus par la Haute cour de justice) - **Art. 9 (Haute cour de justice)** (p. 463) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale des membres du Gouvernement ; compétence des juridictions de droit commun).

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - Rapporteur pour la section III - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 475) : son amendement n° 13 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - Institution d'une Cour de justice de la République - Composition - Saisine - (p. 484) : modifie son amendement - Fixation par loi organique des conditions de renouvellement des membres de la Cour de justice - Composition - Saisine de la Cour par voie parlementaire - (p. 484) : sur son amendement n° 13, s'oppose aux sous-amendements n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique ») ; et aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 55 (parlementaires proposés pour siéger à la Cour de justice), n° 56 (pouvoir de la commission juridictionnelle habilitée à recevoir les plaintes et dénonciations ; constitution de partie civile), n° 57 (suppression de la possibilité pour les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public de saisir la commission d'instruction) et n° 58 (immunité des membres du Gouvernement en matière d'écrit et de paroles lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions) ainsi qu'au n° 61 du Gouvernement (compétence du Parlement concurremment avec le Procureur général de la Cour de cassation pour la saisine de la commission d'instruction) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour les sous-amendements, n° 31 du Gouvernement (substitution des mots « commission des requêtes » à ceux de « commission des poursuites ») et n° 62 de M. Claude Estier (saisine de la commission d'instruction par les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public mais à la majorité absolue des membres les composant) - (p. 489) : s'oppose au sous-amendement de M. Etienne Dailly (substitution des mots « toute personnes physique de nationalité française, ou de nationalité étrangère résidant en France » à ceux de « toute personne physique ») qui a repris le sous-amendement n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique ») - **Après l'art. 11** (p. 493) : son amendement n° 14 : entrée en vigueur de la réforme du régime de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement ; adopté.

Deuxième lecture [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - Rapporteur pour la section III - **Discussion générale** (p. 1950, 1951) : Cour de justice de la République : présidence ; voies de recours ; commission des requêtes - Saisine par les citoyens ; conditions de saisine par le Parlement - Mesures transitoires - **Art. 11** (p. 1970, 1971) : son amendement n° 11 : nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire ; adopté - (p. 1973, 1974) : sur cet amendement, s'oppose aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 17 à n° 20 tendant à rétablir la plus grande partie des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale et prévoyant la possibilité pour les personnes morales de saisir la commission des requêtes - S'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 6 (établissement par le bureau de chacune des assemblées parlementaires d'une liste sur laquelle seront pris les parlementaires membres de la Cour de justice et de la République) et n° 7 (pourvoi) ainsi que, sur l'amendement n° 11 précité, au sous-amendement n° 22 du Gouvernement - **Art. 14 (entrée en vigueur de la réforme du régime de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 1978) : son amendement n° 12 : application aux faits commis avant l'entrée en vigueur de la loi ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture [n° 414 (92-93)]** - (8 juillet 1993) - Rapporteur pour la section III - **Discussion générale** (p. 1360) : Cour de justice de la République - Président de la Cour de justice de la République - Saisine par les particuliers - Commission des requêtes - Loi organique - Pourvoi en cassation - Abandon de la possibilité de saisine parlementaire - Propose au Sénat un vote conforme.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission prévue par l'article 105 du règlement du Sénat, chargée d'examiner une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 411 (92-93)] - (8 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2402, 2403) : réunion de la commission ad hoc - Demande par l'intéressé lui-même que soit votée la levée de son immunité parlementaire - Régime de l'immunité parlementaire - Décision de la commission ad hoc prise à l'unanimité,

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République [n° 20 (93-94)]** - (20 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3257, 3258) : saisine par les citoyens - Commission des requêtes - Magistrats de la Cour de cassation - Collégialité de l'instruction - Examen du projet de loi par l'Assemblée nationale : scrutin majoritaire pour l'élection des juges - Règles du délibéré - Propose l'adoption conforme de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (élection des juges de la Cour de justice de la République)** (p. 3268) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 1, n° 2, n° 3 (scrutin de liste secret et représentation proportionnelle), et n° 4 (augmentation du nombre de suppléants) - **Art. 4** (p. 3271) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de récusation des juges parlementaires par l'accusé ou son conseil) - (p. 3273) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (en cas d'empêchement d'un des douze juges parlementaires, remplacement par un juge suppléant) - **Art. 8 (le greffier de la Cour de justice de la République)** (p. 3275) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prestation de serment du greffier de la Cour de justice de la République) - **Art. 10 (composition de la commission d'instruction)** (p. 3276, 3277) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 12 (substitution du mot « élus » au mot « désignés ») et n° 13 (substitution de magistrats de cours d'appel aux magistrats de la Cour de cassation) - **Art. 11 (composition de la commission des requêtes)** (p. 3278, 3279) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 14 (substitution de magistrats de cours d'appel aux magistrats de la Cour de cassation), n° 15 (remplacement des mots « désignés » par les mots « élus ») et n° 16 (nouvelle rédaction de la disposition relative aux suppléants) - Conseil d'Etat - Cour de cassation - **Art. 12 (recevabilité des plaintes)** (p. 3280) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de signature de la plainte par l'avocat, avec contresignature du plaignant) - **Art. 16 (pouvoirs propres au Procureur général près la Cour de cassation)** (p. 3283) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (saisine d'office de la Cour de justice de la République par le Procureur général de la Cour de cassation ; obligation de faire figurer dans ses réquisitions la qualification des faits, telle qu'arrêtée dans son avis par la commission des requêtes) - **Art. 17 (compétences de la commission d'instruction)** (p. 3285) : s'oppose aux amendements n° 20 et n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (pouvoirs du président de la commission d'instruction) - **Art. 23 (pourvoi en cassation des arrêts de la commission d'instruction)** (p. 3287) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délai dans lequel la Cour de cassation doit statuer) - **Art. 24 (renvoi après cassation)** (p. 3288) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction précisant la possibilité de cassation sans renvoi) - **Art. 31 bis (votes sur la culpabilité et sur la peine)** (p. 3289) : modalités de délibéré adoptées par l'Assemblée nationale - **Art. 32 (pourvoi en cassation des arrêts de la Cour de justice)** (p. 3291) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délais dans lesquels doit statuer la Cour de cassation) - **Art. 23 (suite)** (p. 3292) : maintient son opposition à l'amendement n° 22 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, précédemment réservé (délai dans lequel la Cour de cassation doit statuer) - **Art. 33 (cassation des arrêts de la Cour de justice et renvoi à la Cour de justice autrement composée)** (p. 3293) :

s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) - **Art. 34 bis** (*élection des juges de la Haute cour de justice*) (p. 3293, 3294) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 26 et n° 27 (scrutin de liste secret et représentation proportionnelle) - **Après l'art. 34 bis** (p. 3294, 3295) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (greffier de la Haute cour de justice ; suppression de la prestation de serment en cette qualité) - **Après l'art. 35** (p. 3295, 3296) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (Haute cour de justice ; substitution du mot « l'accusé » aux mots « les accusés ») - (p. 3297, 3298) : s'oppose aux amendements n° 30 et n° 31 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (poursuite en cassation contre les arrêts de la commission d'instruction et les arrêts de la Haute cour de justice) - **Sur l'ensemble** (p. 3299) : application de la loi organique.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4309, 4310) : police judiciaire - Infractions en matière économique et financière - Période de sûreté perpétuelle - Expertise psychiatrique - Modifications techniques dues à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Conséquences de la décision constitutionnelle du 11 août 1993 : retenue des mineurs de treize ans, garde à vue dans les affaires de trafic de stupéfiants et de terrorisme - Propositions de la commission - Peine de sûreté de trente ans - Grâce judiciaire - (p. 4311) : exécution des longues peines - Loi de 1981 abolissant la peine capitale - **Question préalable** (p. 4325) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Constitutionnalité du projet de loi - Crimes contre les personnes âgées - Statistiques - Récidive - Grâce présidentielle - Etude approfondie des longues peines - **Art. 6 (par priorité)** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 4327) : suppression de la peine de mort en 1981 - (p. 4328) : son amendement n° 8 : expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises ; adopté - (p. 4334, 4335) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 38 de M. Claude Estier et n° 87 de M. Charles Lederman - Sur son amendement n° 8 précité, s'oppose aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 41 (obligation pour le juge de l'application des peines de saisir le collège de trois experts ainsi que pour le Garde des sceaux de saisir la commission), n° 42 (saisine du collège d'experts au cours de la vingt-neuvième année) et n° 43 (possibilité pour le condamné de faire appel devant la chambre d'accusation d'une décision de refus du juge de l'application des peines de saisir les experts) et demande le retrait du sous-amendement n° 132 du Gouvernement (possibilité pour le juge de l'application des peines de saisir directement la cour d'assises du lieu d'exécution de la peine après l'expertise réalisée par le collège de trois experts ; décision de la cour d'assises) - S'oppose à l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; conditions d'examen de ce dernier et de levée de l'application de la décision de la cour d'assises) - **Après l'art. 6 (par priorité)** (p. 4349) : accepte l'amendement n° 136 du Gouvernement (suivi psychologique et médical des détenus) et s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (exécution de la peine dans un établissement pénitentiaire spécialisé qui permet le suivi médical et psychiatrique des détenus) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4351 à 4355) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 82, n° 83, n° 84, n° 85 (abrogation successivement des Livres I^{er}, II, III et IV du code pénal résultant de la loi n° 92-686 du 22 juillet 1992) et n° 92 (fixation de la durée de la peine de réclusion ou de la détention criminelle à temps de cinq à vingt ans).

Suite de la discussion - (18 novembre 1993) - Rapporteur - **Avant le titre I^{er}** (p. 4370) : s'oppose aux amendements de M. Michel Charasse, n° 25 (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : Titre I^{er} A « De l'enquête et de l'instruction ») et n° 26 (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 4373) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal) - (p. 4375) : accepte l'amendement n° 29 de M. Claude Estier (possibilité

de constitution de partie civile pour les associations dont l'objet est la défense et la protection des animaux), ainsi que le sous-amendement n° 140 du Gouvernement - (p. 4376) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Claude Estier (exercice de la police judiciaire sous la direction exclusive du Procureur de la République).

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - Rapporteur - **Art. 1^{er}** (*détermination des catégories et des critères de compétence territoriale des services de police judiciaire par décret en Conseil d'Etat*) (p. 4511) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté - (p. 4512) : accepte l'amendement rédactionnel n° 133 du Gouvernement et s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Claude Estier - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 4513) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire).

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - Rapporteur - **Art. 2** (*conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes et aux inspecteurs de police*) (p. 4537) : s'oppose aux amendements identiques n° 33 de M. Claude Estier et n° 86 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de cet article relatif aux conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire des jeunes inspecteurs de police), ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 32 de M. Claude Estier - **Art. 3** (*extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire*) (p. 4540) : son amendement n° 4 : règle de compétence territoriale des officiers de police judiciaire des circonscriptions de sécurité publique ; adopté - Accepte sur ce dernier le sous-amendement n° 134 du Gouvernement - (p. 4541) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (suppression de l'extension des dispositions du titre 1^{er} aux enquêtes préliminaires) - **Art. 4** (*dispositions transitoires relatives à la compétence territoriale des services de police judiciaire*) (p. 4543) : son amendement de coordination n° 5 ; adopté - **Titre II** (*De la poursuite, de l'instruction et du jugement des infractions en matière économique et financière*) : son amendement de suppression n° 6 ; devenu sans objet (p. 4550 ; précédemment réservé p. 4544) - **Art. 5** (*poursuite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière*) (p. 4545) : son amendement de suppression n° 7 ; retiré - (p. 4547) : accepte l'amendement n° 135 du Gouvernement (renvoi à la juridiction spécialisée pour les affaires d'une complexité particulière) - **Art. 7** (*expertise psychiatrique préalable à la libération conditionnelle du condamné à la réclusion criminelle à perpétuité*) (p. 4551) : son amendement n° 9 : collège de trois experts pour l'expertise psychiatrique considérée ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 46 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements de ce dernier, n° 44 de suppression, n° 45 (établissement de l'expertise psychiatrique par deux psychiatres) et n° 47 (concordance des décisions des deux psychiatres) - **Demande de réserve** (p. 4556) : demande la réserve des amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 100, n° 19 et n° 101 à n° 103 jusqu'à l'examen de l'article 17 ; réserve ordonnée - **Art. 8** (*protection des secrets de la défense nationale ; autorités compétentes*) (p. 4557) : accepte l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (modification des derniers mots du troisième alinéa de l'article 413-19 du code pénal) - **Demande de réserve** (p. 4558) : demande la réserve des amendements n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112 jusqu'à l'examen de l'article 17 ; réserve ordonnée - **Art. 9** (*modifications du code de procédure pénale*) (p. 4559) : ses amendements rédactionnels n° 10 et n° 11 ; adoptés - (p. 4560) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (possibilité d'appel dès lors que l'amende prononcée est supérieure au maximum de l'amende encourue pour les contraventions de la deuxième classe) - (p. 4561) : ses amendements n° 12, rédactionnel, et n° 137 : suppression des mots « au contumax » ; adoptés - Accepte l'amendement rédactionnel n° 50 de M. Claude Estier - (p. 4562) : son amendement rédactionnel n° 13 ; adopté - **Art. 10** (*modification du code de la santé publique en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Claude Estier - **Art. 11** (*modification du code électoral en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal (art. L. 117 du code électoral)*) (p. 4563) : accepte l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (suppression de la référence à l'article L. 112 abrogé depuis le 31 décembre 1975) - Son amendement n° 14 : peine complémentaire d'affichage ou de diffusion de la déci-

sion des condamnations prononcées pour certaines infractions au code électoral ; adopté - **Art. 12** (*rectification d'erreurs ; substitution de références ; régime transitoire des interdictions, déchéance ou incapacité*) (p. 4564) : son amendement n° 16 : suppression du paragraphe IV de l'article 12 modifiant les dispositions relatives à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille ou l'interdiction d'être juré ; adopté - **Art. 13** (*abrogations*) : ses amendements rédactionnels n° 17 et n° 138 ; adoptés - **Demande de réserve** (p. 4567) : demande la réserve des amendements n° 53 à n° 61, n° 113 à n° 117, jusqu'après l'examen de l'article 17 ; réserve ordonnée - **Art. 15** (*intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue*) (p. 4568) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Claude Estier (report de l'intervention de l'avocat à la trente sixième heure de la garde à vue lorsque celle-ci est soumise à des règles particulières de prolongation) - **Demande de réserve** (p. 4570) : demande la réserve des amendements n° 63, n° 119, n° 121 à n° 129, jusqu'après l'examen de l'article 17 ; réserve ordonnée - **Art. 16** (*retenue des mineurs de treize ans*) (p. 4571, 4572) : ses amendements rédactionnels n° 20 et n° 21 ; adoptés - (p. 4579) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 65 de M. Claude Estier, n° 131 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 66 (impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue), n° 76 (impossibilité de retenir un mineur avant l'âge de onze ans), n° 81 (nécessité de prendre en compte des indices graves et concordants), n° 67 (contrôle d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 68 (retenue d'un mineur de quinze ans pour un temps strictement nécessaire pour le conduire devant un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 69, n° 70, n° 71, n° 72, n° 73, n° 74, n° 75 (réduction du temps de la garde à vue prévu par cet article), n° 77 (nouvelle rédaction), n° 78 (contrôle de la garde à vue par le magistrat spécialisé ; examen médical de l'enfant), n° 79 (information du procureur de la République de la mesure de retenue) et n° 80 (remplacement dans le paragraphe II de l'article 16 relatif à la garde à vue, en cas de délit puni d'une peine inférieure à cinq ans d'emprisonnement, des mots « cinq ans » par ceux de « dix ans ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4584) : à titre personnel, avis défavorable sur la motion n° 141 du Gouvernement, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité pour les amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112, n° 19, n° 53, n° 54, n° 57 à n° 61, n° 63, n° 64, n° 113 à n° 117, n° 119, n° 121 à n° 123, n° 125 à n° 129 - Possibilité de mettre un terme à la peine perpétuelle - Pénalisation de l'auto-avortement.

Deuxième lecture [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6644, 6645) : notion de peine incompressible - Libération anticipée et aménagements du régime de détention - Police judiciaire - Actes de terrorisme - Tourisme sexuel - Retenue des mineurs de treize ans - Citation des témoins devant la cour d'assises - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6648) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (énoncé dans les quatre premiers livres du code pénal, résultant des lois du 22 juillet 1992, des maxima des peines) - **Art. 6** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 6649) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 4 de M. Claude Estier et n° 32 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 5 (obligation pour le juge d'application des peines de saisir le collège d'experts) et n° 6 (possibilité pour le condamné de faire appel d'une décision de refus devant la chambre d'accusation), et à l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman supprimant le paragraphe I de cet article relatif à l'enfermement à vie - **Art. 7** (p. 6650) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Claude Estier (délai de dix jours accordé à la chambre d'accusation qui doit statuer) - **Art. 7 bis** (*chambre de l'application des peines*) : son amendement de suppression n° 21 ; adopté - **Avant l'art. 8** (p. 6651, 6652) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 34 (responsabilité pénale des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif), n° 35 (conditions de délégation de responsabilité pénale), n° 45 (réduction de la durée d'interdiction de chéquier à deux ans) et n° 36 (suppression de la peine d'interdiction de séjour) - **Après l'art. 8** : son amendement n° 46 : secret professionnel en matière de procédure pénale ; adopté - **Art. 8 bis** (*actes de terrorisme*) (p. 6654) : son amendement de

suppression n° 22 ; adopté - **Art. 11** (p. 6655) : son amendement n° 23 : rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture ; adopté - **Art. 13 bis** (*atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans commises à l'étranger*) : son amendement de suppression n° 24 ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 6657) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Après l'art. 15 A** : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Rémi Herment (réouverture des délais de prescription en cas de délit contre des mineurs par un ascendant ou une personne ayant autorité sur eux) - (p. 6658) : son amendement n° 20 : application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée ; adopté - (p. 6659) : problème de la constitutionnalité de cette disposition - **Art. 15 B** (*conséquences de la loi du 24 août 1993*) (p. 6660, 6661) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 37 (nécessité d'informer sans délai le procureur de la République du placement en garde à vue d'une personne), n° 38 (présentation de la personne au procureur de la République avant la prolongation de la garde à vue), n° 39 (bonne compréhension de la procédure par la personne placée en garde à vue), n° 40 (désignation, par la personne gardée à vue ou à défaut par le procureur de la République, du médecin qui l'examinera), n° 41 (possibilité pour la personne, dès le début de sa garde à vue, de demander à s'entretenir pendant une demi-heure avec un avocat) et n° 42 (information sans délai du procureur de la République) - (p. 6662) : son amendement n° 25 : suppression du paragraphe VI de cet article relatif à la consignation exigée de la partie civile en cas de citation directe devant le tribunal de police ; retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt sous le même numéro - **Après l'art. 15** : son amendement n° 47 : application en matière de commission rogatoire du deuxième alinéa de l'article 63 du code de procédure pénale, qui dispose que les personnes, à l'encontre desquelles il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur déposition ; retiré (p. 6676 ; précédemment réservé p. 6663) - **Art. 16** (p. 6664, 6665) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 11 de M. Claude Estier et n° 43 de M. Charles Lederman - Sur les amendements de M. Claude Estier, accepte le n° 12 (nécessité d'indices graves et concordants pour que le mineur de dix à treize ans soit mis en détention provisoire) et s'oppose aux n° 13 (subordination de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans à la décision d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 14 (réduction à six heures de la durée maximale de la garde à vue), n° 15 (prolongation exceptionnelle de la garde à vue ; délai maximum de dix heures), n° 16 (présentation obligatoire de l'enfant au magistrat lorsque ce dernier prolonge la garde à vue) et n° 17 (contrôle par le magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance des conditions de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans ; examen médical de l'enfant) - **Art. 16 bis** (*citation des témoins devant la cour d'assises à la requête des parties*) : son amendement de suppression n° 27 ; retiré - (p. 6666) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article ; communication au ministère public de la liste des témoins cinq jours au moins avant l'ouverture des débats) - **Art. 16 ter** (*communication au conseil de l'accusé d'indications concernant le domicile ou la résidence des jurés*) : son amendement de suppression n° 28 ; adopté - **Art. 16 quater** (*application de l'article 800 du code de procédure pénale à la Polynésie française*) : son amendement de suppression n° 29 ; retiré - **Art. 17** (*entrée en vigueur*) (p. 6667) : son amendement n° 30 : suppression du second alinéa de cet article relatif à l'entrée en vigueur en 1996 de l'article 7 bis ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Claude Estier (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1994) - **Après l'art. 15 (suite)** (p. 6668) : accepte l'amendement n° 48 du Gouvernement (application en matière de commission rogatoire du deuxième alinéa de l'article 63 du code de procédure pénale, qui dispose que les personnes, à l'encontre desquelles il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur déposition) - **Intitulé** : son amendement n° 31 : projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale ; adopté.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 213 (93-94)] - (22 décembre 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 6886, 6887) : collèges d'experts médicaux - Suivi médical et psychologique du condamné - « Tourisme sexuel » - Actes de terrorisme - Chambre d'application des peines - Secret professionnel de l'avocat.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 210 (93-94)] - (22 décembre 1993) - En remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur - Discussion générale (p. 6878, 6879) : accord en CMP - Nomination du secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature - Interdiction de cumul avec un mandat électif - Fonctions d'arbitrage - Propose l'adoption des conclusions des commissions mixtes paritaires sur les projets de loi organique sur le conseil supérieur de la magistrature et sur le statut de la magistrature.**

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 211 (93-94)] - (22 décembre 1993) - En remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur - Discussion générale : voir intervention sous le projet de loi organique relatif au Conseil supérieur de la magistrature (p. 6879).**

JOURDAIN (André), sénateur du Jura (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire du Conseil national de la montagne ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 26 mai 1993).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Puech, relative à la prise en charge des personnes âgées dépendantes [n° 236 (92-93)] (13 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Personnes âgées.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 10 (*JO* Débats du 29 avril 1993) (p. 128) - Ministère : Affaires sociales - *Politique du Gouvernement relative à la dépendance des personnes âgées* - (Réponse : *JO* Débats du 12 mai 1993) (p. 238) - Personnes âgées.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées - (11 mai 1993) (p. 228, 229) : présente sa question.**
- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion (3 novembre 1993) - Discussion générale (p. 3729) : dynamisation de l'économie - (p. 3730) : rôle de l'aménagement du territoire dans l'environnement des entreprises - Temps de travail - Adéquation emploi-formation - Votera l'amendement sur la réduction du temps de travail.**

JOXE (Pierre), ministre de la défense.

Fin de ses fonctions ministérielles le 9 mars 1993 (*JO* Lois et décrets du 10 mars 1993).

Premier président de la Cour des comptes.

En qualité de Premier président de la Cour des comptes

INTERVENTIONS

- Dépose sur le bureau du Sénat le rapport annuel de la Cour des comptes (30 juin 1993) (p. 1910).

JUNG (Louis), sénateur du Bas-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la 43^e session ordinaire (1991-1992) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 215 (92-93)] (5 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - Europe.

Proposition de loi tendant à aligner le mode d'élection des conseils régionaux sur celui des conseils municipaux [n° 249 (92-93)] (8 avril 1993) - Elections.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 392 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 (ensemble quatre annexes) [n° 410 (92-93)] (7 juillet 1993) - Traités et conventions.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 444 (92-93)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl [n° 16 (93-94)] (7 octobre 1993) - Traités et conventions.

Rapport d'information, fait au nom des délégués élus par le Sénat, sur les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la 44^e session ordinaire (1992-1993) de cette Assemblée, adressé à M. le Président du Sénat, en application de l'article 108 du Règlement [n° 222 (93-94)] (23 décembre 1993) - Europe.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 32 (*JO* Débats du 16 juin 1993) (p. 1323) - Ministère : Travail - *Attribution aux fonctionnaires de la médaille d'honneur du travail* - (Réponse : *JO* Débats du 26 juin 1993) (p. 1743) - Décorations et médailles.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 88) : Conseil de l'Europe - Droit de grève dans les services publics - Chômage.**
- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion - (16 juin 1993) - Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité) (p. 1358, 1359) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 46 de M. Charles Lederman - Après l'art. 17 (par priorité) (p. 1378) : se déclare opposé à l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France).**

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité) (p. 1594) : régime local en vigueur en Alsace-Moselle - Se déclare opposé à l'amendement n° 35 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis (suppression de la disposition concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle).**

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 (ensemble quatre annexes) [n° 392 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2575) : pollutions industrielles du Rhin - Commission internationale contre la pollution du Rhin - Mines de potasse d'Alsace - (p. 2576) : plan d'action « Rhin » - Réhabilitation biologique - Réapparition du saumon - Chlorures ; principe d'un stockage modulé - Pays-Bas - Répartition du financement des travaux - Efficacité de la coopération européenne - Propose l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - Après l'art. 4 (p. 3843) : soutient l'amendement n° 257 de M. Jean Arthuis (versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - Avant ou après l'art. 24 (p. 3999, 4000) : se déclare opposé à l'amendement n° 436 de Mme Michèle Demessine (abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail sans réduction de salaire), et aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires).

– **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 69 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4245, 4246) : oeuvre accomplie par les départements français - Votera ce texte comme la grande majorité des membres du groupe de l'Union centriste.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - Art. 1^{er} (indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire) (p. 4420) : se déclare favorable à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nomination des membres du Conseil de la politique monétaire au Conseil économique et social).

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Comptes spéciaux du Trésor - (10 décembre 1993) (p. 5953) : Fonds forestier national.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - Art. 29 ter (Etablissement français des greffes) (p. 6178) : se déclare favorable à l'amendement n° 127 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) - Avant l'art. 40 (p. 6201) : ses amendements, n° 104 : modalités d'acquisition des pensions de retraite des élus locaux déjà liquidées ; rejeté ; et n° 110 : régime particulier pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ; retiré.

JUPPÉ (Alain), ministre des affaires étrangères le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord [n° 333 (92-93)] (2 juin 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl [n° 444 (92-93)] (2 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal [n° 446 (92-93)] (9 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole) [n° 158 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les successions et sur les donations [n° 159 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux allocations de naissance [n° 160 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Michel Souplet : **Aliments du bétail (Importations et débouchés des produits oléagineux)** (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1413).

de M. Charles Metzinger : **Huiles alimentaires (Accord sur les oléagineux)** (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1422).

de M. Philippe François : **GATT (Conséquence de l'accord de libre-échange Nord-américain pour la négociation du GATT)** (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4378).

de M. Christian Poncelet : **Industrie textile (Sauvegarde de l'industrie textile française)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6419).

de M. Philippe Richert : **Union européenne (Moyens d'action de la Communauté contre la concurrence déloyale)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6424).

de M. Hubert Durand-Chastel : **Français de l'étranger (Présence française à l'étranger)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6425).

de M. Michel Poniatowski : **Energie nucléaire (Danger des centrales nucléaires dans les pays de l'ex-URSS)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6429).

de M. Jean-Paul Hugot : **GATT (Place du Tiers Monde dans l'accord du GATT)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6431).

de M. Ambroise Dupont : **Audiovisuel (Place de l'audiovisuel dans l'accord du GATT)** (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6432).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 35 de M. Aubert Garcia : **Relations internationales (Politique de la France à l'égard du Guatemala)** (JO Lois et décrets du 26 juin 1993) (p. 1747).

n° 36 de M. Xavier de Villepin : **Coopération (Politique de la France à l'égard du Liberia)** (JO Lois et décrets du 26 juin 1993) (p. 1748).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5740) : compte-rendu du Conseil des ministres de l'Union européenne sur les négociations du GATT - Organisation mondiale du commerce - (p. 5741) : négociations relatives à l'audiovisuel et à l'agriculture - Réforme de la politique agricole commune - (p. 5742) : calendrier des négociations du GATT - Points forts de la France dans cette négociation.

L

LABEYRIE (Philippe), sénateur des Landes (S);

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

LACOUR (Pierre), sénateur de la Charente (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques sur les problèmes de l'eau [n° 291 (92-93)] (5 mai 1993) - Eau.

Proposition de résolution, déposée avec MM. Henri Revol et Alain Pluchet, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion des déchets ménagers et industriels [n° 320 (92-93)] (27 mai 1993) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur sa proposition de résolution [n° 320 (92-93)], présentée avec MM. Henri Revol et Alain Pluchet, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion des déchets ménagers et industriels [n° 82 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Territoires d'outre-mer** - [n° 103 (93-94)] tome 23 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 358, 360) : zones rurales - Politique agricole commune, PAC - Crise de la filière bois - Pêche en rivière - Chasse - Jachères - Pluriactivités - Lourdeur et multiplicité des structures administratives.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 4 (modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées)** (p. 833) : surcharge de fiscalité imposée aux alcools forts - Difficultés des petits producteurs - (p. 834) : son amendement n° 30 : baisse du tarif des droits de consommation ; retiré, puis repris par M. Aubert Garcia.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) - Rapporteur pour avis pour les territoires d'outre-mer - (p. 5001, 5002) : zone Pacifique - Faiblesse des activités productives des TOM - Polynésie française ; fiscalité ; contribution de solidarité territoriale - Nouvelle-Calédonie ; nickel ; politique foncière menée par l'Agence du développement rural et d'aménagement foncier, ADRAF - (p. 5003) : Terres australes et antarctiques françaises - Evolution des crédits pour les territoires d'outre-mer - Crédits communautaires - Avis favorable de la commission des affaires économiques sur ce projet de budget.

LAFFITTE (Pierre), sénateur des Alpes-Maritimes (RDE).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires culturelles.

– Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau secrétaire (*JO Lois et décrets* des 29 avril et 14 octobre 1993).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du Conseil national des fondations.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Ernest Cartigny et Guy Cabanel, tendant à instituer une garantie de paiement du locataire d'ouvrage dans les marchés privés de travaux [n° 294 (92-93)] (5 mai 1993) - **Logement**.

Proposition de loi tendant à créer des entreprises à partenariat évolutif caractérisées par la libre négociation entre apporteurs de compétences et de capitaux [n° 1 (93-94)] (5 octobre 1993) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à faciliter la création d'entreprises innovantes en incitant fiscalement les personnes physiques à investir [n° 4 (93-94)] (5 octobre 1993) - **Entreprises**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche scientifique et technique** - [n° 102 (93-94)] tome 8 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1722) : avec le groupe du RDE, votera cette proposition de loi.

– **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2205, 2206) : intervient contre la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question d'irrecevabilité - Autonomie et démocratie interne des universités.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2234) : se déclare opposé aux amendements de M. Claude Estier visant à limiter les possibilités de dérogation n° 4 à n° 14 et n° 16 à n° 37 - **Explication de vote sur l'ensemble** : vote de cette proposition de loi par le groupe du RDE.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2287) : intervient contre la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Immigrés en situation régulière - (p. 2288) : ordre public - Entrée en France, accueil et séjour de personnes invitées par une université, un centre de recherche ou une entreprise - Exemple de l'Aérospatiale à Cannes - Confirme l'opposition du groupe du RDE à cette motion.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3701) : création des richesses - (p. 3702) : délocalisations - Entreprises innovantes - Petit nombre des sociétés à développement rapide - Handicap du faible capital initial des entrepreneurs - Rôle des collectivités locales - Aide aux PMI - (p. 3703) : efforts de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3767) : se déclare opposé à l'amendement n° 341 de M. Charles Lederman (suppression des opérations de délocalisation internationale).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3990) : sur l'amendement n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires), son sous-amendement n° 600 : impossibilité pour les grands groupes de profiter de la possibilité offerte par l'expérimentation pour percevoir l'aide de l'Etat ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4669) : chômage des jeunes et des jeunes diplômés - Entreprises innovantes et création d'emplois et de richesses - Exemple américain - Capitalisme et marché boursier - (p. 4670) : rôle des PME et des PMI dans la création d'emplois.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4743) : son amendement n° I-71 : incitation fiscale en faveur des particuliers investissant dans des sociétés innovantes ; retiré - (p. 4744) : financement des sociétés de capital-risque - Second marché financier - **Art. 6 bis** (*exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué*) (p. 4748) : intervient sur l'amendement n° I-308 du Gouvernement (clarification sur les possibilités de cumul des dispositions des articles 6 et 6 bis relatifs aux exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation) - Capital de proximité - Fonds propres des petites entreprises.

Deuxième partie :

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5822, 5823) : industrie des programmes audiovisuels français - Négociations sur le GATT - Situation de l'entreprise Bull - Production de programmes thématiques audiovisuels français - Situation de la chaîne ARTE - Le groupe du RDE votera, dans son immense majorité, ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5909) ; développement des technopoles - Ecole nationale supérieure de création industrielle - Recherche et investissements de France Télécom concernant la communication électronique - (p. 5910) : stratégie industrielle de regroupement de la télévision, de l'informatique et des télécommunications - Compétitivité du véhicule électrique - Moyens financiers des centres d'évaluation de la Rochelle et de Sophia Antipolis - Industrie des programmes audiovisuels - Au nom du RDE, dans sa très grande majorité, déclare approuver ce projet de budget.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (recherche scientifique et technique) - (p. 5966, 5967) : évolution des crédits - Fonds de la recherche et de la technologie, FRT - Consultation nationale sur la politique de recherche - Recherche industrielle - Faiblesse du nombre de créations d'entreprises par des jeunes diplômés - Recherche et enseignement supérieur - Valorisation des transferts de la recherche - Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - Avis favorable à l'adoption de ces crédits - *A titre personnel* (p. 5973, 5974) : chômage des jeunes diplômés - Création d'entreprises - Recherche - Insuffisance des crédits pour la recherche sur le génome humain - Recherche industrielle ; véhicule électrique - Vote de ce projet de budget par le groupe du RDE.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Art. 28** (*calcul de la puissance administrative des moteurs équipant les navires de plaisance*) (p. 6574) : demande l'inscription dans le projet de loi de finances pour 1995 d'une mesure de soutien au développement du véhicule électrique.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication** [n° 143 (93-94)] - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6683) : appui apporté aux grandes entreprises du secteur audiovisuel - Mise en place de l'exception culturelle lors des accords du GATT - Système numérique - (p. 6684) : comité éditorial d'évaluation - Moyens spécifiques des sociétés de programmes - Localisation du siège de la chaîne de l'accès au savoir - Avec le groupe du RDE et sous réserve de l'adoption de certains amendements, votera ce projet de loi - **Art. 1^{er}** (*création de la chaîne du savoir et de la formation*) (p. 6722) : son amendement n° 14 : promotion des organismes de formation ; adopté - (p. 6726) : son amendement n° 15, soutenu par M. René Trégouët : promotion de la chaîne d'accès au savoir ; adopté - (p. 6727) : priorité nationale à la lutte contre le chômage - Son amendement n° 16 : création d'une fondation chargée de faciliter la production de programmes audiovisuels d'accès au savoir ; retiré.

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Art. 11** (*normalisation des caractéristiques techniques des signaux numérisés*) (p. 6780) : son amendement n° 17 : compatibilité au niveau des utilisateurs ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6785) : création d'une chaîne éducative - Prise en compte des évolutions technologiques et de la concurrence internationale - Avec le groupe du RDE, votera ce projet de loi.

LAGOURGUE (Pierre), sénateur de La Réunion (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Départements d'outre-mer** - [n° 106 (93-94)] tome 7 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 144) - Ministère : **Départements et territoires d'outre-mer - Calcul du RMI - Revenu minimum d'insertion (RMI)**.

Questions orales sans débat :

n° 59 (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3220) - Ministère : **Départements et territoires d'outre-mer - Dettes de l'Etat à l'égard des collectivités réunionnaises** - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3379) - **Départements et territoires d'outre-mer**.

n° 60 (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3221) - Ministère : **Affaires européennes - Représentation des départements d'outre-mer au sein du comité des régions** - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4509) - **Départements et territoires d'outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 750) : délocalisation outre-mer - Aide au logement en faveur des départements d'outre-mer - Absence de projet global pour les DOM - (p. 751) : nécessité de redresser l'économie des DOM - Votera le projet de loi de finances rectificative.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 17 bis** (*délocalisation des investissements outre-mer*) (p. 908) : ses amendements n° 197 : extension de la réduction d'impôt aux particuliers pour les acquisitions d'immeubles neufs loués à des

entreprises poursuivant une activité éligible ; et n° 198 : défiscalisation du revenu des personnes physiques des parts de sociétés civiles de promotion immobilière ; non retenus dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - (p. 910) : son amendement de conséquence n° 200 ; non retenu dans le vote unique.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3556, 3557) : revendications des représentants des départements et territoires d'outre-mer en faveur de l'application du régime de droit commun en matière de répartition du produit de la dotation globale de fonctionnement, DGF, entre les communes - Caractère pénalisant du système en place et aggravation par le gel au montant de 1993 de la nouvelle dotation forfaitaire - Retards accumulés dans les DOM en matière de logements sociaux et d'équipements - Potentiel fiscal.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 6 (la dotation forfaitaire)** (p. 3594) : son amendement n° 34 : régime de droit commun pour le calcul de la DGF des communes des départements d'outre-mer ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4778) : son amendement n° I-197 ; réduction de la durée normale d'utilisation des véhicules automobiles de location dans les DOM-TOM ; retiré - (p. 4783) : son amendement n° I-198 : facturation des prestations immatérielles réalisées dans un département d'outre-mer pour une entreprise située en métropole avec le taux de TVA applicable dans les DOM ; adopté - « Télé-travail » - (p. 4784) : concurrence entre l'île de la Réunion et l'île Maurice.

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Seconde délibération - Art. 9 sexies** (p. 4963) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° A-3 du Gouvernement.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5005, 5006) : rôle de l'Etat dans les départements d'outre-mer - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Fonds structurels européens - RMI - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Décentralisation - Contrats de plan - Criminalité - Immigration clandestine - Négociations sur la pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon - Avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5644) : situation de l'académie de La Réunion - Inégalités entre les DOM-TOM et la France métropolitaine - Manque d'effectifs - Violence dans les établissements - Personnels d'encadrement - Frais de déplacement des étudiants d'outre-mer - Votera ce projet de budget.

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5713) : coopération avec les îles de l'Océan indien - Commission de l'Océan indien, COI - (p. 5714) : échanges économiques - Information et association des partenaires locaux aux actions de coopération conduites par la France et l'Union européenne - Rôle du Conseil régional - Principe de la « préférence réunionnaise » - Mesures de défiscalisation des investissements et allègement des charges sociales en faveur des entreprises réunionnaises - Création d'un fonds de coopération régionale Océan indien - Votera les crédits du budget de la coopération.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5906, 5907) : tarifs appliqués par France Télécom - Disparités du coût des communications téléphoniques entre les départements d'outre-mer et la métropole - Département de la Réunion - « Télé-travail » - Avis favorable du groupe de l'Union centriste.

LAIGNEL (André), secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (JO Lois et décrets du 30 mars 1993).

LA MALÈNE (Christian de), sénateur de Paris (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 251, 252) : intervient à propos de la question de M. Maurice Blin, portant sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

LAMARQUE (François), rapporteur du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6821) : compte rendu de l'exécution de la loi de programme de 1988 - Consommation des crédits - Rythme de dégradation des monuments historiques - Impact économique - Effort de tous les intervenants - (p. 6822) : créations d'emplois - Année 1993 - Annulations des crédits de paiement - Extension de la notion de patrimoine - Procédures de protection - (p. 6823, 6824) : répartition des crédits entre le secteur protégé et le secteur non protégé - Augmentation des crédits - Collectivités territoriales - Recours au mécénat - Opérations conduites par les associations de bénévoles - Formation des jeunes aux métiers de la construction.

LAMASSOURE (Alain), ministre délégué aux affaires européennes le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen [n° 334 (92-93)] (2 juin 1993) - **Europe**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de Mme Anne Heinis : **Pêche (Conflits entre les pêcheurs anglo-normands et les pêcheurs français)** (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 274).

de M. Adrien Gouteyron : **Bois et forêts (Filière bois)** (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 278).

de M. Marcel Lesbros : **Français de l'étranger (Assassinat de deux Français en Algérie)** (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2811).

de M. Jacques Chaumont : **Relations internationales (Aide de la France à la Russie)** (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2819).

de M. Roland Bernard : **Organisation des Nations Unies (ONU) (Mission des Etats-Unis en Somalie)** (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2820).

de M. Paul d'Ornano : **Organisation des Nations Unies (ONU)** (*Evolution de la situation en Somalie*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2823).

de M. Daniel Goulet : **Politique extérieure** (*Politique de la France après l'accord Israël-OLP*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2826).

de M. Philippe François : **GATT** (*Négociations du GATT*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2828).

de M. Roland du Luart : **GATT** (*Volet agricole du GATT*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6423).

de M. Rémi Herment : **Agriculture** (*Avenir de l'agriculture française après l'accord du GATT*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6430).

de M. Marcel Daunay : **Politique agricole commune (PAC)** (*Politique agricole commune*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6433).

de M. Philippe François : **Agriculture** (*Défense des intérêts agricoles européens*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6434).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 41 de M. Maurice Schumann : **Industrie textile** (*Situation du GATT et industrie textile*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3210).

INTERVENTIONS

– **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 122, 126) ; répond à la question de M. Michel Poniatowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe)** [n° 196 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 165, 166).

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 197 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 167) - **Art. unique** (*autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter des doubles impositions*) (p. 169) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (extension aux territoires d'outre-mer par une loi organique ultérieure prise après consultation des assemblées territoriales intéressées).

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Bulgarie** [n° 198 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 170).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements** [n° 206 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 172) - **Art. unique** (*approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements*) (p. 174) : oppose l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 1 de M. Daniel Millaud (application du présent accord aux territoires d'outre-mer par une loi organique prise après consultation des assemblées territoriales intéressées).

– **Résolution** [n° 300, (92-93)] adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des

procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)] - (27 mai 1993) - Discussion générale (p. 510) : nouvelle procédure constitutionnelle - Projet de règlement n° E-3 - Marché intérieur - Négociation de l'Uruguay Round - Concurrence internationale - Importations en Europe - Pouvoir de contrôle des ministres - (p. 511) : enquêtes - Comité « anti-dumping » - Processus communautaire - Délai - Position française dans les négociations du GATT - Sommet franco-allemand en Bourgogne - Accepte les orientations contenues dans la résolution adoptée par la commission des affaires économiques - Discussion de la résolution (p. 513) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Félix Leyzour (rôle de la Commission et du Conseil des ministres ; nécessité de repousser la proposition n° E-3) - (p. 514) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Félix Leyzour (nécessité de ne pas augmenter les pouvoirs de la Commission des Communautés).

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 418 (92-93)] - (15 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 419) (p. 3213, 3214).

– **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991** [n° 419 (92-93)] - (15 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 418) (p. 3213, 3214).

– **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen** [n° 334 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 333) (p. 3383, 3384 ; 3391, 3392) - **Art. 1^{er}** (*extension aux états parties à l'accord sur l'Espace économique européen de dispositions applicables aux états membres de la CEE*) (p. 3394) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4 - **Art. 2** (*extension à l'Espace économique européen de dispositions applicables à la CEE*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 5 de la commission - **Art. 5** (*brevets*) (p. 3395) : accepte l'amendement rédactionnel n° 6 de la commission - **Art. 8** (*entreprises d'assurance*) - Accepte l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 10** (*non-application de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3396) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Daniel Millaud (non-application de la présente loi aux territoires d'outre-mer, aux collectivités territoriales de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon et aux Terres australes et antarctiques françaises).

– **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord** [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 334) (p. 3383, 3384 ; 3391, 3392).

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4813) : budget des Communautés européennes - Négociations du cycle de l'Uruguay - Instruments de défense commerciale - (p. 4814) : système des préférences généralisées - Accord du GATT - Problèmes agricoles - Problèmes monétaires - Fonds structurels - (p. 4815) : programmes intégrés méditerranéens, PIM - Fraudes - Principe de subsidiarité - Problème de la protection des intérêts financiers

de la Communauté européenne - Siège du Parlement européen - Budget du ministère des affaires européennes - (p. 4816) : Traité de Maastricht - Politique étrangère européenne - Politique commerciale et négociations du GATT.

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5722, 5723) : redressement des finances publiques - Réforme du ministère des affaires étrangères - Conception du rôle international de la France - Construction européenne et sécurité - (p. 5724) : conditions et état du règlement général du conflit yougoslave - Pacte de stabilité en Europe - Alliance atlantique - Politique étrangère et de sécurité européenne - Renouveau de l'Organisation des Nations-Unies - (p. 5725) : politique française au Proche-Orient - Politique de coopération avec les pays du Maghreb - (p. 5726) : engagement français sur le continent africain et aide au développement - Politique française en Amérique latine - Rencontre entre la Communauté européenne et le « groupe de Rio » - Diplomatie française en Asie et coopération euro-asiatique - (p. 5727) : francophonie - Promotion des échanges culturels, scientifiques et techniques - Analyse des crédits - Modernisation du ministère des affaires étrangères et réforme de l'administration centrale - Rationalisation de l'ensemble de l'action extérieure - (p. 5728) : mesures en faveur des Français de l'étranger - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Politique culturelle extérieure - Présence française et audiovisuelle extérieure - Réforme de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - (p. 5729) : réévaluation de l'ensemble des objectifs culturels traditionnels - (p. 5742) : contributions volontaires aux institutions spécialisées - Comité interministériel sur les moyens de l'action extérieure de la France - (p. 5743) : diffusion du journal de France 2 à New-York et lycée Rochambeau de Washington - Nombre d'anciens élèves de l'ENA en poste en Afrique - Réforme du ministère des affaires étrangères - Rigueur budgétaire - Organisation des Nations-Unies - Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Transformation d'emplois d'expatriés en emplois de résidents - Agence pour l'enseignement du français à l'étranger - (p. 5744) : construction européenne - Sécurité en Europe - Relance de l'activité économique en Europe - Négociations de l'Uruguay Round - (p. 5770) : réforme du ministère des affaires étrangères et comité interministériel sur l'action extérieure de la France - Bourses scolaires - Réforme du régime de rémunération des agents expatriés - Mission sénatoriale d'observation des élections au Gabon - Crédits intéressant les Français de l'étranger - Sécurité des personnes - Allocation forfaitaire attribuée aux recrutés locaux - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - Qualité des agents diplomatiques et des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères - (p. 5771) : schéma d'adaptation des réseaux - Aide sociale en faveur des Français de l'étranger - Fonds d'urgence humanitaire - Certificat de nationalité française - Cimetières des Français à l'étranger - Contentieux fiscal avec Djibouti - Subventions attribuées aux associations de Français à l'étranger - Moyens de fonctionnement du ministère des affaires étrangères - (p. 5772) : coopération avec le Maroc - Action de la France dans l'ancienne Indochine - Processus de Paix au Proche-Orient - Situation en Algérie - Opération des Nations-Unies en Somalie - (p. 5773) : évolution de l'ONU - Construction européenne - Négociations du GATT - (p. 5774) : réunion des ministres des affaires européennes - Indépendance nationale - OTAN - Union de l'Europe occidentale - Sécurité en Europe - Crise yougoslave - Négociations du GATT - Remercie par avance le Sénat de son soutien.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen** - *Deuxième lecture* [n° 111 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6628) : prestations funéraires - Remplacement de l'expression « CEE » par celle de « Communauté européenne » - **Sur l'ensemble** (p. 6630, 6631) : entrée dans l'Union européenne de la Suède, de l'Autriche, de la Finlande et de la Norvège - Composition de la Commission européenne et rotation des présidences - Pondération des votes au Conseil - Modification de la minorité de blocage et de la majorité qualifiée.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pen-**

sion (ensemble quatre annexes) [n° 213 (92-93)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6631) : régimes de retraite français et communautaire - Statut des fonctionnaires des Communautés européennes - Coût du dispositif.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie** [n° 163 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6633) : divergence des systèmes juridiques - Notion de commission rogatoire - Refus de témoigner - Possibilité pour l'une des parties de demander à l'autre de rechercher sur son territoire des biens pouvant provenir d'une infraction ou de prononcer des mesures conservatoires.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte modifiant le protocole sur les statuts de la Banque européenne d'investissement habilitant le conseil des gouverneurs à créer un Fonds européen d'investissement** [n° 168 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6634, 6636) : vocation du Fonds européen d'investissement - Ouverture auprès de la Banque européenne d'investissement, BEI, d'une enveloppe de prêts - Grand réseau de transports, de télécommunications et d'énergie en Europe - Petites et moyennes entreprises - Gestion par la BEI d'un mécanisme de garantie et de prise de participation - Initiative européenne de croissance.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990** [n° 112 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 113) (p. 6636, 6639) : compétences des Etats pour assurer une libre circulation des personnes - Mise en vigueur complète de cette convention - Amélioration de la coopération entre les systèmes de police et de justice des pays respectifs - Lutte contre le trafic de drogue en Espagne - Participation du Portugal à la convention de Schengen - (p. 6641, 6642) : adhésion du Portugal à la convention.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990** [n° 113 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 112) : voir intervention sous le projet n° 112 (p. 6638, 6639 ; 6641, 6642).

LAMBERT (Alain), sénateur de l'Orne (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (*JO Lois et décrets* du 9 avril 1993).

- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la

garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à restaurer la confiance nécessaire au sauvetage du secteur locatif privé [n° 220 (92-93)] (16 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 269 rectifié (92-93)] de M. Jean Arthuis et plusieurs de ses collègues, tendant à améliorer la fiscalité du logement [n° 280 (92-93)] (28 avril 1993) - **Logement**.

Proposition de loi tendant à favoriser l'amélioration de l'habitat [n° 438 (92-93)] (28 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Logement**.

Proposition de loi instituant des suppléants pour les conseillers généraux [n° 449 (92-93)] (14 septembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Élections**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Justice** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 32 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1417) - Ministère : Aménagement du territoire - **Aménagement du territoire** - **Aménagement du territoire**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 13** (*exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles*) (p. 880) : son amendement n° 79 : délai limite pour l'achat d'un immeuble neuf dont la vente donnera lieu à exonération des droits de mutation - retard dans l'exécution des travaux à la suite de cas de force majeure ; retiré au profit de l'amendement n° 13 de la commission (délai limite pour l'achat d'un immeuble neuf dont la vente donnera éventuellement lieu à l'exonération des droits de mutation) - **Art. 15** (*imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 889) : son amendement n° 82 : notion d'immeubles dont les trois-quarts au moins sont affectés à l'usage d'habitation ; retiré - (p. 890) : son amendement n° 83 : harmonisation des dispositions s'appliquant aux biens dont la propriété a été démembrée dans le cadre d'une mutation à titre gratuit ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 915) : son amendement n° 25, soutenu par M. Jacques Oudin : suppression de certaines distorsions engendrées par le dispositif actuel des plans d'achat d'actions ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) - (p. 2685) : calendrier de réalisation du schéma directeur routier national - Département de l'Orne - Croissance des inégalités territoriales - (p. 2686) : décentralisation - Politique d'aménagement du territoire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Art. 3** (*dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme*) - **Art. L. 600-2 du code de l'urbanisme** (*refus abusifs de permis de construire*) (p. 3160) : son amendement n° 63 : nécessité que la nouvelle demande ou la déclaration soit déposée dans les six mois de la notification aux pétitionnaires de la décision rendue en dernier ressort ; adopté - **Art. 4** (*décisions de préemption illégales*) (p. 3164) : son amendement n° 64 : cas où, le transfert de propriété ayant eu lieu, le droit de propriété aurait été restitué par décision judiciaire ; retiré -

Art. 5 (*opérations d'aménagement*) (p. 3166) : son amendement n° 65 : extension des dispositions proposées par l'article 5 à toutes les opérations d'aménagement ; adopté - **Après l'art. 8** (*par priorité*) (p. 3167) : son amendement n° 56 : suppression de l'article 51 de la loi du 29 janvier 1993 qui impose, à peine de nullité d'ordre public, la publication d'un avis préalablement à toute vente de terrain constructible ou de droits à construire consentis par une collectivité territoriale ou par une société d'économie mixte à une personne privée ; adopté (p. 3169) - **Art. 8** (*différé du paiement de certaines contributions d'urbanisme*) (p. 3184) : son amendement n° 33 : report de la première date d'exigibilité de ces différentes taxes ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 6** (*exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement*) (p. 4717) : son amendement n° I-10 : délai de deux mois entre la cession des titres et l'acquisition immobilière ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 4721, 4722) : son amendement n° I-15 : majoration du taux de déduction forfaitaire ; retiré - Secteur locatif privé - Problème du logement - Justice sociale.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4737) : son amendement n° I-16 : possibilité donnée à tout occupant d'un immeuble, qu'il soit propriétaire ou locataire, d'obtenir une réduction d'impôt lorsqu'il procède à des travaux d'amélioration et de réparation de son habitation ; retiré - (p. 4738) : son amendement n° I-17 : déduction pour travaux d'isolation acoustique ; retiré - **Art. 9** (*allègement des droits d'enregistrement dus par les sociétés*) (p. 4757, 4758) : son amendement n° I-18 : remboursement rétroactif des droits d'enregistrement perçus sur les fusions et les incorporations de provisions ; retiré.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 16 bis** (*institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives*) (p. 4876) : intervient sur l'amendement n° I-55 de la commission (institution d'un droit de timbre de 75 F sur le recours exercé auprès des autorités administratives) - Gratuité de la justice - **Art. 20** (*modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4893) : son amendement n° I-19, soutenu par M. Xavier de Villepin : indexation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'indice prévisionnel des prix additionné des deux tiers de la croissance prévisionnelle ; devenu sans objet - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4896) : son amendement de suppression n° I-20, soutenu par M. Philippe Adnot ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) (p. 5097) : autoroute A 28 - Tronçons Rouen-Alençon et Alençon-Le Mans-Tours - SNCF ; relations avec les collectivités territoriales ; financement des liaisons régionales ; mission de service public et aménagement du territoire - Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste.

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5123, 5124) : insertion sociale - Mobilité résidentielle - Crise du logement - Multiplication des textes fiscaux et législatifs - Plans de logement - Le groupe centriste se déclare favorable à l'adoption de ce projet de budget - (p. 5125) : déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers - Déficit foncier - Rétablissement de l'exonération des droits lors de la transmission à titre gratuit des logements neufs - Harmonisation des plus-values immobilières et mobilières - Baisse progressive des droits de mutation - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH - Proposition d'un nouvel emprunt de type « Pinay ».

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 5156) : tronçon d'autoroute déclaré d'utilité publique entre Alençon et Tours et oubli de la section Alençon-Le Mans - Département de l'Orne - Crédits du tourisme.

Justice - (8 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5789, 5790) : progression des crédits budgétaires - Administration

centrale de la Chancellerie - Révision du plan informatique - Réforme du statut des magistrats - Revalorisation de la carrière des greffiers - Augmentation des crédits de fonctionnement des juridictions - Aide judiciaire - (p. 5791, 5792) : renforcement des effectifs des juridictions administratives - Dépenses de santé des détenus - Réhabilitation des prisons - Protection judiciaire de la jeunesse - Acceptation ce projet de budget - Projet de loi quinquennale sur la justice.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 46** (p. 6026) : son amendement n° II-29 : entrée en vigueur de la mesure visant à ramener le seuil de l'exonération des plus-values immobilières de trente-deux ans à vingt-deux ans ; rejeté - **Art. 47** (*extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières*) (p. 6028) : son amendement n° II-58 : application des mesures prévues par cet article aux produits des autres créances ; retiré - **Art. 52** (*réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6062) : son amendement de suppression n° II-60, soutenu par M. Jacques Machet ; rejeté - **Après l'art. 52 bis** (p. 6072) : son amendement n° II-61 : déduction des primes d'assurance couvrant les risques d'impayés locatifs des revenus fonciers ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture** [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Après l'art. 8** (p. 6811) : son amendement n° 25 : report du délai de prescription de l'action en recouvrement des taxes d'urbanisme ; adopté - **Art. 15** (*barèmes de supplément de loyer des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 6815) : ses amendements, n° 23 et n° 31 : validité des transmissions effectuées à compter du 1^{er} janvier 1987 ; n° 32 et n° 33 : point de départ du délai d'un mois au-delà duquel le barème devient exécutoire ; adoptés.

LANG (Jack), ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi, relatif aux musées, aux établissements publics territoriaux à vocation culturelle et aux restaurateurs du patrimoine [n° 202 (92-93)] (21 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Arts et spectacles.**

LANIER (Lucien), sénateur du Val-de-Marne (apparenté RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 111 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen [n° 133 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Europe.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6426) - Ministère : Economie - *Ouverture des marchés financiers* - **Banques et établissements financiers.**

Questions orales sans débat :

n° 16 (*JO Débats* du 12 mai 1993) (p. 244) - Ministère : Enseignement supérieur - *Suppression d'une classe préparatoire au concours des écoles vétérinaires au lycée Marcelin-Berthelot (Val-de-Marne)* - (Réponse : *JO Débats* du 29 mai 1993) (p. 525) - **Vétérinaires.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 374, 375) : décentralisation - Région d'Ile-de-France - Métropoles régionales et villes moyennes - Péréquation financière entre collectivités territoriales - Réseaux de transport - (p. 376) : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, SDAURIF.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2472) : lutte contre l'immigration clandestine - Tradition républicaine - Effectivité de la reconduite à la frontière - Au nom du groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen** [n° 334 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 333) (p. 3388, 3390) - **Art. 1^{er}** (*extension aux états parties à l'accord sur l'Espace économique européen de dispositions applicables aux états membres de la CEE*) (p. 3394) : ses amendements rédactionnels n° 1, n° 2, n° 3 et n° 4 ; adoptés - **Art. 2** (*extension à l'Espace économique européen de dispositions applicables à la CEE*) : son amendement rédactionnel n° 5 ; adopté - **Art. 5** (*brevets*) (p. 3395) : son amendement rédactionnel n° 6 ; adopté - **Art. 8** (*entreprises d'assurance*) : son amendement de suppression n° 7 ; adopté - **Art. 10** (*non-application de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 3396) : demande le retrait de l'amendement n° 8 de M. Daniel Millaud (A8).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord** [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 334) (p. 3388, 3390).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - *Suite de la*

discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4012) : doute sur l'efficacité de la disposition proposée par les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Interrogation sur l'intérêt de l'expérience - Votera les amendements précités.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen - Deuxième lecture** [n° 111 (93-94)] - (18 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. François Collet (p. 6628, 6630).

LARCHÉ (Jacques), sénateur de la Seine-et-Marne (RI).

NOMINATIONS

- Président de la commission des lois.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre ès qualités du Comité national de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 211 (92-93)] (3 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Procédures pénales**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Etienne Dailly, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires [n° 460 (90-91)] (23 juillet 1991) - Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993 - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à améliorer l'efficacité de la procédure législative [n° 258 (92-93)] (15 avril 1993) - **Parlement**.

Proposition de loi portant modification de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises [n° 259 (92-93)] (15 avril 1993) - **Entreprises**.

Proposition de loi tendant à prohiber les mariages de complaisance avec des ressortissants étrangers en situation irrégulière [n° 274 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Etrangers**.

Proposition de loi précisant certaines dispositions du Code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 307 (92-93)] (14 mai 1993) - **Elections**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 293 (JO Débats du 28 mars 1991) (p. 214) - Ministère : Environnement - *Installation d'une décharge sur le territoire de la commune de Pierre-Levée (Seine-et-Marne)* - (Caduque mars 1993) - **Déchets**.

n° 302 (JO Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Equipement - *Coût et modalités de financement du grand stade dont l'implantation est envisagée en Seine-et-Marne* - (Caduque mars 1993) - **Sports**.

n° 303 (JO Débats du 17 avril 1991) (p. 495) - Ministère : Education - *Politique du Gouvernement à l'égard de l'enseignement privé* - (Caduque mars 1993) - **Enseignement privé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X** [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 389) : histoire constitutionnelle - (p. 390) : examen du texte - Réunion d'un comité consultatif constitutionnel - Etat de droit - Pouvoir du conseil constitutionnel - Haute Cour de justice - Responsabilité politique - (p. 391) : indépendance de la magistrature.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 434, 435) : s'oppose à la motion n° 29 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission - Travaux de la commission - Conseil constitutionnel - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 436) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (remplacement dans l'article 38 de la Constitution relatif aux ordonnances des mots « déposé devant » par ceux de « adopté par ») - **Art. 9 (Haute cour de justice)** (p. 462) : intervient à propos de l'amendement n° 32 de M. Etienne Dailly (trahison du Président de la République) - Définition de la haute trahison.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 480) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), intervient à propos du sous-amendement n° 30 du Gouvernement (composition et présidence de la Cour de justice de la République) - Souhaite une nouvelle réunion de la commission à ce propos - (p. 489) : demande le retrait du sous-amendement n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique ») - **Après l'art. 13** (p. 494) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (suppression dans la Constitution du terme de « Communauté » qui n'existe plus) - (p. 498) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Millaud, n° 16 (nouvelle rédaction de l'article 74 de la Constitution relatif à l'outre-mer) et n° 17, de conséquence.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des

audiences pénales [n° 318 (92-93)] - Suite de la discussion - (2 juin 1993) - **Après l'art. 6** (p. 643) : demande le retrait de l'amendement n° 29 du Gouvernement (introduction d'un formalisme dans les demandes de diligences présentées par une personne mise en examen) - **Art. 15** (*placement en détention provisoire*) (p. 654) : pouvoirs du juge d'instruction - se déclare opposé à la solution de la collégialité - Contrôle sur le juge - (p. 655) : traumatisme de la prison à la suite d'une mise en détention - Pouvoirs du juge d'instruction - Substitution du sursis à l'annulation de la décision - Propose une formule de rétention de l'intéressé et la suspension de la mise en détention - (p. 656) : sur l'amendement n° 34 du Gouvernement (institution à l'occasion du placement en détention d'une personne mise en examen d'une procédure de référé-liberté), demande l'adoption du sous-amendement n° 95 de M. Jean-Marie Girault - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 675) : difficulté d'application de la loi du 4 janvier 1993 - Droits des individus comparissant devant la justice.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1264, 1265) : tradition française d'assimilation des immigrés - Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers - **Art. 9** (*manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1321) : demande la clôture de la discussion ; clôture ordonnée.

- **Rappels au règlement de MM. Charles Lederman et Michel Dreyfus-Schmidt** - (16 juin 1993) (p. 1334, 1335) : intervient sur les rappels au règlement de MM. Charles Lederman et Michel Dreyfus-Schmidt relatifs à l'examen des amendements sur l'article 9 de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9** (*suite*) (p. 1349) : demande le retrait de l'amendement n° 101 de M. Henri Goetschy (dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France) - (p. 1351) : sur l'amendement n° 101 précité, s'oppose au sous-amendement n° 105 de M. Jean-Luc Mélenchon (conditions relatives aux ressortissants de la CEE) - **Après l'art. 12** (p. 1371) : demande la clôture des explications de vote sur les amendements n° 74 et n° 73 de M. Claude Estier (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) ; clôture ordonnée - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) : demande la clôture de la discussion sur l'article 13 bis ; clôture ordonnée - **Art. 20** (*acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 1381) : demande la clôture de la discussion sur l'article 20 ; clôture ordonnée - (p. 1384) : s'oppose aux amendements de suppression n° 47 de M. Charles Lederman et n° 80 de M. Claude Estier.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 25** (*refus d'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1407) : demande la clôture de la discussion sur l'amendement n° 21 de la commission (caractère personnel de la démarche de recours exercée par le mineur de 16 ans) ; clôture ordonnée - **Art. 26** (*opposé à l'acquisition de la nationalité*) (p. 1407) : estime devenu sans objet l'amendement n° 89 de M. Claude Estier (rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale).

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1800) : intervient contre la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Décisions du Conseil constitutionnel - Vérification de la constitutionnalité - (p. 1802) : éthique parlementaire.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture** [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1953) : pouvoir constituant du Sénat - **Art. 8** (p. 1960, 1961) : sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et compo-

tion des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences), intervient sur le sous-amendement n° 21 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant le tirage au sort au sein de collèges élus pour les magistrats membres des deux formations) - (p. 1966) : magistrature et syndicalisme - *A titre personnel*, ne votera pas le sous-amendement n° 21 précité - **Seconde délibération - Art. 8** (p. 1979) : malgré certaines réserves, accepte l'amendement n° A-1 du Gouvernement (nouvelle rédaction relative à la composition et aux compétences du conseil supérieur de la magistrature).

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Troisième lecture** [n° 414 (92-93)] - (8 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2361) : pouvoir constituant de l'Assemblée nationale et du Sénat - Pouvoirs du Président de la République en matière constitutionnelle - (p. 2362) : loi organique - Cour de justice de la République ; pourvoi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 15** (*expulsion*) (p. 2384) : caractère inadmissible des propos tenus par M. Michel Dreyfus-Schmidt dans l'hémicycle et en commission.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2529) : réflexion des assemblées - Rémunération des avocats - (p. 2531) : conséquences de la rémunération des avocats sur le budget - **Art. 3** (*entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue*) (p. 2537) : concertation entre l'Assemblée nationale et le Sénat.

Troisième lecture [n° 421 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** : navettes parlementaires

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - **Explication de vote** (p. 13, 14) : travail des rapporteurs du Sénat - Rôle essentiel du Conseil constitutionnel dans les institutions - Indépendance de la magistrature - Renforcement des compétences du Conseil supérieur de la magistrature - Responsabilité pénale des membres du Gouvernement - Précision de la révision constitutionnelle par des lois organiques - Avec le groupe des républicains et indépendants du Sénat, votera le projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Art. 2** (*rétenion administrative*) (p. 2899) : Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4260 à 4262) : accords de Schengen - Contrôle de constitutionnalité des lois - Conseil constitutionnel - Rôle du législateur - **Renvoi à la commission** (p. 4282, 4283) : s'oppose à la motion n° 5 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Révision constitutionnelle - Parlement et souveraineté nationale.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Demande de priorité** (p. 4326) : demande que soit examiné en priorité l'article 6 et l'amendement n° 136 qui tend à insérer un article additionnel après l'article 6 - **Priorité ordonnée - Art. 6** (*par priorité*) (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 4342, 4343) : demande au Sénat de voter l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - Longues peines - Récidive - Crimes odieux.

Suite de la discussion - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4372) : intervient à propos de l'amendement n° 26 de M. Michel Charasse (sanctions à l'encontre de publication ou

de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - Secret de l'instruction - Propos des avocats - Secret professionnel des journalistes.

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4583) : accepte la motion n° 141 du Gouvernement, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité pour les amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112, n° 19, n° 53, n° 54, n° 57 à n° 61, n° 63, n° 64, n° 113 à n° 117, n° 119, n° 121 à n° 123, n° 125 à n° 129 - **Sur l'ensemble** (p. 4587) : déroulement du débat au Sénat.

Deuxième lecture [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Après l'art. 8** (p. 6653) : demande l'adoption de l'amendement n° 46 de la commission (secret professionnel en matière de procédure pénale).

LARCHER (Gérard), sénateur des Yvelines (RPR).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

— Membre de la commission des affaires économiques.

— Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

— Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. André Fosset, Louis Perrein et Henri Torre, modifiant l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications [n° 228 (92-93)] (3 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Postes et télécommunications**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Ville - [n° 103 (93-94)] tome 24 (22 novembre 1993).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur l'avenir du secteur des télécommunications en Europe [n° 129 (93-94)] (30 novembre 1993) - **Télécommunications**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 54 (JO Débats du 13 octobre 1993) (p. 2914) - Ministère : Premier ministre - *Création d'une fourragère de l'ordre de la Libération* - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3375) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

n° 58 (JO Débats du 13 octobre 1993) (p. 2915) - Ministère : Défense - *Renforcement des effectifs de brigades dépendant de la compagnie de gendarmerie de Rambouillet* - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3374) - **Gendarmerie**.

n° 82 (JO Débats du 21 novembre 1993) (p. 4588) - Ministère : Equipement - *Programme coordonné d'adaptation des RN 10, 12 et 13 au niveau du trafic et à la sécurité routière* - **Routes**.

n° 83 (JO Débats du 21 novembre 1993) (p. 4588) - Ministère : Environnement - *Révision du projet EDF de renforcement de l'alimentation électrique du secteur de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines* - **Electricité de France (EDF)**.

INTERVENTIONS

— **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993)

(p. 328) : aggravation des déséquilibres territoriaux - Apparition d'une France à deux vitesses - Délocalisation industrielle vers des pays à bas salaires - Limites du libre échangeisme - (p. 329) : aménagement du territoire et construction européenne - Façades maritimes de la France - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France - Immigration en Ile-de-France - Péréquation financière et tarifaire entre collectivités territoriales - Désertification - (p. 330) : services publics en zones rurales - Agriculture - Infrastructures de communications et de télécommunications - Politique de délocalisation d'activités et de services publics de l'Ile-de-France vers la province.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X** [n° 231 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (27 mai 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 500) : réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Haute cour de justice - Saisine - Composition - Avis favorable du RPR sur ce projet de loi constitutionnelle, tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 748) : absence de contrôle du dérapage budgétaire depuis 1988 - Charges de la dette - Franchise du Gouvernement - (p. 749) : réduction du déficit budgétaire - Sauvegarde des acquis sociaux - Augmentation de la CSG - Dépôts de bilan - Mesures en faveur des entreprises - Rapport sénatorial sur les délocalisations - Communauté européenne - (p. 750) : secteurs du logement et du bâtiment - Avec le groupe du RPR, votera le projet de loi de finances rectificative.

— **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe** (*champ des privatisations*) (p. 1109) : privatisations de 1986 - Intérêts de nouvelles privatisations - Avis favorable du groupe du RPR sur l'article 1^{er}.

— **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1267, 1268) : commission Marceau Long - (p. 1269) : habitants de Mayotte - Français de l'étranger - Enfants mineurs dont l'un des parents acquiert la nationalité française - Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers - (p. 1270) : acquisition de la nationalité française par mariage - Double droit du sol - Enfants nés en France d'un parent né sur un territoire appartenant à une ancienne colonie française ou sur le territoire des départements français d'Algérie - Effet des condamnations pénales - Banlieues - Vote par le groupe du RPR de cette proposition de loi assortie des amendements de la commission.

— **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2254) : unité de la communauté nationale et modèle français d'accueil et d'intégration des étrangers - Conditions d'entrée et de séjour des étrangers sur le territoire français - Lutte contre l'immigration clandestine - Défense de l'ordre public - (p. 2255) : politique de la ville - Travail clandestin - Politique de régularisation automatique des clandestins pratiquée en juillet 1981 - Remerciements - (p. 2256) : politique de coopération et d'aide au développement - Soutien du groupe du RPR.

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 15** (*expulsion*) (p. 2386) : demande qu'on s'en tienne strictement au débat - Remise en cause de l'intégration des étrangers par l'immigration clandestine.

— **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Art. 6** (*dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence*) (p. 3176) : se déclare opposé à l'amendement n° 28 de M. Camille Cabana (suppression des dispositions en vigueur relatives aux programmes locaux de l'habitat) - Programmes locaux de l'habitat, PLH - Petites communes rurales dans les secteurs dits « agglomérés » - Département des Yvelines - **Art. 7** (*prorogation de certains permis de construire*) (p. 3182) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 de la commission (nécessité pour le titulaire du permis de construire de déclarer son intention d'engager des travaux).

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3677) : organisation sociale - (p. 3678) : situation de l'emploi - révolution électronique et informatique - Organisation du travail - Importance des collectivités locales et des associations - (p. 3679) : situation économique et financière - Recherche de nouvelles solidarités - Dialogue social - Avec les sénateurs du groupe du RPR, soutiendra le projet de loi - Partage du travail - Nécessité de l'indemnisation.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3989) : son amendement n° 7 : mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires ; adopté - Négociations au sein de l'entreprise - Aide compensatrice de l'Etat.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4488) : remerciements - Période de mutation - Flexibilité du temps de travail - Formation professionnelle - Mesures en faveur des entreprises - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) (p. 5318, 5320) : augmentation des crédits - Lutte contre le chômage - Exonération des cotisations d'allocations familiales - Contrats emploi-solidarité, CES - Exemple de l'entretien des cours d'eau dans les zones rurales - Petites et moyennes entreprises, PME - Formation professionnelle - Emplois de proximité et de « présence » - Exemple du Japon - Emplois des associations intermédiaires - Aménagement et flexibilité du temps de travail.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5496) : simplification des procédures de la politique de la ville - Contrat de ville - Problèmes de l'école - (p. 5497) : situation des quartiers difficiles - Crédits destinés à la prévention de la délinquance - (p. 5498) : politique d'intégration - Rôle des élus et des associations.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5895) : fonctionnement de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications - Rapport de la commission des affaires économiques sur l'avenir des télécommunications en Europe - Statut de France Télécom - (p. 5896) : attribution de moyens financiers suffisants à La Poste - Fermeture des bureaux de poste en milieu rural.

LARUE (Tony), sénateur de la Seine-Maritime (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO* Lois et décrets du 7 octobre 1993) ; puis secrétaire-rapporteur (*JO* Lois et décrets du 13 octobre 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - Ports maritimes** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 24 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) - Rapporteur spécial pour les ports maritimes -

Son intervention, présentée par M. René Régnault (p. 5052, 5053).

LAUCOURNET (Robert), sénateur de la Haute-Vienne (S).

NOMINATIONS

– Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 439 (92-93)] relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 10 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Marchés publics**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Énergie** - [n° 103 (93-94)] tome 5 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 31 (*JO* Débats du 2 décembre 1992) (p. 3565) - Ministère : Logement - *Situation du logement social* - (Caduque mars 1993) - **Logement social**.

Questions orales sans débat :

n° 21 (*JO* Débats du 29 mai 1993) (p. 585) - Ministère : Intérieur - *Politique d'emploi de la COGEMA* - (Réponse : *JO* Débats du 19 juin 1993) (p. 1495) - **Emploi**.

INTERVENTIONS

– **Résolution [n° 300, (92-93)] adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)]** - (27 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 507, 508) : équilibre politique en Europe - Proposition de règlement n° E-3 - Refus de l'extension des pouvoirs de la Commission européenne - Défense commerciale de la Communauté - Décision définitive prise par le Conseil des ministres - Contrôles de la Communauté par les Parlements des Etats membres - Concurrency internationale - Avis favorable du groupe socialiste sur la résolution de la commission des affaires économiques.

– **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) [n° 273 (92-93)]** - (28 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 529, 530) : codification, moyen de rendre le droit accessible aux citoyens - Politique de rééquilibrage des rapports entre consommateurs et professionnels - Délit d'abus de faiblesse - Surendettement des ménages - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 760) : secteur du logement - Accession à la propriété - Effort du Gouvernement précédent.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 13 (exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles)**

(p. 880) : soutient l'amendement de suppression n° 166 de M. Claude Estier ainsi que l'amendement n° 167 de M. Michel Charasse (restriction de l'exonération aux seuls droits de mutation à titre onéreux) - **Art. 14 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour grosses réparations)** (p. 885) : déductions fiscales supplémentaires - Risque d'effet négatif sur le prix et le nombre des logements - **Art. 15 (imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 888) : soutient l'amendement de suppression n° 171 de M. Claude Estier - (p. 889, 890) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 173 (diminution du plafond prévu au b du I de l'article 15), n° 174 (simplifications d'impôts pour les petits propriétaires fonciers) et n° 172 (retour à la rédaction du projet de loi initial) - **Art. 15 bis (réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière)** (p. 893) : soutient l'amendement de suppression n° 175 de M. Claude Estier - **Art. 16 (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers)** (p. 896) : soutient l'amendement n° 176 de M. Claude Estier (prise en charge fiscale du non-paiement des loyers).

- **Projet de loi portant transposition de la directive du conseil n° 90-377-CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité [n° 358 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1633, 1634) : préparation du marché européen du gaz et de l'électricité - Opposition à l'accès des tiers aux réseaux, ainsi qu'au principe de séparation comptable des activités d'Electricité de France, EDF, et de Gaz de France, GDF - Service public de l'énergie - Monopole d'EDF et de GDF - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3150, 3152) : projet de loi élaboré par M. Jean-Louis Bianco en 1992 - Insuffisance du présent projet de loi - Crise du secteur du bâtiment - Réglementation de l'urbanisme - Relance de l'immobilier - Mise en place du volet paysager des permis de construire - Programme de référence institué par la loi d'orientation sur la ville - Prorogation des permis de construire - Différé de paiement de certaines contributions d'urbanisme - Droit de préemption - Invocation des vices de forme par la loi de l'exception d'illégalité - Amendements du groupe socialiste - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi - **Art. 3 (dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme)** - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme (recours par voie d'exception pour vice de forme)** (p. 3156) : soutient l'amendement de suppression n° 35 de M. Jacques Bellanger, puis sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), le sous-amendement n° 34 de M. Jacques Bellanger - (p. 3158) : soutient les amendements de M. Jacques Bellanger n° 37 (nouvelle rédaction de cet article), n° 36 (cas de l'inobservation d'une formalité substantielle qui a eu pour effet de porter atteinte aux intérêts que représentent les personnes mentionnées aux articles L. 122-1-1 ou L. 123-3) et n° 38 (suppression de la référence « aux documents en cause ») - **Après l'art. L. 600-1 du code précité** (p. 3160) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jacques Bellanger (réparation rapide de l'inobservation d'une formalité substantielle au cours de l'élaboration d'un document d'urbanisme) - **Art. L. 600-3 du code précité (obligation de notification des recours)** (p. 3161) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (procédure de notification qui doit intervenir dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du déferé ou du recours) - **Art. 4 (décisions de préemption illégales)** (p. 3165) : soutient les amendements de M. Jacques Bellanger n° 40 (réduction du délai pendant lequel le droit de préemption se trouve paralysé) et n° 41 (suppression de la dernière phrase du texte proposé par cet article relative au prix fixé par le propriétaire) - **Après l'art. 6** (p. 3177) : soutient les amendements de M. Jacques Bellanger n° 46 (inclusion dans toute révision du POS de toute disposition qui a fait l'objet d'une application anticipée) et n° 47 (engagement de toute révision du POS) - **Art. 7 (prorogation de certains permis de construire)** (p. 3182) : soutient l'amendement de suppression n° 49 de M. Jacques Bellanger - **Art. 8 (différé de paiement de certaines contributions d'urbanisme)** (p. 3184) : soutient l'amendement de suppression n° 50 de M. Jacques Bellanger.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 439 (92-93)]** - (21 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 3337) : ouverture à la concurrence européenne des marchés publics nationaux - Importance des marchés publics en cause - Transposition en droit interne des dispositions communautaires relatives aux marchés publics de travaux et de fournitures souscrits dans les secteurs dits exclus : eau, énergie, transports et télécommunications - Recours juridictionnel respectant la répartition de compétences entre le juge administratif et le juge judiciaire en cas de manquement aux règles communautaires - Organisation du respect précontractuel du droit communautaire par un système de contraintes pécuniaires - (p. 3338) : importance des marchés publics en jeu - Caractère exceptionnel de la procédure et des pouvoirs conférés au juge - Introduction d'une procédure d'appel - Dispositifs mis en place en Grande-Bretagne et en Allemagne - (p. 3339) : volonté de la commission d'encadrer plus strictement les pouvoirs reconnus au juge et de ne traduire que les obligations créées par le droit communautaire - **Art. 1^{er} (organisation des recours devant les deux ordres de juridiction)** (p. 3341) : nouvelle rédaction de l'article 1^{er} par les amendements déposés par la commission - Limitation des prérogatives des juges - Son amendement n° 1 : indication du caractère spécial de la procédure instituée ; adopté - (p. 3342) : son amendement n° 2 : organisation du déroulement du premier temps de l'instance ; adopté - Théorie dite « du bilan » - Possibilité de faire appel d'une décision prononçant une astreinte définitive - Décret précisant les modalités de calcul de l'astreinte - (p. 3344) : ses amendements, n° 6 : définition des règles applicables au prononcé de l'astreinte définitive ; adopté par priorité ; n° 3 et n° 4 de coordination, et n° 5 rédactionnel ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Félix Leyzour (suppression des pouvoirs donnés à la Commission des Communautés européennes) - **Art. 4 (mise en oeuvre des recours relatifs aux contrats de droit public)** (p. 3345, 3346) : ses amendements n° 7 à n° 11 homothétiques aux amendements n° 1 à n° 6 s'appliquant à l'ordre judiciaire ; adoptés - **A titre personnel**, accepte l'amendement n° 17 du Gouvernement (suppression de l'hypothèse d'un contrat devant être conclu par une collectivité territoriale ou un établissement public local) - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Félix Leyzour (suppression des pouvoirs donnés à la Commission des Communautés européennes) - **Après l'art. 4** (p. 3347) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques n° 13 de M. Alain Pluchet et n° 14 de M. Xavier de Villepin (adjonction, à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent »).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4818) : son amendement n° I-163, soutenu par M. René Régnault : modification des règles d'assiette de taxe sur les salaires ; rejeté.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5421, 5422) : régression des crédits - Réseaux de distribution - Aménagement du territoire - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5430) : soutient l'amendement n° II-17 de M. Gérard Delfau (réduction des crédits de deux millions de francs) - **Titre VI** (p. 5431) : soutient l'amendement n° II-18 de M. Gérard Delfau (réduction des autorisations de programme de dix millions de francs).

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) (p. 5869) : baisse des crédits budgétaires - Eclatement de la planification nationale - (p. 5870, 5871) : méthodes d'élaboration du XI^e Plan - Planification et aménagement du territoire - Contrats de plan Etat-région - Région du Limousin - Commissariat général du Plan.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (énergie) -

(p. 5885, 5886) : harmonisation de la réglementation du secteur énergétique français avec le droit communautaire - EDF-GDF - Energies renouvelables - Modalités de la distribution de gaz naturel - Charbonnages de France - Accepte ce projet de budget.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Après l'art. 27** (p. 6479, 6480) : son amendement n° 42, soutenu par M. Michel Moreigne : nombre de candidats présentés par les organisations syndicales de salariés aux élections cantonales de la mutualité sociale agricole ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture [n° 141 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Art. 3 - Art. L. 600-1 du code l'urbanisme** (p. 6804) : son amendement de suppression n° 10, soutenu par M. Jacques Bellanger ; devenu sans objet - **Art. 4** (p. 6807) : son amendement de suppression n° 11, soutenu par M. Jacques Bellanger ; rejeté - **Art. 6 (dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence)** (p. 6808) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 12, n° 13 et n° 14 : suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article ; rejetés - **Art. 6 bis (opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne)** (p. 6810) : son amendement de suppression n° 15, soutenu par M. Jacques Bellanger ; rejeté - **Art. 6 ter (possibilité exceptionnelle d'implantation sur la bande littorale de stations d'épuration avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle)** : son amendement de suppression n° 16, soutenu par M. Jacques Bellanger ; rejeté - **Art. 9 (abrogation de l'article n° 51 de la loi Sapin)** (p. 6812) : ses amendements, soutenus par M. Jacques Bellanger, n° 17 et 18 : suppression successivement des premier et deuxième alinéas de cet article ; rejetés.

LAURENT (Bernard), sénateur de l'Aube (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des lois.

- Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du

projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis et Futuna du 16 au 31 juillet 1992 [n° 299 (92-93)] (11 mai 1993) - **Territoires d'outre-mer.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur :

1° la proposition de loi [n° 262 (92-93)] de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale.

2° la proposition de loi [n° 290 (92-93)] de M. Jean-Paul Delevoye et des membres du groupe du RPR et apparentés visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République ; [n° 323 (92-93)] (2 juin 1993) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 368 (92-93)] relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 377 (92-93)] (23 juin 1993) - **Code pénal.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 78 (93-94)] relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 145 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Sports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi de M. Claude Huriet [n° 423 (92-93)] tendant à autoriser un majeur en tutelle à être inscrit sur une liste électorale et à voter si le juge l'y autorise [n° 147 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Elections.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1427) - Ministère : Agriculture - **Production ovine - Elevage.**

Questions orales sans débat :

n° 522 (JO Débats du 19 décembre 1992) (p. 4404) - Ministère : Agriculture - **Financement de la politique forestière - (Caduque mars 1993) - Bois et forêts.**

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - **Discussion générale** (p. 600) : dispositions hâtives de la loi du 4 janvier 1993 en faveur du suspect, au détriment des droits de la société - Modifications nécessaires - Compétence du juge d'instruction - (p. 601) : incertitudes de la loi du 4 janvier 1993 - Prérogatives indispensables du juge d'instruction - Moyens de la justice.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 290) (p. 685) : loi d'orientation du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République - Commission départementale de la coopération intercommunale - Elaboration des schémas départementaux de coopération intercommunale - (p. 686) : report de la date limite pour l'élaboration du schéma départemental -

Propose la prolongation du délai jusqu'au 31 décembre 1993 - **Art. unique** (*allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1993*) (p. 690) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Paul Girod (allongement du délai jusqu'au 31 décembre 1994).

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de M. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle de la proposition de loi n° 262) : voir intervention sous la proposition n° 262 (p. 685, 686) - **Art. unique** (*allongement du délai d'élaboration de schémas départementaux de coopération intercommunale*) : voir intervention sous la proposition précitée (p. 690, 691).

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Art. 7** (*acquisition de la nationalité française à raison du mariage*) (p. 1312) : se déclare opposé aux amendements de suppression n° 43 de M. Charles Lederman et n° 58 de M. Claude Estier.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9** (*manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1348) : se déclare opposé à l'amendement n° 63 de M. Claude Estier.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique** (*recours au vote par procuration*) (p. 1721) : lutte contre l'abstentionnisme électoral - Avec le groupe de l'Union centriste, votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1759) : date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal - (p. 1760) : adaptation de l'outil informatique des juridictions - Fichier NATINF, nature d'infractions - Formation des praticiens - Circulaire relative au nouveau code pénal - Réforme de la procédure pénale et suppression de l'emprisonnement contraventionnel - (p. 1761) : avis favorable de la commission des lois, sous réserve de l'adoption de ses amendements - Avis défavorable sur tous les amendements relatifs au contenu du code pénal - **Question préalable** (p. 1768) : s'oppose à la motion n° 5 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Effet de la motion : entrée en vigueur immédiate du nouveau code pénal - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1773) : différence de nature entre les amendements de la commission et ceux déposés par le groupe communiste - (p. 1774) : s'oppose à la motion n° 37 du Gouvernement, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Refus de la commission d'examiner les amendements du groupe communiste qui n'entrent pas dans le cadre du présent projet de loi - **Art. unique** (*conditions de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et suppression des peines d'emprisonnement contraventionnelles*) (p. 1777) : accepte l'amendement n° 4 de M. Daniel Millaud (date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) - Son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 2 : remplacement des mots : « relatif à l'entrée en vigueur » par les mots : « reportant l'entrée en vigueur » ; adopté.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - En remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur - **Art. 14** (*nomination des magistrats du siège*) - (p. 2782) : son amendement n° 14 relatif à la suppression de la transparence des nominations pour les magistrats nommés sur proposition du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 56 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (extension de la procédure de transparence des nominations à tous les magistrats) - Son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - **Art. 15** (*nominations aux fonctions du parquet*) (p. 2783) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 16** (*examen des propositions du ministre de la justice*) : ses amendements, n° 17 : faculté donnée au rapporteur du Conseil supérieur de consulter en tant que de besoin les dossiers des candidats et de demander à la Chancellerie toute précision utile, et n° 18 : pour la nomination des auditeurs à leur

premier poste, envoi des dossiers scolaires conservés à l'Ecole nationale de la magistrature au Conseil supérieur qui les retournera par la suite ; adoptés - **Art. 18** (*composition des formations disciplinaires*) : son amendement de suppression n° 19 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman (création d'une inspection rattachée au Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 19** (*composition des formations disciplinaires*) (p. 2784) : son amendement de suppression n° 20 ; adopté - **Art. 20** (*sanctions et procédures disciplinaires*) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - **Art. 21** (*consultation*) (p. 2785) : son amendement n° 22 : suppression du pouvoir consultatif du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 38 (consultation obligatoire du Conseil supérieur de la magistrature lorsqu'il s'agit d'un problème de la justice) et n° 39 (avis du Conseil supérieur de la magistrature sur le projet de budget du ministère de la justice) ainsi qu'à l'amendement n° 57 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des mots « sur toute question générale » s'agissant de la consultation du Conseil supérieur de la magistrature par le Président de la République et extension de la possibilité de consultation du Conseil supérieur aux présidents des deux assemblées parlementaires) - (p. 2787) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Charles Lederman (mise à la disposition du Conseil supérieur de la magistrature de l'inspection générale des services judiciaires) - Son amendement rédactionnel n° 23 ; adopté - **Art. 22** (*abrogation*) : son amendement n° 24 ; mise en place d'un mécanisme transitoire ; adopté.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - En remplacement de M. Hubert Haenel, rapporteur - **Art. 1^{er}** (*emplois hors hiérarchie*) - (p. 2790) : son amendement n° 1 : classement du tribunal de Grenoble hors hiérarchie ; retiré - **Art. 3** (*interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2791) : son amendement rédactionnel n° 2 ; adopté - Sur ce dernier, à titre personnel, s'oppose au sous-amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (interdiction faite aux anciens magistrats d'exercer un mandat électif dans leur ancien ressort pour une durée de cinq ans et possibilité donnée aux seuls anciens magistrats d'exercer la fonction d'arbitre) - **Art. 4** (*interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2793) : accepte l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de la sanction de déchéance des droits à pension) - **Art. 5** (*dossier individuel du magistrat*) (p. 2794) : accepte l'amendement n° 22 du Gouvernement (détention de certaines pièces du dossier d'un magistrat par la juridiction où sert l'intéressé ainsi que par la Cour d'appel dont il relève) - Loi de 1978 relative à l'accès aux documents administratifs - **Art. 7** (*remplacement en cas de vacance définitive à la commission d'avancement*) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Charles Lederman (suppression du vote par correspondance pour la commission d'avancement) - **Art. 8** (*équivalences de diplôme pour l'accès au premier concours d'entrée à l'Ecole nationale de la magistrature*) (p. 2795) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (caractère conforme de l'avis émis par la commission) - **Art. 9** (*classement des auditeurs*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman - Son amendement n° 3 : généralisation du principe de la recommandation par le jury à tous les inscrits sur la liste de classement ; adopté - **Art. 10** (*première affectation des auditeurs*) - (p. 2797) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (transmission de leurs souhaits par les auditeurs de justice au Conseil supérieur de la magistrature qui les communique ensuite au ministre de la justice) - Postes pourvus sur proposition du Garde des Sceaux - **Art. 13** (*prise en compte de la situation de famille pour les affectations*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 14** (*tableau d'avancement*) (p. 2798) : son amendement n° 4 : rétablissement de la formalité de la consultation du Conseil supérieur de la magistrature sur le tableau d'avancement établi par la commission d'avancement et communication de l'ensemble de ce tableau aux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté - **Art. 16** (*extension de la « transparence » aux premiers présidents de cour d'appel*) : son amendement de suppression n° 5 ; adopté - **Après l'art. 18** : son amendement n° 6 : renvoi des magistrats en position de détachement ou de disponibilité ou ayant définitivement cessé leurs fonctions devant la formation disciplinaire

du Conseil supérieur de la magistrature compétente pour les magistrats du siège, s'ils ont exercé leurs dernières fonctions judiciaires au siège ou devant la formation disciplinaire compétente pour les magistrats du parquet, s'ils les ont exercées au parquet ; adopté - **Art. 21 et art. 23** (*coordination avec la suppression de la commission de discipline du parquet*) (p. 2799) : ses amendements n° 7, n° 8, rédactionnels, et n° 9 de précision ; adoptés - **Après l'art. 24** (p. 2800) : son amendement n° 10 ; retrait de l'honorariat ; adopté - Sur cet amendement, à titre personnel, s'oppose au sous-amendement n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative) [n° 443 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Art. 1^{er} et dispositions annexées** (*livres I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII du code de commerce*) (p. 2927 à 3113) : **Art. L. 411-4 du code précité** (p. 3108) : soutient l'amendement de rectification n° 47 de M. Daniel Millaud.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 439 (92-93)]** - (21 octobre 1993) - **Après l'art. 4** (p. 3347) : soutient l'amendement n° 14 de M. Xavier de Villepin, identique à l'amendement n° 13 de M. Alain Pluchet (adjonction, à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent ») - « Loi Sapin » et ouverture du territoire national à la concurrence étrangère sans aucune réciprocité dans les autres Etats membres - Cavalier législatif.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3606) : dotation spécifique des bourgs-centres.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4002) : danger des expériences - Se déclare opposé aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires).

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité)** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 4327, 4328) : crimes odieux - Statistiques - Récidive - Détention à perpétuité.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4985) : collectivités territoriales - Fiscalité locale - Agriculture - Votera la première partie.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5350) : incidence des relations ferroviaires sur l'aménagement du territoire - TGV Paris-Strasbourg - (p. 5351) : ligne SNCF Paris-Bâle - Aménagement du territoire rural et des bourgs-centres.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6118) : engagements pris par le comité d'organisation - Contraintes juridiques - Documents d'urbanisme en vigueur - Mise en oeuvre de la procédure d'expropriation d'urgence - Concession de la construction et de

l'exploitation - Autorisation de la construction - Modalités de la prise de possession immédiate des terrains - (p. 6119) : relogement préalable des occupants - Concession de la construction et de l'exploitation - **Art. 1^{er}** (*autorisation de construire le grand stade*) (p. 6123) : sur l'amendement n° 1 de M. Ernest Cartigny, qu'il accepte, (édification d'infrastructures de sécurité rendues nécessaires), son sous-amendement n° 3 ; adopté - (p. 6124) : son amendement de précision n° 4 ; retiré - Accepte l'amendement de coordination n° 2 de M. Ernest Cartigny - **Art. 2** (*extension temporaire du champ d'application de l'article L. 15-9 du code de l'expropriation*) : son amendement de précision n° 5 ; adopté - (p. 6125) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Jean Garcia (limitation des expropriations) - Son amendement n° 6 : suppression d'un ajout non conforme à la rédaction prévue par la loi du 31 décembre 1987 pour les Jeux Olympiques d'Albertville ; adopté - **Art. 3** (*relogement préalable des occupants*) (p. 6126) : son amendement n° 7 : clarification des obligations de l'expropriant ; adopté - **Intitulé** : son amendement n° 9 : projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en vue de la coupe du monde de football de 1998 ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 161 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6333) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Deuxième lecture [n° 120 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 10** (p. 6341) : votera l'amendement n° 2 de la commission (choix du secrétaire administratif sur une liste de trois noms proposée par le CSM).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 121 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6350) : malaise de la justice - Vote de ce projet de loi organique par le groupe de l'Union centriste.

LAURIN (René-Georges), sénateur du Var (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des lois.

- Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)]** - Suite de la discussion - (26 mai 1993) - Avant la section I et l'art. 1^{er} (p. 438) : se déclare opposé, au nom du RPR, à l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (substitution au Conseil constitutionnel d'une commission constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité des lois) .

LAURIOL (Marc), sénateur des Yvelines (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, portant création du conseil des utilisateurs de musique et relative aux comptes des sociétés de perception et de répartition de droits [n° 93 (93-94)] (16 novembre 1993) - **Propriété intellectuelle**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4002, 4003) : écueils à la réduction du temps de travail - Souplesse du dispositif proposé par l'amendement n° 7 de M. Gérard Larcher (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Perspective à long terme de l'amendement précité - Se déclare favorable aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5583) : demande la réparation de sépultures françaises profanées en Algérie.

LE BRETON (Henri), sénateur du Morbihan (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

LECANUET (Jean), sénateur de la Seine-Maritime (UC).

Décédé le 22 février 1993 (JO Lois et décrets du 23 février 1993).

Eloge funèbre le 27 avril 1993.

NOMINATIONS

– Président de la commission des affaires étrangères.

LECLERC (Dominique), sénateur d'Indre-et-Loire (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, présentée avec MM. James Bordas et Jean Delaneau, portant réforme du code de l'urbanisme [n° 390 (92-93)] (24 juin 1993) - **Urbanisme**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 14 (JO Débats du 6 mai 1993) (p. 187) - Ministère : Agriculture - *Exonération de la distillerie obligatoire pour certains viticulteurs du Val-de-Loire* - (Réponse : JO Débats du 15 mai 1993) (p. 308) - **Viticulture**.

n° 74 (JO Débats du 4 novembre 1993) (p. 3781) - Ministère : Agriculture - *Difficultés des viticulteurs de Touraine* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4507) - **Viticulture**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Après l'art. 21** (p. 925) : son amendement n° 202 : suppression de l'article 49 de la loi de finances pour 1993 prévoyant à partir du 1^{er} juillet 1993 l'application d'une taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires des éditeurs ou importateurs de vidéogrammes ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

– **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)] - Suite de la discussion** - (6 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2242, 2243) : vote de cette proposition de loi par le groupe du RPR.

– **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)]** - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3316) : rôle du sport - Phénomène du sport-spectacle - Problème de société - Prévention de la récidive - (p. 3317) : système mis en place par les autres pays européens - « Hooliganisme » - Politique de sécurité en matière d'organisation de rencontres sportives et concertation avec les clubs sportifs - Le groupe du RPR soutiendra ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Art. 13 (modification de l'article L. 514 du code de la santé publique)** (p. 3464) : son amendement n° 119, soutenu par M. Alain Vasselle : procédure de vérification des diplômes, certificats ou autres titres d'exercice ; moment à partir duquel les délais d'inscription au tableau commencent à courir ; rejeté.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5803, 5804) : projet de loi quinquennale sur la justice - Longueur des délais de jugement - Justice de proximité - Situation des magistrats - Revalorisation de la profession de greffier - (p. 5805) : surpopulation carcérale - Recrutement de surveillants de prison - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

LEDERMAN (Charles), sénateur du Val-de-Marne (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des lois.

– Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

– Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la conservation des noms de rues qui évoquent la résistance au nazisme [n° 465 (92-93)] (30 septembre 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 268) - Ministère : Premier ministre - **Politique économique - Politique économique**.

INTERVENTIONS

- **Rappel au règlement** - (25 mai 1993) (p. 386) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat : fermeture de l'usine Hoover de Longvic située dans la zone industrielle de Dijon.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 402) : initiative de la réforme constitutionnelle - Abandon du projet de réforme n° 232 relatif aux rapports entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif - (p. 403) : prérogatives du Parlement - Conseil constitutionnel - Pression du droit européen - Réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Justice et opinion publique - (p. 404) : indépendance des magistrats - Composition du Conseil supérieur de la magistrature - Supériorité du pouvoir exécutif - Compétences du Conseil supérieur de la magistrature - Présidence - Haute cour de justice - (p. 405) : contamination par transfusion sanguine - Responsabilité pénale des ministres - Cour de justice de la République - (p. 406) ; protection judiciaire des ministres - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi constitutionnelle.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 437) : son amendement n° 18, soutenu par M. Robert Pagès : substitution au Conseil constitutionnel d'une commission constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité des lois ; rejeté - **Art. 3 (institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité)** (p. 441) : son amendement de suppression n° 19, soutenu par M. Robert Pagès ; adopté - **Art. 4 (effet des déclarations d'inconstitutionnalité formulées par le Conseil constitutionnel)** (p. 443) : son amendement de suppression n° 20, soutenu par M. Robert Pagès ; adopté - **Art. 5 (renvoi à la loi organique pour la définition de la procé-**

dure d'exception d'inconstitutionnalité) : son amendement de suppression n° 21 ; adopté - **Art. 6 (intitulé du titre VIII de la Constitution)** (p. 445) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 9 de la commission et n° 35 de M. Claude Estier (nouvel intitulé « titre VIII : De la justice ») - **Art. 7 (fondement des décisions de justice, indépendance de la magistrature)** (p. 446, 447) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 22 : administration de la justice ; et n° 23 : indépendance de la magistrature ; rejetés - **Art. 8 (Conseil supérieur de la magistrature)** : son amendement n° 24 : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - (p. 450) : sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), ses sous-amendements n° 59 : conseil de discipline des magistrats du Parquet ; et n° 60 : consultation de l'assemblée plénière du Conseil supérieur de la magistrature sur les grâces ; rejetés - (p. 451) : ses amendements n° 25 : inutilité de la présence d'un conseiller d'Etat au sein du Conseil supérieur de la magistrature ; n° 26 : nécessité pour le Conseil de statuer en matière disciplinaire pour les magistrats du Parquet ; et n° 27 : obligation pour le Conseil supérieur de la magistrature d'être consulté en matière de grâces ; devenus sans objet - **Art. 9 (Haute cour de justice)** (p. 461) : son amendement n° 28, soutenu par M. Robert Pagès : responsabilité pénale des membres du Gouvernement ; compétence des juridictions de droit commun ; rejeté.

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 487) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), se déclare opposé au sous-amendement n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique ») et n° 55 de M. Claude Estier (parlementaires proposés pour siéger à la Cour de justice) - (p. 491) : se déclare opposé aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 56 (pouvoir de la commission juridictionnelle habilitée à recevoir les plaintes et dénonciations ; constitution de partie civile) et n° 57 (suppression de la possibilité pour les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public de saisir la commission d'instruction).

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)]** - (1^{er} juin 1993) - **Discussion générale** (p. 604) : convention européenne des droits de l'homme - Critiques de la loi du 4 janvier 1993 par une partie du corps judiciaire et de la classe politique - Esprit de la réforme souhaitée par le Gouvernement - (p. 605) : garde à vue - Assistance médicale - Présence de l'avocat - Garde à vue des mineurs - Système d'échevinage en matière de mise en détention provisoire - Importance de la prévention et de la réinsertion sociale - (p. 606) : situation pénitentiaire - Souhait d'une justice égalitaire et de progrès - Priorité du budget de la justice - Amendements déposés par les sénateurs communistes - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 608) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (transposition en matière pénale de règles applicables en matière civile) - (p. 609) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de M. Claude Estier (contrôle par le procureur de la République des conditions de garde à vue) - **Art. 2 (modalités de la garde à vue)** (p. 611) : son amendement n° 1, soutenu par M. Robert Pagès : précisions relatives au délai ; non retenu dans le vote unique - (p. 612) : son amendement n° 2, soutenu par M. Robert Pagès : mesures de garantie pour accompagner la garde à vue ; non retenu dans le vote unique - (p. 614) ; ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 3 : mention de leurs droits faite aux personnes gardées à vue ; n° 5 : choix du médecin par la personne gardée à vue ; non retenus dans le vote unique ; et n° 4 : notion de famille ; retiré - **Art. 3 (entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue)** (p. 619) : son amendement n° 6, soutenu par M. Robert Pagès : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue ; rejeté - (p. 621) ; son amendement n° 7, soutenu par M. Robert Pagès ; suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe III relatif à l'autorisation d'entretien ; devenu sans objet - (p. 623) : son amendement n° 8, soutenu par M. Robert Pagès : instructions écrites et motivées par le procureur de la République ; rejeté.

Suite de la discussion - (2 juin 1993) - **Art. 4 (modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire)** (p. 636) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 9 : information du juge d'instruction par l'officier de police judiciaire sans délai ; n° 10 : retour aux dispositions de la loi du 4 janvier 1993 ; et n° 11 : suppression de la prolongation de la garde à vue ; rejetés - **Art. 6 (mise en examen)** (p. 640) : son amendement de suppression n° 12, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 7 (coordination)** (p. 643) : son amendement de suppression n° 13, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 9 (interdiction d'entendre comme témoin les personnes à l'encontre desquelles se révèlent des indices graves et concordants de culpabilité)** (p. 645) : son amendement n° 14, soutenu par M. Robert Pagès : rétablissement de l'article 105 du code de procédure pénale et suppression des termes « dans le dessein de faire échec aux droits de la défense » ; retiré - **Art. 10 (communication du dossier)** (p. 646) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 15 : suppression de la possibilité de convoquer les avocats au moyen d'une télécopie avec récépissé ; et n° 16 : suppression du paragraphe II de l'article 10 prévoyant que la procédure est mise à la disposition des avocats à tout moment pendant les jours ouvrables ; rejetés - **Art. 11 (interrogatoire de première comparution)** (p. 648) : son amendement n° 17 : suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par l'article 11 relatives aux exceptions ; rejeté - **Art. 14 (réquisitions du procureur de la République)** (p. 651) : mise en détention provisoire - **Art. 15 (placement en détention provisoire)** (p. 658) : rétablissement des prérogatives du juge d'instruction - Se déclare opposé à l'idée de détention provisoire, principe de droit - Lieux de détention - Se déclare opposé à l'amendement n° 34 du Gouvernement (institution à l'occasion du placement en détention d'une personne mise en examen d'une procédure de référé-liberté), modifié par le sous-amendement n° 95 de M. Jean-Marie Girault - **Art. 21 (renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police)** (p. 666) : ses amendements n° 20 : suppression de la possibilité de rendre définitive l'ordonnance de renvoi ; n° 21 : retour à la formulation prévue par la loi du 4 janvier 1993 ne permettant pas l'extension des cas de mise en détention provisoire ; et n° 22 : impossibilité pour l'ordonnance de renvoi devenue définitive de couvrir les vices de la procédure antérieure en matière de procédure correctionnelle ; rejetés - **Art. 25 (procédure accusatoire à l'audience)** (p. 669) : avec le groupe communiste, se déclare favorable au système contradictoire - **Art. 26 (garde à vue d'un mineur)** : son amendement de suppression n° 23 ; rejeté - **Après l'art. 26** (p. 670) : son amendement n° 24 : modalités d'intervention de la dérogation ; adopté - **Art. 31 (abrogations)** (p. 671) : son amendement de suppression n° 25 ; rejeté - **Après l'art. 32** (p. 672) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 du Gouvernement (simplifications) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 674) : prolongation de la garde à vue - Appel aux médecins - Présence de l'avocat - Garde à vue des mineurs - Avec le groupe communiste, votera contre l'ensemble de la proposition de loi.

- **Rappel au règlement** - (10 juin 1993) (p. 958) : procès des criminels de guerre - Affaire Touvier.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1014) : intervient à propos de la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Préambule de la Constitution de 1946 - Notion de service public - (p. 1015) : privatisation de la SEITA - Rapports entre le Général de Gaulle et les communistes - **Rappel au règlement** (p. 1016) : souhaite une suspension de séance afin qu'un plus grand nombre de sénateurs soit présent en séance publique - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1027) : soutient l'amendement de suppression n° 49 de Mme Hélène Luc ; non retenu dans le vote unique - Demande de scrutin public sur cet amendement - (p. 1028) : danger des privatisations - Exemple du groupe AXA - Intérêts des grands groupes pour les marchés financiers - Redressement de la France - **Rappel au règlement** (p. 1036) ; article 49, alinéa 2 du règlement - Organisation de la présente discussion - Examen des amendements portant sur l'annexe - Ne souhaite pas une discussion commune des amendements - (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 71 et n° 81 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe) - **Rappel au**

règlement (p. 1071) : organisation des travaux du Sénat - N'approuve pas la demande de vote unique formulée par le Gouvernement - Prérogatives du Parlement - (p. 1096) : soutient l'amendement n° 55 de Mme Hélène Luc (suppression des deuxième et troisième alinéas du paragraphe I de l'article 1^{er}) - (p. 1108) : défense des intérêts nationaux - Action spécifique - Droit d'amendement.

- **Rappel au règlement** - (11 juin 1993) (p. 1039) : profanation de tombes du cimetière juif du Haut-Vernet de Perpignan.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1123) : examen au Sénat du texte de 1986 - Rappel au règlement - S'élève contre la procédure du vote bloqué - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1129) : dangers de l'extension des pouvoirs de cette commission - Mode de désignation de ses membres - Dilapidation du patrimoine public - (p. 1130) : soutient l'amendement de suppression n° 87 de Mme Hélène Luc - (p. 1133) : soutient l'amendement n° 318 de Mme Hélène Luc (estimation de la valeur des sociétés nationalisées) - (p. 1135, 1136) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Hélène Luc (suppression dans la mention des incompatibilités avec la fonction de membre de la commission de la privatisation des mots : « de nature à les rendre dépendants des acquéreurs éventuels ») - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1155) : soutient l'amendement de suppression n° 102 de Mme Hélène Luc - (p. 1159 à 1176) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 111, n° 120 et n° 122 (fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des entreprises figurant dans l'annexe).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 6 (suite)** (p. 1189, 1190) ; soutient l'amendement n° 125 de Mme Hélène Luc (transformation non définitive de l'action spécifique en action ordinaire) - **Art. 7 (tranches destinées aux salariés)** (p. 1193, 1194) : exemple des salariés de Paribas - Petits porteurs - Plan de licenciement - Différence entre la notion d'intérêt national et celle d'indépendance nationale - Création de l'action spécifique - **Art. 8 (actions gratuites destinées aux salariés)** (p. 1196, 1197) : réduction des revenus des Français - Faveur fiscale en matière de plus-value boursière - Importance du secteur nationalisé - Actionnariat des salariés - **Art. 10 (dispositions relatives aux actions détenues par l'établissement de recherche et d'activité pétrolière, ERAP)** (p. 1205) : privatisation d'Elf-Aquitaine - Avantage accordé aux personnes physiques lors de la vente des actions actuellement détenues par l'ERAP - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Après l'art. 19** (p. 1238) : soutient l'amendement n° 148 de Mme Hélène Luc (renégociation du contrat de plan signé en 1991 entre l'Etat et le groupe Air France) - **Vote unique** (p. 1244, 1245) : avis défavorable du groupe communiste sur les articles 2 à 20 de ce projet de loi - Indépendance nationale - Débat parlementaire - Procédure du vote bloqué - Intérêt des scrutins publics.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1294) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Immigration - (p. 1295) : reprise du programme du Front national - Article 23 du code de la nationalité - Exclusion - Intégration ; rôle de la politique économique et sociale - (p. 1296) : droit du sol et double droit du sol - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1303) : son amendement de suppression n° 42 ; adopté - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1311) : son amendement de suppression n° 43, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 8 (opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1316) : son amendement de suppression n° 44, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (16 juin 1993) (p. 1334, 1335) : article 42, alinéa 2 du Règlement du Sénat - Examen des amendements sur l'article 9 de la proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Proteste contre son interdiction de parole décidée par le Sénat.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la dis-**

cussion - (16 juin 1993) - **Art. 9** (*manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1336) : son amendement de suppression n° 45 soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté (p. 1348) - (p. 1345) : procédure parlementaire - **Xénophobie** - **Art. 10** (*obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité*) (p. 1356) : son amendement de suppression n° 46 ; rejeté - **Art. 20** (*acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 1382) : son amendement de suppression n° 47, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Après l'art. 29** (p. 1431) : se déclare opposé à l'amendement n° 93 de M. Claude Estier (sanctions prévues à l'article 113 : exclusion des avocats du champ d'application de cet article) - **Art. 35** (*double droit du sol*) (p. 1440) : son amendement de suppression n° 48 ; rejeté - **Art. 38** (*abrogations*) (p. 1443) : son amendement de suppression n° 49, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Art. 38 bis** (*service national et nationalité*) (p. 1445) : son amendement de suppression n° 50, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1451) : amalgame entre l'immigration et la délinquance - **Chômage** - **Intégration** - **Avis défavorable** du groupe communiste sur ce texte de régression.

- **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1474, 1475) : loi de 1990 - **Amnistie** - **Légalisation de la domination par l'argent** de la vie politique française - **Ostracisme** du parti communiste et de ses représentants dans les « médias télévisés » - **Droit d'affichage** et de distribution de tracts - **Art. 1^{er}** (*faculté de régularisation des comptes de campagne du candidat de bonne foi*) (p. 1477) : votera contre l'amendement n° 1 du Gouvernement (nouvelle rédaction) - **Art. 2-2-** (p. 1479) : se déclare opposé à l'amendement n° 2 du Gouvernement (faculté pour le juge de relever de l'inéligibilité le candidat de bonne foi) - **Après l'art. 3** (p. 1479, 1481) : ses amendements n° 4 : suppression de l'interdiction de l'affichage militant avant les scrutins électoraux ; et n° 5 : suppression de l'interdiction de distribuer des tracts durant la période électorale précédant les scrutins législatif, cantonal et municipal ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** : avis défavorable du groupe communiste sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1761) : opposition du groupe communiste à la réforme du code pénal - **Insuffisance des moyens de la justice** - **Caractère sécuritaire** et répressif du nouveau code pénal - (p. 1762) : politique de lutte contre la délinquance - **Extension de la responsabilité pénale** à toutes les personnes morales - (p. 1763) : atteinte aux libertés publiques et répression sociale - (p. 1764) : question des « peines planchers » - **Traitement de la délinquance** - **Echelle des peines** - (p. 1765) : légitime défense - **Les sénateurs communistes** et apparentés rejettent la réforme du code pénal et donc son entrée en vigueur - **Question préalable** (p. 1768) : logique de la démarche du groupe communiste - **Maintien des amendements** du groupe communiste - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1770, 1771) : intervient contre la motion n° 37 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à ses amendements n° 6 à n° 23, et n° 25 à n° 35 - **Respect des règles de courtoisie** - **Discrimination** entre les amendements du groupe communiste et l'amendement n° 3 de MM. Charles Jolibois et Etienne Dailly relatif à l'auto-avortement - **Recevabilité des amendements** du groupe communiste comme ayant un lien avec le projet en discussion - **Demande au Sénat d'en prendre connaissance** pour se déterminer sur leur recevabilité - (p. 1773, 1774) : introduction par le projet de loi en discussion de modifications dans le code pénal - **Refus d'une procédure** permettant au Sénat de déclarer irrecevables les amendements dont il n'a pas pris connaissance - **Demande au Sénat de se prononcer** par un scrutin public sur cette motion - (p. 1775) : mise au point sur la réunion de la commission - **Reconnaissance implicite** par celle-ci de la recevabilité des

amendements du groupe communiste - **Demande au Sénat d'examiner** ses amendements.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1803) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Lutte contre l'immigration** - **Jurisprudence de la Cour de cassation** - **Justification de la vérification d'identité** - **Exclusion et discrimination** - **Suspicion légitime** - **Entrave à la liberté d'aller et venir** - **Caractère facultatif** du port de pièces d'identité - **Cadre du contrôle préventif** - **Nécessité d'agir** sur les causes des déséquilibres - **Contrôles d'identité** et immigrés - **Immigration** au centre du débat sur l'insécurité - **Discrimination** et **xénophobie** - **Art. 1^{er}** (*nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) - (p. 1808 à 1818) : ses amendements n° 105 à n° 108, soutenus par M. Robert Pagès ; non retenus dans le vote unique sur l'article 1^{er} (10 juillet 1993 ; p. 2519) - (p. 1808) : son amendement de suppression n° 105 - (p. 1809) : son amendement n° 106, identique à l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du premier alinéa du texte proposé par l'article 1^{er} et autorisant les contrôles d'identité dans des lieux déterminés par avance) ; (p. 1811) : son amendement n° 107 : contrôle d'identité uniquement pour une personne majeure de plus de 18 ans ; (p. 1818) : son amendement n° 108, identique à l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôle d'identité possible uniquement dans des lieux publics).

- **Rappel au règlement** - (29 juin 1993) (p. 1814, 1815) : demande la suspension de la séance publique afin d'aller soutenir des amendements à la commission des lois.

- **Rappel au règlement** - (30 juin 1993) (p. 1905, 1906) : s'élève contre l'utilisation par le Gouvernement et la majorité sénatoriale des procédures du vote bloqué, d'irrecevabilité et de clôture des débats, qui brise toute discussion démocratique.

- **Conférence des présidents** : projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration (1^{er} juillet 1993) (p. 1947).

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI - Deuxième lecture** [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1955) : approuve la suppression de la saisine individuelle du Conseil constitutionnel pour exception d'inconstitutionnalité - **Conseil supérieur de la magistrature** - **Maintien de la tutelle de l'exécutif sur la justice** - Se déclare opposé à l'institution de deux formations au sein du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 1956) : opposition du groupe communiste aux propositions de réforme du Conseil supérieur de la magistrature - **Cour de justice de la République** : maintien du privilège de juridiction des membres du Gouvernement ; demande la compétence des tribunaux de droit commun - **Art. 7** : son amendement n° 8 : rétablissement de cet article et affirmation des principes constitutionnels devant régir l'administration de la justice ; rejeté - **Art. 8** (p. 1957) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction de l'article 65 de la Constitution ; rejeté - (p. 1965, 1967) : sur l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences), vote par le groupe communiste du sous-amendement n° 21 du Gouvernement (suppression de la disposition prévoyant le tirage au sort au sein de collèges élus pour les magistrats membres des deux formations) - (p. 1969) : se déclare opposé au sous-amendement n° 24 de M. Etienne Dailly (rédaction de la fin du troisième alinéa de l'article 65 de la Constitution «...de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale») - Sur l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire), votera le sous-amendement n° 19 de M. Claude Estier prévoyant l'extensions aux personnes morales de la possibilité de saisir la commission des requêtes - (p. 1977, 1978) : vote du groupe communiste contre l'amendement n° 11 précité.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2260) : remise en cause des idéaux républicains - **Droit**

d'asile et diminution des compétences de l'OFPPA - Droit à conserver une famille et au regroupement familial - (p. 2261) : protection sociale des immigrés - Procédures d'expulsion ou de reconduite à la frontière - Rétention judiciaire de trois mois en cas de refus d'exécuter une mesure d'éloignement - Immigration clandestine et travail clandestin - Contrôle des titres de séjour des étrangers - (p. 2262) : lutte contre le travail clandestin - Aide aux pays en voie de développement - Le groupe communiste émettra un vote négatif sur ce texte.

Suite de la discussion - (7 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée*) (p. 2303) : son amendement de suppression n° 130 ; rejeté - **Avant l'art. 2** (p. 2304) : son amendement n° 131 : suppression de la discrimination entre étrangers de la CEE, et étrangers hors CEE quant au refus d'entrée sur le territoire français ; rejeté - **Art. 2** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée en application de la convention de Schengen*) (p. 2305) : son amendement de suppression n° 132, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 2 bis** (*certificat d'hébergement*) (p. 2306, 2307) : ses amendements, soutenus par M. Robert Vizet, n° 133 de suppression et n° 134 : suppression de la perception de la taxe de 100 francs à l'occasion de la demande de visa d'un certificat d'hébergement par le maire ; rejetés - **Art. 3** (*effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire*) (p. 2312) : son amendement de suppression n° 135, soutenu par M. Robert Vizet ; rejeté - **Art. 4** (*contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers*) (p. 2313, 2314) : amendement « Marsaud » - « Chasse au faciès » - Crise économique et sociale - (p. 2320, 2321) : son amendement de suppression n° 136 ; devenu sans objet - Généralisation des contrôles d'identité - Demande de scrutin public - **Art. 5** (*documents de circulation des mineurs*) (p. 2336) : son amendement de suppression n° 137 ; rejeté - **Art. 6** (*délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur*) (p. 2338) : son amendement n° 138 : suppression de la notion de « menace pour l'ordre public » ; rejeté - (p. 2339) : demande une définition de la « menace pour l'ordre public » - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 179 du Gouvernement (conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans) - **Art. 7** (*délivrance de plein droit de la carte de résident*) (p. 2343, 2344) : son amendement de suppression n° 139 ; devenu sans objet - Remise en cause des droits des étrangers - Double exigence de la régularité du séjour et de l'absence de menace à l'ordre public - Mariages mixtes - Condition de résidence de dix ans pour l'attribution de la carte de résident.

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 8** (*impossibilité de délivrer la carte de résident à l'étranger polygame et à son conjoint*) (p. 2370) : son amendement n° 140 : transformation de l'obligation de retirer une carte de résident délivrée en méconnaissance des dispositions sur la polygamie en une simple faculté ; non retenu dans le vote unique - Nombre de cas de polygamie - Droit des parlementaires de déposer des amendements et respect de la minorité parlementaire - **Art. 10** (*suppression de la commission départementale du séjour des étrangers*) (p. 2373) : son amendement de suppression n° 141 ; non retenu dans le vote unique - Réduction des pouvoirs de la commission départementale du séjour des étrangers - Pouvoir discrétionnaire de l'administration en matière de délivrance des titres de séjour sous le contrôle a posteriori du juge administratif - **Art. 11** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers*) (p. 2376) : son amendement de suppression n° 11, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 12** (*reconduite à la frontière*) (p. 2379) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 143, de suppression, et n° 144 : caractère suspensif des recours devant le tribunal administratif ; non retenus dans le vote unique - **Art. 15** (*expulsion*) (p. 2386) : son amendement n° 145, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des trois premiers paragraphes de l'article ; non retenu dans le vote unique - **Art. 17** (*éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière*) - **Art. 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945** (*détermination du pays de destination de l'étranger expulsé ou reconduit à la frontière*) (p. 2391) : son amendement n° 146, soutenu par M. Robert Pagès : suppression de l'adverbe « gravement » qualifiant l'intensité de la menace qui frappe l'étranger ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) -

Art. 27 ter de l'ordonnance précitée (*régime de la décision fixant le pays de renvoi*) (p. 2392) : son amendement de suppression n° 147, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 18** (*cas de l'étranger qui ne peut gagner aucun pays*) (p. 2394) : son amendement de suppression n° 148, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 19** (*demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière*) (p. 2395) : son amendement de suppression n° 149, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 21** (*regroupement familial*) (p. 2400) : son amendement n° 150, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des mots « l'ordre public ou la sécurité publique » ; non retenu dans le vote unique - **Avant l'art. 22** (p. 2409, 2410) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 151 : accès à l'aide juridique des étrangers résidant habituellement en France et détenant un titre de séjour à l'occasion d'un recours devant la commission de recours des réfugiés ; et n° 152 : organisation d'un entretien avec le demandeur d'asile dès la réception de son dossier par l'OFPPA ou par la commission des recours ; non retenus dans le vote unique - **Art. 22** (*demandeurs d'asile*) (p. 2412) : son amendement de suppression n° 153, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 25** (*rétenion administrative*) (p. 2419) : son amendement de suppression n° 154, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique.

- **Conclusions du rapport de M. Charles Jolibois**, fait au nom de la commission prévue par l'article 105 du règlement du Sénat, chargée d'examiner une demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre du Sénat [n° 411 (92-93)] - (8 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2403) : indique que toutes les pièces visées dans la proposition de résolution n'ont pas été analysées - Réserve quant à la rédaction de la résolution mais adoption de cette proposition.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - **Art. 27** (*dispositions transitoires*) (p. 2432) : son amendement n° 155, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des dispositions relatives à la carte de résidence délivrée de plein droit ; non retenu dans le vote unique - (p. 2433) : son amendement n° 157, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des dispositions d'application dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; non retenu dans le vote unique - **Art. 28** (*mariages de complaisance*) (p. 2436) : son amendement n° 158, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des dispositions relatives à l'intervention du procureur de la République pour éviter la multiplication des mariages de complaisance ; non retenu dans le vote unique - **Art. 28 bis** (*mariages de complaisance*) (p. 2438) : son amendement de suppression n° 159, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 30** (*rétenion judiciaire*) (p. 2445) : son amendement de suppression n° 160, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 32** (*dispositions modifiant le code de la sécurité sociale*) (p. 2451) : son amendement de suppression n° 161, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. L. 115-7 du code de la sécurité sociale** (p. 2453) : son amendement de suppression n° 162, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Paragraphe II - Art. L. 161-18-1 du code précité** (p. 2456) : son amendement de suppression n° 163, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2457) : son amendement de suppression n° 164, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 34** (*dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2461) : son amendement de suppression n° 165, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Avant l'art. 36 A** (p. 2463, 2464) : ses amendements soutenus par M. Robert Pagès, n° 166 : dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin ; non retenu dans le vote unique ; et n° 167 : dépôt d'un rapport au Parlement faisant le bilan de la lutte contre le travail clandestin ; adopté avec l'ensemble du texte après modification par les sous-amendements n° 189 et n° 190 du Gouvernement (p. 2471) - **Art. 38** (*compétence de l'OFPPA*) (p. 2467) : son amendement de suppression n° 168, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - **Art. 39** (*compétence*

de la commission des recours) (p. 2468) : son amendement de suppression n° 169, soutenu par M. Robert Pagès ; non retenu dans le vote unique - Avant l'art. 42 (p. 2469) : son amendement n° 170, soutenu par M. Robert Pagès : dépôt d'un rapport au Parlement sur l'évolution de l'aide de la France pour le développement des régions défavorisées et très défavorisées ; non retenu dans le vote unique - Après l'art. 42 : son amendement n° 171, soutenu par M. Robert Pagès : organisation d'une journée d'information et d'action antiraciste ; non retenu dans le vote unique - Vote unique (p. 2471) : absence de débat démocratique - Procédure du vote bloqué sur le collectif budgétaire, sur le projet de loi relatif aux privatisations, sur l'enseignement privé et sur le texte relatif à l'immigration - Respect du droit des minorités politiques et des droits des parlementaires.

- **Rappel au règlement** - (9 juillet 1993) (p. 2449) : fait part des faits rapportés dans le journal *Le Monde* du 2 juillet 1993 relatant les injures et les vexations subies par un journaliste de la part de fonctionnaires de police, alors qu'elle voulait témoigner du « passage à tabac » de deux jeunes gens ; demande au ministre de l'intérieur s'il peut confirmer les faits et s'il peut faire appliquer le code de déontologie.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)] - Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - Art. 1^{er} (suite) (p. 2511 à 2519) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, (n° 109 à n° 117) ; non retenus dans le vote unique sur l'article 1^{er} ; n° 109 : suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la définition des contrôles judiciaires ; n° 110 : contrôle d'identité de personnes majeures ; et n° 111 : suppression des mots : « quel que soit son comportement » ; (p. 2514, 2515) : n° 112 : contrôles d'identité uniquement pour prévenir une atteinte imminente à l'ordre public ; n° 113 : suppression de la référence aux biens ; n° 114 : contrôles d'identité pour prévenir une atteinte à la sécurité des personnes ou des biens ; n° 115 : suppression du troisième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la détermination et à l'étendue de la zone frontalière où les « contrôles Schengen » pourraient être effectués ; (p. 2516, 2517) : n° 116 : contrôle d'une personne majeure ; n° 117 : impossibilité d'effectuer un contrôle d'identité à l'égard de personnes exerçant des droits et libertés garantis par la Constitution - Après l'art. 1^{er} (p. 2519, 2520) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 119 : assistance d'un avocat pour la personne conduite au commissariat ; n° 120 : information de la personne gardée ; et n° 118 : possibilité pour la personne gardée de faire prévenir la personne de son choix ; rejetés - Art. 1^{er} bis (modification de l'intitulé du chapitre III du titre II du Livre I^{er} du code de procédure pénale : des contrôles et vérifications d'identité) (p. 2522) : son amendement de suppression n° 121, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - Art. 1^{er} ter (effet des dispositions instituant les contrôles particuliers prévus pour la mise en oeuvre des accords de Schengen à compter de l'entrée en vigueur de la convention de Schengen) : son amendement de suppression n° 122, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - Art. 2 (extension du nouveau régime des contrôles d'identité à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 2523) : son amendement de suppression n° 123, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 401 (92-93)]** - (10 juillet 1993) - Discussion générale (p. 2531, 2532) : critiques de la loi du 4 janvier 1993 - Insuffisance du budget de la justice - Rémunération des avocats - Garde à vue - Décision de la mise en détention par le juge d'instruction - Recul, avec la proposition de loi, des dispositions contenues dans la loi - Détention provisoire - Référé-liberté - Prévention et réinsertion - Art. 3 (p. 2537) : ses amendements n° 19 : présence de l'avocat dès le début de la garde à vue ; et n° 20 : suppression du paragraphe III de l'article 3 pour éviter toute exception au principe de la présence de l'avocat dès le début de la garde à vue ; devenus sans objet - (p. 2539) : son amendement n° 23, identique à l'amendement n° 10 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité pour le bâtonnier ou un membre du conseil de l'Ordre délégué d'accéder à tout moment aux locaux de garde à vue) ; rejeté -

(p. 2542, 2543) : prolongation de la durée de la garde à vue - Risques de bavures - Méfiance à l'égard du conseil de l'Ordre des avocats - Art. 3 bis (suppression de l'émargement sur le registre des gardes à vue) (p. 2543) : se déclare opposé à l'amendement n° 32 du Gouvernement (maintien de l'exigence de l'émargement) - (p. 2547) : se déclare opposé à l'amendement n° 34 du Gouvernement (modalités de communication à l'avocat du dossier de procédure) - Art. 11 (p. 2548) : son amendement n° 21 : suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par cet article ; rejeté - Art. 15 (p. 2549) : mise en détention provisoire - Liberté individuelle - (p. 2552) : se déclare opposé aux amendements du Gouvernement, n° 35 (constatation par le président de la chambre d'accusation de la nécessité d'éventuelles prolongations de la détention), n° 36 (modalités de désistement de la peine pour la personne mise en examen) et n° 37 (formation du référé-liberté) - Art. 20 (p. 2557) : intervient sur l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (formulation des demandes) - Art. 26 (p. 2559) : son amendement de suppression n° 22 ; devenu sans objet - Après l'art. 33 (p. 2563) : se déclare opposé à l'amendement n° 41 du Gouvernement (entrée en vigueur de la loi) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2565) : avec le groupe communiste, votera contre la proposition de loi.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - Explication de vote (p. 15, 16) : portée insuffisante de la réforme projetée - Diminution des prérogatives du Parlement - Pouvoir grandissant du Conseil constitutionnel - Souhait d'une justice indépendante - Tutelle du pouvoir exécutif sur le Conseil supérieur de la magistrature - Magistrats du parquet et magistrats du siège - Position du premier ministre - Création d'une juridiction d'exception - Avec les sénateurs communistes, votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 448) (p. 2743, 2744) : problème de l'indépendance de la magistrature - Maintien du clivage entre les magistrats du siège et ceux du parquet - Composition et mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - Décharges de service - Secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature - Compétences du Conseil supérieur de la magistrature - Elections complémentaires par correspondance - (p. 2745) : première nomination des auditeurs de justice à la sortie de l'Ecole nationale de la magistrature - Discipline - Les membres du groupe communiste et apparenté ne voteront ces deux projets de loi organique que si des modifications significatives sont adoptées - Art. 1^{er} (formation compétente à l'égard des magistrats du siège) (p. 2751) : ses amendements n° 25 et n° 26 visant à une plus juste représentation des magistrats en exercice dans les cours et les tribunaux ; devenus sans objet - Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 4 (p. 2753) : se déclare opposé aux amendements, n° 8 de la commission (élection par l'assemblée générale du Conseil d'Etat du conseiller d'Etat qui siège dans les deux formations du Conseil supérieur de la magistrature) et n° 42 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (élection par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat du conseiller d'Etat qui siège dans les deux formations du Conseil supérieur de la magistrature) - Art. 2 (formation compétente à l'égard des magistrats du parquet) : ses amendements n° 27 et n° 28 visant à une plus juste représentation des magistrats en exercice dans les cours et les tribunaux ; devenus sans objet - Art. 3 (désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux) (p. 2755) : son amendement n° 29 : atténuation de la différence existant entre les magistrats du siège et ceux du parquet ; rejeté - (p. 2756) : son amendement n° 30 : élection de ceux qui seront appelés à désigner les membres du Conseil supérieur de la magistrature par un scrutin proportionnel de liste à deux degrés ; rejeté - (p. 2757) : mode de scrutin des membres de la commission d'avancement - Syndicats de magistrats - Art. 7 (statut des membres) (p. 2762, 2763) : se déclare favorable à l'amendement n° 32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (détachement ou décharge partielle d'activités de service de droit pour les membres magistrats du Conseil supérieur de la magistrature) - Art. 8 (indemnité de fonctions) (p. 2764) : son amendement n° 33 : identité des indemnités perçues par les différents membres du Conseil supérieur de la magistrature ;

adopté - **Art. 10** (*secrétariat administratif*) (p. 2765) : son amendement n° 34 : choix par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints ; rejeté - **Art. 11** (*budget*) (p. 2768) : son amendement n° 35 : émission d'un avis sur son budget par le Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - **Art. 12** (*convocation*) (p. 2769) : son amendement n° 36 : réunion du Conseil supérieur de la magistrature à la demande de la moitié de ses membres ; rejeté.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 447) - Voir intervention sous le projet n° 447 (p. 2743 à 2745).

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - **Art. 14** (*nomination des magistrats du siège*) (p. 2782) : transparence des nominations - **Art. 18** (*composition des formations disciplinaires*) (p. 2784) : son amendement n° 37 : création d'une inspection rattachée au Conseil supérieur de la magistrature ; devenu sans objet - **Art. 21** (*consultation*) (p. 2785) : ses amendements, n° 38 : consultation obligatoire du Conseil supérieur de la magistrature lorsqu'il s'agit d'un problème de la justice ; et n° 39 : avis du Conseil supérieur de la magistrature sur le projet de budget du ministère de la justice ; devenus sans objet - (p. 2786) : se déclare opposé à l'amendement n° 22 de la commission (suppression du pouvoir consultatif du Conseil supérieur de la magistrature) - (p. 2787) : son amendement n° 40 : mise à la disposition du Conseil supérieur de la magistrature de l'inspection générale des services judiciaires ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2788) : choix du scrutin uninominal - Secrétaire administratif - Indépendance de la magistrature - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - **Art. 7** (*remplacement en cas de vacance définitive à la commission d'avancement*) (p. 2794) : son amendement n° 11, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du vote par correspondance pour la commission d'avancement ; rejeté - **Art. 9** (*classement des auditeurs*) (p. 2795) : son amendement de suppression n° 12, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 16** (*extension de la « transparence » aux premiers présidents de cour d'appel*) (p. 2798) : son amendement de suppression n° 13, soutenu par M. Robert Pagès ; retiré au profit de l'amendement identique de suppression n° 5 de la commission - **Art. 25** (*coordination*) (p. 2800) : son amendement n° 14, soutenu par M. Robert Pagès : rétablissement des articles 65-1 et 66-1 de l'ordonnance de 1958 limitant l'arbitraire éventuel du ministre en matière disciplinaire ; retiré.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)]** - (12 octobre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2893, 2895) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 7 : abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration ; et n° 8 : abrogation de la loi du 22 juillet 1993 réformant le droit de la nationalité ; rejetés - **Art. 1^{er}** (*reconduite à la frontière*) (p. 2895) : son amendement de suppression n° 9, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 2** (*réention administrative*) (p. 2897) : son amendement de suppression n° 10, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 3** (*mariages de complaisance*) (p. 2901) : son amendement de suppression n° 11, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 4** (*réention judiciaire*) (p. 2908) : son amendement de suppression n° 12 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2911, 2912) : avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3125, 3126) : plan de relance du secteur du bâtiment et des travaux publics - Loi du 31 décembre 1991 relative à la prévention des risques professionnels - Présomption de responsabilité des employeurs - Application des directives européennes

- Danger de l'application des dispositions de la loi de 1991 au secteur du bâtiment et des travaux publics - Caractère inacceptable de la théorie du risque calculé - Anticonstitutionnalité du projet de loi - Régression en matière d'hygiène et de sécurité des conditions de travail - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Conférence des présidents** : ordre du jour (20 octobre 1993) (p. 3255).

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)]** - (21 octobre 1993) - **Art. 3** (*renforcement du dispositif pénal*) - *Après l'art. 42-12 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984* (p. 3330) : son amendement n° 23, soutenu par M. Jean Garcia : interdiction d'accès au stade aux individus ayant un comportement raciste ou xénophobe ; rejeté - *Après l'art. 3* (p. 3331) : son amendement n° 24, soutenu par M. Jean Garcia : participation des clubs sportifs et des associations de supporters à la lutte contre la violence, le racisme et la xénophobie ; rejeté - **Intitulé** (p. 3333) : son amendement n° 25, soutenu par M. Jean Garcia : adjonction à la fin de l'intitulé des mots suivants : « et à la lutte contre tout comportement violent ou à caractère raciste ou xénophobe » ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (2 novembre 1993) (p. 3845) : proteste contre l'organisation des travaux du Sénat et demande, d'une part, la suspension de la séance publique afin de permettre aux sénateurs membres de la commission des affaires culturelles d'assister à l'audition du ministre de l'éducation nationale et, d'autre part, la participation de ce dernier au débat sur l'emploi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 3750) : se déclare favorable à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Rentabilité du capital** - Rapport du Centre d'études des revenus et des coûts, CERC - **Exportations de capitaux** - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3752) : son amendement n° 340 : rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement et abrogation de la loi de 1986 concernant les licenciements individuels ; rejeté - (p. 3758) : son amendement n° 334 : suspension de tous les licenciements économiques pendant une période de six mois après la promulgation de la loi ; rejeté - (p. 3760) : son amendement n° 335 : suspension de toute procédure de licenciement économique dans les entreprises et établissements du secteur public et nationalisé pendant six mois après la promulgation de la loi ; rejeté - (p. 3761) : son amendement n° 336 : association de l'ensemble des partenaires sociaux, des élus des collectivités territoriales et de l'Etat dans la recherche d'une solution alternative aux licenciements ; rejeté - (p. 3763) : son amendement n° 337, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : pouvoir décisionnel du comité d'entreprise sur les questions relatives à l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise ; rejeté - (p. 3764) : son amendement n° 338 : droit de veto du comité d'entreprise sur les propositions de licenciement ; rejeté - (p. 3765) : son amendement n° 339 : extension des prérogatives des délégués du personnel en matière économique ; rejeté - (p. 3766) : son amendement n° 341 : suppression des opérations de délocalisation internationale ; rejeté - (p. 3770) : son amendement n° 343, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : examen de tout projet de délocalisation par le comité de groupe, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel ; rejeté - (p. 3771) : son amendement n° 344 : fixation de taxes et droits de douane et mise en place de contingents ou de quotas d'importation ; rejeté - (p. 3772) : son amendement n° 345 : engagement de discussions au sein de la Communauté européenne par le Gouvernement français pour la fixation de quotas d'importation ; rejeté - (p. 3773) : son amendement n° 346 : négociations engagées par la France avec les pays membres de l'ONU sur les négociations du GATT ; rejeté - (p. 3774) : son amendement n° 347 : corrélation entre les décisions de politique industrielle prises dans le cadre des instances internationales et le développement de l'économie française et de l'emploi ; rejeté.

- **Suite de la discussion** - (5 novembre 1993) - **Avant l'art. 9** (p. 3890) : danger de l'amendement n° 229 de M. Gérard Delfau (institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiant d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective) - Votera contre cet amendement - (p. 3891) :

son amendement n° 376 : réservation des emplois des jeunes incorporés au service national ; rejeté - (p. 3892) : dispositions prévues par l'article L. 122-18 du code du travail - Son amendement n° 377 : recours au contrat à durée déterminée ; rejeté - (p. 3894) : son amendement n° 378, soutenu par M. Robert Pagès : transmission des candidatures reçues au comité d'entreprise et aux délégués du personnel ; rejeté - (p. 3895) : son amendement n° 379 : modalités d'extension d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel ; rejeté - (p. 3897) : son amendement n° 392 : protection de l'emploi du salarié parti au service national et se révélant inapte après son incorporation ; rejeté - **Art. 9** (*institution de sanctions applicables aux fraudeurs aux allocations instituées dans le cadre du Fonds national de l'emploi*) (p. 3898) : dispositions contenues dans l'article en faveur du patronat - Son amendement n° 383, soutenu par M. Robert Pagès : protection des emplois existants ; rejeté - **Art. 10** (*création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE*) (p. 3899) : formation des salariés - Chômage des cadres - Charges financières des futurs SIFE - Avec le groupe communiste, se déclare opposé à l'article 10 - (p. 3900) : son amendement de suppression n° 384, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - (p. 3901) : son amendement n° 385 : suppression du paragraphe II de l'article relatif à la prise en charge des dépenses de la formation par l'Etat ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 386 : remboursement des aides lorsque les stages d'insertion ou de formation à l'emploi n'aboutissent pas à la création d'emplois stables ; n° 387 : prise en compte d'une certaine catégorie de personnels dans la détermination des seuils d'effectifs pour la mise en place des institutions représentatives du personnel ; et n° 388 : contrôle de l'usage fait par l'employeur des aides de l'Etat à l'accès à l'emploi par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel et les organisations syndicales représentatives ; rejetés - (p. 3905) : nécessaire possibilité pour les comités d'entreprises d'exercer certains contrôles - **Art. 11** (*extension de la durée des contrats de retour à l'emploi, CRE, et modification du régime qui leur est applicable*) (p. 3906) : difficulté de mesurer l'effet réel sur le chômage - Allongement de la durée maximale des contrats de retour à l'emploi à durée déterminée - Son amendement de suppression n° 389, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - (p. 3907) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 390 : suppression du paragraphe II de l'article allongeant la durée maximale des contrats de retour à l'emploi en cas de contrat à durée déterminée ; et n° 391 : suppression du paragraphe III prolongeant les durées maximales d'exonération des cotisations sociales pour les employeurs signataires de conventions ; rejetés - **Art. 12** (*redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO*) (p. 3914) : ses amendements, n° 393, de suppression ; et n° 394, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression du paragraphe I de l'article 12 ciblant les publics des contrats emploi-solidarité ; rejetés - **Art. 13** (*incitation au développement du système des emplois consolidés*) (p. 3921) : son amendement de suppression n° 395 ; rejeté - Précarité de l'emploi, sous-qualification, sous-rémunération - Opposition au principe du CES - Ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 396, identique à l'amendement n° 46 de la commission : suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des CES ; adopté ; et n° 397 : suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'extension de la prise en charge de l'Etat pour inciter les employeurs potentiels à créer des emplois consolidés ; rejeté - Son amendement n° 398, identique à l'amendement n° 148 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe III de l'article relatif à l'extension aux emplois consolidés des dispositions déterminant les effectifs de l'organisme considéré devant être pris en compte) ; rejeté - **Art. 15** (*institution d'un « fonds partenarial » abondé par l'Etat et à destination des collectivités locales pratiquant une politique active en matière d'insertion professionnelle des jeunes*) (p. 3927) : son amendement de suppression n° 399 ; rejeté - **Après l'art. 15** (p. 3930) : danger de l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - Se déclare opposé à l'amendement précité - (p. 3931) : article L. 311-5 du code du travail relatif aux demandeurs d'emploi - (p. 3933) : fraudeurs - Absence de raison d'être de l'amendement n° 326 précité - **Art. 15 bis**

(*extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »*) (p. 3938) : son amendement de suppression n° 405, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; rejeté - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3942) : son amendement de suppression n° 413, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet ; rejeté - Son amendement n° 414, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des institutions représentatives du personnel ; rejeté - Ses amendements n° 415, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du paragraphe II de l'article, relatif aux heures de délégation ; et n° 416, soutenu par Mme Hélène Luc : nombre maximum d'heures de délégation par mois ; rejetés - **Art. 17** (*doublement de la durée du mandat des délégués du personnel*) (p. 3947) : son amendement de suppression n° 417, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 18** (*organisation des élections de délégués du personnel : coordination*) : ses amendements, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 418 de suppression ; n° 419 : suppression du paragraphe I de cet article relatif aux obligations d'information du personnel par le chef d'entreprise ; et n° 420 : suppression du paragraphe II de l'article tendant à supprimer le caractère annuel de la communication aux organisations syndicales par l'inspecteur du travail des copies des procès-verbaux de carence ; rejetés - **Art. 19** (*simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel*) (p. 3949) : son amendement de suppression n° 421, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3953) : ses amendements, n° 423 de suppression, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet, et n° 424, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression des premier et deuxième alinéas du texte présenté par cet article pour l'article L. 431-1-1 du code du travail, relatif à la délégation du personnel au comité d'entreprise, à la périodicité des réunions et au nombre d'heures de délégation ; rejetés - **Art. 21** (*simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés*) (p. 3957) : son amendement de suppression n° 432, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté - **Art. 22** (*rythme des réunions du comité d'entreprise*) (p. 3959) : son amendement de suppression n° 433, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 23 A** (*dispositions pénales relatives au travail clandestin*) (p. 3983) : nécessité d'aider les pays en voie de développement - **Avant l'art. 23** (p. 3987) : son amendement n° 435 : responsabilité pénale du décideur en matière d'infraction à la sécurité et aux conditions de travail des salariés ; rejeté - Origine des accidents du travail - Nécessité d'instituer une responsabilité pénale de l'employeur - (p. 4007, 4008) : dispositif à titre expérimental - Hypothèse du refus du volontariat - Contradiction entre les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) et l'annualisation - Interrogation sur les acteurs de la négociation - Danger des amendements précités.

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 1993) (p. 4109, 4110) : proteste vivement contre la motion tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à l'égard de 73 amendements, déposée par M. Fourcade, président de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4218) : avec les sénateurs communistes, votera contre ce projet de loi - Remise en cause du code du travail - Eclatement de l'organisation du travail - Augmentation du profit au détriment d'acquis sociaux.

- **Rappel au règlement** - (16 novembre 1993) (p. 4251, 4252) : organisation des travaux du Sénat - Rôle du Parlement - « Parlement godillot » - Fixation de la date de la réunion du Congrès avant la discussion par le Sénat du projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4263) : accords de

Schengen - (p. 4264) : droit d'asile et immigration - Statistiques - Economie mondiale - Préambule de la Constitution de 1946 - (p. 4265, 4266) : conception du droit d'asile des accords de Schengen - Contrôle de constitutionnalité - Droit d'asile et lutte contre l'immigration - Les sénateurs communistes et apparentés s'opposent à cette révision constitutionnelle - **Art. unique** (*autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile*) (p. 4284) : son amendement de suppression n° 13 ; rejeté - Principes fondamentaux de la République - Abandon de souveraineté nationale - Définition d'un Etat européen - Accords de Schengen.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4312) : peine de prison perpétuelle incompressible - Peine de mort - Opinion publique - (p. 4313) : problème des longues peines - Manque de concertation et de réflexion - Condamnés à la réclusion à perpétuité - Récidive - Viol et inceste - Statistiques de la Chancellerie - (p. 4314) : principe de l'individualisation de la peine - Possibilité de réinsertion sociale de l'individu - Prise en charge psychiatrique et psychologique des détenus - Récidive - Insécurité - **Art. 6 (par priorité)** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 4328) : son amendement de suppression n° 87, soutenu par M. Robert Pagès ; devenu sans objet - (p. 4338, 4339) : se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - (p. 4348) : souhaite que l'on consulte le service des comptes-rendus pour savoir ce que le Sénat a décidé sur la demande de suspension de séance de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4351 à 4354) : ses amendements n° 82, n° 84, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 83 et n° 85 ; abrogation successivement des livres 1^{er}, II, III et IV du code pénal résultant de la loi n° 92-686 du 22 juillet 1992 ; rejetés - Son amendement n° 92, soutenu par M. Félix Leyzour : fixation de la durée de la peine de réclusion ou de la détention criminelle à temps de cinq à vingt ans ; rejeté.

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*détermination des catégories et des critères de compétence territoriale des services de police judiciaire par décret en Conseil d'Etat*) (p. 4515) : intervient à propos de l'amendement rédactionnel n° 133 du Gouvernement - (p. 4517) : avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4520) : intervient à propos des amendements de M. Hubert Haenel, n° 22 (création d'une inspection de la police judiciaire dépendant du ministre de la justice) et n° 23 (création d'une sous-direction du ministère de la justice), retirés puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 4523) : intervient à propos de l'amendement précité n° 23 de M. Hubert Haenel, retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 2** (*conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes et aux inspecteurs de police*) (p. 4537) : son amendement n° 86, soutenu par M. Robert Pagès ; suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'attribution de qualité d'officier de police judiciaire aux jeunes inspecteurs de police ; rejeté - **Art. 16** (*retenue des mineurs de treize ans*) (p. 4571) : son amendement de suppression n° 131, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5806) : manque de surveillants dans les centres de détention - Surpopulation carcérale - Alourdissement des peines - Protection judiciaire de la jeunesse - (p. 5807, 5808) : revalorisation du statut de greffier - Conseils des prud'hommes du Val-de-Marne - Gratuité de la justice - Association professionnelle des magistrats, APM - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 120 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Art. 7** (p. 6338) : son amendement n° 4, soutenu par M. Robert Pagès : création de postes en surnombre

pour compenser les détachements et décharges des membres du Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté - **Art. 10** (p. 6339) : son amendement n° 5, soutenu par M. Robert Pagès : choix par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints ; rejeté - **Art. 11** (p. 6341) : son amendement n° 6, soutenu par M. Robert Pagès : budget du Conseil supérieur de la magistrature ; avis du CSM ; gestion par le secrétaire administratif ; retiré.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 121 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Art. 16** (*extension de la transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel*) (p. 6349) : son amendement n° 8, soutenu par M. Robert Pagès : extension de la procédure de transparence à toutes les nominations ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (16 décembre 1993) (p. 6437, 6438) : évoque la situation des sans-logis, qui campent devant le ministère des affaires sociales depuis le 3 décembre dernier.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6647) : son amendement n° 44, soutenu par M. Robert Pagès : énoncé dans les quatre premiers livres du code pénal, résultant des lois du 22 juillet 1992, des maxima des peines ; rejeté - **Art. 6** (p. 6648) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 32, de suppression, et n° 33 supprimant le paragraphe I de cet article relatif à l'enfermement à vie ; rejetés - **Avant l'art. 8** (p. 6651, 6652) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 34 : responsabilité pénale des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif ; n° 35 : conditions de délégation de responsabilité pénale ; n° 45 : réduction de la durée d'interdiction de chèque à deux ans ; et n° 36 : suppression de la peine d'interdiction de séjour ; rejetés - **Art. 15 B** (*conséquences de la loi du 24 août 1993*) (p. 6660, 6661) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° 37 : nécessité d'informer sans délai le procureur de la République du placement en garde à vue d'une personne ; n° 38 : présentation de la personne au procureur de la République avant la prolongation de la garde à vue ; n° 39 : bonne compréhension de la procédure par la personne placée en garde à vue ; n° 40 : désignation, par la personne gardée à vue ou à défaut par le procureur de la République, du médecin qui l'examinera ; n° 41 : possibilité pour la personne, dès le début de sa garde à vue, de demander à s'entretenir pendant une demi-heure avec un avocat ; et n° 42 : information sans délai du procureur de la République ; rejetés - **Art. 16** (p. 6663) : son amendement de suppression n° 43, soutenu par M. Robert Pagès ; rejeté.

LEGENDRÉ (Jacques), sénateur du Nord (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de résolution [n° 293 (92-93)], présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Yves Guéna sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 315 (92-93)] (19 mai 1993) - **Marchés financiers**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi quinquennale [n° 5 (93-94)], adopté par

l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 58 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Francophonie** - [n° 102 (93-94)] tome 12 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Art. unique** (allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1993) (discussion commune avec celle de la proposition de loi n° 290) (p. 692) : intercommunalité - Réforme de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Accepte l'allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1994.

- **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de M. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Art. unique** (allongement du délai d'élaboration de schémas départementaux de coopération intercommunale) : voir intervention sous la proposition n° 262 (p. 692).

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité** - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Après l'art. 17** (par priorité) (p. 1378, 1379) : votera l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France).

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)]** - (29 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Maurice Schumann, président de la commission (p. 1833, 1834).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3667) : compétence des régions en matière de formation professionnelle et d'apprentissage - Consultation de droit des établissements - (p. 3668) : institution du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle - Evaluation des politiques - Périodicité du rapport sur les politiques de formation professionnelle - Première expérience professionnelle - Jeunes sans qualification - Système éducatif - (p. 3669) : classe d'initiation pré-professionnelle - Orientation scolaire et professionnelle - Section d'apprentissage - Agrément d'association - Diplôme des maîtres d'apprentissage.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - **Art. 34** (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes) (p. 4087) : son amendement n° 125, identique à l'amendement n° 83 de la commission : consultation du département et du comité régional de l'enseignement agricole ; retiré - **Art. 34 bis** (évaluation des politiques régionales d'apprentissage et de formation professionnelle continue) (p. 4091) : son amendement n° 126 : extension de la mission d'évaluation au comité national de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue ; retiré au profit de l'amendement n° 84 de la commission (assistance d'experts auprès du comité et extension des missions des comités régionaux de la formation professionnelle).

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - **Art. 36** (classes préparatoires à l'apprentissage) (p. 4117) : son amendement n° 127 : nouvelle rédaction de l'article et prévision d'ouverture de classes d'initiation préprofessionnelle ; adopté après modifications par le sous-amende-

ment n° 86 de la commission - **Maintien du statut scolaire entre 14 et 16 ans** - Situation d'échec des jeunes sous statut scolaire - **Importance de la formation en alternance** - **Art. 37** (information sur l'orientation scolaire et professionnelle) (p. 4129) : son amendement n° 128 : organisation de l'information ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 87 de la commission - **Art. 38** (ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères) (p. 4134) : son amendement n° 129 : mise en place d'un dispositif alternatif conservant le mécanisme inscrit dans l'article 38 et prévoyant une solution destinée à renforcer la professionnalisation des sections d'apprentissage implantées dans les établissements d'enseignement ; adopté après modifications par les sous-amendements n° 88, n° 89 et n° 91 de la commission - **Art. 42 bis** (institution d'un diplôme de maître d'apprentissage) (p. 4173) : son amendement n° 130 : reconnaissance de la qualification du maître d'apprentissage par un titre homologué dans des conditions déterminées par décret ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5348) : aménagement du territoire - Votera ce projet de budget - Contrats « villes moyennes » - Aménagement du territoire régional et schéma départemental de la carte de la coopération intercommunale - (p. 5349) : communautés de villes - Décisions de la CEE - Délocalisations - Villes de Roubaix et de Cambrai.

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5460) : indépendance de la capacité militaire française - Protection des DOM-TOM - Force d'action rapide, FAR - Essais nucléaires - (p. 5461) : durée du service militaire - Réduction du format de l'armée de l'air - Base aérienne de Cambrai.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (francophonie) - (p. 5674) : évolution des crédits qui relèvent directement du ministère de la francophonie - Effort français dans le domaine de la francophonie - Décision du sommet de la francophonie à l'Ile Maurice : francophonie multilatérale - (p. 5675) : action des autres ministères dans le domaine de la francophonie - Succès du sommet de l'Ile Maurice - Subordination de l'Agence de coopération culturelle et technique au comité permanent de la francophonie - Reconnaissance du rôle de l'assemblée internationale des parlementaires de langue française - Exception culturelle au sein des accords de libre échange - Place du français à l'ONU - Mise en place d'un observatoire de l'usage du français dans les organisations internationales - (p. 5676) : possibilité d'un projet de loi de défense de la langue française - Constitutionnalisation du fait francophone - Recul de l'enseignement français à l'étranger - Prédominance de l'anglais dans la vie économique - « Francophobie » - Accepte les crédits affectés à la francophonie.

LE GRAND (Jean-François), sénateur de la Manche (RPR).

chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'environnement (JO Lois et décrets du 9 juillet 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, par la mission d'information chargée, en application de l'article 21 du Règlement, d'étudier le fonctionnement des marchés des fruits, des

légumes et de l'horticulture, d'examiner leurs perspectives d'évolution, compte tenu de la réforme de la politique agricole commune et de formuler toute proposition de nature à remédier aux difficultés dont souffrent ces secteurs [n° 303 (92-93)] (13 mai 1993) - **Agriculture**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aviation civile et transport aérien** - [n° 103 (93-94)] tome 19 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (27 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (aviation civile et transport aérien) - (p. 5070) : crise internationale du transport aérien - Discussions commerciales avec les États-Unis - (p. 5071) : Aéroports de Paris - Accords de Schengen - Évolution des crédits - Amélioration de la régularité du trafic au départ des aéroports français - Air France - (p. 5072) : avenir d'Air Inter prochainement confrontée à la concurrence ; mission de service public dans l'aménagement du territoire - Airbus A 330 - (p. 5073) : avis favorable à l'adoption des crédits proposés - **Examen des crédits - Etat C** (p. 5083) : Air Inter - Mission d'aménagement du territoire et péréquation.

LE JEUNE (Edouard), sénateur du Finistère (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire et au Cameroun du 8 au 17 février 1993 [n° 251 (92-93)] (8 avril 1993) - **Afrique**.

Proposition de loi organique, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à assurer la représentation des retraités au Conseil économique et social et dans les comités économiques et sociaux régionaux [n° 264 (91-92)] (5 mars 1993) - **Conseil économique et social** - Reprise le 5 octobre 1993.

Proposition de loi tendant à lever les forclusions qui concernent les conditions d'attribution du titre de combattant volontaire de la résistance [n° 139 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 52 (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2873) - Ministère : Budget - *Perspectives de suppression du décalage des deux ans du remboursement de la TVA aux collectivités territoriales* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4505) - **Collectivités locales**.

n° 53 (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2873) - Ministère : Entreprises - *Difficultés des entreprises du bâtiment en Bretagne* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4503) - **Entreprises**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-

93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2192, 2193) : universités - Extension des expériences dérogatoires menées dans les universités nouvellement créées - Loi Savary - Université de Marne-la-Vallée - Responsabilité de l'Etat en matière d'enseignement supérieur - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4489) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur le texte élaboré en cette proposition de loi par la CMP.

- **Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement** (n° E-109) [n° 63 (93-94)] - (19 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4492) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur cette résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5419, 5420) : commerces de détail - Grandes surfaces - Loi Royer - Loi d'orientation du commerce et de l'artisanat - Urbanisme commercial - Ouverture dominicale - Repli du bâtiment - (p. 5421) : crédit d'impôt pour investissement - Imposition des plus-values professionnelles - Cession de fonds de commerce - Régime social des artisans - Apprentissage - Animation économique - Le groupe de l'Union centriste est favorable à ce projet de budget.

LEJEUNE (Max), sénateur de la Somme (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense - Marine** - [n° 104 (93-94)] tome 8 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (section « marine ») - (p. 5450, 5451) : évolution des crédits de la marine - Vieillesse et diminution de la flotte navale - Force océanique stratégique - Accepte le projet de budget de la marine.

LEMAIRE (Guy), sénateur de Loire-Atlantique (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

LENGLET (Charles-Edmond), sénateur de la Somme (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 19 mai 1993).

Membre titulaire du Conseil national des transports (JO Lois et décrets du 6 octobre 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 92 (JO Débats du 24 décembre 1993) (p. 6914) - Ministère : Equipement - *Dégradation des relations ferroviaires au nord de Paris* - Société nationale des chemins de fer français (SNCF).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) - (p. 2689) : réalisation en priorité des opérations du plan routier transmanche - Saturation de l'autoroute du Nord - Département de la Somme - Exemple de la ville d'Amiens - Tracé du TGV-Nord - (p. 2690) : nécessité d'électrifier la ligne Amiens-Boulogne - Projet de ligne à grande vitesse entre Paris et Londres.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 16 bis** (p. 4877) : son amendement n° I-5 : possibilité donnée aux agriculteurs victimes de dégâts causés par les sangliers et le grand gibier de demander à tout moment à être indemnisés pour ces dommages ; retiré - Culture du maïs.

LÉOTARD (François), ministre d'Etat, ministre de la défense le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Xavier de Villepin : **Politique internationale** (*Application de l'embargo à l'encontre de la Serbie*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 136).

de M. Auguste Cazalet : **Industrie aéronautique** (*Motorisation des hélicoptères de combat européens*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 145).

de M. Alain Dufaut : **Armée** (*Déplacement d'un bataillon du génie*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 272).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 4 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Aviation militaire** (*Production du Rafale sur le site d'Argenteuil (Val d'Oise)*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 303).

n° 7 de M. Robert Vizet : **Défense nationale** (*Situation du centre d'essais des propulseurs de Saclay (Essonne)*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 301) n° 58 de M. Gérard Larcher : **Gendarmerie** (*Renforcement des effectifs de brigades dépendant de la compagnie de gendarmerie de Rambouillet*) (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3374).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5431, 5432) : contexte international - Projet européen - Institutions multilatérales de

sécurité - Format des armées - (p. 5433) : restructuration des forces françaises - Armement nucléaire - Surcoût des opérations militaires extérieures - (p. 5434) : forces de dissuasion - Essais nucléaires - Stratégie du renseignement - (p. 5435) : domaine spatial militaire - Mise en place de l'état major interarmées - Evolution des crédits d'équipement par armée - Gestion des effectifs - (p. 5436, 5437) : réforme du service national - Industries de défense - Europe - Surveillance du territoire - Gendarmerie - (p. 5473, 5474) : hommage aux civils et militaires français - Présentation de la future loi de programmation militaire - Défense européenne - (p. 5475) : nouvelle doctrine militaire russe - Choix des alliances pour la France - Analyse de la répartition des crédits budgétaires - (p. 5476) : financement des opérations extérieures - Restructuration des implantations militaires - (p. 5477) : dissuasion conventionnelle - Essais nucléaires - (p. 5478) : programme spatial militaire - Protection « antimissiles » - Avenir de l'avion de transport tactique - Base militaire de Cambrai - (p. 5479) : renouvellement de la flotte maritime - Format de l'effectif de l'armée de terre - Situation des sous-officiers français - (p. 5480) : service national et armée de conscription - Plan pour la gendarmerie - (p. 5481) : autorité du ministre de la défense sur le corps de la gendarmerie - Coopération militaire européenne - Défense de la France.

LESBROS (Marcel), sénateur des Hautes-Alpes (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de services public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - Suède.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2811) - Ministère : Affaires étrangères - **Assassinat de deux Français en Algérie** - Français de l'étranger.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4374) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5612, 5613) : célébration du cinquantenaire du débarquement et de la Libération - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Limitation des suffixes - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Retraite professionnelle anticipée - Prélèvement supplémentaire sur les enjeux de la Française des jeux et du PMU - Possibilité d'un emprunt auprès du grand public - Droits des anciens combattants.

LESEIN (François), sénateur de l'Aisne (RDE).

secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre ès qualités de la commission nationale du sport de haut niveau.
- Membre suppléant du Comité de l'éthique du loto sportif.
- Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (*JO Lois et décrets* du 7 juillet 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Jeunesse et sports - [n° 102 (93-94)] tome 9 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 266) - Ministère : Affaires sociales - *Politique en matière de soins des toxicomanes - Toxicomanie.*

(*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4378) - Ministère : Aménagement du territoire - *Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Dotation globale de fonctionnement (DGF).*

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6425) - Ministère : Affaires sociales - *Industrie pharmaceutique européenne - Médicaments.*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français** [n° 254 (92-93)] - (13 mai 1993) - **Art. 1^{er}** (*lieux de perception des surtaxes locales temporaires*) (p. 291) : se déclare favorable, au nom du RDE, à l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de cet article ; intégration d'un nouveau texte dans le corps même de la loi du 15 septembre 1942).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 754, 755) : effort d'économie justifié - Annulation de crédits destinés aux jeunes - Priorité nationale de la politique de la ville et de l'aide en faveur des jeunes des quartiers défavorisés - S'abstiendra lors du vote sur le projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives** [n° 13 (93-94)] - (21 octobre 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 3312, 3313, 3314) : état embryonnaire de la législation relative à la prévention et à la répression de la violence dans les stades - Recrudescence de cette violence - Champ d'application du texte - Prévention et répression de l'ivresse dans les stades - Définition du rôle de tous les responsables du sport - Refonte du dispositif pénal - Avis favorable de la commission des affaires culturelles sur ce projet de loi - **Art. 1^{er}** (*aménagement du dispositif pénal existant*) - **Art. 42-4 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984** (*répression de l'ivresse dans une enceinte sportive*) (p. 3324) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté ; sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 8 de la commission et s'oppose au sous-amendement n° 26 de M. Jean-Louis Carrère - Peine d'amende pour les délits d'accès à un stade en état d'ivresse - Application du code pénal pour le « sobre violent » - **Art. 42-5 de la loi précitée** (*répression de l'introduction de boissons alcooliques dans une enceinte sportive*) (p. 3325) : son amen-

dement n° 2 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 42-7 de la loi précitée** (*provocation à la haine ou à la violence*) (p. 3326) : son amendement de conséquence n° 3 ; adopté - **Art. 2** (*droit des fédérations sportives et des associations agréées de se constituer partie civile*) (p. 3327) : retire son amendement n° 4 au profit de l'amendement analogue n° 9 de la commission (modification des références et limitation du droit des associations de se constituer partie civile dans le cas d'infractions commises à l'occasion de manifestations sportives) - **Art. 3** (*renforcement du dispositif pénal*) - **Art. 42-8 de la loi précitée** (*répression de l'introduction de fusée ou artifices ou d'objet susceptible de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique dans une enceinte sportive*) (p. 3328) : son amendement n° 5 : répression de la tentative d'introduction d'armes par destination ou de pièces d'artifice uniquement si celle-ci s'accompagne de violence ou de fraude ; adopté - **Art. 42-11 de la loi précitée** (*peines complémentaires applicables en cas de méconnaissance des dispositions précitées relatives au maintien de l'ordre dans les enceintes sportives*) : son amendement de précision n° 6 ; adopté - **Art. 4** (*coordination avec le nouveau code pénal*) (p. 3333) : sur l'amendement de coordination n° 12 de la commission, son sous-amendement n° 7 ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3334) : qualité du travail accompli avec le Gouvernement en commission - Nécessité d'une grande réflexion sur le sport - Le groupe du RDE votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3610) : votera contre l'amendement n° 113 du Gouvernement (critère de logements sociaux ; rapport du nombre de logements sociaux au nombre total des logements de la commune) - (p. 3626) : inégalité entre ruraux et urbains - Votera contre cet article.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 17** (p. 4920) : son amendement n° I-23 : taux unique de taxation sur une assiette globalisée afin d'assurer des ressources stables au fonds national pour le développement du sport ; retiré (p. 4921 ; précédemment réservé p. 4879) : place réservée à la jeunesse et aux sports - Sur l'amendement n° I-320 du Gouvernement (prélèvement à un taux unique de 2,3 % sur l'ensemble des jeux), son sous-amendement n° I-323 ; retiré - **Après l'art. 15** (p. 4923) : son amendement n° I-22 : création d'une taxe additionnelle de 1,8 % sur le prix de vente des paquets de cigarettes ; retiré (p. 4923 ; précédemment réservé p. 4879) - Compensation de la perte de recettes subie par les organisateurs de manifestations sportives du fait de l'application de la loi Evin.

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5255, 5256) : moyens des services - Maintien des emplois des cadres techniques - Partenariat avec les collectivités locales - Information de la jeunesse - Contrôle des dopages - Milieu rural - Fonds pour le tabac - Aide aux associations - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Prélèvement sur l'ensemble des enjeux de la Française des jeux - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

LEYZOUR (Félix), sénateur des Côtes-d'Armor (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire ; puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 7 janvier 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4385) - Ministère : Equipement - Transports routiers de marchandises - Transports routiers.

Questions orales sans débat :

n° 29 (JO Débats du 4 juin 1993) (p. 678) - Ministère : Industrie - Politique de réduction des services d'EDF dans le département des Côtes-d'Armor - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1503) - Electricité de France (EDF).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution [n° 114 (92-93)]** - (13 avril 1993) - **Art. unique (approbation de l'accord)** (p. 55).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)]** - (15 avril 1993) (p. 79) : politique agricole commune, PAC - Négociations agricoles du GATT - (p. 80) : marins-pêcheurs - Services publics en zones rurales - Intégration européenne.

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)]** - (13 mai 1993) - **Art. 1^{er} (lieux de perception des surtaxes locales temporaires)** (p. 291) : son amendement de suppression n° 2, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté.

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 321, 322) : intégration européenne et aménagement du territoire - Déséquilibres et inégalités - Aggravation par l'évolution des infrastructures - Collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Services publics en zones rurales - Politique économique et aménagement du territoire - (p. 323) : espace rural - Départements d'outre-mer.

- **Résolution [n° 300, (92-93)] adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)]** - (27 mai 1993) - **Discussion de la résolution** (p. 512) : son amendement n° 1, soutenu par M. Jean Garcia : rôle de la Commission et du Conseil des ministres ; nécessité de repousser la proposition n° E-3 ; rejeté - (p. 514) : son amendement n° 2, soutenu par M. Jean Garcia ; nécessité de ne pas augmenter les pouvoirs de la Commission des Communautés ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (9 juin 1993) (p. 812) : souhaite que le Gouvernement explicite sa décision d'accord sur les oléagineux entre la Communauté et les Etats-Unis.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 5 bis (autorisation d'émettre un emprunt d'état convertible en actions de sociétés privatisées)** (p. 845, 846) : soutient l'amendement de suppression n° 122 de M. Robert Vizet - **Art. 5 ter (inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général)** (p. 848) : soutient l'amendement de suppression n° 123 de M. Robert Vizet - **Art. 6 et Etat A (équilibre général)** (p. 858) : soutient l'amendement de suppression n° 124 de M. Robert Vizet - Prélèvement de 665 millions de francs sur le

budget de l'Education nationale - **Art. 9 bis (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)** (p. 878) : soutient l'amendement de suppression n° 129 de M. Robert Vizet - **Art. 15 bis (réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière)** (p. 893) : soutient l'amendement de suppression n° 133 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 16** (p. 896) : soutient l'amendement n° 134 de M. Robert Vizet (relance de l'épargne pour favoriser la construction de logements sociaux par l'intermédiaire du livret A des caisses d'épargne) - **Demande de vote unique** (p. 898) : proteste contre le recours au vote unique - **Art. 16 bis (relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières)** (p. 899) : soutient l'amendement de suppression n° 135 de M. Robert Vizet - **Art. 20 (barème des aides à la personne)** (p. 918) : soutient l'amendement de suppression n° 137 de M. Robert Vizet - Aide sociale au logement - Pouvoir d'achat des familles - **Art. 21 (aménagement de la contribution sociale généralisée)** (p. 921, 922) : soutient l'amendement de suppression n° 138 de M. Robert Vizet - Pression fiscale - Conséquences de l'augmentation de la CSG - **Après l'art. 21** (p. 925) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 139 (réintégration dans la définition du revenu imposable ouvrant droit à certains avantages en matière de fiscalité locale et d'épargne de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale), n° 145 (augmentation du taux actuel de la taxe d'apprentissage), n° 144 (réduction de la charge de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les propriétaires à revenus modestes), n° 141 (taxation de 14,5 % des revenus financiers et immobiliers), n° 140 (augmentation du financement des congés de formation par les employeurs), n° 142 (mesures en faveur de la formation professionnelle continue) et n° 143 (augmentation du prélèvement pour certaines communes) - **Vote unique** (p. 926) : avec les sénateurs communistes, votera contre le projet de loi de finances rectificative.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion** - (16 juin 1993) - **Art. 20 (acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité)** (p. 1382) : soutient l'amendement de suppression n° 47 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 31 bis (spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité)** (p. 1434) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de M. Claude Estier (compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France) - **Art. 35 (double droit du sol)** (p. 1439) : enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - **Art. 38 (abrogations)** (p. 1443) : soutient l'amendement de suppression n° 49 de M. Charles Lederman - **Art. 38 bis (service national et nationalité)** (p. 1445) : soutient l'amendement de suppression n° 50 de M. Charles Lederman - Conventions internationales.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1553) : remise en cause de l'augmentation des retraites - Transferts de charges - Versement par l'Etat du produit des taxes - Place des régimes obligatoires dans la protection sociale - (p. 1554) : évolution des retraites - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité)** (p. 1592) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression de la disposition concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle) - Régime en vigueur en Alsace-Moselle - **Après l'art. 5** (p. 1600) : se déclare opposé à l'amendement n° 74 du Gouvernement (modification de la durée d'assurance conduisant au temps plein) - **Art. 11 (toiletage législatif et réglementaire)** (p. 1607) : soutient l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conduite des négociations commerciales [n° 5 (92-93)]** - (23 juin 1993) (p. 1626) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jean Delaneau.

- **Projet de loi portant transposition de la directive du conseil n° 90-377-CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité**

[n° 358 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1634, 1635) : transparence des tarifs consentis aux consommateurs industriels - Défense des monopoles d'EDF et de GDF - Opposition à l'accès des tiers aux réseaux - Régie des sociétés d'économie mixte locales - Abstention des sénateurs communistes sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol** [n° 353 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1641, 1642) : réglementation instituée par la loi du 6 juillet 1992 - Projet d'installation, par un groupe allemand, d'un poulailler géant dans le département de la Marne - Conséquences en matière de développement rural et d'environnement - Demande au Gouvernement la volonté politique de lutter contre le libéralisme sauvage à l'échelle européenne - **Art. unique (prorogation jusqu'au 30 juin 1995 de la possibilité de soumettre au contrôle des structures la création ou l'extension d'ateliers hors sol)** (p. 1644) : son amendement n° 1 : suppression du caractère transitoire de la réglementation ; rejeté - Se déclare opposé à l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (prorogation jusqu'au 30 juin 1994) - Avis favorable du groupe communiste sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural** [n° 296 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1687) : avis favorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1938 à 1940) : développement de l'enseignement privé sous contrat - Creusement des inégalités sociales et aggravation des transferts de charges - Insuffisance des moyens de l'enseignement public - Budget de l'éducation nationale.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2289) : soutient la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Situation des étrangers vivant régulièrement sur le territoire français - Valeurs républicaines et déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen - Concept « d'immigration zéro » - Crise de la société française - (p. 2290) : limitation des attributions des titres de séjour - Mariages de complaisance - Protection sociale des étrangers en situation irrégulière - Contrôles et vérifications d'identité - (p. 2291) : lutte contre l'immigration et le travail clandestins - Inspection du travail - Annulation de la dette du tiers-monde et revalorisation générale du prix des matières premières - Intégration - Demande de scrutin public sur cette motion.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2655) : aménagement du territoire - Enjeu d'une politique des transports intérieurs - Accélération du désenclavement de tous les bassins d'activités et d'emplois - Rôle régulateur de l'Etat - Expansion continue et déraisonnable du transport routier - Saturation des grands axes de circulation routière - Perte de compétitivité de la SNCF - (p. 2656) : non respect par les transports routiers de la réglementation sociale - Inadaptation à la demande de transports en commun - Pollutions - Insécurité - Surcoûts pour les collectivités territoriales - Absence d'investissement pour les voies navigables - Distorsion de concurrence entre les transports routiers et les autres modes de transports - Développement du réseau autoroutier - (p. 2657) : financement des infrastructures - Situation de la SNCF.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 439 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3340) : ouverture à la concurrence européenne des marchés publics nationaux - Modalités de recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de

travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications - Rôle de la commission de Bruxelles - Interprétation extensive des obligations communautaires - Dispositifs mis en place en Grande-Bretagne et en Allemagne - (p. 3341) : le groupe communiste n'accepte pas ce projet de loi - **Art. 1^{er} (organisation des recours devant les deux ordres de juridiction)** : défense des entreprises publiques françaises - (p. 3344) : son amendement n° 15 : suppression des pouvoirs donnés à la Commission des Communautés européennes ; rejeté - **Art. 4 (mise en oeuvre des recours relatifs aux contrats de droit public)** (p. 3346) : son amendement n° 16 : suppression des pouvoirs donnés à la Commission des Communautés européennes ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 3348) : intervient sur les amendements identiques n° 13 de M. Alain Pluchet et n° 14 de M. Xavier de Villepin (adjonction, à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3349) : les membres du groupe communiste et apparenté voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée** [n° 354 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3366) : absence de critiques de fond sur ce projet de loi - Garanties juridiques - Les sénateurs du groupe communiste et apparenté s'abstiendront lors du vote sur ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4345) : avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4351, 4353 à 4355) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 82, n° 84 (abrogation successivement des Livres I^{er}, II, III et IV du code pénal résultant de la loi n° 92-686 du 22 juillet 1992) et n° 92 (fixation de la durée de la peine de réclusion ou de la détention criminelle à temps de cinq à vingt ans) .

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 94 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4368) : sanctions des provocations à caractère raciste - Aggravation de plusieurs peines - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4401, 4403) : manifestation des salariés des entreprises privatisables et des sociétés de banque et d'assurances - Incidences des transactions bancaires sur l'emploi - Epargne populaire défiscalisée - Missions des établissements de crédit - Collecte de l'épargne salariale - Soutien de l'activité économique par des apports en fonds propres au capital des entreprises - Exemple de la société Magnan - Placements immobiliers - Directives européennes - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi en l'état.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - I - Urbanisme et services communs - (27 novembre 1993) (p. 5041) : relations entre les conseils généraux et les directions départementales de l'équipement, DDE ; dangers d'une éventuelle partition - Effectifs des DDE - Conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement, CAUE.

Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) (p. 5059, 5061) : crise du secteur maritime et portuaire français malgré la croissance du trafic maritime international - Perte de parts de marché par les ports français au bénéfice des ports du Benelux - Causes structurelles - Insuffisance des investissements - Protection sociale - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Chantiers navals.

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (27 novembre 1993) (p. 5074, 5075) : crise et dérégulation internationales du transport aérien - Expansion des compagnies américaines - Orientation libérale de ce projet de budget que le groupe communiste n'adoptera pas - **Examen des crédits - Etat C** (p. 5082) : intervient sur le titre VI - Compagnies aériennes françaises - Air France - Personnel - Opposition à une privatisation - Air Inter - Opposition à l'ouverture du ciel français à la concurrence - **Crédits du budget annexe de l'aviation civile figurant aux articles 32 et 33** (p. 5084) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) (p. 5095) : budget en régression - Endettement de la SNCF et désengagement de l'Etat du financement des infrastructures ferroviaires - TGV ; intégration de la France dans les schémas européens de transport - (p. 5096) : réseau routier ; augmentation de la part de financement des collectivités territoriales - Asphyxie du trafic routier - Transport par camions - Débat d'orientation au Sénat sur les transports intérieurs - Plan routier et ferroviaire breton - Voies navigables de France - Sécurité routière - (p. 5097) : inspecteurs du travail auprès du ministère de l'équipement et des transports - Versement transport acquitté par les entreprises en faveur des transports en commun - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5203, 5204) : budget de déclin et d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune, PAC, et des négociations du GATT - Pêche - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5242) : école nationale vétérinaire de Maisons-Alfort.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5418) : modestie des crédits - Assemblée permanente des chambres de métiers, APCM - (p. 5419) : statut de l'entreprise individuelle - Loi d'orientation du commerce et de l'artisanat - Emploi - Catastrophes naturelles et artisanat - Contrats de plan Etat-région - Les membres du groupe communiste déclarent s'opposer à ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5904, 5905) : privatisation de France Télécom - Changement du statut de La Poste - Fermeture de bureaux de poste en zones rurales - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)] - (16 décembre 1993) - Discussion générale** (p. 6449) : négociations du GATT et organisation du commerce mondial - Caractère hétérogène des dispositions - Autorisation de mise sur le marché des médicaments vétérinaires - (p. 6450, 6451) : agence du médicament vétérinaire - Crédits budgétaires - Contrôle sanitaire des animaux et des produits d'origine animale - Contrôle des produits soumis à restriction de circulation communautaire - Restructuration des caisses de la mutualité sociale agricole - **Art. 1^{er} (agence du médicament vétérinaire)** (p. 6451 à 6453) : soutient les amendements de M. Louis Minetti, n° 45 (obligation pour les médicaments vétérinaires issus des pays de l'Union européenne ou acceptés par eux de satisfaire aux normes sanitaires en vigueur sur le territoire français), n° 46 (suppression des dispositions permettant, en cas d'épizootie, d'autoriser l'utilisation pour une durée limitée de vaccins n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché), n° 47 (caractère temporaire de l'autorisation d'importation d'un médicament vétérinaire ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché en France lorsque l'état sanitaire l'exige), n° 48 (suppression du plafond appliqué aux droits progressifs versés par les firmes pharmaceutiques à l'occasion de toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire) et n° 49 (suppression des dispositions relatives à la définition de la personne qualifiée, pour préparer les auto-vaccins à usage vétérinaire, qui serait autorisée par l'autorité administrative) - (p. 6454) : soutient les amendements de M. Louis Minetti, n° 50 (délégation de signature du directeur général du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires) et n° 51 (responsabilité ministérielle en matière de médicaments vétérinaires)

- **Art. 2 (constatation des infractions)** (p. 6457) : soutient l'amendement de suppression n° 52 de M. Louis Minetti - **Art. 4 (agrément sanitaire)** (p. 6458) : soutient l'amendement de suppression n° 53 de M. Louis Minetti - **Art. 5 (contrôle sanitaire des produits exportés ou importés)** (p. 6459) : soutient l'amendement de suppression n° 54 de M. Louis Minetti - **Art. 6 (échanges intracommunautaires ; importations ; exportations)** - **Art. 275-1 à 275-3 du code rural (dispositions générales)** (p. 6461, 6462) : soutient l'amendement n° 55 de M. Louis Minetti (caractère exceptionnel et temporaire des agréments des exploitations, centres de regroupement ou établissements destinés à accueillir les animaux et produits d'origine étrangère ou destinés à l'exportation) - **Art. 275-4 (des importations)** (p. 6462 à 6464) : soutient les amendements de M. Louis Minetti n° 56 (contrôle sanitaire de tous les animaux vivants et produits d'origine extracommunautaire importés en France à leur arrivée sur le sol national) et n° 57 (caractère systématique des contrôles mis en place) - **Art. 275-5 à 275-8 (des échanges intracommunautaires)** (p. 6464, 6466) : soutient les amendements de M. Louis Minetti n° 58 (caractère obligatoire des contrôles à destination), n° 59 (renforcement des contrôles douaniers concernant les échanges intracommunautaires) et n° 60 (obligation, pour les établissements ou les personnes qui participent aux échanges intracommunautaires, d'effectuer l'enregistrement préalable auprès des services vétérinaires départementaux et de tenir un registre sur lequel sont mentionnées l'origine et la destination d'animaux vivants et de leurs produits, ainsi que des denrées animales ou d'origine animale) - **Art. 275-10 (dispositions diverses)** : soutient l'amendement n° 61 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 7 (contrôles relatifs à la protection des animaux)** (p. 6467) : soutient les amendements de M. Louis Minetti, n° 62 (impossibilité pour les agents et vétérinaires du ministère de l'agriculture d'effectuer des contrôles dans les postes d'inspection frontaliers hors de la présence d'agents et d'officiers de police judiciaire durant la nuit) et n° 63 (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 10 (contrôle des produits bénéficiant d'aides du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA)** (p. 6469) : soutient l'amendement n° 64 de M. Louis Minetti (regroupement des cas d'entrave à l'action des douanes et des sanctions des fraudes au FEOGA) - **Art. 12 (consignation)** (p. 6470) : soutient l'amendement n° 65 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 15 (présentation en douane de produits soumis à certaines restrictions de circulation)** (p. 6471) : soutient l'amendement n° 66 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 17 (renvoi des produits dans leur pays d'origine)** : soutient l'amendement de suppression n° 67 de M. Louis Minetti - **Art. 26 (majoration du nombre de délégués salariés)** (p. 6477, 6478) : soutient l'amendement n° 68 de M. Louis Minetti (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 26** : soutient l'amendement n° 69 de M. Louis Minetti (mode de désignation des administrateurs des caisses départementales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole) - **Art. 27 (représentation aux conseils d'administration)** (p. 6479) : sur l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis, que le groupe communiste votera (maintien de la représentation des familles dans les circonscriptions des caisses de mutualité sociale agricole où il y a plusieurs départements), soutient le sous-amendement n° 92 de M. Louis Minetti - **Après l'art. 29** : le groupe communiste votera l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles) - **Avant l'art. 30** (p. 6484, 6485) : soutient les amendements de M. Louis Minetti, n° 70 (droit à déduction, pour le calcul des cotisations des agriculteurs imposés au forfait, des pertes de revenus dues à des calamités agricoles), n° 71 (ouverture d'un droit à déduction des pertes de revenus pour le calcul des cotisations sociales agricoles, en cas d'épizootie) et n° 72 (relèvement des retraites agricoles afin qu'elles atteignent au moins 80 % du SMIC) - **Art. 30 (incitation à ne pas acquitter les cotisations ; nullité d'ordre public)** (p. 6486) : soutient les amendements de M. Louis Minetti, n° 73 de suppression, et n° 74 (nouvelle rédaction) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6487) : le groupe communiste votera contre l'ensemble de ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en**

vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 - *Deuxième lecture* [n° 124 (93-94)] - (16 décembre 1993) - *Discussion générale* (p. 6489) : opposition du groupe communiste à ce texte - (p. 6490, 6491) : santé et sécurité des salariés dans le bâtiment et les travaux publics - Respect de la législation existante - Précarité du travail et accidents du travail - Présomption de responsabilité de l'employeur en cas d'accident du travail - Financement de la branche accidents du travail - Inspection du travail et médecine du travail - Prévention et réinsertion des accidentés du travail.

LIENEMANN (Marie-Noëlle), ministre délégué au logement et au cadre de vie.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la protection des occupants et des acquéreurs de biens immeubles à usage d'habitation ou à usage professionnel et d'habitation [n° 194 (92-93)] (24 décembre 1992 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Logement**.

LISE (Roger), sénateur de la Martinique (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **DOM-TOM** (aspects sociaux) - [n° 105 (93-94)] tome 10 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 142) - Ministère : Santé - *Situation du CHR La Meynard (Martinique) - Hôpitaux*.

Questions orales sans débat :

n° 49 (*JO Débats* du 6 octobre 1993) (p. 2776) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Financement des travaux d'entretien et de protection des berges des rivières en Martinique* - (Réponse : *JO Débats* du 16 octobre 1993) (p. 3200) - **Départements et territoires d'outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5003, 5004) : Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT ; diminution des crédits - Service militaire adapté, SMA - Chômage - Crise du secteur du bâtiment et des travaux publics dans les DOM - (p. 5005) : RMI - Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Logement social - Loi « littoral » - Frein nécessaire à l'urbanisation au sol - Avis favorable sur ce projet de budget - *A titre*

personnel (p. 5019, 5020) : région de Martinique - Endettement - Manque de crédibilité du conseil régional paralysé politiquement - Situation économique et sociale - Crédits communaux.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 50 ter** (*affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer*) (p. 6043) : conseil régional de la Martinique - Chômage dans les départements d'outre-mer - Prélèvements de l'Etat sur le Fonds d'investissement routier, FIR, et sur l'octroi de mer - Son amendement n° II-80 : limitation de la fraction de cette dotation à 25 % pendant dix ans ; rejeté - **Art. 50 quater** (*affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer*) (p. 6048) : intervient à propos de l'amendement n° II-41 de M. Ernest Cartigny (limitation à trois ans de la durée d'application de cette nouvelle taxe) - **Art. 50 quinquies** (*relèvement du droit additionnel à l'octroi de mer perçu au profit des régions d'outre-mer*) : poids de cette taxe sur les familles sans ressources ; petites et moyennes entreprises de la Martinique - (p. 6049) : son amendement n° II-81 : limitation du taux de cette taxe à 2 % pendant cinq ans ; rejeté.

LOMBARD (Maurice), sénateur de la Côte-d'Or (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Conseil national des transports ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 6 octobre 1993).

Membre titulaire du Comité de liaison pour le transport des personnes handicapées ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 3 décembre 1993).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat (*JO Lois et décrets* du 9 juillet 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, destinée à permettre aux présidents d'établissements de coopération intercommunale de se faire représenter dans les commissions d'appel d'offres dans les mêmes conditions que les maires [n° 135 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Marchés publics**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 8 (*JO Débats* du 28 avril 1993) (p. 109) - Ministère : Budget - *Soutien financier de la Seita à la société Ligier* - (Retirée avril 1993) - **Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA)**.

n° 9 (*JO Débats* du 29 avril 1993) (p. 129) - Ministère : Budget - *Financement public du circuit automobile de Magny-Cours (Nièvre)* - (Retirée : avril 1993) - **Sports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (9 juin 1993) - **Art. 4** (*modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées*) (p. 835) : son amendement n° 43 : augmentation du tarif du droit de consommation sur les crèmes de cassis à compter de 1994 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) (p. 5101) : subventions aux transports collectifs urbains de province - Choix technologiques - Desserte des

zones péri-urbaines autour des grandes agglomérations - Politique tarifaire - Versement transport des entreprises - Réseau de transport de district de Dijon - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

LONGUET (Gérard), ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi modifiant certaines dispositions du code minier et l'article L. 711-12 du code du travail [n° 462 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Code minier**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Louis de Catuelan : **Marine marchande** (*Situation de la marine marchande*) (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 271).

de M. Jean Huchon : **Emploi** (*Politique de l'emploi et importations*) (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 275).

de M. Jean Huchon : **Emploi** (*Situation de l'emploi et délocalisations*) (*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2818).

de M. Louis Brives : **Aménagement du territoire** (*Plan triennal de développement du Tarn*) (*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2818).

de M. Guy Robert : **GATT** (*Volet agricole du GATT*) (*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2826).

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 255, 259) : répond à la question de M. Maurice Blin, portant sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1465, 1470) : intervient dans le débat consécutif aux questions de MM. Maurice Schumann, Christian Poncelet, Ivan Renar, Joël Bourdin, Alain Gérard, François Delga, Germain Authié et Philippe Adnot.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conduite des négociations commerciales** [n° 5 (92-93)] - (23 juin 1993) (p. 1626, 1631) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jean Delaneau.

- **Projet de loi portant transposition de la directive du conseil n° 90-377-CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité** [n° 358 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1631) : préparation du marché unique européen du gaz et de l'électricité - Monopole d'Electricité de France, EDF, et de Gaz de France, GDF - Accès des tiers aux réseaux - Commission des Communautés européennes - (p. 1632) : environnement ; infrastructures aériennes électriques - Obligation de transmission d'informations statistiques à l'autorité administrative par les distributeurs assurant aux consommateurs industriels la fourniture de gaz ou d'électricité - Protection de la confidentialité des données transmises - Exportations d'énergie par EDF - Demande l'adoption de ce projet de loi - (p. 1635, 1636) : directive de février 1992 sur la séparation comptable des activités de production, de transport et de distribution de gaz et d'électricité - Accès des tiers aux réseaux - GDF - EDF - **Art. 1^{er}** (*transmission d'informations statistiques à l'autorité administrative*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 1^{er} bis** (*communication d'informations à*

l'autorité administrative sur les contrats d'exportation d'électricité) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (garantie du caractère confidentiel des contrats).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5873, 5874) : négociations sur le GATT - Evolution des crédits budgétaires - Motifs du regroupement administratif de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur - (p. 5875) : aménagement de la législation des entreprises - Défense des intérêts industriels français dans le monde - Gestion du patrimoine industriel de l'Etat - Financement de l'industrie française - (p. 5876) : balance commerciale - Concurrence des pays nouvellement industrialisés - Maîtrise du secteur des hautes technologies - Politiques européennes - (p. 5877) : état des négociations sur le GATT - Politique commerciale de la Communauté économique européenne - (p. 5878) : place de l'agriculture française dans les négociations sur le GATT - Dispositions relatives aux importations agricoles européennes - (p. 5879) : sûreté nucléaire - Développement de la recherche dans le secteur électronique - Soutien à la petite et moyenne industrie - (p. 5880) : comité interministériel des restructurations industrielles, CORI - Charbonnages de France - Industrie textile - Activités industrielles de l'espace - (p. 5881, 5882) : déficit de La Poste - Relations financières entre La Poste et le Trésor - Excédent du commerce extérieur - Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur, COFACE - Désaccord Renault-Volvo - (p. 5914) : refus de privatiser La Poste - Maintien du statut d'Etat des personnels - Régularisation des relations entre La Poste et l'Etat - Position de la France dans les négociations communautaires et internationales - (p. 5915) : soutien du Gouvernement aux entreprises multimédias - Véhicules électriques - Mastère de dessin industriel - Maîtrise du commerce extérieur - Charbonnages de France - Sidérurgie - (p. 5916) : redéfinition des tarifs des communications téléphoniques avec les départements d'outre-mer - Avenir d'un grand ministère du commerce extérieur - Implantation des postes d'expansion commerciale à l'étranger - Paiement de la facture de téléphone du ministère de l'industrie - Contrat de plan entre La Poste et l'Etat - Raisons du désaccord Renault-Volvo - Négociations sur le GATT - (p. 5918) : chantier naval de La Ciotat - Entreprise Sud-Marine - Mines de Gardanne - Volontaires du service national en entreprises, VSNE - (p. 5919, 5920) : réforme de France Télécom - Transport postal de la presse - Recherche sur les biocarburants - Diversification d'EDF - **Examen des crédits - Industrie, Postes et Télécommunications - Etat B - Titre III** (p. 5920) : demande le retrait de l'amendement n° II-6 de M. André Fosset (réduction des crédits de 96 700 000 francs) - **Examen des crédits - Industrie - Art. 61** (*revalorisation du barème des redevances d'exploitation auxquelles sont assujettis les exploitants d'installations nucléaires de base*) (p. 5922) : accepte l'amendement n° II-44 de M. Bernard Barbier (correction d'une erreur matérielle portant sur un article de référence).

LORIDANT (Paul), sénateur de l'Essonne (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Conseil national du crédit.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificatives pour 1993 (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté, modifiant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des Assemblées parlementaires et portant création d'un office parlementaire chargé du suivi de la politique monétaire et de la politique des changes [n° 430 (92-93)] (21 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Parlement**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 427 (92-93)] modifiant le code des assurances (partie législative), en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 459 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Assurances**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Equipement, transports et tourisme - II - Transports - 2 - Routes - 3 - Sécurité routière - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 20 (22 novembre 1993)**.

Proposition de loi, déposée avec M. Louis Philibert, tendant à soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français [n° 114 (93-94)] (23 novembre 1993) - **Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 194 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant le code des assurances (partie législative), en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 205 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Assurances**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 276) - Ministère : Intérieur - **Plan de soutien au secteur du BTP - Bâtiment et travaux publics**.

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2827) - Ministère : Economie - **Baisse des taux d'intérêt et renégociations des prêts - Prêts**.

Questions orales sans débat :

n° 73 (JO Débats du 4 novembre 1993) (p. 3781) - Ministère : Affaires sociales - **Réexamen de la candidature des Ulis**

(Essonne) au titre des contrats de ville - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4493) - **Villes**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - Discussion générale (p. 751) :** projet de loi de finances rectificative favorable aux propriétaires fonciers ou détenteurs de capitaux et défavorable aux salariés - Dépenses publiques - Contradiction entre la politique du Gouvernement et le rétablissement de la confiance - (p. 752) : politique conduisant à une augmentation de la dette et du déficit - Perte de pouvoir d'achat et conséquences sur la consommation - Situation des entreprises - (p. 753) : charges des entreprises - Traitement du chômage - Incohérence des mesures prises - Avec le groupe socialiste, ne peut approuver ce projet de budget - **Exception d'irrecevabilité (p. 768, 770) :** soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Injustice de la déductibilité de la CSG - Exonération partielle des droits de mutation des logements neufs selon la date d'acquisition - Rupture du principe constitutionnel d'égalité - Injustice de la politique mise en oeuvre - Introduction d'un plan de relance par voie d'amendement - Relance et inflation de la dette et du déficit budgétaire - Enregistrement dans le budget de l'Etat de toute charge nouvelle - **Art. 1^{er} (suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée) (p. 781) :** difficultés pour certaines catégories d'entreprises causées par l'article 1^{er} - (p. 782) : se déclare favorable à l'amendement n° 154 de M. Claude Estier (dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas).

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - Art. 1^{er} bis (modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle) (p. 813) : ampleur des mesures d'allègement en faveur des entreprises - Rapport d'information - (p. 814) : absence de demande aux entreprises de mesures de contrepartie - (p. 817) : se déclare favorable à l'amendement n° 156 de M. Michel Charasse (modalités de maintien pour 1994 du système actuel du remboursement du dégrèvement de la taxe professionnelle) ainsi qu'à l'amendement n° 157 de M. Claude Estier (sanctions spécifiques) - **Art. 2 (allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce) :** favorable à la mesure proposée par cet article - Soutient l'amendement n° 158 de M. Claude Estier (portée de la mesure proposée sur les cessions dont le montant est inférieur à 150 000 francs) - **Art. 3 (réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières) (p. 822) :** petits actionnaires - Augmentation du taux de la CSG - Conséquences de la loi de finances rectificative sur les revenus des ménages - **Art. 5 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final) (p. 842) :** se déclare favorable à l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Masseret (réduction du taux de majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - Contribution à la relance économique - **Art. 5 bis (autorisation d'émettre un emprunt d'état convertible en actions de sociétés privatisées) (p. 845) :** importance de l'article introduit par un amendement à l'Assemblée nationale - Mise en cause des dispositions constitutionnelles - (p. 846) : soutient l'amendement de suppression n° 163 de M. Claude Estier - Nécessité d'examiner le projet de loi de privatisation avant le projet de loi de finances rectificative incluant l'emprunt - Incohérence de l'emprunt d'Etat, de l'accroissement de la dette, de la ponction de l'épargne des ménages et de la relance économique - (p. 847) : financement de la loi de finances rectificative - Caractère non indispensable de l'emprunt - **Art. 6 et Etat A (équilibre général) (p. 855) :** importance de cet article - (p. 858) : soutient l'amendement n° 165 de M. Michel Charasse (réinscription de la dette de 100 milliards de francs) - **Art. 9 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures) (p. 875, 876) :** conséquences sur le budget de la défense - Rémunération des personnels militaires - Opérations extérieures - Avec le groupe socialiste, votera contre l'article 9 - **Art. 9 bis (comptes d'affectation spéciale - ouvertures) (p. 878) :** répond à l'intervention de M. Josselin de Rohan sur la proposition de loi n° 271 de MM. Authié, Boeuf, Sérusclat et Bialski et relative au désarmement unilatéral de la France - **Art. 17 (incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à**

valeur mobilière, OPCVM) (p. 899, 900) : soutient l'amendement de suppression n° 178 de M. Claude Estier - Inconstitutionnalité de l'article - **Vote unique** (p. 926, 927) : avec le groupe socialiste, votera contre le projet de loi de finances rectificative.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 975) : modèle d'économie mixte - Vision dogmatique et systématique du libéralisme économique - Secteur public - Logique libérale - (p. 976) : danger d'une privatisation de toutes les entreprises du secteur concurrentiel - Rôle de l'Etat - Exonération fiscale - (p. 977) : actionnariat populaire - Risque d'augmentation des capitaux étrangers - Insuffisances du dispositif prévu - Entreprises françaises convoitées à l'étranger - Monopole de grands groupes mondiaux - (p. 978) : atteintes au patrimoine national, économique et financier - Danger d'une logique libérale et individualiste.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1026) : nécessité d'une économie mixte - Licenciements dans les entreprises publiques - Relance de la consommation - (p. 1036) : soutient l'amendement n° 161 de M. Claude Estier (fin du programme de privatisations le 17 janvier 1997 au plus tard) - (p. 1039, 1049 ; 1070, 1093) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 189, n° 191, n° 193, n° 194, n° 197, n° 205, n° 206 et n° 207 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe) - (p. 1094) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 163 (possibilité de transfert au secteur privé du contrôle majoritaire des entreprises visées uniquement par augmentation de capital) et n° 176 (transfert des établissements de crédit par augmentation de capital) - (p. 1098) : soutient l'amendement n° 168 de M. Claude Estier (suppression du troisième alinéa du paragraphe I de l'article 1^{er}) - (p. 1101) : soutient l'amendement n° 178 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe II de l'article 1^{er}) - (p. 1102) : soutient l'amendement n° 173 de M. Claude Estier (consultation du comité d'entreprise de l'entreprise concernée) - (p. 1103) : soutient l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (avis de la commission des opérations de bourse) - (p. 1104) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 184 (information du Parlement et la Commission des opérations de bourse), n° 186 (interdiction pour les entreprises privatisées de licencier à compter de la promulgation de la présente loi et jusqu'à un an après le jour du transfert), n° 187 (obligation pour le Gouvernement d'indiquer chaque année dans le projet de loi de finances le calendrier précis des transferts pour l'année à venir) et n° 185 (présentation par le Gouvernement au Parlement avant le 31 décembre 1994 d'un bilan des opérations de privatisations).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-93)]** - (11 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1052, 1053) : emprunt de 40 milliards de francs - Remboursement de la TVA - Recours devant le Conseil constitutionnel - Prélèvement sur les revenus salariaux - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1069, 1070) : avis défavorable du groupe socialiste sur les conclusions de la commission mixte paritaire - Délivrance à des entreprises des titres de créance par l'Etat - Recours auprès du Conseil constitutionnel - Logement social.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1139, 1140) : méthode d'évaluation des entreprises privatisables - Exemple du Crédit commercial de France - Propositions de la commission d'évaluation - Dévalorisation du rôle du pouvoir politique - Avis défavorable du groupe socialiste sur cet article - (p. 1142) : soutient l'amendement de suppression n° 222 de M. Claude Estier - (p. 1144) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 223, n° 224 et n° 225 (contrôle du transfert des actions) - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1145) : libéralisme économique débridé - Gros actionnaires - Surendettement des ménages - Souhaite la suppression de cet article.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2000) : traité de Maastricht - (p. 2001) : rappel historique - Processus d'union économique et monétaire de l'Europe et constitution

du système européen de banques centrales - Fragilité de la corrélation entre l'indépendance de la Banque centrale et l'inflation modérée - Pays à structure fédérale et pays à structure centralisée - (p. 2002) : taux d'intérêt - Stabilité des prix - PIB - Théories monétaristes - Exemple de la Bundesbank - (p. 2003) : capacité d'autofinancement des entreprises - Décisions des hauts fonctionnaires et des grands banquiers et besoins des concitoyens - Caractère injustifié de l'accélération du mouvement d'indépendance de la Banque de France - (p. 2004) : relance grâce à l'application d'une théorie néo-keynesienne - Texte à l'encontre d'un projet européen humaniste - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2006) : soutient la motion n° 2 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Mise en conformité des statuts de la Banque de France avec le traité de Maastricht - Risque d'inconstitutionnalité en anticipant l'indépendance de la Banque de France - Atteinte au principe de souveraineté nationale - Degré d'indépendance accordé à une autorité autonome vis-à-vis du pouvoir exécutif - Politique monétaire, principe inaliénable de la souveraineté nationale - Institution du Conseil de la politique monétaire - Inconstitutionnalité de certains articles du projet de loi - Violation de l'intérêt de la Nation dans le dispositif du projet de loi - Dispositif du mouvement d'indépendance de la Banque de France contraire à la loi fondamentale française - Absence de ratification du traité de l'Union économique et monétaire par la Grande-Bretagne - (p. 2011) : absence de référence du texte au traité de Maastricht - Constitution - **Question préalable** (p. 2013) : regrette l'absence de scrutin public sur l'exception d'irrecevabilité - Le groupe socialiste votera la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 2026) : sa motion n° 70, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - Auditions devant la commission des finances - Déclaration d'urgence non justifiée - Traité de Maastricht - Relance économique - Nécessité du contrôle de la Banque centrale par le Parlement - Auditions et études souhaitées - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2029) : contradiction entre les deux alinéas de l'article - Cadre du traité de Maastricht - Avec le groupe socialiste, se déclare opposé à cet article - (p. 2031) : son amendement n° 71 : politique monétaire de la Banque de France dans le but de contribuer à la stabilité de la monnaie ; rejeté - (p. 2032) : son amendement n° 72, soutenu par Mme Maryse Bergé-Lavigne : préservation du pouvoir d'achat de la monnaie nationale ; rejeté - Son amendement n° 73, soutenu par M. Michel Sergent : surveillance du crédit du système bancaire par la Banque de France ; rejeté - (p. 2033) : ses amendements n° 74 : émission des billets ; et n° 76, soutenu par M. Michel Sergent : substitution des mots : « conseil monétaire » aux mots : « conseil de la politique monétaire » ; rejetés - (p. 2034) : son amendement n° 75 : substitution des mots : « instructions » aux mots : « des instructions » ; adopté - (p. 2037) : divergences au sein de la majorité - (p. 2038) : stabilité de la monnaie, objectif principal de toutes les banques centrales - (p. 2039) : rôle de la Banque de France en matière de surveillance du crédit - Contradiction entre les deux alinéas de l'article 1^{er} - Avec le groupe socialiste votera contre l'article 1^{er} - **Art. 2 (mise en oeuvre de la politique de changes)** (p. 2040) : génération des dépôts par les crédits - (p. 2041) : reprend l'amendement n° 21 de la commission, retiré par son auteur : entière maîtrise, pour la Banque de France, de la gestion de la politique de changes ; rejeté - **Art. 3 (interdiction du financement des déficits publics)** (p. 2043) : absence de justification des dispositions de l'article en raison de la non ratification du traité de Maastricht - (p. 2045) : son amendement n° 78 : possibilité pour la Banque de France de soumissionner pour son compte lors d'adjudications de valeurs du Trésor ; retiré - **Art. 4 (fonctionnement des systèmes de paiement)** (p. 2047) : son amendement n° 79, soutenu par M. Michel Sergent : rédaction plus directive de l'article ; et n° 80 : gestion, par la Banque centrale, des systèmes d'échanges interbancaires et de fichiers d'intérêt national relatifs aux divers moyens de paiement ; rejetés - **Art. 5 (droit de communication)** et **Après l'art. 19** (p. 2050) : gestion des fichiers - Efficacité de l'information récoltée par les comptoirs de la Banque de France - (p. 2052) : sur l'amendement n° 58 de la commission (transfert des dispositions de l'article 5 après l'article 19), son sous-amendement n° 120 ; rejeté - Son amendement n° 81, soutenu par M. Michel Sergent : réaffirmation du fondement

légal des activités d'études, d'analyses et de statistiques de la Banque de France ; devenu sans objet - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 5** (p. 2054) : sur l'amendement n° 24 de la commission (dispositions liées à l'émission des billets), ses sous-amendements n° 82 : garantie du monopole de la Banque centrale pour la fabrication des billets ; n° 83 : mise en circulation des pièces métalliques assurée par la Banque de France ; n° 84, soutenu par M. Michel Sergent : monopole de fabrication des billets ; rejetés - Son sous-amendement n° 85, soutenu par M. Michel Sergent : suppression du délai de dix ans limitant la reprise des billets privés de cours légal ; retiré - (p. 2056) : son amendement n° 77 : énumération des missions fondamentales de la fabrication et de l'émission des billets dévolues à la Banque de France ; retiré - Importance de l'« institution » Banque de France - **Section 2 (le conseil de la politique monétaire)** (p. 2059) : son amendement n° 86 : intitulé : « le conseil monétaire » ; retiré - **Art. 7 (compétences du conseil de la politique monétaire)** : définition de la masse monétaire - Circulation de la monnaie - Indicateurs - Instruments de la politique monétaire - **Art. 8 (nomination des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2061, 2062) : composition du conseil - Durée et renouvellement du mandat - Procédure de choix - Son amendement n° 87, soutenu par M. Michel Sergent : durée du mandat identique pour tous les membres ; rejeté - (p. 2064) ; son amendement n° 89 : liste des membres pouvant être nommés ; rejeté - (p. 2065) : soutient l'amendement n° 124 de M. Michel Charasse (retour au texte initial du projet de loi) - (p. 2067) : son amendement n° 88 : opportunité d'une expérience dans le domaine social pour un ou plusieurs membres du conseil ; rejeté - (p. 2068) : son amendement n° 90 : publicité des listes des membres pouvant être nommés ainsi que de l'avis du conseil ; rejeté - **Art. 9 (organisation des délibérations du conseil de la politique monétaire)** (p. 2070) : exercice effectif de la collégialité - Transparence des décisions - Son amendement n° 92, soutenu par M. Michel Sergent : fréquence des réunions du conseil ; rejeté - (p. 2071) : son amendement n° 93 : convocation du conseil de la politique monétaire ; rejeté - (p. 2073) : son amendement n° 94, soutenu par M. Michel Sergent ; droit d'interpellation du ministre de l'économie ; rejeté - **Après l'art. 9** (p. 2075) : son amendement n° 125 : procédure de résolution de conflits entre le gouvernement et la Banque de France ; rejeté - Soutient l'amendement n° 126 de M. Michel Charasse (fin des fonctions du conseil de la politique monétaire en cas de conflit entre le Gouvernement et la Banque de France) - **Art. 10 (statut des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2077) : son amendement n° 95, identique à l'amendement n° 161 de M. Robert Vizet : impossibilité pour un membre du conseil de la politique monétaire de siéger au sein d'organismes internationaux ; rejeté - (p. 2078) : possibilité de nommer au conseil, en dehors du gouverneur et des sous-gouverneurs, une personne siégeant au sein d'un organisme international - **Art. 11 (composition du conseil général)** (p. 2080) : compétences et modalités de fonctionnement du conseil général de la Banque de France - (p. 2081) : ses amendements n° 96 : représentation nationale au conseil général de la Banque de France ; et n° 97 : rôle du conseil général lors de l'élaboration des statuts du personnel ; retirés au profit de l'amendement n° 40 de la commission (précision des compétences du conseil général) - (p. 2082) : ses amendements n° 101 ; maintien de la durée du mandat des représentants des salariés ; n° 98 : validité des délibérations ; et n° 99 : exercice du droit de veto ; devenus sans objet - **Après l'art. 11** (p. 2084) : sur l'amendement n° 41 de la commission (compétence et organisation des délibérations du conseil général), son sous-amendement n° 100 ; rejeté - **Art. 13 bis (rapport au Président de la République - contrôle du Parlement)** (p. 2086) : contrôle démocratique indispensable pour accompagner l'autonomie accordée à la Banque de France - Exemples étrangers - **Art. 15 (exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique monétaire)** (p. 2089) : son amendement n° 103 : exercice par la Banque de France de missions d'intérêt général ; rejeté - Ses amendements, soutenus par M. René Régnauld, n° 104 : reconnaissance à la Banque de France du droit à la responsabilité ; n° 105 : rôle indispensable assuré par les comptoirs de la Banque de France dans l'exercice de ses missions ; n° 106 : prestations pouvant être rémunérées pour couvrir les coûts engagés par la Banque de France pour assurer ces prestations ; rejetés - **Art. 16 (établissement de la balance des**

paiements) (p. 2091) : ses amendements, soutenus par M. Michel Sergent, n° 108 : limitation à la balance des paiements courants ; n° 107 : rémunération des prestations de la Banque de France ; et n° 109 : élaboration des statistiques monétaires ; rejetés - **Après l'art. 16** (p. 2092) : son amendement n° 110, soutenu par M. Michel Sergent : rôle de la Banque de France dans la tenue du compte courant du Trésor public ; retiré - **Art. 17 (titulaires de comptes)** (p. 2093) : énumération limitative des catégories de titulaires de comptes à la Banque de France - Remise en cause des activités commerciales - (p. 2094) : son amendement n° 127 : possibilité pour les associations à but non lucratif régies par la loi de 1901 d'être titulaires de comptes à la Banque de France ; rejeté - (p. 2095, 2096) : son amendement n° 111 : maintien des activités de clientèle de la Banque de France ; rejeté - (p. 2097) : son amendement n° 112 : autorisation du conseil général pour permettre l'ouverture des comptes à des catégories de personnes ; rejeté - (p. 2098) : faux problème de la concurrence entre les banques - **Après l'art. 17 bis** (p. 2099) : son amendement n° 128, soutenu par M. René Régnauld : consultation des collectivités locales sur les décisions de création ou de fermeture de succursales de la Banque de France et institution auprès de chaque comptoir d'un conseil local de la monnaie et du crédit ; rejeté - (p. 2100) : ses amendements, soutenus par M. René Régnauld, n° 113 : inscription au titre des missions de la Banque de France de la mission liée à la loi de prévention du surendettement des ménages ; rejeté ; et n° 114 : inscription de la gestion des fichiers concernant le surendettement des ménages et les chèques irréguliers au titre des activités dont la Banque de France a le monopole ; retiré - **Après l'art. 19** (p. 2102) : sur l'amendement n° 55 de la commission (organisation du contrôle du Parlement), son sous-amendement n° 119, soutenu par M. Michel Sergent ; rejeté - **Art. 22 (compétence du comité de la réglementation bancaire)** (p. 2106) : avec le groupe socialiste, se déclare favorable à l'amendement n° 62 de la commission (compétence exclusive du conseil de la politique monétaire pour la détermination de l'assiette et du taux de réserves obligatoires) - **Art. 23 (rôle du président du comité de la réglementation bancaire)** (p. 2106) : ses amendements n° 129 et n° 121 : mise en oeuvre de la réglementation bancaire ; retirés - **Art. 25 (secrétariat général de la commission bancaire)** (p. 2107) : son amendement n° 122 : choix du secrétaire général de la commission bancaire ; devenu sans objet - **Art. 29 (contrôle de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires)** (p. 2108) : son amendement n° 123 : contrôle conjoint de la Banque de France et de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires ; rejeté - **Avant le chapitre 1^{er} avant l'art. 1^{er}** (p. 2111) : reprend l'amendement n° 20 de la commission, retiré par son auteur : rôle de la Banque de France ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2112, 2113) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à ce texte - Adhésion du Gouvernement aux thèses du libéralisme économique et aux thèses monétaristes.

- **Projet de loi de privatisation.** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 407 (92-93)]* - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2331, 2332) : procédures du vote bloqué et du 49-3 - Obstruction du Parlement - Intérêts de la France - Pression fiscale - Licenciements - Capitiaux étrangers - Action spécifique - Entreprises nationalisées en 1982 - Nécessité d'une économie mixte - Projet d'amendement de M. Etienne Dailly sur le principe du dividende majoré - Inconstitutionnalité du texte - Divisions au sein de la majorité parlementaire - Avis défavorable sur le texte de la CMP - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2335, 2336) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce texte - Suppressions d'emplois - Cas de l'Aérospatiale.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 408 (92-93)]* - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2581) : perspectives de monnaie européenne unique en application du traité de Maastricht - Dessaisissement du pouvoir politique sur la politique monétaire - Utilisation d'un modèle libéral monétaire dépassé - (p. 2582) : rejet des propositions du groupe socialiste tendant à garantir la poursuite des missions de service public de la Banque de France - Amendements déposés par le Gouvernement sur les conclusions de la CMP et votés à l'Assemblée nationale selon la procédure du vote unique - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2588) :

missions de la Banque de France - Commission bancaire - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le gouverneur de la Banque de France [n° 396 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2591) : bilan positif de la politique monétaire du précédent gouvernement - Démarche idéologique à l'origine de la modification du statut de la Banque de France - Doute de la possibilité pour l'Etat de maintenir ses prérogatives actuelles en matière de politique de change - (p. 2592) : poids sur le budget des charges d'intérêts dus par l'Etat à la Banque de France - Abstention du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2704, 2705) : réseau autoroutier français - Programmes spéciaux d'aménagement des routes nationales - Problème d'infrastructure routière en Ile-de-France - Développement du réseau routier national - Péage sur les autoroutes - Nécessité de nouvelles infrastructures en région parisienne - Entretien du réseau routier - Protection de l'environnement - Utilisation de la troisième génération du satellite SPOT - Exemple du département des Hautes-Pyrénées - (p. 2706) : ouverture des frontières intra-communautaires - Transports combinés - Sécurité sur les routes - Circulation des poids lourds - Accident survenu le 28 août 1993 - Infraction au code de la route - Prévention des accidents de la route - (p. 2707) : planification - Information des populations intéressées - Méfait de la concurrence.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2842, 2843) : marché unique de l'assurance - Espace économique européen - Situation favorable du marché français de l'assurance - Dispositif de protection de l'assurance européenne - Protection des assurés - Propose l'adoption de ce projet de loi, assorti des amendements de la commission des finances - **Art. 1^{er} (réorganisation du chapitre I^{er} du titre II, au livre III du code des assurances)** (p. 2847) : son amendement de forme n° 1 ; adopté - **Après l'art. 24** (p. 2849) : s'oppose à l'amendement n° 25 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (règles de répartition du produit des actifs en cas de transfert d'un portefeuille de contrats d'assurance-vie) - Protection des assurés dans les opérations de transfert de portefeuille à l'occasion des opérations de privatisation - **Art. 5 (conséquence de l'application de la troisième directive-vie sur l'indemnité maximale de rachat et la participation aux bénéfices)** : ses amendements rédactionnels n° 2 et n° 3 ; adoptés - **Art. 9 (définition des catégories d'entreprises admises à exercer des activités d'assurance en France)** (p. 2850) : accepte l'amendement de forme n° 26 de Mme Maryse Bergé-Lavigne - **Art. 10 (définitions)** (p. 2851) : ses amendements rédactionnels n° 4 et n° 5 ; adoptés - **Art. 11 (suppression du contrôle a priori des contrats)** : son amendement n° 6 : nouvelle rédaction ; adopté - **Art. 16 (sanctions)** (p. 2853) : ses amendements n° 7 et n° 8 : harmonisation avec le nouveau code pénal ; adoptés - **Art. 19 (agrément des entreprises d'un Etat de l'Espace économique européen non communautaire et agrément spécial des entreprises hors de l'Espace économique européen et de la Suisse)** (p. 2854) : son amendement n° 9 : définition de critères d'octroi ; adopté - **Art. 24 (transfert de portefeuilles par des entreprises cédantes soumises aux contrôles des autorités françaises)** (p. 2856) : son amendement rédactionnel n° 10 ; adopté - **Art. 25 (transfert de portefeuille : extension des règles applicables)** (p. 2857) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 36 de M. Robert Vizet - **Art. 26 (sûretés et privilèges des assurés)** : son amendement n° 11 : actif immobilier des entreprises étrangères : privilège spécial pour les contrats souscrits et exécutés en France ; adopté - **Art. 27 (sanctions des infractions à certaines règles de gestion)** (p. 2858) : ses amendements rédactionnels n° 12 et n° 13 ; adoptés - **Art. 28 (gestion de la « plage-commune » vie-dommage)** : caractère novateur de la disposition proposée - **Après l'art. 28** (p. 2859) : accepte l'amendement n° 37 du Gouvernement (nouvelle rédaction de l'article L. 441-1 du code des assurances) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 38 ; adopté - **Art. 31 (transfert de porte-**

feuilles) (p. 2861) : ses amendements de précision, n° 14, n° 15 et n° 16 ; adoptés - **Art. 33 (adaptations du code des assurances - mesures de coordination)** (p. 2862, 2863) : ses amendements n° 17 de précision ; n° 18 : rétablissement dans le droit commun des régimes particuliers existant en Alsace-Lorraine ; et n° 19, de forme ; adoptés - **Art. 34 (droit du contrat - amélioration de l'information des preneurs d'assurance)** : ses amendements n° 20 : nouvelle rédaction ; et n° 21, de coordination ; adoptés - S'oppose aux amendements de Mme Maryse Bergé-Lavigne, n° 34 (typographie du contrat) et n° 35 (obligation de l'inscription des valeurs de rachat dans le contrat) - **Art. 37 (sanctions - coordination)** (p. 2865) : son amendement n° 22 : harmonisation avec le nouveau code pénal ; adopté - **Art. 41 (codification de l'application aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte)** (p. 2866) : son amendement de rectification n° 23 ; adopté - **Art. 42 (entrée en vigueur du projet de loi)** (p. 2867) : son amendement n° 24 : mesures transitoires ; adopté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4398, 4399) : diverses dispositions d'ordre financier - Transfert de propriété de titres inscrits en compte - Opérations de pension - Intérêts des petits épargnants - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI - Fonds communs de créances - (p. 4400) : dispositions relatives aux assurances - Territoires d'outre-mer - Dispositions de la loi du 4 août 1993 relatives au statut de la Banque de France et déclarées inconstitutionnelles - Traité sur l'Union européenne - Indépendance de la Banque de France - (p. 4401) : politique monétaire gouvernementale - Economie allemande - Dévaluation du franc - Plan de relance européen - Abstention du groupe socialiste sur ce texte - **A titre personnel**, votera contre ce projet de loi - **Question préalable** (p. 4406) : à **titre personnel**, votera la motion n° 37 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** : sa motion n° 23 tendant au renvoi à la commission ; rejetée - Conditions d'examen de ce texte - Amendements du Gouvernement sur les sociétés de placements immobiliers - Dispositions de la loi du 4 août 1993 relatives au statut de la Banque de France et déclarées inconstitutionnelles - (p. 4407, 4408) : indépendance de la Banque de France - Décision de la Cour suprême de Karlsruhe - Attitude de l'Allemagne, du Royaume-Uni et du Danemark - Dépôt des amendements du Gouvernement - Souhaiterait le renvoi de ce texte à la commission des lois - **Art. 1^{er} (indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire)** (p. 4409) : adoption de la monnaie unique par les Etats membres de la CEE - (p. 4410 à 4417) : précipitation du Gouvernement - Politique monétaire du Gouvernement - Ses amendements n° 25, de suppression ; n° 26 : entrée en vigueur des dispositions garantissant l'indépendance de la Banque de France au plus tôt le 1^{er} janvier 1997 ; n° 27 : objectif de la Banque de France de contribuer à la stabilité de la monnaie ; et n° 36 : soumission du passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français ; rejetés - (p. 4417) : se déclare opposé à l'amendement n° 12 du Gouvernement (nomination des membres du Conseil de la politique monétaire au Conseil économique et social) - (p. 4421) : votera, ainsi que l'ensemble du groupe socialiste, contre l'article 1^{er} - **Art. 4 (renforcement de la sécurité juridique des paiements interbancaires)** (p. 4425) : intervient à propos de l'amendement n° 3 de la commission (exclusion de son champ d'application des paiements effectués dans le cadre de procédures non continues ou dans le cadre de conventions de gré à gré qui ne sont pas des conventions-cadre de place nationale ou internationale) - **Art. 8 (pension de titres)** (p. 4435) : se déclare favorable à cet article - **Art. 11 (modification des règles de transfert du recouvrement des créances cédées à un fonds commun de créances)** (p. 4436) : ses amendements, n° 28 de suppression, n° 29 : information du débiteur dans le cas d'un transfert de recouvrement et possibilité pour ce dernier de formuler ses observations pendant un mois ; n° 30 : rédaction d'un nouveau contrat de prêt à l'occasion du transfert de recouvrement ; rejetés ; et n° 31 : mention de la possibilité de transfert du recouvrement dans les contrats de prêts conclus à compter de la promulgation de la présente loi et qui pourraient faire l'objet d'une cession par la procédure de la titrisation ; retiré - **Avant l'art. 12** (p. 4441) : son amendement n° 32 : non indemnisation, en cas de vol d'un véhicule,

des auteurs, co-auteurs ou complices du vol s'ils ont un accident ; adopté - **Après l'art. 14** (p. 4448) : se déclare opposé aux amendements du Gouvernement n° 51 (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre IX : « Dispositions relatives aux sociétés civiles de placement immobilier ») et n° 52 (régime juridique et financier des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI) - (p. 4450) : son amendement n° 33 : champ d'application de cette présente loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** : abstention du groupe socialiste sur ce texte - *A titre personnel*, se déclare opposé à ce projet de loi - Indépendance de la Banque de France.

- **Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109) [n° 63 (93-94)]** - (19 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4491) : scandale de la Bank of credit and commerce international, BCCI - Réglementation européenne - Paradis fiscaux - Domaine social - Avis favorable du groupe socialiste sur cette résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4650, 4651) : crise économique et sociale - Libéralisme économique - Plan quinquennal pour l'emploi et plans sociaux des entreprises publiques - Incohérence de la politique économique et sociale - Dette de l'Etat - (p. 4652) : maîtrise des dépenses - Déficit budgétaire - Désendettement de l'Etat - Réforme fiscale - Relance de la consommation et stimulation de l'offre - (p. 4653) : mesures sur l'épargne - Baisse des taux d'intérêt - Emploi - Ne votera pas ce projet de budget.

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 4687) : intervient contre la motion n° I-131 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - Question préalable votée sur le projet de budget pour 1993 - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de la motion.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9** (p. 4763, 4764) : reprend l'amendement n° I-6 de M. René Trégouët (dispositif de nature à renforcer les fonds propres des entreprises en création ou en difficulté), lui-même repris sous le même numéro par M. Paul Girod ; rejeté - Insuffisance structurelle en fonds propres des PME et des PMI - Privatisations - **Après l'art. 9 ter** (p. 4782, 4783) : reprend l'amendement n° I-7 de M. René Trégouët (système d'aide fiscale spécifique pour les programmes audiovisuels favorisant l'accès au savoir et à la formation) ; rejeté - Liste des entreprises pouvant bénéficier du crédit d'impôt recherche.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4823) : intervient sur l'amendement n° I-222 de M. Christian Bonnet (application du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « 4 étoiles luxe ») - Application du taux réduit de TVA aux produits de première nécessité - (p. 4825, 4826) : son amendement n° I-156 : application du taux de TVA « super-réduit » aux canaux locaux de télévision distribués par le câble ; rejeté - **Art. 11 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie)** (p. 4830) : soutient l'amendement de suppression n° I-158 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 13 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 4838) : se déclare favorable aux amendements identiques de suppression n° I-259 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-277 de M. Robert Vizet - Révision des valeurs cadastrales - **Après l'art. 13** (p. 4839) : ses amendements n° I-161 : bénéfice du régime spécial des provisions pour investissement prévu à l'article 39 bis du code général des impôts accordés aux canaux locaux de télévision distribués par câble ; n° I-160 : exonération des canaux locaux de télévision distribués par câble de la taxe professionnelle ; rejetés - **Après l'art. 14 bis** (p. 4843, 4844) : le groupe socialiste votera les amendements du Gouvernement, n° I-311 (exonération de tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de

l'impôt foncier non bâti), n° I-312 (revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié) et n° I-313 (exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole) - Discussion entre le Gouvernement et la profession agricole - **Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle)** (p. 4918) : sur l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction), reprend le sous-amendement n° I-326 du Gouvernement ; rejeté - Villes nouvelles - **Après l'art. 23 bis** (p. 4926) : demande au Sénat de voter l'amendement n° I-186 de M. Michel Charasse (extension du bénéfice de l'exonération de la taxe d'habitation aux personnes âgées de plus de soixante ans non imposables sur le revenu, qui hébergent à leur foyer un ou plusieurs de leurs enfants majeurs inscrits comme demandeurs d'emplois et ne disposant pas de ressources supérieures au RMI).

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4985, 4986) : politique de conservatisme et de libéralisme économique - Fiscalité locale - Situation des ménages - (p. 4987) : encouragement à la spéculation - Vote du groupe socialiste contre l'ensemble de la première partie.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) - Rapporteur spécial pour les routes et la sécurité routière - (p. 5090, 5091) ; XIe Plan - Route Centre Europe Atlantique, RCEA - Crédits d'entretien - Autoroutes à péage - Examen des liaisons France-Espagne et de l'infrastructure routière transpyrénéenne - Demande une relance de la politique de sécurité routière ; augmentation du nombre des accidents mortels en 1993 - Propose l'adoption de ces crédits.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5500) : besoins de logements - Population des quartiers difficiles - Populations étrangères - (p. 5501) : absence de solidarité et de justice sociale - Rôle des associations - (p. 5502) : police municipale - Avec les membres du groupe socialiste, ne votera pas les crédits de la politique de la ville - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5513, 5514) : ses amendements n° II-20 et n° II-21, soutenus par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : réduction des crédits figurant au Titre IV ; rejetés.

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) (p. 5936, 5937) : charge de la dette - Economies sur des dépenses de nature sociale - Services financiers ; réduction d'effectifs - Réduction du budget de l'Institut national de la consommation et des aides aux associations de consommateurs malgré leur rôle économique important - **Examen des crédits - Services financiers - Etat B** (p. 5947) : votera l'amendement n° II-46 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (réduction des crédits du Titre IV afin de protester contre la réduction des aides aux centres locaux d'information sur les prix, CLIP).

Comptes spéciaux du Trésor - (10 décembre 1993) - **Art. 35 (autorisations de programme et crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 5954) : insuffisance des crédits du Fonds national pour le développement de la vie associative.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5984, 5985) : Centre national d'études spatiales, CNES - Demande une relance de la politique spatiale française et européenne.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes [n° 175 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6601) : nécessité de définir précisément l'appellation « or » - Renforcement de la protection du consommateur - Organisation d'un système de contrôle généralisé et fiable en Europe avant la libéralisation des échanges - S'étonne des dispositions relatives aux pouvoirs des agents des douanes, sans rapport avec le reste du projet de loi - Confirmation des missions de la douane de lutte contre l'immigration clandestine - Souhaite un aménagement par le Gouver-

nement du dispositif proposé pour les métaux précieux - Sous cette réserve, avis favorable des sénateurs socialistes sur ce projet de loi - **Après l'art. 3** (p. 6606) : soutient l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Masseret (obligation dans l'apposition des poinçons de préciser la teneur en métal précieux) - **Art. 13** (*obligation de la garantie de l'Etat*) (p. 6611) : son amendement n° 31 : possibilité de marquage sur place dans les entreprises ; devenu sans objet - **Art. 18** (*régime d'importation des ouvrages en métaux précieux*) (p. 6614) : mise en évidence du risque de développement des « ventes sans facture » dans le secteur de la bijouterie-orfèvrerie français = Menaces pour la compétitivité de ce secteur - Avec le groupe socialiste, se déclare opposé au vote de cet article - **Art. 24** (*aménagement rédactionnel de la législation relative aux contributions indirectes*) (p. 6617) : soutient l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Masseret (application des dispositions générales de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes pour le contrôle de l'apposition des poinçons de garantie et de responsabilité).

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes - Deuxième lecture** [n° 194 (93-94)] - (22 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6855) : transposition de directives européennes dans la législation française - Modifications judiciaires apportées au texte - Souhait d'un vote conforme du texte émanant de la commission des finances.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6860 à 6862) : système européen de banques centrales - Réciprocité respective des accords internationaux - Conséquences du traité de Maastricht - Décision de la Cour suprême de Karlsruhe - Droit de veto du Parlement allemand - Suppression de l'impôt de bourse pour les non résidents - Internationalisation des mouvements de capitaux - Possibilité pour les régions d'émettre des emprunts obligataires - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6877) : avec le groupe socialiste, votera contre le texte de la CMP.

LOUECKHOTE (Simon), sénateur de Nouvelle-Calédonie (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - Suède.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Après l'art. 17 bis** (p. 910) : son amendement n° 55 : dispositif de défiscalisation contenu dans la loi de finances rectificative de 1986 ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - Spécificité des territoires d'outre-mer - Nouvelle-Calédonie.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4675, 4676) : développement politique et économique de la Nouvelle-Calédonie - Investissements - Accès des sociétés civiles de placement immobilier aux mesures de défiscalisation - Mécanismes de financement des contrats de plan - Marché du Pacifique Sud - Accords de Matignon.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4739) : son amendement n° I-82, soutenu par M. Louis Althapé : extension de la majoration de la réduction d'impôt aux souscriptions au capital de sociétés civiles de placement immobilier qui acquièrent des logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer ; adopté.

LOUISY (François), sénateur de la Guadeloupe (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 57 (*JO Débats* du 13 octobre 1993) (p. 2915) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Prise en charge des réparations des dégâts occasionnés par le cyclone Hugo (Guadeloupe)* - (Réponse : *JO Débats* du 23 octobre 1993) (p. 3378) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de discussion** - (10 novembre 1993) - **Art. 52** (*annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicables à l'outre-mer*) (p. 4212) : chômage dans les départements d'outre-mer - Réticence à l'égard de la décentralisation de la formation professionnelle - Se déclare favorable à l'amendement n° 570 de M. Henri Bangou (délai de présentation des mesures d'adaptation dans les départements d'outre-mer).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5016) : situation économique et sociale des départements d'outre-mer - RMI - Logement social - (p. 5017) : pêche - Déficit budgétaire des régions d'outre-mer - Pénalisation des habitants par le vote des nouvelles recettes fiscales - Désengagement de l'Etat - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 50 ter** (*affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer*) (p. 6043) : son amendement de suppression n° II-65 ; rejeté.

LOUVOT (Pierre), sénateur de la Haute-Saône (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles jusqu'au 27 novembre 1993.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (décret n° 93-650 du 26 mars 1993) (*JO Lois et décrets* du 25 mai 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1280, 1281) : tradition française d'assimilation des immigrants - Commission Marceau Long - Acquisition de la nationalité française par mariage - Double droit du sol : abrogation pour les enfants nés en France de parents algériens nés dans les anciens départements français d'Algérie - Avis favorable du groupe des RI sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3715) : plans successifs en faveur de l'emploi - (p. 3716) : danger d'explosion sociale - Conséquences du développement de la productivité - Justification mais aussi étroitesse des exonérations de charges - Temps de travail - Rénovation de l'apprentissage - (p. 3717) : formation professionnelle - Aide en faveur des PME - Budgétisation des cotisations d'allocations familiales.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise*) (p. 3798) : soutient l'amendement n° 270 de M. Bernard Seillier (extension aux revenus professionnels des employeurs et travailleurs indépendants de l'exonération totale ou partielle des cotisations d'allocations familiales).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5177, 5178) : évolution des cotisations sociales des agriculteurs - Réforme de l'assiette des cotisations - Démantèlement des taxes BAPSA ; taxe sur les produits forestiers - Revalorisation des retraites les plus faibles des exploitants - Veuves - Financement de l'exonération des jeunes agriculteurs - Vote de ce projet de budget par le groupe des RI.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5431) : soutien du groupe des RI à ce projet de budget du commerce et de l'artisanat.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6055) : son amendement n° II-34 : compensation par l'Etat au bénéfice des collectivités locales du coût de l'exonération permanente visée à l'article 2 de l'article 1394 du code général des impôts en faveur des terrains militaires ; retiré.

LUART (Roland du), sénateur de la Sarthe (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes (*JO Lois et décrets* du 7 octobre 1993).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 27 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission d'information effectuée aux Etats-Unis, du 28 février au 6 mars 1993, sur la position de la nouvelle administration américaine dans les négociations du GATT [n° 267 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Etats-Unis.**

Proposition de loi visant à permettre la prise en compte des déficits pour leur montant réel dans le calcul de l'assiette des cotisations sociales agricoles [n° 452 (92-93)] (23 septembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Agriculture.**

Proposition de loi tendant à intégrer dans le fonds de solidarité vieillesse les majorations de pensions accordées en fonction du nombre d'enfants dans le régime de l'assurance vieillesse agricole [n° 67 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Pensions et retraites.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture et pêche** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 5 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 45 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6422) - Ministère : Affaires européennes - **Volet agricole du GATT - GATT.**

Questions orales avec débat :

n° 17 (*JO Débats* du 20 mai 1992) (p. 1273) - Ministère : Agriculture - **Fonds national de garantie des calamités agricoles** - (Caduque : mars 1993) - **Calamités agricoles.**

n° 30 (*JO Débats* du 20 novembre 1992) (p. 3302) - Ministère : Agriculture - **Réforme de la politique agricole commune et les**

négociations du GATT - (Caduque : mars 1993) - **Politique agricole commune (PAC).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 753) : politique agricole - Primes de gel des terres - Difficultés du secteur de l'horticulture - (p. 754) : installation des jeunes agriculteurs - Création d'un groupe de travail sur le statut social de l'exploitant agricole - Prise en compte des déficits - Politique agricole nationale et européenne.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Après l'art. 18 A** (p. 912) : son amendement n° 74 : extension aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, de la prise en compte des recettes accessoires commerciales et non commerciales pour la détermination de leurs bénéficiaires agricoles ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - Soutient les amendements identiques, n° 45 de M. Désiré Debavelaere et n° 92 de M. Michel Souplet (suppression de l'assujettissement à la taxe professionnelle pour l'activité semencière) - (p. 913) : son amendement n° 73 : affectation d'une nouvelle ressource à l'indemnisation des dégâts à la charge des chasseurs de grands gibiers ayant obtenu la validation nationale de leur permis ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927).

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol** [n° 353 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1642, 1643) : lutte contre le gigantisme des ateliers d'élevage hors sol - Abattage - Environnement - Pollution liée aux élevages ; aménagement rural - Voter cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4641) : maîtrise des dépenses publiques, réduction du déficit budgétaire et soutien de l'activité - Charge de la dette publique - Conjoncture économique - (p. 4642, 4643) : réforme des services votés et du barème de l'impôt - Finances des collectivités locales : réforme de la dotation globale de fonctionnement, fonds de compensation de la TVA - Assiette des cotisations sociales agricoles - Retraite des agriculteurs - Fonds national de développement des adductions d'eau - Financement du Fonds forestier national.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9** (p. 4759, 4760) : son amendement n° I-63 : alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts de banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions ; retiré.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 bis** (p. 4844) : se déclare favorable aux amendements du Gouvernement, n° I-311 (exonération pour tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt sur le foncier non bâti), n° I-312 (revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié) et n° I-313 (exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole) - **Art. 14 ter** (*fiscalité applicable aux revenus provenant d'activités accessoires à l'activité agricole*) (p. 4846) : son amendement n° I-65 : aménagement du dispositif régissant la pluriactivité ; retiré - **Art. 14 quater** (*relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles*) (p. 4848, 4849) : ses amendements n° I-66 : modification du montant du plafond des revenus non agricoles au-dessus duquel l'imputation des déficits agricoles ne peut plus être opérée ; adopté ; et n° I-67 : limitation du bénéfice du plafond de 150 000 francs aux seuls exploitants agricoles à titre principal ; retiré - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4855) : soutient l'amendement n° I-42 de M. Henri de Raincourt (constitution de provisions pour investissement dans les parts de sociétés coopératives et mutualistes) - **Après l'art. 16 bis** (p. 4878) : intervient

sur l'amendement n° I-5 de M. Charles-Edmond Lenglet (possibilité donnée aux agriculteurs victimes de dégâts causés par les sangliers et le grand gibier de demander à tout moment à être indemnisés pour ces dommages) - Tolérances de l'Office national de la chasse - Rapport sur les dégâts du gibier en forêt et en plaine - **Avant l'art. 19 (par priorité)** (p. 4884) : intervient sur l'amendement n° I-315 du Gouvernement (affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois) - Financement du Fonds forestier national par une contribution de la filière bois - Suppression de la taxe BAPSA - **Après l'art. 17** (p. 4886) : son amendement n° I-70 : augmentation de deux centimes de la redevance du Fonds national de développement des adductions d'eau à compter du 1^{er} janvier 1994 ; adopté.

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5167) : financement de la protection sociale agricole en 1993 - Epuisement de la contribution sociale de solidarité des sociétés - (p. 5168) : baisse des rentrées de cotisations sociales professionnelles - Difficultés d'application de la réforme des cotisations sociales - Financement de l'exonération des jeunes agriculteurs - Contribution sociale généralisée, CSG - (p. 5169) : réforme du fonds de solidarité vieillesse - Stabilisation du BAPSA - Evolution des dépenses d'assurance maladie - Démantèlement des taxes BAPSA - Suppression de la taxe BAPSA sur les produits forestiers - Revalorisation des retraites les plus basses - Situation des veuves - Intégration des déficits dans l'assiette des cotisations sociales agricoles - Propose l'adoption de ce projet de budget - **Après l'art. 52 bis** (p. 5184) : s'oppose à l'amendement n° II-13 de M. André Vallet (régime d'appel provisionnel de cotisations pour 1994), retiré par son auteur et repris par M. Louis Minetti.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5189, 5190) : réforme de la politique agricole commune, PAC ; détournements par d'autres pays de la CEE - Négociations du GATT - (p. 5191) : présentation budgétaire des concours publics à l'agriculture - Présentation des crédits - Aides à l'installation - Actions agri-environnementales - Mesures d'allègement des charges pesant sur les exploitations agricoles - Fiscalité agricole - (p. 5192) : propose l'adoption de ce projet de budget - (p. 5202) : effectifs du ministère de l'agriculture.

LUC (Hélène), sénateur du Val-de-Marne (présidente du groupe C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à garantir en toute période le caractère de libertés publiques fondamentales de l'affichage et de la diffusion d'opinion [n° 234 (92-93)] (11 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Elections.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à porter le salaire minimum de croissance à 7 500 F [n° 23 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Salaires, traitements et indemnités.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à prendre des mesures urgentes pour l'emploi et la croissance [n° 24 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Emploi.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2816) - Ministère : Premier ministre - **Lutte contre le chômage - Emploi.**

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6421) - Ministère : Premier ministre - **Demande de référendum sur l'accord du GATT - GATT.**

Questions orales avec débat :

n° 28 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3181) - Ministère : Equipement - *Nécessité d'un débat parlementaire sur l'avenir du transport aérien* - (Caduque : mars 1993) - **Transports aériens.**

n° 20 (JO Débats du 7 mai 1993) (p. 203) - Ministère : Education - *Service public de l'éducation nationale* - **Education (ministère de l')**.

Questions orales sans débat :

n° 497 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3182) - Ministère : Equipement - *Modernisation de la ligne C du RER* - (Caduque : mars 1993) - **Transports en commun.**

n° 5 (JO Débats du 16 avril 1993) (p. 645) - Ministère : Culture - *Projet de démolition de la Maison Picasso à Maisons-Alfort (Val-de-Marne)* - (Réponse : JO Débats du 1^{er} mai 1993) (p. 158) - **Patrimoine (protection du).**

n° 46 (JO Débats du 6 octobre 1993) (p. 2776) - Ministère : Education - *Difficultés de la rentrée scolaire dans l'enseignement secondaire du Val-de-Marne* - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3204) - **Enseignement secondaire.**

n° 47 (JO Débats du 6 octobre 1993) (p. 2776) - Ministère : Education - *Suite donnée au « livre blanc » sur l'école en Val-de-Marne* - **Enseignement .**

n° 71 (JO Débats du 3 novembre 1993) (p. 3707) - Ministère : Equipement - *Fermeture des ateliers SNCF de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4497) - **Société nationale des chemins de fer français (SNCF).**

n° 72 (JO Débats du 3 novembre 1993) (p. 3007) - Ministère : Equipement - *Avenir du transport aérien français* - **Aviation civile.**

n° 79 (JO Débats du 9 novembre 1993) (p. 4096) - Ministère : premier ministre - *Délocalisation de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (Val-de-Marne)* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4501) - **Grandes écoles.**

n° 85 (JO Débats du 7 décembre 1993) (p. 5695) - Ministère : Equipement - *Fermeture d'un atelier de peinture d'Air France* - (Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6512) - **Entreprises.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)]** - (15 avril 1993) (p. 65, 66) : continuité dans la politique d'austérité mise en oeuvre par les précédents gouvernements - Causes de l'insécurité - Coexistence du chômage et des profits financiers des entreprises - Licenciements - Demande la réduction du temps de travail sans diminution de salaire - Services publics en zones rurales - Privatisations - (p. 67) : logement social - SMIC - RMI - Enseignement et formation - Récentes « bavures » policières - Politique de la ville - Opposition du groupe communiste à l'évolution actuelle de la CEE.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)] - Suite de la discussion** - (26 mai 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 433, 434) : sa motion n° 29, tendant au renvoi à la commission, soutenue par M. Robert Pagès ; rejetée.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Question préalable** (p. 772) : sa motion n° 3, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Politique en faveur des entreprises - Emprunt d'Etat - Absence de relance volontariste de la production industrielle - Rôle du chômage dans le déficit des comptes sociaux - Absence de relance de la consommation - Attitude du patronat - Mise en oeuvre du traité de Maastricht - **Demande de renvoi à la commission** (p. 775) : sa motion n° 86, soutenue par Mme Paulette Fost, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - Mesures contre les salariés - Propositions du CNPF - Répartition des sacrifices - Emprunt d'Etat - Oppositions à la privatisation.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Après l'art. 2** (p. 820) : soutient l'amendement n° 109 de M. Robert Vizet (fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France).

- **Conférence des présidents** - (10 juin 1993) (p. 956) : précipitation du Gouvernement dans l'organisation des travaux parlementaires - (p. 957) : souhaite que le Sénat repousse l'ordre du jour imposé par le Gouvernement.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1010) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - Principes de la Constitution - Plan de redressement de l'économie - Augmentation du chômage - (p. 1011) : programme de privatisations du Gouvernement - Evolution des groupes nationalisés depuis 1981 - Rôle de l'Etat selon le Général de Gaulle - Esprit de progrès économique et social de la Libération - (p. 1012) : importance du secteur public - Constitutionnalité du projet de loi - Jurisprudence du Conseil constitutionnel - Participation étrangère au capital des entreprises privatisées - Valeur réelle des entreprises privatisées - (p. 1016) : demande de scrutin public émanant du groupe du RPR - **Renvoi à la commission** : sa motion n° 4, soutenue par Mme Paulette Fost, tendant au renvoi à la commission ; rejetée - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1024, 1025) : utilisation des fonds issus des privatisations - Précarité de l'emploi - Délocalisations de production - Investissements - Anticonstitutionnalité du projet de loi - Examen de ce texte - Concertation avec les salariés et les dirigeants - Défense des intérêts nationaux - (p. 1027) : son amendement de suppression n° 49, soutenu par M. Charles Lederman - (p. 1030) : son amendement n° 50, soutenu par M. Robert Pagès : nouvelle rédaction de l'article premier qui précise que, selon le 9^{ème} alinéa de la Constitution du 27 octobre 1946, le Gouvernement déposera dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi un projet de loi fixant le principe et les modalités de la nationalisation d'entreprises au caractère d'un service public national ou d'un monopole de fait ; non retenu dans le vote unique - (p. 1031) : ses amendements, n° 51, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du paragraphe I de l'article 1^{er} relatif au principe du transfert au secteur privé de la propriété des actions détenues par l'Etat dans des entreprises nationalisées du secteur concurrentiel ; n° 52, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression des trois premiers alinéas du paragraphe I de l'article 1^{er} ; non retenus dans le vote unique - (p. 1032) : son amendement n° 53, soutenu par M. Robert Pagès : suppression des deux premiers alinéas du paragraphe I de l'article 1^{er} ; non retenu dans le vote unique - (p. 1033) : son amendement n° 54 : suppression du premier alinéa du paragraphe I ; non retenu dans le vote unique - **Taxe sur les placements financiers et les capitaux exportés - Pouvoir d'achat - Relance de la consommation - Manque de personnel dans les entreprises publiques - SICAV monétaires** - (p. 1034) : investissements - Absence de date butoir pour la réalisation de la privatisation des sociétés publiques - (p. 1036) : son amendement n° 58, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du transfert du secteur public vers le secteur privé de la propriété des participations majoritaires détenues directement ou indirectement par l'Etat ; non retenu dans le vote unique - (p. 1037) : son amendement n° 59, soutenu par Mme Danielle Bidard-Reydet : condition nécessaire à la privatisation des entreprises du secteur public : les sociétés et entreprises intéressées doivent avoir maintenu au moins le niveau de l'emploi et de leur masse salariale entre la date de la promulgation de la présente loi et celle de leur privatisation ; non retenu dans le vote unique - (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : ses amendements n° 63, n° 64, et n° 82 ; n° 65, n° 70, n° 73 et n° 83, soutenus par M. Robert Pagès ; n° 66, n° 72, n° 74 et n° 79, soutenus par Mme Danielle Bidard-Reydet ; n° 67, n° 69, n° 76 et n° 78, soutenus par Mme Paulette Fost ; n° 68, n° 75, n° 77 et n° 80, soutenus par M. Robert Vizet ; n° 71 et n° 81, soutenus par M. Charles Lederman : suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe ; non retenus dans le vote unique - **Rappel au règlement**, de M. Charles Lederman (p. 1071) ; examen de ses amendements - **Droit du Parlement** - (p. 1094) : son amendement n° 60, soutenu par M. Robert Pagès : interdiction pour les sociétés ou entreprises privatisées de procéder à des délocalisations de production et d'unités de recherche à l'étranger ; non retenu dans le vote unique - (p. 1096, 1097) : ses amendements, n° 55, soutenu par M. Charles Lederman, et n° 56 ; sup-

pression des deuxième et troisième alinéas du paragraphe I de l'article 1^{er} ; non retenus dans le vote unique - (p. 1099) : son amendement n° 57, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article ; non retenu dans le vote unique - (p. 1101) : son amendement n° 61, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du premier alinéa du paragraphe II de cet article ; non retenu dans le vote unique - (p. 1102) : sur l'amendement n° 173 de M. Claude Estier (consultation du comité d'entreprise de l'entreprise concernée), ses sous-amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 327 et n° 328 ; non retenus dans le vote unique - (p. 1110) : abus du voté bloqué - Scrutin public - Consultation des salariés des entreprises privatisables - L'Aérospatiale.

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1126) : son amendement de suppression n° 84, soutenu par Mme Michelle Demessine ; non retenu dans le vote unique - (p. 1127) : son amendement n° 85 : suppression du paragraphe I de l'article 2 ; non retenu dans le vote unique - (p. 1128) : son amendement n° 86, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du paragraphe III de l'article 2 ; non retenu dans le vote unique - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1130) : son amendement de suppression n° 87, soutenu par M. Charles Lederman ; non retenu dans le vote unique - (p. 1131) : son amendement n° 88, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression du paragraphe I de cet article relatif au rôle de la commission de privatisation ; non retenu dans le vote unique - (p. 1132) : son amendement n° 89, soutenu par Mme Paulette Fost ; suppression du 2ème alinéa du paragraphe I de cet article ; non retenu dans le vote unique - (p. 1133) : ses amendements, n° 318, soutenu par M. Charles Lederman : estimation de la valeur des sociétés nationalisées ; et n° 90, soutenu par M. Jean Garcia : suppression du dernier alinéa du paragraphe I de cet article, qui charge la commission de se prononcer pour les opérations hors marché sur le choix des acquéreurs dans les conditions prévues à l'article 4 ; non retenus dans le vote unique - (p. 1135) : ses amendements, n° 91, de coordination, soutenu par M. Jean-Luc Bécart, et n° 92 : suppression dans la mention des incompatibilités avec la fonction de membre de la commission de la privatisation des mots : « de nature à les rendre dépendants des acquéreurs éventuels » ; non retenus dans le vote unique - **Art. 4 (opérations de gré à gré)** (p. 1141) : choix des actionnaires - Rôle de la commission de la privatisation - Privatisations de 1986 - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - Son amendement de suppression n° 93, soutenu par M. Jean Garcia ; non retenu dans le vote unique - (p. 1143) : son amendement n° 95, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; suppression du mot « conforme » ; non retenu dans le vote unique - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1147) : conditions d'examen de ce texte - Organisation des travaux du Sénat - (p. 1148) : son amendement de suppression n° 96, soutenu par Mme Michelle Demessine ; non retenu dans le vote unique - (p. 1149) : son amendement n° 97, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du paragraphe I de cet article ; non retenu dans le vote unique - (p. 1151) : ses amendements, n° 98, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du premier alinéa du paragraphe II de cet article relatif à la femme en cause du délai de trois ans pour les opérations de paiement ; n° 99, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : conservation dans le capital de l'Etat des titres acquis avec paiement échelonné et non acquittés à l'échéance ; n° 100, soutenu par Mme Michelle Demessine : suppression de la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa du paragraphe II de ce texte relative à la possibilité de revente du titre qui restera propriété de l'Etat ; et n° 101, soutenu par M. Robert Vizet : suppression du dernier alinéa du paragraphe II de ce texte relatif aux modalités de mise en oeuvre fixées par décret ; non retenus dans le vote unique - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1155) : son amendement de suppression n° 102, soutenu par M. Charles Lederman ; non retenu dans le vote unique - (p. 1159 à 1176) : ses amendements n° 112 et n° 118 ; n° 103, n° 114 et n° 121, soutenus par M. Jean-Luc Bécart ; n° 104, n° 107 et n° 117, soutenus par Mme Paulette Fost ; n° 105, n° 109, n° 115 et n° 119, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis ; n° 106, n° 116 et n° 123, soutenus par M. Robert Vizet ; n° 108, n° 110 et n° 113, soutenus par Mme Michelle Demessine ; n° 111, n° 120 et n° 122, soutenus par M. Charles Lederman : fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des

entreprises figurant dans l'annexe ; non retenus dans le vote unique.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 6 (suite)** (p. 1188) : son amendement n° 124, soutenu par Mme Paulette Fost : pouvoir des représentants de l'Etat au conseil d'administration ou de surveillance ; non retenu dans le vote unique - (p. 1189) : son amendement n° 125, soutenu par M. Charles Lederman : transformation non définitive de l'action spécifique en action ordinaire ; non retenu dans le vote unique - **Art. 9 (offres destinées aux personnes physiques)** (p. 1199, 1200) : développement de l'actionnariat populaire - Pouvoir de décision des actionnaires personnes physiques - « Financiarisation » de l'économie - Internationalisation de l'activité économique - Augmentation des risques pour les petits porteurs - (p. 1203) : son amendement n° 126, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du paragraphe III de cet article relatif à l'accès aux actions gratuites privatisées accordé aux personnes physiques ressortissantes de la CEE ; non retenu dans le vote unique - **Art. 12 (élévation du seuil des opérations de transfert et dispense d'une déclaration préalable pour les petites opérations)** (p. 1207) : son amendement de suppression n° 127, soutenu par Mme Paulette Fost ; non retenu dans le vote unique - **Art. 13 (dispositions relatives à la Régie Renault)** (p. 1209) : évolution de la Régie Renault depuis sa nationalisation - Avenir de l'industrie automobile française - (p. 1210) : participation de Volvo dans le capital de Renault - Son amendement de suppression n° 128 ; non retenu dans le vote unique - (p. 1211) : son amendement n° 129, soutenu par M. Robert Vizet : abrogation de la loi du 4 juillet 1990 ; non retenu dans le vote unique - (p. 1212, à 1216) : ses amendements n° 130 ; n° 131 et n° 132, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 133, soutenu par M. Jean Garcia : suppression successivement du paragraphe I et de son deuxième alinéa et des paragraphes II et III de cet article ; non retenus dans le vote unique - **Art. 14 (dispositions relatives à Elf Aquitaine)** (p. 1219, 1220) : ses amendements, n° 134, de suppression, soutenu par M. Jean Garcia, et n° 135, de précision, soutenu par M. Louis Minetti ; non retenus dans le vote unique - **Art. 15 (dispositions relatives à la SEITA)** (p. 1221) : régulation du marché du tabac - Grands trusts multinationaux des tabacs - Perte de marchés de la SEITA - Suppression d'emplois - Importation de cigarettes en provenance de la CEE - Lutte contre le tabagisme - (p. 1222) : son amendement de suppression n° 136, soutenu par M. Louis Minetti ; non retenu dans le vote unique - (p. 1223 à 1226) : ses amendements, n° 137, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du paragraphe I de cet article ; n° 138, soutenu par M. Jean Garcia ; n° 139 et n° 140, soutenus par M. Louis Minetti : nouvelle rédaction de cet article ; définition d'une nouvelle politique de recherche ; statut des personnels et statut de la SEITA ; non retenus dans le vote unique - (p. 1226, 1227) : ses amendements n° 141, soutenu par Mme Paulette Fost et n° 143, soutenu par M. Louis Minetti : suppression des paragraphes II, III, IV et V de cet article ; et son amendement n° 319, soutenu par M. Jean Garcia : renforcement du monopole de la SEITA ; non retenus dans le vote unique - **Art. 16 (représentation des salariés au conseil d'administration)** (p. 1229, 1231) : ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 144 et n° 145 : mode de représentation des salariés au sein des conseils d'administration ; non retenus dans le vote unique - **Art. 17 (dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 1234 à 1235) : ses amendements, n° 146, soutenu par M. Louis Minetti : refus de remettre en cause la loi du 27 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ; et n° 147, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du paragraphe II de cet article relatif à la nomination des présidents des conseils d'administration des banques nationalisées en 1982 ; non retenus dans le vote unique - **Après l'art. 19** (p. 1238, 1239) : ses amendements, n° 148, soutenu par M. Charles Lederman : renégociation du contrat de plan signé en 1991 entre l'Etat et le groupe Air France ; et n° 149, soutenu par M. Ivan Renar : renégociation de l'accord signé à Bruxelles en 1991 entre la commission des communautés européennes, le Gouvernement français et la compagnie nationale Air France à la suite de l'achat de l'entreprise UTA ; non retenus dans le vote unique - **Art. 20 (abrogations et dispositions diverses)** (p. 1241 à 1243) : ses amendements, n° 151 ; n° 150, n° 155 et n° 156, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 152, n° 154 et n° 157, soutenus par M. Robert Vizet ; et n° 153, soutenu par M. Ivan

Renar : suppression de cet article puis de chacun de ses alinéas ; non retenus dans le vote unique - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1247, 1248) : augmentation de la précarité des salaires et de l'emploi - Spéculation internationale - Conception communiste de la nationalisation - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1294) : sa motion n° 1, soutenue par M. Charles Lederman, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1567, 1569) : sa motion n° 1, soutenue par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Mesures d'austérité et de régression sociale - Accroissement de la CSG - Système actuel de retraite - Privatisations - Fonds de solidarité - Allongement de la durée de cotisations - Réduction des retraites du régime général - Institution d'une retraite à deux vitesses - Chômage - Absence de solidarité - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1574) : remise en cause du système de retraite actuel - Distinction arbitraire entre les avantages contributifs et les avantages non contributifs - Chômage - Financement du fonds - (p. 1575) : pouvoir d'achat - Avec le groupe communiste, votera contre l'article 1^{er}.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1765) : sa motion n° 5, soutenue par M. Jean-Luc Bécart, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1802) : sa motion n° 2, soutenue par M. Charles Lederman, et tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Lutte contre l'immigration - Jurisprudence de la Cour de cassation - Justification de la vérification d'identité - Exclusion et discrimination - Suspicion légale - Entrave à la liberté d'aller et venir - Caractère facultatif du port de pièces d'identité - Cadre du contrôle préventif - Nécessité d'agir sur les causes des déséquilibres - Contrôles d'identité et immigrés - Immigration au centre du débat sur l'insécurité - Discrimination et xénophobie.

- **Rappel au règlement** - (29 juin 1993) (p. 1813) : demande la suspension de la séance et proteste contre l'organisation des travaux, notamment contre la simultanéité des réunions de commission et de la séance publique et l'accélération que le Gouvernement entend donner aux travaux du Parlement.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Demande de clôture de la discussion générale** (p. 1852) : demande qu'un orateur du groupe communiste puisse s'exprimer - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1853) : sa motion n° 3, soutenue par M. Ivan Renar, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée - (p. 1856) : défense de l'éducation nationale et de l'école publique - Rôle du Parlement - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** (p. 1872) : soutient l'amendement de suppression n° 3272 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Service public de l'éducation nationale - Décentralisation - Inégalité entre les collectivités territoriales - Régionalisation de l'enseignement - **Motion d'ordre** (p. 1879, 1880) : rappelle le souhait de M. le Président du Sénat de voir le Sénat siéger le moins possible la nuit.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2011) : sa motion n° 1, soutenue par M. Robert Vizet, et tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Danger du projet de loi - Absence de politique industrielle et de relance de l'activité par le biais de la politique monétaire - Rôle et composition du Conseil de la politique monétaire - Libéralisation du secteur bancaire et du crédit - Politique monétaire fondée sur l'assurance de la stabilité des prix au détriment de la lutte contre le chômage - Missions de la Banque de France.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2150) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable, et soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau ; rejetée - Emploi, préoccupation majeure - Risque d'aggravation du chômage - Conséquences graves des exonérations et des avantages fiscaux sur le pouvoir d'achat et sur le chômage - Position des organisations syndicales et du patronat sur ce texte - Evolution du chômage - Aide au patronat - Projet de loi générateur de récession - Maintien des inégalités - Avantage de la croissance financière au détriment de la croissance réelle - Propositions des sénateurs communistes - **Avant l'art. 4** (p. 2169) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Michelle Demessine (communication à la commission départementale de contrôle des fonds publics pour la formation des justificatifs des activités pédagogiques et financières des sociétés assurant la formation professionnelle).

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2207, 2208) : sa motion n° 2, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Démantèlement de l'université destinée à la tutelle du patronat - Critiques du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, CNESER, de la Conférence des présidents d'université et des syndicats - Défaut de concertation - Insuffisance des matériels et des locaux d'universités - Service public de l'enseignement supérieur - (p. 2209) : entrée de la loi du marché à l'université.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2289) : sa motion n° 1, soutenue par M. Félix Leyzour, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le gouverneur de la Banque de France** [n° 396 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2592) : sa motion n° 1, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) - (p. 2687) : département du Val-de-Marne - Cas du marché d'intérêt national de Rungis - Insuffisance du transport par chemin de fer - (p. 2688, 2689) : trafic routier dans les communes du Val-de-Marne - Protection de l'environnement - Lutte contre le bruit - Développement du transport combiné rail-route - Conditions déplorables de transport des voyageurs en banlieue - Amélioration de la ligne C du RER - Décision de fermeture des ateliers de Vitry - Transports aériens.

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale** [n° 461 (92-93)] - (19 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3233) : sa motion n° 4, soutenue par M. Robert Vizet, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Rappel au règlement** - (21 octobre 1993) (p. 3334, 3335) : dénonce les incidents provoqués par l'intervention des forces de l'ordre contre les salariés d'Air France, à Orly et à Roissy.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3431) : sa motion n° 51, soutenue par Mme Marie-Claude Beaudeau, tendant à opposer la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 3747) : sa motion n° 2, tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Situation d'Air France - Coûts de production - Suppressions d'emplois - Rentabilité financière - Avec les sénateurs communistes et apparentés s'oppose au texte.

- **Conférence des présidents** - (4 novembre 1993) (p. 3794) : s'élève contre l'organisation des travaux du Sénat et proteste contre les propositions de la conférence des présidents.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la**

discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3944, 3945) : soutient l'amendement n° 416 de M. Charles Lederman (nombre maximum d'heures de délégation par mois) - Salariés d'Air France - Traité de Maastricht - Tarifs des compagnies aériennes.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4013) : votera contre les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Chômage des jeunes - Augmentation du nombre des bénéficiaires du RMI - Réalisme de la proposition de diminution de travail hebdomadaire sans diminution de salaire - Reprise de la consommation - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4022) : expérience de l'annualisation à EDF et GDF - Volonté de réduire le coût du travail par le biais de l'aménagement du temps de travail - Avec le groupe communiste, se déclare opposée à l'article 24.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36** (*classes préparatoires à l'apprentissage*) (p. 4115) : soutient l'amendement de suppression n° 479 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Recul avec la réouverture des classes préparatoires à l'apprentissage - Mise en cause de la scolarité jusqu'à seize ans - Ecole inégalitaire à plusieurs vitesses - Nécessité d'un meilleur encadrement des jeunes - **Après l'art. 36** (p. 4126) : nécessité de faire suivre les transferts de compétence par les transferts financiers - **Art. 37** (*information sur l'orientation scolaire et professionnelle*) (p. 4128, 4129) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 480 de suppression et n° 481 (suppression des trois derniers alinéas du paragraphe I relatifs à l'information et à l'aide à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des jeunes) - Transformation de l'apprentissage en instrument d'exploitation et de précarisation - Conception mécaniste et utilitariste du rôle des conseillers d'orientation auprès des jeunes - Conception directive de l'information scolaire et professionnelle - Absence de la question de la réalisation du projet d'orientation - Nécessité d'une information individualisée - Formation du conseiller d'orientation psychologue - (p. 4130) : soutient l'amendement n° 483 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du paragraphe II abrogeant l'article 3 de la loi d'orientation du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique qui prévoit l'information des élèves sur la base d'une documentation) - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) (p. 4151) : instauration d'un SMIC jeunes - Allègements de charges sur les salaires des jeunes - Refus par le groupe communiste du dispositif prévu par l'article 40 - **Paragraphe II** (*création de trois articles dans le code du travail*) - **Art. L. 981-9-1 du code du travail** (*contrat d'insertion*) (p. 4162) : soutient l'amendement n° 521 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de la délivrance par les entreprises d'un diplôme attestant une formation) - **Art. L. 981-9-2** (*reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et de la rupture anticipée du contrat*) (p. 4166) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 526 (suppression des dispositions relatives à la rupture du contrat d'insertion à l'initiative du salarié avant l'échéance) et n° 527 (rupture du contrat par le salarié avant son terme afin qu'il bénéficie d'une formation) - **Art. 48** (*renforcement des contrôles administratifs et financiers des dispositifs de formation professionnelle*) (p. 4190, 4191) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 552 (suppression du I de l'article visant à abroger l'article L. 920-12 du code du travail relatif à la procédure sanctionnant les manquements aux obligations des intervenants en matière de formation professionnelle), n° 553 (revalorisation semestrielle des rémunérations des titulaires des contrats de qualification), n° 554 (suppression du b du paragraphe II visant à supprimer la notion de contrôle des moyens pédagogiques et matériels des organismes de formation) et n° 555 (suppression du b du paragraphe III abrogeant les sanctions pénales pour non respect d'une mesure de suspension du droit de conclure des conventions de formation professionnelle).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 4277) : sa motion

n° 3, soutenue par M. Robert Pagès, tendant à opposer la question préalable ; rejetée

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** - (19 novembre 1993) - **Explication de vote** (p. 8 et 9) : détérioration des conditions de travail du Parlement - Respect du droit d'asile - Danger des accords de Schengen - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5261, 5262) : diminution des moyens - Insertion sociale des jeunes - Aide aux associations - Situation des sportifs - Ambition sportive et éducative de la France - Collectivités territoriales - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 5269, 5270) : accueil des objecteurs de conscience - « Carte jeunes » - Devenir de la jeunesse.

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5639, 5640) : manifestations des jeunes - Evolution des crédits - Qualité du système éducatif - Effectifs - Personnels d'encadrement - Aide aux enfants en difficulté - (p. 5641, 5642) : éducation physique et sportive - Ecole maternelle - Enseignement professionnel public - Intégration des instituteurs dans le corps des professeurs d'écoles - Recours abusif aux contrats emploi-solidarité, CES - Sections d'initiation à l'apprentissage - Réforme du collège - Bourses d'études - Ecoute des jeunes - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre V** (p. 5660) : équipement informatique à caractère pédagogique - Collectivités locales - Département du Val-de-Marne - Bâtiments scolaires.

- **Rappel au règlement** - (8 décembre 1993) (p. 5781) : souhaite la désignation d'un sénateur communiste au sein des six représentants du Sénat à la Cour de justice de la République.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) - **Examen des crédits de l'enseignement supérieur - Etat C** (p. 5991, 5992) : université de Paris XII-Val-de-Marne - Conditions de fonctionnement - Locaux - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

- **Conférence des présidents** - (14 décembre 1993) (p. 6221) : proteste contre l'inscription à l'ordre du jour par le Gouvernement, le matin pour l'après-midi, de la discussion de la loi Falloux et contre le fait que le Gouvernement refuse un débat sur le GATT - Réclame la réunion de la commission des affaires culturelles pour l'examen du rapport Vedel et demande au Gouvernement de retirer ce texte.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 6245, 6247) : soutient l'amendement n° 3313 de Mme Danielle Bidard-Reydet (aide aux investissements des établissements d'enseignement privés sous contrat existant à la date de promulgation de la présente loi) - Conditions du présent débat - Respect du libre choix des parents - Transfert de charges en direction des collectivités territoriales et difficultés financières de celles-ci - Exemple du Val-de-Marne - Collèges et lycées de type Pailleron, Bender et autres structures métalliques - Etat des lieux des établissements d'enseignement privés - Plus grande intervention de l'Etat pour le bon fonctionnement des établissements d'enseignement publics.

- **Rappel au règlement** : regrette l'absence de débat sur la déclaration de politique générale du Gouvernement, lue à la tribune du Sénat par Mme Simone Veil, ministre des affaires sociales (15 décembre 1993) (p. 6324).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication** [n° 143

(93-94)] - (20 décembre 1993) - **Question préalable** (p. 6715) : sa motion n° 1, tendant à opposer la question préalable, soutenue par M. Ivan Renar ; rejetée - **Art. 1^{er}** (*création de la chaîne du savoir et de la formation*) (p. 6721) : soutient l'amendement n° 50 de M. Ivan Renar (maintien dans sa rédaction actuelle de l'article 45 de la loi de 1986 et définition des règles de fonctionnement de la future chaîne du savoir) - (p. 6728, 6729) : soutient l'amendement n° 52 de M. Ivan Renar (réalisation des investissements techniques nécessaires à une réception satisfaisante des programmes de la chaîne).

LUCOTTE (Marcel), sénateur de la Saône-et-Loire (président du groupe RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Jacques Larché, Etienne Dailly, Charles Pasqua, Daniel Hoeffel et Ernest Cartigny, tendant à modifier l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relatif aux commissions d'enquête parlementaires [n° 460 (90-91)] (23 juillet 1991) - Reprise par ses auteurs le 6 avril 1993 - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Maurice Blin, Josselin de Rohan et Ernest Cartigny, et plusieurs de leurs collègues, relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 317 (92-93)] (25 mai 1993) - **Enseignement privé**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 67, 68) : sécurité - Immigration - Justice - Solidarité - Aménagement du territoire - Désertification - Agriculture - Collectivités territoriales - (p. 69) : soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1844) : guerre scolaire - Propositions de loi du Sénat et de l'Assemblée nationale - Liberté

des parents de choisir l'école de leurs enfants - Pluralité du système éducatif - Etablissements d'enseignement privés sous contrat - (p. 1845) : subventions différentes suivant les établissements privés et les collectivités territoriales - Financement des familles - Décentralisation - Programme électoral - Votera ce texte - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) - **Demande de clôture du débat** (p. 1877) : demande la clôture de la discussion en application de l'article 38, alinéa 1, du règlement du Sénat.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité)** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 4340, 4341) : se déclare favorable à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises) - Recours à la grâce judiciaire.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** - (19 novembre 1993) - **Explication de vote** (p. 9) : politique de maîtrise de l'immigration - Décoision du Conseil constitutionnel sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration - Accords de Schengen - Avis favorable des RI sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4625) : opération de clarification - Comparaison impossible avec la loi de finances initiale pour 1993 - (p. 4626) : encours de la dette publique - Redressement des finances publiques - Réforme de l'impôt sur le revenu - Fiscalité de l'épargne - Mesures budgétaires et fiscales en faveur du logement et du bâtiment - Droits de mutation et exonération - Réorientation des dépenses publiques et sécurité - Diminution des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales - (p. 4627) : réforme de la fiscalité de l'Etat et de la fiscalité locale - Votera ce projet de budget.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Explication sur le vote unique intervenant après la seconde délibération** (p. 6305) : liberté du Parlement - Respect à l'égard des maîtres d'école de l'enseignement public et de l'enseignement privé.

M

MACHET (Jacques), sénateur de la Marne (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles ; de nouveau membre suppléant (*JO Lois et décrets* du 27 novembre 1993).
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique en faveur des handicapés** - [n° 105 (93-94)] tome 5 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 265) - Ministère : Agriculture - **Carburants d'origine agricole** - Biocarburants.

Questions orales avec débat :

n° 12 (*JO Débats* du 29 avril 1993) (p. 128) - Ministère : Affaires sociales - **Politique du Gouvernement en matière de dépendance des personnes âgées** - (Réponse : *JO Débats* du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 231) : présente sa question.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 675) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Après l'art. 21** (p. 923) : son amendement n° 39, soutenu par M. Louis Moinard : prise en compte des déficits agricoles pour le montant réel dans le calcul de l'assiette sociale ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol** [n° 353 (92-93)] - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1640, 1641) : contrôle des ateliers de production animale - **Projet d'implantation par un groupe allemand d'un poulailler géant dans le département de la Marne** - Conséquences économiques, sociales, en matière d'environnement et d'aménagement rural - **Vote par le groupe de l'Union centriste de cette proposition de loi destinée à proroger la réglementation instituée par la loi du 6 juillet 1992.**

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2185, 2186) : avec le groupe de l'UC, votera ce projet de loi - Remerciements au ministre, au rapporteur et au président de la commission des affaires sociales.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2206) : se déclare opposé à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2523) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 408 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2588) : vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2716, 2717) : sécurité sur les routes secondaires - SNCF - TGV Est - Augmentation du prix du gazole - Département de la Marne - Europe.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2912) : vote de ce texte par les sénateurs de l'Union centriste.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires)** (p. 3485) : restructuration des hôpitaux - Intervient à propos de l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction qui propose de préciser que le retrait de l'autorisation peut être prononcé lorsqu'il est constaté que le taux d'occupation des installations ou d'utilisation des équipements ou le niveau des activités de soins est durablement inférieur au taux ou au niveau correspondant à une occupation, une utilisation, une capacité normale et qui propose également d'enrichir la phase de consultation qui devra intervenir dans un délai de deux mois) - **Art. 30 (complément d'allocation aux adultes handicapés)** (p. 3496) : son amendement n° 105 : nouvelle rédaction de cet article ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507, 3508) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3545, 3546) : pénalisation des communes rurales par les critères retenus pour l'octroi des dotations entrant dans la dotation globale de fonctionnement, DGF - Garantie de progression minimale - Approuve la création d'une dotation forfaitaire et d'une dotation d'aménagement - Gel des dotations pour 1993 - Dotation de solidarité rurale - Dotation de solidarité urbaine - (p. 3547) : coopération intercommunale - Districts et communautés de communes - DGF des départements - Votera ce projet de loi.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 4 (suppression de la référence à la dotation de péréquation de la DGF dans une division du code des communes)** (p. 3586) ; votera contre l'amendement n° 74 de M. Robert Vizet (dotation de péréquation).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4120) : votera contre les amendements de suppression n° 189 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 479 de Mme Danielle Bidard-Reydet.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4214) : avec le groupe de l'UC, votera ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4450) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4693) : son amendement n° I-11 : application de la décote au montant de l'impôt calculé par part aux couples élevant quatre enfants et plus ; retiré.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4786, 4787) : soutient l'amendement n° I-203 de M. Philippe Richert (exonération totale ou partielle de l'impôt pour les plus-values immobilières réalisées par des personnes physiques qui investissent le produit de cette vente dans les entreprises).

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5216, 5217) : négociations du GATT - Usage industriel des produits agricoles - Ethanol et diester - Département de la Marne - **Votera ce projet de budget.**

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5262, 5263) : prélèvement sur le loto national - Fonds national du développement du sport, FNDS - Prélèvements sur les enjeux de la Française des jeux et sur le PMU - Affaire du groupement d'intérêt public et des sommes destinées aux sports mécaniques - Rôle du sport dans l'éducation nationale.

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits (Travail, emploi et formation professionnelle) - Etat B - Titre III** (p. 5328) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ces crédits.

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5463) : départements de l'Est - Stabilisation des effectifs militaires - Déclin des crédits de l'armée de terre - (p. 5464) : « soldats de la paix » - Au nom du groupe de l'Union centriste, déclare voter ce projet de budget - Camp de Suippes.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - **Rapporteur pour avis (politique en faveur des handicapés)** - (p. 5532, 5533) : communication du rapport de la Cour des comptes - Insertion sociale - Dérive de l'allocation compensatrice - Allocation aux adultes handicapés, AAH - Etablissements d'accueil - Insertion professionnelle - (p. 5534) : propose l'adoption des crédits en faveur des personnes handicapées - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5559) : inscription des crédits destinés à l'allocation aux adultes handicapés.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5857, 5858) : modalités de recrutement - Qualité des fonctionnaires et rémunérations - Mobilité des fonctionnaires de préfecture - Déconcentration - Fonction publique territoriale - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 47** (p. 6029) : son amendement n° II-43 : substitution du mode de calcul des cotisations sociales des personnes non salariées agricoles sur l'année en cours au mode de calcul fondé sur l'année précédente ou l'année « n moins 3 » ; retiré - **Art. 52 (réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés)** (p. 6061) : obtention de l'allocation aux adultes handicapés, AAH - Fonctionnement des Cotorep - (p. 6062) : caractère injuste des dispositions de l'article 52 - Soutient l'amendement de suppression n° II-60 de M. Alain Lambert.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6386) : votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires** [n° 47 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6441) : le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture** [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Art. 4 (décisions de préemption illégales)** (p. 6807) : soutient l'amendement n° 9 de M. Alphonse Arzel (non-application de ces nouvelles dispositions aux espaces naturels sensibles) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6817) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi - Rôle de l'opposition dans la démocratie - Rôle des maires.

MADELAIN (Jean), sénateur de l'Ille-et-Vilaine (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - Suède.

Rapport, déposé avec M. Louis Souvet, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi quinquennale [n° 5 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 57 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Rapport, fait, avec M. Louis Souvet, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 92 (93-94)] (16 novembre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Travail, emploi et formation professionnelle** - [n° 105 (93-94)] tome 7 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1563) : maîtrise des dépenses de protection sociale - Fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale - Ressources supplémentaires de la contribution sociale généralisée - Avec le groupe de l'Union cen-

triste, votera le texte modifié par les amendements de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2137) : approbation du texte proposant des mesures positives - Logique du financement de la protection sociale sur la base des salaires - Souhait d'une extension progressive du dispositif d'exonération des bas salaires à l'ensemble des rémunérations - Développement de l'apprentissage - Rôle formateur des entreprises - Formations en alternance - Avec les sénateurs de l'Union centriste, approuve le projet de loi et les amendements présentés par la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - Rapporteur (formation professionnelle) - **Discussion générale** (p. 3666) : transfert aux régions de la responsabilité des programmes de formation des jeunes - Participation des organisations professionnelles, des départements et des institutions représentatives du système scolaire - Evaluation des politiques régionales - Droit à l'insertion professionnelle pour tous - (p. 3667) : contrat d'insertion professionnelle et contrat d'adaptation - Congé d'enseignement et de recherche - Crédit d'impôt formation-apprentissage - Gestion des fonds de la formation - Modernisation et déconcentration du service public de l'emploi - Travailleurs frontaliers - Réforme du Centre d'étude des revenus et des coûts, CERC.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - Rapporteur (formation professionnelle) - **Demande de renvoi en commission** (p. 3753) : s'oppose à la motion n° 8 de M. Claude Estier, tendant au renvoi en commission - Positions de la commission - Etude en détail du projet de loi.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - Rapporteur (formation professionnelle) **Art. 5 (simplification et extension de l'aide aux créateurs d'entreprises)** (p. 3848) : votera l'article 5 - Conséquence de cet article sur le projet de loi.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) Rapporteur (formation professionnelle) - **Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO)** (p. 3912) : cas des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ou de l'allocation veuvage.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4025) : soutient l'amendement n° 259 de M. Guy Robert (possibilité pour les partenaires sociaux de négocier d'autres avantages en contrepartie de l'annualisation de la durée du travail) - Rapporteur (formation professionnelle) - **Titre III (formation et insertion professionnelles)** (p. 4074) : s'oppose à l'amendement de suppression de la division et de son intitulé de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 31 (décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes)** (p. 4078) : son amendement n° 76 : possibilité de permettre le transfert de compétences à la région avant le terme de cinq ans ; retiré - (p. 4079) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 182 de suppression et n° 183 (attributions des missions locales et des PAIO en matière d'accompagnement social des jeunes), ainsi qu'aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 464, de suppression, n° 465 (suppression du b du paragraphe A de l'article relatif au principe du transfert à la région des compétences relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle), n° 466 (suppression du B de l'article 31 transférant à la région l'organisation des actions prioritaires de l'article L. 910-2 du code du travail), et n° 467 (suppression des deux derniers alinéas du B de l'article 31 relatifs au délai de mise en place du transfert de compétences) - **Art. 32 (modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle)** (p. 4082) : ses amendements n° 77 : couverture des frais de personnel pour les emplois transférés ; n° 79 : précision relative au transfert de moyens ; et n° 595, rédactionnel ; adoptés - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 184 de suppression et n° 185 (réseau des missions locales et des PAIO) - **Art. 33 (compétences réservées à l'Etat : coordination)** (p. 4084) : son amendement n° 596 : suppression du premier alinéa du para-

graphe II de l'article précisant l'étendue des formations concernées par le plan régional ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 186 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 468 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 34 (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes)** (p. 4087) : ses amendements n° 80 et n° 82, rédactionnels ; et n° 83 : consultation du département et du comité régional de l'enseignement agricole ; adoptés - Son amendement n° 81 : programmation des investissements et moyens de fonctionnement nécessaires à l'ensemble des filières de formation par le plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes ; retiré - (p. 4088) : s'oppose aux amendements de suppression n° 187 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 469 de Mme Danielle Bidard-Reydet - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 470 (suppression de la formation initiale préparant à un diplôme du champ des compétences du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes), n° 471 (extension à l'ensemble des acteurs politiques de l'établissement du plan régional de développement des formations professionnelles), n° 472 (précisions quant à la nature des organisations syndicales et patronales consultées sur l'élaboration du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes), n° 473 (approbation du plan régional de développement conjointement par le préfet de région et les autorités académiques) et n° 474 (approbation des conventions par le conseil régional) - Demande le retrait de l'amendement n° 125 de la commission saisie pour avis (consultation du département et du comité régional de l'enseignement agricole) - **Art. 34 bis (évaluation des politiques régionales d'apprentissage et de formation professionnelle continue)** (p. 4090) : son amendement n° 84 : assistance d'experts auprès du comité et extension des missions des comités régionaux de la formation professionnelle ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 188 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, ainsi qu'à l'amendement n° 218 de M. Jean-Luc Mélenchon (accroissement des prérogatives du comité d'évaluation) - **Art. 35 (droit à l'initiation professionnelle)** (p. 4094) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 476 (suppression des dispositions relatives au cadre dans lequel la formation professionnelle est dispensée), n° 477 (formations spécifiques dispensées après la formation initiale) et n° 478 (suppression de la dernière phrase de l'article relative à la mise en place des formations en concertation avec les entreprises et les professions) - (p. 4095) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 225 de Mme Monique ben Guiga (accueil en France des jeunes Français établis hors de France).

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - Rapporteur (formation professionnelle) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4118) : s'oppose aux amendements de suppression n° 189 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 479 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Demande le retrait des amendements n° 249 de M. Adrien Gouteyron (nouvelle rédaction de l'article en mettant l'accent sur l'initiation à la formation par alternance) et n° 313 de M. Daniel Goulet (nouvelle rédaction de l'article en insistant sur la notion d'orientation) - Accepte l'amendement n° 127 de la commission saisie pour avis (nouvelle rédaction de l'article et prévision d'ouverture de classes d'initiation préprofessionnelle), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 86 ; adopté - (p. 4120) : s'oppose à l'amendement n° 296 de M. Alain Vasselle (financement des charges résultant de l'implantation des classes) - **Après l'art. 36** (p. 4124, 4125) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 297 de M. Alain Vasselle (compensation par les régions des dépenses engendrées par l'implantation de classes de troisième et quatrième technologiques dans les établissements scolaires du second degré) puis s'y oppose - **Art. 37 (information sur l'orientation scolaire et professionnelle)** (p. 4131) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 480 de suppression, n° 481 (suppression des trois derniers alinéas du paragraphe I relatifs à l'information et à l'aide à l'élaboration du projet scolaire et professionnel des jeunes), n° 482 (garantie de la qualité de l'information des jeunes par l'intervention des organisations syndicales) et n° 483 (suppression du paragraphe II abrogeant l'article 3 de la loi d'orientation du 16 juillet 1971 sur l'enseignement technologique qui prévoit l'information des élèves sur la base d'une documentation) - Accepte l'amendement n° 128

de la commission saisie pour avis (organisation de l'information) sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 87 - **Art. 38** (*ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères*) (p. 4135, 4136) : sur l'amendement n° 129 de la commission saisie pour avis, ses sous-amendements n° 88, n° 89 et n° 91 ; adoptés - Son amendement n° 90, de coordination ; adopté - **Art. 39** (*accueil des apprentis par les entreprises*) (p. 4142) : ses amendements n° 93 : renforcement du texte ; n° 94, n° 95 et n° 96 de coordination ; n° 97 : suppression de la consultation des CODES (Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi) ; adoptés - (p. 4143) : s'oppose aux amendements de suppression n° 192 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 491 de Mme Danielle Bidard-Reydet ainsi qu'aux n° 492 (valeur nationale du diplôme) et n° 496 (communication à l'inspection du travail, d'éléments relatifs aux conditions de mise en oeuvre de l'apprentissage) de Mme Danielle Bidard-Reydet et au n° 316 de M. Daniel Goulet (simplification de la procédure d'agrément) - **Après l'art. 39** (p. 4149, 4150) : s'oppose à l'amendement n° 193 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires versées par l'Etat pour permettre le développement de l'apprentissage dans l'entreprise) - **Art. 39 bis** (*signature du contrat d'apprentissage*) : son amendement rédactionnel n° 98 ; adopté - **Avant l'art. 40** (p. 4151) : accepte l'amendement n° 5 de M. Louis de Catuelan (dispositif permettant d'adapter par voie réglementaire le contrat de qualification au secteur maritime) - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) (p. 4153) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 194 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Paragraphe I** (*suppression des articles L. 981-6 à L. 981-9 du code du travail, relatifs au contrat d'adaptation et au contrat d'orientation*) (p. 4155) : son amendement n° 99 : sort des contrats en cours après la suppression du dispositif ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 195 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Paragraphe II** (*création de trois articles dans le code du travail*) (p. 4157) : s'oppose aux amendements de suppression n° 196 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 513 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. L. 981-9-1 du code du travail** (*contrat d'insertion*) (p. 4159) : son amendement n° 100 : caractère « professionnel » de l'insertion ; adopté - (p. 4160) : ses amendements n° 598 : caractère obligatoire de la formation en cas de renouvellement du contrat ; et n° 103 : reconnaissance de la spécificité du contrat d'insertion professionnelle réservé aux jeunes diplômés et renvoi à un décret pour les modalités d'application du dispositif ; adoptés - (p. 4162) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 514 (convention entre l'Etat et les entreprises), n° 515 (non renouvellement du contrat et durée de celui-ci), n° 516 (approbation de ce type de contrat de travail par l'inspecteur du travail), n° 518 (obligation de la formation pour tout contrat d'insertion), n° 519 (suppression de la réalisation d'un « projet professionnel »), n° 520 (modalités de conclusion des conventions entre l'Etat et les entreprises), n° 517 (détermination des conditions générales d'exercice du tutorat et du contenu des formations) et n° 521 (suppression de la délivrance par les entreprises d'un diplôme attestant une formation) - Accepte l'amendement n° 6 de M. Louis de Catuelan (application du dispositif de la formation en alternance dans la marine marchande) - (p. 4163) : importance attachée par la commission des affaires sociales à son amendement n° 598 (caractère obligatoire de la formation en cas de renouvellement du contrat) - **Art. L. 981-9-2** (*reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et de la rupture anticipée du contrat*) (p. 4166) : son amendement de coordination n° 101 ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 522, de suppression, n° 523 (alignement de la rémunération de tout jeune sous contrat d'insertion sur celle de tout autre salarié effectuant le même travail), n° 524 (suppression de la variation de la rémunération en fonction de l'âge en cas d'ébauche de formation), n° 525 (suppression des déductions des avantages en nature), n° 526 (suppression des dispositions relatives à la rupture du contrat d'insertion à l'initiative du salarié avant l'échéance) et n° 527 (rupture du contrat par le salarié avant son terme afin de pouvoir bénéficier d'une formation) - **Art. L. 981-9-3** (*conditions d'exonération de 50 % des cotisations sociales à la charge de l'employeur*) (p. 4168) : son amendement de coordination

n° 102 ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 528, de suppression, et n° 529 (suppression de la réduction des cotisations patronales au titre des accidents du travail lors de l'embauche d'un jeune sous contrat d'insertion) - **Paragraphe III** (*imputation des dépenses de formation des employeurs*) (p. 4169) : ses amendements n° 105, de coordination, et n° 106 : maintien de la déduction des dépenses de formation pour les contrats en cours ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 530 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Paragraphe IV** (*imputation des autres dépenses*) (p. 4170) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 531 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Après le paragraphe IV** : son amendement de coordination n° 107 ; adopté - **Art. 41** (*négociation sur le recours aux contrats d'insertion en alternance*) (p. 4171) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 532 (suppression du paragraphe I prévoyant une négociation annuelle des organisations liées par une convention de branche sur les modalités de recours aux contrats d'insertion en alternance et aux contrats d'apprentissage) et n° 533 (qualification nécessairement reconnue pour les salariés susceptibles d'exercer un tutorat) - Son amendement rédactionnel n° 599 ; adopté - **Art. 42** (*concertation sur l'harmonisation des filières de formation sous contrat de travail en alternance*) (p. 4172) : ses amendements n° 108, rédactionnel ; adopté ; et n° 109 : introduction des dispositions supprimées au paragraphe V de l'article 1^{er} ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 603 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 42 bis** (*institution d'un diplôme de maître d'apprentissage*) (p. 4173) : son amendement n° 110 : titre de maître d'apprentissage sanctionnant non seulement une formation mais également une expérience professionnelle ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 130 de la commission saisie pour avis (reconnaissance de la qualification du titre de maître d'apprentissage), demande le retrait de l'amendement n° 320 de M. Daniel Goulet (notion de validation de la formation des maîtres d'apprentissage) et s'y oppose en cas de maintien ; accepte l'amendement n° 535 de Mme Danielle Bidard-Reydet (délai de mise en application) - **Après l'art. 42 bis** : s'oppose à l'amendement n° 261 de M. Guy Robert (modalités d'intensification des actions menées par les branches professionnelles conduisant des plans de développement de l'apprentissage) - **Avant l'art. 43** (p. 4175) : son amendement n° 111 : recrutement de professeurs associés ; adopté - Garanties prises par un décret d'application - **Art. 43** (*assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche*) (p. 4177) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 537 (précision du champ d'application de l'article L. 931-28 du code du travail relatif aux congés accordés pour l'exercice de la profession d'enseignant par les salariés détachés) et n° 538 (suppression des alinéas renvoyant à un décret d'application la définition du congé annuel de formation) - **Art. 43 bis** (*conditions d'appel de la contribution de formation dans le secteur agricole*) (p. 4178) : modalités de la collecte des fonds de la formation professionnelle - **Après l'art. 43 bis** (p. 4179) : ses amendements n° 112 : enseignement à distance ; et n° 604 : renforcement des possibilités d'adaptation des actions de formation aux spécificités des zones rurales ; adoptés - **Art. 44** (*gestion des fonds des formations en alternance*) (p. 4181) : s'oppose à l'amendement n° 542 de Mme Danielle Bidard-Reydet (développement des possibilités de mutualisation et de pérennisation des dépenses de formation continue) - **Art. 45** (*crédit d'impôt formation continue et apprentissage*) (p. 4183) : son amendement n° 113 : prorogation du dispositif institué au profit des entreprises imposées au forfait pour l'impôt dû au titre de 1993 ; retiré - S'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 544, de suppression, et n° 545 (suppression de l'article 244 quater C du code général des impôts relatif à la mise en oeuvre du crédit d'impôt formation), et au n° 198 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réforme de l'ensemble des formations en alternance) - Demande le retrait de l'amendement n° 321 de M. Daniel Goulet (introduction des dispositions conformes aux mesures d'urgence pour le développement de l'apprentissage) et, à titre personnel, accepte l'amendement n° 607 du Gouvernement (appréciation de la condition de durée minimale de la période d'apprentissage) - **Art. 46** (*garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle*) (p. 4185) : s'oppose aux amendements n° 201 de suppression de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 548 de Mme Danielle Bidard-Reydet (maintien de l'habilitation des programmes de formation) - **Art. 47**

(procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle) (p. 4187) : son amendement n° 114 : reconnaissance d'une spécificité à certains fonds d'assurance ; adopté - (p. 4188) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 549, n° 550 (maintien des critères actuels pour l'agrément des organismes collecteurs des fonds destinés à la formation continue), et n° 551 (suppression d'une notion permettant l'agrément d'organismes qui ne pouvaient pas assurer leur mission) - Son amendement rédactionnel n° 115 ; retiré au profit de l'amendement de précision n° 583 du Gouvernement - **Art. 48** (renforcement des contrôles administratifs et financiers des dispositifs de formation professionnelle) (p. 4191) : s'oppose aux amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 552 (suppression du I de l'article visant à abroger l'article L. 920-12 du code du travail relatif à la procédure sanctionnant les manquements aux obligations des intervenants en matière de formation professionnelle), n° 553 (revalorisation semestrielle des rémunérations des titulaires des contrats de qualification), n° 554 (suppression du b du paragraphe II visant à supprimer la notion de contrôle des moyens pédagogiques et matériels des organismes de formation) et n° 555 (suppression du b du paragraphe III abrogeant les sanctions pénales pour non respect d'une mesure de suspension du droit de conclure des conventions de formation professionnelle) - Ses amendements n° 116 : extension du dispositif aux organismes consulaires ; n° 117 : modalités d'exercice des contrôles ; et n° 118 de coordination ; adoptés - (p. 4192) : accepte l'amendement n° 584 du Gouvernement (suppression du paragraphe V relatif à l'habilitation des inspecteurs et contrôleurs de la formation professionnelle) - **Après l'art. 48** (p. 4192) : son amendement n° 119 : droit à la formation des professions non salariées ; retiré.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - Rapporteur (formation professionnelle) - **Art. 49** (instauration d'un guichet unique à destination des jeunes) (p. 4204) : s'oppose aux amendements de suppression n° 202 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 556 de Mme Michelle Demessine ainsi qu'au n° 267 de M. Jean Delaneau (rôle des conseils généraux dans les actions d'insertion) et au n° 203 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (extension du dispositif du réseau d'accueil d'information, d'orientation et de suivi des jeunes en difficulté à l'ensemble du territoire) - **Art. 50** (compétences des comités régionaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (COREF), du conseil d'orientation et de surveillance et des comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi (CODEF) - suppression de la commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) (p. 4206, 4207) : accepte l'amendement rédactionnel n° 585 du Gouvernement - S'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 559 de suppression, n° 560 (remplacement de la notion d'information par celle de consultation pour les relations entre l'Etat, l'ANPE et l'AFPA), n° 561 (possibilité de proposer un nouveau contrat en cas d'avis défavorable du comité régional), n° 562 (suppression de toute mention relative à un contrôle des demandeurs d'emploi), n° 563 (périodicité des réunions du comité départemental), n° 564 (reconnaissance de la place des conseils généraux), n° 565 (extension des consultations à l'échelon départemental) et n° 566 (maintien des commissions départementales de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage) - **Art. 50 bis** (rapport du Gouvernement au Parlement sur la coordination entre l'ANPE et l'UNEDIC et sur une éventuelle fusion de ces deux organismes) (p. 4208) : son amendement n° 121 : délai de présentation du rapport au Parlement et proposition d'une rédaction plus neutre de l'article ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 614 du Gouvernement qu'il accepte - **Après l'art. 50 bis** (p. 4209) : accepte l'amendement n° 586 du Gouvernement (création d'un conseil d'orientation et de surveillance des institutions chargées du placement, de l'indemnisation et du contrôle des demandeurs d'emploi) - **Avant l'art. 51** (p. 4210) : s'oppose à l'amendement n° 242 de M. François Autain (rapport d'information au Parlement sur les conséquences prévisibles de l'adoption de ce projet de loi) - **Art. 51** (rapport d'évaluation de l'application de la loi et rapports d'exécution de certains articles) (p. 4211) : son amendement n° 123 : regroupement en un même article de tous les rapports évaluatifs dispersés dans le projet de loi ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 568 de

Mme Michelle Demessine - Sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, s'oppose aux n° 204 (contenu du rapport) et n° 205 (compensation des exonérations de charges) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 206 (budgétisation des cotisations d'allocations familiales) - **Art. 52** (annonce d'une loi ultérieure relative aux dispositions de la loi quinquennale applicables à l'outre-mer) (p. 4213) : son amendement n° 124 : exclusion de Mayotte du dispositif ; adopté - S'oppose aux amendements n° 569 de suppression de Mme Michelle Demessine et n° 570 de M. Henri Bangou (délai de présentation des mesures d'adaptation dans les départements d'outre-mer).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4464, 4466) : suppression de certaines taxes ou contributions - Chèque-service - Aide relative aux chômeurs créateurs d'entreprises - Participation des collectivités locales aux actions de formation - Annualisation du temps de travail - Suppression de la mention des trente-deux heures - Aide de l'Etat versée aux entreprises - Modifications d'ordre rédactionnel - Petites entreprises - Retraite - Partage du travail - Formation et insertion professionnelles - Suppression de la mention spécifique des jeunes Français établis hors de France pour l'ouverture du droit à l'initiation professionnelle - Classes d'initiation préprofessionnelles en alternance - Classes de quatrième et de troisième technologiques - Contrats de qualification et d'insertion professionnelle réservés aux marins - Formation dans le cadre du contrat d'insertion professionnelle - Professeurs associés - Rapport sur la coordination et la fusion éventuelle de l'ANPE et de l'UNEDIC - Rapport relatif aux travailleurs frontaliers - Elargissement des possibilités d'association des établissements scolaires - Contrôle de l'apprentissage - Création d'un conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts - Modalités d'élaboration des rapports d'évaluation des dispositifs prévus.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (formation professionnelle) - (p. 5313) : décentralisation des formations qualifiantes des jeunes relevant du ministère du travail - Transfert à la région des formations d'insertion non qualifiantes destinées aux jeunes de très bas niveau - Bilan global de la formation, de l'apprentissage et de l'insertion en 1992 - Données chiffrées - (p. 5314, 5315) : année 1994 - Formation professionnelle des jeunes - Aide aux adultes - Participation de l'Etat aux actions de formation - Apprentissage - Dotations de décentralisation - Programme national de la formation professionnelle - Crédits de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, AFPA - Evolution de la formation professionnelle - Contrôle des organismes de formation et des collecteurs de fonds - Accepte les crédits de la formation professionnelle.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 52 bis** (utilisation en faveur de l'apprentissage des fonds recueillis au titre de la participation des entreprises à la formation en alternance) (p. 6071) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° II-78 de la commission (fixation à 35 % du plafond des sommes recueillies au titre du 0,4 % de la masse salariale utilisables pour la formation alternée).

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 21** (p. 6171) : son amendement n° 99 : création d'un fonds de restructuration ; retiré - **Après l'art. 29** (p. 6179) : son amendement n° 100 : mode de recrutement des infirmiers généraux ; retiré - Soutient l'amendement n° 101 de M. Jacques Baudot (modification du code de la mutualité afin d'obtenir l'équité fiscale, économique et déontologique dans le cadre du développement de l'implantation des cabinets dentaires mutualistes) - (p. 6180) : soutient l'amendement de conséquence n° 102 de M. Jacques Baudot - **Après l'art. 30** (p. 6182) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - (p. 6183) : son amendement n° 103 : légalisation de certaines structures de

réinsertion pour les malades mentaux ; retiré - **Art. 38 (unification du taux des remises de gestion accordées aux mutuelles étudiantes)** (p. 6190) : son amendement n° 109 : maintien de la période transitoire et détermination du niveau de la remise de gestion ; retiré.

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6833) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

MADÉLIN (Alain), ministre des entreprises et du développement économique, chargé des petites et moyennes entreprises et du commerce et de l'artisanat le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Bernard Barbier : **Entreprises (Délocalisation de l'usine Hoover en Ecosse)** (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 142).

de M. Jacques Bérard : **Commerce et artisanat (Problèmes de l'artisanat en milieu rural)** (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 146).

de M. Louis Moinard : **Grandes surfaces (Implantation de grandes surfaces et commerce de proximité)** (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 277).

de M. Christian Bonnet : **Formalités administratives (Simplification des formalités administratives)** (*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4389).

de M. Jean-Pierre Demerliat : **Industrie textile (Avenir du groupe Vet-France)** (*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6420).

de M. François Lesein : **Médicaments (Industrie pharmaceutique européenne)** (*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6425).

de M. Louis Moinard : **Commerce et artisanat (Problèmes du petit commerce)** (*JO Débats* du 17 décembre 1993) (p. 6436).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5411) : défaillance d'entreprises - Remboursement de la TVA - Taxe professionnelle - Jeunes - Société française pour l'assurance du capital risque, SOFARIS - Comité interministériel de restructuration industrielle, CIRI - Comité régional de restructuration industrielle, CORRI - Comités départementaux pour le financement des investissements des entreprises, CODEFI - (p. 5412) : plan global pour l'entreprise - Chambres de commerce et chambres de métiers - Agence nationale de valorisation de la recherche, ANVAR - Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC - Jeunes entrepreneurs ruraux - Fonds de péréquation de la taxe professionnelle sur les grandes surfaces nouvellement créées - Formation continue - (p. 5413) : convention de promotion de l'artisanat - Aménagement du territoire - Opération « Mille villages de France » - (p. 5427, 5428) : répartition des crédits budgétaires - Fonds national de développement et de promotion de l'artisanat - Jeunes - Grandes surfaces - (p. 5429, 5430) : surfaces de vente à prix réduit - Création et développement d'entreprises commerciales et artisanales - Artisans victimes de catastrophes naturelles - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5430) : s'oppose à l'amendement n° II-17 de M. Gérard Delfau (réduction des crédits de deux millions de francs) - **Titre VI** (p. 5431) : s'oppose à l'amendement n° II-18 de M. Gérard Delfau (réduction des autorisations de programme de dix millions de francs).

MADRELLE (Philippe), sénateur de la Gironde (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 65 (*JO Débats* du 27 octobre 1993) (p. 3509) - Ministère : Affaires sociales - **Réduction du nombre de lits à l'hôpital de Blaye (Gironde)** - (Réponse : *JO Débats* du 6 novembre 1993) (p. 3871) - **Hôpitaux**.

MALÉCOT (Kléber), sénateur du Loiret (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

MAMAN (André), sénateur des Français hors de France (NI).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2811) - Ministère : Enseignement supérieur - **Inscriptions dans les universités - Enseignement supérieur**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5642) : évolution des crédits - Maîtrise de la lecture et de l'écriture - Santé et prévention sanitaire - Sécurité dans les établissements scolaires - (p. 5643, 5644) : personnels d'encadrement - Dégradation des conditions de travail - Réforme du collège - Formation professionnelle - Chaîne de la connaissance et du savoir - Evaluation du système éducatif - Rôle des familles des élèves - Chaîne de télévision éducative - Ecole et monde extérieur - Revalorisation de la fonction enseignante - Avis favorable des sénateurs non inscrits sur ce projet de budget.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6689) : progrès de la communication audiovisuelle - Télévision éducative - Systèmes numériques - Retard de la France - (p. 6690) : chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Effets de la télévision éducative aux Etats-Unis - Avantages de la télévision éducative pour les élèves français de l'étranger - Problème du financement - Avec la réunion administrative des sénateurs non-inscrits, votera ce projet de loi.

MANET (Michel), sénateur de la Dordogne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 100 (93-94)]

adopté par l'Assemblée nationale - **Economie et budget** - Services financiers - [n° 101 (93-94) tome 3 annexe 13 (22 novembre 1993)].

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) - Rapporteur spécial (services financiers) - (p. 5932) : effectifs et rémunérations - Action sociale - Crédits de matériel - Informatique - (p. 5933) : crédits d'investissement des directions - Fonds de concours - Service de la redevance - Projet visant à améliorer la circulation de l'information - Réorganisation des douanes - (p. 5934) : réorganisation de la direction générale des impôts - Organisations de consommateurs - Institut national de la consommation, INC - Propose l'adoption de ce projet de budget.

MAREST (Max), sénateur de l'Essonne (NI, puis rattaché administrativement au groupe RPR, puis RPR).

Remplace le 7 novembre 1993, M. Jean Simonin, décédé (JO Lois et décrets du 9 novembre 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 24 décembre 1993).

MARINI (Philippe), sénateur de l'Oise (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales ; puis membre de la commission des finances (JO Lois et décrets du 7 mai 1993).

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 7 octobre 1993).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à permettre la création de fonds de pension [n° 222

(92-93)] (19 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Epargne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur sa proposition [n° 222 (92-93)], déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à permettre la création de fonds de pension [n° 288 (92-93)] (29 avril 1993) - **Epargne**.

Avis, présenté au nom de la commission des finances, sur sa proposition de loi [n° 222 (92-93)] et celle de MM. Jacques Bimbenet, Maurice Blin, Jean Chérioux, Jean Clouet, André Fosset et Bernard Seillier tendant à permettre la création de fonds de pension [n° 361 (92-93)] (15 juin 1993) - **Epargne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 63 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109) [n° 87 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Communautés européennes**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 81 (93-94)] portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 88 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Politique économique**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires sociales, santé et ville - II - Ville** [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 3 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Comptes spéciaux du Trésor** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 48 (22 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 214 (93-94)] (22 décembre 1993) - **Politique économique**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les offres d'emploi et les publicités relatives à l'emploi figurant dans les journaux d'annonces gratuits [n° 224 (93-94)] (27 décembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Emploi**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 8 (JO Débats du 29 avril 1993) (p. 126) - Ministère : Affaires sociales - **Amélioration du régime actuel de prise en charge des personnes âgées dépendantes** - (Réponse : JO Débats du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

Questions orales sans débat :

n° 40 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2677) - Ministère : Culture - **Plan d'action en faveur du livre français** - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3380) - **Edition**.

n° 51 (JO Débats du 7 octobre 1993) (p. 2803) - Ministère : Economie - **Initiative législative concernant le développement des régimes de retraite par capitalisation** - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3199) - **Pensions de retraites**.

n° 61 (JO Débats du 21 octobre 1993) (p. 3302) - Ministère : Communication - **Fonctionnement de la chaîne culturelle Arte - Radiodiffusion et télévision**.

n° 91 (JO Débats du 9 décembre 1993) (p. 5845) - Ministère : Affaires sociales - **Financement des mutuelles étudiantes régionales** - (Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6508) - **Mutuelles**.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 224, 226) : présente sa question.

– **Rappel au règlement** - (27 mai 1993) (p. 474) : politique de l'aménagement du territoire : restructuration des unités militaires en application du programme « Armées 2000 ».

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - **Discussion générale** (p. 598, 599) : réforme dans un domaine difficile - Vote hâtif de la loi de janvier 1993 - Caractère idéologique de cette loi - Diminution du nombre de gardes à vue dépassant 24 heures - Hostilité des magistrats, policiers, gendarmes, avocats et représentants des professions judiciaires à la loi du 4 janvier 1993 - (p. 600) : approuve les propositions de la commission des lois.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Avant l'art. 3** (p. 821) : soutient l'amendement n° 42 de M. Jacques Oudin (crédit d'impôt recherche) - **Art. 3 (réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières)** (p. 823) : ses amendements n° 47 : suppression de l'impôt de bourse ; et n° 5 : écrêtement de l'impôt de bourse ; adoptés - **Après l'art. 3** (p. 825) : son amendement n° 48 : dispositions en faveur des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie (SICOMI) ; retiré - **Art. 15 (imputation des déficits financiers sur le revenu global)** (p. 888) : son amendement n° 51, soutenu par Emmanuel Hamel : suppression des dispositions tendant à restreindre les possibilités de déduction dont bénéficient les nus-propriétaires ; retiré.

– **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 995, 996) : nécessité de recourir aux privatisations - Rôle de l'Etat - Choix des dirigeants - Actionnariat des salariés - Développement de l'épargne à long terme - Renforcement du marché financier - Alliances internationales - (p. 997) : équilibre des finances publiques - Avis favorable sur ce projet de loi.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 7 (tranches destinées aux salariés)** (p. 1194) : son amendement n° 40 : cas des salariés qui souscrivent au plan d'épargne entreprise ; retiré.

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1564) : démarche du Gouvernement - Cohérence du projet de loi - Régimes de retraites complémentaires par répartition - Répartition et capitalisation.

– **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration** - **Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1722) : votera la proposition de loi.

– **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2206) : se déclare opposé à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Université de technologie de Compiègne.

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Art. 3 (dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme)** - **Après l'art. L. 600-3 du code de l'urbanisme** (p. 3162) : soutient l'amendement n° 24 de M. Camille Cabana (cas où le recours pour excès de pouvoir contre un document d'urbanisme se révèle manifestement abusif) - **Après l'art. 8 (par priorité)** (p. 3169) : intervient à propos de l'amendement n° 56 de M. Alain Lambert (suppression de l'article 51 de la loi du 29 janvier 1993 qui impose, à peine de nullité d'ordre public, la publication d'un avis préalable à toute vente de terrain constructible ou de droits à construire consentis par une collectivité territoriale ou par une société d'économie mixte à une personne privée) - **Art. 6 (dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et aux programmes de référence)** (p. 3174) : soutient les amendements de M. Camille Cabana n° 28 (suppression des dispositions en vigueur relatives aux programmes locaux de l'habitat) et n° 29

(date à laquelle le préfet peut exercer le droit de préemption par substitution dans certaines communes non dotées d'un POS et celle à compter de laquelle les mêmes communes devront s'acquitter de l'obligation prévue à l'article L. 302-6 du code de l'urbanisme).

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Après l'art. 36** (p. 4125) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 de M. Alain Vasselle (compensation par les régions des dépenses engendrées par l'implantation de classes de troisième et quatrième technologiques dans les établissements scolaires du second degré).

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** [n° 81 (93-94)] - (18 novembre 1993) - **Rapporteur** - **Discussion générale** (p. 4398) : diverses dispositions d'ordre économique et financier - Conditions d'examen de ce texte - Dispositions de la loi du 4 août 1993 relatives au statut de la Banque de France et déclarées inconstitutionnelles - Directive européenne sur la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée - Sécurité juridique en matière de règlements interbancaires - Innovations juridiques contenues dans ce texte - Propriété des valeurs mobilières à la suite d'une transaction - **Question préalable** (p. 4405, 4406) : s'oppose à la motion n° 37 de M. Robert Vizet tendant à opposer la question préalable - Débat du mois de juin dernier relatif à la loi du 4 août 1993 - Etablissements de crédits - **Renvoi à la commission** (p. 4408) : s'oppose à la motion n° 23 de M. Paul Lorient tendant au renvoi à la commission - Examen du texte par la commission des finances - **Art. 1^{er} (indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire)** (p. 4417) : s'oppose aux amendements, identiques de suppression, n° 25 de M. Paul Lorient et n° 38 de M. Robert Vizet - S'oppose aux amendements de M. Paul Lorient n° 26 (entrée en vigueur des dispositions garantissant l'indépendance de la Banque de France au plus tôt le 1^{er} janvier 1997), n° 27 (objectif de la Banque de France de contribuer à la stabilité de la monnaie) et n° 36 (soumission du passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français), ainsi qu'à ceux de M. Robert Vizet n° 15, n° 16, n° 17 (suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article), et n° 39 (rôle de la Banque de France dans la croissance économique et le développement de l'emploi) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 du Gouvernement (nomination des membres du Conseil de la politique monétaire au Conseil économique et social) - (p. 4419) : automaticité de la présence des membres du Conseil de la politique monétaire au sein du Conseil économique et social - A titre personnel, se déclare favorable à l'amendement précité n° 12 du Gouvernement - **Art. 2 (modification du régime des compagnies financières)** (p. 4421) : son amendement n° 1 : notion de filiale ; adopté - **Art. 3 (contrôle des établissements de crédit agréés en France, filiales d'établissements de crédit installés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne)** (p. 4422) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - Accepte l'amendement n° 40 de M. Robert Vizet (présentation pour avis au Conseil national du crédit d'un rapport spécifique sur les contrôles de la commission bancaire) - **Art. 4 (renforcement de la sécurité juridique des paiements interbancaires)** (p. 4423) : son amendement n° 3 : exclusion de son champ d'application des paiements effectués dans le cadre de procédures non continues ou dans le cadre de conventions de gré à gré qui ne sont pas des conventions-cadre de placé nationale ou internationale ; adopté - S'oppose au sous-amendement n° 50 du Gouvernement - **Après l'art. 4** (p. 4426) : accepte les amendements de M. Etienne Dailly n° 46 (modification de l'article 2 de la loi du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises ; précision que la signature est apposée soit à la main soit par tout procédé non manuscrit, le bordereau pouvant être stipulé à ordre) et n° 47 (effet et opposabilité au tiers de la cession ou du nantissement dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date de sa notification au débiteur de la créance cédée ou nantie) - **Art. 5 (assouplissement des conditions dans lesquelles les sociétés peuvent émettre des emprunts obligataires)** (p. 4428) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 6 (dispositions relatives aux marchés à terme)** : ses amendements n° 4 : suppression du paragraphe I de cet article ; adopté ; et n° 5, redac-

tionnel ; retiré - **Art. 7** (*transfert de propriété de titres*) (p. 4430) : son amendement n° 6 : indemnisation de l'acheteur ; retiré - **Art. 8** (*pension de titres*) (p. 4432) : son amendement rédactionnel n° 7 ; devenu sans objet - (p. 4433, 4434) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 41 (suppression du paragraphe III de cet article relatif à la prise ou mise en pension des valeurs mobilières des titres de créances négociables sur un marché réglementé français ou étranger ou des effets publics), n° 42 (nouvelle rédaction du paragraphe VI relatif à la rémunération du cessionnaire), n° 43 (suppression du paragraphe VIII relatif au traitement comptable de l'opération), n° 19, n° 20, n° 21 et n° 22 (suppression successivement des premier, deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe IX relatifs au régime fiscal des prises en pension) - Accepte l'amendement n° 53 du Gouvernement (nouvelle rédaction du paragraphe V de cet article relatif aux conséquences juridiques générales d'une défaillance de l'une des deux parties) - Son amendement rédactionnel n° 9 ; adopté - **Art. 9** (*sociétés anonymes de crédit immobilier ; statut de la caisse centrale*) (p. 4435) : son amendement n° 11 : autorisation pour le président de la chambre syndicale des sociétés anonymes de crédit immobilier, en cas d'incompatibilité juridique entre les fonctions de président de la caisse centrale des crédits immobiliers et d'autres de ses fonctions, de proposer un candidat au conseil d'administration de ladite caisse pour le remplacer ; adopté - **Art. 10** (*sociétés anonymes de crédit immobilier ; pouvoirs de contrôle de la chambre syndicale*) (p. 4436) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de M. Robert Vizet - **Art. 11** (*modification des règles de transfert du recouvrement des créances cédées à un fonds commun de créances*) (p. 4438) : sur les amendements de M. Paul Loridant, s'oppose aux n° 28, de suppression, n° 29 (information du débiteur dans le cas d'un transfert de recouvrement et possibilité pour ce dernier de formuler ses observations pendant un mois) et n° 30 (rédaction d'un nouveau contrat de prêt à l'occasion du transfert de recouvrement), et accepte le n° 31 (mention de la possibilité de transfert du recouvrement dans les contrats de prêts conclus à compter de la promulgation de la présente loi et qui pourraient faire l'objet d'une cession par la procédure de la titrisation) - S'oppose à l'amendement n° 45 de M. Robert Vizet (mention de la réalisation de ces opérations de recouvrement dans une annexe spécifique du rapport annuel d'activité de la Caisse des dépôts et consignations) - **Après l'art. 11** : son amendement n° 24 : procédures d'offre et de demande de retrait ; cas des actionnaires majoritaires et des actionnaires minoritaires ; retiré - (p. 4441) : accepte l'amendement n° 54 du Gouvernement (procédures d'offre et de demande de retrait ; cas des actionnaires majoritaires et des actionnaires minoritaires) - **Titre VII** (*dispositions relatives au code des assurances*) : demande la réserve de l'amendement n° 35 qui modifie cet intitulé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 34, tendant à insérer un article additionnel après l'art. 13 ; réserve ordonnée - **Avant l'art. 12** (p. 4441) : accepte l'amendement n° 32 de M. Paul Loridant (non indemnisation, en cas de vol d'un véhicule, des auteurs, co-auteurs ou complices du vol s'ils ont un accident) - **Art. 12** (*effets de la réquisition de services sur les contrats d'assurance*) (p. 4443) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - **Après l'art. 13** (p. 4446) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 34 de M. Gérard César (restauration du système des subventions à l'assurance contre la grêle pour les cultures sensibles) - **Art. 14** (*prorogation de la suspension des poursuites contre les rapatriés surendettés*) (p. 4447) : accepte l'amendement n° 14 du Gouvernement (extension de la suspension des poursuites aux rapatriés pendant les deux années à venir) - **Après l'art. 14** (p. 4448) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements du Gouvernement n° 51 (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre IX : « Dispositions relatives aux sociétés civiles de placement immobilier ») et n° 52 (régime juridique et financier des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI) - (p. 4450) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Paul Loridant (champ d'application de cette présente loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).

- **Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109) [n° 63 (93-94)]** - (19

novembre 1993) - **Rapporteur - Discussion générale** (p. 4489, 4490) : Bank of Credit and Commerce International, BCCI - Modification de la réglementation européenne - Transparence des groupes financiers - Administration centrale des entreprises parties d'un groupe - Elargissement de la liste de diffusion des informations protégées par le secret professionnel - Mise en place d'un devoir d'alerte pour les commissaires aux comptes - Modification des lois du 24 juillet 1984 sur les établissements de crédit et du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales - Renforcement du contrôle - Définition du groupe - Demande au Sénat d'adopter cette résolution.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2** (*réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement*) (p. 4690) : son amendement n° I-73 ; remplacement des plafonds du quotient familial ; retiré - (p. 4692) : son amendement n° I-72 : taux marginal de l'impôt sur le revenu ; retiré - Suppression des minorations - Taux marginal - **Art. 6** (*exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement*) (p. 4717) : son amendement n° I-77, soutenu par M. Camille Cabana, analogue à l'amendement n° I-12 de M. Xavier de Villepin (exonération des plus-values des SICAV en cas de réemploi des fonds dans l'acquisition de parts d'une société civile de placement immobilier) ; devenu sans objet - **Après l'art. 6** (p. 4723) : son amendement n° I-85 : exonération définitive de la plus-value immobilière réalisée, dans la limite de certains plafonds, sous condition d'investissement dans un immeuble affecté exclusivement à l'habitation principale du contribuable et situé en France et formule de sursis d'imposition de la plus-value immobilière réalisée jusqu'à la cession de l'immeuble de logement dans lequel aurait été investi le produit de la cession lorsque cet immeuble n'est pas destiné à l'habitation principale du contribuable ; retiré.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4734, 4735) : son amendement n° I-89 : imputation sur le revenu global, sans application de la limite de 50 000 F, des déficits constatés par les nus-proprétaires d'immeubles bâtis, lorsque le démembrement de propriété résulte de la succession ou de la donation entre vifs effectuée sans charges ni conditions et consentie entre parents jusqu'au quatrième degré inclusivement ; adopté - (p. 4741) : son amendement n° I-90 : exonération des droits de première mutation accordée aux immeubles anciens ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-3 de M. Camille Cabana - Imbrication des marchés immobiliers du neuf et de l'ancien - **Art. 6 bis** (*exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué*) (p. 4747) : se déclare favorable à l'amendement n° I-308 du Gouvernement (clarification sur les possibilités de cumul des dispositions des articles 6 et 6 bis relatifs aux exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation) - Fonds communs de placement à risque et sociétés de capital-risque - Investissement de l'épargne dans les sociétés non cotées - **Après l'art. 9 ter** (p. 4772) : son amendement n° I-91, soutenu par M. Jacques Oudin : retour au dispositif antérieur sur le délai de restitution du crédit d'impôt recherche ; retiré - (p. 4773) : coût budgétaire, fraude fiscale - Trésorerie des entreprises - Entreprises innovantes - (p. 4774) : son amendement n° I-92 : application du régime fiscal privilégié des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie aux opérations de crédit-bail sur des immeubles de bureaux anciens ; retiré - Région parisienne - (p. 4776) : son amendement n° I-93 : dispositif du report des pertes en arrière ; retiré.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4824) : se déclare favorable à l'amendement n° I-157 de M. Marcel Bony (application du taux de TVA réduit aux activités équestres) - Clubs municipaux d'équitation - **Après l'art. 11** (p. 4832) : intervient sur l'amendement n° I-99 de M. Jean-Paul Delevoye (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les biocarburants) - **Après l'art. 14 bis** (p. 4844, 4845) : se déclare favorable aux amendements du Gouvernement, n° I-311 (exonération de tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt

foncier non bâti), n° I-312 (revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié) et n° I-313 (exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4858) : soutient l'amendement n° I-205 de M. Philippe François (possibilité donnée à chacun des exploitants de fonds séparé ou à des conjoints associés au sein d'une même société de bénéficier d'un abattement sur le bénéfice imposable en qualité d'adhérent d'un centre de gestion agréé) - (p. 4861) : soutient l'amendement n° I-100 de M. Alain Vasselle (suppression de la taxe sur les allumettes) - Concurrence à l'intérieur de la Communauté européenne - **Avant l'art. 19 (par priorité)** (p. 4884, 4885) : intervient sur l'amendement n° I-315 du Gouvernement (affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois) - Problèmes professionnels et économiques de la filière bois - Fonds forestier national.

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5472) : situation géo-stratégique de la France - Dissuasion nucléaire - Capacité militaire de l'ex-Union soviétique - (p. 5473) : commissariat à l'énergie atomique, CEA - Essais nucléaires - Les membres du groupe du RPR sont favorables à ce projet de budget.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5491) : autonomisation de la politique de la ville - Aménagement du territoire - (p. 5492) : mise en oeuvre du plan d'urgence - Processus des conventions de sortie - Actions de prévention de la délinquance - (p. 5493) : mesures en faveur des fonctionnaires affectés dans des quartiers difficiles - Rôle des collectivités territoriales - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5513) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de M. Franck Sérusclat (réduction des crédits figurant au Titre IV) ainsi qu'aux amendements de M. Paul Loridant n° II-20 et n° II-21 (réduction des crédits figurant au Titre IV).

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5677, 5679) : aide à la création cinématographique - Compte de soutien financier de l'industrie cinématographique - Contrôle des procédures de soutien - Production des films - Place de la France dans l'industrie cinématographique européenne - Aménagement culturel du territoire - Exemple de la rénovation du théâtre impérial de Compiègne.

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5829, 5830, 5831) : audience de la chaîne ARTE et coût budgétaire de son fonctionnement - Financement différent d'ARTE en France et en Allemagne - Proposition de concevoir ARTE comme une filiale de France Télévision - Déclare voter ce projet de budget.

Comptes spéciaux du Trésor - (10 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5950) : compte d'avances aux collectivités locales - Fonds national de développement des adductions d'eau, FNDAE - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Fonds forestier national - Compte d'affectation des produits de cession des titres du secteur public - Politique de privatisation - (p. 5951) : dotations en capital des entreprises publiques - Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France - Compte « Soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels » - FNDS - Fédérations sportives - Fonds national des haras et activités hippiques - Compte « Construction navale de la marine militaire » - Opérations internationales des comptes spéciaux - (p. 5952) : conteste la gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative, FNDVA - **Art. 35 (autorisation de programme et crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** : son amendement n° II-14 : réduction des crédits du FNDVA ; retiré.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 49** (p. 6035) : son amendement n° II-68, soutenu par M. Emmanuel Hamel : extension du régime fiscal des apports partiels d'actifs aux opérations de scission portant sur des branches complètes d'activité ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture** [n° 137 (93-94)] - (13 décembre

1993) - **Art. 29 ter (Etablissement français des greffes)** (p. 6177) : se déclare favorable à l'amendement n° 127 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) - **Après l'art. 30** (p. 6182) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne).

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture** [n° 90 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Après l'art. 29** (p. 6483) : intervient sur le sous-amendement n° 108 de M. Alain Vasselle modifiant l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) **Après l'art. 41** (p. 6588) : son amendement n° 22, soutenu par M. Camille Cabana : accroissement de la part des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle revenant aux groupements de communes ; retiré - (p. 6589) : son amendement n° 3, soutenu par M. Camille Cabana : modalités de conversion des syndicats intercommunaux à vocation multiple en districts à fiscalité propre ; retiré.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 198 (93-94)] - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6759) : avec les membres du groupe du RPR, votera les conclusions de la CMP - Impulsion au nécessaire développement des biocarburants.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6858) : succès de la CMP - Suppression de l'impôt de bourse - Modifications rédactionnelles apportées par la CMP - Garantie des emprunts de l'UNEDIC - Cessions de créances - Exclusion des voleurs du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles - Indemnité d'éviction - (p. 6859) : réquisition de services - Articles techniques relatifs aux marchés financiers - Ouverture de nouveaux contrats optionnels à la négociation - (p. 6860) : demande l'adoption du texte dans la rédaction résultant des travaux de la CMP - **Art. 11 bis (procédure d'éviction d'actionnaires minoritaires à l'issue du succès d'une offre publique sur les actions d'une société)** (p. 6867) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement (A1) - **Art. 12 A (exclusion des voleurs et de leurs complices du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles)** (p. 6868, 6869) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement - **Art. 12 (réquisition des services)** (p. 6872) : s'oppose à l'amendement n° 3 du Gouvernement (A3).

MARQUÈS (René), sénateur des Pyrénées-Orientales (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

MARTIN (André), sénateur de la Seine-Maritime (NI puis RDE).

Remplace le 3 mars 1993, M. *Geoffroy de Montalembert*, décédé (JO Lois et décrets du 4 mars 1993).

Décédé le 7 novembre 1993 (JO Lois et décrets du 9 novembre 1993) - Eloge funèbre le 15 décembre 1993.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales (JO Lois et décrets du 7 avril 1993).

MASSERET (Jean-Pierre), sénateur de la Moselle (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des finances.

- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission d'information effectuée aux Etats-Unis, du 28 février au 6 mars 1993, sur la position de la nouvelle administration américaine dans les négociations du GATT [n° 267 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Etats-Unis**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Equipement, transports et tourisme - II - Transports - 1 - Transports terrestres** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 19 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 75, 76) : logique du capitalisme mondial - Négociations agricoles du GATT - Défense - Europe - Coopération avec l'Afrique - (p. 77) : fiscalité - Santé publique - Capitalisme sauvage.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X** [n° 231 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (27 mai 1993) - **Après l'art. 13** (p. 496, 497) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 42 (institution d'une session parlementaire unique), n° 43 (institution d'une instance indépendante chargée de veiller au respect des droits fondamentaux relatifs au secteur de la communication audiovisuelle), n° 44 (commissions d'enquête), n° 45 (possibilité pour le Parlement de convoquer une commission mixte paritaire), n° 46 (obligation pour le Gouvernement de présenter chaque année au Parlement un rapport sur les comptes prévisionnels de la sécurité sociale) et n° 47 (possibilité pour les assemblées de consacrer une séance par semaine à l'examen des textes d'origine parlementaire).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - *Discussion générale* (p. 739) : lancement de l'emprunt d'Etat et conséquences sur les déficits et la dette publique - Doublement du taux de la CSG - (p. 740) : dépenses militaires - Financement des contrats emploi-solidari-

rité - Economies budgétaires - (p. 741) : rapport sur les délocalisations établi par la commission des finances - Système capitaliste - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 780) : allègement du poids du décalage pour les entreprises réalisé par le Gouvernement précédent - Risque de déstabilisation pour certaines entreprises - (p. 782) : soutient l'amendement n° 154 de M. Claude Estier (dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas) - **Rappel au règlement** (p. 783) : article 48, alinéas 1^{er} et 3 du règlement - Recevabilité des amendements - **Art. 1^{er}** (*suite*) (p. 784) : intervient sur l'amendement n° 96 de M. Robert Vizet (réduction du temps de travail) - (p. 786) : position du Gouvernement sur les délocalisations.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle*) (p. 814) : soutient l'amendement de suppression n° 55 de M. Claude Estier - (p. 815) : soutient l'amendement n° 157 de M. Claude Estier (sanctions spécifiques) - (p. 817) : intervient sur l'amendement n° 156 de M. Michel Charasse (modalités de maintien pour 1994 du système actuel de remboursement du dégrèvement de la taxe professionnelle) - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 822) : soutient l'amendement de suppression n° 160 de M. Claude Estier - (p. 824) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Philippe Marini (écrêtement de l'impôt de bourse) - **Après l'art. 3** (p. 827) : se déclare favorable à l'amendement n° 113 de M. Robert Vizet (application d'un taux de TVA nul en faveur de la presse) - **Art. 3 bis** (*anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 828) : se déclare favorable à l'adoption de l'article 3 bis - **Art. 5** (*modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final*) (p. 839) : importance de l'augmentation de la taxe intérieure sur divers carburants - Conséquences sur les revenus des ménages - (p. 841) : son amendement n° 161 : réduction du taux de majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; rejeté - (p. 842) : signature par le Gouvernement de l'accord sur les oléagineux - **Art. 5 ter** (*inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général*) (p. 848) : interrogation sur le bien-fondé juridique de l'article - Lancement de l'emprunt - Soutient l'amendement de suppression n° 164 de M. Claude Estier - **Art. 7 et état B** (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 871) : financement et fiscalisation des prestations familiales - Exonération des charges sociales - Créations d'emplois - **Art. 9** (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 876) : crédits consacrés au choix de matériels, à l'organisation et à la stratégie - Relations avec les autres Etats des Nations unies ou de l'Europe - **Art. 13** (*exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles*) (p. 880) : danger de l'article 13 - **Art. 15 bis** (*réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière*) (p. 892) : « loi Malraux » - Article critiquable - **Art. 16 bis** (*relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières*) (p. 899) : soutient l'amendement de suppression n° 177 de M. Claude Estier - **Art. 17 bis** (*défisicalisation des investissements outre-mer*) (p. 905) : soutient l'amendement de suppression n° 179 de M. Claude Estier - (p. 909) : soutient l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (allègements fiscaux pour les industries de stockage et de conditionnement des bateaux de plaisance) - (p. 910) : soutient l'amendement n° 189 de M. Louis Perrein (plafond des investissements dispensés de la procédure d'agrément préalable) - **Avant l'art. 18 A** (p. 911) : soutient l'amendement n° 181 de M. Michel Moreigne (renforcement du rôle décisif des syndicats départementaux d'électrification rurale).

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - *Suite de la discussion* - (11 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1017) : soutient la motion n° 3 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Modernisation de l'économie - Exemples d'Usinor-Sacilor, d'Elf et d'Air France - (p. 1018) : environnement économique international - Délocalisations - Constitutionnalité du projet de loi - Stratégie des entreprises privatisées - Statut d'entreprises publiques - Notion de travail - **Art. 1^{er} et annexe** (*champ des privatisations*) (p. 1025) : notion d'entreprise publique - Majorité gouvernementale -

(p. 1026) : rôle des entreprises publiques - Position du Gouvernement sur les délocalisations - Liste des entreprises privatisables - Intérêts de la France - (p. 1028, 1029) : soutient l'amendement de suppression n° 158 de M. Claude Estier - Absence de réel débat - Crise de l'Europe - Délocalisation - Gestion socialiste - Défense des intérêts de la France - (p. 1034) : soutient l'amendement n° 159 de M. Claude Estier (suppression du 1^{er} alinéa de l'article 1^{er}) ; non retenu dans le vote unique - Effet de la mondialisation du système économique dominant - Comptes sociaux de la Nation - Position acquise par les entreprises du secteur public - (p. 1035) : investissements - Rôle de l'Etat - Soutient l'amendement n° 160 de M. Claude Estier (suppression du 1^{er} alinéa du paragraphe I de l'article 1^{er}) - (p. 1039, 1049 ; 1070, 1093) ; soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 192, n° 196, n° 198, n° 199, n° 200, n° 208 et n° 209 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe) - **Rappel au règlement**, de M. Charles Lederman (p. 1072) : examen des amendements de ce texte - Procédure de vote bloqué - (p. 1093, 1094) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 162 (exclusion du programme de privatisations des entreprises nationalisées en 1982 et 1983), n° 164 (exclusion du champ d'application de la loi des compagnies d'assurance), n° 165 (exclusion du champ d'application de la loi des établissements de crédit), n° 166 (exclusion du champ d'application de la loi des entreprises qui participent à la défense), n° 167 (exclusion du champ d'application de la loi des entreprises en situation de monopole de fait) et n° 175 (exclusion du champ d'application de la loi des entreprises qui gèrent un service public) - (p. 1100) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 169 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article) et n° 177 (principe du maintien de la représentation des salariés au sein des conseils d'administration ou des conseils de surveillance des entreprises privatisées) - (p. 1102) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 170 (consultation des conseils généraux des départements du siège de l'entreprise privatisable) et n° 171 (avis des conseils régionaux des régions du siège de l'entreprise privatisable) - (p. 1103) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 179 (consultation du Haut conseil du secteur public) et n° 183 (suppression du dernier alinéa de l'article 1^{er} qui prévoit la désignation par décret du président du conseil d'administration ou des membres du directoire des entreprises qui vont être privatisées) - (p. 1104) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 181 et n° 182 (nomination des nouveaux présidents) - (p. 1109) : avis défavorable du groupe socialiste sur l'article 1^{er}.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-93)]** - (11 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1053, 1054) : augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers - Spéculation immobilière - Emprunt de 40 milliards de francs - Plafonnement de l'impôt de bourse - Grands équilibres économiques - Politique gouvernementale.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1124, 1125) : discussion commune des amendements - Avis défavorable du groupe socialiste sur l'article 2 - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1132, 1133) : soutient l'amendement n° 210 de M. Claude Estier (modification de l'appellation de la commission de la privatisation) - (p. 1134) : soutient l'amendement n° 215 de M. Claude Estier (composition de la commission de la privatisation) - (p. 1135) : soutient l'amendement de précision n° 211 de M. Claude Estier - (p. 1136) : soutient l'amendement n° 216 de M. Claude Estier (valeur minimale au-dessous de laquelle ne pourra être cédée aucune action des entreprises privatisées) - (p. 1137) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 217 (intervention de la Cour des comptes lors de l'évaluation) et n° 219 (recours du Parlement devant le Conseil d'Etat) - (p. 1138) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 220 (recours devant le Conseil d'Etat du conseil d'administration de l'entreprise intéressée), n° 214 (avis des commissaires aux comptes des entreprises intéressées sur l'évaluation) et n° 218 (délai pendant lequel interviendra la nomination des membres de la commission de la privatisation) - **Art. 5 (mécanisme de paiement échelonné)** (p. 1148) : soutient l'amendement de suppression n° 226 de M. Claude Estier - (p. 1149) : soutient l'amendement n° 227 de

M. Claude Estier (suppression du paragraphe I de cet article) - (p. 1150) : soutient l'amendement n° 228 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe II de cet article) - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1176) : soutient l'amendement n° 317 de M. Claude Estier (application dans tous les cas des mécanismes de l'action spécifique) - (p. 1179) : soutient l'amendement n° 233 de M. Claude Estier (transformation en action spécifique pour tous les établissements de crédit).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 6 (suite)** (p. 1185 à 1187) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 234, n° 235, n° 236, n° 237, n° 238 et n° 239 (transformation en action spécifique pour toutes les entreprises figurant dans l'annexe) - (p. 1189) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 241 et n° 242 (ajout des mots à l'article 6 : « ou aux intérêts nationaux essentiels à la sécurité de la nation ou à l'indépendance nationale ») - (p. 1190) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 244 (implication dans la procédure du personnel du comité central de chaque entreprise), n° 245 (implication dans la procédure du personnel du comité d'établissement de chaque entreprise) et n° 246 (implication dans la procédure du Haut Conseil du secteur public) - **Art. 7 (tranches destinées aux salariés)** (p. 1194, 1195) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 247, de suppression, n° 248, n° 249, n° 250 et n° 251 (suppression des paragraphes II, III, IV et V de cet article) - **Art. 8 (actions gratuites destinées aux salariés)** (p. 1198) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 252, n° 253, n° 254, n° 255 (modification du nombre d'actions acquises pour lequel on peut attribuer une action gratuite), n° 256, n° 257 et n° 258 (allongement du délai durant lequel les salariés doivent conserver les actions qu'ils ont acquises) - **Art. 9 (offres destinées aux personnes physiques)** (p. 1200) : soutient l'amendement de suppression n° 259 de M. Claude Estier - (p. 1201) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 260, n° 261, n° 262 et n° 263 (fixation du nombre de titres après avis du Haut conseil du secteur public, de la Cour des comptes, du Comité central de l'entreprise, ou de la Commission des opérations de bourse) - (p. 1202) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 265, n° 266, n° 267, n° 268, n° 269 et n° 270 (proportion d'actions qui doivent être attribuées gratuitement) - (p. 1203) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 271, n° 272, n° 273 (augmentation de la durée de détention nécessaire à l'obtention d'actions gratuites), et n° 274 (suppression des délais de paiement) - **Art. 10 (dispositions relatives aux actions détenues par l'établissement de recherche et d'activité pétrolière, ERAP)** (p. 1205) : soutient l'amendement de suppression n° 276 de M. Claude Estier - **Art. 11 (dispositions fiscales)** (p. 1206) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 277, de suppression, n° 278 (suppression de l'article 14 de la loi du 6 août 1986), n° 279 (suppression du paragraphe I de cet article) et n° 280 (suppression de l'article 15 de la loi du 6 août 1986) - (p. 1207) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 281 et n° 282 (suppression des articles 16 et 17 de la loi du 6 août 1986) - **Art. 12 (élévation du seuil des opérations de transfert et dispense d'une déclaration préalable pour les petites opérations)** (p. 1208) : soutient l'amendement de suppression n° 284 de M. Claude Estier - (p. 1209) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 287 (transfert après avis du comité d'établissement), n° 288 (transfert après avis de chaque comité d'entreprise), n° 289 (transfert après avis du Haut conseil du secteur public) et n° 286 (suppression du paragraphe II de cet article relatif à la dispense des petites opérations d'une déclaration préalable) - **Art. 14 (dispositions relatives à Elf Aquitaine)** (p. 1219, 1220) : soutient l'amendement de suppression n° 294 de M. Claude Estier - **Art. 15 (dispositions relatives à la SEITA)** (p. 1223) : soutient l'amendement de suppression n° 295 de M. Claude Estier - (p. 1226, 1227) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 296 (nouvelle rédaction du paragraphe I) ; n° 298, n° 299 et n° 300 (suppression des paragraphes III, IV et V de cet article) - **Art. 17 (dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 1233) : soutient l'amendement de suppression n° 303 de M. Claude Estier - Modification des conditions de désignation des présidents des banques nationalisées détenues indirectement par l'Etat - Rôle de l'Etat - Economie mixte - (p. 1234 à 1235) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 304, n° 305, n° 306 et n° 307 (suppression des paragraphes I, II, III et IV de cet article) - **Art. 19 (nomination des membres de la Commission de la privatisation)** (p. 1237,

1238) ; soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 309 de suppression et n° 310 (nomination des membres de la commission de la privatisation dans un délai d'un mois) - **Art. 20 (abrogations et dispositions diverses)** (p. 1241 à 1244) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 311, n° 312, n° 313, n° 314, n° 315 et n° 316 (suppression de cet article puis de chacun de ses alinéas) - **Vote unique** (p. 1245) : conditions d'examen de ce texte - Avis défavorable du groupe socialiste sur les articles 2 à 20 du projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1245, 1246) : difficultés rencontrées par l'économie française et par les pays d'Europe - Nécessité d'une participation majoritaire de l'Etat au capital des entreprises publiques - Importance de la question du chômage - Opposition du groupe socialiste à ce projet de loi de privatisation.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conduite des négociations commerciales [n° 5 (92-93)]** - (23 juin 1993) (p. 1624, 1625) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jean Delaneau.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3700) : opposition des sénateurs du groupe socialiste au projet de loi - Age de sortie du système éducatif - Effets négatifs du libre échange - Signes d'une crise de civilisation - Conséquences matérielles et psychologiques de la situation économique - (p. 3701) : progression du chômage - Incrédibilité des objectifs de flexibilité ou d'abaissement des coûts salariaux - Timidité du projet de loi.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4067) : effets positifs attendus et effets pervers probables - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4071) : se déclare opposé à la motion n° 613 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à soixante-treize amendements - **Art. 32 (modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle)** (p. 4082) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 184 de suppression et n° 185 (réseau des missions locales et des PAIO).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4621, 4622) : crise conjoncturelle ou mutation de civilisation - Politique économique et sociale - Logique du système économique libéral - (p. 4623) : perspectives économiques - Dépenses publiques - Déficit budgétaire et dette publique - Impôt sur le revenu et prélèvements obligatoires - Réforme de l'épargne - Aménagement du territoire - (p. 4624) ; diminution des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales et augmentation des impôts locaux - Emploi - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4690) : son amendement n° I-133 : majoration des différents barèmes ; retiré - (p. 4694, 4695) : son amendement n° I-135 : suppression de l'abattement de 20 % en cas de mauvaise foi ou de manoeuvre frauduleuse du salarié ; rejeté - (p. 4696, 4697) : ses amendements, soutenus par M. Michel Sergent, n° I-136 : réduction d'impôt liée à des frais de garde d'enfant à l'extérieur du domicile ; et n° I-137 : réduction d'impôt liée à des frais d'hébergement en établissement de long séjour pour personnes âgées ; rejetés - **Après l'art. 2** (p. 4700) : son amendement n° I-138, soutenu par M. Michel Sergent : cumul des demi-parts supplémentaires accordées aux contribuables mariés titulaires de la carte d'invalidité et aux contribuables mariés de plus de soixante-quinze ans et titulaires de la carte du combattant ; rejeté - (p. 4701) ; son amendement n° I-139, soutenu par M. Michel Sergent : montant de la réduction d'impôt pour dépenses de scolarité ; rejeté - (p. 4702) : son amendement n° I-134, soutenu par M. Michel Sergent ; abaissement du taux de la CSG ; rejeté - **Avant l'art. 3** (p. 4708) : son amendement n° I-142 : augmentation de la réduction d'impôt au titre des versements et dons à des oeuvres d'intérêt général ou à des oeuvres reconnues d'utilité publique ; rejeté - **Art. 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la**

fortune) (p. 4714) : son amendement n° I-143 : modification du barème du calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - Solidarité nationale - **Art. 6 (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement)** (p. 4717) : son amendement n° I-144 ; suppression de l'avantage fiscal en cas d'acquisition d'une résidence secondaire ; rejeté - (p. 4717, 4718) : ses amendements, n° I-145 : suppression de l'exonération lorsque l'investissement a donné lieu à une promesse de vente signée avant le 1^{er} octobre 1993 ; et n° I-146 : subordination de l'exonération à un engagement de location à des personnes aux revenus modestes ou moyens ; rejetés - (p. 4718) : son amendement n° I-147 : réduction des plafonds applicables aux montants de cessions ; rejeté - **Après l'art. 6** (p. 4725) : le groupe socialiste se déclare opposé à l'amendement n° I-307 du Gouvernement (exonération de plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure).

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Art. 6 bis (exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué)** (p. 4747) : son amendement n° I-149 : interdiction de cumuler le bénéfice des exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation prévues aux articles 6 et 6 bis ; devenu sans objet - **Art. 8 (déblocage des fonds investis dans un plan d'épargne populaire)** (p. 4751 à 4753) : ses amendements, n° I-150 : possibilité donnée aux titulaires de plans d'épargne populaire de retirer jusqu'à la moitié des fonds épargnés et des intérêts et primes se rapportant à la part retirée sans aucune pénalité ; rejeté ; n° I-152 : modification de la date d'ouverture du plan d'épargne populaire pour bénéficier de cette mesure ; retiré ; n° I-153 : rétablissement du droit à prime pour les plans d'épargne populaire ouverts à compter du 22 septembre 1993 ; et n° I-154 : augmentation du seuil permettant le bénéfice d'une prime de 25 % ; rejetés - **Art. 9 bis (relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme possédés par les entreprises)** (p. 4768) : son amendement de suppression n° I-55, soutenu par M. Michel Sergent ; rejeté.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 11 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie)** (p. 4829, 4830) : son amendement de suppression, soutenu par M. Paul Lorient ; rejeté - **Art. 13 (reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux)** (p. 4835) : son amendement de suppression n° I-159 ; rejeté - **Art. 16 bis (institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives)** (p. 4874) : son amendement de suppression n° I-164 ; rejeté - **Art. 20 (modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994)** (p. 4890) : son amendement de suppression n° I-171 ; devenu sans objet - **Art. 21 (suppression de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs)** (p. 4895) : son amendement de suppression n° I-173 ; adopté - **Art. 22 (modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)** (p. 4896) : son amendement de suppression n° I-175, soutenu par M. René Régnauld ; devenu sans objet - **Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle)** (p. 4909) : son amendement de suppression n° I-178, soutenu par M. René Régnauld ; devenu sans objet - (p. 4916) : soutient l'amendement n° I-181 de M. Daniel Percheron (absence de diminution de la compensation versée par l'Etat, aux collectivités locales en contrepartie des allègements des bases de taxe professionnelle au profit des communes qui ont des bases de taxe professionnelle faibles) - (p. 4919) : les membres du groupe socialiste voteront contre l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 17** (p. 4920) : son amendement n° I-165 : augmentation des ressources du Fonds national pour le développement du sport par un prélèvement établi sur l'ensemble des recettes de la société La Française des jeux ; retiré (précédemment réservé p. 4879) - (p. 4923) : se déclare favorable à l'amendement n° I-320 du Gouvernement (prélèvement à un taux unique de 2,3 % sur l'ensemble des jeux) sous

réserve que le supplément de crédit affecté au Fonds national pour le développement du sport ne soit pas destiné au financement du « grand stade » - **Après l'art. 23** (p. 4924) : son amendement n° I-183 : création d'une cotisation minimale de taxe professionnelle assise sur la valeur ajoutée au profit du budget général ; retiré - **Après l'art. 23 bis** (p. 4925) : son amendement n° I-184 : possibilité donnée aux collectivités locales d'accroître les différents abattements à la base ; retiré - (p. 4926) : soutient l'amendement n° I-186 de M. Michel Charasse (extension du bénéfice de l'exonération de la taxe d'habitation aux personnes âgées de plus de soixante ans non imposables sur le revenu, qui hébergent à leur foyer un ou plusieurs de leurs enfants majeurs inscrits comme demandeurs d'emplois et ne disposant pas de ressources supérieures au RMI) - **Art. 18** (précédemment réservé p. 4888) (*affectation au budget général des recettes de privatisation*) (p. 4927) : son amendement de suppression n° I-169 ; rejeté.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) - Rapporteur spécial pour les transports terrestres - (p. 5087) : concours de l'Etat à la SNCF - Dégradation de la situation financière - Surcoût des projets TGV - Système SOCRATE et baisse du trafic - Dette - (p. 5088) : prévisions pour 1994 - Relations de la SNCF avec les régions - Contribution de l'Etat aux transports collectifs parisiens et de province - Voies navigables de France - Croissance du transport routier - Propose l'adoption de ces crédits.

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5464, 5465) : consultation du Parlement sur la loi de programmation militaire - Modernisation de la capacité de dissuasion française - Doctrine d'emploi de la force nucléaire - Elargissement de l'OTAN - Les membres du groupe socialiste s'abstiendront lors du vote sur ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 40 et Etat E** (*autorisation de perception de taxes parafiscales*) (p. 6016) : soutient l'amendement n° II-36 de M. Roland Courteau (suppression de la ligne 20 de l'Etat E annexé à cet article relative à la taxe parafiscale qui permet de financer le Comité national interprofessionnel de l'horticulture, CNIH) - **Art. 45** (*aménagement du seuil des cessions de parts ou actions d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux*) (p. 6023) : son amendement n° II-48 : suppression du deuxième alinéa de cet article relatif à l'abaissement du seuil de cessions non imposables jusqu'à 50 000 francs à compter du 1^{er} janvier 1995 ; rejeté - **Art. 46** (*réduction du taux de prélèvement libératoire sur les produits bancaires*) (p. 6024) : son amendement de suppression n° II-49 ; rejeté - **Avant l'art. 48** (p. 6030) : soutient l'amendement n° II-50 de M. René Rénault (revalorisation du montant maximum de la réduction d'impôt qui est actuellement accordée aux adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés) - **Avant l'art. 50** (p. 6037) : soutient l'amendement n° II-8 de M. Roger Quilliot (possibilité de majoration du taux de la taxe professionnelle dans la limite du taux moyen national constaté l'année précédente) - **Après l'art. 50 bis** (p. 6042) : soutient l'amendement n° II-51 de M. Gérard Miquel (perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - **Avant l'art. 52** (p. 6058) : son amendement n° II-55 : application de taux réduits aux bières produites par des petites brasseries indépendantes ; retiré - (p. 6059) : son amendement n° II-54 : exonération de la taxe sur les salaires des associations d'aide à domicile ; rejeté - **Art. 52** (*réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6062) : son amendement de suppression n° II-56 ; rejeté.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6087, 6090) : déficit budgétaire - Augmentation des dépenses - Endettement de la France - Mesures en faveur des collectivités locales - Mise en péril des équilibres sociaux - Partage du travail - Système économique actuel - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6553, 6555) : aggravation du déficit budgétaire - Baisse des recettes fiscales - Accroissement de la dette publique - Mauvais résul-

tats économiques induits par la politique budgétaire - Progression du chômage - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi de finances rectificative pour 1993 - **Après l'art. 41** (p. 6587) : son amendement n° 14 : partage de la taxe professionnelle par certaines collectivités ; retiré.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes** [n° 175 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 3** (p. 6606) : son amendement n° 30 : obligation dans l'apposition des poinçons de préciser la teneur en métal précieux ; rejeté - **Art. 24** (*aménagement rédactionnel de la législation relative aux contributions indirectes*) (p. 6617) : son amendement n° 32 : application des dispositions générales de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes pour le contrôle de l'apposition des poinçons de garantie et de responsabilité ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6543) : le groupe socialiste refuse d'approuver le projet de loi de finances pour 1994 - Dette publique - Modestie des mesures en faveur des collectivités territoriales.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 198 (93-94)] - (20 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6758) : avec le groupe socialiste, votera contre les conclusions de la CMP.

MASSON (Paul), sénateur du Loiret (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Juge titulaire de la Haute Cour de Justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO* Lois et décrets du 9 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission supérieure de codification jusqu'au 7 juillet 1993.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de résolution déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition modifiée de directive du conseil relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (n° E 48) [n° 305 (92-93)] (13 mai 1993) - **Communautés européennes** (Retirée : 24 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 374 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 399 (92-93)] (1^{er} juillet 1993) - **Etrangers**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux

conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 420 (92-93)] (10 juillet 1993) - **Etrangers**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 453 (92-93)] portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 19 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Etrangers**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de la loi constitutionnelle [n° 73 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 74 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Etrangers**.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur** - Police et sécurité - [n° 106 (93-94)] tome 2 (22 novembre 1993).

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des lois, à la suite d'une mission effectuée en Russie du 8 au 20 septembre 1993 [n° 132 (93-94)] (1^{er} décembre 1993) - **Russie**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 161 (93-94)] (9 décembre 1993) - **Etrangers**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 38 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2676) - Ministère : Equipement - *Délai de réalisation de l'autoroute A 160* - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3207) - **Auto-routes**.

n° 39 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2676) - Ministère : Intérieur - *Montant des dotations accordées pour le prochain contrat de plan à la région Centre* - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3203) - **Contrats de plan**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 118, 120) : intervient à propos de la question de M. Michel Poniatowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2250) : respect des droits de l'homme, des traités et des conventions internationales - Ordonnance de 1945 relative aux droits des étrangers en France - Statistiques - (p. 2251) : regroupement familial - Droit d'asile - Lutte contre l'immigration irrégulière - Mariages de complaisance - Lutte contre le travail clandestin et l'immigration clandestine - Régime d'interdiction du territoire national - Politique d'intégration - (p. 2252) : droit au séjour du demandeur d'asile - Droit au travail de la famille regroupée - Politique d'immigration à l'échelle européenne - Politique de coopération - Au nom de la commission des lois, propose au Sénat d'adopter ce texte.

Suite de la discussion - (7 juillet 1993) - Rapporteur - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2288, 2289) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen, et libertés individuelles - Regroupements familiaux - Droit d'asile - Zones de transit - Décisions du Conseil constitutionnel - **Question préalable** (p. 2291) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - (p. 2300, 2301) : fin des réflexions et nécessité de passer à l'action - S'oppose à la motion n° 54 de M. Claude Estier tendant au renvoi en commission - **Art. 1^{er}** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée*) (p. 2303) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 57 de M. Claude Estier et n° 130 de M. Charles Lederman - **Avant l'art. 2** (p. 2305) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Charles Lederman (suppression de la discrimination entre étrangers de la CEE et

étrangers hors CEE quant au refus d'entrée sur le territoire français) - **Art. 2** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée en application de la convention de Schengen*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 132 de M. Charles Lederman - **Art. 2 bis** (*certificat d'hébergement*) (p. 2308) : ses amendements n° 16 : suppression de la référence à l'attestation d'accueil ; n° 17 : conditions d'octroi du visa délivré par le maire ; et n° 18 : conséquence du refus de l'hébergeant d'accueillir les agents de l'Office des migrations internationales ; adoptés - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 58 de M. Claude Estier et n° 133 de M. Charles Lederman ainsi qu'à l'amendement n° 134 de ce dernier (suppression de la perception de la taxe de 100 francs à l'occasion de la demande de visa d'un certificat d'hébergement par le maire) - (p. 2309) : supériorité des accords internationaux sur les lois - (p. 2311) : *à titre personnel*, accepte l'amendement n° 191 du Gouvernement (signature des certificats d'hébergement à Paris, Lyon et Marseille, par le maire d'arrondissement) - **Art. 3** (*effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire*) (p. 2312) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 60 de M. Claude Estier et n° 135 de M. Charles Lederman - **Art. 4** (*contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers*) (p. 2317 à 2318) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction ; adopté par priorité (p. 2324) - Procès d'intention fait à M. Marsaud - Code de procédure pénale - Décret relatif à la circulation des étrangers - Vérification spécifique concernant des professions, des activités ou des personnes soumises à des statuts particuliers - Vérifications effectuées par des officiers de police judiciaire - Disjonction de deux procédures : procédure concernant l'état des étrangers et procédure de vérification des titres au nom desquels un étranger se trouve en France - (p. 2321) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 61 de M. Claude Estier et n° 136 de M. Charles Lederman ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 62 (suppression de la deuxième phrase du texte présenté par l'article 4) et n° 63 (suppression de la troisième phrase du texte présenté par l'article 4) - **Art. 5** (*documents de circulation des mineurs*) (p. 2337) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 137 de M. Charles Lederman - **Art. 6** (*délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur*) (p. 2338) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 64 de M. Claude Estier ainsi qu'à l'amendement n° 138 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de « menace pour l'ordre public ») - *A titre personnel*, accepte l'amendement n° 179 du Gouvernement (conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans) - S'oppose à l'amendement n° 65 de M. Claude Estier (attribution d'une carte de résident aux enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans) - (p. 2340) : intervient sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans) - Définition par la jurisprudence de la notion d'ordre public - **Art. 7** (*délivrance de plein droit de la carte de résident*) (p. 2342) : son amendement n° 20 : introduction d'une condition supplémentaire pour la délivrance de plein droit de la carte de résident au conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité française ; adopté par priorité - (p. 2345) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 66 de M. Claude Estier et n° 139 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 67 (suppression de la référence à la menace à l'ordre public), n° 68, n° 71 (condition d'une année de mariage et de communauté effective de vie pour la délivrance de la carte de résident à l'étranger marié avec une personne française), n° 69 (suppression de la condition supplémentaire imposée pour la délivrance d'une carte de résident au conjoint du réfugié et à ses enfants mineurs), et n° 72 (suppression de l'exception de la carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant ») - (p. 2346) : *à titre personnel*, accepte l'amendement n° 180 du Gouvernement (attribution de la carte de résident de plein droit aux jeunes étrangers bénéficiant de l'article 44 du code de la nationalité).

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - Rapporteur - **Art. 8** (*impossibilité de délivrer la carte de résident à l'étranger polygame et à son conjoint*) (p. 2371) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Charles Lederman (transformation de l'obligation de retirer une carte de résident délivrée en méconnaissance des dispositions sur la polygamie en une simple faculté) - **Art. 10**

(suppression de la commission départementale du séjour des étrangers) (p. 2373) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 75 de M. Claude Estier et n° 141 de M. Charles Lederman - Formation consultative - Hétérogénéité des avis rendus par la commission du séjour des étrangers - **Art. 11 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers)** (p. 2377) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 77 de M. Claude Estier et n° 142 de M. Charles Lederman - Son amendement n° 22 : nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2378) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (catégorie des étrangers titulaires d'une rente d'accident du travail) - **Art. 12 (reconduite à la frontière)** (p. 2380) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 79 de M. Claude Estier et n° 143 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 144 de ce dernier (caractère suspensif des recours devant le tribunal administratif) - **Art. 13 (expulsion)** (p. 2381) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Claude Estier - **Art. 14 (expulsion)** (p. 2382) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 81 de M. Claude Estier - (p. 2385) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 82 de M. Claude Estier - (p. 2387) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Charles Lederman (suppression des trois premiers paragraphes de l'article) - Son amendement n° 23 : interdiction d'expulser l'étranger entré en France depuis l'âge de dix ans et autorisé à y séjourner au titre du regroupement familial ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2390) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 83 (suppression du paragraphe II de l'article) et n° 84 (suppression du paragraphe III de l'article) - Son amendement n° 24 : conditions de communauté de vie continue et de nationalité française du conjoint de l'étranger ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - **Art. 16 (expulsion)** (p. 2391) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de M. Claude Estier - **Art. 17 (éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière)** - **Art. 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (détermination du pays de destination de l'étranger expulsé ou reconduit à la frontière)** : son amendement n° 25 : suppression de l'adverbe « gravement » qualifiant l'intensité de la menace qui frappe l'étranger ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2392) : accepte l'amendement n° 146 de M. Charles Lederman (suppression de l'adverbe « gravement » qualifiant l'intensité de la menace qui frappe l'étranger), identique à son amendement n° 25 - **Art. 27 ter de l'ordonnance précitée (régime de la décision fixant le pays de renvoi)** : s'oppose aux amendements, n° 147, de suppression, de M. Charles Lederman et n° 86 de M. Claude Estier (caractère suspensif d'exécution du recours contre la décision dans les conditions prévues au paragraphe II de l'article 22 bis) - **Art. 18 (cas de l'étranger qui ne peut gagner aucun pays)** (p. 2394) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 148 de M. Charles Lederman - Décision de la compétence du préfet - **Art. 19 (demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière)** (p. 2396) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 149 de M. Charles Lederman - Son amendement n° 26 : exception de l'étranger qui se trouverait, en France, frappé d'une peine privative de liberté sans sursis ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - **Art. 21 (regroupement familial)** (p. 2398) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (réduction du délai de séjour au bout duquel l'étranger a le droit de faire venir sa famille) - (p. 2399) : ses amendements n° 27, rédactionnel ; et n° 28 : substitution des mots « logement considéré comme normal » aux mots « logement adapté » ; adoptés avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - Critères du logement normal retenus par l'Office des migrations internationales et correspondant à ceux des HLM - (p. 2400) : s'oppose aux amendements n° 150 de M. Charles Lederman (suppression des mots « l'ordre public ou la sécurité publique ») et n° 89 de M. Claude Estier (suppression de l'impossibilité de régularisation sur place du regroupement familial) - (p. 2405) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (suppression de l'obligation pour l'étranger installé en France de regrouper en une seule fois l'ensemble des membres de sa famille) - Son amendement n° 29 : possibilité de procéder à un regroupement familial partiel dans l'intérêt des enfants ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2406) : nombre des regroupements familiaux ayant lieu dans la région

parisienne - (p. 2406, 2407) : s'oppose à l'amendement n° 91 de M. Claude Estier (possibilité pour les étrangers séjournant en France sous couvert d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » de bénéficier du regroupement familial) - Contribution des étudiants étrangers au développement de leur pays d'origine - **A titre personnel**, accepte l'amendement de précision n° 181 du Gouvernement - Son amendement n° 30 : obligation de retirer le titre de séjour du ressortissant étranger polygame qui a fait venir auprès de lui plus d'un conjoint ou des enfants autres que ceux du premier conjoint ou d'un autre conjoint de son choix ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2408) : **A titre personnel**, s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de précision n° 182 du Gouvernement - (p. 2409) : son amendement n° 31 : retrait obligatoire du titre de séjour obtenu par un autre conjoint ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - **Avant l'art. 22** (p. 2409, 2410) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 151 (accès à l'aide juridique des étrangers résidant habituellement en France et détenant un titre de séjour à l'occasion d'un recours devant la commission de recours des réfugiés) et n° 152 (organisation d'un entretien avec le demandeur d'asile dès la réception de son dossier par l'OFPRA ou par la commission des recours) - OFPRA - **Art. 22 (demandeurs d'asile)** (p. 2413) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de M. Charles Lederman - Circulaire ministérielle relative au droit d'asile - (p. 2414) : sur les amendements du Gouvernement, **à titre personnel**, s'oppose à l'amendement n° 183 (adjonction à la formule désignant l'expert du qualificatif « pleinement ») et accepte le n° 184 (possibilité pour la France dans le libre exercice de sa souveraineté d'accorder l'asile à des personnes n'entrant dans le champ d'aucune des catégories mentionnées) - (p. 2415, 2416) : ses amendements, n° 32 et n° 33, rédactionnels ; adoptés avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - Ses amendements, n° 34 : possibilité pour l'intéressé de saisir la commission des recours en demeurant sur le territoire français ; et n° 35 de coordination ; non retenus dans le vote unique - **Art. 24 (légalisation des actes d'état-civil étrangers)** (p. 2417) : son amendement n° 36 : mention dans le code civil de la possibilité de demander la légalisation des actes d'état civil étrangers ; non retenu dans le vote unique - S'oppose à l'amendement n° 192 du Gouvernement (mention dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 des pouvoirs de contrôle conférés aux agents diplomatiques consulaires sur les documents d'état civil dont l'authenticité paraît douteuse) - **Art. 25 (rétention administrative)** (p. 2419) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 100 de M. Claude Estier et n° 154 de M. Charles Lederman - (p. 2420, 2421) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 101 (réintroduction de l'adjectif « absolue » après le mot « nécessité ») et n° 102 (suppression du paragraphe III de l'article 25) - **Art. 25 bis (obligation de rapatriement de l'étranger en situation irrégulière par l'entreprise de transport ferroviaire qui l'a acheminé)** : **à titre personnel**, accepte l'amendement n° 185 du Gouvernement (nouvelle rédaction).

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - Rapporteur - **Art. 26 (visa de sortie)** (p. 2432) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 27 (dispositions transitoires)** : son amendement n° 38 : suppression des dispositions relatives au dépôt d'un rapport au Parlement ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - (p. 2433) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 155 (suppression des dispositions relatives à la carte de résidence délivrée de plein droit) et n° 157 (suppression des dispositions d'application dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) - Son amendement rédactionnel n° 39 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 28 (mariages de complaisance)** (p. 2436) : s'oppose aux amendements identiques n° 106 de M. Claude Estier et n° 158 de M. Charles Lederman (suppression des dispositions relatives à l'intervention du Procureur de la République pour éviter la multiplication des mariages de complaisance) - Son amendement n° 40 : comparution personnelle requise lors du mariage d'un Français même contracté à l'étranger ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - (p. 2437, 2438) : ses amendements, n° 41 : nouvelle rédaction des dispositions relatives à la procédure d'annulation du mariage de complaisance ; et n° 42, de coordination ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2471) -

S'oppose à l'amendement n° 107 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'annulation du mariage célébré en fraude du fait de l'insuffisance du délai et de l'incompétence du tribunal de grande instance) et accepte l'amendement n° 193 du Gouvernement (maintien dans ce cas de nullité du mariage du seul principe de fraude à la loi) - **Art. 28 bis (mariages de complaisance)** (p. 2438, 2439) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 159 de M. Charles Lederman - **Art. 29 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français dans le nouveau code pénal)** (p. 2441) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 108 de M. Claude Estier - Son amendement de coordination n° 44 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - Nouveau code pénal - Débat sur l'auto-avortement - Immigration clandestine - **Après l'art. 29** (p. 2442) : son amendement n° 45 ; sanction du fait de s'entremettre pour la conclusion d'un mariage de complaisance entre un étranger en situation irrégulière et un français ; retiré - **Art. 30 (rétention judiciaire)** (p. 2445, 2446) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 109 de M. Claude Estier et n° 160 de M. Charles Lederman - Ses amendements rédactionnels n° 46 et n° 47 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2471) - Centres de rétention - Garanties offertes - **Art. 31 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour trafic de stupéfiants)** (p. 2448) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de M. Claude Estier - Son amendement n° 48 ; nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 32 (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale) - Paragraphe I - Art. L. 115-6 du code de la sécurité sociale** (p. 2453) : s'en remet à l'avis de la commission des affaires sociales - **Art. 36 B (abrogation)** (p. 2465) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 124 de M. Claude Estier - **Art. 36 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif)** : son amendement n° 49 ; nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 125 de M. Claude Estier - **Art. 37 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif)** : son amendement n° 50 ; nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 126 de M. Claude Estier - **Art. 38 (compétence de l'OFPPA)** (p. 2467) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 168 de M. Charles Lederman - Son amendement de conséquence n° 51 ; non retenu dans le vote unique - **Art. 39 (compétence de la commission des recours)** (p. 2468) : son amendement n° 52 ; insertion de la procédure de recours dans des délais compatibles avec le délai de rétention ; non retenu dans le vote unique - S'oppose à l'amendement de suppression n° 169 de M. Charles Lederman - **Art. 41 (dispositions diverses)** : soutient l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission saisie pour avis - **Avant l'art. 42** (p. 2469) : s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Charles Lederman (dépôt d'un rapport au Parlement sur l'évolution de l'aide de la France pour le développement des régions défavorisées et très défavorisées) - **Après l'art. 42** : accepte l'amendement de coordination n° 188 du Gouvernement - (p. 2470) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (organisation d'une journée d'information et d'action antiraciste) - Son amendement de conséquence n° 53 ; adopté avec l'ensemble du texte après modification par le sous-amendement n° 104 de M. Claude Estier.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 420 (92-93)] - (13 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2595, 2597) : accord en CMP - Article 4 relatif au contrôle des titres de séjour - Regroupement familial - Mariage entre Français et étrangers - Certificats d'hébergement - Catégories d'étrangers protégés contre l'expulsion en raison d'une certaine durée de résidence habituelle en France - Droits sociaux des étrangers - Propose l'adoption des conclusions de la CMP - **Art. 22, 25 ter, 38 et 39** (p. 2604 à 2608) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 1 à n° 5 sur l'article 22 (A1), n° 6 de suppression de l'article 25 ter, n° 7 de coordination sur l'article 38 et n° 8 de coordination sur l'article 39.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)]** - (12 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale**

(p. 2878, 2879) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration - Lutte contre la fraude en matière de mariage - Principe de la liberté du mariage - Jurisprudence relative à l'article 146 du code civil sanctionnant le défaut de consentement - Restriction apportée par le Conseil constitutionnel à la prorogation de la rétention administrative de l'étranger devant quitter le territoire - (p. 2880) : reconnaissance du principe de la rétention judiciaire assortie de garanties calquées sur celles de la détention provisoire - Caractère facultatif de la mesure d'interdiction du territoire par le préfet en cas de reconduite à la frontière - Droit de la nationalité - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2893, 2895) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 7 (abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration) et n° 8 (abrogation de la loi du 22 juillet 1993 réformant le droit de la nationalité) - **Art. 1^{er} (reconduite à la frontière)** (p. 2896) : s'oppose aux amendements de suppression n° 1 de M. Guy Allouche et n° 9 de M. Charles Lederman ainsi qu'à l'amendement n° 2 de M. Guy Allouche (interdiction du territoire : compétence du président du tribunal de grande instance) - **Art. 2 (rétention administrative)** (p. 2897, 2898) : s'oppose aux amendements n° 10 de suppression de M. Charles Lederman et n° 3 de M. Guy Allouche (suppression de la possibilité de prorogation du délai de rétention administrative en cas d'absence de documents de voyage) - Conseil constitutionnel - **Art. 3 (mariages de complaisance)** (p. 2903, 2904) : s'oppose aux amendements de suppression n° 11 de M. Charles Lederman et n° 4 de M. Guy Allouche ainsi qu'à l'amendement n° 5 du même auteur (suppression de la possibilité pour le procureur de la République de demander un sursis au mariage) - Introduction d'une voie de recours dans le dispositif précédemment censuré par le Conseil constitutionnel - Amélioration des garanties constitutionnelles par l'introduction d'une faculté de sursis au mariage par le procureur de la République - **Art. 4 (rétention judiciaire)** (p. 2908) : s'oppose aux amendements de suppression n° 6 de M. Guy Allouche et n° 12 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 4257) : loi relative à la maîtrise de l'immigration - Convention de Schengen - Réserve de souveraineté - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - (p. 4258) : préambule de la Constitution de 1946 - Principe de non duplication de l'examen des demandes d'asile figurant dans les accords de Schengen - Exception de souveraineté - Politique d'immigration - Statistiques sur l'immigration en Allemagne - (p. 4259) : avis du Conseil d'Etat - Révision constitutionnelle - Détermination des compétences entre Etats européens partageant les mêmes valeurs en matière de traitement des demandes d'asile - (p. 4260) : réserve de souveraineté - Révision constitutionnelle - Convention de Schengen - La commission des lois demande au Sénat d'adopter ce texte conforme - **Question préalable** (p. 4279, 4280) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Droit d'asile - Convention de Schengen - Pays européens ayant les mêmes références pour le traitement du droit d'asile - Préambule de la Constitution de 1946 - Souveraineté nationale - **Art. unique (autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile)** (p. 4287) : convention de Schengen, décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993, réforme de la Constitution - (p. 4288) : préambule de la Constitution de 1946 - Décisions de l'OFPPA - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 9 de M. Claude Estier et n° 13 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 10 (suppression du mot « européens » après les mots « les Etats »), n° 11 (référence à tous les engagements internationaux en matière de droit d'asile) et n° 12 (remplacement des mots « en matière d'asile » par les mots « en matière de droit d'asile ») - **Après l'art. unique** (p. 4291) : champ d'application des accords de Schengen - Loi ordinaire et autorisation de ratifier un traité - Révision constitutionnelle et droit d'asile - Demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Daniel Millaud (modalités d'élaboration et de ratification des traités ayant vocation à s'appliquer dans les territoires d'outre-mer) - (p. 4293) : importance du débat sur le contrôle de constitutionnalité - Préambule de la Constitution de 1946 -

Demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Etienne Dailly (contrôle de constitutionnalité : conformité aux articles de la Constitution et à ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) - (19 novembre 1993) - **Explication de vote** (p. 7 et 8) : décision du Conseil constitutionnel sur la loi relative au contrôle de l'immigration - Primauté du pouvoir constituant - Equilibre des pouvoirs.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27 novembre 1993) (p. 5100, 5101) : réseau routier et autoroutier dans la région Centre - **Projet d'autoroute A 160** - Répartition du financement du contournement de Châteauroux - Liaison Angers-Tours, tracé autoroutier près de Langeais - Problèmes routiers spécifiques des régions en périphérie de l'Île-de-France.

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur pour avis (police et sécurité) (p. 5382) ; statistiques sur la criminalité et la délinquance - Réglementation - Réorganisation des services de police - Mise en vigueur de la convention de Schengen ; système d'information de Schengen, SIS, et trafic de drogue en provenance des Pays-Bas - (p. 5383) : projet de loi d'orientation sur la police - Coordination sur le terrain de tous les acteurs de la lutte contre la délinquance et contre les trafics de drogue - Coopération avec les collectivités locales - Propose au Sénat d'adopter les crédits de la section police et sécurité.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 161 (93-94)] - (15 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6326, 6327) : révision constitutionnelle - Droit d'asile - Amendements adoptés par l'Assemblée nationale - Propose l'adoption des conclusions de la CMP.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6387) : aménagement du territoire - Bourgs-centres - Communes rurales - Vote de ce projet de loi par le groupe du RPR.

MATHIEU (François), sénateur de la Loire (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

MATHIEU (Serge), sénateur du Rhône (RI) - Questeur du sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Pierre Vallon, visant à modifier l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1992 (n° 92-1476 du 31 décembre 1992) [n° 223 (92-93)] (24 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Lois de finances**.

Proposition de loi, déposée avec M. Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 262 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Bernard Barbier et Pierre Vallon, tendant à modifier la loi du 10 janvier 1991 rela-

tive à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme [n° 12 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Santé**.

Proposition de loi, déposée avec M. Bernard Barbier, visant à compléter le dispositif de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme [n° 173 (93-94)] - (10 décembre 1993) - **Santé**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2821) - Ministère : Budget - **Réforme de la dotation globale de fonctionnement - Dotation globale de fonctionnement (DGF)**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4819) : son amendement n° I-34, soutenu par M. Michel d'Aillières : application de la TVA aux pêcheurs en eau douce à partir du 1^{er} janvier 1994 ; adopté - **Après l'art. 19** (p. 4929) : son amendement n° I-35, soutenu par M. Pierre Croze (dispositif relatif aux récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle) ; rejeté.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5212, 5213) : négociations du GATT ; statistiques sur les exportations ; promotion et qualité - Consommation française de vin - Loi Évin et publicité sur les produits alcooliques - (p. 5213) : charges sociales et fiscales des viticulteurs ; stocks de vins à rotation lente - Enseignement agricole ; maisons familiales rurales - Votera ce projet de budget.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5413, 5414) : financement du secteur du commerce et de l'artisanat - Evolution des textes législatifs - Se déclare favorable à ce projet de budget.

MAURICE-BOKANOWSKI (Michel), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères.

MAUROY (Pierre), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X** [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 412) : réforme de la Constitution - (p. 413) : saisine du Conseil constitutionnel - Conseil supérieur de la magistrature - Indépendance - Mode de désignation de ses membres - Compétences - (p. 414) : responsabilité pénale des ministres - Haute Cour de justice - Procédure d'instruction - Rééquilibrage des institutions - Se déclare favorable au projet de révision constitutionnelle.

MÉHAIGNERIE (Pierre), ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)] (16 juin 1993) - **Code pénal**.

Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications [n° 439 (92-93)] (29 juillet 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Marchés publics.**

Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative) [n° 443 (92-93)] (25 août 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Code de commerce.**

Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)] (11 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Magistrature.**

Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)] (11 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Magistrature.**

Projet de loi relatif au nouveau code pénal [n° 77 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Code pénal.**

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 2 de M. André Diligent : **Mariage** (*Attitude des maires saisis d'un projet de mariage entre deux personnes dont l'une est en situation de séjour irrégulier*) (JO Débats du 1^{er} mai 1993) (p. 154).

n° 3 de M. André Diligent : **Mariage** (*Harmonisation des pratiques des parquets en matière de consentement à mariage*) (JO Débats du 1^{er} mai 1993) (p. 154).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)]** - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 386) : travaux de la commission des lois - Justice - (p. 387) : indépendance de la magistrature - Rôle du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 388) : magistrats du siège et du parquet - Responsabilité des membres du Gouvernement - Haute Cour de justice - (p. 289) : président de la Haute Cour - Désignation des membres parlementaires - Saisine de la Haute Cour de justice.

Suite de la discussion - (26 mai 1993) - **Discussion générale (suite)** (p. 432) : opinion publique - Esprit de la Constitution - Indépendance du Conseil supérieur de la magistrature - (p. 433) : judiciarisation - Saisine de la Cour de justice de la République - Exception d'inconstitutionnalité - Désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - **Renvoi à la commission** (p. 435) : s'oppose à la motion n° 29 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 436) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (remplacement dans l'article 38 de la Constitution relatif aux ordonnances des mots « déposé devant » par ceux de « adopté par ») - (p. 438) : s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (substitution au Conseil constitutionnel d'une commission constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité des lois) - **Art. 1^{er}** (*suppression de la qualité de membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel conférée aux anciens Présidents de la République*) (p. 439) : accepte l'amendement de suppression n° 2 de la commission - **Art. 2** (*régime des incompatibilités des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 440) : accepte l'amendement de suppression n° 3 de la commission - **Art. 3** (*institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité*) (p. 442) : accepte les amendements identiques de suppression, n° 4 de la commission et n° 19 de M. Charles Lederman, et s'oppose au n° 34 de M. Claude Estier - **Demande de priorité** : accepte la demande d'examen en priorité de l'article 13 formulée par la commission - **Art. 13** (*dispositions transitoires relatives à l'entrée en vigueur de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité*) : accepte l'amendement de suppression n° 7 de la commission - **Art. 4** (*effet des déclarations d'inconstitutionnalité formulées par le Conseil constitutionnel*) (p. 443) : accepte les amendements identiques de suppression n° 5 de la commission et n° 20 de M. Charles Lederman -

Art. 5 (*renvoi à la loi organique pour la définition de la procédure d'exception d'inconstitutionnalité*) : accepte les amendements identiques de suppression n° 6 de la commission et n° 21 de M. Charles Lederman - **Section I** (*dispositions modifiant le titre VII de la Constitution et relatives au Conseil constitutionnel*) : accepte l'amendement de suppression n° 1 de la commission - **Art. 6** (*intitulé du titre VIII de la Constitution*) (p. 445) : accepte les amendements identiques n° 9 de la commission et n° 35 de M. Claude Estier (nouvel intitulé « titre VIII : De la justice ») - (p. 446) : s'oppose à la demande d'examen en priorité de l'amendement n° 37 qui tend à introduire un titre VIII bis : « De l'indépendance des magistrats de l'ordre judiciaire », formulée par M. Michel Moreigne - **Art. 7** (*fondement des décisions de justice, indépendance de la magistrature*) (p. 448) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (indépendance de l'autorité judiciaire garantie par le Président de la République), et s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 22 (administration de la justice), n° 23 (indépendance de la magistrature) et n° 36 de M. Claude Estier (rôle des juges) - **Art. 8** (*Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 456, 457) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) et, sur ce dernier, s'oppose aux sous-amendements de M. Charles Lederman n° 59 (conseil de discipline des magistrats du Parquet), n° 60 (consultation de l'assemblée plénière du Conseil supérieur de la magistrature sur les grâces), ainsi qu'aux sous-amendements de M. Claude Estier n° 50 (vice-présidence du Conseil supérieur de la magistrature), n° 51 et n° 52 (composition du Conseil), n° 53 (suppression des mots « et pour celle de président du tribunal de grande instance ») et n° 54 (insertion du mot « élection ») - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 24 (nouvelle rédaction de cet article), n° 25 (inutilité de la présence d'un conseiller d'Etat au sein du Conseil supérieur de la magistrature), n° 26 (nécessité pour le Conseil de statuer en matière disciplinaire pour les magistrats du Parquet) et n° 27 (obligation pour le Conseil supérieur de la magistrature d'être consulté en matière de grâces), ainsi qu'à l'amendement n° 39 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article) - **Demande de priorité** (p. 460) : accepte la demande d'examen en priorité de l'article 12 formulée par la commission - **Art. 12** (*extension des pouvoirs sans contreseing du Président de la République*) : accepte l'amendement de suppression n° 12 de la commission - **Avant l'art. 9** (p. 461) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Claude Estier (institution d'un recours en cassation à l'encontre des arrêts de condamnation rendus par la Haute Cour de justice) - **Art. 9** (*Haute Cour de justice*) (p. 464) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale des membres du Gouvernement ; compétence des juridictions de droit commun).

Suite de la discussion - (27 mai 1993) - **Art. 11** (*responsabilité pénale des membres du Gouvernement*) (p. 475) : sur l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article), son sous-amendement n° 30 : composition et présidence de la Cour de justice de la République ; retiré - (p. 476) : rôle du Procureur général près la Cour de cassation et de la commission des requêtes - Possibilité pour les personnes morales de porter plainte - Présence de magistrats de la Cour de cassation - (p. 479) : son sous-amendement n° 61 : compétence du Parlement concurremment avec le Procureur général de la Cour de cassation pour la saisine de la commission d'instruction ; retiré (p. 492) - Son sous-amendement n° 31 ; substitution des mots « commission des requêtes » à ceux de « commission des poursuites » ; adopté (p. 492) - (p. 486, 487) : sur l'amendement n° 13 de la commission, s'oppose au sous-amendement n° 49 de M. Jacques Habert (substitution des mots « tout citoyen français » à ceux de « toute personne physique »), ainsi qu'aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 55 (parlementaires proposés pour siéger à la Cour de justice), n° 56 (pouvoir de la commission juridictionnelle habilitée à recevoir les plaintes et dénonciations ; constitution de partie civile), n° 57 (suppression de la possibilité pour les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public de saisir la commission d'instruction) et n° 58 (immunité des membres du Gouvernement en matière d'écrit et de paroles lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leurs fonctions) et accepte le n° 62 de M. Claude Estier (saisine de la commission d'instruction par les deux assemblées statuant par un vote identique au scrutin public mais à la majorité absolue des membres

les composant) - **Après l'art. 11** (p. 494) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 14 de la commission (entrée en vigueur de la réforme du régime de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement) - **Après l'art. 13** (p. 495) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (suppression dans la Constitution du terme de « Communauté » qui n'existe plus) - (p. 498) : s'oppose aux amendements de M. Daniel Millaud, n° 16 (nouvelle rédaction de l'article 74 de la Constitution relatif à l'outre-mer) et n° 17, de conséquence - **Section IV « Dispositions diverses »** : accepte l'amendement de suppression n° 15 de la commission - **Intitulé** (p. 499) : accepte l'amendement n° 8 de M. Etienne Dailly (projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX et X) - **Sur l'ensemble** (p. 502) : révision constitutionnelle - Travaux de la commission - Remerciements.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - **Discussion générale** (p. 593) : conséquences de la loi du 4 janvier 1993 sur l'institution judiciaire - Difficultés soulevées par une abrogation définitive - Nécessité de faire disparaître les blocages institutionnels - Propositions du groupe de travail adoptées par la commission des lois - (p. 594) : aménagements introduits dans les règles des enquêtes de police judiciaire et de la procédure d'instruction - Garde à vue - Information du Procureur - Examen médical - Information donnée à la famille - Prolongation de garde à vue - Suppression de nullités prévues par l'article 171 du code de procédure pénale - Instruction préparatoire - Complexité et réaménagement souhaité - (p. 595) : responsabilité du juge d'instruction lors de la décision de mise en examen d'une personne - Maintien, rétablissement ou abrogation de dispositions - Droit applicable aux mineurs - (p. 596) : intervention de l'avocat et rémunération de celui-ci - Détention provisoire - (p. 597) : difficultés résultant de la séparation entre les fonctions de juge d'instruction et celle de juge de la détention provisoire - Difficultés des juridictions de petite taille - Responsabilité de la mise en détention provisoire et de la prolongation de cette mesure par le juge d'instruction - Difficultés liées à l'institution de droits nouveaux au profit des parties et ayant pour origine la loi du 4 janvier 1993 - (p. 598) : simplification des perquisitions - Allègement du travail des juridictions - Principe de la présomption d'innocence - Application de règles efficaces et protectrices des droits de la défense - (p. 607) : nécessité d'agir vite sans supprimer la réflexion - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 608, 609) : s'oppose aux amendements n° 43 (transposition en matière pénale de règles applicables en matière civile) et n° 44 (contrôle par le procureur de la République des conditions de garde à vue) de M. Claude Estier - **Art. 2 (modalités de la garde à vue)** (p. 611) : s'oppose aux amendements n° 45 de suppression de M. Claude Estier et n° 1 de M. Charles Lederman (précisions relatives au délai) - (p. 612) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 46 de forme et n° 47 (durée de la prolongation fixée par le Procureur de la République) ainsi qu'à l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (mesures de garantie pour accompagner la garde à vue) - (p. 613) : s'oppose à l'amendement n° 48 (principe de la présentation de la personne devant le Procureur de la République) de M. Claude Estier - (p. 614) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 3 (mention de leurs droits faite aux personnes gardées à vue), n° 4 (notion de famille) et n° 5 (choix du médecin par la personne gardée à vue) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (notion de famille) - (p. 615) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 50 et n° 51 (choix du médecin), et n° 52 (coordination entre le médecin désigné et le médecin traitant de la personne gardée à vue) - (p. 616) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 53 (rôle du médecin) et n° 54 (examen médical) - Demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur l'article 2 et l'amendement n° 49 - **Art. 3 (entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue)** (p. 619) : s'oppose à l'amendement n° 56 de M. Claude Estier (assistance de l'avocat du choix de la personne gardée à vue) - (p. 620) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (intervention de

l'avocat dès le début de la garde à vue) - (p. 621) : s'oppose aux amendements n° 57 (présence de l'avocat dès le début de la garde à vue) et n° 58 (possibilité pour l'avocat de communiquer par téléphone avec la personne gardée à vue) de Mme Françoise Seligmann - Son amendement n° 26 : suppression du paragraphe III de l'article 3 relatif à la limitation du droit à l'entretien avec un avocat ; rejeté - Accepte l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe III relatif à l'autorisation d'entretien) - (p. 623) : s'oppose aux amendements n° 8 de M. Charles Lederman (instructions écrites et motivées par le procureur de la République) et n° 59 de M. Claude Estier (report de l'entretien) - (p. 624) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 60 (report de l'entretien) et n° 61 (consignation des motifs au procès-verbal) de M. Claude Estier - (p. 625) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 62 de Mme Françoise Seligmann (motivation écrite de la décision du procureur).

Suite de la discussion - (2 juin 1993) - **Art. 11 (interrogatoire de première comparution)** (p. 648) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - (p. 649) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Charles Lederman (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par l'article 11 relatives aux exceptions) - Son amendement n° 32 : nature des demandes et des requêtes ; réservé jusqu'après le vote sur l'amendement de suppression n° 84 de M. Claude Estier à l'article 18 - **Art. 13 (coordinations - modifications rédactionnelles)** (p. 650) : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (suppression du paragraphe IV de l'article 13 rétablissant, dans la rédaction antérieure à la loi du 4 janvier 1993, deux dispositions) - **Après l'art. 14** (p. 652) : son amendement n° 33 : examen par la Cour de cassation du pourvoi en cassation formé contre la chambre d'accusation ; adopté - **Art. 15 (placement en détention provisoire)** (p. 654) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 78 de M. Claude Estier - Son amendement n° 34 : institution à l'occasion du placement en détention d'une personne mise en examen d'une procédure de référé-liberté ; adopté après modification par le sous-amendement n° 95 de M. Jean-Marie Girault - Chambre d'accusation - Divergences avec la position de la commission - (p. 655) : favorable à une formule de rétention de l'intéressé au lieu de la mise en détention - (p. 656) : s'en remet à la sagesse du Sénat sur le sous-amendement n° 95 de M. Jean-Marie Girault à son amendement n° 34 - (p. 660) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 79 (instauration d'une chambre d'instruction composée de trois magistrats), n° 80 (élargissement de la compétence de la chambre d'instruction) et n° 81 de coordination - **Art. 18 (fondement des nullités)** (p. 663) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 84 de suppression et n° 85 (purge des nullités par la chambre d'accusation) - **Art. 11 (suite)** (p. 664) : son amendement n° 32 ; adopté (précédemment réservé, p. 648) - **Après l'art. 19** : son amendement n° 35 ; extension aux requêtes en nullité du formalisme prévu pour les demandes d'acte ; retiré - **Art. 20 (règlement de l'information)** (p. 665) : sur les amendements de M. Claude Estier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 86 (précision relative à la formulation de la demande après la notification) et accepte le n° 87 rédactionnel - **Art. 21 (renvoi devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de police)** (p. 666, 667) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 88 de suppression et n° 89 (suppression des mots « ou de préserver l'ordre public du trouble causé par l'infraction »), ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman n° 20 (suppression de la possibilité de rendre définitive l'ordonnance de renvoi), n° 21 (retour à la formulation prévue par la loi du 4 janvier 1993 ne permettant pas l'extension des cas de mise en détention provisoire) et n° 22 (impossibilité pour l'ordonnance de renvoi devenue définitive de couvrir les vices de la procédure antérieure en matière de procédure correctionnelle) - **Après l'art. 21** : son amendement n° 37 : impossibilité pour les droits nouveaux des parties accordés en matière de nullité de se transformer en instrument dilatoire ; rejeté - **Art. 22 (compétences de la chambre d'accusation)** (p. 668) : son amendement n° 38 : pouvoirs de la chambre d'accusation : I) coordination avec la détention provisoire ; adopté ; II) cas des appels formés contre une ordonnance du juge d'instruction ; rejeté - **Art. 23 (constatation des nullités par le tribunal correctionnel)** : son amendement n° 39 de coordination ; rejeté - **Art. 26 (garde à vue d'un mineur)** (p. 669) :

s'oppose aux amendements de suppression n° 23 de M. Charles Lederman et n° 91 de M. Claude Estier - **Après l'art. 26** (p. 670) : accepte l'amendement n° 24 de M. Charles Lederman (modalités d'intervention de la dérogation) - **Art. 27 (information obligatoire de la famille)** (p. 670) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 92 de M. Claude Estier - **Art. 28 (détention provisoire d'un mineur)** (p. 671) : son amendement n° 40 : transposition au mineur du régime applicable au majeur pour le placement en détention ; adopté - **Art. 31 (abrogations)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 25 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 32** (p. 672) : son amendement n° 41 : simplifications ; adopté - (p. 673) : son amendement n° 42 : suppression de dispositions superflues introduites par la loi du 4 janvier 1993 ; devenu sans objet - **Appréciation des autorités judiciaires - Législation relative à la presse écrite et audiovisuelle** - (p. 674) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 96 de la commission (suppression du caractère obligatoire pour le juge d'instruction ou la chambre d'accusation d'ordonner la publication de la décision lorsque la personne concernée en fait la demande) - **Sur l'ensemble** (p. 675) : remerciements au président et au rapporteur de la commission des lois - Recherche de l'efficacité du système judiciaire.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1262, 1263) : commission Marceau Long - **Intégration - Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes nés en France de parents étrangers - Effet des condamnations pénales - Acquisition de la nationalité par mariage - Juge d'instance - Double droit du sol - Personnes nées sur le territoire des anciennes colonies françaises ou en Algérie** - (p. 1264) : Français de l'étranger - Demande l'adoption de cette proposition de loi - (p. 1290) : intégration - Acquisition de la nationalité par mariage - Conseil d'Etat - Fonctionnement du service de la nationalité - (p. 1291) : certificats de nationalité - Effet des condamnations pénales - Position de la hiérarchie de l'Eglise catholique - Double nationalité - Français de l'étranger - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1294) : s'oppose à la motion n° 31 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Art. 2 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1300, 1301) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier n° 51 (retour au délai actuellement en vigueur) et n° 52 (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1303) : accepte les amendements de suppression n° 10 de la commission, n° 2 de M. Charles de Cutoli et des sénateurs représentant les Français de l'étranger, n° 42 de M. Charles Lederman, et n° 53 de M. Claude Estier - **Art. 3 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né en France d'un parent lui-même né en France a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1305, 1306) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 54 (retour au délai actuellement en vigueur) et n° 55 (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 4 (modalités d'exercice de la faculté de répudier la nationalité française - renonciation à l'exercice de cette faculté)** (p. 1306) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Claude Estier (autorisation ou représentation du mineur) - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1310) : mariages de complaisance - Législation dans les pays de la CEE - (p. 1312) : s'oppose aux amendements de suppression n° 43 de M. Charles Lederman et n° 58 de M. Claude Estier - Accepte l'amendement n° 30 de la commission (enregistrement des déclarations d'acquisition de la nationalité du fait du mariage par le ministre chargé des naturalisations) - **Après l'art. 23 (par priorité)** (p. 1313) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (détermination par une loi postérieure de la date d'application de l'article 24 confiant aux juges d'instance l'enregistrement des déclarations de nationalité) - **Art. 8 (opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1318) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de la commission (réduction du délai) - S'oppose aux amendements de suppression n° 44 de M. Charles Lederman et n° 59 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements n° 60 (nouvelle rédaction

instaurant la compétence des tribunaux judiciaires) et n° 61, sur le même objet, du même auteur.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (suite)** (p. 1339) : s'oppose aux amendements de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 62 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amendement n° 63 du même auteur (recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (dispense de la condition de résidence habituelle en France pendant cinq ans pour l'étranger francophone) - (p. 1340) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Henri Goetschy (dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France) - (p. 1342, 1343) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 65 (démarche obligatoire de l'administration vers le jeune étranger) et n° 64 (information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte) ; sur le même objet, demande le retrait de l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1358) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 46 de M. Charles Lederman - Accepte l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger) ; sur cet amendement, s'oppose au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») et accepte le sous-amendement n° 103 de suppression de M. Claude Estier - S'oppose aux amendements n° 67 (même objet que le sous-amendement n° 103) et n° 68 (suppression des coups mortels de la liste des infractions) du même auteur - Accepte l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission, et sur cet amendement s'oppose au sous-amendement n° 69 de M. Claude Estier - Accepte les amendements de conséquence de la commission n° 15 et n° 16 et sur ce dernier amendement s'oppose au sous-amendement n° 104 de M. Claude Estier - (p. 1362) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), demande le rejet du sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - **Intégration - Art. 11 (autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français)** (p. 1363) : sous-direction des naturalisations - (p. 1366) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 70 de suppression, et n° 72 (obligations de l'administration) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 17 de la commission - **Art. 13 bis (acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France)** (p. 1372) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - **Après l'art. 17 (par priorité)** (p. 1378, 1379) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (possibilité de naturalisation de l'étranger francophone contribuant par une action éminente au rayonnement de la France) - **Après l'art. 14 bis** : s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Claude Estier (dérogation à la condition de résidence en France dans le cas visé par l'article additionnel créé par l'adoption de l'amendement n° 78 précité) - **Art. 15 (condition de stage en France de cinq années avant le dépôt d'une demande de naturalisation)** - (p. 1380) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 77 de M. Claude Estier - **Art. 19 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité ou par décision de l'autorité publique et à la réintégration dans cette nationalité)** (p. 1381) : accepte l'amendement de coordination n° 19 de la commission - **Art. 20 (acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité)** (p. 1383) : s'oppose aux amendements de suppression n° 47 de M. Charles Lederman et n° 80 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements n° 81, n° 82 et n° 83 du même auteur (assouplissement de la condition imposant la même résidence habituelle que les parents).

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 20 bis (répudiation de sa nationalité par l'enfant français en vertu de l'article 84 et qui n'est pas né en France)** (p. 1399) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Claude Estier (réduction du délai de répudiation) - **Art. 23 (réception des déclarations de nationalité)** (p. 1400) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (délivrance d'un reçu) - **Après l'art. 23 (suite)** (p. 1402) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (conditions d'application de l'article 24) - **Art. 24 bis (spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enre-**

gistement des déclarations de nationalité (p. 1403, 1404) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France) - **Art. 25** (*refus d'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1406) : accepte l'amendement n° 21 de la commission (caractère personnel de la démarche de recours exercée par le mineur de 16 ans) - **Art. 27** (*acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée*) (p. 1409, 1410) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 90 de suppression et n° 91 (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1).

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1786) : politique de lutte contre l'insécurité - Contrôles d'identité de police judiciaire - Pouvoirs accordés au procureur de la République - Protection des libertés individuelles - (p. 1787) : contrôles d'identité de police administrative - Intervention du parquet et éventuellement des juridictions - Incidences prévisibles de l'entrée en vigueur de la convention de Schengen - Lutte contre le trafic de stupéfiants - (p. 1788) : qualité du rapport - (p. 1796, 1797) : caractère strict du cadre des contrôles - Equilibre entre les exigences de sécurité et la garantie des libertés individuelles - Primauté des garanties apportées par l'autorité judiciaire - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1800) : s'oppose à la motion n° 3 de M. Claude Estier tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Preuve d'identité - Libertés individuelles - Contrôles préventifs - **Question préalable** (p. 1805) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 1807) : s'oppose à la motion n° 4 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - *Deuxième lecture* [n° 389 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1947, 1948) : Conseil supérieur de la magistrature - Cour de justice de la République - Commission des requêtes - **Art. 7** (p. 1957) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (rétablissement de cet article et affirmation des principes constitutionnel devant régir l'administration de la justice) - **Art. 8** (p. 1960) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (nouvelle rédaction : rétablissement et composition des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature ; mode de désignation des membres magistrats ; compétences) - Sur cet amendement, son sous-amendement n° 21 : suppression de la disposition prévoyant le tirage au sort au sein de collègues élus pour les magistrats membres des deux formations ; adopté - (p. 1964) : s'oppose aux sous-amendements n° 14 (composition de la formation compétente pour les magistrats du siège) et n° 15 (composition de la formation compétente à l'égard des magistrats du Parquet) et estime satisfait le sous-amendement n° 16 de M. Claude Estier (énumération des dispositions renvoyées à loi organique) - S'oppose aux amendements n° 9 de M. Charles Lederman (nouvelle rédaction de l'article 65 de la Constitution) et n° 1 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction relative à la composition et aux compétences du conseil supérieur de la magistrature) et estime satisfait par l'amendement n° 10 précité les amendements n° 4 et n° 5 du même auteur - (p. 1968) : sur l'amendement n° 10 précité, s'oppose au sous-amendement n° 24 de M. Etienne Dailly (rédaction de la fin du troisième alinéa de l'article 65 de la Constitution «...de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale») - **Art. 11** (p. 1972) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (nouvelle rédaction, rétablissant notamment la commission des requêtes et la possibilité de saisine d'origine parlementaire) ; sur cet amendement, son sous-amendement n° 22 : suppression de la référence à la composition de la commission des requêtes ; rejeté - (p. 1975) : sur les sous-amendements de M. Claude Estier, tendant à rétablir la plus grande partie des dispositions votées par l'Assemblée nationale, s'oppose aux n° 17, n° 18, n° 20, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 19 étendant aux personnes morales la possibilité de saisir la commission des requêtes - **Art. 14** (*entrée en vigueur de la réforme du régime de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement*) (p. 1978) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (application aux

faits commis par l'entrée en vigueur de la loi) - **Seconde délibération** (p. 1979) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération de l'article 8 ; ordonnée - **Art. 8** (p. 1980) : son amendement n° A-1 : remplacement des mots « le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée nationale » par les mots « et par le président de chacune des deux assemblées » ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - *Troisième lecture* [n° 414 (92-93)] - (8 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2359) : aboutissement de la révision constitutionnelle - (p. 2364) : remerciements - Pourvoi en cassation.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2527, 2528) : accord sur la plupart des dispositions du texte - Intervention de l'avocat au cours de la garde à vue - Favorable au dispositif retenu par l'Assemblée nationale - Détention provisoire - Référé-liberté - Amendements de la commission et du Gouvernement - Dispositions de droit transitoire - (p. 2533, 2534) : choix budgétaires - Equilibre entre les droits de la société et ceux de la personne - **Art. 3** (*entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue*) (p. 2536) : son amendement n° 31 : extension de la liste des infractions permettant le report de l'intervention de l'avocat ; adopté (par priorité) après modification par le sous-amendement n° 2 de la commission (principe de l'absence de l'avocat lorsque la garde à vue porte sur des faits de terrorisme ou de trafic de stupéfiants) pour lequel il s'en remet à la sagesse du Sénat - **Art. 3 bis** (*suppression de l'émargement sur le registre des gardes à vue*) (p. 2543) : son amendement n° 32 : maintien de l'exigence de l'émargement ; adopté.

Troisième lecture [n° 421 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2623) : divergence avec l'Assemblée nationale sur l'article 9-1 du code civil - Droit au respect de la présomption d'innocence - **Art. 32 undecies** (p. 2627) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des conditions de garde à vue, mise en examen, citation, réquisitoire ou plainte à la demande d'insertion de communiqué ou de rectification).

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 448) (p. 2738 à 2740) : remerciements adressés à la commission des lois - Indépendance de la magistrature - Modalités de l'action publique exercée par le garde des sceaux - Détermination des conditions d'application du nouveau texte de l'article 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature : composition, organisation et mode de désignation - Mécanisme dit de la « transparence » pour les projets de nomination des magistrats du siège - Dispositions techniques - (p. 2749, 2750) : indépendance de la justice - Mode d'élection et composition de chacune des deux formations du Conseil supérieur de la magistrature - Désignation du secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature - Absence de politisation et de corporatisme - Représentation des magistrats de la base - Moyens mis à la disposition de la justice - **Art. 1^{er}** (*formation compétente à l'égard des magistrats du siège*) (p. 2752) : s'oppose aux amendements n° 1 de la commission et n° 41 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) et estime les amendements de M. Charles Lederman, n° 25 et n° 26 visant à une plus juste représentation des magistrats en exercice dans les cours et les tribunaux, satisfait par l'amendement n° 1 de la commission - Danger du corporatisme et de la politisation - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 4** (p. 2753) : accepte l'amendement n° 8 de la commission (élection par l'assemblée générale du Conseil d'Etat du conseiller d'Etat qui siège dans les deux formations du Conseil supérieur de la magistrature) et estime que l'amendement n° 42 de M. Michel Dreyfus-Schmidt est satisfait par ce dernier (élection par l'assemblée générale du Conseil d'Etat du conseiller d'Etat qui siège dans les deux formations du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 2** (*formation compétente à l'égard des magistrats du parquet*) (p. 2754) : s'oppose à l'amendement n° 2 de coordination de la commission ainsi qu'aux amendements n° 27 et n° 28 de M. Charles Lederman visant à une plus juste représentation des magistrats en exercice dans les cours et les tribunaux - **Art. 3** (*désignation des membres représentant les magistrats des*

cours et tribunaux) (p. 2755 à 2759) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 29 (atténuation de la différence existant entre les magistrats du siège et ceux du Parquet) et n° 30 (élection de ceux qui seront appelés à désigner les membres du Conseil supérieur de la magistrature par un scrutin proportionnel de liste à deux degrés), et sur ce dernier au sous-amendement n° 59 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - Sur les amendements de la commission, s'en remet à la sagesse du Sénat pour les n° 3 (faculté donnée aux magistrats en détachement de participer au scrutin au sein du collège du parquet du ressort de la cour d'appel de Paris), n° 4 (inscription des conseillers référendaires à la Cour de cassation sur la liste des magistrats du siège de la cour d'appel de Paris) et n° 5, de conséquence - Refus du corporatisme et de la politisation - S'oppose à l'amendement n° 46 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (élection du plus jeune en cas d'égalité de voix) - **Art. 4** (*désignation des membres représentant les magistrats des cours et tribunaux*) (p. 2759, 2760) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 47 (déroulement des opérations de vote par correspondance et mise en oeuvre du recensement et du dépouillement par le Conseil supérieur de la magistrature en présence de représentants de liste) et n° 48 (précision sur les modalités de dépouillement) et accepte les amendements de conséquence n° 6 et n° 7 de la commission - **Art. 5** (*mandat des membres*) (p. 2761) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des dispositions prévoyant qu'aucun membre ne peut pendant la durée de ses fonctions exercer la profession d'avocat ou celle d'officier public ou ministériel) - Définition de l'ordre judiciaire - **Art. 7** (*statut des membres*) (p. 2763) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (détachement ou décharge partielle d'activités de service de droit pour les membres magistrats du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 8** (*indemnité de fonctions*) (p. 2764) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman (identité des indemnités perçues par les différents membres du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 10** (*secrétariat administratif*) (p. 2766) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Charles Lederman (choix par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements de la commission n° 60 (désignation du secrétaire administratif parmi les magistrats en supprimant la référence au siège) et n° 10 (renouvellement du secrétaire administratif une fois dans ses fonctions) et les amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 51 (désignation du secrétaire administratif parmi les magistrats du siège sans plus de précision quant au grade), n° 52 (choix du secrétaire administratif par le Président de la République sur une liste de trois noms proposée par le Conseil supérieur de la magistrature) et n° 53 (assistance du secrétaire administratif par un ou plusieurs adjoints) - **Art. 11** (*budget*) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Charles Lederman (émission d'un avis sur son budget par le Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 12** (*convocation*) (p. 2769 à 2771) : accepte l'amendement n° 11 de la commission (réunion de chacune des formations du Conseil supérieur sur convocation de son président ou de son vice-président) et, sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 58 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - S'oppose à l'amendement n° 36 de M. Charles Lederman (réunion du Conseil supérieur de la magistrature à la demande de la moitié de ses membres), ainsi qu'à l'amendement n° 54 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (convocation du Conseil supérieur sur convocation de son président ou par délégation de son vice-président) - **Art. 13** (*quorum et majorité*) (p. 2772) : accepte l'amendement n° 12 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 14** (*nominations des magistrats du siège*) : s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (candidatures adressées au Conseil supérieur de la magistrature qui les communique aussitôt au Garde des Sceaux) et accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - (p. 2773) : se déclare favorable à un maintien du système de transparence concernant les emplois pour lesquels le Conseil supérieur de la magistrature fait des propositions.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 447) - Voir intervention sous le projet n° 447 (p. 2738 à 2750).

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 14** (*suite*) (p. 2781, 2782) : procédure de transparence des nominations - Publicité des candidatures et conséquences - Premiers présidents des cours d'appel - Suppression de la diffusion de la liste des candidatures - **Art. 15** (*nominations aux fonctions du parquet*) (p. 2783) : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 16** (*examen des propositions du ministre de la justice*) : accepte les amendements de la commission n° 17 (faculté donnée au rapporteur du Conseil supérieur de consulter en tant que de besoin les dossiers des candidats et de demander à la Chancellerie toute précision utile) et n° 18 (pour la nomination des auditeurs à leur premier poste, envoi des dossiers scolaires conservés à l'École nationale de la magistrature au Conseil supérieur qui les retournera par la suite) - **Art. 18** (*composition des formations disciplinaires*) (p. 2784) : accepte l'amendement de suppression n° 19 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Charles Lederman (création d'une inspection rattachée au Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 19** (*composition des formations disciplinaires*) : accepte l'amendement de suppression n° 20 de la commission - **Art. 20** (*sanctions et procédures disciplinaires*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - **Art. 21** (*consultation*) (p. 2785, 2786) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (suppression du pouvoir consultatif du Conseil supérieur de la magistrature) et s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 38 (consultation obligatoire du Conseil supérieur de la magistrature lorsqu'il s'agit d'un problème de la justice) et n° 39 (avis du Conseil supérieur de la magistrature sur le projet de budget du ministère de la justice) ainsi qu'à l'amendement n° 57 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des mots « sur toute question générale » s'agissant de la consultation du Conseil supérieur de la magistrature par le Président de la République et extension de la possibilité de consultation du Conseil supérieur aux présidents des deux assemblées parlementaires) - (p. 2787) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Charles Lederman (mise à la disposition du Conseil supérieur de la magistrature de l'inspection générale des services judiciaires) et accepte l'amendement rédactionnel n° 23 de la commission - **Art. 22** (*abrogation*) : accepte l'amendement n° 24 de la commission (mise en place d'un mécanisme transitoire).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 3** (*interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2791) : accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (interdiction faite aux anciens magistrats d'exercer un mandat électif dans leur ancien ressort pour une durée de cinq ans et possibilité donnée aux seuls anciens magistrats d'exercer la fonction d'arbitre) - **Art. 4** (*interdictions d'exercer certaines activités privées*) (p. 2793) : accepte l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression de la sanction de déchéance des droits à pension) - **Art. 5** (*dossier individuel du magistrat*) (p. 2794) : son amendement n° 22 : détention de certaines pièces du dossier d'un magistrat par la juridiction où sert l'intéressé ainsi que par la Cour d'appel dont il relève ; adopté - **Art. 7** (*remplacement en cas de vacance définitive à la commission d'avancement*) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Charles Lederman (suppression du vote par correspondance pour la commission d'avancement) - **Art. 8** (*équivalences de diplôme pour l'accès au premier concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature*) (p. 2795) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 18 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (caractère conforme de l'avis émis par la commission) - **Art. 9** (*classement des auditeurs*) (p. 2796) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman et accepte l'amendement n° 3 de la commission (généralisation du principe de la recommandation par le jury à tous les inscrits sur la liste de classement).

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République [n° 20 (93-94)]** - (20 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3256, 3257) : commission des requêtes - Composition - Appréciation de l'opportunité des poursuites - Commission d'instruction - Composition de la Cour de justice - Recours en cassation - **Art. 1^{er}** (*élection des juges de la Cour de justice de*

la République) (p. 3268) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 1, n° 2, n° 3 (scrutin de liste secret et représentation proportionnelle), et n° 4 (augmentation du nombre de suppléants) - **Avant l'art. 4** (p. 3272) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (possibilité de récusation des juges parlementaires par l'accusé ou son conseil) - (p. 3273) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (en cas d'empêchement d'un des douze juges parlementaires, remplacement par un juge suppléant) - **Art. 8** (*le greffier de la Cour de justice de la République*) (p. 3275) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (prestation de serment du greffier de la Cour de justice de la République) - **Art. 10** (*composition de la commission d'instruction*) (p. 3276, 3277) : s'oppose aux amendements n° 12 (substitution du mot « élus » au mot « désignés ») et n° 13 (substitution de magistrats de cours d'appel aux magistrats de la Cour de cassation) de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 11** (*composition de la commission des requêtes*) (p. 3278, 3279) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° 14 (substitution de magistrats de cours d'appel aux magistrats de la Cour de cassation), n° 15 (remplacement des mots « désignés » par les mots « élus ») et n° 16 (nouvelle rédaction de la disposition relative aux suppléants) - **Art. 16** (*pouvoirs propres au Procureur général près la Cour de cassation*) (p. 3283) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (saisine d'office de la Cour de justice de la République par le Procureur général de la Cour de cassation ; obligation de faire figurer dans ses réquisitions la qualification des faits, telle qu'arrêtée dans son avis par la commission des requêtes) - **Art. 17** (*compétences de la commission d'instruction*) (p. 3285) : s'oppose aux amendements n° 20 et n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (pouvoirs du président de la commission d'instruction).

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée [n° 354 (92-93)]** - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3349, 3350) : proposition émanant des milieux économiques - Rigidité du régime juridique de la société anonyme et protection des actionnaires minoritaires - Coopération entre entreprises ou rapprochement au moyen d'une filiale commune - Délocalisation des sociétés de holding et des filiales communes à l'étranger - Fixation des règles d'organisation et de fonctionnement interne par les statuts - Statut du président - Le Gouvernement soutiendra la plupart des amendements proposés par la commission - **Art. 1** (*constitution et fonctionnement de la société par actions simplifiée*) - **Art. L. 262-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 (les règles de constitution et de fonctionnement) (p. 3355) : accepte l'amendement rédactionnel n° 1 de la commission - **Art. 262-2 de la loi précitée (le montant du capital et sa libération) (p. 3356) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (fixation du capital à deux fois le montant fixé pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne et libération de celui-ci en totalité dès sa souscription) et s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Daniel Millaud (fixation du capital au montant fixé pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne) - **Art. 262-4 de la loi précitée (la transformation d'une société en société anonyme simplifiée)** : accepte l'amendement de coordination n° 3 de la commission - **Art. 262-5 de la loi précitée (la dissolution de la société par actions simplifiée)** (p. 3358) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 262-7 de la loi précitée (représentation à l'égard des tiers)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (refus de reconnaître aux dirigeants le droit de représenter la société à l'égard des tiers) - **Art. 262-8 de la loi précitée (responsabilité civile et pénale des dirigeants)** : accepte l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 262-10 de la loi précitée (décisions collectives)** (p. 3359) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (substitution du mot « associé » à celui d'« actionnaire ») - **Art. 262-11 à 262-13 de la loi précitée (conventions entre la société et ses dirigeants)** (p. 3359, 3360) : accepte les amendements de la commission n° 9, n° 10 et n° 11, tendant à rétablir les dispositions empruntées au droit commun des sociétés - Sur l'amendement n° 9, son sous-amendement n° 29 : obligation pour les associés de statuer sur le rapport présenté par le commissaire aux comptes ; adopté - **Art. 262-15 de la loi précitée (agrément des cessions d'actions)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 12 de la commission (conditions dans lesquelles les associés qui souhaitent céder****

leurs titres sont à même de le faire) - **Art. 262-17 et 262-18 de la loi précitée (clauses d'exclusion d'un actionnaire)** (p. 3361) : sur les amendements de la commission, accepte le n° 13, assorti de son sous-amendement rédactionnel n° 30 ; adopté ; s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 14, assorti son sous-amendement rédactionnel n° 31 ; adopté ; accepte le n° 15 - **Après l'art. 262-18 de la loi précitée** (p. 3362) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 28 de M. Daniel Millaud (possibilité donnée à la société par actions simplifiée d'acheter les titres détenus par un actionnaire qui serait évincé ou qui souhaiterait se retirer) - **Art. 262-19 de la loi précitée (adoption et modification de certaines clauses à l'unanimité)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 16 de la commission - **Après l'art. 262-19** (p. 3363) : accepte les amendements de la commission, n° 17 et n° 18 (application aux sociétés par actions simplifiées des dispositions de droit commun relatives aux interdictions qui frappent les commissaires aux comptes et au contrôle des comptes) - **Après l'art. 1^{er}** : accepte l'amendement n° 19 de la commission (conditions dans lesquelles il peut être procédé à la liquidation d'une société par actions simplifiée et désignation du liquidateur ou renouvellement de celui-ci à l'unanimité des associés) - **Art. 2** (p. 3364) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par l'Assemblée nationale dans une nouvelle rédaction) - Application de la réglementation boursière aux filiales cotées d'une société par actions simplifiée - Présomption d'action de concert - Transparence du marché financier - **Après l'art. 2** : accepte l'amendement n° 21 de la commission (conditions dans lesquelles les délégués du comité d'entreprise peuvent exercer leurs droits dans une société par actions simplifiée) - **Art. 3 (sanctions pénales)** (p. 3365) : accepte les amendements rédactionnels de la commission, n° 22, n° 23 et n° 24 - **Après l'art. 3** : accepte l'amendement n° 25 de la commission (transposition de deux nouvelles incriminations dans le « style » du nouveau code pénal) - **Art. 4 (application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 26 de la commission (suppression d'une référence inutile) - **Sur l'ensemble** (p. 3366) : remerciements adressés au rapporteur.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4254) : droit d'asile - Maîtrise de l'immigration - Accords de Schengen - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Réserve de souveraineté - (p. 4255) : préambule de la Constitution de 1946 - Principe de non duplication de l'examen des demandes d'asile figurant dans les accords de Schengen - Immigration clandestine - Avis du Conseil d'Etat - (p. 4256) : révision constitutionnelle - Répartition des compétences entre Etats européens partageant les mêmes valeurs en matière de traitement des demandes d'asile - (p. 4257) : réserve de souveraineté - Asile territorial - Traités et accords internationaux - Politique d'immigration - (p. 4277) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Immigration - Tradition d'asile - Demande au Sénat d'adopter ce texte d'équilibre - **Question préalable** (p. 4280) : s'oppose à la motion n° 3 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - **Renvoi à la commission** (p. 4283) : s'oppose à la motion n° 5 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - **Après l'art. unique** (p. 4291) : champ d'application des accords de Schengen - Réforme constitutionnelle et droit d'asile - Demande le retrait de l'amendement n° 6 de M. Daniel Millaud (modalités d'élaboration et de ratification des traités ayant vocation à s'appliquer dans les territoires d'outre-mer) - (p. 4294) : importance du débat sur le contrôle de constitutionnalité - Demande le retrait de l'amendement n° 7 de M. Etienne Dailly (contrôle de constitutionnalité : conformité aux articles de la Constitution et à ceux de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789) - **Sur l'ensemble** (p. 4298) : remerciements au rapporteur et aux sénateurs qui ont apporté leur soutien au Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4307) : police judiciaire - Infractions en matière économique et financière et loi du 6 août 1975 - Compétences des juridictions spécialisées - Délits en matière fiscale - (p. 4308) : dispositions liées à

l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Garde à vue prévue pour les infractions à la législation sur les stupéfiants et le terrorisme - Retenue des mineurs de dix à treize ans - Augmentation des crimes violents - Récidive - Condamnation pour meurtre ou assassinat de mineurs de quinze ans - Période de sûreté perpétuelle - Prise en charge psychiatrique et psychologique des criminels - Exemple du Canada - Conformité du projet de loi aux principes constitutionnels, aux engagements internationaux et aux décisions de la Cour européenne des droits de l'homme - (p. 4309) : droit de grâce - Autre possibilité de mettre fin à la période de sûreté perpétuelle - Commission d'étude pour la prévention de la récidive des grands criminels - Réflexion sur la longue peine - Expertise psychiatrique - Suivi médical et psychologique adapté - Garanties de sécurité - (p. 4322, 4323) : sécurité et prévention de la récidive - Traitements médicaux et psychiatriques - Gestion des longues peines - Protection des enfants - Suivi des détenus - Constitutionnalité du projet de loi - Engagements internationaux et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme - **Question préalable** (p. 4326) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier tendant à opposer la question préalable - Récidive - Application des peines de longue durée - **Demande de priorité** : accepte la demande de priorité formulée par la commission sur l'article 6 et l'amendement n° 136 qui tend à insérer un article additionnel après l'article 6 - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** : sur l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises), qu'il accepte, son sous-amendement n° 132 : possibilité pour le juge de l'application des peines de saisir directement la cour d'assises du lieu d'exécution de la peine après l'expertise réalisée par le collège de trois experts ; décision de la cour d'assises ; retiré - (p. 4335, 4336) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 38 de M. Claude Estier, n° 87 de M. Charles Lederman ainsi qu'à l'amendement n° 40 de M. Claude Estier - Sur l'amendement précité n° 8 de la commission, s'oppose aux sous-amendements de M. Claude Estier, n° 41 (obligation pour le juge de l'application des peines de saisir le collège de trois experts ainsi que pour le Garde des sceaux de saisir la commission), n° 42 (saisine du collège d'experts au cours de la vingt-neuvième année) et n° 43 (possibilité pour le condamné de faire appel devant la chambre d'accusation d'une décision de refus du juge de l'application des peines de saisir les experts) - (p. 4343) : récidive - Traitements médicaux et psychiatriques - **Après l'art. 6 (par priorité)** (p. 4348) : son amendement n° 136 : suivi psychologique et médical des détenus ; adopté - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 4351 à 4355) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 82, n° 83, n° 84, n° 85 (abrogation successivement des Livres I^{er}, II, III et IV du code pénal résultant de la loi n° 92-686 du 22 juillet 1992) et n° 92 (fixation de la durée de la peine de réclusion ou de la détention criminelle à temps de cinq à vingt ans).

Suite de la discussion - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4370) : s'oppose aux amendements de M. Michel Charasse, n° 25 (insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : Titre I^{er} A « De l'enquête et de l'instruction ») et n° 26 (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - (p. 4372) : secret de l'instruction - Rencontres avec des représentants de la presse et des parlementaires - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 4373) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Claude Estier (caractère contradictoire des expertises en matière de droit pénal) - (p. 4375) : sur l'amendement n° 29 de M. Claude Estier, qu'il accepte (possibilité de constitution de partie civile pour les associations dont l'objet est la défense et la protection des animaux), son sous-amendement n° 140 ; adopté - (p. 4376) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Claude Estier (exercice de la police judiciaire sous la direction exclusive du Procureur de la République).

Suite de la discussion - (19 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (détermination des catégories et des critères de compétence territoriale des services de police judiciaire par décret en Conseil d'Etat)** (p. 4511) : son amendement rédactionnel n° 133 ; adopté - Accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission et s'oppose à l'amendement de suppression n° 31 de M. Claude Estier - **Avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 4513) :

s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Claude Estier (transfert du pouvoir disciplinaire des officiers de police judiciaire à l'autorité judiciaire) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 4518) : demande le retrait des amendements de M. Hubert Haenel, n° 22 (création d'une inspection de la police judiciaire dépendant du ministère de la justice) et n° 23 (création d'une sous-direction du ministère de la justice), puis s'y oppose lorsqu'ils sont repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt (p. 4522, 4523) ;

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 2 (conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes et aux inspecteurs de police)** (p. 4538) : s'oppose aux amendements identiques n° 33 de M. Claude Estier et n° 86 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de cet article relatif aux conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire des jeunes inspecteurs de police), ainsi qu'à l'amendement de suppression n° 32 de M. Claude Estier - **Art. 3 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire)** (p. 4540) : sur l'amendement n° 4 de la commission (règle de compétence territoriale des officiers de police judiciaire des circonscriptions de sécurité publique), qu'il accepte, son sous-amendement n° 134 ; adopté - (p. 4541) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Claude Estier (suppression de l'extension des dispositions du titre I^{er} aux enquêtes préliminaires) - **Art. 4 (dispositions transitoires relatives à la compétence territoriale des services de police judiciaire)** (p. 4543) : accepte l'amendement de coordination n° 5 de la commission et s'oppose à l'amendement de suppression n° 35 de M. Claude Estier - **Art. 5 (poursuite, instruction et jugement des infractions commises en matière économique et financière)** (p. 4545) : son amendement n° 135 : renvoi à la juridiction spécialisée pour les affaires d'une complexité particulière ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de M. Claude Estier - **Art. 7 (expertise psychiatrique préalable à la libération conditionnelle du condamné à la réclusion criminelle à perpétuité)** (p. 4554) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (collège de trois experts pour l'expertise psychiatrique considérée) - S'oppose au sous-amendement n° 46 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements de ce dernier, n° 44 de suppression, n° 45 (établissement de l'expertise psychiatrique par deux psychiatres) et n° 47 (concordance des décisions des deux psychiatres) - **Demande de réserve** (p. 4556) : accepte la demande de réserve formulée par la commission sur les amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 100, n° 19 et n° 101 à n° 103 jusqu'après l'examen de l'article 17 - **Art. 8 (protection des secrets de la défense nationale ; autorités compétentes)** (p. 4558) : accepte l'amendement n° 48 de M. Claude Estier (modification des derniers mots du troisième alinéa de l'article 413-19 du code pénal) - **Demande de réserve** : accepte la demande de réserve formulée par la commission des amendements n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112 jusqu'après l'examen de l'article 17 - **Art. 9 (modifications du code de procédure pénale)** (p. 4559) : accepte les amendements rédactionnels n° 10 et n° 11 de la commission - (p. 4560) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Claude Estier (possibilité d'appel dès lors que l'amende prononcée est supérieure au maximum de l'amende encourue pour les contraventions de la deuxième classe) - (p. 4561) : accepte les amendements de la commission, n° 12 rédactionnel et n° 137 (suppression des mots « au contumax ») ainsi que l'amendement de précision n° 50 de M. Claude Estier - (p. 4562) : accepte l'amendement rédactionnel n° 13 de la commission - **Art. 10 (modification du code de la santé publique en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 51 de M. Claude Estier - **Art. 11 (modification du code électoral en vue de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal (art. L. 117 du code électoral))** (p. 4563, 4564) : accepte les amendements, n° 52 de M. Claude Estier (suppression de la référence à l'article L. 112 abrogé depuis le 31 décembre 1975) et n° 14 de la commission (peine complémentaire d'affichage ou de diffusion de la décision des condamnations prononcées pour certaines infractions au code électoral) - **Art. 12 (rectification d'erreurs ; substitution de références ; régime transitoire des interdictions, déchéance ou incapacité)** (p. 4566) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 16 de la commission (suppression du paragraphe IV de l'article 12 modifiant les dispositions relatives à l'interdiction des droits civiques, civils et de famille ou l'interdiction d'être juré) - **Art. 13 (abrogations)** (p. 4566) : accepte les amendements rédactionnels de la

commission n° 17 et n° 138 - **Art. 14** (*crime ou délit impliquant la violation d'une disposition de procédure pénale*) (p. 4567) : retire l'article 14 qui n'est pas en relation directe avec l'objet du Titre V (dispositions diverses de procédure pénale) - **Demande de réserve** : accepte la demande de réserve formulée par la commission sur les amendements n° 53 à n° 61, n° 113 à n° 117 jusqu'après l'examen de l'article 17 - **Art. 15** (*intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue*) (p. 4568) : s'oppose à l'amendement n° 62 de M. Claude Estier (report de l'intervention de l'avocat à la trente sixième heure de la garde à vue lorsque celle-ci est soumise à des règles particulières de prolongation) - **Demande de réserve** (p. 4570) : accepte la demande de réserve formulée par la commission des amendements n° 63, n° 119, n° 121 à n° 129, jusqu'après l'examen de l'article 17 - **Art. 16** (*retenue des mineurs de treize ans*) (p. 4579) : accepte les amendements rédactionnels de la commission n° 20 et n° 21 - S'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 65 de M. Claude Estier et n° 131 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 66 (impossibilité de placer un mineur de treize ans en garde à vue), n° 76 (impossibilité de retenir un mineur avant l'âge de onze ans), n° 81 (nécessité de prendre en compte des indices graves et concordants), n° 67 (contrôle d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 68 (retenue d'un mineur de quinze ans pour un temps strictement nécessaire pour le conduire devant un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 69, n° 70, n° 71, n° 72, n° 73, n° 74, n° 75 (réduction du temps de la garde à vue prévu par cet article), n° 77 (nouvelle rédaction), n° 78 (contrôle de la garde à vue par le magistrat spécialisé ; examen médical de l'enfant), n° 79 (information du procureur de la République de la mesure de retenue) et n° 80 (remplacement dans le paragraphe II de l'article 16 relatif à la garde à vue, en cas de délit puni d'une peine inférieure à cinq ans d'emprisonnement, des mots « cinq ans » par ceux de « dix ans ») - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4583) : sa motion n° 141, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité pour les amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112, n° 19, n° 53, n° 54, n° 57 à n° 61, n° 63, n° 64, n° 113 à n° 117, n° 119, n° 121 à n° 123, n° 125 à n° 129 ; adoptée - **Sur l'ensemble** (p. 4585) : remerciements - Peine perpétuelle - Auto-avortement.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budgets annexes : Légion d'honneur et ordre de la Libération - (8 décembre 1993) (p. 5784) : progression des crédits budgétaires - Maisons d'éducation - Traitements - Crédits de secours - Ordre de la Légion d'honneur aux anciens combattants - (p. 5785) : modestie des crédits budgétaires alloués à l'ordre de la Libération - Compagnons de la Libération - Médailleurs de la Résistance.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5786, 5787) : crise de la justice - Augmentation des crédits budgétaires - Projet de loi quinquennale pour la justice - Renforcement des effectifs - Amélioration des indemnités - Nouveau statut des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire - Formation professionnelle - Justice de proximité - Missions du juge - (p. 5788) : création de douze maisons de justice - Désengorgement des juridictions - Informatisation des juridictions - Santé des détenus - Traitement des délinquants sexuels - Augmentation des crédits alloués à la protection judiciaire de la jeunesse - Alliance entre les services sociaux des conseils généraux et le ministère de la justice - (p. 5789) : développement des programmes immobiliers concernant les juridictions et l'administration pénitentiaire - Elaboration d'une charte informatique - Institution de « magistrats de liaison » entre les différents pays d'Europe - (p. 5808, 5809) : mesures pour restreindre la « suroccupation » dans les prisons - (p. 5810) : effort en faveur de la santé des détenus - Réorganisation des services judiciaires - Délais des tribunaux administratifs - Amélioration du fonctionnement des tribunaux chargés de la délivrance des certificats de nationalité - (p. 5811) : modification du schéma informatique - Projet de loi quinquennale sur la justice - Prévention de la délinquance.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 120 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 121) (p. 6334) : conditions de désignation du

secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature, CSM - Transparence des nominations - Jury de sortie de l'Ecole nationale de la magistrature - **Art. 5** (p. 6338) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (interdiction aux membres du Conseil supérieur de la magistrature de l'exercice d'une fonction publique élective locale ; modification rédactionnelle) - **Art. 7** (p. 6339) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Charles Lederman (création de postes en surnombre pour compenser les détachements et décharges des membres du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 10** (p. 6340) : s'oppose aux amendements n° 5 de M. Charles Lederman (choix par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints) et n° 2 de la commission (choix du secrétaire administratif sur une liste de trois noms proposée par le CSM) - **Art. 11** (p. 6341) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (budget du Conseil supérieur de la magistrature : avis du CSM ; gestion par le secrétaire administratif) - **Art. 14** (p. 6342, 6343) : s'oppose à l'amendement n° 3 de la commission (suppression de la procédure de transparence pour l'ensemble des nominations effectuées sur proposition du CSM) - Nomination des présidents de tribunaux de grande instance - (p. 6344) : liste de candidatures.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - *Deuxième lecture* [n° 121 (93-94)] - (15 décembre 1993)

- **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 120) : voir intervention sous le projet n° 120 (p. 6334) - **Art. 4 bis** (*interdiction d'exercer la fonction d'arbitre*) (p. 6345) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (limitation aux magistrats en activité) - **Art. 9** (*classement des auditeurs à la sortie de l'Ecole nationale de la magistrature* - Supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 6346, 6347) : sur l'amendement de rétablissement n° 2 de la commission, qu'il accepte, son sous-amendement n° 11 ; adopté - Nominations de juges d'instruction - **Art. 11** (*procédure de transparence des nominations*) (p. 6348) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (développement de la transparence) - **Art. 16** (*extension de la transparence à la nomination des premiers présidents de cours d'appel*) (p. 6349) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 3 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (extension de la procédure de transparence à toutes les nominations) - **Art. 27** (*entrée en vigueur et mesures transitoires*) : accepte l'amendement de coordination n° 4 de la commission - (p. 6350) : son amendement n° 10 : entrée en vigueur des dispositions de l'article 9 ; adopté - Mise en place du nouveau CSM.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** - *Deuxième lecture* [n° 171 (93-94)] - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6643) : aménagement de la peine - Suivi médical et psychologique des détenus - Système de santé - Lutte contre la délinquance économique et financière - Tourisme sexuel - Protection des enfants - (p. 6644) : procédure pénale et procédure civile - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6648) : s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (énoncé dans les quatre premiers livres du code pénal, résultant des lois du 22 juillet 1992, des maxima des peines) - **Art. 6** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 6649) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 4 de M. Claude Estier et n° 32 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 5 (obligation pour le juge d'application des peines de saisir le collège d'experts) et n° 6 (possibilité pour le condamné de faire appel d'une décision de refus devant la chambre d'accusation), et à l'amendement n° 33 de M. Charles Lederman supprimant le paragraphe I de cet article relatif à l'enfermement à vie - **Art. 7** (p. 6650) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Claude Estier (délai de dix jours accordé à la chambre d'accusation qui doit statuer) - **Art. 7 bis** (*chambre de l'application des peines*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 21 de la commission - **Avant l'art. 8** (p. 6651, 6652) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 34 (responsabilité pénale des partis politiques, des syndicats, des institutions représentatives du personnel et des associations à but non lucratif), n° 35 (conditions de délégation de responsabilité pénale), n° 45 (réduction de la durée

d'interdiction de chéquier à deux ans) et n° 36 (suppression de la peine d'interdiction de séjour) - **Après l'art. 8** : s'oppose à l'amendement n° 46 de la commission (secret professionnel en matière de procédure pénale) - **Art. 8 bis (actes de terrorisme)** (p. 6654) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 22 de la commission et n° 9 de M. Claude Estier - **Art. 11** (p. 6655) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 23 de la commission (rétablissement des dispositions adoptées par le Sénat en première lecture) - **Art. 13 bis (atteintes sexuelles sur la personne d'un mineur de quinze ans commis à l'étranger)** (p. 6656) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Après l'art. 14** (p. 6657) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Après l'art. 15 A** (p. 6658) : s'oppose à l'amendement n° 20 de la commission (application des règles de procédure civile pendant l'instruction sauf décision spécialement motivée) - **Art. 15 B (conséquences de la loi du 24 août 1993)** (p. 6660, 6661) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 37 (nécessité d'informer sans délai le procureur de la République du placement en garde à vue d'une personne), n° 38 (présentation de la personne au procureur de la République avant la prolongation de la garde à vue), n° 39 (bonne compréhension de la procédure par la personne placée en garde à vue), n° 40 (désignation, par la personne gardée à vue ou à défaut par le procureur de la République, du médecin qui l'examinera), n° 41 (possibilité pour la personne, dès le début de sa garde à vue, de demander à s'entretenir pendant une demi-heure avec un avocat) et n° 42 (information sans délai du procureur de la République) - (p. 6662) : s'oppose à l'amendement n° 25 de la commission, retiré puis repris par M. Michel Dreyfus-Schmidt sous le même numéro (suppression du paragraphe VI de cet article relatif à la consignation exigée de la partie civile en cas de citation directe devant le tribunal de police) - **Après l'art. 15** (p. 6663) : demande la réserve de l'amendement n° 47 de la commission (application en matière de commission rogatoire du deuxième alinéa de l'article 63 du code de procédure pénale, qui dispose que les personnes, à l'encontre desquelles il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à leur déposition), jusqu'après l'examen de l'article 17 - **Art. 16** (p. 6665) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 11 de M. Claude Estier et n° 43 de M. Charles Lederman - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 12 (nécessité d'indices graves et concordants pour que le mineur de dix à treize ans soit mis en détention provisoire) et s'oppose aux n° 13 (subordination de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans à la décision d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance), n° 14 (réduction à six heures de la durée maximale de la garde à vue), n° 15 (prolongation exceptionnelle de la garde à vue ; délai maximum de dix heures), n° 16 (présentation obligatoire de l'enfant au magistrat lorsque ce dernier prolonge la garde à vue) et n° 17 (contrôle par le magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance des conditions de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans ; examen médical de l'enfant) - **Art. 16 bis (citation des témoins devant la cour d'assises à la requête des parties)** (p. 6666) : s'oppose aux amendements, n° 27, de suppression, de la commission et n° 18 de M. Claude Estier (nouvelle rédaction de cet article ; communication au ministère public de la liste des témoins cinq jours au moins avant l'ouverture des débats) - **Art. 16 ter (communication au conseil de l'accusé d'indications concernant le domicile ou la résidence des jurés)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 28 de la commission - **Art. 16 quater (application de l'article 800 du code de procédure pénale à la Polynésie française)** (p. 6667) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 29 de la commission - **Art. 17 (entrée en vigueur)** (p. 6667) : accepte l'amendement n° 30 de la commission (suppression du second alinéa de cet article relatif à l'entrée en vigueur en 1996 de l'article 7 bis) et s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Claude Estier (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1994) - **Après l'art. 15 (suite)** : son amendement n° 48 : application en matière de commission rogatoire du deuxième alinéa de l'article 63 du code de procédure pénale, qui dispose que les personnes, à l'encontre desquelles il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elles ont commis ou tenté de commettre une infraction, ne peuvent être retenues que le temps nécessaire à

leur déposition ; adopté - **Intitulé** (p. 6668) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 31 de la commission (projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 213 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6887) : secret professionnel des avocats - Application des peines - Remerciements - Prévention de la récidive.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 210 (93-94)]* - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6879) : transparence des nominations.

- **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 216 (93-94)]* - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6884) : capital social minimal de la société par actions simplifiée - Le Gouvernement se rallie au texte issu de la CMP - Remerciements au rapporteur.

MÉLENCHON (Jean-Luc), sénateur de l'Essonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4391) - Ministère : Enseignement supérieur - *Principes de réforme de l'enseignement supérieur* - Enseignement supérieur.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) **Exception d'irrecevabilité** (p. 1292, 1293) : soutient la motion n° 31 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Droit du sol et droit du sang - Loi nationale et conventions internationales - Acquisition de la nationalité française par mariage ; atteinte à l'égalité des citoyens devant la loi - Double droit du sol concernant les enfants des parents nés dans les anciens départements français d'Algérie - Expulsions - **Art. 2 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de Français)** (p. 1300) : votera l'amendement n° 51 de M. Claude Estier (retour au délai actuellement en vigueur) - **Art. 2 bis (manifestation de la volonté de se faire reconnaître la nationalité française pour les Français de l'étranger)** (p. 1304) : droit du sol - Droit du sang - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1308) : votera contre cet article - **Art. 8 (opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1315, 1317) : soutient l'amendement de suppression n° 59 de M. Claude Estier.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1337, 1338) : soutient l'amendement de suppression n° 65 de M. Claude Estier - (p. 1344, 1345) : votera les amendements de suppression n° 45 de M. Charles Lederman et n° 62 de M. Claude Estier - (p. 1350) : sur l'amendement n° 101 de M. Henri Goetschy (dispense de la condition de résidence pour les ressortissants de la CEE dont la langue est également une langue régionale de France), son sous-amendement n° 105 : conditions relatives aux ressortissants de la CEE ; rejeté - (p. 1352) : demande l'adoption de l'amendement n° 65 de M. Claude Estier (démarche obligatoire de l'administration vers le jeune étranger) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1360, 1361) : sur l'amendement n° 13 de la commission

(condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), se déclare opposé au sous-amendement n° 38 de M. Hubert Durand-Chastel (suppression des mots « durant sa majorité ») - **Art. 11** (*autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français*) (p. 1364, 1366) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 70 de suppression; et n° 72 (obligations de l'administration) - Droit du sol - (p. 1367) : citoyenneté - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1372) : votera l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier - **Art. 14 bis** (*déclaration de nationalité française pour les Français de l'étranger*) (p. 1376) : vote par le groupe socialiste des amendements identiques n° 18 de la commission et n° 3 de M. Charles de Cuttoli (nouvelle rédaction) - **Art. 20** (*acquisition de la nationalité française par l'enfant mineur quand l'un des parents acquiert cette nationalité*) (p. 1383, 1384) : intervient sur les amendements de M. Claude Estier, n° 80 de suppression et n° 81, n° 82 et n° 83 (assouplissement de la condition imposant la même résidence habituelle que les parents).

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 20 bis** (*répudiation de sa nationalité par l'enfant français en vertu de l'article 84 et qui n'est pas né en France*) (p. 1399) : soutient l'amendement n° 84 de M. Claude Estier (réduction du délai de répudiation) - **Art. 24 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1405) : se déclare favorable à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France) - **Art. 25** (*refus d'enregistrement des déclarations de nationalité*) (p. 1405, 1406) : parole sur l'article - **Art. 27** (*acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée*) (p. 1408) : parole sur l'article - (p. 1410, 1411) : se déclare favorable à l'amendement n° 91 de M. Claude Estier (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1) - **Art. 28** (*effets de la déclaration*) : parole sur l'article.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1797) : soutient la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Contradictions du texte - Projet xénophobe - Caractère facultatif de la possession ou du port de documents d'identité - Conséquences de la convention de Schengen - Violation des dispositions constitutionnelles par les contrôles d'identité - Atteinte à la liberté individuelle - Contrôles de police judiciaire à la suite de la loi du 2 février 1981 - Contradiction avec la jurisprudence du Conseil constitutionnel - Généralisation des contrôles génératrice d'abus - Suppression du caractère d'atteinte à l'ordre public pour justifier le contrôle d'identité - **Art. 1^{er}** (*nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) (p. 1810) : soutient l'amendement n° 6 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (substitution des mots « de crimes ou délits » aux mots « d'infraction ») - Poursuite légitime en cas de constat d'infraction - Abus des poursuites pour petites infractions - Critères de gravité - (p. 1819, 1820) : soutient l'amendement n° 11 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôles d'identité impossibles dans des lieux de soins) - Liberté d'aller et venir - (p. 1822, 1823) : soutient l'amendement n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôles d'identité impossibles dans les dispensaires de l'armée du salut) - Fonctionnement de la police - (p. 1825, 1826) : soutient l'amendement n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (durée du contrôle limitée à quatre heures) - Conséquences des opérations de police pour les libertés publiques - (p. 1829) : soutient l'amendement n° 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (présentation de la réquisition du procureur de la République à toute personne contrôlée).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Question préalable** (p. 1857) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - (p. 1858) : notion de laïcité - Construction de la nation fran-

çaise - Relations de l'Etat avec l'Eglise catholique - Obligation de laïcité et écoles privées confessionnelles sous contrat - (p. 1859) : fin de la guerre scolaire - Fondement de la faculté de concourir aux investissements de l'enseignement privé pour les collectivités locales - Séparation de l'Eglise et de l'Etat - **Art. 1^{er}** (*le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement*) (p. 1875) : votera contre l'article 1^{er} et ce faisant contre un certain principe d'organisation des relations entre l'Etat et l'Eglise - Principe de laïcité.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Rappel au règlement** (p. 3673) : déplore la présentation d'amendements non débattus par la commission saisie au fond et par la commission saisie pour avis.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3743) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Absence de mesures d'urgence dans le texte - Productivité - Extension du service national - Salaire parental - Temps de travail - Dialogue social - Nombreuses exonérations de charges - Influence du CNPF - Rôle du législateur - Absence de garanties du droit constitutionnel d'obtenir un emploi - Atteinte à l'esprit de la Constitution dans les dispositions relatives aux institutions représentatives du personnel - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3758) : se déclare favorable à l'amendement n° 131 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suspension du versement de toute aide de l'Etat quand l'entreprise n'a pas mis en oeuvre les mesures de prévention et de formation nécessaires au maintien de l'emploi) - (p. 3768) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 341 de M. Charles Lederman (suppression des opérations de délocalisation internationale) - (p. 3770) : se déclare opposé à l'amendement n° 342 de Mme Marie-Claude Beaudou (institution d'un impôt sur l'achat de toute société étrangère par une société française).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3838) : son amendement n° 212, soutenu par M. François Autain : modulation de l'utilisation du chèque service ; rejeté - **Art. 5** (*simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) (p. 3848) : son amendement n° 213, soutenu par M. Gérard Delfau : financement des aides à la création d'entreprises par un fonds de solidarité abondé par une taxe sur les entreprises recourant à des licenciements ; rejeté.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 8** (*élargissement et assouplissement du dispositif relatif aux groupements d'employeurs*) (p. 3883) : son amendement n° 214, soutenu par M. Charles Metzinger ; rémunération des salariés du groupement d'employeurs ; rejeté - **Art. 10** (*création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE*) (p. 3903) : se déclare opposé à l'amendement n° 386 de M. Charles Lederman (remboursement des aides lorsque les stages d'insertion ou de formation à l'emploi n'aboutissent pas à la création d'emplois stables) - Risque de résultat inverse de celui recherché - (p. 3904) : se déclare favorable à l'amendement n° 387 de M. Charles Lederman (prise en compte d'une certaine catégorie de personnels dans la détermination des seuils d'effectifs pour la mise en place des institutions représentatives du personnel) - (p. 3905) : avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 388 de M. Charles Lederman (contrôle de l'usage fait par l'employeur des aides de l'Etat à l'accès à l'emploi par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel et les organisations syndicales représentatives) - Concept de bassin d'emploi - **Art. 11** (*extension de la durée des contrats de retour à l'emploi, CRE, et modification du régime qui leur est applicable*) (p. 3909) : soutient l'amendement n° 143 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prise en charge par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche de salariés sous contrat de retour à l'emploi) - Stabilité de la masse salariale compromise par les exonérations de charges - Difficulté des régimes de protection sociale - **Art. 12** (*redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO*) (p. 3913) : système des contrats emploi-solidarité - Définition de la rémunération - Mise en place du RMI - Détournement du

dispositif initial - (p. 3918) : intervient sur l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission - (p. 3919) : se déclare favorable à l'amendement n° 146 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (compensation par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales, des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche d'un salarié sous contrat emploi-solidarité) - **Art. 13** (*incitation au développement du système des emplois consolidés*) (p. 3923) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 147 (suppression du premier alinéa du paragraphe II relatif à l'exonération de diverses taxes dues par les employeurs au titre de la formation professionnelle et de l'effort de construction) et n° 148 (suppression du paragraphe III relatif à l'extension aux emplois consolidés des dispositions déterminant les effectifs de l'organisme à prendre en compte) - **Après l'art. 15** (p. 3931) : se déclare opposé à l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - (p. 3933) : dispositif de détection des fraudeurs dans le code du travail - Rôle négatif de l'amendement n° 326 précité - **Art. 15 bis** (*extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »*) (p. 3936) : perversité de l'article 15 bis - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3941, 3942) : flexibilité - Diminution du nombre des délégués, des crédits d'heures et des réunions - (p. 3945, 3946) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 153 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 413 de M. Charles Lederman - Aides aux petites entreprises - Facteurs décisifs de la performance sur le marché - Intervient sur l'amendement n° 414 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des institutions représentatives du personnel) - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3952) : inefficacité des systèmes d'aides, d'interventions, d'exonérations ou de subventions directes - Interrogation sur la mesure chiffrée et le résultat escompté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4004) : se déclare opposé à la réduction de salaire, à l'aide de l'Etat ainsi qu'à l'annualisation, dispositions contenues dans les amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - (p. 4018) : absence de propositions de la semaine de 4 jours ou des 32 heures hebdomadaires par le biais des amendements précités - Annualisation du temps de travail et diminution de salaire - Nécessaire ajustement du modèle d'organisation du travail - Croissance des richesses produites et diminution de la quantité de travail nécessaire pour les produire - Souhait de la semaine de 35 heures sans perte de salaire - Solidarité - Avec le groupe socialiste, votera l'amendement n° 436 de Mme Michelle Demessine (abaissement de la durée légale hebdomadaire du travail sans réduction de salaire) - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4021) : institution de l'annualisation du temps de travail par le biais des amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade, qui viennent d'être adoptés - (p. 4022) : réflexion sur les temps sociaux - Réduction, par le biais du système de l'annualisation, du temps de travail nécessaire pour produire - Recours au travail à temps partiel - (p. 4027) : absence de créations d'emplois par le biais de l'annualisation du temps de travail - Productivité et rentabilité - (p. 4029) : se déclare favorable à l'amendement n° 440 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe II de l'article 24 incluant, au titre des contreparties facultatives à l'annualisation, une possibilité de contrepartie en terme d'emploi) - Conséquences de l'annualisation sur l'ensemble des temps sociaux - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4037, 4038) : opposition des sénateurs socialistes à l'article 27 - **Art. 28** (*développement du travail à temps partiel*) (p. 4041) : recours au travail à temps partiel par une majorité de femmes - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 443 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 28** (p. 4052) : intervient sur l'amendement n° 179 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des parlementaires et de l'opinion publique sur les

conditions de compensation par l'Etat de l'abattement des cotisations dues par l'employeur au titre des assurances sociales) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4053, 4054) : travail du dimanche - Exemples étrangers - (p. 4056) : pression des établissements sur les collectivités locales afin d'obtenir l'autorisation d'ouvrir le dimanche - Risque de suppression d'emplois avec l'ouverture des établissements le dimanche - (p. 4058) : multiplication des procès-verbaux sans conséquence - **Art. 34 bis** (*évaluation des politiques régionales d'apprentissage et de formation professionnelle continue*) (p. 4090) : son amendement n° 218, soutenu par Mme Monique ben Guiga : accroissement des prérogatives du comité d'évaluation ; devenu sans objet.

- **Rappel au règlement de M. Michel Dreyfus-Schmidt** - (16 novembre 1993) (p. 4253, 4254) : interrogation légitime sur les conditions de la réunion du Parlement en Congrès - Attitude de la majorité lors de la discussion du projet de loi quinquennale.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4267) : droit d'asile - Préambule de la Constitution de 1946 - Libertés publiques - Loi relative à la maîtrise de l'immigration - Accords de Schengen - (p. 4268) : révision constitutionnelle - Abandon de souveraineté - **Art. unique** (*autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile*) (p. 4289, 4290) : Président de la République - Droit d'asile.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) (p. 6222) : réclame une suspension de séance - **Rappel au règlement** (p. 6224, 6225) : organisation des travaux du Sénat - Caractère symbolique et politique du texte en discussion - Sécurité des enfants dans les établissements scolaires privés - Demande une suspension de séance d'une heure pour étudier collectivement le rapport Vedel remis tardivement - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 6232) : soutient l'amendement n° 3269 de M. Claude Estier (modification de la taille de la commune prise en compte) - Conditions dans lesquelles se déroule le débat - Contenu idéologique de ce texte - (p. 6237, 6238) : soutient l'amendement n° 243 de M. Claude Estier (absence de conséquence de l'aide apportée aux établissements privés sur celle accordée aux établissements publics) - Commission des affaires culturelles et rapport Vedel - Défense de l'enseignement public - Religions - Sécurité des enfants quel que soit leur mode de scolarisation - Priorité donnée au financement des établissements publics - (p. 6244, 6245) : soutient l'amendement n° 255 de M. Claude Estier (respect de la liberté de conscience par l'enseignement dispensé dans les établissements d'enseignement privés) - Conditions de discussion du présent texte - Insécurité des enfants justifiant des mesures d'urgence - Critique du rapport Vedel - Respect de la liberté de conscience dans l'enseignement privé - **Art. 2** (*respect des orientations du schéma prévisionnel des formations*) (p. 6261, 6262) : difficulté à comprendre l'urgence créée par les problèmes de sécurité dans les établissements d'enseignement privés et justifiant le retour de ce texte en discussion - Liberté religieuse - Formation des jeunes - Exemple de la Vendée - (p. 6266, 6268) : soutient l'amendement n° 267 de M. Claude Estier (obligation pour les établissements d'enseignement privés secondaires sous contrat bénéficiant d'une aide aux investissements de respecter les dispositions définies par le schéma prévisionnel des formations) - Convention entre le conseil général des Bouches-du-Rhône et les collèges privés - Exemple de l'Alsace-Moselle - Guerre scolaire - Accord Cloupet-Lang - Financement des établissements d'enseignement privés - Nature de la propriété à laquelle sont affectés les fonds publics - **Art. 6** (*application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6273, 6274) : territoire de la Nouvelle-Calédonie - Enseignement par les prêtres, les religieuses et les pasteurs - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6278, 6279) : intervient contre la motion n° 3396 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à un certain nombre d'amendements - Conditions d'adoption de cette proposition

de loi - **Après l'art. 1^{er} (priorité ordonnée le 29 juin 1993 p. 1870 ; puis réservé) (p. 6281, 6282) :** priorité donnée à l'enseignement public - Détournement du concept d'égalité et de liberté d'enseignement - Notion de « caractère propre » des établissements d'enseignement privés - **Art. additionnels après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993 p. 1870 ; puis réservés) (p. 6288, 6289) :** soutient l'amendement n° 306 de M. Claude Estier (égalité accordée par les communes aux classes d'écoles maternelles de l'enseignement privé sous contrat et de l'enseignement public) - Notion de « caractère propre » créée par la loi Debré - « Guide pratique de l'immobilier scolaire dans l'enseignement catholique » - (p. 6293, 6294) : soutient l'amendement n° 326 de M. Claude Estier (obligation pour tout établissement d'enseignement privé subventionné par les aides publiques d'accueillir tous les enfants sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance) - Contrôle des établissements ayant un « caractère propre » par l'autorité diocésaine - (p. 6295, 6296) : soutient l'amendement n° 338 de M. Claude Estier (application des articles 1^{er}, 2 et 3 de la présente proposition de loi aux établissements d'enseignement technique et professionnel privés) - Vocation à accomplir une mission d'Eglise des établissements à caractère propre - **Explication sur le vote unique (p. 6298, 6299) :** victoire de l'opposition aux dernières élections législatives - Esprit de revanche - Développement des établissements privés de type confessionnel - Séparation de l'Eglise et de l'Etat - **Explication sur le vote unique intervenant après la seconde délibération (p. 6304, 6305) :** réunion de la commission des affaires culturelles et rapport Vedel - Liberté de l'enseignement - Laïcité - Droits des enfants et droits des parents.

MENOU (Jacques de), sénateur du Finistère (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - Discussion générale (p. 994) :** évolution du contexte économique depuis 1986 - Modalités d'application des privatisations - Garanties nécessaires : mission d'aménagement du territoire, protection de l'emploi - Situation de la SEITA à Morlaix - (p. 995) : cas de l'AOIP, Association des ouvriers en industrie de précision, reprise par Thomson-CSF - Aménagement du territoire - Exemple de l'usine SEITA de Chateauroux - Danger des délocalisations - Maintien du monopole de l'Etat pour la distribution du tabac - Nécessité d'une contrainte statutaire pour la protection de la localisation - Concertation entre les différents groupes professionnels - Protection des droits de retraite - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion - (30 septembre 1993) - (p. 2690) :** déclin des transports maritimes français - (p. 2691) : concurrence mondiale entre les navires de transport de biens commerciaux ou de passagers - Allègement des charges sociales - Mode de financement des bateaux - Développement des quirsats - Pavillon « Kerguelen » - Exemple de l'entreprise BAÏ-Britany Ferries qui assure le trafic trans-Manche - Concurrence des armateurs anglais - Budgétisation des charges sociales de l'ENIM - (p. 2692) : importance des transports maritimes - Qualité de la flotte de commerce.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Avant l'art. 5 (p. 4712) :** son amendement n° I-201 : appréciation de la nature des biens professionnels agricoles dans le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune lorsqu'il y a interposition de sociétés ; retiré.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - Avant l'art. 10 (p. 4820) : son amendement n° I-121, soutenu par M. Emmanuel Hamel ; modification du taux de TVA applicable aux produits horticoles et sylvicoles ; retiré - **Art. 14 quater (relève-**

ment du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles) (p. 4848) : ses amendements, soutenus par M. Désiré Debavelaere, n° I-122 : suppression du plafonnement de l'imputation du déficit d'exploitation sur le revenu global ; et n° I-204 : possibilité donnée aux exploitants agricoles à titre principal de déduire de leur revenu global les déficits résultant de leur activité agricole ; retirés au profit de l'amendement n° I-66 (modification du montant du plafond des revenus non agricoles au-dessus duquel l'imputation des déficits agricoles ne peut plus être opérée) de M. Roland du Luart.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5225) : politique agricole commune, PAC - Taux de TVA de l'horticulture - (p. 5226) : pêche ; revendication de l'extension de la réduction du taux de cotisation à la pêche industrielle et semi-industrielle - Recherche de qualité des produits agricoles - Tourisme rural - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR.

MERCIER (Louis), sénateur de la Loire (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 25 mars 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - Pays de l'Est.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5175) : augmentation des cotisations sociales - Relèvement des retraites les plus faibles des chefs d'exploitation - Veuves d'exploitants - Prise en compte des déficits dans l'assiette des cotisations - Financement de l'exonération des jeunes agriculteurs - Insuffisances de la réforme en cours de l'assiette des cotisations - Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste.

MESTRE (Philippe), ministre des anciens combattants et victimes de guerre le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. François Gerbaud : **Anciens combattants et victimes de guerre (Anciens combattants d'Afrique du Nord) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2829).**

de M. Gérard Delfau : **Commémorations (Suppression éventuelle de la commémoration du 8 mai 1945) (19 novembre 1993) (p. 4385).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère**

partie : législative [n° 355 (92-93)] - (21 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1525, 1526) : lutte contre la délinquance et la criminalité - Loi du 27 juillet 1917 instituant la qualité de pupille de la nation - Reconnaissance à ceux qui risquent leur vie pour défendre la nation - Avenir des enfants de fonctionnaires tués lors de missions de sécurité publique - Reprise par le Gouvernement d'un amendement parlementaire étendant le régime de protection des pupilles de la nation aux enfants des personnes tuées en participant à des missions de sécurité publique - Qualité de pupille appliquée aux jeunes gens de moins de 21 ans - Rôle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre - Intérêt porté par le Gouvernement au courage et au dévouement des agents de l'Etat - (p. 1530) : remerciements au rapporteur - **Art. 1^{er}** (*extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat*) (p. 1531) : extension des dispositions du projet de loi aux gardes-chasse - (p. 1532) : accepte les amendements de la commission, n° 3 (cas de décès à la suite d'une maladie contractée dans des circonstances déterminées), n° 4 et n° 5 de coordination - Demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Marc Boeuf (extension de la mesure aux fonctionnaires territoriaux) - (p. 1533) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Marc Boeuf (extension de la mesure aux sapeurs-pompiers volontaires) et demande le retrait des amendements n° 9 de M. Robert Pagès (extension du champ d'application du projet de loi) et n° 8 de M. Jacques Bimbenet (extension du bénéfice du statut de pupille de la nation) - (p. 1535) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 6 de la commission (reconnaissance expresse de la qualité de pupille de la nation à certains enfants) - **Après l'art. 2** (p. 1536) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (extension à l'ensemble des personnes visées par le projet de loi, des dispositions particulières dont bénéficient, en matière de pensions de retraite, les ayants droit de certains personnels énumérés dans le texte initial).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5597) : diminution du déficit budgétaire - Office national des anciens combattants, ONAC - Effectifs - Vocation sociale - (p. 5598) : aide financière aux pupilles de la Nation - Maisons de retraite et écoles de rééducation professionnelle - Fonds de solidarité en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord - Droit à réparation - Révision ou renouvellement des pensions - (p. 5599, 5600) : situation des veuves - Allocation spéciale pour enfant infirme - Titres de déporté résistant ou de déporté politique - Patriotes résistant à l'Occupation - Indemnisation - Préjudices subis par les résistants d'Alsace-Moselle - Attribution de la carte de combattant pour les anciens combattants d'Afrique du Nord - Intensification de la politique de la mémoire - Commémoration du cinquantième anniversaire du débarquement et de la Libération de la France - Concours national sur le débarquement de Normandie - (p. 5616) : retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord - (p. 5617, 5618) : fonds de solidarité - Carte de combattant - Fondation de la Résistance - Retraite mutualiste - Patriotes résistant à l'Occupation d'Alsace-Moselle - Commémoration des débarquements et de la Libération - « Cristallisation » des pensions des anciens combattants d'Afrique - Anciens combattants de pays ayant accédé à l'indépendance - Crédits d'action sociale - Carte de combattant volontaire de la Résistance - Présomption d'origine pour les blessures et infirmités contractées pendant la guerre - **Après l'art. 54** (p. 5621, 5622) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° II-3 de la commission saisie pour avis (régime spécial des anciens combattants d'Afrique du Nord dans le cadre de la réforme des retraites) - (p. 5623) : demande le retrait de l'amendement n° II-22 de M. Guy Robert déposé à titre personnel (conditions de reconnaissance de la qualité de combattant des anciens appelés d'Afrique du Nord) - (p. 5624) : s'oppose à l'amendement n° II-24 de M. Robert Pagès (conditions de reconnaissance de la qualité de combattant des anciens appelés d'Afrique du Nord).

METZINGER (Charles), sénateur de la Moselle (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les communautés européennes, sur la situation de la sidérurgie en Europe [n° 277 (92-93)] (28 avril 1993) - **Communautés européennes**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 18 juin 1993) (p. 1422) - Ministère : Affaires étrangères - **Accord sur les oléagineux - Huiles alimentaires**.

Questions orales avec débat :

n° 22 (*JO Débats* du 7 mai 1993) (p. 204) - Ministère : Affaires sociales - **Politique du Gouvernement en matière de dépendance des personnes âgées** - (Réponse : *JO Débats* du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 235) : présente sa question.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1273) : texte discriminatoire à l'égard des étrangers - Manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers - (p. 1274) : acquisition de la nationalité française par mariage - Suppression de la déclaration de la nationalité française faite par les parents pour leurs enfants mineurs - Marginalisation des populations étrangères - Opposition du groupe socialiste à cette proposition de loi - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1308) : se déclare opposé à l'adoption de cet article.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1551) : distinction entre les dépenses relevant de la solidarité nationale et celles servant au financement de la protection sociale - Importance du principe de solidarité - Financement du fonds de solidarité - Participation des partenaires sociaux - Augmentation de la CSG - (p. 1552) : revalorisation des pensions - Allocation dépendance des personnes âgées - Intérêt d'une caisse de garantie des retraites - **Question préalable** (p. 1572) : avec le groupe socialiste, s'abstiendra lors du vote de la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Caractère urgent des mesures à prendre - Amendements déposés par le

groupe socialiste - **Titre 1^{er} (fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1573) ; soutient l'amendement n° 51 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (intitulé : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale ») - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1576) ; se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 25 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Chapitre V (fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** ; soutient l'amendement n° 52 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvel intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale ») - (p. 1577) ; se déclare opposé aux amendements de la commission, n° 4 (établissement de deux missions pour le fonds) et n° 6 (assistance d'un comité de surveillance pour le conseil d'administration du fonds) - Soutient l'amendement n° 54 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (mission de prise en charge des dépenses vieillesse) - **Art. L. 135-2 du code précité (dépenses à la charge du fonds)** (p. 1581) ; se déclare opposé à l'amendement n° 7 de la commission (dépenses financées à titre permanent dans le cadre du fonds vieillesse) - **Art. L. 135-3 du code précité (recettes du fonds)** (p. 1582) ; soutient l'amendement n° 58 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression des mesures relatives à la CSG) - (p. 1584) ; se déclare opposé à l'amendement n° 8 de la commission (équilibre financier du fonds) - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité)** (p. 1591) ; soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 62 de suppression et n° 63 (décisions pour la Caisse nationale d'assurance maladie prises par le conseil d'administration) - (p. 1594) ; se déclare opposé à l'amendement n° 10 de la commission (précision relative à l'indexation des pensions sur l'évolution des prix à la consommation) - **Art. 4 (modalités de revalorisation des pensions de vieillesse)** (p. 1596) ; soutient l'amendement n° 65 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (consultation du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-vieillesse) - **Art. 5 (durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993)** (p. 1599) ; soutient l'amendement de coordination n° 68 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Après l'art. 5** (p. 1600) ; se déclare opposé à l'amendement n° 74 du Gouvernement (modification de la durée d'assurance conduisant au temps plein) - **Art. 8 (modifications liées aux dispositions du titre 1^{er} du projet de loi)** (p. 1605) ; soutient l'amendement n° 72 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (mention des cotisations assises sur les revenus du travailleur salarié) - **Art. 11 (toiletage législatif et réglementaire)** (p. 1607) ; se déclare opposé à l'amendement de coordination n° 23 de la commission - **Intitulé** (p. 1608) ; soutient l'amendement n° 73 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvel intitulé du projet de loi : « Projet de loi relatif aux pensions de retraite, à la création d'un fonds de solidarité vieillesse et à la sauvegarde de la protection sociale ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1608) : absence d'objectivité lors du rejet des amendements déposés par le groupe socialiste - Evolution de la conjoncture économique - Déductibilité et augmentation de la CSG.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion** - (8 juillet 1993) - **Art. 11 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers)** (p. 2376) ; soutient l'amendement de suppression n° 78 de M. Claude Estier - Contradiction avec les dispositions du nouveau code pénal - Interdiction du territoire français - Catégories d'infractions concernées - Procédure du vote bloqué.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3433, 3434) : abstention du groupe socialiste sur la motion n° 51 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Amendements socialistes - Lutte contre la tuberculose - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3435) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - (p. 3437) ; son amendement n° 52 : fonds de solidarité maladie et maternité ; financement des cotisations des détenus ; rejeté - **Art. 2 (prise en charge sanitaire des détenus par le service public hospitalier)** (p. 3447) ; examens et soins à l'intérieur du système pénitentiaire - Discrimi-

nation entre Français et étrangers, et entre étrangers suivant la régularité de leur situation - **Après l'art. 2** ; soutient l'amendement n° 54 de M. Franck Sérusclat (cas des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen) - **Art. 3 (protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire)** (p. 3449) ; mesures discriminatoires - Détenus de nationalité étrangère - **Art. L. 381-30-1 du code de la sécurité sociale (prestations en nature)** ; soutient les amendements de M. Franck Sérusclat n° 57 (suppression de la notion « en nature ») et n° 58 (suppression des deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour cet article relatifs aux détenus étrangers) - **Art. 4 (dispositions transitoires)** (p. 3453) ; soutient l'amendement n° 59 de M. Franck Sérusclat (validité de la dérogation uniquement durant le temps nécessaire à la renégociation des conventions en cours) - **Art. 19 (autorisations tacites)** (p. 3475) ; son amendement de suppression n° 67 ; devenu sans objet - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires)** (p. 3478) ; son amendement de suppression n° 68 ; devenu sans objet - (p. 3481) ; sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction précisant les modalités de retrait de l'autorisation), soutient le sous-amendement rédactionnel n° 69 de M. Franck Sérusclat - Ses amendements n° 70 ; introduction de la prise en compte de différents seuils permettant d'apprécier de manière objective l'éventuelle insuffisance de l'activité ; et n° 71 : nécessité d'assortir la décision du ministre ou du représentant de l'Etat d'un délai qui ne peut pas être inférieur à huit mois en cas de retrait d'autorisation d'un établissement ou d'une activité de soins ; devenus sans objet - n° 72 : prise en charge, par une dotation allouée à l'établissement de santé et financée par l'assurance maladie, des coûts entraînés par le retrait total ou partiel d'autorisation d'un établissement d'une installation, d'un équipement ou d'une activité de soins ; rejeté - (p. 3484) ; avis défavorable du groupe socialiste sur l'amendement précité n° 35 de la commission - **Art. 21 (expérimentations)** (p. 3488) ; ses amendements, n° 73 : évaluation après consultation du comité régional ou du comité national de l'organisation syndicale et sociale ; et n° 74 : mesures d'accompagnement prévues par le représentant de l'Etat en cas d'évaluation négative ; rejetés - **Art. 23 (fonction publique hospitalière)** (p. 3492, 3493) ; ses amendements, n° 75 : suppression du paragraphe II de cet article qui précise que l'organisation de certains concours peut être effectuée par un établissement de santé important pour le compte d'autres établissements de santé ; n° 76 : suppression des deuxième et troisième alinéas du paragraphe III de cet article relatif aux conditions requises pour concourir au moment de la date de nomination ; et n° 77 : suppression du paragraphe IX de cet article relatif à la consultation par le jury du dossier individuel de tous les candidats ; rejetés - **Art. 30 (complément d'allocation aux adultes handicapés)** (p. 3495, 3496) ; nécessité d'un projet de loi plus important consacré aux handicapés - (p. 3497) ; ses amendements, n° 78 : nouvelle rédaction de cet article ; n° 79 : suppression du mot « indépendant » ; et n° 80 : versement de l'allocation aux adultes handicapés intégralement aux bénéficiaires lorsque ceux-ci sont hospitalisés dans un établissement de soins ; rejetés - **Après l'art. 30** (p. 3500) ; se déclare opposé à l'amendement n° 50 de M. Henri de Raincourt (allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3714) : dissociation de la politique de l'emploi et de la politique économique dans le projet de loi - Temps de travail - Interrogation sur l'utilité de la réforme de la formation professionnelle - Dangers du transfert de compétence - (p. 3715) ; avis du Conseil économique et social - Rôle de l'éducation nationale - Suppression de la procédure d'agrément du maître d'apprentissage - Interrogation sur la logique du libéralisme économique.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Art. 8 (élargissement et assouplissement du dispositif relatif aux groupements d'employeurs)** (p. 3884) ; soutient l'amendement n° 214 de M. Jean-Luc Mélenchon (rémunération des salariés du groupement d'employeurs) - **Après l'art. 8** (p. 3887) : avec le groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisa-

tions pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française) en raison de la limitation de la mesure pour les jeunes de moins de vingt-six ans - **Avant l'art. 9** (p. 3889) : se déclare favorable à l'amendement n° 229 de M. Gérard Delfau (institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiaire d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective) - (p. 3896) : se déclare favorable à l'amendement n° 380 de Mme Marie-Claude Beaudeau (accès à l'emploi des travailleurs handicapés).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4009, 4010) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Risque de précarisation des salariés - Restructuration de la société - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4023, 4024) : soutient l'amendement de suppression n° 269 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Explosion du système des heures supplémentaires en calculant annuellement le temps de travail - Bouleversement de la vie familiale.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - (p. 5538) : inefficacité des mesures de redressement de l'assurance-maladie - Diminution de la couverture sociale obligatoire - Réforme de l'allocation aux adultes handicapés par la fixation d'un seuil minimal d'incapacité - (p. 5539) : rapport de la Cour des comptes - Insertion professionnelle - Dérive de l'allocation aux adultes handicapés - Structures d'hébergement.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5606, 5607) : diminution des crédits - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Patriotes résistant à l'Occupation d'Alsace-Moselle - Insuffisance de ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5900, 5901) : désengagement de l'Etat dans le secteur industriel - Emploi - Au nom du groupe socialiste, déclare s'opposer à ce projet de budget - Politique énergétique - (p. 5902) : Charbonnages de France - Houillères du bassin de Lorraine - Raisons du désaccord Renault-Volvo.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** - *Deuxième lecture* [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6137) : maintien de la caisse de garantie unique auprès de laquelle les mutuelles ont l'obligation de s'affilier - Litige concernant les personnels bénéficiaires de la prime de « difficultés particulières » versée aux agents des organismes de sécurité sociale d'Alsace-Moselle - **Question préalable** (p. 6143) : soutient la motion n° 89 de M. Claude Estier, tendant à opposer la question préalable - **Projet de loi « fourre-tout »** - Précipitation du débat - Organisation hospitalière - (p. 6144) : convention médicale - Dossier médical - Pharmacies - Réforme de l'allocation aux adultes handicapés, AAH - Absence de réponse aux objectifs du projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 6146) : se déclare favorable à l'amendement n° 111 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation systématique à la sécurité sociale dès l'âge de dix-huit ans) - **Après l'art. 6 bis** (p. 6151) : se déclare opposé à l'amendement n° 31 de la commission (proposition systématique de dépistage du sida) - **Art. 13 bis (transferts d'officine)** (p. 6158) ; son amendement de suppression n° 77 ; rejeté - **Art. 13 quater (créations d'officine par voie normale et par voie dérogatoire)** : son amendement de suppression n° 78 ; rejeté - **Art. 13 octies (portage des médicaments)** (p. 6159) : son amendement de suppression n° 79 ; rejeté - **Art. 13 nonies (pharmaciens des hôpitaux des armées)** ; son amendement de suppression n° 80 ; rejeté - **Art. 13 decies (collecte de médicaments)** (p. 6160) : son amendement de suppression n° 81 ; rejeté - **Art. 13 undecies (service de santé des armées)** (p. 6161) : son amendement de suppression n° 82 ; rejeté - **Art. 15 (dispositifs médicaux)** (p. 6162) : se déclare opposé à l'amendement n° 42 de la commission (suppression de la dis-

position prévoyant l'accord de la certification de conformité des dispositifs médicaux par des organismes agréés disposant d'une personne qualifiée) - **Art. 17 (compétence et régime des décisions de l'Agence du médicament)** (p. 6164) : se déclare favorable à l'amendement n° 44 de la commission (indépendance de l'Agence du médicament) - **Art. 19 (autorisations tacites)** (p. 6168) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 47 de la commission et n° 9 du Gouvernement (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) - **Art. 29 ter (Etablissement français des greffes)** (p. 6176) : soutient l'amendement de suppression n° 83 de M. Franck Sérusclat - **Après l'art. 29 ter** (p. 6177, 6178) : se déclare opposé à l'amendement n° 127 de la commission (nouvelle rédaction de l'article) - **Après l'art. 29 quinquies** (p. 6180) : se déclare opposé à l'amendement n° 101 de M. Jacques Baudot (modification du code de la mutualité afin d'obtenir l'équité fiscale, économique et déontologique dans le cadre du développement de l'implantation des cabinets dentaires mutualistes) - **Après l'art. 30** (p. 6182) : se déclare opposé à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - **Art. 31 bis (tiers payant pour les frais d'analyses)** (p. 6185) : son amendement de suppression n° 97 ; rejeté - **Art. 39 (convention médicale : dossier médical)** (p. 6192) : son amendement de suppression n° 85 ; rejeté - **Art. L. 145-7 du code de la santé publique (tenue du dossier médical)** (p. 6196) : son amendement n° 86 : suppression de la troisième phrase du premier alinéa du texte présenté pour l'article L. 145-7 du code de la santé publique prévoyant de confier le dossier de suivi médical à des spécialistes ; devenu sans objet - **Paragraphe III (dispositions communes)** (p. 6199) : ses amendements n° 87 : liberté du patient ; et n° 88 : suppression du caractère obligatoire de transmission du dossier aux organismes d'assurance maladie ; devenus sans objet - **Avant l'art. 44** (p. 6206) : se déclare favorable à l'amendement n° 90 de M. Charles Descours (suppression de l'article 49 de la loi du 27 janvier 1993 insistant une caisse de garantie unique obligatoire pour les mutuelles) - **Art. 47 (définition du mode de calcul de l'indemnité de difficultés particulières applicable en Alsace-Moselle)** (p. 6208) : son amendement de suppression n° 98 ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6211) : avec le groupe socialiste, votera contre ce projet de loi.

MICHAUX-CHEVRY (Lucette), ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Xavier de Villepin : **GATT (Ratification de l'accord de libre-échange nord-américain)** (*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4382).

de M. Henri Goetschy : **Langues régionales (Charte européenne des langues régionales)** (*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4387).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité sur le régime « Ciel ouvert » (ensemble douze annexes), signé à Helsinki le 24 mars 1992 [n° 216 (92-93)]** - (5 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 175).

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 226 (92-93)]** - (5 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 177 et 180) - **Art. unique (autorisation de la ratification de la convention)** (p. 181) : invoque l'article 41 de la Constitution à l'encontre des amendements de M. Daniel Millaud, n° 1 (non-application aux territoires de la Polynésie française) et n° 2 (application dans les territoires d'outre-mer par une loi organique ultérieure prise après consultation des assemblées territoriales intéressées).

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Yémen relatif à la coopération culturelle, scientifique et technique, signé à Sanaa le 31 octobre 1991 [n° 229 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 181).**

– **Projet de loi autorisant la ratification du traité d'entente, d'amitié et de coopération entre la République française et la République de Lituanie [n° 244 (92-93)] - (5 mai 1993) - Discussion générale (p. 183).**

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention générale de sécurité sociale du 29 mars 1974 entre la France et le Sénégal [n° 446 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Discussion générale (p. 3397, 3398 ; 3400).**

– **Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port [n° 445 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 444) (p. 3400, 3401).**

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl [n° 444 (92-93)] - (22 octobre 1993) - Discussion générale (commune avec celle du projet n° 445) (p. 3400, 3401).**

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5729) : action humanitaire - rôle des organisations non gouvernementales et des Etats - Organisation des Nations-Unies - Conflit dans l'ex-Yougoslavie - Somalie - Peuples du Caucase - (p. 5730) : conférence consultative de l'action humanitaire - Organisations non gouvernementales du secteur de l'urgence et action internationale d'urgence - Protection de l'enfant dans le monde - Promotion de la démocratisation des Etats.

MILLAUD (Daniel), sénateur de la Polynésie française (UC).

secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO* Lois et décrets du 9 décembre 1993).

Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du conseil d'administration de la Société de radiodiffusion et de télévision France Outre-mer (RFO).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM).

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le**

Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 197 (92-93)] - (5 mai 1993) - Art. unique (autorisation de l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Venezuela en vue d'éviter des doubles impositions) (p. 168) : son amendement n° 1 : extension aux territoires d'outre-mer par une loi organique ultérieure prise après consultation des assemblées territoriales intéressées ; retiré.

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements [n° 206 (92-93)] - (5 mai 1993) - Art. unique (approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Mongolie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements) (p. 173) :** son amendement n° 1 : application du présent accord aux territoires d'outre-mer par une loi organique prise après consultation des assemblées territoriales intéressées ; irrecevable (article 41 de la Constitution).

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 226 (92-93)] - (5 mai 1993) - Art. unique (autorisation de la ratification de la convention) :** ses amendements, n° 1 : non-application aux territoires de la Polynésie française ; et n° 2 : application dans les territoires d'outre-mer par une loi organique ultérieure prise après consultation des assemblées territoriales intéressées ; irrecevables (article 41 de la Constitution).

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)] - Suite de la discussion - (27 mai 1993) - Après l'art. 13 (p. 497, 498) :** ses amendements, n° 16 : nouvelle rédaction de l'article 74 de la Constitution relatif à l'outre-mer ; et n° 17 de conséquence ; rejetés.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - Discussion générale (p. 736) :** situation de l'outre-mer - Montant des transferts - Nécessité d'une balance des paiements pour chaque territoire - Territoires d'outre-mer et Communauté européenne - Fonds européen de développement - Nécessité d'une gestion rigoureuse.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - Art. 17 bis (défiscalisation des investissements outre-mer) (p. 909) : son amendement n° 152 : extension du champ d'application de la défiscalisation au secteur de la presse écrite implantée dans les départements et territoires d'outre-mer ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - **Art. 21 (aménagement de la contribution sociale généralisée) (p. 921) :** situation de la Polynésie française et de l'ensemble des territoires d'outre-mer.

– **Conclusions du rapport de M. Christian Bonnet, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 307, 92-93) de M. Jacques Larché précisant certaines dispositions du code électoral relatives au financement et au plafonnement des dépenses électorales [n° 327 (92-93)] - (17 juin 1993) - Discussion générale (p. 1473, 1474) :** juge de l'élection - Sanctions électorales - Commission nationale des comptes de campagne - Vote par le groupe de l'Union centriste de ce texte assorti des amendements du Gouvernement.

– **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - Art. unique (conditions de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et suppression des peines d'emprisonnement contraventionnelles) (p. 1776, 1777) :** son amendement n° 4 : date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble :** le groupe de l'Union centriste votera ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative) [n° 443 (92-93)] - (14 octobre 1993) - Art. 1^{er} et disposi-**

tions annexées (livres I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII du code de commerce)(p. 2927 à 3112) : Art. L. 411-4 du code précité (p. 3108) : son amendement de rectification n° 47, soutenu par M. Bernard Laurent ; adopté.

– **Projet de loi instituant la société par actions simplifiée [n° 354 (92-93)]** - (21 octobre 1993) - **Art. 1^{er} (constitution et fonctionnement de la société par actions simplifiée)** - Art. 262-2 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 (le montant du capital et sa libération) (p. 3355) : son amendement n° 27 : fixation du capital au montant fixé pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne ; devenu sans objet - *Après l'art. 262-18 de la loi précitée* (p. 3361, 3362) : son amendement n° 28 : possibilité donnée à la société par actions simplifiée d'acheter les titres détenus par un actionnaire qui serait évincé ou qui souhaiterait se retirer ; adopté.

– **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen [n° 334 (92-93)]** - (22 octobre 1993) - **Art. 10 (non-application de la loi à Saint-Pierre-et-Miquelon)** (p. 3396) : son amendement n° 8 : non-application de la présente loi aux territoires d'outre-mer, aux collectivités territoriales de Mayotte, de Saint-Pierre-et-Miquelon et aux Terres australes et antarctiques françaises ; retiré.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Art. 24 (modalités d'attribution et de répartition de la DGF pour les communes des territoires d'outre-mer)** (p. 3632, 3633) : calcul de la quote-part de la dotation d'aménagement : majoration du coefficient ; retiré.

– **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Après l'art. unique** (p. 4290, 4291) : son amendement n° 6 : modalités d'élaboration et de ratification des traités ayant vocation à s'appliquer dans les territoires d'outre-mer ; rejeté - Accords de Schengen - Avis du Conseil d'Etat - Circulaire relative aux consultations des assemblées territoriales et des conseils départementaux de certains départements d'outre-mer.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5008) : difficile interprétation du budget de l'outre-mer - Polynésie française - (p. 5009) : diminution des crédits destinés à l'Université française du Pacifique - Association des territoires d'outre-mer à l'Union européenne - Autonomie des territoires d'outre-mer ; consultation des assemblées territoriales ; compétence d'exploitation de la zone économique exclusive par le territoire - Maîtrise de la démographie - Îles Marquises - Votera ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5572) : indemnisation des rapatriés des Nouvelles-Hébrides.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5978, 5979) : Université française du Pacifique.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6555) : maintien du déficit budgétaire au niveau prévu - Importance des économies budgétaires réalisées - Modalités d'indemnisation des Français sinistrés d'Irak et du Koweït - Insuffisance de l'indemnisation prévue pour les rapatriés du Vanuatu - La totalité du groupe de l'Union centriste, à l'exception d'un de ses membres, déclare approuver ce projet de loi de finances rectificative pour 1993 - **Art. 17 (modalités de détermination des droits à déduction des personnes partiellement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée)** (p. 6570) : dispositions relatives aux déductions dans la sixième directive européenne sur la TVA - Modalités d'application de la règle de l'affectation - **Art. 18 (clarification des règles de détermination du montant de la taxe sur les salaires due par les employeurs partiellement assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée)** : soutient l'amendement n° 4 de M. Xavier de Villepin (suppression des éléments de caractère interprétatif retenus

pour le calcul du « prorata » de la taxe sur les salaires) - **Art. 19 (exonération en matière de taxe sur la valeur ajoutée de certains travaux et expertises portant sur des biens meubles, corporels et de certains transports nationaux)** (p. 6571) : définition des moyens mis à la disposition du prestataire, de nature à lui permettre de prouver le lien entre sa prestation et le transport intracommunautaire - **Art. 29 bis (aménagement du régime d'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)** (p. 6574) : soutient l'amendement n° 25 de M. Michel Souplet (utilisation d'esters dans des mélanges avec du fioul domestique).

MINETTI (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (C).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des affaires économiques.

– Secrétaire de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Consommation et concurrence** - [n° 103 (93-94)] tome 8 (22 novembre 1993).

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 18 (JO Débats du 12 juin 1992) (p. 1617) - Ministère : Agriculture - **Réforme de la politique agricole commune** - (Caduque : mars 1993) - **Politique agricole commune (PAC)**.

n° 6 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 106) - Ministère : Agriculture - **Réforme de la politique agricole commune** - **Politique agricole commune (PAC)**.

n° 34 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2668) - Ministère : Premier ministre - **Situation de Marseille et de sa région** - **Politique industrielle**.

Questions orales sans débat :

n° 66 (JO Débats du 27 octobre 1993) (p. 3509) - Ministère : Intérieur - **Inondations en Camargue : indemnisation des populations et politique de prévention envisagée pour l'avenir** - (Retirée : décembre 1993) - **Catastrophes naturelles**.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 14 (dispositions relatives à Elf Aquitaine)** (p. 1218, 1219) : transport du gaz naturel - Amendement Armengaud de 1949 qui supprime le monopole de Gaz de France - Capacité d'approvisionnement de Gaz de France - Préservation de la nationalisation du gaz - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - (p. 1220) : soutient l'amendement de précision n° 135 de Mme Hélène Luc - **Art. 15 (dispositions relatives à la SEITA)** (p. 1222) : soutient l'amendement de suppression n° 136 de Mme Hélène Luc - (p. 1225 à 1227) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 140 (nouvelle rédaction de cet article ; définition d'une nouvelle politique de recherche ; statut des personnels et statut de la SEITA) et n° 143 (suppression des paragraphes III, IV et V de cet article) - **Art. 17 (dispositions diverses modifiant la loi de démocratisation du secteur public)** (p. 1234) : soutient l'amendement n° 146 de Mme Hélène Luc (refus de remettre

en cause la loi du 27 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public).

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Art. 1^{er}** (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale) - **Art. L. 135-3 du code de la sécurité sociale (recettes du fonds)** (p. 1582) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression de l'augmentation du taux de la CSG) - **Art. 4 (modalités de revalorisation des pensions de vieillesse)** (p. 1595) : soutient l'amendement de suppression n° 37 de Mme Fraysse-Cazalis - **Art. 5 (durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993)** (p. 1599) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (revalorisation des pensions) - **Art. 8 (modifications liées aux dispositions du titre 1^{er} du projet de loi)** (p. 1604) : soutient l'amendement de suppression n° 44 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

– **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Art. 4 (augmentation du crédit d'impôt formation pour des dépenses d'apprentissage)** (p. 2172, 2173) : soutient les amendements de Mme Michelle Demessine, n° 43 de suppression et n° 44 (attribution des aides prévues par l'article 4 pour l'entreprise s'engageant à conclure avec l'apprenti un contrat de travail à durée indéterminée) - **Après l'art. 4** (p. 2176) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Michelle Demessine (suppression de la mesure exonérant les entreprises des coûts de formation des maîtres d'apprentissage) - **Avant l'art. 6** (p. 2181, 2182) : problème des PME et des PMI - Se déclare opposé aux amendements n° 9 (restitution d'un dispositif provisoire et concernant les seuils de 9, 10 et 11 salariés) et n° 10 (prolongation de la possibilité de passer des conventions pour engager des jeunes au titre de la mesure « exo-jeunes ») de la commission.

– **Rappel au règlement** - (5 octobre 1993) (p. 2738) : demande à nouveau que le Sénat inscrive à son ordre du jour un débat sur le GATT et la politique agricole commune.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 bis (aménagement des conditions de déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail)** (p. 4704) : soutient l'amendement n° I-230 de M. Robert Vizet (extension du bénéfice de la majoration de distance considérée comme « normale » pour déplacement professionnel aux zones de montagne et aux départements bénéficiaires des dispositions de la dotation de fonctionnement minimale) - **Art. 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 4713, 4714) : soutient l'amendement n° I-242 de M. Robert Vizet (modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) - Solidarité nationale - **Après l'art. 6** (p. 4725) : le groupe communiste se déclare opposé à l'amendement n° I-307 du Gouvernement (exonération de plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure).

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Art. 6 bis (exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué)** (p. 4746) : soutient l'amendement de suppression n° I-248 de M. Robert Vizet - Financement des PME-PMI - **Art. 9 (allègement des droits d'enregistrement dus par les sociétés)** (p. 4757, 4758) : soutient l'amendement n° I-254 de M. Robert Vizet (limitation du champ d'application des exonérations de droits proportionnels sur le capital aux activités agricoles) - Secteur coopératif agricole.

– **Rappel au règlement** - (25 novembre 1993) (p. 4796) : organisation des travaux et calendrier de discussion des budgets.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4820) : son amendement n° I-268, soutenu par M. Robert

Vizet : défense de l'horticulture française ; rejeté - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4859) : son amendement n° I-281, soutenu par M. Ivan Renar : institution d'un fonds de prise en charge des cotisations d'assurance des agriculteurs contre la grêle ; rejeté.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) (p. 5145) : politique du tourisme - Caisse des dépôts et consignations - Analyse des vacances des Français à l'étranger - Région de Provence - Tourisme social et familial - Tourisme d'affaires - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 5157) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à ces crédits.

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5173, 5174) : cotisations sociales des agriculteurs en difficulté - Prise en compte des déficits dans le calcul des cotisations - Revalorisation des retraites les plus faibles - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget - **Après l'art. 52 bis** (p. 5184) : reprend l'amendement n° II-13 de M. André Vallet (régime d'appel provisionnel de cotisations pour 1994), retiré par son auteur ; rejeté.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5215, 5216) : assurance grêle - Taux de la TVA sur les produits horticoles - Situation de l'agriculture dans le département des Bouches-du-Rhône - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT.

– **Rappel au règlement** - (9 décembre 1993) (p. 5873) : organisation des travaux du Sénat ; débat au Parlement sur les négociations du GATT.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) (p. 5868, 5869) : régression des crédits budgétaires - Remise en cause de la planification - Effets négatifs des opérations de délocalisation - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5896 à 5898) : accroissement des suppressions d'emploi industriel - Délocalisation des activités industrielles - Conclusions de la mission sénatoriale d'information « fruits, légumes et fleurs » - Travail des enfants dans le monde - Chantier naval de La Ciotat - Entreprise Sud-Marine - Mines de Gardane - Charbonnages de France.

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (consommation et concurrence) - (p. 5934, 5935) : réduction du budget de l'Institut national de la consommation, INC, et des aides aux associations de consommateurs - Politique de protection des consommateurs et d'organisation de la concurrence - Stratégie de qualité - Publicité comparative ; retrait du projet de directive communautaire - Notion de service public et d'aménagement du territoire et politique communautaire de la concurrence - Au nom de la commission des affaires économiques, donne un avis favorable à l'adoption de ces crédits.

– **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 47 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6409, 6410) : adaptation de la législation française en matière de qualité des produits agricoles et agroalimentaires à deux règlements communautaires - Segmentation du marché alimentaire - Politique française et politique communautaire en matière de reconnaissance de la qualité des produits agricoles et alimentaires - Label, certificat de conformité et appellation d'origine contrôlée - (p. 6411) : notion de marque collective - Indication géographique protégée - Institut national des appellations d'origine, INAO - Crédits budgétaires - Concurrence déloyale - Le groupe communiste déterminera son vote final en fonction de la rédaction définitive du texte - Normes hygiénistes - (p. 6412) : produits carnés et abattoirs - Comité du Codex alimentarius - Négociations sur le GATT - **Art. 1^{er}** (labels et certification de conformité) - **Art. L. 115-22 du code de la consommation (définition des labels)** (p. 6413) : son amendement

n° 12 : caractère de marque collective des labels agricoles ; retiré - *Art. L. 115-23-1 (mention de l'indication géographique)* (p. 6414, 6415) : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 13 : appellation « montagne » ; et n° 14 : durée de la période transitoire supérieure à 10 ans ; rejetés - *Art. 5 (appellations et indications d'origine protégées ; attestations de spécificité)* - *Avant l'art. L. 115-26-1* (p. 6439) : sur l'amendement n° 8 de la commission (définition des appellations d'origine protégées, des indications géographiques protégées et des attestations de spécificité par référence à leur enregistrement au registre tenu par la Commission des communautés), son sous-amendement n° 15 ; rejeté - *Explication de vote sur l'ensemble* (p. 6441) : défense de la qualité gustative, diététique et nutritionnelle et sauvegarde des exploitations familiales - Le groupe communiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - *Art. 1^{er} (agence du médicament vétérinaire)* (p. 6451, 6452) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 44 de suppression, n° 45 : obligation pour les médicaments vétérinaires issus des pays de l'Union européenne ou acceptés par eux de satisfaire aux normes sanitaires en vigueur sur le territoire français ; n° 46 : suppression des dispositions permettant, en cas d'épizootie, d'autoriser l'utilisation pour une durée limitée de vaccins n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché ; n° 47 : caractère temporaire de l'autorisation d'importation d'un médicament vétérinaire ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché en France lorsque l'état sanitaire l'exige ; rejetés - (p. 6453) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 48 : suppression du plafond appliqué aux droits progressifs versés par les firmes pharmaceutiques à l'occasion de toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire ; et n° 49 : suppression des dispositions relatives à la définition de la personne qualifiée, pour préparer les auto-vaccins à usage vétérinaire, qui serait autorisée par l'autorité administrative ; rejetés - (p. 6454) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 50 : délégation de signature du directeur général du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires ; et n° 51 : responsabilité ministérielle en matière de médicaments vétérinaires ; rejetés - *Art. 2 (constatation des infractions)* (p. 6457) : son amendement de suppression n° 52, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - *Art. 4 (agrément sanitaire)* (p. 6457, 6458) : son amendement de suppression n° 53, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - *Art. 5 (contrôle sanitaire des produits exportés ou importés)* (p. 6459) : son amendement de suppression n° 54, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - *Art. 6 (échanges intracommunautaires ; importations ; exportations)* - *Art. 275-1 à 275-3 du code rural (dispositions générales)* (p. 6461, 6462) : son amendement n° 55, soutenu par M. Félix Leyzour : caractère exceptionnel et temporaire des agréments des exploitations, centres de regroupement ou établissements destinés à accueillir les animaux et produits d'origine étrangère ou destinés à l'exportation ; rejeté - *Art. 275-4 (des importations)* (p. 6462 à 6464) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 56 : contrôle sanitaire de tous les animaux vivants et produits d'origine extracommunautaire importés en France à leur arrivée sur le sol national ; et n° 57 : caractère systématique des contrôles mis en place ; rejetés - *Art. 275-5 à 275-8 (des échanges intracommunautaires)* (p. 6464, 6466) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 58 : caractère obligatoire des contrôles à destination ; n° 59 : renforcement des contrôles douaniers concernant les échanges intracommunautaires ; et n° 60 : obligation, pour les établissements ou les personnes qui participent aux échanges intracommunautaires, d'effectuer l'enregistrement préalable auprès des services vétérinaires départementaux et de tenir un registre sur lequel sont mentionnées l'origine et la destination d'animaux vivants et de leurs produits, ainsi que des denrées animales ou d'origine animale ; rejetés - *Art. 275-10 (dispositions diverses)* : son amendement n° 61, soutenu par M. Félix Leyzour ; sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse ; rejeté - *Art. 7 (contrôles relatifs à la protection des animaux)* (p. 6467) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 62 : impossibilité pour les agents et vétérinaires du ministère de l'agriculture d'effectuer des contrôles dans les postes d'inspection frontaliers hors de la présence d'agents et d'officiers de police judiciaire durant la nuit ; et

n° 63 : sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse ; rejetés - *Art. 10 (contrôle des produits bénéficiant d'aides du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA)* (p. 6469) : son amendement n° 64, soutenu par M. Félix Leyzour : regroupement des cas d'entrave à l'action des douanes et des sanctions des fraudes au FEOGA ; rejeté - *Art. 12 (consignation)* (p. 6470) : son amendement n° 65, soutenu par M. Félix Leyzour : sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse ; rejeté - *Art. 15 (présentation en douane de produits soumis à certaines restrictions de circulation)* (p. 6471) : son amendement n° 66, soutenu par M. Félix Leyzour : sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse ; rejeté - *Art. 17 (renvoi des produits dans leur pays d'origine)* : son amendement de suppression n° 67, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - *Art. 26 (majoration du nombre de délégués salariés)* (p. 6477) : son amendement n° 68, soutenu par M. Félix Leyzour : nouvelle rédaction ; rejeté - *Après l'art. 26* (p. 6478) : son amendement n° 69, soutenu par M. Félix Leyzour : mode de désignation des administrateurs des caisses départementales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole ; rejeté - *Art. 27 (représentation aux conseils d'administration)* (p. 6479) : sur l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis (maintien de la représentation des familles dans les circonscriptions des caisses de mutualité sociale agricole où il y a plusieurs départements), son sous-amendement n° 92, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - *Avant l'art. 30* (p. 6484) : son amendement n° 70, soutenu par M. Félix Leyzour : droit à déduction, pour le calcul des cotisations des agriculteurs imposés au forfait, des pertes de revenus dues à des calamités agricoles ; rejeté - (p. 6485) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 71 : ouverture d'un droit à déduction des pertes de revenus pour le calcul des cotisations sociales agricoles, en cas d'épizootie ; et n° 72 : relèvement des retraites agricoles afin qu'elles atteignent au moins 80 % du SMIC ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - *Art. 30 (incitation à ne pas acquitter les cotisations ; nullité d'ordre public)* (p. 6486) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 73 de suppression, et n° 74 : nouvelle rédaction ; rejetés.

MIQUEL (Gérard), sénateur du Lot (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation parlementaire pour la planification.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à instituer un nouveau calcul pour la taxe d'enlèvement des ordures ménagères [n° 37 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Impôts locaux**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 23 bis** (p. 4926) : son amendement n° I-187 : modification des bases de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; retiré.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 50 bis** (p. 6042) : son amendement n° II-51, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; retiré.

MIROUDOT (Michel), sénateur de la Haute-Saône (RI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 9 novembre 1993).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société de programme France Régions 3 (FR3).

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre suppléant du Conseil national de la cinématographie.

— Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Culture - [n° 102 (93-94)] tome 1 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Discussion générale (p. 2197, 2199) : principe d'autonomie des universités - Insuffisance des moyens matériels - Partenariat avec les entreprises et les collectivités locales - Loi Savary - Dérogations statutaires et maintien des responsabilités de l'Etat - Vote de cette proposition de loi par le groupe des RI.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2242) : vote de cette proposition de loi par le groupe des républicains et indépendants.

— Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)] - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2789) : mode de désignation du secrétaire administratif - Réforme constitutionnelle - Le groupe des Républicains et indépendants votera ce projet de loi organique.

— Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 92 (93-94)] - (19 novembre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 4489) : avis favorable des RI sur le texte de la CMP.

— Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5607, 5608) : création du ministère des anciens combattants - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Droit à réparation - Limitation des suffixes - Patriotes résistant à l'Occupation d'Alsace-Moselle - Occupation - Mode de calcul des pensions d'invalidité - Attribution de la carte d'ancien combattant - Pension versée aux ressortissants de pays anciennement sous autorité française - Fonds de solidarité pour les anciens combattants d'Afrique du Nord - Avis favorable du groupe des RI, dans sa grande majorité, sur ce projet de budget sous réserve de l'adoption des propositions de la commission saisie pour avis.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5669, 5670) : évolution des crédits - Aménagement culturel du territoire - Centre des archives du monde du travail - Musées - Rénovation des équipements du spectacle - Milieu rural - Enseignement artistique - Soutien accordé à la musique - Orchestres de province - Grands équipements parisiens - Bibliothèque nationale de France - Opéra de Paris - (p. 5671) : patrimoine monumental - Marché de l'art en France

- Loi du 31 décembre 1992 relative aux exportations d'oeuvres d'art - Harmonisation des taux de TVA - Accepte ce projet de budget.

— Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion - (14 décembre 1993) - Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales) (p. 6249) : accueil par les établissements d'enseignement privés sous contrat de tous les enfants sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance.

— Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 121 (93-94)] - (15 décembre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 6350) : vote de ce projet de loi organique par le groupe des RI.

— Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)] - (20 décembre 1993) - Discussion générale (p. 6684) : adaptation du secteur audiovisuel - Amélioration de la production française - Financement et coût de la télévision - (p. 6685) : prise en compte du financement des nouvelles technologies - Remboursement des exonérations de la redevance et lutte contre la fraude - Quota de diffusion de chansons françaises - Création d'une chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Rôle de l'éducation nationale - Projet de télévision éducative - (p. 6686) : avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera le projet de loi.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 198 (93-94)] - (20 décembre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 6759) : avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera ce texte.

— Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)] - Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 6784) : avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera ce texte.

MISSOFFE (Hélène), sénateur du Val-d'Oise (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 374 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 398 (92-93)] (30 juin 1993) - Etrangers.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Politique de la ville - [n° 105 (93-94)] tome 6 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

— Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) -

Discussion générale (p. 1281, 1283) : double nationalité - Idée de nation - Intégration.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2252) : bénéfice des prestations sociales réservé aux personnes de nationalité étrangère en situation régulière - Conditions d'admission à l'aide sociale des étrangers résidant sur le territoire français - Législation applicable aux prestations sociales - (p. 2253) : fraudes - Missions respectives des services de l'Etat et des organismes sociaux - Aide médicale - Charges pesant sur les départements et les établissements de santé - (p. 2254) : rapport évaluant le volume de ces transferts de charges.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - Rapporteur pour avis - **Art. 32 (dispositions modifiant le code de la sécurité sociale)** (p. 2452) : lutte contre l'immigration clandestine et dispositions différentes pour les étrangers en situation régulière et les étrangers en situation irrégulière - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° 100 de M. Claude Estier et n° 161 de M. Charles Lederman - **Paragraphe 1 - Art. L. 115-6 du code de la sécurité sociale** (p. 2453) : son amendement rédactionnel n° 3 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 186 du Gouvernement et s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Claude Estier (accès à la sécurité sociale des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen) - **Art. L. 115-7 du code précité** (p. 2454) : son amendement n° 4 : obligation faite aux régimes de sécurité sociale de base de vérifier la régularité de la situation de leurs assurés et de demander aux services compétents de l'Etat de procéder à la vérification des informations détenues par les caisses ; non retenu dans le vote unique - (p. 2455) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 162 de M. Charles Lederman ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 114 (suppression du contrôle de la régularité de la situation de l'étranger par les caisses de sécurité sociale), n° 113 (contrôle de la régularité de la situation de l'étranger lors du renouvellement de la carte de sécurité sociale) et n° 115 (suppression de la possibilité de transmettre les informations conservées sur support informatique) - **Paragraphe II - Art. L. 161-18-1 du code précité** (p. 2456) : son amendement n° 5 : exigence d'une condition de régularité du séjour des assurés de nationalité étrangère ainsi que de leurs ayants droit ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **A titre personnel**, s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 116 de M. Claude Estier et n° 163 de M. Charles Lederman - Accepte l'amendement n° 176 de M. Claude Huriet (alignement du dispositif de contrôle de la régularité de séjour en matière d'invalidité sur celui proposé pour l'attribution d'avantages de vieillesse) - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2458) : son amendement n° 6 : définition des termes « assuré » et « affilié » ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - S'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 117 de M. Claude Estier, et n° 164 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 118 de M. Claude Estier (extension aux étrangers des dispositions relatives au maintien des droits à la sécurité sociale pendant douze mois des personnes qui cessent d'être assurées et de leurs ayants droit) - **Art. L. 161-25-2 du code précité** (p. 2459) : ses amendements rédactionnels n° 7 et n° 8 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2471) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 119 de M. Claude Estier et accepte l'amendement de coordination n° 187 du Gouvernement - **Paragraphe IV à IX** (p. 2459, 2460) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 120 (suppression du paragraphe V) et n° 121 (suppression du paragraphe IX) - Attribution de la pension de reversion à la veuve étrangère d'un français en situation régulière - **Art. 34 (dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale)** (p. 2462) : ses amendements, n° 9 : conditions sous lesquelles les personnes de nationalité étrangère bénéficient de prestations d'aide sociale à l'enfance, de l'aide sociale et de l'aide médicale ; n° 10 et n° 11, rédactionnels, n° 12 de coordination ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2471) - S'oppose aux amendements n° 165 de suppression de M. Charles Lederman et n° 178 de M. Albert Vecten (financement des dépenses de santé des personnes séjournant irrégulièrement en France par l'Etat) - **Après l'art. 34** : son amendement n° 13 : dépôt d'un rapport présentant une évaluation des dépenses supplémentaires engagées par l'Etat, les départe-

ments, et les établissements de santé ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Avant l'art. 36 A** (p. 2463, 2464) : sur les amendements de M. Charles Lederman, s'oppose au n° 166 (dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin) et accepte le n° 167 (dépôt d'un rapport au Parlement faisant le bilan de la lutte contre le travail clandestin) modifié par les sous-amendements n° 189 et n° 190 du Gouvernement qu'elle accepte - **Art. 41 (dispositions diverses)** (p. 2468) : son amendement rédactionnel n° 15, soutenu par M. Paul Masson ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3717) : évolution de la productivité - Arrivée sur le marché du travail d'un nombre croissant de femmes - Baisse de la consommation des ménages et des investissements des entreprises - (p. 3718) : apport de flexibilité à l'emploi par le biais du projet de loi - Temps de travail - Chômage de longue durée - Relation entre l'entreprise et le licencié.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - **Avant l'art. 9** (p. 3890) : intérêt de l'idée contenue dans l'amendement n° 229 de M. Gérard Delfau (institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiant d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective) - **Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO)** (p. 3914) : son amendement n° 329, identique à l'amendement n° 306 de M. Jean-Paul Delevoye : utilisation des contrats emploi-solidarité pour combler les besoins des familles ; retiré.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4013) : aspect restrictif des amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Déroulement des expériences - **Art. 28 (développement du travail à temps partiel)** (p. 4045) : son amendement n° 330, soutenu par M. Jean Chérioux : bénéfice de l'allègement de charges pour l'employeur d'un salarié à temps partiel après un congé de maternité ou au cours d'un congé parental ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5493) : conventions - Rôle des collectivités territoriales - (p. 5494) : quartiers défavorisés - Versement des crédits du plan de relance - Attentes des élus et du monde associatif - Contrat de ville - (p. 5495) : fonctionnaires travaillant dans des quartiers difficiles - Politique d'intégration.

MOINARD (Louis), sénateur de la Vendée (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat (*JO* Lois et décrets du 9 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 90 (93-94)] portant diverses dis-

positions concernant l'agriculture [n° 148 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Agriculture.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 277) - Ministère : Entreprises - **Implantation de grandes surfaces et commerce de proximité - Grandes surfaces.**

(JO Lois et décrets du 17 décembre 1993) (p. 6436) - Ministère : Entreprises - **Problèmes du petit commerce - Commerce et artisanat.**

Questions orales sans débat :

n° 37 (JO Débats du 6 septembre 1993) (p. 1557) - Ministère : Intérieur - **Dépenses éligibles au FCTVA** - (Retirée : septembre 1993) - **Finances locales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Après l'art. 21** (p. 924) : soutient l'amendement n° 39 de M. Jacques Machet (prise en compte des déficits agricoles pour le montant réel dans le calcul de l'assiette sociale).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4011) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Mesures de réduction de la durée du travail dans les limites d'une solution expérimentale.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6443) : agence du médicament vétérinaire - (p. 6444) : contrôle des échanges intercommunautaires d'animaux et de denrées animales - Agrément sanitaire - Contrôle par l'administration des douanes des produits agricoles bénéficiant d'aides financées par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA - Mutualité sociale agricole : structures ; élections et cotisations - Demande au Sénat d'adopter ce projet de loi - **Art. 1^{er} (agence du médicament vétérinaire)** (p. 6453) : ses amendements, n° 1 : versement des droits d'autorisation de mise sur le marché au budget annexe de l'agence du médicament vétérinaire ; et n° 2 : agence du médicament vétérinaire ; adoptés - (p. 6454) : ses amendements, n° 3 : inclusion des inspecteurs de l'agence du médicament vétérinaire dans les personnes chargées du contrôle et de l'application des dispositions relatives à la pharmacie vétérinaire ; et n° 99 de coordination ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 44 de suppression, n° 45 (obligation pour les médicaments vétérinaires issus des pays de l'Union européenne ou acceptés par eux de satisfaire aux normes sanitaires en vigueur sur le territoire français), n° 46 (suppression des dispositions permettant, en cas d'épizootie, d'autoriser l'utilisation pour une durée limitée de vaccins n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché), n° 47 (caractère temporaire de l'autorisation d'importation d'un médicament vétérinaire ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché en France lorsque l'état sanitaire l'exige), n° 48 (suppression du plafond appliqué aux droits progressifs versés par les firmes pharmaceutiques à l'occasion de toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire), n° 49 (suppression des dispositions relatives à la définition de la personne qualifiée, pour préparer les auto-vaccins à usage vétérinaire, qui serait autorisée par l'autorité administrative), n° 50 (délégation de signature du directeur général du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires) et n° 51 (responsabilité ministérielle en matière de médicaments vétérinaires) - **Art. 2 (constatation des infractions)** (p. 6457) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Louis Minetti - **Art. 4 (agrément sanitaire)** (p. 6458) : ses amendements, n° 4 : correction d'une

erreur matérielle ; et n° 5 : contrôle assuré par les préposés sanitaires ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 53 de M. Louis Minetti, ainsi qu'à l'amendement n° 78 de M. Alain Vassel (référence aux produits d'alimentation animale) - **Art. 5 (contrôle sanitaire des produits exportés ou importés)** (p. 6459) : son amendement n° 6 ; dispositions prévues par un décret en Conseil d'Etat ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 54 de M. Louis Minetti - **Art. 6 (échanges intracommunautaires ; importations ; exportations)** - **Art. 275-1 à 275-3 du code rural (dispositions générales)** (p. 6461, 6462) : sur les amendements de M. Alain Vassel, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 79 de précision, et accepte les n° 80 et n° 81, de conséquence - Son amendement rédactionnel n° 7 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 55 de M. Louis Minetti (caractère exceptionnel et temporaire des agréments des exploitations, centres de regroupement ou établissements destinés à accueillir les animaux et produits d'origine étrangère ou destinés à l'exportation) - **Art. 275-4 (des importations)** (p. 6462 à 6464) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 56 (contrôle sanitaire de tous les animaux vivants et produits d'origine extracommunautaire importés en France à leur arrivée sur le sol national) et n° 57 (caractère systématique des contrôles mis en place) - Son amendement rédactionnel n° 8 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 82 de M. Alain Vassel (contrôle à la frontière de l'état sanitaire des moyens de transport) - Ses amendements n° 9, n° 10, n° 11, n° 13 et n° 14 : clarification de la rédaction proposée pour les personnes chargées du contrôle ; retirés - **Art. 275-5 à 275-8 (des échanges intracommunautaires)** (p. 6464, 6466) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 58 (caractère obligatoire des contrôles à destination), n° 59 (renforcement des contrôles douaniers concernant les échanges intracommunautaires) et n° 60 (obligation, pour les établissements ou les personnes qui participent aux échanges intracommunautaires, d'effectuer l'enregistrement préalable auprès des services vétérinaires départementaux et de tenir un registre sur lequel sont mentionnées l'origine et la destination d'animaux vivants et de leurs produits, ainsi que des denrées animales ou d'origine animale) - Sur les amendements de M. Alain Vassel, accepte le n° 85 de conséquence, et s'oppose au n° 87 (documents justifiant l'état sanitaire des animaux) - Son amendement rédactionnel n° 12 ; adopté - **Art. 275-9 et 275-10 (dispositions diverses)** : son amendement rédactionnel n° 15 ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 61 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 7 (contrôles relatifs à la protection des animaux)** (p. 6467) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 62 (impossibilité pour les agents et vétérinaires du ministère de l'agriculture d'effectuer des contrôles dans les postes d'inspection frontaliers hors de la présence d'agents et d'officiers de police judiciaire durant la nuit) et n° 63 (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 8 (sanctions)** (p. 6468) : son amendement n° 100 : modifications rendues nécessaires par le fait que le nouveau code pénal n'est pas entré en vigueur ; adopté - **Après l'art. 8** : son amendement n° 101 : modifications rendues nécessaires par le fait que le nouveau code pénal n'est pas entré en vigueur ; adopté - **Art. 10 (contrôle des produits bénéficiant d'aides du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA)** (p. 6469) : son amendement rédactionnel n° 102 ; adopté - **A titre personnel** : accepte les amendements du Gouvernement n° 93 (habilitation des agents des douanes à assurer les contrôles et à délivrer les agréments visés par le texte) et n° 94 (définition des catégories de marchandises soumises à l'obligation de présentation en douane) et s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Louis Minetti (regroupement des cas d'entrave à l'action des douanes et des sanctions des fraudes au FEOGA) - **Art. 11 (définition du territoire douanier)** (p. 6470) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - **Art. 12 (consignation)** : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 15 (présentation en douane de produits soumis à certaines restrictions de circulation)** (p. 6471) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 17 (renvoi des produits dans leur pays d'origine)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 67 de M. Louis Minetti - **Intitulé du titre IV** : accepte l'amendement de coordination n° 20 du Gouvernement - **Art. 18 (caisses de mutualité sociale agricole)** (p. 6472) : accepte les

amendements de la commission saisie pour avis n° 23, rédactionnel, et n° 24 (prise d'un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 19** (*structures et missions des caisses ; fusion*) - **Art. 1002-1 du code rural (structures des caisses de mutualité sociale agricole)** (p. 6473, 6474) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 25, de précision, n° 26 (indication que l'assurance veuvage des non-salariés relève de la section assurance vieillesse), n° 27, de précision, n° 28, rédactionnel, et n° 29, de coordination - **Art. 1002-3 (groupements d'intérêt économique ou associations de caisse de mutualité sociale agricole)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission saisie pour avis - **Art. 1002-4 (création d'une caisse centrale de la mutualité sociale agricole)** : accepte l'amendement de précision n° 31 de la commission saisie pour avis - **Art. 20 (unions)** (p. 6475) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de la commission saisie pour avis (simplification du recouvrement des cotisations par les caisses de la mutualité sociale agricole) - **Art. 21 (coordination)** (p. 6476) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis n° 33, rédactionnel, n° 34 et n° 35, de coordination, et n° 36 (rectification d'une erreur matérielle) - **Art. 24 (directeur et agent comptable)** (p. 6477) : son amendement rédactionnel n° 107 ; adopté - **Art. 25 (réunion de circonscriptions électorales pour les exploitants)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de la commission saisie pour avis - **Art. 26 (majoration du nombre de délégués salariés)** (p. 6478) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Louis Minetti (nouvelle rédaction) et accepte l'amendement n° 38 de la commission saisie pour avis (application du mécanisme d'addition d'un délégué à partir du seuil de deux cantons regroupés) - **Après l'art. 26** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 69 de M. Louis Minetti (mode de désignation des administrateurs des caisses départementales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole) et souhaite entendre le point de vue du rapporteur pour avis - **Art. 27 (représentation aux conseils d'administration)** (p. 6479) : accepte l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis (maintien de la représentation des familles dans les circonscriptions des caisses de mutualité sociale agricole où il y a plusieurs départements) et sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 92 de M. Louis Minetti - **Après l'art. 27** (p. 6480) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 42 de M. Robert Laucournet (nombre de candidats présentés par les organisations syndicales de salariés aux élections cantonales de la mutualité sociale agricole) - **Art. 29 (dépenses afférentes aux opérations électorales)** : accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 40 de précision et n° 41 de coordination - **Après l'art. 29** (p. 6482) : concertation avec les organisations syndicales et prise en compte des objections du Sénat - Accepte l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles) et, sur ce dernier, ses sous-amendements n° 103 et n° 104 ; retirés - **Intitulé du chapitre III** (p. 6484) : accepte l'amendement de coordination n° 21 du Gouvernement - **Avant l'art. 30** : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Louis Minetti (droit à déduction, pour le calcul des cotisations des agriculteurs imposés au forfait, des pertes de revenus dues à des calamités agricoles) - (p. 6485) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Louis Minetti (ouverture d'un droit à déduction des pertes de revenus pour le calcul des cotisations sociales agricoles, en cas d'épizootie) - **Art. 30 (incitation à ne pas acquitter les cotisations ; nullité d'ordre public)** (p. 6486) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 73 de suppression, et n° 74 (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 30** : accepte l'amendement n° 22 du Gouvernement (cumul d'une pension avec une autre activité d'hébergement en milieu rural) - (p. 6487) : accepte les amendements du Gouvernement, n° 95 (introduction d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre V - Dispositions diverses »), n° 96 (caractère insaisissable des primes de départ versées aux agriculteurs contraints d'arrêter leur activité) et, à titre personnel, le n° 97 (régularisation de la situation des cinq agents nommés à la suite du concours pour le recrutement de secrétaires administratifs à l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche annulé pour irrégularité par le Conseil d'Etat).

MONORY (René), sénateur de la Vienne (UC).

Président du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre ès qualités du Comité d'honneur pour la commémoration de la naissance du maréchal Jean de Lattre de Tassigny.

DÉPÔTS

Allocution de M. le Président du Sénat [n° 412 (92-93)] (7 juillet 1993) - **Allocution**.

Allocution de M. le Président du Sénat [n° 202 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Allocution**.

INTERVENTIONS

- **Ouverture de la 2^e session ordinaire de 1992-1993** (2 avril 1993) (p. 3).

- **Décès de Mme Nicole de Hauteclocque**, sénateur de Paris, de MM. Jean Lecanuet et Geoffroy de Montalembert, sénateurs de Seine-Maritime (2 avril 1993) (p. 3).

- **Vacance de siège dans le département de Paris à la suite du décès de Mme Nicole de Hauteclocque - Remplacement de M. Jean Lecanuet, décédé, par M. Roger Fossé et de M. Geoffroy de Montalembert, décédé, par M. André Martin**, en qualité de sénateurs de Seine-Maritime (2 avril 1993) (p. 3).

- **Allocution** (2 avril 1993) (p. 3, 4) : dialogue avec le Gouvernement - Sénateurs nommés membres du Gouvernement - Souhait d'une collaboration efficace entre le Sénat et le Gouvernement - Situation économique.

- **Prononce l'éloge funèbre de Mme Nicole de Hauteclocque**, sénateur de Paris (6 avril 1993) (p. 21, 22).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Jean Lecanuet**, sénateur de Seine-Maritime (27 avril 1993) (p. 101, 103).

- **Rend hommage à M. Pierre Bérégovoy**, au lendemain de ses obsèques (5 mai 1993) (p. 164).

- **Prononce l'éloge funèbre de M. Geoffroy de Montalembert**, sénateur de Seine-Maritime (11 mai 1993) (p. 215, 216).

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 313) : remerciements au Gouvernement.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs congolais** (17 juin 1993) (p. 1412).

- **Allocution** - (7 juillet 1993) (p. 2292) : bilan du travail parlementaire de la session de printemps - Affaires européennes - Débats sur l'aménagement du territoire, la dépendance des personnes âgées et l'industrie du textile - Commissions d'enquête et missions d'information - Remerciements divers - (p. 2293) : relations avec la presse - Organisation des séances de questions d'actualité - Budget du Sénat - Règlement du Sénat - Rôle de proposition du Sénat - (p. 2294) : télévision éducative - Crise sociale et économique - Devoir du Sénat d'anticiper le futur - Aménagement du territoire - Problèmes de l'emploi - (p. 2295, 2296) : domaine international.

- **Ouverture de la troisième session extraordinaire de 1992-1993** (29 septembre 1993) (p. 2639).

- **Décès de M. Marc Boeuf**, sénateur de la Gironde, survenu le 27 août 1993 (29 septembre 1993) (p. 2639).

- **Remplacement de M. Marc Boeuf, décédé le 27 août 1993, par Mme Joëlle Dusseau** en qualité de sénateur de la Gironde (29 septembre 1993) (p. 2639).

- **Ouverture de la première session ordinaire de 1993-1994** (2 octobre 1993) (p. 2733).

- **Allocution de bienvenue prononcée à l'occasion de la réception du Chancelier de la République fédérale d'Allemagne dans la salle des séances du Sénat** (13 octobre 1993) (supplément au *Journal officiel* du 20 octobre 1993).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Marc Boeuf**, sénateur de la Gironde (26 octobre 1993) (p. 3428, 3429).

– **Rappel au règlement**, de M. Charles Lederman - (2 novembre 1993) (p. 3655) : précise que la Conférence des présidents a fixé l'ordre du jour, avec l'accord du Gouvernement.

– **Rappel au règlement**, de M. Emmanuel Hamel - (16 novembre 1993) (p. 4251) : concomitance des réunions de commission et de la séance publique - Ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement.

– **Rappel au règlement**, de M. Charles Lederman - (16 novembre 1993) (p. 4252) : maîtrise de l'ordre du jour par le Gouvernement - Information relative à la date de la réunion du Congrès émanant du président de l'Assemblée nationale.

– **Rappel au règlement**, de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (16 novembre 1993) (p. 4253, 4254) : lettre du Président de l'Assemblée nationale parlant d'une éventuelle réunion du Congrès - Présidents de commission et auditions des ministres.

– **Rappel au règlement**, de M. Louis Minetti - (25 novembre 1993) (p. 4796) : proposition d'un nouveau calendrier de discussion des budgets par la commission des finances en accord avec le gouvernement.

– **Souhais de bienvenue à M. Charles Aznavour** (30 novembre 1993) (p. 5270).

– **Souhais de bienvenue à M. Spadolini, président du Sénat italien** (30 novembre 1993) (p. 5273, 5274).

– **Prononce l'éloge funèbre de M. Jean Simonin**, sénateur de l'Essonne (7 décembre 1993) (p. 5709, 5710).

– **Conférence des présidents** - (14 décembre 1993) (p. 6222) : intervient sur le communiqué fait à la presse par M. Claude Estier relatif à l'inscription, à midi, de la discussion d'un texte l'après-midi - Rappelle que le Sénat n'est pas maître de l'ordre du jour prioritaire et appelle la proposition de loi inscrite à l'ordre du jour.

– **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) (p. 6222, 6224) : rappelle à l'ordre un certain nombre de sénateurs, puis suspend la séance cinq minutes pour rétablir le calme - (p. 6225) : indique que le ministre de l'éducation nationale a demandé la parole et demande aux sénateurs de l'écouter avec toute la solennité requise - (p. 6230) : met aux voix la demande de suspension de séance formulée par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– **Prononce l'éloge funèbre de M. André Martin**, sénateur de Seine-Maritime (15 décembre 1994) (p. 6325, 6326).

– **Allocution** - (21 décembre 1993) (p. 6786, 6788) : remerciements aux parlementaires, aux fonctionnaires du Sénat et aux journalistes - Trop grand nombre de textes législatifs - Organisation des travaux du Sénat - Travaux des commissions - Texte de la loi de finances pour 1994 - Qualité du dialogue avec le Gouvernement - Evolution des finances locales - Meilleure pratique du bicaméralisme - Influence du Sénat - Travaux de réflexion organisés par le Sénat - Rôle du Sénat dans les relations internationales - Nécessité d'être à l'écoute des changements du monde - Possibilités de la France dans le domaine de la formation - Gestion de proximité - Mobilisation autour d'un grand projet.

MONTALEMBERT (Geoffroy de), sénateur de la Seine-Maritime (RPR).

Décédé le 2 mars 1993 (JO Lois et décrets du 4 mars 1993) - Eloge funèbre le 11 mai 1993.

NOMINATIONS

– Vice-président d'honneur de la commission des finances.

– Membre titulaire du comité de contrôle du Fonds forestier national.

MOREAU (Paul), sénateur de la Réunion (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

– Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM) (JO Lois et décrets du 23 avril 1993).

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 50 (JO Débats du 6 octobre 1993) (p. 1869) - Ministère : Départements et territoires d'outre-mer - *Indemnisation des dégâts causés par les pluies tropicales dans l'île de la Réunion* - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3202) - **Départements et territoires d'outre-mer.**

INTERVENTIONS

– **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction** [n° 431 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 3179) : son amendement n° 32 : accord donné conjointement par les ministres chargés de l'urbanisme et des départements d'outre-mer en l'absence d'un schéma régional approuvé ; adopté.

MOREIGNE (Michel), sénateur de la Creuse (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre** - IV - Plan - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 39 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - **Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 373, 374) : zones rurales fragiles - Massif Central - Réseau routier et autoroutier.

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X** [n° 231 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (26 mai 1993) - **Art. 6 (intitulé du titre VIII de la Constitution)** (p. 445) : demande l'examen en priorité de l'amendement n° 37 qui tend à introduire un titre VIII bis : « De l'indépendance des magistrats de l'ordre judiciaire ».

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 2 (allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce)** (p. 819) : soutient l'amendement n° 159 de M. Claude Estier (compensation de la perte de recettes des départements « pauvres ») - **Avant l'art. 18 A** (p. 911) : son amendement n° 181, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : renforcement du rôle décisif des syndicats départementaux d'électrification rurale ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - **Après l'art. 21** (p. 923) : son amendement n° 186, identique à l'amendement n° 39 de M. Jacques Machet (prise en compte des déficits agricoles pour le montant réel dans le calcul de l'assiette sociale) ; non retenu dans le vote unique.

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2694, 2695) : loi du 30 décembre 1982 - Programme d'investissements dans

la région du Limousin - Structure ferroviaire - Problème des transports scolaires - Plan de réorganisation territoriale de la SNCF - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale [n° 461 (92-93)]** - (19 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3227) : historique de l'Imprimerie nationale - Directives européennes relatives aux marchés publics de fournitures et remise en cause des monopoles - (p. 3228) : modernisation de l'Imprimerie nationale et compétitivité - Missions de service public de l'Imprimerie nationale - Nécessité d'une concertation avec les personnels - **Art. 1^{er}** (*transfert des droits, biens et obligations de l'Imprimerie nationale à une société nationale*) (p. 3236) : son amendement n° 5 : détention de la totalité du capital par l'Etat ; rejeté - **Art. 2** (*maintien des missions de souveraineté*) (p. 3238) : ses amendements, n° 7 : privilège d'impression des documents administratifs et d'Etat nécessitant le secret jusqu'à leur publication ; et n° 6 : privilège d'impression des documents administratifs de l'Etat ; devenus sans objet - **Art. 3** (*dispositions relatives aux fonctionnaires techniques*) (p. 3240) : se déclare favorable aux amendements identiques n° 2 de la commission et n° 18 de M. Robert Vizet (maintien des fonctionnaires de la direction de l'Imprimerie nationale dans le cadre du ministère du budget) - Ses amendements n° 8 : « affectation » des fonctionnaires techniques à l'Imprimerie nationale ; et n° 9 : placement de ces fonctionnaires dans un corps d'extinction ; retirés - **Art. 4** (*dispositions relatives aux ouvriers d'Etat*) (p. 3243, 3244) : ses amendements n° 10 : suppression de la possibilité donnée aux ouvriers d'Etat d'opter pour un simple contrat de travail de droit commun ; et n° 11 : prévision d'un délai pour exercer cette option ; rejetés - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3245) : absence de concertation - Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3557, 3558) : dotation touristique : situation des syndicats intercommunaux à vocation multiple ou unique, SIVOM ou SIVU, gérant des établissements touristiques - Dotation globale de fonctionnement, DGF, des départements - Dotation de solidarité urbaine - Insuffisance de la péréquation.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 ter** (*assouplissement du régime de réduction d'impôt pour grosses réparations en faveur des victimes de catastrophes naturelles*) (p. 4705) : son amendement n° I-141 : institution d'un crédit d'impôt spécifique pour les travaux effectués en réparation des dégâts causés par les catastrophes naturelles ; rejeté.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 bis** (p. 4845) : se déclare favorable à l'amendement du Gouvernement, n° I-311 (exonération de tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt foncier non bâti), n° I-312 (revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié) et n° I-313 (exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole) - **Avant l'art. 19 (par priorité)** (p. 4885) : intervient sur l'amendement n° I-315 du Gouvernement (affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois) - Financement du Fonds forestier national - **Après l'art. 17** (p. 4886) : son amendement n° I-168 : augmentation de 1,5 centimes de la redevance du Fonds national de développement des adductions d'eau à compter du 1^{er} janvier 1994 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-70 de M. Roland du Luart.

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5175, 5176) : réforme des cotisations sociales agricoles - Relèvement des retraites les plus faibles des chefs d'exploitation - Retraite des agricultrices - Prise en compte des déficits dans le calcul des cotisations sociales - Cotisations au titre des prestations familiales - (p. 5177) : dépenses à la charge du BAPSA malgré la création du Fonds

de solidarité vieillesse - Insuffisance des prestations d'action sociale - Statut des pluriactifs.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5864) : travaux du XI^e Plan - Négociation et exécution des contrats de plan Etat-région - (p. 5865) : réduction des crédits - Organismes liés au Commissariat général du Plan - Modification du Centre d'étude des revenus et des coûts, CERC - Accepte les crédits de ce projet de budget.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture [n° 142 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 25** (*future évolution de la DGF des départements en 1994*) (p. 6381) : se déclare favorable à l'amendement n° 11 de la commission (part des départements les plus défavorisés).

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 47 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6441) : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6447) : organisation des travaux du Sénat et modification de l'ordre du jour - (p. 6448) : diffusion tardive du rapport pour avis - Caractère hétérogène de ces dispositions - Déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles - Négociations du GATT - Mutualité sociale agricole - Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi - **Art. 6** (*échanges intracommunautaires ; importations ; exportations*) - **Art. 275-4 du code rural (des importations)** (p. 6463) : votera l'amendement n° 57 de M. Louis Minetti (caractère systématique des contrôles mis en place) - Epidémie de trichinose - **Après l'art. 27** (p. 6480) : soutient l'amendement n° 42 de M. Robert Laucournet (nombre de candidats présentés par les organisations syndicales de salariés aux élections cantonales de la mutualité sociale agricole) - **Après l'art. 29** (p. 6483) : votera l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6487) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 - Deuxième lecture [n° 124 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6493) : transposition d'une directive européenne - (p. 6494) : mise en oeuvre des principes ainsi définis - Le groupe socialiste s'abstiendra.

MOREL (Albert), rapporteur du Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - Rapporteur du Conseil économique et social - **Discussion générale** (p. 3659) : procédure de motion préjudicielle - Avis du Conseil économique et social - (p. 3660) : délais d'application - Avis d'orientation du Conseil - Tendances de l'évolution du chômage - Constat de l'évolution de la structure du chômage - Exonération des charges à l'embauche - Chèque service - Fonds partenarial - Allègement des cotisations familiales - Organisation du travail - Formation et insertion professionnelle - (p. 3661) : apprentissage - Guichet unique d'accueil - Départements et territoires d'outre-mer.

MOSSION (Jacques), sénateur de la Somme (UC).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; de nouveau président (*JO Lois et décrets* des 29 avril 1993 et 14 octobre 1993).

DÉPÔTS

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur les problèmes posés par les déchets ménagers, établi par M. Michel Pelchat, député, au nom de cet Office [n° 200 (92-93)] (18 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Environnement**.

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur la télévision à haute définition numérique, établi par MM. Raymond Forni et Michel Pelchat, députés, au nom de cet Office [n° 201 (92-93)] (18 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Communication audiovisuelle**.

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'impact écologique de la liaison Rhin-Rhône, établi par MM. Raymond Forni, député, et Pierre Vallon, sénateur, au nom de cet Office [n° 203 (92-93)] (22 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Environnement**.

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologique, sur les problèmes posés par le traitement des déchets hospitaliers, établi par M. Michel Destot, député, au nom de cet Office [n° 221 (92-93)] (17 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à créer un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire [n° 224 (92-93)] (24 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, déposé en sa qualité de président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, sur l'intérêt du véhicule électrique au regard de la protection de l'environnement, établi par M. Pierre Laffitte, au nom de cet Office [n° 70 (93-94)] (2 novembre 1993) - **Environnement**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 29 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur spécial (administration territoriale, collectivités locales et décentralisation) - Son intervention présentée par M. Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances (p. 5378 à 5380).

MOULY (Georges), sénateur de la Corrèze (RDE).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Vice-président de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 137) - Ministère : Intérieur - **Contrats de plan - Contrats de plan**.

(*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4383) - Ministère : Aménagement du territoire - **Contrat de plan Etat - région Limousin - Contrats de plan**.

Questions orales avec débat :

n° 23 (*JO Débats* du 12 mai 1993) (p. 218) - Ministère : Affaires sociales - **Problèmes posés par la dépendance des personnes âgées** - (Réponse : *JO Débats* du 12 mai 1993) (p. 238) - **Personnes âgées**.

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 236) : présente sa question.

– **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 336) : zones rurales - Maintien des services publics - (p. 337) : logement social en milieu rural - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural, FIDAR - Dimension européenne de l'aménagement du territoire - Désenclavement du Limousin - Fonds d'aide européen.

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1562) : « Livre blanc sur les retraites » - Indexation des pensions sur les prix - Impératif de maintien du pouvoir d'achat des titulaires de pensions de retraite - Politique en faveur des personnes âgées - Votera le texte modifié par les amendements proposés par la commission des affaires sociales.

– **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1720, 1721) : question écrite au Gouvernement - Déplacement des retraités - Votera le texte de la proposition de loi.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Art. 6 (la dotation forfaitaire)** (p. 3591, 3592) : son amendement n° 63 : transfert à la dotation d'aménagement de la dotation touristique incluse dans la dotation forfaitaire ; retiré.

– **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3691) : situation de l'emploi - (p. 3692) : initiatives concertées - Charges sociales - Embauche de salariés supplémentaires - Aide aux PME - Revalorisation du travail - Transmission d'entreprises - Classes préparatoires à l'apprentissage - (p. 3693) : stages de formation - Réglementation applicable aux contrats emploi-solidarité - « Chèque-service ».

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) (p. 5316, 5318) : progression des crédits - Réorganisation du service public de l'emploi - Accueil et écoute des demandeurs d'emploi - Missions locales - Contrats emploi-solidarité, CES - Diminution des crédits affectés au conseiller du salarié - Mesures en faveur des entreprises - Chômeurs créateurs

d'entreprises - Réforme de la formation professionnelle - Classes d'initiation préprofessionnelle en alternance - Fonds régional d'aide aux initiatives locales pour l'emploi, FRILE - Lutte contre le chômage - Avis favorable de la majorité du groupe du RDE sur ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5346) : débat national - Services publics - Habitat en milieu rural - Délocalisation - Contrats de plan - (p. 5347) : zones rurales fragiles - Données

budgétaires - La quasi-unanimité du groupe du RPR approuve ce projet de budget.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) (p. 5422, 5423) : région du Limousin - Animation économique - Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC - (p. 5424) : opération « Mille villages de France » - Aménagement du territoire - Au nom du RDE, dans sa quasi-majorité, se déclare favorable à ce projet de budget.

N

NACHBAR (Philippe), sénateur de la Meurthe-et-Moselle (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 19 novembre 1993) (p. 4386) - Ministère : Affaires sociales - *Avenir du régime de retraite des mineurs - Mine (travailleurs de la)*.

NEUWIRTH (Lucien), sénateur de la Loire (RPR).

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois, en démissionne ; puis membre de la commission des affaires sociales (*JO Lois et décrets* du 1^{er} octobre 1993), en démissionne ; puis membre de la commission des lois (*JO Lois et décrets* du 24 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la contribution de la France à la lutte contre la faim et pour le développement des régions très défavorisées [n° 387 (92-93)] (23 juin 1993) - **Coopération**.

INTERVENTIONS¹

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2136, 2137) : nécessité d'un changement de mentalité - Emploi des jeunes - Réhabilitation de la notion de métier - Importance de la cellule familiale - Salaire maternel - Politique familiale - Avec le groupe du RPR, soutient le Gouvernement.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (18 novembre 1993) - **Avant le titre I^{er}** (p. 4371, 4372) : se déclare opposé à l'amendement n° 26 de M. Michel Charasse (sanctions à l'encontre de publication ou de diffusion d'informations relatives à une enquête ou une instruction) - Secret de l'instruction.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 52 (réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés)** (p. 6067) : avis défavorable du groupe du RPR sur les amendements identiques de suppression, n° II-56 de M. Jean-Pierre Masseret, n° II-60 de M. Alain Lambert, n° II-64 de M. Paul Girod, et n° II-73 de Mme Paulette Fost.



ORNANO (Charles), sénateur de la Corse du Sud (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

ORNANO (Paul d'), sénateur des Français établis hors de France (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale ; en démissionne le 18 juin 1993 (JO Lois et décrets du 19 juin 1993).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger ; de nouveau membre titulaire (JO Lois et décrets du 27 novembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte chargée de donner un avis sur l'affectation et l'attribution des crédits du fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice (JO Lois et décrets du 25 novembre 1992).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 196 (92-93)] autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe) [n° 264 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Traités et conventions.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée au Cambodge et au Vietnam du 26 février au 9 mars 1993 [n° 268 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Asie du Sud-Est.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Coopération** - [n° 104 (93-94)] tome 3 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2823) - Ministère : Affaires étrangères - **Evolution de la situation en Somalie** - **Organisation des Nations Unies (ONU).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe) [n° 196 (92-93)]** - (5 mai 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 166) : son intervention présentée par M. Serge Vinçon.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 juin 1993) - **Art. 31 bis (spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité)** (p. 1433, 1434) : se déclare favorable à l'amendement n° 95 de M. Claude Estier (compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France) - **Art. 33 bis (spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité)** (p. 1435) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 96 de M. Claude Estier.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Coopération - (7 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5704) : situation en Afrique noire - Politique des flux migratoires - Examen des crédits budgétaires - (p. 5705) : crédits destinés à l'appui aux initiatives privées décentralisées - Fonds d'aide et de coopération, FAC - Coopération militaire - Assistance technique - Bourses d'études - Subordination de l'aide française à la conclusion d'accords d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international - Avis favorable à l'adoption des crédits du ministère de la coopération.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5761) : répartition des crédits - Mesures en faveur des Français de l'étranger - Agence pour l'enseignement français à l'étranger - (p. 5762) : recrutement des enseignants - Autorisations de programme et crédits de paiement - Frais d'écologie - Allocation forfaitaire exceptionnelle versée aux recrutés locaux dans les écoles et instituts français - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de budget - Politique à l'égard des pays de l'ancienne Indochine française.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Art. 46 (indemnisation des Français sinistrés d'Irak et du Koweït)** (p. 6593) : son amendement n° 1, soutenu par M. Emmanuel Hamel : création d'un nouveau système d'indemnisation français, s'ajoutant à celui de l'ONU ; rejeté.

OSTERMANN (Joseph), sénateur du Bas-Rhin (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 445 (92-93)] portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port [n° 32 (93-94)] (14 octobre 1993) - **Etablissements publics.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1422) - Ministère : Affaires sociales - **Régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle** - **Sécurité sociale (organismes).**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 372, 373) : zones rurales - Emploi

en zones frontalières - Alsace - Participation des collectivités territoriales de l'Est de la France à la réalisation du TGV Est européen - Péréquation financière entre collectivités.

- **Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port [n° 445 (92-93)]** - (22 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 444) (p. 3402).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl [n° 444 (92-93)]** - (22 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 445) (p. 3402).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3730) : avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi - Simplifications administratives dans le domaine du travail - Influence de la fiscalisation progressive des prestations familiales sur le marché du travail - Réalisme du chèque-service - (p. 3731) : recours aux contrats d'insertion en alternance - Classes de préapprentissage - Nécessaire adaptation de l'éducation nationale - Temps de travail - Importance de l'artisanat.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 39** (p. 6200) : soutient l'amendement n° 96 de M. Alain Vasselle (bilan de la mise en place du dossier de suivi médical).

OTHILY (Georges), sénateur de la Guyane (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

- Secrétaire de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 17 bis (défiscalisation des investissements outre-mer)** (p. 908) : son amendement n° 187 : encouragement à l'investissement immobilier au moyen de la défiscalisation des parts de sociétés civiles de promotion immobilière du revenu des personnes physiques ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927).

LOUDIN (Jacques), sénateur de la Vendée (RPR).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre suppléant du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire du comité des finances locales.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la situation des finances publiques et des comptes sociaux en 1992 et 1993 [n° 252 (92-93)] (8 avril 1993) - **Finances publiques**.

Proposition de résolution, déposée avec plusieurs de ses collègues, en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil sur la participation de la Communauté au Fonds européen d'investissement (n° E-53) [n° 287 (92-93)] (29 avril 1993) - **Communautés européennes**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à compléter l'article 88-4 de la Constitution afin de permettre un contrôle de la constitutionnalité des propositions d'actes communautaires [n° 328 (92-93)] (2 juin 1993) - **Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 287 (92-93)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par MM. Jacques Oudin, Emmanuel Hamel, Roland du Luart et Louis Perrein sur la proposition de décision du Conseil de participation de la Communauté au Fonds européen d'investissement (n° E-53) [n° 330 (92-93)] (2 juin 1993) - **Communautés européennes**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur l'Europe et les services publics [n° 6 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Communautés européennes**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur les conditions d'utilisation des fonds communautaires [n° 97 (93-94)] (18 novembre 1993) - **Communautés européennes**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires sociales, santé et ville - I** - Affaires sociales et santé [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 2 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Avant l'art. 3** (p. 821) : son amendement n° 42, soutenu par M. Philippe Marini : crédit d'impôt recherche ; retiré - **Art. 15 (imputation des déficits financiers sur le revenu global)** (p. 889) : son amendement n° 192 : élargissement du champ d'application du dispositif ; adopté - (p. 890, 891) : ses amendements n° 193, n° 194 et n° 195 : élargissement du champ d'application de l'article ; adoptés - **Après l'art. 19** (p. 916) : soutient l'amendement n° 25 de M. Alain Lambert (suppression de certaines distorsions engendrées par le dispositif actuel des plans d'achat d'actions) - Acquisition par les cadres supérieurs des actions de leur entreprise.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion générale ?

(22 novembre 1993) (p. 4653) : concertation entre le Gouvernement et le Parlement - (p. 4654) : relations entre l'Etat et les

collectivités locales - Financement des équipements collectifs - Réseau autoroutier - Politique de l'eau et Fonds national pour le développement des adductions d'eau - Situation financière des régimes sociaux - (p. 4655) : participation au budget européen et gestion des fonds communautaires - Accorde toute sa confiance au Gouvernement.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4770) : son amendement n° I-189 : aménagement des dégrèvements d'impôt pour les sociétés nouvelles et en particulier les sociétés innovantes ; retiré - (p. 4772) : soutient l'amendement n° I-91 de M. Philippe Marini (retour au dispositif antérieur sur le délai de restitution du crédit d'impôt recherche) - (p. 4774) : coût budgétaire - Incitation fiscale à la recherche.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4859) : son amendement n° I-208, soutenu par M. Emmanuel Hamel : octroi du bénéfice du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux, aux jeunes agriculteurs qui bénéficient de prêts à moyen terme spéciaux d'installation ; adopté.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5219) : pêche - (p. 5220) : importations communautaires et prix : détournement de la politique communautaire par des Etats membres de la CEE - Propositions pour la filière pêche - Croit en l'avenir de la pêche fraîche métropolitaine.

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5288) : politique du littoral - Exemple de la Baie de Bourgneuf - (p. 4289) : situation des collectivités territoriales - Problèmes financiers posés

par la protection du littoral - Mise en souterrain des lignes électriques aériennes - Politique de l'eau - Rapports entre l'Etat et les collectivités locales - (p. 5290) : pollution par les autobus de la RATP - Mobilisation du corps social - Exemple de la Vendée - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5363) : réseau de voies fluviales - Exemple de l'Allemagne - (p. 5364) : liaison Rhin-Rhône - Etablissement Voies navigables de France - Compagnie nationale du Rhône et EDF - Liaison Seine-Nord - Contractualisation du partenariat avec les collectivités locales - Votera ce projet de budget.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5521) : transferts de crédits - Rôle de l'Etat dans le domaine sanitaire - Priorités du Gouvernement - Revenu minimum d'insertion, RMI - (p. 5522) : allocation aux adultes handicapés, AAH - Rapport de la Cour des comptes - Situation financière des régimes de sécurité sociale - (p. 5523) : rôle du Parlement et des partenaires sociaux - Convention médicale - Gestion hospitalière - Evolution de la fécondité - (p. 5524) : votera le projet de budget des affaires sociales et de la santé pour 1994 - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5563) : s'oppose à l'amendement n° II-23 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réduction des crédits du titre IV).

Education nationale - (6 décembre 1993) - **Examen des crédits - Après l'art. 57** (p. 5661) : son amendement n° II-25, soutenu par M. Jean-Paul Hammann : maintien de l'effectif des maîtres de l'enseignement privé sous contrat, rémunérés dans une échelle de hors classe, au niveau de celui des maîtres de l'enseignement public ; retiré.

P

PAGÈS (Robert), sénateur de Seine-Maritime (C).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois.

– Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil (1^{er} décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, sur la retraite des stagiaires de la formation professionnelle qui sont anciens combattants d'Afrique du Nord [n° 209 (92-93)] (3 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative à la modification de la loi du 27 juillet 1917 pour les orphelins de guerre et les pupilles de la Nation [n° 210 (92-93)] (3 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à accorder le bénéfice de la campagne double aux fonctionnaires et assimilés anciens combattants en Afrique du Nord [n° 425 (92-93)] (15 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à prendre en compte la durée du séjour en Afrique du Nord de 1952 à 1962 des anciens combattants pour une retraite anticipée [n° 426 (92-93)] (15 juillet 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer réellement toute forclusion de droit ou de fait s'opposant à la reconnaissance de la qualité de combattant volontaire de la Résistance [n° 208 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

INTERVENTIONS

– **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de loi n° 332 (90-91)**, déposée par M. Jean Chérioux et plusieurs de ses collègues, tendant à créer une faculté nouvelle de participation des salariés au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société anonyme [n° 285 (92-93)] - (6 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 199) : intéressement aux résultats - Salaires - Abstention du groupe communiste sur cette proposition de loi.

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)] - Suite de la discussion** - (26 mai 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 433) : soutient la motion n° 29 de Mme Hélène Luc, tendant au renvoi à la commission - Rôle du Conseil constitutionnel - (p. 434) : création d'une commission constitutionnelle - Conseil supérieur de la magistrature - Présidence - Composition - Haute Cour de justice - Saisine - **Avant la section I et l'art. 1^{er}** (p. 436) : se déclare favorable à l'amendement n° 33 de M. Claude Estier (remplacement dans l'article 38 de la Constitution relatif aux ordonnances des mots « déposé devant » par ceux de « adopté par ») - (p. 437) : soutient l'amendement n° 18 de M. Charles Lederman (substitution au Conseil constitutionnel d'une commission constitutionnelle chargée du contrôle de constitutionnalité des lois) - **Art. 3 (institution d'une procédure d'exception d'inconstitutionnalité)** (p. 441) : soutient l'amendement de suppression n° 19 de M. Charles Lederman - **Art. 4 (effet des déclarations d'inconstitutionnalité formulées par le Conseil constitutionnel)** (p. 443) : soutient l'amendement de suppression n° 20 de M. Charles Lederman - **Art. 7 (fondement des décisions de justice, indépendance de la magistrature)** (p. 447) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 22 (administration de la justice) et n° 23 (indépendance de la magistrature) - **Art. 9 (Haute Cour de justice)** (p. 463) : soutient l'amendement n° 28 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale des membres du Gouvernement ; compétence des juridictions de droit commun).

– **Rappel au règlement** - (27 mai 1993) (p. 482) : souhaite l'interruption des travaux du Sénat pour pouvoir assister à la commémoration de la fondation du Conseil national de la Résistance.

– **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX, X [n° 231 (92-93)] - Suite de la discussion** - (27 mai 1993) - **Art. 11 (responsabilité pénale des membres du Gouvernement)** (p. 492) : se déclare opposé à l'amendement n° 13 de la commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 500, 501) : réforme du Conseil supérieur de la magistrature - Haute Cour de justice - Complexité de la procédure - Compétence des juridictions de droit commun - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi constitutionnelle.

– **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la **proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché**, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - **Art. 2 (modalités de la garde à vue)** (p. 611) : soutient l'amendement n° 1 de M. Charles Lederman (précisions relatives au délai) - (p. 612) : soutient l'amendement n° 2 de M. Charles Lederman (mesures de garantie pour accompagner la garde à vue) - (p. 614) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 3 (mention de leurs droits faite aux personnes gardées à vue), n° 4 (notion de famille) et n° 5 (choix du médecin par la personne gardée à vue) - (p. 617) : se déclare opposé à l'article 2 - **Art. 3 (entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue)** (p. 619) : soutient l'amendement n° 6 de

M. Charles Lederman (intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue) - (p. 621) : soutient l'amendement n° 7 de M. Charles Lederman (suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe III relatif à l'autorisation d'entretien) - (p. 623) : soutient l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (instructions écrites et motivées par le procureur de la République) - Se déclare favorable à l'amendement n° 26 du Gouvernement (suppression du paragraphe III de l'article 3 relatif à la limitation du droit à l'entretien avec un avocat).

Suite de la discussion - (2 juin 1993) - **Art. 4 (modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire)** (p. 636) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 9 (information du juge d'instruction par l'officier de police judiciaire sans délai), n° 10 (retour aux dispositions de la loi du 4 janvier 1993) et n° 11 (suppression de la prolongation de la garde à vue) - **Après l'art. 5** (p. 639) : demande un vote par division sur l'amendement n° 28 du Gouvernement (règles relatives aux perquisitions) - **Art. 6 (mise en examen)** (p. 641) : soutient l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman - **Art. 7 (coordination)** (p. 643) : soutient l'amendement de suppression n° 13 de M. Charles Lederman - **Art. 9 (interdiction d'entendre comme témoin les personnes à l'encontre desquelles se révèlent des indices graves et concordants de culpabilité)** (p. 645) : soutient l'amendement n° 14 de M. Charles Lederman (rétablissement de l'article 105 du code de procédure pénale et suppression des termes « dans le dessein de faire échec aux droits de la défense ») - **Art. 10 (communication du dossier)** (p. 646) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 15 (suppression de la possibilité de convoquer les avocats au moyen d'une télécopie avec récépissé) et n° 16 (suppression du paragraphe II de l'article 10 prévoyant que la procédure est mise à la disposition des avocats à tout moment pendant les jours ouvrables).

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)]** - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 978, 979) : entreprises touchées par la privatisation - Sort du patrimoine français - Destination de l'argent des privatisations - Danger des privatisations - Entreprises publiques - Salariés des sociétés privatisées - (p. 980) : risque d'accentuation du « dumping social » et des délocalisations de productions - Exemple de la Grande-Bretagne - Accord entre la CEE et le Japon - Désaccord total du groupe communiste avec les dispositions de ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (11 juin 1993) (p. 1022, 1023) : modification de l'ordre du jour prioritaire - Projets de loi sur les privatisations et la Banque de France - Préambule de la Constitution de 1946 - Constitution de 1958 - « Bloc de constitutionnalité ».

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1030) : soutient l'amendement n° 50 de Mme Hélène Luc (nouvelle rédaction de l'article premier qui précise que, selon le 9^{ème} alinéa de la Constitution du 27 octobre 1946, le Gouvernement déposera dans un délai d'un an, à compter de la promulgation de la présente loi, un projet de loi fixant le principe et les modalités de la nationalisation d'entreprises ayant le caractère d'un service public national ou d'un monopole de fait) - (p. 1032) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Hélène Luc (suppression des deux premiers alinéas du paragraphe I de l'article 1^{er}) - (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 65, n° 70, n° 73 et n° 83 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe) - (p. 1094, 1095) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Hélène Luc (interdiction pour les sociétés ou entreprises privatisées de procéder à des délocalisations de productions et d'unités de recherche à l'étranger) - (p. 1107) : responsabilité du secteur privé dans le déclin de l'économie française - Chômage - Rôle des entreprises nationalisées - Investissements à l'étranger.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)]** - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1277) : commission présidée par M. Marceau Long - Immigration - Intégration - Adoption de la proposition de loi d'initiative sénatoriale le 20 juin 1990 - (p. 1278) ; immigration - Chômage - Français de l'étranger - Acquisition de la nationalité française par le mariage - (p. 1279) : Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers

- Enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - (p. 1280) : exclusion - vote du groupe communiste contre cette proposition de loi - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1311) : soutient l'amendement de suppression n° 43 de M. Charles Lederman - **Art. 8 (opposition à l'acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1316, 1317) : soutient l'amendement de suppression n° 44 de M. Charles Lederman - (p. 1320) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 11 de la commission (réduction du délai) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** : parole sur l'article.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (suite)** (p. 1336, 1337) : soutient l'amendement de suppression n° 45 de M. Charles Lederman - (p. 1353) : abstention du groupe communiste sur l'amendement n° 40 de M. Henri Goetschy (information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1359) : demande l'adoption de l'amendement de suppression n° 46 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 27 (acceptation implicite de la déclaration et recours contre une déclaration enregistrée)** (p. 1410) : vote par les sénateurs communistes de l'amendement n° 91 de M. Claude Estier (suppression de la disposition considérant comme une présomption de fraude la cessation de la communauté de vie entre les époux dans les douze mois suivant l'enregistrement de la déclaration prévue à l'article 37-1).

- **Question orale avec débat : transfusion sanguine** - (21 juin 1993) (p. 1519) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Etienne Dailly.

- **Question orale avec débat : dépistage du sida** - (21 juin 1993) (p. 1523, 1524) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Ernest Cartigny.

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1ère partie : législative) [n° 355 (92-93)]** - (21 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1529, 1530) : attribution du statut de pupille de la nation - Extension du statut - Refus d'une limite d'âge pour l'attribution de la qualité de pupille de la nation - Avec le groupe communiste, se déclare favorable à l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat)** (p. 1533) : son amendement n° 9 : extension du champ d'application du projet de loi ; retiré - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1537) : avec le groupe communiste, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1789, 1790) : libertés individuelles et publiques - Inutilité du texte - Problèmes posés par l'application du texte - Population immigrée - Enfants - Analogie entre la présentation à un officier de police judiciaire et le placement en garde en vue - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi - **Art. 1^{er} (nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen)** (p. 1808) : soutient l'amendement de suppression n° 105 de M. Charles Lederman - (p. 1809, 1810) : soutient l'amendement n° 106 de M. Charles Lederman, identique à l'amendement n° 5 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression du premier alinéa du texte proposé par l'article 1^{er} et autorisant les contrôles d'identité dans des lieux déterminés par avance) - Danger du maintien du premier alinéa de l'article 1^{er} - Mise sous contrôle permanent de la population - (p. 1811) : soutient l'amendement n° 107 de M. Charles Lederman (possibilité de contrôle d'identité uniquement pour une personne majeure de plus de 18 ans) - Présence des mineurs dans les commissariats - (p. 1818) : soutient l'amendement n° 108 de M. Charles Lederman (contrôle d'identité possible uniquement dans des lieux publics) - Lieux publics - Atteinte à la liberté d'aller et venir - Absence de disposition visant la prévention et la dissuasion.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coor-**

dination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)] - (29 juin 1993) - Discussion générale (p. 1835, 1836) : avec le groupe communiste, votera cette proposition de résolution - Usage des langues étrangères - Régression de la langue française à l'étranger - Rôle de la langue française dans le monde.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Rappel au règlement** (p. 1853) : indignation et colère des membres du groupe communiste et apparenté - Clôture de la discussion générale sans qu'aucun membre du groupe communiste n'ait pu s'exprimer - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1861) : les membres du groupe communiste et apparenté voteront cette motion - Caractère facultatif de la participation des collectivités territoriales aux investissements des établissements d'enseignement privés - Difficultés du département de la Seine-Maritime à financer les investissements de l'enseignement public - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1866, 1867) : absence de discussion réelle sur ce texte - Relations du Gouvernement et du Parlement - **Rappel au règlement** (p. 1868) : absence de discussion sur les amendements auxquels le Gouvernement a opposé l'article 40 de la Constitution avant même qu'ils ne soient appelés et présentés - **Art. 1^{er}** (*le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement*) (p. 1870, 1871) : notion de liberté de l'enseignement - Ecole de la République - Respect du choix d'éducation des parents - Parité de financement entre l'enseignement public et l'enseignement privé - (p. 1873) : soutient l'amendement n° 3275 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réaffirmation du rôle essentiel du service public de l'éducation nationale) - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 1877) : soutient l'amendement de suppression n° 3303 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Economie marchande de l'éducation - Diminution du budget de l'éducation nationale - Difficultés financières des collectivités territoriales - Echec scolaire - (p. 1880) : soutient l'amendement n° 3306 de Mme Danielle Bidard-Reydet (réaffirmation du principe selon lequel l'enseignement privé ne doit bénéficier que d'un financement privé) - (p. 1884, 1885) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3308 (priorité donnée aux investissements de l'école publique), n° 3309 (parité des financements privés et publics des établissements d'enseignement privés), n° 3311 (modification du choix des années à prendre en compte) et n° 3312 (suppression du cas particulier des communes de moins de dix mille habitants).

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - *Troisième lecture* [n° 414 (92-93)] - (8 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2362, 2363) : indépendance de la justice - Conseil supérieur de la magistrature - Cour de justice de la République - Demande la compétence des tribunaux de droit commun pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par des membres du Gouvernement - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (8 juillet 1993) - **Demande de vote unique** (p. 2369) : multiplication des procédures empêchant toute discussion démocratique - Accumulation de textes répressifs - **Art. 11** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers*) (p. 2376, 2377) : soutient l'amendement de suppression n° 142 de M. Charles Lederman - Remise en cause de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux droits des étrangers en France - Procédure du vote bloqué - **Art. 12** (*reconduite à la frontière*) (p. 2380) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 143, de suppression et n° 144 (caractère suspensif des recours devant le tribunal administratif) - Droits de la défense - **Art. 15** (*expulsion*) (p. 2386, 2387) : soutient l'amendement n° 145 de M. Charles Lederman (suppression des trois premiers paragraphes de l'article) - Protection contre les mesures d'expulsion d'un étranger - Age de l'enfant étranger lors de son entrée en France - Carte de séjour

temporaire comme étudiant - **Intégration** - **Art. 17** (*éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière*) - **Art. 27 bis** (*de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (détermination du pays de destination de l'étranger expulsé ou reconduit à la frontière)*) (p. 2391) : soutient l'amendement n° 146 de M. Charles Lederman (suppression de l'adverbe « gravement » qualifiant l'intensité de la menace qui frappe l'étranger) - **Art. 27 ter** (*de l'ordonnance précitée (régime de la décision fixant le pays de renvoi)*) (p. 2392) : soutient l'amendement de suppression n° 147 de M. Charles Lederman - Restriction aux droits des étrangers - Recours contentieux - **Art. 18** (*cas de l'étranger qui ne peut gagner aucun pays*) (p. 2394) : soutient l'amendement de suppression n° 148 de M. Charles Lederman - Décision de la compétence du ministre de l'intérieur et non du préfet - **Art. 19** (*demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière*) (p. 2395, 2396) : soutient l'amendement de suppression n° 149 de M. Charles Lederman - Suppression de la condition de recevabilité de la demande de relèvement qui fait obligation à l'intéressé de résider hors de France - Réalités du terrain - **Art. 21** (*regroupement familial*) (p. 2400) : soutient l'amendement n° 150 de M. Charles Lederman (suppression des mots « l'ordre public ou la sécurité publique ») - **Avant l'art. 22** (p. 2409, 2410) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 151 (accès à l'aide juridique des étrangers résidant habituellement en France et détenant un titre de séjour à l'occasion d'un recours devant la commission de recours des réfugiés) et n° 152 (organisation d'un entretien avec le demandeur d'asile dès la réception de son dossier par l'OFPPA ou par la commission des recours) - Respect des droits de la défense - **Art. 22** (*demandeurs d'asile*) (p. 2412, 2413) : soutient l'amendement de suppression n° 153 de M. Charles Lederman - Politique du droit d'asile - Aide juridictionnelle - **Art. 25** (*rétenion administrative*) (p. 2419) : soutient l'amendement de suppression n° 154 de M. Charles Lederman - Opposition à la rétenion administrative - Notion de nécessité.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Art. 27** (*dispositions transitoires*) (p. 2433) : soutient l'amendement n° 155 de M. Charles Lederman (suppression des dispositions relatives à la carte de résidence délivrée de plein droit) - Notion de menace à l'ordre public - Soutient l'amendement n° 157 de M. Charles Lederman (suppression des dispositions d'application dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) - **Art. 28** (*mariages de complaisance*) (p. 2436) : soutient l'amendement n° 158 de M. Charles Lederman (suppression des dispositions relatives à l'intervention du procureur de la République pour éviter la multiplication des mariages de complaisance) - Pouvoirs exorbitants de l'officier d'état civil - **Art. 28 bis** (*mariages de complaisance*) (p. 2438) : soutient l'amendement de suppression n° 159 de M. Charles Lederman - Atteinte au principe du droit au mariage - Lutte contre les filières organisant les mariages de complaisance - **Art. 30** (*rétenion judiciaire*) (p. 2445) : soutient l'amendement de suppression n° 160 de M. Charles Lederman - Destruction par l'étranger de son passeport ou refus de décliner son identité et sa nationalité - Centres de rétenion - **Art. 32** (*dispositions modifiant le code de la sécurité sociale*) (p. 2451, 2452) : soutient l'amendement de suppression n° 161 de M. Charles Lederman - Suppression de l'accès à l'aide sociale de tous les étrangers en situation de séjour précaire - Hospitalisation des étrangers - Droits de l'homme - **Art. L. 115-7 du code de la sécurité sociale** (p. 2453) : soutient l'amendement de suppression n° 162 de M. Charles Lederman - Critères à partir desquels s'effectuera le contrôle - **Paragraphe II - Art. L. 161-18-1 du code précité** (p. 2456) : soutient l'amendement de suppression n° 163 de M. Charles Lederman - Remise en cause du droit à la retraite des étrangers - Liquidation de la retraite - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2457, 2458) : soutient l'amendement de suppression n° 164 de M. Charles Lederman - **Art. 34** (*dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2461) : soutient l'amendement de suppression n° 165 de M. Charles Lederman - Remise en cause du droit à l'aide sociale des étrangers - **Avant l'art. 36 A** (p. 2463) : soutient l'amendement n° 166 de M. Charles Lederman (dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin) - **Art. 38** (*compétence de l'OFPPA*) (p. 2467) : soutient

l'amendement de suppression n° 168 de M. Charles Lederman - **Art. 39** (*compétence de la commission des recours*) (p. 2468) : soutient l'amendement de suppression n° 169 de M. Charles Lederman - **Avant l'art. 42** (p. 2469) : soutient l'amendement n° 170 de M. Charles Lederman (dépôt d'un rapport au Parlement sur l'évolution de l'aide de la France pour le développement des régions défavorisées et très défavorisées) - **Après l'art. 42** : soutient l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (organisation d'une journée d'information et d'action antiraciste) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2472) : lutte contre l'immigration clandestine - Texte d'exclusion - Amendement « Marsaud » - Atteinte portée aux libertés publiques et aux droits fondamentaux - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative)** - *Deuxième lecture* [n° 359 (92-93)] - (9 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2488) : vote de ce projet de loi par le groupe communiste.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991** [n° 385 (92-93)] - (9 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2492) : dérive des réalisations par rapport aux projets initiaux - Libéralisme - Restrictions et chômage - Vote du groupe communiste contre le budget de 1991 - Plan Balladur - CSG - Nécessité d'une relance - (p. 2493) : les membres du groupe communiste et apparentés voteront ce projet de loi.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 7** (*remplacement en cas de vacance définitive à la commission d'avancement*) (p. 2794) : soutient l'amendement n° 11 de M. Charles Lederman (suppression du vote par correspondance pour la commission d'avancement) - **Art. 9** (*classement des auditeurs*) (p. 2795) : soutient l'amendement de suppression n° 12 de M. Charles Lederman - **Art. 16** (*extension de la « transparence » aux premiers présidents de cour d'appel*) (p. 2798) : soutient l'amendement de suppression n° 13 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2801) : caractère consensuel du débat - Le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2880, 2881) : décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration - Droit d'asile - Contexte sécuritaire et xénophobe de la politique du Gouvernement - Principes constitutionnels du droit à la protection sociale et au regroupement familial et de la liberté du mariage - Exemples de pratiques dangereuses pour les libertés - (p. 2882) : propositions communistes de nature à stopper l'immigration : lutte contre le travail clandestin et contre les déséquilibres économiques internationaux - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2893, 2895) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 7 (abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration) et n° 8 (abrogation de la loi du 22 juillet 1993 réformant le droit de la nationalité) - Logique d'exclusion et de suspicion à l'égard des étrangers et des Français d'origine étrangère - Procédure administrative permettant le refus de l'entrée sur le territoire - Distinction entre les étrangers originaires de la CEE et les étrangers originaires d'autres pays - Obstacles de fait mis au regroupement familial - Généralisation des contrôles d'identité - Interdiction de séjour - Droit à la santé des étrangers même en situation irrégulière - **Art. 1^{er}** (*reconduite à la frontière*) (p. 2896) : soutient l'amendement de suppression n° 9 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (*réten-tion administrative*) (p. 2897) : soutient l'amendement de suppression n° 10 de M. Charles Lederman - **Art. 3** (*mariages de complaisance*) (p. 2902) : soutient l'amendement de suppression n° 11 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République** [n° 20 (93-94)] - (20 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3264, 3265) : maintien de la position du groupe communiste, favorable à la compétence des tribunaux de droit commun pour les crimes ou délits commis dans l'exercice de leur fonction par les membres du Gouvernement - Affaire du sang contaminé - Composition de la Cour de justice de la République ; diminution du nombre de jurés parlementaires et

défaut de garantie de pluralisme - Irrecevabilité des constitutions de partie civile - Non motivation des arrêts rendus par la Cour de justice - (p. 3265) : vote contre ce texte des sénateurs communistes, opposés aux juridictions d'exception - **Art. 12** (*recevabilité des plaintes*) (p. 3281) : vote du groupe communiste contre cet article - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3299) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi organique.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (5 novembre 1993) - **Avant l'art. 9** (p. 3894) : soutient l'amendement n° 378 de M. Charles Lederman (transmission des candidatures reçues au comité d'entreprise et aux délégués du personnel) - (p. 3896) : soutient l'amendement n° 380 de Mme Marie-Claude Beaudeau (accès à l'emploi des travailleurs handicapés) - **Art. 9** (*institution de sanctions applicables aux fraudeurs aux allocations instituées dans le cadre du Fonds national de l'emploi*) (p. 3898) : soutient l'amendement n° 383 de M. Charles Lederman (protection des emplois existants) - **Art. 10** (*création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE*) (p. 3900) : soutient l'amendement de suppression n° 384 de M. Charles Lederman - Charges financières des stages - Stages ne débouchant sur aucune embauche définitive - (p. 3902) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 386 (remboursement des aides lorsque les stages d'insertion ou de formation à l'emploi n'aboutissent pas à la création d'emplois stables) et n° 387 (prise en compte d'une certaine catégorie de personnels dans la détermination des seuils d'effectifs pour la mise en place des institutions représentatives du personnel) - **Art. 11** (*extension de la durée des contrats de retour à l'emploi, CRE, et modification du régime qui leur est applicable*) (p. 3907) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 389, de suppression, n° 390 (suppression du paragraphe II de l'article allongeant la durée maximale des contrats de retour à l'emploi en cas de contrat à durée déterminée) et n° 391 (suppression du paragraphe III prolongeant les durées maximales d'exonération des cotisations sociales pour les employeurs signataires de conventions) - Absence de contrôle de l'usage des exonérations - Multiplication des contrats précaires - **Art. 12** (*redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO*) (p. 3913) : développement des contrats emploi-solidarité - Opposition des sénateurs communistes à ces contrats - Se déclare opposé à l'article 12 - (p. 3918) : se déclare opposé à l'amendement rédactionnel n° 43 de la commission - (p. 3919) : se déclare opposé à l'amendement n° 146 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (compensation par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales, des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche d'un salarié sous contrat emploi-solidarité) - **Art. 13** (*incitation au développement du système des emplois consolidés*) (p. 3920) : inefficacité de la politique de l'emploi - (p. 3922) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 396 (suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des CES) et n° 397 (suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'extension de la prise en charge de l'Etat pour inciter les employeurs potentiels à créer des emplois consolidés) - Pérennisation des exonérations - **Art. 15** (*institution d'un « fonds partenarial » abondé par l'Etat et à destination des collectivités locales pratiquant une politique active en matière d'insertion professionnelle des jeunes*) (p. 3927) : responsabilité des élus locaux dans le travail de réinsertion - **Art. 15 bis** (*extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »*) (p. 3937) : extension de la liste des exonérations - Appréciation de l'impossibilité de reclassement - Rôle des institutions représentatives du personnel - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3941) : restriction dans le jeu des institutions représentatives - **Art. 17** (*doublément de la durée du mandat des délégués du personnel*) (p. 3947) : soutient l'amendement de suppression n° 417 de M. Charles Lederman - Droits des salariés dans l'entreprise - **Art. 19** (*simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel*) (p. 3948) : opposition à l'alignement de la durée des mandats, ainsi qu'à l'organisation d'élections simultanées - Risque de confusion entre deux institutions différentes - (p. 3949) : soutient l'amendement de suppression n° 421 de M. Charles Lederman -

Art. 20 (cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise) (p. 3951) : offensive contre les droits collectifs des salariés - Bénéfice pour le patronat - Réduction de la représentation des salariés - (p. 3954) : se déclare opposé à l'amendement n° 52 de la commission (extension de l'allègement des heures de délégation) - **Art. 21** (simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés) (p. 3957) : soutient l'amendement de suppression n° 432 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29** (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire) (p. 4056) : soutient l'amendement n° 448 de Mme Michelle Demessine (affirmation du principe du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) - (p. 4064) : soutient l'amendement n° 455 de Mme Marie-Claude Beaudeau (interdiction du travail de nuit pour les femmes) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4070, 4071) : se déclare opposé à la motion n° 613 de la commission tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité sur soixante-treize amendements - **Après l'art. 30 bis** (p. 4072) : se déclare opposé à l'amendement n° 74 de la commission (procédure en cas de notification au salarié d'une modification substantielle de son contrat) - **Art. 31** (décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes) (p. 4078) : soutient l'amendement n° 466 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du B de l'article 31 transférant à la région l'organisation des actions prioritaires de l'article L. 910-2 du code du travail) - **Art. 32** (modalités du transfert aux régions de certaines compétences de l'Etat en matière de formation professionnelle) (p. 4081) : crédits de fonctionnement du programme national de formation professionnelle - Crédits inscrits pour la rémunération des stagiaires - Budget du Fonds national de l'emploi - Croissance des coûts transférés par l'Etat en même temps que les compétences - Pouvoirs des régions - Avec le groupe communiste, votera la proposition du groupe socialiste de supprimer l'article 32 - **Art. 34** (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes) (p. 4088) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 473 (approbation du plan régional de développement conjointement par le préfet de région et les autorités académiques) et n° 474 (approbation des conventions par le conseil régional).

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36** (classes préparatoires à l'apprentissage) (p. 4110, 4111) : inadaptation des formations aux productions mises en oeuvre - Elévation du niveau de formation - Classes préparatoires à l'apprentissage - Echec scolaire - Nécessité d'un enseignement technologique de base - Avec les sénateurs communistes, s'opposera aux dispositions de cet article - **Art. 37** (information sur l'orientation scolaire et professionnelle) (p. 4129) : soutient l'amendement n° 482 de Mme Danielle Bidard-Reydet (garantie de la qualité de l'information des jeunes par l'intervention des organisations syndicales) - **Art. 38** (ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères) (p. 4132) : conséquences des mesures prévues par cet article pour les professeurs de lycées professionnels - (p. 4134) : soutient l'amendement de suppression n° 484 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Nécessaire amélioration de l'apprentissage - Réaffirmation du principe du contenu pédagogique de l'éducation nationale sur le contenu des formations dispensées en centres de formation d'apprentis, CFA - **Art. 39** (accueil des apprentis par les entreprises) (p. 4141) : soutient l'amendement de suppression n° 491 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Nécessité de maintenir l'agrément préalable et de revaloriser l'apprentissage - (p. 4142) : soutient l'amendement n° 496 de Mme Danielle Bidard-Reydet (communication à l'inspection du travail, d'éléments relatifs aux conditions de mise en oeuvre de l'apprentissage) - (p. 4146) : importance du choix du maître d'apprentissage - Se déclare favorable à l'amendement n° 316 de M. Daniel Goulet (simplification de la procédure d'agrément) - (p. 4149) : votera contre l'article 39 - **Art. 40** (contrats d'insertion) - **Paragraphe II** (création de trois articles dans le code du travail) - **Art. L. 981-9-1** du code du travail (contrat d'insertion) (p. 4159, 4160) : soutient les amendements de Mme Danielle-Bidard-Reydet, n° 516 (approbation de ce type de contrat de travail par l'inspecteur du travail), n° 518 (obligation de la formation pour tout contrat d'insertion) et n° 519 (suppression de la réalisation d'un « projet professionnel ») -

Rôle de l'inspection du travail - Acquisition d'une formation technologique - **Art. L. 981-9-3** (conditions d'exonération de 50 % des cotisations sociales à la charge de l'employeur) (p. 4167) : soutient l'amendement de suppression n° 528 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Inadaptation des exonérations à la réalité économique - Déficit de la sécurité sociale - Prise en compte de la valeur ajoutée - Détermination des cotisations - (p. 4170) : votera contre l'article 40 - **Art. 42** (concertation sur l'harmonisation des filières de formation sous contrat de travail en alternance) (p. 4171, 4172) : nécessaire participation active de l'éducation nationale au service public national d'insertion sociale et professionnelle - Moyens des collectivités territoriales pour assurer leur mission - Formation des salariés - **Art. 44** (gestion des fonds des formations en alternance) (p. 4180, 4181) : soutient l'amendement n° 542 de Mme Danielle Bidard-Reydet (développement des possibilités de mutualisation et de péréquation des dépenses de formation continue) - Secteurs consommateurs et non consommateurs de formation - Mutualisation, outil essentiel de la solidarité entre branches professionnelles - Fonds d'assurance formation, FAF - **Art. 45** (crédit d'impôt formation continue et apprentissage) (p. 4182) : soutient l'amendement de suppression n° 544 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 46** (garantie d'efficacité des actions d'insertion professionnelle) (p. 4185) : soutient l'amendement n° 548 de Mme Danielle Bidard-Reydet (maintien de l'habilitation des programmes de formation) - **Art. 47** (procédure d'agrément des organismes collecteurs des contributions pour la formation professionnelle) (p. 4187) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 549, n° 550 (maintien des critères actuels pour l'agrément des organismes collecteurs des fonds destinés à la formation continue) et n° 551 (suppression d'une notion permettant l'agrément d'organismes qui ne pouvaient pas assurer leur mission).

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile** [n° 645 (93-94)] - (16 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 4277 à 4279) : soutient la motion n° 3 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Principe du droit d'asile et préambule de la Constitution de 1946 - Décision du Conseil constitutionnel du 13 août 1993 - Contrôle de constitutionnalité et bloc de constitutionnalité - (p. 4278) : révision constitutionnelle - Abandon de souveraineté et accords de Schengen - Droit d'asile - Immigration - Réseaux de main d'oeuvre clandestine - (p. 4279) : surexploitation des pays du tiers monde - Sauvegarde du droit d'asile - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4297) : les sénateurs communistes et apparentés voteront contre le projet de loi constitutionnelle - Accords de Schengen - Préambule de la Constitution de 1946.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** [n° 77 (93-94)] - (17 novembre 1993) - **Art. 6** (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie) (p. 4329) : soutient l'amendement de suppression n° 87 de M. Charles Lederman.

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 2** (conditions d'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux gendarmes et aux inspecteurs de police) (p. 4537) : soutient l'amendement n° 86 de M. Charles Lederman (suppression du paragraphe II de cet article relatif à l'attribution de qualité d'officier de police judiciaire aux jeunes inspecteurs de police) - **Art. 7** (expertise psychiatrique préalable à la libération conditionnelle du condamné à la réclusion criminelle à perpétuité) (p. 4550) : délivrance de soins psychiatriques dans les lieux de détention - **Art. 16** (retenue des mineurs de treize ans) (p. 4572) : soutient l'amendement de suppression n° 131 de M. Charles Lederman - (p. 4581) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé, au principe même de la garde à vue - Le groupe communiste votera tous les amendements de repli de M. Claude Estier - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4583) : avis défavorable du groupe communiste sur la motion n° 141 du Gouvernement, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements n° 88 à n° 91, n° 93 à n° 104, n° 106, n° 108 à n° 112, n° 19, n° 53, n° 54, n° 57 à n° 61, n° 63, n° 64, n° 113 à n° 117, n° 119, n° 121 à n° 123, n° 125 à n° 129 - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4585, 4586) : peine perpétuelle - Problème des longues peines - Pénalisation de l'auto-avortement - Garde à vue des mineurs de treize ans -

Motion d'irrecevabilité du Gouvernement - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Avant l'art. 7** (p. 4749, 4750) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° I-249 (déduction du revenu imposable des intérêts des dépôts effectués sur le livret A des caisses d'épargne) et n° I-250 (taxation de l'encours des parts de SICAV) - **Après l'art. 9** (p. 4765, 4766) : soutient l'amendement n° I-258 de M. Robert Vizet (contribution versée à l'ASSEDIC par les entreprises ayant procédé à des licenciements abusifs) - (p. 4766, 4767) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° I-260 (taxation de toute société dont le résultat d'exploitation du dernier exercice clos est bénéficiaire et qui procède durant l'exercice suivant à des licenciements abusifs) et n° I-261 (paiement de la taxe professionnelle par les entreprises procédant à des délocalisations dans la commune du premier établissement et dans la commune de réinstallation).

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5349) : crédits budgétaires - (p. 5350) : moyens des collectivités locales - Disparités régionales - Accords du GATT - Politique de relance économique et de l'emploi - Délocalisation - Les sénateurs communistes et apparentés voteront contre ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5388) : insécurité - Nombre et utilisation des agents des forces de sécurité - (p. 5389) : police municipale - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - Fonctionnaires territoriaux : régime de retraite - (p. 5390) : politique de la ville - Taxe professionnelle - Emplois et investissements - le groupe communiste et apparenté votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5404) : le groupe communiste vote contre - **Art. 62** (fixation pour 1994 des montants de la dotation globale d'équipement, de la dotation régionale d'équipement scolaire et de la dotation départementale d'équipement des collèges) (p. 5406) : le groupe communiste vote contre.

- **Rappel au règlement** - (1^{er} décembre 1993) (p. 5357) : art. 36, alinéa 3 du règlement : accident ferroviaire de Saint-Leu-d'Esserent dans l'Oise et problèmes de la sécurité et des moyens de la SNCF.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) (p. 5610, 5611) : retraite anticipée des anciens combattants d'Afrique du Nord - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget - Attribution de la carte de combattant - Rente mutualiste - Pension militaire d'invalidité - Droits des résistants - (p. 5618) : déception des anciens combattants - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget - **Après l'art. 54** (p. 5623) : son amendement n° II-24 : conditions de reconnaissance de la qualité de combattant des anciens appelés d'Afrique du Nord ; rejeté.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5856, 5857) : blocage des salaires des fonctionnaires - Suppressions d'emplois - Délocalisations administratives - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la réalisation d'un grand stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998 [n° 78 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6121) : situation géographique et accès au stade - Infrastructures et environnement - Rôle des collectivités territoriales et de l'Etat - (p. 6122) : vocation du grand stade - **Art. 2** (*extension temporaire du champ d'application de l'article L. 15-9 du code de l'expropriation*) (p. 6124) : soutient l'amendement n° 8 de M. Jean Garcia (limitation des expropriations) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6126, 6127) : exploitation du grand stade - Avec le groupe communiste, votera le projet de loi,

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6137) : objectif du projet de loi - (p. 6138) : enquête du Centre de recherches et de documentation économiques, CREDES, sur le coût des soins - Inquiétudes relatives à la réduction du taux directeur et à l'accueil du service public hospitalier - Contractualisation des prestations en nature prises en charge par l'assurance maladie - Aggravation des inégalités - Industrie pharmaceutique - Convention médicale - (p. 6139) : instauration du carnet médical - Personnes âgées dépendantes - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 161 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6329, 6330) procédure parlementaire ; urgence - Libertés publiques - Droit d'asile - Convention de Schengen - Tiers monde - Vote du groupe communiste contre les conclusions de la CMP.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature - Deuxième lecture [n° 120 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 121) (p. 6336, 6337) : Conseil supérieur de la magistrature, CSM : maintien du fonctionnement hiérarchique et de l'influence prépondérante du Président de la République - Nomination du secrétaire administratif - Danger des dispositions relatives à la première nomination des auditeurs de justice au sortir de l'Ecole nationale de la magistrature - Vote du groupe communiste contre ces deux projets de loi - **Art. 7** (*statut des membres*) (p. 6338, 6339) : soutient l'amendement n° 4 de M. Charles Lederman (création de postes en surnombre pour compenser les détachements et décharges des membres du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 10** (*secrétariat administratif*) : soutient l'amendement n° 5 de M. Charles Lederman (choix par le Conseil supérieur de la magistrature de son secrétaire administratif et assistance de ce dernier par cinq secrétaires adjoints) - (p. 6341) : vote par le groupe communiste de l'amendement n° 2 de la commission (choix du secrétaire administratif sur une liste de trois noms proposée par le CSM) - **Art. 11** (*budget*) : soutient l'amendement n° 6 de M. Charles Lederman (avis du CSM ; gestion par le secrétaire administratif).

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature - Deuxième lecture [n° 121 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 120) : voir intervention sous le projet n° 120 (p. 6336, 6337) - **Art. 9** (supprimé par l'Assemblée nationale) (p. 6347) : se déclare opposé à l'amendement de rétablissement n° 2 de la commission - Juges d'instruction - **Art. 16** (p. 6349) : soutient l'amendement n° 8 de M. Charles Lederman (extension de la procédure de transparence à toutes les nominations).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture [n° 142 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 8** (*la dotation d'aménagement*) (p. 6363, 6364) : soutient l'amendement n° 17 de M. Robert Vizet (suppression du prélèvement au profit de la dotation des groupements de communes) .

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 171 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6646, 6647) : peine de mort - Durée des peines - Récidive - Utilité de la peine - Soins thérapeutiques des détenus - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6648) : soutient l'amendement n° 44 de M. Charles Lederman (énoncé dans les quatre premiers livres du code pénal, résultant des lois du 22 juillet 1992, des maxima des peines) - **Art. 6** (*peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans précédé ou accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie*) (p. 6649) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 32, de suppression, et n° 33, supprimant le paraphe I de cet article relatif à l'enfermement à vie - **Avant l'art. 8** (p. 6651, 6652) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 34 (responsabilité pénale des partis politiques, des syndicats, des institutions

représentatives du personnel et des associations à but non lucratif), n° 35 (conditions de délégation de responsabilité pénale), n° 45 (réduction de la durée d'interdiction de chéquier à deux ans) et n° 36 (suppression de la peine d'interdiction de séjour) - **Art. 15 B (conséquences de la loi du 24 août 1993)** (p. 6660, 6661) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 37 (nécessité d'informer sans délai le procureur de la République du placement en garde à vue d'une personne), n° 38 (présentation de la personne au procureur de la République avant la prolongation de la garde à vue), n° 39 (bonne compréhension de la procédure par la personne placée en garde à vue), n° 40 (désignation, par la personne gardée à vue ou à défaut par le procureur de la République, du médecin qui l'examinera), n° 41 (possibilité pour la personne, dès le début de sa garde à vue, de demander à s'entretenir pendant une demi-heure avec un avocat) et n° 42 (information sans délai du procureur de la République) - **Art. 16** (p. 6664) : soutient l'amendement de suppression n° 43 de M. Charles Lederman - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6668) : conclusions de la Commission de la prévention de la récidive - Dispositif répressif - Réflexion sur l'insécurité - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction - Deuxième lecture** [n° 141 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6797, 6798) : ampleur de ce projet de loi - Relance du secteur du bâtiment et des travaux publics - Lenteur des procédures judiciaires - Suppressions d'emplois - Collectivités territoriales - Exercice de la justice - Suppression de mesures protectrices de lois antérieures - Exception d'illégalité - Droits des associations et des particuliers - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 3 (dispositions relatives au contentieux de l'urbanisme)** - **Art. L. 600-1 du code de l'urbanisme (recours par voie d'exception pour vice de forme)** (p. 6805) : soutient l'amendement de suppression n° 19 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. L. 600-3 (obligation de notification des recours)** (p. 6806) : soutient l'amendement n° 26 de M. Jean-Luc Bécart (suppression de la dernière phrase du premier alinéa du texte présenté pour cet article) - **Art. 4 (décisions de préemption illégales)** (p. 6807) : soutient l'amendement de suppression n° 20 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 6 (dispositions relatives au volet paysager de la demande de permis de construire et au programme de référence)** (p. 6808, 6809) : soutient les amendements de M. Jean-Luc Bécart, n° 27 de suppression, et n° 21 (nécessité de délimiter les éléments des paysages) - **Art. 6 bis (opération d'urbanisation intégrée à l'environnement sur les rives d'un plan d'eau artificiel en zone de montagne)** (p. 6810) : soutient l'amendement de suppression n° 28 de M. Jean-Luc Bécart - **Art. 9 (abrogation de l'article n° 51 de la loi Sapin)** (p. 6812) : soutient l'amendement de suppression n° 29 de M. Jean-Louis Bécart - **Art. 14 (restauration, reconstruction ou extension limitée des chalets d'alpage existants)** (p. 6814) : soutient l'amendement n° 22 de M. Jean-Luc Bécart (suppression du terme de « reconstruction ») - **Art. 15 (barèmes de supplément de loyer des organismes d'habitations à loyer modéré)** (p. 6815) : soutient l'amendement de suppression n° 30 de M. Jean-Luc Bécart - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6816) : avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 213 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6889, 6890) : opposition du groupe communiste à la peine perpétuelle - Inefficacité de ce texte - Garde à vue - Retenue des mineurs - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (22 décembre 1993) (p. 6854) : proteste contre la décision du Gouvernement de constituer une commission d'enquête sur la sécurité dans les établissements scolaires après l'adoption d'un texte de loi dans des conditions de précipitation.

- **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes** - **Deuxième lecture** [n° 194 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6857) : réserve quant à l'adoption du

texte en première lecture - Avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6872, 6873) : invocation de l'harmonisation européenne - Avec le groupe communiste, votera contre le texte de la CMP.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 200 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6878) : remise en cause par ce projet de loi de l'originalité du secteur de l'orfèvrerie-bijouterie-joaillerie français - Conséquences négatives sur cette industrie de luxe - Risque de délocalisation des productions - Situation de la société Christofle dans le département de la Seine-Maritime - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé au vote du texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 210 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6879, 6880) : nomination du secrétaire administratif du Conseil supérieur de la magistrature - Vote du groupe communiste contre les conclusions des CMP sur les projets de loi organique relatifs au Conseil supérieur de la magistrature et au statut de la magistrature.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 211 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** : voir intervention sous le projet de loi organique relatif au Conseil supérieur de la magistrature (p. 6879, 6880).

PAPILIO (Sosefo Makapé), sénateur de Wallis-et-Futuna (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5017, 5018) : situation des îles Wallis- et-Futuna - Fonds d'investissement pour le développement économique et social, FIDES - Budget de la santé - Travaux publics - Emploi - Dotations de l'Etat - Votera ce projet de budget.

PASQUA (Charles), sénateur des Hauts-de-Seine (président du groupe RPR).

puis *ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire* le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

Cessation du mandat sénatorial le 30 avril 1993 à minuit (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

En qualité de ministre de l'intérieur

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 253 (92-93)] (8 avril 1992) - **Gouvernement (déclarations).**

Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)] (23 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - Etrangers.

Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] (14 octobre 1993) - Finances locales.

Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 69 (93-94)] (27 octobre 1993) - Elections.

Projet de loi portant transposition des dispositions de la directive du Conseil des Communautés européennes fixant les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen pour les citoyens de l'Union résidant dans un Etat membre dont ils ne sont pas ressortissants [n° 217 (93-94)] (22 décembre 1993) - Elections.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Jean-Pierre Tizon : **Drogues et stupéfiants** (*Problème de la drogue*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 135).

de M. Georges Mouly : **Contrats de plan** (*Contrats de plan*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 137).

de M. Gérard Delfau : **Délocalisation** (*Poursuite de la politique de délocalisation*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 138).

de M. Claude Huriet : **Communes** (*Coopération intercommunale*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 140).

de M. Jean Roger : **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** (*Calcul de la DGF*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 140).

de M. Aubert Garcia : **Services publics** (*Maintien des services publics en milieu rural*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 142).

de M. Jean-Jacques Robert : **Sécurité publique** (*Incidents à la cité de la Grande Borne à Grigny*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 143).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 10 de M. André Diligent : **Aménagement du territoire** (*Délocalisation à Roubaix de la société d'exportation du ministère de l'intérieur (SOFREMI)*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 300).

n° 13 de M. Robert Vizet : **Urbanisme** (*Mise en oeuvre du schéma de secteur du plateau de Saclay (Essonne)*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 299).

INTERVENTIONS

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 253 (92-93)] - (8 avril 1993) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par M. Edouard Balladur, Premier ministre (p. 29, 40).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 314, 315) : rattachement de l'aménagement du territoire au ministère de l'intérieur - Déséquilibres territoriaux - Banlieues - Ile-de-France - Désertification - (p. 316) : décentralisation - Construction européenne - Rôle de l'Etat - Collectivités territoriales - (p. 317) : préparation dans la concertation d'un prochain projet de loi d'orientation.

Suite de la discussion - (19 mai 1993) (p. 378) : solidarité entre collectivités territoriales - Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France, SDAURIF - Comité interministériel d'aménagement du territoire, CIAT - (p. 379) : financement des transports en commun en région d'Ile-de-France - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Solidarité - Politique de la ville - Entreprises - (p. 380) : schéma national du territoire - Schémas régionaux d'aménagement - Interventions économiques des collectivités territoriales

- Schéma de localisation des services publics - Politique tarifaire des entreprises publiques.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2244) : lutte contre l'immigration clandestine et les détournements de procédure - Garanties données aux étrangers établis en France et à ceux qui souhaitent régulièrement y entrer au titre du droit d'asile - Etat de droit - Propositions de loi sénatoriales - (p. 2245) : droit d'asile - Pratiques administratives - Droit d'accès à l'OFPPRA et à la commission de recours des réfugiés - Cas de refus d'entrée ou de séjour sur le territoire français - Garanties des demandeurs d'asile à la frontière - Haut-Commissariat des Nations unies - (p. 2246) : insertion réelle des familles - Droit au regroupement familial et interdiction de la polygamie - Lutte contre l'immigration irrégulière - Reconduites à la frontière - Mariages de complaisance - Lutte contre le travail clandestin - Subordination des aides et prestations versées aux ressortissants étrangers à la régularité du séjour sur le territoire - (p. 2247) : maintien du dispositif législatif actuel sur le travail clandestin - Création d'une nouvelle direction centrale au sein de la direction générale de la police nationale chargée de la lutte contre l'immigration irrégulière et l'emploi des clandestins - Défense de l'ordre public - Maîtrise des flux migratoires - Recommandation du Haut Conseil à l'intégration - (p. 2248) : dispositions juridiques de valeur constitutionnelle - Réforme du code de la nationalité - Intégration des populations venues d'Afrique, et notamment d'Afrique du Nord - (p. 2249) : fonctionnaires de police - Politique d'intégration active - Islam - Politique d'immigration à l'échelle européenne - (p. 2250) : politiques de coopération et d'aide au développement.

Suite de la discussion - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2280) : maîtrise de l'immigration - Politique de l'immigration à l'échelle européenne - (p. 2281) : transformation de l'immigration en France - Droits fondamentaux des étrangers - Bénéfice des prestations sociales réservé aux étrangers en situation régulière - Aide sociale - Transfert de charges - Modèle français d'intégration - Flux de migration - Convention de Schengen - (p. 2282) : jeunes et étudiants étrangers - Regroupements familiaux irréguliers - Droit d'asile - (p. 2283) : refus d'entrée pour les demandeurs d'asile - Regroupement familial - Lutte contre le travail clandestin - Reconduite à la frontière ou expulsion - Maîtrise des flux migratoires - (p. 2284) : fraudes et détournements de procédure - Spécificité du modèle français d'intégration - Mariage des étrangers en situation irrégulière - Suppression du diptyque - Contrôle des titres de séjour - Dispositions du code pénal - (p. 2285) : interdiction judiciaire du territoire - Immigration dans les zones rurales - Agissements de certains opposants à des gouvernements étrangers à partir du territoire français - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2289) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Regroupement familial des étudiants étrangers - **Renvoi à la commission** (p. 2301, 2302) : s'oppose à la motion n° 54 de M. Claude Estier tendant au renvoi à la commission - Mariage avec un ressortissant étranger - Situation des étrangers en France - Clause de réciprocité entre les Etats : Algérie, Maroc et Tunisie - Clause de préférence nationale dans certains pays - Police de l'air et des frontières - **Art. 1^{er}** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée*) (p. 2303) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 57 de M. Claude Estier et n° 130 de M. Charles Lederman - (p. 2304) : exemple de non-admission sur le territoire français d'une ressortissante lithuanienne paru dans le journal *Le Monde* - **Avant l'art. 2** (p. 2305) : s'oppose à l'amendement n° 131 de M. Charles Lederman (suppression de la discrimination entre étrangers de la CEE et étrangers hors CEE quant au refus d'entrée sur le territoire français) - **Art. 2** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée en application de la convention de Schengen*) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 132 de M. Charles Lederman - **Art. 2 bis** (*certificat d'hébergement*) (p. 2308) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 58 de M. Claude Estier et n° 133 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 134 de ce dernier (suppression de la perception de la taxe de 100 francs à l'occasion de la demande de visa d'un certificat d'hébergement par le maire) - Accepte les amendements de la commission n° 16 (suppression de la référence à l'attestation

d'accueil), n° 17 (conditions d'octroi du visa délivré par le maire) et n° 18 (conséquence du refus de l'hébergeant d'accueillir les agents de l'Office des migrations internationales) - (p. 2311) : son amendement n° 191 : signature des certificats d'hébergement à Paris, Lyon et Marseille, par le maire d'arrondissement ; adopté - Précisions sur les moyens de l'Office des migrations internationales - **Art. 3 (effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire)** (p. 2312, 2313) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 60 de M. Claude Estier et n° 135 de M. Charles Lederman - **Art. 4 (contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers)** (p. 2316) : revient sur l'intervention de M. Charles Lederman et notamment sur les accusations portées contre M. Marsaud - (p. 2318, 2319) : accepte l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction) - Limitation de l'immigration irrégulière par le contrôle de la régularité des titres de séjour détenus par les étrangers séjournant en France - Décret du 18 mars 1946 précisant les conditions dans lesquelles tout étranger est tenu de justifier de la régularité de son séjour - Vérifications effectuées par les officiers et agents de police judiciaire - Contrôle d'identité de tous les citoyens - Procès d'intention fait à M. Marsaud - (p. 2320) : notion de menace pour l'ordre public - (p. 2321) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 61 de M. Claude Estier et n° 136 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 62 (suppression de la deuxième phrase du texte présenté par l'article 4) et n° 63 (suppression de la troisième phrase du texte présenté par l'article 4) - Accepte l'amendement n° 19 de la commission (nouvelle rédaction) - (p. 2323) : qualité d'officier de police judiciaire des maires et des maires-adjoints - Maintien des dispositions actuelles - **Art. 5 (documents de circulation des mineurs)** (p. 2337) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 137 de M. Charles Lederman - **Art. 6 (délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur)** (p. 2338) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 64 de M. Claude Estier ainsi qu'à l'amendement n° 138 de M. Charles Lederman (suppression de la notion de « menace pour l'ordre public ») - Son amendement n° 179 : conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 65 de M. Claude Estier (attribution d'une carte de résident aux enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans) - (p. 2340) : prise en considération de l'âge de scolarité obligatoire pour définir l'âge de l'enfant étranger arrivé en France - **Art. 7 (délivrance de plein droit de la carte de résident)** (p. 2342) : accepte l'amendement n° 20 de la commission (introduction d'une condition supplémentaire pour la délivrance de plein droit de la carte de résident au conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité française) - (p. 2345, 2346) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 66 de M. Claude Estier et n° 139 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier n° 67 (suppression de la référence à la menace à l'ordre public), n° 68, n° 71 (condition d'une année de mariage et de communauté effective de vie pour la délivrance de la carte de résident à l'étranger marié avec une personne française), n° 69 (suppression de la condition supplémentaire imposée pour la délivrance d'une carte de résident au conjoint du réfugié et à ses enfants mineurs), et n° 72 (suppression de l'exception de la carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant ») - Son amendement n° 180 : attribution de la carte de résident de plein droit aux jeunes étrangers bénéficiant de l'article 44 du code de la nationalité ; adopté - **Question préalable** (p. 2291) : s'oppose à la motion n° 2 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable.

- **Rappel au règlement**, de M. Emmanuel Hamel - (7 juillet 1993) (p. 2297) : rappelle le déroulement de la procédure de catastrophe naturelle à propos des sinistres survenus dans la région lyonnaise et indique que le Gouvernement accordera toute son attention à ce dossier.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Demande de vote unique** (p. 2367) : demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur les articles 8 à 42 du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration dans la rédaction de l'Assemblée nationale, modifiés par les amendements n° 22 à n° 25, n° 146, n° 26 à n° 29, n° 181, n° 30, n° 182, n° 31, n° 183, n° 184, n° 32, n° 33, n° 185, n° 38, n° 104, n° 39, n° 40,

n° 41, n° 42, n° 44, n° 46 à n° 48, n° 186, n° 3, n° 176, n° 5, n° 6, n° 177, n° 7, n° 187, n° 8, n° 9, n° 122, n° 10, n° 11, n° 12, n° 167 - et les sous-amendements n° 189 et n° 190 - n° 49, n° 50, n° 15, n° 53, n° 188, n° 192 et n° 193 à l'exclusion de tout autre amendement, en application de l'article 44, dernier alinéa de la Constitution et de l'article 42, alinéa 7 du règlement du Sénat - Rythme de la discussion - (p. 2368) : examen de l'article 4 - Moyens des forces de police - (p. 2371) : s'oppose à l'amendement n° 140 de M. Charles Lederman (transformation de l'obligation de retirer une carte de résident délivrée en méconnaissance des dispositions sur la polygamie en une simple faculté) - **Art. 10 (suppression de la commission départementale du séjour des étrangers)** (p. 2373) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 75 de M. Claude Estier et n° 141 de M. Charles Lederman - **Art. 11 (catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour violation des conditions d'entrée et de séjour des étrangers)** (p. 2378) : accepte l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction) et s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 77, de M. Claude Estier, et n° 142 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 78 de M. Claude Estier (catégorie des étrangers titulaires d'une rente d'accident du travail) - Autorités judiciaires - **Art. 12 (reconduite à la frontière)** (p. 2381) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 79 de M. Claude Estier et n° 143 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 144 de ce dernier (caractère suspensif des recours devant le tribunal administratif) - **Art. 13 (expulsion)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 80 de M. Claude Estier - **Art. 14 (expulsion)** (p. 2382) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 81 de M. Claude Estier - **Art. 15 (expulsion)** (p. 2383) : demande une suspension de séance en réponse à l'intervention de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 2385) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 82 de M. Claude Estier - (p. 2387) : s'oppose à l'amendement n° 145 de M. Charles Lederman (suppression des trois premiers paragraphes de l'article) et accepte l'amendement n° 23 de la commission (interdiction d'expulser l'étranger entré en France depuis l'âge de dix ans et autorisé à y séjourner au titre du regroupement familial) - (p. 2390) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 83 (suppression du paragraphe II de l'article) et n° 84 (suppression du paragraphe III de l'article) et accepte l'amendement n° 24 de la commission (conditions de communauté de vie continue et de nationalité française du conjoint de l'étranger) - **Art. 16 (expulsion)** (p. 2391) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 85 de M. Claude Estier - **Art. 17 (éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière)** - **Art. 27 bis de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (détermination du pays de destination de l'étranger expulsé ou reconduit à la frontière)** (p. 2392) : accepte les amendements identiques n° 25 de la commission et n° 146 de M. Charles Lederman (suppression de l'adverbe « gravement » qualifiant l'intensité de la menace qui frappe l'étranger) - **Art. 27 ter de l'ordonnance précitée (régime de la décision fixant le pays de renvoi)** : s'oppose aux amendements, n° 147, de suppression, de M. Charles Lederman et n° 86 de M. Claude Estier (caractère suspensif d'exécution du recours contre la décision dans les conditions prévues au paragraphe II de l'article 22 bis) - **Art. 18 (cas de l'étranger qui ne peut gagner aucun pays)** (p. 2394) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 148 de M. Charles Lederman - Décision de la compétence du préfet - **Art. 19 (demande de relèvement ou d'abrogation d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière)** (p. 2396) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 149 de M. Charles Lederman et accepte l'amendement n° 26 de la commission (exception de l'étranger qui se trouverait, en France, frappé d'une peine privative de liberté sans sursis) - **Art. 21 (regroupement familial)** (p. 2399) : s'oppose à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (réduction du délai de séjour au bout duquel l'étranger a le droit de faire venir sa famille) - Capacité réelle d'intégration de l'émigré - Accepte les amendements de la commission, n° 27 rédactionnel et n° 28 (substitution des mots « logement considéré comme normal » aux mots « logement adapté ») - (p. 2400) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Charles Lederman (suppression des mots « l'ordre public ou la sécurité publique ») - (p. 2400, 2401) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Claude Estier (suppression de l'impossibilité de régularisation sur place du regroupement familial) - Possibilité pour le préfet de refuser le regroupement

familial au motif que les personnes dont la venue est souhaitée se trouvent déjà en France.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Art. 26** (*visa de sortie*) (p. 2432) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 27** (*dispositions transitoires*) : accepte l'amendement n° 38 de la commission (suppression des dispositions relatives au dépôt d'un rapport au Parlement) - (p. 2433) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 155 (suppression des dispositions relatives à la carte de résidence délivrée de plein droit) et n° 157 (suppression des dispositions d'application dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de la Réunion ainsi que dans la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon) et accepte l'amendement rédactionnel n° 39 de la commission - **Art. 28** (*mariages de complaisance*) (p. 2436) : s'oppose aux amendements identiques, n° 106 de M. Claude Estier et n° 158 de M. Charles Lederman (suppression des dispositions relatives à l'intervention du Procureur de la République pour éviter la multiplication des mariages de complaisance) - Accepte l'amendement n° 40 de la commission (comparution personnelle requise lors du mariage d'un Français même contracté à l'étranger) - (p. 2437, 2438) : accepte les amendements de la commission, n° 41 (nouvelle rédaction des dispositions relatives à la procédure d'annulation du mariage de complaisance) et n° 42, de coordination - S'oppose à l'amendement n° 107 de M. Claude Estier (suppression des dispositions relatives à l'annulation du mariage célébré en fraude du fait de l'insuffisance du délai et de l'incompétence du tribunal de grande instance) - Son amendement n° 193 : maintien dans ce cas de nullité du mariage du seul principe de fraude à la loi ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 28 bis** (*mariages de complaisance*) (p. 2439) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 159 de M. Charles Lederman - **Art. 29** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français dans le nouveau code pénal*) (p. 2442) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 108 de M. Claude Estier et accepte l'amendement de coordination n° 44 de la commission - **Après l'art. 29** : s'oppose à l'amendement n° 45 de la commission (sanction du fait de s'entremettre pour la conclusion d'un mariage de complaisance entre un étranger en situation irrégulière et un français) - **Art. 30** (*rétenion judiciaire*) (p. 2446) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 109 de M. Claude Estier et n° 160 de M. Charles Lederman - Accepte les amendements rédactionnels n° 46 et n° 47 de la commission - Création ou utilisation des locaux de rétention ne relevant pas de l'autorité judiciaire - Garanties offertes - Surpeuplement carcéral - **Art. 31** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour trafic de stupéfiants*) (p. 2448) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 110 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 48 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 32** (*dispositions modifiant le code de la sécurité sociale*) (p. 2452) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 111 de M. Claude Estier et n° 161 de M. Charles Lederman - **Paragraphe 1 - Art. L. 115-6 du code de la sécurité sociale** : son amendement rédactionnel n° 186 ; adopté avec l'ensemble du texte - (p. 2453) : accepte l'amendement rédactionnel n° 3 de la commission saisie pour avis et s'oppose à l'amendement n° 112 de M. Claude Estier (accès à la sécurité sociale des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen) - **Art. L. 115-7 du code précité** (p. 2455) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 162 de M. Charles Lederman, aux amendements de M. Claude Estier, n° 114 (suppression du contrôle de la régularité de la situation de l'étranger par les caisses de sécurité sociale), n° 113 (contrôle de la régularité de la situation de l'étranger lors du renouvellement de la carte de sécurité sociale) et n° 115 (suppression de la possibilité de transmettre les informations conservées sur support informatique), ainsi qu'à l'amendement n° 4 de la commission saisie pour avis (obligation faite aux régimes de sécurité sociale de base de vérifier la régularité de la situation de leurs assurés et de demander aux services compétents de l'Etat de procéder à la vérification des informations détenues par les caisses) - (p. 2457) ; s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 116 de M. Claude Estier et n° 163 de M. Charles Lederman - Accepte les amendements, n° 176 de M. Claude Huriet (alignement du dispositif de contrôle de la régularité de séjour en matière d'invalidité sur celui proposé pour l'attribution d'avantages de vieillesse) et n° 5 de la commission saisie

pour avis (exigence d'une condition de régularité du séjour des assurés de nationalité étrangère ainsi que de leurs ayants droit) - **Paragraphe III - Art. L. 161-25-1 du code précité** (p. 2458) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 117 de M. Claude Estier et n° 164 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 118 de M. Claude Estier (extension aux étrangers des dispositions relatives au maintien des droits à la sécurité sociale pendant douze mois des personnes qui cessent d'être assurées et de leurs ayants droit) - Accepte les amendements, n° 6 de la commission saisie pour avis, et n° 177 de conséquence de M. Claude Huriet - **Art. L. 161-25-2 du code précité** (p. 2459) : santé publique - Son amendement de coordination n° 187 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 119 de M. Claude Estier et accepte les amendements de coordination, n° 7 et n° 8 de la commission saisie pour avis - **Paragraphes IV à IX** (p. 2459, 2460) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 120 (suppression du paragraphe V) et n° 121 (suppression du paragraphe IX) - **Art. 34** (*dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2462) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 9 (conditions sous lesquelles les personnes de nationalité étrangère bénéficient de prestations d'aide sociale à l'enfance, de l'aide sociale et de l'aide médicale), n° 10 et n° 11, rédactionnels et n° 12 de coordination - S'oppose aux amendements n° 165 de suppression de M. Charles Lederman et n° 178 de M. Albert Vecten (financement des dépenses de santé des personnes séjournant irrégulièrement en France par l'Etat) - **Après l'art. 34** (p. 2463) : accepte l'amendement n° 13 de la commission saisie pour avis (dépôt d'un rapport présentant une évaluation des dépenses supplémentaires engagées par l'Etat, les départements, et les établissements de santé) - **Avant l'art. 36 A** (p. 2463, 2464) : s'oppose à l'amendement n° 166 de M. Charles Lederman (dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin) et sur l'amendement n° 167 de ce dernier (dépôt d'un rapport au Parlement faisant le bilan de la lutte contre le travail clandestin), ses sous-amendements n° 189 et n° 190 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2471) - **Art. 36 B** (*abrogation*) (p. 2465) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 124 de M. Claude Estier - **Art. 36** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif*) (p. 2466) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 125 de M. Claude Estier, et accepte l'amendement n° 49 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 37** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infraction aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif*) (p. 2466) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 126 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 50 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 38** (*compétence de l'OFPPRA*) (p. 2467) : s'oppose aux amendements, n° 168 de suppression de M. Charles Lederman et n° 51 de conséquence de la commission - **Art. 39** (*compétence de la commission des recours*) (p. 2468) : s'oppose aux amendements, n° 169 de suppression de M. Charles Lederman et n° 52 de la commission (insertion de la procédure de recours dans des délais compatibles avec le délai de rétention) - **Art. 41** (*dispositions diverses*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission saisie pour avis - **Avant l'art. 42** (p. 2469) : s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Charles Lederman (dépôt d'un rapport au Parlement sur l'évolution de l'aide de la France pour le développement des régions défavorisées et très défavorisées) - **Après l'art. 42** : son amendement de coordination n° 188 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2471) - (p. 2470) : s'oppose à l'amendement n° 171 de M. Charles Lederman (organisation d'une journée d'information et d'action antiraciste) et accepte l'amendement de conséquence n° 53 de la commission, modifié par le sous-amendement n° 104 de M. Claude Estier, qu'il accepte - **Sur l'ensemble** (p. 2475) : manoeuvres de retardement et d'obstruction de l'opposition parlementaire - Véritables enjeux de la politique de l'immigration - Refus de certains amalgames et des procès d'intention - Attaque portée contre le concept de « la menace pour l'ordre public » et de l'interdiction judiciaire du territoire français - (p. 2476) : commission du séjour et commission d'expulsion - Caractère temporaire du statut d'étudiant étranger - Droit d'asile - Regroupement familial - Mariages - (p. 2477) ; visa de retour - Rétention administrative ou judiciaire - Droit à la sécurité sociale, à l'aide sociale et au béné-

fice de prestations de caractère humanitaire - Amélioration de la situation des étrangers en situation régulière - Protection de l'ordre public et lutte contre l'immigration irrégulière - Remerciements aux présidents des commissions et aux rapporteurs.

- **Rappel au règlement**, de M. Charles Lederman - (9 juillet 1993) (p. 2449) : indique qu'il n'a pas eu connaissance des faits rapportés par le journal *Le Monde* du 2 juillet 1993 relatifs aux injures et vexations subies par une journaliste ayant voulu témoigner du « passage à tabac » de deux jeunes gens par des fonctionnaires de police, qu'il prescrira une enquête et fait déjà porter ses efforts sur la formations des policiers.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil [n° 453 (92-93)]** - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2877, 2878) : décisions du Conseil constitutionnel du 20 juillet 1993 et du 13 août 1993 sur la loi portant réforme du code de la nationalité et sur la loi relative à la maîtrise de l'immigration - Rétention administrative des étrangers en instance d'éloignement - Rétention judiciaire - Alignement des garanties sur celles de la détention provisoire - Amélioration de l'efficacité des mesures de reconduite à la frontière ; cas de l'absence de documents de voyage ; possibilité pour le préfet de prononcer une interdiction du territoire - Lutte contre la fraude et garantie de la liberté du mariage - (p. 2886, 2887) : événements en Algérie - Droit d'asile - (p. 2890, 2891) : rétention administrative - Conseil constitutionnel - Accords de Schengen - Lutte contre le travail clandestin - Equilibre entre les droits et les obligations des étrangers - (p. 2892) : coopération européenne - Rôle du Conseil constitutionnel - Préfet - Intégration des étrangers - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2893, 2895) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 7 (abrogation de la loi du 24 août 1993 relative à la maîtrise de l'immigration) et n° 8 (abrogation de la loi du 22 juillet 1993 réformant le droit de la nationalité) - **Art. 1^{er} (reconduite à la frontière)** (p. 2896) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 1 de M. Guy Allouche et n° 9 de M. Charles Lederman, ainsi qu'à l'amendement n° 2 de M. Guy Allouche (interdiction du territoire : compétence du président du tribunal de grande instance) - **Art. 2 (rétention administrative)** (p. 2898) : s'oppose aux amendements, n° 10 de suppression de M. Charles Lederman et n° 3 de M. Guy Allouche (suppression de la possibilité de prorogation du délai de rétention administrative en cas d'absence de documents de voyage) - (p. 2899) : petit nombre de mesures de reconduite à la frontière suivies d'effet - Augmentation des compétences du Conseil constitutionnel - (p. 2900, 2901) : jurisprudence du Conseil constitutionnel et accords de Schengen - Droit d'asile - **Art. 3 (mariages de complaisance)** (p. 2904) : s'oppose aux amendements, de suppression n° 11 de M. Charles Lederman et n° 4 de M. Guy Allouche, ainsi qu'à l'amendement n° 5 du même auteur (suppression de la possibilité pour le procureur de la République de demander un sursis au mariage) - **Art. 4 (rétention judiciaire)** (p. 2908, 2910) : s'oppose aux amendements de suppression n° 6 de M. Guy Allouche et n° 12 de M. Charles Lederman - Immigration clandestine - Détournements de procédure - Non-exécution des mesures d'éloignement du territoire - Absence de documents de voyage et refus d'embarquer - Droit d'asile - Aide aux pays en voie de développement.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Art. unique (autorisation constitutionnelle de conclure des engagements internationaux en matière d'asile et consécration constitutionnelle du droit d'asile)** (p. 4286, 4287) : convention de Schengen - Droit d'asile - Immigration clandestine - Pays du Sud et pays de l'Est - Exemple allemand - Droit d'asile et entrée sur le territoire - S'oppose aux amendements identiques de suppression, n° 9 de M. Claude Estier et n° 13 de M. Charles Lederman, ainsi qu'aux amendements de M. Claude Estier, n° 10 (suppression du mot « européens » après les mots « les Etats »), n° 11 (référence à tous les engagements internationaux en matière de droit d'asile) et n° 12 (remplacement des mots « en matière d'asile » par les mots « en matière de droit d'asile »).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5372, 5373) : réunion des départements

ministériels de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - Sécurité publique - Agents du ministère de l'intérieur - Emploi - Budget de fonctionnement de la police nationale - Projet de loi d'orientation sur la définition des moyens de la police nationale et son organisation - (p. 5374) : analyse des crédits d'équipement, des transmissions, des logements des fonctionnaires et des rémunérations - Plans départementaux de sécurité - Budget de l'administration territoriale : préfetures et sous-préfetures - Carte nationale d'identité informatisée - (p. 5375) : crédits de la sécurité civile - Lutte contre les feux de forêts - Crédits de l'administration centrale des cultes et des services communs - Dotations aux collectivités locales - Demande au Sénat de bien vouloir adopter ce projet de budget - (p. 5399) : remerciements - Mesures de reconduite à la frontière - Application des accords de Schengen - Présence des policiers sur la voie publique - Organisation future de la police - Police nationale et police municipale - (p. 5400) : dépenses supportées par les collectivités locales en matière de sécurité civile - Lutte contre les feux de forêts - Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales - Dotation globale de fonctionnement - Prêts bonifiés accordés aux communes - Dotation globale d'équipement - Fiscalité transférée - Modernisation des préfetures - Fonds de compensation pour la TVA - Transferts de compétences et commission d'évaluation des charges - (p. 5401) : statistiques de la délinquance et de la criminalité - Lutte contre la drogue - Sécurité civile - Hélicoptères bombardiers d'eau et produits chimiques - Lutte contre les incendies - Départementalisation des services d'incendie et de secours - Prise en charge des frais d'intervention de la sécurité civile pour les victimes de sports dangereux - Décentralisation - Fonction publique territoriale - (p. 5402) : effectifs de la police nationale - Police municipale - Fiscalité locale - Taxe professionnelle - Suppression de la départementalisation des services de police - Postes de policiers auxiliaires - Ilotage - Formation des policiers - (p. 5403) : rôle de prévention de la police - Décentralisation, transfert de compétences et transfert de moyens - Rémunération de la fonction publique territoriale - Réduction du taux de remboursement du fonds de compensation pour la TVA - (p. 5404) : dotation globale d'équipement - Elus locaux et subventions aux groupes politiques - Formation des agents de préfecture - Hélicoptères bombardiers d'eau - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** : débat parlementaire sur le problème du SIDA - Départementalisation des services d'incendie et de secours - Sapeurs pompiers volontaires.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

PELLARIN (Bernard), sénateur de la Haute-Savoie (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.

Membre de la commission nationale du sport de haut niveau.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Jeunesse et sports** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 31 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5253) : régulation budgétaire - Transfert de crédits - Cré-

aits de la ville - Fonds pour le tabac - (p. 5254, 5255) : maintien des emplois de cadres techniques - Effectifs du ministère - Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Aide aux collectivités locales - Financement du grand stade de Saint-Denis - Importance de l'attention apportée à la jeunesse - Demande l'adoption de ce projet de budget.

PEN (Albert), sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; puis membre de la commission des affaires économiques (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 17 bis (défiscalisation des investissements outre-mer)** (p. 908) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 179 de M. Claude Estier - (p. 910) : son amendement n° 91 : application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi de défiscalisation ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 5010, 5011) : Saint-Pierre-et-Miquelon - Effondrement de l'industrie de la pêche - Finances locales - Piste d'aviation - Etat des projets en cours ; registre d'immatriculation des navires ; zone de basse pression fiscale ; implantation de la Française des jeux - A titre personnel, votera ce projet de budget.

Équipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) (p. 5061, 5062) : projet de pavillon maritime de Saint-Pierre-et-Miquelon dans le respect de la protection sociale - Activités de convoyage de voiliers à Saint-Pierre-et-Miquelon - Surveillance de la zone économique de l'archipel pendant l'été - Demande pour Saint-Pierre-et-Miquelon un siège à l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord.

PENNE (Guy), sénateur des Français établis hors de France (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 8 avril 1993.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire et au Cameroun du 8 au 17 février 1993 [n° 251 (92-93)] (8 avril 1993) - **Afrique**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Affaires étrangères, relations culturelles extérieures** - [n° 104 (93-94)] tome 2 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 30 avril 1993) (p. 143) - Ministère : Culture - **Politique de la francophonie - Francophonie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1289, 1290) : politique d'exclusion - Français de l'étranger - Communautés françaises de Madagascar et du territoire de Pondichéry - Certificats de nationalité - Déclarations de nationalité auprès des consulats - Intégration - **Art. 2 (allongement du délai pendant lequel l'enfant né à l'étranger d'un parent français a la faculté de répudier la qualité de français)** (p. 1301) : votera l'amendement n° 52 de M. Claude Estier (délivrance d'une carte d'identité nationale française jusqu'à ce que la répudiation soit effective) - **Art. 7 (acquisition de la nationalité française à raison du mariage)** (p. 1310) : votera contre cet article.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9 (manifestation de la volonté d'acquiescer la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France)** (p. 1348, 1349) : se déclare favorable à l'amendement n° 63 de M. Claude Estier (recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles) - **Art. 10 (obstacles à l'acquisition de la nationalité française en application de l'article 44 du code de la nationalité)** (p. 1356) : sur l'amendement n° 13 de la commission (condamnation pour crimes et délits : limitation aux faits commis durant la majorité de l'étranger), soutient le sous-amendement de précision n° 103 de M. Claude Estier - **Art. 15 (conditions de stage en France de cinq années avant le dépôt d'une demande de naturalisation)** (p. 1380) : soutient l'amendement de suppression n° 77 de M. Claude Estier.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 23 (réception des déclarations de nationalité)** (p. 1401) : se déclare favorable à l'amendement n° 85 de M. Claude Estier (délivrance d'un reçu) - **Art. 24 bis (spécialisation des tribunaux d'instance pour la réception et l'enregistrement des déclarations de nationalité)** (p. 1403, 1404) : se déclare favorable à l'amendement n° 87 de M. Claude Estier (tribunaux compétents en ce qui concerne les Français établis hors de France) - **Art. 25 (refus d'enregistrement des déclarations de nationalité)** (p. 1406) : proteste contre l'utilisation de la procédure de demande de clôture du débat - (p. 1407) : se déclare opposé à l'amendement n° 21 de la commission (caractère personnel de la démarche de recours exercée par le mineur de 16 ans) - **Art. 34 ter (adaptation du code de la nationalité à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer)** (p. 1436, 1437) : certificat de nationalité ; délai de délivrance pour les Français d'Algérie.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2286) : soutient la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Refonte de l'ordonnance de 1945 relative aux droits des étrangers en France - Aide publique au développement - Crise économique et sociale - Droit d'asile - Rétention administrative - (p. 2287) : aide médicale - Regroupement familial - Étudiants étrangers - Accès des organismes de la sécurité sociale et de l'ANPE aux fichiers informatiques de l'Etat - Procédure d'expulsion et commission d'expulsion - Formation des policiers - **Art. 2 bis (certificat d'hébergement)** (p. 2306) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 58 de suppression et n° 59 (suppression de la référence aux attestations d'accueil exigées des ressortissants de certains pays du Maghreb) - (p. 2309) : supériorité des accords internationaux sur les lois - **Art. 3 (effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire)** (p. 2312) : soutient l'amendement de suppression n° 60 de M. Claude Estier - **Art. 6 (délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger mineur)** (p. 2339) : demande des explications supplémentaires sur l'amendement n° 179 du Gouvernement (conditions de délivrance du titre de séjour à l'étranger qui séjourne en France, même hors du regroupement familial, depuis l'âge de six ans) - (p. 2341) : âge de l'enfant étranger lors de son arrivée en France.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5714) : débat sur l'action de la France dans le domaine du développement - (p. 5715) : sommet de La Baule - Processus de démocratisation - Politique

du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à l'égard des pays africains endettés - Zone Franc - Dévaluation - Caisse française de développement - (p. 5716) : cours mondiaux des produits africains - Création d'une zone de coopération privilégiée entre l'Europe et l'Afrique - Investissements dans les zones de proximité - Accord militaire de défense - Francophonie - Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce budget.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (relations culturelles extérieures) - (p. 5734) : budget affecté à la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Enseignement français à l'étranger - Instituts, centres culturels et Alliances françaises - Action audiovisuelle - (p. 5736) : rigueur budgétaire - La commission des affaires étrangères demande au Sénat d'adopter ce projet de budget - (p. 5762) : délivrance des certificats de nationalité - (p. 5763, 5764) : cimetières des Français à l'étranger - Protection des Français à l'étranger - Algérie - Centres de transit - Indemnisation des biens des Français rapatriés - Contentieux fiscal avec Djibouti - Conseil supérieur des Français de l'étranger et Association démocratique des Français de l'étranger - Fermeture de consulats - Mesures relatives à l'action humanitaire.

PÉPIN (Jean), sénateur de l'Ain (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à instituer une garantie de paiement au profit du locateur d'ouvrage dans les marchés privés de travaux [n° 278 (92-93)] (28 avril 1993) - **Logement**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement du territoire** - [n° 103 (93-94)] tome 10 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5343) : considérations budgétaires - (p. 5344) : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Prime à l'aménagement du territoire, PAT - Fonds structurels - Débat national - Contrats de plan Etat-région - (p. 5345) : délocalisation d'emplois publics - Maintien des services publics en zone rurale - Schéma directeur de l'Île-de-France - Fonds structurels européens - Demande au Sénat d'approuver ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Avant l'art. 50** (p. 6039) : se déclare favorable à l'amendement n° II-79 de M. Jean Clouet (possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) - **Art. 51 quater** (*perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes*) (p. 6051) : son amendement de suppression n° II-33 ; adopté.

PERBEN (Dominique), ministre des départements et territoires d'outre-mer le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique relatif au transfert à l'Etat des compétences du territoire de la Polynésie française en matière péni-

tentaire [n° 190 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Territoires d'outre-mer**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Pierre Lagourgue : **Revenu minimum d'insertion (RMI)** (*Calcul du RMI*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 144).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 49 de M. Roger Lise : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Financement des travaux d'entretien et de protection des berges des rivières en Martinique*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3200).

n° 50 de Paul Moreau : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Indemnisation des dégâts causés par les pluies tropicales dans l'île de la Réunion*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3202).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Départements et territoires d'outre-mer - (26 novembre 1993) (p. 4991, 4992) : situation économique et sociale des DOM-TOM - Chômage - Délinquance - Effectifs de police et de gendarmerie - Toxicomanie - Immigration irrégulière - Saint-Martin - Nouvelle-Calédonie - (p. 4993) : défiscalisation - Ressources fiscales supplémentaires pour les collectivités d'outre-mer - Evolution des dotations de l'Etat ; dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 4994) : coopération régionale aux Antilles et dans le Pacifique - Pêche ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - Emploi - RMI - (p. 4995) : Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer, ANT - Aménagement du territoire - (p. 4996) : contrat de développement avec le territoire de Polynésie - Nouvelle-Calédonie ; contrat de ville pour Nouméa - Engagements pris en faveur de Wallis-et-Futuna - Politique du littoral - Politique de la ville - Logement - Produits agricoles - (p. 4997) : demande l'adoption de ce projet de budget - (p. 5020, 5021) : TAAF - Piste d'aviation de la Terre Adélie - Fonds d'investissement des départements d'outre-mer, FIDOM - Défiscalisation - Tourisme - Plan - Aménagement du territoire - Collectivités locales - Evolution des crédits - Impôt sur l'hôtellerie - (p. 5022) : taxe sur les billets d'avion - Distorsions entre salaires publics et privés - Décentralisation - Représentation de l'outre-mer au Parlement européen - Place des territoires d'outre-mer dans la politique de coopération économique de la France dans le Pacifique Sud - Projet de loi sur la Polynésie - Nouvelle-Calédonie ; contrat de ville pour Nouméa - ANT - (p. 5023) : service militaire adapté, SMA - Politique du logement ; enchevêtrement des compétences - Zone des 50 pas géométriques - Aménagement du territoire ; maîtrise de l'urbanisme ; politique foncière - Fonctionnement du conseil régional dans le département de la Martinique - RMI - (p. 5024) : fonds structurels européens - RMI ; créances de proratisation - Prévention de la délinquance - Immigration clandestine ; accord relatif à l'aéroport et aux ports de Saint-Martin - Pêche à Saint-Pierre-et-Miquelon - Conseil des archipels en Polynésie française - Nouvelle-Calédonie - (p. 5025) : difficulté de lecture du budget des DOM-TOM - Balance des paiements - Association à l'Union européenne ; coopération régionale ; problème de la pénalisation en matière de marchés publics - Consultation des assemblées territoriales - Zone économique exclusive - Saint-Pierre-et-Miquelon ; financement de la nouvelle piste d'aviation - Contrat de plan - (p. 5026) : fiscalité à Saint-Pierre-et-Miquelon - Registre d'immatriculation des navires - Implantation de la Française des Jeux - Logement - Taux du crédit - Aménagement du territoire à La Réunion - Département de la Martinique - (p. 5027) : dotations de l'Etat aux collectivités locales - Mayotte : eau potable ; Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE ; immigration comorienne ; aspiration à la départementalisation - RMI aux Antilles - Ressources des régions - Wallis-et-Futuna tremblement de terre ; FIDES ; santé ; DGF - (p. 5028) : Fonds d'action sanitaire et sociale obligatoire, FASSO - Contrats de plan Etat-région.

PERCHERON (Daniel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 23 (aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle)** (p. 4916) : son amendement n° I-181, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : absence de diminution de la compensation versée par l'Etat, aux collectivités locales en contrepartie des allègements des bases de taxe professionnelle au profit des communes qui ont des bases de taxe professionnelle faibles ; devenu sans objet.

PERREIN (Louis), sénateur du Val-d'Oise (S).

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. André Fosset, Gérard Larcher et Henri Torre, modifiant l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications [n° 228 (92-93)] (3 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Postes et télécommunications.**

Proposition de résolution, présentée avec plusieurs de ses collègues en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de directive du Conseil relative à l'application à la téléphonie vocale des principes de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) (n° E-31) et la communication au Conseil et au Parlement européen sur la consultation sur l'examen de la situation dans le secteur des services de télécommunications (n° 3-81) [n° 341 (92-93)] (8 juin 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes sur l'évolution du secteur des télécommunications en Europe [n° 343 (92-93)] (8 juin 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier Ministre** - II - Secrétariat général de la Défense nationale - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 37 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Légion d'honneur - Ordre de la Libération** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 43 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Après l'art. 3** (p. 828) : se déclare favorable à l'amendement n° 113 de M. Robert Vizet (application d'un taux de TVA nul en faveur de la presse) - **Art. 17 bis (défiscalisation des investissements outre-mer)** (p. 910) : son amendement n° 189, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : plafond des investissements dispensés de la procédure d'agrément préalable ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

– **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art 1^{er} et annexe (champ des privatisations)** (p. 1026, 1027) : échec du libéralisme - Intervention de la puissance publique - Aménagement du territoire - Cas de France Télécom - Concurrence mondiale - Productivité - (p. 1039) : organisation des travaux du Sénat - Importance du texte sur les privatisations - (p. 1039, 1049 ; 1070, 1093) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 190 et n° 195 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe).

Suite de la discussion - (12 juin 1993) - **Art. 2 (mise à jour du champ d'application de la loi du 6 août 1986)** (p. 1125, 1126) : examen de ce texte - Politique gouvernementale - Libéralisme - **Art. 3 (rôle de la commission de privatisation)** (p. 1129) : danger des pouvoirs de la commission de la privatisation - Exemple de la privatisation de la société Paribas en 1986 - Fixation de la valeur des entreprises privatisées - (p. 1130) : mauvaise performance boursière de quelques entreprises privatisées - Nationalisations - **Rappel au règlement** (p. 1139) : examen des amendements - Procédure du vote bloqué.

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 13 (dispositions relatives à la Régie Renault)** (p. 1210, 1211) : place de PSA dans l'industrie automobile française - Nationalisation de la Régie Renault - Soutient l'amendement de suppression n° 290 de M. Claude Estier - (p. 1212 à 1217) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 291, n° 292 et n° 293 (suppression successivement du premier alinéa du paragraphe I, du paragraphe II et du paragraphe III de cet article) - **Art. 16 (représentation des salariés au conseil d'administration)** (p. 1228, 1229) : application de la loi au personnel des sociétés filiales du groupe privatisé - Soutient l'amendement n° 302 de M. Claude Estier (obligation pour les entreprises privatisées d'acquiescer au sein de leur conseil d'administration des représentants élus par les personnels salariés).

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] - Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Après l'art. 3** (p. 3583) : reprend l'amendement n° 28 de M. Joël Bourdin : introduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle dans le calcul du potentiel fiscal ; rejeté - **Art. 11 (la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale)** (p. 3616) : intervient sur l'amendement n° 90 de M. Robert Vizet (critère des demandes de logements).

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4739) : reprend l'amendement n° I-17 de M. Alain Lambert (déduction pour travaux d'isolation acoustique) ; rejeté - Rive-rains des aéroports - Val d'Oise - (p. 4745, 4746) : son amendement n° I-148 : mesures fiscales en faveur de la transformation des bureaux inoccupés en locaux à usage d'habitation destinés à la location ; rejeté - Spéculation sur l'immobilier de bureau.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 15 (taxe sur les salaires payée par La Poste)** (p. 4862) : emploi - Aménagement du territoire - Implications du droit commun de la taxe sur les salaires - Surcoût des obligations des services publics - (p. 4863) : impôts et taxes - Son amendement de suppression n° I-162 ; rejeté - Remise en cause de l'équilibre financier de La Poste - (p. 4864, 4865) : distribution de la presse - Fonds des chèques postaux - Emploi - **Après l'art. 15** (p. 4868) : reprend l'amendement n° I-217 de M. André Diligent (assujettissement de La Poste et de France Télécom

dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales perçues au profit des collectivités locales et des établissements et organismes divers) ; rejeté - (p. 4869) : équilibre des comptes de La Poste : exigence de prestations de qualité et prélèvements sur ses ressources - (p. 4870) : contrat de plan avec La Poste.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (4 décembre 1993) - Rapporteur spécial : son intervention présentée par M. Michel Sèrgent (p. 5584, 5585).

Budgets annexes : Légion d'honneur et ordre de la Libération - (8 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5785) : progression des crédits - Ressources propres - Maisons d'éducation - Dépenses de fonctionnement - Réduction des traitements - Crédits de secours - Attribution de la croix de chevalier aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 - Accepte ces deux projets de budgets annexes.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6723) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de M. Pierre Laffitte (promotion des organismes de formation) - (p. 6725) : se déclare favorable à l'amendement n° 21 de M. Claude Estier (absence de recours à des messages publicitaires et à un parrainage pour les programmes de la chaîne éducative).

PEYRAFITTE (Jean), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

PHILIBERT (Louis), sénateur des Bouches-du-Rhône (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Paul Loridant, tendant à soumettre le passage de la France à la troisième phase de l'Union économique et monétaire à un vote du Parlement français [n° 114 (93-94)] (23 novembre 1993) - **Union européenne**.

PIAT (Robert), sénateur de Seine-et-Marne (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire de la commission supérieure des sites.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4390) - Ministère : Education - **Suppression de la prime de première affectation dans le département de la Seine maritime - Enseignants**.

PLUCHET (Alain), sénateur de l'Eure (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction (22 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires (22 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Pierre Lacour et Henri Revol, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion des déchets ménagers et industriels [n° 320 (92-93)] (27 mai 1993) - **Commissions d'enquête parlementaires**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 296 (92-93)] relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural [n° 346 (92-93)] (9 juin 1993) - **Code rural**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques :

1° sur la proposition de loi [n° 353 (92-93)] adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour des créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol.

2° sur la proposition de loi [n° 302 (92-93)] de M. Jean Bernard et plusieurs de ses collègues, tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol.

3° sur la proposition de loi [n° 314 (92-93)] de M. Fernand Tardy et les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à proroger la date d'application du contrôle des structures des ateliers hors sol [n° 376 (92-93)] (22 juin 1993) - **Agriculture**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Agriculture** - [n° 103 (93-94)] tome 1 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol [n° 353 (92-93)]** - (23 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1637, 1638) : conséquences économiques, sociales et sur l'environnement des ateliers d'élevage hors sol - Exemple du projet d'installation par un groupe allemand d'un poulailler géant dans le département de la Marne - Prorogation de la réglementation en vigueur depuis la loi du 6 juillet 1992 - **Art. unique (prorogation jusqu'au 30 juin 1995 de la possibilité de soumettre au contrôle des structures la création ou l'extension d'ateliers hors sol)** (p. 1645) : s'oppose aux amendements, n° 1 de M. Félix Leyzour (suppression du caractère transitoire de la réglementation) et n° 2 de M. Claude Estier (prorogation jusqu'au 30 juin 1994).

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural [n° 296 (92-93)]** - (23 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1646, 1647) : codification à droit constant - Code général des impôts - Procédure de déclassement de dispositions réglementaires - **Art. 1^{er} et dispositions annexées (Livre III (nouveau) du code rural - L'exploitation agricole)** : ses amendements de précision ou de rectification n° 1 à n° 74 et n° 86 à n° 92 ; adoptés (p. 1648, 1684) - **Art. 4 (abrogations)** (p. 1685) : ses amendements n° 75 à n° 84 ; suppression de certaines abrogations ; adoptés - **Art. 5 (modification du Livre I^{er})** : son amendement rédactionnel n° 85 ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télé-**

communications [n° 439 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3339) : ouverture à la concurrence européenne des marchés publics nationaux - Importance des marchés publics en jeu - Transposition en droit interne d'une directive européenne encadrant les passations de marchés publics dans les secteurs dits exclus : eau, énergie, transports et télécommunications - Mise en place d'un recours juridictionnel respectant la répartition de compétences entre le juge administratif et le juge judiciaire en cas de non-respect des règles communautaires - Respect précontractuel assuré par un système de contraintes pécuniaires - Refus des procédures d'annulation ou de suspension - Réintroduction de l'appel dans la procédure (p. 3340) ; dommages et intérêts - Souhaite que l'on ne soumette pas les entreprises françaises à des contraintes que ne subiraient pas leurs homologues européens - **Après l'art. 4** (p. 3347) : son amendement n° 13 : adjonction à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent » ; retiré - Loi « Sapin » et ouverture du territoire national à la concurrence étrangère sans aucune réciprocité dans les autres Etats membres - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3349) : le groupe du RPR votera ce projet de loi - Regrette que l'amendement soutenant l'industrie et les entreprises françaises n'ait pas été suffisamment pris en compte.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 13** (p. 4833, 4834) : son amendement n° I-123, soutenu par M. Philippe François : exonération de la part communale de la taxe foncière pour certaines propriétés non bâties ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5192) : présentation des crédits - Allègement des charges financières et sociales des entreprises - Prêts bonifiés - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Aléas de la maîtrise de la production - Application de l'accord sur les oléagineux - Négociations du GATT - Agence pour la valorisation des cultures énergétiques - Avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 51 quater** (*perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes*) (p. 6051) : son amendement de suppression n° II-38 ; adopté.

POHER (Alain), sénateur du Val-de-Marne (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

POIRIEUX (Guy), sénateur de la Loire (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5636) : formation professionnelle - Tradition d'apprentissage - Renovation de l'enseignement professionnel - GRETA - (p. 5637, 5638) : aménagement du territoire - Coopération avec les entreprises -

Rôle du délégué académique à la formation continue, DAFCO - Ouverture de sections d'apprentissage - Accueil dans les entreprises - Enseignement privé - Liberté de choix de l'enseignement - Collectivités territoriales - Avis favorable des RI sur ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 22 bis** (p. 6173) : son amendement n° 106 : rétablissement de la représentation du maire dans les conférences sanitaires de secteur ; adopté - (p. 6174) : importance du rôle des maires.

PONCELET (Christian), sénateur des Vosges (RPR).

NOMINATIONS

- Président de la commission des finances.

- Membre ès-qualités de la Commission des comptes et des budgets économiques de la Nation.

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances, à la suite d'une mission effectuée à Moscou, du 21 au 24 février, puis à Saint-Petersbourg du 25 au 27 février 1993, en application de l'article 21 du Règlement du Sénat [n° 357 (92-93)] (14 juin 1993) - **Russie**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 137) - Ministère : Education - **Fermeture des classes uniques - Services publics**.

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6419) - Ministère : Affaires étrangères - **Sauvegarde de l'industrie textile française - Industrie textile**.

Questions orales avec débat :

n° 29 (JO Débats du 20 novembre 1992) (p. 3302) - Ministère : Agriculture - **Réforme de la politique agricole commune et**

négociations du GATT - (Caduque mars 1993) - **Politique agricole commune (PAC)**.

n° 2 (*JO Débats* du 14 avril 1993) (p. 56) - Ministère : Agriculture - *Réforme de la politique agricole commune et négociations du GATT* - **Politique agricole commune (PAC)**.

n° 16 (*JO Débats* du 7 mai 1993) (p. 202) - Ministère : Industrie - *Situation des industries du textile et de l'habillement* - (Réponse : *JO Débats* du 18 juin 1993) (p. 1465) - **Industrie textile**.

n° 17 (*JO Débats* du 7 mai 1993) (p. 202) - Ministère : Affaires européennes - *Accords internationaux relatifs aux industries du textile et de l'habillement* - **Industrie textile**.

n° 38 (*JO Débats* du 28 octobre 1993) (p. 3563) - Ministère : Industrie - *Evolution des positions françaises dans les négociations du GATT* - **GATT**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 82, 83) : déficit budgétaire - Modernisation de l'Etat - Décentralisation - Déconcentration - Collectivités territoriales - Finances locales - (p. 84) : aménagement du territoire - Monnaie - Maintien de la parité entre le franc et le Deutsche Mark - Chômage - Prochain collectif budgétaire - Soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 723) : situation économique - Mission du Gouvernement - Redressement indispensable des finances publiques - Réduction du déficit - (p. 724) : effort des collectivités locales - Dépenses d'aide sociale des départements - Défavorable à une exception au principe de la compensation de dégrèvement - Nécessité d'un pacte financier pluriannuel avec les collectivités locales - Nécessité d'une réforme de la DGF - (p. 725) : sauvegarde de la protection sociale - Déficit de la sécurité sociale - Augmentation de la CSG - Nécessité d'une réforme de l'impôt sur le revenu - Relance de l'économie et enrayerment du chômage - (p. 726) : lancement d'un emprunt gagé par le produit des privatisations - Renforcement de la trésorerie des entreprises - Concurrence américaine et asiatique de l'Europe - (p. 727) : nécessité d'une Europe, réalité politique - (p. 736) : application d'un taux nul de la TVA pour la presse dans certains pays de la Communauté - **Rappel au règlement de M. Robert Vizet** (p. 777, 778) : organisation des débats.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 16 bis** (*relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières*) (p. 899) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 135 de M. Robert Vizet et n° 177 de M. Claude Estier - **Art. 17** (*incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à valeur mobilière, OPCVM*) (p. 900) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 178 de M. Claude Estier - **Après l'art. 18** (p. 914) : soutient l'amendement n° 23 de la commission (plafond de réduction des droits de mutation à 6 % pour les transactions immobilières jusqu'au 1^{er} juin 1995) - **Art. 21** (*aménagement de la contribution sociale généralisée*) (p. 922) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 183 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 138 de M. Robert Vizet - (p. 923) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 184 (rétablissement de la non-déductibilité de la CSG) et n° 185 (augmentation de la CSG à compter du 1^{er} janvier 1994) ainsi qu'à l'amendement n° 34 de M. Xavier de Villepin (assujettissement à la CSG des Français salariés dans la Principauté de Monaco) - **Sur l'ensemble** (p.934) : remerciements au ministre, au rapporteur général et au personnel.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 971, 972) : qualité des travaux des commissions - Conditions d'examen de ce projet de loi - Politique des gouvernements entre 1988 et mars 1993 - Exemple de Rhône-Poulenc - Avantages des privatisations - (p. 973) : adaptation des entreprises à la concurrence internationale - Participation et actionnariat ouvriers - Licenciements - Privatisations dans les pays de l'ex-URSS - Elargissement des

pouvoirs de la commission de la privatisation - Protection des intérêts nationaux - Souhaite que les amendements proposés par les commissions reçoivent un avis favorable.

- **Conférence des présidents** - (10 juin 1993) (p. 958) : travaux de la commission des finances.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Rappel au règlement de M. Charles Lederman** - Examen des amendements de ce texte - Procédure du vote bloqué.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** - **Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 351 (92-93)] - (11 juin 1993) - En remplacement de M. Jean Arthuis, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1049) : remerciements - Loi de finances initiale - (p. 1050) : redressement économique et social de la France - Mesures en faveur des collectivités locales - Modifications apportées par le Sénat - Souhaite l'adoption des conclusions de la commission mixte paritaire - **Art. 15** (*imputation des déficits fonciers sur le revenu global*) (p. 1064) : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression du paragraphe I bis de cet article relatif à la compensation de la perte de ressources résultant du paragraphe I) - **Art. 17 bis** (*défisicalisation des investissements outre-mer*) (p. 1067) : accepte l'amendement de coordination n° 2 du Gouvernement.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1456, 1458) : présente sa question

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes** (30 juin 1993) (p. 1911) : collaboration entre la Cour des comptes et le Parlement - Rôle de la Cour des comptes - Enquêtes de la Cour des comptes faites à la demande des commissions des finances des deux assemblées - Extension de la compétence de la Cour des comptes - (p. 1912) : contrôles budgétaires sur pièces et sur place - Modification du calendrier des travaux de la Cour des comptes en ce qui concerne la loi de règlement du budget

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1991) : indépendance de la Banque de France - Auditions de la commission des finances - Détermination et conduite de la politique monétaire - Missions du Conseil de la politique monétaire - (p. 1992) : maintien du rôle de la Banque de France sur le marché des changes - Contrôle démocratique de l'activité de la Banque de France - Pouvoirs de contrôle du Parlement - Contrôle prudentiel du système bancaire - Sauvegarde des 17 métiers de la Banque de France - (p. 1993) : nécessité et urgence de la réforme - Conséquences bénéfiques du processus d'indépendance - **Question préalable** (p. 2014) : invitation des représentants du personnel par la commission des finances.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 408 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2578, 2579) : déplore le dépôt par le Gouvernement, après accord en CMP, de quatre amendements sur les conclusions de la CMP - Demande le vote de ce texte - Missions de la Banque de France.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2662, 2663) : financement du projet de TGV-Est - Dépenses et ressources des collectivités territoriales - Région Lorraine.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts** [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3524, 3525) : évolution de la dotation globale de fonctionnement, DGF - Bilan du mécanisme de garantie minimale de progression - Péréquation - Incitation à l'intercommunalité - (p. 3526) : nouvelle répartition de la DGF des communes - Dotation forfaitaire, gelée au niveau de 1993 - Dotation d'aménagement - Dotation de solidarité urbaine, DSU - Comité des finances locales - Coopération intercommunale - Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA - (p. 3527) : limitation dans le projet de loi de finances pour 1994 de l'indexation de la DGF à la seule hausse des prix à la consommation - Effort de clarification des relations financières entre l'Etat et les collectivités locales.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4614, 4615) : conjoncture économique française - Conjoncture économique internationale - (p. 4616) : négociations du GATT - Endettement de l'Etat - Redressement des finances publiques - (p. 4617) : maîtrise des dépenses publiques - Révision des services votés - Réforme de l'Etat et décentralisation - (p. 4618) : réforme de l'impôt sur le revenu - Contribution sociale généralisée - Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales - (p. 4619) : allègement du coût du travail et lutte contre le chômage - Donne sa confiance au Premier ministre.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Demande de réserve** (p. 4888) : demande la réserve des articles 18 et 19 - **Art. 21** (*suppression de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs*) (p. 4895) : son amendement de suppression n° I-59 ; adopté - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4897, 4898) : plan d'investissements - Dépenses et ressources des collectivités locales - (p. 4900, 4901) : conditions d'éligibilité au remboursement de la TVA de certains équipements - Son amendement n° I-60 : report du dispositif prévu au 1^{er} janvier 1997 ; adopté par priorité - Sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° I-325 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Seconde délibération** - **Art. 25** (p. 4977) : accepte l'amendement de coordination n° A-4 du Gouvernement - Proteste contre le prélèvement effectué sur les fonds de réserve de la Caisse des dépôts et consignations - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 4989) : remerciements - (p. 4990) : agriculture - Fonds forestier national - Collectivités territoriales - Fiscalité locale.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5358) : votera ce projet de budget - Comité interministériel d'aménagement du territoire, CIAT - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Partenariat avec les collectivités locales - Contrat pluriannuel de stabilité des ressources des collectivités locales - (p. 5359) : déconcentration - Egalité d'accès aux services publics - Révision de la carte sanitaire - Débat national - (p. 5360) : zones éligibles au crédit du Fonds européen de développement régional - Négociations du GATT.

Seconde délibération :

(11 décembre 1993) - **Seconde délibération** (p. 6075) : accepte la demande de seconde délibération présentée par le Gouvernement.

– **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Après l'art. 41** (p. 6584) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Robert Vizet (modification de certaines règles relatives à la fiscalité directe locale) et accepte l'amendement n° 28 de M. Michel Charasse (aménagement de la législation relative aux exonérations ou au dégrèvement de la taxe d'habitation).

– **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale** - *Deuxième lecture* [n° 109 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6520) : navettes - Mention relative à la détention du capital par l'Etat - La commission des finances propose d'adopter conforme l'article 1^{er} restant seul en discussion.

– **Projet de loi de finances pour 1994** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6523) : travail de collaboration - Dégradation des finances publiques - Mesures de soutien à l'activité - Mesures en faveur de l'agriculture - (p. 6524) : dispositions relatives aux finances locales - Idée d'un contrat pluriannuel conclu entre l'Etat et les collectivités locales - Qualité du dialogue entre le Sénat et le Gouvernement - (p. 6525) : souhaite que le débat sur les collectivités territoriales intervienne lors de l'examen des articles de la première partie du projet de budget - Dialogue du Gouvernement avec la commission des finances - TVA sociale.

– **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 214 (93-94)] - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6863) : examen des amendements déposés par le Gouvernement - **Art. 12 A** (*exclusion des voleurs et de leurs complices du bénéfice de l'indemnisation des accidents automobiles*) (p. 6869) : demande le rejet de l'amendement de suppression n° 2 du Gouvernement - (p. 6871) : voleurs professionnels.

PONIATOWSKI (Michel), sénateur du Val-d'Oise (RI).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires étrangères.

– Vice-Président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution, présentée en application de l'article 73 bis du Règlement sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 205 (92-93)] (26 janvier 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Commerce extérieur**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour les Communautés européennes, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative aux procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale (n° E-3) [n° 225 (92-93)] (24 février 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Communautés européennes**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer un fonds de garantie pour indemniser les victimes d'accidents d'origine médicale [n° 286 (92-93)] (28 avril 1993) - **Santé**.

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une visite effectuée en région maritime Méditerranée à Toulon le 8 juin 1993 [n° 366 (92-93)] (16 juin 1993) - **Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur :

1° le projet de loi [n° 418 (92-93)], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la république de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991.

2° le projet de loi [n° 419 (92-93)], adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la république de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettres concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 451 (92-93)] (22 septembre 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Traités et conventions**.

Proposition de résolution, déposée en application de l'article 73 bis du Règlement, sur la proposition de décision du Conseil et des ministres et de la santé des Etats membres réunis au sein du Conseil concernant la prolongation jusqu'à la fin de 1994 du plan d'action 1991-1993 adopté dans le cadre du programme « l'Europe contre le SIDA » (n° E-135) [n° 108 (93-94)] (22 novembre 1993) - **Communautés européennes**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4381) - Ministère : Affaires sociales - *Fonctionnement du fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles* - Action sanitaire et sociale.

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6428) - Ministère : Affaires étrangères - *Danger des centrales nucléaires dans les pays de l'ex-URSS* - *Energie nucléaire*.

Questions orales européennes avec débat :

n° 1 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 113) - Ministère : Affaires européennes - *Principe de subsidiarité* - *Communauté économique européenne (CEE)*.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 113 à 115) : présente sa question portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 250, 251) : intervient à propos de la question de M. Maurice Blin, portant sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

- **Résolution n°(300, 92-93) adoptée par la commission des affaires économiques, en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil relative à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures décisionnelles des instruments communautaires de défense commerciale, et portant modification des règlements du Conseil applicables en la matière (n° E-3) [n° 281 (92-93)]** - (27 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 504, 505) : proposition d'acte communautaire n° E-3 - **Accroissement des pouvoirs de la Commission de Bruxelles** - Nécessité de maintenir le pouvoir du Conseil des ministres - **Chômage** - Libre échange - **Négociations du GATT** - **Fonctionnement des organes de la Communauté** - (p. 506) : accroissement de la Communauté - **Devenir des échanges internationaux** - **Discussion de la résolution** (p. 513) : se déclare opposé à l'amendement n° 1 de M. Félix Leyzour (rôle de la Commission et du Conseil des ministres ; nécessité de repousser la proposition n° E-3).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 418 (92-93)]** - (15 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 419) (p. 3214 à 3216).

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 419 (92-93)]** - (15 octobre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 418) (p. 3214, 3216).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4060) : soutient l'amendement n° 279 de M. Bernard Seillier (dérogation dominicale accordée aux établissements d'ameublement et d'électroménager).

POURCHET (Jean), sénateur du Doubs (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5226, 5227) : aménagement du territoire et développement rural - **Elevage en zone de montagne** - Ecoles nationales d'industrie laitière en Franche-Comté - **Retraites agricoles** - Cotisations et prestations sociales - **Votera ce projet de budget**.

POURNY (André), sénateur de Saône-et-Loire (rattaché administrativement au groupe RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 80 (JO Débats du 10 novembre 1993) (p. 4193) - Ministère : Aménagement du territoire - *Financement des équipements réalisés par un établissement public intercommunal* - (Réponse : JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6518) - **Communes**.

PRADILLE (Claude), sénateur du Gard (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques ; en démissionne ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 14 mai 1993).

PUECH (Jean), sénateur de l'Aveyron (UREI).

puis *ministre de l'agriculture et de la pêche* le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

Cessation du mandat sénatorial le 30 avril 1993 à minuit (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

En qualité de ministre de l'agriculture

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat.

Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 272 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Code rural**.

Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural [n° 296 (92-93)] (6 mai 1993) - **Code rural**.

Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Agriculture**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Alain Vasselle : **Elevage** (*Situation de l'élevage ovin*) (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 141).

de Jacques Machet : **Biocarburants** (*Carburants d'origine agricole*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 266).

de M. François Delga : **Fruits et légumes** (*Importations d'ail*) (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 266).

de M. Michel Doublet : **Cotisations sociales agricoles** (*Réforme des cotisations sociales agricoles*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4394).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 86 de Marcel Bony : **Exploitants agricoles** (*Conditions d'attribution de la prime à l'herbe*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6513).

n° 87 de Marcel Bony : **Exploitants agricoles** (*Application des pénalités pour dépassement de références laitières*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6514).

n° 88 de Marcel Bony : **Exploitants agricoles** (*Critères d'attribution de la prime à la vache allaitante*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6515).

n° 89 de M. Roland Courteau : **Viticulture** (*Poursuite de la restructuration du vignoble*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6517).

n° 90 de M. Roland Courteau : **Viticulture** (*Mesures en faveur des viticulteurs sinistrés*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6518).

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol [n° 353 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1637) : élevage - Aménagement rural - Conséquences économiques, sociales et sur l'environnement de la concentration industrielle de la production avicole - Se déclare favorable à cette proposition de loi - (p. 1643) : projet d'installation, par un groupe allemand, d'un poulailler géant dans le département de la Marne - Nécessaire réglementation européenne - Lutte contre les concentrations - **Art. unique** (*prorogation jusqu'au 30 juin 1995 de la possibilité de soumettre au contrôle des structures la création ou l'extension d'ateliers hors sol*) (p. 1645) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Félix Leyzour (suppression du caractère transitoire de la réglementation) et n° 2 de M. Claude Estier (prorogation jusqu'au 30 juin 1994).

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural [n° 296 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1646) : codification à droit constant - **Art. 1^{er} et dispositions annexées** (*Livre III (nouveau) du code rural - L'exploitation agricole*) : accepte les amendements de la commission, de rectification ou de précision, n° 1 à n° 74 et n° 86 à n° 92 (p. 1648, 1684) - **Art. 4 (abrogations)** (p. 1686) : accepte les amendements de la commission n° 75 à n° 84 (suppression de certaines abrogations) - **Art. 5 (modification du Livre I^{er})** : accepte l'amendement rédactionnel n° 85 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 272 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1687) : codification à droit constant des dispositions relatives à l'enseignement et à la formation professionnelle agricole publics - **Art. 1^{er}** (*Livre VIII (nouveau) du code rural - Enseignement, formation professionnelle et développement agricole, recherche agronomique*) : accepte les amendements de la commission n° 1 à n° 74 (modification du plan du titre I^{er} du livre VIII et modifications diverses de forme) - (p. 1691, 1708) - **Art. 3 (abrogation de dispositions législatives codifiées)** : accepte l'amendement de rectification n° 75 de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5165) : retraites - Relèvement des petites

retraites des chefs d'exploitation - (p. 5166) : prestations d'assurance maladie et d'invalidité - Cotisations sociales des agriculteurs ; réforme du mode de calcul - Prise en compte des déficits d'exploitation - Exploitants en difficultés - Démantèlement des taxes BAPSA - (p. 5167) : suppression de la taxe BAPSA sur les produits forestiers - Suppression des recettes provenant de la contribution sociale de solidarité des sociétés - Augmentation de la subvention du budget de l'Etat au BAPSA - Demande l'adoption de ce projet de budget annexe - (p. 5180) : contribution supplémentaire de l'Etat au BAPSA en 1993 - Evolution des cotisations sociales - (p. 5181) : cotisations des viticulteurs - Financement des exonérations de cotisations sociales des jeunes agriculteurs - Objectif de parité avec les salariés du régime général - Application de la réforme des cotisations - Déduction des déficits pour le calcul des cotisations ; financement - (p. 5182) : contribution sociale généralisée, CSG - Décalage dans le temps entre les revenus et les cotisations - Prise en charge par l'Etat des cotisations d'allocations familiales, prévue par la loi quinquennale pour l'emploi - Démantèlement des taxes BAPSA - Taxe sur les produits forestiers - Fonds forestier national - Taxe sur les huiles et les farines - Charges d'emprunt du BAPSA - Dépenses d'assurance maladie - (p. 5183) : Fonds de solidarité vieillesse : financement des dépenses de bonification par la subvention budgétaire au BAPSA - Revalorisation des petites retraites des chefs d'exploitation - Veuves d'agriculteurs - Insuffisance des moyens de l'action sociale - **Examen des crédits figurant aux articles 32 et 33** : augmentation de la subvention pour le BAPSA - **Après l'art. 52 bis** (p. 5184) : s'oppose à l'amendement n° II-13 de M. André Vallet (régime d'appel provisionnel de cotisations pour 1994), retiré par son auteur et repris par M. Louis Minetti.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5185) : négociations du GATT - Réforme de la politique agricole commune - Politique de fermeté de l'actuel Gouvernement - (p. 5186) : crise de l'agriculture et de la pêche - Présentation des crédits - Aide au désendettement des exploitations - Compensation des handicaps naturels ; indemnité spéciale montagne, ISM ; extensification ; prime à l'herbe - (p. 5187) : valorisation des productions agricoles - Lait - Réforme de l'organisation commune des marchés des fruits et légumes - Crédits d'intervention des offices - Défense de la qualité ; politique de promotion, de certification et des labels ; aide à la qualité des produits de montagne - Fonds forestier national - (p. 5188) : aide à l'installation ; dotation d'installation des jeunes agriculteurs ; prétraitement agricole - Crédits de l'enseignement agricole public et privé - Formation professionnelle - Crédits des grands établissements publics de recherche - (p. 5189) : politique d'aménagement rural et de l'environnement - Modernisation des bâtiments d'élevage - Crédits de la pêche ; effort de soutien ; crise du secteur - Allègement des charges sociales - Crédits affectés à la valorisation de la pêche - Soutien aux investissements des ports de pêche - Demande l'adoption de ce projet de budget - (p. 5198, 5199) : ventilation des crédits de l'agriculture - Effectifs du ministère de l'agriculture - Organisation économique de l'agriculture - Valorisation non-alimentaire ou énergétique des produits agricoles - (p. 5200) : relations entre l'industrie alimentaire et la grande distribution - Assurance grêle - Enseignement technique agricole - Personnels enseignants - Personnels non titulaires - (p. 5201) : enseignement agricole privé - Enseignement supérieur agronomique et vétérinaire - Formation professionnelle - Soutien aux associations - Aménagement et développement rural - Réforme de la politique agricole commune, PAC - (p. 5202) : jachères - Application de l'accord sur les oléagineux - Dispositif agri-monnaire - Elaboration d'un calendrier de versement des aides - (p. 5223) : prime à l'herbe - (p. 5238) : fermeté du Gouvernement dans les négociations du GATT - Aménagement de la PAC réformée - Gestion des jachères ; soja dans le Sud-Ouest ; irrigation - Filière éthanol - Retraites agricoles - (p. 5239) : charges des exploitations agricoles - Désendettement - Déduction pour investissement - Installation des jeunes agriculteurs - Conseil supérieur d'orientation et de coordination de l'économie agricole et alimentaire, CSO - Offices d'intervention - Fruits et légumes - Viticulture - Loi Evin - Organisation commune du marché du vin - (p. 5240) : taux de TVA du secteur de l'horticulture - Quotas laitiers - Quotas laitiers en zone de montagne - Elevage ; veaux ; ovins ; porcs ; aides à la qualité pour les zones de montagne - (p. 5241) : droits à prime des troupeaux mixtes -

Industries agro-alimentaires - Relations entre les producteurs agricoles et la grande distribution - Pêche ; cotisations sociales de la pêche industrielle et semi-industrielle - Préférence communautaire en matière de pêche ; réserves sur la proposition de la Commission de la CEE au GATT - Aménagement et développement rural - (p. 5242) : loi « montagne » - Fonds forestier national ; inscription budgétaire supplémentaire - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5243) : répond à M. Félix Leyzour sur la situation de l'école nationale vétérinaire de Maisons-Alfort.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 221 (93-94)] - (23 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6910) : améliorations apportées au texte grâce aux amendements - Remerciements - **Sur l'ensemble** (p. 6911) : accords du GATT.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Délégué titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Albert Vecten, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 235 (92-93)] (13 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Fonctionnaires et agents publics**.

Proposition de loi, déposée avec M. André Jourdain, relative à la prise en charge des personnes âgées dépendantes [n° 236 (92-93)] (13 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Personnes âgées**.

Proposition de loi, déposée avec M. Henri Collard, relative à la décentralisation de la politique du développement rural [n° 245 (92-93)] (29 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Aménagement rural**.

Q

QUILÈS (Paul), *ministre de l'intérieur et de la sécurité publique.*

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO* Lois et décrets du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux polices municipales [n° 199 (92-93)] (13 janvier 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Communes.**

QUILLIOT (Roger), sénateur du Puy-de-Dôme (S).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Avant l'art. 50** (p. 6036) : son amendement n° II-8, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : possibilité de majoration du taux de la taxe professionnelle dans la limite du taux moyen national constaté l'année précédente ; devenu sans objet.

R

RAIN COURT (Henri de), sénateur de l'Yonne (RI).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à l'allocation compensatrice pour tierce personne [n° 71 (93-94)] (3 novembre 1993) - **Personnes âgées.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de **loi de finances** pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Aménagement rural** - [n° 103 (93-94)] tome 2 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 3 bis** (*anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 829) : soutient l'amendement n° 58 de M. Philippe Adnot (exonération partielle de la part départementale de l'impôt foncier non bâti) - **Après l'art. 5** (p. 843) : soutient l'amendement n° 41 de M. Philippe Adnot (modification du système d'exonération totale de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP) - **Fiscalité des biocarburants** - Variation des taux en fonction des produits - Signature de l'accord sur les oléagineux - **Art. 17 bis** (*défisicalisation des investissements outre-mer*) (p. 909) : son amendement n° 72 : prise en compte de certaines circonstances exceptionnelles pour justifier les aménagements d'engagement et d'affectation des biens acquis avec le bénéfice de la déduction fiscale ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Après l'art. 30** (p. 3498 ; 3501, 3502) : son amendement n° 50 : allocation compensatrice pour tierce personne prévue à l'article 39-1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 demandée par une personne âgée de plus de 60 ans ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 6** (*exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement*) (p. 4718) : son amendement n° I-36 : extension du dispositif aux départements et territoires d'outre-mer ; retiré.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4777) : son amendement n° I-33 ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-197 de M. Pierre Lagourgue (réduction de la durée normale d'utilisation des véhicules automobiles de location dans les DOM-TOM) - (p. 4779) : son amendement n° I-132 : régime de défiscalisation en cas de restructuration d'entreprise et de mise en liquidation judiciaire ; adopté.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4855) : son amendement n° I-42, soutenu par M. Roland du Luart : constitution de provisions pour investissement dans les parts de sociétés coopératives et mutualistes ; retiré.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (aménagement rural) - (p. 5193, 5194) : multiplicité des

fonds interministériels relatifs à l'aménagement rural - Fonds d'amortissement des charges d'électrification, FACE - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Soutien à l'extensification - Crédits d'animation rurale - Forêts - Filière bois - (p. 5195) : utilisation insuffisante des possibilités d'aide communautaire - Avis favorable à l'adoption de ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** - *Deuxième lecture* [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 30** (p. 6180) : son amendement n° 26 : conditions d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne pour les personnes âgées de plus de soixante ans ; retiré.

RAOULT (Paul), sénateur du Nord (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire, puis secrétaire (*JO Lois et décrets* du 7 janvier 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 278) - Ministère : Equipement - **Tarifs de la SNCF** - **Société nationale des chemins de fer français** (SNCF).

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - **Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 365, 366) : contrôle de l'implantation des entreprises - Communes rurales - Données statistiques - Productions agricoles - Régions frontalières - Programmes d'intervention de la CEE - (p. 367) : dimension européenne de l'aménagement du territoire : exemple de la région Nord-Pas-de-Calais.

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental** [n° 127 (93-94)] - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6827, 6829) : évolution des crédits - Restauration des sites archéologiques - Réaménagement des parcs et jardins - Création de l'Association nationale pour les fouilles archéologiques de sauvetage, ANFAS - Ecole nationale du patrimoine - Notion de patrimoine - Procédures de classement - Recrutement de personnels qualifiés - Exemple de la région du Nord-Pas-de-Calais - Travaux sur les monuments classés - Moyens de financement de l'État - Ressources fiscales des communes - Chantiers de jeunes - Exemple du Quesnoy - Développement des classes « patrimoine » - Dotation financière affectée à la région du Nord - Pas-de-Calais - Patrimoine d'origine militaire.

RAUSCH (Jean-Marie), sénateur de la Moselle (rattaché administrativement au groupe du RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances** pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Recherche** - [n° 103 (93-94)] tome 6 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche - **I - Enseignement supérieur** - **II - Recherche** - (10 décembre 1993) - Rapporteur

pour avis (recherche) - (p. 5967, 5968) : évolution du budget civil de la recherche et du développement - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - Recherche médicale - Nécessaire relance de l'effort de recherche - Recherche et aménagement du territoire - Concentration des ressources financières et des chercheurs en Ile-de-France - Souhaite une politique volontariste de régionalisation - Avis favorable à l'adoption de ces crédits.

RÉGNAULT (René), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.
- Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel.
- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - Marine marchande** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 23 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2824) - Ministère : Budget - *Situation des finances locales - Finances locales.*

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 360) : suggère la définition de pôles territoriaux hiérarchisés - (p. 361) : péréquation entre collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement, DGF - Coopération intercommunale - Services publics en zones rurales - Education en territoire rural - (p. 362) : Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle.
- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 755) : contradiction entre les actions et les propos rassurants du Gouvernement - Consommation - (p. 756) : pouvoir d'achat - Mesures en faveur du patronat et des entreprises - Ressources des collectivités locales - Réaménagement équilibré du territoire - Aide au logement - Annulations de crédits - (p. 757) : importance des investissements publics.
- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 6 (protection des intérêts nationaux)** (p. 1153) : action spécifique - Capitaux étrangers - Exemple de l'Aérospatiale - Actionnariat public - (p. 1177, 1178) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 231 (insertion après les mots : « la protection des intérêts nationaux » de ceux de : « ou des intérêts essentiels à la sécurité de la Nation ») et n° 232 (transformation de l'action ordinaire en action spécifique pour toute société ou filiale de société exerçant une part prépondérante de son activité dans le secteur des industries d'armement).
- **Proposition de loi tendant à proroger l'application du contrôle des structures des exploitations agricoles pour les créations ou extensions de capacité des ateliers hors sol [n° 353 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1638, 1639) : conséquences économiques, sociales, en

terme d'environnement et d'aménagement rural des ateliers d'élevage hors sol - **Projet d'installation par un groupe allemand d'un poulailler géant dans le département de la Marne - Excédents agricoles - Urgence d'une réglementation européenne - Seuil de capacité de production - Art. unique (prorogation jusqu'au 30 juin 1995 de la possibilité de soumettre au contrôle des structures la création ou l'extension d'ateliers hors sol)** (p. 1644) : soutient l'amendement n° 2 de M. Claude Estier (prorogation jusqu'au 30 juin 1994) - Abstention du groupe socialiste sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre III (nouveau) du code rural [n° 296 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1686, 1687) : vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 272 (92-93)]** - (23 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1690, 1691) : codification à droit constant - Enseignement agricole - Vote de ce projet de loi par le groupe socialiste.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1922, 1923) : soutient l'amendement n° 3262 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Examen précipité de ce texte - Maintien de services d'intérêt général en milieu rural - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Art. 15 (exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique monétaire)** (p. 2088) : multiplicité, spécificité et originalité des activités de la Banque de France - (p. 2089, 2090) : soutient les amendements de M. Paul Lorient, n° 104 (reconnaissance à la Banque de France du droit à la responsabilité), n° 105 (rôle indispensable assuré par les comptoirs de la Banque de France) et n° 106 (prestations pouvant être rémunérées pour couvrir les coûts engagés par la Banque de France) - **Après l'art. 17 bis** (p. 2099, 2100) : soutient les amendements de M. Paul Lorient, n° 113 (inscription au titre des missions de la Banque de France de la mission liée à la loi de prévention du surendettement des ménages), n° 114 (inscription de la gestion des fichiers concernant le surendettement des ménages et les chèques irréguliers au titre des activités dont la Banque de France a le monopole) et n° 128 (consultation des collectivités locales sur les décisions de création ou de fermeture de succursales de la Banque de France et institution auprès de chaque comptoir d'un conseil local de la monnaie et du crédit).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3522) : dotation globale de fonctionnement, DGF, de 1993 - (p. 3533, 3534) : évolution de la DGF ; péréquation ; garantie minimale - Refonte des dotations, notamment touristique, en une dotation forfaitaire gelée au montant de 1993 ; abandon de l'indexation sur le PIB - Dotation de solidarité urbaine - Atteintes aux ressources des collectivités locales - (p. 3535) : coopération entre communes - Réforme de la fiscalité locale - Dotation de solidarité rurale - Critères retenus pour l'élection des bourgs-centres - Dotation d'aménagement - Modalités de versement de la DGF - (p. 3536) : aménagement du territoire - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi dans sa rédaction actuelle - (p. 3563) : attribution de la dotation touristique aux syndicats intercommunaux à vocation multiple, SIVOM.

- **Rappel au règlement** : demande au Gouvernement le gel des avoirs en France des personnalités haïtiennes responsables du coup d'Etat (27 octobre 1993) (p. 3547, 3548).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] - Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3571, 3572) : sa motion n° 26, tendant à opposer la question préa-

lable ; rejetée - Aggravation des inégalités dans la répartition de la DGF - Garantie minimale de progression - Précipitation dans l'examen du projet de loi - Projet de loi de finances pour 1994 - (p. 3573) suppression de la référence au PIB pour l'indexation de la DGF - Réduction des concours aux collectivités locales - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3576, 3577) : reprend l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Delevoe : modification du dispositif d'indexation limitée au seul exercice 1994 ; irrecevable (article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959) - **Art. 1^{er}** (*composition de la dotation globale de fonctionnement*) : aggravation des inégalités entre communes par le mécanisme de la dotation forfaitaire - Dotation touristique - Sur les amendements de la commission, se déclare favorable au n° 1 (amélioration de la rédaction) ; intervient sur le n° 2 (régularisation éventuelle en cas de modification du mode d'indexation) - **Art. 3** (*modalités d'évaluation de la population des communes bénéficiaires de la DGF*) (p. 3581, 3582) : inégalités générées par la hiérarchisation retenue pour les strates démographiques - **Après l'art. 3** (p. 3583) : votera l'amendement n° 28 de M. Joël Bourdin (introduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle dans le calcul du potentiel fiscal), retiré par son auteur et repris par M. Louis Perrein - **Art. 4** (*suppression de la référence à la dotation de péréquation de la DGF dans une division du code des communes*) (p. 3584) : vote du groupe socialiste contre cet article sacrifiant la péréquation - **Art. 6** (*la dotation forfaitaire*) (p. 3589, 3590) : sur l'amendement n° 37 de M. Christian Bonnet (concours particuliers ; dotation touristique), son sous-amendement n° 115 : perception de la dotation touristique pour les communes ou groupements de communes touristiques et thermaux ; devenu sans objet - **Art. 7** (*suppression des références à la dotation de compensation et aux concours particuliers dans les sections du code des communes ; création d'une sous-section intitulée dotation d'aménagement*) (p. 3595) : dotation touristique - **Art. 9** (*la dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre*) (p. 3598, 3599) : danger de l'extension de l'éligibilité aux dotations à d'autres structures que les communautés de communes et de villes - (p. 3603) : Vote du groupe socialiste contre les amendements n° 5 à n° 12 de la commission des finances, proposant une nouvelle rédaction - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3605) : bourgs-centres - (p. 3614) : se déclare opposé aux amendements n° 57 de M. François Trucy (critère du nombre de demandeurs d'emploi et de bénéficiaires du RMI) et n° 89 de M. Robert Vizet (prise en compte des demandes d'emploi) - (p. 3626) : intervient sur les amendements n° 39 de M. Joël Bourdin (non cumul pour une même commune de la dotation de solidarité rurale et de la dotation de solidarité urbaine) et n° 95 de M. Robert Vizet (conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale) - **Art. 14** (*modalités de versement de la DGF*) (p. 3627) : pénalisation des communes par le versement en fin d'année - (p. 3629) : reprend l'amendement n° 44 de M. Alain Vasselle, retiré par son auteur : versement semestriel de la DGF ; rejeté - Vote du groupe socialiste contre l'article 14 - **Art. 25** (*taux d'évolution de la DGF des départements en 1994*) (p. 3633, 3634) : insuffisante progression - Sur l'amendement de précision n° 19 du Gouvernement, son sous-amendement n° 117 ; rejeté - **Art. 26** (*affectation des ressources de la dotation particulière de solidarité urbaine à la péréquation et à la solidarité financière entre les départements*) (p. 3636, 3637) : vote du groupe socialiste contre cet article - **Art. 27** (*la dotation de développement rural*) (p. 3639, 3640) : vote du groupe socialiste contre cet article - **Art. 31** (*rapport au Parlement sur l'application des dispositions de la loi*) (p. 3643) : se déclare favorable à l'amendement n° 116 du Gouvernement (chapitre spécifique au concours particulier de la dotation touristique et de la dotation villes-centres au sein de la dotation forfaitaire) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3645) : vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4637) : réduction des dotations financières aux collectivités territoriales - Impôts locaux - Ressources des collectivités territoriales - (p. 4638) : TVA et fonds de compensation pour la TVA - Non-indexation de la dotation globale d'équipement - Charge de la dette des collectivités ter-

ritoriales - Logement social locatif en milieu rural - (p. 4639) : fiscalité des élus - Politique d'aménagement du territoire - Moyens financiers des collectivités territoriales - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4783) : au nom du groupe socialiste, se déclare opposé à l'amendement n° I-49 de la commission (augmentation du taux de remboursement de la TVA).

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Avant l'art. 10** (p. 4818) : soutient l'amendement n° I-163 de M. Robert Lacomme (modification des règles d'assiette de taxe sur les salaires) - (p. 4823) : soutient l'amendement n° I-157 de M. Marcel Bony (application du taux de TVA réduit aux activités équestres) - **Art. 13** (*reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 4836, 4837) : intervient sur l'amendement n° I-216 de M. Jean-Marie Girault (affectation de la majoration de ce prélèvement à la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) - Loi de révision des bases cadastrales - Budget des collectivités locales - **Art. 14** (*quinquies*) (*aménagement du régime de fiscalisation des indemnités des élus locaux*) (p. 4850) : possibilité donnée aux élus locaux d'opter pour le régime fiscal de droit commun - Transparence - **Après l'art. 15** (p. 4870) : intervient sur l'amendement n° I-217 de M. André Diligent, repris par M. Louis Perrein (assujettissement de La Poste et de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales perçues au profit des collectivités locales et des établissements et organismes divers) - Budget des collectivités territoriales - Equilibre financier de La Poste et de France Télécom - **Art. 20** (*modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4894) : se déclare opposé à l'amendement n° I-58 de la commission (actualisation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'inflation prévisionnelle avec régularisation, l'année suivante, par l'Etat au profit des collectivités territoriales à raison de la moitié du taux de croissance constaté et du supplément éventuel d'inflation par rapport aux provisions) - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4896, 4897) : soutient l'amendement de suppression n° I-175 de M. Jean-Pierre Masseret - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4909) : soutient l'amendement de suppression n° I-178 de M. Jean-Pierre Masseret.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5047, 5048) : crédits proposés - Economies budgétaires - Effectifs - Modernisation administrative - Apprentissage maritime - Action de police et de signalisation maritime - Diminution des crédits en faveur de la protection et de l'aménagement du littoral - Etablissement national des invalides de la marine, ENIM - (p. 5049) : sécurité maritime - Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage, CROSS - Société nationale de sauvetage en mer, SNSM - Flotte de commerce - Plan marine marchande - Construction navale - Pavillon français et immatriculation dans les Terres australes et antarctiques françaises, TAAF - Cotisations sociales - (p. 5050) : application de la loi « littoral » - Avis favorable de la commission des finances sur ce projet de budget - En remplacement de M. Tony Larue, rapporteur spécial pour les ports maritimes - (p. 5052, 5053) : évolution des crédits - Entraves à la compétitivité des ports français - Loi du 9 juin 1992 modifiant le régime de travail pour les ports maritimes - Réforme de la manutention portuaire ; plans sociaux - Trafic des ports français - Desserte terrestre ; desserte Paris-Le Havre - Procédures administratives et douanières au sein de la CEE - Avis favorable à l'adoption des crédits proposés.

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5394, 5395) : dotations financières de l'Etat aux collectivités territoriales - Le groupe socialiste et apparenté s'oppose avec force au choix du Gouvernement - Problème du remboursement intégral de la TVA - Transferts financiers accompagnant la décentralisation - Base de calcul de la dotation globale de fonctionnement - (p. 5396) : dotation de

compensation de la taxe professionnelle - Dotation globale d'équipement - Dotation générale de décentralisation - Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle - Politique équilibrée d'aménagement du territoire - (p. 5397) : financement des groupes d'élus dans les collectivités locales - Formation des élus et des fonctionnaires des préfetures - Police municipale - Fonction publique territoriale : recrutement et formation - (p. 5398) : Centre national de la fonction publique territoriale - Le groupe socialiste votera contre ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5405) : le groupe socialiste vote contre - **Art. 62** (fixation pour 1994 des montants de la dotation globale d'équipement, de la dotation régionale d'équipement scolaire et de la dotation départementale d'équipement des collèges) (p. 5406) : le groupe socialiste vote contre.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5858, 5859) : déconcentration - Temps partiel - Délocalisations administratives - Fonction publique territoriale - (p. 5860) : avis défavorable du groupe socialiste.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Avant l'art. 48** (p. 6030) : son amendement n° II-50, soutenu par M. Jean-Pierre Masseret : revalorisation du montant maximum de la réduction d'impôt accordée aux adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés ; rejeté.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6357, 6358) : enveloppe de la DGF pour 1994 et 1995 - Conséquences économiques de la baisse des ressources des collectivités locales - Consolidation des inégalités - Dotation touristique - Dotation de développement rural - Coopération intercommunale - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi - **Après l'art. 3** (p. 6359) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 de M. Robert Vizet (mécanisme de majoration des seuils de population pour les communes accueillant sur leur territoire d'importantes implantations universitaires, hospitalières ou militaires) - **Art. 6** (p. 6361, 6363) : dotation touristique - Se déclare opposé à l'amendement n° 1 de la commission (indexation des dotations touristiques et de la dotation ville-centre sur l'évolution de la dotation forfaitaire) - Vote du groupe socialiste contre cet article - **Art. 9** (p. 6365) : insuffisante dotation des groupements de communes - **Art. 11** (p. 6368, 6369) : parole sur l'article - **Art. 234-12 du code des communes (dotation de solidarité urbaine)** (p. 6374) : se déclare opposé à l'amendement n° 21 de M. Louis Althapé (modification du plafond de l'effort fiscal) et sur le même objet, à l'amendement n° 6 de la commission - **Art. L. 234-13 du code précité (dotation de solidarité rurale)** (p. 6378, 6380) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Louis Althapé (bourgs-centres : suppression de l'extension à des communes de dix à vingt mille habitants) - **Art. 26** (p. 6381) : départements défavorisés - **Art. 27** (p. 6382, 6384) : dotation de développement rural - Investissements des communes - Coopération intercommunale - Vote du groupe socialiste contre les amendements n° 13, n° 14 et n° 15 de la commission (retour au texte adopté en première lecture par le Sénat) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6386) : vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

RENAR (Ivan), sénateur du Nord (C).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.
- Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.
- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1416) - Ministère : Culture : **Réduction des crédits de la Culture - Culture (ministère de la)**.

Questions orales avec débat :

n° 12 (JO Débats du 18 avril 1992) (p. 686) - Ministère : Premier ministre - **Enseignement des langues anciennes** - (Caduque : mars 1993) - **Langues anciennes**.

n° 20 (JO Débats du 19 juin 1992) (p. 1859) - Ministère : Agriculture - **Réforme de la politique agricole commune** - (Caduque : mars 1993) - **Politique agricole commune (PAC)**.

n° 4 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 105) - Ministère : Education - **Enseignement des langues anciennes - Langues anciennes**.

n° 18 (JO Débats du 7 mai 1993) (p. 203) - Ministère : Industrie - **Difficultés de l'industrie du textile et de l'habillement** - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1465) - **Industrie textile**.

n° 25 (JO Débats du 26 mai 1993) (p. 426) - Ministère : Culture - **Difficultés du cinéma français - Cinéma**.

n° 36 (JO Débats du 3 octobre 1993) (p. 2733) - Ministère : Culture - **Conséquences des négociations du GATT sur la situation de l'industrie cinématographique et audiovisuelle - GATT**.

Questions orales sans débat :

n° 15 (JO Débats du 6 mai 1993) (p. 187) - Ministère : Education - **Suppression des postes d'enseignants en polonais dans l'académie de Lille** - (Réponse : JO Débats du 5 juin 1993) (p. 703) - **Enseignement secondaire**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 341, 342) : Nord-Pas-de-Calais - TGV Nord, au détriment des dessertes secondaires - Friches urbaines et industrielles ; parc immobilier des anciennes houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais - Chômage - Délocalisation vers des pays à bas prix de main-d'oeuvre et dépourvus de protection sociale - Conséquences des critères de rentabilité financière des groupes industriels - (p. 343) : services publics - Démocratie locale.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 juin 1993) - **Art. 16 (représentation des salariés au conseil d'administration)** (p. 1228) : nationalisation - Participation des salariés - Précarisation du monde salarial - (p. 1229, 1231) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 144 et n° 145 (mode de représentation des salariés au sein des conseils d'administration) - **Après l'art. 19** (p. 1238, 1239) : soutient l'amendement n° 149 de Mme Hélène Luc (renégociation de l'accord signé à Bruxelles en 1991 entre la Commission des Communautés européennes, le Gouvernement français et la compagnie nationale Air France à la suite de l'achat de l'entreprise UTA) - **Art. 20 (abrogations et dispositions diverses)** (p. 1240, 1241) : cas de l'Aérospatiale - Position des syndicats sur sa privatisation - Avenir économique de la France - (p. 1242) : soutient l'amendement n° 153 de Mme Hélène Luc (suppression de cet article puis de chacun de ses alinéas).

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1459, 1461) : présente sa question.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1853) : soutient la motion n° 3 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - Importance du système éducatif pour l'avenir économique et humain - Révolution technologique et informa-

tionnelle - (p. 1854) : éducation nationale - Système éducatif élitiste et inégalitaire - Budget de l'Etat consacré à l'éducation nationale - (p. 1855) : service public de l'éducation nationale - **Art. 1^{er}** (*Le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement*) (p. 1873) : soutient l'amendement n° 3273 de Mme Danielle Bidard-Reydet (priorité donnée au système éducatif) - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 1878, 1883) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet n° 3304 (suppression de la possibilité pour un établissement d'enseignement privé sous contrat de bénéficier d'une aide des collectivités territoriales pour les dépenses d'investissement) et n° 3307 (réaffirmation du principe du financement public des investissements de l'école de la République).

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale [n° 461 (92-93)]** - (19 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3228) : avenir de l'Imprimerie nationale - (p. 3229) : démantèlement des entreprises publiques - Modernisation de l'Imprimerie nationale - Préfiguration d'un processus de privatisation - Prélèvement d'une partie des fonds de roulement de l'Imprimerie nationale au profit du budget général - Création de filiales outre-atlantique - (p. 3230) : statuts juridiques et sociaux - Décret du 4 décembre 1961 régissant les relations de l'Imprimerie nationale avec ses clients - Présence sur les marchés étrangers - Absence de concertation avec le personnel - (p. 3231) : industrie du livre - Statuts sociaux des personnels et continuité des missions de l'Imprimerie nationale - Refuse ce projet de loi - **Art. 2** (*maintien des missions de souveraineté*) (p. 3238, 3239) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 15 (privilège d'impression de l'ensemble des documents secrets ou dont la réalisation nécessite la mise en oeuvre de dispositions d'exceptionnelle sécurité), n° 16 (privilège d'impression de tout document officiel de présentation relatif à la loi de finances et à ses annexes) et n° 17 (vocation de l'Imprimerie nationale de répondre aux besoins d'impression de l'Etat et des collectivités territoriales) - **Art. 4** (*dispositions relatives aux ouvriers d'Etat*) (p. 3242) : soutient les amendements de M. Robert Vizet, n° 20 (maintien des droits et garanties offerts en matière de congés), n° 21 (maintien des avantages sociaux liés à l'insalubrité des conditions de travail), n° 22 (maintien des droits syndicaux des ouvriers de l'Imprimerie nationale) et n° 23 (bénéfice des oeuvres sociales rattachées au ministère du budget accordé aux ouvriers d'Etat employés par l'Imprimerie nationale à la date de réalisation des apports) - Soutient l'amendement n° 24 de M. Robert Vizet (suppression de la possibilité donnée aux ouvriers d'Etat d'opter pour un simple contrat de travail de droit commun).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4063) : soutient l'amendement n° 454 de Mme Michelle Demessine (accord du salarié pour le travail de nuit) - **Art. 30 bis** (*repos quotidien*) (p. 4069) : soutient l'amendement de suppression n° 460 de Mme Michelle Demessine - **Art. 31** (*décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes*) (p. 4077) : soutient l'amendement n° 465 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression du b du paragraphe A de l'article relatif au principe du transfert à la région des compétences relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle) - **Art. 34** (*plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes*) (p. 4087) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 470 (suppression de la formation initiale préparant à un diplôme entrant dans le champ de compétences du plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes) et n° 471 (extension à l'ensemble des acteurs politiques de l'établissement du plan régional de développement des formations professionnelles).

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 40** (*contrats d'insertion*) - **Paragraphe II** (*création de trois articles dans le code du travail*) - **Art. L. 981-9-1 du code du travail** (*contrat d'insertion*) (p. 4159) : soutient l'amendement n° 515 de Mme Danielle Bidard-Reydet (non-renouvellement du contrat et durée de celui-ci).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4858) : soutient l'amendement n° I-280 de M. Robert Vizet (exonération des exploitations agricoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties selon un processus progressif d'application) - (p. 4859) : soutient l'amendement n° I-281 de M. Louis Minetti (institution d'un fonds de prise en charge des cotisations d'assurance des agriculteurs contre la grêle).

Deuxième partie :

Education nationale - (6 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5658) : dégradation des conditions de travail des enseignants - Exemple de l'académie de Lille - Zones « sensibles » - Enseignement artistique - **Titre IV** (p. 5660) : télévision éducative.

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5679, 5680) : exclusion de la culture du champ de compétences du GATT - Responsabilité publique et nationale en matière de culture - Régression de ce budget - Réduction des crédits - Emplois artistiques - Difficultés des collectivités territoriales - Enseignement artistique - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5693, 5694) : grands orchestres symphoniques de province - Equilibre entre Paris et la province - Possibilité de création de centres dramatiques européens - **Etat C - Titre VI** : musées d'arts plastiques - Musées de province.

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5826, 5827) : accroissement des ressources du service public audiovisuel - Hausse importante de la redevance - Conditions d'exonération de la redevance - Menace d'autorisation d'une seconde coupure publicitaire - Situation de France Télévision - Insuffisances de ce projet de budget pour garantir l'avenir de la télévision publique - Négociations sur le GATT - Augmentation des moyens de Radio France - Situation difficile de la presse écrite - **Examen des crédits - Art. 44** (*affectation aux organismes du secteur public de la communication audiovisuelle du produit estimé de la redevance pour droit d'usage des appareils et récepteurs de télévision*) (p. 5835) : déficit de la Société française de production, SFP - Proposition d'un accès à la redevance pour la société française de production - Fonds de soutien à l'audiovisuel - **Après l'art. 44** (p. 5837) : son amendement n° II-28 : exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la redevance audiovisuelle ; rejeté - **Etat B - Titre IV** (p. 5837, 5838) : baisse des aides gouvernementales aux quotidiens nationaux et régionaux à faibles ressources publicitaires - Réduction de l'aide de l'Etat à l'expansion de la presse française à l'étranger - Régression de l'aide publique aux transports ferroviaires de la presse.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) - **Examen des crédits de l'enseignement supérieur - Etat B** (p. 5991) : enseignement supérieur dans la région Nord-Pas-de-Calais - Besoins en postes d'enseignants et de personnels administratifs, techniciens, ouvriers et de service, ATOS - Locaux - Faiblesse des moyens de la formation pour la recherche - **Etat C** (p. 5992, 5993) : Université des sciences et technologies de Lille - Demande l'aide au développement de la recherche scientifique et industrielle dans la région Nord-Pas-de-Calais.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (14 décembre 1993) - **Rappel au règlement** (p. 6225) : au nom du groupe communiste et apparenté, demande la réunion immédiate de la commission des affaires culturelles, pour qu'elle approfondisse sa réflexion à la lecture du rapport Vedel remis tardivement - Consultation des organisations syndicales et associations scolaires et parascolaires - Auditions - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 6254, 6256) : soutient les amendements de Mme Danielle Bidard-Reydet, n° 3314 (impossibilité d'accorder une aide aux investissements aux établissements d'enseignement privés sous contrat pour la construction d'un bâtiment nouveau sur les territoires d'une commune où une classe ou une école publique a été fermée dans les cinq années précédentes), n° 3316 (suppression des avantages consentis à certains établissements privés techniques ou agricoles par rapport à ceux qui sont consen-

tis aux établissements publics et transparence des opérations) et n° 3317 (suppression des dispositions prévoyant qu'un décret en Conseil d'Etat déterminera les conditions d'application de ces dispositions) - Liberté de choix du type d'enseignement par les familles - Carences de l'enseignement public - Obligations de l'enseignement public - Décentralisation et finances locales - Missions de l'enseignement agricole - Obligation de parité entre l'enseignement agricole public et le système éducatif public - Enseignement agricole privé - Développement prioritaire du service public - Absence d'engagement financier de l'Etat - Echecs scolaires - **Art. 2 (respect des orientations du schéma prévisionnel des formations)** (p. 6265, 6266) : soutient l'amendement n° 3320 de Mme Danielle Bidard-Reydet (droit de participation des représentants des parents d'élèves au conseil d'administration et au conseil de classe des établissements d'enseignement privés secondaires) - Bon usage des fonds publics - Partage des pouvoirs de décision à l'intérieur des structures bénéficiaires des aides publiques - (p. 6268) : soutient l'amendement n° 3323 de Mme Danielle Bidard-Reydet (mise à la disposition des élèves d'un local dans chaque établissement et reconnaissance du droit d'association aux élèves des classes supérieures des lycées préparatoires et BTS) - **Explication sur le vote unique** (p. 6297, 6298) : « coup de force parlementaire » - Argument de la sécurité des enfants dans les établissements privés - Discrimination entre les établissements d'enseignement privés et ceux de l'enseignement public - Difficultés financières des collectivités locales - Financement du patrimoine privé confessionnel par des fonds publics - Financement de l'investissement éducatif - Le groupe communiste votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Question préalable** (p. 6715 à 6718) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Rôle de la télévision - Caractère dangereux de l'introduction du capital privé à la télévision - Soumission des programmes à l'audimat - Chute de la production et de la qualité françaises - Echec de la télévision au regard de ses missions - Insuffisance du budget de 1994 - Concentration croissante des réseaux - Déperissement des radios locales indépendantes - Danger des négociations du GATT - Désengagement des chaînes du financement de la production - Rôle pilote des moyens de production - **Avant l'art. 1^{er} A** (p. 6718) : son amendement n° 49 : abrogation de l'article 73 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication et autorisant l'insertion d'une coupure publicitaire au milieu des films de cinéma présentés à la télévision ; rejeté - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6721) : son amendement n° 50, soutenu par Mme Hélène Luc : maintien dans sa rédaction actuelle de l'article 45 de la loi de 1986 et définition des règles de fonctionnement de la future chaîne du savoir ; rejeté - (p. 6723) : son amendement n° 51 : constitution du capital de la chaîne éducative ; rejeté - (p. 6727) : se déclare favorable à l'amendement n° 15 de M. Pierre Laffitte (promotion de la chaîne d'accès au savoir) - (p. 6728) : son amendement n° 52, soutenu par Mme Hélène Luc : réalisation des investissements techniques nécessaires à une réception satisfaisante des programmes de la chaîne ; rejeté - **Avant l'art. 2** (p. 6732) : son amendement n° 54 : composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel ; rejeté - **Art. 2 (extension du pouvoir de sanction du CSA aux sociétés nationales de programmes et à la chaîne du savoir)** (p. 6733) : se déclare opposé à l'adoption de l'article 2 - **Art. 3 (Institut national de l'audiovisuel)** (p. 6738) : se déclare opposé à l'article 3 dans sa rédaction actuelle - Insuffisance des moyens de l'INA - **Art. 4 A (décrochages régionaux des télévisions privées)** (p. 6739) : son amendement de suppression n° 55, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 4 (présomption de renouvellement des autorisations des services de communication audiovisuelle)** (p. 6741) : son amendement n° 56, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : suppression du principe de tacite reconduction pour l'utilisation d'un canal de diffusion audiovisuelle ; rejeté - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias)** (p. 6744) : son amendement de suppression n° 57 ; rejeté - (p. 6746) : se déclare opposé à l'amendement n° 66 du Gouvernement (principe législatif d'une chronologie des médias) - **Art. 6 (autorisation temporaire d'exploitation d'un service de radiodiffusion sonore ou de télévision par voie hertzienne ter-**

restre) (p. 6747) : son amendement de suppression n° 58, soutenu par M. Jean-Luc Bécart ; rejeté - **Art. 7 bis (création de quotas de chansons françaises dans la programmation radio-phonique)** (p. 6748, 6749) : diffusion de chansons - (p. 6754) : se déclare favorable à l'amendement n° 10 de la commission (respect des quotas aux heures d'écoute significatives) - **Art. 8 (possibilité de mise en location gérance d'entreprises de communication audiovisuelle)** (p. 6759) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Bécart n° 59, de suppression et n° 60 : affirmation de la primauté de la télévision publique sur le secteur privé en matière de reprise de canal ; rejetés - **Art. 9 (seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre)** (p. 6761) : son amendement de suppression n° 61 ; rejeté.

Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Après l'art. 12** (p. 6783) : respect des règles du pluralisme - Se déclare favorable à l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (rôle du CSA dans l'équilibre des temps de parole réservés aux organisations politiques) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6784) : avec le groupe communiste, votera contre ce projet de loi - Primauté du secteur privé avec ce texte - Industries de programmes.

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6826, 6827) : tradition architecturale française - Evolution des autorisations de programme - Insuffisance des crédits de l'Etat et des collectivités locales - Spectacles vivants - Le groupe communiste ne s'opposera pas à ce projet de loi - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6833) : cathédrales - Avis favorable sur ce projet de loi.

REVOL (Henri), sénateur de la Côte-d'Or (RI).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires économiques.

- Membre suppléant de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires.

Membre titulaire du Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de résolution, déposée avec MM. Pierre Lacour et Alain Pluchet, tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur la gestion des déchets ménagers et industriels [n° 320 (92-93)] (27 mai 1993) - **Commissions d'enquête parlementaires.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques sur le projet de loi [n° 358 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale portant transposition de la directive du Conseil n° 90/377/CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité [n° 362 (92-93)] (16 juin 1993) - **Energie.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi modifiant le régime des surtaxes locales temporaires perçues par la Société nationale des chemins de fer français [n° 254 (92-93)]** - (13 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 286, 287) : système informatique SOCRATE - Réservations obligatoires - Problèmes financiers - (p. 288) :

taux appliqués aux surtaxes locales temporaires - Avis favorable du groupe de l'UREI sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant transposition de la directive du conseil n° 90-377-CEE du 29 juin 1990 instaurant une procédure communautaire assurant la transparence des prix au consommateur final industriel de gaz et d'électricité [n° 358 (92-93)]** - (23 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1632, 1633) : marché unique européen de l'énergie - Transmission à l'autorité administrative d'informations sur les prix consentis au consommateur final industriel par les distributeurs de gaz et d'électricité - Accès des tiers aux réseaux - Protection de la confidentialité des informations communiquées par EDF et GDF à l'observatoire de l'énergie - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1^{er}** (*transmission d'informations statistiques à l'autorité administrative*) (p. 1636) : son amendement rédactionnel n° 1 ; adopté - **Art. 1^{er} bis** (*communication d'informations à l'autorité administrative sur les contrats d'exportation d'électricité*) : son amendement n° 2 : garantie du caractère confidentiel des contrats ; adopté.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3693) : récession économique - Attitude des chefs d'entreprises - Compétitivité des entreprises - (p. 3694) : relance économique - Rigidité de la législation existante - Décentralisation des relations employeurs-employés - Mesures d'assouplissement du droit du travail en faveur des PME-PMI - Aménagement du temps de travail - Décentralisation en faveur des régions dans le domaine de la formation et de l'apprentissage - Excès de productivité dans des secteurs non concurrentiels - (p. 3695) : appel à des cadres compétents au chômage pour la formation d'apprentis - Chèque-service - Aide au développement du commerce extérieur - Votera le texte proposé.

RICHERT (Philippe), sénateur du Bas-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. André Egu et Raymond Bouvier, tendant à harmoniser et à simplifier la protection des monuments historiques et des sites naturels [n° 440 (92-93)] (2 août 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 13 juillet 1993) - **Patrimoine artistique, archéologique et historique**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la déclaration de candidature pour les élections municipales des communes de moins de 3 500 habitants [n° 79 (93-94)] (5 novembre 1993) - **Elections**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6423) - Ministère : Affaires étrangères - *Moyens d'action de la Communauté contre la concurrence déloyale* - **Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Art. 1^{er} A** (*création d'un groupement d'intérêt public chargé de la gestion du livre foncier en Alsace-Moselle*) (p. 778) : intérêt du livre foncier - Nécessité de sa modernisation.

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Art. 1^{er}** (*art. L. 125-5 du code de l'urbanisme : règles applicables en cas d'annulation ou de déclaration d'illégalité d'un document d'urbanisme*) (p. 3154) : son amen-

dement n° 58 : cas où le préfet, à la demande du maire, constate par un arrêté motivé que le POS antérieur est incompatible avec les dispositions de l'article L. 121-10 ou qu'il s'est produit, parmi les circonstances de fait ou de droit, des changements entraînant son illégalité ; retiré - **Art. 2** (*validation de certains actes réglementaires et non réglementaires*) (p. 3155) : son amendement n° 59 : cas où l'acte illégal ayant entraîné l'annulation figurait déjà dans le document d'urbanisme antérieur ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4786) : son amendement n° I-203, soutenu par M. Jacques Machet : exonération totale ou partielle de l'impôt pour les plus-values immobilières réalisées par des personnes physiques qui investissent le produit de cette vente dans les entreprises ; retiré.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 quinquies** (p. 4851) : son amendement n° I-304 : extension de l'exonération de la taxe foncière à l'ensemble des associations culturelles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4914, 4915) : soutient l'amendement n° I-210 de M. Pierre Dumas (nouvelle rédaction) - (p. 4920) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction).

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5282) : progression des moyens financiers - Renforcement des directions régionales de l'environnement, DIREN - Application des lois - Collaboration entre différents ministères - (p. 5283) : rôle des collectivités locales - Conservatoire du littoral - Création du service national de l'environnement - Institut français de l'environnement - Jachères tournantes - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - (p. 5284, 5285) : amélioration de la qualité de l'air - Décharges - Surveillance de la radioactivité - « Eco-citoyenneté » - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5649, 5651) : progression des crédits - Création d'emplois - Statut des directeurs d'écoles - Apprentissage de la lecture et de l'écriture - Réforme du collège - Formation professionnelle - Classes d'initiation préprofessionnelle en alternance - Système d'orientation - Mesures de la loi quinquennale pour l'emploi - Aménagement du territoire - Zones rurales - Liens des établissements avec leur environnement économique et social - Participation d'adultes au chômage ou en préretraite aux actions de l'éducation nationale - Enseignement privé - Principe de parité - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

RIGAUDIÈRE (Roger), sénateur du Cantal (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre suppléant de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 1, Transports terrestres ; 2, Routes ; 3, Sécurité routière - (27

novembre 1993) (p. 5094) : réseau routier dans la région d'Auvergne - Département du Cantal - RN 122 - Financements départementaux - (p. 5095) : demande le classement de la RN 122 en grande liaison d'aménagement du territoire.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5233, 5234) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Soutient la fermeté du Gouvernement - Quotas laitiers - Efforts budgétaires en faveur de l'agriculture - Aménagement de la dette des agriculteurs - (p. 5235) : relèvement des retraites les plus faibles des chefs d'exploitation - Exploitations agricoles ; transmission ; installation des jeunes agriculteurs - Zones de montagne.

ROBERT (Guy), sénateur de la Vienne (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 7 octobre 1993).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 28 octobre 1993).

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution des aides financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 355 (92-93)] adopté par l'Assemblée nationale, portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation et modifiant le code des pensions (1^{re} partie : législative) [n° 360 (92-93)] (15 juin 1993) - **Pensions civiles et militaires de retraite**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Anciens combattants** - [n° 105 (93-94)] tome 9 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 8 octobre 1993) (p. 2825) - Ministère : Industrie - **Volet agricole du GATT** - GATT.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation et modifiant le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre (1^{ère} partie : législative) [n° 355 (92-93)]** - (21 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1526, 1527) : extension du bénéfice de la qualité de pupille de la nation - Renforcement du sens civique - Actions de prévention - Loi du 27 juillet 1917 - Acquisition du titre de pupille de la nation - Soutien moral et matériel de l'Etat - Rôle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre - Lutte pour la sécurité intérieure - (p. 1528) : modifications proposées par la commission - Conséquences de l'adoption de la loi du 27 janvier 1993 portant diverses mesures d'ordre social - Souhaite l'adoption du projet de loi sous réserve de l'adoption des amendements présentés par la commission - **Art. 1^{er}** (*extension du statut des pupilles de la nation aux enfants de certains agents de l'Etat*) (p. 1531) : son amendement n° 3 : cas de décès à la suite d'une maladie contractée dans des circonstances déterminées ; adopté - (p. 1532) : ses amendements de coordination, n° 4 et n° 5 ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 1 de M. Marc Boeuf (extension de la mesure aux fonctionnaires territoriaux) - (p. 1533) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Marc Boeuf (extension de la mesure aux sapeurs-pompiers volontaires) - (p. 1534) : s'oppose aux amendements n° 8 de M. Robert Pagès (extension du bénéfice du statut de pupille de la nation) et n° 9 de M. Jacques Bimbenet (extension du champ d'application du projet de loi) - (p. 1535) : son amendement n° 6 : reconnaissance expresse de la qualité de pupille de la nation à certains enfants ; adopté - **Après l'art. 2** : son amendement n° 7 : extension à l'ensemble des personnes visées par le projet de loi, des dispositions particulières dont bénéficient, en matière de pensions de retraite, les ayants droit de certains personnels énumérés dans le texte initial ; retiré.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2142, 2143) : dégradation de la situation économique - Mesures d'urgence contenues dans le projet de loi - Financement par la loi de finances rectificative de l'action du Gouvernement - Amélioration du texte par les amendements proposés par la commission des affaires sociales - Formation par l'apprentissage - Décentralisation - Annonce du projet de loi d'orientation quinquennale pour l'emploi - Technologies nouvelles - Avec le groupe de l'Union centriste, votera le texte.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3712) : avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi, ainsi que les amendements proposés par la commission des affaires sociales et la commission des affaires culturelles - Multiplicité des causes du chômage - Temps de travail - (p. 3713) : traitement social du chômage - Financement du déficit de la sécurité sociale - Nécessaire maîtrise des délocalisations - Elaboration d'une réglementation du travail par les pays de la CEE - Absence de disposition pour les personnes handicapées.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3816) : son amendement n° 254 : financement par l'impôt de la cotisation au Fonds national d'aide au logement, FNAL ; retiré - **Après l'art. 5** (p. 3851) : sur l'amendement n° 35 de la commission (versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage), son sous-amendement n° 299, soutenu par M. Claude Huriet : extension du bénéfice des dispositions proposées par l'amendement n° 35 à certains chômeurs ; retiré.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 23 bis** (*application du droit social français aux travailleurs d'une société établie hors de France exécutant une prestation de services sur le territoire national*) (p. 3985) : son amendement n° 258 : clarification et précision du champ d'application de l'article ; retiré - Prise en compte de l'accord sur l'Espace économique européen - **Après l'art. 24** (p. 4014) : rôle des parlementaires - Se déclare favorable aux amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre

Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Engagements du Gouvernement - **Art. 24 (objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail)** (p. 4023) : son amendement n° 259, soutenu par M. Jean Madelain : possibilité pour les partenaires sociaux de négocier d'autres avantages en contrepartie de l'annualisation de la durée du travail ; retiré.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Après l'art. 42 bis** (p. 4174) : son amendement n° 261 : modalités d'intensification des actions menées par les branches professionnelles en faveur des plans de développement de l'apprentissage ; retiré - **Art. 43 bis (conditions d'appel de la contribution de formation dans le secteur agricole)** (p. 4178) : son amendement n° 262 : dispositions prévues pour le recouvrement de la contribution des non-salariés étendus aux employeurs d'au moins dix salariés ainsi qu'aux employeurs de moins de dix salariés ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) (p. 5179, 5180) : subvention de l'Etat au BAPSA - Relèvement des retraites les plus faibles des chefs d'exploitation - RMI - Fonds social européen - Vote de ce projet de budget par le groupe de l'Union centriste.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5206, 5207) : élevage ovin français - Demande le rétablissement de la préférence communautaire afin de limiter les importations excessives en provenance de Nouvelle-Zélande - Prime compensatrice ovine - Prime à l'herbe - Promotion de la qualité de l'agneau français - Départements de l'Allier et de la Vienne.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5550) : retraite des anciens combattants d'Afrique du Nord.

Anciens combattants et victimes de guerre - (6 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5602) : Office national des anciens combattants et victimes de guerre, ONAC - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Dotation affectée à la mission du cinquantenaire de la Libération - Evolution des crédits - Loi relative à la carte de combattant - (p. 5603, 5604) : loi portant extension du bénéfice de la qualité de pupille de la Nation - Allocation spéciale pour enfant infirme - Mécanisme de limitation des suffixes - Crédits en faveur des patriotes résistant à l'Occupation évadés des convois de déportation - Pensions d'invalidité - Combattants d'outre-mer - Anciens combattants d'Afrique du Nord - Retraite - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget - **Après l'art. 54** (p. 5621) : son amendement n° II-3 : régime spécial des anciens combattants d'Afrique du Nord dans le cadre de la réforme des retraites ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 5622) : *A titre personnel*, son amendement n° II-22 : conditions de reconnaissance de la qualité de combattant des anciens appelés d'Afrique du Nord ; retiré - Accepte l'amendement n° II-24 de M. Robert Pagès, analogue au sien.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture** [n° 90 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Après l'art. 29** (p. 6483) : se déclare favorable à l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles).

ROBERT (Jean-Jacques), sénateur de l'Essonne (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation parlementaire du Sénat pour la planification.
- Membre suppléant de la Commission nationale d'urbanisme commercial.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 273 (92-93)] relatif au code de la

consommation (partie législative) [n° 312 (92-93)] (19 mai 1993) - **Code de la consommation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur l'avenir de l'urbanisme commercial [n° 324 (92-93)] (2 juin 1993) - **Commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 359 (92-93)] modifié par l'Assemblée nationale, relatif au code de la consommation (partie législative) [n° 378 (92-93)] (23 juin 1993) - **Code de la consommation**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Artisanat et commerce** - [n° 103 (93-94)] tome 7 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 143) - Ministère : Intérieur - **Incidents à la cité de la Grande Borne à Grigny - Sécurité publique**.

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4383) - Ministère : Equipement - **Mesures à prendre en matière de sécurité routière - Sécurité routière**.

Questions orales sans débat :

n° 63 (JO Débats du 27 octobre 1993) (p. 3509) - Ministère : Education - **Arrêt de l'autorisation d'études dans les lycées, dans le cadre des BTS de formation en alternance à la suite du dépôt de bilan de l'entreprise** - (Réponse : JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3875) - **Formation professionnelle et promotion sociale**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative)** [n° 273 (92-93)] - (28 mai 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 527) : héritage de la codification napoléonienne - Codification moderne - Commission supérieure de codification - (p. 528) : droit de la consommation - Codification des dispositions législatives - Codification à droit constant - Harmonisation des dispositifs répressifs avec les dispositions du nouveau code pénal - Application du principe dit du « code pilote » et du « code suiveur » - (p. 529) : problème de l'applicabilité des dispositions figurant dans certaines lois anciennes - Déclassement de mesures législatives empiétant sur le domaine réglementaire - Propose l'adoption de ce projet de loi - **Art. 1^{er} (partie législative du code de la consommation) et dispositions annexées (articles du code de la consommation modifiés)** - **Après l'art. L. 113-1 du code de la consommation** (p. 532) : son amendement n° 1 : insertion de l'article 53 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 fixant les règles relatives au champ d'application de ladite ordonnance ; adopté - **Art. L. 113-2 (information du consommateur)** : son amendement de conséquence n° 52 ; adopté - **Art. L. 115-3 (interdiction d'indications de nature à provoquer une confusion sur l'origine des produits)** : son amendement rédactionnel n° 4 ; adopté - **Art. L. 115-6 (définition des appellations d'origine contrôlée)** : ses amendements n° 5 et n° 6 : substitution des mots « le décret » aux mots « l'acte réglementaire » ; adopté - **Art. L. 115-7 (attribution de l'appellation d'origine contrôlée)** (p. 534) : son amendement n° 7 : substitution des mots « le décret » aux mots « l'acte réglementaire » ; adopté - **Art. L. 115-10 (action judiciaire de protection des appellations d'origine contrôlée)** (p. 534) : son amendement de rectification n° 8 ; adopté - **Art. L. 115-23 (certification d'une denrée alimentaire ou d'un produit agricole)** (p. 536) : son amendement de rectification n° 9 ; adopté - **Art. L. 115-25 (champ d'application des dispositions des chapitres II à VI du titre 1^{er} du livre II)** (p. 537) : son amendement de rectification n° 10 ; adopté - **Art. L. 115-31 (agents qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions)** (p. 538) : son amendement de rectification n° 11 ; adopté - **Art. L. 121-14 (décret en Conseil d'Etat pour les modalités d'application des articles L. 121-8 à L. 121-13)** (p. 539) : son amendement n° 12 :

regroupement de dispositions ; adopté - *Après l'art. L. 121-14* (p. 540) : son amendement n° 13 : introduction des dispositions de l'article 8 de la loi du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales interdisant la publicité de certaines opérations commerciales ; adopté - *Art. L. 121-15 (sanction des règles relatives à la publicité comparative et modalités d'application de ces règles)* : son amendement de coordination n° 14 ; adopté - *Art. L. 121-16 (opérations de vente à distance)* : son amendement n° 15 ; organisation du code de la consommation en code pilote s'agissant des dispositions de portée générale de la loi relative aux opérations de vente à distance ; adopté - *Art. L. 121-19 (sanction des infractions à certaines dispositions)* : son amendement n° 16 : extension du dispositif répressif institué à l'article L. 212-19 aux infractions définies à l'article L. 121-18 ; adopté - *Art. L. 121-35 (ventes ou prestations avec primes)* (p. 543) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté - *Intitulé de la section 1 - avant l'art. L. 122-1* : son amendement n° 17-1 : « Refus et subordination de vente ou de prestation de service » ; adopté - *Art. L. 122-1 (refus de vente ou de prestation, prestation lot ou par quantités imposées)* (p. 544) : son amendement de coordination n° 3 ; adopté - *Art. L. 131-2 et L. 131-3 (portée du chapitre 1^{er} du titre III du livre 1^{er})* (p. 545) : ses amendements rédactionnels n° 18 et n° 19 ; adoptés - *Art. L. 141-1 (dispositions particulières relatives aux pouvoirs des agents et aux actions juridictionnelles)* (p. 547) : son amendement de rectification n° 20 ; adopté - *Intitulé du livre II - avant l'art. L. 211-1* (p. 548) : son amendement n° 21-1 : « Conformité et sécurité des produits et des services » ; adopté - *Art. L. 213-5 (liste des textes fondant l'état de récidive légale)* (p. 550, 551) : ses amendements n° 22, n° 23 et n° 24 : références et suppressions ; adoptés - *Art. L. 214-2 (sanctions des infractions à certains décrets en Conseil d'Etat)* : son amendement de rectification n° 25 ; adopté - *Art. L. 214-3 (décret en Conseil d'Etat dans le cas de règlements de la Commission de la CEE ou de règlements communautaires)* (p. 552) : son amendement de rectification n° 53 ; adopté - *Art. L. 215-10 (poursuite pour fraude ou falsification)* (p. 554) : son amendement de rectification n° 26 ; adopté - *Art. L. 216-9 (liste des lois sanctionnées par les pénalités prévues aux chapitres II à VI du titre 1^{er} du livre II)* (p. 556) : ses amendements de rectification, n° 27, n° 28 et n° 29 ; adoptés - *Art. L. 222-3 (agents qualifiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions)* (p. 558) : son amendement de rectification n° 30 ; adopté - *Art. L. 311-10 (contenu de l'offre préalable au contrat de crédit à la consommation)* (p. 561) : son amendement de rectification n° 31 ; adopté - *Art. L. 311-25 (résolution de plein droit du contrat de vente ou de prestation de service à crédit)* (p. 563) : son amendement de précision n° 54 ; adopté - *Art. L. 311-35 (sanctions de l'inobservation de certaines règles relatives aux opérations de crédit à la consommation)* (p. 564) : son amendement de rectification n° 32 ; adopté - *Art. L. 311-37 (procédure de règlement des litiges liés à des opérations de crédit à la consommation)* : ses amendements, n° 33 : contrats conclus antérieurement au 1^{er} juillet 1989 ; et n° 34 rédactionnel ; adoptés - *Art. L. 312-10 (acceptation de l'offre de prêt immobilier)* (p. 566) : son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - *Art. L. 312-16 (condition suspensive de l'acte de vente financé par un prêt immobilier)* (p. 567) : son amendement de rectification n° 36 ; adopté - *Art. L. 312-19 (suspension de l'exécution d'un contrat de prêt immobilier)* (p. 568) : son amendement d'harmonisation n° 37 ; adopté - *Art. L. 312-27 (acceptation de l'offre de location-vente ou de location assortie d'une promesse de vente)* (p. 569) : son amendement rédactionnel n° 38 ; adopté - *Art. L. 313-5 (peines applicables en cas de prêt usuraire)* (p. 571) : son amendement de rectification n° 39 ; adopté - *Art. L. 411-1 (agrément des associations de défense de consommateurs)* (p. 575) : son amendement n° 40 : substitution des mots « le décret » aux mots « voie réglementaire » ; adopté - *Sommaire du code de la consommation* (p. 580) : ses amendements, n° 17-2 et n° 21-2 : prise en compte des modifications des intitulés de la section I avant l'art. L. 122-1 et du livre 2 avant l'art. L. 211-1 ; adoptés - *Art. 4 (abrogation)* (p. 581, 582) : ses amendements, n° 41 de coordination, n° 42 : abrogation des dispositions d'un décret de 1919 intégrées dans le code ; n° 43 de rectification ; n° 44 : abrogation de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit ; n° 45, n° 46,

n° 47, n° 48 et n° 49 : extension d'abrogations ; et n° 55 de coordination ; adoptés - *Art. 5 (harmonisation de rédaction)* : son amendement de coordination n° 50 ; adopté - (p. 583) : son amendement n° 56 : nouvelle rédaction des dispositions de l'article 10, relatives à la publicité comparative, de la loi du 18 janvier 1992, qui n'ont pas été insérées dans le code de la consommation ; adopté - *Après l'art. 5* : son amendement n° 51 : conditions de l'application du droit de la consommation aux territoires d'outre-mer ; adopté - *Sur l'ensemble* (p. 584) : bilan du travail accompli.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion** - (2 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2037) : avec le groupe du RPR, votera l'article 1^{er} - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2113) : propositions de la commission des finances destinées à assurer l'indépendance de la Banque de France - Contrôle parlementaire - Cohérence du texte - Avec le groupe du RPR, votera ce texte.

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) - Deuxième lecture [n° 359 (92-93)]** - (9 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2478) : dispositions adoptées par l'Assemblée nationale et prévoyant le dépôt au Parlement, tous les deux ans, d'un rapport sur les modifications apportées au code - Propose l'adoption de ce texte - **Art. 1^{er} et dispositions annexées - Art. L. 562-1 du code de la consommation (Institut national des appellations d'origine)** (p. 2487) : ses amendements, n° 1 et n° 2 : référence à l'Institut national des appellations d'origine et des vins et eaux de vie ; et n° 3, n° 4 et n° 5 et de forme et de rectification ; adoptés.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991 [n° 385 (92-93)]** - (9 juillet 1993) - **Sur l'ensemble** (p. 2501) : fait sienne la déclaration de M. Emmanuel Hamel.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 448) (p. 2742, 2743) : réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature - Indépendance de la magistrature - Composition et mode de désignation des membres du Conseil supérieur de la magistrature - Représentation de tous les niveaux de la magistrature - Mandat des magistrats - Rôle consultatif et d'information du Conseil supérieur de la magistrature - Régime des incompatibilités et des interdictions de fonctions - Situation matérielle de l'institution judiciaire.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature [n° 448 (92-93)]** - (5 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec le projet n° 447) - Voir intervention sous le projet n° 447 (p. 2742, 2743).

- **Conclusions du rapport de M. Etienne Dailly, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 292, 92-93) autorisant le versement de primes de fidélité à certaines actions nominatives [n° 457 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2838, 2839) : privatisations - Emprunt d'Etat lancé par M. Edouard Balladur, Premier ministre - Principe d'égalité entre les actionnaires - Marchés financiers - Vote par le groupe du RPR de cette proposition de loi permettant d'accorder, dans des conditions strictement définies, une majoration de dividendes à certains actionnaires.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (5 novembre 1993) - **Avant l'art. 9** (p. 3895) : se déclare opposé à l'amendement n° 378 de M. Charles Lederman (transmission des candidatures reçues au comité d'entreprise et aux délégués du personnel) - (p. 3897) : se déclare opposé à l'amendement n° 380 de Mme Marie-Claude Beaudou (accès à l'emploi des travailleurs handicapés) ainsi qu'à l'amendement n° 392 de M. Charles Lederman (protection de l'emploi du salarié parti au service national et se révélant inapte après son incorporation) - **Art. 10 (création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE)** (p. 3906) : favorable au contrôle des fonds par les services de l'Etat - **Après l'art. 15** (p. 3930) : opposé à la visite médicale et ne votera pas l'amendement n° 326 de M. Charles Descours en cas de maintien de cette disposition (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités

de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - (p. 3932) : sur l'amendement n° 326 précité, son sous-amendement n° 608 : suppression de la convocation par les services à une visite médicale pour vérifier l'aptitude au travail ; retiré - (p. 3935) : votera contre l'amendement n° 326 précité - Souhait d'une demande de retrait de ce dernier par le ministre.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3994) : sur l'amendement n° 7 de M. Gérard Larcher (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires), son sous-amendement n° 609 : délai d'intervention de la réduction de salaire ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (18 novembre 1993) (p. 4396) : temps de parole accordé, lors des séances de questions d'actualité, à l'auteur de la question et au ministre chargé d'y répondre.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4672, 4673) : délais de paiement de l'Etat et des collectivités publiques - Loi du 31 décembre 1992 relative aux délais de paiement entre les entreprises.

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5131, 5132) : attribution des logements sociaux par les maires et les conseillers municipaux - Problème des logements vides.

Commerce et artisanat - (2 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5415) : urbanisme commercial - Création d'un observatoire national d'équipement commercial - Taxe professionnelle - Délais de paiement - Crédits d'équipement aux petites et moyennes entreprises - (p. 5416) : entreprises individuelles - Amicale parlementaire des PME-PMI - Fonds structurels - Apprentissage - Projet de loi quinquennale pour l'emploi - Accepte ce projet de budget.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5974, 5975) : recherche aéronautique.

ROCCA SERRA (Jacques), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre suppléant du Conseil national des transports (*JO* Lois et décrets du 6 octobre 1993).

RODI (Nelly), sénateur des Yvelines (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2141, 2142) : dégradation du marché du travail - Nécessité d'une politique vigoureuse de soutien à l'emploi - Abaissement des charges pour les bas salaires - Indispensable réforme de la structure des prélèvements obligatoires - Nécessité d'un calendrier pour le transfert au budget de l'Etat des cotisations familiales - Aides à l'apprentissage et aux formations en alternance - Exemple de l'Allemagne - Décentralisation - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative)** [n° 443 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3116) : nécessité de la réforme du code de commerce - Remerciements à la commission - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

ROGER (Jean), sénateur du Tarn-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques, à la suite d'une mission effectuée en Fédération de Russie, en Ukraine, en Bulgarie et en Pologne, chargée d'étudier les mutations économiques en cours dans ces pays, ainsi que leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France [n° 140 (93-94)] (2 décembre 1993) - **Pays de l'Est**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 30 avril 1993) (p. 140) - Ministère : Intérieur - **Calcul de la DGF - Dotation globale de fonctionnement (DGF)**.

ROHAN (Josselin de), sénateur du Morbihan (RPR, puis président du groupe).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire de la commission supérieure du Crédit maritime mutuel ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 9 avril 1993).

Membre titulaire du comité directeur du Fonds d'investissement pour les départements d'outre-mer (FIDOM) jusqu'au 22 avril 1993.

Membre titulaire du Conseil supérieur du cheval ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Marcel Lucotte, Maurice Blin et Ernest Cartigny, et plusieurs de leurs collègues, relative au financement des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 317 (92-93)] (25 mai 1993) - **Enseignement privé**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de **loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Ports maritimes** - [n° 103 (93-94)] tome 13 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6437) - Ministère : Equipement - *Ouverture du commerce maritime mondial* - **Transports maritimes.**

Questions orales avec débat :

n° 27 (JO Débats du 18 novembre 1992) (p. 3181) - Ministère : Affaires étrangères - *Politique de la France à l'égard de la Bosnie-Herzégovine* - (Cadaque : mars 1993) - **Politique extérieure.**

Questions orales sans débat :

n° 20 (JO Débats du 27 mai 1993) (p. 465) - Ministère : Défense - *Conséquences pour Lorient du plan Optimar 95* - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1496) - **Défense nationale.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement** [n° 260 (92-93)] - (15 avril 1993) (p. 71) : nouveau Gouvernement - Restauration de l'Etat - Sécurité - Police - Immigration et intégration - Justice - Effets pervers de la loi d'amnistie - Conseil supérieur de la magistrature - Administration - Réglementation des nominations au tour extérieur - (p. 72) : chômage - Allègement des charges des entreprises - Dépenses publiques - Logement social - Santé publique - SIDA - Agriculture - Politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - (p. 73) : participation des forces armées françaises à des opérations de maintien de la paix - Education et formation professionnelle - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Soutien du groupe du RPR à la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X** [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 424) : histoire constitutionnelle - Indépendance et impartialité de la justice - (p. 425) : exception d'inconstitutionnalité - Conseil supérieur de la magistrature - Présence du Garde des sceaux - Réforme de la Haute cour de justice - Responsabilité pénale des ministres - Prééminence parlementaire dans la composition de la Haute cour de justice.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 9 (dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures)** (p. 877) : opérations extérieures - Proposition de loi n° 271 de MM. Authié, Boeuf, Sérusclat et Bialski et relative au désarmement unilatéral de la France.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (16 juin 1993) - **Art. 11 (autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français)** (p. 1367) : demande la clôture des explications de vote sur l'amendement n° 70 de suppression de M. Claude Estier, au titre de l'article 38, alinéa 1, du règlement ; clôture ordonnée - **Après l'art. 12** (p. 1370) : se déclare opposé aux amendements de M. Claude Estier, n° 74 et n° 73 (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) - **Art. 13 bis (acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France)** (p. 1372) : se déclare opposé à l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Demande de clôture de la discussion générale** (p. 1850) : demande la clôture de la discussion, en application de l'article 38, alinéa 2, du règlement du Sénat - Manœuvres d'obstruction de l'opposition : dépôt de plus de 3 000 amendements - (p. 1851) : demande que ce débat soit limité et décent - **Art. 1^{er} (le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement)** - **Demande de clôture du débat** (p. 1872) : demande la clôture de la discussion en application de l'article 38, alinéa 1, du règlement.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 1937, 1938) : anticléricalisme primaire - Programme électoral - Manifestation à l'occasion de l'examen de la loi Savary - Mesure d'équité entre l'enseignement public et l'enseignement privé - Nécessité d'un effort national pour améliorer le système éducatif - Défense de la liberté d'enseignement.

- **Congrès du Parlement : vote sur le projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VIII, IX, X et XVI** - (19 juillet 1993) - **Explication de vote** (p. 17, 18) : difficulté de rendre la justice - Composition du Conseil supérieur de la magistrature - Equilibre entre les prérogatives de l'exécutif et celles du corps judiciaire - Refus du corporatisme - Cour de justice de la République : juridiction spéciale se rapprochant du droit commun - Avec le groupe du RPR du Sénat, votera la réforme de la Constitution.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4628) : récession économique et conjoncture internationale - Redressement des finances publiques et maîtrise du déficit budgétaire - Encours de la dette publique - Dépenses de l'Etat et remise en cause des services votés - (p. 4629) : réorientations budgétaires - Effort financier de collectivités locales - Comptes sociaux - Réforme de l'impôt sur le revenu et de la fiscalité de l'épargne - Lutte contre le chômage - Programme autoroutier - Education nationale et enseignement supérieur - (p. 4630) : défense nationale - Chômage - Logement social - Fiscalité locale - Redressement de l'économie - Votera ce projet de budget.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - IV - Mer - (27 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (ports maritimes) - Son intervention présentée par M. Philippe François (p. 5053, 5055).

Equipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B - Titre III** (p. 5155) : collectivités locales - Organisation décentralisée du tourisme - Loi sur les comités régionaux et départementaux du tourisme - Tourisme rural - Rapport de M. Jean-Jacques Descamps - Schémas départementaux d'aménagement du tourisme.

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6093, 6097) : remerciements - Redressement de l'économie - Augmentation du chômage - Crédits affectés à l'emploi - Logement - BAPSA - Fonds forestier national - Equipement - Négociations du GATT - Aménagement du territoire - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

ROMANI (Roger), sénateur de Paris (RPR).

puis *ministre délégué aux relations avec le Sénat, chargé des rapatriés* le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

Cessation du mandat sénatorial le 30 avril 1993 à minuit (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

En qualité de ministre délégué aux relations avec le Sénat

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

M. Henri de Belcour : **Collectivités locales (Programmes d'assainissement des collectivités locales)** (JO Débats du 14 mai 1993) (p. 280).

de Mme Josette Durrieu : **Recherche scientifique et technique (Avenir de l'observatoire d'astronomie du pic du Midi)** (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1420).

de M. Joseph Ostermann : **Sécurité sociale (organismes)** (*Régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1422).

de M. Michel Dreyfus-Schmidt : **Cour des comptes** (*Attaques visant les magistrats d'une cour régionale des comptes*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1425).

de M. Bernard Laurent : **Elevage** (*Production ovine*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1428).

de M. André Maman : **Enseignement supérieur** (*Inscriptions dans les universités*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2812).

de M. Ernest Cartigny : **Transports aériens** (*Inquiétudes des personnels du Groupe Air-France*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2813).

de M. Jean-Paul Delevoye : **Finances locales** (*Partenariat Etat-collectivités locales*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2814).

de M. Jean Clouet : **Biens meubles et immeubles** (*taxe sur les bureaux en Ile-de-France*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2817).

de M. Serge Mathieu : **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** (*Réforme de la dotation globale de fonctionnement*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2821).

de M. René Regnault : **Finances locales** (*Situation des finances locales*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2824).

de M. Léon Fatous : **Emploi** (*contrats emploi-solidarité*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2830).

de M. Jean-Pierre Camoin : **Catastrophes naturelles** (*Inondations en Camargue*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4387).

de M. Robert Calmejane : **Terrorisme** (*Lutte contre le terrorisme*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4391).

de M. Daniel Bernardet : **Entreprises** (*Plan de restructuration de Bull*) (JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4395).

de Mme Monique ben Guiga : **Relations internationales** (*contradictions de la politique française en Afrique*) (17 décembre 1993) (p. 6435).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 12 de M. Gérard Delfau : **Emploi** (*Conflit Cogéma et situation du bassin d'emploi de Montpellier-Lodève (Hérault)*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 305).

n° 14 de M. Dominique Leclerc : **Viticulture** (*Exonération de la distillerie obligatoire pour certains viticulteurs du val de Loire*) (JO Débats du 15 mai 1993) (p. 308).

n° 15 de M. Ivan Renar : **Enseignement secondaire** (*Suppression de postes d'enseignants en polonais dans l'académie de Lille*) (JO Débats du 5 juin 1993) (p. 703).

n° 16 de M. Lucien Lanier : **Vétérinaires** (*Suppression d'une classe préparatoire au concours des écoles vétérinaires au lycée Marcelin-Berthelot (Val-de-Marne)*) (JO Débats du 29 mai 1993) (p. 525).

n° 18 de M. Eric Boyer : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Importation à la Réunion d'animaux d'engraissement vifs en provenance d'Australie*) (JO Débats du 5 juin 1993) (p. 705).

n° 19 de M. Eric Boyer : **Enseignement secondaire** (*Insuffisance des effectifs dans les établissements scolaires de l'île de la Réunion*) (JO Débats du 5 juin 1993) (p. 705).

n° 20 de M. Josselin de Rohan : **Défense nationale** (*Conséquences pour Lorient du plan Optimar 95*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1496).

n° 21 de M. Robert Laucournet : **Emploi** (*Politique d'emploi de la COGEMA*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1495).

n° 22 de M. Jean-Pierre Demerliat : **Défense nationale** (*Maintien des équipements militaires de la Haute-Vienne*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1498).

n° 23 de M. Jean Garcia : **Coopération** (*Politique de coopération avec Cuba*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1499).

n° 24 de M. Jean Garcia : **Relations internationales** (*Politique de la France à l'égard de Chypre*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1501).

n° 25 de M. Robert Vizet : **Fonction publique** (*Droits à la retraite des personnels du CNRS*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1507).

n° 26 de Mme Paulette Fost : **Ecoles maternelles** (*Manque de moyens des écoles maternelles de la Seine-Saint-Denis*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1501).

n° 27 de Mme Paulette Fost : **Autoroutes** (*Réalisation de l'autoroute A16*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1504).

n° 28 de Mme Paulette Fost : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Politique pratiquée par la SNCF pour le transport des groupes d'enfants*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1505).

n° 29 de M. Félix Leyzour : **Electricité de France (EDF)** (*Politique de réduction des services d'EDF dans le département des Côtes-d'Armor*) (JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1503).

n° 30 de M. Robert Vizet : **Nomades** (*Réglementation du stationnement des gens du voyage*) (JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1749).

n° 31 de M. Roland Courteau : **Boissons alcoolisées** (*Publicité en faveur du vin*) (JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1745).

n° 33 de M. André Diligent : **Logement social** (*Définition du logement social retenue pour le calcul de la dotation globale de fonctionnement ou de la dotation de solidarité urbaine*) (JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1750).

n° 38 de M. Paul Masson : **Autoroutes** (*Délai de réalisation de l'autoroute A 160*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3207).

n° 39 de M. Paul Masson : **Contrats de plan** (*Montant des dotations accordées pour le prochain contrat de plan à la région Centre*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3203).

n° 42 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Bois et forêts** (*Développement des activités de la filière bois*) (JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3873).

n° 43 de M. Roland Courteau : **Viticulture** (*Réforme de l'organisation commune du marché du vin*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3208).

n° 44 de M. Roland Courteau : **Routes** (*Aménagement du carrefour de la RN 213 et accès vers les Hauts de Narbonne (Aude)*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3209).

n° 45 de M. Daniel Goulet : **Agriculture** (*Avenir de l'agriculture française*) (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3377).

n° 46 de Mme Hélène Luc : **Enseignement secondaire** (*Difficultés de la rentrée scolaire dans l'enseignement secondaire du Val-de-Marne*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3204).

n° 48 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Entreprises** (*Situation des salariés de l'entreprise de champagne Taittinger à Reims (Marne)*) (JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3876).

n° 51 de M. Philippe Marini : **Pensions de retraites** (*Initiative législative concernant le développement des régimes de retraite par capitalisation*) (JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3199).

n° 52 de M. Edouard Le Jeune : **Collectivités locales** (*Perspectives de suppression du décalage de deux ans du remboursement de la TVA aux collectivités territoriales*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4505).

n° 53 de M. Edouard Le Jeune : **Entreprises** (*Difficultés des entreprises du bâtiment en Bretagne*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4503).

n° 54 de M. Gérard Larcher : **Anciens combattants et victimes de guerre** (*Création d'une fourragère de l'ordre de la Libération*) (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3375).

n° 55 de M. Robert Vizet : **Collectivités locales** (*Ressources financières des collectivités locales*) (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3376).

n° 57 de M. François Louisy : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Prise en charge des réparations des dégâts occasionnés par le cyclone Hugo (Guadeloupe)*) (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3378).

n° 59 de M. Pierre Lagourgue : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Dettes de l'Etat à l'égard des collectivités réunionnaises*) (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3379).

n° 60 de M. Pierre Lagourgue : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Représentation des départements d'outre-mer au sein du comité des régions*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4509).

n° 62 de M. Xavier de Villepin : **Coopération** (*Politique française en Côte-d'Ivoire*) (JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3874).

n° 63 de M. Jean-Jacques Robert : **Formation professionnelle et promotion sociale** (*Arrêt de l'autorisation d'études dans les lycées, dans le cadre des BTS de formation en alternance à la suite du dépôt de bilan de l'entreprise*) (JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3875).

n° 64 de M. Henri Bangou : **Départements et territoires d'outre-mer** (*Aide au parc national de la Guadeloupe*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4508).

n° 65 de Philippe Madrelle : **Hôpitaux** (*Réduction du nombre de lits à l'hôpital de Blaye (Gironde)*) (JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3871).

n° 67 de M. Paul Caron : **Collectivités locales** (*Equilibre financier de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4493).

n° 70 de M. André Boyer : **Maisons familiales et rurales** (*Crédits alloués à l'animation en milieu rural*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 5506).

n° 71 de Mme Hélène Luc : **Société nationale des chemins de fer français (SNCF)** (*Fermeture des ateliers SNCF de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4497).

n° 73 de M. Paul Loridant : **Villes** (*Réexamen de la candidature des Ulis (Essonne) au titre des contrats de ville*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4493).

n° 74 de M. Dominique Leclerc : **Viticulture** (*Difficultés des viticulteurs de Touraine*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4507).

n° 75 de M. René-Pierre Signe : **Urbanisme** (*Difficultés financières des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4502).

n° 76 de M. René-Pierre Signe : **Electricité de France (EDF)** (*Poursuite de la pratique des coupures de courant*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4492).

n° 78 de M. Germain Authie : **Autoroutes** (*Réalisation de la liaison autoroutière Toulouse-Pamiers*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4496).

n° 79 de Mme Hélène Luc : **Grandes écoles** (*Délocalisation de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (Val-de-Marne)*) (JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4501).

n° 80 de M. André Pourny : **Communes** (*Financement des équipements réalisés par un établissement public intercommunal*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6518).

n° 81 de M. José Balareello : **Transports ferroviaires** (*Moderнизation du tracé ferroviaire Nice-Cuneo-Turin*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6511).

n° 85 de Mme Hélène Luc : **Entreprises** (*Fermeture d'un atelier de peinture d'Air France*) (JO Débats du 18 décembre 1993) (p. 6512).

nement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche [n° 112 (92-93)] - (13 avril 1993) - Discussion générale (p. 48, 49, 50, 51).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'excès de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération) [n° 113 (92-93)]** - (13 avril 1993) - Discussion générale (p. 52).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution [n° 114 (92-93)]** - (13 avril 1993) - Discussion générale (p. 53) - Art. unique (p. 54, 55).

- **S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Pierre Bérégovoy, au lendemain de ses obsèques** (5 mai 1993) (p. 164).

- **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Geoffroy de Montalembert, sénateur de Seine-Maritime**, (11 mai 1993) (p. 217).

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) [n° 273 (92-93)]** - (28 mai 1993) - Art. 1^{er} (*partie législative du code de la consommation*) et dispositions annexées (*articles du code de la consommation modifiés*) - Après l'art. L. 121-14 du code de la consommation (p. 540) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (introduction des dispositions de l'article 8 de la loi du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales interdisant la publicité de certaines opérations commerciales) - Art. L. 121-15 (*sanction des règles relatives à la publicité comparative et modalités d'application de ces règles*) : accepte l'amendement de coordination n° 14 de la commission - Art. L. 121-16 (*opérations de vente à distance*) : accepte l'amendement n° 15 de la commission (organisation du code de la consommation en code pilote s'agissant des dispositions de portée générale de la loi relative aux opérations de vente à distance) - Art. L. 121-19 (*sanction des infractions à certaines dispositions*) (p. 541) : accepte l'amendement n° 16 de la commission (extension du dispositif répressif institué à l'article L. 212-19 aux infractions définies à l'article L. 121-18) - Art. L. 121-35 (*ventes ou prestations avec primes*) (p. 543) : accepte l'amendement de coordination n° 2 de la commission - Intitulé de la section I - avant l'art. L. 122-1 : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 17-1 de la commission (« Refus et subordination de vente ou de prestation de service ») - Art. L. 122-1 (*refus de vente ou de prestation, prestation lot ou par quantités imposées*) (p. 544) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 3 de la commission - Art. L. 131-2 et L. 131-3 (*portée du chapitre I^{er} du titre III du livre I^{er}*) (p. 545) : accepte les amendements rédactionnels n° 18 et n° 19 de la commission - Art. L. 141-1 (*dispositions particulières relatives aux pouvoirs des agents et aux actions juridictionnelles*) (p. 547) : accepte l'amendement de rectification n° 20 de la commission - Intitulé du livre II - avant l'art. L. 211-1 (p. 548) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 21-I de la commission (« Conformité et sécurité des produits et des services ») - Art. L. 213-5 (*liste des textes fondant l'état de récidive légale*) (p. 550, 551) : accepte les amendements de la commission n° 22, n° 23 et n° 24 (références et suppressions) - Art. L. 214-2 (*sanctions des infractions à certains décrets en Conseil d'Etat*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rectification n° 25 de la commission - Art. L. 214-3 (*décret en Conseil d'Etat dans le cas de règlements de la Commission de la CEE ou de règlements communautaires*) (p. 552) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rectification n° 53 de la commission - Art. L. 215-10 (*poursuite pour fraude ou falsification*) (p. 554) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rectification n° 26 de la commission - Art. L. 216-9 (*liste des lois sanctionnées par les pénalités prévues aux chapitres II à VI du titre I^{er} du livre II*) (p. 556) : accepte les amendements de rectification, n° 27, n° 28 et n° 29 de la commission - Art. L. 222-3 (*agents quali-*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouver-**

fiés pour procéder à la recherche et à la constatation des infractions) (p. 559) : accepte l'amendement de rectification n° 30 de la commission - **Art. L. 311-10** (contenu de l'offre préalable au contrat de crédit à la consommation) (p. 561) : accepte l'amendement de rectification n° 31 de la commission - **Art. L. 311-25** (résolution de plein droit du contrat de vente ou de prestation de service à crédit) (p. 563) : accepte l'amendement de précision n° 54 de la commission - **Art. L. 311-35** (sanctions de l'inobservation de certaines règles relatives aux opérations de crédit à la consommation) (p. 564) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rectification n° 32 de la commission - **Art. L. 311-37** (procédure de règlement des litiges liés à des opérations de crédit à la consommation) (p. 565) : accepte les amendements de la commission, n° 33 (contrats conclus antérieurement au 1^{er} juillet 1989) et n° 34 rédactionnel - **Art. L. 312-10** (acceptation de l'offre de prêt immobilier) (p. 566) : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - **Art. L. 312-16** (condition suspensive de l'acte de vente financé par un prêt immobilier) (p. 567) : accepte l'amendement de rectification n° 36 de la commission - **Art. L. 312-19** (suspension de l'exécution d'un contrat de prêt immobilier) (p. 568) : accepte l'amendement d'harmonisation n° 37 de la commission - **Art. L. 312-27** (acceptation de l'offre de location-vente ou de location assortie d'une promesse de vente) (p. 569) : accepte l'amendement rédactionnel n° 38 de la commission - **Art. L. 313-5** (peines applicables en cas de prêt usuraire) (p. 571) : accepte l'amendement de rectification n° 39 de la commission - **Art. L. 411-1** (agrément des associations de défense de consommateurs) (p. 575) : accepte l'amendement n° 40 de la commission (substitution des mots « le décret » aux mots « voie réglementaire ») - **Sommaire du code de la consommation** (p. 580) : accepte les amendements n° 17-2 et n° 21-2 de la commission (prise en compte des modifications des intitulés de la section I avant l'art. L. 122-1 et du livre 2 avant l'art. L. 211-1) - **Art. 4** (abrogation) (p. 581, 582) : accepte les amendements de la commission n° 41 de coordination, n° 42 (abrogation des dispositions d'un décret de 1919 intégrées dans le code), n° 43 de rectification, n° 44 (abrogation de la loi du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit), n° 45 à n° 49 (extension d'abrogations), et n° 55 de coordination - **Art. 5** (harmonisation de rédaction) (p. 583) : accepte les amendements de la commission, n° 50 de coordination et n° 56 (nouvelle rédaction des dispositions de l'article 10, relatives à la publicité comparative, de la loi du 18 janvier 1992, qui n'ont pas été insérées dans le code de la consommation) - **Après l'art. 5** : accepte l'amendement n° 51 de la commission (conditions de l'application du droit de la consommation aux territoires d'outre-mer) - **Sur l'ensemble** (p. 584) : remerciements.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (2 juin 1993) - **Art. 4** (modalités de la garde à vue au cours de l'enquête préliminaire) (p. 636) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 63 de M. Claude Estier, ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman n° 9 (information du juge d'instruction par l'officier de police judiciaire sans délai), n° 10 (retour aux dispositions de la loi du 4 janvier 1993) et n° 11 (suppression de la prolongation de la garde à vue) - **Art. 5** (rétablissement du juge d'instruction sur les lieux en cas d'enquête sur crime ou délit flagrant) (p. 637) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Claude Estier (rétablissement de l'article 72 du code de procédure pénale en y introduisant les règles de droit commun en matière d'ouverture d'information) - Son amendement de coordination n° 27 ; adopté - **Après l'art. 5** : son amendement n° 28 : règles relatives aux perquisitions ; adopté - **Art. 6** (mise en examen) (p. 641) : s'oppose aux amendements de suppression n° 12 de M. Charles Lederman et n° 65 de M. Claude Estier - (p. 642) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 66 (définition de la mise en examen et de la mise en cause), n° 67, n° 68, n° 69 et n° 55 (propositions de définition de la mise en examen et de la mise en cause) - **Après l'art. 6** : son amendement n° 29 : introduction d'un formalisme dans les demandes de diligences présen-

tées par une personne mise en examen ; retiré - **Art. 7** (coordination) (p. 644) : s'oppose aux amendements de suppression n° 13 de M. Charles Lederman et n° 70 de M. Claude Estier - **Art. 8** (information de la partie civile sur son droit à formuler une requête) : son amendement n° 30 : droit de la partie civile de formuler des requêtes en nullité ; réservé jusqu'après l'examen de l'amendement n° 84 de suppression de M. Claude Estier à l'article 18 - **Art. 9** (interdiction d'entendre comme témoin les personnes à l'encontre desquelles se révèlent des indices graves et concordants de culpabilité) (p. 645) : son amendement n° 31 : droits du témoin assisté ; adopté - **Art. 10** (communication du dossier) (p. 646) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 73 de M. Claude Estier - (p. 647) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 15 (suppression de la possibilité de convoquer les avocats au moyen d'une télécopie avec récépissé) et n° 16 (suppression du paragraphe II de l'article 10 prévoyant que la procédure est mise à la disposition des avocats à tout moment pendant les jours ouvrables) et n° 74 de M. Claude Estier (possibilité pour l'avocat de demander à tout moment le dossier au juge d'instruction) - **Art. 8** (suite) (p. 664) : son amendement n° 30 ; adopté (précédemment réservé, p. 644).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 5 bis** (autorisation d'émettre un emprunt d'état convertible en actions de sociétés privatisées) (p. 846) : ses amendements, n° 206 et n° 207 : conditions dans lesquelles les titres de l'emprunt seront utilisés en paiement des actions des sociétés privatisées ; adoptés - (p. 847) : s'oppose aux amendements de suppression n° 122 de M. Robert Vizet et n° 163 de M. Claude Estier - **Art. 5 ter** (inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général) (p. 848) : son amendement n° 208 : report de la mise en oeuvre de l'affectation au budget général des recettes des privatisations ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 123 de M. Robert Vizet et n° 164 de M. Claude Estier et accepte l'amendement n° 12 de la commission (application de la dérogation à l'année 1993) - **Après l'art. 5 ter** : son amendement n° 209 ; augmentation du tarif des ordonnances pénales ; adopté - **Art. 6 et état A** (équilibre général) (p. 859) : son amendement n° 223 : modification résultant des votes intervenus lors de l'examen des articles de la première partie ; adopté - **Art. 16** (relèvement de la déduction forfaitaire pour frais en matière de revenus fonciers) (p. 895) : s'oppose à l'amendement n° 17 de la commission (augmentation en deux étapes du taux de la déduction) - (p. 896) : demande le retrait de l'amendement n° 90 de M. José Balareello (taux de la déduction forfaitaire) et s'oppose à l'amendement n° 176 de M. Claude Estier (prise en charge fiscale du non-paiement des loyers) - **Demande de vote unique** (p. 897) : demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur l'ensemble des dispositions du projet de loi de finances rectificative pour 1993 restant en discussion après l'examen de l'article 16 - **Art. 21** (aménagement de la contribution sociale généralisée) (p. 922) : s'oppose aux amendements de suppression n° 138 de M. Robert Vizet et n° 183 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - (p. 923) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 184 (rétablissement de la non-déductibilité de la CSG) et n° 185 (augmentation de la CSG à compter du 1^{er} janvier 1994) ainsi qu'à l'amendement n° 34 de M. Xavier de Villepin (assujettissement à la CSG des Français salariés dans la Principauté de Monaco).

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (14 juin 1993) - **Art. 10** (dispositions relatives aux actions détenues par l'Établissement de recherche et d'activité pétrolière, ERAP) (p. 1205) : son amendement n° 323 : mention, dans cet article, des cessions successives d'actions et du paiement échelonné ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 276 de M. Claude Estier - **Art. 11** (dispositions fiscales) (p. 1207) : ses amendements n° 329, n° 330 et n° 331 : maintien du régime antérieur pour les opérations réalisées avant la publication de la présente loi ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - S'oppose à tous les amendements déposés sur cet article - **Art. 12** (élévation du seuil des opérations de transfert et dispense d'une déclaration préalable pour les petites opérations) (p. 1209) : s'oppose à l'ensemble des amendements déposés sur cet article - **Art. 13** (dispositions relatives à la Régie Renault) (p. 1214) : son amendement n° 332 : maintien dans leurs fonctions des quatre personnalités qualifiées à la

date de la promulgation de la présente loi jusqu'à la fin de leur mandat ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1245) - (p. 1216) ; présence de Volvo au conseil d'administration de la Régie Renault - (p. 1218) : accepte les amendements de la commission, n° 24, de clarification, et n° 25 (transformation des certificats d'investissement Renault), et s'oppose à tous les autres amendements déposés sur cet article - **Art. 14** (*dispositions relatives à Elf Aquitaine*) (p. 1220) : s'oppose à tous les amendements déposés sur cet article - **Art. 15** (*dispositions relatives à la SEITA*) (p. 1227) : s'oppose à tous les amendements déposés sur ce texte - **Art. 16** (*représentation des salariés au conseil d'administration*) (p. 1229) : application de la loi au personnel des sociétés filiales du groupe privatisé - Impossibilité d'en faire une obligation - (p. 1232) : s'oppose à l'ensemble des amendements déposés sur cet article - **Après l'art. 16** (p. 1233) : intervient à propos de l'amendement n° 38 de la commission saisie pour avis (création d'un ou deux sièges supplémentaires au conseil d'administration ou de surveillance, selon le cas, réservés à des administrateurs représentant les salariés actionnaires, dès lors que ceux-ci détiennent au moins 5 % du capital ; extension du dispositif aux groupes de sociétés) - Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Jean Chérioux adoptée au Sénat le 6 mai 1993.

- **Proposition de loi tendant à réformer le code de la nationalité - Deuxième lecture [n° 308 (92-93)] - Suite de la discussion** - (17 juin 1993) - **Art. 28** (*effets de la déclaration*) (p. 1431) : accepte les amendements rédactionnels n° 22 et n° 23 de la commission - **Art. 31 bis** (*spécialisation des tribunaux de grande instance pour les contestations de nationalité*) (p. 1433, 1434) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Claude Estier (compétence du tribunal d'instance du domicile sauf pour les Français établis hors de France) - **Art. 33 bis** (*spécialisation des tribunaux d'instance pour la délivrance des certificats de nationalité*) (p. 1435) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 96 de M. Claude Estier - **Art. 34 bis** (*adaptation du code de la nationalité à l'organisation judiciaire des territoires d'outre-mer*) (p. 1436) : subsistance des tribunaux de première instance dans certains territoires d'outre-mer - **Art. 35** (*double droit du sol*) (p. 1439, 1440) : enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - Seconde guerre mondiale - (p. 1441) : s'oppose aux amendements, n° 48 de suppression de M. Charles Lederman, et n° 97 de M. Claude Estier (suppression de la disposition visant les enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie) - **Art. 35 bis** (*application des dispositions relatives aux Français de l'étranger*) (p. 1442) : accepte l'amendement de suppression n° 24 de la commission - **Art. 36** (*attribution de la carte de résident*) : accepte l'amendement n° 25 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 37** (*carte de résident renouvelable de plein droit*) (p. 1443) : accepte l'amendement de coordination n° 26 de la commission - **Art. 38** (*abrogations*) (p. 1444) : s'oppose aux amendements n° 49 de suppression de M. Charles Lederman et n° 100 de M. Claude Estier (suppression de l'abrogation des articles 113 et 144 du code de la nationalité) - **Art. 38 quater** (*réintégration du code de la nationalité dans le code civil*) (p. 1449) : accepte les amendements de coordination, n° 7 de M. Charles de Cuttoli, n° 28 identique à l'amendement n° 7, et n° 27 de la commission - **Après l'art. 38 quater** (p. 1450) : ses amendements, n° 34 : entrée en vigueur ; n° 35 : dispositions transitoires visant les déclarations de nationalité ; n° 36 : dispositions transitoires visant les personnes ayant sollicité l'autorisation de souscrire la déclaration de réintégration de la nationalité française ; n° 37 : abrogation de la possibilité pour le Gouvernement de faire opposition à l'acquisition de la nationalité française par les jeunes étrangers nés en France et qui y résident ; et n° 33 précédemment réservé : division additionnelle : « Chapitre III - Dispositions diverses » ; adoptés - **Sur l'ensemble** (p. 1453, 1454) : commission Marceau Long - Texte d'intégration - Enfants de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie.

- **Projet de loi relatif à la conduite des inspections menées en vertu de l'article 14 du traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du protocole sur l'inspection annexé à ce traité [n° 338 (92-93)]** - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1724, 1725) : objet et finalité du traité - Matériels militaires - Mesures de vérification de l'application du traité - Inspection - Recours au juge - Vérification de la

conformité de la demande d'inspection au traité - Rapidité de la procédure judiciaire - **Art. 2** (*cas où l'accès à un bien compris dans la zone d'inspection relève d'une personne privée physique ou morale*) (p. 1727) : désignation d'un lieu comme « point sensible » - Secrets de défense et propriété intellectuelle - **Sur l'ensemble** (p. 1728) : remerciements.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le prince de Monaco [n° 339 (92-93)]** - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1729) : convention de 1876 liant la France à la Principauté de Monaco - Accord et refus de l'extradition - (p. 1730) : refus d'extradition pour violation d'obligation militaire.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Mongolie relative à l'entraide judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile [n° 340 (92-93)]** - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1730, 1731) : limitation du projet au domaine civil - Libre accès des ressortissants de l'un des deux Etats à la justice de l'autre - Reconnaissance et exécution des décisions judiciaires - *Exequatur* - Intérêt de cette convention pour les contentieux nés du développement du tourisme.

- **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative à la conciliation et à l'arbitrage au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [n° 193 (92-93)]** - (24 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1732, 1733) : transformation du règlement pacifique des différends - Création d'une institution à structure légère : cour de conciliation et d'arbitrage.

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Paul Hugot, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur sa proposition de loi (n° 372, 1992-1993) relative à la mise en oeuvre des droits des artistes-interprètes et des producteurs de phonogrammes [n° 386 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1756) : remerciements - Rémunération due par les différents utilisateurs de phonogrammes - Arrêt du Conseil d'Etat créant un vide juridique - Réunion de la commission pour l'examen du cas de la radiodiffusion sonore de droit privé - Demande l'adoption de cette proposition de loi - **Sur l'ensemble** (p. 1758) : budget de la culture.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal [n° 368 (92-93)]** - (28 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1758) : report de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal - Fonctionnement des juridictions pénales - (p. 1759) : informatique judiciaire - Stages de formation - Suppression de l'emprisonnement contraventionnel - Contenu du nouveau code pénal - Amendement relatif à l'avortement de la femme sur elle-même - (p. 1765) : contenu du nouveau code pénal - Outil informatique des juridictions - **Question préalable** (p. 1768) : s'oppose à la motion n° 5 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - (p. 1769) : s'oppose aux amendements du groupe communiste et apparenté, visant à abroger les différents livres du code pénal - Refuse de débattre du contenu du code pénal et demande le retrait des amendements précités - **Exception d'irrecevabilité** : sa motion n° 37, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements n° 6 à n° 23, et n° 25 à n° 35 de M. Charles Lederman ; adoptée - (p. 1770) : respect des règles de courtoisie - Retrait par MM. Charles Jolibois et Etienne Dailly de leur amendement relatif à l'auto-avortement - (p. 1773) : irrecevabilité globale de ces amendements car sans lien avec le texte en discussion - Remise en cause par le groupe communiste d'une réforme votée par le Parlement - **Art. unique** (*conditions de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et suppression des peines d'emprisonnement contraventionnelles*) (p. 1777) : accepte l'amendement n° 4 de M. Daniel Millaud (date d'entrée en vigueur du nouveau code pénal dans les territoires d'outre-mer et la collectivité territoriale de Mayotte) - Accepte l'amendement de précision n° 1 de la commission - **Intitulé** : accepte l'amendement n° 2 de la commission (remplacement des mots : « relatif à l'entrée en vigueur » par les mots : « reportant l'entrée en vigueur »).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés**

par les collectivités locales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales) (p. 1909) : indique que le ministre de l'éducation nationale est absent du fait de la remise des prix aux lauréats du concours général de l'enseignement public - (p. 1941) : inscription de cette proposition de loi à l'ordre du jour prioritaire de la prochaine session d'octobre.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - Après l'art. 4** (p. 2049, 2050) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 145 (participation de la Banque de France à la gestion de la dette publique en organisant les adjudications de valeurs du Trésor et en assurant la tenue des comptes courants de bons) et n° 146 (tenue par la Banque de France du fichier central des chèques, du fichier national des chèques irréguliers et du fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers) - **Art. 5** (droit de communication) et après **l'art. 19** (p. 2053) : accepte les amendements de la commission, n° 23 de suppression, et n° 58 (transfert des dispositions de l'article 5 après l'article 19), et s'oppose au sous-amendement n° 120 de M. Paul Loridant, ainsi qu'aux amendements de M. Paul Loridant, n° 81 (réaffirmation du fondement légal des activités d'études, d'analyses et de statistiques de la Banque de France) et de M. Robert Vizet, n° 147 (activités de renseignement de gestion des fichiers et d'analyse de la conjoncture) et n° 148 (définition des missions de la Banque de France en matière de statistiques et d'information monétaire au service de l'Etat et des collectivités locales) - **Après l'art. 5** (p. 2054) : sur l'amendement n° 24 de la commission (dispositions liées à l'émission des billets), son sous-amendement n° 185 : suppression de la disposition prévoyant la charge pour la Banque de France de veiller à la bonne qualité de la circulation fiduciaire ; adopté - **Après l'art. 17 et après l'art. 17 bis** (p. 2100, 2101) : sur les amendements de M. Paul Loridant, s'oppose au n° 113 (inscription au titre des missions de la Banque de France de la mission liée à la loi de prévention du surendettement des ménages) et demande le retrait du n° 114 (inscription de la gestion des fichiers concernant le surendettement des ménages et les chèques irréguliers au titre des activités dont la Banque de France a le monopole), et s'oppose à l'amendement n° 170 de M. Robert Vizet (développement de l'implantation locale et des missions de service public de la Banque de France auprès des collectivités locales et des chambres de commerce et d'industrie, des banques et des entreprises) - **Art. 19** (exclusion des billets du champ d'application des dispositions relatives aux titres au porteur) (p. 2102) : accepte l'amendement de suppression n° 53 de la commission - **Après l'art. 19** : sur l'amendement n° 55 de la commission (organisation du contrôle du Parlement), qu'il accepte, son sous-amendement n° 189 ; retiré - Accepte les amendements de la commission n° 56 (insertion d'une division additionnelle : « Chapitre... : dispositions diverses »), n° 59 (réintroduction des dispositions supprimées à l'article 12 et prévoyant que les opérations et activités de la Banque de France relèvent de la législation civile et commerciale) et n° 60 (réintroduction des dispositions supprimées à l'article 12 et prévoyant que les litiges internes à la Banque de France relèvent des juridictions administratives), et sur ce dernier, le sous-amendement n° 17 de la commission saisie pour avis - **Art. 20** (compétences du Conseil national du crédit) (p. 2104) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 174 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement n° 61 de la commission (regroupement des dispositions définissant le champ de compétences du Conseil national du crédit) - **Art. 21** (présidence du comité de la réglementation bancaire) (p. 2105) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 175 de M. Robert Vizet - **Art. 22** (compétence du comité de la réglementation bancaire) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 176 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement n° 62 de la commission (compétence exclusive du conseil de la politique monétaire pour la détermination de l'assiette et du taux de réserves obligatoires).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion - (7 juillet 1993) - Art. 2 bis** (certificat d'hébergement) (p. 2309) : supé-

riorité des accords internationaux sur les lois - Renégociation de l'accord franco-algérien.

- **Projet de loi de privatisation - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 407 (92-93)] - (7 juillet 1993) - Discussion générale** (p. 2325, 2326) : parts cédées aux investisseurs extérieurs à la CEE - Mécanisme de l'action spécifique - Opérations de « respiration du secteur public » - Rôle de la Commission de la privatisation - Qualité des travaux des commissions - Souhaite l'adoption des conclusions de la CMP - (p. 2331) : modification des statuts de trois sociétés dans le but d'offrir à leurs actionnaires un dividende majoré - Projet d'amendement de M. Dailly sur ce point - Rectification de la proposition de loi initiale n° 292 de M. Etienne Dailly et examen de cette dernière à la rentrée d'octobre.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)] - Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - Art. 21** (regroupement familial) (p. 2407) : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Claude Estier (suppression de l'obligation pour l'étranger installé en France de regrouper en une seule fois l'ensemble des membres de sa famille) et accepte l'amendement n° 29 de la commission (possibilité de procéder à un regroupement familial partiel dans l'intérêt des enfants) - S'oppose à l'amendement n° 91 de M. Claude Estier (possibilité pour les étrangers séjournant en France sous couvert d'un titre de séjour portant la mention « étudiant » de bénéficier du regroupement familial) - Son amendement de précision n° 181 ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - Accepte l'amendement n° 30 de la commission (obligation de retirer le titre de séjour du ressortissant étranger polygame qui a fait venir auprès de lui plus d'un conjoint ou des enfants autres que ceux du premier conjoint ou d'un autre conjoint de son choix) - Lutte contre la polygamie - (p. 2408) : son amendement de précision n° 182 ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2409) : accepte l'amendement n° 31 de la commission (retrait obligatoire du titre de séjour obtenu par un autre conjoint) - **Avant l'art. 22** (p. 2410) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 151 (accès à l'aide juridique des étrangers résidant habituellement en France et détenant un titre de séjour à l'occasion d'un recours devant la commission de recours des réfugiés) et n° 152 (organisation d'un entretien avec le demandeur d'asile dès la réception de son dossier par l'OFPPA ou par la commission des recours) - OFPPA - **Art. 22** (demandeurs d'asile) (p. 2413) : décret du 27 mars 1982 relatif à la décision de refus d'entrée en France adressée au demandeur du droit d'asile - Conditions d'admission en France des demandeurs d'asile - Asile territorial - Régime dérogatoire - S'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de M. Charles Lederman - (p. 2414) : ses amendements, n° 183 : adjonction à la formule désignant l'expert du qualificatif « pleinement » ; et n° 184 : possibilité pour la France dans le libre exercice de sa souveraineté d'accorder l'asile à des personnes n'entrant dans le champ d'aucune des catégories mentionnées ; adoptés avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - (p. 2415, 2416) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 32 et n° 33, rédactionnels - S'oppose au n° 34 (possibilité pour l'intéressé de saisir la commission des recours en demeurant sur le territoire français) et n° 35, de coordination - Droits des demandeurs et détournements de procédure - Caractère non suspensif du recours devant la commission des recours, lorsque la demande d'asile est manifestement abusive et a fait l'objet d'une décision de rejet de l'OFPPA - **Art. 24** (légalisation des actes d'état-civil étrangers) (p. 2417) : s'oppose à l'amendement n° 36 de la commission (mention dans le code civil de la possibilité de demander la légalisation des actes d'état civil étrangers) - Son amendement n° 192 : mention dans l'ordonnance du 2 novembre 1945 des pouvoirs de contrôle conférés aux agents diplomatiques consulaires sur les documents d'état civil dont l'authenticité paraît douteuse ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - **Art. 25** (rétention administrative) (p. 2419) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° 100 de M. Claude Estier et n° 154 de M. Charles Lederman - (p. 2420, 2421) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 101 (réintroduction de l'adjectif « absolue » après le mot « nécessité ») et n° 102 (suppression du paragraphe III de l'article 25) - Déclare à M. Michel Dreyfus-Schmidt que ses interventions déstabilisent le débat - Problème de la présentation des documents de

voyage - Recours suspensif contre les arrêtés de reconduite à la frontière - Délai de rétention des étrangers en situation irrégulière dans les autres Etats membres de la Communauté - **Art. 25 bis** (obligation de rapatriement de l'étranger en situation irrégulière par l'entreprise de transport ferroviaire qui l'a acheminé) : son amendement n° 185 : nouvelle rédaction ; adopté avec l'ensemble du texte (9 juillet 1993, p. 2471) - Frais de rattachement à la charge du transporteur ferroviaire.

- **Projet de loi relatif au code de la consommation (partie législative) - Deuxième lecture** [n° 359 (92-93)] - (9 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2478, 2479) : dispositions adoptées par l'Assemblée nationale et prévoyant le dépôt au Parlement, tous les deux ans, d'un rapport sur les modifications apportées au code - **Art. 1^{er} et dispositions annexées - Art. L. 562-1 du code de la consommation (Institut national des appellations d'origine)** (p. 2487) : accepte les amendements de la commission, n° 1 et n° 2 (référence à l'Institut national des appellations d'origine et des vins et eaux de vie) et n° 3, n° 4 et n° 5 de forme et de rectification.

- **Projet de loi portant règlement définitif du budget 1991** [n° 385 (92-93)] - (9 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2488) : résultats de la politique budgétaire du précédent gouvernement - Nouvel article visant à améliorer la connaissance du Parlement sur les dégrèvements et remboursements d'impôts directs accordés aux contribuables locaux - Accélération de la production des comptes - Demande au Sénat d'adopter ce projet de loi - (p. 2494) : délais des paiements publics - (p. 2495) : problème du règlement définitif du budget de 1991 - Continuité de l'Etat - Demande à la majorité parlementaire de prendre ses responsabilités en votant le projet de loi - (p. 2502) : « réhabilitation de la dépense publique ».

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen) (p. 2513) : accepte la motion n° 124 de M. Christian Bonnet, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 25 et n° 26, n° 42 à n° 104 (exclusion de l'application du texte pour certaines gares et certains ports) - (p. 2518) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 105, de suppression, n° 106, n° 107, n° 108 relatifs aux modalités d'exécution des contrôles d'identité, n° 109 (suppression du deuxième alinéa du texte présenté par cet article pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la définition des contrôles judiciaires), n° 110 (contrôle d'identité de personnes majeures), n° 111 (suppression des mots : « quel que soit son comportement », n° 112 (contrôles d'identité uniquement pour prévenir une atteinte imminente à l'ordre public), n° 113 (suppression de la référence aux biens), n° 114 (contrôles d'identité pour prévenir une atteinte à la sécurité des personnes ou des biens), n° 115 (suppression du troisième alinéa du texte présenté par l'article 1^{er} pour l'article 78-2 du code de procédure pénale et relatif à la détermination et à l'étendue de la zone frontalière où les « contrôles Schengen » pourraient être effectués), n° 116 (contrôle d'une personne majeure), n° 117 (impossibilité d'effectuer un contrôle d'identité à l'égard de personnes exerçant des droits et libertés garantis par la Constitution), ainsi qu'aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 5 à n° 23, n° 24, relatifs aux modalités d'exécution des contrôles d'identité, n° 28 (zones de contrôle en cas d'application des accords de Schengen ramenées de vingt à dix kilomètres), n° 29 (retour à vingt kilomètres dans les cas où l'on avait prévu quarante kilomètres), n° 30 (compétence du ministre des affaires européennes), n° 33 de coordination, n° 36 (distinction des simples infractions des crimes et délits), n° 37 (comportement du fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité) et n° 38 (présentation par le fonctionnaire de police effectuant un contrôle d'identité de sa carte de police) - **Demande de vote unique** (p. 2519) : demande un seul vote sur l'article 1^{er}, à l'exclusion de tout amendement - **Après l'art. 1^{er}** (p. 2519 à 2521) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 119 (assistance d'un avocat pour la personne conduite au commissariat), n° 120 (information de la personne gardée), et n° 118 (possibilité pour la personne gardée de faire prévenir la personne de son choix), ainsi qu'à l'amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 41 (délai de justification d'identité) - **Art. 1^{er} bis** (modification de

l'intitulé du chapitre III du titre II du Livre I^{er} du code de procédure pénale : des contrôles et vérifications d'identité) (p. 2522) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 121 de M. Charles Lederman - **Art. 1^{er} ter** (effet des dispositions instituant les contrôles particuliers prévus pour la mise en oeuvre des accords de Schengen) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 122 de M. Charles Lederman - **Art. 2** (extension du nouveau régime des contrôles d'identité à la collectivité territoriale de Mayotte) (p. 2523) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 123 de M. Charles Lederman - **Sur l'ensemble** (p. 2526) : sens républicain et civique de la police - Avec ce texte, renforcement des garanties de chacun et du contrôle judiciaire.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture** [n° 401 (92-93)] - (10 juillet 1993) - **Art. 5 bis** (p. 2544) : son amendement de suppression n° 33 ; adopté - **Art. 6 bis** (p. 2545) : accepte l'amendement de précision n° 3 de la commission - **Art. 10** (p. 2545) : son amendement n° 34 : modalités de communication à l'avocat du dossier de procédure ; adopté (par priorité) - (p. 2547) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (suppression des mots : « sous réserve des exigences du bon fonctionnement du cabinet du juge d'instruction ») et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 4 de la commission (délai dont dispose l'avocat) - **Art. 11** (interrogatoire de première comparution) (p. 2548) ; s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Charles Lederman (suppression des deux dernières phrases du troisième alinéa du texte présenté par cet article) - **Art. 11 bis** (suppression de la possibilité pour la personne mise en examen de demander sa première comparution dans les quinze jours) (p. 2549) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour les amendements identiques de suppression, n° 5 de la commission et n° 12 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 15** (placement en détention provisoire) (p. 2550) : ses amendements, n° 35 : constatation par le président de la chambre d'accusation de la nécessité d'éventuelles prolongations de la détention ; n° 36 : modalités de désistement de la peine pour la personne mise en examen ; et n° 37 : formation du référé-liberté ; adoptés (par priorité) - (p. 2552) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 13 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - (p. 2553) : sur son amendement n° 35, s'oppose au sous-amendement n° 42 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 18** (fondement des nullités) (p. 2555) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 14 de suppression et n° 15 (purge des nullités) - **Art. 18 bis** (modalités de présentation d'une requête en nullité) (p. 2556) : accepte l'amendement de précision n° 7 de la commission - **Art. 20** (règlement de l'information) (p. 2557) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (formulation des demandes) - **Art. 26** (garde à vue d'un mineur) (p. 2558) : son amendement n° 38 : intervention de l'avocat dès le début de la garde à vue pour les mineurs de 16 ans ; adopté (par priorité) - (p. 2559) : s'oppose aux amendements de suppression n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt et n° 22 M. Charles Lederman - **Art. 32 undecies** (protection de la présomption d'innocence) (p. 2561) : accepte l'amendement de suppression n° 8 de la commission - **Après l'art. 32 duodecies** (p. 2562) : ses amendements, n° 39 : dispositions prévoyant la substitution de l'expression « mise en examen » à l'expression « inculpation » dans tous les textes législatifs y faisant référence ; et n° 40 : rémunération des avocats commis d'office pouvant intervenir au cours de la garde à vue ; adoptés - **Après l'art. 33** (p. 2563) : son amendement n° 41 : entrée en vigueur de la loi ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 2565) : remerciements.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole additionnel à la convention relative à la protection du Rhin contre la pollution par les chlorures signée à Bonn le 3 décembre 1976 (ensemble quatre annexes)** [n° 392 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2474) : Mines de potasse d'Alsace - Pays-Bas - Plan de réduction des rejets de sel dans le Rhin ; répartition du financement - Stockage provisoire des sels sur le territoire français - Pollutions industrielles - Programme d'action « Rhin », adopté en octobre 1987 ; réhabilitation biologique ; réapparition du saumon - Demande l'adoption de ce projet de loi.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 420 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2597) : accord en CMP - Contrôle des titres de séjour des étrangers - Regroupement familial - Compétences des agents diplomatiques et consulaires français - Obligations incombant aux transporteurs ferroviaires qui ont acheminé des étrangers - Mariage - Droits sociaux des étrangers - Aide médicale à domicile - Traitement des demandes d'asile à la frontière - (p. 2598) : maintien des dispositions actuellement applicables ; article 12 du décret du 27 mai 1982 et de la loi du 6 juillet 1992 relative à la zone d'attente des ports et des aéroports - Droits des étrangers - Démographie mondiale - **Demande de vote unique** (p. 2600) : demande un vote unique sur les conclusions de la CMP modifiées par les amendements n° 1 à n° 8 du Gouvernement - **Art. 22 (demandeurs d'asile)** : ses amendements n° 1 à n° 5 : maintien des dispositions actuellement applicables aux demandes d'asile à la frontière ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2611) - **Art. 25 ter (coordination)** : son amendement de suppression n° 6 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 2611) - **Art. 38 et 39 (compétence de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides)** (p. 2608) : ses amendements de coordination, n° 7 sur l'article 38 et n° 8 sur l'article 39 ; adoptés avec l'ensemble du texte (p. 2611) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2610) : sondage auprès de la population immigrée publié par *le Figaro* du 13 juillet - (p. 2611) : demande le vote de ce projet de loi.

– **Clôture de la session extraordinaire** (13 juillet 1993) (p. 2628) - Remerciements.

– **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 10 (première affectation des auditeurs)** (p. 2797) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (transmission de leurs souhaits par les auditeurs de justice au Conseil supérieur de la magistrature qui les communique ensuite au ministre de la justice) - Postes pourvus sur proposition du garde des sceaux - **Art. 13 (prise en compte de la situation de famille pour les affectations)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 20 de M. Michel Dreyfus-Schmidt - **Art. 14 (tableau d'avancement)** (p. 2798) : accepte l'amendement n° 4 de la commission (rétablissement de la formalité de la consultation du Conseil supérieur de la magistrature sur le tableau d'avancement établi par la commission d'avancement et communication de l'ensemble de ce tableau aux formations du Conseil supérieur de la magistrature) - **Art. 16 (extension de la « transparence » aux premiers présidents de cour d'appel)** : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de suppression n° 5 de la commission - **Après l'art. 18** : accepte l'amendement n° 6 de la commission (renvoi des magistrats en position de détachement ou de disponibilité ou ayant définitivement cessé leurs fonctions devant la formation disciplinaire du Conseil supérieur de la magistrature compétente pour les magistrats du siège, s'ils ont exercé leurs dernières fonctions judiciaires au siège ou devant la formation disciplinaire compétente pour les magistrats du parquet, s'ils les ont exercées au parquet) - **Art. 21 et art. 23 (coordination avec la suppression de la commission de discipline du parquet)** (p. 2799) : accepte les amendements de la commission n° 7 et n° 8, rédactionnels et n° 9 de précision - **Après l'art. 24** (p. 2800) : accepte l'amendement n° 10 de la commission (retrait de l'honorariat) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 21 de M. Michel Dreyfus-Schmidt.

– **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative)** [n° 443 (92-93)] - (14 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2924) : nécessité d'une réforme du code du commerce - Commission supérieure de codification - (p. 2925) : structure du code du commerce - Reclassement en partie législative de quelques dispositions relatives au registre du commerce et des sociétés et à la définition de certaines ventes - Modifications issues de l'adoption du nouveau code pénal - **Art. 1^{er} et dispositions annexées (livres I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII du code de commerce)** (p. 2927 à 3112) : **Art. L. 110-1 - Art. L. 122-1 - Art. L. 124-5 - Après l'art. L. 131-3 - Art. L. 132-6 - Art. L. 143-21 - Avant l'art. L. 143-24 - Art. L. 145-41 - Après l'art. L. 225-8 - Art. L. 225-19 et 20 - Art. L. 226-88 - Après l'art. L. 226-117 - Art. L. 231-8 - Art. L. 311-1 - Avant**

l'art. L. 410-1 - Art. L. 411-2 et 4 - Après l'art. L. 420-8 - Art. L. 512-5 - Art. L. 524-2 - Art. L. 712-2 - Art. L. 712-8 - Art. L. 713-1 - Après l'art. L. 721-1 - Art. L. 722-1 - Art. L. 722-18 - Avant l'art. L. 811-1 - Avant l'art. L. 811-4 du code précité (p. 3104 à 3112) : sur les amendements de précision ou de rectification de la commission, accepte les n° 1 à n° 17, n° 19, n° 20 et n° 23 à n° 32 et demande le retrait des n° 18, n° 21 et n° 22 - **Art. L. 411-4 du code précité** (p. 3109) : accepte l'amendement de rectification n° 47 de M. Daniel Millaud - **Art. 4 (abrogations)** (p. 3114) : accepte les amendements de coordination de la commission, n° 33 à n° 43 - **Art. 5 (coordination avec le code de l'organisation judiciaire)** (p. 3115) : accepte les amendements de coordination de la commission n° 44 à n° 46 - **Sur l'ensemble** (p. 3116) : remerciements.

– **Projet de loi organique sur la Cour de justice de la République** [n° 20 (93-94)] - (20 octobre 1993) - **Art. 23 (pouvoir en cassation des arrêts de la commission d'instruction)** (p. 3287) : s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délai dans lequel la Cour de cassation doit statuer) - **Art. 24 (renvoi après cassation)** (p. 3288) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction précisant la possibilité de cassation sans renvoi) - **Art. 32 (pourvoi en cassation des arrêts de la Cour de justice)** (p. 3291) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (délais dans lesquels doit statuer la Cour de cassation) - **Art. 23 (suite)** (p. 3292) : maintient son opposition à l'amendement n° 22 de M. Michel Dreyfus-Schmidt, précédemment réservé (délai dans lequel la Cour de cassation doit statuer) - **Art. 33 (cassation des arrêts de la Cour de justice et renvoi à la Cour de justice autrement composée)** (p. 3293) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (nouvelle rédaction) - **Art. 34 bis (élection des juges de la Haute cour de justice)** (p. 3293, 3294) : s'oppose aux amendements de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 26 et n° 27 (scrutin de liste secret et représentation proportionnelle) - **Après l'art. 34 bis** (p. 3295) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (greffier de la Haute cour de justice ; suppression de la prestation de serment en cette qualité) - **Après l'art. 35** (p. 3295, 3296) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (Haute cour de justice ; substitution du mot « l'accusé » aux mots « les accusés ») - (p. 3297, 3298) : s'oppose aux amendements, n° 30 et n° 31 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (pourvoi en cassation contre les arrêts de la commission d'instruction et les arrêts de la Haute cour de justice) - **Sur l'ensemble** (p. 3299) : remerciements, notamment à MM. Yves Guéna, Charles Jolibois, rapporteur, et Michel Dreyfus-Schmidt.

– **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 439 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3335) : transposition en droit interne de la directive du 25 février 1992 relative aux marchés publics de travaux et de fournitures dans les secteurs dits exclus : eau, énergie, transports et télécommunications - Procédures de recours applicables à ces contrats - (p. 3336) : choix d'un recours juridictionnel respectant la répartition de compétences entre le juge administratif et le juge judiciaire - Organisation du respect précontractuel du droit communautaire par un système de contraintes pécuniaires - Importance des marchés publics en cause - Dispositifs mis en place par le Royaume-Uni et l'Allemagne - **Art. 1^{er} (organisation des recours devant les deux ordres de juridiction)** (p. 3341) : accepte l'amendement n° 1 de la commission (indication du caractère spécial de la procédure instituée) - Entreprises publiques françaises - (p. 3342) : accepte l'amendement n° 2 de la commission (organisation du déroulement du premier temps de l'instance) - Théorie dite « du bilan » - Caractères de l'astreinte - (p. 3343) : possibilité de faire appel d'une décision prononçant une astreinte définitive - Renvoi à un décret fixant les modalités de calcul de l'astreinte - (p. 3344) : accepte les amendements de la commission, n° 6 (définition des règles applicables au prononcé de l'astreinte définitive), n° 3 et n° 4 de coordination et n° 5 rédactionnel - S'oppose à l'amendement n° 15 de M. Félix Leyzour (suppression des pouvoirs donnés à la Commission des Communautés européennes) - **Art. 4 (mise en oeuvre des recours relatifs aux contrats de droit public)** (p. 3345, 3346) : accepte les amendements de la commission,

n° 7 à n° 11 homothétiques aux amendements n° 1 à n° 6 s'appliquant à l'ordre judiciaire - Son amendement n° 17 : suppression de l'hypothèse d'un contrat devant être conclu par une collectivité territoriale ou un établissement public local ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 16 de M. Félix Leyzour (suppression des pouvoirs donnés à la Commission des Communautés européennes) - **Après l'art. 4** (p. 3347) : cavalier législatif - Evoque l'inconstitutionnalité des amendements identiques n° 13 de M. Alain Pluchet et n° 14 de M. Xavier de Villepin (adjonction, à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent ») - (p. 3348) : application de la « loi Sapin » aux entreprises françaises et aux entreprises étrangères qui soumissionnent en France - Fera part des demandes des auteurs des deux amendements au Gouvernement.

- **S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Marc Boeuf**, sénateur de la Gironde (26 octobre 1993) (p. 3429).

- **Rappel au règlement**, de M. Franck Sérusclat - (4 novembre 1993) (p. 3792) : précise que le contenu du rapport du Professeur Mattei sera connu le 15 novembre et que la question des recherches biomédicales sera vraisemblablement évoquée lors de la prochaine Conférence des présidents.

- **Proposition de loi modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 2 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4234, 4235) : lois du 31 décembre 1990 relatives aux professions judiciaires et juridiques et aux sociétés d'exercice libéral - Dispense de stage ou de diplôme pour les conseils juridiques souhaitant intégrer la profession de notaire - Recours aux formations restreintes du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats - Sociétés d'exercice libéral - Remerciements adressés au rapporteur - **Art. 2 (formations restreintes du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats)** : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction ; adopté.

- **Projet de loi rétablissant le renouvellement triennal par moitié des conseils généraux [n° 69 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4236) : taux de participation des électeurs - Réduction du nombre des échéances électorales - (p. 4237) : concomitance des scrutins pour les élections régionales et les élections cantonales - Durée du mandat des conseillers généraux - Suppression du renouvellement intégral tous les six ans des conseils généraux - (p. 4238) : renouvellement par moitié tous les trois ans des conseils généraux - Dispositions transitoires - Stabilité des exécutifs des conseils généraux - (p. 4242) : élections cantonales de mars 1992 - Regroupement d'élections - Consultation des présidents de conseils généraux - (p. 4243) : stabilité des exécutifs des conseils généraux - Décentralisation - Scrutin de liste - Cantons urbains et cantons ruraux - Echelon administratif du département - **Art. 1^{er} (rétablissement du renouvellement triennal des conseils généraux)** (p. 4244) : jumelage d'élections locales et taux de participation.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4346) : s'oppose à la demande de suspension de séance de deux heures formulée par M. Michel Dreyfus-Schmidt.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - **Après l'art. 11** (p. 4438) : son amendement n° 54 : procédures d'offre et de demande de retrait ; cas des actionnaires majoritaires et des actionnaires minoritaires ; adopté - **Avant l'art. 12** (p. 4441) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Paul Loridant (non indemnisation, en cas de vol d'un véhicule, des auteurs, co-auteurs ou complices du vol s'ils ont un accident) - **Art. 12 (effets de la réquisition de services sur les contrats d'assurance)** (p. 4444) : s'oppose à l'amendement n° 10 de la

commission (nouvelle rédaction de cet article) - **Après l'art. 13** (p. 4445) : son amendement n° 13 : ouverture du sociétariat des Assurances mutuelles agricoles à d'autres catégories socio-professionnelles que les agriculteurs ; adopté - (p. 4446) : oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 34 de M. Gérard César (restauration du système des subventions à l'assurance contre la grêle pour les cultures sensibles) - **Art. 14 (prorogation de la suspension des poursuites contre les rapatriés surendettés)** (p. 4447) : son amendement n° 14 : extension de la suspension des poursuites aux rapatriés pendant les deux années à venir ; adopté - **Après l'art. 14** : ses amendements n° 51 : insertion d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre IX : « Dispositions relatives aux sociétés civiles de placement immobilier » ; et n° 52 : régime juridique et financier des sociétés civiles de placement immobilier, SCPI ; adoptés - (p. 4450) : s'oppose à l'amendement n° 33 de M. Paul Loridant (champ d'application de cette présente loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte).

- **Résolution présentée en application de l'article 73 bis du règlement, sur la proposition de directive du Conseil visant au renforcement de la surveillance prudentielle des établissements de crédits, des compagnies d'assurance et des entreprises d'investissement (n° E-109) [n° 63 (93-94)]** - (19 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4490, 4491) : transparence des groupes financiers - Situation du siège social et de l'activité principale des groupes - Elargissement de la liste de diffusion des informations protégées par le secret professionnel - Mise en place d'un devoir d'alerte pour les commissaires aux comptes - Renforcement de la stabilité des entreprises financières - Coopération entre les autorités de contrôle - Spécificité des dispositifs nationaux - Définition du groupe financier - Surveillance potentielle des groupes multisectoriels.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4697) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-136 (réduction d'impôt liée à des frais de garde d'enfant à l'extérieur du domicile) et n° I-137 (réduction d'impôt liée à des frais d'hébergement en établissement de long séjour pour personnes âgées) - Garde d'enfant à l'extérieur du domicile - Traitement de la dépendance - **Après l'art. 2** (p. 4699) : demande le retrait de l'amendement n° I-8 de M. Xavier de Villepin (abrogation de l'article 164 C du code général des impôts soumettant à une taxation forfaitaire les Français établis hors de France mais disposant d'une ou plusieurs habitations en France) - (p. 4700) : s'oppose à l'amendement n° I-138 de M. Jean-Pierre Masseret (cumul des demi-parts supplémentaires accordées aux contribuables mariés titulaires de la carte d'invalidité et aux contribuables mariés de plus de soixante-quinze ans et titulaires de la carte du combattant) - Mesures en faveur des anciens combattants - Système du quotient familial - (p. 4701) ; s'oppose à l'amendement n° I-228 de M. Robert Vizet (extension du bénéfice de la demi-part affectée au quotient familial aux ménages dont l'un des membres se trouve hospitalisé dans un établissement de long séjour ou de post-cure) et l'amendement n° I-139 de M. Jean-Pierre Masseret (montant de la réduction d'impôt pour dépenses de scolarité) - Coût budgétaire - (p. 4702) : demande le retrait de l'amendement n° I-200 de M. Serge Vinçon (déductibilité des intérêts payés au titre d'une acquisition en toute propriété de place de stationnement ou d'une amodiation dans un parc public concédé situé à proximité de la résidence principale) - Réduction d'impôt au titre des intérêts des emprunts contractés en vue d'acquies un garage ou un emplacement de stationnement - Difficultés juridiques posées par l'amodiation - (p. 4703) : demande le retrait de l'amendement n° I-134 de M. Jean-Pierre Masseret (abaissement du taux de la CSG) - Intégration de l'avantage résultant de la déductibilité partielle de la CSG dans le barème progressif de l'impôt sur le revenu - **Art. 2 bis (aménagement des conditions de déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail)** (p. 4704) : accepte l'amendement rédactionnel n° I-43 de la commission et s'oppose à l'amendement n° I-230 de M. Robert Vizet (extension du bénéfice de la majoration de distance considérée comme « normale » pour déplacement professionnel aux zones de montagne

et aux départements bénéficiaires des dispositions de la dotation de fonctionnement minimale).

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Art. 6 bis** (*exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué*) (p. 4747) : son amendement n° I-308 : clarification sur les possibilités de cumul des dispositions des articles 6 et 6 bis relatifs aux exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation ; adopté - S'oppose aux amendements n° I-248 de suppression de M. Robert Vizet et n° I-149 de M. Jean-Pierre Masseret (interdiction de cumuler le bénéfice des exonérations des plus-values de cession de titres d'OPCVM monétaires et obligataires de capitalisation prévues aux articles 6 et 6 bis) - (p. 4748) : coût budgétaire - Régime fiscal favorable au capital-risque - **Après l'art. 6 bis** (p. 4748, 4749) : demande le retrait de l'amendement n° I-46 de la commission (réduction du taux de prélèvement libératoire applicable aux intérêts des sommes figurant sur un compte courant d'associé) - Taux de prélèvement libératoire sur les comptes courants - Coût budgétaire - **Avant l'art. 7** (p. 4749, 4750) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-249 (déduction du revenu imposable des intérêts des dépôts effectués sur le livret A des caisses d'épargne) et n° I-250 (taxation de l'encours des parts de SICAV) - **Art. 7** (*neutralisation, pour l'appréciation du seuil d'imposition des plus-values, du transfert sur un PEA de l'épargne investie en titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux*) (p. 4751) : accepte l'amendement n° I-47 de la commission (insertion de ce dispositif dans la loi du 16 juillet 1992 relative au plan d'épargne en actions) - **Art. 8** (*déblocage des fonds investis dans un plan d'épargne populaire*) (p. 4751 à 4753) : sur les amendements de M. Jean-Pierre Masseret, s'oppose aux n° I-150 (possibilité donnée aux titulaires de plans d'épargne populaire de retirer jusqu'à la moitié des fonds épargnés et des intérêts et primes se rapportant à la part retirée sans aucune pénalité), n° I-153 (rétablissement du droit à prime pour les plans d'épargne populaire ouverts à compter du 22 septembre 1993) et n° I-154 (augmentation du seuil permettant le bénéfice d'une prime de 25 %), et demande le retrait du n° I-152 (modification de la date d'ouverture du plan d'épargne populaire pour bénéficier de cette mesure) - **Après l'art. 8** (p. 4754) : s'oppose à l'amendement n° I-252 de M. Robert Vizet (création d'un livret d'épargne populaire automobile) - (p. 4756) : accepte l'amendement n° I-305 de M. Etienne Dailly (acquiescement des droits d'enregistrement par les offices d'huissiers de justice au moment du paiement du prix par le débiteur) - **Art. 9** (*allègement des droits d'enregistrement dus par les sociétés*) (p. 4758) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-253 de suppression et n° I-254 (limitation du champ d'application des exonérations de droits proportionnels sur le capital aux activités agricoles) et demande le retrait de l'amendement n° I-18 de M. Alain Lambert (remboursement rétroactif des droits d'enregistrement perçus sur les fusions et les incorporations de provisions) - **Après l'art. 9** (p. 4759) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-255 (amortissement exceptionnel accordé aux véhicules fonctionnant à l'électricité) et n° I-259 (amortissement exceptionnel accordé au matériel de retraitement des déchets) - (p. 4760) : demande le retrait de l'amendement n° I-63 de M. Roland du Luart (alignement du régime des droits d'enregistrement applicables aux cessions de parts de banques coopératives ou mutualistes sur celui des cessions d'actions) - Réforme globale des droits d'enregistrement - (p. 4763) : aide aux PME et PMI - Projet de loi relatif à l'initiative individuelle visant à encourager les personnes physiques à souscrire au capital des PME et PMI - (p. 4764) : s'oppose à l'amendement n° I-6 de M. René Tréguët, repris par M. Paul Girod puis par M. Paul Loridan (dispositif de nature à renforcer les fonds propres des entreprises en création ou en difficulté) - (p. 4765, 4766) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-257 (taxation de l'achat de sociétés étrangères par des sociétés françaises) et n° I-258 (contribution versée à l'ASEDIC par les entreprises ayant procédé à des licenciements abusifs) - (p. 4767) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-260 (taxation de toute société dont le résultat d'exploitation du dernier exercice clos est bénéficiaire et qui procède durant l'exercice suivant à des licenciements abusifs) et n° I-261 (paiement de la taxe professionnelle par les

entreprises procédant à des délocalisations dans la commune du premier établissement et dans la commune de réinstallation) - **Art. 9 bis** (*relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme possédés par les entreprises*) (p. 4768) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-155 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-262 de M. Robert Vizet - **Art. 9 ter** (*aménagement des conditions d'option pour le crédit d'impôt recherche*) (p. 4769) : accepte l'amendement rédactionnel n° I-48 de la commission - **Après l'art. 9 ter** (p. 4770) : s'oppose à l'amendement n° I-263 de M. Robert Vizet (modification du traitement des provisions constituées en vue de faire face à certaines charges ou risques d'exploitation) - (p. 4771) : demande le retrait de l'amendement n° I-189 de M. Jacques Oudin (aménagement des dégrèvements d'impôt pour les sociétés nouvelles et en particulier les sociétés innovantes) - Définition des sociétés innovantes - (p. 4784) : demande le retrait de l'amendement n° I-198 de M. Pierre Lagourgue (facturation des prestations immatérielles réalisées dans un département d'outre-mer pour une entreprise située en métropole avec le taux de TVA applicable dans les DOM).

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 15** (*taxe sur les salaires payée par La Poste*) (p. 4864) : accepte l'amendement n° I-54 de la commission (assujettissement de La Poste à la taxe sur les salaires dans les conditions de droit commun à compter du 1^{er} septembre 1994) et sur ce dernier, son sous-amendement rédactionnel n° I-314 ; adopté - S'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-162 de M. Louis Perrein et n° I-282 de M. Robert Vizet.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5569) : aide aux rapatriés réinstallés en situation de surendettement - (p. 5570) : certificats d'indemnisation ; échéancier - Retraites - Insertion des Français musulmans rapatriés - Harkis - Aide à l'accession à la propriété - (p. 5571) ; sociétés d'HLM - Mesures spécifiques d'aide à l'emploi et à la formation des jeunes - Action au titre de la politique de la ville - Exemple d'intégration réussie dans le département des Alpes-maritimes - (p. 5572) : projet de mémorial de l'oeuvre française outre-mer implanté sur le site du Fort Saint-Jean à Marseille - Rapatriés des Nouvelles-Hébrides - (p. 5580) : mémoire de Jacques Roseau - Indemnisation ; politique imprévoyante du précédent gouvernement - Rapatriés surendettés en difficulté - (p. 5581) : opérations d'insertion figurant au budget de la ville - Logement des harkis - Mission de rattrapage scolaire confiée à des éducateurs du contingent - Rapatriés réinstallés ; prorogation de la mesure de suspension des poursuites judiciaires - (p. 5582) : hommage aux combattants venus d'Afrique à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Libération - **Examen des crédits - Etat C** (p. 5583) : cimetières français en Algérie.

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (4 décembre 1993) (p. 5583, 5584) : présentation des crédits - (p. 5585) : modernisation des transmissions gouvernementales - Programme civil de défense - Report de l'exercice interministériel de défense du territoire « EXIN-NAT 93 ».

Services du Premier ministre - III - Conseil économique et social - (4 décembre 1993) (p. 5585) : présentation des crédits - Travaux d'extension du Palais d'Iéna.

Budget annexe : Journaux officiels - (4 décembre 1993) (p. 5586, 5587) : budget en équilibre - (p. 5588) : service du compte-rendu intégral du Sénat.

Budget annexe : Monnaies et médailles - (4 décembre 1993) (p. 5589, 5590) : présentation des crédits - Programme de frappe - Personnel - Subvention d'équilibre.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (4 décembre 1993) (p. 5591, 5592) : présentation du budget - Politique commerciale - Ouverture à la concurrence - Projet de transformation en société nationale - (p. 5593) : examen par le Parlement du projet de transformation statutaire de l'Imprimerie nationale.

- **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. Jean Simonin, sénateur de l'Essonne** (7 décembre 1993) (p. 5710).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5849) : analyse des crédits budgétaires - Carrières de la fonction publique - Financement des délocalisations administratives - (p. 5860) : dépenses de personnel - Dotations aux fondations politiques.

Services du Premier ministre - IV - Plan - (9 décembre 1993) (p. 5862, 5863) : avenir de la planification - Commissariat général du Plan - Exécution des contrats de plan Etat-région - (p. 5864) : réduction des déficits publics - Emplois non qualifiés - Aménagement du temps de travail - (p. 5871) : Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts - Emploi - Délégation du Sénat pour la planification - (p. 5872) : Commissariat général du Plan - Méthodes de planification - Région du Limousin.

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) (p. 5928) : dégrèvements d'impôts directs - Remboursements de TVA - Transferts au fonds de solidarité vieillesse - (p. 5929) : dette publique ; comparaisons européennes ; évolution du montant - Suppression du décalage d'un mois sur la TVA pour les entreprises - Reprise de la dette de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, ACOSS - UNEDIC - (p. 5930) : aides publiques au développement - Aides au commerce extérieur - Réduction de la dotation versée aux partis politiques - (p. 5939, 5940) : présentation des crédits des services financiers - Politique de modernisation - Dépenses de personnel - (p. 5941) : réorganisation de la direction des douanes et de la direction générale des impôts - Suppression du décalage d'un mois pour le remboursement de la TVA aux entreprises - Consommation ; publicité comparative - Monopole des services publics en France et politique de la concurrence de la CEE - (p. 5942) : diminution de la subvention à l'Institut national de la consommation, INC, et des aides aux associations de consommateurs - Centres locaux d'information sur les prix - Politique de l'emploi - UNEDIC - Dette de l'Etat - (p. 5943) : concours aux collectivités locales - Consommation intérieure et exportations - **Examen des crédits - Charges communes - Etat B** (p. 5945) : s'oppose à l'amendement n° II-47 de M. Robert Vizet (réduction des crédits relatifs à la budgétisation des prestations familiales) - **Services financiers - Etat B** (p. 5947) : s'oppose à l'amendement n° II-46 de Mme Maryse Bergé-Lavigne (réduction des crédits du Titre IV afin de protester contre la réduction des aides aux centres locaux d'information sur les prix).

Comptes spéciaux du Trésor - (10 décembre 1993) (p. 5949) : compte d'affectation spéciale des produits de cession de titres - Recettes de privatisations - Dotations en capital des entreprises publiques - (p. 5950) : comptes d'opérations monétaires - Présentation en déficit du compte d'avances aux collectivités locales - Opérations internationales des comptes spéciaux - (p. 5952, 5953) : Fonds national de développement du sport, FNDS - Fédérations sportives - Compte « Construction navale de la marine militaire » - Direction des constructions navales, DCN - Prêts du Trésor - Privatisations - **Art. 35 (autorisation de programme et crédits de paiement au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale)** (p. 5954) : demande le retrait de l'amendement n° II-14 de la commission (réduction des crédits du Fonds national pour le développement de la vie associative).

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 50 quinquiés** (relèvement du droit additionnel à l'octroi de mer perçu au profit des régions d'outre-mer) (p. 6049) : s'oppose aux amendements n° II-81 de M. Roger Lise (limitation du taux de cette taxe à 2 % pendant cinq ans) et n° II-26 de M. Rodolphe Désiré (produits exonérés) - **Art. 52 bis (utilisation en faveur de l'apprentissage des fonds recueillis au titre de la participation des entreprises à la formation en alternance)** (p. 6071) : accepte l'amendement n° II-78 de la commission (fixation à 35 % du plafond des sommes recueillies au titre du 0,4 % de la masse salariale utilisables pour la formation alternée).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - Suite de la discussion - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis** (p. 6241, 6242) : s'oppose à l'amendement n° 246 de M. Claude Estier

(conclusion d'une convention entre la collectivité territoriale et l'établissement d'enseignement privé précisant l'affectation de l'aide allouée) en faisant remarquer que ces dispositions figurent dans l'article 3.

- **S'associe à l'hommage rendu par M. le Président du Sénat à la mémoire de M. André Martin**, sénateur de Seine-Maritime (15 décembre 1994) (p. 6325, 6326).

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires [n° 47 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6401) : qualité alimentaire et signes distinctifs - Politique française d'identification et de certification de la qualité des produits agricoles et alimentaires - (p. 6402) : règlements communautaires : appellation d'origine protégée, indication géographique protégée et attestation de spécificité - Code de la consommation - Procédures et organismes certificateurs - Concertation - (p. 6403) : développement des productions de qualité et défense des terroirs - **Art. 1^{er} (labels et certification de conformité)** - **Art. L. 115-22 du code de la consommation (définition des labels)** (p. 6413) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Louis Minetti (caractère de marque collective des labels agricoles) et accepte les amendements de la commission n° 1 (inclusion de l'origine géographique dans les caractéristiques attestées par le label si cette dénomination est enregistrée comme indication géographique protégée), n° 2 de coordination et n° 16 (demande collective de délivrance d'un label) - **Art. L. 115-23 (certification de conformité)** : accepte l'amendement n° 3 de la commission (inclusion de l'origine géographique dans les caractéristiques attestées par la certification de conformité dans le cas où cette dénomination est enregistrée comme indication géographique protégée) - **Art. L. 115-23-1 (mention de l'indication géographique)** : sur l'amendement n° 4 de la commission (nouvelle rédaction), ses sous-amendements n° 20 : mention des origines géographiques dans les caractéristiques spécifiques des labels ou des certifications de conformité ; n° 21 : certification de conformité ; et n° 22 : période transitoire de 8 ans ; adoptés - (p. 6415) : sur l'amendement précité n° 4 de la commission, s'oppose aux sous-amendements de M. Louis Minetti n° 13 (appellation « montagne ») et n° 14 (durée de la période transitoire supérieure à 10 ans) - **Art. L. 115-23-2 (organismes certificateurs)** : accepte l'amendement n° 5 de la commission (conditions d'impartialité et d'efficacité du contrôle des organismes certificateurs) - **Avant l'art. L. 115-23-4** (p. 6416) : compte tenu de son engagement à l'égard de la composition et des missions de la Commission nationale des labels et des certifications de produits agricoles et alimentaires, demande le retrait de l'amendement n° 17 de la commission (composition et mission de la Commission nationale des labels et des certifications de produits agricoles et alimentaires) - **Art. 2 (dispositions transitoires)** : accepte l'amendement de suppression n° 6 de la commission - **Art. 3 (rôle de l'Institut national des appellations d'origine contrôlée, INAO)** (p. 6417) : accepte l'amendement n° 7 de la commission (promotion et défense des appellations d'origine ; défense des appellations d'origine protégées et des indications géographiques protégées) - **Après l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 19 de la commission (dotation de l'Etat accordée à l'Institut national des appellations d'origine pour les missions qui lui sont confiées) - **Art. 5 (appellations et indications d'origine protégées ; attestations de spécificité)** - **Avant l'art. L. 115-26-1** (p. 6439) : sur l'amendement n° 8 de la commission (définition des appellations d'origine protégées, des indications géographiques protégées et des attestations de spécificité par référence à leur enregistrement au registre tenu par la Commission des Communautés), son sous-amendement n° 24 ; rejeté - Sur l'amendement de la commission précité, s'oppose au sous-amendement n° 15 de M. Louis Minetti - **Art. L. 115-26-1 (respect du cahier des charges)** (p. 6440) : accepte l'amendement n° 9 de la commission (simplification de la rédaction du 1^{er} alinéa du texte présenté pour cet article) - **Art. L. 115-26-2 (infractions et sanctions)** : accepte l'amendement n° 10 de la commission (renvoi à l'article L. 115-16 du code de la consommation pour la définition des infractions et des peines applicables et extension de cette protection aux attestations de spécificité) - **Après l'art. L. 115-26-2** : s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission (détermination par un décret en Conseil d'Etat des conditions de présentation d'une indication d'origine ou de provenance, lorsqu'un risque de confusion existe pour le consommateur ou que la mention de la

provenance risque de détourner ou d'affaiblir la notoriété d'une indication protégée ou d'une attestation de spécificité) et souhaite que le Sénat se rallie à son amendement n° 25 : lutte contre l'utilisation frauduleuse des indications de provenance ; adopté.

- Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)] - (16 décembre 1993) - Discussion générale (p. 6442) : agence du médicament vétérinaire - Mise en conformité du code rural avec les règles communautaires sur les contrôles vétérinaires des denrées animales ou d'origine animale destinées à la consommation humaine - Adaptation du code des douanes à la création d'un espace sans frontière intérieure - Mutualité sociale agricole - (p. 6443) : rationalisation des structures de la mutualité sociale agricole et modification de l'organisation des élections - Déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales - (p. 6448) : modification de l'ordre du jour du Sénat - **Art. 1^{er} (agence du médicament vétérinaire)** (p. 6454, 6455) : accepte les amendements de la commission, n° 1 (versement des droits d'autorisation de mise sur le marché au budget annexe de l'agence du médicament vétérinaire), n° 2 (agence du médicament vétérinaire), n° 3 (inclusion des inspecteurs de l'agence du médicament vétérinaire dans les personnes chargées du contrôle et de l'application des dispositions relatives à la pharmacie vétérinaire) et n° 99 de coordination - S'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 44 de suppression, n° 45 (obligation pour les médicaments vétérinaires issus des pays de l'Union européenne ou acceptés par eux de satisfaire aux normes sanitaires en vigueur sur le territoire français), n° 46 (suppression des dispositions permettant, en cas d'épizootie, d'autoriser l'utilisation pour une durée limitée de vaccins n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation de mise sur le marché), n° 47 (caractère temporaire de l'autorisation d'importation d'un médicament vétérinaire ne bénéficiant pas d'une autorisation de mise sur le marché en France lorsque l'état sanitaire l'exige), n° 48 (suppression du plafond appliqué aux droits progressifs versés par les firmes pharmaceutiques à l'occasion de toute demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire), n° 49 (suppression des dispositions relatives à la définition de la personne qualifiée, pour préparer les auto-vaccins à usage vétérinaire, qui serait autorisée par l'autorité administrative), n° 50 (délégation de signature du directeur général du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires) et n° 51 (responsabilité ministérielle en matière de médicaments vétérinaires) - (p. 6456) : sur l'amendement n° 1 précité de la commission, son sous-amendement n° 106 ; adopté - Sur l'amendement précité n° 2 de la commission, son sous-amendement n° 105 ; adopté - **Art. 2 (constatation des infractions)** (p. 6457) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 52 de M. Louis Minetti - **Art. 4 (agrément sanitaire)** (p. 6458) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 53 de M. Louis Minetti, faute de quoi il s'y opposera - (p. 6459) : demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Alain Vasselle (référence aux produits d'alimentation animale) et accepte les amendements de la commission, n° 4 (correction d'une erreur matérielle) et n° 5 (contrôle assuré par les préposés sanitaires) - **Art. 5 (contrôle sanitaire des produits exportés ou importés)** : demande le retrait de l'amendement de suppression n° 54 de M. Louis Minetti, faute de quoi il s'y opposera et accepte l'amendement n° 6 de la commission (dispositions prévues par un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 6 (échanges intracommunautaires ; importations ; exportations)** - **Art. 275-1 à 275-3 du code rural (dispositions générales)** (p. 6461, 6462) : sur les amendements de M. Alain Vasselle, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 79 de précision, et accepte les n° 80 et n° 81, de conséquence - S'oppose à l'amendement n° 55 de M. Louis Minetti (caractère exceptionnel et temporaire des agréments des exploitations, centres de regroupement ou établissements destinés à accueillir les animaux et produits d'origine étrangère ou destinés à l'exportation) et accepte l'amendement rédactionnel n° 7 de la commission - **Art. 275-4 (des importations)** (p. 6462 à 6464) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 56 (contrôle sanitaire de tous les animaux vivants et produits d'origine extracommunautaire importés en France à leur arrivée sur le sol national) et n° 57 (caractère systématique des contrôles mis en place) - Demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Alain Vasselle (contrôle à la frontière de l'état sanitaire des moyens de transport) et des amendements de la commission n° 9, n° 10, n° 11, n° 13 et n° 14 (clarification

de la rédaction proposée pour les personnes chargées du contrôle) - Définition du terme « agent » figurant dans les articles du code rural - Fondements de l'Union européenne - **Art. 275-5 à 275-8 (des échanges intracommunautaires)** (p. 6464, 6465) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti n° 58 (caractère obligatoire des contrôles à destination), n° 59 (renforcement des contrôles douaniers concernant les échanges intracommunautaires) et n° 60 (obligation, pour les établissements ou les personnes qui participent aux échanges intracommunautaires, d'effectuer l'enregistrement préalable auprès des services vétérinaires départementaux et de tenir un registre sur lequel sont mentionnées l'origine et la destination d'animaux vivants et de leurs produits, ainsi que des denrées animales ou d'origine animale) - Sur les amendements de M. Alain Vasselle, accepte le n° 85 de conséquence, et demande le retrait du n° 87 (documents justifiant l'état sanitaire des animaux) - Accepte l'amendement rédactionnel n° 12 de la commission - **Art. 275-9 et 275-10 (dispositions diverses)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 15 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 61 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 7 (contrôles relatifs à la protection des animaux)** (p. 6467) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 62 (impossibilité pour les agents et vétérinaires du ministère de l'agriculture d'effectuer des contrôles dans les postes d'inspection frontaliers hors de la présence d'agents et d'officiers de police judiciaire durant la nuit) et n° 63 (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 8 (sanctions)** (p. 6468) : accepte l'amendement n° 100 de la commission (modifications rendues nécessaires par le fait que le nouveau code pénal n'est pas entré en vigueur) - **Après l'art. 8** : accepte l'amendement n° 101 de la commission (modifications rendues nécessaires par le fait que le nouveau code pénal n'est pas entré en vigueur) - **Art. 10 (contrôle des produits bénéficiant d'aides du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, FEOGA)** (p. 6469) : accepte l'amendement rédactionnel n° 102 de la commission - Ses amendements, n° 93 : habilitation des agents des douanes à assurer les contrôles et à délivrer les agréments visés par le texte ; et n° 94 : définition des catégories de marchandises soumises à l'obligation de présentation en douane ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 64 de M. Louis Minetti (regroupement des cas d'entrave à l'action des douanes et des sanctions des fraudes au FEOGA) - **Art. 11 (définition du territoire douanier)** (p. 6470) : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 12 (consignation)** : s'oppose à l'amendement n° 65 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 15 (présentation en douane de produits soumis à certaines restrictions de circulation)** (p. 6471) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Louis Minetti (sanction de toute personne intéressée à l'opération frauduleuse) - **Art. 17 (renvoi des produits dans leur pays d'origine)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 67 de M. Louis Minetti - **Intitulé du titre IV** : son amendement de coordination n° 20 ; adopté - **Art. 18 (caisses de mutualité sociale agricole)** (p. 6472) : accepte les amendements de la commission saisis pour avis n° 23, rédactionnel, et n° 24 (prise d'un décret en Conseil d'Etat) - **Art. 19 (structures et missions des caisses ; fusion)** - **Art. 1002-1 du code rural (structures des caisses de mutualité sociale agricole)** (p. 6473, 6474) : accepte les amendements de la commission saisis pour avis n° 25, de précision, n° 26 (indication que l'assurance veuvage des non-salariés relève de la section assurance vieillesse), n° 27, de précision, n° 28, rédactionnel, et n° 29, de coordination - **Art. 1002-3 (groupements d'intérêt économique ou associations de caisse de mutualité sociale agricole)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 30 de la commission saisis pour avis - **Art. 1002-4 (création d'une caisse centrale de la mutualité sociale agricole)** : accepte l'amendement de précision n° 31 de la commission saisis pour avis - **Art. 20 (unions)** (p. 6475) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 32 de la commission saisis pour avis (simplification du recouvrement des cotisations par les caisses de la mutualité sociale agricole) - **Art. 21 (coordination)** (p. 6476) : accepte les amendements de la commission saisis pour avis n° 33, rédactionnel, n° 34 et n° 35, de coordination, et n° 36 (rectification d'une erreur matérielle) - **Art. 24 (directeur et agent comptable)** (p. 6477) : accepte l'amendement rédactionnel n° 107 de la commission - **Art. 25 (réunion de circonscriptions électorales pour les exploitants)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 37 de la commission saisis pour

avis - **Art. 26** (*majoration du nombre de délégués salariés*) (p. 6478) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Louis Minetti (nouvelle rédaction) et accepte l'amendement n° 38 de la commission saisie pour avis (application du mécanisme d'addition d'un délégué à partir du seuil de deux cantons regroupés) - **Après l'art. 26** (p. 6479) : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Louis Minetti (indication que l'assurance veuvage des non-salariés relève de la section assurance vieillesse) - **Art. 27** (*représentation aux conseils d'administration*) : accepte l'amendement n° 39 de la commission saisie pour avis (maintien de la représentation des familles dans les circonscriptions des caisses de mutualité sociale agricole où il y a plusieurs départements) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° 92 de M. Louis Minetti - **Après l'art. 27** (p. 6480) : nécessité d'un consensus entre la mutualité sociale agricole et les organisations syndicales - S'oppose à l'amendement n° 42 de M. Robert Laucourmet (nombre de candidats présentés par les organisations syndicales de salariés aux élections cantonales de la mutualité sociale agricole) - **Art. 29** (*dépenses afférentes aux opérations électorales*) : accepte les amendements de la commission saisie pour avis, n° 40 de précision et n° 41 de coordination - **Après l'art. 29** (p. 6481, 6482) : son amendement n° 18 : déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles ; adopté - Concertation avec les organisations syndicales - Notion d'importance de l'exploitation - (p. 6483) : demande le retrait du sous-amendement n° 108 de M. Alain Vasselie portant sur son amendement n° 18 précité - **Intitulé du chapitre III** (p. 6484) : son amendement de coordination n° 21 ; adopté - **Avant l'art. 30** : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Louis Minetti (droit à déduction, pour le calcul des cotisations des agriculteurs imposés au forfait, des pertes de revenus dues à des calamités agricoles) - (p. 6485) : invoque l'article 40 de la Constitution à l'encontre des amendements de M. Louis Minetti, n° 71 (ouverture d'un droit à déduction des pertes de revenus pour le calcul des cotisations sociales agricoles, en cas d'épizootie) et n° 72 (relèvement des retraites agricoles afin qu'elles atteignent au moins 80 % du SMIC) - **Art. 30** (*incitation à ne pas acquitter les cotisations ; nullité d'ordre public*) (p. 6486) : s'oppose aux amendements de M. Louis Minetti, n° 73 de suppression, et n° 74 (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 30** : son amendement n° 22 : cumul d'une pension avec une autre activité d'hébergement en milieu rural ; adopté - (p. 6487) : ses amendements, n° 95 : introduction d'une division additionnelle ainsi rédigée : « Titre V - Dispositions diverses » ; n° 96 : caractère insaisissable des primes de départ versées aux agriculteurs contraints d'arrêter leur activité ; n° 97 : régularisation de la situation des cinq agents nommés à la suite du concours pour le recrutement de secrétaires administratifs à l'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche annulé pour irrégularité par le Conseil d'Etat ; adoptés.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes** [n° 175 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6596) : conséquences de la mise en place du Marché unique européen - Harmonisation de la réglementation relative aux métaux précieux entre les différents pays de la Communauté européenne - Maîtrise de l'immigration clandestine - Rôle des agents des douanes - (p. 6597, 6598) : difficultés conjoncturelles dans le secteur de la bijouterie-joaillerie-orfèvrerie - Modification de la gamme des titres légaux des ouvrages en métaux précieux - Maintien de la garantie d'Etat pour les ouvrages supérieurs à quatorze carats - Libre circulation intracommunautaire des ouvrages contenant des métaux précieux - Conséquences de la convention de Schengen - Attribution aux agents des douanes de moyens juridiques de lutte contre l'immigration clandestine - Vérification des titres de séjour et constatation des infractions - (p. 6602) : bonne réputation des ouvrages français en métaux précieux - Risque d'attribuer la dénomination « or » à des ouvrages composés de moins de 50 % d'or - Respect de la tradition française de ce secteur et application des directives européennes - **Intitulé du titre 1^{er}** (p. 6603) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (suppression de la notion d'alliage) - **Art. 1^{er}** (*champ d'application*) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (remplacement des mots : « en alliage d'or », par les mots : « d'or ou contenant de l'or ») - **Art. 2** (*titre des*

ouvrages et régimes de garantie) : accepte les amendements de coordination n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8 de la commission - **Art. 2 bis** (*appellation commerciale des ouvrages d'or*) (p. 6605) : demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Paul Caron (suppression de l'application de l'appellation « or » pour les ouvrages de dix-huit carats) - Son amendement de coordination n° 38 ; adopté - Accepte l'amendement n° 9 de la commission (application de l'appellation « or » pour les titres supérieurs ou égaux à dix-huit carats, appellation « alliage d'or » pour les titres à neuf et quatorze carats) - **Après l'art. 3** (p. 6606) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Masseret (obligation dans l'apposition des poinçons de préciser la teneur en métal précieux) - **Art. 4** (*poinçonnage*) : accepte l'amendement rédactionnel n° 35 de la commission - **Art. 5** (*exceptions*) (p. 6607) : accepte l'amendement de coordination n° 10 de la commission - **Art. 6** (*droit spécifique*) (p. 6608) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 11 de M. René Trégouët (modulation des tarifs du droit spécifique en fonction de la teneur en or des ouvrages) - Demande le retrait de l'amendement n° 28 de M. Paul Caron (taxation au prorata du poids de métal précieux contenu dans chaque ouvrage) - Accepte l'amendement de coordination n° 12 de la commission - **Art. 7** (*ouvrages déposés aux caisses de crédit municipal*) : accepte l'amendement n° 13 de la commission (perception du droit spécifique sur les ouvrages déposés auprès des caisses de crédit municipal, au moment de la vente de ces ouvrages) - **Art. 8** (*essai des ouvrages*) (p. 6609) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement rédactionnel n° 14 de la commission - Accepte l'amendement n° 33 de M. Serge Vinçon (possibilité pour les ouvrages dont le titre est inférieur à 750 millièmes d'être soient détruits, soient soumis à la garantie publique) modifié par le sous-amendement n° 37 de la commission (imposition de la garantie publique pour les ouvrages non rompus ; possibilité pour les propriétaires, dans tous les cas, d'exporter ces ouvrages) - **Art. 9** (*organisation de la garantie publique*) (p. 6610) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 15 de la commission (compétences du ministre chargé du budget pour agréer les organismes de contrôle chargés de délivrer la garantie publique) - **Art. 11** (*suppression de l'exemption de droit de garantie*) (p. 6611) : demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Serge Vinçon (maintien du système antérieur d'exonérations de taxes pour les ouvrages français dispensés de poinçons) - **Art. 13** (*obligation de la garantie de l'Etat*) (p. 6612) : accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - Demande le retrait du sous-amendement n° 29 de M. Paul Caron (remplacement de la procédure d'apport à la marque par un dispositif plus souple pour les entreprises) - (p. 6613) : demande le retrait de l'amendement n° 31 de M. Paul Loridan (possibilité de marquage sur place dans les entreprises) - **Art. 14** (*obligation de tenir un livre de police*) : accepte l'amendement n° 17 de la commission (maintien du principe de l'anonymat sur les transactions portant sur l'or monétaire, ainsi que sur l'or en barre et en lingot) - **Art. 17 bis** (*aménagement rédactionnel de la législation relative aux métaux précieux*) (p. 6614) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - **Art. 18** (*régime d'importation des ouvrages en métaux précieux*) (p. 6615) : mise en place par le Gouvernement de mesures pour lutter contre le développement de tout trafic dans ce secteur - Accepte l'amendement n° 19 de la commission (obligation de déposer le poinçon de fabricant auprès de l'administration française) - **Après l'art. 19** : son amendement n° 39 : soumission aux contrôles et au droit spécifique pour les ouvrages en métal précieux plaqués ou doublés de métal précieux, dans les conditions prévues pour le métal précieux qui en constitue le corps ; adopté - **Art. 20** (*définition du vermeil*) (p. 6616) : accepte l'amendement de coordination n° 20 de la commission - **Art. 21** (*dispositions renvoyées au pouvoir réglementaire*) : accepte l'amendement de coordination n° 21 de la commission - **Art. 22** (*aménagement rédactionnel de la législation relative aux métaux précieux*) : son amendement de coordination n° 40 ; adopté - (p. 6617) : accepte l'amendement de coordination n° 22 de la commission - **Art. 24** (*aménagement rédactionnel de la législation relative aux contributions indirectes*) (p. 6618) : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Masseret (application des dispositions générales de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes pour le contrôle de l'apposition des poinçons de garantie et de responsabilité) - **Art. 25** (*tolérance de circulation pour les ouvrages antérieurement fabriqués à des*

titres supprimés par le présent projet de loi) : accepte l'amendement de coordination n° 23 de la commission - **Art. 26 (droit de vérification des titres de séjour)** (p. 6619) : accepte les amendements de la commission, n° 24 rédactionnel, et n° 25 de coordination.

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale - Deuxième lecture [n° 109 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6519, 6520) : navettes - Détention de la totalité du capital de la nouvelle société par l'Etat - Modernisation du service public - Demande l'adoption de ce texte conforme - **Art. 1^{er} (transfert des droits, biens et obligations de l'Imprimerie nationale à une société nationale)** (p. 6521) : bon fonctionnement du bicaméralisme - Garanties données aux personnels de l'Imprimerie nationale - **Sur l'ensemble** : concertation préalable à cette réforme.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Art. 8 (possibilité de mise en location gérance d'entreprises de communication audiovisuelle)** (p. 6760) : s'oppose aux amendements de M. Ivan Renar n° 59 de suppression et n° 60 (affirmation de la primauté de la télévision publique sur le secteur privé en matière de reprise de canal) - **Art. 9 (seuil de concentration du capital des services de télévision hertzienne terrestre)** (p. 6761) : s'oppose aux amendements de suppression n° 35 de M. Claude Estier et n° 61 de M. Ivan Renar, ainsi qu'à l'amendement n° 36 de M. Claude Estier (participation et droit de vote d'un actionnaire dans une société audiovisuelle) - **Art. 10 (seuil de concentration des réseaux radiophoniques)** (p. 6763) : s'oppose à l'amendement n° 37 de M. Claude Estier (modification du seuil).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 198 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6756) : se réjouit des conclusions de la CMP - **Art. 41 ter** (p. 6758) : favorable à l'extension de l'apurement du passif aux opérations de tourisme social.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - Suite de la discussion - (21 décembre 1993) - **Art. 10 (suite)** (p. 6776) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission et s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Claude Estier (consécration de l'existence des réseaux radiophoniques locaux) - (p. 6777) : publicité locale - Equilibre économique des radios locales - Sur les amendements de M. Claude Estier, s'oppose au n° 39 (amélioration de la procédure d'attribution des fréquences radiophoniques par le CSA) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 40 (délai pour la notification de la décision de rejet du CSA aux candidats à des fréquences radiophoniques) - (p. 6778) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Claude Estier (modalités d'accès aux ressources commerciales de publicité locale pour les services de radiodiffusion sonore faisant partie d'un réseau à vocation nationale) - (p. 6779) : concurrence entre les radios locales et Radio France - **Art. 11 (normalisation des caractéristiques techniques des signaux numérisés)** (p. 6780) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 42 de M. Claude Estier - Demande le retrait de l'amendement n° 17 de M. Pierre Laffitte (compatibilité au niveau des utilisateurs) - **Après l'art. 11** (p. 6781) : s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Henri Goetschy (protection des radios locales participant à l'aménagement du territoire) - **Art. 12 (rapport sur l'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion sonore)** (p. 6782) : accepte l'amendement n° 64 de M. Jean Cluzel (« décodification » de la demande de rapport au CSA prescrite par l'article 12) et, sur celui-ci, le sous-amendement n° 18 de M. Alain Gérard - **Après l'art. 12** (p. 6783) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 43 de M. Claude Estier (rôle du CSA dans l'équilibre des temps de parole réservés aux organisations politiques).

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 200 (93-94)]** - (22 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6874) : harmonisation de la législation française sur les métaux précieux avec les règles

communautaires - Modernisation du système de garantie et maintien du contrôle - Attribution de la garantie publique aux ouvrages titrant 9 et 14 carats - Obtention de la garantie d'Etat sous le contrôle de l'Etat - Distinction entre l'appellation « or » et « alliage d'or » - Protection du consommateur - Maintien de la tradition française de qualité - Définition des conditions de contrôle des flux migratoires par la douane.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 215 (93-94)]** - (23 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6898) : accord en CMP - Concurrence internationale - Développement économique des diffuseurs privés - Demande le vote du texte issu de la CMP - **Sur l'ensemble** (p. 6902, 6903) : volonté du Gouvernement de veiller à l'application des dispositions du texte de la CMP.

En qualité de sénateur

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

ROSSINOT (André), ministre de la fonction publique le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Robert Vizet : **Fonction publique (traitements et indemnités)** (*Politique de la fonction publique*) (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 139).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) (p. 5849, 5850) : modalités de recrutement - Revalorisation de l'encadrement - Rémunérations - Emploi - Modernisation des services publics - (p. 5851) : déconcentration - Zones rurales - Politique de la ville - (p. 5860) : formation des personnels - Ecole nationale d'administration, ENA - Revalorisation de l'encadrement - (p. 5861) : déconcentration - Zones rurales - Pouvoir d'achat des fonctionnaires - Délocalisations administratives - (p. 5862) : « mobilité fonctionnelle » - Fonction publique territoriale - Temps partiel.

ROUJAS (Gérard), sénateur de la Haute-Garonne (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre suppléant de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5130) : reconduction de certaines dispositions incluses dans le précédent budget - Difficultés d'accession à la propriété sociale - (p. 5131) : encou-

agement illusoire au retour à l'épargne - Monde rural - Réhabilitation des bâtiments communaux en Haute-Garonne - Actions de lutte contre l'exode rural - Renforcement des aides au secteur HLM.

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5217, 5218) : réforme de la politique agricole commune, PAC - Département de la Haute-Garonne - Défense de la production du soja - Irrigation - Gel des terres - Endettement des agriculteurs - Aménagement du territoire et développement rural.

ROUSSIN (Michel), ministre de la coopération le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Joël Bourdin : **Coopération** (*Politique de coopération de la France*) (*JO Débats* du 8 octobre 1993) (p. 2825).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5699) : politique africaine - Bilan de la situation en Afrique - Politique d'ajustement structurel et politique de relance et d'investissement - (p. 5700) : maîtrise des dépenses publiques par les Etats africains - Démocratisation - Promotion d'investissements productifs - Dépenses d'assistance technique - Coopération militaire - (p. 5701) : diversification des actions de coopération - Assistance technique - Coopération décentralisée - Fonds d'aide et de coopération, FAC - Rationalisation de la gestion de l'aide - Aide aux pays d'émigration et politique de contrôle des flux migratoires - (p. 5720) : dispersion des acteurs du ministère de la coopération et comité d'orientation et de programmation - Coopération dans les pays du champ et hors champ - Coopération militaire - Personnels de l'Education nationale et loi Le Pors - Lutte contre le sida - (p. 5721) : situation en Haïti - Océan indien : commission de l'Océan indien, Ile de la Réunion et Madagascar - Banque mondiale et Fonds monétaire international - Franc CFA et zone franc - Coopérants civils et militaires - Organisations non gouvernementales - VSNE et VSNA - Aide à la démocratisation des pays d'Afrique.

- **S'associe à l'hommage rendu à Félix Houphouët-Boigny, président de la République de Côte-d'Ivoire, à l'occasion de la nouvelle de sa mort** (7 décembre 1993) (p. 5719).

ROUVIÈRE (André), sénateur du Gard (S).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Secrétaire de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 213 (92-93)] autorisant l'approbation d'un accord entre le gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes) [n° 91 (93-94)] (15 novembre 1993) - **Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : principe de subsidiarité** - (28 avril 1993) (p. 117,

118) : intervient à propos de la question de M. Michel Poniatowski portant sur le principe de subsidiarité et la répartition des compétences entre la Communauté et les Etats membres.

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne** - (12 mai 1993) (p. 252, 253) : intervient à propos de la question de M. Maurice Blin, portant sur les problèmes posés par la politique de la concurrence menée dans la Communauté européenne.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen** [n° 334 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 333) (p. 3390, 3391).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord** [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 334) (p. 3390, 3391).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4806) : contribution de la France au budget de la Communauté européenne - Ressources propres de la Communauté européenne - Agriculture - Concurrence, conditions sociales et salariales - (p. 4807) : douane communautaire - Utilisation des crédits distribués par la Communauté européenne - Parlement européen et recettes communautaires - Siège du Parlement européen - Le groupe socialiste votera l'article 24 mais n'approuve pas le budget du ministre délégué aux affaires européennes.

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5398) : budget de la sécurité civile - Moyens aériens de la protection civile et hélicoptères bombardiers d'eau - Produits chimiques - Département du Gard - (p. 5399) : subventions accordées aux services départementaux d'incendie - Situation financière des collectivités territoriales - Nécessité d'une loi-programme - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de budget.

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5456) : baisse des crédits globaux de la gendarmerie - Recrutement des gendarmes de carrière - Equipement des gendarmeries - Ne pourra pas voter ce projet de budget.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes)** [n° 213 (92-93)] - (18 décembre 1993) - **Rapporteur** - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Xavier de Villepin, président de la commission (p. 6631, 6633).

RUFIN (Michel), sénateur de la Meuse (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.
- Juge titulaire de la Haute Cour de justice.

Juge suppléant de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).

Membre titulaire du conseil supérieur de l'adoption ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 14 avril 1993).

Membre titulaire de la commission supérieure de codification ; de nouveau membre titulaire (*JO Lois et décrets* du 9 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur : 1° la proposition de loi [n° 297 (92-93)], modifiée par l'Assemblée nationale, modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration ; 2° la proposition de loi [n° 139 (92-93)] de M. André Bohl, tendant à assouplir la procédure du vote par procuration ; [n° 344 (92-93)] (9 juin 1993) - Elections.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 443 (92-93)] relatif au code de commerce (partie législative) [n° 18 (93-94)] (7 octobre 1993) - Code de commerce.

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Justice - Protection judiciaire de la jeunesse - [n° 106 (93-94)] tome 6 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - Suite de la discussion - (2 juin 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 675) : avec le groupe du RPR, votera cette proposition de loi modifiée par les amendements adoptés par le Sénat.

- **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture** [n° 297 (92-93)] - (24 juin 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 1715, 1716) : texte adopté par le Sénat en première lecture - Vacances des retraités - Bénéficiaires du vote par procuration - Abrogation par l'Assemblée nationale de la liste des électeurs admis à voter par procuration - Constat des obligations susceptibles d'entraîner le droit au vote par procuration - Propose l'adoption conforme du texte transmis par l'Assemblée nationale - Art. unique (p. 1719) : s'oppose aux amendements n° 4 (limitation de l'usage du vote par procuration) et n° 5 (modalités d'autorisation de la procédure du vote par procuration) de M. Claude Estier et demande le retrait de l'amendement n° 1 de M. Charles de Cuttoli (extension du vote par procuration aux Français établis hors de France) - Après l'art. unique (p. 1722) : s'oppose aux amendements n° 6 (tentative de fraude aux dispositions relatives au vote par procuration) et n° 7 (sanctions) de M. Claude Estier.

- **Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal** [n° 368 (92-93)] - (28 juin 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 1778) : le groupe du RPR votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - Discussion générale (p. 1792, 1793) : liberté d'aller et venir - Refus de l'insécurité - Jurisprudence - Se réjouit des clarifications introduites -

Apport bénéfique de l'Assemblée nationale - Respect par les forces de l'ordre d'un code de déontologie - Entrée en vigueur de la convention de Schengen - Avec le groupe du RPR, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature** [n° 447 (92-93)] - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2788) : réforme de l'institution judiciaire - Indépendance de la justice - Le groupe du RPR votera ce texte.

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature** [n° 448 (92-93)] - Suite de la discussion - (6 octobre 1993) - Explication de vote sur l'ensemble (p. 2801) : conséquences de la révision constitutionnelle relative au statut de la magistrature - Le groupe du RPR votera à l'unanimité ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au code de commerce (partie législative)** [n° 443 (92-93)] - (14 octobre 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 2925) : réforme du code de commerce - (p. 2926) : commission supérieure de codification - Grands principes de la codification - Plan du code du commerce - Prise en compte du nouveau code pénal - Entreprises publiques - Accepte ce projet de loi - Propositions de la commission - Respect d'une codification à droit constant - Art. 1^{er} et dispositions annexées (livres I, II, III, IV, V, VI, VII et VIII du code de commerce) (p. 2927 à 3112) : Art. L. 110-1 - Art. L. 122-1 - Art. L. 124-5 - Après l'art. L. 131-3 - Art. L. 132-6 - Art. L. 143-21 - Avant l'art. L. 143-24 - Art. L. 145-41 - Après l'art. L. 225-8 - Art. L. 225-19 et 20 - Art. L. 226-88 - Après l'art. L. 226-117 - Art. L. 231-8 - Art. L. 311-1 - Avant l'art. L. 410-1 - Art. L. 411-2 et 4 - Après l'art. L. 420-8 - Art. L. 512-5 - Art. L. 524-2 - Art. L. 712-2 - Art. L. 712-8 - Art. L. 713-1 - Après l'art. L. 721-1 - Art. L. 722-1 - Art. L. 722-18 - Avant l'art. L. 811-1 - Avant l'art. L. 811-4 du code précité (p. 3104 à 3112) : ses amendements de précision ou de rectification, n° 1 à 17, n° 19, n° 20 et n° 23 à n° 32 ; adoptés ; n° 18, n° 21 et n° 22 ; retirés - Art. L. 411-4 du code précité (p. 3109) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de rectification n° 47 de M. Daniel Millaud - Art. 4 (abrogations) (p. 3112 à 3115) : ses amendements de coordination n° 33 à n° 43 ; adoptés - Art. 5 (coordination avec le code de l'organisation judiciaire) (p. 3115) : ses amendements de coordination n° 44 à n° 46 ; adoptés.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Justice - (8 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (protection judiciaire de la jeunesse) - (p. 5796, 5797) : situation des jeunes mineurs en danger - Développement de la délinquance juvénile - Mesures de sauvegarde concernant des jeunes de moins de dix ans - Délinquance en milieu urbain - Programme « jeunes en équipe de travail, JET » - Drogue - Projet de loi quinquennale sur la justice - Accepte les crédits proposés pour la protection judiciaire de la jeunesse.

S

SARKOZY (Nicolas), ministre du budget, porte-parole du Gouvernement le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (JO Lois et décrets du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale [n° 461 (92-93)] (29 septembre 1993) - Sociétés nationales.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 712) : redressement rapide de la situation économique et sociale - Défi de l'emploi et de la préservation des acquis sociaux - Travail accompli par la commission des finances - (p. 713) : absence de croissance internationale - Augmentation des déficits et accroissement de la dette - Erreur d'appréciation de la loi de finances initiale - (p. 714) : situation de l'emploi - Dépenses sociales - Augmentation du déficit du budget de l'Etat et de celui du régime général de la sécurité sociale - Aide publique et charge des intérêts en résultant - Nécessité de redresser les comptes de la nation - (p. 715) : lancement d'un emprunt d'Etat - Caractéristiques et objet de cet emprunt - Chômage de longue durée - (p. 716) : chômage des jeunes - Politique de la ville - Budget de la justice - Contrats de plan Etat-Région - Aide aux entreprises - Logements sociaux - (p. 717) : suppression de la règle du décalage de la TVA - Doublement du taux de la CSG - (p. 718) : problème de la déductibilité de la CSG - Solution de la déductibilité partielle - (p. 761) : priorité du redressement économique, social et financier - Baisse des prélèvements obligatoires - Poids de la fiscalité - Travaux de la commission des finances - Structure du budget de l'Etat - (p. 762) : délocalisation - Communauté économique européenne - Recours à la CSG - Impôt sur le revenu - Baisse des taux d'intérêt - Clarification des comptes du régime de la sécurité sociale - Politique familiale - Budget de la défense - (p. 763) : compensation des annulations de crédits - Financement des opérations extérieures - Secteur du logement et du BTP - Agriculture - Importance de la presse - (p. 764) : importance de la solidarité nationale à l'égard des DOM-TOM - Financement des contrats emploi-solidarité - Budget des affaires étrangères - Organisations internationales - Réseau des ambassades - Acquis sociaux - (p. 765) : désendettement de l'Etat - Mesure de la protection sociale - Construction européenne - Mesures en faveur des DOM-TOM - (p. 766) : engagements électoraux - Réforme des cotisations agricoles - Budget de la jeunesse et des sports - Lutte contre le chômage - Aide aux collectivités locales - (p. 767) : aménagement du territoire - Plan logement - Relations entre les collectivités locales et l'Etat - Statut fiscal des élus - (p. 768) : valeurs de la gauche - Budget de la défense - Demande au Sénat de soutenir le Gouvernement - **Art. 1^{er} A** (*création d'un groupe-ment d'intérêt public, GIP, chargé de la gestion du livre foncier en Alsace-Moselle*) (p. 778) : confirme la création d'un GIP - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 781) : s'oppose à l'amendement n° 95 de M. Robert Vizet (modalités d'utilisation de la créance) - (p. 782) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (inclusion des produits pétroliers mis à la consommation dans la liste des biens et services non pris en compte dans le calcul de la déduction de référence) et s'oppose à l'amendement n° 154 de M. Claude Estier (dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas) - (p. 784) : accepte l'amendement n° 204 de la commission (possibilité de cession à titre de garantie pour permettre aux entreprises en difficulté de trésorerie d'obtenir des crédits) et s'oppose au n° 96 de M. Robert Vizet (réduction du temps de travail) - (p. 785) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Robert Vizet (incitation des entreprises à ne pas licencier) et accepte l'amendement n° 7 de la commission (limitation du plafond de la rémunération de l'emprunt) - (p. 786) : s'oppose

à l'amendement n° 99 de M. Robert Vizet (impossibilité d'attribuer la créance aux entreprises délocalisées) - (p. 787) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 63 de M. Xavier de Villepin (reconnaissance d'une nouvelle créance à l'entreprise lorsque la créance constatée est inférieure à la déduction de référence) - Demande le retrait des amendements n° 153 de M. Claude Estier (prescription spécifique pour permettre à l'administration fiscale une vérification des calculs de la déduction de référence pour les entreprises) et n° 8 de la commission (délai pour l'administration d'exercer son droit de reprise lors du passage au nouveau régime) - (p. 789) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Robert Vizet (dégagement de temps de travail pour la formation) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 791, 792) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 102 (remboursement aux collectivités territoriales de la TVA sur des dépenses de fonctionnement et d'investissement), n° 103 (remboursement de la TVA aux collectivités locales dans les délais les plus courts) et n° 104 (réforme de la taxe professionnelle) - (p. 793) : s'oppose à l'amendement n° 106 de M. Robert Vizet (relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés).

- **Rappel au règlement**, de M. Félix Leyzour - (9 juin 1993) (p. 813) : affirme le respect du Gouvernement pour les procédures parlementaires et la fermeté de ce dernier pour défendre les intérêts de l'agriculture française.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle*) (p. 815) : s'oppose aux amendements de suppression n° 107 de M. Robert Vizet et n° 155 de M. Claude Estier ainsi qu'aux amendements n° 156 de M. Michel Charasse (modalités de maintien pour 1994 du système actuel du remboursement du dégrèvement de la taxe professionnelle) et n° 157 de M. Claude Estier (sanctions spécifiques) - **Art. 2** (*allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 818) : s'oppose à l'amendement n° 158 de M. Claude Estier (portée de la mesure proposée sur les cessions dont le montant est inférieur à 150 000 francs) - (p. 819) : s'oppose à l'amendement n° 9 de la commission (compensation partielle de la perte des recettes fiscales subies par les collectivités territoriales) ainsi qu'à l'amendement n° 159 de M. Claude Estier (compensation de la perte de recettes des départements « pauvres ») - **Après l'art. 2** (p. 820, 821) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 108 (taxation des revenus financiers) et n° 109 (fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France) - **Avant l'art. 3** : demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Jacques Oudin (crédit d'impôt recherche) - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 824) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 160 de M. Claude Estier ainsi qu'à l'amendement n° 110 de M. Robert Vizet (établissement d'un barème progressif d'imposition sur les plus-values mobilières) - Sur les amendements de M. Philippe Marini, demande le retrait du n° 47 (suppression de l'impôt de bourse) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 5 (écrêtement de l'impôt de bourse) ainsi que pour l'amendement analogue n° 28 de M. Xavier de Villepin - **Après l'art. 3** (p. 825, 826) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 111 (diminution de la TVA sur les produits de l'horticulture) et n° 112 (taux de TVA sur les produits sanguins) - (p. 827) : s'oppose à l'amendement n° 113 de M. Robert Vizet (application d'un taux de TVA nul en faveur de la presse) - Conditions de distribution et de fabrication de la presse - **Art. 3 bis** (*anticipation de l'étalement de la suppression de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés non bâties*) (p. 830) : demande le retrait de l'amendement n° 58 de M. Philippe Adnot (exonération partielle de la part départementale de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties) - Sur les amendements de M. Paul Girod, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 75 (rétablissement de l'exonération en faveur de l'agriculteur) et demande le retrait du n° 76 (prise en charge par l'Etat de la compensation de l'exonération de la taxe sur l'impôt foncier sur les propriétés non bâties) - Accepte l'amendement n° 10 de la commission (bases de compensation) - **Art. 4** (*modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées*) (p. 834) : demande le retrait de l'amendement n° 30 de M. Pierre Lacour (baisse du tarif des droits de consommation) - (p. 836) : accepte l'amendement n° 43 de M. Maurice Lombard (augmentation du tarif du droit de consommation sur les crèmes de cassis à compter

de 1994) - **Après l'art. 4** (p. 837 à 839) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 114 (contribution des plus hauts revenus), n° 116 (élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° 119 (revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° 115 (prélèvement exceptionnel des banques passibles de l'impôt sur les sociétés), n° 117 (taxation des opérations de change) et n° 118 (prélèvement exceptionnel sur le produit des SICAV monétaires et des fonds communs de placement) - **Art. 5 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final)** (p. 841) : s'oppose aux amendements n° 120 de suppression de M. Robert Vizet et n° 161 de M. Jean-Pierre Masseret (réduction du taux de majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) et accepte l'amendement n° 31 de M. Michel Souplet (réduction du tarif actuel de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz de pétrole liquéfié) - (p. 842) : promotion de cultures destinées à la production d'esters sur les terres de jachères non alimentaires - **Après l'art. 5** (p. 843) : attachement du Gouvernement au progrès des biocarburants et à la filière des esters - Demande le retrait de l'amendement n° 41 de M. Philippe Adnot (modification du système d'exonération totale de la TIPP) - (p. 844) : s'oppose à l'amendement n° 121 de M. Robert Vizet (mesures destinées à la revalorisation des traitements) - **Seconde délibération - Art. 2** (p. 860) : son amendement n° B-1 : suppression du IV de cet article ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 5** (p. 861) : son amendement n° B-2 : rétablissement du texte initial du Gouvernement concernant le régime dérogatoire de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les carburants utilisés par les chariots élévateurs ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 6 et Etat A (équilibre général)** (p. 868) : son amendement de coordination n° B-3 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération - **Art. 7 et Etat B (dépenses ordinaires des services civils - ouvertures)** (p. 872) : ses amendements, n° 210 : majoration des crédits nécessaires au fonctionnement de la nouvelle Agence du médicament ; n° 221 : création d'un chapitre 37-05 sur le budget des charges communes ; n° 211 : majoration des crédits de participation à divers fonds de garantie ; et n° 212 : transfert de 50 millions de francs du chapitre 43-03 du budget du premier ministre au chapitre 44-95 des charges communes ; adoptés - (p. 873) : s'oppose à l'amendement n° 126 de M. Robert Vizet (réduction des crédits du titre IV destinés à exonérer les entreprises des charges familiales) - **Art. 8 et Etat C (dépenses en capital des services civils - ouvertures)** (p. 875) : son amendement n° 213 : redéploiement des crédits d'équipement prévus sur le chapitre des routes du budget de l'équipement en faveur du chapitre de la sécurité routière et ouverture de 10 millions de francs d'autorisations de programme et crédits de paiement sur le chapitre des routes ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 128 de M. Robert Vizet (réduction des crédits de paiement et suppression des autorisations de programme de 100 millions de francs au titre VI « Industrie ») - **Art. 9 bis (comptes d'affectation spéciale - ouvertures)** (p. 878) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 129 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 12** (p. 879) : son amendement n° 222 : inscription à l'état F (tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs de la loi de finances pour 1993) du nouveau chapitre 37-05 créé sur le budget des charges communes ; adopté - **Art. 13 (exonération de droits de mutation en faveur de constructions nouvelles)** (p. 880) : s'oppose aux amendements n° 166 de suppression de M. Claude Estier et n° 167 de M. Michel Charasse (restriction de l'exonération aux seuls droits de mutation à titre onéreux) - (p. 881) : demande le retrait des amendements n° 69 de M. Camille Cabana (substitution à la déclaration d'achèvement, de la déclaration d'ouverture du chantier) et n° 13 de la commission (délai limite pour l'achat d'un immeuble neuf dont la vente donnera éventuellement lieu à l'exonération des droits de mutation) - (p. 883) : demande le retrait de l'amendement n° 14 de la commission (suppression du paragraphe V prévoyant que le manque à gagner ne fera pas l'objet d'une compensation versée par l'Etat) - Décentralisation et responsabilités des collectivités territoriales - Accepte l'amendement rédactionnel n° 214 de la commission - **Après l'art. 13** (p. 884) : s'oppose à l'amendement n° 130 de M. Robert Vizet (durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties affectées à l'habitation principale) - **Art. 14 (relèvement du plafond de la réduction**

d'impôt pour grosses réparations) (p. 886) : accepte l'amendement n° 32 de M. Xavier de Villepin (suppression de la limite en fonction du revenu afin de faire bénéficier tous les contribuables de la réduction d'impôt), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 224 ; adopté - **Après l'art. 14** : demande le retrait de l'amendement n° 15 de la commission (amélioration du régime de la réduction d'impôt au titre des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition ou les gros travaux de la résidence principale) - **Art. 15 (imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 888) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 171 de M. Claude Estier ainsi qu'à l'amendement n° 51 de M. Philippe Marini (suppression des dispositions tendant à restreindre les possibilités de déduction dont bénéficient les nus-proprétaires) - (p. 889) : demande le retrait de l'amendement n° 82 de M. Alain Lambert (notion d'immeubles dont les trois quarts au moins sont affectés à l'usage d'habitation) au profit de l'amendement n° 194 de M. Jacques Oudin (élargissement du champ d'application de l'article) - Accepte l'amendement n° 192 de M. Jacques Oudin (élargissement du champ d'application du dispositif) - (p. 890) : s'oppose aux amendements de M. Claude Estier, n° 173 (diminution du plafond prévu au b du I de l'article 15), n° 174 (simplifications d'impôts pour les petits propriétaires fonciers) et n° 172 (retour à la rédaction du projet de loi initial) - Accepte les amendements n° 65 de M. Jean Huchon (clarification des règles applicables au report des déficits sur les revenus fonciers des années suivantes) et n° 193, n° 194 et n° 195 de M. Jacques Oudin (élargissement du champ d'application de l'article) - Demande le retrait de l'amendement n° 83 de M. Alain Lambert (harmonisation des dispositions s'appliquant aux biens dont la propriété a été démembrée dans le cadre d'une mutation à titre gratuit) - S'oppose à l'amendement n° 93 de M. José Balarelo (mesures de déductibilité du déficit foncier sur le revenu global en fin de bail) et accepte l'amendement rédactionnel n° 16 de la commission - **Art. 15 bis (réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière)** (p. 893, 894) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 133 de M. Robert Vizet et n° 175 de M. Claude Estier - Demande le retrait de l'amendement n° 26 de la commission des affaires culturelles (caractère incitatif des dispositions fiscales applicables aux propriétaires d'immeubles situés en secteurs sauvegardés) au profit de son amendement n° 225 : application des nouvelles règles d'imputation du déficit et suppression des conditions de location ; adopté - **Avant l'art. 16 bis** (p. 899) : accepte l'amendement n° 89 de M. José Balarelo (réduction d'impôt pour investissement locatif aux propriétaires transformant des locaux à usage professionnel en logements) sous réserve de sa modification par son sous-amendement n° 230 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - **Art. 16 bis (relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières)** : s'oppose aux amendements de suppression, n° 135 de M. Robert Vizet et n° 177 de M. Claude Estier - **Art. 17 (incitation au transfert dans un plan d'épargne en actions des sommes placées dans certains organismes de placements collectifs à valeur mobilière, OPCVM)** (p. 900) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 178 de M. Claude Estier - (p. 901) : accepte l'amendement rédactionnel n° 18 de la commission - Ses amendements, n° 227 : complément du dispositif prévu par l'article 17 pour faciliter le transfert vers les PEA de l'épargne investie dans des OPCVM de capitalisation ; et n° 226 : délai requis pour bénéficier de l'exonération ; réservés jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - Demande le retrait des amendements de la commission, n° 18 rédactionnel, et n° 20 (suppression de l'exclusion des PEA conclus sous forme de contrats de capitalisation du champ d'application de la mesure et inclusion des contrats d'assurance vie) - **Après l'art. 17** (p. 902) : accepte l'amendement n° 205 de la commission (taxation des plus-values sur cession de titres), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 228 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - S'oppose à l'amendement n° 136 de M. Robert Vizet (création d'un livret d'épargne pour l'automobile) - **Art. 17 bis (défiscalisation des investissements outre-mer)** (p. 908) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 179 de M. Claude Estier, ainsi qu'à l'amen-

dement n° 197 de M. Pierre Lagourgue (extension de la réduction d'impôt aux particuliers pour les acquisitions d'immeubles neufs loués à des entreprises poursuivant une activité éligible) - Ses amendements rédactionnels, n° 215, n° 216, n° 217, n° 218 et n° 219 ; réservés jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adoptés (p. 927) - Accepte l'amendement n° 187 de M. Georges Othily (encouragement à l'investissement immobilier au moyen de la défiscalisation des parts de sociétés civiles de promotion immobilière du revenu des personnes physiques) - Sur l'amendement précité, son sous-amendement n° 233 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - (p. 909) : demande le retrait des amendements, n° 198 de M. Pierre Lagourgue (défiscalisation du revenu des personnes physiques des parts de sociétés civiles de promotion immobilière) et n° 152 de M. Daniel Milaud (extension du champ d'application de la défiscalisation au secteur de la presse écrite implantée dans les départements et territoires d'outre-mer) - S'oppose à l'amendement n° 180 de M. Claude Estier (allègements fiscaux pour les industries de stockage et de conditionnement des bateaux de plaisance) et accepte l'amendement rédactionnel n° 220 de la commission - (p. 910) : s'oppose aux amendements n° 72 de M. Henri de Raincourt (prise en compte de circonstances exceptionnelles pour justifier les aménagements d'engagement et d'affectation des biens acquis avec le bénéfice de la déduction fiscale), n° 189 de M. Louis Perrein (plafond des investissements dispensés de la procédure d'agrément préalable) et n° 91 de M. Albert Pen (application à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi de défiscalisation) - **Après l'art. 17 bis** (p. 911) : demande le retrait de l'amendement n° 55 de M. Simon Loueckhote (dispositif de défiscalisation figurant dans la loi de finances rectificative de 1986) - **Art. 17 ter** (extension des conditions de dégrèvement de taxe sur le foncier non bâti pour les jeunes agriculteurs regroupés en sociétés civiles agricoles) : accepte l'amendement rédactionnel n° 21 de la commission - **Avant l'art. 18 A** : s'oppose à l'amendement n° 181 de M. Michel Moreigne (renforcement du rôle décisif des syndicats départementaux d'électrification rurale) - **Après l'art. 18 A** (p. 912) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Roland du Luart (extension aux groupements agricoles d'exploitation en commun, GAEC, de la prise en compte des recettes accessoires commerciales et non commerciales pour la détermination de leurs bénéfices agricoles) et en demande son retrait - (p. 913) : accepte les amendements identiques, n° 45 de M. Désiré Debavelaere et n° 92 de M. Michel Souplet (suppression de l'assujettissement à la taxe professionnelle pour l'activité semencière) - Sur chacun des amendements précités, ses sous-amendements identiques n° 231 et n° 232 destinés à supprimer un gage ; réservés jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adoptés (p. 927) - Accepte l'amendement n° 73 de M. Roland du Luart (affectation d'une nouvelle ressource à l'indemnisation des dégâts à la charge des chasseurs de grands gibiers ayant obtenu la validation nationale de leur permis) - **Après l'art. 18** (p. 914) : accepte l'amendement n° 23 de la commission (plafond de réduction des droits de mutation à 6 % pour les transactions immobilières jusqu'au 1^{er} juin 1995) - **Après l'art. 19** (p. 915) : accepte l'amendement n° 53 de M. Etienne Dailly (assimilation à des bénéficiaires de l'exploitation agricole ou des bénéficiaires des professions non commerciales pour les revenus des copropriétaires de chevaux de course) - (p. 916) : accepte l'amendement n° 25 de M. Alain Lambert (suppression de certaines distorsions engendrées par le dispositif actuel des plans d'achat d'actions) ; sur celui-ci, son sous-amendement n° 229 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - Son amendement n° 4 : détermination des coefficients d'actualisation des bases des impôts locaux pour 1994 et 1995 ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - **Art. 20** (barème des aides à la personne) (p. 918) : barème des prestations d'aide au logement - Demande le retrait des amendements de suppression, n° 24 de la commission, n° 94 de M. José Balareello, n° 137 de M. Robert Vizet et n° 182 de M. Claude Estier - **Après l'art. 20** (p. 919) : demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Jean Huchon (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement établissant le bilan

des aides personnelles au logement) - Coût des aides à la personne - Demande le retrait de l'amendement n° 78 de M. Paul Girod (débloccage de crédits gelés pour le logement des bénéficiaires du RMI ou pour la formation professionnelle) - Allocations du RMI - **Après l'art. 21** (p. 925) : s'oppose aux amendements identiques n° 39 de M. Jacques Machet et n° 186 de M. Michel Moreigne (prise en compte des déficits agricoles pour le montant réel dans le calcul de l'assiette sociale) ainsi qu'aux amendements de M. Robert Vizet, n° 139 (réintégration dans la définition du revenu imposable ouvrant droit à certains avantages en matière de fiscalité locale et d'épargne de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale), n° 145 (augmentation du taux actuel de la taxe d'apprentissage), n° 144 (réduction de la charge de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les propriétaires à revenus modestes), n° 141 (taxation de 14,5 % des revenus financiers et immobiliers), n° 140 (augmentation du financement des congés de formation par les employeurs), n° 142 (mesures en faveur de la formation professionnelle continue) et n° 143 (augmentation du prélèvement pour certaines communes) - (p. 926) : demande le retrait de l'amendement n° 202 de M. Dominique Leclerc (suppression de l'article 49 de la loi de finances pour 1993 prévoyant à partir du 1^{er} juillet 1993 l'application d'une taxe de 2 % sur le chiffre d'affaires des éditeurs ou importateurs de vidéogrammes) - **Seconde délibération - Art. 13** (p. 928) : son amendement n° C-1 ; adopté - **Art. 6 et Etat A** (p. 932) : son amendement n° C-2 ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 934, 935) : s'associe aux remerciements présentés par M. Christian Poncet - Maîtrise des débats.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-93)] - (11 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1050, 1051) : remerciements - Amendements du Gouvernement - Redressement économique - **Art. 15** (p. 1064) : son amendement n° 1 : suppression du paragraphe I bis de cet article relatif à la compensation de la perte de ressources résultant du paragraphe I ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1070) - **Art. 17 bis** (p. 1067) : son amendement de coordination n° 2 ; adopté avec l'ensemble du texte (p. 1070).

- **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale** [n° 461 (92-93)] - (19 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3225) : évolution de l'Imprimerie nationale - Directives européennes relatives aux marchés publics de fournitures et environnement concurrentiel - Modernisation de l'Imprimerie nationale - Patrimoine national - (p. 3226) : passage d'une direction d'administration centrale à une société nationale détenue à 100 % par l'Etat - Maintien des missions de souveraineté de l'Imprimerie nationale - Statut des fonctionnaires et des ouvriers de l'Imprimerie nationale - (p. 3232) : félicitations adressées au rapporteur - Contraintes du droit communautaire - (p. 3233) : hommage rendu au personnel de l'Imprimerie nationale - Formule de l'établissement public industriel ou commercial - Création de filiales - Directives européennes relatives aux marchés publics de fournitures - Activités culturelles de l'Imprimerie nationale - **Question préalable** (p. 3236) : intervient contre la motion n° 4 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - **Art. 1^{er}** (transfert des droits, biens et obligations de l'Imprimerie nationale à une société nationale) (p. 3237) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 12, de suppression, n° 13 (détermination de la totalité du capital par l'Etat) et n° 14 (absence de participation de capitaux étrangers dans l'Imprimerie nationale), ainsi qu'à l'amendement n° 5 de M. Michel Moreigne (détermination de la totalité du capital par l'Etat) - **Art. 2** (maintien des missions de souveraineté) (p. 3238, 3239) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 1 de la commission (privilège d'impression de tous les documents à caractère particulier, notamment confidentiel ou secret) - S'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 15 (privilège d'impression de l'ensemble des documents secrets ou dont la réalisation nécessite la mise en oeuvre de dispositions d'exceptionnelle sécurité), n° 16 (privilège d'impression de tout document officiel de présentation relatif à la loi de finances et à ses annexes) et n° 17 (vocation de l'Imprimerie nationale de répondre aux besoins d'impression de l'Etat et des collectivités territoriales), ainsi qu'aux amendements de M. Michel Moreigne, n° 7 (privilège d'impression des documents administratifs et d'Etat nécessitant le secret jusqu'à leur publication) et n° 6 (privilège d'impression des documents administratifs de l'Etat) - **Art. 3** (dispositions rela-

tives aux fonctionnaires techniques) (p. 3240) : accepte les amendements identiques n° 2 de la commission et n° 18 de M. Robert Vizet (maintien des fonctionnaires de la direction de l'Imprimerie nationale dans le cadre du ministère du budget) - (p. 3241) : s'oppose aux amendements de M. Michel Moreigne, n° 8 (« affectation » des fonctionnaires techniques à l'Imprimerie nationale) et n° 9 (placement de ces fonctionnaires dans un corps d'extinction) - Pouvoir réglementaire du ministre pour les actes les plus importants de la vie des agents - Statut des fonctionnaires techniques - S'oppose à l'amendement n° 19 de M. Robert Vizet (suppression de la possibilité pour les fonctionnaires de l'Imprimerie nationale de bénéficier de l'intéressement et de la participation) - **Art. 4 (dispositions relatives aux ouvriers d'Etat)** (p. 3242, 3243) : accepte l'amendement n° 3 de la commission (maintien des droits et garanties de l'ancien statut, en ce qui concerne le régime disciplinaire, les régimes de travail à temps partiel, et de cessation progressive d'activité, les oeuvres sociales rattachées au ministère du budget, ainsi que les autres congés et, d'autre part, placement sous un régime défini par le droit du travail pour les autres éléments de leur situation) - Sur les amendements de M. Robert Vizet s'oppose aux n° 20 (maintien des droits et garanties offerts en matière de congés), n° 21 (maintien des avantages sociaux liés à l'insalubrité des conditions de travail), n° 22 (maintien des droits syndicaux des ouvriers de l'Imprimerie nationale) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 23 (bénéfice des oeuvres sociales rattachées au ministère du budget accordé aux ouvriers d'Etat employés par l'Imprimerie nationale à la date de réalisation des apports) - (p. 3244) : s'oppose aux amendements identiques n° 24 de M. Robert Vizet et n° 10 de M. Michel Moreigne (suppression de la possibilité donnée aux ouvriers d'Etat d'opter pour un simple contrat de travail de droit commun), ainsi qu'à l'amendement n° 11 de ce dernier (prévision d'un délai pour exercer cette option) - **Sur l'ensemble** (p. 3245) : remerciements - Confirme que l'Imprimerie nationale restera la propriété de l'Etat.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4604) : situation des finances publiques en 1993 et collectif budgétaire - Taux de croissance - (p. 4605) : maîtrise des dépenses - « Remise en cause des services votés » - (p. 4606) : rationalisation des crédits d'équipement et des structures dans les administrations centrales - Participation des collectivités locales à l'effort de maîtrise des dépenses publiques - Fonds de compensation de la TVA - Dotation spéciale de logement pour les instituteurs - Dotation globale de fonctionnement - (p. 4607) : dotation de compensation de la taxe professionnelle - Réduction du déficit et remboursement de la dette - Utilisation du produit des privatisations - Réforme de l'impôt sur le revenu - (p. 4608) : poursuite de la réforme fiscale en 1995 - Moyens donnés à l'Etat pour exercer ses missions : sécurité publique, justice, défense - (p. 4609) : lutte pour l'emploi - Crédits affectés aux infrastructures routières et à l'environnement - Budget de l'éducation - Budget de la solidarité - Budget de l'agriculture - Budget de la culture - Fonds forestier national et Fonds national de développement du sport - Souhaite que la majorité du Sénat apporte son soutien au Gouvernement.

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4676, 4677) : remerciements à tous les orateurs - Taux de croissance retenu - Baisse des taux d'intérêt - Politique de réduction du déficit - Utilisation des recettes des privatisations dans la lutte pour l'emploi - Impôts locaux - Prélèvements obligatoires et coûts de production - Réforme de l'impôt sur le revenu - Cessions du patrimoine professionnel - (p. 4678) : réforme de la fiscalité locale et de la fiscalité de l'épargne - Négociations du GATT - Plan de convergence budgétaire franco-allemand - Charges de la dette et du déficit - Impôt sur le revenu - (p. 4679) : imposition des Français établis à l'étranger sur la base des valeurs locatives de l'habitation possédée en France - CSG - Taxe professionnelle - Loi de finances initiale pour 1993 - Révision des services votés - Redressement des finances publiques - Budget de la défense - Négociations du GATT - Comptes sociaux - Culture et francophonie - Politique familiale - Situation financière des collectivités locales - Aménagement du territoire - (p. 4681) : mesures en faveur des agriculteurs - Fonds forestier national - Fonds national pour le développement des adduc-

tions d'eau - Indexation de la dotation globale de fonctionnement - Dotation de compensation de la taxe professionnelle - Logements sociaux - (p. 4682) : négociations du GATT - Mesures fiscales en faveur des classes moyennes - Dépenses des collectivités territoriales - Dotation globale de fonctionnement - Fonds de compensation pour la TVA - Révision de l'actualisation des bases d'imposition - (p. 4683) : chômage des jeunes diplômés - Incitation au capital de proximité - Forêts et Fonds forestier national - Trésorerie des entreprises - Télévision éducative - (p. 4684) : Nouvelle-Calédonie - **Question préalable** (p. 4687) : s'oppose à la motion n° I-131 de M. Robert Vizet tendant à proposer la question préalable.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4691) : demande le retrait de l'amendement n° I-133 de M. Jean-Pierre Masseret (majoration des différents barèmes) et s'oppose aux amendements de M. Philippe Marini, n° I-73 (remplacement des plafonds du quotient familial) et de M. Robert Vizet, n° I-224 (calcul de la décote), n° I-226 (abattement maximum par enfant majeur rattaché) et n° I-227 (seuil de non-recouvrement de l'impôt sur le revenu) - (p. 4692) : demande le retrait de l'amendement n° I-72 de M. Philippe Marini (taux marginal de l'impôt sur le revenu) - Suppression des minorations - Taux marginal - (p. 4693) : demande le retrait de l'amendement n° I-11 de M. Jacques Machet (application de la décote au montant de l'impôt calculé par part aux couples élevant quatre enfants et plus) - Nombre de contribuables - (p. 4694) : demande le retrait de l'amendement n° I-225 de M. Robert Vizet (imputation de certaines réductions d'impôt avant l'application de la décote) - Imputation de l'ensemble des réductions d'impôt après le calcul de la décote - (p. 4695) : maintien de l'abattement de 20 % en cas de rectification spontanée lors de la demande de renseignements - S'oppose à l'amendement n° I-135 de M. Jean-Pierre Masseret (suppression de l'abattement de 20 % en cas de mauvaise foi ou de manoeuvre frauduleuse du salarié) - **Art. 2 ter (assouplissement du régime de réduction d'impôt pour grosses réparations en faveur des victimes de catastrophes naturelles)** (p. 4705) : s'oppose à l'amendement n° I-141 de M. Michel Moreigne (institution d'un crédit d'impôt spécifique pour les travaux effectués en réparation des dégâts causés par les catastrophes naturelles) - Mesures en faveur des victimes de catastrophes naturelles - **Avant l'art. 3** (p. 4705 à 4708) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-231 (suppression de l'avantage fiscal lié à l'investissement locatif lorsque les propriétaires ont des revenus supérieurs à 300 000 F.), n° I-232 (introduction d'une progressivité de la taxation des revenus de capitaux mobiliers), n° I-233 (suppression du prélèvement libératoire) et n° I-234 (suppression des avantages fiscaux liés à l'investissement immobilier locatif privé) - (p. 4708, 4709) : s'oppose aux amendements n° I-142 de M. Jean-Pierre Masseret (augmentation de la réduction d'impôt au titre des versements et dons à des oeuvres d'intérêt général ou à des oeuvres reconnues d'utilité publique) et n° I-235 de M. Robert Vizet (augmentation de la réduction d'impôt accordée au titre des versements et dons à toutes les catégories d'oeuvres) - Absence de saturation du dispositif - Etudes sur la simplification des systèmes de déduction - **Art. 3 (relèvement de la limite de versement des dons aux organismes sans but lucratif qui fournissent des repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement)** (p. 4709, 4710) : demande le retrait de l'amendement n° I-9 de M. Xavier de Villepin (ouverture d'une réduction d'impôt de 50 % pour l'ensemble des oeuvres) - Simplification - **Après l'art. 4** : s'oppose à l'amendement n° I-238 de M. Robert Vizet (revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Avant l'art. 5** (p. 4711, 4712) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-239 (inclusion des biens professionnels dans le calcul de la base de l'impôt de solidarité sur la fortune), n° I-240 (majoration de la valeur nette des biens déclarés de la plus-value réalisée par la cession de biens pour l'assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-241 (inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art dont la valeur excède 1 200 000 F.) - (p. 4712, 4713) : demande le retrait de l'amendement n° I-201 de M. Jacques de Menou (appréciation de la nature des biens professionnels agricoles dans le calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune lorsqu'il y a interposition de sociétés) - Examen d'ensemble de

la question de l'interposition des sociétés pour le calcul de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune - **Art. 5** (*actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 4714) : s'oppose aux amendements n° I-242 de M. Robert Vizet (modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-143 de M. Jean-Pierre Masseret (modification du barème du calcul de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Après l'art. 5** : s'oppose à l'amendement n° I-243 de M. Robert Vizet (suppression du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune) - **Art. 6** (*exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement*) (p. 4719, 4720) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-246 de suppression, et n° I-247 (exclusion du champ d'application de l'article 6 des dispositions relatives aux lois régissant le logement), de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-144 (suppression de l'avantage fiscal en cas d'acquisition d'une résidence secondaire), n° I-145 (suppression de l'exonération lorsque l'investissement a donné lieu à une promesse de vente signée avant le 1^{er} octobre 1993), n° I-146 (subordination de l'exonération à un engagement de location à des personnes aux revenus modestes ou moyens) et n° I-147 (réduction des plafonds applicables aux montants de cessions), de M. Camille Cabana, n° I-1 (avancement de quelques semaines de la date d'application des mesures prévues), de M. Serge Vinçon, n° I-202 (extension de l'avantage fiscal en cas d'acquisition de places de stationnement ou d'amodiation de places dans des parcs publics concédés), de M. Xavier de Villepin, n° I-12 analogue à l'amendement n° I-77 de M. Philippe Marini (exonération des plus-values des SICAV en cas de réemploi des fonds dans l'acquisition de parts d'une société civile de placement immobilier) et de M. Henri de Raincourt, n° I-36 (extension du dispositif aux départements et territoires d'outre-mer) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° I-10 de M. Alain Lambert (délai de deux mois entre la cession des titres et l'acquisition immobilière) - Accepte l'amendement n° I-44 de la commission (extension du dispositif aux travaux qui ne font pas l'objet de permis de construire et dépassant le montant de 30 000 F.) - **Après l'art. 6** (p. 4721) : s'oppose à l'amendement n° I-31 de M. Jean-Pierre Camoin (déductibilité du revenu foncier en qualité de charges de la propriété des dépenses d'amélioration afférentes aux locaux d'habitation ayant fait l'objet de travaux exécutés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière et réalisée conformément à l'autorisation spéciale prévue par le code de l'urbanisme) - Déduction des dépenses d'amélioration concernant un immeuble d'habitation - Aide aux travaux de reconstruction par le biais de la déduction forfaitaire - Coût budgétaire de cette proposition - (p. 4722) : s'oppose à l'amendement n° I-15 de M. Alain Lambert (majoration du taux de déduction forfaitaire) - Construction - Rentabilité de l'immobilier - Plan en faveur de l'immobilier adopté à la session de printemps - Loi de finances pour 1995 - (p. 4723, 4724) : son amendement n° I-307 : exonération de plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure ; adopté - Demande le retrait de l'amendement n° I-85 de M. Philippe Marini (exonération définitive de la plus-value immobilière réalisée, dans la limite de certains plafonds, sous condition d'investissement dans un immeuble affecté exclusivement à l'habitation principale du contribuable et situé en France et modalités d'application d'un sursis d'imposition de la plus-value immobilière réalisée) dont le paragraphe I est repris par l'amendement du Gouvernement n° I-307 (exonération de plus-values en cas de réinvestissement du produit de la cession d'un immeuble dans l'acquisition d'une résidence principale, limites et conditions d'application de cette mesure).

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4735) : accepte l'amendement n° I-89 de M. Philippe Marini (imputation sur le revenu global, sans application de la limite de 50 000 F, des déficits constatés par les nus-propriétaires d'immeubles bâtis, lorsque le démembrement de propriété résulte de la succession ou de la donation entre vifs effectuée sans charges ni conditions et consentie entre parents jusqu'au quatrième degré inclusivement) - Loi d'orientation sur la ville de 1991 - Collectif budgétaire de printemps - (p. 4736) : demande le retrait de l'amendement n° I-32 de M. Jean-Pierre Camoin (dispositions fiscales applicables aux propriétaires qui participent à des opérations groupées de res-

tauration immobilière réalisées dans le périmètre des secteurs sauvegardés institués par la « loi Malraux » du 4 août 1962) - Plan en faveur de l'immobilier - (p. 4737) : demande le retrait de l'amendement n° I-13 de M. Xavier de Villepin (augmentation du plafond des intérêts d'emprunt ouvrant droit à la réduction d'impôt, la durée de celle-ci étant portée à 10 ans et son taux à 50 % du montant des dépenses pour les primo-acquédants) - Problème budgétaire - Crédit d'impôt pour les frais engagés pour les grosses réparations - (p. 4738) : demande le retrait de l'amendement n° I-16 de M. Alain Lambert (possibilité donnée à tout occupant d'un immeuble, qu'il soit propriétaire ou locataire, d'obtenir une réduction d'impôt lorsqu'il procède à des travaux d'amélioration et de réparation de son habitation) - Logique de la réforme de l'impôt sur le revenu et nombre de déductions - S'oppose à l'amendement n° I-17 de M. Alain Lambert (déduction pour travaux d'isolation acoustique) repris par M. Louis Perrein - (p. 4740) : accepte l'amendement n° I-82 de M. Simon Loueckhote (extension de la majoration de la réduction d'impôt aux souscriptions au capital de sociétés civiles de placement immobilier qui acquièrent des logements neufs dans les départements et territoires d'outre-mer) - (p. 4741, 4742) : sur les amendements de M. Camille Cabana, demande le retrait du n° I-2 (extension de l'exonération des droits de succession et des droits d'enregistrement aux immeubles commencés à la date du 1^{er} juillet 1994) et s'oppose au n° I-3 (exonération des droits de première mutation accordée aux immeubles anciens) - Ressources des collectivités territoriales - Relance de la construction - (p. 4743) : accepte l'amendement n° I-45 de la commission (application immédiate de l'exonération des droits de mutation à titre gratuit lors du premier achat par le contribuable) - (p. 4744) : demande le retrait de l'amendement n° I-71 de M. Pierre Laffitte (incitation fiscale en faveur des particuliers investissant dans des sociétés innovantes) - Importance du nombre des exonérations et diminution de l'assiette de l'impôt sur le revenu - Définition d'une société innovante - Projet de loi sur les fonds propres des entreprises - (p. 4745) : s'oppose à l'amendement n° I-148 de M. Louis Perrein (mesures fiscales en faveur de la transformation des bureaux inoccupés en locaux à usage d'habitation destinés à la location) - **Après l'art. 9 ter** (p. 4773) : s'oppose à l'amendement n° I-91 de M. Philippe Marini (retour au dispositif antérieur sur le délai de restitution du crédit d'impôt recherche) - Fraude fiscale - Coût budgétaire - (p. 4774) : incitation fiscale à la recherche - (p. 4775) : s'oppose à l'amendement n° I-92 de M. Philippe Marini (application du régime fiscal privilégié des sociétés immobilières pour le commerce et l'industrie aux opérations de crédit-bail sur des immeubles de bureaux anciens) - Région parisienne - (p. 4776) : s'oppose à l'amendement de M. Robert Vizet, n° I-264 (modification du régime d'imposition séparé des plus-values de cessions d'actifs) et n° I-265 (réintégration du produit des plus-values de cession des actifs immobiliers dans la base de calcul de l'impôt sur les sociétés) - (p. 4777) : s'oppose à l'amendement n° I-93 de M. Philippe Marini (dispositif du report des pertes en arrière) - Coût budgétaire - (p. 4778) : s'oppose à l'amendement n° I-197 de M. Pierre Lagourgue (réduction de la durée normale d'utilisation des véhicules automobiles de location dans les DOM-TOM) - Durée d'usage fixée par la profession - Loi Pons - (p. 4779, 4780) : accepte l'amendement n° I-132 de M. Henri de Raincourt (régime de défiscalisation en cas de restructuration d'entreprise et de mise en liquidation judiciaire), et sur ce dernier, son sous-amendement n° I-309 ; adopté - (p. 4781) : chaîne de télévision éducative - Industrie et programmes éducatifs - (p. 4782) : projet de loi sur la communication - S'oppose à l'amendement n° I-7 de M. René Tréguët (système d'aide fiscale spécifique pour les programmes audiovisuels favorisant l'accès au savoir et à la formation) ; repris par M. Paul Lorient - (p. 4783) : accepte l'amendement n° I-49 de la commission (augmentation du taux de remboursement de la TVA) - (p. 4785) : demande le retrait de l'amendement n° I-50 de la commission (minoration des taux des droits de succession et de donation lors de la transmission du patrimoine professionnel) - Fiscalité de la transmission des entreprises - (p. 4786) : demande le retrait de l'amendement n° I-203 de M. Philippe Richert (exonération totale ou partielle de l'impôt pour les plus-values immobilières réalisées par des personnes physiques qui investissent le produit de cette vente dans les entreprises) - Projet de loi relatif à l'initiative individuelle.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4803) : contribution française au budget communautaire - (p. 4804) : procédure d'élaboration du budget communautaire pour 1994 - Discipline budgétaire et compromis entre le Conseil européen et le Parlement européen - (p. 4805) : fonds de cohésion - Parlement national - Politique agricole commune - Fonds structurels - (p. 4806) : contribution de la France au budget communautaire - **Après l'art. 9 ter** (suite) (p. 4818) : s'oppose à l'amendement n° I-266 de M. Robert Vizet (modification de l'assiette de la contribution des entreprises à l'effort de construction) - **Avant l'art. 10** (p. 4819) : s'oppose à l'amendement n° I-163 de M. Robert Laucournet (modification des règles d'assiette de la taxe sur les salaires) et accepte l'amendement n° I-34 de M. Serge Mathieu (application de la TVA aux pêcheurs en eau douce à partir du 1^{er} janvier 1994) - (p. 4821, 4822) : problème de la sylviculture et de l'horticulture - S'oppose aux amendements de M. Maurice Arreckx n° I-38 (modification du taux de TVA applicable aux produits de l'horticulture), de M. Philippe François n° I-64 (modification du taux de TVA applicable à la sylviculture et notamment au bois de chauffage), de M. Jacques de Menou n° I-121 (modification du taux de TVA applicable aux produits horticoles et sylvicoles), de M. Louis Minetti n° I-268 (défense de l'horticulture française) et de M. Robert Vizet n° I-270 (modification du taux de la TVA applicable sur les produits horticoles) - (p. 4822, 4823) : accepte l'amendement n° I-222 de M. Christian Bonnet (application du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « 4 étoiles luxe ») - (p. 4824) : s'oppose à l'amendement n° I-157 de M. Marcel Bony (application du taux de TVA réduit aux activités équestres) - (p. 4825) : s'oppose à l'amendement n° I-98 de M. Jean-Paul Delevoye (application du taux réduit de TVA à la collecte et au traitement des ordures ménagères) ; repris par M. Paul Loridant, et à l'amendement n° I-267 de M. Robert Vizet (limitation du poids de la TVA sur la consommation privée d'électricité des ménages) - (p. 4826) : s'oppose à l'amendement n° I-156 de M. Paul Loridant (application du taux de TVA « super-réduit » aux canaux locaux de télévision distribués par le câble) - (p. 4827) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-271 (application d'un taux de TVA zéro sur les produits dérivés du sang et du plasma) et n° I-269 (taxation au taux de 14,5 % de l'ensemble des revenus financiers provenant des titres émis en France ainsi que des revenus de biens immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel du propriétaire ou de sa famille directe ; et exonération de cette contribution des livrets d'épargne populaire et autres placements populaires) - **Art. 10** (*pérennisation du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 4827, 4828) : accepte l'amendement n° I-51 de la commission (prélèvement limité aux années 1994 à 1998) et s'oppose à l'amendement n° I-272 de M. Robert Vizet (passage à 2 % du taux de taxation des valeurs boursières, mobilières et autres) - **Après l'art. 10** (p. 4828, 4829) : demande le retrait de l'amendement n° I-14 de M. Philippe Adnot (droit pour chacune des sections d'un club omnisports de bénéficier de six manifestations annuelles exonérées de TVA) - **Art. 11** (*modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie*) (p. 4831) : s'oppose aux amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-158 de suppression, de M. Robert Vizet, n° I-273 (suppression des dispositions relatives à la possibilité de modifier une seule fois par an le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et assimilés) et n° I-274 (modification du barème de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers) et de M. Jean-Paul Chambriard, n° I-37 (limitation de l'augmentation du prix du gazole) - **Après l'art. 11** (p. 4832) : demande le retrait de l'amendement n° I-99 de M. Jean-Paul Delevoye (exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers pour les biocarburants) - Etude et concertation avec les représentants de la filière ester et éthanol - **Art. 12** (*reconduction et aménagement du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4833) : s'oppose à l'amendement n° I-275 de M. Robert Vizet (maintien du prélèvement sur les entreprises d'exploitation de gisements d'hydrocarbures implantées sur le sol national) - **Art. 12 bis** (*exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures en mer*) : s'oppose à l'amendement

de suppression n° I-276 de M. Robert Vizet - **Avant l'art. 13** (p. 4834) : s'oppose à l'amendement n° I-123 de M. Alain Pluchet (exonération de la part communale de la taxe foncière pour certaines propriétés non bâties) - **Art. 13** (*reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 4836, 4837) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-159 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-277 de M. Robert Vizet - **Oppose l'article 40** de la Constitution à l'amendement n° I-216 de M. Jean-Marie Girault (affectation de la majoration de ce prélèvement à la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) - **Après l'art. 13** (p. 4839) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant, n° I-160 (exonération des canaux locaux de télévision distribués par câble de la taxe professionnelle) et n° I-161 (bénéfice du régime spécial des provisions pour investissement prévu à l'article 39 bis du code général des impôts accordé aux canaux locaux de télévision distribués par câble) - **Après l'art. 14** (p. 4840) : demande le retrait de l'amendement n° I-86 de M. François Collet (suppression de l'obligation faite aux sociétés d'assurance de déclarer les contrats d'assurance de bijoux, pierres, objets d'art, de collections ou d'antiquités accordant une garantie supérieure à 100 000 francs) - **Art. 14 bis** (*possibilité d'option pour le régime transitoire d'imposition en matière de bénéfices agricoles*) (p. 4841) : accepte l'amendement n° I-52 de la commission (possibilité donnée à certains exploitants agricoles de continuer à opter pour le régime simplifié d'imposition au réel et ce jusqu'au 1^{er} mai 1994) - **Après l'art. 14 bis** (p. 4842) : ses amendements n° I-311 : exonération pour tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt sur le foncier non bâti ; n° I-312 : revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié ; et n° I-313 : exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole ; adoptés - Discussion avec la profession agricole - **Art. 14 ter** (*fiscalité applicable aux revenus provenant d'activités accessoires à l'activité agricole*) (p. 4847) : demande le retrait de l'amendement n° I-65 de M. Roland du Luart (aménagement du dispositif régissant la pluriactivité) - **Art. 14 quater** (*relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles*) (p. 4849) : accepte l'amendement n° I-66 de M. Roland du Luart (modification du montant du plafond des revenus non agricoles au-dessus duquel l'imputation des déficits agricoles ne peut plus être opérée) et demande le retrait des amendements de M. Jacques de Menou, n° I-122 (suppression du plafonnement de l'imputation du déficit d'exploitation sur le revenu global) et n° I-204 (possibilité donnée aux exploitants agricoles à titre principal de déduire de leur revenu global les déficits résultant de leur activité agricole), ainsi que de l'amendement n° I-67 de M. Roland du Luart (limitation du bénéfice du plafond de 150 000 francs aux seuls exploitants agricoles à titre principal) - S'oppose à l'amendement de suppression n° I-278 de M. Robert Vizet - **Art. 14 quinquies** (*relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles*) (p. 4851) : possibilité donnée aux élus locaux d'opter pour le régime fiscal de droit commun - **Après l'art. 14 quinquies** : accepte l'amendement n° I-304 de M. Philippe Richert (extension de l'exonération de la taxe foncière à l'ensemble des associations culturelles dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) - **Art. 14 sexies** (*régime des plus-values applicable aux cessions de matériels agricoles par les entreprises de travaux agricoles*) (p. 4852) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-279 de M. Robert Vizet et accepte l'amendement n° I-53 de la commission (régime dérogatoire d'imposition des plus-values de cessions de matériel accordé aux entreprises qui se livrent à des travaux forestiers) - Son amendement n° I-319 : précision sur la définition du chiffre d'affaires annuel ; adopté - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4854, 4855) : demande le retrait des amendements de M. Marcel Daunay, n° I-24 (identité de traitement des exploitations agricoles à responsabilité limitée et des autres sociétés agricoles) et n° I-25 (possibilité d'amortissement exceptionnel donnée aux installations d'élevage de bovins et de porcins ayant des obligations de mise en conformité) - (p. 4856) : demande le retrait des amendements identiques n° I-26 de M. Marcel Daunay et n° I-42 de M. Henri de Raincourt (constitution de provisions pour investissement dans les parts de sociétés coopératives et mutualistes) - (p. 4857) : demande le retrait de l'amendement n° I-27 de M. Marcel Dau-

nay (application de l'abattement de 50 % sur le bénéficiaire imposable de l'année d'octroi des aides et des quatre années suivantes) - (p. 4858) : accepte l'amendement n° I-205 de M. Philippe François (possibilité donnée à chacun des exploitants de fonds séparé ou à des conjoints associés au sein d'une même société de bénéficier d'un abattement sur le bénéficiaire imposable en qualité d'adhérent d'un centre de gestion agréé) - (p. 4859) : s'oppose à l'amendement n° I-280 de M. Robert Vizet (exonération des exploitations agricoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties selon un processus progressif d'application) et accepte l'amendement n° I-208 de M. Jacques Oudin (octroi du bénéfice du tarif réduit du droit de mutation à titre onéreux applicable aux acquisitions d'immeubles ruraux, aux jeunes agriculteurs qui bénéficient de prêts à moyen terme spéciaux d'installation) - (p. 4860) : discussion avec la profession sur les possibilités d'élargissement des conditions d'exercice et d'utilisation du fonds contre la grêle - S'oppose à l'amendement n° I-281 de M. Louis Minetti (institution d'un fonds de prise en charge des cotisations d'assurance des agriculteurs contre la grêle) - (p. 4861) : son amendement n° I-318 : extension de la taxe sur les allumettes aux acquisitions faites en provenance d'autres pays de la Communauté européenne ; adopté - Lutte contre les incendies - Lutte contre la fraude - Concurrence à l'intérieur de la Communauté européenne - Demande le retrait de l'amendement n° I-100 de M. Alain Vasselle (Suppression de la taxe sur les allumettes) - **Après l'art. 15** (p. 4867) : s'oppose aux amendements de M. André Diligent, n° I-217, repris par M. Louis Perrein (assujettissement de La Poste et de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales perçues au profit des collectivités locales et des établissements et organismes divers), ainsi qu'au n° I-218 (imposition directe locale de droit commun du centre de tri postal de la vente par correspondance au profit des collectivités territoriales concernées par son implantation) - Equilibre budgétaire - Etude sur les centres de tri postal de vente par correspondance - (p. 4868, 4869) : équilibre budgétaire - (p. 4871) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-283 (exclusion du champ d'application de la taxe sur les salaires du secteur des HLM) et n° I-284 (franchise de 20 000 francs sur le montant de la taxe sur les salaires, quel que soit le régime d'assujettissement à la TVA, accordée aux organismes et aux associations à but non lucratif) - (p. 4872) : s'oppose à l'amendement n° I-285 de M. Robert Vizet (soumission à la TVA au taux de 0 % des ventes, commissions et courtages portant sur les publications dans les départements de la France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer) - **Art. 16** (*affectation des droits sur les boissons au Fonds de solidarité vieillesse*) (p. 4873) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-286 de suppression et n° I-287 (nouvelle rédaction) - **Après l'art. 16** : s'oppose à l'amendement n° I-288 de M. Robert Vizet (augmentation du plafond salarial ouvrant droit à l'octroi de l'aide judiciaire totale ou partielle) - **Art. 16 bis** (*institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives*) (p. 4875) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-164 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-289 de M. Robert Vizet - Accepte l'amendement n° I-55 de la commission (institution d'un droit de timbre de 75 F sur le recours exercé auprès des autorités administratives) - Multiplication des contentieux - Frais irrépétibles - **Après l'art. 16 bis** (p. 4877) : demande le retrait de l'amendement n° I-5 de M. Charles-Edmond Lenglet (possibilité donnée aux agriculteurs victimes de dégâts causés par les sangliers et le grand gibier de demander à tout moment à être indemnisés pour ces dommages) - **Après l'art. 17** (p. 4879) : concertation avec les organisations professionnelles et préparation d'un projet de loi sur l'agriculture - Demande le retrait de l'amendement n° I-56 de la commission (déductibilité des déficits dans la moyenne triennale pour le calcul des cotisations de mutualité sociale agricole) - **Avant l'art. 19** (*par priorité*) (p. 4881, 4882) : son amendement n° I-315 ; affectation de la taxe forestière et de la taxe sur les défrichements au Fonds forestier national et mesures en faveur de la filière bois ; adopté par priorité - Demande le retrait de l'ensemble des amendements portant sur le financement du Fonds forestier national - **Après l'art. 17** (*suite*) (p. 4887) : accepte l'amendement n° I-70 de M. Roland du Luart (augmentation de deux centimes de la redevance du Fonds national de développement des adductions d'eau à compter du 1^{er} janvier 1994) ainsi que l'amendement n° I-195 de M. Marcel Henry (extension à Mayotte du bénéfice du

Fonds national pour les adductions d'eau) - **Art. 20** (*modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4892, 4893) : accepte l'amendement n° I-58 de la commission (actualisation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'inflation prévisionnelle avec régularisation, l'année suivante, par l'Etat au profit des collectivités territoriales à raison de la moitié du taux de croissance constaté et du supplément éventuel d'inflation par rapport aux provisions) et sur ce dernier, s'oppose au sous-amendement n° I-223 de M. Michel Charasse - **Art. 21** (*suppression de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs*) (p. 4896) : accepte les amendements identiques de suppression n° I-59 de la commission, n° I-173 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-293 de M. Robert Vizet - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4899, 4900) : accepte l'amendement n° I-60 de la commission (report du dispositif prévu au 1^{er} janvier 1997) et demande le retrait de l'amendement n° I-176 de M. Michel Charasse (caractère non éligible au Fonds de compensation pour la TVA des opérations réalisées pour le compte de tiers, sauf si elles ont été prévues par un décret en Conseil d'Etat) et s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-20 de M. Alain Lambert, n° I-175 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-294 de M. Robert Vizet - Définition des conditions d'éligibilité au remboursement de la TVA de certains équipements - **Après l'art. 22** (p. 4904) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° I-296 (droit à compensation du Fonds de compensation pour la TVA des dépenses des collectivités territoriales et de certains de leurs organismes) et n° I-295 (remboursement de la TVA dans le délai d'un mois) - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4908) : prêts bancaires des collectivités locales - Concertation en vue de la renégociation de la dette des collectivités territoriales - Bilan des rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales - Accepte l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction) - (p. 4916, 4917) : s'oppose aux amendements identiques de suppression n° I-178 de M. Jean-Pierre Masseret et n° I-297 de M. Robert Vizet, ainsi qu'aux amendements de M. Michel Charasse n° I-179 (institution d'un plancher de 2 % en matière de taxe professionnelle), de M. Robert Vizet n° I-298 (suppression des avantages dont bénéficient les entreprises importantes en matière de taxe professionnelle), de M. Philippe Adnot n° I-196 (réduction de 18 % du montant des compensations de la somme versée aux collectivités locales, aux groupements de communes dotés d'une fiscalité propre ou aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle), de M. Pierre Dumas n° I-210 (nouvelle rédaction), de M. Michel Dreyfus-Schmidt n° I-180 (diminution de la somme versée aux collectivités locales dont la taxe professionnelle dépasse les recettes nettes de l'Etat) et de M. Alain Percheron n° I-181 (absence de diminution de la compensation versée par l'Etat, aux collectivités locales en contrepartie des allègements des bases de taxe professionnelle au profit des communes qui ont des bases de taxe professionnelle faibles) - Sur l'amendement de la commission n° I-61 précité, son sous-amendement n° I-326 ; retiré puis repris par M. Paul Loridant ; rejeté - **Après l'art. 17** (*suite*) (p. 4921) : son amendement n° I-320 : prélèvement à un taux unique de 2,3 % sur l'ensemble des jeux ; adopté (précédemment réservé p. 4879) - Fonds national pour le développement du sport - Demande le retrait des amendements de M. François Lesein n° I-23 (taux unique de taxation sur une assiette globalisée afin d'assurer des ressources stables au Fonds national pour le développement du sport) et de M. Jean-Pierre Masseret n° I-165 (augmentation des ressources du Fonds national pour le développement du sport par un prélèvement établi sur l'ensemble des recettes de la société La Française des jeux) - (p. 4922) : importance du budget de l'éducation nationale - **Après l'art. 15** (*suite*) (p. 4924) : ressources du « fonds tabac » - Concurrence étrangère - S'oppose à l'amendement n° I-22 de M. François Lesein (création d'une taxe additionnelle de 1,8 % sur le prix de vente des paquets de cigarettes) - **Après l'art. 23 bis** (p. 4925) : s'oppose à l'amendement n° I-184 de M. Jean-Pierre Masseret (possibilité donnée aux collectivités locales d'accroître les différents abattements à la base) - (p. 4926) : s'oppose à l'amendement n° I-186 de M. Michel Charasse (extension du bénéfice de l'exonération de la taxe d'habitation aux personnes âgées de plus de soixante ans non imposables sur le revenu, qui hébergent à leur foyer un

ou plusieurs de leurs enfants majeurs inscrits comme demandeurs d'emplois et ne disposant pas de ressources supérieures au RMI) et à l'amendement n° I-187 de M. Gérard Miquel (modification des bases de calcul de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - **Art. 18** (précédemment réservé p. 4888) (*affectation au budget général des recettes de privatisation*) (p. 4927) : s'oppose à l'amendement de suppression n° I-169 de M. Jean-Pierre Masseret - Son amendement de coordination n° I-316 ; adopté - (p. 4928) : s'oppose à l'amendement n° I-291 de M. Robert Vizet (affectation au budget général de la totalité des recettes de privatisation) - **Art. 19** (précédemment réservé p. 4888) (*actualisation des taux de la taxe sur les huiles perçue au profit du BAPSA*) : demande le retrait de l'amendement de suppression n° I-57 de la commission - Problème de recouvrement de la taxe sur les huiles - Collectif budgétaire - **Après l'art. 19** (p. 4929) : s'oppose aux amendements identiques n° I-35 de M. Serge Mathieu et n° I-120 de M. Jacques-Richard Delong (dispositif relatif aux récoltants de fruits producteurs d'eau de vie naturelle) - **Art. 25 et Etat A annexé** (*équilibre général du budget*) (p. 4942) : son amendement n° I-327 : modification des évaluations de recettes ; adopté - **Seconde délibération** (p. 4945) : demande qu'il soit procédé à une seconde délibération sur l'article 6, sur l'article 6 bis A, dans sa rédaction issue de l'amendement n° I-31, sur l'article 9 sexies dans sa rédaction issue de l'amendement n° I-198, ainsi que sur l'article 25 et l'état A annexé, pour coordination - Remerciements.

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Seconde délibération** (p. 4961, 4962) : demande au Sénat de se prononcer par un seul vote sur les articles faisant l'objet de la seconde délibération et sur l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 1994 - **Art. 6** (p. 4963) : son amendement n° A-1 : exclusion de la souscription de parts de sociétés civiles immobilières du dispositif d'exonération des plus-values des SICAV en cas de remplissage de fonds dans l'acquisition d'un logement ; adopté avec l'ensemble de la première partie (p. 4991) - **Art. 6 bis A** : son amendement de suppression n° A-2 ; adopté avec l'ensemble de la première partie (p. 4991) - **Art. 9 sexies** : son amendement de suppression n° A-3 ; adopté avec l'ensemble de la première partie (p. 4991) - **Art. 25** (p. 4975 à 4977) : son amendement de coordination n° A-4 ; adopté avec l'ensemble de la première partie (p. 4991) - **Sur l'ensemble de la première partie** (p. 4987) : remerciements - (p. 4988) : cohésion de la majorité - Dialogue avec le Sénat.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 40 et Etat E** (*autorisation de perception de taxes parafiscales*) (p. 6016) : s'oppose à l'amendement n° II-36 de M. Roland Courteau (suppression de la ligne 20 de l'Etat E annexé à cet article relative à la taxe parafiscale qui permet de financer le Comité national interprofessionnel de l'horticulture, CNIH) - **Après l'art. 46** (p. 6026) : demande le retrait de l'amendement n° II-57 de M. Xavier de Villepin (fiscalité des titres sans droit de vote détenus par une société qui détient par ailleurs au moins 10 % des droits de vote dans la société ayant émis les titres ou une participation d'un prix de revient minimum de 150 millions de francs) - (p. 6027) : s'oppose à l'amendement n° II-29 de M. Alain Lambert (entrée en vigueur de la mesure visant à ramener le seuil de l'exonération des plus-values immobilières de trente-deux ans à vingt-deux ans) - Son amendement n° II-85 : application de l'article 27 de la loi de finances rectificative pour 1993 du 22 juin 1993 à compter du 26 juin 1993 ; adopté - **Après l'art. 47** (p. 6030) : demande le retrait des amendements identiques n° II-27 de M. Jean Bernard et n° II-43 de M. Jacques Machet (substitution du mode de calcul des cotisations sociales des personnes non salariées agricoles sur l'année en cours au mode de calcul fondé sur l'année précédente ou l'année « n moins 3 ») - **Avant l'art. 48** : s'oppose à l'amendement n° II-50 de M. René Régnauld (revalorisation du montant maximum de la réduction d'impôt qui est actuellement accordée aux adhérents de centres de gestion ou d'associations agréés) - **Art. 48** (*aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés*) (p. 6032) : son amendement n° II-86 : régime d'agrément spécifique aux groupes ; adopté - Accepte l'amendement n° II-74 de la commission (possibilité pour une société mère de fusionner avec une autre société sans que cette opération n'entraîne immédiatement la cessation du régime de groupe) et

souhaite que la commission retire son amendement n° II-75 analogue au sien - (p. 6034) : demande le retrait de l'amendement n° II-59 de M. Xavier de Villepin (contrôle des déficits dans chacune des sociétés du groupe présentant un déficit reportable) - **Après l'art. 48** : demande le retrait de l'amendement n° II-76 de la commission (majoration du plafond des versements effectués par une entreprise sur un plan d'épargne d'entreprise) - **Après l'art. 49** (p. 6036) : demande le retrait de l'amendement n° II-68 de M. Philippe Marini (extension du régime fiscal des apports partiels d'actifs aux opérations de scission portant sur des branches complètes d'activité) - **Art. 49 bis** (*opérations effectuées par les pêcheurs et armateurs à la pêche, à l'exception des pêcheurs en eau douce*) : accepte l'amendement de suppression n° II-77 de la commission - **Avant l'art. 50** (p. 6038) : demande le retrait de l'amendement n° II-8 de M. Roger Quilliot (possibilité de majoration du taux de la taxe professionnelle dans la limite du taux moyen national constaté l'année précédente) - (p. 6041) : accepte l'amendement n° II-79 de M. Jean Clouet (possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) - **Après l'art. 50 bis** (p. 6042) : s'oppose à l'amendement n° II-51 de M. Gérard Miquel (perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) - **Art. 50 ter** (*affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer*) (p. 6044) : s'oppose aux amendements, n° II-65, de suppression, de M. François Louisy, n° II-66 de M. Rodolphe Désiré (réaffectation des fonds prévus à l'amélioration des infrastructures en matière d'assainissement et d'élimination des déchets) et n° II-80 de M. Roger Lise (limitation de la fraction de cette dotation à 25 % pendant dix ans) - **Art. 50 quater** (*création d'une ressource fiscale nouvelle assise sur les passagers, affectée aux régions d'outre-mer*) (p. 6046) : demande le retrait de l'amendement n° II-67 de M. Rodolphe Désiré (suppression du terme de public) ; son amendement n° II-87 : entrée en vigueur de cette taxe ; adopté - (p. 6047) : accepte l'amendement n° II-41 de M. Ernest Cartigny (limitation à trois ans de la durée d'application de cette nouvelle taxe) - **Art. 51 quater** (*perception de la taxe sur certaines fournitures d'électricité par les communautés de villes et les communautés de communes*) (p. 6051) : accepte les amendements identiques de suppression, n° II-33 de M. Jean Pépin et n° II-38 de M. Alain Pluchet - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6054) : accepte l'amendement n° II-62 de M. Philippe Adnot (désignation de la liste des barrages pris en compte au titre des attributions du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle) - (p. 6055) : demande le retrait des amendements n° II-40 de M. Gérard César (possibilité pour les communes rurales de moins de 5 000 habitants de bénéficier du fonds de compensation de la TVA pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux) n° II-34 de M. Pierre Louvot (compensation par l'Etat au bénéfice des collectivités locales du coût de l'exonération permanente visée à l'article 2 de l'article 1394 du code général des impôts en faveur des terrains militaires) - (p. 6057) : s'oppose à l'amendement n° II-35 de M. Jean-Paul Emin (intégration fiscale des districts) - **Avant l'art. 52** (p. 6058) : demande le retrait de l'amendement n° II-55 de M. Jean-Pierre Masseret (application de taux réduits aux bières produites par des petites brasseries indépendantes) - (p. 6059) : s'oppose aux amendements, n° II-72 de Mme Paulette Fost (taxe sur les salaires dans le milieu associatif) et n° II-54 de M. Jean-Pierre Masseret (exonération de la taxe sur les salaires en faveur des associations d'aide à domicile) et accepte l'amendement n° II-83 de la commission (abrogation de l'article 123 de la loi de finances pour 1992 relatif à l'interruption des versements de l'allocation aux adultes handicapés) - **Art. 52** (*réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6065, 6067) : s'oppose aux amendements identiques de suppression, n° II-56 de M. Jean-Pierre Masseret, n° II-60 de M. Alain Lambert, n° II-64 de M. Paul Girod, et n° II-73 de Mme Paulette Fost - Allocation aux adultes handicapés, AAH - Jeunes atteints du sida - Jeunes de moins de vingt ans - Revenu minimum d'insertion, RMI - (p. 6070) : accepte l'amendement n° II-88 de la commission (rapport au Parlement, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent article, sur les conséquences de ce dispositif sur la situation financière des départements) - **Après l'art. 52 bis** (p. 6073) : demande le retrait de l'amendement n° II-61 de M. Alain Lambert (déduction des primes d'assurance couvrant les risques d'impayés locatifs des revenus fonciers) - (p. 6074) : accepte les amendements, n° II-45 de

M. Jean Clouet (suppression de la contrainte relative à la qualité du locataire pour le bénéfice de la réduction d'impôt égale à 10 % du coût de l'investissement locatif neuf) et n° II-84 de la commission (régime de circulation applicable aux jus de fruits conditionnés pour la vente au détail, lorsque la contenance est inférieure à deux litres) .

Seconde délibération :

(11 décembre 1993) - **Seconde délibération** (p. 6075, 6076) : demande au Sénat de se prononcer par un vote unique sur les articles soumis à seconde délibération ainsi que sur les amendements proposés par le Gouvernement - Crédits du BAPSA - Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE - Sécurité des Français résidant en Algérie - Développement du sport - Réforme de la transfusion sanguine - **Art. 27** : ses amendements n° B-1 à n° B-29 : majoration des crédits ; adoptés avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 28** (p. 6078) : ses amendements n° B-30 à n° B-46 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement ; adoptés avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 30** (p. 6080) : son amendement n° B-47 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement du titre V « Equipement » ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 33** : son amendement n° B-48 : majoration des crédits inscrits au titre du BAPSA ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 34** : son amendement n° B-49 : minoration des crédits ouverts aux ministres pour 1994 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 35** : son amendement n° B-50 : crédits ouverts aux ministres ; crédits dégagés en faveur du sport, prélèvement sur les enjeux de la Française des jeux ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 37** : son amendement n° B-51 : majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085) - **Art. 25 (coordination)** : son amendement de coordination n° B-52 ; adopté avec l'ensemble des articles soumis à seconde délibération (p. 6085).

Vote sur l'ensemble :

(11 décembre 1993) (p. 6101, 6105) : remerciements - Economie - Collectivités territoriales - Travail des parlementaires - Fiscalité et produit des privatisations - Réduction du temps de travail - Négociations du GATT - Agriculture - Politique européenne - Politique gouvernementale en matière d'armement - Dépenses sociales - Départements et territoires d'outre-mer - Budget de la jeunesse et des sports.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6524, 6525) : remerciements au Sénat et au rapporteur de la commission des finances - Qualité des rapports entre la commission des finances et le Gouvernement - Projet de débat sur les collectivités territoriales - (p. 6526) : modernisation de la procédure budgétaire - TVA sociale - Collaboration entre le Gouvernement et le Sénat.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6544, 6545) : déficit budgétaire - Diminution des recettes fiscales - Financement des opérations extérieures de maintien de la paix - Triplement de l'allocation de rentrée scolaire - (p. 6546) : succès de l'emprunt d'Etat - Economies budgétaires - Eléments chiffrés relatifs à l'encours de la dette - Projet de loi quinquennale sur la réduction des déficits publics - Dette de la sécurité sociale - Prévisions relatives au taux de croissance du budget - Redressement des finances publiques - **Art. 2 (précision relative au champ d'application du droit de fabrication des produits alcooliques)** (p. 6557) : maintien de la possibilité pour les Etats membres d'établir des droits spécifiques en accord avec la directive européenne - **Art. 6 (prélèvement exceptionnel sur l'excédent de la taxe dite « taxe sur les grandes surfaces » et élargissement du champ d'application du Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales et artisanales, FISAC)** (p. 6558) : accepte l'amendement n° 41 de la commission (intervention du FISAC en dehors des seules zones sensibles) - **Art. 10**

(*dépenses ordinaires des services militaires*) (p. 6567) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 16 de M. Robert Vizet - **Art. 11 (dépenses en capital des services militaires)** (p. 6568) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 17 de suppression, et n° 40 (réduction des dépenses en capital des services militaires) - **Après l'art. 16** (p. 6569) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Robert Vizet (conditions d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxe parafiscale affectée au financement du secteur public de l'audiovisuel) - **Art. 17 (modalités de détermination des droits à déduction des personnes partiellement assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée)** (p. 6570) : traduction en droit français de la sixième directive européenne sur la TVA - **Art. 18 (clarification des règles de détermination du montant de la taxe sur les salaires due par les employeurs partiellement assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée)** (p. 6571) : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Xavier de Villepin (suppression des éléments de caractère interprétatif retenus pour le calcul du « prorata » de la taxe sur les salaires) - **Art. 19 (exonération en matière de taxe sur la valeur ajoutée de certains travaux et expertises portant sur des biens meubles, corporels et de certains transports nationaux)** : précisera par écrit à M. Daniel Millaud les moyens mis à la disposition du prestataire de nature à lui permettre de prouver le lien entre sa prestation et le transport intracommunautaire - **Art. 20 (suppression de l'option pour l'assujettissement à la TVA des commissions perçues lors de l'émission et du placement d'emprunts obligataires)** (p. 6572) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 18 de M. Robert Vizet - **Art. 23 (exonération de TVA des organismes privés de formation professionnelle continue)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 20 de M. Robert Vizet - **Après l'art. 23** (p. 6573) : demande le retrait de l'amendement n° 42 de la commission (allongement de la durée de l'engagement de construire, actuellement de quatre ans, pris par les acquéreurs de terrains à bâtir pour les acquisitions non réalisées effectuées avant le 1^{er} janvier 1993) - **Art. 29 bis (aménagement du régime d'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants)** (p. 6574) : accepte l'amendement n° 25 de M. Michel Souplet (utilisation d'esters dans des mélanges avec du fioul domestique) - **Art. 30 (motivation des redressements en matière de droits d'enregistrement)** (p. 6575) : accepte l'amendement n° 6 de la commission (définition du contenu et de la portée de la motivation) - Sur ce dernier, son sous-amendement n° 46 ; adopté - **Après l'art. 30** (p. 6576) : demande le retrait de l'amendement n° 7 de la commission (aménagement du droit de contrôle de l'administration) - **Art. 33 (conséquences de l'exclusion des charges déductibles pour la détermination du résultat imposable de certains amortissements)** (p. 6577) : accepte l'amendement rédactionnel n° 8 de la commission - **Après l'art. 35** (p. 6578) : accepte les amendements de la commission n° 9 (aménagement du régime fiscal des titres libellés en devises détenues par les établissements de crédit) et n° 10 (aménagement du régime fiscal des opérations de couverture) - (p. 6579) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Gérard César (développement de l'activité sylvicole) - (p. 6580) : accepte l'amendement n° 36 de M. Camille Cabana (assouplissement du traitement des cessions de parts de fonds communs de placement à risques pour l'application du régime des plus-values à long terme) et s'oppose à l'amendement n° 31 de M. Robert Vizet (relèvement de l'impôt sur les sociétés au bénéfice de l'éducation nationale) - (p. 6581) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Robert Vizet (amélioration de la situation financière des centres d'hébergement et de réinsertion sociale) - **Art. 40 (définition de la compétence territoriale des agents de l'administration fiscale)** (p. 6582) : accepte l'amendement rédactionnel n° 11 de la commission - **Après l'art. 40** : demande le retrait de l'amendement n° 39 de M. Jean-Paul Delevoye (suppression de la taxation effectuée par l'établissement public Voies navigables de France sur les rejets d'eau des stations de relevage) - **Après l'art. 41** (p. 6583) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet n° 35 (modification du dispositif de la taxe sur les salaires versée par les associations et les établissements publics) et n° 34 (modification de certaines règles relatives à la fiscalité directe locale) - (p. 6584) : accepte l'amendement n° 28 de M. Michel Charasse (aménagement de la législation relative aux exonérations ou au dégrèvement de la taxe d'habitation) - (p. 6585) : s'oppose aux amendements de M. Robert Vizet, n° 32 (modification des règles relatives à la prise en charge par l'Etat de cer-

tains impôts directs locaux), n° 33 (modification de l'assiette de la taxe professionnelle) et n° 23 (modification du calcul de la dotation globale de fonctionnement) - (p. 6586) : demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Michel Charasse (simulation relative à la révision des modalités d'intervention de la dotation de compensation de la taxe professionnelle) - (p. 6587) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Masseret (partage de la taxe professionnelle par certaines collectivités) - (p. 6588) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Philippe Adnot (compétence du préfet dans les modalités d'attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle) - (p. 6589) : sur les amendements de M. Philippe Marini, demande le retrait du n° 2 (accroissement de la part des ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle revenant aux groupements de communes) et s'oppose au n° 3 (modalités de conversion des syndicats intercommunaux à vocation multiple en districts à fiscalité propre) - S'oppose à l'amendement n° 21 de M. Robert Vizet (mise en œuvre des aides du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) - (p. 6590) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Jean François-Poncet (définition des règles applicables en matière de recouvrement pour les agences financières de bassin) - (p. 6592) : accepte l'amendement n° 43 de la commission (investissements ouvrant droit à une attribution du fonds de compensation pour la TVA) - Son amendement rédactionnel n° 45 ; adopté - **Art. 43 (annulation de dettes de pays étrangers)** (p. 6593) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Robert Vizet (relèvement du seuil maximal consacré, dans le budget, à la prise en charge des pays moins avancés) - **Art. 46 (indemnisation des Français sinistrés d'Irak et du Koweït)** : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Paul d'Ornano (création d'un nouveau système d'indemnisation français, s'ajoutant à celui de l'ONU) - **Après l'art. 46** (p. 6595) : accepte l'amendement n° 37 de M. Jean-Pierre Camoin (délivrance d'un duplicata de documents officiels pour les personnes victimes de catastrophes naturelles, sans perception de droit ou taxe).

SAUNIER (Claude), sénateur des Côtes-d'Armor (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5360) : occupation de l'espace territorial - Politique d'aménagement du territoire et dynamisation des pôles urbains intermédiaires - Réforme fiscale - (p. 5361) : crédits affectés aux différents fonds - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Réexamen du calendrier d'élaboration des contrats de plan et des contrats de villes - Estime que ce budget ne permet pas un rééquilibrage du territoire national.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5979) : enseignement supérieur : enjeu économique et social - Aménagement du territoire - Etudiants : explosion démographique - (p. 5980) : formations technologiques supérieures - Premier cycle ; diplômes ; surqualification dans certains emplois de fonction publique - Déséquilibre territorial de l'enseignement universitaire - Insuffisance des crédits proposés - (p. 5981) : insuffisance de l'aide sociale aux étudiants - Instituts universitaires de formation des maîtres, IUFM - Recul du budget de la recherche - Vote du groupe socialiste contre ce projet de budget.

SCHIELÉ (Pierre), sénateur du Haut-Rhin (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes ; de nouveau membre (JO Lois et décrets du 7 octobre 1993).

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3698) : situation économique - Institution d'un salaire parental d'éducation - (p. 3699) : généralisation du service national et institution d'un service civil et social - Egalité des jeunes devant l'emploi - Tâches accomplies par solidarité pour la collectivité - Produits importés d'Extrême Orient - Délinquance.

SCHOSTECK (Jean-Pierre), sénateur des Hauts-de-Seine (RPR).

Remplace le 1^{er} mai 1993, M. Charles Pasqua, nommé ministre (JO Lois et décrets du 4 mai 1993).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles (JO Lois et décrets du 6 mai 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3186) : crise du secteur du bâtiment et des travaux publics - Insécurité juridique - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

SCHUMANN (Maurice), sénateur du Nord (RPR).

NOMINATIONS

- Président de la commission des affaires culturelles.

- Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie jusqu'au 7 avril 1993.

Membre ès qualités du Haut Comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 1 (JO Débats du 8 avril 1992) (p. 532) - Ministère : Education - **Enseignement des langues anciennes** - (Caduque : mars 1993) - **Enseignement.**

n° 13 (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 147) - Ministère : Industrie - **Protection des marchés français et européen des industries textiles** - (Réponse : JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1465) - **Industrie textile.**

n° 14 (JO Débats du 30 avril 1993) (p. 147) - Ministère : Affaires européennes - **Incidence des négociations du GATT sur la situation des industries textiles** - (Retirée : septembre 1993) - **Industrie textile.**

n° 39 (JO Débats du 12 décembre 1993) (p. 6105) - Ministère : Affaires européennes - *Volonté du Gouvernement de défendre l'industrie textile française dans les négociations du GATT - Industrie textile.*

Questions orales sans débat :

n° 503 (JO Débats du 20 novembre 1992) (p. 3305) - Ministère : Affaires européennes - *Relèvement des accises sur la bière* - (Caduque : mars 1993) - **Boissons alcoolisées.**

n° 41 (JO Débats du 30 septembre 1993) (p. 2677) - Ministère : Affaires européennes - *Situation du GATT et industrie textile* - (Réponse : JO Débats du 16 octobre 1993) (p. 3210) - **Industrie textile.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)]** - (15 avril 1993) (p. 86) : suppression du décalage d'un mois de la TVA - Soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 15 bis (réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière)** (p. 893) : son amendement n° 26 : caractère incitatif des dispositions fiscales applicables aux propriétaires d'immeubles situés en secteurs sauvegardés ; retiré - Dispositif de la « loi Malraux » : avantage fiscal en faveur des propriétaires d'immeubles situés dans le périmètre des secteurs sauvegardés - Budget de la culture en 1977 : maintien d'un régime dérogatoire par les propriétaires de monuments historiques classés - Nécessité d'encourager l'investissement dans le logement locatif.

- **Questions orales avec débat jointes : situation de l'industrie du textile et de l'habillement** - (17 juin 1993) (p. 1455, 1456) : présente sa question.

- **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)]** - (29 juin 1993) - En remplacement de M. Jacques Legendre, rapporteur - **Discussion générale** (p. 1833, 1834) : projet d'acte communautaire comportant des dispositions de nature législative - Marché unique européen et droit de chaque Etat pour la protection des droits linguistiques de ses citoyens.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1849) : renoncement du parti socialiste au monopole de l'enseignement public - Rôle de certains établissements d'enseignement privés sous l'Occupation - Principe de la liberté de l'enseignement - Contrats d'association - (p. 1850) : capacité d'accueil de l'enseignement public - Loi Astier - (p. 1853) : demande une suspension de séance pour que la commission puisse faire le point sur le nombre et le contenu des amendements - **Renvoi à la commission** (p. 1865) : s'oppose à la motion n° 4 de M. Claude Estier tendant au renvoi à la commission - Conditions d'examen de ce texte par la commission des affaires culturelles - Lettre de protestation des membres du groupe communiste et apparenté - Demande une suspension de séance pour l'examen des amendements - **Demande de priorité** (p. 1870) : accepte l'examen en priorité des articles de la proposition de loi, avant l'examen des amendements tendant à insérer des articles additionnels.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel [n° 391 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2206) : principe constitutionnel de l'indépendance des professeurs d'université - **Renvoi à la commission** (p. 2212) : intervient contre la motion n° 3 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission.

Suite de la discussion - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (extension du système dérogatoire)** (p. 2237) : votera cet article - **Art. 2**

(modalités de détermination des nouvelles dispositions) (p. 2239) : se déclare favorable puis, après avis du Gouvernement, s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Claude Estier (consultation du CNESER et de la conférence des présidents d'université).

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 401 (92-93)]** - (10 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2533) : respect du code de déontologie de la police - Protection et garantie judiciaires.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, deux échanges de lettres, un acte final et déclaration), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 418 (92-93)]** - (15 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec le projet n° 419) (p. 3219, 3220) : remerciements - Nécessité d'équilibrer les échanges commerciaux - Multipartisme.

- **Projet de loi autorisant la ratification d'un accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part (ensemble sept protocoles, treize annexes, un acte final, quinze déclarations communes, un accord sous forme d'échange de lettres relatif à certains arrangements dans le secteur des porcs et de la volaille, un échange de lettre concernant l'article 67, deux déclarations de la Communauté européenne et deux déclarations de la Pologne), signé à Bruxelles le 16 décembre 1991 [n° 419 (92-93)]** - (15 octobre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (commune avec le projet n° 418) (p. 3219, 3220).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3695) : accès au marché du travail des personnes handicapées.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 34 (plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes)** (p. 4089) : se déclare favorable à l'amendement n° 474 de Mme Danielle Bidard-Reydet (approbation des conventions par le conseil régional) - Importance de l'approbation des conventions par l'ensemble du conseil général.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)] - Suite de la discussion** - (20 novembre 1993) - **Art. 16 (retenue des mineurs de treize ans)** (p. 4579, 4580) : cas des enfants de dix ans - Nécessité d'informer la famille de l'arrestation d'un mineur de treize ans - Protection judiciaire pendant la garde à vue - Se déclare opposé aux amendements identiques de suppression n° 65 de M. Claude Estier et n° 131 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5685, 5686) : progression des crédits - Enseignement artistique - Conservatoires et écoles de musique.

Education nationale - (6 décembre 1993) (p. 5751) : remerciements - Absence du grec moderne dans les épreuves écrites du CAPES de lettres modernes.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis (conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales)** (p. 6236, 6237) : n'a pas convoqué la commission, car le rapport Vedel reprenait ses propres conclusions - (p. 6248) : intervient sur l'amendement n° 259 de M. Claude Estier (accueil par les établissements d'enseignement privés de tous les enfants sans discrimination tenant à l'origine, l'opinion ou la croyance) - Loi Debré et établissements d'enseignement privés sous contrat : accueil de tous les enfants quelle que soit leur origine, ethnique ou reli-

gieuse - Département du Nord - (p. 6258) : financement des travaux d'investissement par le prêt spécial « sécurité » - Période probatoire de cinq ans pour les établissements d'enseignement privés faisant une demande de contrat d'association - **Art. additionnels après l'art. 3 (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservés) (p. 6294) :** conditions du contrat d'association des établissements de l'enseignement privé : absence de discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance - **Seconde délibération :** accepte la demande de seconde délibération et de vote unique présentée par le Gouvernement - **Sur le vote unique (p. 6302, 6303) :** écoles des quartiers défavorisés de Roubaix et de Tourcoing - Missions de service public assurées par les écoles sous contrat et sécurité des enfants - Crédits bonifiés aux collectivités territoriales - Démocratie et liberté d'enseignement.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)] - (20 décembre 1993) - Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation) (p. 6727) :** chaîne d'accès au savoir, génératrice d'espoir pour les chômeurs - **Après l'art. 2 (p. 6737) :** associations de téléspectateurs - Associations familiales - **Art. 5 bis (chronologie de l'exploitation des oeuvres cinématographiques par les différents médias) (p. 6746) :** intervient, à titre personnel, sur l'amendement n° 66 du Gouvernement (principe législatif d'une chronologie des médias).

- **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)] - (21 décembre 1993) - Après l'art. 3 (p. 6831, 6832) :** régime des sociétés civiles familiales - Accepte de retirer l'amendement n° 1 de la commission (exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de sociétés civiles immobilières à caractère familial constituant un monument historique inscrit ou classé).

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 215 (93-94)] - (23 décembre 1993) - En remplacement de M. Adrien Gouteyron, rapporteur - Discussion générale (p. 6897, 6898) :** prise en compte des travaux du Sénat - Droit de saisine - Quota de diffusion des chansons françaises - Chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Programmes de promotion de la chaîne éducative - Demande l'adoption du texte résultant des travaux de la CMP - (p. 6899) : lancement de la chaîne éducative.

SEILLIER (Bernard), sénateur de l'Aveyron (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire du Comité national des retraités et personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (JO Lois et décrets du 27 novembre 1993).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi sur la santé de la personne humaine [n° 276 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Droits de l'Homme.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Suède.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 424 (92-93)] modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 8 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Travail.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Prestations sociales agricoles - [n° 105 (93-94)] tome 8 (22 novembre 1993).**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 124 (93-94)] modifié par l'Assemblée nationale, modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 154 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Travail.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 90 (93-94)] portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 180 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées - (11 mai 1993) (p. 237) :** intervient dans le débat consécutif aux questions orales jointes sur la dépendance des personnes âgées.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - Discussion générale (p. 1554) :** avenir des régimes de retraite par répartition - Intérêt des régimes complémentaires de capitalisation - Accentuation des inégalités - Conséquences de l'évolution démographique et de la situation économique - Financement des retraites - Recettes du fonds de solidarité - (p. 1555) : affectation de la CSG - Revalorisation des retraites - Ampleur du problème des retraites - Développement complémentaire des régimes par capitalisation - Age de la retraite - Fondement des droits à la retraite - Fragilité du système actuel - Notion de capitalisation et de répartition - (p. 1556) : fondement des droits à la retraite - Importance de la politique familiale - Avec le groupe des Républicains et Indépendants, se déclare favorable au projet de loi - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale) - Art. L. 135-2 du code de la sécurité sociale (dépenses à la charge du fonds) (p. 1579) :** sur l'amendement n° 7 de la commission (dépenses financées à titre permanent dans le cadre du fonds vieillesse), ses sous-amendements, n° 48 et n° 49 ; retirés - Lien entre notion de contribution en nature et versement des pensions de vieillesse - **Explication de vote sur l'ensemble (p. 1609, 1610) :** gravité du problème des retraites - Courage du Gouvernement - Fonds de solidarité - Amélioration du texte avec les amendements déposés par la commission des affaires sociales - Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera le texte modifié par le Sénat.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Discussion générale (p. 2133, 2134) :** rôle du prélèvement global dans la décision d'embauche - Emploi, objectif prioritaire - Signal d'alarme du chômage structurel - Responsabilité de l'Etat - Danger idéologique de l'abstraction économique - Méconnaissance de l'économie de l'entreprise - Devoir d'intervention et de rationalisation dans le domaine des échanges commerciaux - Erreur engendrée par le maintien de l'autorité des institutions actuelles - Développement du commerce international dans le désordre monétaire - Importance d'une organisation régulatrice des échanges internationaux - Nécessité d'assouplir les effets

de seuil - Réglementation du travail - (p. 2135, 2136) : protection des inventeurs et des créateurs - Nécessité d'assouplir certaines contraintes réglementaires - Nécessité d'une politique accueillante à l'égard des entreprises et des familles - Allègement des charges patronales d'allocations familiales - Formation professionnelle - Nécessité d'un changement de mentalité - Avec le groupe des Républicains et Indépendants, votera le texte modifié par les amendements de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)] - (14 octobre 1993) - Rapporteur - Discussion générale (p. 3119, 3120) : directive du 24 juin 1992 relative aux chantiers temporaires ou mobiles - Coordination sur les chantiers - Lutte contre les accidents du travail - Entreprises de petite taille - Respect des principes de prévention par tous les intervenants aux opérations de chantiers - Amélioration de l'information préalable des autorités compétentes en matière d'hygiène et de sécurité - Obligation générale de coordination et rôle du coordonnateur - Renforcement du système des sanctions - Application du projet de loi - (p. 3121, 3122) : responsabilités respectives incombant aux différents participants aux chantiers - Maîtres d'oeuvre et maîtres d'ouvrage - Situation des travailleurs indépendants - Création d'indemnités journalières pour les accidents du travail - Travaux entrepris par des particuliers pour leur usage personnel - Avant l'art. 2 (p. 3127, 3128) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 34 (abrogation de la loi du 31 décembre 1991 relative à la prévention des risques professionnels et portant transposition de directives européennes relatives à la sécurité du travail) et n° 35 (affirmation du principe de l'élimination des risques professionnels par le chef d'entreprise) - Art. 2 (dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil) - Art. L. 235-1 du code du travail (obligation de mise en oeuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs) (p. 3130) : son amendement n° 43 : possibilité pour les collectivités et organismes assujettis aux règles concernant la maîtrise d'ouvrage publique et répondant à des critères de seuils en population, effectifs ou volume d'activité, d'opter soit pour le régime de droit commun fixé par le texte, soit pour un transfert des obligations visées par le projet de loi sur le maître d'oeuvre ; adopté - Art. L. 235-2 du code précité (obligation d'une déclaration préalable avant l'ouverture de certains chantiers (p. 3133) : ses amendements, n° 2, rédactionnel, et n° 4, de précision ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Michelle Demessine (obligation pour le maître d'ouvrage d'adresser la déclaration prévue à cet article aux secrétaires des CHSCT des entreprises devant intervenir pour la réalisation de l'ouvrage) - Art. L. 235-3 du code précité (obligation générale de coordination) (p. 3134) : ses amendements, n° 5, de précision, et n° 6, de conséquence ; adoptés - Art. L. 235-4 du code précité (institution d'un coordonnateur) : ses amendements n° 8 : procédure applicable aux particuliers pour leurs travaux à usage personnel ; adopté ; et n° 10 : obligation pour le Gouvernement de consulter des organisations professionnelles du secteur du bâtiment pour l'élaboration des textes réglementaires ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 37 de Mme Michelle Demessine (suppression de la possibilité de désigner un coordonnateur qui soit une personne morale) - Art. L. 235-5 du code précité (attributions des différents participants à une opération de bâtiment et de génie civil) : ses amendements, n° 11, rédactionnel, et n° 12 : exonération des chantiers entrepris par des particuliers de l'obligation de prévoir un contrat écrit fixant les moyens mis à la disposition du coordonnateur ; adoptés - Art. L. 235-6 du code précité (élaboration d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de santé) : ses amendements, n° 14, rédactionnel, et n° 16 de coordination ; adoptés - Art. L. 235-7 du code précité (élaboration d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé) (p. 3136) : son amendement n° 18 : nouvelle rédaction de cet article ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 38 de Mme Michelle Demessine (consultation du CHSCT ou des représentants du personnel en tenant lieu, sur le plan de sécurité élaboré avant le début des travaux) - Art. L. 235-8 du code précité (dérogation pour les travaux d'extrême urgence) :**

ses amendements n° 19 : suppression de l'obligation de déclaration préalable visée à l'article L. 235-2 du code précité ; et n° 20 : ajout de l'adjectif « grave » dans le code du travail ; adoptés - Art. L. 235-10 du code précité (obligation de concertation entre maîtres d'ouvrage intervenant sur le même site) : son amendement rédactionnel n° 21 ; adopté - Art. L. 235-11 du code précité (constitution d'un collège interentreprises) : son amendement n° 22 : précision sur la liste des participants et sur la nature de leur voix au sein du collège ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 39 (suppression des mots « avec voix consultative ») et n° 40 (participation d'un représentant du CHSCT de chacune des entreprises intervenantes ou à défaut des représentants du personnel en tenant lieu, ou encore à défaut des salariés employés sur le chantier) - Art. L. 235-13 du code précité (rôle du collège interentreprises) (p. 3138) : ses amendements n° 23 : prise en compte de toutes les propositions, y compris de celles qui émanent des salariés ; et n° 24, rédactionnel ; adoptés - Art. L. 235-14 du code précité (fixation par décret des règles de fonctionnement du collège interentreprises) : son amendement n° 25 : simplification de la rédaction du deuxième alinéa de cet article ; adopté - Art. 3 (intégration de la sécurité dans les ouvrages (p. 3139) : son amendement n° 26 : allègement des formalités exigibles pour les chantiers de particuliers ; adopté - Art. 4 (obligation pour les travailleurs indépendants de mettre en oeuvre les principes généraux de prévention) (p. 3139) : son amendement n° 28 : soumission des travailleurs indépendants aux mêmes obligations de sécurité que les autres participants aux opérations du chantier ; adopté - Après l'art. 4 ; son amendement n° 29 : abaissement du quorum nécessaire pour que l'assemblée des administrateurs des représentants d'un des trois groupes de la CANAM puisse proposer l'instauration de prestations supplémentaires ; adopté - Art. 6 (saisine du juge des référés par l'inspection du travail) (p. 3140) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine n° 41 (compétence du tribunal de grande instance du lieu où se déroulent les travaux) et n° 42 (convocation par le juge du CHSCT ou à défaut des représentants du personnel en tenant lieu, de chacune des entreprises intéressées lorsqu'il estime utile de provoquer la réunion élaborant le plan général de coordination) - Art. 9 (peines encourues par les travailleurs indépendants en cas de violation des obligations définies par le code du travail en matière de sécurité et de santé) (p. 3141) : son amendement de coordination n° 33 ; adopté.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - Discussion générale (p. 3675) : diversité des mesures du projet de loi - (p. 3676) : assouplissement de l'organisation du travail - Contrat emploi-solidarité - Choix des investissements - Nécessité de favoriser l'investissement dans les PME et les PMI - Emplois de proximité - Place centrale des entrepreneurs dans la création d'emplois - Réforme de l'impôt sur le revenu - Obstacle du coût du travail - Dépenses sociales - (p. 3677) : dépenses de santé - Politique familiale - Formation professionnelle et enseignement.**

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - Avant l'art. 1^{er} (p. 3773) : s'abstiendra sur l'amendement n° 345 de M. Charles Lederman (engagement de discussions au sein de la Communauté européenne par le Gouvernement français pour la fixation de quotas d'importation).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise) (p. 3798) : son amendement n° 270, soutenu par M. Pierre Louvot : extension aux revenus professionnels des employeurs et travailleurs indépendants de l'exonération totale ou partielle des cotisations d'allocations familiales ; retiré.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - Art. 6 (extension et relèvement de la provision d'impôt pour création d'entreprise dans le cadre de l'essaimage) (p. 3879) : son amendement n° 271 : extension des dispositions de l'article 6 ; retiré - Après l'art. 8 (p. 3887) : son amendement n° 272 : prolongation du congé parental ou de l'activité à temps partiel des mères de jeunes enfants ; retiré - (p. 3888) : son amendement n° 273 : protection de la famille en cas de licenciement du chef de famille ; retiré - Art. 12 (redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression

des contrats locaux d'orientation, CLO (p. 3916) : son amendement n° 274 : possibilité pour les associations familiales de mettre à la disposition des familles des jeunes chômeurs de longue durée sous contrat emploi-solidarité pour des emplois familiaux ; retiré - **Après l'art. 15** (p. 3930) : interrogation sur le contenu du décret relatif aux critères d'appréciation de la situation familiale ou des possibilités de mobilité géographique.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Art. 29** (*nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire*) (p. 4059) : son amendement n° 279, soutenu par M. Michel Poniatowski : dérogation dominicale accordée aux établissements d'ameublement et d'électroménager ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) - Rapporteur pour avis - (p. 5169, 5170) : suppression de la taxe BAPSA sur les produits forestiers - Aide à l'installation des jeunes agriculteurs - Analyse la diminution du montant des cotisations sociales des agriculteurs - Réforme du mode de calcul des cotisations - Diminution du revenu agricole - (p. 5171) : intégration des déficits d'exploitation dans l'assiette des cotisations sociales - Principe de parité avec les salariés du régime général - Financement extraprofessionnel du BAPSA - Suppression des recettes provenant de la contribution sociale de solidarité des sociétés - Versement au titre de la compensation démographique - Subvention d'équilibre versée par l'Etat - Dépenses du BAPSA - Assurance maladie - Assurance vieillesse - (p. 5172) : avis favorable à ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** - *Deuxième lecture* [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 13** octies (p. 6159) : son amendement n° 108, soutenu par Mme Anne Heinis : examen des demandes de création et de transfert d'officines déposées avant le 1^{er} janvier 1994 ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la reconnaissance de qualité des produits agricoles et alimentaires** [n° 47 (93-94)] - (16 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6441) : le groupe des RI votera unanimement ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture** [n° 90 (93-94)] - (16 décembre 1993) - Rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 6445) : agence du médicament vétérinaire - Procédure de délivrance de l'autorisation de mise sur le marché ou dérogations aux importations de médicaments - Restructuration des caisses de la mutualité sociale agricole - (p. 6446) : recouvrement des cotisations par les caisses de mutualité sociale agricole - Régime des élections - Sanction de l'incitation au non-paiement des cotisations aux régimes de protection sociale agricole - Contrats d'assurance privés couvrant les mêmes risques que la mutualité sociale agricole - Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des affaires sociales a émis un avis favorable sur ce projet de loi - (p. 6448, 6449) : diffusion tardive du rapport pour avis - **Art. 18** (*caisses de mutualité sociale agricole*) (p. 6472) : ses amendements n° 23, rédactionnel, et n° 24 : prise d'un décret en Conseil d'Etat ; adoptés - **Art. 19** (*structures et missions des caisses ; fusion*) - **Art. 1002-1 du code rural** (*structures des caisses de mutualité sociale agricole*) (p. 6473, 6474) : ses amendements n° 25, de précision, et n° 26 : indication que l'assurance veuvage des non-salariés relève de la section assurance vieillesse ; n° 27, de précision ; n° 28, rédactionnel, et n° 29, de coordination ; adoptés - **Art. 1002-3 du code précité** (*groupements d'intérêt économique ou associations de caisse de mutualité sociale agricole*) : son amendement rédactionnel n° 30 ; adopté - **Art. 1002-4 du code précité** (*création d'une caisse centrale de la mutualité sociale agricole*) : son amendement de précision n° 31 ; adopté - **Art. 20** (*unions*) (p. 6475) : son amendement n° 32 : simplification du recouvrement des cotisations par les caisses de la mutualité sociale agricole ; adopté - **Art. 21** (*coordination*) (p. 6476) : ses amendements n° 33, rédactionnel, n° 34 et n° 35, de coordination, n° 36 : rectification d'une erreur matérielle ; adoptés - **Art. 25** (*réunion de circonscriptions électorales pour les exploitants*) : son amendement rédactionnel n° 37 ; adopté - **Art. 26** (*majoration du nombre de délégués salariés*) (p. 6477) : son amen-

dement n° 38 : application du mécanisme d'addition d'un délégué à partir du seuil de deux cantons regroupés ; adopté - **Après l'art. 26** : s'oppose à l'amendement n° 69 de M. Louis Minetti (mode de désignation des administrateurs des caisses départementales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole) - **Art. 27** (*représentation aux conseils d'administration*) (p. 6479) : son amendement n° 39 : maintien de la représentation des familles dans les circonscriptions des caisses de mutualité sociale agricole où il y a plusieurs départements ; adopté - Sur son amendement précité, s'oppose au sous-amendement n° 92 de M. Louis Minetti - **Après l'art. 27** (p. 6480) : changement de régime électoral - Nécessité de consulter toutes les organisations syndicales concernées - S'oppose à l'amendement n° 42 de M. Robert Laucournet (nombre de candidats présentés par les organisations syndicales de salariés aux élections cantonales de la mutualité sociale agricole) - **Art. 29** (*dépenses afférentes aux opérations électorales*) : ses amendements, n° 40 de précision, et n° 41 de coordination ; adoptés - **Après l'art. 29** (p. 6482) : concertation avec les organisations syndicales et prise en compte des objections du Sénat - Sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles), son sous-amendement n° 43 ; retiré - **Avant l'art. 30** (p. 6484) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Louis Minetti (droit à déduction, pour le calcul des cotisations des agriculteurs imposés au forfait, des pertes de revenus dues à des calamités agricoles).

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992** - *Deuxième lecture* [n° 124 (93-94)] - (16 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6489) ; possibilité donnée aux collectivités et organismes relevant de la législation relative à la maîtrise d'ouvrage public de confier l'application des prescriptions de sécurité, sur délégation, au maître d'oeuvre dans les petites communes - Modification du quorum requis et mise en place d'un régime d'indemnités journalières en cas d'accident du travail des travailleurs non salariés - La commission des affaires sociales demande au Sénat d'adopter ce texte conforme - **Art. 2** - **Art. L. 235-1 du code du travail** (p. 6492) : s'oppose aux amendements de M. Alain Vasselle, n° 1 (possibilité donnée aux organismes d'HLM de confier la coordination à des maîtres d'oeuvre, par délégation de maîtrise d'ouvrage) et n° 2 (possibilité donnée aux organismes d'HLM, pour des opérations de construction en milieu rural, de confier la coordination à des maîtres d'oeuvre, par délégation de maîtrise d'ouvrage).

SELIGMANN (Françoise), sénateur des Hauts-de-Seine (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles ; en démission ; puis membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 8 juillet 1993).

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale (21 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Michel Dreyfus-Schmidt, relative à la vidéo-surveillance de la voie et des lieux publics [n° 311 (92-93)] (18 mai 1993) - **Sécurité civile**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 14 mai 1993) (p. 268) - Ministère : Intérieur - *Suppression du Conseil supérieur de la police nationale - Police*.

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1415) - Ministère : Premier ministre - *Licenciements « sauvages » - Licenciements*.

INTERVENTIONS

- **Conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 211, 92-93) de M. Jacques Larché, tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale en vue de faciliter la conduite des enquêtes judiciaires et de l'instruction ainsi que le déroulement des audiences pénales [n° 318 (92-93)] - (1^{er} juin 1993) - **Art. 3** (*entretien avec l'avocat dans le courant de la garde à vue*) (p. 620) : son amendement n° 57 : présence de l'avocat dès le début de la garde à vue ; rejeté - Bavures lors de gardes à vue se déroulant sans la présence d'un avocat - Diminution du nombre des gardes à vue - Collaboration entre la police, la défense et les magistrats - (p. 621) : son amendement n° 58 : possibilité pour l'avocat de communiquer par téléphone avec la personne gardée à vue ; rejeté - (p. 622) : son amendement n° 62 : motivation écrite de la décision du procureur ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à réformer le droit de la nationalité - Deuxième lecture** [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1285, 1286) : commission Marceau Long - Manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française par les jeunes gens nés en France de parents étrangers - Exclusion - (p. 1287) : effet des condamnations pénales - **Art. 9** (*manifestation de la volonté d'acquérir la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France*) (p. 1321) : parole sur l'article.

Suite de la discussion - (16 juin 1993) - **Art. 9** (*suite*) (p. 1338) : soutient l'amendement n° 63 de M. Claude Estier (recul de l'âge limite de la déclaration pour les filles) - (p. 1342, 1343) : soutient l'amendement n° 64 de M. Claude Estier (information individuelle des intéressés sur la faculté qui leur est offerte) - **Art. 11** (*autorités habilitées à recevoir et à enregistrer des manifestations de la volonté de devenir Français*) (p. 1368) : vote du groupe socialiste contre cet article - **Après l'art. 12** (p. 1370) : se déclare favorable aux amendements de M. Claude Estier, n° 74 et n° 73 (réduction de la durée du service national et extension aux jeunes filles) - **Art. 13 bis** (*acquisition de la nationalité française par un enfant recueilli en France et élevé par un étranger résidant en France*) (p. 1372) : votera l'amendement de suppression n° 75 de M. Claude Estier.

Suite de la discussion - (17 juin 1993) - **Art. 35** (*double droit du sol*) (p. 1437, 1438) : enfants nés en France de parents nés sur le territoire des anciens départements français d'Algérie - Seconde guerre mondiale - **Art. 38** (*abrogations*) (p. 1444) : intervient sur l'amendement n° 100 de M. Claude Estier (suppression de l'abrogation des articles 113 et 144 du code de la nationalité).

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité** [n° 352 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1794, 1795) : intolérance de la police - Regrette l'absence du ministre de l'intérieur - Aggravation des sanctions pour les étrangers en situation irrégulière - Attitude des forces de police - Formation de la police - (p. 1796) : jurisprudence de la Cour

de cassation - Importance des pouvoirs pour les agents de la force publique - Caractère arbitraire du contrôle - Atteinte aux libertés individuelles - Juste équilibre entre l'ordre et la liberté, entre la police et la justice - **Art. 1^{er}** (*nouveau cadre légal des contrôles d'identité et institution d'un dispositif juridique rendu nécessaire par l'entrée en vigueur des accords de Schengen*) (p. 1818, 1819) : soutient l'amendement n° 10 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôles d'identités impossibles dans des lieux de culte) - Refuge et protection dans les lieux de culte - (p. 1823) : soutient l'amendement n° 14 de M. Michel Dreyfus-Schmidt (contrôles d'identité impossibles dans les locaux des compagnons d'Emmaüs).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Art. 1^{er}** (*le concours des collectivités territoriales à la liberté de l'enseignement*) (p. 1872) : soutient l'amendement n° 6 de M. Claude Estier (application de règles et d'obligations identiques dans l'enseignement privé sous contrat et dans l'enseignement public) - (p. 1873) : mission civique et égalitaire du service public de l'éducation nationale.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 1924, 1925) : accueil d'enfants juifs par des établissements d'enseignement privé pendant la dernière guerre - Histoire des enfants Finaly - Soutient l'amendement n° 3263 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1993) - **Art. 1^{er}** (*extension du système dérogatoire*) (p. 2229) : soutient l'amendement n° 12 de M. Claude Estier, visant à limiter les possibilités de dérogation - **Art. 2** (*modalités de détermination des nouvelles dispositions*) (p. 2238, 2239) : soutient les amendements de M. Claude Estier, n° 38 de suppression et n° 42 (encadrement du pouvoir d'appréciation du ministre chargé de l'enseignement supérieur).

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2257, 2258) : textes sur le droit de la nationalité et sur les contrôles d'identité - Remise en cause des principes d'ouverture et d'accueil - Atteinte portée à l'intégrité sociale et notamment familiale - Situation des jeunes et des étudiants étrangers - Regroupement familial - (p. 2259, 2260) : droit d'asile - Compétences de l'autorité administrative - Protection sociale - Réaction des autorités spirituelles françaises.

Suite de la discussion - (8 juillet 1993) - **Art. 17** (*éloignement de l'étranger qui fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou qui doit être reconduit à la frontière*) - **Art. 27 ter de l'ordonnance du 2 novembre 1945** (*régime de la décision fixant le pays de renvoi*) (p. 2392) : soutient l'amendement n° 86 de M. Claude Estier (caractère suspensif d'exécution du recours contre la décision dans les conditions prévues au paragraphe II de l'article 22 bis) - **Art. 22** (*demandeurs d'asile*) (p. 2411) : présentation des papiers par les demandeurs d'asile - (p. 2412) : notion d'expert qualifié en matière d'asile - Préambule de la Constitution et convention de Genève - Loi du 25 juillet 1952 portant création de l'OFPPA.

Suite de la discussion - (9 juillet 1993) - **Art. 32** (*dispositions modifiant le code de la sécurité sociale*) (p. 2450, 2451) : assurance maladie et situation des ayants droit en situation irrégulière - Enfants mineurs - Assurance vieillesse - Accès aux fichiers - **Paragraphe I - Art. L. 115-6 du code de la sécurité sociale** (p. 2452, 2453) : soutient l'amendement n° 112 de M. Claude Estier (accès à la sécurité sociale des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen) - **Art. L. 161-25-2 du code précité** (p. 2458) : soutient l'amendement de suppression n° 119 de M. Claude Estier - Santé publique - **Art. 34** (*dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2460, 2461) : droit à l'aide médicale des étrangers - Santé publique - **Art. 36 B** (*abrogation*) (p. 2465) : soutient l'amendement de suppression n° 124 de M. Claude Estier - **Art. 37** (*catégories d'étrangers protégés au regard de l'interdiction du territoire français pour infrac-*

tion aux législations sur le travail clandestin et sur l'hébergement collectif (p. 2466) : soutient l'amendement de suppression n° 126 de M. Claude Estier - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2472, 2473) : prédominance du ministère de l'intérieur - Etat de droit - Le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux contrôles et vérifications d'identité [n° 352 (92-93)] - Suite de la discussion** - (10 juillet 1993) - **Art. 1^{er} (suite)** (p. 2512) : soutient l'amendement de M. Michel Dreyfus-Schmidt, n° 24, identique à l'amendement n° 111 de M. Charles Lederman (suppression des mots : « quel que soit son comportement ») - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2524) : projet visant les étrangers - Remise en cause de l'équilibre entre la sécurité des citoyens et les libertés publiques - Avec le groupe socialiste, votera contre ce texte.

- **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 93-2 du 4 janvier 1993 portant réforme de la procédure pénale - Deuxième lecture [n° 401 (92-93)]** - (10 juillet 1993) - **Art. 3 bis (suppression de l'émargement sur le registre des gardes à vue)** (p. 2543) : se déclare opposée à l'amendement n° 32 du Gouvernement (maintien de l'exigence de l'émargement).

- **Conclusions du rapport de M. Luc Dejoie, fait au nom de la commission des lois, sur sa proposition de loi (n° 2, 93-94) modifiant l'article 50 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques [n° 76 (93-94)]** - (15 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4235, 4236) : dispense de stage ou de diplôme pour les conseils juridiques désirant intégrer la profession de notaire - Formation restreinte du conseil de l'ordre des barreaux de plus de cinq cents avocats - Le groupe socialiste s'abstiendra.

- **Projet de loi constitutionnelle relatif aux accords internationaux en matière de droit d'asile [n° 645 (93-94)]** - (16 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4269) : droit d'asile - Préambule de la Constitution de 1946 - (p. 4270) : accords de Schengen - Avis du Conseil d'Etat - Demandeurs d'asile - Libertés publiques - Réserve de souveraineté - Politique de l'immigration - (p. 4271) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale [n° 77 (93-94)]** - (17 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 4320, 4322) : police judiciaire - Crimes contre des mineurs de quinze ans - Peines incompressibles - Opinion publique - Traitements médicaux des criminels - Pénalisation de l'auto-avortement - Situation de détresse - **Art. 6 (par priorité) (peine incompressible en cas d'assassinat ou de meurtre d'un mineur de quinze ans accompagné d'un viol, de tortures ou d'actes de barbarie)** (p. 4338) : se déclare opposée à l'amendement n° 8 de la commission (expertise médicale sur l'état de dangerosité du condamné ; composition et prérogatives de la commission qui peut mettre fin à l'application de la décision de la cour d'assises).

Suite de la discussion - (20 novembre 1993) - **Art. 15 (intervention d'un avocat au cours d'une garde à vue)** (p. 4568) : crimes organisés - Cas des personnes innocentes - Intervient à propos de l'amendement n° 62 de M. Claude Estier (report de l'intervention de l'avocat à la trente-sixième heure de la garde à vue lorsque celle-ci est soumise à des règles particulières de prolongation) - **Art. 16 (retenue des mineurs de treize ans)** (p. 4573 à 4577) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 76 (impossibilité de retenir un mineur avant l'âge de onze ans), n° 71 (réduction du temps de la garde à vue prévu par cet article) et n° 78 (contrôle de la garde à vue par le magistrat spécialisé ; examen médical de l'enfant) .

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) (p. 5390, 5391) : nouvelle organisation de la police et suppression de la départementalisation des différents services de police - Précarisation de la fonction de policier - Recours à des policiers auxiliaires - Police municipale - Indemnité compensatrice de récupération accordée aux policiers travaillant dans les zones difficiles - Formation - Lutte contre l'immigration clandestine - Haut conseil de la déontologie de la police nationale - Prévention et police de proximité -

(p. 5392) : crédits d'équipement - Département des Hauts-de-Seine - Carte d'identité informatisée - Police municipale.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5800, 5801) : préservation de l'aide juridique - Réforme du dispositif de santé en milieu carcéral - Protection judiciaire de la jeunesse - Insuffisance du nombre des greffiers - Lenteur de la justice - Département des Hauts-de-Seine - (p. 5802) : effectifs du personnel pénitentiaire - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget - Modalités de discussion au Sénat du second projet de loi sur l'immigration.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Après l'art. 2 (priorité ordonnée le 29 juin 1993, p. 1870 ; puis réservé)** (p. 6284) : soutient l'amendement n° 272 de M. Claude Estier (accueil de tous les enfants, sans discrimination d'origine, d'opinion ou de croyance dans les établissements d'enseignement secondaire sous contrat) - Défense de la laïcité et de l'enseignement public - Financement de l'enseignement privé par les contribuables - Guerre scolaire.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 161 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6333) : procédure d'urgence - Vote du groupe socialiste contre ce texte.

- **Projet de loi relatif au nouveau code pénal et à certaines dispositions de procédure pénale - Deuxième lecture [n° 171 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - **Art. 6** (p. 6649) : soutient l'amendement de suppression n° 4 de M. Claude Estier - **Après l'art. 14** (p. 6657) : soutient l'amendement n° 10 de M. Claude Estier (possibilité pour le bâtonnier ou son délégué de se rendre sur les lieux de la garde à vue pour en constater les conditions) - **Art. 15 B (conséquences de la loi du 24 août 1993)** (p. 6661) : se déclare favorable à l'amendement n° 41 de M. Charles Lederman (possibilité pour la personne, dès le début de sa garde à vue, de demander à s'entretenir pendant une demi-heure avec un avocat) - **Art. 16** (p. 6663, 6664) : soutient les amendements de M. Claude Estier n° 13 (subordination de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans à la décision d'un magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance) et n° 17 (contrôle par le magistrat spécialisé dans la protection de l'enfance des conditions de la garde à vue d'un mineur de dix à treize ans ; examen médical de l'enfant) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6668, 6669) : peine de sûreté incompressible - Inefficacité du dispositif prévu - Mineurs de dix ans - Violence dans les programmes de télévision - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

SERGEANT (Michel), sénateur du Pas-de-Calais (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Monnaies et Médailles** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 44 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 6 (protection des intérêts**

nationaux) (p. 1176) : soutient l'amendement n° 230 de M. Claude Estier (mode de cession des parts et fixation d'une limite de 20 % du capital de l'entreprise) - Mécanisme de l'action spécifique - Internationalisation des capitaux - Situation de l'emploi après les privatisations - Présence de l'Etat dans les grands groupes industriels.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)] - Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - Art. 1^{er} (définition et mise en oeuvre de la politique monétaire)** (p. 2032, 2033) : soutient les amendements de M. Paul Loridant n° 73 (surveillance du crédit du système bancaire par la Banque de France) et n° 76 (substitution des mots : « conseil monétaire » aux mots : « conseil de la politique monétaire ») - **Art. 2 (mise en oeuvre de la politique de changes)** (p. 2040) : lien entre la politique monétaire et la politique de change - Réserves de changes - **Art. 4 (fonctionnement des systèmes de paiement)** (p. 2047) : soutient l'amendement n° 79 de M. Paul Loridant (rédaction plus directive de l'article) - **Art. 5 (droit de communication)** (p. 2052) : soutient l'amendement n° 81 de M. Paul Loridant (réaffirmation du fondement légal des activités d'études, d'analyses et de statistiques de la Banque de France) - **Après l'art. 5** (p. 2054, 2055) : sur l'amendement n° 24 de la commission (dispositions liées à l'émission des billets), soutient les sous-amendements n° 84 (monopole de fabrication des billets) et n° 85 (suppression du délai de dix ans limitant la reprise des billets privés de cours légal) de M. Paul Loridant - **Art. 8 (nomination des membres du conseil de la politique monétaire)** (p. 2062) : soutient l'amendement n° 87 de M. Paul Loridant (durée du mandat identique pour tous les membres) - **Art. 9 (organisation des délibérations du conseil de la politique monétaire)** (p. 2070) : soutient l'amendement n° 92 de M. Paul Loridant (fréquence des réunions du conseil) - (p. 2073) : soutient l'amendement n° 94 de M. Paul Loridant (droit d'interpellation du ministre de l'économie) - **Art. 16 (établissement de la balance des paiements)** (p. 2091, 2092) : soutient les amendements de M. Paul Loridant n° 108 (limitation à la balance des paiements courants), n° 107 (rémunération des prestations de la Banque de France) et n° 109 (élaboration des statistiques monétaires) - **Après l'art. 16** (p. 2093) : soutient l'amendement n° 110 de M. Paul Loridant (rôle de la Banque de France dans la tenue du compte courant du Trésor public) - **Après l'art. 19** (p. 2102) : sur l'amendement n° 55 de la commission (organisation du contrôle du Parlement), soutient le sous-amendement n° 119 de M. Paul Loridant - **Art. 20 (compétences du Conseil national du crédit)** (p. 2105) : suppression des compétences consultatives du Conseil national du crédit sur les orientations de la politique monétaire et de la politique du crédit.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)] - (27 octobre 1993) - Discussion générale** (p. 3548) : conséquences pour les communes de la stagnation en 1994 de la dotation globale de fonctionnement, DGF - (p. 3549) : dotation forfaitaire - Intercommunalité - Dotation de solidarité rurale - Bourgs-centres ; communes rurales - Syndicats intercommunaux à vocation multiple, SIVOM - Aménagement du territoire.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4697) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Masseret, n° I-136 (réduction d'impôt liée à des frais de garde d'enfant à l'extérieur du domicile) et n° I-137 (réduction d'impôt liée à des frais d'hébergement en établissement de long séjour pour personnes âgées) - **Après l'art. 2** (p. 4700) : soutient l'amendement n° I-138 de M. Jean-Pierre Masseret (cumul des demi-parts supplémentaires accordées aux contribuables mariés titulaires de la carte d'invalidité et aux contribuables mariés de plus de soixante-quinze ans et titulaires de la carte du combattant) - (p. 4701, 4702) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Masseret n° I-139 (montant de la réduction d'impôt pour dépenses de scolarité) et n° I-134 (abaissement du taux de la CSG) - Régime de déductibilité de la CSG - (p. 4703) : intégration de l'avantage résultant de la déductibilité partielle de la CSG dans le barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - Art. 9 bis (relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme possédés par les entreprises) (p. 4768) : soutient l'amendement de suppression n° I-55 de M. Jean-Pierre Masseret.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5222) : négociations du GATT - Insuffisance des crédits proposés - Extension de l'élevage - Prime à l'herbe - (p. 5223) : bâtiments d'élevage - Exploitations agricoles - Aide à la reprise - Dotation « jeunes agriculteurs » - Pêche ; revendication de l'allègement de la part patronale des charges sociales.

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5291, 5292) : progression des crédits - Création du service national de l'environnement - Lutte contre le bruit - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ADEME - Politique de l'eau - Conservatoire du littoral - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5356) : analyse des crédits budgétaires - Prime d'aménagement du territoire, PAT - Maintien des services publics en zone rurale - (p. 5357) : réforme de la fiscalité locale - Crédits du groupe interministériel pour la restructuration des zones minières, GIRZOM - Problème du bassin minier - Ne votera pas ce projet de budget.

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) (p. 5576) : retraites des rapatriés - Certificats d'indemnisation - Rapatriés réinstallés en situation de surendettement - (p. 5577) : insuffisance des mesures spécifiques en faveur des Français musulmans rapatriés - Harkis - Vote du groupe socialiste contre ce projet de budget.

Services du Premier ministre - II - Secrétariat général de la défense nationale - (4 décembre 1993) - En remplacement de M. Louis Perrein, rapporteur spécial - (p. 5584, 5585) : missions du SGDN - Suppression d'emplois - Institut des hautes études de la défense nationale, IHEDN - Diminution des crédits du programme civil de défense - Report de l'exercice interministériel de défense du territoire « EXINNAT 93 » - S'en remet à la sagesse du Sénat pour ce projet de budget.

Budget annexe : Monnaies et médailles - (4 décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5590, 5591) : présentation des crédits - Diminution des recettes - Subvention d'équilibre - Programme de frappe - Dépenses de personnel - Propose l'adoption de ces crédits.

Budget annexe : Imprimerie nationale - (4 décembre 1993) (p. 5593) : modernisation de l'Imprimerie nationale - Transformation prochaine en société nationale.

SÉRUSCLAT (Franck), sénateur du Rhône (S).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre du conseil supérieur de la coopération (JO Lois et décrets du 9 avril 1993).

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, relative au désarmement unilatéral de la France [n° 271 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Défense**.

Proposition de loi, déposée avec M. Claude Huriet, tendant à réformer la loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 modifiée (par la loi n° 90-86 du 23 janvier 1990 et la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991), relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales [n° 226 (93-94)] (28 décembre 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1993) - **Santé**.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 133) - Ministère : Affaires sociales - *Risque thérapeutique* - **Santé publique**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 759, 760) : création de la CSG - Politique sociale du Gouvernement - Echec du libéralisme.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 9** (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 877) : risques de prolifération nucléaire - Fabrication des armes.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (29 juin 1993) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1856) : demande de clôture de la discussion générale - Egalité d'accès à l'école - Rôle de l'Etat d'assurer un enseignement gratuit et laïc pour tous - Concepts de liberté de l'enseignement et de laïcité de l'Etat - Le groupe socialiste votera la motion d'irrecevabilité - **Question préalable** (p. 1862) : les membres du groupe socialiste voteront cette motion - Réaffirmation par les évêques de l'identité de l'enseignement catholique - Enseignement de l'histoire des religions - Ecole laïque ouverte à tous.

Suite de la discussion - (30 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités locales*) (p. 1909, 1910) : soutient l'amendement n° 3253 de M. Claude Estier, relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Enseignement gratuit et laïc - Problème du respect du caractère propre des établissements d'enseignement privés sous contrat - Assemblée plénière extraordinaire de la Conférence des évêques de France - Fédération des Ikastolak, écoles privées d'enseignement en langue basque - Accueil des enfants non Français - (p. 1919, 1920) : soutient l'amendement n° 3260 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Clôture de la discussion générale - Contradiction entre l'article 1^{er} et l'article 1^{er} bis - Caractère propre de l'enseignement privé - Respect de la laïcité - (p. 1928, 1929) : soutient l'amendement n° 3266 de M. Claude Estier relatif à la modification de la taille de la commune prise en compte - Notion et défense de la laïcité.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2137, 2138) : dépassement de la notion de plein emploi - Conséquences négatives d'une politique de bas salaires - Réduction du temps de travail - Conséquences de la délocalisation - Difficulté du retour au protectionnisme - Modifications structurelles fondamentales - Organisation de la pleine activité avec la réduction du temps de travail - Gisements d'emplois - Politique économique collective dans le cadre de l'espace européen - Avec le groupe socialiste, se déclare opposé à ce texte - (p. 2149) : projet de loi quinquennale - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2187) : crise structurelle - Précipitation de l'examen du texte - Intérêt de la budgétisation des cotisations sociales - Votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 417 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2614) : indexation des pensions de retraite sur les prix - Projet de loi sur le contrôle de l'immigration.

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** - *Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire* [n° 405 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2620, 2621) : apprentissage - Remise en cause du code du travail - Avantages accordés au patronat - Dignité du travailleur - Lois Auroux - Vote du groupe socialiste contre ce projet de loi.

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - (29 septembre 1993) (p. 2653, 2654) : congestion des villes - Usage de la bicyclette - Données chiffrées - Pollution - Agressivité de l'automobiliste - Amélioration des transports en commun - Avantages de la bicyclette - Sécurité des cyclistes - (p. 2655) : nouvelle organisation du temps de vie - Difficultés de la vie en milieu urbain.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale** [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3421) : maîtrise des dépenses de santé - Nécessité de l'égalité devant les soins - Rôle de l'Agence du médicament - Publicité du médicament - Lutte contre la tuberculose - Milieu carcéral - Développement de la médecine préventive - Dépistage volontaire du virus du sida - (p. 3422, 3423) : couplage des établissements pénitentiaires et des établissements publics de santé - Moyens financiers - Homéopathie - Lutte contre le tabagisme - Remise en cause des décisions de l'Agence du médicament - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3438) : intervient à propos de l'amendement n° 52 de M. Charles Metzinger (fonds de solidarité maladie et maternité ; financement des cotisations des détenus) - **Art. 1^{er}** (*lutte contre la tuberculose*) (p. 3442) : son amendement n° 53 : prise en charge des médicaments anti-tuberculeux ; devenu sans objet - (p. 3444) : se déclare opposé à l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Après l'art. 2** (p. 3447) : son amendement n° 54, soutenu par M. Charles Metzinger : cas des étrangers dont la situation est en instance ou en cours d'examen ; rejeté - **Art. 3** (*protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire*) - **Art. L. 381-30-1 du code de la sécurité sociale** (*prestations en nature*) : ses amendements, soutenus par M. Charles Metzinger, n° 57 : suppression de la notion « en nature » ; et n° 58 : suppression des deuxième et troisième alinéas du texte proposé pour cet article relatifs aux détenus étrangers ; rejetés - **Art. 4** (*dispositions transitoires*) (p. 3452) : son amendement n° 59, soutenu par M. Charles Metzinger ; validité de la dérogation uniquement durant le temps nécessaire à la renégociation des conventions en cours ; retiré - **Art. 7** (*publicité pour les médicaments et réglementation de la profession de visiteur médical*) - **Art. L. 551 du code de la santé publique** (*définition de la publicité*) (p. 3457) : son amendement n° 60 : nouvelle rédaction de cet article ; rejeté - **Art. L. 551-3 du code précité** (*conditions de publicité auprès du public*) (p. 3458, 3459) : ses amendements n° 61 : suppression du premier alinéa de cet article ; rejeté ; et n° 62 : obligation d'insérer dans la publicité auprès du public un message de prudence et de renvoi à la consultation d'un médecin ; adopté - **Art. L. 551-8 du code précité** (*remise d'échantillons gratuits*) (p. 3460) : son amendement n° 63 : mise à disposition d'échantillons à usage intérieur pour les pharmaciens ; adopté - **Art. 9** (*dispositions transitoires*) (p. 3462) : se déclare favorable à l'amendement n° 26 de la commission (possibilité pour les personnes qui ont exercé pendant trois ans au moins la profession de visiteur médical de continuer à exercer cette profession sans passer un examen complémentaire) - **Après l'art. 13** (p. 3465) : se déclare opposé à l'amendement n° 124 de M. Etienne Dailly (ouverture et transfert d'officines) - **Art. 17** (*compétences et régime des décisions de l'Agence du médicament*) (p. 3469) : son amendement rédactionnel n° 66 ; retiré - (p. 3470) : se déclare favorable à l'amendement n° 27 de la commission (recours contre les décisions prises par le directeur général en cas de menaces graves pour la santé publique) - **Art. 20** (*retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires*)

(p. 3479) : sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction précisant les modalités de retrait de l'autorisation pour les services dont l'activité est insuffisante), son sous-amendement rédactionnel n° 69 soutenu par M. Charles Metzinger ; adopté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3507) : avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de loi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Renvoi à la commission** (p. 3751) : soutient la motion n° 8 de M. Claude Estier, tendant au renvoi à la commission - Nécessité d'une réflexion plus approfondie - Temps de travail - Mesures conjoncturelles du projet de loi - Négociations - Modifications structurelles profondes - Evolution de l'organisation du travail - (p. 3772) : se déclare opposé à l'amendement n° 344 de M. Charles Lederman (fixation de taxes et droits de douane et mise en place de contingents ou de quotas d'importation) - (p. 3773) : s'abstiendra sur l'amendement n° 345 de M. Charles Lederman (engagement de discussions au sein de la Communauté européenne par le Gouvernement français pour la fixation de quotas d'importation).

- **Rappel au règlement** - (4 novembre 1993) (p. 3792) : souhaite que les projets de loi, votés à l'Assemblée nationale, ayant pour objet de définir une éthique dans le domaine des recherches biomédicales viennent en discussion au Sénat le plus rapidement possible.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3797) : son amendement n° 133, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : assise de la fiscalisation des allocations familiales sur les 2 000 premiers francs des salaires ; modalités d'application de l'exonération ; rejeté - (p. 3806) : votera contre l'article 1^{er} - (p. 3810) : se déclare favorable à l'amendement n° 358 de Mme Marie-Claude Beaudeau (taxation de l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France).

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4007) : risque de paupérisation et de développement du travail au noir avec la réduction des salaires - Nécessaire développement du tiers monde - Se déclare opposé aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4057) : votera l'amendement n° 448 de Mme Michèle Demessine (affirmation du principe du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) - Protection et préservation de la vie en milieu rural - **Art. 31 (décentralisation progressive de la formation professionnelle des jeunes)** (p. 4076) : soutient les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 182 de suppression et n° 183 (attribution des missions locales et des PAIO en matière d'accompagnement social des jeunes) - **Art. 33 (compétences réservées à l'Etat : coordination)** (p. 4083) : soutient l'amendement de suppression n° 186 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36 (classes préparatoires à l'apprentissage)** (p. 4120) : avec le groupe socialiste, votera les amendements de suppression n° 189 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 479 de Mme Danielle Bidard-Reydet - **Art. 38 (ouverture de sections d'apprentissage dans les établissements d'enseignement publics et privés relevant de l'éducation nationale ou d'autres ministères)** (p. 4136) : se déclare favorable aux amendements de suppression déposés sur l'article - **Art. 39 (accueil des apprentis par les entreprises)** (p. 4143, 4144) : statut des jeunes de 14 à 16 ans accueillis par les maîtres d'apprentissage - Entreprises participant au dispositif et accueillant des jeunes - (p. 4145) : apprentissage réservé aux enfants en difficulté - Se déclare favorable aux amendements de modification de l'article - **Art. 40 (contrats d'insertion)** (p. 4153, 4154) :

imprécision du texte - Votera l'amendement de suppression n° 194 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Paragraphe II (création de trois articles dans le code du travail)** (p. 4157) : se déclare favorable aux amendements de suppression n° 196 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 513 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Interrogation sur le tutorat et le contenu de la formation.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - **Examen des crédits (Affaires sociales et travail - Services communs) - Etat B - Titre III** (p. 5333) : politique du Gouvernement - Aggravation du chômage - Avis défavorable du groupe socialiste sur ce projet de budget.

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5513) : son amendement n° II-19, soutenu par Mme Marie-Madeleine Dieulangard : réduction des crédits figurant au Titre IV ; rejeté.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5550) : priorité accordée à certains secteurs (veille sanitaire, grands fléaux) au détriment d'autres (pharmaco-vigilance, hébergement thérapeutique, soins à domicile) - (p. 5551) : nécessaire développement de l'éducation - Lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme - (p. 5552) : formation continue des médecins - Politique hospitalière - Votera contre ce projet de budget.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Art. 29 ter (Etablissement français des greffes)** (p. 6175) : son amendement de suppression n° 83, soutenu par M. Charles Metzinger ; rejeté - **Art. 39 (convention médicale : dossier médical)** (p. 6191, 6192) : élaboration du dossier médical - Position de la CNIL - Lecteurs de cartes médicales - Secret médical - (p. 6194) : cartes à puces - Utilité du dossier médical - Se déclare favorable à l'amendement de suppression n° 85 de M. Charles Metzinger - **Art. L. 145-7 du code de la santé publique (tenue du dossier médical)** (p. 6196) : égalité des citoyens devant la loi - Application des règles déontologiques.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales [n° 393 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 décembre 1993) - **Art. 1^{er} bis** (p. 6238, 6239) : soutient l'amendement n° 245 de M. Claude Estier (identité des règles d'affectation de la taxe d'apprentissage pour les établissements d'enseignement privés et les établissements d'enseignement publics) - Responsabilité du président dans l'organisation des débats du Sénat et dans leur caractère démocratique - Enseignement laïc - Utilisation de l'emprunt d'Etat - Lycées « Pailleron » - (p. 6243, 6244) : soutient l'amendement n° 251 de M. Claude Estier (application de ces dispositions aux établissements techniques et agricoles privés sous contrat) - Utilisation de l'emprunt d'Etat - Absence de dix minutes du ministre de l'éducation nationale - Respect de toutes les confessions - (p. 6257, 6258) : soutient l'amendement n° 263 de M. Claude Estier (indication des contreparties données par les établissements d'enseignement privés sous contrat quand ils bénéficient de ces aides) - Article du journal *Le Monde* sur le rapport Vedel - Caractère propre de l'enseignement privé et autofinancement - Accord Lang-Cloupet.

SIGNÉ (René-Pierre), sénateur de la Nièvre (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 519 (JO Débats du 4 décembre 1992) (p. 3702) - Ministère : Environnement - Nécessité d'un projet de loi relatif aux parcs naturels régionaux - (Caduque : mars 1993) - **Parcs naturels.**

n° 17 (JO Débats du 13 mai 1993) (p. 260) - Ministère : Jeunesse et sports - *Difficultés résultant pour les centres équestres de l'application de la loi relative à l'organisation des activités sportives* - (Réponse : JO Débats du 5 juin 1993) (p. 706) - Sports.

n° 75 (JO Débats du 4 novembre 1993) (p. 3781) - Ministère : Equipement - *Difficultés financières des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE)* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4502) - Urbanisme.

n° 76 (JO Débats du 4 novembre 1993) (p. 3781) - Ministère : Industrie - *Poursuite de la pratique des coupures de courant* - (Réponse : JO Débats du 20 novembre 1993) (p. 4492) - Electricité de France (EDF).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5285) : protection de l'environnement - Information - Politique du paysage - Intercommunalité - (p. 5286) : parcs régionaux - Patrimoine fonciers - Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement, CAUE.

SIMONIN (Jean), sénateur de l'Essonne (RPR).

Décédé le 6 novembre 1993 (JO Lois et décrets du 7 novembre 1993).

Eloge funèbre le 7 décembre 1993.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

- Membre titulaire du conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette.

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Côte d'Ivoire et au Cameroun du 8 au 17 février 1993 [n° 251 (92-93)] (8 avril 1993) - Afrique.

SOUCARET (Raymond), sénateur du Lot-et-Garonne (RDE).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 4 (modification du tarif du droit de consommation sur les boissons alcoolisées)** (p. 835) : intervient sur l'amendement n° 30 de M. Pierre Lacour, retiré par son auteur et repris par M. Aubert Garcia (baisse du tarif des droits de consommation).

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2701) : exemple de la route nationale 21 - CEE - Tunnel du Somport - Association Liaison Euro-Sud.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) - **Après l'art. 52 bis** (p. 5184) : soutient l'amendement n° II-13 de M. André Vallet (régime d'appel provisionnel de cotisations pour 1994).

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5210, 5211) : département du Lot-et-Garonne - Désendettement des agriculteurs - Négociations du GATT ; tentative d'hégémonie américaine et opération de désinformation médiatique - Votera ce projet de budget.

SOUPLET (Michel), sénateur de l'Oise (UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.

- Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et la maîtrise de l'énergie.

Membre suppléant du Conseil supérieur du cheval ; de nouveau membre suppléant (JO Lois et décrets du 21 décembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1412) - Ministère : Agriculture - *Importations et débouchés des produits oléagineux* - **Aliments du bétail.**

Questions orales avec débat :

n° 3 (JO Débats du 9 avril 1992) (p. 545) - Ministère : Agriculture - *Situation de l'agriculture et de l'élevage* - (Caduque : mars 1993) - **Agriculture.**

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement [n° 260 (92-93)]** - (15 avril 1993) (p. 86, 87) : agriculteurs - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Négociations du GATT - Carburants de substitution - Rapport Lévy - Soutien de la majorité sénatoriale à la politique du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)] - Suite de la discussion** - (9 juin 1993) - **Art. 5 (modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final)** (p. 841) : son amendement n° 31 : réduction du tarif actuel de la taxe intérieure de consommation applicable au gaz de pétrole liquéfié ; adopté - (p. 842) : se déclare opposé à l'amendement n° 161 de M. Jean-Pierre Masseret (réduction du taux de majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers) - Agence nationale pour la valorisation des carburants - **Art. 14 (relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour grosses réparations)** (p. 885) : soutient l'amendement n° 32 de M. Xavier de Villepin (suppression de la limite en fonction du revenu afin de faire bénéficier tous les contribuables de la réduction d'impôt) - **Art. 15 (imputation des déficits fonciers sur le revenu global)** (p. 890) : soutient l'amendement n° 65 de M. Jean Huchon (clarification des règles applicables au report des déficits sur les revenus fonciers des années suivantes) - **Après l'art. 18 A** (p. 912) : son amendement n° 92, identique à l'amendement n° 45 de M. Désiré Debavelaere (suppression de l'assujettissement à la taxe professionnelle pour l'activité semencière), et soutenu par M. Roland du Luart ; réservé jusqu'au vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16, puis adopté (p. 927) - **Après l'art. 20** (p. 918) : soutient l'amendement n° 68 de M. Jean Huchon (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement établissant le bilan des aides personnelles au logement).

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4648) : monde rural et agricole - Nouvelle politique agricole commune - (p. 4649) ; respect de la préférence communautaire et du marché unique - Objectif de disparition totale des jachères nues - Ethanol et diester - (p. 4650) : reconstruction d'un cheptel de gibiers - Crédits

affectés à l'Agence nationale de valorisation des cultures énergétiques, ANVCE - Fonds forestier national - Sauvegarde du monde agricole.

Deuxième partie :

Environnement - (30 novembre 1993) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 5300, 5301) : problème des jachères - Agence nationale de valorisation des cultures énergétiques, ANVCE - Etude sur les nouveaux carburants - Dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur l'indemnisation des dégâts de gibier.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - Art. 29 bis (aménagement du régime d'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers applicable aux biocarburants) (p. 6574) :** son amendement n° 25, soutenu par M. Daniel Millaud : utilisation d'esters dans des mélanges avec du fioul domestique ; adopté.

SOURDILLE (Jacques), sénateur des Ardennes (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil national de la cinématographie (*JO Lois et décrets* du 10 avril 1993).

Secrétaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (*JO Lois et décrets* du 14 octobre 1993).

- Président de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoux, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - [n° 101 (93-94)]** tome 3 annexe 30 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - Discussion générale (p. 416, 417) :** Haute Cour de justice - Epidémie du SIDA - Opinion publique - Rôle du Parlement - Fin de la clandestinité - (p. 418) : extension du virus du SIDA.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)] - (26 octobre 1993) - Art. 1^{er} (lutte contre la tuberculose) (p. 3439) :** précédentes mesures de lutte contre la tuberculose - Prévention - Dépistage - Cas des détenus - (p. 3445) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Art. 30 (complément d'allocation aux adultes handicapés) (p. 3496) :** allocation compensatrice pour tierce personne, ACTP - Problème de l'hébergement des personnes handicapées - Départements.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Jeunesse et sports - (30 novembre 1993) (p. 5260, 5261) : Fonds national pour le développement du sport, FNDS - Collectivités locales - Postes d'animateurs - Département des Ardennes - Aménagement du territoire - Zones défavorisées - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de budget.

Environnement - (30 novembre 1993) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 5301) : comités de bassin - Elévation du prix de l'eau.

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur spécial - (p. 5341) : aménagement du territoire - Emploi, concurrence étrangère et délocalisation industrielle - (p. 5342) : budget de la ville et budget de l'aménagement du territoire - Analyse du budget - Aide aux investisseurs - Contrats de plan Etat-région - Programme d'aménagement concerté du territoire, PACT - (p. 5343) : collectivités locales - Fonds communautaires - CEE - Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, DATAR - Invite le Sénat à voter ce projet de budget - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV (p. 5372) :** s'oppose à l'amendement n° II-16 de M. Gérard Delfau (réduction des crédits du titre IV de 40 millions de francs).

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - Examen des crédits - Etat B - Titre III (p. 5404) : départementalisation des services d'incendie et de secours - Sapeurs-pompiers volontaires - Débat parlementaire sur le problème du SIDA.

SOUVET (Louis), sénateur du Doubs (RPR).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires sociales.

- Membre titulaire du Haut Conseil du secteur public.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (décret n° 93-650 du 26 mars 1993) (*JO Lois et décrets* du 25 mai 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage (5 juillet 1993).

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (10 novembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à créer une commission nationale des méthodes substitutives à l'expérimentation animale [n° 484 (90-91)] (20 septembre 1991) - Reprise par ses auteurs le 27 avril 1993 - **Animaux.**

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, tendant à sanctionner les personnes recherchées ne devenant pas les équipes de secours lorsque ces dernières deviennent inutiles [n° 70 (91-92)] (5 novembre 1991) - Reprise par ses auteurs le 27 avril 1993 - **Sécurité civile.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 306 (92-93)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2052/88 concernant les missions des fonds à finalité structurelle, leur efficacité ainsi que la coordination de leurs interventions entre elles et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants et sur la proposition de règlement (CEE) du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 4253/88 du Conseil, du 19 décembre 1988, portant dispositions d'application du règlement (CEE) n° 2052/88 en ce qui concerne la coordination entre les interventions des différents fonds structurels, d'une part, et entre celles-ci et celles de la Banque européenne d'investissement et des autres instruments financiers existants, d'autre part (n° E-71) [n° 371 (92-93)] (17 juin 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 375 (92-93)] adopté par l'Assemblée

nationale, après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 397 (92-93)] (30 juin 1993) - **Emploi.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 405 (92-93)] (6 juillet 1993) - **Emploi.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 28 août au 4 septembre 1993 en Suède, chargée d'étudier les modalités d'insertion des jeunes, de réinsertion des chômeurs et de conversion des personnes menacées de licenciement, ainsi que l'organisation du service public de l'emploi [n° 458 (92-93)] (29 septembre 1993) - **Suède.**

Rapport, déposé avec M. Jean Madelain, au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi quinquennale [n° 5 (93-94)], adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 57 (93-94)] (27 octobre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Rapport, fait avec M. Jean Madelain, au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 92 (93-94)] (16 novembre 1993) - **Politique économique et sociale.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Travail, emploi et formation professionnelle** - [n° 105 (93-94)] tome 7 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO* Débats du 18 juin 1993) (p. 1414) - Ministère : Aménagement du territoire - *Attribution de la prime d'aménagement du territoire et délocalisation à Montbéliard* - **Aménagement du territoire.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage** [n° 375 (92-93)] - (5 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2128, 2129) : réforme de la structure des prélèvements obligatoires - Politique familiale - Effet dissuasif sur l'emploi engendré par les charges sociales - Exonération des bas salaires - Effets de seuil - Comportements d'anticipation favorables à l'emploi - Amendements proposés par la commission : suppression des exceptions et extension de l'exonération aux non-salariés - Affirmation du principe de la généralisation - Compensation intégrale, pour la Caisse d'allocations familiales, de l'allègement de cotisations - Relance du dispositif en faveur de la formation - (p. 2130, 2131) : nécessité d'une simplification des formules d'aides - Financement de l'apprentissage - Souhait d'extension du bénéfice du crédit d'impôt aux entreprises imposées au régime du forfait - Institution d'une dotation financière pour les régions - Dispositions de la loi de finances rectificative en faveur de la politique de l'emploi - **Question préalable** (p. 2152) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Approbation du projet de loi par la commission des affaires sociales - Favorable à l'exonération des cotisations d'allocations familiales et au soutien apporté aux formations en alternance - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 2154) : s'oppose à l'amendement n° 14 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (condamnation des procédures de licenciement brutal) - **Avant l'art. 1^{er} et après l'art. 4** (p. 2155) : s'oppose aux amendements n° 19 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information du comité d'entreprise) et n° 27 de Mme Michelle Demessine (information du comité d'entreprise du montant des exonérations) - (p. 2156) : s'oppose aux amendements n° 21 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suivi par les pouvoirs publics de l'évolution des effectifs d'une entreprise à laquelle une aide a été accordée) et n° 28 de Mme Michelle Demessine (intervention de l'administration compétente en cas d'utilisation fraudu-

leuse des aides par les entreprises) - **Art. 1^{er}** (*transfert partiel sur le budget de l'Etat des cotisations d'allocations familiales*) (p. 2159) : ses amendements n° 2, rédactionnel ; n° 3 : exclusion des rémunérations de certaines indemnités pour le calcul de l'assiette ouvrant droit à allègement ; n° 13, de coordination ; adoptés - Ses amendements n° 4 : suppression des exceptions au principe figurant dans les deux derniers alinéas de l'article L. 241-6-1 du code de la sécurité sociale ; et n° 5 : extension du principe de l'allègement de cotisations d'allocations familiales aux non-salariés ; irrecevables (article 40 de la Constitution) - S'oppose à l'amendement de suppression n° 29 de Mme Michelle Demessine - **Art. 2** (*application de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux rémunérations des salariés visés à l'article 1144 du code rural*) (p. 2161) : son amendement n° 6 : droit à l'allègement des cotisations d'allocations familiales ouvert pour les salariés agricoles sous contrat à durée déterminée ; adopté - **Art. 3** (*date d'entrée en vigueur du dispositif d'allègement*) (p. 2161) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 30 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 3** (p. 2162, 2163) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 15 (obligation de négociation par branche pour les organisations liées par une convention collective de branche), n° 16 (augmentation de la participation à la formation professionnelle continue des salariés et à la formation en alternance des jeunes pour les employeurs bénéficiant des exonérations de cotisations familiales) et n° 17 (augmentation de la participation au développement de l'apprentissage pour les employeurs bénéficiant des exonérations de cotisations familiales) - **Titre II** (*mesures d'urgence en faveur de l'emploi*) : son amendement n° 11 : nouvel intitulé de la division : mesures d'urgence en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle ; réservé jusqu'à la fin de l'examen des articles portant sur le titre II - **Avant l'art. 4** (p. 2164 à 2171) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 31 (relèvement du SMIC), n° 32 (engagement d'une négociation en cas d'avis défavorable des représentants du personnel sur les licenciements envisagés), n° 33 (proposition par l'employeur à tout salarié licencié pour motif économique depuis moins d'un an de tout poste à pourvoir), n° 34 (responsabilités financières de l'employeur pour tout licenciement dont le motif n'est pas lié à la personne du salarié), n° 35 (transformation des emplois couverts par les contrats emploi-solidarité en emploi sous contrat à durée indéterminée), n° 36 (réduction de la durée hebdomadaire du travail sans diminution de rémunération), n° 37 (interdiction du travail de nuit des femmes), n° 38 (amplitude maximale d'une semaine de travail), n° 39 (temps de travail consacré à la formation), n° 40 (communication à la commission départementale de contrôle des fonds publics pour la formation des justificatifs des activités pédagogiques et financières des sociétés assurant la formation professionnelle), n° 41 (augmentation de la participation des employeurs au financement des congés formation des salariés bénéficiant d'un contrat à durée déterminée) et n° 42 (augmentation de la contribution patronale à l'effort de formation professionnelle) - **Art. 4** (*augmentation du crédit d'impôt formation pour des dépenses d'apprentissage*) (p. 2173, 2174) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 43 de suppression et n° 44 (attribution des aides prévues par l'article 4 pour l'entreprise s'engageant à conclure avec l'apprenti un contrat de travail à durée indéterminée) ainsi qu'à l'amendement n° 18 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (incitation financière pour l'accueil par les entreprises des élèves ayant besoin d'un passage en entreprise) - Son amendement n° 7 : élargissement du bénéfice du crédit d'impôt formation aux entreprises imposées au régime du forfait pour les bénéficiaires industriels et commerciaux ; retiré au profit de l'amendement n° 52 du Gouvernement, qu'il accepte (modalités d'attribution du crédit d'impôt à certaines entreprises imposées au régime du forfait sur les bénéficiaires industriels et commerciaux) - **Après l'art. 4** (p. 2175, 2176) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 20 (inscription du développement de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel par alternance dans le cadre des contrats d'objectifs conclus entre le préfet de région et le représentant des organisations professionnelles d'employeurs) et de Mme Michelle Demessine n° 45 (interdiction du travail le dimanche et du travail de nuit pour les apprentis), n° 46 (revalorisation du salaire de l'apprenti), n° 47 (taux de la taxe d'apprentissage) et n° 49 (suppression de la mesure exonérant les entreprises des coûts de formation des

maîtres d'apprentissage) - **Art. 5 (aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation en alternance)** (p. 2177) : son amendement n° 8 : non déductibilité des bases servant au calcul de crédit d'impôt formation pour l'aide forfaitaire accordée à certains contrats de formation et d'insertion ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 50 de Mme Michelle Demessine - **Après l'art. 5** (p. 2178) : s'oppose à l'amendement n° 22 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (consultation du comité d'entreprise sur l'utilisation des aides forfaitaires de l'Etat) - Accepte l'amendement n° 23 de M. Paul Blanc (assouplissement de l'accès aux contrats de qualification) et sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 53 du Gouvernement - **Avant l'art. 6** (p. 2179) : son amendement n° 9, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : restitution d'un dispositif provisoire et concernant les seuils de 9, 10 et 11 salariés ; retiré - (p. 2181) : son amendement n° 10 : prolongation de la possibilité de passer des conventions pour engager des jeunes au titre de la mesure « exo-jeunes » ; adopté - (p. 2183) : accepte l'amendement n° 54 du Gouvernement (dispositions accompagnant la prorogation de la mesure « exo-jeunes ») - **Art. 6 (institution d'une dotation financière destinée à aider les conseils régionaux à participer au développement de l'emploi)** (p. 2183, 2184) : accepte les amendements de M. Alain Vasselle, n° 24 (extension de la dotation financière aux conseils généraux) et n° 25 (prise en compte des préoccupations relatives au cadre de vie) - (p. 2185) : s'oppose à l'amendement n° 51 de Mme Michelle Demessine (versement de la dotation à titre expérimental pour des actions débouchant sur des emplois sous contrat à durée indéterminée) - **Titre II - Avant l'art. 4 (suite)** : son amendement n° 11 (nouvel intitulé de la division : mesures d'urgence en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle) ; adopté (précédemment réservé p. 2163).

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 405 (92-93)] - (13 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention, présentée par M. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission (p. 2618, 2619).

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - (2 novembre 1993) - Rapporteur (travail, emploi) - **Discussion générale** (p. 3661) : équilibres essentiels - Dynamique en faveur de la relance économique et de l'emploi - Objectifs du projet de loi - (p. 3662) : situation de l'emploi - Produit intérieur brut - Prévisions économiques - Apport de l'Assemblée nationale - (p. 3663) : priorités : développement des petites entreprises, incitation à l'embauche des jeunes - Objets des amendements de la commission : rétablissement d'une égalité entre les catégories de travailleurs, suppression des obstacles au développement des mesures d'insertion et aide à la création et au développement des entreprises - Abaissement du coût du travail - Mise en place des chèques services (p. 3664) : représentation du personnel - Travail illégal et extension de la responsabilité pénale aux personnes morales - Organisation et partage du travail - Notion de détente et de loisir - Aménagement du temps de travail en l'absence de délégués syndicaux - (p. 3665) : mise en place d'une organisation du travail annualisée - Situation des travailleurs frontaliers - Proposition d'une réforme du Centre d'étude des revenus et des coûts, CERC - Grande industrie et concurrence internationale - Mesures en faveur du développement des petites entreprises - Insertion des jeunes - Intérêt de l'abaissement du coût salarial de l'emploi des jeunes - Abattement dégressif sur les cotisations sociales à la charge de l'employeur - Obstacles au partage du travail.

Suite de la discussion - (3 novembre 1993) - Rapporteur (travail, emploi) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3747) : s'oppose à la motion n° 1 de M. Claude Estier, tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3755) : s'oppose aux amendements n° 237 de M. François Autain (rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement) et n° 340 de M. Charles Lederman (rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement et abrogation de la loi de 1986 concernant les licenciements individuels) - (p. 3757) : s'oppose à l'amendement n° 131 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suspension du versement de toute aide de l'Etat quand l'entreprise n'a pas mis en oeuvre les mesures de prévention et de formation nécessaires au maintien de l'emploi) - (p. 3759) : s'oppose à l'amendement n° 334 de M. Charles Lederman (suspension de tous les licenciements

économiques pendant une période de six mois après la promulgation de la loi) - (p. 3760) : s'oppose à l'amendement n° 335 de M. Charles Lederman (suspension de toute procédure de licenciement économique dans les entreprises et établissements du secteur public et nationalisé pendant six mois après la promulgation de la loi) - (p. 3762) : s'oppose à l'amendement n° 336 de M. Charles Lederman (association de l'ensemble des partenaires sociaux, des élus des collectivités territoriales et de l'Etat dans la recherche d'une solution alternative aux licenciements) - (p. 3763) : s'oppose à l'amendement n° 337 de M. Charles Lederman (pouvoir décisionnel du comité d'entreprise sur les questions relatives à l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise) - (p. 3765) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 338 (droit de veto du comité d'entreprise sur les propositions de licenciement) et n° 339 (extension des prérogatives des délégués du personnel en matière économique) - (p. 3766) : s'oppose à l'amendement n° 341 de M. Charles Lederman (suppression des opérations de délocalisation internationale) - (p. 3769) : s'oppose à l'amendement n° 342 de Mme Marie-Claude Beaudeau (institution d'un impôt sur l'achat de toute société étrangère par une société française) - (p. 3771) : s'oppose à l'amendement n° 343 de M. Charles Lederman (examen de tout projet de délocalisation par le comité de groupe, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel) - (p. 3772) : s'oppose à l'amendement n° 344 de M. Charles Lederman (fixation de taxes et droits de douane et mise en place de contingents ou de quotas d'importation) - (p. 3773) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 345 (engagement de discussions au sein de la Communauté européenne par le Gouvernement français pour la fixation de quotas d'importation) et n° 346 (négociations engagées par la France avec les pays membres de l'ONU sur les négociations du GATT) - (p. 3774) : s'oppose à l'amendement n° 347 de M. Charles Lederman (corrélation entre les décisions de politique industrielle prises dans le cadre des instances internationales et le développement de l'économie française et de l'emploi) - (p. 3775) : s'oppose à l'amendement n° 348 de Mme Marie-Claude Beaudeau (création d'un livret d'épargne populaire automobile) - (p. 3776) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 349 (montant du SMIC), n° 350 et n° 351 (détermination du SMIC et modalités de revalorisation) - (p. 3777) : s'oppose à l'amendement n° 352 de Mme Marie-Claude Beaudeau (nouveau mode de calcul des prestations familiales et maintien de la participation patronale).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - Rapporteur (travail et emploi) - **Art. 1^{er} (programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise)** (p. 3796) : s'oppose aux amendements de suppression n° 132 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 353 de Mme Marie-Claude Beaudeau, ainsi qu'à l'amendement n° 354 de Mme Marie-Claude Beaudeau (suppression du paragraphe I de l'article 1^{er} visant à exonérer totalement ou partiellement les employeurs des cotisations sociales finançant les allocations familiales) - (p. 3798) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Franck Sérusclat (assise de la fiscalisation des allocations familiales sur les 2 000 premiers francs des salaires - modalités d'application de l'exonération) - Demande le retrait de l'amendement n° 270 de M. Bernard Seillier (extension aux revenus professionnels des employeurs et travailleurs indépendants de l'exonération totale ou partielle des cotisations d'allocations familiales) - (p. 3799) : accepte l'amendement n° 572 du Gouvernement (exclusion de l'application de la mesure d'exonération pour les organismes publics assurant directement à leurs salariés le service des prestations familiales) - Son amendement n° 14 : extension du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales aux professions libérales et aux professions industrielles et commerciales ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 3800) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 284 de M. Alain Vasselle (extension du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales à la profession agricole) - (p. 3801) : son amendement de coordination n° 15 ; adopté - Sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, demande le retrait du n° 134 (contreparties des exonérations accordées aux entreprises) et s'oppose au n° 135 (négociations de branches destinées à accompagner les mesures favorisant l'emploi à la suite des exonérations de cotisations familiales) - (p. 3802) :

s'oppose à l'amendement n° 227 de M. Gérard Delfau (assouplissement de la législation actuelle) - Ses amendements n° 16, identique à l'amendement n° 136 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard : suppression du paragraphe IV de l'article 1^{er} relatif à la mesure de compensation salariale ; et n° 17 : suppression du paragraphe V de l'article 1^{er} relatif aux dispositions relatives aux modalités de financement ; adoptés - (p. 3803) : accepte l'amendement n° 209 de M. Alain Vasselle (principe d'une compensation intégrale en faveur du financement de la politique familiale) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3807) : demande le retrait de l'amendement n° 303 de M. René Trégouët (expérience de dispositif de sauvegarde de l'emploi par convention avec l'Etat dans certains secteurs d'activités en difficulté) - (p. 3808, 3809) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 355 (augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés), n° 356 (taxation des revenus immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel) et n° 357 (augmentation de la cotisation employeur et élargissement de celle-ci à l'ensemble de la valeur ajoutée) - (p. 3810, 3811) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 358 (taxation de l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France) et n° 359 (financement de la sécurité sociale) - (p. 3812) : s'oppose à l'amendement n° 360 de Mme Marie-Claude Beaudou (information annuelle du comité d'entreprise et des organisations syndicales représentatives du montant des exonérations sociales et fiscales accordées à l'entreprise) - **Art. 2 (élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales)** (p. 3814) : s'oppose aux amendements de suppression n° 137 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 361 de Mme Marie-Claude Beaudou, ainsi qu'à l'amendement n° 138 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réforme de la taxe professionnelle) - (p. 3815) : ses amendements n° 18 : délai de présentation au Parlement du rapport du Gouvernement relatif aux conséquences sur l'emploi d'une modification de l'assiette des contributions ; n° 19 : inclusion dans le rapport de l'incidence des modifications d'assiette sur les finances des bénéficiaires des contributions ; et n° 587 : annulation de la suppression des contributions mentionnées ; adoptés - (p. 3816) : s'oppose à l'amendement n° 362 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression du deuxième alinéa de l'article 2 relatif à la modification de l'assiette des contributions pesant sur les entreprises au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 254 de M. Guy Robert (financement par l'impôt de la cotisation au Fonds national d'aide au logement, FNAL) - Accepte l'amendement n° 285 de M. Alain Vasselle (financement du Fonds national d'aide au logement) - (p. 3817) : s'oppose aux amendements n° 325 de M. Charles Descours (maintien du versement destiné aux transports urbains) et n° 363 de Mme Marie-Claude Beaudou (suppression de la disposition visant à réduire les moyens financiers consacrés aux transports collectifs) - (p. 3819) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 364, n° 365 et n° 366, supprimant les alinéas 3^o, 4^o et 5^o de l'article 2 relatif aux contributions pesant sur les entreprises au titre de la taxe d'apprentissage, au titre de la participation des employeurs au développement de la formation professionnelle continue et au titre de la taxe professionnelle - Son amendement n° 20 : contribution pesant sur les entreprises au titre de la taxe sur les salaires ; adopté - **Après l'art. 2** (p. 3825) : son amendement n° 21 : rapport du Gouvernement sur les possibilités de créations d'emplois dans les services marchands ; adopté - (p. 3826) : son amendement n° 571 : incidences de la création d'une TVA sociale contribuant au financement des régimes de protection sociale des pays de la Communauté européenne ; retiré - **Art. 3 (prorogation et assouplissement des dispositifs d'exonération pour l'embauche d'un premier, d'un deuxième ou d'un troisième salarié)** (p. 3829) : ses amendements n° 588, rédactionnel ; adopté ; et n° 23 : extension de l'exonération aux groupements d'employeurs agricoles comportant une coopérative d'utilisation en commun de matériel agricole ; retiré - (p. 3830) : son amendement n° 24 : harmonisation de la liste des bénéficiaires de l'exonération au titre des deuxième et troisième salariés, avec celle existant pour l'exonération au titre du premier salarié ; retiré - (p. 3831) : ses amendements n° 25 : suppression d'une disposition introduite à l'Assemblée nationale ; n° 27, rédactionnel ; n° 28, de précision ; et n° 29, de coordination ; adoptés ; et n° 26 : extension à l'ensemble des départements d'outre-mer du bénéfice des dispositions d'exo-

nération pour l'embauche d'un deuxième et d'un troisième salariés ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - (p. 3831) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 367, de suppression, n° 368 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée), n° 369, de coordination, et n° 370 (suppression du (7^o) du paragraphe I de l'article 3, étendant l'exonération aux coopératives d'utilisation de matériel agricole) ; ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 139 (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 3 tendant à étendre l'exonération de charges sociales à des contrats à durée déterminée), n° 140, de coordination, n° 141 (extension de la mesure d'exonération aux associations) et n° 142 (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement) - (p. 3832) : accepte l'amendement n° 573 du Gouvernement (intégration dans le dispositif du projet de loi des reprises d'entreprises sous certaines conditions) - **Avant l'art. 4** (p. 3835) : s'oppose à l'amendement n° 371 de Mme Marie-Claude Beaudou (interdiction de toute discrimination à l'encontre des femmes en matière d'embauche, de salaire, de promotion et de formation continue) - **Art. 4 (simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service)** (p. 3838) : ses amendements n° 31 de coordination ; adopté ; et n° 30 : émission des chèques ; retiré au profit de l'amendement n° 574 du Gouvernement (émission des chèques et modalités de mise à disposition, qu'il accepte - (p. 3839) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 372 de Mme Marie-Claude Beaudou - Accepte l'amendement n° 211 de M. Camille Cabana (rapport du Gouvernement sur le développement du chèque service et l'exonération fiscale) - S'oppose aux amendements n° 212 de M. Jean-Luc Mélenchon (modulation de l'utilisation du chèque service), et n° 243 (participation des représentants des associations) et n° 244 (organisation d'un statut professionnel pour les salariés occupant les emplois de service) de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - **Après l'art. 4** (p. 3844) : accepte l'amendement n° 257 de M. Jean Arthuis (versement de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - **Art. 5 (simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises)** (p. 3846) : s'oppose aux amendements n° 289 de M. Alain Vasselle (extension du bénéfice du dispositif de l'article 5 aux salariés faisant un apport à une association d'intérêt général) et n° 228 de M. Gérard Delfau (habilitation préalable des organismes autorisés à délivrer et à gérer les chèques conseils) - (p. 3847) : ses amendements n° 589 : durée d'inscription des chômeurs comme demandeurs d'emplois ; et n° 32, de précision ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 220 de Mme Monique Ben Guiga (possibilité pour les Français établis hors de France de bénéficier du dispositif d'aide à la création d'entreprises) et accepte l'amendement n° 290 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les régions d'intervenir dans le dispositif) - (p. 3848) : ses amendements n° 33 : orientation d'une partie des aides existantes versées aux chômeurs créateurs d'entreprises vers le fonds de garantie ; retiré ; n° 34, rédactionnel ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 213 de M. Jean-Luc Mélenchon (financement des aides à la création d'entreprises par un fonds de solidarité abondé par une taxe sur les entreprises recourant à des licenciements) - **Après l'art. 5** (p. 3850) : son amendement n° 38 ; octroi aux entreprises nouvellement créées des exonérations prévues à l'article 1^{er} ; adopté - (p. 3851) : son amendement n° 35 : versement d'une indemnité compensatrice pour les chômeurs acceptant un emploi dont le salaire net est inférieur au montant de leurs allocations de chômage ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 299 de M. Guy Robert - (p. 3852) : son amendement n° 36 : exonération de charges sociales pour l'embauche de jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans ; retiré - (p. 3854) : son amendement n° 37 : réduction temporaire des coûts salariaux liés au franchissement de certains seuils d'effectifs ; retiré.

Suite de la discussion - (5 novembre 1993) - Rapporteur (travail et emploi) - **Art. 6 (extension et relèvement de la provision d'impôt pour création d'entreprise dans le cadre de l'essaimage)** (p. 3880) : son amendement n° 39 : élargissement du bénéfice de l'essaimage aux travailleurs non salariés ; adopté - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudou n° 373 de suppression et n° 374 (suppression du paragraphe I de l'article 6 relatif à la création d'une réserve spéciale desti-

née à financer des prêts à des entreprises nouvelles fondées par des membres de leur personnel), ainsi qu'à l'amendement n° 271 de M. Bernard Seillier (extension des dispositions de l'article 6) - **Après l'art. 7** (p. 3881) : son amendement n° 40 : dérogation aux règles de cumul emploi-retraite en faveur des personnes ayant exercé simultanément des activités salariées et des activités non salariées ; adopté - (p. 3882) : son amendement n° 41 : possibilité du cumul emploi-retraite pour les personnes exerçant des activités d'hébergement en milieu rural ; adopté - Son amendement n° 42 : possibilité pour les entreprises sans salarié de recruter par un contrat à durée déterminée leur premier salarié ; retiré - **Art. 8** (*élargissement et assouplissement du dispositif relatif aux groupements d'employeurs*) (p. 3884) : s'oppose aux amendements n° 375 de suppression de Mme Marie-Claude Beaudou, et n° 214 de M. Jean-Luc Mélenchon (rémunération des salariés du groupement d'employeurs) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 601 du Gouvernement (adaptation locale du système de groupement d'employeurs) - **Après l'art. 8** (p. 3886) : accepte l'amendement n° 247 de M. Jean-Pierre Cantegrit (exonération temporaire de cotisations pour des emplois nouvellement créés à l'étranger et occupés par des personnes de moins de vingt-six ans de nationalité française) - (p. 3887) : accepte l'amendement n° 272 de M. Bernard Seillier (prolongation du congé parental ou de l'activité à temps partiel des mères de jeunes enfants) - (p. 3888) : s'oppose à l'amendement n° 273 de M. Bernard Seillier (protection de la famille en cas de licenciement du chef de famille) - **Avant l'art. 9** (p. 3889) : s'oppose à l'amendement n° 229 de M. Gérard Delfau (institution du principe permettant à tout chômeur bénéficiant d'une allocation de se voir offrir un poste de travail d'utilité collective) - (p. 3891) : s'oppose à l'amendement n° 376 de M. Charles Lederman (réservation des emplois des jeunes incorporés au service national) - (p. 3893) : s'oppose à l'amendement n° 377 de M. Charles Lederman (recours au contrat à durée déterminée) - (p. 3895) : s'oppose à l'amendement n° 378 de M. Charles Lederman (transmission des candidatures reçues au comité d'entreprise et aux délégués du personnel) - (p. 3896) : s'oppose aux amendements n° 379 de M. Charles Lederman (modalités d'extension d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel) et n° 380 de Mme Marie-Claude Beaudou (accès à l'emploi des travailleurs handicapés) - (p. 3897) : s'oppose à l'amendement n° 392 de M. Charles Lederman (protection de l'emploi du salarié parti au service national et se révélant inapte après son incorporation) - (p. 3899) : s'oppose à l'amendement n° 383 de M. Charles Lederman (protection des emplois existants) - **Art. 10** (*création de stages d'insertion et de formation à l'emploi, SIFE*) (p. 3901) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 384 de suppression et n° 385 (suppression du paragraphe II de l'article relatif à la prise en charge des dépenses de la formation par l'Etat), ainsi qu'à l'amendement n° 230 de M. Gérard Delfau (mention du niveau du bassin d'emploi) - (p. 3902) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 386 (remboursement des aides lorsque les stages d'insertion ou de formation à l'emploi n'aboutissent pas à la création d'emplois stables) et n° 387 (prise en compte d'une certaine catégorie de personnels dans la détermination des seuils d'effectifs pour la mise en place des institutions représentatives du personnel) - (p. 3903) : s'oppose à l'amendement n° 388 de M. Charles Lederman (contrôle de l'usage fait par l'employeur des aides de l'Etat à l'accès à l'emploi par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel et les organisations syndicales représentatives) - **Art. 11** (*extension de la durée des contrats de retour à l'emploi, CRE, et modification du régime qui leur est applicable*) (p. 3908) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 389, de suppression, n° 390 (suppression du paragraphe II de l'article allongeant la durée maximale des contrats de retour à l'emploi en cas de contrat à durée déterminée) et n° 391 (suppression du paragraphe III prolongeant les durées maximales d'exonération des cotisations sociales pour les employeurs signataires de conventions) - (p. 3909) : s'oppose à l'amendement n° 143 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (prise en charge par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche de salariés sous contrat de retour à l'emploi) - **Après l'art. 11** (p. 3911) : s'oppose à l'amendement n° 144 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (avis du comité d'entreprise sur les conditions de mise en oeuvre des actions de formation dispen-

sées pendant le temps de travail aux bénéficiaires de contrats de retour à l'emploi) - **Avant l'art. 12** (p. 3912) : s'oppose à l'amendement n° 332 de Mme Josette Durrieu (limitation du nombre des personnes bénéficiant d'un contrat emploi-solidarité par rapport à l'effectif de l'organisme employeur) - **Art. 12** (*redéfinition des catégories de bénéficiaires de contrat emploi-solidarité, CES, et suppression des contrats locaux d'orientation, CLO*) (p. 3917) : ses amendements rédactionnels n° 43, n° 44 et n° 45 ; adoptés - S'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 393 de suppression et n° 394 (suppression du paragraphe I de l'article 12 ciblant les publics des contrats emploi-solidarité), aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 145 (temps de formation pour le bénéficiaire d'un contrat emploi-solidarité) et n° 146 (compensation par l'Etat auprès des organismes d'assurances sociales, des exonérations de cotisations patronales pour l'embauche d'un salarié sous contrat emploi-solidarité), et à l'amendement n° 221 de Mme Monique ben Guiga (possibilité pour les Français de l'étranger de bénéficier des contrats emploi-solidarité) - **Art. 13** (*incitation au développement du système des emplois consolidés*) (p. 3921) : son amendement n° 46 ; suppression du paragraphe I de l'article, relatif au renouvellement des CES et inséré à l'article 12 ; adopté - Son amendement n° 47 : prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance chômage dues par les collectivités territoriales en cas de conclusion d'un emploi consolidé ; retiré - (p. 3924) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman, n° 395 de suppression, n° 397 (suppression du paragraphe II de l'article relatif à l'extension de la prise en charge de l'Etat pour inciter les employeurs potentiels à créer des emplois consolidés), n° 398 (suppression du paragraphe III de l'article relatif à l'extension aux emplois consolidés des dispositions déterminant les effectifs de l'organisme considéré devant être pris en compte) ; ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 147 (suppression du premier alinéa du texte présenté par le paragraphe II relatif à l'exonération de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et des participations dues par les employeurs au titre de la formation professionnelle et de l'effort de construction) et n° 148 (suppression du paragraphe III de l'article relatif à l'extension aux emplois consolidés des dispositions déterminant les effectifs de l'organisme considéré devant être pris en compte) - **Art. 14** (*possibilité pour l'Etat de conclure des conventions afin de mettre en oeuvre un dispositif d'accompagnement social pour les personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle*) (p. 3926) : s'oppose à l'amendement n° 222 de Mme Monique ben Guiga (extension du dispositif aux Français précédemment établis hors de France pendant les trois années de leur retour en métropole) - **Art. 15** (*institution d'un « fonds partenarial » abondé par l'Etat et à destination des collectivités locales pratiquant une politique active en matière d'insertion professionnelle des jeunes*) (p. 3927) : son amendement rédactionnel n° 48 ; adopté - (p. 3928) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 399 de M. Charles Lederman - **Après l'art. 15** (p. 3930) : accepte l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure) - (p. 3932) : fraude à la maladie - Sur l'amendement n° 326 de M. Charles Descours (introduction dans le dispositif des conditions liées à la durée du contrat de travail, aux possibilités de mobilité géographique, à la spécialité ou à la formation antérieure), s'oppose au sous-amendement n° 608 de M. Jean-Jacques Robert (suppression de la convocation par les services à une visite médicale pour vérifier l'aptitude au travail) - **Art. 15 bis** (*extension des conditions d'exonération de la contribution prévue à l'article L. 321-13 du code du travail, dite « contribution Delalande »*) (p. 3939) : son amendement n° 49 : suppression d'un ajout de l'Assemblée nationale non justifié dans les cas d'exonération de la contribution Delalande ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 150 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 405 de M. Charles Lederman - **Art. 16** (*dispositions relatives au mandat des délégués du personnel*) (p. 3943) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 153 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, ainsi qu'aux amendements de M. Charles Lederman n° 413 de suppression et n° 414 (suppression du paragraphe I de l'article relatif au renouvellement des institutions représentatives du personnel) - (p. 3944) : s'oppose à l'amendement n° 231 de M. Gérard Delfau (élection des délé-

gués du personnel sur une base territoriale dans les zones géographiques constituant des bassins d'emplois - (p. 3945) : s'oppose aux amendements n° 415 (suppression du paragraphe II de l'article, relatif aux heures de délégation) et n° 416 (nombre maximum d'heures de délégation par mois) de M. Charles Lederman - **Art. 17** (*doublément de la durée du mandat des délégués du personnel*) (p. 3947) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 417 de M. Charles Lederman - **Art. 18** (*organisation des élections de délégués du personnel : coordination*) (p. 3948) : s'oppose aux amendements de M. Charles Lederman n° 418 de suppression, n° 419 (suppression du paragraphe I de cet article relatif aux obligations d'information du personnel par le chef d'entreprise) et n° 420 (suppression du paragraphe II de l'article tendant à supprimer le caractère annuel de la communication aux organisations syndicales par l'inspecteur du travail des copies des procès-verbaux de carence) - **Art. 19** (*simultanéité des élections des membres du comité d'entreprise et de celles des délégués du personnel*) (p. 3949) : s'oppose aux amendements de suppression n° 155 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 421 de M. Charles Lederman - Ses amendements n° 50, rédactionnel ; adopté ; et n° 51 : prorogation du mandat des délégués du personnel ; adopté après modification par le sous-amendement n° 575 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 20** (*cumul des fonctions de délégués du personnel et de représentants du personnel au comité d'entreprise*) (p. 3954) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard n° 156, de suppression, et de M. Charles Lederman n° 423 de suppression et n° 424 (suppression des premier et deuxième alinéas du texte présenté par cet article pour l'article L. 431-1-1 du code du travail, relatif à la délégation du personnel au comité d'entreprise, à la périodicité des réunions et au nombre d'heures de délégation) - Ses amendements n° 52 : extension de l'allègement des heures de délégation ; adopté ; et n° 53 : ouverture de la faculté de fusion à l'occasion du renouvellement du comité d'entreprise ; adopté après modification par le sous-amendement n° 576 du Gouvernement qu'il accepte - **Art. 21** (*simplification des modalités d'information du comité d'entreprise dans les entreprises de moins de 300 salariés*) (p. 3958) : s'oppose aux amendements de suppression n° 163 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 432 de M. Charles Lederman - Son amendement n° 54 : regroupement des informations ; adopté - **Art. 22** (*rythme des réunions du comité d'entreprise*) (p. 3960) : s'oppose aux amendements de suppression n° 167 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 433 de M. Charles Lederman - Son amendement rédactionnel n° 55 ; adopté - S'oppose aux amendements de M. Gérard Delfau n° 232 (mise en place du dialogue social) et n° 234 (expérience d'un droit d'expression pour les exclus du salariat) - **Après l'art. 22** (p. 3961) : son amendement n° 56 : possibilité pour le chef d'entreprise de se faire assister par des collaborateurs au comité d'entreprise ; adopté après modification par le sous-amendement n° 577 du Gouvernement, qu'il accepte.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - Rapporteur (travail, emploi) - **Art. 23** (*renforcement du dispositif de lutte contre le travail clandestin*) (p. 3985) : s'oppose à l'amendement n° 169 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe IV de l'article abrogeant le registre des travailleurs à domicile et la déclaration adressée à l'inspecteur du travail par le donneur d'ouvrages) - **Art. 23 bis** (*application du droit social français aux travailleurs d'une société établie hors de France exécutant une prestation de services sur le territoire national*) : ses amendements, n° 57 : modification de la codification de l'article ; et n° 58 de précision ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 258 de M. Guy Robert (clarification et précision du champ d'application de l'article) - **Avant l'art. 23** (p. 3987) : s'oppose à l'amendement n° 435 de M. Charles Lederman (responsabilité pénale du décideur en matière d'infraction à la sécurité et aux conditions de travail des salariés) - **Avant l'art. 24** (p. 3988) : son amendement n° 59 : application de la législation de droit commun pour la durée maximale de travail des salariés agricoles ; adopté - **Avant ou après l'art. 24** (p. 3994) : accepte les amendements identiques, n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Caractère expérimental du mécanisme - Sur l'amendement n° 268 précité de M. Jean-Pierre Fourcade, s'oppose au

sous-amendement n° 600 de M. Pierre Laffitte (impossibilité pour les grands groupes de profiter de la possibilité offerte par l'expérimentation pour percevoir l'aide de l'Etat) - S'oppose aux amendements n° 238 de M. François Autain (création d'un comité national d'évaluation chargé d'élaborer une étude sur les conséquences de la réduction de la durée du travail), n° 307 de M. René Tréguët (possibilité pour l'Etat d'aider les entreprises fournissant à leurs salariés des sessions de formation) et n° 436 de Mme Michelle Demessine (abaissement à trente-cinq heures de la durée légale du travail, sans réduction de salaire) - (p. 3997) : référence aux expériences existantes - Abaissement du coût social du chômage entraîné par les amendements identiques précités n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade - *A titre personnel*, se déclare opposé aux deux amendements précités - Désastre économique et social entraîné par la diminution de la durée du travail - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4025) : s'oppose aux amendements de suppression, n° 269 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 439 de Mme Michelle Demessine, ainsi qu'aux amendements n° 210 de M. Alfred Foy (assouplissement du système) et n° 259 de M. Guy Robert (possibilité pour les partenaires sociaux de négocier d'autres avantages en contrepartie de l'annualisation de la durée du travail) - Son amendement n° 60 : possibilité pour les entreprises ne disposant pas de délégation syndicale de mettre en place le dispositif d'annualisation ; retiré - Sur ce dernier, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le sous-amendement n° 292 de M. Alain Vasselle - (p. 4026) : ses amendements n° 61 : transposition aux cas particuliers d'annualisation, des dispositions de l'article L. 132-23 du code du travail prévoyant l'adaptation d'une convention de branche ou d'un accord professionnel ou interprofessionnel par une convention ou un accord d'entreprise ; retiré et n° 590, rédactionnel ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 578 du Gouvernement (suppression des deux derniers alinéas du texte présenté par le paragraphe I de l'article 24, permettant une modification de la durée du travail sur tout ou partie de l'année pour tout salarié ayant des enfants à charge) - **Art. 25** (*négociation sur le capital de temps de formation*) (p. 4030) : s'oppose aux amendements, n° 441 de Mme Michelle Demessine (détermination par voie conventionnelle ou par voie contractuelle des conditions dans lesquelles chaque salarié bénéficie d'un temps de formation égal à 10 % de son temps de travail effectué) et n° 223 de Mme Monique ben Guiga (prise en compte des périodes de travail hors de France pour le calcul du capital de temps de formation) - **Art. 26** (*rapport au Parlement*) (p. 4031) : son amendement de suppression n° 62 ; adopté - **Avant l'art. 27** : s'oppose à l'amendement n° 246 de Mme Josette Durrieu (réduction du recours par les entreprises aux heures supplémentaires) - Son amendement n° 63 : abrogation des articles L. 213-11 et L. 213-12 du code du travail interdisant le travail de nuit des ouvriers boulangers et prévoyant des dérogations préfectorales ; adopté - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4034) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 442 de Mme Michelle Demessine - Sur les amendements de M. Jean Chérioux, s'oppose au n° 282 (possibilité pour les entreprises ne parvenant pas à conclure un accord sur le remplacement du paiement des heures supplémentaires par un repos compensateur de bénéficier des dispositions prévues par l'article 27) et accepte le n° 283 (constat d'opposition) - Accepte l'amendement n° 301 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les employeurs, dans le cadre des négociations partenariales, de négocier directement les aménagements du temps de travail avec le personnel en l'absence d'institutions représentatives) - Son amendement n° 64 : adaptation à l'entreprise des conditions d'attribution et de prise du repos compensateur par le biais des conventions, accords ou textes soumis à l'avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel ; adopté - Sur celui-ci, accepte le sous-amendement n° 300 de M. Alain Vasselle - (p. 4035) : ses amendements, n° 65 de coordination et n° 66 : cas des heures supplémentaires effectuées en cas de circonstances exceptionnelles ; adoptés - (p. 4036) : s'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 171 (assurance pour les cadres d'une protection équivalente à celle accordée aux autres salariés) et n° 172 (coordination avec l'amendement n° 171 en ce qui concerne le personnel d'encaissement du secteur agricole) - **Après l'art. 27** (p. 4039) : demande le retrait de l'amendement n° 293 de M. Alain Vasselle (possibilité, par voie conventionnelle et par la négociation

partenariale, pour les entreprises de prévoir un salaire équivalent au travail d'un nombre d'heures supplémentaires n'ouvrant pas droit à rémunération) - **Art. 28 (développement du travail à temps partiel)** (p. 4041) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 443 de Mme Michelle Demessine - (p. 4043) : s'oppose aux amendements identiques n° 173 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 445 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe I de l'article 28 intégrant dans le dispositif du travail à temps partiel le travail intermittent), ainsi qu'aux n° 174 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 446 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe II de l'article 28 introduisant la possibilité d'annualiser le travail à temps partiel) - (p. 4044) : ses amendements n° 591 et n° 592, rédactionnels, et n° 68 : assouplissement du régime des préretraites progressives ; adoptés ; et n° 67 : comptabilisation des heures complémentaires ; retiré - S'oppose à l'amendement n° 175 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (maintien des dispositions actuelles relatives au travail intermittent dans le code du travail) - (p. 4045) : s'oppose à l'amendement n° 447 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe VI de l'article relatif à l'abattement de charges sociales auquel ouvre droit le contrat de travail à durée indéterminée à temps partiel) - (p. 4046) : accepte l'amendement n° 330 de Mme Hélène Missoffe (bénéfice de l'allègement de charges pour l'employeur d'un salarié à temps partiel après un congé de maternité ou au cours d'un congé parental) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 176 (suppression du deuxième du paragraphe VI élargissant la plage horaire ouvrant droit à l'abattement de charges sociales) et n° 177 (suppression de l'abattement des cotisations sociales appliquées au temps partiel annualisé) - (p. 4047) : accepte l'amendement n° 208 de M. Jean Chérioux (possibilité pour l'entreprise de cotiser aux organismes de retraite pour le temps non travaillé) et, sur ce dernier, à titre personnel, le sous-amendement n° 611 du Gouvernement - (p. 4048) : s'oppose à l'amendement n° 178 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (obligation pour l'Etat de compenser les exonérations de cotisation imposées aux partenaires sociaux gestionnaires des régimes) - (p. 4049) : s'oppose à l'amendement n° 612 de M. Emmanuel Hamel (élargissement à l'ensemble des salariés de plus de cinquante-cinq ans de la réduction progressive d'activité dans le cadre de la préretraite progressive par un accord de branche) - **Après l'art. 28** (p. 4052) : s'oppose à l'amendement n° 179 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (information des parlementaires et de l'opinion publique sur les conditions de compensation par l'Etat de l'abattement des cotisations dues par l'employeur au titre des assurances sociales) - **Art. 29 (nouvelles dérogations au régime général du repos hebdomadaire)** (p. 4056) : s'oppose à l'amendement n° 448 de Mme Michelle Demessine (affirmation du principe du repos hebdomadaire de deux jours consécutifs) - (p. 4057) : s'oppose à l'amendement n° 449 de Mme Michelle Demessine (abrogation de l'article L. 221-19 du code du travail prévoyant la possibilité pour le maire d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche trois fois par an par arrêté) - (p. 4058) : s'oppose à l'amendement n° 450 de Mme Michelle Demessine (possibilité pour l'inspecteur du travail de faire appliquer les textes relatifs au repos dominical) - (p. 4061) : ses amendements n° 69 : suppression des qualificatifs attribués aux loisirs ; retiré ; et n° 593, rédactionnel ; adopté - S'oppose aux amendements identiques n° 180 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et n° 451 de Mme Michelle Demessine (suppression du paragraphe I de l'article 29 étendant le régime des dérogations permanentes saisonnières à certains établissements situés dans des communes touristiques), aux amendements n° 327 de M. Charles Descours (élargissement des conditions d'octroi des dérogations à l'ouverture dominicale), n° 279 de M. Bernard Seillier (dérogation dominicale accordée aux établissements d'ameublement et d'électroménager) et accepte l'amendement n° 602 du Gouvernement (responsabilité de la situation de la liste des communes dans lesquelles les dérogations pour-

ront être accordées, attribuée au Préfet sur proposition des conseils municipaux concernés) - (p. 4063) : s'oppose aux amendements de Mme Michelle Demessine, n° 452 (définition du travail de nuit), n° 453 (rémunération du salarié effectuant un travail de nuit) et n° 454 (accord du salarié pour le travail de nuit) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Claude Beaudeau, n° 455 (interdiction du travail de nuit pour les femmes), n° 456 (repos des femmes assujetties au travail de nuit) et n° 457 (obligation pour l'employeur de proposer une autre affectation à une femme dans l'impossibilité d'exercer son activité de nuit) - (p. 4065) : s'oppose aux amendements n° 181 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (suppression du paragraphe II permettant aux entreprises souhaitant travailler en continu d'organiser un repos hebdomadaire par roulement dans le cadre d'accord ou de convention d'entreprise ainsi que du paragraphe III étendant le principe des accords de convention d'entreprise aux salariés agricoles et assimilés) et n° 458 de Mme Michelle Demessine sur le même objet - Son amendement rédactionnel n° 594 ; adopté - (p. 4066) : son amendement n° 70 : prise en compte des pratiques d'exposition permanente destinées aux commerçants ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 580 du Gouvernement, qu'il accepte - Son amendement n° 71 : assouplissement du régime des dérogations susceptibles d'être accordées dans l'année par le maire ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 581 du Gouvernement, qu'il accepte - **Art. 30 (temps réduit indemnisé de longue durée)** (p. 4069) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 459 de Mme Michelle Demessine - Son amendement n° 72 : extension aux allocations visées par l'article 30 des mêmes règles que celles applicables aux autres conventions FNE et aux allocations de chômage partiel ; adopté - **Art. 30 bis (repos quotidien)** (p. 4070) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 460 de Mme Michelle Demessine - Son amendement n° 73 : extension aux salariés agricoles ; adopté - **Après l'art. 30 bis** (p. 4072) : son amendement n° 74 : procédure en cas de notification au salarié d'une modification substantielle de son contrat ; adopté après modifications par le sous-amendement n° 582 du Gouvernement, qu'il accepte - Son amendement n° 75 : contrôle de la durée du travail dans le secteur agricole ; adopté.

Suite de la discussion - (10 novembre 1993) - Rapporteur (travail et emploi) - **Après l'art. 50** (p. 4207) : son amendement n° 120 : création d'un conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts ; adopté - **Après l'art. 50 bis** (p. 4209) : son amendement n° 122 : rapport du Gouvernement au Parlement relatif aux travailleurs frontaliers ; adopté - **Sur l'ensemble** (p. 4219) : à titre personnel, remerciements à ses collègues du groupe du RPR - Expériences socialistes.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Travail, emploi et formation professionnelle - Affaires sociales et travail - Services communs - (30 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (travail et emploi) - (p. 5310) : politique de l'emploi - Simplification des mesures et des procédures - Budgétisation des cotisations d'allocations familiales sur les bas salaires - Aide à la création d'entreprises - Ressources de la sécurité sociale - Réforme du service public de l'emploi - (p. 5311) : UNEDIC - Solidarité - Economies - Crédits du ministère - Lutte contre la détérioration de l'emploi - Données chiffrées - (p. 5312, 5313) : licenciements économiques - Chômage à l'étranger - Prévisions économiques - Réforme de la structure des prélèvements obligatoires - Contrats emploi-solidarité, CES - Entreprises d'insertion - Budgétisation des allocations familiales - Exonération de charges sociales - Allègement de charges du temps partiel - Coût social des restructurations - Reclassement des salariés - Préretraite - Chômage partiel - Subventions de l'Etat à l'ANPE - Demande au Sénat d'émettre un avis favorable sur ce projet de budget - Difficultés de l'emploi.

T

TAITTINGER (Pierre-Christian), sénateur de Paris (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme ; de nouveau membre titulaire de cette commission (*JO Lois et décrets* du 19 février 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la composition des listes de candidats aux élections sénatoriales et régionales [n° 247 (92-93)] (6 avril 1993) - **Elections**.

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 2 (*JO Débats* du 8 avril 1992) (p. 532) - Ministère : Premier ministre - *Situation de « La Cinq »* - (Caduque : mars 1993) - **Audiovisuel**.

n° 1 (*JO Débats* du 7 avril 1993) (p. 24) - Ministère : Education - *Politique de fermeture des classes* - **Education (ministère de l')**.

Questions orales sans débat :

n° 68 (*JO Débats* du 29 octobre 1993) (p. 3648) - Ministère : Education - *Action du Gouvernement en vue de limiter les fermetures de classes* - (Réponse : *JO Débats* du 18 décembre 1993) (p. 6510) - **Enseignement**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire** - (18 mai 1993) (p. 335) : histoire de l'aménagement du territoire - Régions - Villes - (p. 336) : zones rurales - Région d'Ile-de-France - Demande de la révision de la loi instituant une dotation de solidarité urbaine.

- **Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et modifiant ses titres VII, VIII, IX et X** [n° 231 (92-93)] - (25 mai 1993) - **Discussion générale** (p. 406, 407) : révision de la Constitution - Conseil constitutionnel - Exception d'inconstitutionnalité - Réforme de l'organisation judiciaire - Composition du Conseil supérieur de la magistrature - Responsabilité pénale des membres du Gouvernement.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - (2 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3703) : dangers d'une situation euphorique - Causes de la situation économique actuelle - Insuffisances des plans successifs en faveur de l'emploi - Organisation annuelle du travail - Faiblesse de la formation continue - (p. 3704) : politique monétaire - Nécessaire redémarrage des PME et des PMI - Utilité des marchés financiers.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5465, 5466) : protection des intérêts vitaux français - Gestion des effectifs militaires - Efficacité opérationnelle de l'armée française - Professionnalisation des unités - (p. 5467) : coopération européenne de défense - Cohérence de ce projet de budget.

Justice - (8 décembre 1993) (p. 5802, 5803) : révision du statut des magistrats - Insuffisance du personnel judiciaire - Lenteur des juridictions administratives - Situation de l'administration pénitentiaire - Respect du secret de l'instruction.

Communication - (8 décembre 1993) (p. 5823, 5824) : avenir de la programmation audiovisuelle française - Amélioration de la chaîne ARTE - Création d'une chaîne éducative et culturelle - Echec du câble - Crise de la presse écrite - Votera ce projet de budget.

TARDY (Fernand), sénateur des Alpes-de-Haute-Provence (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre suppléant du comité consultatif du Fonds national des abattoirs.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec les membres du groupe socialiste et apparentés, tendant à proroger la date d'application du contrôle des structures des ateliers hors sol [n° 314 (92-93)] (19 mai 1993) - **Agriculture**.

QUESTIONS

Questions orales sans débat :

n° 501 (*JO Débats* du 19 novembre 1992) (p. 3222) - Ministère : Budget - *Application des décisions des commissions administratives de reclassement des fonctionnaires rapatriés anciens combattants* - (Caduque : mars 1993) - **Anciens combattants et victimes de guerre**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5207, 5208) : budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Critique les crédits proposés - Bonification - Agriculteurs en difficulté - Valorisation de la production agricole - Amélioration des structures - Programmes agri-environnementaux - Enseignement et recherche - Aménagement rural - (p. 5209) : politique de la montagne - Négociations du GATT - Déclaration de politique générale de M. Pierre Bérégovoy, Premier ministre, devant le Sénat, le 25 novembre 1992 - (p. 5210) : vote du groupe socialiste contre ce projet de budget mais affirmation de son soutien à une politique de fermeté du Gouvernement dans les négociations du GATT.

TASCA (Catherine), *secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures*.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la langue française [n° 240 (92-93)] (18 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Langue française**.

TAUGOURDEAU (Martial), sénateur d'Eure-et-Loir (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires sociales.
- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale (17 décembre 1993).

TEULADE (René), ministre des affaires sociales et de l'intégration.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant création d'une caisse de garantie des retraites n° 239 (92-93) (18 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Retraites**.

TIZON (Jean-Pierre), sénateur de la Manche (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Juge suppléant de la Haute Cour de justice.

Juge titulaire de la Cour de justice de la République (loi constitutionnelle n° 93-952 du 27 juillet 1993) (*JO Lois et décrets* du 9 décembre 1993).

- Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Intérieur - Sécurité civile** - [n° 106 (93-94)] tome 3 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 135) - Ministère : **Intérieur - Problèmes de la drogue - Drogues et stupéfiants**.

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 355) : zones rurales - Région Basse-Normandie - Elevage - Quotas laitiers - Pluriactivités - Labels - (p. 356) : productions non alimentaires - Tourisme rural - Services publics en zone rurale - Voies de communication en Basse-Normandie : liaisons ferroviaire et routière Caen-Rennes.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (14 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1247) : avantage des privatisations - Plan de redressement et de relance - Avis favorable du groupe des RI sur ce projet de loi tel qu'il ressort des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives [n° 13 (93-94)]** - (21 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3315, 3316) : intervention de l'Etat en faveur du sport - Législation sportive - Rôle du sport - Corruption - Prévention et répression - Le groupe des Républicains et Indépendants

apportera son soutien unanime à ce texte amendé par la commission des lois.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) (p. 5223, 5224) : budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA - Réforme de la politique agricole commune, PAC - Défense des productions agricoles traditionnelles - Relations entre les producteurs et la grande distribution - Quotas laitiers dans le département de la Manche - Négociations du GATT - (p. 5225) : votera ce projet de budget.

Intérieur et aménagement du territoire - I - Intérieur - (1^{er} décembre 1993) - Rapporteur pour avis (sécurité civile) - (p. 5383) : analyse des crédits - (p. 5384) : subventions aux services départementaux d'incendie et de secours - Dépenses d'investissement et moyens aériens de lutte contre les incendies de forêts - Bilan de la lutte contre les feux de forêts - Bilan des inondations - Prévention des risques naturels majeurs et plan d'exposition aux risques naturels prévisibles - Organisation et disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires - (p. 5385) : départementalisation des services d'incendie et de secours - Participation des victimes au financement d'opérations de secours exceptionnel - Se déclare favorable à l'adoption des crédits affectés à la sécurité civile.

TORRE (Henri), sénateur de l'Ardèche (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.

- Membre titulaire de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. André Fosset, Gérard Larcher et Louis Perrein, modifiant l'article 35 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public des postes et télécommunications [n° 228 (92-93)] (3 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Postes et télécommunications**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Industrie et postes et télécommunications et commerce extérieur - II** - Postes et télécommunications - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 26 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Rapatriés** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 34 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (rapatriés) - (4 décembre 1993) - Rapporteur spécial : son intervention présentée par M. Jean Clouet (p. 5573, 5574).

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) - Rapporteur spécial (postes et télécommunications) - Son intervention présentée par M. Bernard Barbier (p. 5886, 5888) .

TOUBON (Jacques), ministre de la culture et de la francophonie le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Guy Penne : **Francophonie (Politique de la francophonie)** (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 144).

de M. Ivan Renar : **Culture (ministère de la)** (*Réduction des crédits de la Culture*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1416).

de M. André Egu : **Architecture** (*Rôle des architectes des Bâtiments de France*) (JO Débats du 18 juin 1993) (p. 1424).

de M. Claude Huriet : **Patrimoine (protection du)** (*Restitution à des Etats étrangers d'éléments de patrimoine*) (JO Débats du 8 octobre 1993) (p. 2822).

de M. André Vallet : **GATT** (*Exception culturelle*) (JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6418).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 5 de Mme Hélène Luc : **Patrimoine (protection du)** (*Projet de démolition de la Maison Picasso à Maisons-Alfort (Val-de-Marne)*) (JO Lois et décrets du 1^{er} mai 1993) (p. 158).

n° 40 de M. Philippe Marini : **Edition** (*Plan d'action en faveur du livre français*) (JO Lois et décrets du 23 octobre 1993) (p. 3380).

n° 56 de M. Bernard Dussaut : **Urbanisme** (*Création d'un fonds d'intervention pour financer les fouilles archéologiques préalables à certaines opérations d'urbanisme*) (JO Lois et décrets du 23 octobre 1993) (p. 3381).

INTERVENTIONS

– **Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/611/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (n° E-62) [n° 336 (92-93)]** - (29 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1834, 1835) : francophonie - Pertinence de la proposition de résolution - (p. 1836) : refus de subventions à des colloques devant se tenir en langue anglaise.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Culture et francophonie - (6 décembre 1993) (p. 5662) : évolution des crédits - Aménagement culturel du territoire - Grandes institutions culturelles parisiennes - Crédits consacrés aux régions - Patrimoine monumental et archéologique - (p. 5663) : chantiers de restauration - Musées - Développement des réseaux nationaux des musées d'archéologie - Musées dits « de société » - Equipements de spectacles - Contrat de plan Etat-région - Déconcentration administrative - Formation et sensibilisation de tous les publics à la culture - Enseignements artistiques - Mesures en faveur du cinéma - (p. 5664) : crédits consacrés à la danse - Développement et diffusion du livre - Institutions culturelles nationales - Action internationale - Protection des biens culturels nationaux - Rattachement de la francophonie multilatérale et culturelle au ministère de la culture - (p. 5665) : action spécifiquement internationale - Conseil, formation et expertise au bénéfice de pays étrangers - Moyens de l'administration culturelle - Politique culturelle - Accès à la culture - Collaboration entre les ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la jeunesse et des sports et de la culture et de la francophonie - Décentralisation - (p. 5666, 5667) : organisation de colloques nationaux sur l'aménagement culturel du territoire - Equipements polyvalents de proximité - Développement du tourisme culturel - Démocratisation des activités culturelles - Industries des télécommunications, de l'informatique et de la télédiffusion - Développement des technologies nouvelles chez les particuliers - Entreprises françaises de production audiovisuelle - Approche globale de la culture - Histoire et mémoire collective - Réalisation d'un « Tour de France » de l'histoire de France - (p. 5672, 5673) : aide des collectivités locales aux exploitations cinématographiques en difficulté - Mesures semblables en faveur des librairies - (p. 5683) : grands travaux parisiens - Sauvegarde du patrimoine national et des grandes institutions - (p. 5686) : Opéra national de Paris - Poids des investissements parisiens - Patrimoine national - (p. 5687) : instruments de l'action extérieure en matière de francophonie - Futurs grands projets régionaux - Bibliothèque nationale de France - Marché de l'art - Exportations temporaires - Harmonisation de la fisca-

lité - (p. 5688) : oeuvres d'art contemporain - Cinéma pour la jeunesse - Distribution et exploitation des films - (p. 5689) : crédits affectés aux théâtres nationaux - Aides en faveur des compagnies - Théâtres privés - Enseignement de l'art dramatique - Théâtres municipaux - Action culturelle extérieure - Rattachement de la francophonie au ministère de la culture - Francophonie multilatérale - Délégation générale à la langue française - Crédits de la coopération multilatérale - (p. 5690) : constitutionnalisation de la francophonie - Simplification et unification des institutions de la francophonie - Observatoire sur les institutions internationales - Place du français aux Nations unies - Coopération entre les ministères de la culture et des affaires étrangères - Association française pour l'action artistique, ASAA - Liens entre les collectivités territoriales et l'Etat - Département de l'Isère - (p. 5691) : Maison des artistes et Association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs, AGESEA - Théâtre impérial de Compiègne - Soutien à la création - Enseignements artistiques - Intermittents du spectacle - (p. 5692, 5693) : musées dans les petites villes - Français de l'étranger - Francophonie - Diffusion du livre français à l'étranger - Langue française dans la Communauté européenne - Partenariat avec les collectivités territoriales - Equilibre entre Paris et la province - Fermeture du Grand Palais - Artistes-interprètes - Crédits du cinéma - Conservatoires et écoles de musique.

– **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6819) : loi du 31 décembre 1913 relative aux monuments historiques - Première loi de programme adoptée en 1988 - Prise en compte collective du patrimoine - (p. 6820) : rapprochement des différentes disciplines - Extension de la notion de patrimoine - Rôle de l'Inventaire général créé par André Malraux - Travaux d'urgence - Aménagement culturel du territoire - (p. 6829) : taux de couverture des autorisations de programme - Remparts du Quesnoy - Patrimoine militaire - Chantiers de jeunes - **Après l'art. 3** (p. 6831) : demande le retrait de l'amendement n° 1 de la commission (exonération des droits de mutation à titre gratuit des parts de sociétés civiles immobilières à caractère familial constituant un monument historique inscrit ou classé) - **Sur l'ensemble** (p. 6832, 6833) : adaptation particulière de la loi de 1913 pour la presqu'île du Cotentin - Permis de construire dans un périmètre classé autour d'un blockhaus.

TRÉGOUËT (René), sénateur du Rhône (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des finances.

– Membre de la délégation parlementaire pour les communautés européennes.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du comité d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec MM. Daniel Hoeffel, Roger Husson et Hubert Haenel, sur le financement par crédit-bail des installations ferroviaires [n° 207 (92-93)] (1^{er} février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la télévision éducative [n° 17 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Communication audiovisuelle.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de résolution [n° 65 (93-94)] présentée en application de l'article 73 bis du Règlement par M. Jacques Genton sur le projet de budget général des Communautés européennes pour 1994 (n° E-124) [n° 89 (93-94)] (10 novembre 1993) - **Communautés européennes.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Affaires européennes et article 24 - Evaluation de la participation française au budget des Communautés européennes [n° 101 (93-94)] tome 2 fascicule 2 (22 novembre 1993).

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Services du Premier ministre - I - Services généraux - Fonction publique** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 36 (22 novembre 1993).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 175 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes [n° 183 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Impôts et taxes.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes [n° 200 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Impôts et taxes.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat portant sur un sujet européen : conduite des négociations commerciales** [n° 5 (92-93)] - (23 juin 1993) (p. 1625, 1626) : intervient dans le débat consécutif à la question de M. Jean Delaneau.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle** [n° 5 (93-94)] - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Discussion générale** (p. 3728) : importance d'une législation instituant des flexibilités - Transformation des emplois - (p. 3729) : nouvelle approche du travail - Prépondérance de l'accès au savoir - Rythme de travail.

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 3806) : son amendement n° 303 : expérience de dispositif de sauvegarde de l'emploi par convention avec l'Etat dans certains secteurs d'activités en difficulté ; retiré.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 3992) : son amendement n° 307 : possibilité pour l'Etat d'aider les entreprises fournissant à leurs salariés des sessions de formation ; retiré - Développement de la robotique et des nouvelles technologies - Rythmes de travail - Acquisition des nouveaux savoirs devenus nécessaires - (p. 4000, 4001) : se déclare opposé aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Lien entre le chômage et la durée du travail - Irréversibilité des expériences - Symbole de la durée légale du travail - (p. 4002) : principe de la flexibilité.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) (p. 4673) : situation financière des petites et moyennes entreprises - Insuffisance des fonds propres et des crédits de trésorerie accordés par les organismes bancaires - Crédit interentreprise - (p. 4674) : moralisation des flux financiers interentreprises - Mesures en faveur de la trésorerie des entreprises - Epargne de

proximité - Télévision éducative - Financement des programmes d'accès au savoir par un crédit d'impôt.

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 9** (p. 4761, 4762) : son amendement n° I-6 : dispositif de nature à renforcer les fonds propres des entreprises en création ou en difficulté ; retiré puis repris par M. Paul Girod, puis repris par M. Paul Lorient ; rejeté - Exemple britannique et américain - (p. 4765) : ne votera pas cet amendement - **Après l'art. 9 ter** (p. 4780) : son amendement n° I-7 : système d'aide fiscale spécifique pour les programmes audiovisuels favorisant l'accès au savoir et à la formation ; retiré puis repris par M. Paul Lorient ; rejeté - Nouvelle chaîne d'accès au savoir - (p. 4781) : enjeu des nouvelles technologies de communication - (p. 4782) : accords commerciaux passés aux Etats-Unis - (p. 4783) : votera contre cet amendement pour privilégier la solidarité avec le Gouvernement.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - Rapporteur spécial - **Art. 24 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes)** (p. 4797) : flux financiers entre la France et les Communautés européennes - (p. 4798) : financement de la Communauté européenne - Droits de douane - (p. 4799) : commerce international.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre - I - Services généraux (et fonction publique) - (9 décembre 1993) - Rapporteur spécial (fonction publique) - (p. 5853) : effectifs de la fonction publique - Rémunérations - Déconcentration - Europe - Modernisation de la fonction publique - (p. 5854, 5855) : conditions de travail - Délocalisations administratives - Télétravail - Ecole nationale d'administration, ENA - Revalorisation de l'encadrement - Accepte ce projet de budget.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes** [n° 175 (93-94)] - (17 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 6598) : réglementation des échanges portant sur l'or dans le cadre de la mise en place du marché unique européen - Eléments chiffrés sur l'importance du secteur de l'orfèvrerie et de la joaillerie en Europe - Multiplication des réformes législatives pour la réglementation de ce secteur - (p. 6599, 6600) : modalités de l'apposition du poinçon d'Etat - Conditions de paiement du « droit de garantie » - Maintien de la procédure inefficace de contrôle pour obtenir la garantie de l'Etat en France - Divergence des méthodes de contrôle des titres dans les différents pays de la Communauté - Possibilité de libre circulation pour les ouvrages dont le titre est reconnu par l'administration française - Réserve de l'appellation « or » à l'or traditionnel titrant dix-huit carats ou plus - Introduction de dispositions étrangères au reste du projet de loi, relatives à une réforme du code des douanes - **Intitulé du titre 1^{er}** (p. 6603) : son amendement n° 2 : suppression de la notion d'alliage ; adopté - **Art. 1^{er} (champ d'application)** : son amendement n° 3 ; remplacement des mots : « en alliage d'or », par les mots : « d'or ou contenant de l'or » ; adopté - **Art. 2 (titre des ouvrages et régimes de garantie)** : ses amendements de coordination n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8 ; adoptés - **Art. 2 bis (appellation commerciale des ouvrages d'or)** (p. 6605) : accepte l'amendement de coordination n° 38 du Gouvernement - Son amendement n° 9 : application de l'appellation « or » pour les titres supérieurs ou égaux à dix-huit carats, appellation « alliage d'or » pour les titres à neuf et quatorze carats ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 27 de M. Paul Caron (suppression de l'application de l'appellation « or » pour les ouvrages de dix-huit carats) - **Après l'art. 3** (p. 6606) : s'oppose à l'amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Masseret (obligation dans l'apposition des poinçons de préciser la teneur en métal précieux) - **Art. 4 (poinçonnage)** : son amendement rédactionnel n° 35 ; adopté - **Art. 5 (exceptions)** (p. 6607) : son amendement de coordination n° 10 ; adopté - **Art. 6 (droit spécifique)** : son amendement n° 11 : modulation des tarifs du droit spécifique en fonction de la teneur en or des ouvrages ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 28 de M. Paul Caron (taxation au prorata du poids de métal précieux contenu dans chaque ouvrage) -

Art. 6 (droit spécifique) (p. 6608) : son amendement de coordination, n° 12 ; adopté - **Art. 7 (ouvrages déposés aux caisses de crédit municipal)** : son amendement n° 13 : perception du droit spécifique sur les ouvrages déposés auprès des caisses de crédit municipal, au moment de la vente de ces ouvrages ; adopté - **Art. 8 (essai des ouvrages)** (p. 6609) : son amendement rédactionnel n° 14 ; adopté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33 de M. Serge Vinçon (possibilité pour les ouvrages dont le titre est inférieur à 750 millièmes d'être soient détruits, soient soumis à la garantie publique) - Sur celui-ci, son sous-amendement n° 37 : imposition de la garantie publique pour les ouvrages non rompus ; possibilité pour les propriétaires, dans tous les cas, d'exporter ces ouvrages ; adopté - **Art. 9 (organisation de la garantie publique)** (p. 6610) : son amendement n° 15 : compétences du ministre chargé du budget pour agréer les organismes de contrôle chargés de délivrer la garantie publique ; adopté - **Art. 11 (suppression de l'exemption de droit de garantie)** (p. 6611) : demande le retrait de l'amendement n° 34 de M. Serge Vinçon (maintien du système antérieur d'exonérations de taxes pour les ouvrages français dispensés de poinçons) - **Art. 13 (obligation de la garantie de l'Etat)** (p. 6612) : son amendement rédactionnel n° 16 ; adopté - Sur celui-ci, s'oppose au sous-amendement n° 29 de M. Paul Caron (remplacement de la procédure d'apport à la marque par un dispositif plus souple pour les entreprises) - S'oppose à l'amendement n° 31 de M. Paul Loridan (possibilité de marquage sur place dans les entreprises) - **Art. 14 (obligation de tenir un livre de police)** (p. 6613) : son amendement n° 17 : maintien du principe de l'anonymat sur les transactions portant sur l'or monétaire, ainsi que sur l'or en barre et en lingot ; adopté - **Art. 17 bis (aménagement rédactionnel de la législation relative aux métaux précieux)** (p. 6614) : son amendement rédactionnel n° 18 ; adopté - **Art. 18 (régime d'importation des ouvrages en métaux précieux)** (p. 6615) : son amendement n° 19 : obligation de déposer le poinçon de fabricant auprès de l'administration française ; adopté - **Après l'art. 19** : accepte l'amendement n° 39 du Gouvernement (soumission aux contrôles et au droit spécifique pour les ouvrages en métal précieux plaqués ou doublés de métal précieux, dans les conditions prévues pour le métal précieux qui en constitue le corps) - **Art. 20 (définition du vermeil)** : son amendement de coordination n° 20 ; adopté - **Art. 21 (dispositions renvoyées au pouvoir réglementaire)** (p. 6616) : son amendement de coordination n° 21 ; adopté - **Art. 22 (aménagement rédactionnel de la législation relative aux métaux précieux) A titre personnel**, accepte l'amendement de coordination n° 40 du Gouvernement - (p. 6617) : son amendement de coordination n° 22 ; adopté - **Art. 24 (aménagement rédactionnel de la législation relative aux contributions indirectes)** : s'oppose à l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Masseret (application des dispositions générales de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes pour le contrôle de l'apposition des poinçons de garantie et de responsabilité) - **Art. 25 (tolérance de circulation pour les ouvrages antérieurement fabriqués à des titres supprimés par le présent projet de loi)** (p. 6618) : son amendement de coordination n° 23 ; adopté - **Art. 26 (droit de vérification des titres de séjour)** (p. 6619) : ses amendements, n° 24 rédactionnel, et n° 25 de coordination ; adoptés.

- **Projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication [n° 143 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6686) : place dominante du monde de l'audiovisuel - Evolution technologique - (p. 6687) : négociations du GATT - Exploitation de nouveaux savoirs - Nouvelle organisation des sociétés - (p. 6688) : création et rôle de la chaîne du savoir, de la formation et de l'emploi - Prise en compte des besoins des publics - (p. 6689) : avec le groupe du RPR, apportera son soutien au projet de loi - **Art. 1^{er} (création de la chaîne du savoir et de la formation)** (p. 6722) : se déclare favorable à l'amendement n° 14 de M. Pierre Laffitte (promotion des organismes de formation) - (p. 6726) : soutient l'amendement n° 15 de M. Pierre Laffitte (promotion de la chaîne d'accès au savoir) - (p. 6728) : souplesse de la structure de la création de la fondation.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 200 (93-94)]** - (22 décembre

1993) - Rapporteur - **Discussion générale** : son intervention présentée par M. Jean Arthuis - (p. 6873, 6874).

TREILLE (Georges), sénateur des Deux-Sèvres (rattaché administrativement au groupe UC).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois ; en démissionne ; puis membre de la commission des affaires étrangères (*JO* Lois et décrets du 7 avril 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5455, 5456) : carrière des sous-officiers d'active des forces terrestres - Ecole nationale de Saint-Maixent- l'Ecole - Renouvellement des effectifs de l'armée de terre - Au nom du groupe de l'Union centriste, se déclare favorable à ce projet de budget.

TRUCY (François), sénateur du Var (RI).

Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre d'Etat, ministre de la défense (*JO* Lois et décrets du 5 août 1993).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des finances.

- Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense** - Dépenses ordinaires - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 47 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions en matière d'urbanisme et de construction [n° 431 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 3178) : son amendement n° 1 : stations d'épuration d'eaux usées avec rejet en mer non liées à une opération d'urbanisation nouvelle ; adopté.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Art. 11 (la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale)** (p. 3611, 3615) : ses amendements, soutenus par M. André Diligent, n° 56 : élargissement de la définition des logements sociaux, notamment aux logements anciens dépourvus de confort ; n° 57 : critère du nombre de demandeurs d'emplois et de bénéficiaires du RMI ; et n° 58 : critère du revenu moyen par habitant ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - Rapporteur spécial (dépenses ordinaires) - Son intervention présentée par M. Bernard Barbier (p. 5441, 5443).

TÜRK (Alex), sénateur du Nord (NI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

- Membre titulaire de la commission nationale de l'informatique et des libertés.

– Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 68 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, relatif au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche en vue de la protection ou l'amélioration de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique,

aux fichiers et aux libertés [n° 209 (93-94)] (21 décembre 1993) - **Médecine.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4377) - Ministère : Education - *Contenu des programmes d'instruction civique - Enseignement.*

INTERVENTIONS

– **Projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature [n° 447 (92-93)] - Suite de la discussion** - (6 octobre 1993) - **Art. 21 (consultation)** : son intervention présentée par M. Jacques Habert (p. 2786).

U

ULRICH (Maurice), sénateur de Paris (NI, puis RPR).

Elu sénateur le 18 avril 1993, en remplacement de Mme Nicole de Hauteclocque, décédée (JO Lois et décrets du 20 avril 1993).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des lois (JO Lois et décrets du 29 avril 1993).

– Membre suppléant de la commission supérieure de la codification (JO Lois et décrets du 9 juillet 1993).

– Membre de la commission « ad hoc » chargée d'examiner la demande de levée d'immunité parlementaire d'un membre du Sénat (JO Lois et décrets du 7 juillet 1993).

– Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France (9 juillet 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la sécurité des manifestations sportives (9 novembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant la société par actions simplifiée (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature (21 décembre 1993).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature (21 décembre 1993).

V

VALADE (Jacques), sénateur de la Gironde (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des finances.
- Membre titulaire de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement supérieur et recherche - II - Recherche** - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 16 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 370) : métropoles régionales - Dimension européenne de l'aménagement du territoire - Coopération régionale transfrontalière - (p. 371) : région Aquitaine ; espace rural ; crise industrielle - Liaison TGV Paris-Madrid - Liaisons routières et autoroutières.
- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) - Rapporteur spécial (recherche) - (p. 5962, 5963) : présentation des crédits du budget civil de la recherche et du développement - Poursuite d'une politique consensuelle - (p. 5964) : Centre européen de recherche nucléaire, CERN - Centre national de la recherche scientifique, CNRS - Recherche industrielle - Emplois - Commissariat à l'énergie atomique, CEA - (p. 5965) : recherche nucléaire ; volet militaire ; expérimentation - Centre national d'études spatiales, CNES - Dénonce l'abandon d'une politique spatiale française et européenne - Avis favorable à l'adoption de ce budget de transition.

VALLET (André), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S, puis RDE).

secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 1993.

NOMINATIONS

- Membre de la commission des lois.

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6418) - Ministère : Culture - *Exception culturelle* - GATT.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Budget annexe : Prestations sociales agricoles - (29 novembre 1993) - **Après l'art. 52 bis** (p. 5184) : son amendement n° II-13, soutenu par M. Raymond Soucaret : régime d'appel provisionnel de cotisations pour 1994 ; retiré.

VALLON (Pierre), sénateur du Rhône (UC).

NOMINATIONS

- Vice-président de la commission des affaires culturelles.
- Membre titulaire de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du conseil de gestion du Fonds national pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

- Membre de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargée de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication (20 décembre 1993).

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Serge Mathieu, visant à modifier l'article 47 de la loi de finances rectificative pour 1992 (n° 92-1476 du 31 décembre 1992) [n° 223 (92-93)] (24 février 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Lois de finances**.

Proposition de loi, déposée avec M. Serge Mathieu, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 262 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à harmoniser la composition des bureaux des conseils généraux et des conseils régionaux [n° 270 (92-93)] (22 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à préciser les conditions de vente du logement principal d'un débiteur soumis aux dispositions de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles [n° 81 (91-92)] (13 novembre 1991) - Reprise par son auteur le 27 avril 1993 - **Créances**.

Proposition de loi, déposée avec MM. Bernard Barbier et Serge Mathieu, tendant à modifier la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme [n° 12 (93-94)] (6 octobre 1993) - **Santé**.

Proposition de loi tendant à rendre incompressible la peine prononcée à l'encontre des auteurs de crimes perpétrés contre des enfants, des personnes âgées ou des agents de la force publique [n° 29 (93-94)] (12 octobre 1993) - **Justice**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement scolaire** - [n° 102 (93-94)] tome 4 (22 novembre 1993).

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier l'article 26 de la Constitution et tendant à réduire le champ d'application de l'immunité parlementaire [n° 115 (93-94)] (24 novembre 1993) - **Parlement**.

Proposition de loi tendant à substituer dans le code de commerce l'appellation « soutien judiciaire des entreprises » à celle de redressement judiciaire [n° 172 (93-94)] (10 décembre 1993) - **Redressement et liquidation judiciaire**.

INTERVENTIONS

- **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs** [n° 460 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2692) : étude sur le projet de canal Rhin-Rhône - Saturation des axes de transport Nord-Sud - Trafic de poids lourds en Europe - Couloir rhodanien - Augmentation de circulation des voitures particulières - Circulation de poids lourds étrangers - (p. 2693) : protection de l'environnement - Exemples de la Suisse et de l'Autriche - Projets de la SNCF - Complémentarité du rail et de la route - Transport combiné route-rail - Liaison Rhin-Rhône.

– **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Équipement, transports et tourisme - III - Tourisme - (28 novembre 1993) - Son intervention présentée par M. Louis de Catuelan (p. 5146, 5148).

Éducation nationale - (6 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (enseignement scolaire) - (p. 5632, 5634) : évolution des crédits - Création d'emplois - Enseignement privé - Aménagement du territoire - Maintien des écoles en milieu rural - Renforcement de l'encadrement et de la sécurité des élèves - Établissements « sensibles » - Réforme pédagogique - Apprentissage de la lecture - Réforme du collège - Consultation des personnels professionnels - Réforme des lycées - Fonctionnement du ministère - Droit à la formation - Orientation des élèves - Classes d'initiation préprofessionnelle en alternance - Bourses d'études - Allocation de rentrée scolaire - Réorganisation du système de santé scolaire - Accepte les crédits de l'enseignement scolaire.

VASSELLE (Alain), sénateur de l'Oise (RPR).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires sociales.

– Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale (7 juillet 1993).

DÉPÔTS

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite d'une mission effectuée du 16 au 24 janvier 1993, par une délégation chargée d'étudier les problèmes de l'emploi et de l'insertion sociale et professionnelle dans les départements de la Martinique et de la Guadeloupe [n° 263 (92-93)] (16 avril 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Départements d'outre-mer**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à supprimer la cotisation d'accueil instituée par l'article 16 de la loi n° 92-613 du 6 juillet 1992 [n° 309 (92-93)] (18 mai 1993) - **Chasse**.

Proposition de loi, déposée avec plusieurs de ses collègues, visant à modifier l'article L. 164-5 du Code des communes [n° 310 (92-93)] (18 mai 1993) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 332 (92-93)] relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 370 (92-93)] (17 juin 1993) - **Retraite**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 417 (92-93)] (8 juillet 1993) - **Sécurité sociale**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 1993 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Politique en faveur des personnes âgées** - [n° 105 (93-94)] tome 4 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 141) - Ministère : Agriculture - **Situation de l'élevage ovin - Elevage**.

INTERVENTIONS

– **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 237, 238) : intervient dans

le débat consécutif aux questions orales jointes sur la dépendance des personnes âgées.

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 262, 92-93) de MM. Serge Mathieu et Pierre Vallon, tendant à allonger les délais d'élaboration du schéma départemental de la coopération intercommunale [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Art. unique (allongement du délai d'élaboration des projets de schémas départementaux de la coopération intercommunale jusqu'au 31 décembre 1993)** (discussion commune avec celle de la proposition de loi n° 290, 92-93) (p. 691, 692) : intervient à propos de l'amendement n° 2 de M. Paul Girod (allongement du délai jusqu'au 31 décembre 1994) - Nécessité d'une réforme de la dotation globale de fonctionnement, DGF.

– **Conclusions du rapport de M. Bernard Laurent**, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 290, 92-93) de M. Jean-Paul Delevoye, visant à modifier l'article 68 de la loi du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République [n° 323 (92-93)] - (3 juin 1993) - **Art. unique (allongement du délai d'élaboration de schémas départementaux de coopération intercommunale)** : voir intervention sous la proposition n° 262, 92-93 (p. 691, 692).

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1544) : rapport Raynaud sur l'état des comptes publics - « Livre blanc sur les retraites » - Sauvegarde des acquis de la protection sociale - (p. 1545) : création du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale - Rôle du fonds - Intérêt de la dissociation des avantages contributifs et des avantages non contributifs - Responsabilité des partenaires sociaux dans la gestion des caisses de retraite - Affectation des ressources nouvelles résultant de l'augmentation du taux de la CSG - Apurement du passif du régime général - (p. 1546) : notion de protection sociale et de solidarité nationale - Situation des régimes spéciaux - Dépenses et recettes du fonds - (p. 1547) : indexation des retraites sur les prix - Intervention du législateur - Préservation du pouvoir d'achat - Rétablissement d'équilibre de la branche vieillesse - (p. 1548) : fragilité de l'équité entre les générations - Mise en oeuvre de fonds de pensions - Modalités du calcul de l'assiette et du recouvrement de la CSG - Affectation de la CSG à la Caisse nationale des allocations familiales, CNAF - Conséquences de la prise en charge de l'allocation supplémentaire par le fonds de solidarité vieillesse - **Titre 1^{er} (fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1573) : son amendement n° 2 : nouvelle rédaction de l'intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse » ; adopté - **Art. 1^{er} (création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** (p. 1575) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 25 de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis - **Chapitre V (fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale)** : son amendement n° 3 : nouvelle rédaction de l'intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse » ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 52 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvel intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale ») - **Art. L. 135-1 du code de la sécurité sociale (mission et statut du fonds)** : son amendement n° 4 : établissement de deux missions pour le fonds ; adopté - S'oppose à l'amendement n° 53 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (missions du fonds) - (p. 1577) : ses amendements, n° 5 de coordination, et n° 6 : assistance d'un comité de surveillance pour le conseil d'administration du fonds ; adoptés - **Art. L. 135-2 du code précité (dépenses à la charge du fonds)** (p. 1578) : son amendement n° 7 : dépenses financées à titre permanent dans le cadre du fonds vieillesse ; adopté - Prise en charge par le fonds de solidarité des avantages non contributifs - Limitation des risques d'arbitraire du pouvoir réglementaire - (p. 1579) : sur son amendement n° 7, s'oppose aux sous-amendements n° 48 et n° 49 de M. Bernard Seillier - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 55 de précision, n° 56 (prise en charge de certaines cotisations relevant actuellement de l'assurance vieillesse) et n° 57 (création d'une allocation autonomie et dépendance) - **Art. L. 135-3 du code précité (recettes du fonds)** (p. 1583) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Frayssé-Cazalis n° 26 (suppression de l'augmentation du taux de la CSG) et n° 27 (suppression du financement du fonds de solidarité par les droits sur les alcools), ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 58 (suppression des mesures relatives à la CSG) et n° 59 (abaissement du taux d'augmentation de la CSG) - (p. 1584) : son amendement n° 8 : équilibre financier

du fonds ; adopté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1586, 1587) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 28 (âge de la retraite), n° 29 (financement de la sécurité sociale), n° 30 (contribution sociale pour l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France), n° 31 (assujettissement à une contribution sociale de certains revenus des biens immobiliers) et n° 32 (modification de l'assiette de calcul des cotisations sociales dues par les entreprises) - **Art. 2 (entrée en vigueur)** (p. 1589) : son amendement de précision n° 9 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité)** (p. 1592) : ses amendements n° 10 : précision relative à l'indexation des pensions sur l'évolution des prix à la consommation ; n° 11, rédactionnel, et n° 12 : modalités d'application fixées par décret en Conseil d'Etat ; adoptés - Sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, s'oppose au n° 62 de suppression, et accepte le n° 63 (décisions pour la Caisse nationale d'assurance maladie prises par le conseil d'administration) - S'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 34 (suppression de la disposition indexant les pensions sur les prix à la consommation) et n° 35 (suppression de la disposition concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle) - **Avant l'art. 4** (p. 1595) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités de calcul et de revalorisation de la pension vieillesse) - **Art. 4 (modalités de revalorisation des pensions de vieillesse)** (p. 1596) : ses amendements n° 13 : constat de l'évolution des prix à la consommation ; n° 14 : évolution des pensions de vieillesse du régime d'Alsace et de Moselle parallèle à l'évolution des pensions d'invalidité de ce même régime ; et n° 15 : modalités de l'indexation des pensions d'invalidité ; adoptés - S'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, s'oppose au n° 64 (revalorisation des retraites en fonction de la situation économique générale) et accepte le n° 65 (consultation du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-vieillesse) - **Art. 5 (durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993)** (p. 1597) : s'oppose aux amendements n° 38 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du I de l'article fixant la durée d'application des dispositions d'indexation des pensions d'invalidité et de vieillesse) et n° 66 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réexamen annuel des dispositions relatives à l'évolution des retraites) - (p. 1598) : ses amendements n° 16 : extension au coefficient de majoration servant de base de calcul aux pensions, du bénéfice de l'ajustement éventuel au 1^{er} janvier 1996 pour les pensions de vieillesse et d'invalidité liquidées ; n° 75 de coordination ; et n° 17 : précision des caisses concernées ; adoptés - S'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (ajustement à la date du 1^{er} janvier 1996 de l'ensemble des retraites liquidées à cette même date) - (p. 1599) : s'oppose aux amendements n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (revalorisation des pensions) et n° 69 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (revalorisation des retraites) - **Après l'art. 5** (p. 1600) : accepte l'amendement n° 74 du Gouvernement (modification de la durée d'assurance conduisant au temps plein) - **Avant l'art. 6** (p. 1602) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (abrogation des articles de la loi de finances pour 1991, relatifs à la CSG) - **Art. 6 (codification des articles relatifs à la contribution sociale généralisée)** (p. 1603) : s'oppose aux amendements de suppression n° 42 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 66 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Son amendement de conséquence n° 18 ; adopté - **Art. 7 (modifications tirant les conséquences de la codification prévue à l'article 6)** (p. 1604) : s'oppose aux amendements de suppression n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 71 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Son amendement rédactionnel n° 19 ; adopté - **Art. 8 (modifications liées aux dispositions du titre 1^{er} du projet de loi)** : son amendement rédactionnel n° 20 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 44 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 72 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (mention des cotisations assises sur les revenus du travailleur salarié) - Son amendement n° 21, soutenu par M. Jean-Pierre Fourcade : affectation de la CSG à la Caisse nationale d'allocations familiales ; retiré - **Art. 9 (modifications du livre VIII du code de la sécurité sociale)** (p. 1606) : son amendement rédac-

tionnel n° 22 ; adopté - S'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 11 (toilette législatif et réglementaire)** (p. 1607) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Son amendement de coordination n° 23 ; adopté - **Après l'art. 11** : son amendement n° 24 : rapport au Parlement sur les dépenses non contributives de retraite ; adopté - **Intitulé** (p. 1608) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvel intitulé du projet de loi : « Projet de loi relatif aux pensions de retraite, à la création d'un fonds de solidarité vieillesse et à la sauvegarde de la protection sociale »).

- **Projet de loi relatif au développement de l'emploi et de l'apprentissage [n° 375 (92-93)]** - (5 juillet 1993) - **Art. 6 (institution d'une dotation financière destinée à aider les conseils régionaux à participer au développement de l'emploi)** (p. 2183, 2184) : ses amendements, soutenus par M. Jean Chérioux, n° 24 : extension de la dotation financière aux conseils généraux ; et n° 25 : prise en compte des préoccupations relatives au cadre de vie ; retirés.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France [n° 374 (92-93)]** - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Art. 4 (contrôle des titres de circulation et de séjour des étrangers)** (p. 2314) : rôle des maires de France dans le contrôle d'identité des étrangers - Fonction d'officier de police judiciaire dans les petites communes - (p. 2323) : rôle des maires des petites communes dans le contrôle de la situation d'un certain nombre d'étrangers.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 417 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 2612) : accord en CMP - Fonds de solidarité vieillesse - « Minimum vieillesse » des professions libérales - Rapport au Parlement sur l'évolution des régimes d'assurance vieillesse - (p. 2613) : indexation des pensions sur les prix - Régimes de retraite complémentaires - Demande l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 [n° 424 (92-93)]** - (14 octobre 1993) - **Art. 2 (dispositions applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil) - Art. L. 235-1 du code du travail (obligation de mise en oeuvre des principes généraux de prévention par les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'oeuvre et les coordonnateurs)** (p. 3130) : sur l'amendement n° 43 de la commission (possibilité pour les collectivités et organismes assujettis aux règles concernant la maîtrise d'ouvrage publique et répondant à des critères de seuils en population, effectifs ou volume d'activité, d'opter soit pour le régime de droit commun fixé par le texte, soit pour un transfert des obligations visées par le projet de loi sur le maître d'oeuvre), son sous-amendement n° 44 : suppression du droit d'option prévu par cet amendement afin de permettre l'automatisme de la désignation du coordonnateur par le maître d'oeuvre ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)]** - (26 octobre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3437) : souhaite que le Gouvernement précise la date d'extension de la protection sociale à tous les français - Se déclare opposé à l'amendement n° 82 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (affiliation à la sécurité sociale de tous les citoyens dès l'âge de dix-huit ans) - **Art. 1^{er} (lutte contre la tuberculose)** (p. 3444) : se déclare favorable à l'amendement n° 9 de la commission (dépistage obligatoire du virus de l'immunodéficience humaine pour les personnes atteintes d'une tuberculose évolutive) - **Art. 3 (protection sociale des détenus et financement de leur prise en charge sanitaire) - Art. 381-30-6 du code de la sécurité sociale (prise en charge par l'Etat de certaines dépenses qui n'entrent pas dans le champ des dépenses hospitalières remboursables)** (p. 3452) : son amendement n° 112 : soins dispensés aux détenus dans les centres de détention ; adopté - **Après l'art. 6** (p. 3456) : intervient à propos de l'amendement n° 20 de la commission (proposition systématique d'un test de dépistage du SIDA aux

détenus à l'occasion de l'examen médical effectué lors de l'incarcération) - Dépistage systématique du virus du SIDA dans les établissements de détention - **Art. 7** (*publicité pour les médicaments et réglementation de la profession de visiteur médical*) - **Art. L. 551-1 du code de la santé publique** (*caractère d'objectivité et de bon usage de la publicité des médicaments*) (p. 3458) : son amendement n° 113 : rôle de l'Agence du médicament dans la détermination des caractères d'objectivité et de bon usage ; retiré - **Art. 13** (*modification de l'article L. 514 du code de la santé publique*) (p. 3464) : soutient l'amendement n° 119 de M. Dominique Leclerc (procédure de vérification des diplômes, certificats ou autres titres d'exercice ; moment à partir duquel les délais d'inscription au tableau commencent à courir) - **Art. 19** (p. 3477) : souhaite que le Sénat se rallie à l'amendement n° 108 de M. Charles Descours (nouvelle rédaction qui stipule qu'à défaut de refus motivé la décision sera « réputée être une autorisation ») - **Art. 20** (*retrait des autorisations en cas de sous-activité ou pour des raisons sanitaires*) (p. 3479) : son amendement n° 114 : durée de la période d'observation déterminée par un décret en Conseil d'Etat qui ne pourra être inférieure à deux ans et dont le point de départ ne pourra être antérieur au 1^{er} janvier 1993 ; retiré - (p. 3483) : sur l'amendement n° 35 de la commission (nouvelle rédaction précisant les modalités de retrait de l'autorisation pour les services dont l'activité est insuffisante, son sous-amendement n° 141 : augmentation d'un mois du délai accordé au comité régional ou au comité national d'organisation sanitaire ; adopté - (p. 3484, 3485) : spécificité des établissements ruraux - **Avant l'art. 21** (p. 3486) : son amendement n° 115 : possibilité pour un établissement soumis à un plan de restructuration, qui ne nécessite pas d'équipement lourd, d'utiliser par redéploiement l'ensemble des moyens dont il dispose par voie contractuelle ou par voie de négociation avec l'autorité de tutelle, et de bénéficier de moyens supplémentaires ; retiré - **Art. 30** (*complément d'allocation aux adultes handicapés*) (p. 3497) : son amendement n° 116 : droit pour tout bénéficiaire de l'allocation d'éducation spécialisée ou d'adulte handicapé de bénéficier de l'exonération des charges sociales lorsqu'il procède au recrutement d'une personne afin de l'assister dans les actes essentiels de la vie quotidienne ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (28 octobre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3576) : soutient l'amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Delevoe (limitation de la modification du dispositif d'indexation au seul exercice 1994) - **Art. 1^{er}** (*composition de la dotation globale de fonctionnement*) (p. 3577) : son amendement n° 41 : amélioration de la rédaction ; retiré au profit de l'amendement identique n° 1 de la commission - **Après l'art. 3** (p. 3583, 3584) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Joël Bourdin (introduction de la dotation de compensation de la taxe professionnelle dans le calcul du potentiel fiscal), retiré par son auteur et repris par M. Louis Perrein - **Art. 9** (*la dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre*) (p. 3603) : intervient sur l'amendement n° 6 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 11** (*la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale*) (p. 3605, 3606) : se déclare opposé à la dotation spécifique bourgs-centres de nature à pénaliser les petites communes rurales - (p. 3611) : son amendement n° 42 : logements sociaux en accession à la propriété ; adopté - (p. 3617) : se déclare opposé à l'amendement n° 90 de M. Robert Vizet (critère des demandes de logements) - (p. 3621, 3623) : son amendement n° 43 : conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale ; retiré - (p. 3625) : bourgs-centres - Syndicats intercommunaux à vocation multiple, SIVOM - Petites communes rurales - **Art. 14** (*modalités de versement de la DGF*) (p. 3628) : son amendement n° 44 : versement semestriel de la DGF ; retiré.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)]** - **Suite de la discussion** - (3 novembre 1993) - **Avant l'art. 1^{er}** (p. 3767) : se

déclare opposé à l'amendement n° 341 de M. Charles Lederman (suppression des opérations de délocalisation internationale).

Suite de la discussion - (4 novembre 1993) - **Art. 1^{er}** (*programmation sur cinq ans du dispositif d'allègement des cotisations d'allocations familiales et mise en place d'une procédure de suivi dans le cadre de la négociation annuelle d'entreprise*) (p. 3799) : son amendement n° 284 : extension du principe de l'allègement des cotisations d'allocations familiales à la profession agricole ; retiré - (p. 3802) : son amendement n° 209 : principe d'une compensation intégrale en faveur du financement de la politique familiale ; retiré - **Art. 2** (*élaboration d'un rapport sur les incidences prévisibles d'une modification de l'assiette de certaines charges sociales ou fiscales*) (p. 3816) : son amendement n° 285 : financement du Fonds national d'aide au logement ; adopté - (p. 3824) : votera l'article 2 - **Art. 4** (*simplification des obligations relatives au paiement de la rémunération des emplois des services auprès de particuliers par l'institution d'un chèque service*) (p. 3837) : son amendement n° 286 : suppression du troisième alinéa du I de cet article rendant impossible l'utilisation du chèque service pour la rémunération des personnels dont l'activité relève de la profession de leur employeur ; retiré - (p. 3838) : soutient l'amendement n° 304 de M. Jean-Paul Delevoe (mise à disposition des chèques services) - (p. 3843) : votera l'article 4 - Associations intermédiaires - Valeur du chèque service - **Après l'art. 4** (p. 3844) : ses amendements n° 287 : augmentation des modalités de solvabilité de la demande d'aide à domicile ; et n° 288 : extension aux associations agréées du bénéfice de l'allocation de garde d'enfant à domicile ; retirés - **Art. 5** (*simplification et extension de l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises*) (p. 3845) : son amendement n° 289 : extension du bénéfice du dispositif de l'article 5 aux salariés faisant un apport à une association d'intérêt général ; retiré - (p. 3847) : son amendement n° 290 : possibilité pour les régions d'intervenir dans le dispositif ; adopté.

Suite de la discussion - (8 novembre 1993) - **Après l'art. 24** (p. 4005) : allongement de la durée hebdomadaire du travail en Allemagne - Charges élevées supportées par les entreprises françaises - Interrogation sur l'intérêt de légiférer pour encourager les entreprises à une telle expérience - (p. 4006) : retombées d'une telle expérience - Nécessité de travailler plus - Se déclare opposé aux amendements identiques n° 7 de M. Gérard Larcher et n° 268 de M. Jean-Pierre Fourcade (mise en place, à titre expérimental, par le biais d'accords négociés avec les salariés, d'une réduction du temps de travail permettant la création d'emplois supplémentaires) - Intérêt d'une mission parlementaire - **Art. 24** (*objectifs et contenu de la négociation sur l'organisation et la durée du travail*) (p. 4025) : sur l'amendement n° 60 de la commission (possibilité pour les entreprises ne disposant pas de délégation syndicale de mettre en place le dispositif d'annualisation), son sous-amendement n° 292 ; devenu sans objet - **Art. 27** (*élargissement du recours au repos compensateur*) (p. 4034) : son amendement n° 301 : possibilité pour les employeurs, dans le cadre des négociations partenariales, de négocier directement les aménagements du temps de travail avec le personnel en l'absence d'institutions représentatives ; retiré - (p. 4035) : sur l'amendement n° 64 de la commission (adaptation à l'entreprise des conditions d'attribution et de prise du repos compensateur par le biais des conventions, accords ou textes soumis à l'avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel), son sous-amendement n° 300 ; retiré - **Après l'art. 27** (p. 4038) : son amendement n° 293 : possibilité, par voie conventionnelle et par la négociation partenariale, pour les entreprises de prévoir un salaire équivalent au travail d'un nombre d'heures supplémentaires n'ouvrant pas droit à rémunération ; retiré.

Suite de la discussion - (9 novembre 1993) - **Art. 36** (*classes préparatoires à l'apprentissage*) (p. 4119) : son amendement n° 296 : financement des charges résultant de l'implantation des classes ; devenu sans objet - **Après l'art. 36** (p. 4123) : son amendement n° 297 : compensation par les régions des dépenses engendrées par l'implantation de classes de troisième et quatrième technologiques dans les établissements scolaires du second degré ; adopté - Situation de la fiscalité des régions

et des départements - Situation des conseils généraux - (p. 4124) : exemple du département de l'Oise.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion des articles de la première partie :

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14 sexies** (p. 4861) : son amendement n° I-100, soutenu par M. Philippe Marini : suppression de la taxe sur les allumettes ; retiré.

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5129) : relance de l'activité du bâtiment - Dispositions privilégiant le logement neuf au détriment du logement ancien - Exonération des plus-values pour les porteurs de SICAV - Logement rural - (p. 5130) : demande au Gouvernement le dépôt d'un projet de loi quinquennale sur le logement.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (politique en faveur des personnes âgées) - (p. 5530, 5531) : vieillissement de la population - Rénovation des hospices - Action sociale - Revalorisation des pensions - (p. 5532) : maintien à domicile et accueil en établissement - Préparation du projet de loi sur la dépendance - Propose l'adoption des crédits du budget des affaires sociales pour les personnes âgées - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5560) : conséquences éventuelles de l'application de l'article 52 - Attribution de l'allocation aux adultes handicapés - Conseils généraux.

– **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture [n° 137 (93-94)]** - (13 décembre 1993) - **Après l'art. 30** (p. 6183) : se déclare favorable à l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - (p. 6184) : ses amendements n° 92 et n° 93 : possibilité pour les familles d'enfant handicapé de bénéficier de l'exonération des cotisations patronales pour une tierce personne assurant l'encadrement de l'enfant handicapé ; retirés - **Après l'art. 35** (p. 6187) : son amendement n° 94 : contribution à l'équilibre financier de la branche accidents du travail ; retiré - **Après l'art. 38** (p. 6190) : se déclare favorable à l'amendement n° 16 du Gouvernement (extension à certaines entreprises publiques du dispositif d'allègement des charges sur les bas salaires) - **Art. 39 (convention médicale : dossier médical) - Art. L. 145-7 du code de la santé publique (tenue du dossier médical)** (p. 6195) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement (allègement et simplification de la rédaction), son sous-amendement n° 95 ; rejeté - **Après l'art. 39** (p. 6200) : son amendement n° 96, soutenu par M. Joseph Ostermann : bilan de la mise en place du dossier de suivi médical ; adopté.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture [n° 142 (93-94)]** - (15 décembre 1993) - **Art. 11 - Art. L. 234-12 du code des communes (dotation de solidarité urbaine)** (p. 6369) : son amendement n° 22 : critère du montant de la dotation globale de fonctionnement de la commune considérée ; retiré - (p. 6374) : se déclare opposé à l'amendement n° 6 de la commission (modification du plafond de l'effort fiscal) - **Art. L. 234-13 du code précité (dotation de solidarité rurale)** (p. 6376, 6379) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Louis Althapé (bourgs-centres : suppression de l'extension à des communes de dix à vingt mille habitants) dont il est co-signataire - Dotation de solidarité urbaine - Maires des petites communes rurales - **Art. 27 (dotation de développement rural)** (p. 6384) : intervient sur les amendements de la commission n° 13, n° 14 et n° 15 (retour au texte adopté en première lecture par le Sénat) - Bourgs-centres - Coopération intercommunale - Concours aux petites communes.

– **Projet de loi portant diverses dispositions concernant l'agriculture [n° 90 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Art. 4 (agrément sanitaire)** (p. 6458) : son amendement n° 78 : référence aux produits d'alimentation animale ; retiré - **Art. 6 (échanges intracommunautaires ; importations ; exportations) - Art. 275-1 à 275-3 du code rural (dispositions générales)** (p. 6461) : ses amendements n° 79 de précision, n° 80 et n° 81, de conséquence ; adoptés - **Art. 275-4 (des importations)**

(p. 6462) : son amendement n° 82 : contrôle à la frontière de l'état sanitaire des moyens de transport ; retiré - Souhaite que la Communauté européenne veille à ce que les textes législatifs transposés dans chaque pays de la Communauté soient réellement appliqués - **Art. 275-5 à 275-8 (des échanges intracommunautaires)** (p. 6464, 6465) : ses amendements n° 85 de conséquence ; adopté ; et n° 87 : documents justifiant l'état sanitaire des animaux ; retiré - **Après l'art. 29** (p. 6482) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (déduction des déficits pour le calcul des cotisations sociales agricoles), son sous-amendement n° 108 ; retiré - Notion d'importance de l'exploitation - (p. 6483) : négociations avec la profession agricole - Nécessité de trouver les critères tenant compte de l'économie réelle de l'ensemble des exploitations agricoles - Votera l'amendement n° 18 du Gouvernement.

– **Projet de loi modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, et portant transposition de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 92-57 en date du 24 juin 1992 - Deuxième lecture [n° 124 (93-94)]** - (16 décembre 1993) - **Art. 2 - Art. L. 235-1 du code du travail** (p. 6491, 6492) : ses amendements, n° 1 : possibilité donnée aux organismes d'HLM de confier la coordination à des maîtres d'oeuvre, par délégation de maîtrise d'ouvrage ; et n° 2 : possibilité donnée aux organismes d'HLM, pour des opérations de construction en milieu rural, de confier la coordination à des maîtres d'oeuvre, par délégation de maîtrise d'ouvrage ; retirés - (p. 6493) : bilan d'application de la loi en ce qui concerne les organismes constructeurs.

VAUZELLE (Michel), garde des sceaux, ministre de la justice.

Sur présentation de la démission du Gouvernement, fin de ses fonctions ministérielles le 29 mars 1993 (*JO Lois et décrets* du 30 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi constitutionnelle portant révision de la Constitution du 4 octobre 1958 et relatif à l'organisation des pouvoirs publics [n° 232 (92-93)] (11 mars 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Constitution.**

VECTEN (Albert), sénateur de la Marne (UC).

NOMINATIONS

– Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi, déposée avec M. Jean Puech, modifiant les dispositions relatives à la fonction publique territoriale [n° 235 (92-93)] (13 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Fonctionnaires et agents publics.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 272 (92-93)] relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 322 (92-93)] (1^{er} juin 1993) - **Code rural.**

Avis, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Enseignement agricole** - [n° 102 (93-94)] tome 5 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi relatif à la partie législative du livre VIII (nouveau) du code rural [n° 272 (92-93)]** - (23 juin 1993) -

Rapporteur - **Discussion générale** (p. 1687, 1688) : principe de la codification à droit constant - Problème de l'application de la législation de l'enseignement agricole - Propose la modification du plan du titre I^{er} du livre VIII - (p. 1689) : application dans les territoires d'outre-mer des lois sur l'enseignement agricole - Titre d'ingénieur en agriculture - **Art. 1^{er} et dispositions annexées** (*Livre VIII (nouveau) du code rural - Enseignement, formation professionnelle et développement agricole, recherche agronomique*) : ses amendements n° 1 à n° 74 : modification au plan du titre I^{er} du livre VIII et modifications diverses de forme ; adoptés - (p. 1691, 1708) - **Art. 3** (abrogation de dispositions législatives codifiées) : son amendement de rectification n° 75 ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel** [n° 391 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (6 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2243) : vote de cette proposition de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (9 juillet 1993) - **Art. 34** (*dispositions modifiant le code de la famille et de l'aide sociale*) (p. 2461) : son amendement n° 178, soutenu par M. Jean Chérioux : financement des dépenses de santé des personnes séjournant irrégulièrement en France par l'Etat ; non retenu dans le vote unique.

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Agriculture et pêche - (29 novembre 1993) - Rapporteur pour avis (enseignement agricole) - (p. 5196) : réforme de l'enseignement technique - Personnels enseignants ; non-titulaires - Personnels administratif, technicien, ouvrier et de service, ATOS - Enseignement privé sous contrat - (p. 5198) : enseignement supérieur - Formation professionnelle - Animation rurale - Propose l'adoption de ces crédits.

Enseignement supérieur et recherche - I - Enseignement supérieur - II - Recherche - (10 décembre 1993) (p. 5981, 5982) : rééquilibrage souhaitable de l'implantation territoriale des grands organismes de recherche - Recherche agro-industrielle - Valorisation non alimentaire des produits agricoles - Création de l'Agropôle européen en Champagne-Ardenne ; engagements pris par l'université de Reims et l'Etat ; Institut national de la recherche agronomique, INRA - Concentration de la recherche en Ile-de-France - Aménagement du territoire - (p. 5983) : votera ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 51 quinquies** (p. 6054) : se déclare favorable à l'amendement n° II-62 de M. Philippe Adnot (désignation de la liste des barrages pris en compte au titre des attributions du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle).

VEIL (Simone), ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville le 30 mars 1993 dans le Gouvernement Balladur (*JO Lois et décrets* du 31 mars 1993).

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)] (2 juin 1993) - **Retraites**.

Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale [n° 14 (93-94)] (7 octobre 1993) - **Santé**.

Déclaration de politique générale [n° 187 (93-94)] (15 décembre 1993) - **Gouvernement (déclarations)**.

RÉPONSES AUX QUESTIONS

Réponses aux questions au Gouvernement :

de M. Franck Sérusclat : **Santé publique** (*Risque thérapeutique*) (*JO Débats* du 30 avril 1993) (p. 133).

de Mme Paulette Fost : **Politique sociale** (*Politique du Gouvernement en matière de retraite*) (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 280).

de M. Paul Caron : **Revenu minimum d'insertion (RMI)** (*RMI*) (*JO Débats* du 14 mai 1993) (p. 281).

de M. Robert Calmejane : **Pensions d'invalidité** (*Difficultés dans l'attribution des pensions*) (*JO Débats* du 18 juin 1993) (p. 1419).

Réponses aux questions orales sans débat :

n° 1 de Mme Marie-Claude Beaudeau : **Santé publique** (*Politique de lutte contre la tuberculose*) (*JO Débats* du 1^{er} mai 1993) (p. 153).

n° 84 de M. Jean-Paul Chambriard : **Hôpitaux** (*Avenir de la maternité du centre hospitalier de Brioude (Haute-Loire)*) (*JO Débats* du 18 décembre 1993) (p. 6509).

n° 77 de M. Philippe Marini : **Mutuelles** (*Financement des mutuelles étudiantes régionales*) (*JO Débats* du 18 décembre 1993) (p. 6508).

INTERVENTIONS

- **Questions orales avec débat jointes : dépendance des personnes âgées** - (11 mai 1993) (p. 238, 242) : répond aux auteurs des questions orales jointes sur la dépendance des personnes âgées et précise les intentions du Gouvernement.

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale** [n° 332 (92-93)] - (22 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1542) : fondements garantissant la pérennité du système français de retraite par répartition - Progression de l'espérance de vie - Dégradation du rapport entre les retraités et les actifs - Age de la retraite en Allemagne - (p. 1543) : « Livre blanc sur les retraites » - Attachement des Français au système de retraite par répartition - Indexation des pensions sur les prix - Durée d'assurance ouvrant droit à une retraite au taux plein - Calcul de la pension de vieillesse - Fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale - Situation des comptes de la sécurité sociale - (p. 1544) : assurance vieillesse - Financement du fonds - Rôle du Parlement dans l'affectation de dépenses ou de recettes au fonds - (p. 1565) : sauvegarde des acquis sociaux - Bénéfice d'une retraite à taux plein - Réforme du système de retraite par répartition - Développement des fonds de pensions - Revalorisation des pensions - (p. 1566) : garanties accompagnant l'indexation des pensions sur les prix - Conséquences des évolutions démographiques futures - Dépenses supportées par le fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale - Politique familiale - Prestations familiales - (p. 1567) : réforme du financement de la branche famille - Branche vieillesse - Assurance maladie - Problème de la dépendance des personnes âgées - **Question préalable** (p. 1572) : s'oppose à la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Nécessité d'assurer la pérennité du système français de retraite par répartition - Maintien des acquis sociaux et des mécanismes de solidarité - **Titre 1^{er}** (*fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1573) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 2 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse ») et s'oppose à l'amendement n° 51 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (intitulé : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale ») - **Art. 1^{er}** (*création et régime juridique du fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1575) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 25 de Mme Jacqueline Frayse-Cazalis - **Chapitre V** (*fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale*) (p. 1576) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 3 de la commission (nouvelle rédaction de l'intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse ») et s'oppose à l'amendement n° 52 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvel intitulé de la division : « fonds de solidarité vieillesse et de sauvegarde de la protection sociale ») - **Art. L. 135-1 du code de la sécurité sociale** (*mission et statut du fonds*) (p. 1577) : sur les amendements de la commission, accepte les n° 4 (établissement de deux missions pour le fonds) et n° 5 de coordination et s'en remet à la

sagesse du Sénat pour le n° 6 (assistance d'un comité de surveillance pour le conseil d'administration du fonds) - S'oppose aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 53 (missions du fonds) et n° 54 (mission de prise en charge des dépenses vieillesse) - **Art. L. 135-2 du code précité (dépenses à la charge du fonds)** (p. 1579) : sur l'amendement n° 7 de la commission (dépenses financées à titre permanent dans le cadre du fonds vieillesse), qu'elle accepte, s'oppose aux sous-amendements n° 48 et n° 49 de M. Bernard Scillier, ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 55 de précision, n° 56 (prise en charge de certaines cotisations relevant actuellement de l'assurance vieillesse) et n° 57 (création d'une allocation autonomie et dépendance) - Avantages contributifs et non contributifs - **Art. L. 135-3 du code précité (recettes du fonds)** (p. 1583, 1584) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis, n° 26 (suppression de l'augmentation du taux de la CSG) et n° 27 (suppression du financement du fonds de solidarité par les droits sur les alcools), ainsi qu'aux amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, n° 58 (suppression des mesures relatives à la CSG) et n° 59 (abaissment du taux d'augmentation de la CSG) - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 8 de la commission (équilibre financier du fonds) - **Après l'art. 1^{er}** (p. 1586, 1587) : s'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 28 (âge de la retraite), n° 29 (financement de la sécurité sociale), n° 30 (contribution sociale pour l'ensemble des revenus financiers provenant de titres émis en France), n° 31 (assujettissement à une contribution sociale de certains revenus des biens immobiliers) et n° 32 (modification de l'assiette de calcul des cotisations sociales dues par les entreprises) - **Art. 2 (entrée en vigueur)** (p. 1589) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 33 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et accepte l'amendement n° 9 de précision de la commission - **Art. 3 (modalités de revalorisation des pensions d'invalidité)** (p. 1593) : sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, s'oppose au n° 62 de suppression, et accepte le n° 63 (décisions pour la Caisse nationale d'assurance maladie prises par le conseil d'administration) - S'oppose aux amendements de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis n° 34 (suppression de la disposition indexant les pensions sur les prix à la consommation) et n° 35 (suppression de la disposition concernant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 10 (précision relative à l'indexation des pensions sur l'évolution des prix à la consommation) et accepte les n° 11, rédactionnel, et n° 12 (modalités d'application fixées par décret en Conseil d'Etat) - **Avant l'art. 4** (p. 1595) : s'oppose à l'amendement n° 36 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (modalités de calcul et de revalorisation de la pension vieillesse) - **Art. 4 (modalités de revalorisation des pensions de vieillesse)** (p. 1596) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 37 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - Sur les amendements de Mme Marie-Madeleine Dieulangard, s'oppose au n° 64 (revalorisation des retraites en fonction de la situation économique générale) et accepte le n° 65 (consultation du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance-vieillesse) - Sur les amendements de la commission, s'oppose au n° 13 (constat de l'évolution des prix à la consommation) et accepte les n° 14 (évolution des pensions de vieillesse du régime d'Alsace et de Moselle parallèle à l'évolution des pensions d'invalidité de ce même régime) et n° 15 (modalités de l'indexation des pensions d'invalidité) - **Art. 5 (durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993)** (p. 1597) : s'oppose aux amendements n° 38 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (suppression du I de l'article fixant la durée d'application des dispositions d'indexation des pensions d'invalidité et de vieillesse) et n° 66 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réexamen annuel des dispositions relatives à l'évolution des retraites) - (p. 1598) : accepte les amendements de la commission n° 16 (extension au coefficient de majoration servant de base de calcul aux pensions, du bénéfice de l'ajustement éventuel au 1^{er} janvier 1996 pour les pensions de vieillesse et d'invalidité liquidées), n° 75 de coordination, et n° 17 (précision des caisses concernées) - S'oppose à l'amendement n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (ajustement à la date du 1^{er} janvier 1996 de l'ensemble des retraites liquidées à cette même date) - (p. 1600) : s'oppose aux amendements n° 40 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (revalorisation des pensions)

et n° 69 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (revalorisation des retraites) - **Après l'art. 5** : son amendement n° 74 : modification de la durée d'assurance conduisant au temps plein ; adopté - (p. 1601) : importance de la disposition prolongeant la durée de cotisation à 160 trimestres - **Avant l'art. 6** (p. 1602) : s'oppose à l'amendement n° 41 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (abrogation des articles de la loi de finances pour 1991, relatifs à la CSG) - **Art. 6 (codification des articles relatifs à la contribution sociale généralisée)** (p. 1603) : s'oppose aux amendements de suppression n° 42 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 66 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard - Accepte l'amendement de conséquence n° 18 de la commission - **Art. 7 (modifications tirant les conséquences de la codification prévue à l'article 6)** (p. 1604) : s'oppose aux amendements de suppression n° 43 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 71 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard et accepte l'amendement rédactionnel n° 19 de la commission - **Art. 8 (modifications liées aux dispositions du titre 1^{er} du projet de loi)** (p. 1605) : s'oppose aux amendements n° 44 de suppression de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et n° 72 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (mention des cotisations assises sur les revenus du travailleur salarié), et sur les amendements de la commission, accepte le n° 20 rédactionnel et demande le retrait du n° 21 (affectation de la CSG à la Caisse nationale d'allocations familiales) - **Art. 9 (modifications du livre VIII du code de la sécurité sociale)** (p. 1606) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 45 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et accepte l'amendement rédactionnel n° 22 de la commission - **Art. 11 (toilette législative et réglementaire)** (p. 1607) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 47 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement de coordination n° 23 de la commission - **Après l'art. 11** : accepte l'amendement n° 24 de la commission (rapport au Parlement sur les dépenses non contributives de retraite) - **Intitulé** (p. 1608) : s'oppose à l'amendement n° 73 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (nouvel intitulé du projet de loi : « Projet de loi relatif aux pensions de retraite, à la création d'un fonds de solidarité vieillesse et à la sauvegarde de la protection sociale ») - **Sur l'ensemble** (p. 1610, 1611) : remerciements au rapporteur de la commission des affaires sociales - Améliorations apportées au texte par les amendements du Sénat - Intérêt des sénateurs pour une politique dynamique de la famille.

Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 417 (92-93)] - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2613, 2614) : indexation des pensions de retraite sur les prix - Régimes complémentaires.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Affaires sociales, santé et ville - II - Ville - (3 décembre 1993) (p. 5487) : liaison étroite entre la politique de la ville et la politique sanitaire et sociale - Priorité de la politique de la ville - Présentation nouvelle des crédits de la politique de la ville - (p. 5488) : augmentation des crédits de fonctionnement - Gestion des actions de politique de la ville - (p. 5489) : dotation de solidarité urbaine - Simplification des procédures de mise en oeuvre de la politique de la ville - Elaboration des contrats de ville - (p. 5490) : orientation des contrats de ville - Mesures en faveur des fonctionnaires travaillant dans des quartiers difficiles - (p. 5507) : évolution de la politique de la ville - (p. 5508) : effort budgétaire - Contrats de ville - (p. 5509) : engagement de la région et des conseils généraux - Déconcentration des crédits d'intervention - Rôle des sous-préfets à la ville - (p. 5510) : logements sociaux - Population des quartiers difficiles - (p. 5511) : nécessité d'une politique globale - **Examen des crédits - Etat B** (p. 5513) : s'oppose à l'amendement n° II-19 de M. Franck Sérusclat (réduction des crédits figurant au Titre IV) - (p. 5514) : s'oppose aux amendements de M. Paul Loridant n° II-20 et n° II-21 (réduction des crédits figurant au Titre IV).

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) (p. 5515) : originalité de ce projet de budget - (p. 5516) : grandes priorités : lutte pour l'insertion sociale et actions en faveur des handicapés - (p. 5517) : politique de la famille - Préparation d'un projet de loi sur la dépendance des personnes âgées - Situation des régimes d'assurance-maladie -

(p. 5518) : politique hospitalière - Convention médicale - Mesures en faveur de l'administration du ministère - (p. 5552) : équilibre des comptes sociaux - (p. 5553) : spécificité du système de santé français - Maintien du système de solidarité au sein de la collectivité nationale - Gaspillage - Régimes de retraite - (p. 5554) : système de sécurité sociale des Français de l'étranger - Exonération des cotisations sociales - Préparation d'un projet de loi cadre sur la famille - Conciliation de la vie familiale et de l'activité professionnelle pour les femmes - (p. 5555) : politique en faveur des handicapés - Préparation d'un projet de loi sur la dépendance des personnes âgées - Allocation aux adultes handicapés - Revalorisation des pensions - (p. 5556) : situation financière des hôpitaux - (p. 5557) : situation des caisses de retraite - Veuves civiles - Centres d'hébergement et de réadaptation sociale - **Examen des crédits - Etat B - Titre IV** (p. 5561) : absence de conséquences de l'application de l'article 52 pour les malades atteints du sida - Dérive de l'allocation aux adultes handicapés soulignée par la Cour des comptes - (p. 5562) : circulaire ministérielle - (p. 5563) : s'oppose à l'amendement n° II-23 de Mme Marie-Madeleine Dieulangard (réduction des crédits du titre IV).

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Deuxième lecture** [n° 137 (93-94)] - (13 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6127) : accord du Sénat et de l'Assemblée nationale sur la santé des détenus, la lutte contre la tuberculose, et les restructurations hospitalières - Organisation des greffes - (p. 6128) : mise en place du dossier médical - Relèvement des petites retraites des chefs d'exploitation agricole - (p. 6129) : prévention du sida - Responsabilité du Gouvernement dans le domaine de la sécurité sanitaire - (p. 6130) : aide aux personnes âgées dépendantes - **Art. 5 bis (personnes de santé exerçant en milieu pénitentiaire)** (p. 6149) : à titre personnel : situation des enfants nés dans des établissements pénitentiaires - **Après l'art. 6 bis** (p. 6151) : souhait d'un débat sur le dépistage du sida - **Art. 17 (compétence et régime des décisions de l'agence du médicament)** (p. 6163) : responsabilité du Gouvernement en ce qui concerne les décisions prises par le directeur administratif - (p. 6164) : responsabilités du Gouvernement en matière de sécurité sanitaire - S'oppose à l'amendement n° 44 de la commission (indépendance de l'agence du médicament) - (p. 6165) : s'oppose à l'amendement n° 45 de la commission (rétablissement de la rédaction adoptée en première lecture par le Sénat et précision relative à la délivrance de l'autorisation) - **Art. 17 bis (contrôle et sécurité des réactifs)** (p. 6166) : accepte l'amendement n° 46 du Gouvernement (décision de retrait du marché des réactifs présentant un risque pour la santé publique) - **Intitulé avant l'art. 19 A** (p. 6167) : accepte l'amendement n° 121 de la commission (suppression de la division et de son intitulé) - **Art. 19 A (établissements d'hébergement pour personnes âgées créés ou gérés par des établissements de santé)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 122 de la commission - **Art. 19 (autorisations tacites)** : son amendement n° 9, identique à l'amendement n° 47 de la commission (rétablissement du texte adopté par le Sénat en première lecture) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 131 de Mme Anne Heinis qu'elle accepte - **Art. 20 (retrait des autorisations en cas de sous-activité pour des raisons sanitaires)** (p. 6169) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 112 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 20** (p. 6170) : accepte l'amendement n° 48 de la commission (incitation à la coopération interhospitalière) et sur celui-ci le sous-amendement n° 107 de Mme Anne Heinis - **Art. 21 (expérimentations)** (p. 6171) : s'oppose à l'amendement de suppression n° 113 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 21** (p. 6172) : demande le retrait de l'amendement n° 99 de M. Jean Madelain (création d'un fonds de restructuration) - **Art. 21 bis (regroupement d'établissements)** : son amendement n° 11, identique à l'amendement n° 49 de la commission : retour au texte adopté par le Sénat en première lecture ; adopté - **Après l'art. 22 bis** (p. 6173) : accepte l'amendement n° 105 de Mme Anne Heinis (réintroduction, dans la détermination de la carte sanitaire et du schéma régional de l'organisation sanitaire, de l'avis du conseil régional) et s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 106 de M. Guy Poirieux (rétablissement de la représentation du maire dans les conférences sanitaires de secteur) - **Art. 29 ter (Etablissement français des greffes)** (p. 6176) : son amendement n° 12 : mission de l'Etablissement français des greffes ; retiré au profit de l'amendement n° 127 de la commis-

sion qu'elle accepte - S'oppose à l'amendement de suppression n° 83 de M. Franck Sérusclat - (p. 6177) : statut d'établissement public et statut d'association - **Art. 29 quinquies (comité d'observation de la santé publique)** (p. 6179) : son amendement de suppression n° 13 ; adopté - **Après l'art. 30** (p. 6182) : s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 76 de la commission (modification des règles d'attribution de l'allocation compensatrice pour tierce personne) - (p. 6184) : demande le retrait de l'amendement n° 103 de M. Jean Madelain (légalisation de certaines structures de réinsertion pour les malades mentaux) - (p. 6185) : demande le retrait des amendements n° 92 et n° 93 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les familles d'enfant handicapé de bénéficier de l'exonération des cotisations patronales pour une tierce personne assurant l'encadrement de l'enfant handicapé) - **Art. 31 bis (tiers payant pour les frais d'analyses)** (p. 6186) : son amendement n° 14 : accroissement du nombre de bénéficiaires du tiers payant ; adopté - S'oppose aux amendements de suppression n° 97 de M. Charles Metzinger et n° 114 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Après l'art. 35** (p. 6187) : son amendement n° 15 : clarification juridique réglant le problème des interprétations multiples pour les salariés dont la maladie a été constatée avant l'entrée en vigueur de la loi du 27 janvier 1993 ; adopté - (p. 6188) : s'oppose à l'amendement n° 94 de M. Alain Vasselle (contribution à l'équilibre financier de la branche accidents du travail) - **Art. 35 bis (extension du droit à réparation complémentaire aux ayants droit de la victime d'un accident de la circulation reconnu comme accident du travail)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 52 de la commission - **Art. 35 ter (simplification du calcul de l'ensemble des cotisations sociales concernant les emplois familiaux)** : accepte l'amendement rédactionnel n° 53 de la commission - **Art. 36 (maintien des droits en cas de liquidation judiciaire)** (p. 6189) : s'oppose à l'amendement n° 128 de la commission (parallèle entre les non-salariés et les salariés agricoles) - **Art. 36 bis (promotion de la prévention par la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles)** : s'oppose à l'amendement n° 54 de la commission (suppression de toute référence à l'insuffisance d'actif) - **Art. 38 (unification du taux des remises de gestion accordées aux mutuelles étudiantes)** (p. 6190) : s'oppose à l'amendement n° 109 de M. Jean Madelain (maintien de la période transitoire et détermination du niveau de la remise de gestion) - **Après l'art. 38** : son amendement n° 16 : extension à certaines entreprises publiques du dispositif d'allègement des charges sur les bas salaires ; adopté - **Avant l'art. 40** (p. 6201) : sur les amendements de M. Louis Jung, s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 104 (modalités d'acquisition des pensions de retraite des élus locaux déjà liquidées), sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 129 ; rejeté ; et s'oppose au n° 110 (régime particulier pour les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) - **Art. 40 (ouverture d'une possibilité de recrutement d'agents de droit privé pour le fonds de solidarité vieillesse)** (p. 6202) : accepte l'amendement rédactionnel n° 69 de la commission - **Art. 41 (modification de la dénomination des organismes chargés du contentieux technique de la sécurité sociale)** (p. 6203) : sur les amendements rédactionnels de la commission, accepte les n° 124 et n° 70 et s'en remet à la sagesse du Sénat pour le n° 71 - **Art. 42 (convention médicale : codage des actes)** : accepte l'amendement n° 72 de la commission (renforcement de la légitimité des actions d'évaluation des comportements et des pratiques professionnelles menées par les unions professionnelles) - **Art. 43 (sécurité sociale des artistes-auteurs)** (p. 6204) : s'oppose à l'amendement n° 73 de la commission (taux de majoration pour les bénéficiaires non commerciaux) et oppose l'article 40 de la Constitution à son encontre - (p. 6205) : sur les amendements de la commission, s'oppose à l'amendement n° 74 (suppression de la disposition posant le principe de la fusion entre l'association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs et la maison des artistes) et accepte le n° 75 de coordination - **Avant l'art. 44** : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Charles Descours (suppression de l'article 49 de la loi du 27 janvier 1993 instituant une caisse de garantie unique obligatoire pour les mutuelles) - **Art. 44 (suppression de la situation de monopole de la Caisse mutuelle de garantie instaurée par l'article 49 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993)** (p. 6206) : son amendement de suppression n° 22 ; adopté - **Art. 45 (obligation de se garantir auprès de la Caisse mutualiste de garantie pour les mutuelles non couvertes par un autre système de**

garantie) : son amendement de suppression n° 23 ; adopté - Accepte l'amendement de suppression n° 91 de la commission - **Art. 46 (reconduction d'une contribution exceptionnelle)** (p. 6207) ; son amendement n° 24 : retour au texte du projet de loi ; rejeté - S'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 125 de la commission (modalités d'application de la progressivité de la contribution due par les répartiteurs en fonction de l'évolution de leur chiffre d'affaires) - **Art. 47 (définition du mode de calcul de l'indemnité de difficultés particulières applicable en Alsace-Moselle)** : s'oppose à l'amendement de suppression n° 98 de M. Charles Metzinger - **Après l'art. 48** (p. 6209) : son amendement n° 25 : validation gratuite des périodes accomplies par les agriculteurs en tant qu'aides familiaux avant de devenir chef d'exploitation ; adopté après modification par le sous-amendement n° 126 de la commission - **Sur l'ensemble** (p. 6211) : remerciements.

- **Déclaration de politique générale du Gouvernement** - (15 décembre 1993) - Lit à la tribune du Sénat le texte de la déclaration présentée à l'Assemblée nationale par M. Edouard Balladur, Premier ministre (p. 6317, 6324).

- **Projet de loi relatif à la santé publique et à la protection sociale - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 197 (93-94)]** - (20 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6703) : résultats positifs des travaux de la commission mixte paritaire - Responsabilité du ministre de la santé en matière de sécurité sanitaire - Agence du médicament - Politique du Gouvernement dans la lutte contre le sida - Enrichissement du texte par les amendements parlementaires - (p. 6704) : qualité du dialogue - **Projet de loi sur la dépendance des personnes âgées - Projet de loi sur la bioéthique - Art. 6 ter (proposition systématique de dépistage du sida)** (p. 6706) : prise en charge des hémophiles.

VEZINHET (André), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

VIDAL (Marcel), sénateur de l'Hérault (S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires culturelles.

- Membre de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes.

Membre titulaire du conseil d'orientation du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ; de nouveau membre titulaire (*JO* Lois et décrets du 9 novembre 1993).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; de nouveau membre suppléant (*JO* Lois et décrets du 14 mai 1993).

QUESTIONS

Questions orales avec débat :

n° 23 (*JO* Débats du 9 juillet 1992) (p. 2570) - Ministère : Logement - *Politique du logement social* - (Caduque : mars 1993) - **Logement social.**

n° 37 (*JO* Débats du 13 octobre 1993) (p. 2912) - Ministère : Logement - *Conditions de mise en oeuvre du « Plan logement »* - **Logement.**

INTERVENTIONS

- **Débat d'orientation sur une déclaration du Gouvernement sur l'aménagement du territoire - Suite de la discussion** - (19 mai 1993) (p. 371) : logement en milieu rural - Logement social - (p. 372) : aide au logement - Bourgs-centres - Enseignement supérieur en milieu rural.

- **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Deuxième partie :

Logement - (28 novembre 1993) (p. 5125) : Union nationale des HLM - Aménagement du territoire - (p. 5126) : logement des étudiants - Organisation du prêt d'accession sociale à la propriété, PAS - Prend acte des propositions du ministre visant à répondre aux besoins en logements sociaux et à favoriser l'accession à la propriété.

Environnement - (30 novembre 1993) (p. 5292, 5293) : politique de l'eau - Problèmes des crues et des inondations - Rôle des techniciens de l'environnement - Formation.

Intérieur et aménagement du territoire - II - Aménagement du territoire - (1^{er} décembre 1993) (p. 5351) : politique volontariste d'aménagement du territoire - (p. 5352) : augmentation des crédits budgétaires - **Projet d'« arc méditerranéen »** - Projets d'infrastructures : autoroutes A 75 et A 759 - **Débat national.**

VIGOUROUX (Robert-Paul), sénateur des Bouches-du-Rhône (rattaché administrativement au groupe S).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.

VILLEPIN (Xavier de), sénateur des Français établis hors de France (UC).

NOMINATIONS

- Secrétaire de la commission des affaires étrangères ; puis élu président (*JO* Lois et décrets du 15 avril 1993).

- Vice-président de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes ; puis membre (*JO* Lois et décrets du 28 avril 1993).

Membre titulaire de la commission nationale des Bourses de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à démocratiser l'impôt de solidarité sur la fortune [n° 227 (92-93)] (3 mars 1993 ; rattachée pour ordre au procès-verbal de la séance du 23 décembre 1992) - **Impôts et taxes.**

Participation au rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, à la suite d'une mission effectuée en Algérie du 4 au 6 juin 1993 [n° 364 (92-93)] (16 juin 1993) - **Algérie.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information chargée d'examiner la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 [n° 384 (92-93)] (23 juin 1993) - **Traités et conventions.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères :

1° sur le projet de loi [n° 112 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 ;

2° sur le projet de loi [n° 113 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de

l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signé à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 [n° 149 (93-94)] (8 décembre 1993) - **Traités et conventions.**

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 135) - Ministère : Défense - *Application de l'embargo à l'encontre de la Serbie* - **Politique internationale.**

(JO Débats du 19 novembre 1993) (p. 4382) - Ministère : Affaires étrangères - *Ratification de l'accord de libre-échange nord-américain* - **GATT.**

Questions orales sans débat :

n° 36 (JO Débats du 24 juin 1993) (p. 1710) - Ministère : Coopération - *Politique de la France à l'égard du Liberia* - (Réponse : JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1748) - **Coopération.**

n° 62 (JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3403) - Ministère : Coopération - *Politique française en Côte-d'Ivoire* - (Réponse : JO Débats du 6 novembre 1993) (p. 3274) - **Coopération.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 321 (92-93)] - (8 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 730) : nécessité d'établir des priorités dans le domaine des crédits militaires - (p. 731) : effet négatif de la diminution des crédits militaires - Nécessité de réviser la pratique des reports de crédits - Financement des interventions à l'extérieur - Affectation du produit de l'emprunt - Prélèvements opérés sur les crédits du ministère des affaires étrangères - (p. 732) : diplomatie française - Influence de la France à l'étranger - Budget du ministère de la coopération - Soutien de la commission des affaires étrangères à la politique du Gouvernement - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 785) : son amendement n° 61 ; retiré au profit de l'amendement n° 7 de la commission (limitation du plafond de la rémunération de l'emprunt) - (p. 787) : son amendement n° 63 : reconnaissance d'une nouvelle créance à l'entreprise lorsque la créance constatée est inférieure à la déduction de référence ; retiré.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 823) : son amendement n° 28 : plafonnement de l'impôt de bourse ; devenu sans objet - **Art. 14** (*relèvement du plafond de la réduction d'impôt pour grosses réparations*) (p. 885) : son amendement n° 32, soutenu par M. Michel Souplet : suppression de la limite en fonction du revenu afin de faire bénéficier tous les contribuables de la réduction d'impôt ; adopté - **Art. 21** (*aménagement de la contribution sociale généralisée*) (p. 923) : son amendement n° 34, soutenu par M. José Balarello : assujettissement à la CSG des Français salariés dans la Principauté de Monaco ; non retenu dans le vote unique sur l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16.

- **Projet de loi de privatisation** [n° 319 (92-93)] - (10 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 974) : privatisations de 1986 - Avantages de la privatisation - Interventionnisme de l'Etat - Renforcement des pouvoirs de la commission de privatisations - Protection des intérêts nationaux - Actionnariat populaire - (p. 975) : nécessité de relancer l'épargne des particuliers - Lutte en faveur de l'emploi - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de loi.

Suite de la discussion - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er}** et annexe (*champ des privatisations*) (p. 1109, 1110) : intérêts des privatisations - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur l'article 1^{er}.

- **Projet de loi tendant à réformer le droit de la nationalité** - *Deuxième lecture* [n° 308 (92-93)] - (15 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1271) : conception française de la nationalité - Immigration - (p. 1272) : accord sur le texte voté par l'Assemblée nationale et les propositions de la commission des lois - Intégration - Aide aux pays en voie de développement - CEE ; accords de Schengen.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit** [n° 356 (92-93)] - (1^{er} juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 1999) : modification du statut de la Banque de France et traité sur l'Union européenne - Institut monétaire européen - Coïncidence fréquente de l'indépendance de la Banque centrale et d'une inflation modérée - Stabilité des prix - Anticipation de l'indépendance - (p. 2000) : taux d'intérêt - Rôle et composition du Conseil de la politique monétaire - Rôle du Parlement - Rapport annuel sur les opérations de la Banque de France et sur la politique monétaire - Clientèle de particuliers - Avec le groupe de l'Union centriste, votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - (6 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2256) : flux migratoires dans le monde - Politique de l'immigration - Intégration sociale - (p. 2257) : réglementation de l'immigration à l'échelle européenne - Accords de Schengen - Aide aux pays en voie de développement - Le groupe de l'Union centriste se prononce sans réserve en faveur de ce projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la maîtrise de l'immigration et modifiant le code civil** [n° 453 (92-93)] - (12 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2884) : Conseil constitutionnel - Politique de l'immigration - Protection des droits individuels - Aide au développement - Accords de Schengen - Répression du travail clandestin - Droit d'asile - Vote de ce projet de loi par le groupe de l'Union centriste.

- **Projet de loi relatif aux recours en matière de passation de certains contrats de fournitures et de travaux dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications** [n° 439 (92-93)] - (21 octobre 1993) - **Après l'art. 4** (p. 3347) : son amendement n° 14 identique à l'amendement n° 13 de M. Alain Pluchet, soutenu par M. Bernard Laurent (adjonction, à l'article 38 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993, relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, imposant une obligation de publicité préalable immédiate pour les délégations de service public des personnes morales de droit public, des mots « en application des directives communautaires qui les concernent ») ; retiré.

- **Projet de loi portant modification de diverses dispositions pour la mise en oeuvre de l'accord sur l'Espace économique européen** [n° 334 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 333) (p. 3386, 3388).

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord sur l'Espace économique européen et du protocole portant adaptation dudit accord** [n° 333 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 334) (p. 3386, 3388).

- **Projet de loi portant approbation d'un quatrième avenant à la convention intervenue le 20 mai 1923 entre l'Etat et la ville de Strasbourg relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en port autonome et à l'exécution des travaux d'extension de ce port** [n° 445 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 444) (p. 3401, 3402).

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Land Bade-Wurtemberg concernant les relations de coopération entre les établissements portuaires de Strasbourg et de Kehl** [n° 444 (92-93)] - (22 octobre 1993) - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 445) (p. 3401, 3402).

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4619) : politique économique française et environnement international européen - Difficulté d'une politique de relance - Exemple du logement - (p. 4620) : financement des entreprises - Chômage - Réorientation et ralentissement de la progression des dépenses publiques - Diminution du déficit budgétaire - Encours de la dette publique - (p. 4621) : réforme de l'impôt sur le revenu - Fiscalité en faveur de l'emploi - Diminution des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales - Amendement tendant à assimiler la résidence en France des Français établis à l'étranger à une habitation principale - Le groupe de l'Union centriste soutiendra le Gouvernement.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Après l'art. 2** (p. 4698, 4699) : son amendement n° I-8 : abrogation de l'article 164 C du code général des impôts soumettant à une taxation forfaitaire les Français établis hors de France mais disposant d'une ou plusieurs habitations en France ; retiré - (p. 4700) : demande que cette question fasse l'objet d'un examen tout particulier - **Art. 3** (relèvement de la limite de versement des dons aux organismes sans but lucratif qui fournissent des repas à des personnes en difficulté ou qui contribuent à favoriser leur logement) (p. 4709) : son amendement n° I-9 : ouverture d'une réduction d'impôt de 50 % pour l'ensemble des oeuvres ; retiré - **Art. 6** (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement) (p. 4717) : son amendement n° I-12 : exonération des plus-values des SICAV en cas de réemploi des fonds dans l'acquisition de parts d'une société civile de placement immobilier ; adopté.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Après l'art. 6** (p. 4736) : son amendement n° I-13 : augmentation du plafond des intérêts d'emprunt ouvrant droit à la réduction d'impôt, la durée de celle-ci étant portée à 10 ans et son taux à 50 % du montant des dépenses pour les primo-accédants ; retiré.

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Après l'art. 14** sexies (p. 4853, 4854) : soutient les amendements de M. Marcel Daunay, n° I-24 (identité de traitement des exploitations agricoles à responsabilité limitée et des autres sociétés agricoles) et n° I-25 (possibilité d'amortissement exceptionnel donnée aux installations d'élevage de bovins et de porcs ayant des obligations de mise en conformité) - (p. 4855) : soutient l'amendement n° I-26 de M. Marcel Daunay (constitution de provisions pour investissement dans les parts de sociétés coopératives et mutualistes) - (p. 4856) : soutient l'amendement n° I-27 de M. Marcel Daunay (application de l'abattement de 50 % sur le bénéfice imposable de l'année d'octroi des aides et des quatre années suivantes) - **Art. 20** (modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994) (p. 4893) : soutient l'amendement n° I-19 de M. Alain Lambert (indexation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'indice prévisionnel des prix additionné des deux tiers de la croissance prévisionnelle).

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) (p. 5451, 5452) : contexte économique et hausse des crédits disponibles - Puissance militaire de la Russie - Soldats français engagés dans les opérations extérieures - Expérimentations nucléaires - (p. 5453) : Europe de la défense - Groupe aéronaval européen - Accepte le projet de budget de la défense pour 1994.

Affaires sociales, santé et ville - I - Affaires sociales et santé - (3 décembre 1993) - Présente l'intervention de M. Jean-Pierre Cantegrit - (p. 5536) : évolution de la protection sociale des Français de l'étranger - (p. 5537) : équilibre des comptes de la Caisse des Français de l'étranger - Système de retraite des Français expatriés - Absence de versement des allocations familiales aux familles françaises à l'étranger.

Coopération - (7 décembre 1993) (p. 5705) : situation de l'Afrique - (p. 5706) : politique de coopération africaine - Examen des crédits du ministère de la coopération - Rationalisation des réseaux de coopération - « Champ de coopération » - Subordination de l'aide française à la conclusion d'accords d'ajustement structurel avec le Fonds monétaire international - Situation des pays dits « à revenus intermédiaires » -

(p. 5707) : franc CFA et zone franc - Relations franco-africaines - Votera les crédits du ministère de la coopération.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5738) : rigueur budgétaire - Réforme du ministère des affaires étrangères - Réorganisation de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques - Direction des Français de l'étranger - Politique étrangère en Amérique latine et en Asie - Union européenne - (p. 5739) : négociations de l'Uruguay Round - (p. 5740) : sommet de l'Alliance atlantique et sécurité en Europe - Votera ce projet de budget.

Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur - (9 décembre 1993) (p. 5899) : crise de l'industrie française - Raisons du désaccord Renault-Volvo - Négociations sur le GATT dans le domaine industriel - Analyse des résultats du commerce extérieur - (p. 5900) : relations commerciales françaises avec la Chine continentale et Taïwan - Volontaires du service national actif, VSNA - Français de l'étranger - Avenir de la charte à l'exportation - Avis favorable du groupe de l'Union centriste sur ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Après l'art. 46** (p. 6026) : son amendement n° II-57 : fiscalité des titres sans droit de vote détenus par une société qui détient par ailleurs au moins 10 % des droits de vote dans la société ayant émis les titres ou une participation d'un prix de revient minimum de 150 millions de francs ; retiré - **Art. 48** (aménagement du régime fiscal des groupes de sociétés) (p. 6033) : son amendement n° II-59 : contrôle des déficits dans chacune des sociétés du groupe présentant un déficit reportable ; retiré - **Art. 50 quater** (affectation d'une fraction de la taxe de consommation des produits pétroliers au budget des régions de l'outre-mer) (p. 6047) : avis favorable du groupe de l'Union centriste sur l'amendement n° II-41 de M. Ernest Cartigny (limitation à trois ans de la durée d'application de cette nouvelle taxe).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Art. 18** (clarification des règles de détermination du montant de la taxe sur les salaires due par les employeurs partiellement assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée) (p. 6570) : son amendement n° 4, soutenu par M. Daniel Millaud : suppression des éléments de caractère interprétatif retenus pour le calcul du « prorata » de la taxe sur les salaires ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et les Communautés européennes portant sur le transfert de droits à pension (ensemble quatre annexes)** [n° 213 (92-93)] - (18 décembre 1993) - En remplacement de M. André Rouvière, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6631, 6633) : statut des fonctionnaires, agents de la Communauté - Régimes de retraite français et communautaire - Accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie** [n° 163 (93-94)] - (18 décembre 1993) - En remplacement de M. Gérard Gaud, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6634) : divergence des systèmes judiciaires - Relations commerciales et industrielles entre les deux pays - Accepte ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990** [n° 112 (93-94)] - (18 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 113) (p. 6639, 6641) : mise en vigueur de la convention de Schengen - Adhésion de l'Espagne et du Portugal - Renforcement des contrôles aux frontières extérieures - Politique d'immigration et d'asile - Lutte contre le trafic de stupéfiants - Système d'information de Schengen - Nécessité de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la convention de Schengen.

– **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990 [n° 113 (93-94)]** - (18 décembre 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (commune avec celle du projet n° 112) : voir intervention sous le projet n° 112 (p. 6639, 6641).

VINÇON (Serge), sénateur du Cher (RPR).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Délégué suppléant de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale le 18 juin 1993 (*JO Lois et décrets* du 19 juin 1993).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 226 (92-93)] autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 266 (92-93)] (21 avril 1993 ; rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 15 avril 1993) - **Traités et conventions**.

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - **Défense** - Forces terrestres - [n° 104 (93-94)] tome 6 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

– **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord en matière domaniale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Vanuatu (ensemble une annexe) [n° 196 (92-93)]** - (5 mai 1993) - En remplacement de M. Paul d'Ornano, rapporteur - **Discussion générale** (p. 166).

– **Projet de loi autorisant la ratification de la convention internationale n° 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérigènes, adoptée à Genève le 24 juin 1974 [n° 226 (92-93)]** - (5 mai 1993) - Rapporteur - **Discussion générale** (p. 177, 178).

– **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1609) ; travail de la commission des affaires sociales - **Courage du Gouvernement** - Solidarité entre les générations - Avec le groupe du RPR, votera le texte modifié par le Sénat.

– **Proposition de loi modifiant l'article L. 71 du code électoral et relative au droit de vote par procuration - Deuxième lecture [n° 297 (92-93)]** - (24 juin 1993) - **Art. unique (recours au vote par procuration)** (p. 1722) : avec le groupe du RPR, votera cette proposition de loi.

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2695) : situation d'Air France - Données chiffrées - Rachat d'UTA - Concurrence internationale - Délocalisation - (p. 2696) : accès au marché communautaire - Régularité du trafic - Aménagement du territoire national - Absence de plan dans le domaine aérien - Air Inter.

– **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)]**.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Après l'art. 2** (p. 4702) : son amendement n° I-200 : déductibilité des intérêts payés au titre d'une

acquisition en toute propriété de place de stationnement ou d'une amodiation dans un parc public concédé situé à proximité de la résidence principale ; retiré - **Art. 6 (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement)** (p. 4717) : son amendement n° I-202 : extension de l'avantage fiscal en cas d'acquisition de places de stationnement ou d'amodiation de places dans des parcs publics concédés ; rejeté.

Deuxième partie :

Equipement, transports et tourisme - II - Transports : 4, Transports aériens ; 5, Météorologie - Budget annexe de l'aviation civile - (27 novembre 1993) (p. 5073) : crise internationale du transport aérien - Espace aérien européen - Négociations avec les Etats-Unis - Air France - (p. 5074) : Air Inter - Service public et aménagement du territoire - Vote de ce projet de budget par le groupe du RPR - **Examen des crédits - Etat C** (p. 5081) : son amendement n° II-9, soutenu par M. Ernest Cartigny : réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement figurant au titre V ; adopté.

Défense - (2 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (section « forces terrestres ») - (p. 5446, 5447) : redéploiement des effectifs - Evolution des fabrications d'armements - Conscription-armée de métier - (p. 5448) : accepte ce projet de budget.

Affaires étrangères - (7 décembre 1993) (p. 5768) : rigueur budgétaire - Modernisation du ministère des affaires étrangères - « Voix de la France » - (p. 5769) : rôle de la France au Proche-Orient - Participation aux interventions extérieures menées sous l'égide de l'ONU - Poids de l'Europe face aux Etats-Unis - Négociations du GATT - Relative absence de la France en Europe centrale, dans les pays de l'ex-bloc soviétique et en Asie - (p. 5770) : votera ce projet de budget.

– **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes [n° 175 (93-94)]** - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6600) : modification de la gamme des titres légaux - Apparition des titres «neuf et quatorze carats» - Nécessité d'uniformiser les appellations - Conception d'un système de contrôle français en harmonie avec celui des autres pays européens concurrents - Délocalisation des entreprises de ce secteur - Ville de Saint-Amand-Montrond - Application des directives européennes et maintien des emplois en France - **Art. 8 (essai des ouvrages)** (p. 6609) : son amendement n° 33 : possibilité pour les ouvrages dont le titre est inférieur à 750 millièmes soit d'être détruits, soit soumis à la garantie publique ; adopté - **Art. 11 (suppression de l'exemption de droit de garantie)** (p. 6610) : son amendement n° 34 : maintien du système antérieur d'exonérations de taxes pour les ouvrages français dispensés de poinçons ; retiré - **Art. 13 (obligation de la garantie de l'Etat)** (p. 6611) : son amendement n° 1 : remplacement de l'obligation d'apport à la marque par des contrôles effectués directement dans l'entreprise ; retiré.

– **Projet de loi de programme relatif au patrimoine monumental [n° 127 (93-94)]** - (21 décembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6832) : notion de patrimoine - Patrimoine de proximité - Avis favorable du groupe du RPR sur ce projet de loi.

VIZET (Robert), sénateur de l'Essonne (C).

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

– Secrétaire de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

– Secrétaire de la commission chargée d'examiner la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Laurent Fabius, ancien Premier ministre, de Mme Georgina Dufoix,

ancien ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et de M. Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la santé, devant la Haute Cour de justice.

- Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (9 juin 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit (2 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de privatisation (5 juillet 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1994 (11 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers (16 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes (17 décembre 1993).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1993 (17 décembre 1993).

DÉPÔTS

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)] adopté par l'Assemblée nationale - Imprimerie nationale - [n° 101 (93-94)] tome 3 annexe 41 (22 novembre 1993).

QUESTIONS

Questions au Gouvernement :

(JO Débats du 30 avril 1993) (p. 138) - Ministère : Fonction publique - *Politique de la fonction publique* - **Fonction publique (traitements et indemnités)**.

(JO Débats du 17 décembre 1993) (p. 6427) - Ministère : Education - *Besoins de l'enseignement public* - **Enseignement**.

Questions orales sans débat :

n° 7 (JO Débats du 28 avril 1993) (p. 109) - Ministère : Défense - *Situation du centre d'essais des propulseurs de Saclay (Essonne)* - (Réponse : JO Débats du 15 mai 1993) (p. 301) - **Défense nationale**.

n° 13 (JO Débats du 6 mai 1993) (p. 187) - Ministère : Intérieur - *Mise en oeuvre du schéma de secteur du plateau de Saclay (Essonne)* - (Réponse : JO Débats du 15 mai 1993) (p. 299) - **Urbanisme**.

n° 25 (JO Débats du 2 juin 1993) (p. 627) - Ministère : Budget - *Droits à la retraite des personnels du CNRS* - (Réponse : JO Débats du 19 juin 1993) (p. 1507) - **Fonction publique**.

n° 30 (JO Débats du 15 juin 1993) (p. 1254) - Ministère : Intérieur - *Réglementation du stationnement des gens du voyage* - (Réponse : JO Débats du 26 juin 1993) (p. 1749) - **Nomades**.

n° 55 (JO Débats du 13 octobre 1993) (p. 2914) - Ministère : Economie - *Ressources financières des collectivités locales* - (Réponse : JO Débats du 23 octobre 1993) (p. 3376) - **Collectivités locales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 [n° 321 (92-93)]** - (8 juin 1993) - **Question préalable** (p. 772, 773) :

soutient la motion n° 3 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Politique en faveur des entreprises - Emprunt d'Etat - Absence de relance volontariste de la production industrielle - Rôle du chômage dans le déficit des comptes sociaux - Absence de relance de la consommation - Attitude du patronat - Mise en oeuvre du traité de Maastricht - (p. 774) : aggravation des difficultés avec le projet de loi de finances rectificative - **Rappel au règlement** (p. 777) : organisation des travaux - Distribution des rapports - **Art. 1^{er}** (*suppression de la règle du décalage d'un mois en matière de taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 780) : apport de trésorerie pour les entreprises - Augmentation de la dette publique - Avenir des commissions départementales de contrôle des fonds publics d'aide à l'emploi - (p. 781) : son amendement n° 95 : modalités d'utilisation de la créance ; rejeté - (p. 783) : se déclare favorable à l'amendement n° 154 de M. Claude Estier (dispositif mis en place uniquement dans les entreprises ne licenciant pas) - (p. 784) : son amendement n° 96 : réduction du temps de travail ; rejeté - (p. 785) : son amendement n° 97 : incitation des entreprises à ne pas licencier ; rejeté - (p. 786) : son amendement n° 99 : impossibilité d'attribuer la créance aux entreprises délocalisées ; rejeté - (p. 787) : son amendement n° 100 : impossibilité d'attribuer une créance aux entreprises procédant à des délocalisations ; rejeté - (p. 789) : son amendement n° 101 : dégageant de temps de travail pour la formation ; rejeté - **Après l'art. 1^{er}** (p. 790) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 102 : remboursement aux collectivités territoriales de la TVA sur des dépenses de fonctionnement et d'investissement ; n° 103 : remboursement de la TVA aux collectivités locales dans les délais les plus courts ; n° 104 : réforme de la taxe professionnelle ; rejetés - (p. 791) : fraude fiscale - (p. 792) : son amendement n° 106, soutenu par Mme Paulette Fost : relèvement du taux de l'impôt sur les sociétés ; rejeté.

Suite de la discussion - (9 juin 1993) - **Art. 1^{er} bis** (*modification des modalités de paiement de la taxe professionnelle*) (p. 814) : son amendement de suppression n° 107 ; rejeté - (p. 817) : se déclare favorable à l'amendement n° 156 de M. Michel Charasse (modalités de maintien pour 1994 du système actuel du remboursement du dégrèvement de la taxe professionnelle) - **Art. 2** (*allègement des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce*) (p. 818) : se déclare favorable à l'amendement n° 158 de M. Claude Estier (portée de la mesure proposée sur les cessions dont le montant est inférieur à 150 000 francs) - **Après l'art. 2** (p. 819) : son amendement n° 108 : taxation des revenus financiers ; rejeté - (p. 820) : son amendement n° 109, soutenu par Mme Hélène Luc : fonds de solidarité des communes d'Île-de-France ; rejeté - **Art. 3** (*réduction de la fiscalité applicable aux petites transactions sur valeurs mobilières*) (p. 822) : son amendement n° 110, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : établissement d'un barème progressif d'imposition sur les plus-values mobilières ; rejeté - (p. 824) : avec le groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 5 de M. Philippe Marini (écrêtement de l'impôt de bourse) - **Après l'art. 3** (p. 825) : son amendement n° 111 : diminution de la TVA sur les produits de l'horticulture ; rejeté - (p. 826) : son amendement n° 112, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : taux de TVA sur les produits sanguins ; rejeté - (p. 827) : son amendement n° 113 : application d'un taux de TVA nul en faveur de la presse ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 836) : son amendement n° 114 : contribution des plus hauts revenus ; rejeté - (p. 837) : ses amendements, n° 116 : élargissement de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune ; et n° 119 : revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejetés - (p. 838) : ses amendements, soutenus par M. Jean-Luc Bécart, n° 115 : prélèvement exceptionnel des banques passibles de l'impôt sur les sociétés ; et n° 117 : taxation des opérations de change ; rejetés - (p. 839) : son amendement n° 118, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : prélèvement exceptionnel sur le produit des SICAV monétaires et des fonds communs de placement ; rejeté - **Art. 5** (*modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final*) (p. 840) : son amendement de suppression n° 120 ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 844) : son amendement n° 121, soutenu par Mme Michelle Demessine : mesures destinées à la revalorisation des traitements ; rejeté - **Art. 5 bis** (*autorisation d'émettre un emprunt d'état convertible en actions de sociétés privatisées*) (p. 845) : son amendement de suppression n° 122, soutenu par

M. Félix Leyzour ; rejeté - **Art. 5 ter** (*inscription d'une partie du produit des privatisations au budget général*) (p. 848) : son amendement de suppression n° 123, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Après l'art. 5 ter** (p. 850) : avec le groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° 209 du Gouvernement (augmentation du tarif des ordonnances pénales) - **Art. 6 et Etat A** (*équilibre général*) (p. 858) : son amendement de suppression n° 124, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - (p. 859) : son amendement n° 125, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : réduction des sommes consacrées au surarmement nucléaire ; rejeté - **Seconde délibération - Art. 6 et Etat A** (p. 868) : intervient sur l'amendement de coordination n° B-3 du Gouvernement - **Art. 7 et Etat B** (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 872) : son amendement n° 126 : réduction des crédits du titre IV destinés à exonérer les entreprises des charges familiales ; rejeté - **Art. 8 et Etat C** (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 875) : son amendement n° 128 : réduction des crédits de paiement et suppression des autorisations de programme de 100 millions de francs au titre VI « Industrie » ; rejeté - **Art. 9** (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 876, 877) : armement nucléaire - Position des Etats-Unis - Avec le groupe communiste, demandera la suppression de l'article 9 - **Art. 9 bis** (*comptes d'affectation spéciale - ouvertures*) (p. 878) : son amendement de suppression n° 129, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Après l'art. 13** (p. 884) : son amendement n° 130 : durée d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties affectées à l'habitation principale ; rejeté - **Art. 15** (*imputation des déficits financiers sur le revenu global*) (p. 888) : avec le groupe communiste, se déclare opposé aux dispositions de l'article 15 - **Art. 15 bis** (*réduction de la durée de location des immeubles rénovés dans le cadre d'une opération groupée de restauration immobilière*) (p. 893) : son amendement de suppression n° 133, soutenu par M. Félix Leyzour ; rejeté - **Après l'art. 16** (p. 896) : son amendement n° 134, soutenu par M. Félix Leyzour : relance de l'épargne pour favoriser la construction de logements sociaux par l'intermédiaire du livret A des caisses d'épargne ; non retenu dans le vote unique de l'ensemble des dispositions restant en discussion après l'examen de l'article 16 - **Art. 16 bis** (*relèvement de l'abattement par année de détention pour le calcul des plus-values immobilières*) (p. 899) : son amendement de suppression n° 135, soutenu par M. Félix Leyzour ; non retenu dans le vote unique - **Après l'art. 17** (p. 902) : son amendement n° 136, soutenu par M. Jean-Luc Bécart : création d'un livret d'épargne pour l'automobile ; non retenu dans le vote unique - **Art. 20** (*barème des aides à la personne*) (p. 918) : son amendement de suppression n° 137, soutenu par M. Félix Leyzour ; non retenu dans le vote unique - **Art. 21** (*aménagement de la contribution sociale généralisée*) (p. 921) : son amendement de suppression n° 138, soutenu par M. Félix Leyzour ; non retenu dans le vote unique - **Après l'art. 21** (p. 923, 924) : ses amendements, soutenus par M. Félix Leyzour, n° 139 : réintégration dans la définition du revenu imposable ouvrant droit à certains avantages en matière de fiscalité locale et d'épargne de la réduction d'impôt accordée au titre des dépenses afférentes à l'habitation principale ; n° 145 : augmentation du taux actuel de la taxe d'apprentissage ; n° 144 : réduction de la charge de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les propriétaires à revenus modestes ; n° 141 : taxation de 14,5 % des revenus financiers et immobiliers ; n° 140 : augmentation du financement des congés de formation par les employeurs ; n° 142 : mesures en faveur de la formation professionnelle continue ; et n° 143 : augmentation du prélèvement pour certaines communes ; non retenus dans le vote unique.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (11 juin 1993) - **Art. 1^{er} et annexe** (*champ des privatisations*) (p. 1039 à 1049 ; 1070 à 1093) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 68, n° 75, n° 77 et n° 80 (suppression, entreprise par entreprise, de la liste des sociétés privatisables, figurant dans l'annexe) - **Rappel au règlement** (p. 1070, 1071) : organisation des travaux du Sénat - Nécessité de consulter les personnels des sociétés privatisables - (p. 1099) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Hélène Luc (suppression du quatrième alinéa du paragraphe I de cet article)

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 351 (92-**

93)] - (11 juin 1993) - **Discussion générale** (p. 1051) : conditions d'examen de ce texte - Recours au vote bloqué - Augmentation des licenciements - Dérive de l'emploi - (p. 1052) : prélèvement sur les revenus salariaux - Remboursement de la TVA - Logement - Investissements des entreprises - Plafonnement de l'impôt de bourse - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 1070) ; crédits affectés à l'éducation nationale - Blocage des salaires des fonctionnaires - Logement social - Avis défavorable du groupe communiste sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de privatisation [n° 319 (92-93)] - Suite de la discussion** - (12 juin 1993) - **Art. 5** (*mécanisme de paiement échelonné*) (p. 1149) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Hélène Luc (suppression du paragraphe I de cet article) - Exemple de la Grande-Bretagne - Risques encourus par les actionnaires - Exclusion de toute perspective de relance économique - (p. 1151) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Hélène Luc (suppression du dernier alinéa du paragraphe II de ce texte relatif aux modalités de mise en oeuvre fixées par décret) - **Art. 6** (*protection des intérêts nationaux*) (p. 1159 à 1176) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc n° 106, n° 116 et n° 123 (fixation d'une limite de 20 % du capital lors des cessions de parts pour chacune des entreprises figurant dans l'annexe).

Suite de la discussion - (14 juin 1993) - **Art. 11** (*dispositions fiscales*) (p. 1206) : avantages accordés par la loi du 6 août 1986 - Exonération de la CSG - Actionnariat salarié - Drainage de l'épargne des salariés vers les incertitudes de la Bourse - Avis défavorable du groupe communiste sur cet article - **Art. 13** (*dispositions relatives à la Régie Renault*) (p. 1211) : soutient l'amendement n° 129 de Mme Hélène Luc (abrogation de la loi du 4 juillet 1990) - Privatisation partielle de la Régie Renault - Autonomie de gestion - **Art. 20** (*abrogations et dispositions diverses*) (p. 1240) : cas de l'Aérospatiale - Danger pour le domaine aéronautique - (p. 1242 à 1244) : soutient les amendements de Mme Hélène Luc, n° 152, n° 154 et n° 157 (suppression de cet article puis de chacun de ses alinéas).

- **Projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale [n° 332 (92-93)]** - (22 juin 1993) - **Art. 5** (*durée d'application, modalités de l'ajustement prévu en 1996 et revalorisation pour 1993*) (p. 1598) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (ajustement à la date du 1^{er} janvier 1996 de l'ensemble des retraites liquidées à cette même date) - **Art. 6** (*codification des articles relatifs à la contribution sociale généralisée*) (p. 1602) : soutient l'amendement de suppression n° 42 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis - **Art. 9** (*modifications du livre VIII du code de la sécurité sociale*) (p. 1606) : soutient l'amendement de suppression n° 45 de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

- **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit [n° 356 (92-93)]** - (1^{er} juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2011) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc, tendant à opposer la question préalable - Danger du projet de loi - Absence de politique industrielle et de relance de l'activité par le biais de la politique monétaire - Rôle et composition du Conseil de la politique monétaire - Libéralisation du secteur bancaire et du crédit - Politique monétaire fondée sur l'assurance de la stabilité des prix au détriment de la lutte contre le chômage - Missions de la Banque de France - (p. 2013, 2014) : absence de concertation avec les personnels de la Banque de France - Indépendance de la Banque de France au mépris du développement économique du pays.

Suite de la discussion - (2 juillet 1993) - **Chapitre I^{er}** (*missions fondamentales de la Banque de France*) (p. 2028) : son amendement n° 139, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression du mot : « fondamentales » dans l'intitulé du chapitre I^{er}, avant l'article 1^{er} ; rejeté - **Art. 1^{er}** (*définition et mise en oeuvre de la politique monétaire*) (p. 2029) : son amendement de suppression n° 132 ; rejeté - (p. 2030) : ses amendements n° 133 : politique monétaire de la Banque de France dans le but du développement de l'emploi ; et n° 134 : définition des missions de la Banque de France ; rejetés - (p. 2032) : son amendement n° 135 : obligation pour la Banque de France d'assurer la croissance économique et l'emploi ; rejeté - (p. 2033) : son amendement n° 136 : suppression du deuxième alinéa de l'article 1^{er} précisant l'impossibilité pour un membre du Conseil de la poli-

tique monétaire de solliciter ou d'accepter les instructions du Gouvernement ; rejeté - (p. 2037) : importance de la défense du franc - (p. 2039) : avec le groupe communiste, votera contre l'article 1^{er} - **Art. 2** (*mise en oeuvre de la politique de changes*) (p. 2042) : son amendement n° 140, soutenu par Mme Paulette Fost : inscription à l'actif du bilan de la Banque de France des intérêts provenant des placements à son compte de résultats ; rejeté - **Art. 3** (*interdiction du financement des déficits publics*) (p. 2044) : son amendement de suppression n° 183, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - (p. 2045) : ses amendements soutenus par Mme Paulette Fost, n° 141, identique à l'amendement n° 78 de M. Paul Loridant : possibilité pour la Banque de France de soumissionner pour son compte lors d'adjudications de valeurs du Trésor et n° 142 : mention de la tenue du compte du Trésor dans les missions de la Banque centrale ; rejetés - **Art. 4** (*fonctionnement des systèmes de paiement*) (p. 2047) : ses amendements n° 143 : maintien des actions nécessaires à la Banque de France pour veiller au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement ; et n° 144 : garantie des règlements de fonds entre les établissements bancaires et financiers et maintien de la tenue du compte courant du Trésor public ; rejetés - Pérennité des fonctions de la Banque de France au sein de la compensation interbancaire - **Après l'art. 4** (p. 2049) : ses amendements n° 145 : participation de la Banque de France à la gestion de la dette publique en organisant les adjudications de valeurs du Trésor et en assurant la tenue des comptes courants de bons ; et n° 146 : tenue par la Banque de France du fichier central des chèques, du fichier national des chèques irréguliers et du fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers ; rejetés - Constitution et gestion des fichiers - **Art. 5** (*droit de communication*) et **Après l'art. 19** (p. 2052) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 147 : activités de renseignement et d'analyse de la conjoncture ; et n° 148 : définition des missions de la Banque de France en matière de statistiques et d'information monétaire au service de l'Etat et des collectivités locales ; devenus sans objet - **Après l'art. 1^{er} ou après l'art. 5** (p. 2055) : sur l'amendement n° 24 de la commission (dispositions liées à l'émission des billets), son sous-amendement n° 192 : fabrication des billets de banque dans les centres industriels de la Banque de France ; rejeté - (p. 2057) : son amendement n° 149 : autonomie de la Banque de France pour assurer le bon fonctionnement du système monétaire et le maintien de la qualité de la monnaie ; rejeté - **Art. 7** (*compétences du conseil de la politique monétaire*) (p. 2061) : son amendement n° 150, soutenu par Mme Paulette Fost ; régime des réserves ; rejeté - **Art. 8** (*nomination des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2062) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 155 : nationalité française pour les membres du conseil ; et n° 151 : réduction du mandat ; rejetés - (p. 2063) : son amendement n° 152, soutenu par Mme Paulette Fost : désignation des membres du conseil de la politique monétaire à la proportionnelle des groupes parlementaires ; rejeté - (p. 2067) : son amendement n° 153, soutenu par Mme Paulette Fost : possibilité pour des syndicalistes ou des usagers du système bancaire d'être membres du conseil ; rejeté - (p. 2070) : son amendement n° 154, soutenu par Mme Paulette Fost : suppression des dispositions relatives à la durée du mandat des membres du premier conseil de la politique monétaire ; retiré - **Art. 9** (*organisation des délibérations du conseil de la politique monétaire*) : son amendement n° 156, identique à l'amendement n° 92 de M. Paul Loridant : fréquence des réunions du conseil ; rejeté - (p. 2072, 2073) : ses amendements n° 157 : place du Gouvernement au sein du conseil ; n° 158 : présence du Premier ministre ou de celle du ministre de l'économie lors des séances du conseil ; n° 159 : participation sans voix délibérative aux séances du conseil de la politique monétaire du ministre chargé de l'économie et des finances ; et n° 160 : participation de l'autorité gouvernementale aux séances du conseil ; rejetés - **Art. 10** (*statut des membres du conseil de la politique monétaire*) (p. 2077) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° 162 : impossibilité pour les membres du conseil de la politique monétaire d'exercer d'autres activités professionnelles ; et n° 161 : impossibilité pour un membre du conseil de la politique monétaire de siéger au sein d'organismes internationaux ; rejetés - **Art. 11** (*composition du conseil général*) (p. 2081) : ses amendements n° 163 : responsabilité du conseil général de la Banque de France pour l'établissement du budget de l'institution ; n° 164 : nombre de représentants des salariés au conseil

général de la Banque de France ; et n° 165 : présence d'un nombre minimal de conseillers à chaque séance du conseil général ; devenus sans objet - (p. 2083) : représentation du personnel au conseil général - **Art. 13** (*le gouverneur et les sous-gouverneurs*) (p. 2085) : son amendement n° 166 : choix d'un des sous-gouverneurs parmi les directeurs généraux de la Banque de France ; retiré - **Art. 15** (*exercice d'activités ne se rattachant pas directement aux missions de la Banque de France en matière de politique monétaire*) (p. 2089) : son amendement n° 168 : précisions destinées à préserver les missions de la Banque centrale ; rejeté - **Art. 17** (*titulaires de comptes*) (p. 2095) : son amendement n° 169, soutenu par Mme Paulette Fost : droit pour la Banque de France d'avoir une clientèle directe ; rejeté - **Après l'art. 17** (p. 2099) : son amendement n° 170, soutenu par Mme Paulette Fost : développement de l'implantation locale et des missions de service public de la Banque de France auprès des collectivités locales et des chambres de commerce et d'industrie, des banques et des entreprises ; rejeté - **Art. 20** (*compétences du Conseil national du crédit*) (p. 2104) : son amendement de suppression n° 174 ; rejeté - **Art. 21** (*présidence du comité de la réglementation bancaire*) : son amendement de suppression n° 175 ; rejeté - **Art. 22** (*compétence du comité de la réglementation bancaire*) : son amendement de suppression n° 176 ; rejeté - **Art. 23** (*rôle du président du comité de la réglementation bancaire*) (p. 2106) : son amendement de suppression n° 177, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 25** (*secrétariat général de la commission bancaire*) (p. 2107) : son amendement de suppression n° 178 ; adopté - Son amendement n° 179, analogue à l'amendement n° 122 de M. Paul Loridant : choix du secrétaire général de la commission bancaire ; devenu sans objet - **Art. 26** (*rôle du secrétariat général et concours apporté par la Banque de France*) (p. 2108) : son amendement de suppression n° 180 ; rejeté - Son amendement n° 181 : moyens mis à la disposition du secrétaire général de la commission bancaire pour l'exercice de ses activités ; devenu sans objet - **Art. 29** (*contrôle de la commission bancaire sur les agents des marchés interbancaires*) : son amendement de suppression n° 182, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 31** (*décret d'application*) (p. 2110) : se déclare opposé à l'amendement n° 66 de la commission (exclusion des modalités d'organisation et de fonctionnement de la Banque du champ d'application du décret et introduction des modalités d'élection du représentant des salariés) - **Avant le chapitre 1^{er} avant l'art. 1^{er} (suite)** (p. 2111) : son amendement n° 131 : rôle de la Banque de France et missions de surveillance et de bon fonctionnement du système bancaire et financier ; rejeté (précédemment réservé p. 2028) - **Explication de vote sur l'ensemble** : articulation de la politique monétaire autour de l'unique principe de stabilité des prix - Absence de considération sur le développement économique et l'emploi.

- **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France** [n° 374 (92-93)] - **Suite de la discussion** - (7 juillet 1993) - **Art. 2** (*exécution d'office de la décision de refus d'entrée en application de la convention de Schengen*) (p. 2305) : soutient l'amendement de suppression n° 132 de M. Charles Lederman - **Art. 2 bis** (*certificat d'hébergement*) (p. 2306, 2307) : soutient les amendements de M. Charles Lederman, n° 133 de suppression et n° 134 (suppression de la perception de la taxe de 100 francs à l'occasion de la demande de visa d'un certificat d'hébergement par le maire) - **Art. 3** (*effets de la délivrance d'un titre de séjour provisoire*) (p. 2312) : soutient l'amendement de suppression n° 135 de M. Charles Lederman.

- **Projet de loi de privatisation - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 407 (92-93)] - (7 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2326) : suppressions d'emplois dans les sociétés privatisables - Délocalisations de production - Accroissement de la spéculation - Cas de l'Aérospatiale et de Bull - (p. 2327) : liquidation du patrimoine national - Procédures du vote bloqué et du 49-3 - Conditions d'examen de ce texte - Investissements consentis par l'Etat - Accentuation de la pression fiscale - (p. 2328) : participation étrangère - Inconstitutionnalité du texte - Avis défavorable du groupe communiste sur le texte de la CMP - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2335) ; avis défavorable du groupe communiste sur ce texte - Protection de l'industrie française contre la concurrence étrangère.

– **Projet de loi relatif au statut de la Banque de France et à l'activité et au contrôle des établissements de crédit - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 408 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2580) : traité de Maastricht - Idéologie ultralibérale au sein de la CEE - Politique d'abandon national - Absence de garantie sur la pérennisation des missions de la Banque de France - Personnel de la Banque de France - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2588) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et le gouverneur de la Banque de France [n° 396 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Question préalable** (p. 2592) : soutient la motion n° 1 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Proteste contre l'examen de ce projet de convention avant même la promulgation de la loi sur l'indépendance de la Banque de France - Abaissement du Parlement - Gestion des réserves de l'Etat - Suppression de l'autorisation pour la Banque de France d'accorder des découverts ou des crédits au Trésor public - Pouvoirs discrétionnaires du Conseil de la politique monétaire - (p. 2594) : traité de Maastricht - Réserve de réévaluation des réserves en or et en devises - Fonds de stabilisation des changes.

– **Projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire [n° 420 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Discussion générale** (p. 2598) : texte inscrit dans la politique de régression des acquis sociaux et démocratiques menée par le Gouvernement - Logique de suspicion et d'exclusion de la population étrangère - (p. 2599) : remise en cause du droit d'asile - Obstacles mis au regroupement familial - Polygamie - Droits sociaux des étrangers - Contrôle des titres de séjour - Amendement Marsaud - (p. 2600) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

– **Proposition de loi portant réforme de la procédure pénale - Troisième lecture [n° 401 (92-93)]** - (13 juillet 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2628) : absence de moyens matériels et humains au service de la réforme proposée - Objectif répressif - Régime de la garde à vue - Demande la présence de l'avocat - Garde à vue des mineurs - Vote des sénateurs communistes contre cette proposition de loi.

– **Rappel au règlement** - (29 septembre 1993) (p. 2642, 2643) : demande au Gouvernement l'arrêt immédiat de toute procédure de licenciement économique.

– **Débat sur une déclaration de politique générale du Gouvernement sur les transports intérieurs [n° 460 (92-93)] - Suite de la discussion** - (30 septembre 1993) (p. 2700, 2701) : importance du transport aérien - Air Inter - Détérioration de la situation des deux compagnies nationales - Endettement et déréglementation des transports intérieurs - Prédominance des missions de service public sur la notion de concurrence sur les lignes intérieures - Privatisations - Négociation des plans.

– **Projet de loi modifiant le code des assurances (partie législative) en vue notamment de la transposition des directives n° 92-49 et n° 92-96 des 18 juin et 10 novembre 1992 du Conseil des Communautés européennes [n° 427 (92-93)]** - (7 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 2844, 2845) : privatisation du secteur des assurances - Croissance de l'activité des compagnies françaises - Développement de l'offre d'assurance dans le marché unique européen - Extension au domaine de la retraite et de la « complémentarité maladie » et remise en cause du système de protection sociale français - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Art. 25 (transfert de portefeuille : extension des règles applicables)** (p. 2856) : son amendement de suppression n° 36 ; rejeté - Opposition du groupe communiste à l'assimilation des sociétés mutualistes à des sociétés d'assurances - Protection sociale - (p. 2857) : capitalisation - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 2867) : vote du groupe communiste contre ce texte.

– **Projet de loi relatif à l'Imprimerie nationale [n° 461 (92-93)]** - (19 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3233) : soutient la motion n° 4 de Mme Hélène Luc tendant à opposer la question préalable - Absence de justification du changement de statut de l'Imprimerie nationale - (p. 3234) : mouvement de destructuration et de privatisation du secteur public et nationalisé - Présence de l'Imprimerie nationale sur les marchés étran-

gers - Directives européennes relatives aux marchés publics de fournitures et de services - Missions d'intérêt général de l'Imprimerie nationale - (p. 3235) : remise en cause des statuts du personnel - Travailleurs des arsenaux de GIAT-Industries - Caractère anticonstitutionnel de ce projet de loi - (p. 3236) : remise en cause de la vocation et des missions de l'Imprimerie nationale - **Art. 1^{er} (transfert des droits, biens et obligations de l'Imprimerie nationale à une société nationale)** : ses amendements, n° 12, de suppression ; n° 13 : détention de la totalité du capital par l'Etat ; et n° 14 : absence de participation de capitaux étrangers dans l'Imprimerie nationale ; rejetés - **Art. 2 (maintien des missions de souveraineté)** (p. 3238, 3239) : ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 15 : privilège d'impression de l'ensemble des documents secrets ou dont la réalisation nécessite la mise en oeuvre de dispositions d'exceptionnelle sécurité ; devenu sans objet ; n° 16 : privilège d'impression de tout document officiel de présentation relatif à la loi de finances et à ses annexes ; et n° 17 : vocation de l'Imprimerie nationale de répondre aux besoins d'impression de l'Etat et des collectivités territoriales ; rejetés - **Art. 3 (dispositions relatives aux fonctionnaires techniques)** (p. 3240) : son amendement n° 18 : maintien des fonctionnaires de la direction de l'Imprimerie nationale dans le cadre du ministère du budget ; adopté - (p. 3241) : son amendement n° 19 : suppression de la possibilité pour les fonctionnaires de l'Imprimerie nationale de bénéficier de l'intéressement et de la participation ; rejeté - **Art. 4 (dispositions relatives aux ouvriers d'Etat)** (p. 3242) : ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° 20 : maintien des droits et garanties offerts en matière de congés ; n° 21 : maintien des avantages sociaux liés à l'insalubrité des conditions de travail ; n° 22 : maintien des droits syndicaux des ouvriers de l'Imprimerie nationale ; et n° 23 : bénéfice des oeuvres sociales rattachées au ministère du budget accordé aux ouvriers d'Etat employés par l'Imprimerie nationale à la date de réalisation des apports ; devenus sans objet - (p. 3243) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (maintien des droits et garanties de l'ancien statut, en ce qui concerne le régime disciplinaire, les régimes de travail à temps partiel, et de cessation progressive d'activité, les oeuvres sociales rattachées au ministère du budget, ainsi que les autres congés et, d'autre part, placement sous un régime défini par le droit du travail pour les autres éléments de leur situation) - Son amendement n° 24, soutenu par M. Ivan Renar : suppression de la possibilité donnée aux ouvriers d'Etat d'opter pour un simple contrat de travail de droit commun ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3244, 3245) : crainte d'une privatisation ultérieure de l'Imprimerie nationale - Refus de la possibilité donnée au personnel de renoncer à son statut d'ouvrier d'Etat et à ses acquis sociaux - Refus de l'institution de deux catégories de salariés soumis à des statuts différents alors qu'ils accomplissent le même travail - Les sénateurs communistes et apparenté voteront contre ce projet de loi - Demande de scrutin public.

– **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts [n° 38 (93-94)]** - (27 octobre 1993) - **Discussion générale** (p. 3541) : concours de l'Etat aux collectivités locales : adaptation à la situation économique prévalant pour la réalisation de l'Union économique européenne - (p. 3542) : enveloppe de la dotation globale de fonctionnement, DGF, en 1993 - Hypothèse d'évolution de la DGF réformée à partir de 1994 ; recul prévisible et conséquences sur les collectivités locales - Fiscalité locale - (p. 3543, 3544) : dérive du dispositif de taxe professionnelle - Taxe d'habitation - Pénalisation du logement social HLM - Coopération intercommunale - Elargissement constant des responsabilités assumées par les collectivités territoriales - Contribution à la politique de la ville - Participation à l'amélioration du réseau routier national par le déclassement d'une partie du réseau dans les réseaux départementaux - Dessertes ferroviaires d'intérêt régional - Fiscalité locale - Dotation d'aménagement du territoire - Dotation de solidarité urbaine.

Suite de la discussion - (28 octobre 1993) - **Question préalable** (p. 3575) : vote par le groupe communiste de la motion n° 26 de M. René Régnault, tendant à opposer la question préalable - **Art. 1^{er} (composition de la dotation globale de fonctionnement)** (p. 3577, 3578) : son amendement n° 66 : modification de la composition de la DGF et exclusion des communautés de communes ; rejeté - **Art. 2 (suppression de**

la référence à la dotation de base de la DGF dans le code des communes) (p. 3579) : ses amendements, tendant à proposer une nouvelle rédaction de l'article L. 234-1 du code des communes, n° 67, n° 68, n° 69 et n° 71 ; irrecevables (article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959) ; et n° 70 ; rejeté - **Art. 4** (suppression de la référence à la dotation de péréquation de la DGF dans une division du code des communes) (p. 3584) : son amendement n° 74 : dotation de péréquation ; rejeté - Potentiel fiscal - Dotation de solidarité urbaine, DSU - Cités universitaires - **Art. 5** (assiette de la taxe d'habitation prise en compte pour le calcul de l'effort fiscal) (p. 3586, 3587) : ses amendements n° 75 : suppression de la notion « d'effort fiscal » ; et n° 76 : réforme du mode de définition de la dotation globale de fonctionnement et des concours particuliers ; rejetés - Fonds de solidarité des communes d'Ile-de-France - Marché d'intérêt national de Rungis - Commune de Chevilly-Larue - **Après l'art. 5** (p. 3588) : ses amendements n° 77 et n° 78 : dégrèvement de taxes d'habitation et d'impôts locaux ; irrecevables (article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959) - **Art. 6** (la dotation forfaitaire) (p. 3588, 3589) : son amendement n° 79 : dotation minimale garantie ; rejeté - **Art. 7** (suppression des références à la dotation de compensation et aux concours particuliers dans les sections du code des communes ; création d'une sous-section intitulée dotation d'aménagement) (p. 3595) : son amendement de suppression n° 80 ; rejeté - **Avant l'art. 8** : son amendement n° 81, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : taxe professionnelle : incorporation des actifs financiers dans les bases d'imposition ; irrecevable (article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959) - **Art. 8** (la dotation d'aménagement) (p. 3597) : son amendement de suppression n° 83 ; rejeté - **Art. 9** (la dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre) (p. 3599) : son amendement de suppression n° 84 ; rejeté - Groupements de communes et désengagement de l'Etat au profit de sociétés concessionnaires - (p. 3601) : ses amendements n° 85 : abondement de la dotation des groupements de communes dotés d'une fiscalité propre ; irrecevable (article 40 de la Constitution) ; et n° 86 : DGF des groupements supracommunaux : financement extérieur à la masse globale de la DGF des communes ; devenu sans objet - **Art. 11** (la dotation de solidarité urbaine et la dotation de solidarité rurale) (p. 3607, 3608) : son amendement n° 87 : création d'une nouvelle catégorie intermédiaire au bénéfice de la dotation de solidarité urbaine ; rejeté - (p. 3610, 3611) : son amendement n° 88 : définition des logements sociaux des centres urbains de dix mille habitants ; rejeté - (p. 3613) : son amendement n° 89 : prise en compte des demandes d'emplois ; rejeté - (p. 3616) : son amendement n° 90 : critère des demandes de logements ; rejeté - Difficultés du patrimoine social HLM - (p. 3618, 3619) : ses amendements n° 92 : organisation d'un concours spécifique aux communes les plus endettées ; et n° 93 : dotation particulière pour les communes procédant à l'acquisition d'ensembles immobiliers gérés par les organismes d'HLM ; rejetés - (p. 3620) : son amendement n° 94, soutenu par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : abondement de la dotation de solidarité urbaine : prélèvement sur les plus-values foncières et immobilières ; irrecevable (article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959) - (p. 3621, 3623) : ses amendements n° 95 et n° 96, soutenus par Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis : conditions, notamment démographiques, d'éligibilité à la dotation de solidarité rurale ; rejetés - (p. 3624) : ses amendements n° 97 : attribution de la dotation de solidarité rurale : critère de prestations sociales ; rejeté ; et n° 98 : homothétisme à l'amendement n° 94 ; irrecevable (article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959) - **Art. 13** (dotation « permanents syndicaux » et « frais de fonctionnement du comité des finances locales ») (p. 3627) : son amendement de suppression n° 99 ; rejeté - **Art. 14** (modalités de versement de la DGF) (p. 3628) : ses amendements n° 101 de suppression et n° 102 : versement mensuel de la DGF ; rejetés - **Art. 15** (suppression de la garantie minimale de progression) (p. 3629) : son amendement de suppression n° 103 ; rejeté - **Art. 19** (application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions des titres 1^{er} à 5 du livre II du code des communes) (p. 3630) : son amendement n° 105, soutenu par M. Henri Bangou : taxation complémentaire du produit des jeux de casino au bénéfice de l'ensemble des communes du département de la collectivité territoriale concernée ; irrecevable (article 40 de la Constitution) - **Art. 20** (application aux communes des départements d'outre-mer des dispositions relatives à la DGF) (p. 3631) :

ses amendements, soutenus par M. Henri Bangou, n° 106 de suppression et n° 107 : progression minimale des dotations des collectivités locales des départements d'outre-mer ; rejetés - **Art. 24** (modalités d'attribution et de répartition de la DGF pour les communes des territoires d'outre-mer) (p. 3632) : son amendement n° 108 : progression minimale de la DGF ; rejeté - **Art. 25** (taux d'évolution de la DGF des départements en 1994) (p. 3634) : son amendement de suppression n° 109 ; rejeté - **Art. 26** (affectation des ressources de la dotation particulière de solidarité urbaine à la péréquation et à la solidarité financière entre les départements) (p. 3636) : son amendement de suppression n° 110, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 27** (la dotation de développement rural) (p. 3640) : son amendement de suppression n° 112, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 3644, 3645) : position critique sur ce projet de loi de l'Association des maires de France - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle [n° 5 (93-94)] - Suite de la discussion** - (9 novembre 1993) - **Art. 39** (accueil des apprentis par les entreprises) (p. 4142) : soutient l'amendement n° 492 de Mme Danielle Bidard-Reydet (valeur nationale du diplôme) - (p. 4146, 4147) : durée de l'engagement de l'employeur - Avec les membres du groupe communiste, refuse de prendre part au vote sur l'amendement de coordination n° 96 de la commission - **Art. 40** (contrats d'insertion) - **Paragraphe II** (création de trois articles dans le code du travail) (p. 4156) : soutient l'amendement de suppression n° 513 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Avantages pour l'employeur - Absence de diplômés reconnus - Injustice de l'article - **Art. L. 981-9-1 du code du travail (contrat d'insertion)** (p. 4161) : soutient l'amendement n° 520 de Mme Danielle Bidard-Reydet (modalités de conclusion des conventions entre l'Etat et les entreprises) - Importance des conventions - **Art. L. 981-9-2 (reprise des dispositions du contrat d'orientation pour la rémunération des heures supplémentaires et de la rupture anticipée du contrat)** (p. 4165) : soutient l'amendement n° 523 de Mme Danielle Bidard-Reydet (alignement de la rémunération de tout jeune sous contrat d'insertion sur celle de tout autre salarié effectuant le même travail) - **Art. L. 981-9-3 (conditions d'exonération de 50 % des cotisations sociales à la charge de l'employeur)** (p. 4168) : soutient l'amendement n° 529 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de la réduction des cotisations patronales au titre des accidents du travail lors de l'embauche d'un jeune sous contrat d'insertion) - **Art. 43** (assouplissement des conditions d'obtention du congé d'enseignement et de recherche) (p. 4176) : augmentation des possibilités de recours au congé individuel - Diminution de la contribution de l'Etat - **Art. 44** (gestion des fonds des formations en alternance) (p. 4180) : collecte de la contribution des employeurs - Disparité entre les régions concentrant des activités économiques stratégiques, et des régions en déclin industriel - **Art. 45** (crédit d'impôt formation continue et apprentissage) (p. 4182) : soutient l'amendement n° 545 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de l'article 244 quater C du code général des impôts relatif à la mise en oeuvre du crédit d'impôt formation).

- **Projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Banque de France, à l'assurance, au crédit et aux marchés financiers [n° 81 (93-94)]** - (18 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 4404, 4405) : sa motion n° 37 tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Banque de France - Ratification du traité sur l'Union européenne - Dégradation de la situation économique et monétaire de l'Europe ainsi que de l'emploi - Opinion publique - Dispositions relatives aux banques et établissements financiers - Directives européennes - **Art. 1^{er}** (indépendance de la Banque de France dans la définition de la politique monétaire) (p. 4410) : ses amendements, n° 38 de suppression ; n° 15, n° 16 et n° 17 : suppression successivement des paragraphes I, II et III de cet article ; et n° 39 : rôle de la Banque de France dans la croissance économique et le développement de l'emploi ; rejetés - **Art. 3** (contrôle des établissements de crédit agréés en France, filiales d'établissements de crédit installés dans un autre Etat membre de la Communauté européenne) (p. 4422) : son amendement n° 40 : présentation pour avis au Conseil national du crédit d'un rapport spécifique sur les contrôles de la commission bancaire ; devenu sans objet - **Art. 5** (assouplissement des conditions dans les-

quelles les sociétés peuvent émettre des emprunts obligataires) (p. 4428) : son amendement de suppression n° 18, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - **Art. 8 (pension de titres)** (p. 4432 à 4434) : ses amendements n° 41 : suppression du paragraphe III de cet article relatif à la prise ou mise en pension des valeurs mobilières des titres de créances négociables sur un marché réglementé français ou étranger ou des effets publics ; n° 42 : nouvelle rédaction du paragraphe VI relatif à la rémunération du cessionnaire ; n° 43 : suppression du paragraphe VIII relatif au traitement comptable de l'opération ; n° 19, n° 20, n° 21 et n° 22, soutenus par Mme Paulette Fost : suppression successivement des premier, deuxième, troisième et quatrième alinéas du paragraphe IX relatifs au régime fiscal des prises en pension ; rejetés - **Art. 10 (sociétés anonymes de crédit immobilier ; pouvoirs de contrôle de la chambre syndicale)** (p. 4435) : son amendement de suppression n° 44 ; rejeté - **Art. 11 (modification des règles de transfert du recouvrement des créances cédées à un fonds commun de créances)** (p. 4436) : son amendement n° 45 : mention de la réalisation de ces opérations de recouvrement dans une annexe spécifique du rapport annuel d'activité de la Caisse des dépôts et consignations ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 4450) : indépendance de la Banque de France - Sociétés anonymes de crédit immobilier, SACI - Avis défavorable du groupe communiste sur ce texte.

— **Rappel au règlement** - (22 novembre 1993) (p. 4601) : demande que le Gouvernement fasse part de ses intentions sur les propositions du groupe communiste relatives aux problèmes de la nouvelle pauvreté.

— **Projet de loi de finances pour 1994 [n° 100 (93-94)].**

Discussion générale :

(22 novembre 1993) (p. 4630, 4631) : analyse de la situation de l'exercice 1993 - Déficit budgétaire : insuffisance de la prévision initiale et récession économique - Prévisions des comptes de la nation - Revenu disponible des ménages - Rentabilité financière des capitaux et absence d'investissements productifs - (p. 4632) : SICAV monétaires - Emprunt Balladur et privatisations - Conséquences économiques et sociales des orientations budgétaires - (p. 4633) : les membres du groupe communiste et apparenté ne voteront pas ce projet de loi de finances.

Suite de la discussion - (23 novembre 1993) - **Question préalable** (p. 4684) : sa motion n° I-131 tendant à opposer la question préalable ; rejetée - Contexte économique international - Mouvements sociaux - (p. 4685) : injustices fiscales et sociales - Réforme de l'impôt sur le revenu - Utilisation des fonds publics - Education nationale - Logement - Emploi - Agriculture - Santé - Anciens combattants - (p. 4686) : culture - Transferts de charges vers les collectivités territoriales - Budget de la défense - Cohésion nationale - (p. 4687) : question préalable votée sur le projet de budget pour 1993 - Conséquences dramatiques du présent projet de budget pour les Français.

Discussion des articles de la première partie :

(23 novembre 1993) - **Art. 2 (réforme du barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)** (p. 4690, 4691) : ses amendements n° I-224 : calcul de la décote ; n° I-226 : abattement maximum par enfant majeur rattaché ; et n° I-227 : seuil de non-recouvrement de l'impôt sur le revenu ; rejetés - (p. 4694) : son amendement n° I-225 : imputation de certaines réductions d'impôt avant l'application de la décote ; rejeté - **Après l'art. 2** (p. 4700, 4701) : son amendement n° I-228 : extension du bénéfice de la demi-part affectée au quotient familial aux ménages dont l'un des membres se trouve hospitalisé dans un établissement de long séjour ou de postcure ; rejeté - (p. 4703) : intervient sur l'amendement n° I-134 de M. Jean-Pierre Masseret (abaissement du taux de la CSG) - Suppression de la CSG - Financement de la sécurité sociale par la taxation des revenus du capital - **Art. 2 bis (aménagement des conditions de déduction des frais de transport du domicile au lieu de travail)** (p. 4704) : son amendement n° I-230, soutenu par M. Louis Minetti : extension du bénéfice de la majoration de distance considérée comme « normale » pour déplacement professionnel aux zones de montagne et aux départements bénéficiaires des dispositions de la dotation de fonctionnement minimale ; devenu sans objet - **Avant l'art. 3** (p. 4705 à 4708) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-231 :

suppression de l'avantage fiscal lié à l'investissement locatif lorsque les propriétaires ont des revenus supérieurs à 300 000 F. ; n° I-232 : introduction d'une progressivité de la taxation des revenus de capitaux mobiliers ; n° I-233 : suppression du prélèvement libératoire ; et n° I-234 : suppression des avantages fiscaux liés à l'investissement immobilier locatif privé ; rejetés - (p. 4708) : son amendement n° I-235 : augmentation de la réduction d'impôt accordée au titre des versements et dons à toutes les catégories d'oeuvres ; rejeté - **Après l'art. 4** (p. 4710) : son amendement n° I-238 : revalorisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Avant l'art. 5** (p. 4711, 4712) : ses amendements, n° I-239 : inclusion des biens professionnels dans le calcul de la base de l'impôt de solidarité sur la fortune ; n° I-240 : majoration de la valeur nette des biens déclarés de la plus-value réalisée par la cession de biens pour l'assujettissement à l'impôt de solidarité sur la fortune ; et n° I-241 : inclusion dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune des oeuvres d'art dont la valeur excède 1 200 000 F. ; rejetés - **Art. 5 (actualisation du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 4713) : son amendement n° I-242, soutenu par M. Louis Minetti : modification du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Après l'art. 5** (p. 4714) : son amendement n° I-243 : suppression du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune ; rejeté - **Art. 6 (exonération des plus-values de cessions de titres d'OPCVM de capitalisation dont le produit est utilisé pour l'achat d'un logement)** (p. 4715 à 4717) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-246 de suppression, et n° I-247 : exclusion du champ d'application de l'article 6 des dispositions relatives aux lois régissant le logement ; rejetés.

Suite de la discussion - (24 novembre 1993) - **Art. 6 bis (exonération des plus-values de cession de titres d'OPCVM de capitalisation investis en titres de taux dont le produit est utilisé en souscriptions d'actions de sociétés non cotées ou versés sur un compte courant d'associé bloqué)** (p. 4746) : son amendement de suppression n° I-248, soutenu par M. Louis Minetti ; rejeté - **Avant l'art. 7** (p. 4749, 4750) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° I-249 : déduction du revenu imposable des intérêts des dépôts effectués sur le livret A des caisses d'épargne ; et n° I-250 : taxation de l'encours des parts de SICAV ; rejetés - (p. 4750) : délocalisation de capitaux - **Après l'art. 8** (p. 4753, 4754) : son amendement n° I-252 : création d'un livret d'épargne populaire automobile ; rejeté - **Art. 9 (allègement des droits d'enregistrement dus par les sociétés)** (p. 4756, 4757) : ses amendements, n° I-253 de suppression et n° I-254, soutenus par M. Louis Minetti : limitation du champ d'application des exonérations de droits proportionnels sur le capital aux activités agricoles ; rejetés - **Après l'art. 9** (p. 4759) : ses amendements, n° I-255 : amortissement exceptionnel accordé aux véhicules fonctionnant à l'électricité ; et n° I-259 : amortissement exceptionnel accordé au matériel de retraitement des déchets ; rejetés - (p. 4762) : sur l'amendement n° I-6 de M. René Trégouët, repris par M. Paul Girod puis par M. Paul Loridant (dispositif de nature à renforcer les fonds propres des entreprises en création ou en difficulté), son sous-amendement n° I-302 ; rejeté - (p. 4765) : ses amendements, n° I-257 : taxation de l'achat de sociétés étrangères par des sociétés françaises ; et n° I-258, soutenu par M. Robert Pagès : contribution versée à l'ASSEDIC par les entreprises ayant procédé à des licenciements abusifs ; rejetés - (p. 4766 à 4768) : ses amendements, soutenus par M. Robert Pagès, n° I-260 : taxation de toute société dont le résultat d'exploitation du dernier exercice clos est bénéficiaire et qui procède durant l'exercice suivant à des licenciements abusifs ; et n° I-261 : paiement de la taxe professionnelle par les entreprises procédant à des délocalisations dans la commune du premier établissement et dans la commune de réinstallation ; rejetés - Effet dissuasif des amendements proposés - **Art. 9 bis (relèvement du plafond d'amortissement des véhicules de tourisme possédés par les entreprises)** : son amendement de suppression n° I-262 ; rejeté - **Après l'art. 9 ter** (p. 4769) : son amendement n° I-263 : modification du traitement des provisions constituées en vue de faire face à certaines charges ou risques d'exploitation ; rejeté - (p. 4770) : sur l'amendement n° I-189 de M. Jacques Oudin (aménagement des dégrèvements d'impôt pour les sociétés nouvelles et en particulier les sociétés innovantes), son sous-amendement n° I-303 ; devenu sans objet - (p. 4775, 4776) : ses amendements, n° I-264 : modification du régime d'imposition séparé des plus-values de cessions

d'actifs ; et n° I-265 : réintégration du produit des plus-values de cession des actifs immobiliers dans la base de calcul de l'impôt sur les sociétés ; rejetés - Au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° I-49 de la commission (augmentation du taux de remboursement de la TVA).

Suite de la discussion - (25 novembre 1993) - **Art. 24** (*évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes*) (p. 4812) : recettes du budget de l'Etat et contribution européenne - Contribution britannique - Contrôle de l'utilisation des fonds dans la Communauté européenne - Efficacité des dépenses de la Communauté - (p. 4813) : fonds d'intervention - Le groupe communiste et apparenté refuse le montant et les objectifs du budget de la Communauté - **Après l'art. 9 ter** (p. 4818) : son amendement n° I-266 : modification de l'assiette de la contribution des entreprises à l'effort de construction ; rejeté - **Avant l'art. 10** (p. 4820) : soutient l'amendement n° I-268 de M. Louis Minetti (défense de l'horticulture française) - Son amendement n° I-270 : modification du taux de la TVA applicable sur les produits horticoles ; rejeté - (p. 4823) : au nom du groupe communiste, se déclare opposé à l'amendement n° I-222 de M. Christian Bonnet (application du taux réduit de TVA aux hôtels de catégorie « 4 étoiles luxe ») - (p. 4825) : son amendement n° I-267 : limitation du poids de la TVA sur la consommation privée d'électricité des ménages ; rejeté - (p. 4827) : ses amendements n° I-271 : application d'un taux de TVA zéro sur les produits dérivés du sang et du plasma ; et n° I-269 : taxation au taux de 14,5 % de l'ensemble des revenus financiers provenant des titres émis en France ainsi que les revenus de biens immobiliers autres que ceux utilisés pour l'usage personnel du propriétaire ou de sa famille directe ; et exonération de cette contribution des livrets d'épargne populaire et autres placements populaires ; rejetés - **Art. 10** (*pérennisation du prélèvement social de 1 % sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 4828) : son amendement n° I-272 : passage à 2 % du taux de taxation des valeurs boursières, mobilières et autres ; rejeté - **Art. 11** (*modification du tarif des taxes intérieures de consommation sur les produits pétroliers et sur le gaz naturel livré à l'utilisateur final et mesures diverses relatives à l'énergie*) (p. 4830) : ses amendements n° I-273 : suppression des dispositions relatives à la possibilité de modifier une seule fois par an le taux de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers et assimilés ; et n° I-274 : modification du barème de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers ; rejetés - **Art. 12** (*reconduction et aménagement du prélèvement sur les entreprises pétrolières*) (p. 4832) : son amendement n° I-275, soutenu par M. Jean Garcia : maintien du prélèvement sur les entreprises d'exploitation de gisements d'hydrocarbures implantés sur le sol national ; rejeté - **Art. 12 bis** (*exonération des redevances des mines pour les gisements d'hydrocarbures en mer*) (p. 4833) : son amendement de suppression n° I-276, soutenu par M. Jean Garcia ; rejeté - **Art. 13** (*reconduction de la majoration pour frais d'assiette et de recouvrement des impôts directs locaux*) (p. 4835) : son amendement de suppression n° I-277, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - (p. 4837) ; intervient sur l'amendement n° I-216 de M. Jean-Marie Girault (affectation de la majoration de ce prélèvement à la part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement) - Déficit du budget de l'Etat - Budget des collectivités territoriales - Fiscalité locale - **Après l'art. 14 bis** (p. 4844) : sur les amendements du Gouvernement, le groupe communiste se déclare favorable aux n° I-311 (exonération de tous les jeunes agriculteurs qui s'installent de l'impôt foncier non bâti) et n° I-312 (revalorisation des coefficients de remboursement de TVA pour les agriculteurs soumis au régime du réel simplifié) et se déclare opposé au n° I-313 (exonération des impôts pesant sur les primes d'assurance couvrant les risques agricoles et sur les contrats d'assurance maladie complémentaire dans le secteur agricole) - **Art. 14 quater** (*relèvement du montant des revenus sur lesquels peuvent s'imputer les déficits agricoles*) (p. 4848) : son amendement de suppression n° I-278 ; rejeté - **Art. 14 sexies** (*régime des plus-values applicable aux cessions de matériels agricoles par les entreprises de travaux agricoles*) (p. 4852) : son amendement de suppression n° I-279 ; rejeté - (p. 4858) : son amendement n° I-280, soutenu par M. Ivan Renar : exonération des exploitations agricoles de la taxe foncière sur les propriétés non bâties selon un processus progressif d'application ; rejeté - **Art. 15** (*taxe sur*

les salaires payée par La Poste) (p. 4863) : son amendement de suppression n° I-282, soutenu par Mme Paulette Fost ; rejeté - Charges fiscales supplémentaires - Remise en cause du service public - **Après l'art. 15** (p. 4870) : intervient sur l'amendement n° I-217 de M. André Diligent, repris par M. Louis Perrein (assujettissement de La Poste et de France Télécom dans les conditions de droit commun aux impositions directes locales perçues au profit des collectivités locales et des établissements et organismes divers) - Budget des collectivités territoriales - (p. 4871) : ses amendements, soutenus par Mme Paulette Fost, n° I-283 : exclusion du champ d'application de la taxe sur les salaires du secteur des HLM ; et n° I-284 : franchise de 20 000 francs sur le montant de la taxe sur les salaires, quel que soit le régime d'assujettissement à la TVA, accordée aux organismes et aux associations à but non lucratif ; rejetés - (p. 4872) : son amendement n° I-285, soutenu par Mme Paulette Fost : soumission à la TVA au taux de 0 % des ventes, commissions et courtages portant sur les publications dans les départements de la France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer ; rejeté - **Art. 16** (*affectation des droits sur les boissons au Fonds de solidarité vieillisse*) : ses amendements, n° I-286 de suppression et n° I-287 : nouvelle rédaction ; rejetés - **Après l'art. 16** (p. 4873) : son amendement n° I-288 : augmentation du plafond salarial ouvrant droit à l'octroi de l'aide judiciaire totale ou partielle ; rejeté - **Art. 16 bis** (*institution d'un droit de timbre sur l'enregistrement des requêtes auprès des juridictions administratives*) (p. 4874) : son amendement de suppression n° I-289 ; rejeté - **Art. 20** (*modification de l'indexation de la dotation globale de fonctionnement à compter de 1994*) (p. 4890) : son amendement de suppression n° I-292, soutenu par Mme Paulette Fost ; devenu sans objet - (p. 4894, 4895) : intervient sur l'amendement n° I-58 de la commission (actualisation de la DGF, à compter du 1^{er} janvier 1995, sur la base de l'inflation prévisionnelle avec régularisation, l'année suivante, par l'Etat au profit des collectivités territoriales à raison de la moitié du taux de croissance constaté et du supplément éventuel d'inflation par rapport aux provisions) - **Art. 21** (*suppression de l'indexation de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs*) (p. 4896) : son amendement de suppression n° I-293 ; adopté - **Art. 22** (*modification du taux de compensation du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée*) (p. 4897) : son amendement de suppression n° I-294 ; devenu sans objet - **Après l'art. 22** (p. 4903, 4904) : ses amendements n° I-296 : droit à compensation du Fonds de compensation pour la TVA des dépenses des collectivités territoriales et de certains de leurs organismes ; et n° I-295 : remboursement de la TVA dans le délai d'un mois ; rejetés - **Art. 23** (*aménagement de la compensation de l'abattement de 16 % appliqué aux bases de la taxe professionnelle*) (p. 4909, 4910) : son amendement de suppression n° I-297, soutenu par Mme Paulette Fost ; devenu sans objet - (p. 4911) : son amendement n° I-298 : suppression des avantages dont bénéficient les entreprises importantes en matière de taxe professionnelle ; devenu sans objet - (p. 4919) : se déclare opposé à l'amendement n° I-61 de la commission (nouvelle rédaction) - **Art. 18** (précédemment réservé p. 4888) (*affectation au budget général des recettes de privatisation*) (p. 4927, 4928) ; son amendement n° I-291 : affectation au budget général de la totalité des recettes de privatisation ; rejeté.

Suite de la discussion - (26 novembre 1993) - **Explication de vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 4982, 4983) : opérations de cession de biens professionnels ; exemple d'Air France - Emploi - Impôt sur le revenu - (p. 4984) : collectivités territoriales - Vote du groupe communiste contre l'ensemble de la première partie.

Deuxième partie :

Budget annexe : Imprimerie nationale - (4 décembre 1993) - Rapporteur spécial - Son intervention présentée par Mme Paulette Fost (p. 5592).

Charges communes et services financiers - (10 décembre 1993) (p. 5935, 5936) : rééquilibrage de l'UNEDIC - Budgétisation d'allègements de charges des entreprises - **Examen des crédits** - **Charges communes - Etat B** (p. 5944) : dette publique - Méfaits d'une politique de dégrèvement et de déductions fiscales - Son amendement n° II-47 : réduction des crédits relatifs à la budgétisation des prestations familiales ; rejeté -

Services financiers - Etat B : proteste contre la réduction des effectifs de la Direction générale des impôts.

Comptes spéciaux du Trésor - (10 décembre 1993) (p. 5952) : utilisation des dépenses des comptes spéciaux - Redevance audiovisuelle - Recettes des privatisations - Vote du groupe communiste contre ce projet de budget.

Articles non joints :

(11 décembre 1993) - **Art. 45** (*aménagement du seuil des cessions de parts ou actions d'OPCVM de capitalisation investies en titres de taux*) (p. 6023) : soutient l'amendement n° II-69 de Mme Paulette Fost (abaissement du seuil de cessions non imposables à 50 000 francs dès le 1^{er} janvier 1994) - **Art. 46** (*réduction du taux de prélèvement libératoire sur les produits bancaires*) (p. 6025) : soutient l'amendement de suppression n° II-70 de Mme Paulette Fost - **Art. 47** (*extension de l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières*) (p. 6028) : soutient l'amendement de suppression n° II-71 de Mme Paulette Fost - **Art. 50** (p. 6041) : intervient à propos de l'amendement n° II-79 de M. Jean Clouet (possibilité de majoration de 5 % du taux de la taxe professionnelle) - **Art. 52** (p. 6059) : soutient l'amendement n° II-72 de Mme Paulette Fost (taxe sur les salaires dans le milieu associatif) - **Art. 52** (*réforme des conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés*) (p. 6064) : soutient l'amendement de suppression n° II-73 de Mme Paulette Fost.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales** [n° 393 (92-93)] - (14 décembre 1993) - **Art. 2** (*respect des orientations du schéma prévisionnel des formations*) (p. 6264, 6265) : soutient l'amendement n° 3319 de Mme Danielle Bidard-Reydet (Compatibilité des formations proposées par les établissements privés du secondaire avec les orientations définies par le schéma prévisionnel de formation) - (p. 6266) : soutient l'amendement n° 3321 de Mme Danielle Bidard-Reydet (suppression de l'association des représentants désignés par les établissements d'enseignement privés sous contrat à l'élaboration des schémas prévisionnels de formation) - Mise en oeuvre des lois de décentralisation - Souhaite que l'Etat remette en état les collèges et les lycées - **Art. 6** (*application du nouveau régime à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 6274, 6275) : soutient l'amendement de suppression n° 3324 de Mme Danielle Bidard-Reydet - Demande la réinscription dans la discussion des amendements n° 3325 à 3394 visant à exclure du champ d'application de la proposition de loi chacun des départements français métropolitains et d'outre-mer et déclarés irrecevables - Conséquences graves de ce texte pour Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon en raison des spécificités et particularités locales - **Exception d'irrecevabilité** (p. 6279) : intervient contre la motion n° 3396 du Gouvernement tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité à un certain nombre d'amendements - Absence de débat sur les amendements dont l'irrecevabilité est soulevée - Démocratie - **Après l'art. 1^{er}** (*priorité ordonnée* le 29 juin 1993 p. 1870 ; *puis réservé*) (p. 6282, 6283) : soutient l'amendement n° 3285 de Mme Danielle Bidard-Reydet (application effective des transferts de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et des transferts financiers correspondant) - Difficultés financières des collectivités territoriales : transfert de compétences en matière d'éducation sans transfert des ressources - Paix scolaire - Education de qualité pour tous.

- **Projet de loi portant réforme de la dotation globale de fonctionnement et modifiant le code des communes et le code général des impôts - Deuxième lecture** [n° 142 (93-94)] - (15 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6356, 6357) : fiscalité locale - Allègement des charges de taxe professionnelle sur les entreprises - Hausse prévisible des impôts locaux - Abondement de la dotation d'aménagement de la DGF - Critères peu satisfaisants de répartition de la dotation de solidarité urbaine, DSU - Intercommunalité - Vote du groupe communiste contre ce projet de loi - **Après l'art. 3** (p. 6359) : son amendement n° 16 : mécanisme de majoration des seuils de population pour les communes accueillant sur leur territoire d'importantes implantations universitaires, hospitalières ou militaires ; rejeté - **Art. 6** (p. 6363) : vote du groupe communiste contre cet article - **Art. 8** : son amendement n° 17, soutenu par M. Robert Pagès : suppression du prélèvement au pro-

fit de la dotation des groupements de communes ; rejeté - **Art. 9** (p. 6366) : vote du groupe communiste contre cet article - **Art. 11** (p. 6367) : son amendement n° 18 : rapport du comité des finances locales sur des propositions d'abondement de la dotation d'aménagement ; rejeté - **Art. 11 - Art. L. 234-12 du code des communes (dotation de solidarité urbaine)** (p. 6370) : son amendement n° 19 : liste des logements sociaux pris en compte dans le calcul de la DSU ; retiré - (p. 6371) : son amendement n° 20 : critère de revenu : prise en compte du revenu moyen régional ; rejeté - (p. 6373) : son amendement n° 21 : modification du plafond de l'effort fiscal ; rejeté - **Explication de vote sur l'ensemble** (p. 6386) : vote du groupe communiste contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 1993** [n° 144 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6551) : aggravation du déficit des finances publiques - Réduction des recettes fiscales de l'Etat - Augmentation du chômage partiel - (p. 6552, 6553) : financement du « revenu minimum d'insertion » - Réévaluation de l'allocation aux adultes handicapés - Financement du Fonds national de l'emploi - Insuffisance de la prévision budgétaire - Détérioration des recettes du budget annexe des prestations sociales agricoles - Importance du montant non consommé des autorisations de programme accordées au ministère de la défense - Avis défavorable du groupe communiste sur ce projet de loi de finances rectificative pour 1993 - **Art. 10** (*dépenses ordinaires des services militaires*) (p. 6567) : son amendement de suppression n° 16 ; rejeté - **Art. 11** (*dépenses en capital des services militaires*) : ses amendements n° 17, de suppression, et n° 40 : réduction des dépenses en capital des services militaires ; rejetés - **Après l'art. 16** (p. 6569) : son amendement n° 29 : conditions d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxe parafiscale affectée au financement du secteur public de l'audiovisuel ; rejeté - **Art. 20** (*suppression de l'option pour l'assujettissement à la TVA des commissions perçues lors de l'émission et du placement d'emprunts obligataires*) (p. 6571) : son amendement de suppression n° 18 ; rejeté - **Art. 23** (*exonération de TVA des organismes privés de formation professionnelle continue*) (p. 6572) : son amendement de suppression n° 20 ; rejeté - **Après l'art. 35** (p. 6579) : son amendement n° 31 : relèvement de l'impôt sur les sociétés au bénéfice de l'éducation nationale ; rejeté - (p. 6580) : son amendement n° 30 : amélioration de la situation financière des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ; rejeté - **Après l'art. 41** (p. 6583) : ses amendements n° 35 : modification du dispositif de la taxe sur les salaires versée par les associations et les établissements publics ; n° 34 : modification de certaines règles relatives à la fiscalité directe locale ; et n° 32 : modification des règles relatives à la prise en charge par l'Etat de certains impôts directs locaux ; rejetés - (p. 6585) : ses amendements n° 33 : modification de l'assiette de la taxe professionnelle ; n° 23 : modification du calcul de la dotation globale de fonctionnement ; et n° 22 : modification du pourcentage de la valeur ajoutée brute de l'entreprise utilisé dans le calcul de la taxe professionnelle ; rejetés - (p. 6589) : son amendement n° 21 : mise en oeuvre des aides du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée ; rejeté - **Art. 43** (*annulation de dettes de pays étrangers*) (p. 6592) : son amendement n° 24 : relèvement du seuil maximal consacré, dans le budget, à la prise en charge des pays moins avancés ; rejeté.

- **Projet de loi portant aménagement de la législation relative à la garantie des métaux précieux et aux pouvoirs de contrôle des agents des douanes sur la situation administrative de certaines personnes** [n° 175 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6602) : risque de confusion entre les différents poinçons, pour le consommateur - Nécessité du maintien du système actuel de contrôle français - Risques de fraude sur la teneur réelle en platine, en or ou en argent - Rôle irremplaçable des services actuels de la garantie d'Etat - Conséquences pour l'emploi dans ce secteur - Avis défavorable des sénateurs du groupe communiste sur ce projet de loi - **Art. 14** (*obligation de tenir un livre de police*) (p. 6613) : se déclare opposé à l'amendement n° 17 de la commission (maintien du principe de l'anonymat sur les transactions portant sur l'or monétaire, ainsi que sur l'or en barre et en lingot) - **Art. 26** (*droit de vérification des titres de séjour*) (p. 6619) : se déclare opposé à l'adoption de cet article.

– **Projet de loi relatif à l’Imprimerie nationale - Deuxième lecture** [n° 109 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Art. 1^{er}** (p. 6520) : crainte relative à une éventuelle privatisation totale ou partielle de l’Imprimerie nationale - Votera l’article 1^{er} tout en maintenant son opposition sur l’ensemble du projet de loi - **Explication de vote sur l’ensemble** (p. 6521) : le groupe communiste votera contre ce projet de loi.

– **Projet de loi de finances pour 1994 - Conclusions du rapport de la commission mixte paritaire** [n° 179 (93-94)] - (17 décembre 1993) - **Discussion générale** (p. 6527) : volonté du Gouvernement d’améliorer la discussion budgétaire et le travail parlementaire - Absence de marge de manoeuvre du Parlement et impossibilité pour les parlementaires de faire valoir leurs propositions - Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés - Taxation du capital - Mesures en faveur des entreprises - (p. 6528) : impôts directs - Réduction des déficits publics et maîtrise des dépenses publiques - Dépenses militaires - Dépenses sociales et mesures de soutien à l’emploi et à l’activité - Le groupe communiste ne donnera pas quitus au Gouvernement de ce projet de loi de finances pour 1994.

VOILQUIN (Albert), sénateur des Vosges (RI).

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires étrangères.
- Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d’apurer les comptes ; de nouveau membre (*JO* Lois et

décrets du 7 octobre 1993) ; puis vice-président (*JO* Lois et décrets du 13 octobre 1993).

DÉPÔTS

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)] adopté par l’Assemblée nationale - **Défense - Air** - [n° 104 (93-94)] tome 7 (22 novembre 1993).

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 1994** [n° 100 (93-94)].

Deuxième partie :

Défense - (2 décembre 1993) - Rapporteur pour avis (section « air ») - (p. 5448) : éléments chiffrés - Conditions de vie et de travail des personnels - (p. 5449, 5450) : réduction du format de l’armée de l’air - Projet de missile nucléaire air-sol à longue portée - Transport aérien militaire - Assure de sa confiance le ministre de la défense - (p. 5471, 5472) : industrie française de défense - Situation morale et matérielle des personnels de défense - Service national militaire obligatoire.